

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DU TRAVAIL UNITAIRE**

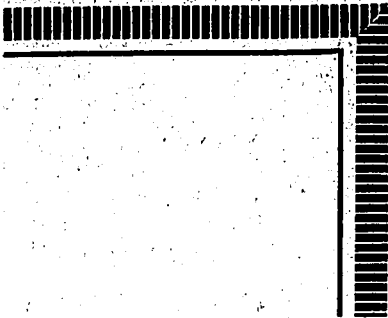
(SECTION FRANÇAISE DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE)

**Siège : 33, Rue Grange-aux-Belles
Téléphone : BOTZARIS 54-10 Paris-X^e**

- I. S. R. -



C. G. T. U.



CONGRÈS NATIONAL ORDINAIRE *282*

(VII^e Congrès de la C.G.T.U.)

Paris

23 au 29 Septembre 1933

Salle Huyghens



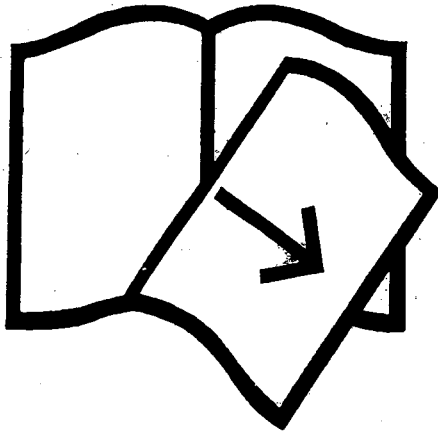
DON
215926

80 TP

45877

(1933)

CONFÉRENCE D'UNITÉ
CONFÉRENCE COLONIALE



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Exemplaire incomplet numérisé en l'état.

Ordre du Jour du Congrès National Ordinaire de Paris

(VII^e Congrès de la C.G.T.U.)

- I. — **RAPPORT D'ACTIVITE. — LA C.G.T.U. FACE A LA
LA CRISE ECONOMIQUE, AU FASCISME ET A
LA GUERRE IMPERIALISTE.**
- II. — **LES REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE
DANS LA PERIODE ACTUELLE.**
- III. — **LE FRONT UNIQUE, L'UNITE SYNDICALE ET LES
LUTTES OUVRIERES.**
- IV. — **LES QUESTIONS D'ORGANISATION.**
- V. — **LE PROBLEME DU CHOMAGE.**
- VI. — **MODIFICATIONS AUX STATUTS.**
- VII. — **ELECTION DE LA COMMISSION EXECUTIVE ET DE
LA COMMISSION DE CONTROLE.**
- VIII. — **QUESTIONS DIVERSES.**



Renvoi aux Rapports et autres Documents



Le VII^e Congrès confédéral a siégé dans une période de crise économique aiguë, d'offensive accrue contre les salaires et les conditions de travail. Le nombre des chômeurs a considérablement augmenté depuis le VI^e Congrès. La misère s'implante dans les foyers prolétariens.

La bourgeoisie rejette ouvertement son masque démocratique et impose sa dictature sanglante par le fascisme. La guerre plane sur le monde, peut éclater au moindre incident ; chaque pays capitaliste poursuit une course effrénée à l'armement.

L'Union Soviétique, qui a victorieusement terminé son premier plan quinquennal et qui voit ainsi croître la haine de la bourgeoisie mondiale, s'est engagée résolument dans le travail de réalisation de son deuxième plan de cinq ans. Elle se dresse, face au chaos des pays capitalistes, démontrant aux masses laborieuses du monde entier la valeur de l'économie socialiste et de la société qui œuvre à la suppression définitive des classes sociales.

Les grèves, les batailles de rues, la lutte directe contre le capitalisme et sa dictature sont la preuve, contrairement aux affirmations des chefs réformistes, que la classe ouvrière n'abdique pas et qu'elle poursuit courageusement sa route vers son émancipation, vers la révolution prolétarienne.

Le VII^e Congrès discuta attentivement de tous ces problèmes et donna, comme orientation à toutes les organisations unitaires, de s'attacher particulièrement à la défense des revendications immédiates ; à ancrer le syndicat à l'entreprise ; à travailler d'arrache-pied à la réalisation de l'unité syndicale de classe, par la pratique constante du front unique entre ouvriers, dans l'action revendicative. C'est ainsi seulement que la lutte contre le fascisme et contre la guerre pourra être pratiquement organisée.

Comme complément au compte rendu sténographique ci-joint, les lecteurs devront se reporter aux documents et matériaux officiels ayant servi de base à la discussion au Congrès, notamment les brochures sur : le rapport d'activité, les questions d'organisation, le rapport financier, ainsi que les rapports sur la main-d'œuvre immigrée, féminine et jeune, parus dans la Vie Ouvrière au cours des mois d'août et septembre 1933.

N. D. L. R.

PREMIÈRE PARTIE

Compte Rendu Sténographique des Débats.

PREMIÈRE JOURNÉE

Séance du 23 Septembre (matin)



La séance est ouverte à 10 h. 45 par le camarade Monmousseau.

MONMOUSSEAU. — Au nom du secrétariat confédéral, je propose pour la présidence d'honneur du VII^e Congrès de notre C.G.T.U. tous les militants torturés, assassinés par le parti national-fasciste, avec la complicité de la social-démocratie; les militants indochinois en lutte héroïque contre l'impérialisme français sous les gouvernements de toutes couleurs, les camarades Thälman, Torgler, Dimitrov, Popov, Tanev; le camarade Losovsky.

Je propose, pour constituer le bureau de ce congrès — c'est-à-dire pour la présidence effective — les camarades suivants :

Hénaff (20 ^e U.R.).	Thibault (U. L. de Saint-Etienne).
Arrachard (20 ^e U.R.).	Navarro (U. R. d'Algérie).
Gourdeaux (P.T.T.).	Le Gall (Terrassiers R.P.).
Paul Marcel (Services publics).	Delhomme (T.C.R.P.).
Demusois.	Renoncourt (Bateliers).
Brout (Bâtiment).	La camarade Pontanier (Vêtement de Lyon).
Costes (Métaux R.P.).	Marty (Textile de Castres).
Mohn (Alsace-Lorraine).	Lebas (Jeunes syndiqués).
Martha Desrumeaux (région du Nord et du Pas-de-Calais).	Vallizère (Bâtiment de Mulhouse).
Nédélec (Bâtiment de Marseille).	Loirat.

(Le bureau ainsi composé est adopté à l'unanimité.)

(Les camarades désignés prennent place à la tribune présidentielle.)

Discours d'ouverture de Hénaff

LE PRÉSIDENT. — Je déclare la première séance du VII^e Congrès de la C.G.T.U. ouverte.

Je veux d'abord, au nom de l'Union des Syndicats Unitaires de la Région Parisienne, saluer les délégués de ce pays venus à notre Congrès pour travailler ardemment à l'organisation des grandes batailles ouvrières. Il convient, à l'ouverture de ces travaux, de rappeler aux congressistes qu'en cette année 1933 nous commémorons le treizième anniversaire de l'adhésion de notre mouvement syndical français à l'Internationale Syndicale Rouge. Il faut rappeler que nous commémorons l'entrée de notre mouvement dans la voie de l'internationalisme prolétarien, en ayant devant les yeux l'exemple de ceux qui, sur un sixième du globe, font flotter le drapeau de la dictature du prolétariat.

Examinons, camarades, à l'ouverture de ces travaux rendus particulièrement importants par la situation économique et politique mondiale, les changements survenus depuis les deux années qui nous séparent de notre VI^e Congrès.

En effet, en 1931, la France entrait à son tour dans le tourbillon de la crise économique mondiale qui a à sa base le régime capitaliste. Tandis que, sur un sixième du globe, s'édifie le socialisme, chassant pour toujours la misère des foyers ouvriers, pour laisser place à l'amélioration constante des conditions d'existence des masses pour l'ensemble du prolétariat, avec la crise, la situation matérielle du prolétariat s'est aggravée. L'offensive du capital, ses efforts continus pour résoudre, provisoirement, ces difficultés sur le dos de la classe ouvrière ont sans cesse augmenté. Des dizaines de millions de chômeurs parcourent les rues des capitales de tous les pays capitalistes du monde à la recherche de leur morceau de pain. La montée du fascisme en Allemagne marque très nettement l'état de dégénérescence du régime capitaliste. On a recours à la terreur, à la violence pour écraser dans le sang les mouvements de masse qui, chaque jour, s'avèrent plus forts.

Tous les pays capitalistes sont secoués par de grandes batailles ouvrières. En Espagne, les grèves se succèdent les unes aux autres et contiennent en elles un caractère offensif nettement exprimé.

En Pologne, malgré la terreur, les ouvriers se battent, malgré la répression, et arrachent des avantages sérieux.

En Roumanie, les prolétaires en bataille contre leurs patrons occupent les usines et luttent pied à pied contre la police et l'armée.

En Amérique, pays de la démocratie chère aux chefs socialistes et réformistes, pays aux salaires élevés, le fameux plan Roosevelt est mis maintenant à mal. C'est la faillite de l'économie dirigée. Là encore, les ouvriers se battent, malgré la fusillade, les gaz employés par les troupes de l'impérialisme yankee.

Dans l'Amérique du Sud, les mouvements de révolte — quoique dirigés dans la plupart des cas par des aventuriers à la solde du grand capital — marquent, néanmoins, la volonté de lutte des masses d'acquiescer, par l'action, leur libération du joug de l'impérialisme américain et de se libérer définitivement de leur propre bourgeoisie.

En Allemagne, le prolétariat, trahi par les chefs réformistes réalisant jusqu'au bout leur tâche de principal soutien social de la bourgeoisie, le prolétariat auquel l'hitlérisme a arraché tout droit d'organisation, démuné d'une quantité importante de ses chefs, se bat avec un courage

admirable, dans les entreprises, dans les comités de chômeurs, sous la direction de notre mouvement révolutionnaire.

Il ne s'agit pas de nous lamenter. Mais il faut qu'en ce jour où nos camarades sont traduits devant la Cour criminelle de Leipzig, les congressistes fassent, à ce Congrès de la C.G.T.U., le serment solennel, pour l'intérêt du prolétariat international, de lutter de toutes leurs forces contre le réformisme, principal soutien du capital.

Dans les colonies, les masses indigènes luttent et réalisent, sous l'impulsion de notre C.G.T.U., le front unique avec les travailleurs de la métropole, avec les fonctionnaires, avec les camarades cheminots.

La guerre fait ses ravages en Extrême-Orient. La guerre de rapines de l'impérialisme massacre chaque jour beaucoup de nôtres, des prolétaires de France, des indigènes, etc., qui sont spoliés, volés chaque jour par l'impérialisme français.

En face de cette situation, il faut que notre VII^e Congrès précise les tâches de tout notre mouvement syndical. Il faut accentuer notre lutte révolutionnaire. Elle seule peut permettre d'arracher la libération du prolétariat. La maison capitaliste est lézardée. Nous voulons que le prolétariat, guidé par notre C.G.T.U., par l'ensemble de nos syndicats unitaires, forge la pioche qui, par ses coups redoublés, fera crouler l'édifice capitaliste pour faire place à notre société, telle que nous la voulons. (*Applaudissements.*)

Pour cela, il nous faut travailler en permanence, sans répit, à l'application de notre juste tactique de front unique.

La grande question qui se pose devant ce Congrès, c'est l'organisation du front unique, c'est de gagner un par un chaque ouvrier adhérent aux organisations réformistes ou influencé par elles. Nous pourrions réaliser ce front unique en accentuant notre travail d'organisation, sur le lieu de l'exploitation, sur le lieu du travail, en travaillant d'arrache-pied à la constitution de nos sections d'entreprise, en sortant du cadre des parloles, des discours, pour passer au travail pratique, et pour réaliser les tâches qui sont fixées dans les résolutions qui sortent de notre Congrès.

Nous gagnerons ces ouvriers confédérés, inorganisés, chrétiens, si nous savons aller vers eux, la main fraternellement tendue ; si nous savons leur expliquer ce que nous voulons, si nous posons, en premier lieu, à chacun des ouvriers, la question de l'organisation de la lutte, la nécessité de lier nos efforts pour faire face à l'offensive capitaliste.

Nous y parviendrons à condition que tous nos camarades comprennent que l'effort de tous est indispensable, que chaque ouvrier doit travailler à ce but. Notre mot d'ordre : que chaque entreprise soit une citadelle du prolétariat, est plus que jamais à l'ordre du jour dans le domaine de la réalisation.

Notre C.G.T.U., après deux ans d'activité, se présente devant ce Congrès, sans doute avec des faiblesses — en particulier dans l'application des décisions du VI^e Congrès — sur notre tactique du front unique. La discussion qui va se dérouler au sein de ce Congrès devra servir à chaque camarade, tellement sont grands les enseignements qui se dégagent des grandes batailles engagées pendant cette dernière période.

Malgré tout, malgré nos faiblesses, il ressort nettement — et nul ne peut le contester — que, seule notre C.G.T.U., seule notre organisation révolutionnaire se place résolument à la tête des masses pour leurs luttes contre le capital ; que seule notre C.G.T.U. a une tactique juste.

dans le domaine de l'organisation et de la direction des luttes revendicatives.

Des grèves de masses se sont déroulées pendant cette dernière période. Les ouvriers de chez Citroën se sont battus pendant de longues semaines, avec un cran admirable, réalisant le front unique de combat, élisant leur direction représentant chaque catégorie de l'ensemble des travailleurs de chez Citroën.

Les métaux de Marseille ont, eux aussi, imposé leur volonté au patronat. Il y a eu les grandes batailles des textiles d'Armentières, de Castres, des agriculteurs de Capestang, des carreleurs de Paris, les multiples mouvements partiels du bâtiment de la région parisienne, les gars du bâtiment de Sidi-Bel-Abbès, secouant à la base l'impérialisme français ; les grandes grèves des ouvriers de Strasbourg : 2.000 gars du bâtiment qui, pendant dix semaines, se battent ensemble, unitaires, chrétiens, inorganisés, confédérés, réalisant leur bloc, décidés à vaincre le patronat pour leurs revendications. Les camarades de Strasbourg ont donné un admirable exemple des possibilités de réalisation de l'unité d'action à la base.

Il y a eu aussi la grande bataille de nos camarades bateliers qui, une première fois trompés et trahis, recommencent et veulent lutter jusqu'au bout, dirigés par notre C.G.T.U., pour vaincre la bourgeoisie et obtenir leurs justes revendications.

Ce sont là autant de grands mouvements qui sont à l'actif de notre C.G.T.U. Voilà le bilan de notre centrale syndicale unitaire.

Dans quelques jours, va s'ouvrir, à Paris, le Congrès du réformisme, le Congrès de la C.G.T. Leur bilan est tout autre, et, sans doute, des prolétaires sains poseront certaines questions, dans ce Congrès. Il dépend de notre action que cette différence, ce contraste se développe, et nous aurons ainsi la possibilité de réaliser un vrai travail de front unique avec les ouvriers réformistes.

Camarades, par leur politique de collaboration de classe, réalisant la tâche qui leur est dévolue par la bourgeoisie dans son offensive contre le prolétariat, les chefs réformistes ont brisé d'importants mouvements. Il suffit seulement de rappeler devant les camarades congressistes deux des grands mouvements trahis par les chefs de la C.G.T. : la grève d'Armentières et la grande bataille des prolétaires d'Alsace-Lorraine.

Les minoritaires qui nous ont quittés, depuis le dernier Congrès, pour aller à la C.G.T., soi-disant pour donner un sang nouveau à cette centrale, ont capitulé, à l'exemple de tant d'autres, les cimentiers notamment — pour ne citer que ceux-là — qui, nous venons de le savoir il y a quelques heures, ont voté le rapport d'activité présenté par la direction confédérale.

Ceux qui sont restés dans nos rangs ont appliqué la politique qui leur était donnée. Ils sont le prolongement de la politique du réformisme dans les rangs de notre C.G.T.U. La meilleure preuve réside dans la bataille des bateliers.

Si donc les réformistes s'avèrent comme des traîtres, si donc les chefs confédérés ont travaillé à briser les mouvements de grève importants, s'ils ont travaillé à empêcher le courant de mécontentement de se développer, s'ils ont enrayé certaines luttes, il convient, par conséquent, que chacun de nous qui avons ici des responsabilités, comprenne que le principal obstacle en face du prolétariat, dans la lutte contre la bourgeoisie, c'est le réformisme. Il convient donc de le combattre comme

tel, en détachant de ces chefs traitres avérés les masses de prolétaires qui seront gagnés un par un à la bataille revendicative.

C'est une tâche à laquelle nous devons, les uns et les autres, nous employer. Les ouvriers ont confiance en notre C.G.T.U., car ils savent que seule notre C.G.T.U. lutte en faveur de leurs revendications. Considérant cette confiance, considérant aussi les responsabilités énormes qui pèsent sur nos épaules, nous devons, les uns et les autres, venir à cette tribune avec l'idée bien arrêtée de rechercher en commun les meilleurs moyens d'action, les meilleures tactiques, pour que, de ce VII^e Congrès, sortent les décisions importantes qui permettront à notre C.G.T.U. de se renforcer et de pouvoir prendre la première place dans le domaine de la préparation des luttes revendicatives des masses et conduire le prolétariat définitivement à la libération totale. (*Applaudissements.*)

Election des Commissions

LE PRÉSIDENT. — Camarades, il nous faut maintenant procéder à l'élection des camarades qui devront composer les différentes commissions de travail de ce Congrès.

La Commission des mandats

Je veux, au nom de la Commission Exécutive Confédérale, soumettre à la ratification du Congrès les noms des camarades qui doivent composer la Commission des Mandats :

Grandel (P.T.T.).	Robitaille (Dockers).
Pauliac (Bâtiment).	Barne (Enseignement).
Musmeaux (Métaux).	Rivière (19 ^e U. R.).
Thomasson (Transports).	Matton (8 ^e U. R.).
Cécile Boillot (Livre-Papier).	Duguet (Mineurs).
Dolbeau (Etablissements Militaires de l'Etat).	Dupuy (Cheminots).

(*La Commission des Mandats est désignée par le Congrès à l'unanimité.*)

La Commission des résolutions et des candidatures

LE PRÉSIDENT. — Pour la Commission des Résolutions et des Candidatures, la Commission Exécutive propose au Congrès les noms des camarades suivants :

1. Racamond.	14. Martha Desrumeaux.
2. Monmousseau.	15. Perrouault.
3. Gitton.	16. Mohn.
4. Frachon.	17. Darguesse.
5. Mauvais.	18. Timbault.
6. Gourdeaux.	19. Parsal.
7. Croizat.	20. Georgette Bodineau.
8. Semard.	21. Lebas.
9. Midol.	22. Hénaff.
10. Richetta.	23. Le Gall.
11. Arrachard.	24. Doucet.
12. Cellier.	25. Kérautret.
13. Nédélec.	

(*La Commission des Résolutions et des Candidatures, ainsi proposée, est désignée à l'unanimité par le Congrès.*)

Les résolutions de solidarité

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Henri Raynaud pour une résolution de solidarité contre le procès de Leipzig.

Contre le procès de Leipzig

HENRI RAYNAUD. — Camarades, nous proposons au Congrès, dès l'ouverture de ses travaux, le vote de la résolution suivante contre l'abominable procès de Leipzig :

Le VII^e Congrès National de la Confédération Générale du Travail Unitaire, dès l'ouverture de ses travaux, élève, au nom des masses laborieuses françaises, sa plus énergique protestation contre le criminel procès de Leipzig.

Les quatre accusés : Torgler, Dimitrof, Tanef, Popof, sont manifestement tout à fait innocents. Cela est aujourd'hui clairement et définitivement prouvé par le contre-procès de Londres. Les coupables sont incontestablement les dirigeants nazis qui ont prémédité et fait exécuter l'incendie du Reichstag pour réaliser leur répression de masse contre le prolétariat révolutionnaire allemand.

Le procès de Leipzig n'est qu'une expression cynique et infâme de la terreur fasciste qui assassine et emprisonne les meilleurs militants du prolétariat allemand et international.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U., sûr d'interpréter la volonté des milliers de travailleurs de ce pays, réclame la cessation immédiate de cette abominable comédie judiciaire, la libération des quatre innocents, dénonce comme les vrais incendiaires les sanglants chefs nazis et appelle la classe ouvrière à la lutte sans merci contre la dictature fasciste en Allemagne et la condamnation des vrais responsables.

Il appelle les travailleurs de toutes tendances à se dresser avec force dans l'action de masse la plus large et la plus énergique pour arracher à la mort Torgler, Dimitrof, Tanef, Popof et sortir des geôles hitlériennes les milliers d'ouvriers révolutionnaires torturés par la répression fasciste.

Camarades, nous vous demandons de voter cette résolution et de désigner tout de suite une délégation du Congrès qui sera chargée de la porter à l'ambassade d'Allemagne dès demain, et nous vous proposons que la délégation soit composée de la façon suivante :

Notre camarade Midol, de la Fédération des Cheminots, député ;

Notre camarade Frot, de la XX^e Union Régionale ;

Notre camarade Chambon, de Lyon ;

Notre camarade Nédélec, de Marseille ;

Notre camarade Mohn, de Strasbourg ;

Notre camarade Perrouault, de Nancy ;

Notre camarade Martha Desrumeaux, de Lille ;

Notre camarade Bossus, de la Fédération du Bâtiment ;

Notre camarade Costes, des Métaux ;

Notre camarade Parsal, de l'Agriculture.

(Vifs applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le texte de la résolution, ainsi que la composition de la délégation chargée d'aller porter ce texte à l'ambassade d'Allemagne.

(Le texte de la résolution est adopté à l'unanimité et la composition de la délégation ratifiée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au camarade Fayet pour une résolution à l'adresse des travailleurs et travailleuses d'Indochine.

Aux travailleurs et travailleuses d'Indochine

FAYET. — Camarades, sur l'initiative commune de la C.G.T.U. et du Secours Rouge International, il a été organisé une campagne dont l'objectif est l'envoi d'une délégation ouvrière en Indochine, afin de pouvoir dénoncer les crimes de l'impérialisme français et de montrer l'immense tragédie qui se déroule dans ce pays lointain.

Camarades, cette campagne et aussi la lutte héroïque de nos camarades indochinois ont obligé le gouvernement criminel, le gouvernement impérialiste français à opérer un recul. Parmi les camarades inculpés 19 ont été libérés et 61 autres camarades ont passé devant la cour correctionnelle, alors qu'ils devaient être traduits devant la cour criminelle. Ainsi ces camarades sont passibles d'une condamnation au maximum de cinq ans alors qu'ils étaient menacés de dix années de bagne.

Camarades, ce recul de l'impérialisme français ne peut pas nous satisfaire ; il ne doit pas être une raison d'arrêter notre action ; au contraire, celle-ci doit être amplifiée. Il y a encore les condamnés de Saïgon ; il y a 10.000 prisonniers politiques indochinois ; il y a 1.500 détenus à la Guyane.

Nous devons donc renforcer notre travail, pour libérer tous ces travailleurs, tous ces camarades des geôles, des bagnes de l'impérialisme français.

Nous devons continuer notre action pour libérer d'une façon totale et complète nos camarades indochinois ; et, à ce sujet, je demande à nos camarades congressistes de marquer leur solidarité en votant la résolution suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. adresse son salut fraternel au prolétariat indochinois opprimé et écrasé par l'impérialisme français.

Il tient à l'assurer que, dans la lutte héroïque qu'il soutient contre les bourreaux impérialistes français, il peut compter sur la solidarité entière de la C.G.T.U. et de la classe ouvrière de France.

Il enregistre avec satisfaction que la combativité des travailleurs indochinois et la campagne de la C.G.T.U. et du S.R.I. qui a été engagée pour l'envoi d'une délégation ouvrière en Indochine, ont obligé l'impérialisme français à un recul qui est marqué par la libération de dix-neuf inculpés et par la comparution de soixante et un autres camarades qui devaient passer devant la Cour criminelle.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U., en présence de ce premier résultat, fait appel à nouveau aux travailleurs français pour qu'ils redoublent d'activité, afin d'arracher des geôles impérialistes et du bagne toutes les victimes de l'impérialisme français en Indochine.

Cette action, ils la continueront jusqu'à la libération totale de leurs frères indochinois.

Vive la lutte commune des prolétaires français avec les travailleurs indochinois !

Vive la libération totale nationale et sociale du peuple indochinois !

(Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution dont notre camarade Fayet vient de vous donner lecture.

(La résolution est adoptée à l'unanimité.)

Je donne la parole à notre camarade Brout.

Aux grévistes de Strasbourg et à tout le prolétariat d'Alsace-Lorraine

BROUT. — Camarades, nous pensons être l'interprète des délégués au Congrès de notre C.G.T.U. en soulignant devant notre Congrès toute notre admiration pour nos camarades d'Alsace-Lorraine et pour le prolétariat de Strasbourg qui, en ce qui concerne le Bâtiment, a soutenu pendant onze semaines vaillamment contre la coalition du patronat, des pouvoirs publics et des organisations confédérées et chrétiennes, la lutte pour les revendications du Bâtiment et contre l'impérialisme français.

Nous voulons aussi marquer, et ceci d'une façon très ferme, notre solidarité envers les ouvriers des autres industries, qui sont entrés dans la bataille et qui, pendant une dizaine de jours, ont tenu tête vaillamment aux gardes mobiles de l'impérialisme français, qui remplacent en Alsace-Lorraine, depuis la guerre, les gendarmes allemands, qui représentaient l'impérialisme allemand avant le conflit.

Camarades, nous pensons qu'il ne s'agit pas seulement pour nous de voter une résolution, mais de la voter en affirmant à nos camarades délégués d'Alsace-Lorraine dans ce Congrès qu'ils pourront, dès leur retour auprès des masses ouvrières dans ces régions, leur déclarer qu'elles peuvent compter sur l'appui entier de notre C.G.T.U. Elle s'efforcera de rallier l'ensemble des ouvriers de ce pays pour la lutte commune contre le patronat, contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme.

Camarades, je sou mets à l'approbation du Congrès la résolution suivante :

Les délégués au VII^e Congrès de la C.G.T.U.,

Saluant les ouvriers du bâtiment de Strasbourg qui, pendant dix semaines, ont lutté courageusement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ;

Affirment leur solidarité au prolétariat alsacien-lorrain, pour la lutte qu'il mène sous le drapeau de nos syndicats unitaires contre l'exploitation capitaliste et l'oppression de l'impérialisme français.

Le Congrès cite en exemple le magnifique front unique à la base réalisé dans l'action par les ouvriers de toutes tendances : unitaires, confédérés, chrétiens, inorganisés, comme le moyen, l'étape pour la réalisation de l'unité syndicale, sur la base de la lutte de classe.

Le Congrès condamne les chefs réformistes et chrétiens qui, au travers de multiples manœuvres de trahison, ont permis au patronat et aux pouvoirs publics coalisés de battre provisoirement les ouvriers.

Il se déclare solidaire des ouvriers emprisonnés, frappés ou blessés par les gardes mobiles de l'impérialisme français et appelle le prolétariat à la lutte commune pour leur libération.

Vive l'unité d'action du prolétariat contre le patronat, contre la bourgeoisie et l'impérialisme !

(La résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Croizat.

Au Conseil central des Syndicats de l'U. R. S. S. et aux ouvriers et paysans de l'Union Soviétique

CROIZAT. — Camarades, au moment où nous allons discuter et examiner en commun la situation dans notre pays et au point de vue international, il est indispensable que, dès l'ouverture de notre Congrès, nous puissions également attirer l'attention de tous les militants de notre C.G.T.U. sur les efforts considérables actuellement réalisés par l'Union Soviétique.

Depuis près de seize ans qu'a triomphé la Révolution en Russie, le prolétariat russe a donné un exemple de volonté et de ténacité admirable.

Les succès chaque jour remportés tant du point de vue industriel que du point de vue social provoquent l'admiration de tous les prolétaires du monde entier.

De même l'Union Soviétique a, depuis plusieurs années, remporté des succès incontestables du point de vue de sa politique pacifique.

Aujourd'hui, camarades, il se trouve, dans les rangs mêmes de la bourgeoisie, des hommes qui reconnaissent les succès obtenus par l'Etat prolétarien. Ils sont obligés, en effet, de reconnaître les efforts grandioses accomplis par l'Union Soviétique.

Mais ces sourires, ce changement de langage de la bourgeoisie internationale ne signifient nullement qu'elle a désarmé contre l'Union Soviétique. Je n'en veux pour preuve que le fait suivant.

Des ingénieurs appartenant à la métallurgie de notre pays se sont rendus, il y a quelque temps, en Russie. Dans *l'Usine*, tout en écrivant qu'il n'est plus possible de nier les efforts et les réalisations entrepris par l'Union Soviétique, ils ajoutent : « Si nous devons reconnaître ces efforts, nous n'entendons pas pour cela abdiquer notre position politique vis-à-vis de l'Union Soviétique ».

Si, pour des fins économiques et surtout en raison des contradictions existant entre les différents pays capitalistes, ces derniers font des tentatives pour se rapprocher de l'Union Soviétique et organiser le commerce avec elle, ceci ne doit pas laisser supposer un seul instant que la bourgeoisie internationale désarme, bien au contraire.

Au moment même où de nombreuses déclarations de ce genre sont produites, ce qui doit contribuer, bien entendu, si nous savons les utiliser, à développer le courant de sympathie du prolétariat international vis-à-vis de l'Etat prolétarien, l'offensive de la bourgeoisie, par ses écrits, par sa presse, par la parole, contre l'Union Soviétique se renforce et prend une allure de violence des plus sérieuses.

Ce qu'il nous faut également souligner, c'est que, dans cette campagne d'insultes contre l'Union Soviétique, nous retrouvons les socialistes, les réformistes qui, on peut le dire, jouent le rôle principal en apportant à cette campagne de calomnies le plus d'acharnement.

L'expérience révolutionnaire russe est, pour nous, pleine d'enseignements. Nous devons être fiers de pouvoir dire : « Alors que la social-démocratie et le réformisme n'ont qu'un plan de capitulation à présenter au prolétariat, nous avons, nous prolétariat révolutionnaire, une expérience vivante qui, chaque mois, chaque jour, remporte des succès dans le domaine économique, dans le domaine social, au point de vue de l'amélioration des conditions de vie du prolétariat des villes et des champs. »

Ajoutons que cet effort, effort d'édification du socialisme est entrepris, sous le contrôle et la direction de la puissante C.G.T. russe qui groupe aujourd'hui plus de 18 millions de travailleurs.

C'est sous son impulsion et avec l'aide de tous ses adhérents que vont se poursuivre et se réaliser maintenant les œuvres d'édification qui se présentent. Les efforts entrepris pour l'application du 2^e Plan quinquennal seront accomplis sous la direction des syndicats russes, organisations puissantes se composant de 18 millions d'adhérents, prolétariat qui travaille avec acharnement, avec ténacité, avec le souci de remporter des victoires et de consolider encore sa position.

Manifester une admiration pour les succès de cette édification, c'est bien, mais il importe de se montrer vigilants et de mettre tout en œuvre pour organiser la défense active et de tous les instants de l'Etat prolétarien menacé par les intrigues impérialistes.

Dans ce but, la direction confédérale vous propose de voter la résolution suivante à l'adresse de la C.G.T. russe :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. française adresse au Conseil Central des Syndicats de l'U.R.S.S. et aux ouvriers et paysans de l'U.R.S.S. son salut fraternel et révolutionnaire.

150 millions d'ouvriers et de paysans vont fêter triomphalement le XVI^e anniversaire de leur Révolution donnant au monde capitaliste en décadence le spectacle grandiose d'une édification gigantesque du socialisme. C'est la mise en œuvre victorieuse du deuxième plan quinquennal qui se traduit par un accroissement constant du bien-être des travailleurs de la ville et des champs.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. tient à affirmer qu'en toutes circonstances, l'U.R.S.S. pourra compter sur la solidarité active du prolétariat révolutionnaire français pour défendre la patrie prolétarienne internationale contre toute agression du capitalisme mondial.

Le VII^e Congrès salue les succès de la politique pacifique de l'Etat prolétarien et voue au mépris les chefs de la F.S.I. et de l'I.O.S. qui, aux côtés de la bourgeoisie internationale, ne cessent d'insulter et de comploter contre la Révolution russe.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. appelle le prolétariat français à réaliser son bloc de classe autour de la patrie prolétarienne et à exiger en premier lieu du gouvernement impérialiste français l'expulsion des gardes blancs.

Vive l'édification socialiste en U. R. S. S. !

Vive le Conseil Général des Syndicats de l'U.R.S.S. !

Vivent les ouvriers et paysans de l'Union Soviétique !

Vive la Révolution internationale !

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution présentée par Croizat.

(La résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

Au prolétariat espagnol et à la C. G. T. U. d'Espagne

RABATÉ. — Camarades, notre Congrès ne peut oublier que, tout près de nous, le prolétariat espagnol est, depuis 1931, en lutte pour réaliser sa Révolution et qu'il rencontre, à cet égard, de multiples obstacles, qu'il se heurte à la politique menée là-bas non seulement par le parti socialiste espagnol et sa Centrale syndicale l'U.G.T., mais aussi

à l'anarcho-syndicalisme dont la politique est, pour la classe ouvrière, aussi pleine de dangers que celle du parti socialiste.

Grâce à l'activité des partisans de l'I.S.R., le mouvement syndical révolutionnaire espagnol s'est créé et développé à travers les luttes et les batailles, en dépit des assassinats de prolétaires et ouvriers agricoles en grève en Espagne. Il s'est cristallisé autour de l'action des partisans de l'I.S.R., en Andalousie principalement, au premier chef à Séville qui reste et restera l'avant-garde de la Révolution espagnole.

La direction de la C.G.T.U. m'a chargé de présenter au Congrès une résolution de solidarité avec le prolétariat espagnol en lutte, résolution dont vous me permettez de vous donner connaissance :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. envoie son salut fraternel et révolutionnaire au prolétariat d'Espagne et à son organisation syndicale de classe, la vaillante Confederacion General del Trabajo Unitaria.

Les travailleurs révolutionnaires de France suivent avec admiration les luttes des ouvriers et des paysans d'Espagne. Nous saluons les vaillants combattants prolétaires des Asturies, de Galice, de Biscaye, de Catalogne, de Castille, d'Estramadure et surtout les vaillants lutteurs d'Andalousie, conduits par le prolétariat de Séville-la-Rouge, avant-garde de la Révolution espagnole.

La C.G.T.U. d'Espagne qui a été créée, il y a une année, par les syndicats révolutionnaires exclus des centrales réformiste, anarchiste et socialiste, a su, malgré sa jeunesse, se montrer dans les masses comme la seule organisation syndicale capable de guider révolutionnairement les luttes du prolétariat et de lutter pour l'unité syndicale de lutte de classe.

La Révolution espagnole faite par les millions d'ouvriers et de paysans a été ignominieusement trahie par les chefs socialistes dirigeant l'U.G.T. Ceux-ci sont entrés au gouvernement pour y exercer la répression contre les ouvriers et les paysans en lutte pour le pain, la terre et la liberté. Les chefs socialistes au pouvoir ont fait assassiner par la garde civile les ouvriers en grève de Pasajes, de Arnedo, de Ecija, de Séville, les paysans de Castilblanco, de Villa de Don Fadrique, etc.

L'U.G.T., sous la direction du parti socialiste espagnol, s'est donné pour tâche de briser les grèves des ouvriers d'Espagne (téléphones, dockers, mineurs, cheminots, etc.) et a approuvé la répression violente organisée par le gouvernement ; elle a saboté la révolution agraire, fait voter les lois antiouvrières de caractère fasciste (loi de défense de la République, Code du Travail, loi de l'Ordre public) et elle s'est placée, depuis le début de la révolution, à l'avant-garde de la contre-révolution.

C'est grâce aux chefs de l'U.G.T. que la bourgeoisie espagnole a pu organiser la lutte contre les ouvriers et les paysans en révolte, préparer des coups d'Etat comme celui du général Sanjurjo, organiser les bandes fascistes et constituer le gouvernement profasciste de Lerroux, actuellement au pouvoir.

En même temps, sous le masque d'une phraséologie « radicale », les leaders anarchistes et anarcho-syndicalistes de la C.N.T. ont cherché à dévier la marche en avant du prolétariat révolutionnaire.

Après avoir signé des accords avec la bourgeoisie (pacte de Saint-Sébastien) ils ont orienté les grèves qui éclataient malgré eux contre les ouvriers non anarchistes. Ils ont exclu de la C.N.T. les syndicats révolutionnaires et organisé le « pistolérisme » contre les ouvriers révo-

lutionnaires (Séville) et en même temps, sous prétexte de lutter contre le gouvernement Azana-Largo Caballero, ils pactisaient avec Lerroux, l'allié du fascisme dans la venue au pouvoir duquel ils rencontrent de « grands avantages » (C. N. T., 13 septembre).

Les dirigeants de la C.N.T., comme ceux de l'U.G.T., ont aidé la bourgeoisie dans sa lutte contre la révolution en marche. Les travailleurs d'Espagne comprennent de plus en plus que les chefs anarchistes et socialistes cherchent à les conduire au fascisme. Aussi viennent-ils en masse vers la C.G.T.U. et sa politique de lutte de classe et d'unité syndicale, vers le large mouvement de l'unité. Dans l'U.G.T., comme dans la C.N.T., se constituent chaque jour davantage les groupes d'O.S.R. qui luttent pour la formation d'une seule centrale syndicale de lutte de classe opposée à toutes les fractions de la bourgeoisie, capable de faire échec au fascisme et au gouvernement de Lerroux qui lui prépare la voie, et capable d'assurer le triomphe de la Révolution espagnole.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. de France voit dans l'organisation sœur d'Espagne en plein développement la garantie du triomphe pour le prolétariat espagnol. Grâce à la direction de l'I.S.R., la C.G.T.U. d'Espagne saura grouper la majorité du prolétariat et le diriger dans les luttes décisives, contre la domination capitaliste, pour le pouvoir.

Vive la Révolution espagnole !

Vive la C.G.T.U. espagnole !

Vive l'I.S.R. !

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution dont il vient de vous être donné connaissance.

GOSSELIN (P.T.T., Le Havre). — Je m'élève contre les critiques trop vives formulées dans cette résolution contre les camarades anarchistes.

(La résolution, mise aux voix, est adoptée).

Communication concernant la presse

LE PRÉSIDENT. — Je dois informer les représentants de la presse présents à ce congrès qu'ils peuvent trouver tous renseignements utiles à la table réservée à la presse, à la droite de la tribune. Ils pourront notamment y recevoir le communiqué relatif aux débats.

Je donne, maintenant, la parole à Bourneton.

Contre la guerre du Maroc

BOURNETON. — Camarades, la direction de la C.G.T.U. m'a demandé de présenter devant le Congrès une résolution concernant la guerre du Maroc.

Tous les camarades savent que, depuis plus de vingt ans, l'impérialisme français poursuit systématiquement cette guerre pour la conquête de nouveaux débouchés.

Dès l'origine, l'impérialisme français a mené « sa guerre » par petites étapes et, toutes les fois qu'un succès était acquis, on nous annonçait la fin de cette guerre.

En 1925, période de particulière activité, en collaboration avec le gouvernement royal d'Espagne, la guerre du Maroc atteint une telle acuité que notre C.G.T.U., en accord avec les organisations révolutionnaires, mène à travers le pays une grande campagne dont chacun d'entre nous se souvient. Au cours de cette campagne, dans le pays,

furent organisés de nombreux congrès ouvriers et paysans, à la suite desquels une grève générale de vingt-quatre heures réussit à rassembler, le 12 octobre, 1 million de travailleurs.

Cette guerre était alors menée par le gouvernement démocratique de gauche présidé par M. Herriot et soutenue par le parti socialiste. Huit ans ont passé : la guerre à nouveau bat son plein et c'est encore un gouvernement démocratique de gauche, qui s'intitule d'ailleurs « Gouvernement du pays de la tranchée de la Liberté », appuyé plus fortement encore par le parti socialiste, qui conduit la guerre. On nous répète encore, à chaque nouvelle avance, que c'est la fin de la conquête du Maroc, la réduction de la dernière tache de la dissidence.

Ce fut, d'abord, la fin de la guerre après la conquête du Djebel Saghâ, puis ce fut encore la fin de la guerre après la conquête du Djebel Badou. Maintenant, les journaux bourgeois nous informent qu'il reste encore une tache de dissidence dans la région de l'Anti-Atlas voisine de la zone espagnole et dont on peut dire qu'elle s'étend sur 100 kilomètres, du Nord au Sud.

Là-bas, 30.000 soldats armés de la technique la plus perfectionnée mitraillent, incendient, assassinent, chaque jour, un peu plus, les travailleurs espagnols qui commettent le crime ignoble de ne vouloir pas accepter la dictature du régime français. Comme en 1925, notre groupement syndical doit se dresser contre la guerre du Maroc et c'est pourquoi, à l'ouverture de ce Congrès, nous demandons aux camarades de se rallier à la proposition que nous leur soumettons et de s'associer de toutes leurs forces à notre travail pour entraîner la classe ouvrière de France à se dresser contre la guerre impérialisme du Maroc.

Voici cette résolution :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. se dresse vigoureusement contre la guerre de rapine qui se poursuit au Maroc contre un peuple avide de son indépendance, sous la direction du gouvernement Daladier soutenu par le parti socialiste et la C.G.T. au bénéfice des capitalistes et de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Plus de 30.000 soldats français et indigènes disposant d'un matériel de destruction et de mort, ultra-moderne, escaladent les pentes des montagnes jusqu'aux dernières cimes où peuvent encore se poser les pieds des montagnards marocains qui, affamés, arrosés de mitraille par les avions et les canons de la bourgeoisie « démocratique » résistent pied à pied, héroïquement.

Après avoir annoncé la « fin de la pacification » du Maroc, parce que les armées de rapine avaient conquis le Djebel Saghâ, la guerre s'est poursuivie dans le Djebel Badou. Aujourd'hui encore la presse officieuse informe qu'il reste encore « à occuper et à pacifier la zone de l'Anti-Atlas occidental, à la frontière du Rio del Oro, espagnol ». C'est ce qui explique les accords militaires secrets et les opérations en commun des gouvernements « démocratiques » de France et d'Espagne.

Dans le même moment le gouvernement de la « dernière tranchée de la liberté », emploie la terreur contre-révolutionnaire dans le Maroc « pacifié » à l'égard des mouvements de révolte qui se produisent contre le Dahir berbère, contre les salaires de misère (12 fr.), accordés aux ouvriers agricoles, contre les taxes exagérées et le prix « minima » de 40 fr. le quintal de blé accordé aux fellahs, ainsi que contre l'insurrection des étudiants à Fez, pour la campagne de boycott des produits français.

Contre les massacres d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards, les incendies de villages, la destruction des récoltes, le vol des terres, l'affamement des populations et l'envoi au bagne de milliers d'exploités marocains qui se révoltent, les travailleurs de France doivent se dresser de toute leur énergie.

Le Congrès de la C.G.T.U. affirme que l'ennemi du prolétariat et des masses laborieuses en France n'est pas le peuple marocain, mais notre propre impérialisme. *Des colonies il tire des profits qui renforcent sa domination de classe et reçoit de la main-d'œuvre bon marché qu'il dresse contre les ouvriers de France, pour aggraver leurs conditions de vie. Des colonies aussi, le capitalisme recrute des forces militaires qu'il arme pour écraser dans le sang tout soulèvement populaire dans la métropole.*

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. appelle l'ensemble des travailleurs unitaires, confédérés, autonomes, chrétiens et inorganisés contre la politique de l'impérialisme français.

Le peuple marocain est notre allié. Sa lutte est la nôtre, elle divise notre ennemi commun.

C'est pourquoi les travailleurs doivent se rassembler sous le drapeau de l'Internationalisme prolétarien pour la lutte à mener :

Pour la défense des revendications attaquées par le capitalisme pour faire sa guerre au Maroc ;

Pour l'organisation de puissantes manifestations de masses dans les entreprises et dans la rue.

Le Congrès demande aux cheminots, dockers, marins et métallurgistes en particulier, de dénoncer et empêcher les transports d'armement et de manifester dans les usines, les gares et les ports.

Camarades travailleurs de toutes tendances et inorganisés,

Formons dans les usines et les localités nos comités de lutte contre la guerre du Maroc, pour l'indépendance totale du peuple marocain par l'évacuation immédiate des armes impérialistes.

A bas la guerre du Maroc !

Vive l'action commune des travailleurs de toutes tendances et inorganisés contre la guerre du Maroc, pour la libération totale du Maroc et de toutes les colonies.

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution présentée au Congrès.

(La résolution est adoptée à l'unanimité).

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au camarade Midol.

Aux travailleurs révolutionnaires d'Allemagne

MIDOL. — Camarades, s'il en était besoin, le procès en cours actuellement révélerait aux habitants de ce pays et aux délégués du Congrès la situation du prolétariat allemand sous la botte du fascisme.

Le Congrès de la C.G.T.U. croit donc, au début de ses assises, devoir envoyer son salut fraternel et chaleureux à ceux qui, en Allemagne, luttent courageusement contre l'instauration de la dictature et pour l'avènement de la révolution prolétarienne.

Je voudrais, avant de vous lire la résolution présentée à vos suffrages, marquer, encore une fois, fortement qu'on ne peut rendre responsables de cette situation nos camarades révolutionnaires allemands, responsables de cette arrivée au pouvoir du fascisme en Allemagne.

En effet, ils ont, pendant toute la période qui vient de s'écouler, tenté de résister, au double joug imposé aux travailleurs de ce pays, c'est-à-dire à leur propre capitalisme et à celui des impérialistes français, le nôtre, qui veulent maintenir l'Allemagne asservie au Traité de Versailles.

Ils ont tenté de lutter dans les usines, ils ont essayé de créer une opposition, de faire des manifestations, de déclencher des grèves. Ils ont proposé maintes fois le front unique aux organisations voisines et aux prolétaires adhérant à ces organisations.

Mais ils se sont heurtés chaque fois au refus aussi bien des social-démocrates, sur le terrain politique, qui préférèrent la démocratie bourgeoise à la lutte révolutionnaire dans les usines, que des autres, ils se sont heurtés non seulement au refus de front unique de la C.G.T. et des réformistes mais aussi aux manœuvres policières qui ont fait que, dans de nombreux cas, nos camarades révolutionnaires étaient expulsés des usines et, même, dans certaines circonstances, les délégués d'usines qui existent dans les conseils d'usines, ceci sur la demande ou avec le consentement des organisations réformistes et des conseils d'usines réformistes.

Les véritables responsables, ceux qui ont empêché les organisations révolutionnaires de réaliser les principes fondamentaux et de résister à la bourgeoisie, d'obéir aux mots d'ordre révolutionnaires, c'est, on peut le dire, la social-démocratie et la C.G.T. allemandes, qui ont empêché le rassemblement des forces prolétariennes, qui ont semé la dissolution dans leurs rangs, qui ont gêné systématiquement la lutte contre le fascisme et qui ont amené derrière les hitlériens des millions de travailleurs désabusés, en coupant en deux le prolétariat.

Pourquoi ai-je voulu vous indiquer cela ? Parce que c'est la raison, d'abord, de la contre-révolution hitlérienne et du développement, dans les premiers temps, du fascisme allemand.

Et, puisque nous sommes, ici, dans un Congrès de la C.G.T.U., je voudrais souligner que pour ajouter, si possible, à leur trahison, ils n'ont pas hésité à livrer au fascisme les syndicats allemands dont ils connaissaient la résolution, quelques jours auparavant, ce qui a empêché ceux-ci de mobiliser les travailleurs, enlevant ainsi à ces derniers l'arme essentielle, indispensable que constitue un syndicat puissant et bien organisé.

Depuis le socialisme et le réformisme refusent de réaliser quoi que ce soit de sérieux, et se mettent aux genoux du pouvoir d'Hitler ; mais les camarades révolutionnaires continuent la besogne.

A l'aide des renseignements que nous possédons nous savons, par exemple, que malgré la situation d'illégalité, malgré que la qualité de communiste entraîne la peine de mort, notre parti en Allemagne compte actuellement le triple des effectifs du parti communiste français dans l'illégalité et cela non pas sur le papier, mais avec toutes les fonctions et toutes les ressources financières possibles.

Quant à nos camarades de l'opposition révolutionnaire, ils ont renoué les liens avec 95 % des hommes qu'ils avaient déjà touchés. Ils organisent des mouvements de masse dans la mesure du possible ; ils distribuent de la littérature et ils font un travail considérable. Ils font eux-mêmes leur diffusion, malgré tous les dangers des littératures étrangères qu'on peut leur faire parvenir. Ils nous montrent ainsi que,

même dans les circonstances les plus difficiles, on est capable quand on le veut et quand on est révolutionnaire, de toucher les prolétaires et de rassembler dans un front unique puissant tous les mécontents en préparant à travers mille difficultés le triomphe de la révolution prolétarienne allemande.

J'ai voulu vous dire cela avant de vous lire la résolution. Pourquoi ? Parce qu'il était indispensable que vous connaissiez exactement ce qui se passe de l'autre côté de la frontière.

Il est très facile de dire qu'il n'y a rien à faire, que la classe ouvrière nous laisse de côté, que les socialistes et les confédérés trahissent, que les organisations professionnelles croissent en effectifs et que le fascisme peut s'instaurer dans notre propre pays.

Camarades, que l'exemple de nos camarades allemands nous serve de leçon ! Et puisque nous avons nous-mêmes moins de difficultés, préparons, malgré ce gouvernement qui va au fascisme, la possibilité d'entrer, lorsque ce sera nécessaire, nous aussi, dans l'illégalité comme nos camarades allemands, avec la certitude que nous ferons le même travail qu'eux !

Camarades, voici la résolution que nous avons préparée :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. salue chaleureusement les vaillants travailleurs révolutionnaires allemands aussi bien ceux qui sont tombés victimes de la réaction hitlérienne, qui sont enfermés dans les camps de concentration, que ceux qui continuent leur besogne révolutionnaire au milieu des pires dangers et des difficultés inouïes du travail illégal.

Le prolétariat révolutionnaire français se solidarise absolument avec le Parti Communiste Allemand et l'Opposition Syndicale Révolutionnaire d'Allemagne qui ont combattu de toutes leurs forces en faveur du rassemblement de tous les prolétaires d'Allemagne pour la lutte contre le fascisme et les gouvernements pro-fascistes, qui pendant cette lutte ont proposé beaucoup de fois à la social-démocratie et à la C.G.T. réformiste allemande le front unique de classe pour la lutte contre le capitalisme affameur d'Allemagne et les impérialistes auteurs du Traité de Versailles.

Le prolétariat révolutionnaire français sait que l'arrivée au pouvoir du fascisme a été facilitée et a été rendue possible par les capitulations successives des chefs réformistes et socialistes, qui ont été et sont les agents directs de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, qui ont constamment combattu et combattent le front unique, et qui ont livré volontairement les syndicats allemands au pouvoir hitlérien, crime inouï et qui n'a pas de précédents dans l'histoire, et qui ont empêché de réunir sous les mots d'ordre révolutionnaires la majorité du prolétariat, gage de la victoire prolétarienne et de la défaite du fascisme.

Le Congrès de la C.G.T.U. salue les membres du Parti Communiste allemand et les ouvriers de l'O.S.R. qui se sont remis courageusement à la besogne, reconstituent les groupes révolutionnaires clandestins, réalisent des actions, jettent les bases d'un front unique puissant et des syndicats indépendants de classe qui sauront, le jour venu, jeter bas la dictature sanglante de l'hitlérisme.

Le prolétariat français redoublera d'effort pour aider les ouvriers frères d'Allemagne dans leur lutte héroïque contre la dictature fasciste,

et avant tout par la lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie et son propre impérialisme.

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix cette résolution.

(La résolution est adoptée à l'unanimité).

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Gourdeaux.

Au Congrès mondial de la Jeunesse contre la guerre

GOURDEAUX (P.T.T.). — Au cours des débats de notre Congrès, nous aurons à intervenir, à discuter sur les problèmes sérieux, capitaux, qui intéressent la jeunesse ouvrière. Aujourd'hui, nous tenons essentiellement à marquer le fait important qui s'accomplit : à Paris, au Palais de la Mutualité, les délégués de millions d'adolescents sont assemblés ; ils discutent des problèmes intéressant d'une façon urgente la jeunesse internationale, la misère, le fascisme, la guerre, l'exploitation inouïe, considérable, dont sont victimes nos jeunes camarades. Tout cela est à l'ordre du jour de ce Congrès mondial des jeunes. Tous les moyens de lutte sont étudiés et envisagés par eux.

Nous avons, nous, délégués unitaires, de lourdes responsabilités en face du mouvement des jeunes. Si nous regardons bien au fond de nous-mêmes, les uns et les autres, si, réellement, nous savons faire l'auto-critique indispensable de nos actes en tant que militants révolutionnaires, nous sommes obligés de reconnaître que nous n'avons pas toujours fait notre devoir pour l'organisation de la jeunesse qui, dans le monde capitaliste, est arrachée par la bourgeoisie à nos milieux. Les fils d'ouvriers, les fils de paysans, les jeunes intellectuels sortis des couches prolétariennes, sont embrigadés par elle dans ses clubs sportifs, dans toutes ses organisations antiouvrières où on tâche d'en faire des soldats de l'armée bourgeoise, au lieu d'en faire des soldats de l'armée rouge, des soldats révolutionnaires. *(Applaudissements.)*

Au nom de notre organisation, je vous propose d'envoyer le salut suivant au Congrès mondial de la Jeunesse :

A l'heure où la C.G.T.U. ouvre son Congrès national, les jeunes travailleurs du monde entier ont envoyé leurs délégués siéger au Congrès mondial de la Jeunesse qui se tient à Paris, au Palais de la Mutualité ;

Jeunes socialistes, jeunes communistes, jeunes syndiqués unitaires et confédérés, jeunes chrétiens, d'autres n'appartenant à aucune organisation, tous, sans distinction, ont réalisé leur front unique de combat contre l'exploitation inouïe que fait peser sur eux la société capitaliste. Ils se dressent de toute leur volonté ardente contre le fascisme, contre la guerre.

La C.G.T.U., depuis des années, tend tous ses efforts pour le rassemblement de classe de tous les travailleurs. Elle mène la lutte contre l'impérialisme mondial et contre notre propre impérialisme. Incessamment, elle fait appel à l'unité d'action de tous les exploités. Elle enregistre avec joie et fierté l'acte capital, immense, accompli par la Jeunesse internationale.

Les délégués au Congrès de la C.G.T.U. adressent leur salut fraternel et révolutionnaire aux délégués du Congrès mondial de la Jeu-

nesse qui représente des milliers d'adolescents s'insurgeant contre la misère, le fascisme et la guerre.

Vive le Congrès mondial de la Jeunesse !

(La proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

D'autre part, nous vous proposons d'envoyer au Congrès mondial de la Jeunesse, une délégation composée de la façon suivante :

Gourdeaux, Costes, Martel, Mohn, Martha Desrumeaux, Richetta et un délégué d'Algérie.

UN DÉLÉGUÉ. — Nous proposons qu'on y adjoigne le camarade Lebas, des Jeunes. *(Approbation.)*

(La délégation ainsi composée est ratifiée à l'unanimité.)

Aux travailleurs cubains

LE PRÉSIDENT. — Le presidium vous propose la résolution suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. adresse ses sentiments de solidarité aux travailleurs cubains en lutte contre leur bourgeoisie et contre l'impérialisme américain. Il dénonce l'hypocrisie de ce dernier qui prétend être le champion des libertés des peuples, alors qu'il n'hésite pas à intervenir avec ses navires pour défendre les intérêts sordides de ses capitalistes.

Le Congrès souligne aussi l'attitude des partis libéraux qui, après avoir été dans la révolution, essaient d'arrêter l'élan d'émancipation des masses travailleuses, envoient contre elles les troupes gouvernementales et seront demain aux côtés des Etats-Unis pour sauver le régime bourgeois que les ouvriers veulent abattre.

Le Congrès salue l'effort héroïque des camarades travailleurs qui s'emparent des usines, du pouvoir, dans les villes, et réalisent déjà, en grande partie, les mots d'ordre de la Révolution russe.

Mais le Congrès tient aussi à signaler aux prolétaires français le fait considérable que, sans distinction de couleur ni de race, ces travailleurs luttent côte à côte contre leurs exploités et sont un exemple vivant pour les travailleurs de tous les pays capitalistes qui asservissent leurs colonies à leur impérialisme.

Vive la Révolution cubaine ! Vive la libération des peuples affamés ! Vive la lutte commune des ouvriers blancs et noirs de Cuba !

(Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

La séance est levée à midi 15 et renvoyée à 14 h. 30.

PREMIÈRE JOURNÉE

Séance du 23 Septembre. (après-midi)



Sous la présidence du camarade Hénaff, la séance est ouverte à 14 h. 30.

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je déclare ouvrir la deuxième séance du Congrès et je vais tout de suite vous donner connaissance d'une résolution adressée par nos camarades bateliers au VII^e Congrès de la C.G.T.U.

Une adresse des bateliers au Congrès

Le Comité de Grève de la Batellerie du Secteur navigable de Dorignies et d'Arleux, à Pont-à-Vendin.

L'assemblée commune des grévistes de la Batellerie et des Mineurs de l'Escarpelle tenue ce 22 septembre 1933,

Au VII^e Congrès de la C.G.T.U.,

A tous les délégués des syndicats unitaires révolutionnaires de France,

Chers camarades,

Notre Comité de Grève de la Batellerie et notre Assemblée générale commune avec les mineurs envoient au VII^e Congrès de la C.G.T.U. son salut fraternel.

Les bateliers en lutte qui voient à leurs côtés les militants de la C.G.T.U. dans leur lutte expriment au Congrès leur entière confiance dans les méthodes d'action et de lutte directe de la Centrale Syndicale révolutionnaire de France.

Les bateliers en grève tiennent à signaler au VII^e Congrès le magnifique soutien accordé à leur lutte, particulièrement dans leur secteur par les organisations de la C.G.T.U.

Les bateliers saluent le geste de leurs camarades mineurs unitaires de Dorignies qui furent à leurs côtés sur les péniches pour résister à l'envahissement de l'appareil de répression du gouvernement de gauche soutenu par la social-démocratie.

Solidarité financière et matérielle, participation à notre lutte gréviste aux assemblées générales, organisation de la solidarité près du commerce, placement éventuel des gosses, etc. Rien n'est négligé par nos camarades mineurs unitaires de Dorignies et de l'Escarpelle pour nous faire profiter de leur riche expérience en matière de lutte gréviste et nous tenons à les remercier devant les assises de la C.G.T.U.

Nous soulignons un geste particulièrement beau dans sa simplicité. Aujourd'hui, 22, les mineurs unitaires du puits n° 5 ont organisé un véritable défilé de brouettes remplies de légumes de toutes natures, les ont ornées de petits drapeaux rouges et ils ont manifesté dans les rues avec les brouettes de légumes qu'ils sont venus apporter au Comité de grève à Pont-de-la-Deule.

Les bateliers et leurs familles ont fait aux mineurs unitaires de Dorignies une véritable ovation.

Ainsi s'opère dans la vie la véritable solidarité de classe du prolétariat.

Nous tenons notre lutte, confiants en notre force, heureux de la solidarité agissante qui s'effectue autour de nous dans notre secteur et souhaitons que dans les secteurs, nos camarades en lutte rencontrent la même solidarité combative.

Nous sommes sûrs que la C.G.T.U. saura dans son VII^e Congrès, tracer les directives claires qui permettront à toute la classe ouvrière de réaliser son unité d'action invincible.

De sérieux enseignements seront à tirer de notre grève dans l'intérêt de la classe ouvrière !

Vive la grève de la batellerie !

Vive la Centrale Syndicale Révolutionnaire de France, seule organisation syndicale au service exclusif des ouvriers et de leurs familles.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge !

LE COMITÉ DE GRÈVE DE LA BATELLERIE.

L'UNION DES SYNDICATS UNITAIRES DU DOUAISIS.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Mauvais, du secrétariat confédéral, pour la réponse à cette résolution.

La réponse de Mauvais

MAUVAIS. — Je suis sûr d'exprimer ici, non seulement la satisfaction de la direction confédérale, mais aussi celle de tous les congressistes à la lecture d'une telle résolution.

Il y a quelques jours, un dirigeant d'une fédération unitaire disait dans un Congrès : Eh quoi, vous voulez faire des révolutionnaires des travailleurs de la batellerie ! Leur magnifique grève, celle qu'ils poursuivent actuellement est une magnifique réponse à de telles paroles venant de la part d'un représentant d'une fédération unitaire.

La résolution dont notre camarade Hénaff vient de donner lecture confirme que les travailleurs de la batellerie actuellement en lutte, non seulement apportent un salut à la C.G.T.U., mais affirment qu'elle seule a été leur guide, qu'elle seule a été l'organisation qui lui a donné des mots d'ordre conformes à la défense de leurs intérêts.

Nous sommes persuadés que les congressistes seront d'accord avec la direction confédérale pour remercier le Comité de grève parlant au nom de tous les bateliers, mais pour remercier ceux-ci en leur indiquant que nous saluons avec enthousiasme leur lutte magnifique, pour leur dire qu'elle est la démonstration que de plus en plus ce ne sont plus seulement les prolétaires des usines et des champs qui entrent dans la lutte, mais que de plus en plus les couches moyennes, les artisans rejoignent les prolétaires des villes et des champs dans la lutte contre la bourgeoisie.

Nous sommes persuadés aussi que les congressistes ne salueront

pàs seulement les vaillants combattants de la batellerie, mais qu'au cours de ce Congrès ils s'efforceront de tirer les enseignements de cette magnifique bataille, enseignements précieux à plus d'un titre. Enseignements qui démontrent que dans nos propres rangs il y a encore des gens qui n'ont rien compris à la lutte des classes ou qui, s'ils ont compris, n'appliquent pas réellement les résolutions qu'ils adoptent dans les Congrès ; enseignements qui démontrent la grande combativité des travailleurs ; enseignements qui démontrent que la bourgeoisie emploiera tous les moyens pour briser les luttes révolutionnaires ; enseignements précieux pour notre Congrès et que sauront tirer les congressistes.

Nous vous demandons, camarades, de mandater la direction confédérale pour remercier nos camarades de la batellerie et leur affirmer non seulement la solidarité du Congrès mais encore celle de toutes les organisations unitaires de France, de tous les ouvriers révolutionnaires de France. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Racamond, secrétaire de la C.G.T.U., pour le rapport d'activité.

(L'assemblée, debout, chante l'*Internationale*).

Rapport d'activité

RACAMOND. — Camarades, je me rends compte que la Commission exécutive confédérale, en me chargeant de présenter le rapport d'activité de notre C.G.T.U., m'a confié une tâche très lourde.

En conséquence, que le Congrès n'hésite pas, ainsi que les militants de la direction de la C.G.T.U., à compléter cet exposé forcément insuffisant.

Le VI^e Congrès de la C.G.T.U. avait tracé les perspectives suivantes, en conclusion de ses débats : aggravation de la crise économique dans les pays capitalistes, exaspération des antagonismes interimpérialistes, développement des luttes ouvrières en riposte aux attaques renforcées contre les salaires et conditions de travail, succès des ouvriers et paysans de l'Union soviétique dans la construction du socialisme.

L'examen de la situation nationale et internationale, dans le rapport écrit, confirme pleinement la justesse de ces perspectives.

Notre VII^e Congrès, camarades, siège dans une période où les efforts du capitalisme pour trouver une issue à la crise économique mondiale, s'avèrent impuissants. La situation présente offre une différence formidable avec celle de 1931, lors de notre dernier Congrès. La crise économique industrielle et commerciale s'est aggravée d'une crise agraire sans précédent, qui réduit les populations paysannes de tous les pays, excepté l'Union des Républiques soviétiques, à des conditions d'existence précaire inconnues à ce jour. Les impérialismes mènent la guerre des monnaies et la guerre douanière, ce qui exaspère encore les antagonismes existants. En outre, chacun d'eux est aux prises avec des crises politiques violentes. Ces difficultés du capitalisme pour essayer de sortir de la crise à son profit, sont encore accentuées par la lutte des classes qui est menée avec vigueur par les masses ouvrières de tous les pays, ce qui provoque un redoublement des mesures dictatoriales.

Bien entendu, si les masses ouvrières appliquant les méthodes réformistes, se laissent réduire à des conditions esclavagistes sans résister, le capitalisme n'aurait pas besoin d'essayer de se défendre par la terreur. L'adversaire le plus redoutable du capital, c'est l'U.R.S.S. Les formidables victoires remportées par les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique dans leurs luttes pour le socialisme, constituent pour le système capitaliste un danger mortel, montrant ainsi aux masses ouvrières quel chemin elles doivent suivre pour trouver l'issue révolutionnaire de la crise.

Depuis l'établissement du rapport d'activité, en juin dernier, des événements nouveaux, très importants, se sont produits, événements dont l'analyse nous permettra de préciser les données des problèmes qui se posent à l'attention du Congrès.

Je demande aux camarades congressistes d'excuser ce que peut avoir d'aride l'énumération des chiffres que je donnerai. Mais ceci est indispensable si nous voulons comprendre le développement de la crise économique dans les pays impérialistes.

La presse capitaliste mène une vive campagne sur l'amélioration de la production. Elle prétend y voir un acheminement vers la fin de la crise. En vérité, de grands efforts sont faits pour stimuler l'activité de l'industrie. La mise en vigueur du plan Roosevelt dont nous parlerons tout à l'heure est l'expérience la plus profonde en ce sens. Quelques chiffres vont nous permettre de connaître de façon précise les résultats momentanés de cette lutte acharnée de la bourgeoisie.

Les indices généraux de la production s'établissent comme suit, en prenant pour base le chiffre 100, 1928.

Pour la France : 110 en 1930, 72 en juillet 1932 et 88 en juillet 1933.
 Pour l'Allemagne : 90 en 1930, 52 en juillet 1932 et 70 en juin 1933.
 Pour les Etats-Unis : 88 en 1930, 53 en juillet 1932 et 81 en juin 1933.
 Pour l'Angleterre : 96 en 1930, 86 en juin 1932 et 82 en juin 1933.
 Pour la Pologne : 83 en 1930, 54 en juillet 1932 et 56 en juin 1933.
 Pour la Belgique : 90 en 1930, 49 en juillet 1932, 80 en juin 1933.

Ces chiffres nous indiquent un relèvement dans la production entre juillet 1932 et juillet 1933. Mais je dois dire que les chiffres des mois d'avril, mai et juin 1933 sont beaucoup plus élevés que ceux que nous constatons en juillet, et qu'il y a déjà une régression sensible de la production dans les pays capitalistes.

Je veux maintenant donner quelques chiffres concernant la production des principales matières, de la fonte, par exemple, mensuellement, et par milliers de tonnes :

Pour la France : 836 en 1930; 455 en juillet 1932 et 566 en juillet 1933.
 Pour l'Allemagne : 808 en 1930, 374 en juillet 1932 et 440 en juillet 1933.

Pour l'Angleterre : 525 en 1930, 297 en 1932 et 349 en juillet 1933.

Pour les Etats-Unis : 2.658 en 1930. Il faut remarquer ici que la production de la fonte aux Etats-Unis était tombée à des conditions vraiment dérisoires. 581 en juillet 1932 et 1.821 en juillet 1933.

Pour la Belgique : 206 en 1930, 174 en juillet 1932 et 225 en juillet 1933.

Pour l'acier brut, en milliers de tonnes, les chiffres s'établissent comme suit :

France : 1930, moyenne mensuelle 787, juillet 1932, 465 ; juillet 1933, 581.

Allemagne : 1930, moyenne mensuelle, 962 ; juillet 1932, 465 ; juillet 1933, 641.

Angleterre : 1930, moyenne mensuelle, 620 ; juillet 1932, 437 ; juillet 1933, 577.

Etats-Unis : 1930, moyenne mensuelle, 3.326 ; juillet 1932, 805 ; juillet 1933, 3.255.

Belgique : 1930, moyenne mensuelle, 282 ; juillet 1932, 174 ; juillet 1933, 212.

Pour les combustibles minéraux, les chiffres mensuels pour ces divers pays s'établissent ainsi, en milliers de tonnes :

France : 1930, 4.586 ; juillet 1932, 3.796 ; juillet 1933, 3.815.

Allemagne (houille) : 1930, 11.891 ; juillet 1932, 8.256 ; juillet 1933, 9.104.

Allemagne (lignite) : 1930, 12.159 ; juillet 1932, 9.940 ; juillet 1933, 9.925.

Angleterre : 1930, 20.639 ; juillet 1932, 15.274 ; juillet 1933, 15.324.

Etats-Unis : 1930, 40.590 ; juillet 1932, 18.941 ; juillet 1933, 30.056.

Belgique : 1930, 2.284 ; juillet 1932, 738 ; juillet 1933, 1.995.

Voici des informations concernant la production mensuelle pour le textile et la fabrication automobile en divers pays, l'indice de base étant 100 en 1913 :

Angleterre : 1930, 59 ; juillet 1932, 66 ; juillet 1933, 67.

Etats-Unis : 1930, 145 ; juillet 1932, 83 ; juillet 1933, 160.

France : 1930, 85 ; juillet 1932, 58 ; juillet 1933, 77.

Pour la production mensuelle d'automobiles (100 en 1913) :

Etats-Unis : 1929, 1.116 ; juillet 1932, 388 ; juillet 1933, 545.

France : 1929, 657 ; juillet 1932, 412 ; juillet 1933, 461 ; juin 1933, 478.

Voyons quelques chiffres concernant le commerce extérieur des divers pays (moyennes mensuelles) :

France (millions de francs). — Importations : 1930, 4.294 ; juillet 1932, 2.355 ; juillet 1933, 2.207. — Exportations : 1930, 3.497 ; juillet 1932, 1.414 ; juillet 1933, 1.456.

Angleterre (millions de livres). — Importations : 1930, 79,8 ; juillet 1932, 43,6 ; juillet 1933, 49,4. — Exportations : 1930, 47,5 ; juillet 1932, 29,3 ; juillet 1933, 29,8.

Allemagne (millions de marks). — Importations : 1930, 866 ; juillet 1932, 366 ; juillet 1933, 360. — Exportations : 1930, 1.003 ; juillet 1932, 431 ; juillet 1933, 385.

Etats-Unis (millions de dollars). — Importations : 1930, 255 ; juillet 1932, 79 ; juillet 1933, 143. — Exportations : 1930, 320 ; juillet 1932, 107 ; juillet 1933, 145.

Belgique (millions de francs). — Importations : 1930, 2.577 ; juillet 1932, 1.121 ; juin 1933, 1.259. — Exportations : 1930, 2.172 ; juillet 1932, 1.068 ; juin 1933, 1.223.

Peut-on conclure, en examinant ces chiffres, qui démontrent un accroissement de la production, que nous sommes en présence d'une résorption même partielle de la crise, et que les résultats acquis par les efforts inouïs de la bourgeoisie seront définitivement consolidés ?

En aucune façon, camarades.

Remarquons en premier lieu que le commerce extérieur n'est pas amélioré. La production a augmenté momentanément dans le monde, mais les échanges internationaux sont réduits.

Vous voyez, camarades, la faillite énorme de la politique réformiste de la C.G.T. qui prétendait que la pression des masses ouvrières obligerait les gouvernements et les capitalistes de tous les pays à chercher des solutions internationales.

Bien au contraire, chaque pays capitaliste cherche à provoquer une excitation du marché intérieur à l'abri de barrières douanières toujours plus élevées. Mais, si nous examinons encore pourquoi la production s'est quelque peu relevée au cours de ces derniers mois, il nous faut constater un renouvellement inévitable de certains stocks. Lorsque la crise a éclaté, dans la plupart des pays, en particulier en France, la production a été ralentie très rapidement par les usiniers, les industriels ; la consommation ne s'est pas ralentie dans les mêmes conditions avec la même vitesse. Les stocks se sont épuisés, il faut renouveler et c'est ainsi que, dans l'industrie textile, nous constatons un redressement passager de la production.

L'accentuation de la fabrication du matériel de guerre est aussi l'une des raisons capitales du relèvement momentané dans quelques industries.

Il ne s'agit pas seulement, quand nous parlons de la course aux armements, de la fabrication des obus, des mitrailleuses, des avions, des canons ; il s'agit aussi de tous les travaux qui sont exécutés en cette voie.

Camarades cheminots, on a construit des lignes stratégiques ; on a construit une ligne, qui diminue la route pour aller à Nice, en partant de Paris, qui a son arrêt à Avignon et aboutit directement à Nice. Camarades, est-ce par souci du bien-être des voyageurs, de la rapidité des transports ? Allons donc, c'est surtout un moyen de faciliter l'approvisionnement en matériel de guerre de cette frontière italienne, dont on pense qu'elle peut être le théâtre de conflits sanglants.

Quand nous examinons la construction des fortifications que s'en va visiter Daladier-lé-Taciturne, la nécessité de constituer des stocks énormes de vêtements, d'approvisionnements, de matériel nécessaires auourniment des armées, nous constatons le relèvement de la production dans notre pays, comme dans tous les pays capitalistes, c'est la course à la guerre impérialiste.

Mais je pose une question : une telle fabrication est-elle de nature à diminuer les effets de la crise ? Non, c'est une fabrication improductive, une fabrication déficitaire, car en réalité on prélève sur la consommation des masses les moyens de développer ces armements formidables.

Par conséquent, camarades, toute cette production en vue de la guerre est une production qui aggrave la crise impérialiste, même si elle donne momentanément du travail à quelques centaines de milliers de chômeurs de chacun des grands pays.

Je le disais tout à l'heure, camarades, les récentes statistiques, y compris celles du mois d'août, que nous ne citons pas encore, car nous ne donnons ici que des chiffres vérifiés, démontrent que la production capitaliste en 1933, après une reprise passagère et inégale, diminue à nouveau et cette diminution s'accroîtra inéluctablement au fur et à mesure que les événements se dérouleront.

Nous devons nous poser la question : quand nous voyons l'orienta-

tion de la production dans le monde, quand nous y ajoutons les efforts faits par les masses ouvrières, pour arrêter l'offensive du capitalisme et pour conquérir des revendications nouvelles, quand nous y joignons la crise agraire, qui frappe des centaines de millions d'êtres humains ; quand nous voyons les difficultés politiques formidables qui se développent à travers tous les pays, et que nous savons que la crise économique présente est d'ores et déjà de nouveau en voie d'approfondissement, pouvons-nous penser un seul instant qu'il y ait une amélioration dans la crise générale du capitalisme ? Nous pouvons en déduire avec vérité que la fin de la stabilisation capitaliste est maintenant une chose réelle, et que la crise économique qui se déroule dans le cadre de la crise vitale du capitalisme n'est pas en voie de redressement.

Ah ! camarades, nous ne voulons pas aller chercher des arguments chez les chefs réformistes, mais Jouhaux, lui-même, dans son rapport moral, déclare que la crise économique présente, c'est quelque chose de déconcertant, dont il n'est pas possible de voir le bout.

Je puis ajouter à cela les implorations adressées au gouvernement lui démontrant que le commerce extérieur est toujours de plus en plus en déficit, dans une situation détestable, dans une situation catastrophique.

Est-ce que tout cela ne nous permet pas de dire que le VI^e Congrès de la C.G.T.U. avait raison en indiquant que la crise mondiale irait en s'aggravant ?

Je veux aussi tout de suite attirer l'attention de nos camarades délégués sur la nécessité d'examiner la situation présente, non pas d'après la seule détermination des phénomènes qui nous touchent de plus près, mais en nous rendant compte de leurs répercussions. Mettez-vous dans la peau d'un ouvrier du textile, qui a connu un chômage intense, une production réduite, et qui constate en ce moment une reprise assez importante, cet ouvrier textile peut croire (et la presse capitaliste se chargera d'ailleurs de l'orienter dans ce sens), qu'il y a une diminution de la crise.

Ce que nous venons d'indiquer démontre au contraire que la crise s'approfondit, que la stabilisation du capitalisme est du passé. Les coups répétés qui lui sont portés par les luttes prolétariennes le mèneront à la chute finale.

Mais dans le développement de la crise internationale il y a des inégalités, des aggravations rapides dans telle ou telle industrie, des redressements dus aux causes que j'indiquais tout à l'heure dans telle autre, cependant l'orientation générale, c'est que la crise économique s'approfondit à travers la crise organique du capitalisme.

En conséquence, notre VI^e Congrès avait parfaitement raison et nous allons maintenant essayer de déterminer, en examinant les événements survenus depuis l'établissement du rapport d'activité, que cette crise est encore plus profonde, qu'elle s'aggrave encore avec plus de rapidité que ne pourrait le faire penser le seul examen des chiffres que j'ai apportés.

Dans le rapport écrit nous avons effleuré simplement la Conférence économique mondiale qui était réunie à l'époque où nous l'établissions. Cette Conférence économique mondiale était présentée par les dirigeants réformistes de la Fédération Syndicale internationale, et la C. G. T. française en particulier, comme un moyen de sortir de la crise, en

s'adressant une fois de plus aux gouvernements capitalistes, en leur demandant de se mettre d'accord.

Tous les délégués affirmèrent avec éclat leur volonté de trouver des solutions correspondant aux intérêts de chacune des parties en présence. Mais il ne s'agissait pas de bonne volonté dans une telle assemblée, qui réunissait des adversaires acharnés à se combattre, il s'agissait de contradictions impossibles à résoudre par des moyens pacifiques entre pays capitalistes.

Que fut la Conférence ? Le champ clos où s'affrontèrent les impérialismes, où chaque grand pays capitaliste chercha des appuis pour la défense de ses intérêts menacés. Les Etats-Unis lancèrent comme une menace dangereuse dans les concurrences économiques l'abandon de l'étalon-or par le dollar : c'était là une pointe acérée poussée contre l'Angleterre qui avait abandonné la valeur or de sa livre et les autres pays européens dont la monnaie était encore basée sur l'étalon-or.

Les Etats-Unis ne parlèrent pas des barrières douanières. Vous vous souvenez qu'ils avaient indiqué qu'ils poseraient la question. Ils ne l'ont pas fait, parce qu'au moment où se tenait la Conférence, leur propre Congrès donnait au Président Roosevelt les moyens les plus draconiens pour dresser des barrières douanières et protéger l'industrie des Etats-Unis.

A Londres, la France tenta le rassemblement des défenseurs du système de Versailles par la constitution de bloc des pays de l'Entente et de la Petite Entente, elle essaya d'entraîner l'Angleterre dans ce bloc en spéculant sur l'antagonisme de ce pays et des Etats-Unis.

En face de la tentative française, l'Allemagne voulut dresser le bloc antiversaillais, y attirer l'Italie et aussi les pays vaincus, victimes des traités.

Si l'on examine les recherches de constitution de ces blocs, contre-blocs et faux blocs, on se rend compte de ce que signifie la diversité des antagonismes impérialistes.

Cependant, le gouvernement fasciste allemand cherchait à rassembler les forces capitalistes en présentant ce fameux mémorandum Hugenberg qui concluait à la nécessité de donner aux pays impérialistes et, en particulier à l'Allemagne, le moyen de coloniser les provinces fertiles à l'orient de l'Europe et placées actuellement sous le régime des Soviets.

Si cette proposition ne fut pas adoptée c'est parce que les impérialismes qui la discutèrent ne se mirent pas d'accord, en raison de toutes les difficultés dont j'ai parlé, qui aggravent les antagonismes interimpérialistes.

Le seul pays qui se présenta à la Conférence économique mondiale avec un bilan positif, avec des moyens d'action sérieux, c'est l'Union des Républiques Soviétiques.

Ses délégués ont constaté que les antagonismes ne sont pas disparus, que, loin de se résoudre et de diminuer, au contraire, ils s'exaspèrent.

« Chez nous, ont dit les délégués soviétiques, il n'y a pas de crise. Si ! Il y a une crise de croissance, il y a toujours insuffisance de produits, parce que la puissance de consommation de notre masse augmente sans cesse. Oui, nous devons accentuer notre outillage, notre production, développer toutes les possibilités de produire, de récolter. Notre balance est positive et nous voyons que vous êtes dans une situation

inextricable. Nous avons besoin du marché international, pour construire des machines qui nous font encore défaut, afin d'accélérer notre marche au socialisme ».

Quand on s'est adressé ainsi à ce rassemblement d'impérialismes et qu'on lui a présenté un moyen d'obtenir des commandes, les antagonistes se sont jetés là-dessus comme des chiens sur un os !

Les capitalistes étaient obligés de reconnaître qu'en Russie la production était prospère et qu'ils voulaient essayer d'y trouver un exutoire à leurs difficultés.

Ce petit fait démontre la force de la Révolution soviétique. On pourra nous dire, dans les débats de ce congrès, que la Russie s'abaisse devant les capitalistes. Allons donc ! C'est le capitalisme qui se met à genoux devant le gouvernement ouvrier et paysan.

La Conférence s'est terminée sur cet échec retentissant pour les impérialismes, les dangers de guerre en sont sortis aggravés, les Etats-Unis, l'Angleterre et tous les pays impérialistes ont opéré un repli sur eux-mêmes : c'est ce qu'on appelle la marche à l'autarchie.

Qu'est-ce que l'autarchie ? Si vous lisez les documents de la C.G.T., vous y trouverez ce mot : c'est l'orientation des gouvernements impérialistes à s'isoler, à rechercher dans leurs propres frontières les moyens de développer leur production. C'est l'essai de se suffire à soi-même, en espérant qu'on pourra exporter le trop plein de sa production chez le voisin. L'autarchie, c'est la négation de la solidarité internationale des peuples.

Lorsque le camarade Jouhaux va venir au Congrès de la C.G.T. pleurer sur cette tendance à l'autarchie et déclarer que les gouvernements n'acceptent pas les solutions internationales préconisées par la Fédération Internationale d'Amsterdam, le citoyen Jouhaux démontrera, une fois de plus, ou qu'il n'a rien compris à ce que signifie le développement du système capitaliste de la production, ou qu'il essaye, à travers ses lamentations, de sauver la politique de son propre impérialisme : l'impérialisme français. (*Applaudissements.*)

Devant la situation issue de la Conférence de Londres nous ne pouvons qu'être d'accord avec ce que dit Staline, déclarant que « la voie pacifique de la solution du problème des marchés reste fermée au capitalisme. Il ne reste à ce dernier qu'une seule issue : un nouveau partage des colonies et des sphères d'influence par la voie de la violence, des conflits guerriers, de nouvelles guerres impérialistes ».

Oui, il ne reste pas d'autre issue au capitalisme, dans sa crise, que des luttes violentes, des guerres, un rassemblement des forces impérialistes contre l'U.R.S.S., qui montre, face à la décrépitude capitaliste, quel peut être le développement triomphal de la construction socialiste.

Nous avons parlé de cette tendance des grands pays capitalistes à se replier sur eux-mêmes, et l'événement considérable qui la caractérise servira de thème principal au grand discours de Jouhaux au Congrès de la C.G.T., ce sera la mise en vigueur du Plan Roosevelt aux Etats-Unis.

Notre Congrès, quelque difficulté qu'il y éprouve, se doit d'étudier sérieusement cette question, parce que c'est la tarte à la crème des réformistes, la base de toute leur agitation et de toute leur activité. Ce plan a été sacré convenable pour la classe ouvrière au dernier con-

grès de la S.F.I.O., et Jouhaux et Lenoir le présentent comme la réalisation de ce qu'ils ont proposé depuis longtemps.

Il s'agit d'examiner sérieusement la question. Voici comment le général Johnson, bras droit de Roosevelt, directeur de la reconstitution nationale de l'industrie, nous renseigne : on demande aux employeurs d'aller de l'avant, d'accepter la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires.

Demander aux patrons de payer davantage, de diminuer les heures de travail, d'introduire aussi beaucoup de souplesse dans la production, c'est quelque chose qui est apparu lumineux aux dirigeants de la C. G. T.

Ce que Jouhaux ne disait pas, c'est que, dans l'établissement des contrats, qui servent à fixer l'organisation de la production, il est indiqué que le prix des marchandises ne pourra pas être relevé plus qu'il ne résultera de l'augmentation du prix de revient, en raison du relèvement des salaires et de la diminution des heures de travail.

On augmente nominalement les salaires, on diminue les heures de travail et, par conséquent, tout reviendra plus cher, mais peut-on croire que le patronat ne majorera pas le prix des marchandises ?

Certaines dispositions supplémentaires pouvaient permettre au gouvernement Roosevelt de faire croire que, dans le départ de ce fameux plan, il y avait des garanties sérieuses pour la classe ouvrière.

Voyons donc quelle était la situation aux Etats-Unis au début de l'application du plan Roosevelt, qui était destiné, comme je vous l'indiquais, à redonner de l'activité à l'industrie, à faire circuler davantage l'argent, partant à provoquer une hausse des prix intérieurs, à permettre l'intégration de quelques centaines de milliers de chômeurs dans l'industrie.

En février 1933, le prix du bétail était des 2/5 de celui pratiqué en 1926, celui du blé de 1/3. Le cours du coton s'était effondré. Les revenus de l'agriculture étaient passés de 11 milliards de dollars en 1929 à 5 milliards en 1932. Dans l'industrie de transformation, les entreprises qui occupaient près de 9 millions de travailleurs en 1929 et leur payaient 11 milliards 1/2 de salaires, n'en occupaient plus que 5 millions 1/2 en 1932 et ne leur payaient que 5 milliards de dollars de salaires.

Ainsi, le chiffre moyen des salaires, qui était de 1.200 dollars en 1929, n'était plus que de 900 dollars en 1932. Le nombre des hauts fourneaux était tombé de 207 à 45. Plusieurs branches d'industrie baissaient leur production de 60 à 80 %.

Pour ranimer l'industrie, disaient Roosevelt et ses conseillers, il est nécessaire de rétablir le pouvoir d'achat des masses travailleuses et des campagnes.

La première opération dans ce sens a été l'abandon de l'étalon-or pour le dollar.

Quand le dollar est descendu, — je pense qu'il a maintenant une valeur encore inférieure à celle de l'époque dont nous parlons, — les prix intérieurs ont remonté, en particulier ceux des produits agricoles. Les prix du blé, du maïs, du seigle, du caoutchouc, du pétrole ont doublé en six mois.

En effet, en période de hausse des prix, les détenteurs d'argent thésaurisé s'approvisionnent en marchandises. Quand la monnaie diminue de valeur, on achète des marchandises. C'est un phénomène que

vous avez connu en France. Quand le franc dégringolait, quand on voyait le dollar et la livre monter, ceux qui avaient de l'argent achetaient le plus possible de marchandises, on mettait dans la circulation une quantité considérable de devises, ce qui permettait de relever le prix des produits et d'augmenter, en apparence, les salaires.

Vous vous souvenez, camarades qui avez assisté à nos congrès de 1925 et de 1927, de nos discussions sur « l'échelle mobile ».

Plus le prix de la vie augmente en raison de la dévaluation de la monnaie, plus on peut donner l'illusion que les salaires progressent. Ce qu'on oublie de dire, c'est qu'ils n'augmentent pas avec la même rapidité que le coût de la vie.

Roosevelt pouvait, d'autre part, mettre des barrières douanières formidables, même arrêter l'introduction des marchandises étrangères.

Par ailleurs, un grand programme de travaux publics avait été arrêté, pour lequel trois milliards de dollars étaient prévus, production, comme je l'indiquais tout à l'heure, qui ne rapporte pas, mais qui permet aussi de mettre en circulation une certaine quantité de monnaie pour activer la consommation.

Voici ce qu'indiquent les codes-types pour l'organisation du plan Roosevelt

Premièrement, suppression du travail des jeunes de moins de quinze ans. Ce, avec 17 millions de chômeurs aux Etats-Unis ! Au moment où le plan est entré en vigueur, il est probable que le nombre de jeunes ouvriers de moins de 15 ans devait être bien réduit, quand on sait que les jeunes, au sortir de l'école, en période de crise économique, trouvent difficilement de l'embauche.

Deuxièmement, maximum de 35 heures par semaine, avec un salaire minimum de 40 cents de l'heure.

J'attire votre attention sur ce que représentent 40 cents, c'est-à-dire 40/100 de dollar, comme capacité d'achat dans un pays où le prix de la vie a fait un bond formidable, où le prix des denrées de première nécessité a doublé. Ce sont là des salaires qui correspondent à peine, quant aux possibilités d'achat, à ceux constatés dans notre propre pays.

Pour les employés, maximum de 40 heures par semaine, moyennant un salaire hebdomadaire de 12 à 15 dollars, soit un peu plus de 1 dollar 1/2 par jour, comme puissance de consommation dans un pays où les prix sont ce que je viens de vous dire.

Enfin, majoration éventuelle des prix de vente strictement égale à l'accomplissement effectif des frais de production.

Voilà ce que contiennent ces codes ! Voilà ce qui régit le système Roosevelt, système appuyé par Jouhaux !

On augmente les salaires. On prend des dispositions pour que la diminution du temps de travail soit appliquée, mais on relève automatiquement le coût de la vie.

Ceci nous intéresse particulièrement, car, lorsque nous discuterons la question de la semaine de quarante heures, nous comprendrons mieux ce que signifie l'affirmation de la C. G. T. qu'elle a posé la question devant le B.I.T.

Le relèvement des salaires devait être, d'après les déclarations de Roosevelt lui-même, réalisé avant celui du coût de la vie. Pour cela, il fallait donner des ressources financières aux industriels américains, leur offrir la possibilité d'augmenter préventivement les salaires. Or,

les grandes banques ne marchent pas, aux Etats-Unis, elles n'ont pas la même confiance que le président Roosevelt dans la réussite du plan.

Nous devons néanmoins comprendre que de telles dispositions ont eu sur la production une influence considérable. Des progrès rapides ont été effectivement constatés. Quand j'ai donné tout à l'heure les chiffres de la production mondiale, vous avez vu que ceux relatifs aux Etats-Unis étaient visiblement supérieurs à ceux des autres pays au point de vue du relèvement. Il y a eu un sursaut de la production aux Etats-Unis.

Cependant, déjà, un affaissement se produit. Voici les renseignements parvenus au 13 septembre, soit dix jours avant notre Congrès. Ils indiquent que l'industrie sidérurgique ne travaille qu'à 45 % de sa capacité de production. En ce qui concerne l'industrie automobile, la baisse commence à se faire sentir sérieusement.

Dans l'ensemble, on peut dire que, la première fièvre passée, l'industrie des Etats-Unis revient rapidement aux conditions absolument catastrophiques dans lesquelles elle se trouvait placée antérieurement.

D'ailleurs, au maximum de son effet, le plan Roosevelt n'a pas donné de travail à beaucoup plus d'un million d'ouvriers nouveaux, chiffres donnés par l'organisation réformiste des syndicats, la Federation American Board of Labor, sur 17 millions de chômeurs.

Voilà à quoi a abouti cet effort formidable pour lequel on a dépensé une publicité inconnue à ce jour, malgré l'action menée auprès des masses à qui on a fait entrevoir l'intégration de 11 millions de chômeurs dans l'industrie.

Camarades, on peut dire que c'est là un échec incontestable.

J'ai oublié un petit détail qui va vous montrer ce que signifie le plan Roosevelt, à quoi correspond l'économie dirigée.

Au début de l'application du plan Roosevelt, on a indiqué aux industriels qu'il leur donnait une première satisfaction — elle est, d'ailleurs, de taille ! — la suspension de la loi antitrust.

Qu'est-ce que cela signifie ? Aux Etats-Unis, en réaction contre les excès du capitalisme monopolisateur, un Congrès avait voté des lois qui essayaient de ralentir l'accaparement par le grand capitalisme financier.

Roosevelt donnait comme première garantie aux grands fournisseurs d'argent de l'industrie, aux grands accapareurs de l'industrie américaine, l'abandon de cette législation.

Camarades, « l'économie dirigée » nous apparaît ici comme un effort indiscutable du capitalisme pour assurer plus solidement son hégémonie sur la masse des travailleurs.

Ceci nous amène à dire qu'il ne peut y avoir d'économie dirigée en régime capitaliste, parce que cela signifierait que le gouvernement capitaliste peut gouverner au-dessus des classes, qu'il peut faire la part égale entre les nécessités du prolétariat et celles des autres classes. Or, le gouvernement des Etats-Unis, comme les gouvernements fascistes où l'on prétend appliquer des semblants d'économie dirigée, ne peut être et n'est que le représentant du grand capitalisme.

Camarades, ceci nous indique pourquoi le fameux plan Roosevelt ne visait en réalité qu'à donner satisfaction à une grande partie de l'industrie américaine.

Certes, cela n'a pas marché tout seul. On rencontre des résistances du côté des patrons qui ne veulent pas, entre autres, signer les codes

du travail. Pourquoi n'acceptent-ils pas la signature des codes du travail, puisque cela doit être favorable à leurs intérêts ?

Les patrons des Etats-Unis refusent de signer les codes du travail parce qu'ils veulent choisir, pour participer aux commissions mixtes, les délégués de leurs propres syndicats. En effet, il convient de rappeler au Congrès qu'aux Etats-Unis il y a des syndicats ouvriers dirigés par des patrons. C'est le patronat lui-même qui provoque la constitution de syndicats ouvriers et met à leur tête des gangsters du prolétariat, des hommes qui sont à sa dévotion et sont grassement payés. Il redoute que les dirigeants de l'American Board of Labor soient dépassés par la poussée des masses et il veut que les représentants des masses ouvrières, dans les comités mixtes, soient des hommes sous sa coupe, payés par lui.

Il veut avoir la direction absolue de la production.

Où en est donc la situation ? C'est bien simple : le gouvernement des Etats-Unis a déjà capitulé devant les patrons.

Ainsi, pour le code de l'automobile, ce sont les délégués ouvriers salariés des patrons, représentant les syndicats à la solde et sous la coupe des patrons qui ont été acceptés dans le comité mixte.

Une petite note parue dans la presse, hier, indiquait que le gouvernement des Etats-Unis s'oriente vers la généralisation de ces expériences, c'est-à-dire l'application du plan Roosevelt, entre les mains des patrons et de leurs mandants directs.

Cependant, les chefs réformistes ont fait tout pour permettre l'application du plan Roosevelt, comme leurs collègues de la C.G.T. française, comme leurs collègues de la Fédération d'Amsterdam. Ils se sont mis à la disposition du gouvernement qui prétendait être au-dessus des classes.

Qu'ont fait les syndicats réformistes ? Ecoutez, camarades, car ceci est une expérience que la Fédération d'Amsterdam prétend généraliser. Ils ont accepté qu'on supprime les syndicats industriels, véritables fédérations, et qu'on revienne aux syndicats locaux intercorporatifs. Vous comprenez qu'ainsi les ouvriers d'une même industrie, d'une même région sont séparés les uns des autres et il est alors possible de limiter les grèves. Lorsque les dirigeants des syndicats réformistes ne pourront pas résister à la poussée des masses, cette nouvelle organisation du syndicalisme leur permettra de limiter les conflits.

Lorsque Mauvais fera son rapport sur l'état de l'organisation, je vous demande de vous rappeler un peu cette expérience des chefs réformistes des Etats-Unis.

UN DÉLÉGUÉ. — Nous nous le rappellerons.

RACAMOND. — D'ailleurs, camarades, l'American Board of Labor est représenté dans les comités d'organisation et de médiation entre patrons et ouvriers par son secrétaire le citoyen Williams Green, le successeur de Samuel Gompers, aux côtés du président de la Standard Oil, de la General Electric et autres exploiters de marque.

Vous le voyez, cette expérience Roosevelt ne manque pas de soutiens parmi les chefs réformistes, aussi bien ceux de là-bas que ceux d'ici.

Dès le début l'expérience Roosevelt a provoqué une vague de grèves en faveur du plan. Imaginez qu'on propose un tel plan en France, toute la C.G.T. entrera en bataille pour l'application et lorsqu'il y aura des résistances patronales pour les raisons que j'indiquais, elle essaiera

de provoquer des mouvements ouvriers, ce qui s'est produit aux Etats-Unis.

Mais à côté des mouvements pour le plan, une quantité énorme de mouvements se déroulent contre le plan. Il y a cependant quelque chose de caractéristique, c'est que dans toutes les grèves, qu'elles soient pour ou contre le plan Roosevelt, il y a les gaz asphyxiants, il y a les mitrailleuses, les tanks, même les avions du gouvernement de la République des Etats-Unis. Le gouvernement Roosevelt veut bien que les ouvriers appliquent son plan, mais lorsque l'action des ouvriers va jusqu'à mettre en péril la propriété capitaliste, il expédie des aviateurs avec des bombes et des gaz asphyxiants.

C'est une expérience qui doit être profitable au prolétariat de tous les pays. Dans l'industrie de la soie en Pensylvanie, ainsi que dans d'autres Etats de ce pays, 40.000 ouvriers ont quitté le travail pour protester contre le taux des salaires, la durée du travail prévus par le Code de la Soie. Dans la teinturerie, 30.000 ouvriers ont quitté le travail dans le but d'obtenir des conditions plus libérales. En d'autres circonstances, les mineurs de Pensylvanie, les ouvriers des firmes cinématographiques d'Hollywood, 30.000 ouvriers métallurgistes luttèrent pour l'application du Code. A l'heure où nous parlons, peut-être l'expérience est-elle plus claire pour eux. Mais nous pensons qu'ils ne se sont pas encore rendu compte de ce que leur réserve l'application du plan Roosevelt.

Quels sont les résultats ? Il faut nécessairement juger une expérience à ses résultats. D'abord les statistiques indiquent que, malgré le grand battage fait autour de la diminution des heures de travail, on aboutit à ce fait que la semaine moyenne, qui était de 33,8 avant l'application du plan, était en mai de 37,1.

Nous disions que la hausse du coût de la vie devait survenir après le relèvement des salaires. Eh bien, non, la hausse du coût de la vie est survenue avant le relèvement des salaires. On a assisté à une fièvre spéculative sans précédent.

Quelques chiffres. La hausse du coût de la vie n'a pas succédé — nous l'avons dit — mais a précédé le relèvement des salaires. En juillet la hausse atteint 9 % pour le pain, 10 % pour le beurre, 18 % pour la farine, 22 % pour les œufs, 57 % pour les pommes de terre. Avec le fléchissement déjà constaté dans la production, avec la réduction du travail qui va s'ensuivre, on peut dire que cette augmentation du coût de la vie, supérieure à l'augmentation des salaires, aggravera encore la situation de la classe ouvrière.

C'est là un premier échec de la théorie réformiste, la vérification qu'il n'est pas possible de diriger l'économie en régime capitaliste simplement par intervention gouvernementale ou bien même d'autre manière. Le camarade Bossé, un militant révolutionnaire des Etats-Unis, nous indique que la situation est de plus en plus dure pour les masses ouvrières. De mars à juin la production s'est accrue de 40 %, mais les ventes n'ont augmenté que de 19 % et le prix des marchandises de 17 %. En juin et juillet, qui a été le mois de l'activité la plus forte du plan, la production a augmenté de 40 % avec un relèvement insignifiant de la consommation. On a réussi par toutes les façons que j'ai exposées à donner un coup de fouet à la production capitaliste. Mais comme la consommation des masses ne suit pas et ne suivra pas, le fléchissement de la production se manifeste.

Une fois de plus la preuve est faite que les solutions de sauvetage capitaliste préconisées par les chefs réformistes, même quand ils leur donnent cette étiquette menteuse d'économie dirigée, sont tournées contre les intérêts du prolétariat, au seul profit de la bourgeoisie.

Pourquoi nous insistons sur cette question ? Parce que Léon Jouhaux va faire de cette question l'axe principal de son exposé. Il ne va pas discuter trop longuement sur la situation en France. Il ne va pas attirer l'attention des travailleurs sur la nécessité de répondre coup pour coup aux attaques du patronat français. Les questions françaises ne l'intéressent que dans la mesure où cela lui permet de travailler avec tout l'état-major réformiste au profit de son propre impérialisme. Jouhaux va essayer de faire croire aux travailleurs confédérés que le plan Roosevelt est le commencement de l'application des directives tracées par le Congrès de la Commission Syndicale Internationale. Ce premier effort de la bourgeoisie est voué à un lamentable échec, mais qui peut être suivi, je vous mets en garde, d'autres manœuvres tendant à donner l'illusion de la réussite. On fait circuler à travers le monde que Roosevelt ne sait pas trop s'il faut pratiquer l'inflation, c'est-à-dire provoquer encore l'augmentation des prix à l'intérieur de son propre pays, ou donner un coup de volant à la production qui est enrayée.

Mais ce ne sont là que des choses passagères ; les conditions de concurrence entre les capitalistes à l'intérieur d'un pays, les conditions de concurrence interimpérialiste sont telles que tous ces plans sont des machines à tromper la classe ouvrière, des machines à renforcer la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Elles sont contraires à l'intérêt de classe des travailleurs.

Camarades, nous parlons de plan d'économie dirigée. Seul au monde, à l'heure actuelle, un pays peut dire qu'il lui est possible d'avoir un plan d'économie dirigée. Pourquoi ? Parce que dans ce pays la production n'est pas considérée en raison des profits de quelques-uns. Dans ce pays, la production est considérée pour la satisfaction des besoins de la grande masse. Le seul pays où les intérêts ne soient pas antagonistes, où il soit possible d'établir un plan de développement de la production, c'est l'Union Soviétique. En Russie Soviétique la production est considérée comme le moyen de pourvoir aux besoins des masses ouvrières et paysannes ; elle n'est pas utilisée pour une concurrence sordide entre producteurs, mais pour améliorer sans cesse la nourriture, les vêtements et le logement de 160 millions d'êtres humains.

C'est pourquoi le Plan quinquennal a obtenu des résultats formidables. C'est pourquoi le deuxième plan améliorera d'une façon colossale la situation de la production en U.R.S.S. et rapprochera davantage les ouvriers et paysans russes de la construction du communisme intégral. Ce n'est pas discutable. On viendra peut-être prétendre tout à l'heure, dans ce Congrès, que la situation aux Etats-Unis n'est pas telle que nous l'avons affirmé ici. Cependant, nous nous sommes servis des chiffres qui sont publiés par la bourgeoisie elle-même. On viendra essayer aussi d'affirmer que la construction du socialisme en Russie est quelque chose d'inexistant, qu'il s'agit en vérité d'une dictature appliquée par une minorité sur la masse des ouvriers et des paysans.

Camarades, toutes les constatations qui sont faites à l'heure actuelle par la bourgeoisie mondiale elle-même démontrent que les affirmations de nos trotskystes, les affirmations des adversaires de notre orientation révolutionnaire sont dénuées de tout fondement.

On nous dira : Vous allez prendre comme témoin le citoyen Herriot qui est tout à fait favorable à l'Union Soviétique. Vous allez être à la remorque d'Herriot, dans ces conditions ?

La bourgeoisie internationale ne se trompe pas. Ses hommes les plus qualifiés, les économistes, quand ils traversent un pays, quand ils comprennent les conditions dans lesquelles se développe la production, savent ce qui se passe, et ce n'est pas se mettre à la remorque du maire de Lyon d'affirmer que ce n'est pas son opinion qui compte. Mais ce qui compte pour nous, c'est l'obligation dans laquelle se trouve le capitalisme mondial de constater que la production en U. R. S. S. augmente, que la consommation des masses augmente, alors que dans les pays capitalistes, même quand ils appliquent le plan Roosevelt, c'est la régression de la consommation des masses et l'aggravation des conditions d'existence des ouvriers. (*Applaudissements.*)

Un deuxième point — et celui-ci, le plus douloureux pour le prolétariat — c'est l'examen de la situation créée en Allemagne par l'avènement de l'hitlérisme au pouvoir. Quand nous parlerons du Congrès de la F.S.I. et de la Conférence de la II^e Internationale, nous expliquerons la trahison des chefs réformistes qui ont permis à Hitler de triompher. Mais, avant, une première et capitale question se pose : où en est l'hitlérisme au pouvoir, après neuf mois de sauvagerie ? Rien de ce qu'avait promis le parti national-socialiste n'a été réalisé, la désillusion règne dans les rangs mêmes de ceux qui étaient ses plus chauds partisans.

Rappelez-vous le programme d'Hitler, comme nos camarades d'Italie se rappellent le programme de Mussolini, comme on se souvient des affirmations démagogiques de Pilsudski.

Que disait Hitler ? Il promettait de combattre les capitalistes, de réduire leurs profits et leurs fortunes, de combattre les gros propriétaires, d'avantager les petits paysans, de donner du travail à tous les ouvriers, avec des salaires suffisants, et d'exterminer le chômage. Il avait dressé des millions de chômeurs, de travailleurs aux salaires réduits, pour lutter contre la solidarité internationale du prolétariat.

Rappelez-vous les campagnes abominables menées par les nationaux-socialistes, soutenus en cela par les réformistes de tous les pays, contre la situation économique de l'Union des Républiques Soviétiques.

Que disaient Hitler et ses bandes pour entraîner les ouvriers dans leurs projets de dictature sur le prolétariat ? Ils disaient qu'en U. R. S. S. la situation de la classe ouvrière était effroyable, et ils étaient appuyés en cela par la propagande inouïe, ignoble des chefs réformistes de tous les pays. Hitler a ainsi supprimé, dans l'esprit d'une quantité d'ouvriers allemands, l'idée de la solidarité internationale. Il a exalté le chauvinisme, l'impérialisme. Rappelez-vous qu'il a agi au nom des formules comme celle-ci : « Nous rétablirons la Grande Allemagne, l'Allemagne à la tête des peuples. Nous lui donnerons dans le monde la place à laquelle elle a droit, nous ferons de l'Allemagne aujourd'hui diminuée le premier peuple du monde. »

Lorsque les chefs réformistes, les républicains d'Allemagne se sont montrés les soutiens de la bourgeoisie dont ils défendaient les intérêts, quel terrain pour la démagogie national-socialiste qui a apporté des revendications concrètes, et qui démontrait que la situation en Union Soviétique était catastrophique, d'après les déclarations des réformistes, quel terrain pour pouvoir entraîner des masses toujours plus nombreuses d'ouvriers et d'employés !

Il faut dire ici que l'hitlérisme a été favorisé d'une façon décisive par l'impérialisme français qui, dans sa volonté d'appliquer, pour maintenir son hégémonie, les conditions du système de Versailles, a placé les masses ouvrières et paysannes d'Allemagne dans une angoisse et une pauvreté indescriptibles.

Quand nous combattons l'impérialisme français, quand nous dénonçons les chefs réformistes qui soutiennent l'impérialisme et l'application du Traité de Versailles, nous soutenons en même temps nos frères d'Allemagne, et la plus grande arme du fascisme a été la misère dans laquelle des dizaines de millions de travailleurs d'Allemagne se sont trouvés placés, parce que les impérialismes de l'Entente exigeaient l'application des conditions draconiennes imposées aux vaincus.

L'hitlérisme n'a réalisé aucune de ses promesses. Il se démasque même aux yeux de ses adeptes trompés. Il ne parle plus, maintenant, d'abattre le grand capitalisme; il ne parle plus de donner satisfaction à toutes les revendications. Il ne parle plus de distribuer de la terre aux paysans ou de rabattre la morgue des gros propriétaires fonciers. Non, maintenant, il est aux prises avec la révolte qui se produit dans ses propres rangs. Le fascisme en est arrivé à lutter contre ses propres adeptes. La situation économique en Allemagne, après huit mois d'hitlérisme, s'est aggravée. Voici des chiffres indiquant que, dans les usines Oppen, à Francfort, la plus grande fabrique d'automobiles, on est passé de la semaine de cinq jours à celle de quatre, puis à la semaine de trois jours.

Pour le papier-carton, on supprime le sixième jour. Dans le trust du jute, on réduit la production de 30 %. La production du charbon, les produits textiles, la consommation de la bière sont en régression. Des grandes villes comme Dresde, Dortmund, etc., sont en état de faillite virtuelle. Aussi, les masses ouvrières sont affamées par le chômage et la réduction des salaires. Aussi, le gouvernement hitlérien prend des mesures pour éteindre la révolte qui gronde chez ses propres partisans.

Les grandes manifestations chauvines se succèdent. L'hitlérisme allemand apparaît ce qu'il est en réalité, un instrument de dictature exaspérée du capitalisme sur les masses et un instrument de préparation fébrile de la guerre.

De ce côté, soyez tranquilles, les fabricants de canons, les impérialistes français et leur gouvernement sont satisfaits des rodomontades de l'hitlérisme en Allemagne. Ici, on profite de ce que le chauvinisme se développe à la fois à la faveur de la propagande hitlérienne qui, ne pouvant donner aucune satisfaction matérielle, essaie d'exciter pour une prochaine guerre. On est satisfait de ce que cela permet de développer les préparatifs de guerre en France, et cela sert admirablement — nous le verrons tout à l'heure — les projets, la théorie des réformistes qui essaient de dresser les masses des pays dits « démocratiques » comme la France et l'Angleterre contre les pays de dictature comme l'Allemagne, et — ajoutons — comme l'Union des Républiques Soviétiques, car les réformistes ne veulent faire aucune espèce de différence entre l'hitlérisme et le communisme.

Cela permet de développer la préparation à la guerre, et en ceci le fascisme est un danger accru de guerre. Quand nous parlerons de combattre le fascisme, nous verrons qu'il ne s'agit pas seulement de

combattre le fascisme en Allemagne, mais qu'il faut aussi savoir le combattre dans notre propre pays. (*Applaudissements.*)

En Allemagne, il ne se passe pas que ce que je viens d'indiquer. Malgré la répression sanglante, malgré la lutte acharnée contre les travailleurs révolutionnaires, l'action des masses ouvrières s'organise et arrache des résultats concrets. Fréquemment, les commissaires syndicaux nazis dans les entreprises sont hués et chassés par les ouvriers. Dans les assemblées générales des ouvriers courageux font acclamer la lutte des classes. Les journaux révolutionnaires sont distribués par 100.000 exemplaires. Grâce à l'organisation d'acier du parti communiste, grâce à l'unité d'action des travailleurs de toutes tendances, la classe ouvrière prépare sa revanche sur les bandes sanglantes d'Hitler. Vous viendrez, dirigeants de l'Enseignement, apporter à cette tribune les attaques que vous avez portées dans votre congrès. (*Applaudissements.*)

Nous vous demanderons des comptes sur des faits comme celui-ci : dans une assemblée où 800 travailleurs du livre sont présents, le commissaire nazi pose la question : « Que ceux qui sont encore partisans du marxisme se lèvent. » Et sur 800 travailleurs, 790 se sont levés ! (*Applaudissements.*)

Voyons maintenant — et c'est là le point central de notre analyse — quelle est l'activité de la Fédération Internationale d'Amsterdam et de la C.G.T. Analysons pourquoi les travailleurs d'Allemagne ont été momentanément battus. C'est la question principale. C'est une question sur laquelle nous ne permettrons pas à Jouhaux et ses complices de se dérober.

Pourquoi la classe ouvrière allemande a-t-elle momentanément été battue ? Les chefs de la II^e Internationale et ceux de l'Internationale jaune d'Amsterdam mènent une grande campagne à ce sujet. Ils veulent faire retomber la responsabilité de la défaite momentanée du prolétariat allemand sur les syndicats révolutionnaires et sur le parti communiste. C'est cela qui serait beau, n'est-ce pas, camarades, de pouvoir prouver ici, à ce congrès, que si on n'a pas réalisé la levée des masses en Allemagne c'est la faute des communistes, des révolutionnaires.

Prenez un peu la question à son origine. Voyons-en le début et nous allons suivre la situation jusqu'à maintenant. Est-ce qu'en 1918, 1919 et 1920 les ouvriers d'Allemagne, avec l'armée allemande, ne s'étaient pas dressés pour réaliser la révolution prolétarienne sur les bases soviétiques ? Je vous le demande. Est-ce que ce n'est pas dès cette époque que les chefs réformistes d'Allemagne ont étayé la bourgeoisie, ont empêché que la révolution allemande devienne la révolution soviétique comme l'est devenue la révolution russe ?

Il était bon de rappeler ce petit point d'histoire. La République bourgeoise, la Constitution de Weimar c'est l'œuvre des socialistes alliés à la bourgeoisie. C'est l'œuvre des syndicats réformistes, c'est l'œuvre de tous les partis qui ont aidé le capitalisme à vaincre la révolution soviétique en Allemagne. Et depuis, toute la politique des chefs socialistes a été de soutenir la structure capitaliste pour empêcher que la lutte des classes ouvrières accomplisse la révolution. Dans toutes les réunions publiques, nous rappelons que les chefs socialistes ont été les fidèles serviteurs de la bourgeoisie dans les gouvernements d'Allemagne, que leurs préfets de police et autres assassins ont fait massacrer les ouvriers dans les rues de Berlin et des grandes cités industrielles. Tout le monde sait que, même après l'avènement d'Hitler au pouvoir,

les socialistes pouvaient dire : nous avons été les meilleurs défenseurs de l'ordre, nous avons été le meilleur barrage contre le communisme en Allemagne et nous ne comprenons pas que Hitler au pouvoir rejette des serviteurs comme nous qui avons été si dévoués à la cause du capitalisme. (*Applaudissements.*)

Est-ce que les chefs social-démocrates menaient une politique contraire à celle de leur Internationale ? C'est ainsi qu'il faut poser la question. Jouhaux essaie de dire maintenant, dans ses discours, qu'on savait bien qu'en Allemagne il n'y avait pas une politique absolument identique à celle des autres pays adhérents à l'Internationale d'Amsterdam. Est-ce maintenant qu'il faut venir dire cela, alors que tous les dirigeants réformistes d'Allemagne n'ont jamais fait qu'appliquer sérieusement cette politique ?

Les dirigeants réformistes d'Allemagne ont été, eux aussi, au B.I.T. Ils faisaient partie, camarades de la métallurgie, de la fameuse commission franco-allemande à laquelle participaient Jouhaux et Chevalme, et qui était destinée à trouver les meilleurs moyens, pour les deux impérialismes, d'extraire une production accrue des ouvriers métallurgistes des deux côtés des frontières, au plus grand profit des industriels.

Les chefs réformistes d'Allemagne sont allés aussi à la S.D.N., au B.I.T. A l'intérieur de l'Allemagne même, les chefs réformistes ont lutté pour l'intérêt général. Rappelez-vous les déclarations des dirigeants les plus qualifiés de la C.G.T. allemande comme Leipart, déclarant : « Tout le souci qui doit nous animer, c'est de sauver nos industries, c'est de les soutenir en face de la concurrence des autres pays. »

Et c'est ainsi qu'on amenait les ouvriers adhérents des syndicats réformistes à accepter la diminution des salaires, au nom de l'intérêt général.

Et puis, la politique des chefs réformistes d'Allemagne a été aussi la lutte, l'unité d'action, contre les ouvriers révolutionnaires à l'intérieur des syndicats.

Les chefs réformistes les ont exclus des syndicats. Les chefs socialistes d'Allemagne ont fait fusiller les ouvriers qui se rassemblaient pour reprendre les mots d'ordre révolutionnaires, et vous viendrez, au cours des débats, essayer de faire croire que c'est le parti communiste allemand, les syndicats rouges d'Allemagne qui n'ont pas accepté les propositions d'unité d'action des chefs réformistes allemands.

Allons, camarades, il faudra nous expliquer dans quelles conditions ces propositions ont pu être faites, si jamais il y en a eu. Mais nous vous rappelons ici que les chefs socialistes d'Allemagne ont fait voter pour Hindenburg contre Hitler et que, lorsque les communistes ont fait des propositions précises, lorsque les révolutionnaires ont dit aux chefs socialistes d'Allemagne : « Vous détenez le pouvoir, vous y avez vos hommes. Or, ce que nous vous demandons, comme condition du front unique, c'est de distribuer les armes que vous possédez aux ouvriers, afin qu'ils puissent entrer en lutte contre les bandes fascistes armées, les chasser et les disperser ». (*Applaudissements.*)

Camarades, à ce moment-là, les chefs réformistes, qui avaient désarmé les ouvriers de Berlin, faisant des perquisitions pour trouver les armes, ont refusé d'appeler le prolétariat, parce qu'ils savaient bien que le prolétariat armé ce n'était pas la république bourgeoise, ce n'était pas la constitution de Weimar, mais c'était la République des Soviets. (*Applaudissements.*)

Camarades de la minorité, nous vous demanderons seulement d'aller examiner ce phénomène à Moscou, à Léningrad, vous y verrez des centaines de milliers d'ouvriers qui ont des fusils à leur disposition.

Or, si le gouvernement social-démocrate d'Allemagne, le gouvernement républicain avait eu le sentiment qu'il était l'émanation des masses, pourquoi aurait-il refusé l'armement du prolétariat ? (*Applaudissements.*)

C'est parce qu'il savait, camarades, ce gouvernement, que mettre des armes entre les mains des ouvriers c'était la destruction du capitalisme dont il lui fallait au contraire assurer le triomphe, même au prix de l'arrivée de Hitler au pouvoir. (*Applaudissements.*)

Camarades, qu'y a-t-il de contraire à ce que font les chefs réformistes en France ? Or, jusqu'au moment où l'hitlérisme s'est emparé du pouvoir, il n'y a aucune espèce de différence et nous le verrons tout à l'heure.

D'ailleurs, si les chefs réformistes d'Allemagne n'étaient pas des orthodoxes dans la politique de l'Internationale d'Amsterdam, comment se fait-il qu'ils aient eu pendant toutes ces dernières années la direction de l'Internationale d'Amsterdam ? Le siège était à Berlin ; c'étaient eux qui en avaient la direction, avec leur concours que toutes les décisions étaient prises à l'unanimité à l'Internationale d'Amsterdam.

La social-démocratie, c'est la section, base fondamentale de l'Internationale socialiste, et l'on essaie maintenant de faire la discrimination entre la politique des socialistes et des réformistes d'Allemagne, et ceux de France et d'ailleurs, nous disons : De qui se moque-t-on à la C.G.T. et au parti socialiste unifié ?

Certes, il y a contradiction intérieure dans ces internationales, des compétitions entre les chefs réformistes français et ceux d'Allemagne, entre les socialistes d'ici et d'ailleurs. Si, camarades, il y avait à l'intérieur de l'Internationale d'Amsterdam la lutte la plus acharnée pour la direction, mais est-ce qu'il s'agissait de différences dans l'appréciation des tâches ? Non, c'est que les impérialismes se battaient à l'intérieur même de l'Internationale réformiste et que chaque impérialisme poussait à l'avant ses représentants qualifiés.

Et voyez le soulagement de Jouhaux lorsque, après la capitulation de ses complices d'Allemagne, il a pu dire : « Les Allemands, et aussi les Scandinaves, tous ces syndicats-là, les premiers, qui capitulent comme cela devant l'ennemi, les seconds qui vont opérer un repli, n'avaient pas la même opinion que nous, c'est parce qu'ils sont de culture germanique ; ce n'est pas la même chose que la culture latine (*vires*), mais les syndicats allemands et les syndicats scandinaves sont des organisations d'origine germanique, de culture germanique, tandis que nous, les syndicats réformistes des pays de l'Entente, nous sommes d'une culture vraiment civilisée, nous sommes vraiment l'expression, la quintessence de la culture syndicale.

« C'est pourquoi, maintenant que l'Internationale d'Amsterdam est à Paris, que la direction est entre nos mains, vous allez voir ce que vous allez voir. »

Oui, nous allons voir, il y aura plus de coquinerie, plus de ruse, plus de malice dans les moyens d'illusionner le prolétariat pour le mener là où les chefs réformistes d'Allemagne l'ont mené.

Mais rien ne permet de dire qu'il y ait une politique autre à l'Internationale d'Amsterdam et à la C.G.T. française que celle appliquée par les réformistes d'Allemagne avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Donc, l'attitude de la C.G.T. et de l'Internationale d'Amsterdam doit être jugée au travers de cette expérience.

Ceci s'est vérifié lors de la tenue du Congrès de la Fédération Syndicale Internationale à Paris.

Camarades, je ne veux pas développer longuement, je veux simplement rappeler quelques-unes des décisions prises à ce Congrès pour vous démontrer que la politique recommandée maintenant n'est pas autre que celle qui était faite du temps où les Allemands avaient la direction.

Par exemple elle indique dans son premier paragraphe la volonté de défendre jusqu'au bout la liberté de la démocratie, de résister au fascisme et à la dictature sous toutes ses formes.

Ah ! camarades, la liberté de la démocratie, la résistance à la dictature sous toutes ses formes, c'est cela qui peut vous être agréable, n'est-ce pas ? L'indépendance du syndicalisme permet que sous cette résistance à la dictature sous toutes ses formes, l'on comprenne la résistance à l'application de la dictature du prolétariat, pour y substituer la défense de la démocratie de Daladier, de Sarraut et de Chauvins, cette démocratie qui fait matraquer les grévistes de la batellerie ou ceux du bâtiment à Strasbourg, qui fait également assassiner les paysans et les ouvriers d'Indochine.

Ne nous y laissons pas prendre, nous voyons là l'impérialisme des pays dits de démocratie utiliser le fascisme pour préparer la guerre.

Une deuxième précision de la résolution, c'est celle qui a trait au boycott.

Camarades, si nous avons compris quelle est l'orientation nationaliste des représentants réformistes, dans la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, nous sentons tout ce que contient ce mot d'ordre du boycott lancé par de tels militants. Oui, camarades, le boycott est une arme terrible entre les mains du prolétariat, utilisé en vue de la solidarité internationale ; mais non le boycott recommandé par ceux qui, dans leur pays, défendent l'intérêt général, le boycott recommandé par ceux qui, dans leur pays, n'ont qu'un souci : soutenir leur propre impérialisme contre les autres puissances. Nous disons aux masses ouvrières : Le boycott, vous l'utiliserez quand vous refuserez, et avec raison, vous dockers du Havre, de décharger des bateaux avec une croix gammée, mais non lorsqu'il s'agira de servir une manœuvre de l'impérialisme français contre la solidarité internationale de classe.

Vous irez manifester demain à Vincennes et vous indiquerez ici comment le prolétariat peut lutter.

Si l'on parle, au Congrès de la F.S.I., de la guerre et du désarmement, on tient le langage identique : on propose d'abord le contrôle des armes, la fabrication privée en étant suspendue. On propose de remettre le contrôle des armes entre les mains des gouvernements.

On dit aussi : des gouvernements et des organisations ouvrières.

Camarades, les organisations ouvrières dans la personne de Léon Jouhaux et de quelques-uns comme lui, ce n'est pas une garantie. Les organisations ouvrières, dans la personne de Léon Jouhaux et d'autres, elles sont déjà au Conseil National Economique, à la Conférence du Désarmement ou aux grandes conférences comme celle de Londres.

Faire contrôler la fabrication des armes par les gouvernements et leur prolongement dans la classe ouvrière, voilà quelle est la pro-

position. Les gouvernements capitalistes devront contrôler, eux qui sont séparés par des antagonismes mortels, la fabrication des armes, allons donc ! Les gouvernements capitalistes en poursuivent la production avec plus d'acharnement que jamais. J'attire votre attention sur ce que Roosevelt a déclaré dernièrement et Jouhaux a applaudi à quatre bras : il faudra qu'à la Conférence du Désarmement on réalise quelque chose de positif, ou sans cela moi, Roosevelt, j'appliquerai le programme de constructions navales voté aux Etats-Unis.

Roosevelt n'a pas attendu, ce programme de constructions navales est en plein développement. Le gouvernement de la république de Daladier n'attend pas non plus, car chaque mois, comme vous le savez, on nous annonce qu'on a lancé quelque nouveau croiseur, qu'on a construit de nouvelles forteresses, découvert de nouveaux fusils mitrailleurs.

Deuxième question : On pose comme moyen d'action la grève générale en cas de guerre. Cela nous rajeunit, n'est-ce pas, Péricat ? Pour le peu que j'ai assisté aux congrès confédéraux d'avant-guerre, j'entendais là-dessus des discours enflammés, j'ai relu ceux que je n'ai pas entendus. Ce sont les hommes comme Jouhaux, comme Léon Blum, qui viennent proposer à la classe ouvrière internationale la grève générale en cas de guerre. On voudrait que le mouvement fût déterminé par une demande d'arbitrage qui sera adressée au président de la Société des Nations.

Camarades, si vraiment ce n'était pas aussi dramatique, il y aurait de quoi éclater de rire. Comment, c'est au moment où la Société des Nations, dont Léon Jouhaux est obligé de dire dans son programme, dans son rapport, qu'elle n'a rien réalisé de ce qu'on attendait d'elle, sera saisie d'une demande d'arbitrage, que la réponse du président de la Société des Nations interviendra pour le signal du déclenchement de la grève générale ! La Commission mixte de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et de la II^e Internationale, composée de Jouhaux, Blum, Vandervelde et autres tenants de l'Union sacrée, sera chargée de déclarer l'heure où la grève générale devra être déclenchée si la guerre éclate. Ce sont ces mêmes hommes qui ont trahi en 1914 qui viennent aujourd'hui nous dire qu'il faut organiser la croisade de démocratie contre la dictature, ce sont ceux-là qui proposent de vous donner l'ordre de grève générale.

Puis une constatation en passant : il faut tout de même que nous puissions égayer ce rapport par quelque chose d'amusant : Internationale d'Amsterdam et II^e Internationale sont unies comme les cinq doigts de la main, comme l'a dit Vandervelde, c'est-à-dire faisant partie du même corps, constituant la même organisation, constituant des commissions communes, se faisant représenter l'une chez l'autre, avec une organisation des bureaux exécutifs en commun.

Dites donc, camarades qui voulez quitter la C.G.T.U. parce que l'indépendance du syndicalisme, dites-vous, n'y est pas garantie. Vous aimez mieux sans doute l'indépendance du syndicalisme garantie par Vandervelde, Léon Blum et Jouhaux, que le syndicalisme à côté du Parti Communiste, menant les travailleurs à la lutte révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Un autre point est celui de la détermination du pays agresseur. Vous savez comment Litvinoff a indiqué des arguments très sérieux pour déterminer l'agresseur. Les chefs réformistes donnent la méthode

suivante : Sera reconnu pays agresseur celui qui refusera de se soumettre à l'arbitrage de la Société des Nations.

Vous avez compris qu'il faut soumettre l'opinion de la République Soviétique à l'arbitrage de cette équipe de préposés de la S.D.N. qui lui font des saluts maintenant, avec un poignard derrière le dos. C'est là où la C.G.T., l'Internationale d'Amsterdam veulent emmener l'U.R.S.S. La Fédération Syndicale Internationale veut ainsi que chaque impérialisme ait sa classe ouvrière à sa disposition.

Une dernière pierre de touche de la politique de la Fédération Syndicale Internationale, c'est celle de l'économie dirigée. Nous en avons parlé en examinant le plan Roosevelt. Ecoutez comment parlent les chefs réformistes dans la résolution sur ce point important. On indique que les expériences réalisées sur les promesses démagogiques des dictatures ne sont capables ni d'éviter la crise, ni d'apporter la solution à la classe ouvrière.

On ne parle pas, dans la résolution de la Fédération d'Amsterdam, de ce qui se passe en Russie, du Plan quinquennal, de la collectivisation de l'agriculture. Jouhaux ignore tout cela, il n'y entend rien, il ne sait pas lire quand il s'agit des progrès de l'Union Soviétique. Mais quand il s'agit des « promesses démagogiques », cela signifie que tout ce qui se passe en Russie n'apporte rien aux solutions réclamées par la classe ouvrière.

Mais, ajoute la résolution, si l'on veut prévenir un effondrement absolu, il importe de maintenir cet objectif en partant de la base offerte par l'économie actuelle, sur le plan international.

Partir de la base ouvrière pour l'économie actuelle sur le plan international, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie : partir de la base de la production capitaliste. C'est ce que fait Roosevelt, c'est ce que fait Jouhaux.

Oui, dans les résolutions de la Fédération Syndicale Internationale, comme dans les résolutions de l'I.O.S., on dit que le socialisme est en marche. C'est probablement ce qui est réalisé chez Roosevelt que l'on appelle socialisme, c'est cette concentration encore plus sérieuse du capitalisme, c'est peut-être ce jeu des gouvernements capitalistes, dont les ficelles sont dirigées par les grandes puissances d'argent qui peut apparaître aux chefs réformistes comme le commencement du socialisme.

En vérité, c'est un moyen de tromper, une fois de plus, le prolétariat. Tout ce qui précède démontre que la C.G.T. et la F.S.I. sont des organisations inféodées au capitalisme. Il nous plaît de rappeler quelques épisodes qui le prouvent. J'en ai déjà cité un tout à l'heure : c'est l'opération Jouhaux-Chevalme et des métallurgistes d'Allemagne. Le second, c'est le suivant : les chefs réformistes allemands avaient une confiance si forte dans la loyauté de Hitler qu'ils ont réussi à convaincre Jouhaux et ses collègues, dans une réunion qui restera historique, qui s'est tenue en Suisse, que l'Internationale d'Amsterdam devait rembourser l'argent des syndicats allemands qu'elle avait emporté et qu'ainsi Hitler accepterait que ces syndicats continuent à fonctionner comme auparavant, avec les mêmes chefs !

Les chefs réformistes d'Allemagne et ceux des autres pays ont été si bien convaincus de la loyauté de Hitler qu'ils ont donné l'argent, ce qui n'a pas empêché Hitler de se débarrasser des chefs réformistes en les envoyant à l'hôpital sous prétexte de les protéger.

Ceci montre jusqu'où peut aller la foi des réformistes dans le système capitaliste.

Voyons, maintenant, autre chose sur la situation internationale, de beaucoup plus réjouissant pour nous. Si la situation s'aggrave, si la crise devient de plus en plus profonde, il y a des facteurs subjectifs qui s'ajoutent aux autres et qu'il faut examiner.

Il y a des luttes formidables du prolétariat. Il faut placer ici l'action incessante des ouvriers et des paysans russes. Je crois qu'il faut faire une discrimination ou plutôt une vérification : quand nous parlons des luttes de la Russie, nous avons toujours tendance à en faire quelque chose à part de l'ensemble des luttes ouvrières. Il nous semble que c'est un secteur un peu séparé. Non, les luttes formidables menées par le prolétariat de Russie pour le développement du socialisme sont une partie — la plus forte — de la lutte internationale du prolétariat mondial.

Vous croyez qu'en Russie, nos camarades des organisations prolétariennes n'ont pas de difficultés ? Vous croyez que les luttes les plus acharnées ne sont pas menées par eux ? Si fait.

Ceci constitue pour le capitalisme une aggravation de crise et de conditions d'existence. C'est l'exemple vivant de ce que doit réaliser le prolétariat, c'est une force formidable qui s'organise et c'est toute la solidarité du prolétariat international qui soutient cette grande expérience.

Il faut parler des résultats obtenus, tant dans le développement de l'industrie lourde pour produire l'outillage nécessaire aux industries de consommation, que dans la transformation de l'agriculture, où l'on obtient des résultats inconnus auparavant.

Le perfectionnement de l'administration économique fait que les syndicats russes sont, maintenant, fusionnés avec le Commissariat du Peuple au Travail.

18 millions d'adhérents dans les syndicats dirigent le travail. C'est la marche vers le communisme intégral, et ce n'est qu'une partie des réalisations de l'Union Soviétique, non seulement dans la production, mais aussi sur le terrain révolutionnaire de l'organisation de la production par les masses elles-mêmes. C'est, je le répète, un échelon vers la révolution intégrale, vers le communisme.

Et les pactes ? J'en ai déjà parlé. Est-ce le gouvernement soviétique qui a capitulé ou les capitalistes aux abois, dressés les uns contre les autres comme des loups qui ont été obligés de faire des concessions à la force des ouvriers et des paysans, à l'immense force de la Révolution ?

Pensez-vous que la menace est devenue moins pressante parce que les gouvernements bourgeois quémangent des commandes en même temps qu'ils essayent d'entraîner les Soviets dans le cycle infernal de leurs rivalités ? Allons donc ! Daladier et son ministre de l'Intérieur soutiennent les groupes antisoviétiques et, tandis qu'ils chassent les ouvriers immigrés qui défendent leur pain, ils accueillent Trotsky, qui vient sonner ici le rassemblement des forces contre-révolutionnaires. (*Applaudissements.*)

A travers toutes ces luttes du prolétariat russe et du prolétariat international, il faut constater une élévation plus accentuée du niveau des luttes. Nous avons des luttes nombreuses en Espagne. Les grèves multiples à Barcelone, à Séville-la-Rouge, chez les mineurs des Asturies,

etc., démontrent que le prolétariat espagnol est dans la voie de l'accentuation de son action vers les luttes révolutionnaires les plus larges.

Ici se vérifie la politique de la Fédération Syndicale Internationale, ici, nous voyons qu'il n'y a rien de changé dans ce que les réformistes ont fait en Allemagne. Le señor Besteiro, personnalité éminente de la République va probablement aller au Congrès de la C.G.T. indiquer que la bourgeoisie espagnole veut renforcer sa dictature, il indiquera aussi que ce renforcement correspond, en Espagne, à l'accroissement des luttes de nos camarades, qu'il a tenté de briser comme membre du gouvernement républicain.

Parlons maintenant, des luttes en Pologne où les ouvriers du textile de Lodz et de Varsovie, au nombre de plusieurs milliers, ont mené de dures batailles sous le régime fasciste. Ce qu'il y a de plus réconfortant pour nous, c'est que la majorité des grèves polonaises ont été victorieuses.

En Roumanie, où 10.000 ouvriers du pétrole, 4.000 camarades à Bucarest se battent avec acharnement. Vous savez, camarades, ce que signifie cette lutte des cheminots de Bucarest, qui se dressent, en occupant les usines, pour obtenir de meilleures conditions d'existence ? C'est l'élévation du niveau politique des luttes et les prévisions du VI^e Congrès de 1931 qui se sont véritablement vérifiées sur ce point.

La lutte des mineurs belges ? 140.000 mineurs ont lutté des semaines dans des conditions difficiles, malgré une répression acharnée et la trahison des réformistes.

En Angleterre, 250.000 ouvriers textiles du Lancashire ont quitté le travail et vu leur lutte brisée par les chefs des Trade-Unions.

Ainsi, à travers tous les pays impérialistes, la lutte la plus acharnée se poursuit contre le capitalisme. Vous sentez comment, dans la crise du capitalisme, les luttes ouvrières aggravent les difficultés rencontrées par la bourgeoisie. Il faut y ajouter les luttes révolutionnaires dans les colonies : luttes nationales aux Indes anglaises et néerlandaises, luttes en Indochine, à Madagascar, en Syrie, dans l'Afrique du Nord, mouvements grévistes de masse dans la plupart des colonies pour les revendications immédiates et les revendications nationales, victoire des armées rouges en Chine, dans les provinces soviétiques. Il y a là une série de grandes batailles qu'il faut soutenir et qui créent à l'impérialisme d'énormes difficultés.

Rappelons les Congrès de Pleyel et d'Amsterdam, ces rassemblements de larges masses qui, à travers tous les pays, mènent une lutte acharnée contre la guerre et le fascisme.

Vous viendrez nous dire, camarades de l'Enseignement, que ce qui a été réalisé à Pleyel et à Amsterdam, ce n'est pas le front unique comme vous le concevez, que c'est l'Internationale Syndicale Rouge et la C.G.T.U. qui auraient dû prendre l'initiative et que le fait que des personnalités comme Barbusse et Romain Rolland sont à la tête de ce mouvement constitue une véritable trahison du mouvement révolutionnaire.

Les masses, toujours plus nombreuses, qui se rassemblent dans tous les pays sur le mot d'ordre de la lutte contre la guerre et le fascisme démontrent que vous cherchez ainsi la petite bête sur l'éléphant et que vous êtes, une fois de plus, devant les réalisations du prolétariat, en train de raisonner par des formules dont vous vous

gargarisez comme étant la véritable ligne révolutionnaire. (*Nouveaux applaudissements.*)

J'ajoute les luttes des soldats. Les marins de la marine royale anglaise se sont mis en grève, vous vous le rappelez, contre une diminution de salaire, mais vous savez où commence l'action revendicative et où elle finit dans la marine ! Les camarades n'ont pas oublié les pages glorieuses des marines de tous les pays, aussi bien celle de l'Allemagne qui a été à la pointe du combat lors de la révolution de 1918, que celle de la marine française avec notre camarade Marty dans la Mer Noire. (*Redoublement d'applaudissements.*)

La marine hollandaise s'est révoltée contre une opération qu'on voulait lui faire faire contre les populations d'Indonésie.

Tout cela démontre que le capitalisme est en présence d'une crise aggravée dans le monde entier.

Maintenant, passons à la situation française. Nous ne devons pas nous attarder sur la situation économique concernant la France. Je veux simplement donner quelques indications supplémentaires.

Si nous prenons l'indice des années 1928 à 1932 au chiffre 100, nous voyons que, pour les six premiers mois de 1933, les indices respectifs sont de 80, 83, 84, 82, 78, et ceux des deux derniers mois de 1932 : 75 et 77.

L'effectif ouvrier dans la métallurgie de la région parisienne n'a été en augmentation qu'en ce qui concerne l'automobile ; il est en baisse dans les constructions électriques, les fonderies, les constructions mécaniques, la métallurgie et même la serrurerie, ce qui est compris dans la métallurgie par les statisticiens bourgeois. S'il y a une diminution importante des chômeurs reconnus, il faut se souvenir que le travail forcé (question, d'ailleurs, qui devient internationale) a supprimé beaucoup d'allocations de chômage proprement dites aux chômeurs inscrits. Il faut se rappeler également qu'il y a eu suppression d'une quantité de chômeurs d'une façon tout à fait radicale, sans explication.

Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers étrangers ont été refoulés et ont franchi la frontière.

La balance commerciale est déficitaire de 7 milliards et demi, depuis le début de l'année, malgré tous les efforts. Hier encore, les industriels ont adressé une protestation, une supplique au gouvernement de la République en indiquant que le commerce international de la France avait diminué de plus de 50 %, que de 60 milliards il était descendu à moins de 30. Sur ces 30 milliards de commerce extérieur, les colonies comptent pour un tiers.

Vous comprenez l'importance que le problème colonial peut avoir devant ce Congrès.

Ajoutons quelques explications sur la crise agraire qui, dans notre pays, comme dans tous les pays fortement agricoles, revêt une importance très grande. Vous connaissez l'effondrement des prix des produits agricoles. Le paysan de France, pauvre ou même moyen, a subi le contre-coup de l'effondrement général des prix dans le monde, mais il est encore, dans ce pays, la victime d'une spéculation effrénée que nos camarades de la Fédération de l'Agriculture définiront.

Le paysan français est, par exemple, obligé de vendre sa récolte au moment où il la récupère pour payer ses engrais, son personnel, son outillage de ferme. Aussi, à ce moment-là, est-il la proie de spéculateurs

qui lui achètent son blé au meilleur compte et, par conséquent, il est volé parce qu'il est obligé de vendre vite.

Lorsque les spéculateurs ou les gros propriétaires fonciers, les gros fermiers industriels qui sont restés en possession de leur blé détiennent la majorité, la presque totalité de la récolte, les prix montent. Comme, à raison de l'effondrement mondial, le prix du blé ne montait pas assez vite, on a voté, à la Chambre des Députés, cette fameuse loi du quintal de blé à 115 francs. Que signifie cette loi ? Elle signifie qu'on donne à ceux qui avaient acheté le blé à 70, 80 francs les 100 kilos un supplément de bénéfice. Mieux encore : lorsqu'un de ces détenteurs de blé veut exporter en pays étranger, là où le blé vaut 65 ou 66 francs et même moins, en Belgique ou en Allemagne, le gouvernement Daladier lui parfait le prix de 115 francs, en prenant l'argent dans vos poches, camarades, comme prime à l'exportation.

Ce n'est pas le petit paysan qui exporte son blé : ce sont les gros spéculateurs qui l'ont acheté à bon marché et sont en mesure de le revendre cher.

Mais, me direz-vous, le blé est à 115 francs et le paysan peut profiter de la loi qui a été votée. Allez donc trouver les paysans dans les campagnes et ils vous diront qu'ils ont bien du blé, mais qu'ils ne trouvent personne qui veuille l'acheter au prix fixé par la maison Daladier, Léon Blum et Cie ; que, s'ils veulent retirer quelque argent de leur blé, il leur faut passer par ce que veulent les spéculateurs.

En vérité, les intérêts des petits paysans, ceux des ouvriers agricoles et des ouvriers des villes sont intimement liés. Il n'est rien qui puisse séparer le paysan du travailleur des cités industrielles et, tout à l'heure, dans la discussion, nous verrons que notre C.G.T.U. se doit de soutenir la petite paysannerie contre ses exploiters, pour lutter contre le fascisme dans lequel on essaie de l'entraîner.

Cette situation démontre une fois de plus que l'impérialisme français n'échappe pas à toutes les conséquences que nous avons examinées d'une façon internationale. La crise économique générale, y compris la crise agraire, l'action continue des peuples coloniaux contre l'impérialisme, les mouvements grévistes multiples, la guerre douanière, le développement des antagonismes impérialistes, la guerre des monnaies contre le franc, il y a là toute une série de faits qui créent à la bourgeoisie une situation angoissante.

C'est pourquoi elle exerce une répression violente dans les colonies et dans la métropole contre le prolétariat. Jusqu'ici, son gouvernement, fidèlement soutenu par la C.G.T. et la S.F.I.O., avec la complicité desquelles elle a réduit les traitements de fonctionnaires et brisé les grèves importantes, a conservé toute son intransigeance et maintenu son attitude à l'égard du prolétariat révolutionnaire. Il a exercé sa violence contre les prolétaires, défendu la bourgeoisie à l'abri de traditions qui, pour être « républicaines », n'en sont pas moins sanglantes.

Mais cette « démocratie » ne suffit même plus à la bourgeoisie. Il lui faut renforcer son autorité et c'est pourquoi vous voyez tous les hommes politiques dits de gauche qui apportent des formules autoritaires.

Le Congrès doit analyser comment le fascisme se prépare en France.

Nous avons vu les opérations du baron d'Anthouard et connu le rassemblement des paysans pour défendre les intérêts des grands agriculteurs. Nous avons vu les essais faits pour tenter de dresser les petits

propriétaires et les contribuables contre la masse des travailleurs, et la classe ouvrière française a réalisé fréquemment son unité d'action pour lutter contre cela.

Mais il y a mieux. Il apparaît maintenant en France des hommes qui disent : « Regardez ce qui se passe dans d'autres pays, en Allemagne, en Amérique, en Pologne, en Italie. Vous voyez là des pays, des peuples qui essaient de trouver des moyens de sortir de la crise dans laquelle ils sont plongés. Il n'y a que nous, Français, qui ne cherchions pas de tels moyens ».

Vous voyez alors surgir des fabricants de systèmes, les Marquet, les Marcel Déat, le sympathique député du 20^e arrondissement, le vieux Renaudel et quantité d'autres parlementaires qui viennent jouer dans ce pays le rôle d'hommes décidés à donner davantage d'autorité au gouvernement pour maintenir l'ordre capitaliste dans le pays, qui défendent la Nation contre l'Internationale.

Mais, dites donc, autorité, ordre, nation, avec les variantes indispensables pour ne pas dresser immédiatement le prolétariat français, qu'est-ce que cela signifie ?

C'est tout simplement le préfascisme. On s'en défend, j'entends bien. Mais déjà tout un rassemblement s'opère en ce sens.

Qu'on appelle fascisme ou démocratie autoritaire le régime qui emprisonnera le militant révolutionnaire et fusillera le gréviste qui se dressera contre le patronat, le résultat sera le même.

Pour nous, nous ne pouvons pas abandonner notre point de vue d'internationalistes, ne pas penser que le capitalisme, même quand il est représenté dans un pays déterminé par un gouvernement démocratique, est l'ennemi des travailleurs, nous ne pouvons perdre de vue que notre devoir est de rassembler le prolétariat pour la lutte des classes.

Voulez-vous un souvenir personnel ? Dernièrement, je me trouvais dans une réunion publique avec un représentant assez marquant du parti socialiste. Cette homme n'a parlé en aucune façon de la situation des ouvriers en France, mais il a terminé ses vingt minutes de discours en disant : « Réalisons l'unité politique pour marcher à la conquête du pouvoir ».

Vous allez assister à toutes les manœuvres « de gauche » par lesquelles on essaiera d'arracher les travailleurs aux organisations révolutionnaires, de les laisser dans cette idée qu'on peut momentanément, tout en combattant avec diplomatie la bourgeoisie française, arracher au patronat des améliorations et empêcher la venue du fascisme au pouvoir.

C'est là une tentative de division des travailleurs à laquelle nous ne devons pas nous laisser prendre. Nous devons comprendre que ceux qui se réclament de cette phraséologie de gauche sentent que les masses ouvrières sont en marche vers nos organisations révolutionnaires, que notre C.G.T.U. gagne la confiance des travailleurs.

Vous le voyez, la situation en France est la même que dans tous les autres pays. Nous disons que la crise, contrairement à ce qu'on laisse volontiers entendre, est en voie d'aggravation. Aucune espèce de considération sur les arrêts ou les inégalités qui peuvent se produire dans son développement ne peut nous faire penser qu'il y a une résorption susceptible de durer même quelques semaines.

On se trouve en présence d'une crise économique aggravée d'une crise politique. La stabilisation capitaliste est largement dépassée et c'est,

à travers la crise générale du capitalisme, la marche vers des nouvelles hécatombes si nous ne savons pas rassembler les masses pour les solutions révolutionnaires.

Je veux maintenant vous parler de la C.G.T. et de la C.G.T.U.

Il faut, en effet, que nous sachions, pour déterminer nos tâches, ce que signifient respectivement la C.G.T. et la C.G.T.U.

Première constatation. L'état-major de la C.G.T. — je ne dis pas seulement Jouhaux, c'est également le fait d'une couche assez nombreuse de militants réformistes — a opéré cette transposition monstrueuse dans le mouvement syndical ouvrier de la défense de l'intérêt général substitué à celle de l'intérêt de classe du prolétariat.

Quand nous voulons parler d'unité syndicale, c'est une constatation qu'il ne faut pas perdre de vue. Sinon, nous risquons de ne pas savoir déterminer convenablement la ligne que nous devons suivre.

C'est pour s'obstiner à méconnaître, consciemment ou inconsciemment, cette vérité, que les dirigeants de la Fédération de l'Enseignement prétendent que l'unité syndicale peut se réaliser par la fusion pure et simple des deux organisations en présence.

La politique de la C.G.T. ? Elle est conséquente et non accidentelle. Ne croyez pas que la C.G.T. puisse changer aussi rapidement son orientation et son activité qu'on semble le supposer.

Cette activité s'assouplit quand le mécontentement des travailleurs l'exige.

Demain, la direction de la C.G.T., pour ne pas perdre contact avec les masses ouvrières, peut parfaitement décider le retrait du B.I.T., de la Société des Nations ou même du Conseil National Economique.

La C.G.T. qui avait décidé — une majorité de militants l'avaient nettement indiqué — que la grève est un instrument de lutte démodé, a pris, ultérieurement, la direction de grèves pour les mener, comme vous le savez, à la capitulation.

De même, quand elle prendra la direction de mouvements, ce sera pour mieux briser l'élan révolutionnaire des masses.

Jouhaux peut prononcer des discours démagogiques, pour arracher la direction des luttes aux syndicats unitaires. En toutes circonstances, les forces organisées à la C.G.T., à moins qu'elles ne répudient la collaboration, et leurs chefs sont des obstacles dressés contre toute lutte dangereuse pour le patronat.

Maintenant, la C.G.T. dit : « La Société des Nations n'a rien donné de ce qu'elle avait promis. Mais nous allons lutter pour qu'on y introduise la classe ouvrière elle-même, en vue de la transformer complètement ».

La C.G.T., en se présentant ainsi devant les congressistes, joue son rôle. On va acclamer la proposition de Jouhaux. Réclamons que la classe ouvrière soit représentée à la Société des Nations, dit-on. Mais alors, qu'est-ce qu'il y fout, Jouhaux, à la Société des Nations ? Ce n'est donc pas un représentant de la classe ouvrière ? Comment, d'ailleurs, les gouvernements impérialistes vont-ils permettre à la classe ouvrière, en tant que prolétariat révolutionnaire, de défendre ses intérêts de classe dans une organisation destinée à préparer la guerre impérialiste ?

En vérité, cette « politique de gauche » ne peut servir qu'à tromper une fois de plus les masses ouvrières.

La C.G.T. est-elle, oui ou non, un instrument du capitalisme ? Nous

démontrerons que oui, en rappelant qu'elle s'efforce de perpétuer l'état de scission qu'elle a provoqué en caricaturant le problème de l'unité syndicale. Elle n'admet dans son sein que les renégats qui ont répudié la lutte des classes et acceptent son programme d'intérêt général. Faut-il des noms pour illustrer cette affirmation ? Sirolle, Rambaud, Boville, Chambelland, Le Pen et même ce vieux loup édenté, l'ex-révolutionnaire Monatte. Où est leur opposition pratique, quand se sont-ils efforcés de rassembler les adversaires de la politique réformiste ? Je pose la question. (*Applaudissements.*)

A quelques-uns de ceux qui, ici, aspirent à y aller, nous tiendrons ce langage :

Vous dites que vous organiserez l'opposition à la C.G.T. Mais à ce moment-là, Jouhaux vous dira, comme à un Sirolle ou un Le Pen : « Tu as encore conservé quelques-unes de tes illusions de jeunesse. Tu es resté anarchiste. Enfin, tu es un homme raisonnable, tu n'es pas comme ces fripons de communistes qui ne veulent rien savoir pour continuer la politique que je mène ». On fera l'opposition à Sa Majesté, mais qu'un délégué de syndical, décidé à mener la lutte contre la politique de collaboration se dresse et vous verrez la ruée des « redevables » dont parlait jadis Dumoulin et avec lesquels il est aujourd'hui si fier de collaborer contre le mouvement révolutionnaire. Vous verrez comment on arrangera le pauvre malheureux qui viendra lutter contre la direction confédérale.

Il faut que nous soyons absolument fixés sur l'opposition qui peut se faire au sein de la C.G.T.

C'est bien simple. A la C.G.T., lorsqu'un révolutionnaire se glisse dans ses rangs et se montre un peu dangereux, on ne s'embarrasse pas de formules, on l'exclut purement et simplement. C'est ce qu'on a fait pour Daguin, des Mineurs, comme pour les ouvriers du Bâtiment et du Livre de Dijon, comme pour les instituteurs de la Haute-Garonne, comme pour le syndicat des Services publics de Besançon.

La C.G.T., c'est la scission en puissance, la scission permanente, parce que la bourgeoisie a besoin de la division des forces ouvrières. Et vous parlez d'une fusion des organisations syndicales de classe avec cet instrument de la bourgeoisie !

Oui, dans la C.G.T., il y a des forces révolutionnaires, il y a des ouvriers trompés, il y a des forces qui devraient être comprises dans un mouvement syndical de classe. Mais ce n'est pas la fusion avec l'organisation réformiste qu'il faut réaliser, c'est le rassemblement de tous les ouvriers décidés à lutter sur le terrain de la lutte des classes. (*Applaudissements.*)

Je passe rapidement sur les autres questions concernant la C.G.T., le B.I.T., la Société des Nations, la Conférence économique mondiale, vous savez ce que cela représente et ce qu'y font les chefs réformistes.

Pour les revendications immédiates, un seul exemple : celui des quarante heures.

Au début, c'est un simple moyen d'aménager, de répartir le travail, de résorber le chômage, sans que la question des salaires soit posée. En effet, lorsque la C.G.T. écrit dans son rapport d'activité qu'elle a constamment posé cette question des salaires, nous disons que c'est faux. Prenez les affiches du début et vous verrez qu'elle n'y figure pas. Elle n'est posée que sous la pression des masses et à la suite de la campagne que nous avons entreprise. Mais on a eu bien soin d'indiquer qu'il fallait

que la revendication soit réalisée sur le terrain international et du consentement de tous les gouvernements.

On veut faire croire à la classe ouvrière que les gouvernements capitalistes peuvent appliquer de bon gré des décisions favorables au prolétariat. Parfois, les gouvernements sont obligés de reculer, mais pour ce qui est d'appliquer des décisions susceptibles de mettre en péril la structure du capitalisme, allons donc !

Pression sur les gouvernements de manière qu'ils se mettent d'accord sur la question des huit heures ? Plaisanterie.

Sur ce terrain, nous enregistrons la faillite la plus absolue de la C. G. T.

Que dit alors le rapport présenté à la C.G.T. ? Puisqu'il en est ainsi, nous allons exercer une pression sur le patronat français. Vous entendez bien qu'il faut d'abord que le Congrès le décide. En outre, il reste bien entendu que la question des quarante heures est une question d'ordre international, au sujet de laquelle les capitalistes doivent se mettre d'accord et, d'après ce que nous avons vu, si les ouvriers allemands, par exemple, attendent le bon accord de leur gouvernement, il leur faudra autant attendre que la neige soit noire sur les cimes des Alpes !

En résumé, la C.G.T. est bien la représentante des intérêts et des volontés du capitalisme.

Prenons rapidement quelques exemples de son action dans les récents mouvements de lutte.

S'agit-il des fonctionnaires, les dirigeants de la Fédération luttent contre l'unité d'action et maquignonnent la retraite, avec les pouvoirs publics et les groupes parlementaires de gauche. Toujours au nom de l'intérêt général et pour aider le régime capitaliste à surmonter ses difficultés, ils préparent la réforme administrative, la réduction des indemnités.

A Fougères, on permet à 1.500 ouvriers, si je ne me trompe, de continuer le travail, pendant que 5.000 font la grève !

En période de crise c'était dire aux patrons : Ne vous gênez pas, fabriquez tout ce qui presse. La grève a duré sept mois et s'est terminée par l'échec. Ainsi les chefs réformistes avaient sauvé les intérêts du patronat de la chaussure.

Pour la grève de chez Citroën, au début, le syndicat réformiste avait déclaré qu'il n'avait rien à voir avec les grévistes. Puis, des dix-huit mille grévistes se sont rassemblés. Alors, la C.G.T. — qui parle au nom de la classe ouvrière — s'est découvert une responsabilité. Jouhaux est allé au ministère du Travail parler au nom des dix-huit mille grévistes qu'il n'avait jamais vus.

Mais, à ce propos, il y a peut-être lieu ici de donner un peu de publicité à un petit incident survenu dans une réunion mixte du Comité contre la guerre et le fascisme. A cette réunion un homme, dans lequel le prolétariat ne doit pas avoir confiance parce qu'il travaille avant tout pour lui-même, le citoyen Bergery, nous expliquait comment il constituerait son front commun. Nous lui faisons observer : Dites-nous avec quels militants de la C.G.T. vous constituerez votre front unique ? Bergery répondit : « Jamais avec Jouhaux ».

Pourquoi ? Et il ajoutait : « Parce que lorsque j'étais chef de cabinet de Herriot, j'ai vu Jouhaux venir à plusieurs reprises indiquer à Herriot comment on pouvait arriver à bout de grèves qui existaient. Je considère

cet homme comme un traître à la classe ouvrière ; jamais je ne ferai le front unique avec lui ». (*Applaudissements.*)

Lorsque Jouhaux est allé trouver le ministre du Travail pour parler au nom des dix-huit mille grévistes, il a certainement indiqué comment il fallait régler la grève dans ces conditions.

Dans la grève de Strasbourg, vous avez vu comment les chefs réformistes ont employé tous les moyens, malgré la volonté de lutte affirmée par vingt mille ouvriers, pour remettre la décision de la solution du mouvement entre les mains des pouvoirs publics, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Dans la grève des bateliers, nous avons vu les opérations commencer par une lutte admirable d'une couche de travailleurs venue à nous, caractérisant bien la contre-offensive ouvrière. Nous avons trouvé dans cette grève — nous en parlerons tout à l'heure — le prolongement du réformisme dans notre propre mouvement. La Fédération confédérée multiplie les manœuvres pour amener cette grève à être brisée tout comme on l'a fait pour la grève de Strasbourg.

Je vous fais grâce de l'attitude de la C.G.T. en ce qui concerne la guerre et le fascisme, nous l'avons vue en examinant la situation du capitalisme sur le terrain international.

Et maintenant, camarades, je veux, par-dessus cette tribune et avec tout le sentiment des responsabilités de ce congrès, poser les questions suivantes aux ouvriers adhérents à la C.G.T. et qui croient encore que leur organisation est une organisation de lutte. Je leur dis : Croyez-vous, après douze ans de politique réformiste, après les capitulations les plus grandes, après les faillites les plus retentissantes, que les syndicats confédérés sont des instruments de lutte de classes pour la défense de vos intérêts particuliers contre les intérêts de vos patrons et de leurs gouvernements ? Est-il possible que l'unité syndicale à laquelle vous aspirez se réalise dans cette organisation de collaboration des classes, d'où toute démocratie est bannie, dont sont exclus les militants révolutionnaires ? Est-il possible que des ouvriers confédérés veuillent une unité de laquelle ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique de collaboration des classes sont exclus ? Il faut que ces questions soient posées par nous avec acharnement aux ouvriers confédérés.

Ici, je m'adresse à vous tous, à tous les syndiqués unitaires. Trop souvent les militants et les syndiqués unitaires ne comprennent pas la psychologie de l'ouvrier confédéré. Ils ne comprennent pas qu'il est intoxiqué par ses chefs. Je me souviens d'appréciations, encore récentes, apportées par des ouvriers unitaires, de bons compagnons, qui disaient : Les confédérés sont des imbéciles, il n'y a rien à faire. Non, camarades, l'ouvrier confédéré est empoisonné par la littérature bourgeoise qu'il lit ; l'ouvrier confédéré ne lit pas l'*Humanité*, ni vos journaux corporatifs. Il ne lit que la presse capitaliste — parce qu'il ne lit pas même le *Peuple*, — il lit tous les journaux bourgeois. Il est empoisonné par cette presse. Il est empoisonné par les affirmations de ses chefs. Il est plus facile, vous entendez, de conquérir à notre mouvement révolutionnaire un jeune ouvrier qui n'a pas encore été organisé et qui veut lutter que l'ouvrier confédéré lui-même. Mais les événements, notre puissance de persuasion, notre activité à tous doivent nous amener à faire auprès des ouvriers confédérés une propagande sérieuse en faveur de l'unité d'action et de l'unité syndicale.

Voyons, maintenant, camarades, ce que signifie la C.G.T.U., ce qu'elle est ? Examinons honnêtement, rapidement — après ce qui a été dit dans

le rapport d'activité — ses faiblesses, ses progrès, ce qu'elle doit devenir. La C.G.T.U., et personne ne le contestera, s'est toujours inspirée, dans ses luttes, de l'intérêt de classe des ouvriers. Dans toutes les luttes pour les revendications immédiates la C.G.T.U. s'est inspirée du souci suivant : arracher au patronat français la suppression des réductions de salaires, la réduction du temps de travail, examen des revendications des travailleurs.

Nous devons, en examinant l'activité de notre C.G.T.U., déterminer nos faiblesses et même nos fautes. Ici, camarades, une première déclaration est indispensable. Fréquemment nos adversaires ironisent sur nos méthodes de discussion. Quand nous discutons sur l'attitude d'un syndicat ou d'un autre, par exemple sur les fautes de nos camarades d'Armentières, sur les fautes de Strasbourg et Merlebach, alors, Eugène Morel prend sa plume, dans le *Peuple*, et dit : Voilà la dislocation de la C. G. T. U.

Eh bien, oui, il faut que nous nous expliquions ; la plus grande faiblesse de notre part serait de céder sur ce point et continuer les traditions anarcho-syndicalistes qui faisaient que dans les congrès d'avant-guerre, quand on critiquait l'attitude de tel ou tel militant, ce n'était pas toujours sain. Il ne faut pas non plus que nous disions : Tout va pour le mieux dans notre mouvement. Il faut que notre critique soit saine et réalisée du haut en bas de l'échelle de notre mouvement syndical. Il faut que la Commission exécutive, le Bureau confédéral, le secrétariat de la C.G.T.U. sachent faire leur propre critique. Si nous ne faisons pas notre critique à la direction de la C.G.T.U., les fautes commises par la direction se manifestent avec mille fois plus de puissance à la base, dans les organisations syndicales. Oui, chaque militant révolutionnaire doit comprendre que lorsque nous critiquons l'attitude de son organisation et la sienne ce n'est pas contre lui que nous nous dressons, mais pour que les faiblesses et les fautes ne se renouvellent pas.

Je dois ajouter qu'il faut faire une différence sérieuse entre la critique adressée au sein d'une commission, dans des articles, dans des résolutions à des militants révolutionnaires qui se trompent et la critique adressée à des hommes qui sont dans notre mouvement des réformistes suivant une ligne politique contraire aux intérêts du prolétariat et qui, eux, ne se trompent pas. (*Applaudissements.*)

Aussi, nous allons voir à travers l'examen de notre activité, très rapidement, quelles sont nos faiblesses et nos réalisations. Comment avons-nous popularisé notre programme confédéral ? Prenons la question de la réduction du temps de travail, celle de quarante heures, de la journée de sept heures sans réduction de salaire.

Le VI^e Congrès avait posé une revendication préalable : la lutte pour la suppression des heures supplémentaires. Notre campagne à ce sujet ne fut pas poursuivie avec obstination. Certes, du fait de la crise, des millions d'ouvriers et ouvrières font moins de quarante-huit heures, mais en de nombreux cas et malgré l'existence d'une armée de chômeurs, les heures supplémentaires sont encore imposées dans une partie importante de la production. C'est ainsi qu'il y a des heures supplémentaires dans le Bâtiment, dans le Textile, dans la Métallurgie, dans toute l'industrie privée. Même dans le Textile, sous prétexte qu'un léger redressement vient de s'opérer, on impose des heures supplémentaires

plutôt que d'embaucher des ouvriers nouveaux, plutôt que d'utiliser le matériel existant.

Pour la campagne des quarante heures avons-nous contrebatu avec assez de vigueur la campagne de la C. G. T. ? Non, camarades, nous n'avons pas réalisé suffisamment pour appeler les ouvriers de toutes tendances à arracher des diminutions d'heures de travail avec le maintien du salaire, dans les circonstances où cela était possible.

Pour les amendes, nous avons bien édité une brochure ; elle s'est diffusée rapidement, quelques résultats ont été obtenus, mais notre campagne n'a pas continué d'une façon suffisante. Les amendes sont maintenant, dans une grande quantité d'entreprises, appliquées sans qu'il y ait une lutte acharnée de nos syndicats. Pour le délai-congé, par exemple, les camarades des Métaux de Paris ont mené une bonne bataille. Avons-nous vu les résultats de cette action étendus à l'ensemble de notre mouvement par une campagne générale pour étendre à tous les résultats obtenus ? Même à la direction de la C.G.T.U. nous n'avons pas porté suffisamment notre attention sur ce point.

En ce qui concerne l'hygiène et la sécurité, nous avons une position, mais nous embarrasserions peut-être quelques camarades du Congrès si nous leur demandions de venir l'expliquer à cette tribune, parce que nous ne l'avons pas popularisée suffisamment, parce que contre la position de la C.G.T. qui veut mettre le choix des délégués entre les mains du ministère du Travail et du gouvernement, nous n'avons pas expliqué avec force notre position quant à l'élection des délégués à l'hygiène et à la sécurité, que nous voulons nommés et révocables par les travailleurs eux-mêmes. Ainsi nous pouvons nous trouver, au Parlement, devant le vote d'une loi qui, en apparence, donnera satisfaction aux travailleurs, mais qui sera, au contraire, une arme dirigée contre eux.

Un autre problème sur lequel il faut attirer l'attention du Congrès et sur lequel la direction de la C.G.T.U. n'a pas fait ce qu'elle aurait dû, c'est le problème des assurances sociales. Nous avons déterminé notre position de principe, nous avons rédigé un projet de loi qui a été apporté par la fraction communiste au Parlement. Au Comité confédéral de novembre 1932 nous avons encore précisé notre ligne. Maintenant elle est claire. Mais il y a dix millions de travailleurs dans les caisses d'assurances sociales et nous n'avons pas fait pour ces dix millions d'ouvriers la propagande indispensable. Nous ne nous sommes pas suffisamment liés à leur mécontentement, à leurs aspirations. Le gouvernement a retardé tant qu'il a pu la consultation de ces millions d'ouvriers dans les caisses départementales pour la constitution des comités dirigeants définitifs. Voici qu'il ne peut plus reculer, qu'il est obligé de procéder à cette consultation, et le 3 décembre — selon la date qui nous a été indiquée — les élections auront lieu dans la France entière. Vous comprenez ce que cela veut dire : des élections dans lesquelles seuls les ouvriers et ouvrières voteront, des élections dont nous devons profiter pour expliquer notre position aux masses d'assujettis qui sont mécontents de la loi et disposés à mener la lutte avec nous pour la faire amender. Vous vous rendez compte de la tâche qui nous attend lorsque le Congrès sera terminé en vue de rassembler les masses dans le sens que je viens d'indiquer.

Est-ce à dire que sur le terrain des revendications nous n'avons rien obtenu ? Ah ! on peut avoir le sourire, quand on lit dans, le rap-

port de la C.G.T. que grâce à l'action de celle-ci l'offensive du patronat contre les salaires a été ralentie et partiellement arrêtée. Il n'est pas un ouvrier qui ait ignoré, même ceux qui se sont engagés dans des grèves dirigées par les chefs réformistes, que le sens de la lutte contre la diminution des salaires a été donné par la C.G.T.U. Les centaines et centaines de grèves qui se sont déroulées, à l'exception de quelques-unes, ont été dirigées par la C.G.T.U. Il faut, par conséquent, que nous marquions ce point positif : notre lutte pour la défense des salaires nous a permis de limiter l'offensive capitaliste et c'est une impudence de la part des hommes de la collaboration des classes de prétendre s'en attribuer le mérite.

Une question sur laquelle nous n'avons pas suffisamment insisté dans le rapport d'activité est celle de la défense des catégories diverses de travailleurs, c'est-à-dire les femmes, les jeunes, les coloniaux, les immigrés. Avons-nous fait le nécessaire ? C'est pourtant une des conditions capitales de la conquête de la majorité de la classe ouvrière et de l'organisation de la lutte de masse. Le Congrès de Magic-City avait insisté sur ce point. Près de deux millions et demi de jeunes gens dans la production constituent une main-d'œuvre bon marché. La bourgeoisie fait un grand effort pour les détourner de leurs devoirs de classe en créant des groupements sportifs, des associations culturelles, des associations de boys-scouts, etc. Dans les entreprises on fait des efforts considérables pour tromper les travailleurs ; on fait travailler les jeunes à des prix réduits. Il en est de même pour les femmes.

Qu'avons-nous fait ? Nous avons réalisé quelque peu à l'occasion de la préparation du Congrès mondial de la jeunesse, mais est-ce que tout notre mouvement syndical a été alerté pour défendre ces catégories exploitées ? Non. Comprendons bien que pour lutter contre les efforts du capitalisme, les jeunes et les femmes ne peuvent pas supporter tout le poids des tâches à accomplir. Il est indispensable que notre mouvement syndical et notre C.G.T.U. les soutiennent.

Dans les mouvements des chômeurs, nous avons eu les mêmes faiblesses. Nous avons indiqué qu'il fallait donner aux syndiqués unitaires des directives telles qu'ils soient, dans le mouvement des chômeurs, l'armature solide. Puis, nous avons lancé le mot d'ordre de la C. G. T. U. que chaque syndicat constitue son groupe de chômeurs syndiqués.

On vous parlera tout à l'heure des comités de chômeurs. Ils ont obtenu des résultats indiscutables. Mais il faut bien le dire : notre activité n'a pas été suffisante.

Tout ce que je viens de dire peut s'appliquer aux immigrés et aux coloniaux. C'est une question importante que celle de la M.-O.I. On n'a pas l'air de s'y intéresser suffisamment. Nous avons déjà réalisé quelque chose contre la xénophobie. Mais on peut dire que c'est là le fait de la direction et des militants immigrés eux-mêmes. Il semble bien, même en 1933, que ne sont pas disparues de notre mouvement les préoccupations que la bourgeoisie y a introduites, à savoir que la main-d'œuvre immigrée, c'est la concurrente de la main-d'œuvre française. La main-d'œuvre immigrée est la concurrente de la main-d'œuvre française, dans la mesure où nous ne savons pas défendre les revendications, où nous ne défendons pas les militants expulsés, ce qui oblige les immigrés à accepter des conditions de travail et de salaires inférieures.

On nous dit : Il y a eu un reflux d'immigration. Ce n'est pas dou-

teux. Dans toutes les crises économiques, il en est ainsi. Mais quand la bourgeoisie chasse ostensiblement les militants unitaires de l'immigration, que faisons-nous ? Peu de chose. On trouve quelques bons exemples dans le bâtiment, mais dans l'ensemble on n'est pas orienté vers ces mouvements.

Les coloniaux, en France, sont moins nombreux que les immigrés. Ce n'en est pas moins important, d'abord parce qu'ils constituent une main-d'œuvre exploitée à outrance, et ensuite parce que nous devons les aider à s'organiser, à s'éduquer sur le terrain de la lutte des classes, pour qu'ils puissent ensuite être, dans les colonies, des cadres pour notre mouvement révolutionnaire.

Sur ce terrain, nous devons noter quelques progrès, mais pas encore suffisamment.

Notre lutte aux colonies a été aussi très insuffisante. Certes, nous avons travaillé dans l'Afrique du Nord. Les syndicats unitaires ont essayé de grouper les travailleurs indigènes. Nous avons éprouvé de grandes difficultés. Nous avons fait de petits progrès en Tunisie, pas grand-chose au Maroc, mais vis-à-vis des colonies lointaines de l'Indochine, de Madagascar, de l'Afrique occidentale, nous avons encore fait trop peu. Il faut que nous comprenions que l'une des forces principales de l'impérialisme français, c'est son empire colonial, et si nous prétendons lutter contre notre impérialisme, il faut que nous luttons contre ses brigandages coloniaux. Nous avons, depuis quelques semaines, réalisé des efforts timides, comme la participation à la délégation au Maroc, l'envoi d'un avocat à Madagascar. Voici qu'en application d'une décision de notre commission exécutive, en accord avec le Secours Rouge International, nous envoyons une délégation en Indochine. Il faut des dizaines de milliers de francs pour cela ! Mais la délégation en Indochine doit être pour nous le prétexte d'une grande campagne de clarification sur ce que signifie la lutte pour les colonies.

Il y a trop fréquemment, dans l'esprit des ouvriers unitaires, cette idée que l'impérialisme aux colonies est à combattre parce qu'il exagère, et non pas parce qu'il exploite jusqu'au sang des populations qui doivent être libérées du joug impérialiste.

Soutenons les luttes des Indochinois, des Marocains, des Algériens pour la libération de leurs territoires, pour qu'ils puissent eux-mêmes se diriger, administrer la production, pour qu'ils aient la libre exploitation de leurs propres pays. Soutenons-les dans ces luttes et aidons-les par notre mouvement révolutionnaire à se débarrasser de leur propre bourgeoisie, pour accomplir la révolution. C'est là notre rôle dans les colonies.

Dans la lutte contre la guerre et l'impérialisme, nous avons réalisé des progrès à travers le mouvement d'Amsterdam : la participation aux démonstrations diverses, à Toulon, Reims, Dijon, Brest, Lorient, Troyes. Mais est-ce que nous faisons de la lutte contre la guerre quelque chose de permanent ? Quels sont les syndicats présents à ce Congrès qui défendent les revendications des soldats ? Vous êtes à peu près tous dans des villes de garnison. Est-ce que vous savez ce qui se passe à l'intérieur des casernes ? Est-ce que vous rassemblez les réservistes ? Est-ce que vous aidez les ouvriers encasernés à défendre leurs revendications ? Non. Il y a bien une agitation, des affirmations générales, mais l'activité pratique est insuffisante, malgré les résultats obtenus.

Nous avons, de même, dans la lutte contre la guerre, des tâches à

remplir les uns et les autres, parce que la guerre moderne est appuyée sur la production fantastique du matériel. Qui fabrique et transporte le matériel de guerre ? C'est le prolétariat. Nous devons empêcher la production, au moment voulu, et empêcher le transport. Et si la guerre éclate nous devons utiliser la puissance de production du prolétariat pour transformer la guerre impérialiste en guerre de classe.

Dans la lutte contre le fascisme, nous avons des tâches internationales. Nous avons déterminé tout à l'heure comment l'hitlérisme est arrivé au pouvoir. Il ne faudrait pas oublier que le fascisme règne en Italie, et qu'en Italie des centaines de milliers de militants sont déportés, martyrisés et parfois assassinés. Il ne faudrait pas oublier que le régime fasciste existe en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne. Il faut se souvenir que notre solidarité doit être manifeste pour arracher Thälmann. Tanev, Dimitroff, Popov et Torgler aux bourreaux, pour soutenir nos camarades d'Allemagne, mais aussi pour soutenir les travailleurs de tous les pays où règne le fascisme.

Mais en France ? J'ai indiqué tout à l'heure — je n'insiste pas sur ce point — ce que nous avons fait. Nous avons réalisé quelques progrès. C'est juste. Nous participons aux démonstrations. C'est juste. Nos syndicats sont toujours présents, mais ils doivent être les animateurs de la lutte contre le fascisme. Attention, camarades, de ne pas laisser le monopole de la lutte antifasciste à des organisations qui sont peut-être sympathiques pour le moment en raison des difficultés qu'elles rencontrent. Mais l'organe, le centre dirigeant de la lutte antifasciste, la charpente solide de la lutte, c'est le prolétariat, et les ouvriers groupés dans les syndicats unitaires. Les syndicats unitaires, sur ce terrain, ont la plus grande responsabilité.

Quand nous discutons avec les réformistes, les confédérés, nous avons tendance — et nous le verrons tout à l'heure — à abandonner la critique, à cacher notre drapeau. Quand nous discutons pour le mouvement antifasciste, nous avons trop souvent la même faiblesse. Ce sont les syndicats révolutionnaires qui doivent être à la tête des mouvements antifascistes.

Camarades, l'activité des syndicats unitaires dans les mouvements de grève sera, elle a été analysée dans le rapport d'activité d'une façon insuffisante, mais si nos syndicats prétendent remplir le rôle d'animateur et de guide, il faut qu'ils sachent s'organiser. Ils doivent comprendre que la base de leurs organisations doit être l'entreprise capitaliste, qu'ils aient une activité permanente, qu'ils connaissent la situation dans l'industrie, comment le patronat se prépare à réagir, quels sont les moyens de défense.

Tout cela sera expliqué dans le rapport d'organisation. Mais si nous avons eu, dans nos syndicats unitaires, une déperdition considérable de nos forces, il ne faut pas rejeter simplement ce fait sur la répression capitaliste. Nos organisations ne sont pas assez les organismes de défense permanente des intérêts ouvriers. Un redressement a été opéré dans ce sens. Je dois dire ici — et cela déplaira certainement à certains de ceux qui vont venir apporter les critiques que vous connaissez — que la direction de la C.G.T.U. est maintenant en possession, d'une façon plus sérieuse, de la connaissance exacte de l'état des forces. Nous savons maintenant par les chiffres que la déperdition des forces de la C.G.T.U. est arrêtée, que nous recommençons à remonter la pente, ceux qui voulaient enterrer notre organisation peuvent en faire

leur deuil. Nous rattraperons les effectifs perdus. Nous réaliserons l'unité syndicale de classe. (*Applaudissements.*)

Nous avons entraîné les travailleurs à la grève. Des progrès indiscutables ont été réalisés là-dessus, depuis le dernier Congrès de Magic-City, progrès dus à l'autocritique amicale, sérieuse, faite par les uns et les autres.

D'abord il faut constater des améliorations dans la direction des mouvements grévistes. Des comités de grève de masse ont été élus, dans les grèves de Vienne, de chez Citroën, à Marseille, dans les grèves des dockers de Dunkerque, et dans des centaines de grèves de moindre importance. Partout la direction du mouvement a été élue par l'ensemble des travailleurs. C'est le résultat de notre autocritique publique. Maintenant, quand une grève éclate, les ouvriers procèdent à la désignation de leurs comités de grève. Ils ont ainsi la certitude que les mouvements sont dirigés par eux selon leur propre volonté et leur propre détermination.

Mais nous avons aussi des faiblesses sur ce terrain. Je ne développe pas ce point. D'autres le feront. La faute commise à Armentières a pour cause cette idée, que l'unité d'action peut être réalisée avec la participation des chefs réformistes, que les chefs peuvent lutter avec nous. On a ainsi écarté de la direction de la grève des milliers d'ouvriers organisés et les chefs réformistes ont pu mener la grève à la capitulation.

Dans le mouvement de Strasbourg, une orientation vers les mêmes mauvaises méthodes a été constatée. Les militants de ces syndicats ont reconnu leurs erreurs devant la commission des grèves et déjà une saine autocritique publique est engagée à ce sujet.

Une autre amélioration considérable, celle-là, c'est que nous sommes devenus plus habiles dans les méthodes pour terminer les mouvements. Quelles étaient auparavant les caractéristiques des mouvements français ? C'est que chaque grève était menée jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de combattants sur le ring. Je me rappelle des grèves qui ont duré un an. Les camarades de Tourcoing s'en souviennent. On continuait la grève jusqu'à l'exténuation des forces du prolétariat.

À Vienne, on a réalisé un progrès. Les travailleurs sont rentrés dans les entreprises avec satisfaction sur la plus large partie de leurs revendications. Nous avons commis une faute à Vienne, et nous la commettons souvent. Pourquoi ? Parce que, quand nous avons des résultats, nous ne les popularisons pas. Quand nous commettons une faute, les réformistes la centuplent. Quand ils atteignent un semblant de résultat, ils le répètent mille fois. Quand nous avons un succès, au lieu de le tenir sous le boisseau, il faut le faire connaître à la masse du prolétariat. Chez Citroën, nous avons réalisé également une bonne tactique pour terminer le mouvement gréviste. Même opération chez les carreleurs-faïenciers. On sent que notre tactique de grèves se clarifie.

Mais nous n'avons pas toujours cette même orientation positive dans notre C.G.T.U. Si nous avons commis des fautes dans certains mouvements et constatons les progrès accomplis soit à Marseille, Strasbourg, Castres, nous devons lutter contre les réformistes qui sont dans les rangs. Leur tactique est la même que celle des chefs de la C.G.T. C'est à travers la préparation et le déroulement des mouvements grévistes que nous avons vérifié comment les adversaires de la majorité

confédérale ont appliqué les méthodes réformistes pour freiner la lutte ou l'amener à la capitulation.

La Fédération des Ports et Docks a discuté avec la direction confédérale, avec l'ensemble des syndicats de dockers, notamment à la conférence du 1^{er} janvier à Paris, pour coordonner les efforts dans les divers ports. Les syndicats des dockers indiqueront ici les efforts de la Fédération des Ports et Docks pour appliquer les décisions prises en commun. Rien n'a été fait de sérieux. La direction de la C.G.T.U., avec les syndicats, ont dû passer par-dessus les dirigeants fédéraux et se passer de leur concours.

C'est dans la lutte des bateliers que nous avons eu la vérification la plus éclatante de la ligne politique de la direction fédérale des Ports et Docks, contre l'orientation révolutionnaire de la C.G.T.U. Tous les délégués savent comment, avec la complicité de Gélis, Bour, Engler, Blanckaert, ce dernier membre de la commission exécutive confédérale, les intérêts des marinières en grève ont été trahis par l'acceptation fallacieuse des promesses du gouvernement, en les présentant comme la conquête accomplie des revendications.

De ce fait, une nouvelle grève est en cours. Nous voyons que les mêmes méthodes sont employées. Mais, cette fois-ci, les grévistes sont soutenus par les camarades de la C.G.T.U., avec plus de force qu'ils l'ont été l'autre fois et ils mèneront leur lutte jusqu'à la conclusion victorieuse.

Un mot encore au sujet du récent congrès de cette fédération. Par des moyens devenus traditionnels chez les adversaires de la C.G.T.U., par la multiplication des syndicats fantômes non confédérés, parce que n'appartenant pas aux U. L. et U. R. les dirigeants ont minorisé 4.705 adhérents payant 51.679 cotisations, par 2.770 adhérents payant 21.000 cotisations.

Vous connaissez le syndicat des Charretiers d'Epernay à la 2^e U.R., le syndicat des Débardeurs de Montereau, à la 20^e U.R. ? Et il y en a combien qui ne sont pas confédérés et qu'on dresse devant les syndicats unitaires pour faire nombre pour combattre nos camarades en accord avec la direction confédérale ?

Nous avons connu cela, n'est-ce pas, camarades cheminots ? Nous avons aussi connu, à la fédération de l'Alimentation, de pareilles choses. Le Congrès dira sa façon de penser et entendra les explications données par la direction de la Fédération des Ports et Docks, et aussi par les camarades de la majorité sur ce point.

Même attitude avec d'autres variantes, non pas sur le terrain dont je viens de parler, mais contre la position de la C.G.T.U. et l'I.S.R. dans la Fédération de l'Enseignement ; toute une fraction dans la direction, qui cherche à décider les adhérents à quitter la C.G.T.U., car elle est acquise à la collaboration des classes, l'autre partie favorise la fusion, c'est-à-dire la dislocation du mouvement syndical révolutionnaire. La direction centriste fédérale de l'Enseignement nie la fin de la stabilisation capitaliste ; elle se dresse systématiquement contre les militants communistes de l'U.R.S.S. ; elle attaque avec violence le parti communiste allemand, elle attaque aussi le front unique réalisé à Amsterdam et Pleyel pour lutter contre la guerre impérialiste et le fascisme. Au moment où la bourgeoisie et les alliés réformistes dressent contre le prolétariat mondial les pièges mortels de « l'Economie dirigée » par des gouvernements capitalistes, de la défense des « démocraties » contre

les dictatures, les dirigeants centristes de l'Enseignement mènent contre la C.G.T.U., sous le prétexte qui leur est commun avec Jouhaux, de l'indépendance du syndicalisme, la campagne la plus systématique de dénigrement. Nos camarades partisans de la majorité confédérale soutiennent dans cette fédération une dure lutte qui leur a permis de marquer des progrès ; au dernier Congrès fédéral, la majorité centriste ayant coupé la parole au délégué de la C.G.T.U., après lui avoir posé de nombreuses questions, a manifesté une hostilité sordide aux délégués des organisations sœurs d'Allemagne et de Russie.

Nous avons vu rapidement, camarades, le rôle de la C.G.T. dans la lutte du capitalisme français pour assurer son hégémonie sur les masses laborieuses ; nous savons quelle est l'activité de la C.G.T.U. pour le rassemblement des masses, quelles sont ses faiblesses, mais aussi ses progrès. Cette connaissance de l'activité des deux organismes va nous permettre de poser avec plus de certitude et de force le problème capital pour la classe ouvrière : son unité d'action dans la lutte et au travers de la lutte, sa marche vers l'unité syndicale de classe.

La C.G.T.U. a sans cesse préconisé l'unité d'action des travailleurs de toutes tendances, pour faire face par l'action directe aux attaques de la bourgeoisie et passer à la contre-offensive.

Une activité indiscutable s'est développée en ce sens depuis le Congrès de Magic-City. Quelles sont les bases d'une unité d'action véritable, pratique ? En premier lieu la discussion par les travailleurs intéressés des revendications qu'il faut défendre ou conquérir, ensuite l'examen des moyens d'action, démonstrations de toute nature, grèves limitées ou sans limite fixée, etc., puis la désignation par les travailleurs en cause de leurs comités d'action, de grève, de revendications, l'étiquette importe peu, fonctionnant sous le contrôle et avec le concours de la masse. Une telle plate-forme n'exclut pas les propositions directes aux organisations confédérées ou autonomes, ou chrétiennes, correspondantes, mais ces propositions ne sont logiques que si elles correspondent à une volonté d'unité d'action bien popularisée et bien comprise des adhérents confédérés ou d'autres organisations auxquelles on s'adresse. En outre, il faut considérer que l'unité d'action ne comporte pas seulement l'adhésion des syndiqués de toutes nuances, mais aussi la participation des inorganisés qui constituent fréquemment la majorité dans les luttes. Notre activité s'est-elle constamment développée sur ces bases ? Pas toujours, camarades. Rappelons la lutte des fonctionnaires. Notre Cartel, auquel la Fédération autonome des Fonctionnaires apportait un concours précieux, a fait des efforts appréciables, mais la préoccupation d'entraîner dans la lutte les chefs confédérés, était encore trop vive et orientait forcément l'esprit des masses vers les décisions du sommet. Que nos camarades de la fédération autonome, avec lesquels nous collaborons fréquemment me permettent de leur dire très fraternellement qu'ils ont eu cette orientation et si je m'adresse aux unitaires, à la direction confédérale elle-même, je dirai que nous n'avons pas assez énergiquement combattu pour notre tactique d'unité d'action à la base. De nombreux fonctionnaires confédérés, décidés à l'action, pouvaient ainsi supposer que leurs chefs étaient susceptibles de lutter vraiment.

Nous avons cité l'exemple de notre Fédération des Cheminots qui, dans une lettre publiée au nom d'un cartel déjà constitué, s'adressait aux chefs confédérés en leur démontrant leurs responsabilités et en

exprimant l'espoir qu'ils prendraient leur place dans la lutte. Non, camarades, les chefs confédérés ne voulaient pas prendre leur place dans la lutte, mais nous risquions ainsi de faire croire aux cheminots de toutes tendances que l'organisation de la lutte pouvait être le fait d'un accord réalisé par en haut.

Dans le sous-sol, à l'occasion des mouvements divers qui furent esquissés et jamais poursuivis, notamment lors de la grève des 3, 4 et 5 avril dernier, une opinion très répandue, c'était que la grève illimitée jusqu'à la victoire ne pouvait être efficace qu'à une condition : c'est que les chefs confédérés y participent, en donnant l'ordre. Une telle position nous faisait négliger la préparation sérieuse de la lutte en en laissant la réalisation à une éventualité imprévisible d'ailleurs.

Les fautes lourdes d'Armentières et de Merlebach, les faiblesses de Strasbourg partent des mêmes principes faux, à savoir que les chefs réformistes, que l'on combat souvent à tout propos, peuvent, au moment de l'action, changer à la fois d'attitude et de politique de collaboration des classes.

Quelques bonnes réalisations de front unique dans la lutte sont vérifiées dans les mouvements des métallurgistes de Marseille, de chez Citroën, de Neuves-Maisons, chez les agriculteurs du Midi, dans les grèves du textile de Vienne, de Castres, dans le mouvement du vêtement de Lyon, quelques puits de mine et d'autres encore. Ici la large masse était touchée. Les ouvriers eux-mêmes décidaient et la lutte y gagnait en activité et en solidité.

Nous avons, depuis Magic-City, constitué des centaines de comités, disparus parce que leur existence était par trop formelle, sentimentale. Au 1^{er} Mai nous avons réalisé des manifestations communes nombreuses, mais elles n'avaient qu'une base passagère, sans autres buts que la journée elle-même, sans conviction profonde, alimentée par l'étude des revendications, autre que le plaisir légitime, mais insuffisant de réaliser un rassemblement commun.

Une observation importante, camarades, c'est que nous n'avons pas obtenu de succès là où la C.G.T. et son associée dirigeante, la S.F.I.O., ont une organisation solide, en laquelle les travailleurs confédérés n'ont pas encore perdu confiance. Ce n'est pas par hasard que, malgré les belles démonstrations du 1^{er} Mai et du lendemain à Lille, contre Taittinger, et dans d'autres localités du Nord, nous n'avons pas détaché les ouvriers confédérés des chefs, pour qu'ils s'opposent à leur politique néfaste. Cette région, l'une des plus importantes, où le prolétariat a l'habitude de l'organisation et des luttes, devra être l'objet de l'attention de toute la C.G.T.U. Mais là aussi, comme en d'autres circonstances, notre activité ne nous a pas menés plus loin qu'un front unique momentané, sans que l'influence empoisonneuse des chefs en soit sérieusement ébranlée. Les dirigeants de la C.G.T. ont raison quand ils affirment qu'en général la résolution antiunitaire de Japy, qui employait habilement les sentiments d'unité de la masse, a limité la pénétration de l'idéologie révolutionnaire dans les syndicats confédérés.

Après l'examen que nous avons fait du rôle de la C. G. T., après ce que nous avons dit de l'unité d'action à la base et de la signification de la C.G.T.U., comment se pose la question de l'unité syndicale de classe ? Le Congrès devra se prononcer sur ce point, mais il apparaît clairement que la fusion pure et simple serait plus qu'une

faute, ce serait un crime contre-révolutionnaire ; l'unité syndicale se reconstituera sur la plate-forme de classe, par la volonté des ouvriers qui, ayant lutté ensemble, voudront réaliser une bonne fois pour toutes leurs syndicats uniques. La C.G.T.U. doit dire qu'elle soutiendra de toutes ses forces toutes ces manifestations pratiques des travailleurs. Elle est l'organisation syndicale logique. Ses méthodes, celles de l'I.S.R., sont les seules qui correspondent aux intérêts particuliers de la classe ouvrière et c'est pourquoi l'unité syndicale n'est réalisable que selon ces perspectives.

Nous voici arrivés au terme de cet exposé. Je veux, avant de terminer, poser à tous les travailleurs, aux unitaires comme aux confédérés ou aux autonomes, les questions suivantes :

Que serait-il advenu de la classe ouvrière française et internationale si la bourgeoisie avait réalisé pleinement son dessein : tuer à jamais le mouvement syndical révolutionnaire et laisser subsister seulement des organisations inféodées à sa volonté ? D'abord, camarades, la Révolution russe serait aujourd'hui vaincue, tous les ennemis du socialisme depuis les réactionnaires les plus tieffés jusqu'aux prétendus socialistes de la II^e Internationale ou de la F.S.I., auraient restauré le capitalisme vaincu sur le sixième du globe. Les conditions de salaires, de travail, seraient aggravées dans des conditions inouïes, à travers le monde. Les antagonismes impérialistes auraient provoqué déjà les conflits sanglants, tueurs de millions d'hommes.

C'est la lutte révolutionnaire de l'I.S.R., de l'Internationale Communiste, des syndicats rouges dans tous les pays qui a mis un frein solide au développement de l'offensive capitaliste contre les masses ouvrières, qui a permis le développement prodigieux des conquêtes de la Révolution Soviétique.

Mais, retournons la question, mes camarades. Que serait-il advenu du capitalisme, s'il n'avait pas reçu, après la guerre, l'appui précieux des traîtres aux intérêts de classe du prolétariat, si contre ses positions ébranlées les masses ouvrières s'étaient ruées à l'assaut, comme l'ont fait nos camarades russes, si le mouvement syndical unique avait lutté selon les directives révolutionnaires de notre Internationale Syndicale Rouge de la C.G.T.U. ? Poser la question c'est la résoudre. Le capitalisme serait immédiatement vaincu, de revendications en revendications, le prolétariat aurait réalisé l'issue révolutionnaire de la crise et, suivant l'exemple des bolcheviks, chassé ses ennemis de classe pour instaurer sa dictature.

La C.G.T.U., en France, est la seule organisation syndicale qui rassemble les conditions d'une telle lutte. Seule, elle est le guide du prolétariat, dans la guerre incessante contre le patronat et son gouvernement.

Discutons donc avec ardeur, camarades, sur les tâches qui nous attendent. Après ce Congrès, il nous faudra préparer l'action commune des fonctionnaires menacés par les projets gouvernementaux, lutter avec la masse des instituteurs auxquels le ministre des gauches de Monzie vient de jeter un intolérable défi.

Nous devons alerter et mobiliser les masses d'assujettis à la loi antiprolétarienne des assurances sociales, et faire des élections aux caisses primaires une formidable affirmation de la volonté ouvrière.

Lutte pour la défense et le relèvement des salaires, pour les

quarante heures, contre les amendes, pour les délégués à l'hygiène et à la sécurité, pour toutes les revendications immédiates du prolétariat.

Lutte ardente de tous les instants pour sauver Thälmann, Torgler, Popof, Tanev, Dimitroff et tous les héroïques combattants d'Allemagne, de la hache des bourreaux hitlériens.

Lutte opiniâtre contre le fascisme et la guerre impérialiste dans notre propre pays, pour soutenir nos frères des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ces tâches ne sont pas au-dessus de nos forces. Avec, comme arme solide, l'unité d'action directe des masses, nous arracherons les revendications les plus immédiates, marcherons vers l'unité syndicale de classe et préparerons ainsi la défaite du capitalisme.

Vive l'unité d'action ! Vive l'unité syndicale de classe !

Vive la C.G.T. unique en France ! Vive l'Internationale Syndicale unique de classe dans le monde !

(Longues salves d'applaudissements : les assistants entonnent l'Internationale.)

Règlement de la discussion et communication du Président

LE PRÉSIDENT. — Responsable des débats du Congrès, je veux formuler, au nom du Présidium, la proposition suivante : Pour l'orientation de la discussion, nous proposons que soit déterminé à trente minutes le temps de parole de chaque délégué.

(Cette proposition est adoptée à l'unanimité.)

Demande d'autorisation de la Librairie du Travail pour la vente de ses publications

LE PRÉSIDENT. — Camarades, avant d'ouvrir la discussion, je dois vous informer d'une proposition qui nous est faite par la Librairie du Travail qui demande que notre Congrès lui réserve une place en lui donnant l'autorisation de vendre sa littérature dans cette salle.

INTERVENTION DE TIMBAUD

TIMBAUD (Métaux de la Seine). — Camarades, au nom du syndicat des Métaux de la Seine, au nom de ses 45 délégués venus ici, nous sommes opposés à ce que la Librairie du Travail assiste à notre Congrès en vendant sa littérature. Ceci ne veut pas dire que nous soyons opposés au développement de la littérature parmi les masses, ni contre les efforts faits pour l'éducation des masses ; mais nous considérons que la littérature vendue par la Librairie du Travail n'est pas une littérature révolutionnaire, mais que la plupart des livres vendus par elle sont des livres contre-révolutionnaires. C'est pour ces raisons que nous demandons au Président de mettre aux voix notre proposition d'exclusion. *(Applaudissements.)*

INTERVENTION DE CHARBIT

CHARBIT (de la Typographie parisienne). — Camarades, au nom du Syndicat de la Typographie parisienne, et au nom du Syndicat de l'Enseignement de la Gironde, nous demandons au Congrès de la C.G.T.U. d'agir à l'égard de la Librairie du Travail comme il l'a fait jusqu'à

présent. La Librairie du Travail, contrairement à l'affirmation apportée ici, n'a pas de littérature contre-révolutionnaire ; elle a, au contraire, des éditions qui reflètent les différentes tendances du mouvement ouvrier. La Librairie du Travail a édité les œuvres de Lénine et de l'I.S.R. Je suis donc surpris d'entendre dire que cette librairie édite une littérature contre-révolutionnaire.

On n'a fait aucune difficulté pour admettre au sein du Congrès le Centre de Diffusion du Livre et de la Presse dont la brochure est sur toutes les tables. Cette brochure ne possède même pas le label syndical, et personne ne s'oppose à ce que cette librairie vende ses ouvrages ici. Si vous refusiez d'admettre la Librairie du Travail, ce serait une indication que dans la C.G.T.U. il n'y aurait plus désormais de place que pour les publications du Parti communiste, alors que les différents courants du mouvement ouvrier doivent pouvoir s'affirmer.

INTERVENTION DE GOURDEAUX

GOURDEAUX (P.T.T.). — On nous propose de recevoir ici la Librairie du Travail. Ce que nous avons à dire, c'est que, dans la C.G.T.U. toutes les discussions sont libres. Il n'y a pas un syndiqué qui ne puisse exprimer son opinion dans notre Congrès confédéral par la voix des délégués qui l'ont mandaté.

Mais il y a une chose que nous n'admettrons jamais dorénavant ; si quelquefois, dans le passé, camarade Charbit, et vous camarades minoritaires, nous avons eu quelques faiblesses à votre égard, désormais, nous n'aurons plus de faiblesse, et nous ne tolérerons plus que la ligne révolutionnaire de la C.G.T.U. soit sabotée. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION D'ENGLER

ENGLER (Ports et Docks). — Camarades. aujourd'hui je me trouve très surpris de ce que Gourdeaux reconnaisse que la majorité confédérale a eu à l'égard de la minorité quelques faiblesses. Je veux croire que, comme les années précédentes, dans les autres congrès, il y a dans cette salle l'élite du prolétariat. Si l'on trouve, à la Librairie du Travail, des bouquins contre-révolutionnaires, cela ne peut que renforcer l'idéologie des camarades de la majorité. C'est, en effet, en lisant, en puisant, en cherchant qu'on arrive à comprendre ces problèmes complexes qui nous occupent et leur valeur.

Puisqu'on vient affirmer que le livre de Victor Serge est contre-révolutionnaire, laissez-moi cette tolérance : en admettant que Victor Serge se trompe, nous avons été quelques-uns, à Moscou, à causer avec lui et nous avons parlé avec lui : il nous a retracé sa vie, il nous a, par sa littérature, mis quelque chose dans le crâne.

Vous ne devez pas admettre qu'on déforme votre pensée, les hommes sont faits pour penser et j'insiste donc, aujourd'hui, car je voudrais bien que, dans nos congrès confédéraux, on n'eût pas une politique à la petite semaine. Il ne faut pas dire, comme Gourdeaux, que c'est l'intention de la majorité confédérale d'accepter la Librairie du Travail dans le sein du Congrès.

Vous l'avez refoulée à Bordeaux, souvenez-vous-en, puis, il y a deux ans, vous l'avez acceptée : est-ce parce qu'elle a édité un livre nouveau que cela suffise pour qu'elle n'ait plus le droit de vendre ses bouquins révolutionnaires ?

-Admettez avec moi que, dans cette librairie, il y a des bouquins qui vous ont intéressés et que d'autres camarades ont le droit de connaître.

C'est pourquoi j'insiste pour que le Congrès accepte cette librairie en son sein.

LE PRÉSIDENT. — Je vais mettre les différentes propositions aux voix. Les camarades d'accord avec la proposition de Timbaud, au nom du Syndicat Unitaire des Métaux, tendant à empêcher l'entrée dans le Congrès de la littérature apportée par la Librairie du Travail le manifesteront en levant la main. C'est cette proposition que je mets aux voix. *(La proposition est adoptée avec 12 voix contre.)*

Discussion sur le rapport d'activité

LE PRÉSIDENT. — J'informe les congressistes qu'il y a, en ce moment, deux camarades inscrits pour la discussion sur le rapport d'activité : les camarades Reybel (Lucien), des Agriculteurs, et Serret, de l'Enseignement. Le camarade Reybel n'étant pas présent dans la salle, je donne la parole au camarade Serret.

INTERVENTION DE SERRET

SERRET (Enseignement). — Nous sommes ici plusieurs camarades de la Fédération de l'Enseignement qui ont été mis en cause, à plusieurs reprises, et nous avons l'intention de ne faire qu'une intervention globale. Malheureusement, chaque intervention unique pourrait durer une demi-heure : c'est pourquoi je demande que les interventions de Bouët et de Salducci soient bloquées avec la mienne et que je puisse disposer d'une heure et quart.

Que préférez-vous ?

RACAMOND (C.G.T.U.). — Nous proposons au Congrès d'entendre les trois interventions. Nous pensons qu'il sera bon pour le Congrès d'entendre la même chose dite par trois bouches différentes, mais avec des nuances utiles peut-être pour éclairer notre religion. *(Approbation.)*

SERRET. — Nous allons nous partager la besogne et nous ne nous répéterons pas. *(Bruits.)*

LE PRÉSIDENT. — Je demande aux congressistes de garder leur sang-froid. D'ailleurs, une réponse sera faite aux interventions de nos camarades.

La parole est au camarade Serret.

SERRET (Enseignement). — Camarades, la Fédération de l'Enseignement, au nom de laquelle je parle, est dans l'opposition depuis quatre ans, depuis août-septembre 1929.

Très nombreux sont ici les délégués et auditeurs qui ne nous connaissent que par les articles tendancieux de *l'Humanité* et de la *V. O.* C'est à l'intention de ces camarades que je ferai, en commençant mon exposé, un rapide rappel des raisons profondes qui font que, depuis quatre ans, nous combattons l'orientation de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

Ce rappel des faits passés ne contribuera d'ailleurs pas seulement à justifier notre position. Il nous permettra aussi d'apercevoir quelques-unes des causes véritables de la situation pitoyable dans laquelle se débat le mouvement révolutionnaire.

Revenons donc aux années 1928 et 1929. Nous voici au VI^e Congrès de P. C. et au X^e Plénum de l'Exécutif de P. C. (juillet 1929). Les instances suprêmes de P. C. déclarent que nous sommes dans la « troisième période ». Le capitalisme, en tant que système économique, est pourri. La crise qui s'annonce sera la dernière. Gitton affirme jusqu'au 16 janvier 1931 (*Huma*) que la crise est « sans issue ». C'est l'ère des convulsions suprêmes.

Sous l'effet de cette crise, dira-t-on, les masses se soulèvent. C'est la radicalisation et l'essor révolutionnaire du prolétariat. Les grèves dépassent le stade corporatif et prennent un caractère politique ; la guerre est imminente. Le problème du pouvoir se pose, en France notamment.

Pour qu'on ne nous accuse point de travestir la pensée exprimée à cette époque par P. C. et P. S. R., son ombre fidèle, permettez-moi de faire quelques citations. En ce qui concerne la « prise du pouvoir », tout d'abord : Pour être fixés, relisez, par exemple, le rapport d'activité fait par Gitton au Congrès Confédéral de 1929. Relisez aussi les articles de *la V. O.* signés de Brécot, Legrand ou de tout autre nom de militant responsable. Relisez encore la circulaire du P. C. pour le Premier Mai 1930 et vous y verrez que l'on envisageait alors la « lutte décisive pour le pouvoir ». Mais voici qui est mieux : au Congrès Confédéral de 1929, le délégué de P. S. R. déclarait avec la plus parfaite assurance :

« Le problème de la conquête du pouvoir, de la lutte pour la dictature du prolétariat se pose avec force à travers les batailles économiques, de plus en plus larges, la perspective de la grève générale, de l'insurrection armée en vue de la conquête du pouvoir s'ouvre devant le prolétariat. »

En ce qui concerne la « radicalisation » et « l'essor révolutionnaire » dont on n'entend plus parler, d'ailleurs, nous trouvons des affirmations aussi stupides que les précédentes. Non seulement les journaux communistes, les feuilles unitaires et les militants confédéraux s'efforcent de prouver l'existence de cette radicalisation et de cet essor, mais les dirigeants mêmes de P. S. R. se laissent aller à ce sujet à des affirmations d'un ridicule achevé. Dans le numéro d'août-septembre 1929 du *Bulletin de P. S. R.*, le bureau de P. S. R. écrit : « Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'une grande effervescence règne dans les masses ouvrières, que le mouvement ouvrier en France est entré dans la période d'un nouvel essor révolutionnaire ».

Vassilief est plus catégorique encore. Au Plénum de P. S. R., de décembre 1929, il affirme : « De tous les pays d'Europe, c'est la France où le processus de la radicalisation de la classe ouvrière est le plus puissant ».

S'appuyant sur cette analyse fautive, absurde, outrancièrement gauchiste, de la situation économique et sociale, P. C. et P. S. R. lancèrent des mots d'ordre et préconisèrent des méthodes qui ne pouvaient qu'à leur tour être fautive, absurdes et outrancièrement gauchistes.

C'est ainsi qu'au Congrès Confédéral de 1929, fut proclamé le rôle dirigeant du P. C. Ce fut une véritable folie que d'imposer, dans les conditions de 1929, le rôle dirigeant du P. C. dans la C. G. T. U. Il en résulte que, dès lors, la masse qui n'est pas communiste se détourne de la C. G. T. U. et va ailleurs. On aurait dû, il y a quatre ans, ne pas oublier que le rôle dirigeant du parti, ce n'est pas le parti qui doit le dicter ou le faire dicter par des figurants, c'est la classe ouvrière qui,

après l'avoir constaté, le réclame impérieusement. On aurait dû aussi, il y a quatre ans, ne pas oublier que les conditions objectives n'étaient pas mûres pour cette proclamation et que le P.C. de l'époque — comme le P.C. actuel, d'ailleurs — n'était pas capable d'assumer convenablement ce rôle dirigeant.

C'est de l'avant-dernier C.C. que datent la formule et la pratique des « accords permanents sur tous les terrains, y compris le terrain électoral » entre le P.C. et la C.G.T.U. Nous verrons plus loin où devait, en 1932, nous mener cette lourde sottise.

Les grèves politiques et la politisation des grèves par des hommes politiques du P.C. procèdent aussi de la même erreur. Constatons, en passant, qu'il n'est plus question, au ourd'hui, de ces fadaises qui nous valurent de durs mécomptes et de cuisantes défaites. Nous avions donc raison quand nous en dénonçons la sottise et la nocivité.

C'est du Congrès Confédéral de 1929 que date surtout l'extension considérable de ce syndicalisme de secte, de ce syndicalisme asservi à un parti politique. Les oppositionnels, depuis cette date, furent et sont systématiquement traqués et chassés de toute fonction syndicale. Ce fut et c'est là encore le règne du conformisme le plus absolu, le plus rigide, le plus sectaire.

Un représentant hautement qualifié de la majorité confédérale de l'Enseignement écrivait, s'adressant à mes camarades de tendance et à moi-même, en 1930, ceci : « C'est une question de vie ou de mort pour la C.G.T.U. et son avenir, que d'en finir avec vous. Vous êtes autrement dangereux pour la C.G.T.U. que la bourgeoisie puisque vous êtes dans l'enceinte même ». Ce camarade avouait franchement ce que l'on pensait secrètement dans les sphères dirigeantes : se débarrasser des oppositionnels, épurer la C.G.T.U., en éliminer à coups de menaces, de manœuvres et d'injures plus ou moins calomnieuses, les « gardés blancs », les « protégés de Coty », les « ânes bâtés de l'opportunisme », les « petits bourgeois prétentieux », les « contre-révolutionnaires » que nous étions.

C'est encore du Congrès Confédéral de 1929 que date ce bouleversement total du régime intérieur de la C.G.T.U. Non seulement on insulte les non-conformistes, non seulement on sabote les réunions syndicales pour brimer et chasser les opposants, mais encore, on voit la démocratie syndicale odieusement foulée aux pieds. Les assemblées syndicales sont de plus en plus rares. Le Bureau confédéral, aux ordres du P.C., remplace les dirigeants d'U. L. et d'U. R. qui ne s'assimilent pas la ligne avec la complaisance voulue. En maintes occasions, un porte-parole du P.C. oblige les membres de la majorité confédérale délégués à un Congrès à violer le mandat formel qu'ils reçoivent de la base. On voit même des directions syndicales, au lendemain d'un congrès, solliciter du Bureau politique du P.C. des directives pour son travail corporatif de l'année à venir, ce qui laisse entendre que l'on se moque des décisions des Congrès soi-disant souverains !

Le verbalisme, l'agitation tapageuse, les vociférations ridicules contre les « social-fascistes » et autres « chiens sanglants du capitalisme », les discours kilométriques sur les larges perspectives, l'abandon du syndicalisme à bases multiples, le désintéressement de tout travail d'organisation et d'éducation, le bluff systématique cachant le vide effarant, voilà encore ce que nous a légué le Congrès confédéral de la troisième période.

Enfin, rappelons que c'est depuis cette époque 1928-1929 qu'a été : 1° inauguré le front unique exclusivement à la base par les comités de

lutte fantômes et dont les résultats sont totalement négatifs, et, 2^o : abandonné de façon quasi absolue l'unité syndicale qui avait fait l'objet d'un si instructif débat au beau Congrès Confédéral de Bordeaux en septembre 1927.

Les événements nous ont donné raison contre la C.G.T.U. et l'I.S.R.

Nous nous sommes vigoureusement dressés contre le cours nouveau que l'I.C. venait d'imprimer à la C.G.T.U.

Nous avons crié : Casse-cou !

Nous avons dit, avec l'énergie que confère la certitude d'être dans le bon chemin, que la C.G.T.U. courait à sa perte, que l'I.S.R. et l'I.C. faisaient fausse route, que le mouvement révolutionnaire allait se briser dans de redoutables aventures grosses de conséquences.

Malgré les injures, les menaces, les manœuvres déloyales, les accusations mensongères, les attaques redoublées surgissant de tous côtés, nous avons tenu tête à nos adversaires, nous sommes demeurés fidèles à nous-mêmes, nous ne sommes pas tombés dans les bras de Chambelland, de Rambaud et de Boville, comme l'auraient désiré, sans doute, les chefs de la majorité confédérale et, aujourd'hui comme hier, nous luttons pour le redressement du syndicalisme de masse, d'un syndicalisme révolutionnaire.

Et les événements de ces quatre dernières années nous ont, hélas ! donné raison contre les dirigeants de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

On a dû reconnaître avec nous, et après Lénine, qu'il n'y a pas de crise sans issue.

On a remis au magasin des accessoires les formules et les mots d'ordre stupides de la troisième période.

On a mis une sourdine aux tapageuses affirmations sur le rôle dirigeant.

On a reconnu la nécessité de la lutte quotidienne pour les revendications immédiates.

Enfin, pour tout dire, on a exécuté des tournants à tour de bras ; on a brûlé aujourd'hui ce que l'on adorait hier ; dix fois, vingt fois, cent fois on a renversé la vapeur, réalisé des changements de direction, brutalement, à 180 degrés, on a fait sans préparation et sans mesure les plus étourdissantes pirouettes.

Mais, hélas ! toutes ces velléités furent vaines ! L'I.S.R. et la C.G.T.U. ont continué à descendre la pente qui mène à l'abîme.

Et pour se convaincre du bien-fondé de nos affirmations, il suffit de jeter un coup d'œil autour de soi.

Des millions, des centaines de millions d'êtres humains sont plongés dans la plus affreuse misère. La guerre mondiale accumule ses nuées menaçantes à l'horizon. Le fascisme, depuis dix ans, a conquis l'Italie, la Hongrie, la Pologne, l'Europe Centrale. Il vient d'instaurer sa dictature sanglante en Allemagne en écrasant un prolétariat cependant fort et aguerri. Il menace l'Autriche et l'Irlande. Il s'infiltré insidieusement en France et demain l'Europe entière sera peut-être fascisée.

Rappelons, en outre, qu'aux yeux de tous, même des bourgeois, le système capitaliste, en tant que système, réalise en ce moment la plus retentissante des faillites.

C'est dire que les conditions objectives d'une authentique radicalisation des masses sont aujourd'hui remplies. C'est dire qu'aujourd'hui, plus que jamais, les faits économiques et sociaux sont éminemment

favorables à l'épanouissement du mouvement révolutionnaire, à l'élévation du potentiel révolutionnaire du prolétariat mondial.

Or, que voyons-nous ?

En France, les organisations révolutionnaires sont en régression et leur influence décroît.

Racamongd nous a dit qu'une reprise se manifestait. Vous nous avez déjà tenu pareil langage en 1929 et en 1931 et, depuis lors, la chute a été continue. Je souhaite avec vous que l'on remonte la pente. A la Fédération de l'Enseignement, comme le montreront les chiffres du rapport financier, nous faisons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi. Malheureusement, je crains qu'on ne puisse remonter la pente, car la cause de l'erreur est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit.

Au XII^e Plénum de l'I. C., tenu voici près d'un an, Doriot a affirmé que le P. C. avait perdu, en 1932, près de 300.000 voix et qu'il n'avait même pas atteint le chiffre de voix de 1924. Selon le même camarade, les effectifs de la C.G.T.U. sont ceux de la date de sa constitution. Si l'on fixe à 225.000 le nombre d'adhérents à la C.G.T.U., on voit qu'en six ans notre centrale syndicale a perdu 300.000 syndiqués ! Parallèlement, le compte rendu financier que vous avez sous les yeux avoue une baisse formidable des recettes. Pendant cette même période, le tirage de *l'Huma* a « considérablement baissé » ; de 250.000, le chiffre du tirage est passé à 150.000 à l'heure actuelle. Doriot avoue encore que toutes les organisations « auxiliaires du P.C. », S.O.I., S.R.I., Amis de l'U.R.S.S., etc., sont en recul et que le mouvement des chômeurs est en régression aussi. Le coopératisme révolutionnaire lui-même recule devant le coopératisme réformiste.

A l'échelle mondiale, la situation est identique ou pire. Au XII^e Plénum, le camarade Kostanian avoue :

« Régression syndicale en Allemagne, en France, 5.400 adhérents seulement en Angleterre. Quelques milliers aux Etats-Unis. De 22 à 25.000 au Japon.

« En Chine, nos syndicats en sont seulement à « reconstituer leurs organisations » après une période de désagrégation. »

Toujours au XII^e Plénum, Piatnitsky affirme que pendant les 18 mois antérieurs, l'influence révolutionnaire parmi les chômeurs est allée en diminuant.

Voilà donc quel est le bilan lamentable pour une période cependant favorable au renforcement numérique et à l'élargissement de l'influence de l'I.S.R. Le mur qui nous sépare des masses s'élargit sans cesse. Et c'est l'absurde politique de l'I.S.R. qui est responsable de cette triste situation.

Pendant ce temps, la classe ouvrière dans son ensemble se replie sur elle-même, désabusée, démoralisée ou amorphe, proie facile pour les bateleurs social-démocrates ou pour les démagogues fascistes.

Et pourtant, toute foi, toute ardeur ne sont pas éteintes ; de belles grèves comme celles de Strasbourg et des bateliers le prouvent. Mais l'orientation, les méthodes et les mots d'ordre de l'I.S.R. et de la C.G.T.U. sont incapables de faire surgir du prolétariat cette confiance, cette foi, cet enthousiasme, cette ardeur qui transportent les foules et leur font accomplir les grands événements de l'histoire.

Les chefs de l'I.S.R. et de la C.G.T.U. prétendent sans cesse que les échecs, les défaites, les reculs sont dus, non pas à une mauvaise politique, mais à une application défectueuse des directives du centre.

ils affirment avec une audace inouïe que les événements vérifient leurs perspectives antérieures, qu'ils ont vu juste en toutes circonstances et que, si les choses vont mal, la faute en est aux agents d'exécution. C'est-à-dire, (en fait, aux militants de base.

Nous, Fédération de l'Enseignement, nous déclarons que c'est faux. La responsabilité de la douloureuse situation du mouvement révolutionnaire incombe essentiellement à la politique imposée à l'F.S.R. par P. C.

Et il faut faire preuve d'une puissance d'imposture peu commune pour oser prétendre que les faits ont sans cesse vérifié les perspectives ! Voudriez-vous, camarades du Bureau confédéral, me dire, par exemple, si vous pensez toujours que la crise est sans issue ? Voudriez-vous me dire où nous sommes de la prise du pouvoir en France ? Ne pourriez-vous pas me préciser dans quelle mesure l'essor révolutionnaire a grandi durant ces quatre dernières années ? Enfin, fait particulièrement récent et grave, qu'est-il advenu de vos dérisoires pronostics sur l'impossibilité d'Hitler d'arriver au pouvoir, pronostic formulé jusqu'à la veille même de l'avènement du national-socialisme ?

En prétendant que vos thèses sont toujours justes, vous vous efforcez de sauver le prestige de votre politique ; vous voulez nous inculquer le dogme de votre infécondité. Nous ne marchons pas !

Nous avons maintes fois déjà porté le fer rouge dans la plaie. Et aujourd'hui encore, nous tenons à marquer nettement à cette tribune l'écrasante responsabilité qui pèse sur votre fausse orientation, vos méthodes déplorables et vos mots d'ordre si souvent maladroits.

Examinons tout d'abord la question de la subordination du mouvement syndical au mouvement politique. Depuis quatre ans, les syndicats unitaires sont sous la coupe du P.C. et la C.G.T.U. n'est que le pâle reflet du P.C. Des quantités de faits peuvent être apportés à l'appui de cette affirmation que personne d'ailleurs ne conteste.

Toutefois, je tiens à rappeler le dernier fait parvenu à ma connaissance, car il est savoureux : un remaniement du Bureau confédéral a eu lieu voici quelque temps. Claveri a cessé ses fonctions. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Mais ceci n'a pas d'importance. L'essentiel, le voici : Frachon, secrétaire du P.C., est devenu secrétaire confédéral et Gitton, secrétaire confédéral, est devenu secrétaire du P.C.

La sottise la plus lourde de conséquences fut sans conteste la participation de la C.G.T.U. à la campagne électorale de 1932 pour le compte du P.C. L'article 7 des statuts confédéraux actuels dit très clairement :

« Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte électoral quelconque... »

« Les fonctionnaires confédéraux et les membres de la C. E. ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique ; leur acte de candidature implique d'office la révocation des fonctions qu'ils exercent ».

Cet article fut systématiquement violé !

La C.G.T.U. se fit le rabatteur politique du P.C. Les fonctionnaires syndicaux furent en très grand nombre candidats, utilisant leurs forces et leur temps pour le compte du P.C., en violation formelle des statuts et sans autorisation aucune de la Lase, du Congrès de 1931 ou même du C. C. N.

La C.G.T.U., en liant ainsi son sort à celui du P.C. lors de la dernière foire électorale, a commis une très lourde faute. Les ouvriers d'ailleurs, en maintes circonstances, lui ont signifié un dur désaveu.

A Vienne, Richetta se présente aux suffrages des travailleurs dès le lendemain de la grève du textile qu'il venait de diriger et reçoit un soufflet cinglant. A Fougères, dans des circonstances identiques, Mentec ramasse un nombre de voix dérisoire.

Vous n'avez pas encore compris, camarades de la majorité confédérale, que le syndicat, par sa composition, par son action, par ses méthodes, se distingue totalement de l'organisation politique.

Vous n'avez pas compris que, si vous voulez que le syndicat soit une organisation de masse, il faut que toutes les idéologies syndicalistes puissent s'y trouver, il faut que tout travailleur puisse y respirer à l'aise, il ne faut pas en faire une chapelle communiste ou anarchiste, socialiste ou trotskyste !

La subordination même au syndicalisme de secte, la subordination provoque les luttes fratricides au sein du syndicat. La subordination, c'est la mort du syndicalisme de masse. A bas la subordination !

C'est cette domination bureaucratique du P. C. sur la C. G. T. U., c'est ce sectarisme forcené qui rongent notre Centrale syndicale, qui l'affaiblissent au moment où elle devrait grandir, qui la coupent des masses au moment où elle devrait traduire puissamment les espoirs du monde du travail.

Ce sectarisme nous apparaît notamment sous les aspects du dénigrement systématique à l'égard des oppositionnels et des oppositions. Un militant fait-il preuve d'indépendance d'esprit ? On s'efforce de le boycotter, on le combat, on le discrédite au besoin et on l'élimine du poste qu'il occupe s'il persiste à ne pas se soumettre aux dogmes et aux rites sacrés de l'église confédérale. Le sort des camarades d'Armentières et d'un certain nombre de secrétaires d'U.R. et d'U.L. et de Fédération est là pour nous édifier et... nous laisser prévoir ce qui attend les camarades de l'U.L. de Strasbourg ! On ne s'attaque pas seulement aux hommes, on s'attaque aussi aux Fédérations qui sont dans l'opposition. En ce qui nous concerne, nous tenons à déclarer que vous avez sciemment menti quand vous dites que nous n'avons rien fait pour empêcher le départ de certains syndicats minoritaires. Nous avons fait plus et mieux que vous sur ce terrain-là.

Vous avez pour nous une telle haine de tendance que vous en arrivez à rabaisser notre action dans le mouvement du 20 février dernier. Vous devriez avoir tout de même à ce sujet la pudeur de vous taire, car vous savez bien que les syndicats de la majorité confédérale de l'Enseignement n'ont pas fait mieux que nous, — au contraire même, — car vous connaissez bien la carence coupable du cartel unitaire, car vous n'ignorez pas non plus que la direction confédérale et certaines fédérations intéressées n'ont pas fait l'action nécessaire.

Pendant les années 1929, 1930 et 1931, nous avons été copieusement injuriés et calomniés. Nous avons réagi avec une vigueur telle que vous avez dû mettre une sourdine à vos insultes. Mais voici qu'à nouveau apparaissent ces procédés inadmissibles. Alors que Bergery pouvait s'exprimer longuement à la tribune de Pleyel, notre camarade Aulas, représentant la Fédération de l'Enseignement, ne put parler librement ! Dans une assemblée syndicale de la Seine, un oppositionnel est saisi à bras-le-corps et descendu de la tribune. Cinq camarades hongrois, membres du Syndicat du Bâtiment, sont exclus pour délit d'opinion. Je saisis l'occasion qui se présente pour dénoncer une manœuvre dont nous fûmes victimes il y a deux ans... Prenez garde ! Si vous persévérez dans cette voie, si vous faites taire par les manœuvres déloyales

ou par la force les oppositionnels, si vous instituez dans la C.G.T.U. des méthodes de brutalité, si vous étouffez la voix de ceux qui ne veulent pas toujours dire : Amen ! vous n'arriverez qu'à démolir un peu plus notre Centrale syndicale. On ne peut pas dire que la démocratie syndicale joue véritablement à la C.G.T.U. En voici deux preuves récentes : Au Congrès d'août dernier de notre Fédération, certains délégués, membres de la majorité confédérale, dans plusieurs votes, se sont emparés des voix d'opposition qu'ils détenaient. Toujours au même congrès, nous avons vu des délégués de la majorité confédérale, obéissant au P.C., modifier leur vote en ce qui concerne la préparation militaire supérieure dans les grandes écoles. Mandatés pour s'élever contre cette préparation militaire, ils ont fait exactement le contraire, en plein Congrès, violant ainsi le mandat que la base leur avait donné !

Dans maints syndicats de la C.G.T.U. il n'y a que de rares assemblées générales, auxquelles d'ailleurs n'assistent que très peu de syndiqués ; le Bureau — bien souvent, en fait, c'est la cellule — dirige le Syndicat qui, peu à peu, faute de vie, décline et meurt.

Pour cacher ce vide, pour donner l'illusion d'une activité qui n'existe pas, vous en êtes réduits à gonfler démesurément les moindres faits. Vous multipliez systématiquement le chiffre des auditeurs de meetings. Vous bluffez sur les effectifs, sur les résultats obtenus ; vous montez en épingle les plus minces événements. Méthode déplorable qui répugne aux travailleurs, qui discrédite ceux qui l'emploient et qui ne parvient même pas à donner le change. N'oubliez pas que les révolutionnaires authentiques ont le courage de voir la réalité en face, qu'ils repoussent avec indignation la surenchère, le bluff et la démagogie.

Le bureaucratisme est encore une tare de notre mouvement syndical. La bureaucratie est une plaie mortelle, car elle empêche les dirigeants de sentir les pulsations de la vie des travailleurs. Le bureaucratisme contritue dans une large mesure à couper tout contact entre la base et la tête, entre la masse et l'avant-garde. Le bureaucratisme contribue aussi à déposséder les militants de toute indépendance d'esprit, de tout esprit critique. Le bureaucratisme cherche, non pas à vérifier si la ligne est juste et dire qu'elle est mauvaise, si vraiment elle est mauvaise, mais bien plutôt à ne jamais s'écarter des directives qui lui sont tracées par en haut.

Enfin, le bureaucratisme mène à la routine, à la mécanisation inintelligente, à la paralysie. N'oublions pas que, si cette lèpre sévit depuis longtemps dans le camp réformiste, elle fait chez nous aussi des ravages.

Le sectarisme forcené que nous vous reprochons se manifeste surtout quand nous osons toucher aux principes, aux idées et aux faits que vous considérez comme sacrés. Vous ne pouvez pas admettre, par exemple, que nous examinions en parfaite indépendance d'esprit les événements d'Allemagne. Vous ne voulez pas que nous évoquions les erreurs énormes commises par le P.C. allemand. Pour vous, l'I.C. est tabou et sa politique est parfaite en ce qui concerne l'Allemagne. Vous poussez l'intolérance jusqu'à empêcher l'expression d'une opinion non conforme à la vôtre sur ce sujet, et, jouant la vertu outragée, vous prétendez que nous apportons de l'eau au moulin de Hitler ou que nous piélinons les victimes du fascisme. Vous savez très bien qu'autant que vous, nous saluons l'héroïsme des travailleurs allemands qui luttent contre Hitler au péril de leur vie. Mais ce que vous ne voulez pas que nous examinions, c'est la question de savoir si l'I.C. n'a pas, par une

fausse politique, facilité la trahison social-démocrate et, ainsi, en fait, favorisé l'avènement de l'hitlérisme assassin.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., qu'il est nécessaire de défendre contre toute agression armée des nations impérialistes, vous ne voulez pas que nous nous étonnions de sa politique extérieure, des réceptions grandioses du soi-disant « pacifiste Herriot », de l'accueil de la presse fasciste polonaise à Karl Radek, du prochain voyage de Pilsudsky, assassin de communistes, à Moscou, des pactes de non-agression et d'amitié, du régime des passeports intérieurs, de différenciation systématique des salaires, du travail aux pièces, de la déportation sans jugement des révolutionnaires comme Victor Serge, Rakovsky, Riazanov et tant d'autres. Vous ne voulez pas que l'on professe sur ces questions une autre opinion que la vôtre. C'est de l'intolérance, c'est du sectarisme, c'est du fanatisme.

Comment voulez-vous, dans de telles conditions, avec de telles conceptions, avec un tel régime intérieur, faire du bon travail ?

Camarades, je veux respecter strictement la démocratie syndicale : j'ai épuisé mon temps de parole, je coupe ici mon intervention. Nous tâcherons, avec nos camarades de l'Enseignement, de terminer ce que nous avons à dire, car je pense qu'il faut que vous entendiez toutes les voix, tous les sons de cloche. Au sein de la C.G.T.U., il faut que la base, il faut que les minorités puissent s'exprimer. Sinon, vous ne serez jamais un syndicalisme de masse, vous serez un syndicalisme de secte qui, coupé de la masse, tournera le dos à la révolution.

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Richetta pour une résolution.

Aux ouvriers et ouvrières du textile d'Alep en grève

RICHETTA. — Camarades. Nous recevons un télégramme de Syrie nous indiquant que douze mille ouvriers et ouvrières du textile, qui sont en grève contre une diminution de salaires et une augmentation du temps de travail, viennent de subir une répression sauvage de la part de ceux qui prétendent représenter — dans ce pays placé sous le mandat de l'impérialisme français — la civilisation.

Des ouvriers, des ouvrières ont été malmenés, brutalisés alors qu'ils défendaient leur droit à la grève contre les entrepreneurs qui avaient racolé un peu partout un nombre important de jaunes pour briser ce grand mouvement.

Il faut rappeler que c'est le traité de Versailles, qui se plaçait sous le signe du droit de la civilisation et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui établit ce mandat. Ce ne fut qu'un traité de spoliation. Les impérialistes d'alors ont volé des morceaux de territoires plus ou moins grands aux autres impérialistes vaincus, sans se préoccuper aucunement de l'opinion des habitants de ces pays, sans leur demander s'ils voulaient être arrachés du pays auquel ils étaient habitués, où ils avaient leurs coutumes, leur religion, pour les placer sous le régime d'autres pays. C'est ainsi que la Syrie a été placée sous le mandat français.

Les Syriens, qui avaient beaucoup à se plaindre des Turcs, qui voulaient que l'indigène ait sa liberté, qui avaient dans des luttes courageuses essayé de réaliser ce but, avaient salué avec beaucoup de satisfaction cette décision du traité de Versailles. Ils voyaient la France comme la représentait la presse bourgeoise : comme un grand pays où

l'humanité, le libéralisme, la démocratie avaient droit de cité. L'impérialisme français s'est rapidement révélé à eux comme il s'est révélé aux habitants de nos autres colonies. C'a été l'oppression la plus odieuse ; c'a été l'exploitation renforcée et on avait raison de souligner tout à l'heure que l'impérialisme français ne pense qu'à utiliser les colonies en surexploitant les habitants de ces pays. Pour ceux qui résistent, qui ne veulent pas plier sous le joug, ce sont les mitrailleuses, les prisons qui se remplissent, les décapitations. La Syrie n'a pas échappé à ce sort. Elle a connu tout cela. Les habitants, les Druses, qui constituaient une population ayant le souci de sa liberté, ont été presque complètement massacrés par les troupes de l'impérialisme français, bombardés par les avions, poursuivis par des troupes spéciales. Ces populations ont connu toute la terreur de cette répression. Les paysans, les ouvriers ont été malmenés, ils ont été courbés sous un joug et une oppression semblables à ceux appliqués par Hitler au prolétariat allemand.

Malgré tout, les ouvriers réagissent. Déjà, il y a quelques années, les ouvriers du textile d'Alep engageaient une grande bataille qui fut brisée dans le sang. Tout récemment, nos camarades des textiles de Beyrouth engageaient la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail. C'est en appliquant l'illégalité de nos propres lois qu'on est arrivé à briser cet admirable mouvement.

Ce sont aujourd'hui les textiles qui sont en lutte. Ils voient maintenant se dresser contre eux la répression du capitalisme français. Il reste pour nous un devoir impérieux, camarades congressistes représentant les différents syndicats, c'est de marquer fortement notre solidarité avec le prolétariat des colonies qui, dans des conditions plus dures, plus difficiles que celles que nous connaissons, lutte courageusement pour la défense de sa situation et sa libération du joug de l'impérialisme.

C'est pourquoi, camarades, nous voulons donner lecture au Congrès de l'ordre du jour suivant qui marquera plus fortement encore notre solidarité :

Le Congrès de la C.G.T.U. alerte tous les travailleurs pour soutenir les 12.000 ouvriers et ouvrières du textile d'Alep (Syrie) en grève contre une diminution de salaires de 10 % et une augmentation du temps de travail.

Il salue la magnifique combativité des travailleurs textiles syriens qui, malgré la répression sanglante de l'impérialisme français, tiennent la rue pour la défense de leurs revendications.

Se déclare solidaire des ouvriers et paysans de Syrie luttant pour leur indépendance, des ouvriers du Livre de Beyrouth dont le syndicat fut déclaré illégal lorsque les travailleurs de cette corporation se débarrassèrent des chefs réformistes qui trahissaient leur grève.

Il appelle l'ensemble de la classe ouvrière à défendre les travailleurs syriens engagés dans des luttes courageuses pour le respect des huit heures, l'augmentation des salaires, la légalité de fait de leur syndicat, l'indépendance de leur pays.

Vivent les syndicaux rouges de Syrie !

Vive l'indépendance du peuple syrien !

Vive l'union fraternelle de tous les travailleurs !

(Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — Je voudrais maintenant faire quelques communi-

cations aux congressistes. Demain matin, à huit heures et demie, dans cette salle, réunion de toute la délégation des Métaux.

Par ailleurs, en ce qui concerne la manifestation antifasciste de Vincennes, au nom du bureau et de la direction confédérale, je déclare que nous estimons utile que notre congrès continue ses débats. C'est pourquoi nous vous soumettons la proposition d'envoyer une délégation chargée d'aller saluer la manifestation de masse de Vincennes.

Pour la composition de cette délégation, nous vous proposons les noms suivants : Brout (Bâtiment), Cellier (région lyonnaise), Mchn (Alsace-Lorraine), Frey (Cheminots), Timbaud (Métaux), Callebout (Dockers de Dunkerque), Thiébault (Mineurs), Tavert (P.T.T.), B. Cattanéo.

(Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

Je veux maintenant donner rapidement connaissance au congrès d'un télégramme qui nous a été envoyé par les camarades bateliers en grève :

Tergnier. — 56 membres comité central grève bateliers réunis Tergnier envoient expression solidarité indéfectible à congrès C.G.T.U. et déclarent attachement complet à seule organisation syndicale qui lutte contre bourgeoisie ; unanimement saluent délégués différentes industries et avec force disent vive front unique contre ennemi commun le capitalisme. — Le Comité central de grève de la batellerie.

(Applaudissements.)

Il n'y a pas de séance de nuit aujourd'hui. Cependant nous insistons auprès des camarades, et nous espérons qu'ils nous comprendront, afin qu'ils soient là demain matin à neuf heures précises pour participer à nos travaux. La séance ouvrira à neuf heures très précises.

La séance est levée à 19 h. 10.

DEUXIÈME JOURNÉE

Séance du 24 Septembre (matin)



La séance est ouverte à 9 h. 30 sous la présidence du camarade Hénaff (20° U.R.).

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je déclare la séance ouverte et j'appelle les camarades congressistes qui doivent intervenir sur le rapport d'activité à faire parvenir leurs noms au bureau.

Je fais remarquer qu'hier soir, avant de lever la séance, la décision a été prise de commencer exactement à 9 heures. Or, camarades, il est 9 h. 30. Nous avons déjà une demi-heure de retard sur notre horaire. Je pense que les congressistes comprendront que, dans les séances prochaines, ils doivent être présents à l'heure fixée.

INTERVENTION DE PRADEL

PRADEL (des agriculteurs du Gâtinais). — Camarades, j'apporte au Congrès le salut fraternel des ouvriers agricoles du Gâtinais. Ma tâche ici, devant ce Congrès, est de donner connaissance de notre situation. Nous devons vous faire savoir que nous sommes dans une région qu'on peut qualifier de « tsariste ». Nous rencontrons donc de grandes difficultés pour assembler les masses paysannes, car dans notre région, principalement, les ouvriers sont très dispersés, et nous éprouvons les plus grands obstacles à pouvoir les toucher dans leur ensemble.

Notre syndicat, dans cette campagne en pleine crise, a cependant enregistré de nombreuses nouvelles adhésions et a fait face à toutes les attaques des syndicats patronaux obligés de reconnaître dans les articles des journaux bourgeois qu'ils devaient compter avec le syndicat unitaire des ouvriers agricoles.

Le premier mouvement de lutte, que nous avons engagé eut lieu en mai 1932, alors que les patrons s'étaient permis de proposer une diminution de 110 francs à l'hectare pour les bineurs de betteraves. A la suite de réunions organisées dans les centres betteraviers, nous avons su faire reculer le patronat et nos camarades ont été embauchés au tarif de 340 francs l'hectare et non pas de 250 francs, comme l'avaient proposé les patrons. C'est une victoire de notre Fédération unitaire.

En second lieu, pour les ouvriers du battage, dans la région de Puiseaux, en 1932, on proposait une diminution de 0 fr. 50 mais cette diminution horaire fut repoussée par l'organisation des ouvriers.

Je passe à l'année 1933, où nous avons repris la lutte pour nos camarades bineurs de betteraves. Là, les patrons avaient préparé à nouveau leur attaque par la voie des journaux, mais nous avons su répondre et repousser toutes leurs tentatives.

Nous avons rencontré de grandes difficultés dans cette lutte,

nous nous sommes heurtés plusieurs fois à la police et aussi à certains dirigeants de la C.G.T.

A Patay nous nous sommes trouvés devant une interdiction de la municipalité et de la préfecture de tenir une réunion, mais nous avons passé outre à la consigne municipale et préfectorale.

Les mots d'ordre de la Fédération unitaire sont approuvés par tout l'ensemble des ouvriers de la campagne. A Pithiviers, la police est intervenue, et le gouvernement de Daladier a envoyé deux camions de gardes mobiles de la Région parisienne, pour empêcher de tenir les réunions syndicales. Nous avons cependant réussi à toucher les ouvriers et à les déterminer à ne pas accepter les salaires proposés par les patrons.

Le commissaire de police m'a demandé si les syndicats de la C.G.T. étaient organisés dans notre région. Huit jours après, nous voyions sur le marché de la chair humaine deux délégués de la C.G.T., animés de principes tout à fait répugnants vis-à-vis des ouvriers agricoles. Pour annoncer des réunions, ils avaient vendu des cartes postales pour attirer les jeunes ouvriers agricoles et pour les dresser contre les syndicats unitaires ; mais j'ai la conviction que les délégués de la C.G.T. réformiste n'ont pas été convoqués par les ouvriers, mais par la police.

Camarades, nous devons vous indiquer que, dans notre région, nous avons 30 % de chômeurs dans l'agriculture : or, ces chômeurs ne touchent aucune indemnité, et cependant, le 23 janvier dernier, des promesses ont été faites à notre délégation devant le ministre du Travail, mais ces promesses n'ont pas été tenues.

Au moment du battage, nous avons engagé une grève pendant dix-neuf jours, par nos propres moyens, avec la solidarité de nos camarades qui versaient une partie de leur salaire aux camarades grévistes. Je crois qu'il y a là un exemple que chacun doit enregistrer. Aujourd'hui de nombreuses batteuses sont arrêtées et les ouvriers de la campagne crèvent de faim sur les routes. Dans un mois ils reprendront à nouveau la campagne de battage et, à ce moment, seuls les gros profiteront de la misère de nos camarades pour les faire travailler à des salaires de famine.

Notre action va encore s'augmenter à la suite de ce Congrès et nous continuerons notre mouvement de grève, si cela est nécessaire. Vous pouvez, camarades de toutes corporations, compter sur les ouvriers agricoles du Gâtinais dans tous mouvements révolutionnaires.

INTERVENTION DE RENAC

RENAC (Bâtiment, Région parisienne). — Notre syndicat, après en avoir discuté, déclare être d'accord avec le rapport d'activité de la C.G.T.U.

Je me propose de donner rapidement quelques renseignements sur la situation du Bâtiment dans la Région parisienne. Nous pouvons compter actuellement plus d'un quart de camarades en chômage. Si nous consultons les statistiques officielles, nous constatons qu'en 1931, à l'entrée de la crise, alors que 2.000 ouvriers du bâtiment étaient inscrits au chômage, la bourgeoisie est obligée de reconnaître aujourd'hui (car elle demande des certificats qu'il est tout à fait impossible à nos camarades du bâtiment de fournir), qu'à la sortie de la belle saison 14.000 ouvriers du bâtiment sont inscrits au chômage dans la Région parisienne.

Cela nous laisse prévoir que l'hiver prochain les chiffres dépasseront largement ceux de l'année dernière.

Pour ce qui est des ouvriers monteurs, c'est la deuxième ou troisième attaque contre les salaires qu'ils subissent. En fait, nos camarades attaqués électriciens qui, en 1931, étaient payés 6 fr. 50 à 6 fr. 75 de l'heure, après différentes attaques qui ont amené la résistance de nos camarades, sont aujourd'hui payés sur la base de 5 fr. à 5 fr. 25 et l'emploi de la main-d'œuvre juvénile permet encore au patronat de descendre au-dessous de ces tarifs de salaires.

Voilà, camarades, rapidement quelques mots sur la situation du Bâtiment.

Il convient de montrer l'attitude des confédérés dans la Région parisienne dans les mouvements et aussi comment déjà les camarades du Bâtiment ont pu constater quel était leur rôle dans l'attaque de la bourgeoisie.

Les confédérés du gros œuvre sont descendus les premiers avec les jaunes, et cependant ils étaient encore hier dans nos organisations unitaires, ils ont fait les premiers les jaunes et ils ont entraîné bien souvent les ouvriers de leur organisation.

Je vais vous citer un exemple : chez les miroitiers-vitriers, dont le chef confédéré est le dirigeant de la Bourse du Travail de Paris, le citoyen Basile, il existait un contrat collectif, qui a pris fin au début de cette année. La Chambre syndicale patronale et le syndicat confédéré, par l'intermédiaire de Basile, ont décidé de poser la question.

Et savez-vous ce qu'on peut voir dans le journal confédéré ? On peut voir qu'à la suite de cette réunion l'organisation régionale confédérée s'est mise d'accord avec la Chambre patronale pour reconnaître que, dans cette période, les ouvriers ne pouvaient pas poser la question de l'augmentation des salaires.

Comme vous le voyez, les camarades confédérés trahissent nos camarades et aident les capitalistes à diminuer les salaires et à amoindrir les conditions de vie.

Nos camarades de Strasbourg connaissent les nommés Cordier et Froideval. C'est à eux que nous devons la lutte qui a été engagée contre le front unique. Ils se sont opposés de toutes leurs forces à cette réalisation du front unique. Nos camarades peintres ont organisé un meeting il y a quelques semaines ; dans la préparation de ce meeting nous avons eu le bonheur de pouvoir discuter avec des ouvriers confédérés et ils se sont déclarés d'accord avec eux sur la réalisation du front unique, et ils sont venus au meeting organisé avec leurs camarades confédérés et autonomes.

Chez nos camarades peintres nous espérons ainsi réaliser un travail sérieux pour la lutte.

Je voudrais insister sur deux points principaux qui doivent attirer l'attention de notre Congrès, qui nous ont permis, dans nos syndicats de mieux comprendre la tactique de la C.G.T.U. et d'apporter des réalisations. Ces deux points importants, c'est la préparation des luttes et leur élargissement.

Camarades, dans la préparation des luttes, il faut que l'on descende très bas dans les revendications des ouvriers. Je veux citer le cas et l'exemple des monteurs électriciens, qui sont les plus mal payés de la Région parisienne, et qui subissent de la part du patronat une pression tout à fait sérieuse.

Sur les chantiers de Dugny, dans la Région parisienne, on a réalisé

le front unique des ouvriers, mais non pas sur de grandes revendications. Les ouvriers se sont mis d'accord pour exiger la carte de tramway, parce que cette localité est assez éloignée de Paris et que les camarades devaient déboursier 8 francs par semaine pour une carte.

A la suite de ces réunions organisées par le syndicat, les ouvriers sont venus et, dès le lendemain matin, la lutte a été déclenchée autour de ces 8 francs par semaine et le front unique réalisé a permis sur ces chantiers de faire payer la carte de tramway.

Immédiatement l'exemple de nos camarades monteurs électriciens a servi aux autres corporations.

Huit jours après, nos camarades menuisiers, à la suite de la réunion de leur syndicat, ont posé le principe de la carte à la semaine et l'ont obtenue.

Camarades, ce qui nous a permis surtout de mieux expliquer aux ouvriers la réalisation du front unique et l'élargissement de la bataille, c'est l'exemple du chantier de Boulogne. A la suite du renvoi d'un délégué, les camarades ont déclenché la lutte et ils ont obtenu la réintégration de ce camarade. Nos camarades ont adressé un appel aux autres corporations pour réaliser la lutte et obtenir des revendications. En fait, quelques jours après ces événements, nos camarades monteurs en chauffage et les plombiers, en accord avec le comité de chantier, ont déposé des revendications. Immédiatement la lutte a été organisée. Nos camarades ont envoyé une délégation. Cette délégation obtint que les ouvriers seraient payés 57 francs de plus par semaine, nos camarades monteurs et plombiers étaient exploités par un tâcheron ; ils ont obtenu la suppression de cet exploitateur.

Cela vous permet de voir comment le front unique a été réalisé dans notre corporation. Nous pouvons donc aller très loin dans nos revendications. Lorsque, malheureusement, il survient des accidents dans un chantier, nous expliquons aux ouvriers à quel point la réalisation entraîne les plus graves dangers pour les ouvriers qui y travaillent. Nous en profitons pour exciter nos camarades ouvriers occupés dans les chantiers à poser leurs revendications et à exiger la reconnaissance des délégués à l'hygiène et à la sécurité. Ainsi, le front unique étant réalisé parmi les ouvriers, le patronat est obligé de reconnaître les délégués à l'hygiène et à la sécurité pour l'ensemble des chantiers.

Il faut comprendre que le patronat, dans une telle situation, ne reste pas inactif. Dans la préparation des luttes, il faut que chaque syndicat se préoccupe du rôle des chômeurs dans les grèves. Il ne faut pas attendre que la grève soit déclenchée pour y intéresser les chômeurs.

Dans la lutte des chantiers de Boulogne, nous nous sommes mis en liaison avec eux. Le Comité des chômeurs a participé au Comité de grève et le patronat a bien senti ce que représente la réalisation du front unique. L'entrepreneur général est allé trouver la municipalité socialiste de Boulogne et lui a demandé des listes de souscription pour les chômeurs. Ces listes ont circulé, et l'entrepreneur s'y est inscrit en tête pour cent francs. Mais, immédiatement prévenu, le Comité de chantier a organisé à son tour une souscription, en alertant les ouvriers, et on a ramassé suffisamment d'argent pour laisser tomber le patron avec ses cent francs.

La lutte a ensuite continué avec les cimentiers et les immigrés qui, à leur tour, sont entrés dans la bataille pour leurs revendications.

Nos camarades peintres sont payés 6 francs de l'heure, mais on embauche pour le même travail des manœuvres à 5 francs. On a discuté

la question sur le chantier et on a décidé de réclamer 6 fr. 50 de l'heure pour le même travail.

Nous sommes même allés plus loin. Il y a des chantiers où la rationalisation joue à plein par l'emploi du pistolet qui remplace six ouvriers, d'après les données de la bourgeoisie. Le pistolet ronge les poumons des ouvriers qui l'emploient toute la journée et nous avons réclamé deux litres de lait pour chacun.

L'ensemble des ouvriers s'est déclaré d'accord sur ces revendications avec le Comité de chantier et la délégation est allée les présenter. Il y a bien eu un peu de tiraillement du côté du patronat, mais devant la force de l'organisation syndicale, le patron a été obligé de céder et d'accorder les 6 fr. 50 de l'heure pour tous les ouvriers et les deux litres de lait pour les pistoletteurs.

Ces résultats montrent comment il faut organiser la lutte pour obtenir satisfaction.

D'un autre côté, la section syndicale qui a été constituée depuis le mouvement des plâtriers comprend 100 camarades payant régulièrement leurs cotisations. Tous les camarades comprennent ce qu'est le front unique et ils sont prêts à le réaliser.

Je voudrais maintenant parler sur le travail des sections syndicales. Un autre camarade viendra dire comment nous avons travaillé. Mais je voudrais personnellement insister sur le journal d'entreprise. Bien souvent on publie un numéro et les ouvriers le voient ensuite disparaître. Cela n'augmente pas notre influence. Le journal d'entreprise est cependant très important pour les intéresser et les alerter, et il faut veiller à le faire paraître plus régulièrement.

Un problème aussi trop négligé est celui qui concerne les soldats. Dans l'organisation de ses luttes, le patronat n'hésite pas à employer contre nous ceux qui portent la livrée de l'armée bourgeoise et il importe de faire un travail plus sérieux auprès de ces camarades et de mieux les préparer au rôle qu'ils auront à remplir.

Dans le chantier du pont de Puteaux, nos camarades ont organisé, au départ de la classe, un vin d'adieu aux conscrits, ce qui nous a permis d'avoir leur adresse et de leur expliquer ce qui les attendait dans l'armée bourgeoise. Le chantier envoie à chacun une somme de 10 francs par mois.

Ceci est un exemple qui montre comment les camarades sont au courant des attaques patronales et de la situation des ouvriers qui travaillent encore.

Je voudrais dire encore deux mots sur la répression. Notre Comité de chantier nous permet aussi de lutter contre la répression et l'emploi des forces policières dans la Région parisienne. Deux comités de chantiers ont pu, à la suite de la bonne marche du déclenchement des grèves, obtenir le retrait de la police autour du chantier, ce qui amenait des incidents que vous connaissez.

Voilà ce qu'on peut réaliser avec le travail dans l'entreprise. On peut se faire comprendre des ouvriers, non seulement par les paroles, mais aussi par les faits, et les camarades, à partir de ce moment, savent ce qu'est l'organisation unitaire.

J'en aurais fini sur ce point. mais il faut, avant de quitter cette tribune, insister sur un fait particulier. Nous n'aurions pas voulu ici que le Congrès de la C.G.T.U. ait à discuter sur ce sujet, car ce n'est pas très important, mais, hier, un camarade de l'Enseignement a posé la question des quatre exclusions qui se sont produites dans notre syn-

dicat. Nous sommes obligés de dire quelques mots là-dessus. Je ne voulais pas poser cette question, car elle retombera sur le nez de ceux qui l'ont soulevée. Mais il faut signaler aux camarades comment les minoritaires se servent d'individus qui ne sont pas recommandables.

Dans notre groupe d'immigrés, nous avons ces quatre individus hongrois que nous avons exclus, parce qu'ils menaient un travail de désagrégation. Notre syndicat est descendu dans la section ethnique, et, à la suite d'un rapport, nous avons posé le problème de l'immigration hongroise et du travail, en liaison avec les camarades français. On a discuté pendant trois mois pour convaincre ces individus, et surtout, il faut le dire, pour savoir réellement ce qu'ils avaient dans le ventre !

Après trois mois de discussion rien n'a été réalisé. Je veux faire voir, dans la discussion, où en viennent les minoritaires, quand ils emploient de tels individus. Ils ont une plate-forme établie par ceux qui, aujourd'hui, se réclament des trotskystes. Que voit-on dans les tâches fixées par ces individus ? Elles sont au nombre de cinq. Je n'en veux citer qu'une. C'est la troisième. Voici ce qu'on a dit : Organisation des masses oppositionnelles contre la clique dirigeante. Voilà ce qui nous ouvrira les yeux sur les événements qui se dérouleront par la suite.

Le 1^{er} Mai nous avons dit : Nous voulons réaliser un travail, et les immigrés doivent travailler avec nous. Nous nous réunirons pour discuter. Bien entendu, le chef oppositionnel n'est pas là, car s'il faut travailler ce n'est pas de la compétence de ceux qui ont pour but de désagréger les organisations. Nous faisons constater aux ouvriers présents qui, malheureusement, ne sont pas convaincus encore, la justesse de notre position.

Le 1^{er} Mai se passe. On recommence les réunions pour convaincre les ouvriers qui suivent les chefs oppositionnels, et on assiste à une bagarre déclenchée dans la Maison des Syndicats par les chefs oppositionnels qui veulent renvoyer de la réunion les représentants du bureau syndical. Vous savez que, dans le Bâtiment, on n'a pas l'habitude de se laisser faire en présence de telles situations. Ces quatre individus avaient été suspendus provisoirement du groupe ethnique. Ils sont venus autour de la réunion assurer la liaison. Ils ont envoyé une femme, et c'est elle qui est allée assurer la liaison pour faire déclencher la bagarre. Si cela s'est retourné contre ceux qui avaient déclenché la bagarre ce n'est pas de notre faute, car, dans le Bâtiment, on n'a pas l'habitude de recevoir des coups en disant : Merci.

Je tenais à vous signaler cet exemple, car il est très beau d'écrire dans les journaux l'histoire à la façon dont les minoritaires le font, mais, dans nos syndicats, nous avons l'habitude de discuter, c'est un fait. Mais il faut que la discussion serve à quelque chose, et c'est surtout dans la réalisation du travail que nous reconnaissons ceux qui ont raison.

Une commission d'enquête a été nommée, représentant les différentes sections ethniques composant notre syndicat. Elle a été mise en présence de documents et d'événements qui se sont produits, et elle a conclu à l'exclusion de ces individus. A la suite de l'examen des documents, elle a conclu que l'événement du 18 mai fut provoqué par les chefs de l'opposition.

Tenant compte du passé douteux de ces individus, nous avons proposé à notre Congrès leur exclusion. On en a discuté. Les délégués des sections ethniques ont conclu qu'il fallait exclure de tels individus des

rangs de nos camarades immigrés, surtout, car nous avons le désir de les défendre contre toute la répression et contre les individus qui se fauillent parmi eux. Nous les avons exclus en accord avec les ouvriers, et de cela nous avons la preuve. Un fait existe : c'est que les ouvriers qui suivaient cette opposition hongroise sont revenus parmi nous. De plus, ces individus qui ont été exclus ont, en partant, emporté du matériel du syndicat qui avait été payé par tous. Ce sont les camarades revenus dans nos organisations qui ont le plus insisté pour qu'on demande à ces chefs qui nous ont bernés qu'ils rendent le matériel qu'ils avaient pris, et qu'on en finisse avec cette histoire !

Si les chefs minoritaires veulent défendre de tels individus, nous les leur laissons, mais nous en avons fini, chez nous, avec de tels énergumènes. Si vous voulez les défendre, gardez-les ! Nous voulons discuter fraternellement avec tous les ouvriers qui veulent travailler avec nous, qui veulent lutter, mais ceux qui trahissent le mouvement ouvrier n'auront pas de place au syndicat du Bâtiment ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — En corrélation avec la proposition que vous avez votée hier, en faveur des camarades textiles de Syrie en lutte, le bureau confédéral propose le vote, par le Congrès, d'un secours de 1.500 francs pour les grévistes du textile de Syrie. (*Adopté à l'unanimité.*)

INTERVENTION DE DOUCET

DOUCET (Drôme-Ardèche). — Hier, notre camarade Racamond, dans le développement du rapport d'activité, a marqué le renforcement de la C. G. T. U., notamment au point de vue de l'influence et de la grande activité qui avait été développée dans les deux dernières années.

Nous pensons — et je le pense personnellement — que notre C.G. T.U. est en train de remonter le courant d'une façon sérieuse, et dans la mesure où, en province, notre travail sera davantage développé en accord avec les fédérations et la C.G.T.U. elle-même, nous pourrons, dans certains coins, améliorer notre situation.

Mais je voudrais, néanmoins, revenir sur certains points du rapport de Racamond, afin de montrer quelques faiblesses qui, d'ailleurs, sont très surmontables.

On a parlé de l'économie dirigée. Or, on ne peut oublier que, dans la presse capitaliste régionale, la C.G.T. a été sérieusement épaulée sur une telle question. La presse a applaudi le langage de Jouhaux à la Conférence de Bruxelles, et essayé d'entraîner la classe ouvrière derrière le plan de soi-disant rénovation du système économique de la bourgeoisie. Mais elle ne dit pas comment la classe ouvrière en supportera les frais.

Et si l'on prend notre *Vie Ouvrière*, *l'Humanité* et les articles de nos militants, on voit qu'il y a vraiment peu de choses faites, dénonçant l'aide que la C.G.T. apporte à la bourgeoisie pour la sauver, surtout depuis la Conférence Internationale de Bruxelles.

Il y a eu quelques petites faiblesses sur ce point, mais nous dénonçons trop timidement ces faits, de même que notre dénonciation a été trop timide sur un problème encore plus grave : sur la question du boycottage dirigé contre la classe ouvrière, servant la propagande nationaliste, et nous trouvons dans la presse capitaliste régionale et dans la presse socialiste, dans la *Volonté*, par exemple, des articles sur deux

ou trois colonnes, de militants confédérés appelant la classe ouvrière à pratiquer ce boycottage.

Nous n'avons pas dénoncé assez fermement une telle plate-forme qui permet — et nous le défendons dans nos conversations avec les ouvriers — de développer le chauvinisme à un tel point que les ouvriers déclarent : Dans la mesure où l'on n'achètera plus de marchandises aux Allemands, nous aurons d'autres possibilités de travail, et le chômage diminuera à l'intérieur du pays.

On sent très bien où le bât blesse, puisqu'on remarque dans la *Volonté* que des innocents seront appelés à payer les frais de la politique de boycottage économique. Mais, tant pis si les innocents paissent, pourvu qu'un jour on reconquière la liberté en Allemagne.

Dans nos journaux, la *Vie Ouvrière*, l'*Humanité*, partout où écrivent les militants de la C.G.T.U., il est indispensable qu'on mène une offensive très serrée contre ce boycottage économique qui, il faut l'avouer ici, n'est pas du tout une plate-forme révolutionnaire, tant s'en faut ! Nous devons montrer comment la C.G.T. réformiste agit avec le capitalisme, comment elle sert certains intérêts contre les intérêts mêmes de la classe ouvrière.

Dans un autre ordre d'idées, nous ne savons pas non plus assez dénoncer le bloc des confédérés qui, au moment où ils prennent de l'influence sur les ouvriers, dans les régions où ils sont bien enracinés, se servent de la presse capitaliste régionale, notamment, pour donner de l'ampleur à des réunions, même quand celles-ci ont été un échec, et pour les transformer en succès, afin de montrer la confiance des ouvriers en eux, et comment la confiance va vers eux. Ils se disent les véritables défenseurs des intérêts ouvriers.

Nous en avons eu dix exemples, peut-être, dans les semaines passées. Je voudrais prendre le dernier, pour nos camarades d'Annonay où le secrétaire de l'Union départementale confédérée, un élève de Jeannin, mène une grande campagne tous les 24 ou 48 heures dans le *Peuple* et déclare qu'ils sont arrivés. à Annonay, à englober 90 % des ouvriers mégissiers, dans des réunions d'usine et dans certains meetings, alors que la vérité est que, dans de nombreuses entreprises, il n'y a plus qu'un ou deux présents, et que, d'autre part, à la grande réunion des ouvriers mégissiers, il y avait simplement, pour leurs cahiers de revendications, 80 ouvriers sur 350 ou 400 ouvriers qui travaillent dans la mégisserie.

Nous avons attiré l'attention de la Fédération Unitaire des Cuirs et Peaux sur ce point.

Je pense que la presse corporative doit être de plus en plus utilisée pour combatre ces tendances de la C.G.T. Au moment même où celle-ci perd de l'influence et voit fondre ses effectifs, on ne doit pas lui permettre de bluffer de cette façon, on ne doit pas permettre l'abus de ces phrases gauchistes.

Voici un exemple pris chez nos camarades cheminots qui vous montrera comment la Fédération confédérée, d'une part, par le grossissement de ses effectifs, d'autre part, par ses phrases gauchistes, essaie de capter la confiance des exploités du rail.

Si, dans les réunions, les militants de la Fédération confédérée, usent de phrases gauchistes, de paroles de combat contre les magnats du rail, leurs écrits ne sont pas les mêmes, pour ne pas parler de leurs actes. Et nos militants de la Fédération Unitaire des Cheminots n'uti-

lisent pas assez certains faits démontrant le désaccord complet entre les paroles des militants de la Fédération confédérée et leurs actes.

Ainsi, dans le *Cheminot Syndicaliste*, organe de la Fédération confédérée, du mois d'août, se trouve un article de tête dans lequel on indique que « malgré les vacances, nos amis sont allés trouver Daladier à Vichy et ont négocié cette affaire avec lui ». Cette affaire, c'est-à-dire l'attaque contre les différentes formes de salaires.

On ajoute, au bas de la première colonne de cet article : « Nos amis ont bien défendu les intérêts des travailleurs, mais ils ont été obligés de jeter encore un peu de lest ».

Camarades, ce mot « encore » est assez savoureux, surtout si l'on songe, par exemple, que certain militant confédéré, dans notre région, venait ces jours derniers faire une réunion au cours de laquelle il n'hésitait pas à reprendre des paroles de nos militants de la Fédération Unitaire des Cheminots et à utiliser des phrases gauchistes.

Dans le même article, un peu plus loin, on a l'impudence d'affirmer : « Nos primes, nos salaires, nos conditions de travail ne seront pas touchés », alors qu'il se produit une aggravation méthodique et continue de la situation des agents du rail.

Je pense que notre faiblesse est de ne pas nous emparer de ces aveux et de ces contradictions, de ne pas essayer de gagner à nous nos camarades cheminots, non par des injures ou des critiques en l'air, mais en faisant valoir auprès d'eux des faits nettement caractérisés.

Pourquoi ce changement de langage chez les militants de la C.G.T. ? Parce que la Fédération confédérée sent que, dans certains coins, les cheminots sont prêts à réagir et que, dès maintenant, la question se pose pour elle, comme pour d'autres fédérations de l'industrie privée, de prendre la direction des mouvements, non pour mener les travailleurs à la lutte, mais pour essayer de canaliser le mécontentement et briser leur action.

Il est d'autant plus indispensable de démasquer l'imposture des réformistes qu'il nous arrive maintenant de rencontrer des cheminots et des travailleurs de l'industrie privée qui, trompés par les phrases gauchistes des militants de la C.G.T., ne font pas de différence entre nos fédérations unitaires et les réformistes et disent : « Au fond, le désaccord entre vous est superficiel, mais non profond. D'ailleurs, votre langage est le même ».

Le résultat, c'est que, lorsque nous apportons la contradiction et que nous essayons d'éclairer les travailleurs, nous n'avons pas l'appui nécessaire auprès des ouvriers. Pourquoi ? Parce que notre presse corporative ne sait pas, d'une façon claire et nette, poser ces problèmes devant la masse des travailleurs. Ce qu'il faudrait, c'est se borner à quelques citations très courtes, accompagnées d'un commentaire très clair et peu abondant, souligner les passages les plus significatifs des articles publiés par les chefs réformistes, faisant apparaître nettement leur action en vue de préparer la trahison. Ce qu'il faut éviter, c'est de noyer ces passages particulièrement intéressants dans des colonnes de texte.

Je voudrais également vous montrer les difficultés que nous rencontrons avec le personnel à statut, cheminots ou autres, dans le mouvement syndical. Je resterai d'ailleurs, pour cela, dans le cadre des cheminots.

Jadis, nous trouvions chez les cheminots les militants, les éléments capables de diriger nos unions locales ou régionales, stimulant nos

camarades de l'industrie privée, nous aidant à réaliser les tâches définies dans les Congrès de la C.G.T.U., comme dans nos Congrès régionaux ou fédéraux.

Eh bien ! maintenant, nous rencontrons chez nos camarades cheminots et, d'une manière générale, chez les camarades appartenant au personnel à statut, un certain esprit corporatiste dont ils doivent se débarrasser, sinon entièrement, tout au moins dans une certaine mesure.

Dernièrement, j'ai fait une visite dans une localité, à Portes-les-Valence, où nous avons un syndicat de 170 membres, où nous plaçons 1.600 timbres chaque année. La localité a une municipalité socialiste. L'usine de sacs qui faisait vivre une partie des travailleurs étant venue à fermer, j'ai attiré l'attention de nos camarades cheminots sur la nécessité d'agir auprès de la municipalité en vue de l'aide à apporter aux ouvriers et ouvrières en chômage. En fait, nous avons obligé la municipalité à ouvrir un fonds de chômage. Nous avons, dans cette occasion, rencontré l'appui moral des cheminots. Mais je suis bien obligé de reconnaître que, dès que l'on dépasse leur cadre, on sent quelques difficultés. Il nous arrive de ne pas trouver tout l'appui escompté pour mener la lutte contre la bourgeoisie, parce que nos camarades restent par trop dans le cadre de leur corporation.

Il faut que nos camarades du personnel à statut comprennent bien que les batailles peuvent être menées aussi bien pour les travailleurs de l'industrie privée que pour eux ; que, demain, ils peuvent avoir besoin d'appui et qu'il est indispensable, dès maintenant, de créer un lien solide entre les différentes catégories de la classe ouvrière.

A cet égard, je voudrais préciser devant le Congrès l'attitude de certains membres de la Fédération de l'Enseignement.

Dans notre région, sur trente syndicats unitaires, nous avons en particulier un gros syndicat d'instituteurs, le syndicat de l'Ardèche dont le camarade Gilbert Serret est la personnalité dominante. C'est le militant qui, par son influence, arrive à diriger le syndicat suivant ses conceptions.

Hier soir, Serret déclarait qu'il désirait davantage de démocratie dans notre C.G.T.U. et que les minorités puissent s'expliquer librement. Très bien ! Mais à une condition, c'est qu'il en soit de même dans les syndicats, notamment dans le syndicat des Instituteurs de l'Ardèche. Or, à cet égard, je prendrai deux faits concernant l'assemblée du mois de juillet de ce syndicat.

A cette assemblée, devaient être posés des problèmes assez importants. Tout d'abord, la question du Congrès de la Fédération, et aussi celle du Congrès de la C.G.T.U. qui n'a d'ailleurs pas été discutée (peut-être a-t-elle été discutée dans un Conseil syndical d'où sont exclus les militants de l'opposition révolutionnaire, mais, en tout cas, elle ne l'a pas été à l'assemblée).

Un militant, secrétaire de l'U.R., qui suit toutes les assemblées, s'est dit qu'il devait demander la parole, d'autant plus que devait être également discutée la question de l'unité syndicale et du front unique. Toutefois, il a bien senti qu'on ne lui donnerait pas la parole comme secrétaire général. Des camarades de l'opposition syndicale l'ayant mandaté pour intervenir, il a néanmoins demandé la parole. Que s'est-il passé ? Les militants du syndicat des Instituteurs de l'Ardèche ont refusé, au nom sans doute de la démocratie syndicale, que le représentant de l'U.R. intervienne. Mieux, quand il a voulu intervenir, au nom même de l'U.R., sur le problème de l'unité syndicale et du front unique,

on lui a répondu (les paroles alors prononcées méritent bien d'être rappelées) : « Nous n'avons pas le temps de discuter de l'unité syndicale et du front unique. Cela viendra dans les questions diverses ». Quand j'ai insisté, à 11 h. 15, pour intervenir sur ce même problème, on m'a refusé la parole, ce à plusieurs reprises. Ceci n'a, d'ailleurs, pas empêché, à midi moins le quart, alors qu'une réunion se tenait dans une salle voisine, de liquider cette question en deux ou trois minutes.

Le problème capital, pour nos camarades instituteurs, n'est pas là. Ce problème du front unique a, en fait, été renvoyé *sine die*, alors que, le jour même, ils s'inquiétaient de l'arrêt du recrutement.

Autre constatation concernant l'attitude de nos camarades de l'Enseignement. Il a été déclaré, à cette même assemblée de juillet, que la C.G.T.U. n'avait pas eu une bonne ligne de conduite en ce qui concerne la dernière grève, qu'elle s'était laissée dépasser, qu'il aurait été indispensible de demander aux cheminots et à la classe ouvrière de se solidariser avec les grévistes, notamment en demandant l'abstention pour les enfants d'aller à l'école. Très bien ! Nous en avons discuté à l'U.R. et moi-même j'ai développé cette idée, notamment chez les cheminots du Teil, que, quand de tels faits se produiront, quand il y aura des grèves, la protestation devra gagner les familles par l'abstention, quant à la fréquentation scolaire.

Mais si la C.G.T.U. s'est laissé dépasser, peut-être convient-il de ne pas oublier — je ne veux pas le retracer ici — comment les dirigeants réformistes ont organisé cette grève et ont lancé le mot d'ordre au dernier moment. Mais si la C.G.T.U. n'a rien fait, nous ne pensons pas que notre Fédération Unitaire de l'Enseignement et que notre syndicat unitaire de l'Ardèche qui, comme nous, n'ont appris le mouvement de grève que le samedi soir ou le dimanche matin par la presse locale, aient fait davantage. Cependant, les syndicats intéressés étaient certainement mieux placés que la C.G.T.U. pour œuvrer utilement sur ce terrain.

Notre camarade Serret a marqué hier l'affaiblissement de la C.G.T.U., discuté sur les multiples tournants de la C.G.T.U. ; son exposé est le même que nous connaissons depuis plusieurs années. C'est, notamment, celui que j'ai entendu déjà le 15 ou le 20 février 1931, la première fois que j'allais dans la région. Je pense que Serret ne devrait tout de même pas en rester encore à la période 1927-1928. Une telle attitude de sa part signifierait que, depuis quatre ou cinq ans, Gilbert Serret n'a pas du tout vécu, qu'il s'est endormi ou lendemain du Congrès de Bordeaux et ne s'est réveillé qu'à la veille du Congrès de 1933. Or, entre temps, se sont produits des événements dont il faut tout de même tenir compte, même dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement, tels que le départ des minoritaires et le travail de désagrégation qui a été poursuivi par eux.

Je sais qu'il y a connexion entre la Ligue Syndicaliste et nos camarades centristes. Comment Gilbert Serret a-t-il débuté dans son intervention le 13 juillet ? Il a dit : « Entre la Ligue Syndicaliste et nous, le débat est désormais terminé ». Puis, se tournant vers le camarade qui intervenait au nom de la majorité confédérale, il a déclaré : « Le débat est désormais entre vous et nous ».

S'il y avait eu un compte rendu sténographique de cette assemblée, on ne pourrait pas nier les paroles qui ont été alors prononcées. Un certain nombre d'instituteurs pourraient d'ailleurs s'en porter témoins.

En vérité, leurs buts sont identiques. On oublie comment la C.G.T.

a traité et cherche à briser le mouvement révolutionnaire. Toutes les critiques sont dirigées contre votre C.G.T.U., et ceci est d'autant plus grave que ces critiques sont formulées devant des militants qui ne peuvent suivre au jour le jour votre action, parce qu'ils se trouvent disséminés dans les campagnes, ayant des difficultés d'existence, et de communication qu'ignorent les travailleurs des villes. Ces ouvriers des campagnes, ces instituteurs arrivent ainsi à avoir une position erronée, une idéologie fausse. Ils font chorus, ignorants, avec ceux qui ne leur disent pas tout à fait la vérité.

Est-ce que ces critiques de Gilbert Serret et de ses camarades peuvent vous servir ? Peuvent servir la cause du mouvement révolutionnaire ? Pas du tout. Si ces critiques étaient destinées à améliorer et renforcer notre Centrale syndicale, nous serions tout à fait d'accord. Le droit de critique existe dans notre C.G.T.U., dans notre mouvement syndical révolutionnaire. Mais si l'on prend ces critiques formulées contre notre C.G.T.U. — pour s'en rendre compte, il suffit de quelques extraits d'interventions de camarades de l'Enseignement publiées dans *la Révolution Proletarienne* — on constate qu'il en va tout autrement.

Ces critiques ont permis ainsi à Sailland de faire dernièrement une belle opération auprès des cheminots, de leur montrer ainsi que, chez nous, les militants n'étaient pas bien, ne respiraient pas à leur aise et partaient. Sailland saluait nos camarades, en particulier notre camarade Serret, comme quelqu'un qui apportait dans la C.G.T.U. un autre son de cloche. Il a presque été jusqu'à dire qu'ils permettraient la réalisation de l'unité syndicale, comme l'ont fait les Arnaud et Rambaud. J'en prends à témoin les 50 à 60 cheminots qui étaient présents à la réunion donnée par Sailland.

Faire de telles critiques, c'est servir la politique de la bourgeoisie, mais non notre politique syndicale, alors que les critiques devraient permettre le renforcement de notre C.G.T.U.

En ce qui concerne le renforcement de notre C.G.T.U., Gilbert Serret a certainement lu le rapport d'activité et le rapport financier, il y a tout de même une amélioration notable. La Fédération des Cheminots a pris un nombre de timbres beaucoup plus important que l'année dernière. Il y a sept ou huit fédérations qui augmentent leurs effectifs. La région syndicale de Serret, celle de l'Ardèche, est une région où l'on rencontre, au point de vue du travail syndical, de très grandes difficultés. On se trouve ainsi en présence de 25.000 ouvrières du textile, réparties entre 350 ateliers, à travers 20 villages.

Malgré tout nous avons augmenté le chiffre de nos adhérents, il est passé de 1.350 à 1.765, et la prise des timbres, pour une petite région, est passé en 1930 de 10.885 à 11.631 en 1931 et à 13.247 en 1932 et nous allons passer à 14.000 timbres cette année.

Tout n'est donc pas au plus mal dans notre mouvement syndical, et si notre camarade Serret, avec ses 300 instituteurs, nous aidait comme il l'a fait en 1921, 1922, alors qu'il a défendu la classe ouvrière dans les usines et qu'il a obtenu une augmentation de salaires de 22 à 25 sous, s'il nous aidait à consolider les syndicats de l'industrie privée, notre mouvement serait plus fort et ainsi la position acerbe où nous nous tenons contre la C.G.T. s'unirait davantage avec la classe ouvrière.

Je suis persuadé qu'avec nos camarades instituteurs il faut beaucoup discuter le grand débat de la Fédération Unitaire. Il n'y a pas beaucoup d'instituteurs qui dans la vie soient liés avec le prolétariat et il faut donc que nous discutons avec eux. Les instituteurs ne sont d'ailleurs

pas tous contre la ligne de la C.G.T.U. Quand nous discutons individuellement avec eux, nous rencontrons un grand nombre de camarades instituteurs qui disent : « Cela peut s'améliorer, mais il faut qu'on discute ensemble ». Ils veulent donc bien discuter avec les militants de la C.G.T.U. Cela veut dire qu'il y a un gros travail à faire ; cela veut dire que des militants comme Serret ne doivent pas continuer à avoir cette position.

Si, comme le disait hier Serret, il faudrait que la classe ouvrière fût communiste, nous demandons simplement à développer la combativité de la classe ouvrière pour prendre part à ces batailles ; donc, si Serret veut réellement cela, il faut qu'il modifie sa position, qu'il reconnaisse quelle a été sa position dans la C.G.T.U., et à ce moment seulement il s'apercevra combien son erreur a été grande dans le passé. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE GUINET

GUINET (Monteur du Sous-Sol). — Camarades, nous avons entendu hier développer ici le bilan d'activité de notre centrale syndicale.

Ce rapport a marqué avec force le développement de la crise économique et ses répercussions désastreuses sur le prolétariat. On a indiqué, dans ce rapport, après avoir fait cet examen, l'orientation juste à donner pour l'organisation des luttes ouvrières.

Il s'agit pour nous ici, militants des Fédérations et des Syndicats, de venir renforcer le rapport développé par notre camarade Racamond ; il s'agit pour nous d'apporter ici nos impressions et nos observations, qui doivent nous servir aux uns et aux autres, pour les luttes prochaines.

On perd trop facilement de vue que nous devrions œuvrer d'arrachepied au renforcement numérique de notre C.G.T.U.

Et, camarades, permettez-moi d'indiquer que cela n'est pas le désir qui anime les militants de la direction de la Fédération Unitaire. Et, en effet, après l'exposé qui nous a été fait hier par Serret, nous avons pu conclure que l'ennemi principal pour la Fédération Unitaire de l'Enseignement, cet ennemi principal, ce n'est pas la bourgeoisie, ce n'est pas le capitalisme ; l'ennemi principal pour les instituteurs c'est la C.G.T.U., c'est le Parti Communiste, c'est l'I.S.R., c'est l'Internationale Communiste. (*Applaudissements.*)

Ce que l'on a pu apercevoir hier, au travers de l'exposé fait par Serret, c'est qu'on voulait continuer cette politique de calomnies, cette politique de dénigrement, de désorganisation et de désagrégation des organisations révolutionnaires qui sont les nôtres. (*Applaudissements.*)

Je me permets de m'adresser aux délégués du VII^e Congrès qui, dans la grande majorité, sont, sinon adhérents, tout au moins sympathiques au Parti Communiste, pour leur dire qu'au Congrès de la C.G.T.U., parce que nous n'avons pas, nous, changé de chemise lorsque nous sommes entrés dans cette salle, nous devons nous défendre envers et contre tous les ennemis du Parti Communiste, y compris les éléments réformistes. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, nous devons défendre notre Parti, le seul parti du prolétariat et également le vaillant Parti Communiste d'Allemagne, l'I.S.R. et l'Internationale Communiste. Nous devons opérer une réaction vigoureuse de l'ensemble des délégués contre ceux qui ne sont pas venus ici essayer de démontrer les moyens d'opposer à la bourgeoisie le bloc de tous les exploités, mais pour jeter le découragement.

Ceci dit, je veux, après Racamond, indiquer le degré de développement de la crise économique en ce qui concerne notre corporation. En effet, l'industrie charbonnière a été très fortement touchée pendant ces dernières années, ce qui indique que les perspectives tracées par le Congrès de 1931 se sont révélées tout à fait justes.

Dans notre industrie, nous avons constaté une diminution de la production assez importante, puisqu'alors elle était de 56 millions de tonnes, en 1931, elle n'était plus que de 47.357.000 tonnes en 1932. Il faut indiquer aussi que les mineurs ont été astreints à de nombreuses journées de chômage, qui se sont élevées, pour 1932, à 4,08 par mois. En même temps, les effectifs ont diminué dans des proportions assez grandes, puisque pour 371.400 ouvriers occupés en 1930, il n'y en avait plus que 249.682 fin mai 1933.

Ces quelques chiffres indiquent l'acuité de la crise dans l'industrie charbonnière. En même temps nous assistons à un renforcement inouï de l'exploitation et des attaques patronales, avec une intensification de la rationalisation.

C'est ainsi que nous avons constaté, au cours de ces derniers temps, une production individuelle augmentée dans des proportions assez importantes : elle était de 720 kilos, en 1931, par ouvrier mineur du fond ou de la surface, de 783 kilos en 1932, et de 813 kilos au cours du premier semestre de 1933.

Mais, si l'on demande aux mineurs de produire toujours davantage, on constate également que leurs conditions d'existence et de travail s'aggravent journellement. C'est ainsi que, depuis 1932, si nous avons une diminution officielle des salaires de 12 à 15 % pour l'ensemble des régions minières, nous pouvons affirmer que, depuis deux ou trois ans, cette diminution est de 50 %, en réalité, sans compter les déclassements de plus en plus nombreux ni le non-respect, dans la période présente, des tarifs conventionnels de salaires qui avaient été mis sur pied par les compagnies d'accord avec les chefs confédérés.

C'est également, depuis des années et surtout depuis la crise, en application des lois sur les amendes, des sommes fabuleuses qui sont retenues par les compagnies sur la paye des ouvriers, ainsi que le paiement des outils. En effet, maintenant, les compagnies ne remplacent pas gratuitement les outils usés, mais les ouvriers doivent les payer.

Ce sont également les nombreuses journées de chômage imposées, ce qui fait une diminution d'environ 50 % sur le salaire.

Vous comprenez qu'une telle situation soulève un fort mécontentement et augmente le degré de combativité des ouvriers.

Comme l'indiquait le Congrès Confédéral de 1931, nous allons assister et nous assistons déjà à un nouvel essor révolutionnaire de masse parmi les corporations minières.

Je me contenterai de citer les exemples de quelques mouvements de grève qui se sont affirmés comme des succès au moins partiels.

A ceux qui prétendent que, dans la situation actuelle, en période de crise, il n'y a pas possibilité de lutte et de victoire, nous pouvons montrer à travers des exemples nombreux dans toutes les corporations qu'il n'en est rien.

C'est l'exemple de la grève des mineurs du Catelet, grève sur les tas où les ouvriers ayant été renvoyés par la compagnie, le syndicat a alerté immédiatement tous les mineurs, si bien que la décision fut prise, non pas de déclencher la grève immédiatement, mais de réduire la production de 50 %. C'est ainsi que, pendant trois jours, on a réduit

cette production et que le patronat a été obligé de capituler et de faire refaire les journées perdues par les mineurs mis à pied.

Ce mouvement est d'une grande importance si l'on tient compte de ce que la décision, prise à l'unanimité, a été respectée par les mineurs, et c'est la démonstration que, lorsqu'il se passe quelque chose dans une entreprise, on doit discuter avec les ouvriers pour examiner les méthodes d'action à suivre.

Puis, nous avons, au cours du mois de janvier 1932, deux mouvements de grève dans le bassin de la Loire, à la suite de brimades infligées à nos camarades par le personnel de maîtrise : les ouvriers ont réagi avec force par un mouvement spontané et ont remporté la victoire.

Un autre exemple sur lequel je veux m'arrêter, c'est celui de la grève des mineurs de Graissessac, qui a eu lieu il y a quelques mois.

Tous ces succès sont dus au renforcement de notre travail dans les puits et surtout au tournant que nous avons opéré dans notre politique de front unique ; nous les avons obtenus malgré l'opposition violente des chefs confédérés qui se sont dressés contre le rassemblement des forces ouvrières pour l'action.

La grève des mineurs de Graissessac est d'une grande importance et ne doit pas passer inaperçue. Graissessac est un petit centre minier de 1.800 ouvriers du fond et de la surface ; le patronat minier ne s'en est pas pris directement aux salaires, mais aux allocations familiales. Il faut donc tenir compte, pour mesurer l'importance de cette grève du fait que l'attaque patronale n'a touché que 40 à 45 % des ouvriers, c'est-à-dire ceux qui étaient mariés et avaient des enfants. En effet, dans ce bassin, les ouvriers touchent 0 fr. 50 pour la femme et 1 fr. 75 par enfant.

Dès que notre syndicat unitaire eut connaissance du fait, il se mit à rassembler les syndiqués et ceux-ci ont établi un cahier de revendications, sur la base duquel ils ont fait des propositions aux syndiqués confédérés et à tous les ouvriers en général, malgré l'opposition des chefs réformistes du bassin. Après avoir posé la question devant les mineurs, ils sont arrivés à constituer un comité de grève avec les unitaires, les confédérés et les inorganisés.

Dès que fut prise la décision, on déclencha la grève à Graissessac, mais, trouvant que ce n'était pas suffisant, ils se portèrent dans les autres localités et, en l'espace de quelques jours, la grève était générale dans le bassin de l'Hérault.

Les mineurs du bassin de Graissessac sont entrés dans la bataille au nombre de 1.800 et, pendant 15 jours, ils se sont battus courageusement, avec le plus grand enthousiasme, sans qu'un seul mineur se rendit au travail.

Nous devons souligner également l'absence totale des chefs confédérés dans ce mouvement. Ce n'est cependant pas un fief unitaire que Graissessac, nous n'avons là qu'un syndicat assez faible, alors que le syndicat confédéré est assez puissant.

Nous ne les avons pas vus venir dans la bataille à la tête de leurs troupes et, seuls, les unitaires ont parlé aux grévistes, seuls, les militants responsables des organisations unitaires leur ont parlé sur leur demande. Les ouvriers confédérés venaient trouver le secrétaire de la Fédération Unitaire, en lui disant : « Chez nous, il n'y a pas de syndicat unitaire, mais il faut que tu viennes tenir des réunions ». Et nous y avons été et, lorsque les mineurs ont décidé la reprise du travail, après avoir

obtenu satisfaction, nous avons rencontré quelques cheffailons confédérés et, s'ils n'ont pas été sortis par la fenêtre, c'est peut-être parce qu'ils ont eu de la chance. Où ils étaient, les ouvriers confédérés ne les laissaient pas parler et c'était nous seuls qui pouvions parler librement pour faire acclamer les méthodes de lutte de la C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

Cette grève du bassin de Graissessac a permis de faire connaître notre syndicat unitaire. Nous sommes allés dans des localités où on ne nous connaissait pas. Les chefs réformistes, de par leur carence, n'ont pas renforcé leur position, tant s'en faut ! Mais nous avons fait des adhésions et nous sommes persuadés que, maintenant, avec l'activité que déploient nos camarades responsables de ce bassin, ce ne sont pas les organisations réformistes qui auront le dessus, mais nous, nous sommes persuadés que, si nous sommes aidés par les militants de la Fédération, nous pourrions réaliser un syndicat de masse.

Mais ce courant d'unité d'action ne s'est pas manifesté qu'au travers de la grève de Graissessac, car nous l'avons rencontré également dans la grève de Moncel, où le front unique a été réalisé aussi et où nous avons créé un comité de grève de 45 membres, composé de confédérés, d'unitaires et d'inorganisés, français et étrangers.

Après la grève des 3, 4 et 5 avril, malgré nos faiblesses, nous avons fait un travail sérieux auprès des mineurs et sommes parvenus à leur faire comprendre que c'est seulement par l'unité d'action qu'on arrive à des réalisations positives, à faire reculer le patronat dans ses attaques successives.

Après cette grève, nous sommes parvenus à constituer cinq comités d'action dans le Pas-de-Calais. Cette constitution de comités d'action prend encore plus d'importance si l'on tient compte du fait qu'ils ont été formés dans le fief réformiste de Lens et qu'elle a permis à l'ensemble des ouvriers de voir que ceux qui parlent tous ours de démocratie syndicale ne sont, en réalité, que des fumistes qui font le maximum pour empêcher le rassemblement des forces ouvrières.

On a cité, dans le rapport d'activité, l'exclusion du camarade Jacquin, délégué mineur, qui avait travaillé à la constitution du comité. Si l'on a fait cela, dans l'organisation confédérée, c'est parce que les chefs réformistes considéraient le fait comme un crime impardonnable. Immédiatement on a dit à Jacquin : « Nous ne te permettrons pas de l'acoquiner avec les unitaires ou les inorganisés pour envisager le moyen de défendre les ouvriers ». Et c'est ainsi que Jacquin a été exclu du syndicat confédéré sur une simple décision du conseil d'administration de celui-ci.

Vous pensez bien que cette exclusion ne nuit en rien à l'esprit d'unité d'action qui animait la majorité des mineurs.

Là aussi, nous devons marquer que nous avons obtenu quelques progrès au cours de la dernière période et que toutes les manœuvres des renégats minoritaires, qui étaient encore dans la C.G.T.U. en 1931, n'ont pas empêché le renforcement de nos organisations.

Comme on l'a indiqué dans le rapport, il y a encore des éléments réformistes dans la C.G.T.U. pour faire un travail de désagrégation et essayer de lutter contre nos organisations révolutionnaires et de les liquider.

On a cité Boville et Rambaud, et nous pourrions encore citer Arnaud. C'est un de ceux qui, au congrès confédéral de 1931, venaient critiquer le bilan de l'activité de la C.G.T.U. et ses décisions, en disant :

« Vous vous trompez, vous n'êtes pas dans le chemin véritable de l'unité syndicale ».

En fait, camarades, il l'a réalisée, lui, l'unité syndicale dans le bassin de la Loire. Après le congrès de 1931 il a travaillé à la liquidation de notre syndicat unitaire dans ce milieu. Il a dégouté à un tel point les mineurs qu'un grand nombre de ceux-ci quittaient le syndicat unitaire qui avait à sa direction Arnaud. Ceux qui ne le quittaient pas, il se chargeait de les exclure. C'est ainsi que vers la fin de 1932, Arnaud était parvenu à liquider presque complètement notre syndicat unitaire, nous le laissant avec un effectif de 60 à 70 syndiqués. Il est allé à la C.G.T.; il est passé avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie. Cette unité, il l'a réalisée avec quelques délégués mineurs seulement, avec quelques employés de caisse de secours et aussi avec quelques mineurs qui ont été trompés par la politique menée par Arnaud.

Ce que nous pouvons dire ici c'est que depuis qu'Arnaud est passé à la C.G.T. nous avons remonté notre syndicat unitaire des mineurs de la Loire. Nous affirmons devant le congrès de la C.G.T.U. que notre syndicat a maintenant un effectif de 400 membres. Voilà, camarades, une démonstration du fait que la manœuvre qu'a voulu opérer Arnaud n'a pas du tout réussi. Nous sommes persuadés même que nous allons encore augmenter nos effectifs du bassin de la Loire.

Mais il n'y avait pas seulement les réformistes de notre C.G.T.U. qui travaillaient à la liquidation de nos organisations révolutionnaires. Il faut indiquer également que nous avons eu à faire face à de nombreuses manœuvres venant de la part des dirigeants confédérés qui, après le congrès de Japy, voyant que ça ne rendait pas, se sont dit : Il nous faut présenter cela d'une autre manière. C'est ainsi qu'ils présentèrent, d'une façon adroite, c'est certain, une autre motion, en employant d'autres formulations, mais qui, dans le fond, n'était autre que la motion de Magic-City, mais qui tendait de façon détournée à la rentrée dans la C.G.T. par les fusions à la base.

Nous avons aussi réagi assez froidement. Nous avons proclamé que nous ne pouvions pas laisser dans l'oubli la question de l'unité syndicale et qu'il importait de la développer plus fortement que jamais.

C'est ainsi qu'après les grèves des 3, 4 et 5 avril nous avons, d'accord avec le syndicat unitaire des mineurs du Pas-de-Calais, sorti une résolution sur l'unité syndicale en vue de la formation d'un syndicat unique. Certes, dans cette résolution, il y avait des faiblesses que nous essayons de corriger. Mais il est un fait, c'est que cette résolution a reçu l'accueil le plus chaleureux de la part des mineurs parce que nous posons en premier lieu la question de la défense de leurs revendications.

Il est toujours permis à des démagogues comme Legay de venir de temps en temps devant les ouvriers et d'essayer de faire triompher sa politique d'unité syndicale en disant que les unitaires ne veulent pas de l'unité, mais ces arguments n'étaient et ne sont pas sérieux. Lorsque nous avons sorti notre résolution, savez-vous ce qu'il a répondu, lorsque nous lui faisons des propositions dans le but de porter notre point de vue devant le congrès du syndicat confédéré des mineurs du Pas-de-Calais ? Il disait : « Si j'étais délégué, je répondrais aux propositions des unitaires par le mot de Cambronne ! » Voilà sa réponse à notre résolution.

Certes, nous devons encore plus que jamais changer nos méthodes de travail, car si nous avons obtenu quelques succès dans la question

du front unique et de l'unité syndicale, nous marquons encore quelques faiblesses que nous devons corriger et que nous corrigerons après le congrès de la C.G.T.U. en appliquant les décisions et les directives qui sortiront d'ici. Nous ne pouvons pas nous contenter de constater que le syndicat confédéré du Pas-de-Calais a perdu 8.500 adhérents en 1932. Nous devons dire que ces 8.500 adhérents qui ont quitté le syndicat confédéré, dégoûtés de la politique de cette organisation, doivent être amenés, par nos efforts, dans notre organisation unitaire.

En conclusion, je dois indiquer ici que des progrès seront obtenus à l'avenir et après les assises de la C.G.T.U., parce que nous nous sommes donné pour tâche de nous tourner davantage vers les puits.

Je ne ferai qu'une allusion aux questions d'organisation, puisqu'il y a un rapport sur ce point et que des camarades interviendront. Nous nous sommes fixé comme tâche de nous tourner vers les puits d'exploitation, d'établir dans chaque puits un cahier de revendications qui nous permettra d'engager une discussion fraternelle avec les ouvriers confédérés et les ouvriers inorganisés. Ces cahiers de revendications nous permettront également de démontrer à la masse des ouvriers que seules nos organisations unitaires s'intéressent sérieusement à la situation des mineurs et que seules elles lutteront pour une amélioration de leurs conditions de travail et d'existence. Nous sommes persuadés qu'après le VII^e congrès, par l'application plus active des décisions, nous viendrons au VIII^e congrès confédéral, dans deux ans, avec des résultats plus positifs en pouvant affirmer devant les délégués que la fédération unitaire des mineurs et ses syndicats se sont renforcés dans l'action elle-même et qu'ils ont su montrer aux ouvriers mineurs qu'ils étaient les seules organisations syndicales qui luttent effectivement pour l'amélioration de leurs conditions de travail. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à un camarade de l'usine Hotchkiss.

INTERVENTION DU CAMARADE DE CHEZ HOTCHKISS

UN CAMARADE DE CHEZ HOTCHKISS veut en quelques mots donner un aperçu de la situation à Saint-Denis.

Saint-Denis représente une des villes industrielles de France qui subit le plus la crise. Dans notre corporation, alors qu'il y avait, en 1930, 15.000 « métallos » employés dans les usines, nous en comptons à l'heure actuelle 7.000. Il va sans dire que les 8.000 ouvriers jetés hors de la production ne sont pas tous chômeurs à Saint-Denis du fait que certains habitent dans les environs.

Deuxième point : les préparatifs de guerre. Je veux signaler qu'à Saint-Denis, aux usines Delaunay-Belleville, à la C.A.M.S., aux chantiers de la Loire, chez Sulzer, on travaille à la fabrication du matériel de guerre.

J'attire aussi l'attention du congrès sur la méthode qu'emploie la bourgeoisie impérialiste pour préparer les esprits à la guerre et aux beautés de la politique coloniale. Chez Sulzer on distribue mensuellement un bulletin où l'on fait voir la « beauté de la civilisation française », alors qu'elle massacre les paysans marocains et indochinois.

Il faut dire que dans toutes les usines de guerre dont nous avons donné l'énumération, une activité assez importante se maintient, alors que dans les autres usines c'est le chômage depuis deux et même trois ans. Je veux aussi signaler un fait visant la rationalisation.

Présentement, à l'usine Mouton, usine qui vient d'être absorbée par les Tréfileries et Laminaires du Havre, on est en train d'installer des tréfileuses multiples. Alors qu'avec l'ancien matériel un tréfileur sortait dans les 8 heures 800 kilos de fil, avec ces nouvelles tréfileuses multiples l'ouvrier sera astreint à en sortir 3.000 kilos par jour. On doit ajouter qu'à Saint-Denis les salaires ont été fortement diminués et souligner que dans cette ville il n'y a pas eu la résistance nécessaire aux attaques patronales.

Il faut, dans ce congrès, rechercher les raisons pour lesquelles il n'y a pas eu cette résistance. La première de ces raisons, à mon avis, est que parmi nos camarades syndiqués et nos camarades responsables de sections d'usines il n'y a pas suffisamment le souci de rechercher la revendication la plus minime qui nous permettra, non pas au premier abord, mais dans l'avenir, d'entraîner l'ensemble de l'usine ou l'ensemble de l'atelier à la lutte. Cette revendication permettra la bataille partielle de l'équipe, de l'atelier, et donnera comme tâche à nos militants syndicaux l'élargissement de cette bataille à l'ensemble de l'usine.

Le deuxième point qui doit être étudié, est le fait que nous ne nous rendons pas compte que les travailleurs veulent connaître pour quoi ils vont se battre. Il ne s'agit pas de répéter à chaque instant : lutte. Nous devons dire aux ouvriers, nous unitaires : Nous voulons la lutte pour telle ou telle raison qui vous intéresse. Nous ne devons pas perdre de vue que les ouvriers, avant de partir en lutte, veulent avoir le maximum de garanties. Cela nous l'obtiendrons dans la mesure ou nous saurons nous tourner vers leurs revendications immédiates.

Le troisième point à observer est que nous ne devons pas oublier dans quelle situation nous sommes, qu'il y a le chômage, que les ouvriers ont quelque peu subi la politique du moindre mal tant prônée par les chefs réformistes. Cette politique du moindre mal contribue à faire dire aux camarades métallurgistes, dans les usines : « Il est encore préférable de gagner cinq ou dix sous de moins de l'heure que d'avoir 9 francs ou 13 fr. 50, suivant la situation de famille, au chômage ». Et, dans ce domaine, avec l'expérience des nombreuses diminutions de salaires, avons-nous fait le travail de persuasion nécessaire afin de faire comprendre qu'une attaque patronale n'est pas seulement une attaque d'un jour, qu'elle est permanente, que c'est pour le patronat une question de prix de revient et de marchés ? Non, pas toujours. Aussi, dans ce domaine, un très gros travail d'éclaircissement est à faire auprès de l'ensemble de nos camarades métallurgistes.

L'expérience de travail chez Hotchkiss.

Pour préparer le congrès confédéral nous avons créé un cercle d'études et de discussion qui se réunissait tous les jeudis soir. Ce cercle étudiait point par point le rapport d'activité confédéral. 30 camarades y assistaient. Tous sont intervenus et ont exposé la situation dans leurs usines ; tous ont étudié le rapport point par point. Ce cercle vivra après le congrès parce qu'à tous moments nous avons à faire comprendre à nos militants les questions qui se posent par rapport à la situation donnée.

En ce qui concerne Hotchkiss, notre camarade Racamond, dans son rapport, a posé justement la question de la « reprise » commerciale du début de l'année 1933. Il ajoutait que les chiffres de juillet montraient que cette reprise était maintenant dans son déclin. L'exemple de la firme Hotchkiss va le démontrer tout de suite.

En avril, la maison Hotchkiss embauche à portes ouvertes. Le ministre du Travail accorde à cette maison la prorogation des heures, c'est-à-dire qu'elle peut être ouverte dix et onze heures par jour. Les effectifs passent de 800 travailleurs à 1.200 pour Saint-Denis. Puis le mois de juillet arrive ; non seulement on rejette hors de la production les 400 nouveaux embauchés, mais aussi une grande partie du personnel. Quel est le phénomène qui causa cette situation ? C'est que la maison Hotchkiss avait assurément des commandes, mais qu'il lui fallait surtout sortir ses nouvelles voitures, son nouveau modèle, puis il y avait aussi des commandes de l'armée.

Aujourd'hui, nous comptons, pour l'usine du « barrage », 50 % de camarades mis à pied pour un temps illimité. Nous comptons, à l'usine « Pleyel » 600 travailleurs qui ne font que cinq et six heures par jour, et certains mêmes sont licenciés.

Cela indique que la reprise n'a été que passagère. Mais nous devons ajouter que la maison Hotchkiss n'a pas seulement mis sur le pavé ses ouvriers, mais qu'elle a, en même temps, diminué fortement le prix de ses pièces.

Voici trois exemples : Il y a dix-huit mois, la maison Hotchkiss payait pour un capot 30 francs. Aujourd'hui 6 francs. Elle payait pour une carrosserie entière 100 francs ; aujourd'hui 63 francs. Elle payait les femmes qui travaillaient aux ailes 22 fr. 50 ; aujourd'hui 7 fr. 50. Ce qui veut dire si on prend ces trois chiffres — et je pourrais en citer d'autres, équipe par équipe, — que ce n'est pas 50 % de diminution chez Hotchkiss, mais que c'est 70 à 80 % de baisse sur les pièces.

Nous devons ici retenir un fait : malgré ces diminutions scandaleuses du prix des pièces, les ouvriers de chez Hotchkiss gagnent encore de hauts salaires. Je dois dire que, d'avril à juillet, les ouvriers de chez Hotchkiss gagnaient 80 et 90 francs, même 100 francs par jour.

Seulement — car il y a un « seulement » — là où les ouvriers faisaient deux voitures à six, ces mêmes ouvriers font maintenant chacun une voiture dans leur journée, ce qui fait cinq voitures pour une équipe de cinq hommes. Ils arrivent à gagner de bonnes journées malgré les diminutions, mais il faut tenir compte du surcroît de fatigue, de la plus grande productivité et les camarades nous disent : « J'en arrive à ne plus avoir le courage de lire mon journal le soir en rentrant chez moi. »

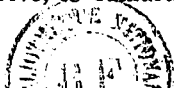
Pour ne prendre qu'une seule équipe, celle du ponçage, sur 32 camarades, d'avril à juillet, il y en a 17 qui sont à l'hôpital ou qui sont alités chez eux.

Je veux poser ici une autre question que j'ai déjà posée d'ailleurs dans un article de la *Vie Ouvrière*, c'est celle du boni collectif.

Le travail au boni collectif a commencé à être instauré par Citroën. Il a été continué ensuite par Chenard et Walker, à Gennevilliers. Hotchkiss le pratique également.

Cela consiste à donner un travail à plusieurs camarades. Il n'y a pas de responsables. Or, dans tous les travaux, il y a des camarades plus actifs, plus aptes que d'autres, et lorsque, à la fin de la journée, les camarades plus habiles se disent : « J'ai gagné 100 francs aujourd'hui », ils vont trouver le chef d'équipe, et ils disent : « Voilà nos bons. Nous avons gagné 100 francs aujourd'hui. » Le chef répond : « Non, mon vieux, tu as été vite, mais, regarde tes camarades. Ils sont encore au travail. Ils n'ont pas fini. La voiture comptera pour demain. »

Et quand la fin de la semaine arrive, le camarade qui a fait 35 voi-



tures dans sa semaine et qui compte toucher le salaire pour 35 voitures, n'en touche que 32 parce que d'autres camarades, moins habiles, ne sont pas arrivés à la même production.

A quoi cela aboutit-il ? Le contremaître se retourne vers l'ouvrier et il lui dit : « Adresse-toi à tes camarades. C'est de leur faute si tu ne touches pas les trois voitures de plus. Fais-les travailler plus vite ! »

C'est là l'accentuation du contrôle des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes.

Quelle est, par rapport à cette situation, notre propre activité ?

En avril nous avions, dans l'usine, huit syndiqués. Immédiatement, nous avons élaboré un plan de travail pour l'ensemble de l'usine, plan de travail qui fixait comme tâche à tous les syndiqués d'attirer vers eux un ou plusieurs camarades à l'organisation. Ce plan de travail de trois mois a été réalisé et même dépassé, puisque nous passons de huit membres en avril à dix-neuf membres en fin juillet.

Qu'avons-nous en face de nous ? Nous avons, collaborant avec la direction de l'usine, des confédérés, nous avons une mutuelle de 800 ouvriers, et une section d'anciens combattants.

Quelle est la politique menée par ces organisations ? L'organisation des anciens combattants est dirigée par des chefs d'équipe et des contremaîtres, hommes « bien pensants », et lorsqu'un ouvrier n'est pas encore adhérent à cette section de l'U.N.C., quand un ancien combattant rentre dans l'usine, son chef d'équipe lui dit : « Veux-tu gagner 0 fr. 25 de plus de l'heure ? » Evidemment, le camarade répond toujours affirmativement. « Eh bien, adhère à l'U.N.C. »

On pratique le groupement des ouvriers sous le contrôle direct du patronat, parce que les hommes qui dirigent sont les intermédiaires du patronat, du fait même qu'ils ont la possibilité de faire augmenter les camarades adhérents à cette organisation.

Il y a aussi la Mutuelle patronale qui donne aux ouvriers de véritables avantages supérieurs aux assurances sociales et qui, naturellement, attire beaucoup de camarades. Nos camarades syndiqués, adhérents à cette mutuelle, n'ont pas encore fait de travail, mais nous devons étudier à fond ces questions des mutuelles patronales qui existent dans presque toutes les grandes usines de la Région parisienne, pour voir quel travail nous devons accomplir à l'avenir.

En ce qui concerne les confédérés, ces derniers réalisent un travail important. En voici un exemple dans les grèves de Citroën. Ce sont les camarades confédérés qui ont pris l'initiative de passer, dans l'usine, les listes des lutteurs de chez Citroën. Je dois indiquer que les listes étaient prises au syndicat unitaire des Métaux et nos camarades unitaires et nous-mêmes, responsables de sections, au lieu de poser le problème aux confédérés et de leur dire : Dites donc, vous avez pris l'initiative de passer ces listes, parce que vous sentez, vous, ouvriers confédérés, que la lutte Citroën n'est pas une lutte seulement des camarades de chez Citroën, mais parce qu'elle intéresse l'ensemble des camarades de la Région parisienne, et nous vous proposons, nous, unitaires, de nous réunir, de voir, en commun, comment nous pourrions mieux et plus ramasser pour les lutteurs de chez Citroën.

Nos camarades unitaires de chez Pleyel répondent : Non, nous ne venons pas, car c'est vous qui collectez pour Citroën, au lieu de passer en commun les listes, dans la même équipe où se trouvent confédérés et

unitaires. La semaine suivante, les confédérés avaient leurs listes, et les camarades unitaires les leurs.

Nous avons là un terrain favorable, sur une question donnée : la solidarité, de réaliser le front unique avec les confédérés, en faveur de nos camarades de chez Citroën. Les ouvriers de la Hotchkiss ont collecté, pendant trois semaines, 4.144 francs pour cette grève. Nous avons fait des efforts.

Nous avons constitué un syndicat de lutte antifasciste dans l'usine. Et les ouvriers de chez Hotchkiss, de 7 heures du matin à 5 heures du soir, se rendent compte de la préparation de la guerre, car, derrière eux, il y a un stand d'expérimentation des canons de 37 faits chez Hotchkiss, à Levallois.

C'est pourquoi, en ce qui concerne la lutte contre la guerre et le fascisme, nous avons des possibilités de créer, chez Hotchkiss, un large comité de front unique. Jusqu'à maintenant, nous n'y sommes pas parvenus, parce que les quelques camarades responsables se sont orientés vers le travail syndical et vers la préparation du Congrès confédéral.

Voici un exemple qui montre comment on écoute mal les revendications des ouvriers. En 1931 et 1932, Hotchkiss diminue les prix des pièces. En 1932, notamment, une diminution globale de 10 % se produit. Un mois après, nos camarades syndiqués se réunissent et élaborent un cahier de revendications où on met comme première revendication la journée de sept heures, la semaine de 40 heures. Les ouvriers de chez Hotchkiss, qui venaient de subir une diminution de 10 %, auraient naturellement eu l'oreille plus attentive si on avait posé la question, comme première revendication, de la reprise au patronat des 10 % qu'il venait de nous voler. Je prends cet exemple pour montrer comment, quelquefois, les camarades disent qu'ils ne touchent pas beaucoup de camarades. Mais cela nous devons le prendre à notre propre compte car nous ne savons pas encore trouver la revendication qui entraînera les ouvriers à la lutte, qui réalisera le bloc dans l'usine de tous les ouvriers pour arracher cette revendication.

Nous avons, devant la situation qui nous est faite, posé des revendications plus concrètes. Ainsi, Hotchkiss refuse de délivrer aux ouvriers un certificat de chômage. On leur dit : « Vous voulez cette pièce ? Faites-vous régler. »

En face de cette situation, nous avons revendiqué un certificat de travail pour ceux qui étaient mis à pied pour un temps indéterminé.

De plus Hotchkiss, obligeant les ouvriers à rester des heures entières dans l'usine sans rien faire, et sans les payer, nous avons réclamé un taux d'affûtage

Nous avons également posé la question du préavis de huitaine pour les ouvriers mis à pied, parce qu'ainsi le patronat rompt le contrat de travail avec les ouvriers.

Nous enregistrons aussi de nombreuses faiblesses, notamment en ce qui concerne les femmes et les jeunes. Et pourtant, il y a chez Hotchkiss des jeunes qui ne gagnent que 2 francs de l'heure, alors qu'ils sont astreints au même travail que les adultes.

Dans nos perspectives, nous avons posé la question du rapprochement du syndicat vers l'usine. Ainsi, nous avons créé des permanences syndicales pour « Pleyel » et le « Barrage ».

D'autre part, en tenant compte qu'il y a de nombreux jeunes à l'usine, en tenant compte également qu'il y a une piscine et un vélo-

drome ainsi qu'un stade à Saint-Denis, nous allons organiser dans l'usine un club pour la jeunesse, club adhérent à la F.S.T.

Nous pensons que si tous nos camarades font, devant ce Congrès, le bilan de leur travail, non seulement le bilan positif, mais également celui de leurs fautes et de leurs faiblesses, nous pourrons, après le VII^e Congrès, aller hardiment vers les usines, aller à la conquête de l'ensemble des travailleurs pour la lutte en faveur des revendications et pour leur libération définitive.

INTERVENTION D'AURAIN

AURAIN (P. T. T.) — Camarades, hier, après le rapport d'activité présenté par Racamond, nous avons écouté le rapport critique de Serret, au nom de la Fédération de l'Enseignement. Entre la force et la clarté du premier, et le vide et le néant du second, tous ceux qui pouvaient avoir quelques doutes sur les perspectives de la C.G.T.U., son rayonnement, son attraction sur les masses, sont maintenant sûrement éclairés et leur choix est sûrement fait. (*Applaudissements.*)

Le bureau confédéral répondra sûrement à la direction minoritaire de l'Enseignement, mais les militants de base qui vivent avec des ouvriers journalièrement, au sein de leurs sections syndicales, qui conseillent, défendent telle ou telle revendication, ou arrachent telle ou telle autre, ont le devoir devant le Congrès de la C.G.T.U. de réfuter les affirmations de la direction minoritaire de l'Enseignement.

Le leader minoritaire de l'Enseignement, dans son intervention, a rappelé les Congrès de 1929 et de 1931. A votre aise, camarades, et, sur ces bases, nous avons quelque peu à discuter avec vous. Que disions-nous en 1929 et en 1931 ? Crise du capitalisme, radicalisation des masses, la guerre imminente.

Et alors le dernier point qui vous blesse, qui vous peine énormément : rôle dirigeant du Parti Communiste. Pour la direction de l'Enseignement, ce sont autant d'erreurs et de sottises de la part de P.I.S.R. et de la C.G.T.U.

Camarades, P.I.S.R. qui rayonne sur le prolétariat international, qui dirige le prolétariat dans l'éducation du socialisme, n'est pour nos camarades minoritaires de l'Enseignement qu'un bagage d'erreurs et un actif de sottises. Et, bien entendu, c'est Serret et son groupe qui ont raison.

Camarades, il y a là une prétention qui touche à l'inconscience. En réalité, Serret et son groupe sont contre P.I.S.R. et l'Internationale Communiste, parce que la révolution prolétarienne ne leur sied pas, malgré leur déclaration, et ils préfèrent une démocratie à l'image de celle de Daladier, parce qu'ils ne sont que des réformistes et par cela même des anticommunistes. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, je ne veux pas insister sur la crise économique ; il n'y a pas aujourd'hui d'hommes sérieux qui la contestent, et l'intervention de notre camarade Racamond hier nous a donné sur ce point l'argumentation nécessaire.

Mais dites-donc, camarades de la direction de l'Enseignement, et vous, camarade Serret, vous qui rappelez hier à cette tribune le Congrès de 1931 et les prévisions de P.I.S.R. et de la C.G.T.U., eh bien, si nous avons suivi vos bases à vous et celles de vos amis et notamment de

Chambelland et des quarante années de paix sociale, où en serions-nous ? (*Rires.*)

Aujourd'hui, parce que, pas avertis, nous aurions trahi la classe ouvrière. Ce rôle, c'est celui des chefs réformistes. Libre à vous si vous voulez suivre un tel exemple et remplir un tel rôle. Nous, nous ne voulons pas de cela ! (*Applaudissements.*)

Nous sommes fiers de notre Internationale Syndicale Rouge et de notre C.G.T.U. qui, sans cesse, ont alerté la classe ouvrière au sujet des maux qui la menaçaient et qui la menacent encore. Nous sommes fiers de l'I.S.R. et de la C.G.T.U. qui ont sonné le rassemblement des forces prolétariennes par les comités d'action à la base pour la défense des revendications ouvrières et pour la solution de la crise aux frais du capitalisme.

Un point d'interrogation se pose devant ce Congrès : Y avons-nous réussi ?

Ceux qui appartiennent à des fédérations d'industrie, à l'industrie privée, ceux qui ont eu l'occasion de mener de grandes batailles ouvrières sont venus ici indiquer ce qui avait été réalisé dans ce domaine et répondre déjà à vos affirmations. Mais je voudrais regarder dans le cadre des fonctionnaires, puisque Serret est comme moi un fonctionnaire, l'un apprenant à lire, l'autre plantant des poteaux. Avons-nous fait un pas en avant dans ce domaine pour le rassemblement des forces prolétariennes sur la base des comités d'action à la base, auxquels vous niez toute influence sur l'activité des masses ?

J'appartiens à une fédération et à une catégorie dans cette fédération, qui, à travers le pays entier, a fait une campagne formidable pour le rassemblement des forces prolétariennes. Je pourrais en citer de multiples exemples, mais, comme le temps est plutôt court, je vais simplement en citer un seul : celui du coin où je milite, à l'heure présente, à Montauban.

Il n'y avait pas là de syndicat unitaire et il y avait un fort syndicat confédéré. Quand je suis arrivé dans cette localité, avec les mots d'ordre de la Fédération Postale Unitaire et de la C.G.T.U., nous avons fait aux camarades confédérés des propositions d'unité d'action. Les chefs confédérés ne voulaient rien savoir, mais nous ne nous sommes pas lassés, nous avons continué sur ces bases en indiquant aux ouvriers confédérés ce qu'étaient en réalité leurs chefs et où on les menait, dans quelles conditions le mouvement était conduit. Les ouvriers confédérés ont très bien compris ce langage et le langage des faits, à tel point que, après avoir formé un comité d'action entre ouvriers unitaires et ouvriers confédérés et inorganisés, nous avons formé à Montauban un syndicat des P.T.T. unitaire qui vit et qui fait du bon travail.

Ceci montre que chaque fois que l'on respecte les résolutions prises, chaque fois qu'on se met dans le sillage de la C.G.T.U. et de ses différentes fédérations, chaque fois que l'on va définir ces propositions devant la classe ouvrière, cette classe ouvrière, en qui les minoritaires n'ont aucune confiance, comprend notre langage et vient vers nous. Elle commence à nous donner ses sympathies et par la suite les ouvriers adhèrent à nos syndicats.

Je dis cela pour prouver au Congrès que chaque fois que les militants unitaires savent jouer leur rôle sur la base des comités d'unité ou des comités de défense — appelez-les comme vous voudrez, le nom importe peu — il y a un développement d'influence de la C.G.T.U. et il y a également un recrutement sérieux qui se manifeste en notre faveur.

Nos camarades minoritaires de l'Enseignement sont venus ironiser ici sur la radicalisation des masses. Ce n'est pas nouveau. C'était déjà un cheval de bataille en 1931-1932 à propos du rôle du Parti communiste, et la façon dont Serret en a parlé indique que nos camarades ne sont pas encore convaincus. Tout de même, chez les fonctionnaires, chez ceux qui ne font pas du syndicalisme simplement en littérature mais qui prennent part à l'action quotidienne, on se rend compte que le mouvement des fonctionnaires est un mouvement important contre le gouvernement et je pense que la C.G.T.U. et le cartel unitaire ont joué un rôle important dans ce mouvement.

Ce qui est incontestable, et ce dont le camarade Serret n'a pas l'air de vouloir se rendre compte, c'est que partout où les organisations unitaires ont su proposer le front unique à l'ensemble des petits et moyens fonctionnaires, dans tous ces cas-là, le mouvement a dépassé les prévisions des chefs confédérés qui avaient simplement l'intention de l'étouffer.

Et puis, camarade Serret, est-ce que les grèves de Strasbourg sont une indication de l'avachissement de la classe ouvrière ? Est-ce que la grève de la batellerie, qui est unique dans l'histoire du mouvement syndical, est une indication d'avachissement de la classe ouvrière ? Après s'être battus pendant toute une période les bateliers, trompés, dupés, reprennent le travail, mais quand ils se rendent compte qu'ils ont été dupés, quand ils ouvrent les yeux, ils repartent en bataille. C'est peut-être pour vous, minoritaires, l'indication de l'avachissement des masses, cela ? (*Applaudissements.*)

Pour nous, ces mouvements sont la preuve que la classe ouvrière n'est pas avachie mais qu'elle veut défendre ses conditions d'existence et les améliorer. Ces mouvements obligent les chefs confédérés à se démasquer comme des gens qui trompent les ouvriers pour servir le patronat et le capitalisme.

Permettez-moi de m'adresser aux camarades minoritaires. A cet instant précis de la bataille des classes, où les ouvriers se dressent contre l'exploitation, alors que les chefs confédérés font le maximum d'efforts pour trahir tous les mouvements, que voyons-nous ? Dans nos rangs, nous voyons les chefs minoritaires qui écrivent : « N'écoutez pas la C.G.T.U., n'écoutez pas l'I.S.R. » Objectivement, c'est faire quoi ? Alors que les ouvriers se battent, alors que la direction de la C.G.T.U. et de ses fédérations, en accord avec elle, font le maximum d'efforts pour entraîner la classe ouvrière à la lutte, alors que les chefs confédérés font le maximum d'efforts pour trahir, nos camarades minoritaires disent : « N'écoutez pas les dirigeants de la C.G.T.U. ! » Quand vous faites cela, camarades de l'Enseignement, est-ce que vous servez le prolétariat ou le patronat ? Nous disons, nous, que vous servez le patronat. (*Applaudissements.*)

Quand on reprend votre presse et qu'on écoute vos discours, on croirait entendre quelqu'un qui n'aurait aucune attache avec la C.G.T.U. Un Moreau, pour les ouvriers des P.T.T., ne tiendrait pas un autre langage.

Le camarade Serret a fait à cette tribune des déclarations d'attachement à la C.G.T.U. Il a dit : « Nous avons travaillé hier pour la C.G.T.U., nous travaillons encore pour la C.G.T.U. » Mais il n'a pas dit ce que feront demain les minoritaires. Or, depuis quelques années, beaucoup d'entre eux ont tenu à la tribune de nos congrès le même langage et nous savons où ils se trouvent aujourd'hui. Ils ont réalisé, eux, leur

unité complète avec la social-démocratie, ils sont dans la C.G.T. réformiste, en accord complet avec les Jouhaux et les traîtres à la classe ouvrière. Je ne veux pas dire que cette attitude sera aussi la vôtre, car je ne veux rien exposer qui puisse gêner entre vous et la majorité confédérale les explications que nous nous devons. Mais tout de même, quand on est dans une organisation comme celle-ci, pour y rester, pour continuer à faire son travail et à le développer, il faut avoir au moins un minimum de communauté de vues sur la façon de voir et d'agir.

Si nous regardons ce que vous faites et ce que vous écrivez, nous constatons malheureusement que vous n'avez rien de commun avec la C.G.T.U., mais tout de commun avec nos ennemis les plus acharnés. (*Applaudissements.*)

Le camarade Serret, sans rien développer d'ailleurs, a ironisé sur la formule de la guerre imminente. Ce n'est pas nouveau non plus. Sans doute que nos camarades de l'Enseignement ne considèrent la guerre que sur nos frontières de l'est. Est-ce que vous ne vous rendez pas compte du ridicule de cette position quand la guerre sévit déjà entre la Chine et le Japon, en Mandchourie, au Maroc, et que des milliers d'hommes tombent tous les jours sous la mitraille ? Est-ce que cela ne vous suffit pas pour croire à la guerre ?

Sur ce point, nos camarades minoritaires en sont encore à soutenir que la formule de la guerre imminente est une erreur, par conséquent, que la guerre n'existe pas. Pour eux, ce qui se passe au Maroc, au Japon, en Mandchourie, en Chine, cela ne compte pas. On ne pourra parler de guerre, pour eux, sans doute, que le jour où les Allemands ou les Italiens seront sur les frontières de la France. Tout le reste ne les intéresse pas !

J'en arrive maintenant à un autre point de l'intervention de Serret. J'y insiste, parce qu'il faut reconnaître que vous arrivez parfois à troubler de bons camarades de la majorité confédérale. Vous avez, quelquefois, pour ne pas dire toujours, une façon de poser les questions et de discuter qui permet de troubler les éléments sains de la base. Je veux vous entretenir du rôle dirigeant du Parti communiste, de la subordination de la C.G.T.U. au Parti communiste, de la suppression de toute démocratie syndicale dans notre mouvement.

Camarades, tout à l'heure, notre camarade Doucet a tout de même administré à Serret quelque argumentation de poids. Mais il est un autre argument qui compte également.

L'atmosphère est, paraît-il, chez nous, irrespirable. Dans ce Congrès, de la C.G.T.U., a-t-on dit, on n'est pas chez soi, on n'est pas à son aise, on ne peut pas discuter. Mais, au Congrès de la Fédération de l'Enseignement, là on discute bien ! (*Très bien ! Très bien ! Applaudissements.*) Là, la liberté d'expression existe réellement. Là, on trouve la vraie démocratie syndicale.

Cependant, ici, Serret et ses amis s'expriment comme tout le monde, librement comme tout un chacun. Au Congrès de la Fédération de l'Enseignement ? Là, notre camarade Gitton ne peut pas s'exprimer ; on lui dit : « Tu ne parleras pas ici. » Vous allez même plus loin : vous avez coupé la parole à Gitton, vous avez empêché un responsable du Bureau confédéral de venir devant les syndiqués que vous influencez encore. Vous avez fait pire que cela, pour votre honte : vous avez refusé l'audition de nos camarades allemands et de nos camarades soviétiques. (*Huées et applaudissements.*)

Voilà, certes, une expression de démocratie syndicale ! Elle n'est pas en votre faveur, soyez-en certains.

Regardons, si vous le voulez bien, la subordination de la C.G.T.U. au Parti communiste. A cet égard, Serret nous a fait assister à une gymnastique de déplacements diplomatiques dans notre mouvement. Gitton serait passé ici, Frachon de l'autre côté.

Est-il exact qu'il y ait des relations étroites entre le Parti communiste et la C.G.T.U. ? Est-il vrai que le Parti communiste discute avec la C.G.T.U. ? Oui, camarades, c'est nécessaire. C'est plus que nécessaire, c'est indispensable.

Est-il possible que des révolutionnaires conscients aient encore l'audace de venir à une tribune pour y définir une telle conception du mouvement révolutionnaire ; il y a là un Parti communiste, il y a là une C.G.T.U. ; que chacun d'eux fasse ce que bon lui semble de son côté, mais nous interdisons formellement que les responsables des deux organisations se rapprochent, discutent et prennent ensemble des décisions ?

Si vous ne risquez pas de fausser parfois la compréhension de nos camarades syndiqués et si vous ne serviez pas, par votre politique, la social-démocratie, le réformisme et la bourgeoisie, nous ririons de cela. Mais, en raison même des conséquences graves que cela peut avoir pour notre mouvement, nous n'en rions pas et nous disons : « Des hommes qui, dans la période présente, veulent scinder en deux le mouvement révolutionnaire des masses, ce ne sont pas des révolutionnaires, sinon des révolutionnaires en carton-pâte. » (*Applaudissements.*)

Sur le rôle dirigeant du Parti communiste, Serret a apporté ici des affirmations. Il paraît que le Parti communiste donne des instructions à ses membres en leur disant : « Voilà tel syndiqué qui n'est pas du Parti communiste. Il faut lui retirer toute fonction syndicale. Il ne faut plus qu'il ait une direction. Seuls les communistes doivent diriger le mouvement. »

Serret, j'appartiens au Parti communiste et je voudrais définir ici, devant le Congrès, — cela a déjà été fait bien des fois, mais il faut y revenir — les conseils et les instructions que le Parti communiste donne à ses membres.

Est-ce que les communistes ont pour mission, dans l'organisation syndicale, d'opprimer ceux qui ne sont pas communistes ? Est-ce que le Parti communiste nous dit : « Il faut retirer toute direction syndicale à ceux qui ne sont pas du Parti communiste ? »

Camarades, il pourrait se trouver, parmi nos camarades ouvriers qui n'ont pas toujours sous les yeux toute la documentation nécessaire, des camarades pour croire pareille erreur. Mais, pour toi, Serret, qui as un « canard », qui as une force d'action et de compréhension, qui lis, qui sais ce que dit le Parti communiste à ses membres, le fait de produire de telles affirmations à la tribune témoigne d'un manque d'honnêteté en matière syndicale et en matière politique.

Que dit le Parti communiste à ses membres ? Il leur dit : Soyez les meilleurs d'entre tous. S'il y a cinq ou six communistes dans tel syndicat de cheminots, que ces camarades se réunissent, qu'ils examinent au jour le jour la vie de la corporation, qu'ils regardent les meilleurs moyens de convaincre les hésitants. Après ce travail d'instruction, après ce travail de regard et d'appréciation, que ces communistes aillent au syndicat et qu'à ce syndicat ils proposent le résultat de leur travail que je viens d'indiquer, qu'ils fassent le maximum d'efforts pour convaincre

l'ensemble des camarades syndiqués, pour expliquer que leur conception est la meilleure.

C'est cela le rôle dirigeant du Parti communiste. C'est cela que le Parti conseille. Il nous dit : « Chaque fois que vous trouvez dans un syndicat un camarade qui n'est pas membre du Parti communiste mais qui veut se défendre contre l'exploitation capitaliste, ne le repoussez pas. Bien au contraire, encouragez-le. Amenez-le avec vous. Eduquez-le. » Voilà comment se traduit le rôle dirigeant du Parti communiste. Et ceux qui, comme Serret, essaient de déformer cette conception ne font que mentir au Congrès et aux ouvriers qui les écoutent. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, la dernière question soulevée par Serret est celle des fautes du Parti communiste allemand.

Serret a dit : « Les fautes du Parti communiste allemand ont permis à la social-démocratie allemande de s'enliser davantage dans la trahison des intérêts des ouvriers. »

Il aurait fallu que Serret indique ici et définisse quelles sont ces fautes du Parti communiste allemand et de l'Opposition syndicale révolutionnaire.

Il n'en coûte rien que d'affirmer sans rien prouver. C'est pour quoi, à mon tour, je voudrais poser quelques questions.

Camarades, il est reconnu par tous que l'Opposition Syndicale Rouge allemande, que le Parti communiste allemand ont fait, bien avant la venue d'Hitler au pouvoir, des propositions pratiques de front unique à la social-démocratie. Racamond a rappelé avec force les avances faites dans ce sens par les communistes allemands à la social-démocratie. Les communistes allemands ont alors dit aux représentants de la social-démocratie : « Vous détenez des postes du pouvoir assez nombreux. Vous avez la possibilité d'entraîner le prolétariat allemand. Amenons donc à nous le prolétariat allemand, réalisons le front unique et nous empêcherons la venue d'Hitler et de ses bandes. »

Est-ce là, Serret, une faute de la part des communistes allemands ?

Est-ce une faute de ne pas avoir suivi la social-démocratie dans sa politique du moindre mal ?

Aurait-il fallu, pour faire plaisir à Serret et se mettre d'accord avec sa ligne politique, que le Parti communiste allemand conseille de soutenir Brüning contre von Papen ? Aurait-il fallu que les communistes allemands fassent voter pour Hindenburg pour barrer la route à Hitler ?

Il aurait fallu s'expliquer sur ce point et ne pas se contenter de rire, car le débat n'est pas à la rigolade quand il s'agit d'affirmations comme celles que tu as apportées à cette tribune, Serret.

Ce qui est incontestable, c'est qu'il y a entre vous et les ennemis du Parti communiste allemand une parenté formidable.

Au moment où, en Allemagne, nos camarades communistes sont exposés tous les jours à la mort, au moment où nos camarades communistes, réduits à la plus brutale des illégalités, poursuivent leur tâche, où ce Parti communiste allemand se renforce et accomplit son travail dans l'illégalité, il se trouve un renégat du communisme qui, dans la belle période du mouvement révolutionnaire russe eut son heure et ne pouvait venir en France, il se trouve un Trotsky qui, aujourd'hui, peut venir librement chez nous et est reçu par notre démocratie, qui dit : « Le Parti communiste allemand n'est pas un parti communiste. Il faut

saboter son travail dans l'illégalité. Il faut démolir les cellules communistes allemandes. » Voilà ce que dit Trotsky !

Vous, qui avez beaucoup de parenté avec lui, vous dites : « La responsabilité de l'hitlérisme en Allemagne n'incombe pas simplement à la social-démocratie. Elle est imputable également aux communistes. »

Et vous tenez ce langage au moment où nos camarades communistes, par suite du procès de Leipzig, sont menacés de mort, au moment où la vie des chefs du Parti communiste allemand est en danger.

Voici ma conclusion. Dimitrov a déclaré devant le tribunal :

« Je suis un révolutionnaire prolétarien. Il n'y a pas d'autre espèce de révolutionnaires. Je suis membre du Comité central du Parti communiste bulgare et du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Je suis par conséquent l'un des chefs du mouvement communiste et, en cette qualité, je suis prêt à assurer en tout temps la pleine responsabilité pour toutes décisions, pour tous documents, pour tous actes de mon Parti Communiste bulgare et de l'Internationale communiste.

« Mais c'est précisément la raison pour laquelle je ne suis pas un aventurier terroriste. Je suis un partisan enthousiaste de la révolution prolétarienne, parce que je vois en elle la seule issue à la situation actuelle. »

Vois-tu, Serret, de telles déclarations et de telles positions de la part des responsables de l'Internationale Communiste sont, pour nous, des références de moralité et de courage révolutionnaires. Au point de vue réalisations, Serret, quoi que tu en dises et quoi que tu en penses, la liaison étroite entre le Parti Communiste et les syndicats soviétiques, leur travail constant en commun ont permis l'édification du socialisme en U.R.S.S. Ce sont là, pour nous, des références de premier ordre.

Pour étayer une conception politique, pour justifier l'excellence de nos moyens de lutte, nous, nous apportons quelque chose. Vous, vous n'apportez absolument rien, en dehors de vos affirmations gratuites que vous ne pouvez étayer d'aucun argument sérieux.

Notre camarade Doucet disait : « Il faut discuter avec vous ». Oui, nous respectons, nous, la démocratie ouvrière. Nous ne voulons pas vous jeter hors de la C.G.T.U. Mais, après vous avoir écoutés, après avoir discuté avec vous, il faudra vous décider à en finir avec le sabotage de la C.G.T.U., si vous voulez y rester. En effet, si vous continuez, comme par le passé, à ne pas respecter nos décisions de Congrès, à empêcher les militants confédéraux de parler dans vos congrès fédéraux, si vous ne vous reconnaissez aucune attache avec nous, dans ces conditions ce n'est pas nous qui vous jetterons à la porte, c'est vous qui partirez de votre gré et qui, avec vos parrains en minorité, irez retrouver le réformisme et la social-démocratie au sein de la vieille C.G.T. (*Vifs applaudissements.*)

INTERVENTION DE BOURNETON

BOURNETON (I^{er} U. R.). — Camarades, au nom du syndicat des Cheminots de Lille, que je représente, et aussi de la direction de l'Union Régionale des Syndicats du Nord et du Pas-de-Calais, je veux apporter notre contribution aux travaux du Congrès sur la base du rapport d'activité présenté par Racamond.

Le grand fait sur lequel chacun des syndiqués et des militants de notre C.G.T.U. doit être informé avec précision, c'est la caractéristique

de l'aggravation de la crise dans notre pays, en raison des répercussions sérieuses qu'elle a sur les masses et, partant, leur mécontentement.

Les difficultés qu'on rencontre dans ce pays s'expriment dans la région du Nord d'une façon particulièrement précise. En effet, la région du Nord et du Pas-de-Calais représente, du point de vue de la production économique de tout le pays, environ les deux tiers de cette production. Il est évident que, dans cette partie particulièrement concentrée et importante de la France, nous trouvons la caractéristique de l'aggravation de la crise économique.

Ici, je voudrais vous donner quelques chiffres pour vous montrer à quel degré cette crise atteint. Par exemple, pour la production de l'acier Martin, en trois ans, de 1929 à 1932, la production a baissé de 290.000 tonnes.

Dans les mines, pendant la même période, l'extraction du charbon a baissé de 5 millions de tonnes et le trafic du port de Dunkerque, qui fait actuellement l'objet des préoccupations de la classe ouvrière et aussi du patronat, a diminué de 7.386.000 tonnes en trois ans, alors qu'il était de 11.500.000 tonnes en 1929.

Pour le textile de Lille, nous n'avons pas de précisions, en raison de l'absence presque totale de statistiques, mais nous mesurons l'importance de la crise au nombre considérable d'ouvriers qui ont été rejetés hors de la production. Dans le secteur de Roubaix, on a renvoyé, en trois ans, 45.000 ouvriers.

Dans les Métaux, à Dunkerque, si l'on a rejeté 2.400 métallurgistes, à Lille, dans la métallurgie également, 5.000 travailleurs ont été renvoyés.

Dans les mines, en cinq ans, on a renvoyé 40.000 mineurs.

Il est évident que, dans de telles conditions, nous trouvons les caractéristiques du mécontentement. Certes, il y a eu, dans la dernière période, une certaine amélioration dans la production, mais le rapport d'activité indique fort justement que cette reprise momentanée et partielle ne saurait être considérée comme un redressement dans la crise économique. Ce qui le démontre, c'est que pour les industries importantes de notre région, il n'y a pas de modification. Pour la région de Lille, pour toutes les industries, le chômage partiel atteint, actuellement, 50 % de la classe ouvrière. Dans le textile, on continue à trouver la même proportion de chômeurs. Chez les mineurs, on continue à chômer un et deux jours par semaine. Chez les dockers, le nombre des ouvriers travaillant est inférieur de 40 %, d'une façon générale, à la normale.

D'ailleurs, la bourgeoisie de notre région ne s'y trompe pas et c'est ainsi qu'elle écrit, dans l'organe capitaliste, *le Nord Industriel* :

« Si l'industrie et le commerce ont incontestablement repris de l'activité, les causes de cette renaissance ne sont en grande partie que le résultat de manœuvres et conservent par là un caractère artificiel. »

Les compagnies de mines écrivent également que « la situation de nos charbonnages est telle qu'elle se trouve, maintenant, arrêtée aussi bien dans l'écoulement des charbons domestiques que dans celui des charbons industriels ».

Dans ces conditions d'aggravation de la crise, nous assistons à une explosion de mécontentement des masses et il faut reconnaître que, tout en tenant compte des difficultés sérieuses que nous rencontrons, si la classe ouvrière n'exprime pas encore comme elle le sent le mécon-

tement qui l'anime, c'est parce qu'en tant qu'organisation syndicale unitaire nous ne pouvons pas toujours remplir les conditions de direction et d'organisation de la lutte.

Malgré cela, nous assistons à cette explosion de mécontentement, il s'exprime dans toutes les industries, dans toutes les régions de l'activité économique, il s'exprime dans les chemins de fer, dans l'industrie des produits chimiques, dans la métallurgie, dans le textile, dans les ports, chez les bateliers, partout. Partout, nous constatons des mouvements qui ne sont pas encore très importants. C'est le cas de la batellerie, sur lequel je reviendrai en quelques mots. Mais ces mouvements signifient l'existence d'un courant croissant de mécontentement qui doit nous guider dans notre travail de rassemblement des masses ouvrières et d'organisation de la lutte.

Voici un petit syndicat de produits chimiques qui écrit à l'Union Régionale, presque timidement : « Notre petit syndicat de la céramique de Beugin vient d'obtenir un petit succès... ». Ce petit succès, c'est le fait que les camarades ont débrayé à 80 % et imposé la réintégration de huit ouvriers et obtenu une augmentation de salaires.

Voilà des camarades qui jugent insuffisant leur succès, mais montrent qu'il y a une explosion de mécontentement.

Les cheminots de Lens, à l'occasion du Premier Août, se réunissent, manifestent devant leurs chefs de service et obtiennent l'application de leurs revendications qu'ils n'avaient jamais pu obtenir au cours de leurs délégations.

Dans le textile, par exemple, à Armentières, après la grande grève de 16 semaines, ce sont des mouvements d'entreprise qui éclatent et s'organisent d'eux-mêmes sous la direction d'ouvriers unitaires, confédérés et inorganisés, en tenant compte des appréciations de la C.G.T.U. sur la direction indépendante des luttes ouvrières, et qui obligent le patronat à reculer.

Il y a, dans cette salle, un camarade qui est arrivé ce matin et qui vous expliquera dans le détail comment, dans les usines textiles de la région de Haubourdin, les 120 ouvriers ont débrayé une première fois, puis une seconde fois, quand ils se sont aperçus que le patronat avait tenté de les brimer, et comment ils ont arraché totalement leurs revendications et fait 105 adhésions au syndicat, sur 120 ouvriers.

A Roubaix, chez Richardson, il y a une lutte qui s'est engagée contre les heures supplémentaires et c'est la méthode préconisée par la C.G.T.U. qui est appliquée et le patronat est battu.

Nous avons la participation des chômeurs, dans la lutte avec les ouvriers, dans les entreprises comme chez Pengris, à Lille, où les chômeurs, avec des milliers de syndiqués unitaires, ont coopéré et ont envahi la boîte, en obligeant le patronat à recevoir la délégation du syndicat unitaire et à supprimer totalement les heures supplémentaires.

Tous ces mouvements, toutes ces manifestations indiquent que les objectifs fixés dans le rapport d'activité de la C.G.T.U. doivent être considérés comme extrêmement sérieux et que c'est avec eux que nous devons nous orienter pour le rassemblement des luttes ouvrières.

Une des grandes manifestations de l'état de mécontentement des ouvriers à travers ce pays est la réalisation du front unique dans de multiples cas. En ce qui concerne la région du Nord, on l'a dit dans le rapport d'activité, nous n'enregistrons pas des exemples de front unique tels qu'ils s'expriment à travers tout le pays, bien qu'au point de vue concentration industrielle nous ayons ici une région extrême-

ment importante. Je veux ici marquer que si nous n'avons pas de grands succès du point de vue de la réalisation de lutte et d'action, c'est parce que nous avons en face de nous une social-démocratie et une C.G.T. réformatrice extrêmement puissantes ; ceci apporte la confirmation de la question que posait Racamond en terminant son rapport lorsqu'il disait : Que serait-il advenu si dans les luttes ouvrières de toutes ces grandes villes nous n'avions pas eu en France une C.G.T. réformatrice et la social-démocratie ? Dans le Nord la social-démocratie constitue le barrage le plus dangereux contre les ouvriers en lutte pour l'obtention de leurs revendications ; une social-démocratie qui possède pour le Nord et le Pas-de-Calais environ 100.000 syndiqués, qui possède de dix à quinze journaux, dont un au moins, quotidien et extrêmement répandu, qui possède au moins cent cinquante municipalités avec des bourses du travail rigoureusement réservées aux réformatrices, pour lesquelles, comme c'est le cas à Lille, la municipalité accorde jusqu'à 100.000 francs de subventions tandis qu'on nous limite à 12.000 francs, dans des conditions extrêmement difficiles.

Nous avons dans le mouvement réformatrice tous les anciens cadres, tous ces militants qui ont été révolutionnaires dans le passé, qui se sont formés dans les batailles ouvrières, au milieu des ouvriers de la métallurgie, de la mine, du textile ; qui ont gagné la confiance des ouvriers et qui maintenant bénéficient encore de cette grande confiance qu'ils ont su gagner dans le passé. Nous avons des organisations syndicales qui, par cela même, sont très disciplinées. Les ouvriers, maintenant encore, dans une grande proportion, quand ils ont à lutter contre le patronat et parlent du syndicat en tant qu'organisation susceptible de les défendre, sous-entendent le syndicat confédéré, que cela s'appelle La Paix ou L'Avenir. Cela s'entend par son nom, par son siège : c'est la seule organisation de défense des ouvriers. En raison de tout cela nous avons ici de grandes difficultés pour la réalisation du front unique. Et puis, il ne faut pas l'oublier, nous avons une social-démocratie qui joue un rôle dans le Nord et qui représente un parti d'ordre national. Les divergences de méthodes qui existent dans la social-démocratie ne s'expriment pas dans la région du Nord. Les dirigeants qui ont été à droite ont modifié progressivement leur attitude et maintenant se placent à gauche pour bloquer tous leurs efforts contre notre travail de rassemblement des masses ouvrières. Et cette social-démocratie crée ici des difficultés considérables au développement de notre mouvement.

Voici comment la social-démocratie agit adroitement pour empêcher les ouvriers de voir clair. Je veux prendre deux exemples dans deux grandes industries dominantes : chez les mineurs et dans le textile. Dans le textile le chef politique qui a une grande influence, qui joue un rôle important dans la lutte, est Lebas, député-maire de Roubaix. Lebas épouse ouvertement la politique de la bourgeoisie, de la bourgeoisie textile qui, en raison de ce qu'elle produit pour l'exportation, est partisan du libre-échange, de la suppression au maximum des barrières douanières afin de permettre l'écoulement de ses produits dans les autres pays. Alors, Lebas, qui épouse la politique de la bourgeoisie, est pour le libre-échangisme. Il est contre les contingentements, contre les tarifs douaniers. Il exprime, du point de vue de la main-d'œuvre belge, le courant nationaliste, posant à l'égard de celle-ci la question du renvoi en Belgique afin de donner du travail à la main-d'œuvre française.

Chez les mineurs, au contraire, où la production charbonnière subit la concurrence des charbons étrangers, où les compagnies minières sont contre l'importation des charbons, pour le contingentement des charbons, pour l'Office national des charbons, les chefs réformistes et la social-démocratie sont pour l'Office du charbon, pour le contingentement, avec la fermeture aux autres produits étrangers.

Au point de vue de la main-d'œuvre polonaise particulièrement importante dans cette région du Nord, ils ne veulent pas l'expédier, mais la garder, parce que cela correspond aux intérêts de la bourgeoisie.

Ainsi, dans le textile et dans les mines, le rôle de la social-démocratie correspond très exactement au rôle du patronat et de la bourgeoisie, et cela n'est pas, naturellement, pour faciliter notre tâche pour la conquête des masses ouvrières. Malgré tout — et nous avons ici la voie juste qu'il nous convient de suivre — nous avons remporté quelques succès dans l'unité d'action chez les mineurs. Chez les mineurs, après la lutte des 3, 4 et 5 avril, nous avons réussi à constituer cinq comités d'action, et il faut voir avec quelle haine farouche la social-démocratie et les chefs réformistes mènent la lutte contre nos comités d'action. Tous les arguments sont bons, toutes les calomnies sont bonnes pour détruire les comités d'action. On ne se contente pas d'exclure Jacquin et les militants confédérés qui acceptent la réalisation de l'unité d'action avec nous, mais ils mènent contre l'organisation une campagne sans arrêt dans leur presse hebdomadaire. Ils essaient de briser par tous les moyens les résultats obtenus.

En tout cas, cela montre que, sur la base des succès que nous avons remportés, il faut nous orienter plus fortement que jamais vers la voie des réalisations de l'unité d'action. A ceux qui doutent encore de la valeur de l'unité d'action, nous donnons comme exemple l'attitude de la situation de la social-démocratie chez les mineurs et dans les textiles.

Chez les mineurs, ils défendent leur situation par une campagne abominable. Dans le textile, où nous n'avons pas encore réussi à mordre, à obtenir des résultats sensibles, ils restent muets, hautains, face à nos propositions d'unité d'action dans la lutte contre la bourgeoisie.

Donc, leur attitude, chez les mineurs, de violence de langage, prouve que l'unité d'action sur le lieu du travail, pour la lutte revendicative contre la bourgeoisie, est la bonne voie qu'il nous faut suivre dans toutes les corporations, pour acculer la bourgeoisie dans ses attaques contre la classe ouvrière.

Deux mots maintenant sur les exemples de front unique et de combativité des ouvriers d'Armentières et de la batellerie, car chez les réformistes, et aussi chez les réformistes de la C. G. T. U., car les derniers mouvements nous ont montré que nous possédions des réformistes importants qui ne valaient pas mieux que les chefs réformistes de la C.G.T., Armentières est un bon exemple, alors que nous sommes intervenus pour briser ce bon exemple de front unique.

Je dis cela, parce que les ouvriers d'Armentières, à force de précisions apportées par nous, ont condamné cette méthode de réalisation de l'unité d'action dans la direction, en dehors du contrôle de la masse. Cela s'est traduit par la liquidation de la grève et par un compromis de trahison.

En ce qui concerne la batellerie, je veux signaler quel rôle néfaste les dirigeants réformistes des Ports et Docks et leurs collaborateurs dans notre région du Nord également, ont joué. Voici un mouvement qui a éclaté spontanément et qui a exprimé, par toute une série de

faits, le degré de mécontentement de la classe ouvrière, faits tels que les barrages, qui, dès la première grève, ont revêtu un caractère révolutionnaire. La bourgeoisie a dû mobiliser, contre ces petits patrons, tout son appareil de répression, le plus brutal, le plus cynique et le plus techniquement développé, pour essayer de briser les manifestations de mécontentement qui s'exprimaient dans les barrages.

Et au moment où la bourgeoisie se trouvait presque vaincue, parce que n'étant pas prête dans la première grève, à soutenir un tel combat, sont intervenus les dirigeants réformistes de la Fédération des Ports et Docks, et ils ont liquidé la grève en disant que c'était une victoire. Mais leur liquidation a été telle qu'à peine cette grève terminée, les bateliers se rendaient compte qu'ils avaient été trompés et dupés, non pas seulement par le ministre — ce qui est son rôle — mais par les dirigeants de la Fédération réformiste des Ports et Docks. Alors ils sont repartis en grève, et cette grève qui, dans sa première partie, s'était concentrée dans la région de Conflans, a gagné toute la région du Nord et atteignit tous les canaux, elle s'est développée considérablement, mais malgré nos efforts, malgré toutes nos tentatives, nous n'avons pas pu réussir à entraîner dans la grève le syndicat unitaire de la Batellerie. Ce syndicat a écrit dans son journal de la semaine dernière : « Vive la grève ! ». Mais non seulement il ne vote pas la grève, mais dans son article, il ne dit pas un seul mot sur la grève générale.

Son représentant, le secrétaire du syndicat Blanckaert, avait promis à l'Union Régionale, au Comité Central de grève, plusieurs fois, qu'il réunirait les bateliers de Dunkerque avec notre participation et, pendant une semaine, il manœuvre pour empêcher cette réunion et il empêche, par conséquent, en définitive, que les bateliers de Dunkerque rentrent dans la grève, malgré le désir que ceux-ci avaient de participer aux côtés de leurs camarades à la lutte contre le patronat.

Cette liquidation de la grève de la batellerie montre combien il nous faut faire attention au courant réformiste qui existe dans notre C.G.T.U. et qui se démasque mieux au moment de la lutte, comme cela s'est produit dans la batellerie.

Enfin, le dernier exemple, c'est pour montrer comment, chez les adversaires de la majorité confédérale, on conçoit la démocratie syndicale et le respect des tendances.

Voici une Fédération des Ports et Docks qui ne joue aucun rôle dans la combativité des masses ouvrières, et dont le seul rôle est de briser la lutte là où elle s'engage. Le Congrès de la Fédération des Ports et Docks, qui se réunit, par une série de combinaisons, met l'immense majorité des syndicats de la Fédération dans la minorité. J'ai ici la liste des syndicats qui ont voté au Congrès de la Fédération des Ports et Docks ; il y en a 16 dont je peux vous donner la liste, qui ont voté pour la direction de la Fédération, et qui ont de 10 à 20 cartes, cartes commandées, ce qui ne signifie pas qu'elles sont placées. Et ce sont ces 16 syndicats de 10 à 20 cartes qui donnent la majorité contre notre syndicat des Dockers de Dunkerque qui, lui, rassemble 3.625 cartes et 45.000 timbres.

Puis, il y a les dirigeants de la Fédération des Ports et Docks, dont l'attitude est profondément antirévolutionnaire, dont l'attitude ici est vraiment scandaleuse ; ils appellent cela une victoire.

Camarades, je ne sais pas comment se terminera ce conflit, mais je dis devant le Congrès que ce conflit n'est pas terminé ; que nos camarades dockers de Dunkerque ont l'intention de ne pas se laisser

rouler par des hommes qui ne jouent aucun rôle dans le mouvement de grève, si ce n'est pour briser la grève : il y a là un fait important que les dockers de Dunkerque m'ont demandé de déposer devant le Congrès.

Camarades, j'en ai terminé et je veux seulement attirer l'attention du Congrès sur un problème d'ordre international qui, malgré tout, a certaines répercussions dans notre mouvement. Le gros argument des adversaires de la majorité confédérale, des trotskystes, au sujet de l'arrivée de Hitler au pouvoir, c'est que les organisations révolutionnaires en Allemagne n'ont pas eu de perspective juste quant à la montée du fascisme et quant à la lutte à mener pour l'empêcher d'arriver au pouvoir.

Or, j'ai ici le passage d'une brochure écrite par Trotsky sur les perspectives de la montée du fascisme en Allemagne, et le rôle de la social-démocratie allemande. Quand on relit ce passage, on est convaincu de la valeur d'agression trotskyste, en ce qui concerne les perspectives de l'organisation révolutionnaire d'Allemagne. Voilà ce qu'il écrit dans cette brochure :

« Lorsqu'il y a trois ans, nous disions que selon toute probabilité, le point de départ de la future crise politique en Autriche et en Allemagne sera constitué par l'antagonisme irréconciliable entre la social-démocratie et le fascisme, lorsque sur cette base nous réfutions la théorie du social-fascisme, théorie qui non seulement ne mettait pas à nu le conflit en marche, mais le cachait au contraire, lorsque nous attirions l'attention sur le fait qu'il était possible que la social-démocratie, y compris une partie importante de son appareil, se trouve entraînée par tout le cours des événements dans la lutte contre le fascisme... de très nombreux communistes nous accusaient d'idéaliser la social-démocratie ».

Camarades, cette citation montre les perspectives qu'avaient Trotsky et les trotskystes, du point de vue et du rôle de la social-démocratie dans la lutte contre la montée du fascisme. Je pense qu'il faut noter cette chose pour montrer à tous nos camarades la clarté de ce point de vue : cela prouve que le Parti Communiste allemand et que l'I. C. ont eu du point de vue du rôle de la social-démocratie dans la montée du fascisme une appréciation juste et que tous les autres se sont démasqués comme ayant vu insuffisamment juste. Ils se sont lourdement trompés du point de vue du rôle de la social-démocratie et que, par l'influence qu'ils avaient sur la destinée du prolétariat allemand, ils sont arrivés à masquer la montée du fascisme. (*Vifs applaudissements.*)

La séance est levée à 13 heures.

DEUXIÈME JOURNÉE

Séance du 24 Septembre (après-midi)

La séance est ouverte à 14 h. 30.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Michel, des Cuir et Peaux.

INTERVENTION DE MICHEL

MICHEL (Cuir et Peaux). — Camarades, la corporation des cuir et peaux est une de celles qui ont eu à supporter le plus durement les conséquences de la crise économique. Au cours de 1930 il y a eu une certaine activité dans la production, ce qui a amené par suite un ralentissement, ralentissement dont les conséquences ont pesé lourdement sur les épaules des ouvriers. L'industrie des cuir et peaux est une de celles qui, au cours de ces dernières années, ont vu le développement de luttes ouvrières. Certes, des mouvements importants se sont produits dans différentes corporations du fait de la crise économique. Mais je dois rappeler la grève des « similis », des ateliers Pinsard, à Marseille, la grève générale de Pont-de-l'Arche et, enfin, la grève que j'entends examiner devant vous : celle des 8.000 ouvriers de Fougères.

A Fougères, les salaires des ouvriers étaient régis par un contrat collectif de six années. La dénonciation des patrons ou des ouvriers pouvait se faire en octobre 1931. L'expiration du contrat arrivait en avril 1932. Je veux examiner cette grève parce qu'il s'est produit au cours de cette grève, et avant, toute une série d'événements qui se retrouvent dans beaucoup d'autres occasions; nous pensons que cet examen a une importance par le nombre des ouvriers qui y ont été mêlés. A Fougères, il y avait un syndicat confédéré comprenant de 2.000 à 2.500 organisés; le secrétaire du syndicat confédéré était troisième adjoint au maire radical de la ville; il y avait une coopérative de production entre les ouvriers réformistes. Les forces de notre syndicat unitaire étaient de 80 syndiqués environ; il y avait de plus un syndicat chrétien groupant une centaine d'adhérents. Nous avions, à la Fédération Unitaire des Cuir et Peaux, quelque temps avant la date attendue par les patrons pour dénoncer le contrat dans le but de réduire les salaires, envisagé les difficultés que cela amènerait.

Mais nous n'entendons pas laisser retomber toutes les faiblesses, quant à la direction de la grève et son déclenchement, sur nos seuls camarades de Fougères. A la Fédération nous avons reconnu toutes les faiblesses que nous avons pu avoir. Nous avons prévu cet événement, une délégation fédérale avait examiné avec les camarades de Fougères l'élaboration d'un plan de travail qui devait mettre le syndicat dans une position favorable au moment où les patrons entendraient entamer la lutte. Le plan de campagne fut ébauché. Les difficultés ven-

contrées, les faiblesses de notre Fédération ne nous ont pas permis de suivre l'action de Fougères. Rien de pratique n'a été fait. Rien n'a été appliqué de ce programme élaboré. La direction de la grève fut constamment entre les mains des confédérés. Jamais notre syndicat n'a pu prendre part à la direction du mouvement. Jamais notre syndicat n'a réussi à augmenter de façon sensible le taux d'influence qu'il avait sur les ouvriers de Fougères. Pour en connaître les raisons il faut examiner l'activité de notre syndicat avant la grève, et cela s'applique je crois à beaucoup de nos syndicats. On croit généralement qu'il n'y a d'activité énergique à développer que dans le cas d'une attaque grave du patronat contre les conditions de travail des ouvriers.

La position du syndicat confédéré ? Elle n'a pas été autre, au moment où l'on envisageait la grève de Fougères, que celle des dirigeants confédérés lorsqu'ils sentent qu'une lutte va s'engager.

La position du syndicat confédéré dans la grève n'est pas une position accidentelle, c'est une position conséquente avec la position des syndicats confédérés des cuirs et peaux. Lorsqu'on travaille avec les patrons pour l'obtention du contingentement des chaussures étrangères, lorsqu'on mène campagne avec les patrons pour que les ouvriers mettent à leurs pieds des chaussures françaises, lorsqu'on va au Conseil National Economique voter des résolutions avec les patrons et les représentants du gouvernement préconisant la rationalisation des entreprises pour l'abaissement des prix de revient, on ne peut plus, lorsque les patrons attaquent les salaires, avoir une position de défense des ouvriers.

La position du syndicat confédéré de Fougères est conséquente avec celle de la C.G.T. Il a tout fait pour empêcher le déclenchement de la grève de Fougères : les réunions publiques en plein air. Dans une de ces réunions les dirigeants du syndicat confédéré ont bien démontré leur attitude en disant : vous voulez la grève, ce n'est pas le moment. Malgré cela, les ouvriers ont lutté pendant sept mois.

La position de notre syndicat unitaire dans la grève ? Il faut dire que si les ouvriers de Fougères ont poussé leurs chefs syndicaux à la grève, notre syndicat unitaire a pris une bonne part dans ce mouvement. Malheureusement, ici encore, notre syndicat de Fougères s'est borné à mener une agitation, distribution de tracts, journaux, interventions dans les réunions. On ne s'est pas préoccupé, il faut le dire, du travail d'organisation qui aurait dû être fait parallèlement dans les entreprises, partout où cela était possible. Il faut signaler encore qu'avant le déclenchement de la grève, à Fougères, il y avait une position mauvaise de la part de la presque totalité des syndiqués adhérents à notre syndicat unitaire. Un sectarisme outrancier régnait. C'était la guerre entre les ouvriers unitaires et les ouvriers confédérés. L'antagonisme était si grand entre confédérés et unitaires qu'il n'y avait rien à faire, on en était venu presque à se battre entre ouvriers ! Différentes délégations de la C.G.T.U. et de notre direction confédérale ont eu lieu. Un de nos camarades a pu même rapporter les propos d'un unitaire disant : Les ouvriers confédérés sont des hypocrites, quand ils sont chez nous ils sont de notre avis, quand ils sont dans leurs réunions ils ne le sont plus.

Lorsqu'on adopte une telle attitude il est évident qu'on rencontre, quand une grève se déclenche, des difficultés pour dire aux confédérés : Faisons le front unique, entendons-nous pour arriver à battre le patronat. Il y avait également — et cela ne s'est pas produit seule-

ment dans le syndicat de Fougères — une sous-estimation complète de la combativité de l'ouvrier. Bien souvent dans nos réunions les camarades évoquent l'union, la lutte, on accepte tout, on reconnaît que le développement de la crise économique se poursuivra, on reconnaît que la situation s'aggravera; on accepte cela sans réfléchir plus avant ni essayer de comprendre les causes et les conséquences de cette aggravation. On n'essaie pas de se faire une conviction. On vote des résolutions affirmant cette aggravation qui doit entraîner un mécontentement plus grand, et cela sans conviction.

Mais lorsqu'il y a préparation d'une bataille, lorsque les patrons entendent attaquer les ouvriers, on pense qu'il n'y aura pas possibilité de mener les ouvriers à la lutte. Les camarades de Fougères avaient cette pensée. Ils disaient : Les confédérés sont contre la grève et ils n'iront jamais jusqu'à pousser leurs dirigeants à la lutte. Lorsqu'on a une telle opinion, alors que les ouvriers ont mené la lutte pendant sept mois, on se trompe. Nous ne devons pas dire : Il n'est pas possible de faire une préparation de lutte puisque celle-ci n'aura pas lieu. Lorsque notre mouvement s'est déclenché notre syndicat a fait des propositions de front unique aux confédérés.

Lorsqu'à quelques jours de la grève, les camarades du syndicat unitaire de Fougères, sur les suggestions de notre Fédération, ont pensé qu'il fallait changer de position et qu'il fallait faire des propositions d'unité d'action au syndicat confédéré, on a envoyé une lettre. Lorsqu'on discutera du front unique et de l'unité syndicale, nous avons l'intention d'intervenir à nouveau sur ce problème. On a envoyé une lettre, mais auparavant, le travail n'avait pas été fait. On ne peut pas concevoir qu'après une telle attitude de nos camarades, alors qu'un travail de rapprochement n'a pas été fait, qu'il suffit de l'envoi d'une lettre au syndicat confédéré pour que la réalisation du front unique se fasse, et qu'on puisse aller unis à la bataille.

Pendant la grève, les confédérés avaient pris la direction de ce mouvement, car, sentant que les ouvriers voulaient lutter, ils n'avaient pas été assez bêtes pour ne pas prendre la direction avec l'influence qu'ils avaient là-bas; aujourd'hui, à Fougères, comme partout ailleurs, ils essaient de torpiller le mouvement des ouvriers de Fougères, notamment. Dès le début, ils ont laissé la possibilité à quinze patrons de travailler et de briser le mouvement des ouvriers engagés dans la lutte. Pendant tout le mouvement, ils ont agi ainsi, alors qu'il y avait une tradition de lutte très marquée. Au cours des grèves qui ont eu lieu en 1906 et en 1914, les ouvriers avaient lutté avec énergie. Chaque fois les dirigeants confédérés ont freiné l'ardeur des ouvriers en leur disant : « Vous n'avez qu'à nous suivre. Notre seule présence derrière eux contribuera à leur faire cesser le travail ».

Ils ont eu une autre attitude dans notre grève. Lorsque les ouvriers, dépassant les dirigeants confédérés, ont voulu agir d'une façon beaucoup plus énergique, on a assisté à toute une série de manœuvres gauchistes des dirigeants du syndicat confédéré de Fougères. Ils ont pris la direction de toutes les manifestations. Le secrétaire du syndicat prenait la tête de tous les mouvements. Il suscitait la formation de délégations dans les centres environnants où des patrons avaient transporté du matériel, pour essayer de travailler.

Devant cette attitude du syndicat confédéré au moment de la lutte, notre syndicat unitaire n'a pas agi assez fermement. On s'est contenté — et on se contente encore de le faire assez souvent — de critiquer éner-

giquement les dirigeants du syndicat confédéré. Mais, lorsqu'on veut passer au travail pratique, on constate que notre syndicat n'a rien fait et nous-mêmes, dans notre Fédération, pendant une certaine période, nous nous sommes contentés de faire des interventions dans les réunions sans essayer d'entraîner directement nos camarades à la bagarre. Nous n'avons pas, dans notre syndicat de Fougères, cette idée qu'il nous est possible de travailler par nous-mêmes. Les camarades, au moment de la grève, pensaient qu'il leur fallait des camarades de la C.E. ou du Bureau confédéral. Ils ont fait de multiples interventions auprès des camarades du Bureau confédéral et de notre Fédération. Mais nous leur avons démontré qu'on ne devait pas attendre que les confédérés eux-mêmes passent à l'action. Si nous voulons ramener à nous les ouvriers confédérés et inorganisés, nous devons essayer d'agir selon nos seules possibilités.

La grève de Fougères a été un mouvement très important. Tous les camarades présents s'y sont intéressés. Mais elle a été trahie par les chefs confédérés. Les ouvriers sont rentrés dans les entreprises avec une diminution importante de salaires. On a introduit également dans le contrat une clause qui, jamais à Fougères, n'avait été mise en application : celle du licenciement des ouvriers. Lorsque, pour une cause quelconque, le travail diminue ou lorsqu'il y a des difficultés dans une entreprise, le patron a maintenant la possibilité de mettre les ouvriers à la porte.

Toutes les répercussions de cette grève se sont fait sentir sur les syndicats confédérés, unitaires et chrétiens. Malgré l'attitude du syndicat confédéré, ou plutôt à cause de son attitude, durant une assez longue période de la grève, il a réussi à garder une grosse influence sur les ouvriers de Fougères. Malgré cela, les ouvriers plus clairvoyants se sont rendu compte qu'ils avaient été trahis pendant le mouvement. Une perte des effectifs assez sensible s'est fait sentir dans le syndicat confédéré.

D'autre part, dans une couche quelque peu importante d'ouvriers de Fougères, on a dû constater une démoralisation. Dans leur esprit, la seule organisation où il était possible de lutter contre le patronat et d'obtenir des revendications était le syndicat confédéré. Du fait de leur échec, nous aurions pu gagner des effectifs, mais notre syndicat unitaire n'a pas réussi à leur démontrer qu'il fallait venir à lui. Nous aurions eu ainsi la possibilité de les gagner à notre mouvement. Il y a une démoralisation assez marquée dans une certaine couche d'ouvriers. Cet esprit se retrouve dans d'autres centres industriels. Je dis cela parce que bien souvent, lorsque les camarades sont en désaccord avec nous, ils viennent d're : « Dans votre Fédération, dans votre C.G.T.U. il n'y a plus personne, alors que dans la C. G. T. les effectifs augmentent toujours ».

C'est faux. Je tiens à souligner que dans la Fédération des Cuir et Peaux, malgré tout le bluff des confédérés et à Annonay, où un syndicat très fort était existant, il n'y a plus personne. Les ouvriers sont sans organisation. Une organisation unitaire est constituée et commence un travail de recrutement et d'agitation. A Grenoble, où il y avait un syndicat confédéré très puissant, il n'y a plus rien. Après les différentes trahisons et l'attitude néfaste des dirigeants confédérés durant les grèves, les ouvriers ont déserté les syndicats confédérés ; la conséquence en a été un renforcement des effectifs du syndicat unitaire :

180 membres à la fin de la grève. Le syndicat chrétien s'est renforcé dans des proportions très grandes. Alors qu'il ne comptait que cent membres au début de la grève, il finissait le mouvement avec mille adhérents. Il ne s'est pas montré tel qu'il était ouvertement durant la grève ; mais par toute une série de manœuvres souterraines et en particulier celle qui consistait à donner des allocations aux grévistes — et seulement aux grévistes adhérents au syndicat chrétien — il a réussi à augmenter ses effectifs.

Quant au syndicat unitaire, il n'a pas fait grand'chose. Mais le syndicat confédéré n'a rien fait du tout. C'est cela qui a permis au syndicat chrétien de renforcer très sensiblement le nombre de ses adhérents.

Quelle leçon doit-on tirer d'un tel mouvement ? On doit tout d'abord marquer, comme je l'ai fait, lorsqu'on émet certains votes, qu'on va au-devant d'une aggravation de la crise économique et qu'on a par conséquent comme perspective une aggravation du mécontentement des ouvriers. Ou alors, on vote en ce sens et on le pense, ou alors il faut que les camarades disent qu'ils ne le pensent pas, qu'ils ne le votent pas. Mais il ne faut pas qu'on se trouve à la veille d'un mouvement important devant la carence ou la passivité de certains camarades. C'est une leçon très importante.

En ce qui concerne le travail dans l'entreprise, dans une localité comme Fougères où le syndicat confédéré est très puissant, où le syndicat chrétien ne l'est pas moins, où pouvons-nous rassembler les ouvriers avec le petit nombre de camarades dont nous disposons pour les organiser ? Nous le pouvons seulement dans les entreprises par l'activité déployée par nos camarades syndiqués. A Fougères nous avons réussi à discuter assez largement avec les camarades. Nous avons cru réussir à leur faire comprendre la nécessité de la création de sections syndicales. Mais nous rencontrons une passivité coupable qui ne s'expliquerait pas s'il n'y avait pas de la part de nos camarades un manque de conviction à l'égard de nos perspectives.

Un effort de rapprochement très grand doit être fait auprès des syndiqués confédérés et chrétiens de cette localité. Cela vaut également pour d'autres localités comme la région parisienne par exemple. Dans cette région, en ce qui concerne notre industrie, les confédérés sont extrêmement faibles, mais la masse des ouvriers est inorganisée. Ce rapprochement doit en particulier se faire auprès des inorganisés.

Il y a une autre question encore qui, jusqu'à ce jour, a été quelque peu délaissée dans notre Fédération, sur laquelle l'ensemble du mouvement n'a pas porté une attention suffisante : c'est celle de l'organisation de l'opposition dans les syndicats chrétiens, autonomes et confédérés. Les syndicats adverses aux nôtres ont la possibilité d'organiser des oppositions. Ma position personnelle, durant une certaine période, était la suivante : si un camarade manifestait une opposition quelconque avec mon syndicat, je pensais que nous devions l'intégrer dans le syndicat unitaire. Je reconnais maintenant que c'est faux ; car si nous avons un tel point de vue c'est parce que nous voulons que ceux qui sont en désaccord avec leur syndicat le soient sur toute la ligne et qu'ils acceptent toute la position de la C.G.T.U.

Nous reconnaissons — et maintenant, je le reconnais moi-même — qu'il n'est pas nécessaire que les ouvriers confédérés ou autres acceptent intégralement la position de la C.G.T.U. pour que cette opposition

puisse se faire dans les syndicats. Mais, malgré cette différence, il est possible d'opérer le rassemblement des ouvriers et d'organiser un travail fécond pour l'organisation du front unique avec les confédérés, les autonomes, les unitaires, etc... (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE VAN VAER

VAN VAER (du Syndicat du Textile de Roubaix). — Camarades, je voudrais très brièvement me pencher un peu sur le travail dans les usines, qui est mentionné dans le rapport d'activité du Bureau confédéral. Je veux vous expliquer comment l'industrie locale de Roubaix a essayé de s'approcher des usines d'une façon un peu différente de celle qui avait été pratiquée jusqu'à présent. Nous pouvons dire que, dans notre méthode passée, nous n'avons pas réussi (et je dois le dire pour presque aucune usine de la région) à constituer des sections syndicales d'usine. Nous avons pensé que notre tactique pourrait peut-être amener un résultat meilleur que celle qui a été employée par le passé. Nous avons essayé de convoquer des ouvriers par corporation pour tenter, au moyen de ce rassemblement, de faire fonctionner dans notre syndicat des conseils techniques qui auraient à tâche de dresser les cahiers de revendications par corporation.

Camarades, peut-être n'était-ce pas la méthode tout à fait juste, mais je veux ici vous donner un exemple, comme preuve à l'appui, qui montre que l'on peut de cette façon obtenir des résultats. Je prendrai ma corporation qui est celle du triage des liasses de laine. Nous avons, dans le passé, dans cette corporation, une conception tout à fait corporative. Nous avons mené avant la guerre des luttes pour une revendication qu'on appelle là-bas le « roulement », c'est-à-dire le partage du travail en période de chômage. Nous avons essayé d'abord de faire comprendre aux ouvriers qu'il ne pouvait aucunement être question en ce moment du partage de la misère. Et nous avons remarqué tout de suite que les ouvriers, enracinés dans cette idée corporative d'avant-guerre, s'éloignaient si l'on persistait dans cette thèse.

Des cas se sont produits dans mon usine, chez Holdein, où le mouvement avait été saboté par la direction : l'ensemble des ouvriers de l'usine avait à ce moment les yeux fixés sur les camarades unitaires de l'usine qui n'entreprenaient aucun travail.

J'ai posé la question localement ; j'ai posé auparavant à la Fédération la question de pareille façon, et ensuite, par un accord, j'ai tout de même rassemblé les ouvriers et défendu le point de vue du roulement.

Nous avons écrit, après réunion des ouvriers de l'usine, une lettre à la direction, demandant à cette direction d'appliquer intégralement le roulement. Après ces pourparlers, la direction a cédé sur ce point et nous avons obtenu satisfaction pour que le roulement, c'est-à-dire le partage du travail, se fasse d'une façon juste.

Camarades, nous avons pu voir après ce petit succès que la sympathie a de nouveau augmenté pour nous dans l'usine.

Quant aux résultats, nous pouvons dire qu'ils se sont traduits par une influence accrue de notre organisation. Mais, camarades, quand nous avons défendu ce point de vue, est-ce à dire que nous nous sommes bornés à le défendre pour toutes les corporations ? Nous n'avons pas

pensé qu'il fût juste, mais, pour ce qui concerne le triage, nous ne pouvons pas nous éloigner de ce point de vue-là. Je pense qu'il serait dangereux de faire autrement. Nous pouvons dire que, dans le syndicat textile de Roubaix, nous avons subi depuis un certain temps des pertes d'effectifs ; mais nous pouvons dire que nous avons stabilisé et que nous marchons, nous le pensons, vers une accélération du recrutement. Pourquoi ? Parce que tout le possible a été fait pour que notre conseil juridique marche bien, pour que les ouvriers soient renseignés.

Nous pensons aussi qu'il faudra que nous connaissions mieux les revendications des ouvriers. Il faudra que l'on s'approche de la masse de ces ouvriers, et ici je peux vous donner un exemple :

Nous avons une filature, celle de la soie, dans laquelle il n'y avait aucune organisation, dans laquelle le patronat prétendait faire travailler les ouvrières sur quatre métiers.

Après diffusion de tracts, nous avons réussi à faire une réunion de ces ouvrières non organisées ou dont quelques-unes seulement appartenaient à des syndicats confédérés. Nous avons réussi à obtenir une grève dans cette usine. Malheureusement, trois jours après, les ouvrières, sous la pression patronale, sous le racolage, sous la pression policière, sont rentrées sans obtenir satisfaction.

Un résultat a été obtenu tout de même, car sur 38 ouvrières, il y a eu 4 adhésions à notre syndicat unitaire.

Nous pouvons dire que cette grève a été obtenue (de l'aveu même des ouvriers) non grâce aux tracts, qui étaient d'ordre général, distribués par l'Union Régionale, mais grâce à un tract local, très bien adapté aux revendications des ouvrières de l'usine, ce qui prouve que, quand on sait poser des revendications justes parmi les ouvrières de l'usine qui doit entrer en ligne, nous pouvons obtenir la lutte, même s'il n'y a pas d'organisation.

Nous estimons que la C.G.T.U., dans son rapport moral, pourrait donner des directives claires, concernant la formation du questionnaire des assurances sociales, car nous pensons que cette base multiple, ajoutée à celles déjà en fonction, c'est-à-dire à nos caisses de chômage et caisses de maladie, pourrait nous permettre de nous lier davantage aux masses, car les syndicats réformistes dans le Nord, en particulier à Roubaix, sont une force qui nous empêche de rallier l'ensemble de la classe ouvrière de Roubaix, et ils ont réussi à capter une fois de plus la confiance des ouvriers.

Et, bien que ces ouvriers et ouvrières reconnaissent que notre tactique est juste, que seuls nous savons les défendre, ils se tournent quand même vers les organisations confédérées, qui ont d'abord pour elles la force de l'habitude, c'est-à-dire dont les chefs sont connus et ont mené la lutte au milieu des ouvriers.

Si la C.G.T.U. pouvait donner des directives plus claires, il serait permis de fonder ces caisses et de se lier plus étroitement aux masses.

A Roubaix, les organisations confédérées refusent tout essai de front unique avec nos organisations. Elles répondent à toutes nos demandes par un mutisme complet ; elles accueillent nos demandes d'une façon hautaine, parce qu'elles savent que nous ne sommes pas la force qui possède toujours, malgré leurs actes de trahison répétés, la confiance des ouvriers de Roubaix et des environs.

Aussi, camarades, je demande une fois pour toutes qu'il sorte de

ce Congrès des directives tout à fait claires et qu'on nous donne franchement des précisions pour savoir ce que nous avons à faire, pour savoir comment nous devons lutter, quels sont les meilleurs moyens qui nous permettront de gagner la confiance des ouvriers et de battre les réformistes sur le terrain syndical dans leur région, ce qui permettra d'atteindre à la victoire dans le Consortium. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Cartini, des Hospitaliers de Marseille. (*Vifs applaudissements.*)

INTERVENTION DE CARTINI

CARTINI (des Hospitaliers de Marseille). — Chers camarades, vos applaudissements me vont droit au cœur parce que je pense qu'à travers moi ils vont à mes camarades de Marseille.

Au moment où, dans ce congrès, sont discutées des questions de la plus haute importance concernant notre mouvement syndical d'ensemble, permettez-moi d'abord de saluer en vous toute notre grande famille prolétarienne qui, de loin ou de près, travaille pour notre affranchissement total du patronat et du capitalisme.

Et puisque je suis ici, en tant que modeste représentant de mes camarades hospitaliers de Marseille, pour faire un peu d'histoire corporative, je vous demande la permission d'établir des comparaisons pour justifier notre position respective.

Le vieux militant que je suis et qui vous parle n'a eu qu'un but dans sa vie syndicale, celui d'être toujours du côté de la vérité. Et quand j'eus l'honneur d'être désigné comme porte-drapeau des revendications des éléments des diverses catégories du personnel hospitalier en 1918, nous nous rencontrons au lendemain de la guerre dans une atmosphère syndicale pleine de fièvre et nous sentions combien il était nécessaire de réaliser.

Chez nous, les éléments syndicaux constituaient la fraction positive, par l'apport revendicatif des souffrances prolétariennes subies pendant l'affreuse tourmente, et les éléments haut gradés de l'administration, qui n'avaient eu à connaître que les avantages de la bourgeoisie, représentaient, bien entendu, l'élément nocif.

C'est ainsi que ces derniers, prétentieux à l'excès, contestaient aux premiers la revendication sacrée de leurs besoins immédiats.

Nous nous sommes élevés contre cet ostracisme et avons, par notre combativité, arraché quelques satisfactions. Mais l'assimilation intégrale aux employés, que nous réclamions, reste encore pendante.

En 1919, à un congrès de l'Union départementale des Bouches-du-Rhône, la question des syndicats d'industrie fut agitée, et l'on a su en déterminer la signification puisqu'en octobre de ladite année, notre affiliation au Syndicat général des Municipaux, votée par 750 membres hospitaliers, réunis en assemblée générale, a été agréée en présence même du représentant dudit organisme départemental.

Cette opération fut notre œuvre. Il ne restait plus à Merma, secrétaire de la Fédération confédérée des ouvriers de santé, qu'à prendre son parti de l'échec retentissant qu'il venait de subir.

Il faut vous dire aussi que le Syndicat des Municipaux, nous ayant aidés dans nos revendications, il était tout naturel que nous considérions, non pas comme une reconnaissance, mais comme un devoir de nous

pencher vers lui ; où, tout en apportant notre force relative, pouvions-nous, mieux qu'à la Fédération des Services de santé, formuler nos desiderata d'assimilation ?

Il faut croire que la ligne de conduite que nous nous étions assignée était la bonne, puisque mon remplaçant à la tête de l'organisation des hospitaliers, sur l'indication des corporants, a continué à l'adopter et à éduquer dans ce sens.

Nous voici au 21 mars de l'année 1921 et il est utile que je vous dise que je dus quitter le secrétariat de ma section, grâce aux chantages dirigés contre moi par la coalition de Rouvier, directeur-économiste de l'Hôtel-Dieu, et des quelques éminences grises de l'époque : administrateurs, conseillers municipaux, issus d'un cartel S.F.I.O. pour qui je devenais gênant. Certainement, parce que prenais au sérieux les principes syndicalistes, et que ces messieurs ne tenaient pas à ce qu'on les leur rappelât. Malgré mon éviction, j'ai continué à mener mon action de simple militant dans le rang, d'accord même avec mon remplaçant Pagni, et tout nous semblaient aller pour le mieux, quand, en 1929, lui aussi dégringola à son tour de la tête du Syndicat général des Municipaux, mais chassé par les corporants, pour avoir accepté sa nomination de commis principal au choix et pour d'autres fautes sérieuses.

Alors des velléités criminelles de séparatisme se firent jour de la part de cet intrigant qui ne pouvait digérer cette disgrâce ; il alla se mettre aux ordres de Merma, et notre section a été amenée pendant quatre ans à être l'enjeu du talent oratoire de tous les bonzes réformistes qui, dans leurs congrès, s'entendaient comme larrons en foire, afin de ne rien perdre de leurs sinécures.

Nous nous faisons pourtant un devoir d'appartenir à cette vieille C.G.T. Lafayette et de lui être fidèles ; mais non, il fallait que nous soyons les éternelles poires, sur le marché confédéral réformiste.

Enfin, la Commission des conflits eut alors à jouer son rôle. Quel a-t-il été ? Je veux en faire le procès pour préciser davantage notre position.

Nous sommes en 1932, la Commission administrative réformiste nous menace d'exclusion, et Pagni est encore le maître à la Commission du statut ; il est même directeur par intérim du Bureau du personnel, tout en étant secrétaire syndical ; en un mot sa trahison s'élargit et pèse sur nous.

Ce chouchou, agent de l'administration, nous livre pieds et poings liés aux Caisses des assurances sociales, comme un personnel sans statut. Cet acte inqualifiable lui valut d'être battu à plate couture par le personnel, le 12 décembre 1932, aux élections de ladite commission du statut, où il n'eut même pas le courage de se présenter.

Cette habile combine allait faire tomber dans la caisse d'assurance « Le Travail », sise à Marseille, rue Venture, de son cousin Bastelica et de Chauffard, secrétaire général de l'U.D., son comptable, près d'un demi-million par an, au titre du personnel hospitalier.

De ce fait, il apparaît de toute évidence que l'affairisme et l'arbitraire sont bien à l'ordre du jour dans les clans réformistes et que par tous les moyens ils veulent garder le levier de commande.

Enfin, pour mieux démontrer les acrobaties et les prétentions de tous ces traîtres, c'est que systématiquement ils soutenaient devant leur hiérarchie confédérale que notre fraction majoritaire relevait de la

squelettique Fédération des Services de santé : c'était le comble du paradoxe.

Face à toutes ces trahisons, notre Section se révolte et réagit, croyant être soutenue par notre secrétaire général Carréga. Mais nous avons dû déchanter, car, lui aussi, nous a signifié notre départ, ne voulant pas, lui-même, encourir l'exclusion de la C.G.T., alors qu'il avait déclaré à maintes reprises que jamais il ne se séparerait des hospitaliers et que si on les excluait, ce serait tous ensemble que nous partirions de la maison Lafayette.

Certes, Carréga n'a pas tenu parole, mais en somme c'est Gauthier, secrétaire de la Région fédérale des Services publics, surnommé le fossoyeur du puissant syndicat des Municipaux, qui est l'instigateur criminel de notre exclusion.

Soucieux avant tout de notre vitalité corporative et sociale, nous avons fait appel à la C.G.T.U. et notre adhésion fut décidée en assemblée générale, au mois de mai dernier, en la présence du délégué fédéral unitaire et d'autres représentants de l'Union locale unitaire, dans une manifestation pleine d'enthousiasme.

Nous sommes, maintenant, les serviteurs de la même cause et nous n'avons qu'un but : celui de travailler en vrais unitaires que nous sommes, de tous nos efforts, à la réalisation de notre idéal commun, par l'action et rien que par l'action. (*Applaudissements.*)

Ayant eu l'honneur d'être désigné, avec d'autres camarades hospitaliers, pour une délégation à Paris auprès de nos nouveaux frères de combat de l'avenue Mathurin-Moreau, je me fais un devoir de réitérer, aujourd'hui, mes impressions premières déjà parues dans nos organes de défense.

Réception sincère et éducative, nous avons constaté combien est grande la conception du syndicalisme dans son essence et combien elle est observée dans notre nouvelle famille, où l'on pense qu'il importe d'orienter efficacement la tactique d'émancipation du prolétariat vers la solution définitive, qui est l'affranchissement intégral par l'abolition du patronat. (*Nouveaux applaudissements.*)

Ici, comme en U.R.S.S., la démonstration est faite et je crois que ce prolétariat peut créer et diriger tous les rouages économiques producteurs et répartiteurs de la société.

Nos visites faites à l'hôpital modèle de Saint-Denis, à l'Avenir Social de la Villette-aux-Aulnes, à la coopérative de la Bellevilloise et à son cinéma éducateur m'ont convaincu à tel point que nous, hospitaliers de Marseille, nous ne pouvions être mieux inspirés en adhérant à cette solide organisation qu'est la C.G.T.U.

L'avenir est là, dans la vérité syndicale, et j'espère que le prolétariat, blasé par l'intrigue réformiste dirigeante, n'hésitera plus, dans un avenir prochain, à apporter son effort dans le combat quotidien que nous menons.

Camarades, j'ouvre une parenthèse. Je ne suis pas éloquent, mais il me faut dire ce qui est vrai. Donc, le 3 août dernier, notre section des hospitaliers a tenu une assemblée au nombre de 1.000 membres, à laquelle assistait, bien entendu, le camarade Paul Marcel. A la sortie de cette grandiose manifestation, le personnel, sans aucun ordre, décidait de partir dans la rue et nous sommes allés protester contre la venue du sbire Rouvier et jusqu'à son domicile, devant lequel nous avons trouvé un barrage de policiers. Le lendemain, vous savez ce qui est arrivé,

mais je vous le rappelle en deux mots : notre camarade Paul Marcel est venu à l'Hôtel-Dieu nous dire au revoir, accompagné d'une jeune fille. Il était midi. Sur la place, nous nous séparons de notre camarade et du camarade Gilles, qui nous avait suivis. A notre arrivée sur la place, quelques individus, que vous devinez, disent à notre camarade : « C'est toi, Paul Marcel ? » — « Oui ». Et la bande se rue sur lui. Il y a des coups et le résultat, c'est que Paul Marcel, Gilles et la jeune fille sont houspillés. La jeune fille dut même être internée dans une maison de santé, elle est devenue folle et, depuis, elle est morte.

Celui qui veut instaurer ce genre de mœurs, c'est Rouvier, qui vient dans les hôpitaux pour faire ses petites affaires. Il faut vous dire que Pagni est le serviteur de M. Rouvier et qu'ils sont tellement d'accord qu'à Marseille, au concours de boules, M. Rouvier a donné 200 francs. Pendant que nous nous battons, ce sont ces sbires qui nous tournent les uns contre les autres dans des luttes fratricides.

Mais je veux conclure mon exposé sur le plan revendicatif actuel, qui se résume ainsi :

Notre statut de 1919 est escamoté par des délibérations contradictoires et fantaisistes de notre commission administrative, la modification du régime des retraites est en suspens, notre assimilation au personnel municipal est toujours à réaliser, le rachat de l'auxiliarat dont beaucoup de camarades ont versé les frais est lettre morte, ce qui constitue un vol manifeste de la part de l'administration ; le reclassement des diverses catégories du personnel est toujours à l'étude.

En un mot, si nos revendications sont contestées, par contre, M. Pagni, toujours secrétaire, vient d'être nommé directeur par suite d'un concours de circonstances.

Nous constatons, une fois de plus, que notre administration trouve toujours les subsides nécessaires pour créer des sinécures pour ses plats valets, mais que, quand il s'agit du petit personnel, elle parle d'économies.

Pour l'aboutissement des desiderata précités, nous avons engagé l'action, bien soutenus par notre Fédération et par nos camarades municipaux. Tout marchait normalement avec un maximum de chance de réalisation, quand, soudain, surgit le sbire Rouvier, maintenant conseiller général, pour aggraver notre situation en attaquant nos avantages acquis. La bataille est engagée : presse servile, lâcheté des dirigeants réformistes, silence criminel des pouvoirs publics constituent la coalition décidée à nous abattre.

Nous résistons plus que jamais, unis, coude à coude, contre tous ces stipendiés, dignes émules d'un Hitler ou d'un Mussolini, car il faut, coûte que coûte, nous défendre contre un régime fasciste qui essaye de s'instaurer chez nous, il faut gagner à notre mouvement le restant des hospitaliers encore soumis à l'infâme Pagni et aux chefs réformistes qui osent prétendre ne pas connaître Rouvier, alors qu'ils sont platement prosternés à ses pieds.

C'est pourquoi nous avons tenu à participer activement aux travaux de ce Congrès, duquel nous pensons tirer des enseignements utiles pour toute notre bataille qui, nous ne l'ignorons pas, sera très dure.

Déjà les efforts faits pour la réalisation du front unique de base par les syndicats unitaires nous sont un sûr garant de notre avenir.

C'est pourquoi, après discussion, nos camarades hospitaliers de

Marseille, nouvellement venus à la C.G.T.U., ont décidé d'adopter le rapport d'activité présenté.

HÉNAFF (Bureau confédéral). — Camarades, au nom du Bureau confédéral (mais je serai certainement l'interprète des congressistes présents), nous saluons l'entrée parmi nous des camarades hospitaliers de Marseille qui, comprenant le néant de la politique de collaboration de classes de la C.G.T., rejoignent la seule organisation de lutte de classe : la C.G.T.U. (*Vifs applaudissements.*)

Vous connaissez les provocations lancées contre nos camarades hospitaliers et appliquées déjà dans une certaine mesure contre le camarade Paul Marcel et une camarade qui l'accompagnait, laquelle a succombé sous les coups de ces laquais, de ces sbires de la bourgeoisie.

Nous pensons être les interprètes du Congrès en appelant le prolétariat hospitalier, le prolétariat de la région marseillaise surtout, à se dresser de toutes ses forces contre ces mesures de provocation, à accentuer sa lutte contre la bourgeoisie, contre les chefs socialistes et les chefs réformistes qui sont à plat ventre devant ladite bourgeoisie. (*Très bien ! Très bien !*)

INTERVENTION DE POIVRET

POIVRET (P.T.T. de Nice). — Camarades, je serai aussi bref que possible pour que les militants de la base aient un peu de temps pour intervenir dans l'importante question de l'organisation.

Le Syndicat des P.T.T. des Alpes-Maritimes a examiné sérieusement le rapport d'activité et nous devons déclarer que, dans l'ensemble, nous sommes en complet accord avec lui, ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons aucune critique à formuler.

Lorsque nous disons « critique », cela ne veut pas dire que nous critiquons en nous cachant, mais que nous nous critiquons aussi nous-mêmes. En effet, nous sommes partie intégrante de notre belle C.G.T.U. et nous sommes heureux de constater l'orientation de celle-ci, qui ne propose plus de rentrer à quelque condition que ce soit dans la C.G.T.

Si nous examinons la question sur le plan international, nous voyons que la nouvelle ligne adoptée par la C.G.T.U. est juste. Pourquoi ? Ici, faisons un peu d'histoire, rappelons-nous le mouvement qui s'est produit en Italie, en 1920-1921, mouvement formidable, où les ouvriers se sont emparés des usines, mais en négligeant une chose importante : de s'emparer en même temps du pouvoir politique. C'est la démonstration pour les minoritaires qu'ils font l'œuvre de la bourgeoisie et que, si l'on se renferme dans les questions économiques, on fait le jeu de celle-ci.

La simple histoire de ce qui s'est passé en Italie en est une démonstration flagrante.

Il y a donc nécessité d'avoir en main les forces politiques en même temps que les forces économiques.

Nous avons vu dernièrement un autre mouvement de grande importance : l'instauration du fascisme en Allemagne. Lorsqu'il y a quelques années la C.G.T.U. parlait de rentrer dans la C.G.T. à la condition de pouvoir discuter, je n'étais pas de son avis et nous constatons, aujourd'hui, que le fascisme s'est développé en Allemagne, que la C.G.T. unique

d'Allemagne n'est pas capable de dresser la classe ouvrière contre le fascisme montant. Nous voyons que la C.G.T. allemande s'est mise, pieds et poings liés, au service de Hitler.

Cela signifie qu'il ne s'agit pas seulement pour les travailleurs d'avoir une C.G.T. unique, mais aussi de se placer nettement sur le plan de la lutte de classe.

Voilà, camarades de la minorité, ce qu'il est nécessaire de faire. Moi qui suis un ancien minoritaire, camarades, ce que je dis, c'est toute ma pensée : tous les minoritaires ont trahi la cause, depuis les anarchistes jusqu'aux Boville et aux Rambaud.

Il ne s'agit pas de se mettre d'accord dans une C.G.T. unique : ce qu'il faut, c'est se placer nettement sur le terrain de la lutte de classe, comme le fait la C.G.T.U.

J'habite un pays essentiellement réactionnaire : les Alpes-Maritimes.

Là, la Bourse du Travail était entre les mains des unitaires, ce qui était normal et logique, étant donné que nos syndicats étaient les plus nombreux et les plus forts. Mais il a fallu que la bourgeoisie s'empare de la direction de la Bourse du Travail.

Elle a dit aux dirigeants réformistes : « Vous allez avoir des subventions et vous aurez aussi la direction de la Bourse du Travail. Pour cela, vous allez former des syndicats en grand nombre ».

En effet, on s'est arrangé du côté des réformistes et on a déclaré 1.000 syndiqués confédérés, alors qu'il y en a à peine 300. Nous, nous avons déclaré exactement les chiffres, soit 153 syndiqués. Evidemment, les confédérés ayant opéré de même dans toutes les corporations, n'ont pas eu de peine à nous battre.

Et savez-vous par qui étaient gardés ces messieurs les confédérés ? D'abord, ils étaient placés sous les auspices de la municipalité réactionnaire. D'autre part, dans la salle, ils étaient sous la protection des représentants de la bourgeoisie.

Nous constatons une fois de plus, à ce point de vue, que les réformistes ne sont que les pires agents de la bourgeoisie et que les minoritaires eux-mêmes, qui les défendent, s'avèrent à l'expérience les pires ennemis de la C.G.T.U.

En vérité, les pires adversaires de notre C.G.T.U., ce sont ceux qui l'ont quittée pour passer, armes et bagages, à la vieille C.G.T. réformiste. Qu'ont-ils donc fait à Nice en particulier ? Ils ont fait passer des syndicats, comme celui des boulangers, à l'autonomie.

Lorsqu'ici on s'oppose violemment aux directives de la C.G.T.U., on fait tout simplement le jeu de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE BOURGUIN

BOURGUIN (T.C.R.P.). — Au nom des employés de la S.T.C.R.P., je salue ici le beau Congrès de notre C.G.T.U.

Ceci dit, la délégation des T.C.R.P., composée de deux secrétaires et de cinq camarades de la base, après avoir discuté du rapport d'activité exposé ici hier soir par notre camarade Racamond, se déclare complètement d'accord avec ledit rapport.

En ce qui concerne notre corporation, il faut faire un petit peu d'histoire et se reporter au VI^e Congrès de notre C.G.T.U.

En 1931, la représentation de notre corporation au Congrès de la C.G.T.U. était une représentation minoritaire.

Cependant, nous pouvons dire que nous sommes une des organisations qui ont mis en pratique les décisions du VI^e Congrès de la C.G.T.U., car, par notre combativité, nous avons réussi à chasser les chefs minoritaires de notre direction syndicale et à y placer des militants représentant la majorité confédérale. (*Applaudissements.*)

On peut constater aujourd'hui, en ce qui touche les chefs minoritaires de notre S.T.C.R.P., ce que valaient leurs belles paroles de fidélité à notre C.G.T.U. Alors que, après la tenue de l'assemblée générale statutaire, au cours de laquelle nous les avons boutés dehors, dans la même journée, ils avaient juré fidélité à notre C.G.T.U., on peut constater, aujourd'hui, qu'ils sont maintenant avec le lieutenant de Mariage, c'est-à-dire Jaccoud, celui contre qui ils avaient mené la bataille, dénonçant sa complicité avec Mariage et avec les pouvoirs publics, contre nos conditions de travail.

La politique suivie par les chefs minoritaires dans notre organisation a été, il faut le dire, absolument néfaste pour notre C.G.T.U. Lorsque nous, représentants de la majorité confédérale, nous avons pris la direction de notre syndicat unitaire, celui-ci ne comptait plus que 1.500 membres. Pour vous donner un aperçu du travail de désagrégation accompli par les chefs minoritaires, il faut vous dire qu'avant la fameuse grève de 1928 nous étions plus de 10.000 organisés dans le syndicat unitaire des T.C.R.P.

Au mois de décembre 1931, lorsque nous avons pris la direction de notre organisation syndicale unitaire, nous ne réunissions, ainsi que je vous le disais, que 1.500 adhérents, et, par suite du dégoût que leur inspirait la politique suivie par les chefs minoritaires, 700 de nos camarades, écœurés, ont déchiré leur carte unitaire. Nous nous trouvions donc dans une position tout à fait critique.

Malgré tout, persuadés de la justesse de notre position, nous avons entrepris le travail de rénovation nécessaire, avec les camarades de la base. Nous avons créé, dans tous nos dépôts, des sections syndicales, qui, il faut le reconnaître, ne marchent pas encore comme elles le devraient. Néanmoins, nous avons fait, à la base, un travail de masse, nous avons rassemblé derrière le drapeau de notre C.G.T.U., depuis que nous avons la direction de notre syndicat unitaire, plus de 6.000 camarades. J'estime que c'est là un résultat tout à fait positif en ce qui concerne les tâches définies par notre VI^e Congrès.

Les chefs minoritaires, lorsqu'ils étaient à la direction de notre syndicat, jouaient sur le sentiment à propos de la question de l'unité syndicale alors que, comme vient de si bien le dire un camarade, l'unité syndicale ne peut se former que dans la mesure où l'on aura posé à la base l'idée de lutte de classes.

En effet, quand nous faisons des propositions d'unité au syndicat confédéré, nous savons pertinemment que les chefs ne voudront pas marcher. S'il se trouve, à la base, quelques camarades bien décidés à poursuivre la défense de leurs revendications, ils sont appelés au bureau de Sa Majesté Jaccoud et, lorsqu'ils en sortent, ils sont chloroformés et ne veulent plus discuter avec les camarades unitaires en vue d'engager la discussion avec le patronat, avec la direction des services publics.

Nous pouvons tout de même dire que nous avons obtenu certains résultats. Nous avons formé des comités d'action. Là encore, nous avons rencontré l'action des réformistes poussant les éléments de la base à entrer dans ces comités d'action, afin de pouvoir mieux les saloter par la suite. Nous avons réussi dans certains dépôts de la Région pari-

sienne à former des comités d'action sur un cahier de revendications tout à tout déterminé. Chaque fois, nous avons pu observer, alors que ces comités d'action paraissaient disposés à la lutte, la même tactique des chefs réformistes et minoritaires cherchant à faire sombrer ces comités d'action.

Malgré tout, nous pouvons dire que, malgré le travail de scissionnisme de Jaccoud et de ses ennemis d'hier, alliés d'aujourd'hui, nous avons aujourd'hui un syndicat unitaire qui compte dans la corporation et vers lequel tous les yeux sont tournés.

Nous avons eu, certes, des faiblesses. Nous sommes de ceux qui conviennent de leurs faiblesses et j'estime qu'une organisation qui reconnaît ses faiblesses est une organisation solide.

Nous sommes, comme je le disais tout à l'heure, lorsque nous avons pris la direction du syndicat unitaire, descendus dans les dépôts, tous les dépôts de la Région parisienne et, dans une période de trois ou quatre mois, les secrétaires de l'organisation, avec trop peu de militants de la base, ont fait 400 réunions. Nous avons essayé, dans la mesure de nos possibilités, de former des sections syndicales fortes et nous avons réussi, dans une certaine mesure, à faire adopter par ces sections syndicales la défense immédiate des plus petites revendications de l'ensemble des ouvriers de la corporation.

Pour mon compte personnel, j'estime qu'il faut, si nous voulons véritablement avoir la confiance des masses, si nous voulons véritablement amener à nous l'ensemble de nos corporants, nous pencher de plus en plus sur les plus minimes revendications intéressant la corporation.

En ce qui nous concerne, nous avons, dans nos dépôts, avec nos secrétaires de sections syndicales, qui sont les militants les plus actifs et ceux qui ont le plus la confiance de leurs camarades, fait déposer des cahiers de revendications. Nous avons même fait réussir certaines de ces revendications sans passer par le canal de nos bureaux syndicaux. Il y a eu là un travail tout à fait sérieux et des plus productifs pour notre C.G.T.U.

Comme je le disais tout à l'heure, ces résultats sont le fruit de la position définie par notre VI^e Congrès. Ces résultats, les voici concrétisés par des chiffres, depuis que nous sommes à la tête du Bureau syndical unitaire des T.C.R.P. :

En 1932, 2.000 adhésions. En 1933, l'afflux de ces adhésions a continué, si bien que nous sommes, à l'heure actuelle, le syndicat le plus fort dans la corporation des T.C.R.P.

Malgré ces résultats, il nous faut constater que nous ne sommes pas à la hauteur de notre tâche.

En ce qui concerne le mouvement du 20 février déclenché dans les Services publics et chez les fonctionnaires, nous n'avons pas su profiter du mécontentement qui existait à ce moment-là contre le gouvernement Daladier, et Jaccoud, par une manœuvre très habile, a su faire la démarcation entre les projets financiers du Sénat et le gouvernement Daladier qu'il soutenait avec les chefs socialistes.

Nous avons eu également une faiblesse en ce qui concerne le 1^{er} mars. De même au 1^{er} Mai.

Je parlais tout à l'heure du 20 février. Je n'y reviens pas. Cependant, il faut bien reconnaître que nous nous sommes contentés, en cette occasion, d'être les suiveurs des mots d'ordre de la C.G.T. et que nous n'avons pas su exploiter à fond le mécontentement qui existait dans notre corporation.

A la base de nos sections syndicales, les jeunes militants faisaient naturellement preuve de combativité, mais ils manquaient vraiment par trop du bagage syndical indispensable à un secrétaire de section syndicale ou à un responsable d'organisation syndicale.

Même faiblesse en ce qui concerne le 1^{er} Mai. Je me souviens de notre réunion où Jaccoud avait une fois de plus lancé son mot d'ordre de dix minutes d'arrêt dans le travail et où les camarades délégués disaient qu'il fallait faire 24 heures, mais que nous ne devions pas être encore à la remorque des chefs confédérés.

Nous n'avons pas su alors, et nous en convenons aisément, exploiter le mécontentement des T.C.R.P. pour les mener à la lutte contre la politique d'un Mariage et celle des pouvoirs publics.

Nous avons affaire, dans notre corporation, à un patronat tout à fait combatif qui a un auxiliaire précieux en la personne de Jaccoud.

Je me souviens, alors que nous menions la bagarre avec Faure et Cic, qui étaient à ce moment-là d'accord avec notre C.G.T.U., contre l'attitude de Jaccoud.

Je voudrais vous donner un exemple tout à fait frappant de l'attitude de Jaccoud à l'heure actuelle vis-à-vis des minoritaires.

Tout dernièrement, dans notre corporation, Jaccoud organisait une réunion au dépôt de Saint-Ouen. Quelques camarades lui ayant reproché d'être l'ami de ceux qui lui avaient, auparavant, craché à la figure, il s'est contenté de répondre : « Je préfère serrer la main à des gens qui m'ont craché à la figure que de serrer la main à des émigrés allemands qui ont peut-être tué un de nos fils. » (*Exclamations.*)

On ne peut donc pas nier que Jaccoud soit l'allié de Mariage pour essayer, sur tous les terrains, de faire sombrer les justes et légitimes revendications de l'ensemble des travailleurs des T.C.R.P.

Je veux conclure. Nous voulons croire, malgré tout, que, de ce Congrès sortiront des méthodes d'action tout à fait sérieuses. Nous osons espérer également que nous serons encore un des syndicats qui mettront en œuvre ces méthodes d'action pour partir à la bataille avec l'ensemble des travailleurs des T.C.R.P. contre les prétentions du patronat, celles de M. Mariage et de son lieutenant Jaccoud, celles des pouvoirs publics et du gouvernement. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE BOUCHEZ

BOUCHEZ (Textile d'Haubourdin). — Camarades, je suis délégué par les camarades de mon usine, qui vient de sortir victorieuse d'une grève menée contre leur patron.

Les camarades m'ont chargé en leur nom de venir saluer notre Congrès et d'affirmer leur attachement à leur C.G.T.U. qui, seule, défend les ouvriers.

Sur 150 ouvriers et ouvrières que compte l'usine, 105 ont donné leur adhésion à la C.G.T.U.

Je voudrais, d'autre part, brièvement, vous indiquer comment l'application de la tactique de la C.G.T.U. nous a permis de remporter la victoire.

Camarades, je suis natif du petit village d'Hellemmes-les-Haubourdin. Je travaille aux tissages Brabant dans cette localité. Or, le lundi 19 septembre, les tisserands étaient obligés de quitter l'usine par suite de manque de « train ». Au changement d'équipe je me trouvais à la porte

de l'usine et en présence du directeur je demandais aux ouvriers de déposer nos revendications. J'ai profité de cet arrêt pour réunir les ouvriers dans un estaminet où nous avons élaboré le programme de nos revendications que voici :

1° Paiement des heures d'arrêt dès la première heure à raison de 0 fr. 70 pour les « larges » et 0 fr. 50 pour les « petits » ; 2° retrait de la baisse de 9 % ; 3° suppression des heures supplémentaires ; 4° meilleure organisation du travail ; 5° augmentation du tarif des grands Ruttis qui était de 15,2 aux mille duites : nous avons obtenu 16,1. Pour les canneteuses nous avons obtenu 0 fr. 30 d'augmentation.

Voici ce que nous avons obtenu :

1° Pour les canneteuses maintien de ce qui a été accordé précédemment, c'est-à-dire 0 fr. 30 ; 2° pour les hommes et femmes, à l'heure ou à la journée, augmentation de 4 %.

Pour les tisserands : 1° augmentation du tarif de 15,2 à 16,1 pour les grands Ruttis ; 2° toutes les heures d'arrêt payées à raison de 0 fr. 70 pour les larges et 0 fr. 50 pour les petits métiers ; 3° pour les petits Ruttis, 4 % d'augmentation comme pour les larges ; 4° augmentation de 1 % pour les bobineuses à coton ; 5° suppression des heures supplémentaires ; 6° pas de sanctions pour fait de grève.

Je dois indiquer qu'il s'agit d'une usine où il n'y avait aucune organisation. Quelques camarades seulement étaient affiliés au syndicat chrétien, mais avec le programme élaboré par nous et l'appui de la C.G.T.U. nous avons obtenu satisfaction pour nos revendications. Le résultat a été : 105 adhésions au syndicat unitaire. Nous n'en resterons pas là et dès demain nous entamerons la propagande au sein des usines textiles situées à côté de la nôtre. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Thibault, des Métaux.

INTERVENTION DE THIBAUT

THIBAUT (Métaux). — (*Applaudissements.*) — Camarades, je dois indiquer tout de suite que tous les syndicats unitaires de l'Union de Saint-Etienne, affiliés à la VI^e U. R., ont voté le rapport d'activité.

Contrairement aux affirmations de Serret, de l'Enseignement, notre Union locale a fait une progression assez sensible quant aux effectifs. Depuis le mois de janvier 400 nouvelles adhésions ont été enregistrées au sein de la section syndicale. En particulier, le recrutement s'est fait chez les mineurs, dans les Métaux et le Bâtiment. Notre progression a cependant été quelque peu stationnaire dans le grand centre industriel de Saint-Etienne, car vous ne devez pas ignorer que nous avons eu un minoritaire d'envergure : Arnaud, qui, à Magic-City, déclarait : « Je jure fidélité à la C.G.T.U., j'y resterai jusqu'au moment où on m'en chassera ».

Nous ne l'avons pas chassé, c'est lui qui est parti de lui-même. Et aujourd'hui il pratique la politique de collaboration de la C.G.T.

Nous avons eu, à l'intérieur de notre Union Locale, nous, syndicats unitaires, une grande activité à déployer contre les adversaires de notre C.G.T.U., ce qui fait que nous n'avons pu progresser comme nous l'aurions voulu au point de vue des effectifs. Je voudrais, en accord avec le syndicat unitaire des Métaux de Saint-Etienne, donner un exemple de l'application de la tactique du front unique. Je voudrais pour cela parler de la grève d'Automoto. Lorsqu'on a voulu implanter dans cette usine le

système Bedaux qui était une aggravation des conditions de travail des ouvriers, nous nous sommes rendus auprès des ouvriers de cette usine. Il faut avouer que cela n'a pas été tout seul. Nous avons fait différentes réunions avant de pouvoir constituer notre comité de défense. Nous avons fait désigner nos délégués par équipes et nous avons ainsi obtenu la représentation de l'ensemble des ouvriers de cette usine. Nous avions dans notre comité de défense des camarades unitaires, inorganisés et chrétiens.

La direction d'Automoto ayant congédié deux ouvriers, la délégation s'est rendue auprès d'elle et, alors que les camarades discutaient avec la direction, les ouvriers ont fait la grève des bras croisés. La direction s'est refusée à reprendre les ouvriers. Elle a maintenu l'application du système Bedaux. C'est à la suite du refus de la direction de réintégrer les deux ouvriers que l'ensemble des travailleurs ont quitté l'usine. Il y a eu des piquets d'usine. La direction s'est immédiatement rendue auprès de la municipalité radicale-socialiste probablement pour manœuvrer dans le but de la non-inscription des camarades au fonds de chômage. Notre syndicat a alors agi auprès de la municipalité et nous avons fait inscrire des camarades au fonds de chômage. Par la suite, devant la détermination des camarades à poursuivre la lutte, la direction s'avouait en partie battue et réintégrait les deux ouvriers renvoyés. Elle indiquait qu'elle atténuerait le système Bedaux. Par la suite des salaires ont été augmentés dans certains ateliers. Les résultats obtenus sont les suivants : vers la fin de la grève 45 adhésions au syndicat unitaire des Métaux. A l'heure actuelle 60 camarades sont dans la section syndicale.

La direction n'a pas voulu rester battue, elle a renvoyé le délégué chrétien. Il faut le dire, ce délégué avait montré une certaine activité. La direction pensait : ce sont les unitaires qui sont forts dans l'usine, nous allons renvoyer le délégué chrétien et ainsi le front unique sera brisé, les ouvriers unitaires laisseront tomber les ouvriers chrétiens. Pas du tout, nous avons réuni immédiatement les ouvriers d'Automoto ; nous avons discuté avec les délégués des équipes et à la suite des explications fournies par tous nous avons reconnu qu'il était impossible de faire une action contre le renvoi du délégué chrétien. Ce même camarade déclarait : « Votre position, en tant qu'unitaires, est juste ; je vois moi-même que nous ne pouvons pas faire déclencher un mouvement. » Il demandait enfin avec force que les camarades restent groupés au sein de leurs comités.

La direction poursuivait une manœuvre, mais celle-ci n'a pas réussi. Elle voulut par la suite renvoyer en bloc une équipe d'élimés, en raison de l'activité de notre propagande. Lors de l'application du système Bedaux nous n'avions pas de section syndicale, nous avons tout de même résisté à cette application. Maintenant nous avons une forteresse à l'intérieur de l'usine et nous serons capables de déjouer les manœuvres de la direction en vue d'appliquer ce système. La direction a reculé, elle n'a pas osé renvoyer l'équipe, ce qui indique que nous ne sommes pas affaiblis dans l'usine Automoto. Nous avons renforcé notre section syndicale et la direction a reculé.

C'est un exemple vivant de l'application du front unique dans la lutte révolutionnaire prolétarienne. L'ex-révolutionnaire, le minoritaire Arnaud, pourrait écrire, certes, que le front unique n'a rien apporté. Voyons ce que la motion de Japy a apporté comme résultats aux mineurs de la Loire. C'est tout à fait typique. Arnaud, qui est maintenant à la C.G.T., à l'exemple d'Automoto... il ne l'a pas vu ! Il s'efforce

d'entraîner quelques mineurs à la C.G.T. et il appelle cela l'unité syndicale ! Or, l'unité syndicale qu'il a réalisée se traduit par des discussions intestines au sein du syndicat confédéré. Aujourd'hui les anciens éléments réformistes, avec Arnaud, confédéré, s'agonisent dans la presse, dans les journaux bourgeois. Ils sont en train de donner l'illusion qu'ils ont raccommo­dé l'unité à la façon dont un éléphant pénétrant dans un magasin de porcelaine peut raccommo­der celle-ci.

Il importe aussi de citer un autre exemple de l'activité des syndicats chrétiens. Devant la menace dont je vous ai parlé, le syndicat des Métaux avait fait une réunion et distribué des tracts. Puis la direction de l'usine diminue les salaires de 19 %. Les camarades font la grève des bras croisés. Je dois indiquer que dans cette usine il y avait un fort noyau d'ouvriers chrétiens. Qu'ont-ils fait ? Ils ont conseillé aux ouvriers de ne pas aller à la Bourse du Travail, qu'on y faisait de la politique. Le syndicat chrétien a fait deux réunions en plein air sur une place publique, en présence des agents de la sûreté. Les dirigeants chrétiens ont orienté les ouvriers vers les délégations successives auprès de la préfecture et auprès de la municipalité. Ils ont fait confiance aux pouvoirs publics. Les chefs chrétiens ont prêché la dignité et le calme. Cela a duré une quinzaine de jours. Pendant ce temps nous devons indiquer ici que nous avons fait notre travail. Nous avons distribué des tracts, nous sommes allés discuter avec les groupes de grévistes. Au bout de quinze jours les ouvriers ont déclaré qu'il fallait faire appel à la C.G.T. La confédération chrétienne était partisan de la C.G.T. mais celle-ci s'est refusée à participer au mouvement, répondant : lorsque vous serez chez nous nous nous occuperons de vous. En tant que délégués des syndicats unitaires, nous nous sommes présentés devant les grévistes. Nous avons fait l'autocritique de leur mouvement. Nous avons démasqué le rôle joué par les camarades qui les avaient conduits dans ces délégations à la préfecture, ceux qui faisaient confiance aux pouvoirs publics. Nous avons indiqué à l'ensemble des grévistes nos méthodes de lutte : l'élargissement du comité de grève, les piquets d'usine.

L'ensemble des ouvriers a été d'accord pour mener la lutte comme nous l'indiquions. Lorsqu'il a fallu terminer le conflit, le représentant du syndicat chrétien avait disparu de la circulation. C'est nous qui avons dit aux camarades grévistes : « Il faut examiner la situation avec sang-froid, il faut voir si nous devons persister dans le conflit, si avec les méthodes préconisées par les syndicats unitaires nous pouvons redresser la situation. » Nous avons indiqué que malgré tous nos efforts nous n'avions pas pu redresser une telle situation. Nous avons aussi indiqué aux camarades grévistes que nous ne pouvions plus continuer le conflit à moins de le terminer en queue de poisson.

Les camarades, dans leur ensemble, ont été d'accord pour voter la reprise. C'est en bloc que les camarades se sont présentés à l'usine. Résultat : une dizaine d'adhésions au syndicat unitaire.

Si nous parlons de cette grève, c'est pour indiquer que non seulement le fait se présente à Saint-Etienne mais aussi dans l'ensemble de la France où il y a une recrudescence des syndicats chrétiens. On remarque un certain développement de ces organisations et il faut y veiller parce que le mouvement ouvrier ne doit pas être sous l'emprise des syndicats chrétiens qui ne visent qu'à torpiller les mouvements ouvriers.

Il faut indiquer le rôle joué par les camarades chômeurs. Nous

devons dire que c'est parce que nous avons un comité de chômeurs puissant, que nous avons orienté dans la lutte, que lorsque le bureau de placement a voulu faire appel aux camarades chômeurs pour remplir le rôle de jaunes, ces derniers s'y sont refusés.

La première offre qui a été faite l'a été au trésorier du syndicat unitaire des Métaux qui n'a pas regardé si on lui supprimerait son allocation. Il a répondu : « Je n'y vais pas. » Nous avons donné des indications aux chômeurs et nous pouvons affirmer que les chômeurs de Saint-Etienne n'ont pas fait œuvre de jaunes en ce qui concerne le conflit de l'usine Automoto.

Je vais laisser de côté la partie de mon exposé intéressant le chômage afin d'arriver à ma conclusion puisque le rapport du camarade Tillion nous apportera des résultats tout à fait positifs en ce qui touche l'organisation des chômeurs.

Voilà en quelques mots le travail que nous avons effectué dans notre région, dans notre cité industrielle. Nous ne désespérons pas de faire progresser nos effectifs ; ce sera le meilleur soufflet à infliger aux adversaires de notre C.G.T.U., qu'ils se trouvent dans son sein ou à l'extérieur. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE BOUET

BOUET (Enseignement). — Camarades, je tiens d'abord à mettre au point un incident qui a été soulevé hier, plusieurs fois déjà à ce Congrès. Il s'agit de l'audition du camarade Gitton au Congrès de la Fédération de l'Enseignement. On a dit que nous n'avions pas voulu entendre le délégué du bureau confédéral. C'est totalement faux. Voici les faits :

Le Congrès avait décidé d'accorder une demi-heure au représentant de la C.G.T.U. L'horaire avait été voté. Il n'y avait pas eu de protestation. Après 40 minutes environ, le président du Congrès a demandé à Gitton qui continuait, de conclure, et comme Gitton continuait, il a consulté le Congrès qui s'est prononcé pour le maintien de l'horaire. (*Bruits.*) Je défie qu'on apporte le moindre démenti à ce que je dis !

RACAMOND. — Tu permets un mot devant le Congrès ?

BOUET. — Je continue !

RACAMOND. — C'est ce qui s'est passé pour le camarade Aulas, à Pleyel, délégué de la Fédération de l'Enseignement !

BOUET. — A ce moment, des camarades de la majorité ont demandé un vote par mandat qui aurait duré un quart d'heure. Donc, cela constituait une perte de temps. Le président du Congrès, fort justement d'ailleurs — et nous l'avons approuvé — a dit à Gitton : « Au lieu de procéder à un vote par mandat, parle encore pendant un quart d'heure, pour conclure, cela vaudra mieux. »

Gitton a refusé ce quart d'heure qu'on lui accordait dans ces conditions. Et le président lui a retiré la parole. Voilà les faits. On nous accorde une demi-heure dans ce Congrès. Nous parlons pendant le temps qui nous est accordé. Gitton avait parlé 40 minutes. Il pouvait encore parler 20 minutes, cela faisait une heure. Il est descendu de la tribune. Mais on ne peut pas dire maintenant — et on ment quand on

l'affirme — que nous n'avons pas laissé le bureau confédéral s'exprimer au Congrès de la Fédération de l'Enseignement. (*Bruit.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Pas comme il l'a voulu, tout au moins !

BOUET. — En ce qui concerne la délégation soviétique, la situation fut la même. Il avait été entendu qu'on accorderait une demi-heure à chacun des deux délégués de l'U.R.S.S. Ils ont parlé quarante minutes chacun, et je ne fais pas entrer en ligne de compte les traductions. Ils ont parlé 40 minutes chacun sans répondre d'ailleurs aux questions qui leur étaient posées, et on leur a retiré la parole. Mais, encore une fois, on n'a pas le droit de dire que nous avons empêché les camarades de la délégation soviétique de parler ni de nous traiter de « salauds » en cette circonstance, comme on l'a fait tout à l'heure !

Et puisque j'en suis à cette question de l'U.R.S.S., et sans vouloir aborder la question à fond, parce que le temps qui m'est accordé ne suffirait pas, je veux tout de même relever une déclaration faite par le camarade Racamond dans son exposé, et je la relève dans *l'Humanité* pour qu'on ne m'accuse pas de déformer la parole d'un camarade.

« Et maintenant, disait Racamond, on vient dire que ce sont nos camarades russes qui se courbent devant le capitalisme. Non, ce sont les capitalistes qui sont amenés, par la force même, par les réalisations des ouvriers de l'U.R.S.S. à se tourner vers eux ».

Et il ajoute plus loin :

« C'est le capitalisme international qui a changé ».

Voyons, camarades, de qui se moque-t-on ? Je ne veux pas aller chercher des citations dans la presse bourgeoise. Je veux les prendre encore dans *l'Humanité* que vous lisez comme moi, et alors, vous me direz... (*bruit*) si ces citations prouvent que l'U.R.S.S. n'a pas changé, si cela ne vous trouble pas. Voilà des camarades qui ont parlé ce matin, et qui disaient : « Votre argumentation à vous, camarades de la minorité de l'Enseignement, trouble les éléments de base ». Il y a autre chose qui nous trouble. C'est ce qu'on trouve dans l'organe du Parti dirigeant : « Voyage de M. Herriot en U.R.S.S... » (*Bruit.*)

Tout de même, dites ! Est-ce que ce n'est pas le gouvernement russe qui invite solennellement M. Herriot, très représentatif de la bourgeoisie française...

UNE VOIX. — Très bien ! Il a raison ! (*Bruit.*)

BOUET. — Et que lit-on dans *l'Humanité* ? Quelques passages de l'agence Tass, par exemple :

« Sur l'initiative des délégués du groupe régional de jeunes pionniers, qui se tient avant le commencement de l'année scolaire, M. Herriot, l'ambassadeur de France et leurs compagnons ont visité le Congrès. Ils ont été l'objet d'une ovation de la part des 3.500 enfants présents ! ».
(*Rires, bruit.*)

Et ce que *l'Humanité* passe sous silence, c'est ce qui se trouve ensuite dans la dépêche de l'agence Tass reproduite par les autres organes : « M. Herriot, visitant les gosses, les félicite pour les bons principes qui leur sont inculqués par leurs maîtres ! » (*Rires et bruit.*)

Cela vous gêne, évidemment ! Mais que voulez-vous que j'y fasse ! Je n'invente pas cela ! (*Bruit.*)

M. Herriot et les personnalités très représentatives qui l'accompagnaient ont été acclamés par la population. C'est un article de Radek, dans les *Izvestia*.

« L'opinion publique de l'U.R.S.S. a accueilli M. Herriot avec une profonde sympathie ». (*Rires.*)

Et dans le même extrait des *Izvestia* : « L'ancien président du Conseil français a compris pourquoi l'U.R.S.S. désire si ardemment la paix ».

Écoutez bien la suite, camarades : « Le pacifiste Herriot s'en trouve profondément bouleversé ! ». (*Bruit.*)

Dites-moi ! Herriot n'est donc plus le radical-socialiste de la guerre du Maroc ? Il n'est donc plus le chef du gouvernement, dit de gauche, qui a maintenu les périodes de réserve, malgré les économies financières qu'il était nécessaire de faire ? (*Bruit.*)

J'ai écouté tranquillement les orateurs qui se sont succédé ici... (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Le camarade Bouët a une demi-heure. Ne l'interrompez pas, pour qu'il ne dépasse pas son temps de parole !

UN ASSISTANT. — C'est une farce !

BOUËT. — Voici un titre de *l'Humanité* : « Herriot rend hommage à Staline ». Ce sont les paroles attribuées à Herriot, d'après un article des *Izvestia* !

« Dans les six conditions, principes courageux et féconds, se reflètent les deux qualités principales de leur auteur : une grande intelligence et le courage ! »

Eh bien ! camarades, lorsque les hommes politiques les plus représentatifs de la bourgeoisie rendent hommage au camarade Staline, vous ne trouverez pas extraordinaire que les révolutionnaires, pour le moins, cessent de rendre hommage à propos des mêmes faits, au camarade Staline, et se tiennent sur la réserve. (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, n'est-ce pas à propos de la Bulgarie qu'on imprimait, dans *l'Humanité* encore, que M. Herriot, qui parlait de la grande démocratie paysanne de la Bulgarie, ne sait pas regarder et qu'il n'a pas voulu voir. Il n'y a qu'en U.R.S.S., lorsqu'il parle dans le sens qui plaît à Staline ou aux sous-ordres de Staline, qu'il sait regarder et qu'il peut voir !

Tout cela n'est pas sérieux ni de nature à dissiper nos inquiétudes et nos angoisses sur le sort de la révolution prolétarienne !

UN DÉLÉGUÉ. — Rosenfeld en dit autant !

BOUËT. — D'autant moins que cela se passe au moment où on déporte sans jugement Rakovsky, Riazanov et Victor Serge ! (*Bruit.*)

Il nous faut passer rapidement.

A la veille du VI^e Congrès, Losovsky disait à une délégation de la C.G.T.U. :

« Vos syndicats sont des organisations pour la propagande, pour l'agitation, qui se réclament des mots d'ordre du Parti, pour parler bruyamment de la dictature prolétarienne, de la révolution mondiale, etc., mais quand il s'agit des intérêts immédiats des travailleurs, les syndicats disparaissent, ou presque. »

Losovsky avait raison.

Malheureusement, ses paroles sont vraies aujourd'hui, comme elles l'étaient il y a deux ans. Où en sommes-nous du syndicalisme à bases multiples ? Où est cette caisse d'assurances organisée à Bordeaux ? Où est ce travail minutieux pour les plus petites revendications ? Où en est le travail chez les paysans ? Le travail antireligieux ?

Au lieu de tout cela, on a fait, pendant des années, de l'agitation en surface. On a moulu du vent !

Au dernier Congrès Confédéral auquel j'assistais, on déclarait vouloir rompre avec le sectarisme, et ceci d'une manière définitive, parce que le sectarisme nous séparait de la masse à la C.G.T.U. On voulait se pencher sur les revendications immédiates de la classe ouvrière, mais, peu de temps après, on est retombé dans les mêmes errements, et aujourd'hui, au lieu de s'efforcer de sortir du marasme, on veut, par une modification aux statuts sur laquelle il faut bien dire un mot, aggraver le mal dont souffre notre C.G.T.U.

UN DÉLÉGUÉ. — C'est toi le docteur ?

BOUET. — Pour pouvoir librement vous livrer à la besogne électorale du P.C., vous proposez la suppression de l'article 7 que vous violez cyniquement. Vous accentuez encore le caractère bureaucratique de l'appareil en instituant un quatrième organisme d'administration, ou mieux... de direction.

En effet, alors que nous avons, jusqu'ici, le C.C.N., la Commission Exécutive et le Bureau de quatre ou cinq secrétaires, nous aurons désormais le C. C. N. la Commission Exécutive, le Bureau de quinze membres et le Secrétariat de cinq membres. La Commission des Conflits elle-même doit avoir une importance accrue, parce que les décisions de cette commission, après être devenues les décisions de la Commission Exécutive, seront applicables immédiatement, et leur recours devant le C. C. N. ou le Congrès n'aura plus de caractère suspensif, comme dans le passé.

La modification la plus grave, et sur laquelle il nous faut insister, c'est celle qui a pour objet de faire de la section d'entreprise la base essentielle de nos organisations syndicales, c'est-à-dire de constituer une section à base délibérative, au lieu de la concevoir uniquement comme base de propagande.

J'ai envoyé, à la fin du mois d'août ou dans les premiers jours de septembre, à la tribune de discussion de *la Vie Ouvrière*, un article sur ce sujet qui, bien entendu, n'a pas été inséré comme n'ont pas été insérés non plus les textes de nos deux motions que nous avons adressées à la rédaction de l'organe officieux et officiel probablement de la C.G.T.U. J'y donnais des déclarations de camarades de l'Enseignement de la majorité confédérale bien dans la ligne qui montraient ce qu'il fallait entendre par section d'entreprise, par base délibérative de la cellule d'entreprise. Il faut croire que tout cela vous gênait puisque vous n'avez rien inséré, et en réponse à ces déclarations, je disais :

« La section d'entreprise ou le groupe syndical d'établissement devenu l'organe de toute la vie syndicale, c'est pour les syndicats de base l'horizon rétréci. Ils pourront n'avoir qu'une vue partielle, locale, strictement économique des choses s'ils ne se réunissent pour délibérer que sur le lieu du travail. »

Chacun d'eux, au contraire, doit pouvoir sortir de son milieu, voir d'autres hommes des autres établissements ou entreprises, s'intéresser aux questions politiques, s'élever, élargir son champ d'investigation. La réunion générale de tous les syndiqués dans une petite ville, par exemple, peut donner, du point de vue social, de meilleurs résultats que la réunion même départementale des adhérents d'une corporation. Cette assemblée générale étant déjà pourtant préférable, au moins dans l'Enseignement, à une réunion de groupe local à laquelle on voudrait donner un autre objet que la propagande.

En fait, par la transformation projetée, on veut tuer toute délibération sérieuse, tenir la base à l'écart des problèmes généraux de direction du mouvement ; les plus intrigants seuls, les « délégués de groupe » — et comment pourront-ils être délégués, quel contrôle pourra s'exercer à ce sujet ? — auront le pouvoir de décision, de direction qu'on prétend vouloir donner à la base.

Cela sera la dernière sottise à commettre, cela sera la fin de la démocratie syndicale, de nos organisations, la bureaucratisation de la C.G.T.U., à l'instar de la bureaucratisation du P. C. (*Bruit.*)

L'article premier des statuts que vous proposez est inapplicable ; et vous le savez bien, et vous exécutez un nouveau programme. En tout cas, vous pouvez être sûrs que cet article ne pourra pas être appliqué à l'ensemble de notre Fédération, que nous ne voulons pas démolir. C'est pour ces diverses raisons que nous proposons le statu quo et que nous voterons contre le nouveau texte qu'on nous propose.

J'en arrive maintenant à une question d'une importance capitale, à la question du front unique, que notre camarade Serret n'a pas pu traiter n'ayant qu'une demi-heure.

Pour nous, le front unique a un triple but : d'abord, il permet aux travailleurs de riposter aux attaques de la bourgeoisie et de passer à l'offensive. Ensuite, il est une précieuse préparation de l'unité syndicale.

Enfin, le front unique permet aux travailleurs en lutte de faire la discrimination, la différenciation entre les méthodes réformistes qui conduisent à la capitulation et les méthodes révolutionnaires qui mènent à la victoire.

Le front unique est donc une arme essentielle qu'il faut manier avec beaucoup de soin, si on veut combattre la bourgeoisie et saper le réformisme.

De quelle nature fut le front unique pratiqué par l'I.S.R. et la C.G.T.U. depuis la mort de Lénine ? Durant la période qui va de 1925 à 1928, le front unique a revêtu un caractère nettement ultra-droitier. Ce fut l'époque du Comité Anglo-Russe qui permit l'étrangement du magnifique mouvement gréviste d'outre-Manche. Ce fut aussi l'époque du Kuomintang, c'est-à-dire de la liaison du P. C. et de l'I. C. avec les partis bourgeois de Chine, liaison qui favorisa l'assassinat des travailleurs chinois et l'anéantissement de la révolution qui grondait.

De 1928 à 1932, on saute du front unique ultra-droitier au front unique ultra-gauchiste. Désormais, le front unique ne doit plus se réaliser qu'à la base, hors des syndicats, contre les chefs et les cheffs l'ons réformistes, autonomes et minoritaires, dans les désormais célèbres comités de lutte.

Ce genre de front unique était voué à l'échec certain. Comment, en effet, pouvez-vous supposer que, sur un simple appel de votre part, les ouvriers réformistes puissent venir à vous nombreux, adopter votre programme, se dresser contre les dirigeants ?

Comment pourraient vivre ces comités, sans forme précise, sans caisse, sans presse, sans liaison nationale ? Cet échec que nous avons prédit s'est réalisé. Dans une réunion du P.C., Semard s'est écrié, un jour : « Où sont vos comités de lutte ? ». Dans votre rapport d'activité, vous êtes obligés de reconnaître que ces comités furent rares, et que ceux qui existèrent furent sans lendemain. De cette tentative de front unique à la base, qu'est-il resté ? Quel est le bilan de ces comités de lutte ? Il en est résulté le discrédit de nos syndicats auxquels vous prétendez substituer ces organismes fantômes. Il en est résulté aussi le

discrédit du front unique lui-même. Ce front unique, non seulement a mené à l'impuissance, mais encore il a servi la politique scissionniste des chefs réformistes, il a renforcé le courant confédéré, consolidé le mur de ciment qui nous sépare des masses.

Pendant la période qui va de 1930 à aujourd'hui, l'I. S. R. et la C.G.T.U. ont adopté, en matière de front unique, une position caractérisée par le confusionnisme le plus complet. (*Bruit.*)

Durant ces trois années, nous voyons, en effet, le front unique d'organisation à organisation que nous avons toujours préconisé à la Fédération de l'Enseignement, se pratiquer par exemple entre la Fédération Autonome des Fonctionnaires et le Cartel Unitaire. Nous voyons aussi persister le front unique rien qu'à la base, par les comités de lutte. (*Bruit.*)

Nous assistons à des appels et à des démarches de la direction de la C.G.T.U., de P.I.C. et de l'I.S.R.

Nous voyons apparaître des meetings contre la répression où parlent, à côté de vos orateurs, les représentants de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Maçonnerie, du Parti S.F.I.O. et du Parti radical, alors que pour avoir organisé des meetings semblables des militants furent jadis, au temps de la troisième période, insultés ou même débarqués.

Nous voyons enfin apparaître un front unique d'un nouveau genre dont la première manifestation fut le Congrès d'Amsterdam contre la guerre.

Le problème de la guerre est parmi les plus angoissants qui se posent devant le prolétariat à l'heure actuelle.

Vous admettez avec moi que la lutte pour la paix, contre la guerre, se confond avec la lutte pour la révolution. Vous admettez aussi que nous ne devons pas être des pacifistes absolus, que nous devons déclarer nettement que c'est la guerre civile qui tuera la guerre impérialiste, que seul le prolétariat est en mesure de mener une action conséquente, décisive et ultime contre la guerre impérialiste.

C'est pourquoi le Congrès d'Amsterdam aurait dû être organisé par les organisations révolutionnaires du prolétariat offrant le front unique aux autres organisations de la classe ouvrière. Au lieu de cela, nous avons vu un Comité composé de personnalités sans mandat, un amalgame de littérateurs, d'artistes, de petits-bourgeois, de politiciens arrivistes, de pacifistes à l'eau de rose, d'authentiques ennemis du prolétariat, d'anciens combattants arborant leur légion d'honneur à la boutonnière. Nous avons vu des appels « aux hommes de bonne volonté », aux personnes « surgies de tous les horizons sociaux ». Nous avons vu des Comités qui n'ont vécu que l'espace d'un meeting. Nous n'avons presque rien trouvé de solide, de nettement prolétarien dans la fameuse charte d'Amsterdam. Nous avons trouvé par contre des affirmations sentimentales aussi grandiloquentes que vaines. Nous avons appris depuis que le Comité s'opposait à toute action illégale, ce qui est bien la preuve de l'impossibilité de faire un travail positif et sérieux contre la préparation de la guerre dans les casernes, les ports, les gares, les usines chimiques et métallurgiques.

Le Mouvement d'Amsterdam ne peut faire que de l'agitation superficielle. Il est incapable de mener une action décisive. On voit mal en effet un mouvement de grève, par exemple, lancé par cet organisme imprécis où dominent des écrivains, des avocats, des artistes, des hommes politiques sans mandat de la classe ouvrière et sans responsabilité, au bénéfice de groupements artificiels, superfétatoires, qui s'en-

chevèrent, se nuisent et aboutissent finalement à jeter un peu plus de trouble, de désarroi dans la classe ouvrière désemparée.

D'ailleurs ce front unique ne peut que nous réserver de dures désillusions. Et c'est pourquoi nous le rejetons.

Le Congrès de Pleyel fut la réplique d'Amsterdam. Le Congrès d'unité du personnel enseignant fut un écho bien affaibli du Congrès de Pleyel et fut aussi une manœuvre contre notre Fédération.

Le Congrès de la Jeunesse est de la même inspiration. Il sera vraisemblablement suivi d'un Congrès des Femmes auquel succédera peut-être un Congrès des Techniciens.

Le Congrès mondial revendicatif que Racamond devait tenir sur les fonts baptismaux n'a pas vu le jour.

Le Comité d'Amsterdam a heureusement compris ce qu'il y avait de ridicule et d'insensé dans cette entreprise, puisqu'on n'en a plus reparlé. (*Bruit, interruptions.*)

RACAMOND. — Camarades, quelque désillusion que nous éprouvions, car nous attendions mieux, laissez finir notre camarade. (*Applaudissements.*)

DOUET. — Nous sommes catégoriquement contre ce front unique confusionniste et impuissant réalisé derrière le prestige de personnalités littéraires ou artistiques, derrière des individualités sans lien avec le prolétariat. Dans la lutte, dans la dure lutte révolutionnaire, nos espoirs, nous ne pouvons les placer que dans le mineur, le docker, l'ouvrière du textile, le cheminot, le métallurgiste, le petit fonctionnaire, c'est-à-dire le prolétariat authentique et ses organisations de classe.

Est-ce à dire que nous devons repousser l'appoint que peuvent nous fournir les intellectuels ? Pas du tout. Il y a parmi eux des hommes généreux et précieux. Mais l'histoire est là pour nous apprendre que, selon le mot de Lounatcharsky, « le drapeau rouge auquel se rallient les intellectuels a toujours des reflets roses ». (*Rires.*)

En conclusion, sur ce point nous dirons que nous sommes contre le front unique par les Comités de lutte et contre le front unique à la sauce... hollandaise. (*Rires.*)

Nous nous prononçons pour le front unique d'organisation à organisation, préconisé et pratiqué par Lénine, pour le front unique sur un programme précis répondant à la volonté des masses, pour le front unique par appel à la fois aux chefs et aux syndiqués de la base, pour ce front unique qui a donné en maintes circonstances des résultats excellents.

Laissant à mon ami Salducci le soin de traiter la question de l'unité syndicale et de donner lecture des résolutions que nous opposons à celles du Bureau Confédéral, je ne dirai plus qu'un mot pour terminer. (*Bruit.*)

Certains camarades, ébranlés par notre argumentation (*exclamations et rires*), convaincus de notre sincérité révolutionnaire, nous ont dit : « Vous faites une besogne vaine. Vous voulez avoir raison contre la C.G.T.U., l'I.S.R. et l'I.C. Vous n'arriverez à rien ! ».

En maintes circonstances, nous avons été seuls à la Fédération de l'Enseignement et nous avons eu raison tout de même.

En 1907, malgré la répression féroce, nous avons pris le droit syndical et nous étions presque seuls.

En 1912 nous avons été poursuivis en masse pour notre antimilitarisme et nous étions seuls parmi les fonctionnaires.

Pendant la guerre, nous nous sommes dressés énergiquement contre

la guerre, alors que tant d'autres qui, aujourd'hui, nous font la leçon, se vauvraient dans le chauvinisme le plus sanglant, et nous avons été seuls un moment, en tant que Fédération ouvrière pour mener la lutte avec les militants isolés qui ne voulaient pas tomber dans l'Union sacrée.

En 1917, quand apparut Octobre Rouge, nous avons salué, aimé et défendu la Révolution russe. Elle était en haillons, elle gravissait son dur calvaire, cependant que certains de ses admirateurs d'aujourd'hui l'insultaient et la maudissaient. Pour la défendre, en France, il n'y avait alors que de très rares organisations syndicales, dont notre Fédération de l'Enseignement.

Et aujourd'hui vous dites que nous sommes seuls pour redresser le syndicalisme révolutionnaire. Qu'importe. Nous ne sommes pas de ceux « qui ont besoin d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer ».

Nous bataillerons jusqu'à l'extrême limite de nos forces (*rires et exclamations*) au sein de la C.G.T.U., à laquelle nous restons attachés malgré tout, parce qu'elle est encore la fraction révolutionnaire du prolétariat organisé, et tant qu'il sera cette fraction révolutionnaire, nous bataillerons pour le redressement du syndicalisme, pour l'avènement d'un puissant syndicalisme révolutionnaire de masse, pour l'écrasement de la bourgeoisie et l'avènement du socialisme mondial par la dictature du prolétariat. (*Bruit prolongé, sifflets.*)

INTERVENTION DE CROIZAT

CROIZAT (Fédération des Métaux). — Je veux m'en tenir à l'examen d'une seule question, la réduction du temps de travail.

Le mot d'ordre de la réduction du temps de travail a été lancé déjà depuis plusieurs années, non par la Fédération Syndicale Internationale, mais par l'Internationale Syndicale Rouge.

Je dois indiquer qu'effectivement, en 1928, au IV^e Congrès de l'I.S.R., notre Internationale lançait pour la première fois le mot d'ordre de l'organisation de la lutte pour la réduction du temps de travail.

Voici un des passages de la résolution votée au IV^e Congrès de l'I.S.R. qui justifie, d'une façon précise, l'importance de cette revendication :

« La rationalisation représente un facteur économique et social décisif à l'époque de la stabilisation relative du capitalisme. Son but consiste à réduire le coût de la production pour affronter la concurrence étrangère sur le marché mondial... »

Sur la rationalisation, Racamond a déjà posé les points les plus essentiels ; mais il est démontré que la rationalisation capitaliste, contrairement à l'opinion des chefs réformistes, se traduit par des conséquences douloureuses pour le prolétariat : accroissement du rendement individuel par l'institution généralisée du travail aux pièces et d'autres systèmes divers, accroissement des accidents, des mesures de discipline, des services de mouchardage, etc.

En France, nous avons des exemples précis qui nous démontrent que, même dans la période du ralentissement de la production et de crise, cette rationalisation prend des formes extrêmement violentes, on peut même dire esclavagistes.

Un simple fait, pour ceux qui paraissent ignorer les événements : l'évolution de la situation économique a une répercussion sur la situation de la classe ouvrière. Je veux prendre simplement un cas : dans l'industrie lourde, l'industrie sidérurgique, on peut dire que depuis 1930 la production a été réduite de 16 % et 33,2 % d'ouvriers depuis 1930 ont été relégués hors des usines. Pour ceux restant dans le travail, les salaires ont été réduits de 49,43 % ; par contre, malgré la crise économique et le ralentissement de l'activité, la production, le rendement individuel se sont accrues depuis 1930 de plus de 20 %. Il y a là un fait pris dans la métallurgie, mais nous en rencontrons d'analogues dans le textile : diminution de 30 à 40 % du salaire des ouvriers.

Ainsi, on institue la pratique des 4 et 8 métiers qu'un seul ouvrier doit conduire, ce qui revient à dire que, dans la période présente, beaucoup plus que dans une période dite de prospérité, la rationalisation s'affirme, se précise du point de vue de ses conséquences, par un renforcement du rendement individuel, mais aussi par une diminution sans cesse plus importante des salaires.

Du point de vue social également nous devons marquer les conséquences de la rationalisation. Les accidents ne cessent de se développer dans les industries telles que le textile, les produits chimiques, la métallurgie et les industries dites extractives.

L'indication qu'il faut également donner c'est que la plupart de ces accidents se produisent dans les dernières heures de la journée, au moment où l'ouvrier a épuisé le maximum de ses moyens physiques et qu'il est parfois dans l'impossibilité d'apporter de l'attention à son travail.

Ainsi, les chiffres donnés par le ministère du Travail sur l'intensité des accidents de 1929 à 1931 montrent une augmentation de la moyenne des accidents d'au moins 30 % dans les industries que j'ai indiquées.

Ce sont là les chiffres fournis par le ministère du Travail, mais François-Albert lui-même avoue que ces statistiques sont sujettes à caution.

Nous sommes donc encore en dessous de la réalité.

D'autre part, il s'avère aussi que, dans des industries comme la métallurgie, le textile, les produits chimiques, la mortalité est très importante : alors que dans d'autres catégories sociales la mortalité n'atteint qu'une proportion de 10 à 15 % au-dessus de 50 ans, sa moyenne dans les industries privées est de 60 à 65 %, ce qui suppose que l'ouvrier travaillant dans les usines rationalisées subit une usure physique plus rapide.

C'est une des conséquences sociales de la rationalisation capitaliste. Contrairement aux chefs réformistes, qui prétendent, avec certaines nuances, que la rationalisation constitue une source de progrès social, il est démontré qu'elle se traduit, au contraire, par une régression sociale permanente.

L'I.S.R. et nos deux derniers congrès de 1929 et 1931 avaient parfaitement raison de dire que plus la crise se développe, plus la rationalisation prend la forme esclavagiste, d'où la nécessité sans cesse plus urgente d'imposer par la lutte des revendications sur la réduction de la journée de travail.

L'I.S.R., en 1928, fixait le mot d'ordre de la lutte pour l'obtention de la réduction de la journée de travail. Elle précisait qu'il fallait organiser l'action pour la journée de 7 heures, sans réduction de salaire, comme

maximum, et la journée de 6 heures pour les industries insalubres et minières.

Le Congrès confédéral de 1929 reprenait ce mot d'ordre dans son programme revendicatif ; il engageait l'ensemble des syndicats à lutter pour l'application intégrale des 8 heures, sans dérogations et pour la semaine de 44 heures. Il était également décidé que la propagande en vue de faire pénétrer dans les masses l'idée de la réduction de la journée du travail, c'est-à-dire de la journée de 7 heures, serait développée.

En 1931, nous étions encore plus précis et nous placions au premier plan la lutte pour la journée de 7 heures, sans réduction de salaire et pour la semaine anglaise.

Qu'avons-nous fait dans ce domaine ? Quelles sont nos réalisations ? Quels efforts avons-nous faits depuis le Congrès de 1929 et même depuis celui de 1931 ?

Il faut indiquer très franchement que nous avons quelque peu abandonné notre position fondamentale sur le mot d'ordre de la lutte pour la réduction de la journée de travail. Nous nous sommes retranchés derrière le mot d'ordre de la semaine de 40 heures, sans réduction de salaires.

Or, il est clair que, dans ce domaine, si l'on ne précise pas, on risque de créer une confusion. Les masses pourraient avoir alors l'impression que la position de la C.G.T.U. et celle de la C.G.T. ne se différencient pas.

Quelle est la distinction à faire devant les masses entre la position de la C.G.T.U. et celle de la C.G.T. réformiste ? En premier lieu, la semaine de 40 heures telle que la préconise la C.G.T. ne constitue pas un mot d'ordre de lutte contre la rationalisation et l'accroissement du rendement. Elle permettrait, en effet, au patronat, même en admettant une reprise partielle et momentanée, dans certaines industries, de pouvoir de nouveau imposer les longues journées de travail.

Aussi ce mot d'ordre réformiste est-il absolument inopérant, inefficace et il importe de faire la distinction qui s'impose.

D'autre part, il faut indiquer ce qui nous distingue de la C.G.T. sur ce problème. Cette dernière, dans ses affiches, ses programmes, ses articles, prétend que la semaine de 40 heures permettrait de résorber en partie le chômage, alors qu'en réalité la tactique patronale consiste surtout à intensifier les heures supplémentaires pour éviter l'embauche de nouveaux ouvriers.

D'autre part, il faut rappeler que, dernièrement, la C. G. T., sous l'initiative de la Fédération confédérée des Métaux, a soumis au Conseil d'Etat, pour faire l'objet d'un décret, une proposition sur l'abrogation des heures supplémentaires. J'attire l'attention du Congrès sur ce problème : cependant que, d'un côté, la C.G.T. prétend lutter pour la réduction des heures de travail, d'un autre côté, elle présente un projet ainsi rédigé :

« En cas de chômage extraordinaire et prolongé dans les industries, le ministre du Travail, à la demande d'une des organisations patronales ou ouvrières intéressées, et après consultation de toutes les organisations, pourra, par arrêté publié au Journal Officiel, suspendre à titre provisoire, en totalité ou en partie, l'utilisation des heures supplémentaires prévus sous le n° 3 du paragraphe 1^{er} du présent article pour une ou plusieurs régions déterminées. »

Ce projet, qui a été accepté par le ministre du Travail, prévoit la

suppression des heures supplémentaires dans une région, à condition que les patrons soient partisans de cette mesure ; cette suppression est conditionnée à l'avis préalable des organisations ouvrières et patronales. Ce qui précède revient à dire que, si nos syndicats n'organisent pas la lutte contre l'augmentation de la durée du travail, le décret réformiste, accepté par le ministre, ne sera jamais appliqué, car, en toutes circonstances, le patronat s'opposera à la suppression de ces heures supplémentaires.

De plus, les réformistes ne disent absolument rien des dérogations accordées pour des travaux concernant la défense nationale, ce qui suppose que, même en admettant l'hypothèse que, dans une région, on supprime ces heures supplémentaires, celles-ci seraient maintenues pour les industries de guerre.

Ainsi, sur le plan de la lutte contre la guerre, comme sur celui de la lutte contre les heures supplémentaires, les chefs réformistes pratiquent une politique d'intérêt patronal. La lutte contre les heures supplémentaires réside avant tout dans notre capacité d'action, nos possibilités de travail et de mobilisation des masses et des chômeurs.

Enfin, en ce qui concerne les moyens préconisés par la C.G.T. pour obtenir la réduction du temps de travail, celle-ci, fidèle à sa position de collaboration de classes, s'en remet aux organismes internationaux, au B.I.T. où la discussion se prolonge interminablement. Il est assez plaisant de voir, à chaque fois qu'il s'agit de prendre une décision, les représentants des divers pays répondre : « Nous sommes prêts à accepter les 40 heures, mais à la condition que notre voisin les accepte aussi ».

Les ouvriers peuvent donc attendre longtemps de la collaboration l'application de la semaine de 40 heures, que nous continuons, nous, à considérer comme insuffisante.

Nous estimons donc que le devoir des militants est d'établir la démarcation entre notre position fondamentale sur la réduction des heures de travail, qui constitue un mot d'ordre et une revendication précise de lutte contre la rationalisation et la position de la C.G.T.

Mais il faut aussi marquer la position de celle-ci et montrer clairement le contenu de sa revendication de la semaine de 40 heures.

Notre devoir, devant les masses, c'est d'argumenter en faveur de la réduction de la journée de travail sans réduction de salaires.

C'est là le mot d'ordre central sur lequel nous devons développer le maximum d'efforts.

Toutefois, en même temps que nous dénonçons la duplicité et l'insuffisance du mot d'ordre réformiste, nous devons tenir compte de l'opinion des ouvriers. Si, dans certaines circonstances, nous sommes amenés à lutter pour la semaine de 40 heures, notre devoir est de mettre tout en œuvre pour que le front unique réalisé soit maintenu, cependant que notre position sera expliquée.

Si nous luttons pour la semaine de 40 heures avec le salaire de 48 heures, cela ne peut constituer qu'une courte étape, car le véritable moyen de combattre la rationalisation c'est la lutte pour la réduction de la journée de travail, c'est-à-dire pour la journée de 7 heures.

Nous devons donc souligner avec force quel soin il est nécessaire d'apporter à l'orientation de notre propagande sur ce point afin que, devant les ouvriers, la position de la C.G.T.U. sur une question aussi importante apparaisse clairement.

Si le mot d'ordre des 40 heures sans diminution de salaires cons-

litue une base de rassemblement immédiat des ouvriers, nous devons, par contre, bien préciser notre position qui resté celle de la lutte pour les 7 heures, seul mot d'ordre efficace contre la rationalisation capitaliste.

INTERVENTION DE COISNE

COISNE (Textile d'Armentières). — Camarades, je veux vous apporter ici quelques enseignements tirés de l'examen de la situation créée par le Comité intersyndical constitué durant la grande bataille ouvrière d'Armentières.

Il faut dire que ce n'est pas par un pur hasard que les chefs réformistes, au moment de l'attaque patronale, ont fait des propositions relativement à la constitution d'un comité intersyndical à nos camarades unitaires.

Il faut également indiquer qu'à la suite du Comité intersyndical d'Armentières, divers courants se sont produits dans notre pays, et surtout les mouvements de Strasbourg et de Roanne.

Voyons donc ce qui s'est passé au moment de l'attaque patronale d'Armentières et dès avant cette attaque.

Dès 1932, lorsque nos camarades de la 1^{re} U.R. indiquaient aux camarades responsables du textile que, chaque jour, il fallait être aux côtés des ouvriers, que, constamment, il fallait être là pour défendre leurs intérêts et leurs revendications, il y avait déjà eu, dans plusieurs usines, des attaques partielles contre les travailleurs, attaques consistant dans l'application des métiers multiples, l'introduction du système des amelles et les licenciements.

La faiblesse de notre syndicat venait de ce que nous n'étions pas suffisamment aux côtés des ouvriers, si bien que notre organisation apparaissait aux yeux des ouvriers comme la même organisation que les syndicats confédérés et chrétiens.

Lorsque les patrons dénoncèrent le contrat, ce fut, en vérité, une attaque contre les salaires des ouvriers dans une proportion de 15 à 25 pour cent.

A ce moment-là, les chefs confédérés et chrétiens, qui avaient été avertis par les patrons, sont allés trouver nos camarades responsables et leur ont proposé la constitution de ce comité intersyndical que chacun de nous connaît. Ils agrémentaient d'ailleurs leur proposition de certaines formes quant à la méthode à suivre.

1° Que seuls les chefs responsables aient le droit d'intervenir auprès des grévistes :

2° Que pas un autre militant, soit de la C.G.T.U., soit de la C.G.T., soit de l'U.R., ne puisse avoir le droit de venir affronter le point de vue apporté par le Comité.

D'autre part ce comité devait être composé de 15 membres non désignés par la masse, mais seulement par quelques dirigeants. Partant, c'était l'impossibilité pour nos camarades d'obtenir quoi que ce soit de ce comité intersyndical.

Par ailleurs, seules les propositions adoptées par le comité pouvaient être discutées devant les grévistes.

Camarades, durant cette bataille, nous avons assisté à une grande manifestation organisée par ce comité intersyndical.

L'U.R. du Nord, en accord avec ses diverses sections, proposait

d'envoyer des délégations. Ce furent nos camarades responsables les plus haut placés qui dirent à nos camarades : « Nous voulons à tout prix maintenir cette unité. Nous ne voulons pas que la C.G.T.U. apparaisse. »

Il y a eu surtout, en la circonstance, de la part de nos camarades responsables, une sous-estimation de la capacité de lutte de la classe ouvrière. Nos camarades n'ont pas cru à la possibilité de mener la lutte seuls avec les ouvriers, ils ont craint que les ouvriers ne les suivent pas. Par conséquent, ils se sont laissé prendre d'un bout à l'autre, ils se sont comportés non pas comme de véritables dirigeants du mouvement ouvrier, mais comme étant simplement à la remorque de ceux qu'ils étaient censés guider.

Les ouvriers syndiqués avaient donné mandat à leurs responsables de ne signer quoi que ce soit, les ouvriers ayant seuls le droit de décider de la marche à suivre. C'est au bout de quatre mois, après de multiples entrevues, en accord avec un inspecteur du travail dévoué à la bourgeoisie et avec le préfet du Nord, au cours d'une entrevue qui a duré dix heures, sous la pression, que les responsables ont obtenu la signature de nos camarades.

Qu'avaient donc signé nos camarades ? Un accord aux termes duquel les salaires subissaient une diminution de 5 %, on décidait de ne rien faire contre l'application des métiers multiples, on prévoyait qu'il serait examiné de quelle façon on pourrait régler la situation créée par cette lutte de quatre mois.

C'est à la suite de cette signature que des mesures ont été prises à l'égard de nos camarades Bodard et Fagot, qui n'ont pas été limogés par la C.G.T.U., comme le disait Serret. Ce sont les camarades unitaires eux-mêmes qui, ayant compris ce qu'avait de répréhensible l'attitude des responsables qui n'avaient pas suivi le mandat à eux donné, ont pris une décision.

Examinons maintenant la situation créée à la suite de cette bataille.

Vous savez qu'à la suite d'une grande bataille qui avait eu lieu en 1903 à Armentières, nos camarades avaient obtenu un contrat collectif, un tarif qui mettait tous les ouvriers sur le même pied.

Le 23 août, quatre mois exactement après l'ouverture de la lutte, le dirigeant du consortium du textile, brutalement, vient détruire ce tarif pour lequel les ouvriers s'étaient battus.

Les chefs réformistes et chrétiens qui, eux, ont toujours une attitude de collaboration de classe, sans protester, ont accepté la dénonciation de ce contrat.

Et c'est, alors que Serret a l'air de défendre nos camarades responsables, c'est, dis-je, maintenant, notre camarade Bodard lui-même qui travaille à l'usine, qui vient de signer, avec les principaux responsables actuels du syndicat unitaire, un article flétrissant l'attitude des chefs confédérés et chrétiens. Ce camarade a, en effet, compris toute l'importance de la faute qu'il a commise et, d'ores et déjà, il est avec nous pour mener le combat acharné contre la bourgeoisie, contre les chefs réformistes et chrétiens.

Camarades, à la suite de ce mouvement, on s'aperçoit maintenant que, malgré ce « limogeage », pour reprendre l'expression de Serret, nous n'avons pas perdu d'effectifs, mais que 200 nouveaux syndiqués sont venus grossir nos rangs. Actuellement, des camarades confédérés viennent d'eux-mêmes nous dire : « Je m'aperçois que j'ai été trompé.

Je me rends compte que la C.G.T.U. avait raison de dénoncer cette caricature de front unique, parce que, maintenant, on voit le véritable visage des chefs réformistes et chrétiens ».

Camarades, notre principal rôle désormais consistera à nous trouver chaque jour aux côtés des ouvriers, parce que la bataille d'Armentières est loin d'être terminée. Après la dénonciation du tarif, ce sont les attaques partielles qui se font chaque jour, attaques qui se sont déjà produites dans diverses usines. Il nous faut, en conséquence, poursuivre ardemment le travail pour éviter le retour de telles fautes. Car c'est en suivant les méthodes préconisées par la C.G.T.U., en organisant le front unique à la base, en dénonçant chaque fois les manœuvres des chefs confédérés et chrétiens que nous entraînerons les ouvriers derrière le drapeau de notre C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE BRANDY

BRANDY (Cheminots de La Garenne). — Camarades, j'ai écouté assez sérieusement le rapport fait hier par notre camarade Racamond. Ce rapport comportait l'examen de certains points des plus importants qui ont, d'ailleurs, fait l'objet d'observations présentées au cours de la discussion qui a suivi.

Parmi les interventions que nous avons entendues, il en est sur lesquelles je voudrais revenir, car, pour nous, appartenant au réseau de l'Etat, elles revêtent une importance particulière.

Ainsi, j'ai écouté avec attention les interventions de Serret hier, de Bouët aujourd'hui.

Quels sont donc les arguments apportés ici par les minoritaires de l'Enseignement ?

Rambaud, lorsqu'il était encore dans nos rangs, essayait de discréditer aux yeux des masses les militants de la C.G.T.U., de l'I.S.R., du Parti Communiste et de P.I.C. Dans tous ses discours, il faisait constamment et uniquement le jeu de la bourgeoisie, lorsqu'il luttait contre la direction de nos organisations révolutionnaires. Il est certain que, dès ce moment-là, il préparait la scission dans nos rangs.

En effet, il est clair que Rambaud avait des perspectives lorsqu'il dénonçait soi-disant toutes les fautes commises par la direction des organisations révolutionnaires. Et, voyez-vous, nous avons raison, nous, lorsque nous posons à Rambaud la question de savoir si le travail qu'il faisait dans nos syndicats était un travail révolutionnaire ou s'il entendait entraîner nos organisations syndicales dans le giron de la C.G.T.

Serret nous disait hier, et Bouët nous l'a répété tout à l'heure : « Je suis attaché à la C.G.T.U. Je ne la quitterai pas. Je suis un révolutionnaire ». Camarades, est-ce que Rambaud ne nous a pas également déclaré à plusieurs reprises qu'il était un révolutionnaire et qu'il était attaché à la C.G.T.U. ?

De même, n'avions-nous pas raison, alors qu'il est parti à la C.G.T. en 1932, de le traiter, au Congrès même de 1931, de scissionniste ?

Que faisait Rambaud dans nos rangs ? Faisait-il vraiment un travail de révolutionnaire ? Essayait-il vraiment d'organiser les cheminots pour les entraîner à la lutte contre l'offensive des compagnies, et particulièrement de la direction du réseau de l'Etat ?

Camarades, nous avons connu des temps où Rambaud était loin

de vouloir entraîner les cheminots à la lutte, où nous avons pu constater que, au contraire, il freinait les cheminots, faisant le jeu de la direction du réseau de l'Etat, où il essayait, par tous les moyens, par la démagogie, par le discrédit jeté sur nos organisations, de décourager les cheminots, de les écarter de la lutte. Nous avons eu bien des exemples de cette attitude de Rambaud!

En 1931-1932, alors que la direction du réseau de l'Etat appliquait la rationalisation à outrance dans les ateliers, au moment où nous appelions, nous majoritaires, l'ensemble des cheminots à lutter contre la direction de ce réseau, Rambaud venait dans les assemblées de cheminots, essayait de freiner le mouvement, indiquant qu'il ne fallait pas lutter parce qu'il y aurait des sanctions.

En vérité, ses déclarations d'attachement à la C.G.T.U. n'étaient qu'un paravent pour arriver à la scission. Il est certain que Rambaud a créé dans les rangs des cheminots des illusions formidables en leur laissant croire qu'il était inutile de lutter pour obtenir des revendications, qu'il suffisait d'aller le trouver pour qu'il fasse des démarches auprès de M. Dautry et qu'il se ferait fort d'obtenir certaines satisfactions personnelles. Quant aux revendications générales des cheminots, aux petites revendications, il ne s'en occupait pas.

Autre fait : à quel moment Rambaud a-t-il déclaré ouvertement la guerre à notre Centrale syndicale et au mouvement révolutionnaire ? N'est-ce pas au Congrès de 1929, lorsqu'il s'est déclaré ouvertement contre le rôle dirigeant du Parti ? A ce moment nous avons dû le démasquer, ainsi que ceux qui le suivaient. Naturellement, il a expliqué à sa façon le rôle dirigeant du Parti.

Je n'ai pas besoin de revenir sur le rôle dirigeant du Parti. On vous l'a expliqué ce matin. Je pense qu'il est inutile d'y insister.

Rambaud s'affirmait révolutionnaire et marxiste. Nos camarades de l'Enseignement prennent aujourd'hui la même position. Ils s'affirment marxistes, mais ils sont partisans farouches de l'indépendance du syndicalisme.

Je pense tout au moins que nos camarades de l'Enseignement lisent. Mais je ne sais pas s'ils ont lu quelques passages de Marx sur l'indépendance du syndicalisme. Ceux qui se disent marxistes devraient tout au moins prendre des leçons du maître dont ils se recommandent. Que disait donc Marx sur l'indépendance du syndicalisme et les partis politiques ?

Il disait :

En dehors de leurs buts primitifs, il faut que les syndicats apprennent à agir dorénavant de manière plus consciente en tant que foyers d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt de son émancipation complète. Il faut qu'ils soutiennent tout mouvement social et politique qui tend à ce but. En se considérant eux-mêmes et en agissant comme les pionniers et les représentants de la classe tout entière, ils réussiront nécessairement à attirer à eux ceux qui se tiennent encore en dehors du syndicat. Il faut qu'ils s'occupent soigneusement des intérêts des couches ouvrières les plus mal payées, par exemple des ouvriers agricoles, auxquels des circonstances particulièrement défavorables ont enlevé leur force de résistance. Il faut qu'ils inculquent au monde entier la conviction que leurs efforts, bien loin d'être égoïstes et intéressés, ont au contraire pour but l'émancipation des masses écrasées.

Dans un autre passage, Marx appuie plus fortement encore sur cette idée :

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe violemment tout effort d'émancipation de la part des travailleurs et prétend maintenir par la force brutale la distinction des classes et la domination politique des classes possédantes qui en résulte ;

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;

Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême : l'abolition des classes ;

Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux masses de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités ;

La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.

Camarades de l'Enseignement, vous venez nous dire que vous êtes partisans de l'indépendance du syndicalisme, que vous êtes contre le rôle dirigeant du parti du prolétariat, prenez donc des leçons dans Marx ! Vous vous dites des marxistes, si vous vous inspiriez de ses écrits et de sa conscience, il est clair que vous changeriez vivement votre position politique.

Je ne voudrais pas continuer les lectures, mais ceci nous démontre déjà la position fautive prise par ceux qui nous ont quittés pour aller à la C.G.T. de collaboration, de ceux qui, aujourd'hui encore, essaient de vouloir discréditer les organisations révolutionnaires et le parti politique de la classe ouvrière, ceux qui pensent peut-être que demain ils pourront faire comme Rambaud.

Il est certain qu'au Congrès de 1929, lorsqu'on a vu apparaître les différentes minorités, celles-ci ont semblé se partager le travail, chacune d'elles ne s'est pas tracé le même labeur, mais nous voyons maintenant que les minorités qui se sont déclarées en 1929 sont entièrement d'accord pour discréditer notre mouvement révolutionnaire. Nous aurions pensé cependant qu'au moment où la bourgeoisie de ce pays essaie par tous les moyens d'entraîner l'enfance ouvrière, les enfants des travailleurs vers une idéologie fautive, vers le fascisme, nous aurions pensé, dis-je, que nos camarades de l'Enseignement, tout au moins de la direction de l'Enseignement, auraient eu une autre conception de la lutte de classes et essayé d'entraîner l'ensemble des ouvriers de l'Enseignement dans la véritable lutte de classes dont nous nous recommandons.

Ce n'est pas cela que les dirigeants de l'Enseignement semblent faire, ils semblent au contraire essayer de s'en aller vers la droite du mouvement ouvrier pour entraîner des instituteurs, encore unitaires, vers la collaboration des classes. Cela est très dangereux pour nos ouvriers qui envoient leurs enfants à l'école laïque. Nous pensons que les dirigeants de l'Enseignement devraient prendre d'autres directives et changer leur ligne politique.

Mais, dites-moi, en ce qui concerne l'indépendance du syndicalisme, n'avons-nous pas des exemples frappants ? Est-ce qu'en 1921 nous n'avons

pas eu l'exemple de l'Italie lorsque nos camarades italiens ont pris les usines ? Ils ont laissé les pouvoirs publics à la bourgeoisie alors que même les militants, soi-disant représentants du mouvement ouvrier — le parti socialiste en l'occurrence — n'ont pas voulu que le prolétariat prenne le pouvoir. Ils ont laissé les mains libres à la bourgeoisie. N'est-ce pas là un exemple frappant de l'indépendance du syndicalisme qui démontre que ceci est un trompe-l'œil pour la classe ouvrière. Est-ce que nous n'avons pas un exemple plus récent, l'Allemagne ? L'Allemagne vient de subir un choc formidable, les organisations ouvrières dans l'illégalité, les organisations dissoutes également. Mais quels sont les responsables ? Est-ce que le dirigeant de la C.G.T. allemande n'indiquait pas que le rôle du syndicalisme n'était pas de s'occuper de la tendance politique d'un gouvernement et que quel qu'il fût on pouvait travailler avec lui ?

Est-ce qu'au nom de l'indépendance du syndicalisme nous allons continuer — tout au moins les minoritaires vont continuer — une telle politique ? Nous disons que le mouvement syndical — nous le disons avec Marx et Lénine — ne peut pas être indépendant, il doit être intimement lié au mouvement politique.

Je passe rapidement, mais je tiens à indiquer qu'à côté des différentes luttes que nous avons menées sur le réseau de l'Etat avec les minoritaires, la direction du réseau de l'Etat n'a pas chômé, elle a travaillé dur. C'est ainsi que nous avons vu s'implanter sur le réseau, assez rapidement, des méthodes de travail nouvelles. C'est ainsi que la direction du réseau, en la personne du sinistre Dautry, a implanté des méthodes absolument draconiennes et imposé dans les ateliers une cadence accentuée à 50 et 60 %.

Parallèlement nous avons vu des diminutions des prix du travail de 50 à 60 % ; dans d'autres services nous constatons des compressions de personnel ; rien que sur le réseau de l'Etat, depuis un an, un an et demi, il y a six cents agents en moins. Nous constatons que des attaques formidables se préparent contre les camarades de tous les services, contre les primes, les changements de service, les licenciements, les révocations augmentent. Tout dernièrement encore nous avons pu voir que les révocations se faisaient assez vite par le passage devant le Conseil d'enquête. Les camarades de l'exploitation, les agents des trains, nos camarades aiguilleurs voient leur journée de travail augmentée. Parallèlement à la compression du personnel, assez sensible, on augmente la journée de travail de ceux qui restent.

Il est certain cependant que notre section fédérale de l'Etat n'est pas restée inactive. Nous avons organisé la résistance des cheminots sur les réseaux. Après le départ de Rambaud nous avons essayé d'éclaircir la situation, d'organiser les cheminots. Nous avons réussi dans une certaine mesure.

Avons-nous réussi selon nos espérances ? Non. Il faut le dire franchement, l'influence réformiste existe encore parmi les cheminots du réseau de l'Etat. Néanmoins notre travail quotidien de persuasion parvient à retirer cette influence des réformistes et des ex-minoritaires. Notre section fédérale, qui était partie au début de 1932 avec 12.500 membres, a maintenant près de 15.000 adhérents. Ceci démontre bien que malgré l'influence réformiste nous travaillons très sérieusement et que nos syndicats travaillent hardiment aussi pour augmenter nos effectifs.

Nous ne nous occupons pas seulement du recrutement des cheminots mais aussi de leur éducation. Sur notre réseau, nous avons édité un bulletin d'information qui constitue un élément précieux pour nos militants et nos syndiqués. Nous pensons que dans l'avenir nous ferons mieux encore. Nous pensons qu'après ce Congrès, après les décisions qui y seront prises, en travaillant d'arrache-pied, nous parviendrons à organiser les cheminots sur notre réseau en supprimant l'influence réformiste. Nous pensons que d'ici peu nous pourrions engager des luttes sérieuses non seulement contre le réseau de l'Etat mais contre la bourgeoisie en entier. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole à Monmousseau qui va faire un rapport sur les tâches internationales contre le fascisme et la guerre, je demande aux camarades qui sont en groupes dans la salle de prendre place et faire silence. Je demande aux camarades du service d'ordre de faire placer tout le monde. La parole est à Monmousseau.

INTERVENTION DE MONMOUSSEAU

MONMOUSSEAU. — Camarades, notre camarade Racamond, dans son rapport, a déjà souligné, avec une grande force, le point où nous en étions dans la situation internationale, sur la question de la guerre et du fascisme.

Dans quelques jours va s'ouvrir le Congrès des syndicats confédérés; notre Congrès doit avoir une répercussion énorme dans la classe ouvrière, il doit pouvoir jeter dans la masse des travailleurs, et en particulier au sein des masses travailleuses organisées dans les syndicats réformistes, la clarté nécessaire pour que notre prolétariat s'oriente dans les voies justes de la lutte concrète contre la guerre et le fascisme.

Je voudrais tout d'abord rappeler que Léon Jouhaux a tout récemment, au Congrès de la Fédération Confédérée des Ports et Docks, répondu d'une façon symptomatique aux militants de base qui voulaient que le Congrès confédéré s'occupe des revendications posées devant la masse des travailleurs par les événements de chaque jour. Jouhaux, dont on connaît naturellement l'esprit large, les grandes idées, les vastes perspectives et les grandes préoccupations internationales, a répondu à ce courant de la base : « C'est bien l'heure de parler des revendications, de ces petites choses ! Quoi, maintenant, à l'heure où nous en sommes, quand la guerre est au-dessus de nous, quand la tache noire du fascisme se rapproche de nous, il y a des ouvriers, des militants qui voudraient qu'on s'intéresse à ces petites choses que sont les revendications ! ».

Camarades, le Congrès de la C.G.T.U. répondra aux préoccupations des masses ouvrières. Il répondra au désir des masses ouvrières pour la défense des revendications immédiates de chaque jour, en même temps qu'il répondra aux questions qui sont posées devant les ouvriers et devant nous par les événements, aux grandes questions de la lutte contre la guerre et le fascisme.

Nous comprenons très bien que les dirigeants réformistes emploient de grandes phrases dans le moment présent en ce qui concerne la guerre et le fascisme. Nous le comprenons et Racamond l'a souligné dans son intervention, parce que justement, malgré ses éclats de voix, Léon Jouhaux — qui n'est pas seulement le secrétaire de la C.G.T., mais qui est aussi le grand dirigeant de l'Internationale d'Amsterdam — est placé en face de la faillite la plus éclatante de l'Internationale Syndicale

d'Amsterdam, de la faillite la plus éclatante du réformisme international et de son propre programme en face de la crise, de la guerre et du fascisme.

Nous devons donner une telle portée à nos débats sur l'ensemble des questions du mouvement syndical international et du mouvement syndical français que l'écho aille au delà de nos propres syndicats, jusqu'au fond des couches profondes de la classe ouvrière. Car, en face de la banqueroute frauduleuse de l'Internationale d'Amsterdam et de la C.G.T., chacun de nous doit comprendre la responsabilité énorme qui nous incombe dans le moment présent pour la réalisation des tâches qui se trouvent posées devant le mouvement ouvrier.

Je ne voudrais pas vous ennuyer avec des chiffres. Racamond en a donné, je ne veux pas les répéter. Je veux seulement citer, sur ces deux grandes questions de la guerre et du fascisme, les faits les plus démonstratifs qui soulignent la faillite du réformisme et nos responsabilités.

Les dirigeants réformistes, depuis déjà une dizaine d'années, ont assuré à la classe ouvrière que la paix, nous l'aurions par la Société des Nations.

Voyons un peu où nous en sommes depuis 1931 ? Le fameux Comité des 22 a fait, à cette époque, confiance à la politique de collaboration des classes des dirigeants réformistes pour quelques années. Il n'y avait pas besoin d'attendre si longtemps, camarades, pour avoir le résultat. Les événements vont vite, très vite.

Depuis 1931, où notre dernier Congrès a discuté et pris ses résolutions, se placent en premier lieu la guerre du Japon en Chine, l'annexion de la Mandchourie, l'occupation de l'Est chinois.

Inutile, entre nous, de commenter longuement. C'est la guerre sur un très large secteur du monde.

En deuxième lieu, c'est la guerre au Maroc. Je souligne cela pour montrer déjà ce qui se cache derrière l'habit démocratique que la bourgeoisie française a endossé avec — disons-le tout de suite — le concours assez puissant des dirigeants de la C.G.T. et du parti socialiste en 1932.

Je voudrais ici faire remarquer en effet aux camarades que c'est la continuation au Maroc de la même politique que nous avons déjà signalée en 1925. En 1925, la guerre du Maroc a été préparée par Poincaré et exécutée par un tel gouvernement qu'on appelle gouvernement de gauche. Si j'ai bonne mémoire, c'était M. Herriot qui était chef du gouvernement, avec ce « bon » démocrate Painlevé. La guerre du Maroc fut, dès cette époque, soutenue par les dirigeants réformistes et par le parti socialiste puisqu'ils soutenaient le gouvernement.

En 1933, continuation de la guerre du Maroc, exactement dans les mêmes conditions. Aussi bien en ce qui concerne le rôle de la démocratie française et du gouvernement de gauche qu'en ce qui concerne le rôle du parti socialiste et des dirigeants réformistes, nous verrons tout à l'heure comment la France démocratique constitue maintenant le dernier carré des libertés et le dernier rempart du fascisme et de la paix, ainsi que l'affirment les dirigeants réformistes.

Je ferai seulement remarquer en passant les raisons pour lesquelles l'impérialisme français se dépêche pour poursuivre sa guerre au Maroc. C'est la France militaire qui déclare nécessaire d'en finir avec la question marocaine, en 1933, pour avoir les mains libres en Europe. Cela veut

dire que la France, gênée dans ses entournures, embêtée par certaines complications dans les colonies, se dépêche d'en finir de ce côté pour pouvoir concentrer toutes ses forces en cas de guerre sur un autre secteur.

Racamond, dans son rapport, a souligné à quoi correspondaient certains symptômes de reprise de l'activité industrielle. Je suis convaincu que, non seulement dans la classe ouvrière de notre pays, mais peut-être bien aussi dans l'esprit de quelques camarades de notre Congrès, il y a une illusion sur le caractère de cette reprise. N'est-il pas vrai, camarades, qu'il y a, chez nous, de l'optimisme à ce sujet, que certains camarades commencent à douter des affirmations qui ont été produites au VI^e Congrès de notre C. G. T. U. et consignées dans les résolutions et pensent que la crise, en France et dans le monde, est en train de se liquider, que les perspectives qui ont été tracées par nos Internationales, par le VI^e Congrès de la C.G.T.U. étaient un peu exagérées. Je ne sais pas si notre camarade Bouët a parlé sur cette question lorsqu'il est venu à la tribune. Je n'étais pas là pour l'entendre et je m'en excuse.

Quel est donc le mystère d'une certaine reprise de l'activité industrielle dans les pays capitalistes et dans le nôtre en particulier ?

Regardez d'un peu près les documents de notre bureau de documentation, regardez ce qui se passe dans les entreprises, vous vous apercevrez d'un changement dans la production. Et l'optimisme qui peut se dégager, et essayer de se faire une voie dans les masses, et peut-être même dans nos rangs, en ce qui concerne le caractère de la crise, les perspectives d'une amélioration et d'une nouvelle ère de prospérité, s'évanouira vite.

Voyons où nous en sommes. La première démonstration que je veux faire touche le problème des budgets de guerre. Je vais donner simplement quelques chiffres pour cinq grandes puissances : l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, l'Italie et le Japon.

En 1913-1914 : 1.227.000.000 de dollars au budget.

En 1924-1926 : 1.787.000.000 de dollars.

En 1931-1933 : 2.586.000.000 de dollars, c'est-à-dire le double.

Et la France, grand pays pacifiste ? Voici son budget :

1925-1927 : 5.543.000.000 de francs.

En 1931-1932 : 12.021.000.000 de francs.

Pour 1932-1933 : 11.910.000.000 de francs.

Tiens, diront certains camarades qui, eux, cherchent — et je comprends très bien avec quelle anxiété, avec quel empressement — à trouver dans l'examen de la situation un éclair qui illuminera un peu le tableau si noir de la guerre, qui donnera un peu d'espérance, tiens diront ces camarades, il y a tout de même de la diminution dans le budget de guerre de la France par rapport à 1931-1932.

Ce n'est pas juste. C'est un habile camouflage de la bourgeoisie française, sous l'égide des gouvernements de gauche. Il y a quatre milliards et demi de dissimulés dans les autres budgets qui, finalement, convergent vers celui de la guerre, ces milliards sont dissimulés dans les budgets des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture, des Travaux publics, de la Santé publique.

Je vais prendre simplement l'exemple des Travaux publics. Qui de vous ne sait qu'à l'heure actuelle de grandes entreprises du bâtiment sont orientées pour la construction de forteresses souterraines, pour l'établissement de points et de routes stratégiques, etc. Le chef du gou-

vernement, Daladier, a visité récemment la région de l'Est, Il a été voir l'état des travaux dans cette région, et il est revenu très satisfait.

Toutes ces dépenses, camouflées par les aménagements du budget, convergent toujours vers l'organisation, vers la préparation de la guerre. Mais on maquille le budget pour que les masses puissent conserver leurs illusions dans la bourgeoisie française, pour que les dirigeants réformistes et socialistes puissent jouer plus facilement leur rôle de défenseurs de la France, « à la tête de la paix ». Notre rôle est justement de démasquer ces manœuvres et ces combinaisons et d'affirmer qu'en réalité il y a une augmentation de 5.000.000.000 du budget actuel sur le précédent.

Il y a d'autres facteurs qu'il faut faire intervenir. Chacun sait — et j'en reparlerai tout à l'heure — qu'une grande proportion des entreprises : métallurgie, textile, produits chimiques, bâtiment, transports, est concentrée vers la production et les transports de guerre.

L'augmentation du rendement, la diminution des salaires, tout cela s'ajoute encore comme production de guerre à l'augmentation réelle du budget. Ainsi, pendant toute cette période, avec un budget augmenté, l'impérialisme français a trouvé le moyen en diminuant les salaires, en renforçant les mesures de rationalisation, d'augmenter, dans des proportions considérables, la production de guerre et de préparer ainsi la guerre.

Il y a encore un autre élément à faire intervenir ; pendant toute cette période, non seulement le budget de guerre est en augmentation, non seulement la production des ouvriers travaillant pour la guerre augmente, mais le prix des matières premières diminue. Par exemple, nous avons, pour la fonte, une diminution, pour 1933 sur 1929, de plus de 60 %.

Sur le cuivre — et vous savez quel rôle joue le cuivre dans la fabrication de guerre — la diminution est de plus de 70 %.

Sur l'étain, de plus de 50 %.

Naturellement, ces chiffres ne valent pas seulement pour l'impérialisme français. Ils valent pour l'ensemble des pays capitalistes. Notre rôle, c'est de souligner où nous allons, dans quelle mesure nous nous sommes rapprochés de la guerre, ou du moins, la guerre s'est rapprochée de nous.

Quel rôle la France joue-t-elle dans cette question ?

Quand on a de gros budgets comme ceux-là, il doit en résulter une augmentation des armements, et nous enregistrons en effet une grosse augmentation des armements. Au moment où l'on a tant parlé de la Conférence du désarmement, nous assistons précisément aux surarmements à outrance.

Par exemple, les Etats-Unis sont en train d'établir un nouveau programme naval qui comporte une augmentation extrêmement grande de leurs forces navales. Et voici comment la presse américaine spécialisée dans cette question présente la chose. On dit : « Le secrétaire de la marine, qui avait déjà annoncé antérieurement l'exécution d'un nouveau programme naval, a vivement satisfait les partisans ordinaires d'une puissante marine en déclarant que l'intention du gouvernement américain était de créer et de maintenir, dans les limites permises par les traités, une marine de premier ordre et portée au maximum de sa force offensive et défensive. »

« Dans les limites permises » ! Mais vous savez très bien que toutes

les limites sont permises et qu'à l'heure actuelle tout le monde, y compris la bourgeoisie et les chefs de la C.G.T., est obligé d'avouer que la Conférence du désarmement est impuissante. En réalité, toutes les conférences du désarmement qui se sont tenues, ont discuté, pris des décisions, adopté des résolutions, ont été, dans la réalité, autant de conférences de surarmement. Mais elles ont servi à illusionner les masses.

En Angleterre, on est également en train d'établir des prévisions très impressionnantes. Par exemple, on augmente le tonnage des grands cuirassés qui sera porté à un minimum de 22.000 tonnes et les navires du plus fort tonnage à 25.000 tonnes, avec des canons de très grande portée, c'est-à-dire qu'on est en train de procéder en Angleterre à une réorganisation totale de la marine de guerre.

Au Japon, c'est très intéressant également. Le Japon a occupé la Mandchourie, mais dans une note on déclare que cette occupation n'est qu'une occupation de paix, et on veut, naturellement, la transformer en une occupation de guerre, c'est-à-dire qu'on veut concentrer sur la frontière de Mandchourie, en direction de l'Union des Républiques Soviétiques, une véritable armée moderne pour préparer l'échéance de la guerre prévue depuis déjà quelque temps par l'impérialisme japonais contre l'Union des Républiques Soviétiques.

Voilà quelle est la caractéristique pour le Japon : « Le nombre des hommes qui seront ainsi destinés aux formations spéciales en Mandchourie, tels que les corps de mitrailleuses lourdes et légères, les avions, les tanks, les corps d'automobiles, les corps contre l'emploi des gaz, la radio, l'observation météorologique, la topographie, etc, est estimé devoir atteindre le chiffre de 100.000 officiers et hommes de troupe non commissionnés. La dépense fixée pour ces formations est de 9.291.000 yens. »

L'Italie suit exactement la même route, mais elle ne se contente pas de s'armer dans les limites de ses frontières. Elle arme aussi les Etats qui peuvent lui servir de point d'appui. Par exemple, on sait qu'elle a livré 195.000 kilos de gaz asphyxiants à la Hongrie (*Echo de Paris*, 28 février 1933), 60 avions de combat en 60 jours à la Bulgarie (*Echo de Paris*, 7 mars 1933). Et l'informateur de ce développement des forces armées de l'Italie et des différents pays qui doivent lui servir de point d'appui pour la guerre déclare : « C'est la lenteur et la timidité du quai d'Orsay qui ont encouragé les canailleries de Budapest. »

Vous comprenez le ton de la bourgeoisie devant une telle situation internationale. Vous comprenez comment déjà, derrière le gouvernement soi-disant démocratique de gauche, se prépare la grande poussée guerrière nationaliste et fasciste, et comment déjà la grande bourgeoisie pousse à l'aggravation des différents antagonismes qui mettent aux prises les grands Etats capitalistes.

La France, en raison de sa loi du 26 octobre 1932, a mis en construction le croiseur *Dunkerque* qui sera le plus grand croiseur du monde. Le tonnage de la flotte militaire française, qui atteignait déjà 558.756 tonnes, est prévu, au budget de 1933, pour 668.924 tonnes, soit 10.000 tonnes de supplément.

Voilà comment à l'augmentation du budget correspond, dans tous les pays et dans le nôtre, une augmentation des armements.

Je voudrais poser la question aux militants qui ont des rapports avec les entreprises, qui connaissent bien leur situation industrielle régionale : Est-ce qu'il y a encore, à l'heure actuelle, des industries

de paix en France ? Est-ce que quelqu'un peut dire qu'il y a encore dans notre pays une seule industrie, parmi les principales, qui soit encore une industrie de paix ? Non ! Toutes les industries françaises se sont transformées, au cours de ces dernières années, en véritables industries de guerre.

Certes, il est presque impossible d'établir le rapport entre le travail qui sert pour la consommation normale et la production de guerre. Il y a un enchevêtrement tel qu'il est presque impossible de dire, chiffres en main, quel est ce rapport. Mais il y a une tendance à ce que la production consacrée à la guerre, aux armements, aux approvisionnements de guerre, soit dominante.

En réalité, non seulement la France capitaliste continue à s'armer d'une façon formidable et à se préparer à la guerre dans les limites de ses frontières, mais elle arme également ses vassaux, la Pologne, la Roumanie ; et elle ne se contente pas de cela : elle exécute des commandes pour l'étranger, pour le Japon. Après cela, on peut dire tout ce qu'on veut sur les relations politiques et diplomatiques de la France impérialiste avec le Japon.

La chose importante est qu'à l'heure actuelle la France est transformée en une véritable usine de guerre. Elle est devenue un grand fournisseur d'armements.

La conclusion, pour notre pays, c'est qu'au milieu d'une crise économique dont la classe ouvrière subit tous les jours les conséquences de plus en plus graves, se développe un certain essor dans toutes les branches industrielles qui travaillent pour la guerre. L'industrie de guerre est devenue la seule industrie florissante.

Voilà la situation. Voilà le grand mystère de la reprise de l'activité industrielle, mystère auquel s'ajoutent certains petits symptômes comme la reconstitution des stocks à l'usage de la consommation courante, ainsi que l'a dit Racamond.

Camarade Bouët, qu'en penses-tu ? Permettez que je m'adresse à lui d'une façon particulière parce que le camarade Bouët a été tout de même, pendant la dernière guerre, à l'avant-garde des luttes révolutionnaires ; parce qu'il est parmi les militants de l'enseignement un de ceux qui, avec nous, surent tenir tête à la vague chauvine déchainée par les socialistes et les chefs réformistes ; parce qu'il est un de ceux qui sont restés à la tête d'une des seules fédérations qui, dès le début de la guerre, ont tenu haut le drapeau de la lutte contre la guerre. (*Applaudissements*) ; parce que notre Fédération de l'Enseignement doit, avec ou sans lui, reprendre son drapeau de la lutte contre la guerre. (*Applaudissements*.)

Je m'adresse au camarade Bouët et je lui dis : « Que penses-tu de la situation ? Oui ou non, est-ce le moment de reprendre en main le drapeau de la lutte contre la guerre impérialiste ? Est-ce que c'est le moment d'aller dans la masse des instituteurs leur rappeler le passé glorieux de la Fédération de l'Enseignement ? Est-ce que c'est le moment d'aller partout détruire les illusions provoquées par la social-démocratie et les dirigeants réformistes sur la guerre qui s'éloigne, ou bien sur la France pacifiste ? Est-ce que c'est le moment de partager avec les pires ennemis de l'U.R.S.S., avec les chefs socialistes, avec les chefs réformistes, l'arme empoisonnée de la calomnie ? (*Applaudissements*.)

Que voulez-vous, moi, je veux me rappeler, malgré toutes les divergences, malgré même l'amertume qui peut naître à travers toutes les

discussions passionnées, le rôle des vieux militants au sein de la minorité révolutionnaire dans la C.G.T.

Je veux que Bouët vienne, ou qu'il revienne, à la tribune, qu'il nous dise qu'est-ce qu'il va faire dans sa Fédération, qu'est-ce qu'il va faire dans les masses à l'heure où, devant les yeux de millions de travailleurs, les voiles pacifistes se déchirent, à l'heure où la guerre est à nos portes, à l'heure où l'on ne doit plus se contenter d'affirmations quelconques, à l'heure où l'on doit prendre note de l'expérience de nos vieilles luttes contre la guerre, prendre ce qu'il y avait dedans de bon et de beau en en corrigeant les erreurs, à l'heure où l'on doit prendre l'expérience du parti bolchevik russe qui, lui, a su transformer la guerre impérialiste en guerre civile. (*Applaudissements.*)

Un coup d'œil sur les événements, sur la situation à l'échelle mondiale et en France et tout est clair ; c'est la faillite de la Société des Nations. Cette faillite, c'est la faillite de l'Internationale d'Amsterdam ; c'est la faillite de la politique des dirigeants réformistes ; c'est la faillite du réformisme en France.

On ne peut même pas dire que c'est une faillite car c'est plutôt une banqueroute frauduleuse. (*Rires et applaudissements.*)

Vous, les jeunes militants, permettez que je m'adresse aux jeunes maintenant, qui n'avez pas connu, dans la vie pratique, toute notre lutte contre la guerre depuis 1914, qui n'avez pas connu ses traits particuliers, qui n'avez pas suivi dans les faits tout l'enchaînement de la ligne politique du réformisme, eh bien, pas un de vous, camarades, ne peut en effet penser un seul instant que des dirigeants réformistes se trompent.

Seuls, les événements forcent les dirigeants réformistes à avouer leur faillite dans leur rapport d'activité. « La Société des Nations, il faut bien le reconnaître, disent-ils, est allée d'échec en échec ; elle avait une grande tâche à remplir, par exemple elle avait à régler la question du Japon, mais elle a été impuissante. » Après cela, tirons l'échelle. Cet aveu de faillite des dirigeants réformistes est inscrit dans leur rapport d'activité. Il faut le transporter loin, dans les masses. Il ne faut pas que cette formule reste enterrée dans leur congrès ; il faut que nous, les militants, empêchions justement de se réaliser la deuxième tentative de mystification qui sera tentée par les dirigeants réformistes, au cours du prochain congrès de la C.G.T.

Car après avoir bourré le crâne aux travailleurs pendant douze ans, devant ce bilan de faillite, devant cette banqueroute, les dirigeants réformistes s'apprentent à leur jeter aux yeux une nouvelle formule : « La Société des Peuples. »

« Les gouvernants sont incapables, il ne peuvent rien faire pour nous », a dit Jouhaux dans son rapport d'activité. « Pourtant, ajoute-t-il, qu'est-ce qu'on leur a dit aux gouvernants ! » « Combien de fois ne les ayons-nous pas talonnés pour qu'ils réagissent ! » « Il n'y a rien à faire avec eux » ; « il faut donc en appeler au parlement », « aux délégués directs du peuple ».

Camarades, voyez un peu ce qui se passerait si on en appelait au parlement contre la guerre du Maroc. (*Rires.*)

Et descendons plus près dans la bataille de classe, si on en appelait au parlement français contre la police à Strasbourg et chez les bateliers, ou à Vienne, ou chez Citroën ! N'est-ce pas, camarades, qu'elle est de taille la plaisanterie ? Mais il ne faut pas perdre de vue que les masses

auxquelles nous n'avons pas toujours su indiquer la voie, auxquelles nous n'avons pas toujours su causer, sont prêtes à s'illusionner sur de nouvelles formules.

Il ne faut pas croire que parce que, en quelques mots, nous pouvons entre nous-mêmes mettre de la clarté sur les problèmes, ce qui n'est pas toujours vrai, que les masses sont si faciles à convaincre et à entraîner derrière nous. Il ne faut pas oublier en effet que la bourgeoisie dispose d'un véritable arsenal de propagande : la presse bourgeoise, la presse réformiste, socialiste, la T.S.F., tout est mobilisé pour développer dans la masse de nouvelles illusions. Au vieux voile qui vient de tomber déchiré, plein de taches de sang des masses chinoises, plein de taches de sang des Marocains luttant pour leur indépendance, et de nos frères qu'on a envoyés se battre contre eux, on est en train de substituer de nouvelles belles formules avec de beaux appels, et derrière cette autre mystification, cette fois c'est la guerre élargie qui se prépare. (*Applaudissements.*)

Un de ces jours nous nous réveillerons avec l'éclatement de tonneaux de poudre accumulés, parce que nous n'aurons pas su parler aux ouvriers, parce que nous n'aurons pas su leur ouvrir la voie dans la lutte contre la guerre, parce que nous nous serons contentés de dénoncer la formule des réformistes, sans les battre devant les masses et sans apporter à celles-ci des arguments nécessaires pour les battre, sans avoir arraché les illusions aux ouvriers qui, d'instinct et par raisonnement, sont comme nous contre la guerre impérialiste.

La faillite, la banqueroute du réformisme international et de la C.G.T. souligne précisément la justesse de la position de l'I.S.R., elle la souligne non seulement pour nous, mais pour les ouvriers, pour peu que nous sachions leur présenter la justesse de notre position sur la question de la guerre.

En ce moment, nous assistons également à une autre banqueroute du réformisme international et de la C.G.T. réformiste. Qu'est donc en effet devenue la formule des dirigeants réformistes sur la démocratie bourgeoise, rempart contre le fascisme ?

Nous allons le voir.

Eh bien, on va voir, camarades. Le fait nouveau depuis 1931, depuis notre Congrès, c'est l'Allemagne fasciste.

Un petit retour en arrière : d'où vient l'Allemagne capitaliste d'après-guerre maintenant aux mains du parti national-socialiste ? L'Allemagne capitaliste vient de la défaite des luttes révolutionnaires de 1918-1919, luttes révolutionnaires à la tête desquelles étaient nos camarades Liebknecht et Rosa Luxembourg. L'échec de la révolution fut assuré par le soutien direct que la social-démocratie a donné à la bourgeoisie allemande, contre le prolétariat révolutionnaire et contre son avant-garde communiste. Il faut se souvenir que ce sont les leaders socialistes qui ont pris en main les armes de l'Etat bourgeois pour briser la vague révolutionnaire en Allemagne, marchant vers la dictature du prolétariat sous la conduite de nos vaillants militants.

C'est sur la défaite de la révolution à cette époque que la social-démocratie et la bourgeoisie ont édifié ensemble la démocratie bourgeoise en Allemagne.

Depuis cette époque, la social-démocratie allemande avait conservé en main les leviers de commande de l'Etat bourgeois : présidence du

Reich. gouvernement de la Prusse, elle était maîtresse de toutes les grandes régions industrielles.

Jouhaux dépeint la démocratie française comme le meilleur exemple. Est-ce vrai ? Non pas ! C'est l'Allemagne qui était à la tête des démocraties bourgeoises jusqu'au moment où le parti national-socialiste a pris le pouvoir. Comment peut-on imaginer une plus belle démocratie que celle où le parti socialiste, les dirigeants réformistes commandent ? On ne peut pas trouver mieux. Le jour où les communistes prennent le pouvoir, ce n'est pas pour conserver ou instaurer la démocratie bourgeoise, mais pour la briser et instaurer la dictature du prolétariat.

La panacée pour la démocratie bourgeoise, ce fut donc l'Allemagne. Mais si la social-démocratie allemande avait en main les leviers de la commande, il faut souligner qu'elle était également à la tête de la lutte contre le communisme, contre l'unité syndicale. Elle a en effet pratiqué les exclusions et organisé la scission au fur et à mesure que le mouvement de masse se développait, en opposition avec la politique de collaboration de classe de la social-démocratie et des dirigeants réformistes.

La deuxième étape, c'est le glissement vers le fascisme. Je veux, sans longs commentaires, vous en montrer les points les plus suggestifs. On a parlé de la politique du moindre mal et Racamond a mis ce Congrès en garde contre elle et il a eu raison.

Au moment où, en Allemagne, les militants de l'opposition syndicale et du P. C. allemand essayaient de mobiliser les masses pour lutter contre la bourgeoisie et les orienter vers la lutte pour le pouvoir, la social-démocratie allemande, qui jouissait encore d'une grande influence, avait conquis 11 millions d'électeurs aux dernières élections et était soutenue par des syndicats forts de 4 millions de membres, la social-démocratie ne marchait pas dans la même voie mais pratiquait la politique du « moindre mal ».

En 1930, les social-démocrates considéraient ouvertement que Brüning était un moindre mal qu'un gouvernement de droite. En 1931-1932, Brüning était un moindre mal qu'un gouvernement fasciste, bien qu'il représentât un gouvernement de droite. En 1932, Hindenbourg était un moindre mal que Hitler. En juin, quelques semaines plus tard, von Papen était un moindre mal que Hitler. En novembre 1932, Schleicher, général social, était un moindre mal que Hitler. Enfin, en février 1933, au moment où Hitler avait pris le pouvoir, les social-démocrates disaient que la combinaison Hitler-Hugenberg était un moindre mal que Hitler seul !

Voilà comment la social-démocratie a développé chez les masses, contre le mouvement révolutionnaire et l'opposition syndicale, contre notre parti, l'idée du « moindre mal » : en appuyant tour à tour les partis de la bourgeoisie qui marchaient vers le fascisme.

Voilà comment la social-démocratie a préparé le lit au fascisme. Mais ce n'est pas tout. Une fois que Hitler eut pris le pouvoir, la centrale allemande, par la voie de ses leaders, a signé un contrat de capitulation au parti national-socialiste. Voici comment était libellé ce document qui porte la date du 20 avril :

« La révolution nationale a créé un nouvel Etat. Cet état veut unifier la force du peuple allemand tout entier et la faire valoir avec puissance. Cette

volonté de puissance et d'unité du peuple ne connaît ni la séparation en classes ni l'internationalisme, étranger au peuple. Ce fait pose le peuple allemand tout entier, chaque corporation (Stände) et chaque individu, devant la nécessité de décider de son attitude envers cet Etat.

« Les syndicats allemands ont conscience que cette renaissance du peuple et de la Nation exigent d'eux leur coopération. Ils sont convaincus que leur coopération à cette renaissance influencera l'avenir du peuple allemand d'une manière décisive. Les différents syndicats ouvriers allemands sont unanimes à le reconnaître. Fidèles à leurs traditions politiques d'Etat ils sont prêts à collaborer positivement au nouvel Etat.

« Les Syndicats allemands au cours des dizaines d'années de leur existence se sont profondément ancrés dans l'existence économique, sociale et culturelle du peuple entier. Ils étaient et ils sont encore des forces créatrices dans sa vie. Ni l'économie, ni la société, ni l'Etat ne peuvent se passer de leur collaboration positive, sans que les intérêts de la nation tout entière en subissent un préjudice. C'est pour cela que des changements profonds dans la structure de l'Etat créent aussi des changements dans les formes du travail des syndicats.

« Les syndicats allemands croient qu'ils servent mieux la grande tâche du nouvel Etat d'unifier toutes les forces du peuple allemand en s'unifiant eux-mêmes, en passant par-dessus toutes les scissions du passé, en créant une seule organisation nationale du travail.

« C'est pour cela que la direction de l'Union Syndicale Allemande (A.D.G.B.), la direction de l'Union des Syndicats Chrétiens d'Allemagne, et la direction des Syndicats Neutres (H.D.), veulent s'unifier et se transformer.

« Pour préparer et exécuter ce but les directions des syndicats décident la formation d'un Comité de Leaders, se composant de 3 personnes de chacun de ces Groupements de Syndicats.

« Ce Comité de Leaders a les tâches suivantes :

« 1^o D'éclaircir et de fixer la base idéologique de ce nouveau Syndicat Unique.

« 2^o De créer des prémisses d'une unification organique des Syndicats par des pourparlers entre les directions.

« 3^o Préparer du point de vue technique la coopération des syndicats unifiés, en créant les statuts et en décidant des chefs et de leur nombre.

« 4^o De fixer les buts pratiques des syndicats unifiés.

« Ils doivent remarquer :

« a) Que les syndicats sont des organisations chargées de défendre les intérêts sociaux et économiques des ouvriers et ouvrières ;

« b) Que la plus grande tâche de leur travail est d'aider à la formation d'un peuple et d'un Etat sains, qui sont les prémisses permettant d'assurer aux ouvriers allemands leurs droits vitaux, culturels, civils, économiques et sociaux ;

« c) Que les forces élémentaires de la religion doivent être reconnues, et leur importance pour l'Etat et la société appréciée à leur juste valeur ;

« d) Que les syndicats ne doivent être liés à aucune politique de parti.

« 5^o De mener des pourparlers avec le gouvernement et les administrations responsables.

« 6^o La transmission de leur fortune, active et passive, en un fonds commun.

« 7^o De transmettre les valeurs mobilières et immobilières des syndicats, des groupements locaux et régionaux, des cartels, des secrétariats, etc., à une administration commune et les utiliser en commun.

« Le Comité des Leaders travaille au nom de toutes les directions en toute indépendance, mais ses décisions sont définitives. Il peut admettre à ses séances des experts, il peut créer pour certaines questions spéciales des sous-commissions.

« Jusqu'à la fin des travaux des comités des Leaders, les directions des syndicats n'entameront aucun pourparler sur la nouvelle formation des syndicats.

« Le Comité des Leaders s'oblige à faire aux directions des syndicats des rapports sur les questions les plus importantes de ces pourparlers. »

Voilà comment la social-démocratie a entraîné les travailleurs à la capitulation. Ce serait une lourde erreur de croire que les masses ouvrières groupées dans les syndicats social-démocrates, que ces quatre millions d'ouvriers sont conquis au fascisme. Non, ils ont été livrés par leurs chefs au pouvoir fasciste. Mais un mécontentement inouï existe dans les masses ouvrières allemandes et le pouvoir fasciste, qui a réussi partiellement à cadencer ce mécontentement, ces colères, vit sur des tonneaux de poudre. C'est en quelque sorte une dynamite qui peut éclater d'un moment à l'autre.

Si le parti national-fasciste se répand avec une telle violence en attaques contre le parti communiste, si tous les jours il frappe par dizaines les militants révolutionnaires, s'il met des villes en état de siège, procède à des perquisitions, à des arrestations, s'il livre à la torture ses adversaires, cela n'empêche pas le mécontentement non seulement de demeurer dans les masses, mais encore de s'y développer, de s'accumuler et, mieux encore, cela n'empêche nullement le parti communiste de travailler.

Rien, jusqu'ici, n'a réussi à arrêter un seul jour le travail des vaillants militants révolutionnaires allemands. (*Applaudissements.*)

Quelquefois, nous entendons quelques échos des difficultés du travail au sein des entreprises dans notre pays. Oui, personne ici ne peut ignorer ces difficultés du travail dans des maisons comme Renault, Citroën, de Wendel ou Schneider et autres. Oui, nous devons trouver la voie pour pénétrer et travailler dans ces maisons et mobiliser leurs ouvriers, mais savez-vous, camarades, que le fait de distribuer un tract en Allemagne vaut au militant une menace de mort immédiate ?

Un militant révolutionnaire, en Allemagne, risque sa peau à chaque tournant du chemin.

Malgré cela, rien n'arrête le parti, la masse ouvrière livrée par les social-démocrates au pouvoir fasciste trouve dans son sein des forces inébranlables et incalculables.

Et la Fédération de l'Enseignement s'oppose à l'Internationale Communiste ! (*Nouveaux applaudissements.*)

Ce qui s'oppose au fascisme, ce n'est pas la social-démocratie, ce n'est pas la F.S.I., ce n'est pas la C.G.T. allemande : c'est notre Internationale Communiste, ce sont ses sections, c'est l'I.S.R., c'est l'Opposition Syndicale Révolutionnaire allemande, et c'est là un exemple que nous devons suivre.

Quelques mots encore sur une autre vague fasciste qui risque de s'étendre en Autriche où déjà une fenêtre lui est ouverte. Des modifications profondes s'opèrent dans ce pays. Or, c'est encore une des citadelles de la social-démocratie, c'est encore un deuxième exemple de la collaboration de classes depuis la guerre. Or, Vienne est entre les mains des social-démocrates depuis 1919 et la question est posée : Que fait la social-démocratie en Autriche ? Que font les syndicats réformistes de Vienne ? Ils suivent les traces de leurs frères d'Allemagne. Ils battent en retraite, ils préconisent la politique du moindre mal, ils préparent la capitulation, la trahison des masses devant le pouvoir fasciste, ils font comme leurs frères d'Espagne, les ministres socialistes et syndicalistes qui, depuis la Révolution espagnole, collaborent dans les gouvernements successifs avec les représentants de la bourgeoisie et qui, maintenant que le mouvement révolutionnaire des masses est devenu très fort,

veulent jouer un rôle de pseudo-opposition pour orienter le mouvement en dehors des voies révolutionnaires.

Les dirigeants socialistes et syndicalistes sont aujourd'hui placés dans l'opposition afin de pouvoir mieux lutter contre le communisme.

Camarades, c'est là encore la même voie, la même ligne que suit le réformisme. Les faits que nous constatons dans ce pays, nous les retrouvons dans tous les Etats capitalistes, variant seulement suivant le degré atteint par la crise et le développement de l'esprit révolutionnaire parmi la classe ouvrière. Partout, nous retrouvons les dirigeants réformistes, la social-démocratie, comme fidèle soutien de la bourgeoisie et comme le porte-drapeau de la lutte contre le communisme et contre les syndicats rouges.

La faillite de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, du réformisme international et de la C.G.T. réformiste, c'est une chose sérieuse et grave.

Elle est sérieuse, elle est grave, parce que nous sommes arrivés à un moment où nous sommes en retard pour opérer la conquête des ouvriers confédérés, pour tracer la voie aux masses travailleuses trahies par les dirigeants réformistes, parce que nous nous trouvons dans des conditions telles qu'il n'y a pas une seule minute à perdre si nous ne voulons pas nous-mêmes être jugés par les ouvriers inorganisés, par les travailleurs confédérés comme incapables d'apporter des solutions décisives à la grande crise que traversent les masses ouvrières.

Camarades, j'en viens aux conclusions générales.

Depuis 1931, la guerre s'est rapprochée de nous. Elle a même déjà éclaté. Deux grandes puissances impérialistes sont à la tête du mouvement : le Japon, membre de la Société des Nations ; la France, également membre de la Société des Nations.

Sous la pression de la crise révolutionnaire, la démocratie bourgeoise se découvre de ses habits démocratiques, de ses oripeaux et se transforme, selon le degré de la crise et de l'essor révolutionnaire des masses dans le pays considéré, en un pouvoir fasciste.

Où se trouve donc le point d'éclatement de la guerre, indépendamment de la guerre du Japon en Chine ? Il est clair, camarades, que, dans les masses ouvrières en général, que dans nos syndicats unitaires, que chez nos adhérents, il existe sur cette question une grande confusion, un trouble profond.

Je crois qu'à leur dernier Congrès, les militants de la Fédération de l'Enseignement, Bouët notamment, ont déclaré : « Dans la mesure où les gouvernements capitalistes se rapprochent de l'U.R.S.S., celle-ci disparaît à nos yeux en tant qu'Etat prolétarien. Dans la mesure où l'U.R.S.S. signe des pactes et des contrats avec les Etats capitalistes, dans la mesure surtout où l'impérialisme français cherche un rapprochement avec l'U.R.S.S., nous devons considérer l'U.R.S.S. comme un pays où se trouve déjà liquidée la Révolution ».

Ceci est écrit en toutes lettres dans *l'Ecole Emancipée* et cela a été déclaré au Congrès de la Fédération de l'Enseignement.

Mais, camarades, il est grave de produire de telles affirmations ! Elles ne sont, du reste, pas le monopole des camarades de la Fédération de l'Enseignement. Elles ne sont pas même dues à leur initiative. Elles sont dues à l'initiative de la bourgeoisie française ; il s'agit là des propres paroles des dirigeants socialistes et réformistes.

Quel est donc le rôle de l'Union des Républiques Soviétiques dans la guerre ? Qu'y a-t-il donc au fond de tous ces essais de rapprochement

des Etats capitalistes sur la base des pactes avec l'Union des Républiques Soviétiques ? Qu'y a-t-il au fond des voyages de Herriot et de Cot ? Quelles conclusions devons-nous donc tirer de ces événements ?

Je vais essayer de vous le dire et je serai très heureux que Bouët, s'agissant d'une situation aussi grave, revienne seulement quelques minutes à la tribune pour nous dire ce qu'il faut faire et nous donner son opinion sur cette question.

Camarades, l'U.R.S.S. a réalisé son plan de cinq ans à la fin de l'année 1932. C'est là quelque chose qui compte, je vous assure. Je n'entends pas m'arrêter ici sur les détails de cette opération qui mériterait toute une intervention à elle seule.

Qu'est-ce que le premier Plan quinquennal ? C'est l'équipement de l'Union des Républiques Soviétiques en vue d'assurer par elle-même le développement de sa grosse industrie et son outillage de base, en vue de réaliser les conditions du développement de l'industrialisation dans toutes les branches de la production, notamment des kolkhoz et des sovkhoz sur la base de la motorisation. Voilà en gros ce que représente le premier Plan quinquennal.

Le premier Plan quinquennal a permis en outre à l'Union des Républiques Soviétiques d'organiser sa mise en état de défense contre l'ennemi de classe. Personne de nous n'en doit tirer la conclusion qu'il suffit maintenant de laisser l'U.R.S.S. se débrouiller avec les Etats capitalistes. Chacun doit voir en face le fait que quelles que soient les conditions dans lesquelles l'U.R.S.S. a pu dans son premier Plan quinquennal organiser sa mise en état de défense, la conjugaison des efforts, des moyens, de tous les Etats capitalistes pose pour nous une tâche et les responsabilités les plus graves.

Mais l'U.R.S.S. est devenue une grande force. L'U.R.S.S. est devenue une telle force que pas un Etat capitaliste à lui seul n'ose s'attaquer à elle. Elle est devenue une telle force que maintenant chaque Etat capitaliste est obligé de la considérer sous le double point de vue de sa puissance industrielle et de son organisation défensive contre l'ennemi. Avec cet autre facteur : que cent soixante millions d'hommes sont rassemblés autour du gouvernement des ouvriers et des paysans. (*Applaudissements.*)

Avec cet autre facteur, que cent soixante millions d'hommes sont devenus un rempart d'airain pour notre Parti bolchévique ; avec cet autre facteur, que des millions de jeunes — que je voudrais que vous puissiez tous voir — constituent maintenant, non seulement un réservoir d'énergies, mais déjà une énergie invincible dans la mesure où nous, les travailleurs révolutionnaires, nous ferons notre devoir en luttant à l'intérieur de notre pays contre notre propre pouvoir capitaliste (*applaudissements*) ; dans la mesure où nous, militants révolutionnaires, conscients de ce qu'est l'U.R.S.S., du point de vue révolutionnaire, conscients que l'U.R.S.S. est une citadelle pour chaque ouvrier, nous nous considérerons, à l'intérieur de notre pays, face à notre bourgeoisie — même et surtout maquillée en gouvernement de gauche — comme des soldats défenseurs de l'Union des Républiques Soviétiques, comme des détachements de l'armée révolutionnaire en pays ennemi appelée à faire son devoir pour briser les forces de l'adversaire. (*Applaudissements.*)

Camarades, le deuxième Plan quinquennal commence, nous avons vu avec Semard comment il commence. Je ne veux pas le développer ici. C'est beau. C'est fort. Nous avons vu cela. Je vous le dis franchement,

je suis un vieux sentimental. Certes, les questions politiques me touchent en premier lieu, mais n'empêche qu'il est des choses qui vous remuent durement.

Quand on voit ces champs de blé énormes, immenses, à perte de vue, par toutes les plaines de l'Ukraine, par tout le bassin de la Volga, dans les anciennes steppes transformées en champs de culture, sur les pentes des montagnes jusqu'aux limites où le blé peut pousser et mûrir, en Géorgie, en Arménie, au Caucase, on est fier de compter parmi les amis, parmi les défenseurs de l'Union des Républiques Soviétiques.

Le deuxième plan n'est pas seulement cela, c'est la liquidation des classes.

Mon cher camarade Bouët, quand dans votre Congrès, dans votre revue, dans *l'Ecole Emancipée* vous affirmez que maintenant ce n'est plus qu'une caste qui dirige l'Union des Républiques Soviétiques, que la Révolution est maintenant terminée, qu'elle est en voie de dégénérescence, que les masses sont appauvries, etc., vous vous trompez. Le Plan quinquennal marche dans la voie de la liquidation des derniers éléments capitalistes. Il ne faut pas croire que c'est déjà fait, non. Il y a là-bas encore des éléments de la lutte des classes. Mais notre camarade Bouët devrait être le dernier à penser ce qu'il affirme et à le laisser écrire dans ce journal qui a été un des organes fondamentaux de notre lutte contre la dernière guerre en 1914. (*Applaudissements.*)

Certes, les paysans, convaincus par les communistes, conquis par l'expérience et l'exemple, s'organisent en kolkhoz, mais il arrive que descendent parfois des montagnes des bandes armées par les koulaks, mettent le feu aux fermes, aux meules de blé et assassinent même les militants que le Parti Communiste a placés là comme hommes de confiance.

Il ne faut pas croire que le rôle d'un communiste en U.R.S.S. est devenu un poste de simple administrateur. C'est un poste de combat de premier plan qui nécessite un effort constant, des sacrifices aussi forts que ceux que nous pouvons avoir à consentir ici, des risques aussi grands que ceux que nous pouvons encourir. Dans certaines régions de l'U.R.S.S. les koulaks livrent une bataille de désespoir pour essayer de reconquérir leurs privilèges et leur prestige contre la vague d'industrialisation de la campagne.

Nous avons vu récemment en Arménie des ouvriers travailler sous cinquante degrés de chaleur, nus sous le soleil. Ce n'est pas parce qu'ils n'avaient pas d'habits à se mettre sur le dos, comme racontent *l'Ordre* et *le Petit Parisien*. Ces ouvriers s'attaquaient à la montagne granitique pour installer une nouvelle centrale électrique.

L'industrialisation, elle ne s'accomplit pas avec des formules. C'est une rude bataille, car pour transformer une région qui était arriérée, où existent encore les vestiges des temps les plus reculés, il faut construire des centrales électriques. Il faut pour cela bouleverser la nature, s'attaquer à l'élément. Cela demande du courage, de l'intelligence, de l'effort, des sacrifices. C'est un dur combat, mais il est nécessaire, le socialisme en dépend.

Et Bouët, dans son *Ecole Emancipée*, traite cela de dégénérescence de la Révolution. Croyez-vous que la Révolution consiste à regarder les machines tourner, le blé pousser, se transformer en pain, et puis ensuite à le manger ? Non, ce n'est pas cela la Révolution.

Le deuxième Plan quinquennal poursuit la liquidation des classes.

mais il doit mener une lutte acharnée contre les éléments capitalistes, et la dictature du prolétariat est là-bas toujours nécessaire. Il faudra le comprendre. Je ne voudrais pas donner des leçons aux camarades de la direction de l'Enseignement, moi qui ne suis qu'un ouvrier, quand ils possèdent les bases intellectuelles qui, semble-t-il, devraient leur permettre de comprendre plus vite que nous ces problèmes-là. (*Applaudissements.*)

SEMARD. — La question qui se pose est celle de savoir quelle idée politique les anime.

MONMOUSSEAU. — J'espère que Bouët voudra nous dire quelque chose à ce sujet, ce sera très intéressant. Nous ne voulons pas que se propagent plus longtemps dans cette belle fédération des idées aussi ridicules et aussi néfastes. Nous voulons gagner chaque instituteur à la lutte révolutionnaire, à la défense — et je dirai presque à l'amour — de l'U.R.S.S. Il y a beaucoup de sentimentalité chez les instituteurs. Il faut les amener à aimer l'U.R.S.S. comme leur classe, comme un secteur de la révolution et à se battre avec nous pour la défendre.

Voilà ce que nous voudrions. Et nous le ferons, car nous leur parlerons fraternellement. Comment peut-on trouver dans l'*Ecole Emancipée* de telles choses qui se rapprochent de ce qu'on lit dans l'*Ordre et le Petit Parisien* ?

Quel rôle joue donc l'U.R.S.S. au milieu des Etats capitalistes ? Il est un fait que nous ne pouvons nier, c'est que l'U.R.S.S. a signé des contrats commerciaux et des pactes de non-agression avec la plupart des Etats capitalistes. Est-ce que la position de l'U.R.S.S. au point de vue de la guerre s'est améliorée ? Est-ce qu'il faut en conclure que l'U.R.S.S. n'est plus menacée, que l'U.R.S.S. est devenue un pays capitaliste ? Je voudrais simplement faire passer devant vous une image. L'U.R.S.S. est un grand pays, un pays fort, un pays riche où il n'y a pas de chômage, où il y a des bilans énormes de production. Autour d'elle il y a des chiens enragés qui la regardent comme une proie et c'est à qui aura cette proie. Litvinoff s'est présenté au milieu des chiens enragés avec un milliard de dollars de commandes. Vous pensez si cela aiguise les appétits. Chacun en veut un morceau. On a besoin de commandes en France, en Italie, en Angleterre, au Japon, un peu partout. Il y a la crise et l'U.R.S.S., qui a encore besoin dans une certaine limite d'outillage, de machines, les prend dans les pays capitalistes jusqu'au moment où elle pourra se suffire à elle-même.

Les pays capitalistes se disputent pour avoir leur part. Voilà le contenu des contrats. Que faut-il faire, camarades ? Quand vous avez autour de vous une bande de chiens enragés, divisez-les, battez-les les uns après les autres. Cela vaut mieux que de se faire battre par tous ! (*Applaudissements.*)

Nous sommes des révolutionnaires, des communistes. Ce n'est pas pour nous faire battre, c'est pour battre l'ennemi (*Rires.*) Je ne sais pas si c'est le principe du camarade Bouët qui se contente d'affirmer : Je suis un révolutionnaire, tu es un révolutionnaire, nous sommes des révolutionnaires... (*Rires.*) On peut aller loin avec cela !

Nous, nous sommes des révolutionnaires, mais nous voulons battre nos ennemis, et pour les battre, il faut employer des moyens appropriés. L'U.R.S.S. remplit son rôle. Elle fait son devoir. Elle profite des antagonismes qui s'affrontent entre les Etats capitalistes. Elle profite de la

crise pour manifester sa force, pour aggraver encore ces divergences entre les pays capitalistes. Est-ce qu'elle fait bien ou mal ? Qui peut lui reprocher cela ? Qui veut le suicide de l'U.R.S.S. ? Seulement les socialistes, les chefs réformistes. Mais pas nous ! Nous sommes tout à fait d'accord avec l'U.R.S.S.

En ce qui concerne les pactes avec la France et le voyage de M. Herriot en U.R.S.S., dites-le franchement ! Il y a quelque chose qui vous gêne. Il y en a qui disent : Herriot est allé en U.R.S.S., bien ! Là il a fait des déclarations tout à fait sympathiques. Il a même, paraît-il, versé des larmes ici et là, devant la masse des pionniers qui venaient le saluer. Mais voilà que les ouvriers ont acclamé Herriot. Recevoir Herriot par des acclamations, c'est exagéré ! Cela ne nous arrange pas !

Voulez-vous que nous discussions cela quelques moments ? Herriot est allé en U.R.S.S. Croyez-vous que c'est par sympathie pour l'U.R.S.S. et pour nous ? Ne croyez pas que M. Herriot ignore que beaucoup de militants, ici, sont membres de l'Internationale Communiste et membres de l'I.S.R. Il nourrit pour nous une haine de classe aussi solide maintenant qu'au moment où il nous mettait en prison pour avoir fait la grève de 24 heures contre la guerre du Maroc. C'est le même Herriot qui nous appliquait les lois scélérates. Je ne pense pas qu'un bourgeois comme cela puisse devenir bon en vieillissant ! C'est le contraire du vin. Plus ils vieillissent, ces bourgeois, plus ils deviennent coriaces. (*Applaudissements, rires.*)

Mais non seulement Herriot est allé tenter d'avoir un peu des commandes du milliard de Litvinoff, mais aussi, il faut le dire, Herriot et Cot sont surtout allés en U.R.S.S. parce qu'il y a un petit changement dans la situation de l'impérialisme français. La France a été établie sur la base du traité de Versailles, jusqu'ici indiscuté et soutenu par la social-démocratie allemande. Maintenant, le traité de Versailles est discuté par l'impérialisme allemand, et aussi par beaucoup d'autres nations. Quand on dit : Hitler et le parti national-socialiste veulent la guerre, nous disons : oui, c'est juste, l'Allemagne fasciste est arrivée à un tel point de difficultés politiques et économiques, à un tel degré de crise que la seule issue, pour elle, c'est la guerre. La France, en face de ce danger, n'a plus autour d'elle les mêmes points d'appui que dans le passé. La France est toujours le pays de l'impérialisme, et plus que jamais elle est le pays du militarisme, qui du reste entretient les bandes blanches de Wrangel. Le voyage d'Herriot et de Cot est un signe des temps, l'impérialisme français veut consolider le traité de Versailles, consolider sa position, isoler l'Allemagne. Herriot et Cot cherchent des points d'appui, tentent de trouver des aménagements avec l'U.R.S.S. en vue d'isoler l'Allemagne. Il ne faut pas prendre cela au tragique.

La social-démocratie, le *Populaire* lui-même a déclaré ce matin : « Nous sommes aujourd'hui devant une alliance militaire entre la France impérialiste et l'U.R.S.S. » On pourrait dire vulgairement de cela que c'est une cochonnerie. Non, ce n'est pas une cochonnerie, c'est pire. C'est une grande trahison, une nouvelle trahison de la social-démocratie et des dirigeants réformistes.

L'U.R.S.S. signant un traité militaire avec la France impérialiste, cela ne peut germer que dans l'esprit des soutiens de l'impérialisme français, dans l'esprit des ennemis les plus acharnés de l'U.R.S.S., pour jeter le trouble dans les masses, dans le but d'enrayer le mouvement des jeunes socialistes qui sont venus au Congrès mondial de

la jeunesse (*applaudissements*), dans le but de détourner ce vaste mouvement de sympathie à l'égard de l'U.R.S.S., de boucher les trous que la faille du réformisme international a creusés dans le front réformiste.

C'est beaucoup plus simple que cela. L'U. R. S. S. est forte. Elle domine, par son unité économique et politique, les contradictions et les rivalités des pays capitalistes. Elle veut la paix. Elle reçoit Herriot et Cot.

Les masses ont acclamé Herriot en U.R.S.S.

Comment les ouvriers de Kharkov, de Rostov ont-ils pu acclamer Herriot et dire : « Nous saluons en vous le représentant de la paix en France » ?

Il ne faut pas oublier que les masses paysannes, en France, sont contre la guerre, qu'à l'heure actuelle, la guerre jette un flot d'inquiétude au cœur des millions et des millions d'ouvriers et de paysans. Les masses paysannes sont contre la guerre, et Herriot est le chef d'un parti qui a, à sa base, les masses paysannes.

Herriot a dit : « C'est faux ce que l'on raconte sur l'U.R.S.S. ; l'U.R.S.S. est un pays qui veut la paix. »

Pensez à la répercussion que de telles déclarations de la part d'Herriot peuvent avoir sur les masses ouvrières et paysannes. C'est une vague qui entraîne les masses paysannes vers la confiance, vers la foi, dans l'Union des Républiques Soviétiques.

C'est cela que les masses soviétiques ont acclamé dans Herriot ! (*Applaudissements.*) Les masses russes, avec leur sens et leur expérience de classe ont vu beaucoup plus loin qu'Herriot, maire de Lyon. Elles ont vu ce qui se passe dans notre pays. Elles ont pensé à nos masses ouvrières et paysannes. Devons-nous pleurer ou nous féliciter ? Nous ne pleurons pas, nous nous félicitons. (*Applaudissements.*)

Quand un adversaire comme M. Herriot est obligé de faire de pareilles déclarations en U.R.S.S. et à son retour, ce n'est pas mal pour nous. On peut s'emparer de cela pour flanquer la tripotée aux chefs réformistes, aux chefs socialistes, et s'il le faut, à notre camarade Bouët lui-même, malheureusement. Mais je souhaite de tout mon cœur que nous n'y soyons pas contraints. Oui, mon cher Bouët, je souhaite de tout mon cœur que nous puissions recueillir ici le témoignage de la fidélité à l'Union des Républiques Soviétiques, le témoignage de ta volonté de travail parmi les masses ouvrières et paysannes, toi qui es bien placé et qui, pendant tant d'années de ta vie et pendant la guerre, nous a donné un tel exemple aux jeunes que nous étions. (*Applaudissements.*)

Notre rôle, voyez-vous, est de prendre les masses qu'il y a derrière Herriot, c'est de nous placer dans la vague de confiance de ces masses envers l'Union des Républiques Soviétiques et de laisser Herriot tout seul.

La lutte révolutionnaire, c'est cela. Naturellement, si on recule, si on a peur, si on ne comprend pas, si on croit que nous voulons faire d'Herriot le porte-drapeau de la paix, on conclut à une catastrophe ! Non ! Non ! Il ne s'agit pas de cela. Il faut renvoyer le débat et le porter devant les masses paysannes devant lesquelles il faut battre Herriot.

Avec ses propres arguments, il faut le battre, lui, les chefs socialistes et réformistes.

Il ne faut pas croire que l'U.R.S.S. est hors de danger. Les antago-

nismes se développent et s'aggravent entre les Etats capitalistes ? Mais quel est l'ennemi principal pour le capitalisme ? C'est l'Union des Républiques Soviétiques.

J'ai déjà, dans la première partie de mon intervention, marqué avec intention la position du Japon dans le secteur de Mandchourie. Je dois dire que le Japon a déjà mobilisé à la frontière soviétique 60 divisions et je dois rappeler, à l'appui de cela, les déclarations de Tanaka en 1931 ou 1932 quand il disait que la guerre avec l'U.R.S.S. était inévitable.

La baïonnette des Etats capitalistes est donc dirigée en tout premier lieu contre la Russie Soviétique parce que c'est la classe ouvrière au pouvoir, parce que c'est le communisme en action.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie française et les chefs socialistes et réformistes se servent du fascisme d'Allemagne pour développer dans les masses l'idée de la guerre nécessaire contre le fascisme. C'est ainsi que Ziromsky disait que s'il s'agissait de la guerre contre le fascisme hitlérien, il était prêt à mettre sac au dos et fusil en main. Chacun doit savoir que c'est d'autres que lui qui, en cas de guerre, mettront sac au dos et prendront le fusil en main. La classe ouvrière est payée pour savoir ce qu'il y a derrière ces formules.

Il faut voir contre qui nous battre en cas de guerre. Je vous pose la question.

S'il vient à se produire, en Allemagne, un développement de la lutte révolutionnaire des masses, si celles-ci viennent à menacer la position d'Hitler et du fascisme et marchent vers la prise du pouvoir sous la conduite de notre Parti communiste allemand, dites-moi, que feront les Herriot, les Daladier, les Paul-Boncour, les Ziromsky, les Paul Faure ? Vous croyez qu'ils mettront sac au dos contre le fascisme ? Pensez-vous que la France impérialiste ne changera pas, suivant l'expression consacrée, son fusil d'épaule ?

La France impérialiste, au cas où le mouvement révolutionnaire allemand mettrait en péril le pouvoir de la bourgeoisie, même sous sa forme fasciste, irait au secours d'Hitler contre le mouvement révolutionnaire des masses. Elle irait occuper la Ruhr. Elle mettrait ses armées à la disposition du fascisme allemand pour battre les positions révolutionnaires. N'est-ce pas vrai ? (*Applaudissements.*)

Camarades, là-dessus pas d'illusions ! Voyons clairement les rapports de classes quand nous posons la question : « Contre qui devons-nous nous battre ? »

Je veux ici, en quelques formules, essayer de « déshabiller » ce qu'on appelle la démocratie bourgeoise en France.

Dites-moi, camarades représentants des syndicats unitaires, camarades représentants à la base des grandes industries privées de notre pays, Citroën, avec ses méthodes de rationalisation et de dictature, Renault, Schneider, de Wendel, le Comité des Forges, les dirigeants du Comité central des Houillères, et autres, dites-moi, est-elle démocratique cette bourgeoisie-là ?

Cependant, n'est-elle pas la véritable bourgeoisie, celle qui dirige l'Etat capitaliste ? Le panneau-réclame — gouvernement de gauche ou ce que vous voudrez — est simplement destiné à masquer le fond du problème de classe. Alors que le gouvernement de gauche opère comme vous savez au Maroc, à Strasbourg, chez les bateliers avec ses gardes mobiles, la véritable bourgeoisie pour laquelle les gouvernements de gauche opèrent, elle est la même, elle ne change pas, elle demeure.

En vérité, c'est elle qui commande, c'est elle qui dirige les gouvernements, c'est elle qui attaque les positions des travailleurs, c'est elle qui introduit dans les entreprises les méthodes de travail que vous connaissez.

C'est contre celle-là que nous devons nous battre. De même, en Allemagne, la bourgeoisie n'a pas changé. Elle a simplement modifié sa forme de gouvernement en mettant Hitler au pouvoir. Ce sont les mêmes qui hier opprimaient les travailleurs dans les entreprises qui opèrent aujourd'hui. C'est la même bourgeoisie qui, hier, opérait sous le régime de la social-démocratie, qui est toujours au pouvoir avec Hitler à sa tête.

Camarades, débarrassons-nous de ces illusions sur la démocratie bourgeoise et débarrassons-en surtout les masses ouvrières. Contre qui devons-nous nous battre ? Contre la bourgeoisie. Nous devons nous défendre contre elle pour nos salaires, pour défendre les positions économiques et politiques de la classe ouvrière, pour acquérir de nouvelles revendications, pour pousser plus avant notre lutte pour l'émancipation de notre classe.

Et maintenant, camarades, j'arrive à ma conclusion : Léon Jouhaux, au Congrès des Ports et Docks, je le rappelle intentionnellement, a déclaré : « Nous ne nous occupons plus des petites choses, mais de grands problèmes nous sollicitent : les armements, la guerre, le fascisme. »

Camarades, la signification de cela dans la bouche du secrétaire général de la C.G.T., cela veut dire : Ouvriers et travailleurs, abandonnez la lutte contre la diminution des salaires, abandonnez la lutte pour l'augmentation des salaires, abandonnez la lutte pour les assurances sociales, cessez de vous battre pour les misérables questions de secours et de chômage. Cessez de vous battre pour ces petites choses.

Cela veut dire : Laissez votre bourgeoisie tranquille, bloquons nos forces derrière la démocratie, derrière l'impérialisme français qui s'apprête à réaliser ses mesures de guerre à l'aide d'un gouvernement fort allant vers la dictature.

Camarades, voilà ce qu'il faut voir très clairement : Le réformisme, par la parole de ses leaders les plus qualifiés, n'a cessé d'illusionner les masses, de les détourner de leur voie. Par exemple, on nous dit : La crise crée le fascisme, luttons donc contre la crise. On a dit : Le communisme crée le fascisme, luttons donc contre le communisme. Citrine a dit dernièrement, au Congrès de Bruxelles : « Ces communistes veulent détruire tout ce que notre civilisation a créé depuis des années et des années. Les communistes sont des éléments de destruction. »

Et Jouhaux avait déjà dit en 1927 : « Le communisme est un élément de putréfaction. »

Voilà, camarades, comment la C.G.T. se présente devant les masses ouvrières. Elle prétend servir de flambeau à la classe ouvrière ; mais en fait ce flambeau est un brandon que les dirigeants réformistes lancent contre le communisme.

Quant à nous, par notre travail dans les masses, par notre travail acharné, efforçons-nous d'éteindre ce brandon. A nous de leur arracher des mains la classe ouvrière, à nous de mobiliser celle-ci derrière nous. Seules c'est l'I.S.R. et c'est la C.G.T.U. qui, dans leur programme, maintiennent par leur tactique, indiquent à la classe ouvrière la juste ligne

qu'elle doit suivre, et ce sont elles qui sont les véritables organisations de classe du prolétariat.

Dans nos rangs s'est développée cette idée qu'une opposition révolutionnaire au sein de la C.G.T. est impossible à organiser.

Camarades, le passé de vieux militants comme Péricat, présent à notre congrès, est un témoignage de toutes les victoires qu'on peut obtenir au sein des organisations réformistes, quand on sait travailler avec les ouvriers confédérés, quand on sait employer le langage de classe qui convient aux ouvriers confédérés dans la lutte contre la guerre, dans la lutte contre le fascisme. Mais il faut pour cela transformer notre langage, il faudra écrire l'histoire de la minorité révolutionnaire au sein de la C.G.T. pendant la guerre, qui, par un travail opiniâtre, persévérant, a su, a pu pendant quelques années gagner la masse des ouvriers à la lutte de classes. (*Applaudissements.*)

Il faut que notre VII^e Congrès s'adresse par-dessus ces murs à la masse des ouvriers confédérés qui vont suivre attentivement leur congrès ces jours prochains.

Maintenant, camarades, un dernier mot.

Dans *l'École Emancipée*, dans une série d'articles publiés, on porte le coup à la III^e Internationale communiste. On porte le coup au parti bolchevik russe. Dis donc, Bouët, qu'est-ce que tu penses de Dimitrov ?

Camarades, bien que cette apologie ait été faite par deux camarades au cours de ce congrès, je veux néanmoins relire mot par mot les déclarations de Dimitrov devant la cour de Leipzig pour que chacun de nous en fasse son *credo*, pour que chacun de nous s'en inspire et fasse de Dimitrov son drapeau :

« Je suis un révolutionnaire prolétarien, il n'y a pas d'autre espèce de révolutionnaires. Je suis membre du Comité central du Parti communiste bulgare et du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Je suis par conséquent l'un des chefs du mouvement communiste. En cette qualité je suis prêt à assumer en tout temps la pleine responsabilité de toutes les décisions, de tous les documents, de tous les actes de mon Parti communiste bulgare et de l'Internationale communiste. » (*Applaudissements prolongés.*)

Dimitrov, depuis des mois, est enchaîné. Il a subi toutes les tortures. Par tous les moyens, la dictature fasciste a essayé de le réduire physiquement et moralement. Dimitrov est en face de ses bourreaux. En militant révolutionnaire conscient, il sait en face de qui il est. Il sait la menace qui pèse sur lui. Il ignore même notre travail pour lui.

Camarade Bouët, qu'en penses-tu du militant de la III^e Internationale communiste ? Qu'en penses-tu, Bouët, toi le vieux militant de la lutte contre la guerre, du chef du Parti communiste bulgare devant ses bourreaux ?

Camarades congressistes, Dimitrov, c'est le communisme qui parle par sa bouche. Dimitrov, c'est le produit de l'Internationale communiste, de notre travail révolutionnaire à tous, du travail de l'Internationale syndicale rouge. Ce n'est pas seulement Dimitrov, c'est la voix du communisme international qui parle en lui.

À côté de lui, d'autres exemples sont à retenir : celui, par exemple, de nos camarades tués à Altona.

À un de ces militants communistes d'Altona, on demandait, comme c'est l'usage au moment de monter à l'échafaud : « Qu'est-ce que vous

avez à dire ? » Il a répondu : « J'ai besoin de prendre un peu d'aise avant de mourir. » On lui a alors enlevé ses chaînes. Il a concentré toutes ses forces, et, le poing fermé, frappant en plein visage le bourreau fasciste, il s'est écrié : « A bas le fascisme et la guerre ! »

Que les communistes d'Altona restent devant nos yeux.

Que Dimitrov soit notre drapeau ! Qu'il vive en nous. (*Applaudissements.*)

Que chacun de nous comprenne le devoir qui incombe à chaque militant ouvrier placé à la tête des organisations par la volonté des masses et, par notre travail acharné contre la guerre et le fascisme au sein des entreprises et dans l'armée, nous vaincrons ces deux fléaux, nous réaliserons ce qu'a déjà réalisé le prolétariat soviétique qui, lui, a fait la paix entre soixante républiques nationales en donnant du pain à 160 millions d'hommes ! (*Vifs applaudissements. Le Congrès, debout, chante « l'Internationale ».*)

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous allons lever la séance et nous la reprendrons à 21 heures et demie précises.

Nous comptons sur l'effort de chacun pour que tous soient présents à l'ouverture de cette séance. Frachon présentera le rapport sur l'unité syndicale, quel que soit le nombre des délégués présents; mais, encore une fois, nous comptons sur la présence de tous.

La séance est levée à 20 h. 15.

DEUXIÈME JOURNÉE

Séance du 24 Septembre (nuit)

La séance est ouverte à 21 h. 55 par le camarade Hénaff.

LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture d'une proposition faite par les camarades de la délégation de la Loire.

La délégation de la Loire demande au Congrès d'envoyer une lettre de sympathie au camarade Jacques Duclos, malade, en lui souhaitant un prompt rétablissement pour qu'il puisse reprendre sa place parmi nous dans la lutte révolutionnaire. *(Adopté à l'unanimité.)*

Le Bureau me charge de donner au Congrès quelques explications concernant la marche des travaux. Frachon devait intervenir ce soir, pour développer devant les délégués le rapport sur l'unité syndicale. Il nous sera impossible de l'entendre en raison du peu de longueur de cette séance.

Ce soir, nous donnerons la parole aux camarades inscrits pour des interventions qui intéresseront tous les congressistes, puisqu'il s'agit de batailles très importantes qui se sont déroulées dans la région parisienne en particulier.

INTERVENTION DE TIMBAUD

TIMBAUD (secrétaire du Syndicat Général des Métaux de la Région Parisienne). — Au nom du Syndicat Unitaire des Métaux de la Région Parisienne et des délégués que nous avons amenés à ce Congrès, je suis chargé d'intervenir pour donner quelques explications sur un mouvement qui s'est déroulé dans notre région parisienne et qui a eu des répercussions non seulement dans notre région parisienne, mais aussi à l'échelle nationale et internationale, et cela pour en dégager les enseignements que nous devons tirer pour les luttes que nous aurons à mener à l'avenir.

Après moi, un camarade de chez Citroën aura la possibilité de donner toute une série de détails sur le développement de ce mouvement. Je me bornerai, pour ma part, à examiner six points : le déclenchement du mouvement, sa direction, les délégations, les contre-propositions, la rentrée et l'organisation de cette rentrée.

Le mouvement de chez Citroën a mis, pendant 35 jours, 18.000 ouvriers de chez Citroën aux prises avec leurs exploités. et c'est la confirmation de ce qu'avait démontré le Congrès de Magic-City en ce qui concerne la combativité des ouvriers, et leur lutte toujours plus grande dans notre pays.

Je dois aussi indiquer que ce mouvement est beaucoup plus l'indice

de la volonté de lutte des ouvriers qu'une préparation minutieuse de la part de nos organisations syndicales à l'intérieur de l'usine. On peut dire que ce mouvement a dépassé l'espérance de pas mal de militants, et ces derniers, dans la région parisienne, ne pensaient pas que les ouvriers de ce bagne rationalisé allaient lutter d'une façon aussi énergique, aussi courageuse et, pour tout dire, aussi héroïque contre celui qui, dans la région parisienne, mène la plus intense politique de répression et d'accentuation de la production.

Ce mouvement n'a pas été préparé comme nous pensons à la C.G.T.U. qu'on doit préparer les mouvements. Nous devrions avoir, à l'intérieur de l'usine, une organisation syndicale assez puissante pour pouvoir rassembler les ouvriers. Il faut qu'à l'intérieur de l'usine, nous ayons l'établissement de cahiers de revendications par atelier, par chaîne, par équipe, quand on constitue, avant le déclenchement du mouvement, le comité revendicatif ou le comité de lutte à l'intérieur de l'usine, avec les délégués élus par les ouvriers dans les différents ateliers.

Avons-nous eu cela avant le déclenchement de la grève ? Non. Nous avons, dans les usines Citroën qui sont situées en cinq endroits différents : 15^e arrondissement, Levallois, Clichy et Saint-Ouen. 100 syndiqués sur 18.000 ouvriers. Or, dans ces usines, un nombre important d'ateliers sont cloisonnés, nous n'avons pas la possibilité de passer d'atelier en atelier sans être victimes du mouchardage et sans être immédiatement réprimés par les chefs d'atelier ou les chefs d'équipe. Au moment du déclenchement de la grève, en tant qu'organisation syndicale, nous n'avons pas réalisé une organisation, une préparation minutieuse qui aurait permis de dire, dès le début : Voilà un mouvement bien préparé.

J'indique ceci pour que nous ne tombions pas dans l'exagération en indiquant que les mouvements sont préparés, alors qu'ils ne le sont pas. Toutefois, si le mouvement n'a pas été préparé, notre organisation syndicale ainsi que nos sections syndicales ont réagi immédiatement au début de l'attaque. Ce mouvement est parti sur la base d'un mouvement partiel.

Une autocritique doit être faite ici, quand on a le souci des intérêts des ouvriers, pour permettre à notre mouvement d'avancer. Pendant toute une période, dans notre syndicat, nous avons eu l'habitude de penser et de dire qu'on n'entraînerait les ouvriers de la métallurgie que dans la mesure où nous aurons la grève générale de la métallurgie.

Depuis quelques années déjà, nous avons combattu cette opinion. Nous avons vu qu'à travers un mouvement partiel on pouvait aller vers un mouvement plus général, et, dans ce cas particulier, nous avons mis en application les mots d'ordre de Magic-City. C'est sur la base des ateliers que les ouvriers de chez Citroën sont partis dans la lutte. Je ne veux pas dire que, déjà, il n'y avait pas eu de petites luttes à l'intérieur de l'usine. Elles ont été multiples : luttes de chaînes, luttes d'ateliers, sur la base des revendications, des brimades.

Mais ce que nous devons souligner, comme un point positif important de nos tactiques, c'est ceci : aussitôt l'attaque sur un centre des ouvriers de chez Citroën, notre Syndicat Unitaire des Métaux s'est mobilisé et quand les ouvriers de chez Citroën ont été attaqués, nous avons réuni les ouvriers d'un atelier, et nous leur avons dit : « Demain matin, vous rentrerez dans l'usine. Vous enverrez vos délégués à la direction ».

Les ouvriers ont suivi ce mot d'ordre à 100 %, et qu'avons-nous

fait ? Immédiatement, dans la nuit, nous avons pris des mesures pour que le mouvement des ateliers soit popularisé à l'ensemble des usines Citroën. Le débrayage a eu lieu à 9 heures. A midi, les militants de la région parisienne, de la XX^e U. R., de la Fédération descendaient à la porte des usines en indiquant aux ouvriers : « Nous vous demandons, camarades, de les appuyer dans leurs luttes ».

A 1 h. 30, sur la base de notre intervention rapide, les ouvriers rentraient au chant de *l'Internationale* et mettaient en application les mots d'ordre de la C.G.T.U. et de notre syndicat. (*App'audissements.*)

Citroën ne pensait pas que les ouvriers allaient réagir d'une telle façon. Il voyait toujours les ouvriers courbés sous la chaîne. Il savait très bien quelles étaient nos faiblesses d'organisation. Mais au moment du débrayage, à Javel, au moment où les ouvriers ont mis en application nos mots d'ordre, c'est-à-dire le débrayage équipe par équipe en forçant les portes des ateliers, en se rassemblant à l'intérieur de l'usine, en désignant les délégués pour les envoyer à la direction, Citroën, alors, a prononcé son lock-out. Il pensait que nous étions incapables de mobiliser les ouvriers autour de nous, que c'était l'histoire de quelques jours et que la grève serait bientôt terminée.

Mais, suivant la ligne de notre syndicat révolutionnaire, nous avons mis en application ce qu'on appelle la désignation des délégués par atelier et par chaîne, et avant de sortir les ouvriers avaient déjà désigné, dans les ateliers, leurs hommes de confiance, leurs délégués. Et le soir même, les délégués étaient élus et le Syndicat des Métaux pouvait réunir près de 80 délégués.

Quels furent les mots d'ordre lancés pendant les luttes ? C'est assez important. Le syndicat a lancé, le lendemain, les mots d'ordre suivants : Que les ouvriers aillent devant les portes de l'usine. Si les portes étaient ouvertes, les ouvriers devaient rentrer dans l'usine et rester sur le tas en attendant l'envoi de leurs délégués.

Mais Citroën, comme nous l'avons indiqué, avait fermé ses portes. Nous avons, par l'intermédiaire des militants de la Fédération, envoyé la délégation à la direction des usines et nous avons indiqué aux ouvriers que le compte rendu de cette délégation serait fourni à la Bourse du Travail.

Citroën a refusé de recevoir la délégation. Mais, depuis 1920, jamais nous n'avions vu une si grande affluence de métallos à la Bourse du Travail que pour le compte rendu de cette délégation.

Et je vais maintenant entrer dans le vif de la question : la direction des mouvements. Comment avons-nous dirigé ce mouvement ? Quel est l'organisme qui l'a dirigé ? C'est le comité de grève élu par les ouvriers. Déjà, la veille 80 délégués avaient été élus dans les usines. Au lendemain, devant l'enseignement fourni déjà par les grèves, nous avons expliqué ce qu'était la direction indépendante des luttes et nous avons demandé aux ouvriers de désigner, par atelier, les délégués. Le Comité Central de grève s'est élevé à 180 membres, confédérés, unitaires, socialistes, inorganisés.

Nous avons donc là réalisé l'unité d'action des travailleurs. Ce Comité Central de grève a été appelé à jouer un rôle important dans le déroulement des luttes. Je dois indiquer que ce comité a eu, au point de vue de la direction des mouvements, une importance capitale, parce qu'il était l'émanation des 18.000 ouvriers de chez Citroën.

Quel a été le travail de ce Comité Central de grève ? Il n'a eu

qu'un souci : rassembler au maximum les ouvriers autour de lui. Il a créé, dès le début, une commission de solidarité qui est entrée en fonctions dès le premier jour. Et nous devons indiquer aux camarades ici que la solidarité n'a pas été un vain mot.

Dans notre mouvement, plus de 250.000 francs ont été ramassés pendant la grève de chez Citroën. Le souci du Comité de grève, dirigé par notre C.G.T.U., puisque aussi bien un secrétaire de la C.G.T.U. assistait au Comité Central de grève — c'était Frachon — a été d'élargir le mouvement, et je veux rappeler aux camarades que, quelques jours après ce déclenchement, nous sommes descendus aux usines Renault avec plus de 3.000 grévistes de chez Citroën et nous avons entraîné les 14.000 travailleurs de chez Renault à manifester. (*Applaudissements.*)

Camarades, cela a été le souci du Comité central de grève d'élargir ce mouvement, parce que nous savions que l'issue de cet effort, de ce mouvement, dépendait de son élargissement immédiat.

Nous disons ceci, camarades, non pas pour faire une critique malsaine, mais au contraire une autocritique sérieuse, qui doit nous permettre de corriger nos fautes et nos faiblesses. Nous devons dire que l'on n'a pas senti la mobilisation de toute notre XX^e Union Régionale pour que ce mouvement soit élargi non seulement aux métallurgistes, mais à nos camarades fonctionnaires, qui sont encore attaqués. Si nous avions eu un mouvement élargi aux autres usines ou à d'autres corporations, il est certain que l'issue de ce mouvement aurait été tout autre que celle qu'elle a été.

Il y a là un enseignement sérieux que nous devons retirer pour les luttes futures, parce que cela ne s'impose pas seulement pour les métallurgistes, mais aussi, dans la région parisienne, pour nos camarades du bâtiment, pour les mouvements qui vont se produire ; et pour nos camarades fonctionnaires, si nous ne sommes pas capables d'élargir notre mouvement et de soutenir nos camarades fonctionnaires dans la lutte qu'ils vont avoir à soutenir. Les pouvoirs publics auront la plus grande possibilité de combattre les fonctionnaires.

L'autre question qu'il faut examiner, c'est non seulement la direction de ce mouvement, mais aussi de quelle façon nous avons travaillé pour maintenir le contact avec les ouvriers.

Je dois indiquer que, pour ma part, c'est aussi un des plus grands mouvements que j'ai eu à diriger. Camarades, dans le travail, ce qui nous a permis de rassembler les ouvriers, de mobiliser la population de la région parisienne au cours de ce mouvement, c'est la popularisation d'un tel mouvement. Nous avons, dès le début, passé des communiqués à la presse.

Certains camarades nous disaient : « Mais vos communiqués ne sont pas très orthodoxes, ils ne sont pas véritablement ce qu'ils devaient être. »

Mais quel était le souci du Comité central de grève, de la direction du mouvement ? C'était de faire connaître ce mouvement à l'ensemble des ouvriers.

Je dois indiquer que si la presse bourgeoise et socialiste a passé les communiqués, c'est grâce à l'intervention des masses, c'est parce que les ouvriers de chez Citroën sont descendus à *Paris-Soir*, à *l'Intransigeant*, au *Petit Parisien*. Il convient d'ajouter que si *le Populaire* et *le Peuple* ont changé d'orientation, c'est parce que les ouvriers socialistes, qui étaient entraînés dans le Comité central de grève, sont allés

avec une délégation du Comité central au *Populaire* pour lui dire : « Si vous passez des communiqués aussi tendancieux et aussi faux que ceux que vous publiez, tant pis pour vous, nous casserons les carreaux. »

Et le *Populaire*, qui avait annoncé quelques jours avant le mouvement qu'il y avait 1.500 copains à la Bourse, a rectifié en disant qu'il y en avait 150.000. C'était exagéré, il avait mis un zéro en trop, il y en avait de 10.000 à 15.000 ; mais si le *Populaire* et le *Peuple* ont donné des communiqués officiels du Comité central de grève, ce n'était pas parce qu'ils étaient d'accord avec la direction du Comité central de grève, mais parce qu'ils avaient peur que les ouvriers de chez Citroën viennent les troubler.

Je dois indiquer, et cela est important parce que cela a été souligné dans les différentes interventions, quelle a été l'attitude des chefs confédérés dans les différents mouvements grévistes.

Nous avons donc rencontré les chefs réformistes à l'œuvre. Ces chefs, comme l'a indiqué notre camarade Racamond dans son rapport d'activité, ont déclaré : « Le mouvement de Citroën, nous dégageons toute responsabilité à son sujet parce qu'il est conduit par des unitaires et composé d'une masse d'inorganisés. » Il y a mieux : on a écrit dans le journal de la Fédération confédérée des Métaux que les ouvriers inorganisés se servaient du syndicat comme paillason.

Camarades, voyez-vous ce que veut dire une telle phrase et une telle appréciation ? Cela veut dire qu'il fallait laisser les 18.000 ouvriers de chez Citroën à la merci de Citroën ; cela veut dire qu'on devait permettre à Citroën de battre les ouvriers très rapidement.

Camarades, non seulement sur cette question, mais sur d'autres, Jouhaux et les autres sont allés au ministère du Travail, non mandatés par les ouvriers, pour discuter du mouvement Citroën qu'ils ne connaissaient pas, ou qu'ils connaissaient assez bien pour le trahir peut-être.

Je dois indiquer que nos camarades de chez Citroën ont déjoué cette manœuvre et que, parmi la masse des grévistes, le Comité central de grève a fait la clarification devant les ouvriers.

Camarades, je dis ceci, parce qu'on pourrait croire, d'après un article paru dans *P.I.S.R.* sous la signature de notre camarade Monmousseau, que nous n'avons pas mené la lutte contre les chefs réformistes pour démasquer leur politique de trahison.

Je dois indiquer que certainement Monmousseau a été mal informé pour écrire que nos organisations unitaires n'ont pas su divulguer avec précision ce rôle de traîtres joué par les dirigeants réformistes. Je dois indiquer comment Monmousseau a dû être mal informé pour écrire cela. Pourquoi ? Dès le début, nous avons démasqué la position de l'Union des Syndicats de la Seine ; dès le début nous avons démasqué ce que signifiait la présence de Jouhaux au ministère du Travail. Je dois ajouter que, quand nous nous sommes présentés avec une délégation de 80 membres au ministère du Travail, le ministre du Travail, François-Albert, a posé la question et a dit qu'il ne nous recevrait que dans la mesure où les chefs confédérés seraient présents.

Je dois dire que l'attitude de la fédération a été catégorique. Elle a dit au ministre : « Ce n'est pas le syndicat confédéré qui est mandaté par les ouvriers pour venir nous accompagner, mais le Syndicat unitaire des Métaux. » (*Applaudissements.*)

Camarades, nous ne nous sommes pas contentés de faire cette démonstration devant le ministre ; mais nous avons expliqué devant nos

assemblées générales, devant nos ouvriers, ce que signifiaient les paroles du ministre, qui consistaient à dire qu'il ne nous recevrait que dans la mesure où les chefs confédérés seraient présents. Et le camarade Hénaff me rappelle que ce n'est pas seulement dans les assemblées que cela s'est produit, parce que, dans les assemblées, on ne touche pas la majorité des ouvriers. Je n'oublie pas, en effet, que nous avons sorti des affiches double-colombier qui ont été collées dans toute notre région parisienne. Je n'oublie pas que nous avons sorti, au nom du Comité central de grève, une adresse aux ouvriers qui a été diffusée à 50.000 dans notre région parisienne. Donc cette question importante, nous l'avons posée dans nos assemblées générales, mais par affiches et par bulletins du Comité central de grève.

Donc, camarades, je pense qu'il n'est pas juste de dire que nos organisations syndicales n'ont pas su déjouer le rôle des réformistes.

Une autre démonstration : nous avons dans le Comité central de grève des ouvriers confédérés ; bien que nous leur ayons demandé d'opérer un travail dans leur syndicat pour mobiliser leurs ouvriers, ils ont déchiré leurs cartes et adhéré au Syndicat des Métaux.

Il y a là une preuve de plus pour démontrer comment nous avons su dénoncer les manœuvres des réformistes.

Nous avons refusé d'introduire des chefs confédérés dans la délégation. Nous avons dénoncé à la tribune la politique de ces chefs et ceci fut approuvé par la masse des grévistes.

Il y a là la démonstration que nous avons su mener notre travail en dénonçant la politique des chefs réformistes et leur trahison.

Sur la question des délégations, nous devons indiquer ici comment nous avons envoyé des délégations et quelle était leur composition. Je dois indiquer que le souci du Comité central de grève et de la direction du mouvement fut que la délégation soit large. Cette délégation devait être élue par les ouvriers et devait avoir leur confiance. Elle ne devait avoir comme mandat que de discuter avec la direction ou avec le ministre et, en dernier lieu, c'étaient les ouvriers qui devaient juger.

Telle a été l'orientation de notre délégation : nous sommes allés chez le ministre du Travail parce que nous avons dit dès le début du mouvement que nous irions trouver le pape si c'était nécessaire pour défendre les intérêts des ouvriers. J'aurais voulu que nos camarades eussent pu assister à notre délégation : ils auraient vu que cette délégation était large, composée de 80 membres élus par les ouvriers. Je veux rappeler quelque chose d'important. A un moment le petit François-Albert a dit à la délégation : « Que feriez-vous à ma place ? » Un ouvrier délégué a répondu : « Si j'étais à votre place, j'emprisonnerais Citroën parce qu'il n'a pas le droit d'affamer les ouvriers. » (*Applaudissements.*)

Et tout au long de cette délégation, les reproches et la volonté des ouvriers se sont manifestés, mais en aucun cas nous n'avons accepté la proposition que nous faisaient le ministre du Travail et Citroën, c'est-à-dire d'introduire une délégation restreinte et ayant le droit de tout juger. Toujours, devant le ministre et devant les ouvriers, nous avons répété que conformément à la pratique de notre C.G.T.U. et de la délégation, c'étaient, en dernier lieu, les ouvriers qui devaient juger. Si on avait toujours suivi cet exemple dans les autres grèves, nous n'aurions pas eu à déplorer autant d'échecs. (*Applaudissements.*)

Tel a été le souci du Comité central de grève et celui de la direction du mouvement.

L'autre question que je voudrais traiter devant vous est celle des contre-propositions. On a beaucoup discuté sur ce point et j'ai entendu Bour déclarer que nous étions pires que les réformistes, puisque nous avons formulé des contre-propositions. Ce n'est vraiment pas mal de la part de celui qui a torpillé la grève des bateliers de dire que nous sommes des réformistes.

Les contre-propositions que nous avons faites, nous les avons formulées à un moment où les manœuvres patronales se multipliaient ; il y avait, de la part de la maison Citroën, des lettres individuelles adressées aux ouvriers, des promesses multiples, l'attribution de primes de fonction donnant une augmentation. On avait même tenté de supprimer les allocations de chômage que l'on avait obtenues. De plus, l'appel à la police était effectué ouvertement.

C'est à ce moment où nous avons senti un fléchissement, une séparation entre l'élite, l'avant-garde du mouvement, et les couches plus arriérées, que nous avons fait des contre-propositions.

On nous objectera : « Mais vous avez accepté la diminution des salaires. » Il faudrait préciser si nous sommes des « jusqu'au-boutistes », si on doit entraîner des ouvriers dans une grève jusqu'à dire que, s'il n'en reste plus qu'un, ce sera le seul pur ? (*Applaudissements.*)

Non, camarades, notre souci a été de conserver le bloc des 18.000 ouvriers. Notre souci a été de donner aux ouvriers le maximum, et quand nous avons senti ce fléchissement, cette coupure, nous avons soumis des contre-propositions, mais quel a été le souci qui nous animait alors ? C'était de conserver aux ouvriers non qualifiés, aux manœuvres spécialisés, aux femmes, aux enfants, les salaires qu'ils avaient, nous voulions qu'on n'y touche pas. Notre souci a été qu'on ne touche pas aux salaires des moins payés.

Quel a été le résultat de ces contre-propositions ? C'est que nous avons rassemblé dans un moment difficile, critique pour le mouvement, l'ensemble des 18.000 travailleurs. Cela est si vrai qu'en 1924, au moment où Citroën a distribué une lettre individuelle à chaque ouvrier, nous avons fait des contre-propositions, et il a été obligé de refréner. Il y a là une démonstration qui prouve que les contre-propositions nous ont permis de rassembler les ouvriers. On ne part pas dans une lutte avec l'idée de faire des contre-propositions dès le début, comme on l'a fait dans la grève des bateliers ; on va dans la rue avec l'idée de mettre tout en œuvre entre les mains des grévistes pour qu'ils puissent se battre dans les meilleures conditions et obtenir le maximum dans leurs revendications. Cela a été le souci constant qui nous a guidés. (*Applaudissements.*)

Nous devons indiquer, comme je l'ai dit dès le début, que, du fait qu'on n'a pas pu faire partir le mouvement dans les autres usines, nous avons senti un fléchissement.

C'est peut-être la première fois depuis 1909 que les ouvriers des métaux ont fait pendant 25 jours la grève dans la région parisienne et dans Paris. Il faut tenir compte de la lassitude.

J'ai montré que les ouvriers de Citroën avaient réussi à arracher l'inscription aux fonds de chômage. C'est encore là une victoire de la combativité et de l'action des ouvriers, et le gouvernement de gauche l'a bien senti.

C'est parce qu'il y avait des gars dans les rues, des manifestations à la porte des usines, dans le métro, qu'on a donné l'autorisation aux

ouvriers de s'inscrire au chômage, mais, si on la leur a donnée au moment difficile du mouvement, les municipalités ont reçu l'ordre de supprimer l'allocation.

C'est à ce moment que furent faites 200 arrestations et que 20 camarades furent emprisonnés.

Je ne suis pas d'accord avec Monmousseau quand il dit que la police avait reçu l'ordre de rester à peu près tranquille, car, lorsque, dans un mouvement, il y a 200 arrestations, quand des ouvriers se battent dans les rues de Javel à coups de pavés avec les agents, quand il y a des camarades à l'hôpital, quand les ouvriers descendent dans la rue, quand ils viennent chercher le secrétaire du syndicat au poste de police au nombre de 1.000 et que la police et les gardes mobiles les chargent, c'est que la police ne s'est pas montrée douce.

On ne peut oublier qu'il y a eu 20 camarades condamnés de 3 mois à 15 jours de prison.

C'est par suite du renforcement de la répression et des brutalités de la police et des efforts conjugués du gouvernement qui persistait à retirer l'allocation de chômage que nous avons senti un gros fléchissement et que le Comité central de grève a été amené à poser la question de la rentrée. Mais, avant de le faire, nous avons tout tenté pour faire ressortir les ouvriers qui étaient rentrés.

Quand une masse d'ouvriers est rentrée, doit-on faire ce que nous avons fait et ce que voulait faire Hénaff ? Cela nous a réussi à maintes reprises. Puis, au moment de ce fléchissement, quelle fut l'opinion du Comité central de grève ? Ce fut de dire : « Si nous continuons la lutte encore quelques jours, nous allons nous couper de la partie la plus combative de notre mouvement. »

Et le Comité a proposé de rentrer, mais avec un contenu : non pas de rentrer en acceptant une diminution de salaire (puisque déjà Citroën avait reculé de 38 à 15 % au maximum), mais avec la volonté de reprendre en main les ouvriers influencés par les manœuvres du patronat.

Si la rentrée dès le premier jour pouvait apparaître comme un mot d'ordre qui correspondait à la situation, nous devons indiquer que nous avons rencontré un courant assez important de camarades qui voulaient aller jusqu'au bout. Mais, comme je l'ai dit, notre souci était de reprendre ceux qui étaient à l'intérieur de l'usine.

Et le mot d'ordre s'est traduit par des faits : quelques jours après la rentrée, les ouvriers rentrés suivaient les mots d'ordre du Comité central de grève et recommençaient la lutte à l'intérieur de l'usine. Mieux encore : les ouvriers ont tenu l'usine pendant des journées entières, ils s'y sont amusés, ils ont obligé Citroën à lock-outer de nouveau.

C'est la démonstration que le mot d'ordre qui consiste à prendre les ouvriers à l'intérieur de l'usine est bon, puisque la lutte à l'intérieur de l'usine nous a permis d'arracher certaines revendications.

Il y a des camarades du service des eaux et du service des compresseurs qui ont obtenu 30 sous de l'heure d'augmentation, et dans d'autres emplois ils ont obtenu que la diminution fût minime.

Il faut savoir terminer des grèves dans l'intérêt des ouvriers. Or, souvent, comme le rappelle Racamond dans son rapport d'activité, on a mené des grèves avec la perspective de faire lutter les ouvriers en croyant qu'en tenant longtemps on arriverait à complète satisfaction.

Mais quand une partie importante des ouvriers est rentrée, nous devons l'y chercher pour la faire ressortir de nouveau.

C'est ainsi que si nous ne devons pas partir dans la bataille avec l'idée qu'on terminera la grève par un compromis, comme le disent les réformistes, c'est une question importante qui doit être discutée non seulement par nous mais encore par l'ensemble des corporations que celle de conserver à l'intérieur de l'usine une organisation assez forte.

Nous avons reçu l'aide de la C. G. T. U. et Frachon est souvent descendu avec nous pour organiser les camarades.

Nous avions, avant la grève, 100 adhérents chez Citroën, mais, après, 1.400. Nous avons pensé qu'il nous fallait prendre des mesures si nous voulions conserver à l'intérieur de l'usine nos syndiqués et nous nous sommes orientés vers la création de sections syndicales par atelier, par chaîne et même par catégorie.

Nous nous sommes efforcés de faire que ces sections aient un bureau, qu'elles se réunissent régulièrement, qu'elles aient leur journal, et nous pouvons dire que nous avons maintenant des sections syndicales qui ont leur matériel à elles et qui, dans les 24 heures, peuvent tirer un tract et le distribuer à l'intérieur de l'usine.

Il y a trois sections syndicales dans le 15^e arrondissement qui ont ainsi la possibilité de tirer leur matériel et de le distribuer.

Mais il faut aussi ne pas laisser travailler anarchiquement ces sections, car Citroën constitue un ensemble et nous devons mener contre lui un travail d'ensemble.

Nous avons donc créé une commission exécutive des usines Citroën qui se réunit une fois par mois et examine la situation des différentes sections syndicales.

Voilà pour ce qui concerne l'organisation. D'autres camarades de notre délégation interviendront après le rapport et ils signaleront quelques points positifs sur la façon dont nous avons dirigé ce mouvement, mais je ne veux pas quitter cette tribune sans faire une autocritique de celui-ci.

Je dois, tout d'abord, indiquer que le fait que nos sections syndicales n'étaient pas orientées, dès le début, vers l'élaboration des revendications par atelier, dans le mouvement chez Citroën, eut ses répercussions. En effet, dans ce mouvement, nous n'avons pas assez réuni les ouvriers par catégorie et par atelier et par équipe.

Une autre faiblesse importante, c'est que le chiffre de 1.400 adhésions dans un tel mouvement était insuffisant. Si nous n'avons eu que 1.400 adhésions, c'est parce que nous n'avons pas assez dirigé nos syndiqués dans ce mouvement afin qu'ils fassent partie intégrante de la masse.

Nous l'avons cependant fait dans un atelier de sellerie où nos camarades ont fait 100 syndiqués dans l'organisation.

Si l'orientation, je le répète, avait été bien faite et si l'on avait fixé son travail à chaque syndiqué, ce n'est pas 1.400 adhésions que nous aurions eues dans ce mouvement, mais bien davantage.

Une autre faiblesse encore, que j'ai indiquée dès le début, c'est notre incapacité d'élargir le mouvement aux autres usines. C'est là chose importante. Nous avons trouvé de la solidarité dans les autres usines, mais ce n'est pas quand cent ou cent cinquante copains apportent leurs sous qu'il y a de l'action. Cependant, la situation des autres maisons, comme Renault, Delage, Panhard, était-elle différente de celle de Citroën ?

Non, mais nous n'avons pas su, là encore, mobiliser notre syndicat tout entier pour former une solidarité, non pas une solidarité de gros sous, mais une solidarité effective dans le travail de revendication et de lutte partielle à l'intérieur de l'usine.

Je pense qu'en examinant un tel mouvement on comprendra l'ensemble de l'action de la C.G.T.U. et que les faiblesses que nous avons rencontrées et constatées ne doivent pas se renouveler.

Je suis persuadé que le mouvement chez Citroën est d'un riche enseignement pour nous : non seulement pour notre syndicat, mais encore pour la Fédération des Métaux et toute notre C.G.T.U.

Je termine en ajoutant que nous ne devons pas nous contenter de dire qu'il faut préparer les luttes, mais que nous devons nous mettre dans les usines pour que chacune d'elles soit une forteresse révolutionnaire qui permettra d'amener les ouvriers chez nous, dans notre C.G.T.U. et dans l'I.S.R. (*Vifs applaudissements.*)

INTERVENTION DE BROUT

BROUT (Fédération du Bâtiment). — Dans le rapport d'activité de la C.G.T.U., notre camarade Racamond a insisté fortement sur les répercussions pour le prolétariat des nouvelles méthodes d'exploitation du patronat et sur les répercussions de la crise économique. Nous avons ici à signaler, en ce qui concerne notre industrie, quelques exemples qui pourront et devront servir à nos camarades délégués à ce congrès.

Les répercussions de la crise économique se sont fait particulièrement sentir dans le bâtiment. Si dans quelques industries il y a eu quelques reprises partielles, très inégales d'ailleurs, on ne trouve aucun indice d'activité dans la nôtre. Les diverses branches de la construction sont continuellement en décadence et le peu d'activité qui reste provient des travaux communaux, du plan d'outillage national, des travaux de fortifications, des travaux dans les ports et routes stratégiques.

Cette répercussion de la crise dans notre industrie et dans différentes catégories de main-d'œuvre cherchant à s'employer dans le bâtiment a permis au patronat de modifier ses méthodes d'exploitation. Le tâcheronat s'est développé sous différentes formes. Les primes de rendement ont été mises en application dans les différents centres, et nos syndicats n'ont pas toujours suffisamment réagi pour rassembler les masses ouvrières mécontentes, coordonner et guider leur mécontentement.

Il n'empêche que nous avons eu au cours de cette année toute une série d'événements plus ou moins importants, mais qui démontrent bien la volonté des ouvriers du bâtiment, et aussi des grèves d'une importance plus grande comme celles de la région parisienne, de Toulon, de Sainte-Maxime, et enfin la grève du bâtiment de Strasbourg.

Je veux ici donner quelques renseignements et faire la démonstration des mauvaises méthodes employées souvent par nous-mêmes qui n'adaptions pas suffisamment à notre action les enseignements de nos congrès nationaux et les directives de notre I.S.R.

Il est évident que le fait de n'avoir pas pu élargir dans la région parisienne le mouvement de grèves qui n'étaient pas seulement des grèves pour l'augmentation des salaires et de ne pas avoir su en faire un mouvement d'ensemble pour les chantiers et entreprises les

plus importants ou, pour certaines corporations, d'avoir laissé pendant des semaines les ouvriers maçons lutter seuls sans avoir pu obtenir de déclencher sur les chantiers de ciment armé des mouvements importants, non pas seulement par solidarité pour les maçons, mais aussi pour arracher les revendications des ouvriers du ciment armé qui sont une des masses ouvrières les plus sacrifiées, ce fait marque une faiblesse. Nous n'avons pas su alerter assez vite ni entraîner les ouvriers dans la popularisation d'un mouvement déclenché afin que des industries semblables ou similaires apportent leur solidarité à leurs camarades de lutte.

Je veux cependant montrer que la grève des ouvriers carreleurs a été une des meilleures de notre industrie. Les méthodes employées pour sa direction, la constitution immédiate d'un large comité de grève désigné par les ouvriers et représentant leur entreprise, la discussion large dans ce comité de grève nous ont permis d'obliger les entrepreneurs à accepter des propositions favorables en partie aux ouvriers et de maintenir le contrat collectif.

J'attire sur ce dernier point l'attention de nos camarades. Non seulement on voulait diminuer les salaires, mais on voulait aussi supprimer le contrat collectif. Les méthodes employées par nos camarades carreleurs, la lutte engagée, l'action directe, la liaison avec les chômeurs de cette corporation nous ont permis d'obliger le patronat non seulement à ne pas diminuer les salaires, mais aussi à ne pas rompre le contrat collectif. Nous devons marquer ce mouvement comme un côté très positif, malgré ses faiblesses.

Je pourrais citer d'autres grèves, comme celle de Sainte-Maxime qui a été très importante grâce à la compréhension des ouvriers, puisque 80 % des ouvriers ont réalisé le front unique avec les inorganisés, constitué leurs piquets de grève et obtenu, avec la collaboration de l'Union régionale, l'acceptation totale du cahier de revendications et la signature du contrat collectif. C'est d'une importance très grande, et ceci démontre quel est le rôle que nous devons avoir pour aider les ouvriers dans la lutte contre le patronat.

Je n'examinerai pas à fond un autre mouvement dont d'autres camarades feront demain l'autocritique : celui de Strasbourg, mais il est bon quand même de signaler en raison de son caractère, de l'action des ouvriers et de la réalisation du front unique entre ouvriers unitaires, confédérés et chrétiens luttant côte à côte, ce mouvement serait sorti victorieux, sans les trahisons répétées des chefs confédérés suggérées par la C.G.T. et par la Fédération confédérée du Bâtiment, et facilitées par les erreurs de nos camarades; car, contrairement à nos camarades carreleurs, les camarades de Strasbourg ont commis une erreur très grave en réalisant le front unique au sommet et en remettant la direction de la grève aux mains des dirigeants confédérés.

L'insuffisance de la dénonciation des manœuvres et des trahisons réformistes est aussi une faiblesse à relever. Ceci démontre que nous n'avons pas encore suffisamment accentué notre lutte contre les dirigeants réformistes que nous trouvons dans chaque mouvement comme valets de la bourgeoisie. Nous devons avoir dans l'esprit que chaque fois qu'un mouvement se déclenche nous n'avons pas seulement affaire au patronat, au gouvernement, à son appareil de répression — police, gardes mobiles, tribunaux — pour condamner nos militants, mais aussi des dirigeants qui essaieront de torpiller la lutte soit au début, soit au cours du mouvement. Le fait que, battus par les ouvriers, ils avaient

reculé sur la grève des maçons et sur la grève générale démontrait qu'ils étaient bien décidés à torpiller le mouvement à la première occasion.

Je veux ici marquer les résultats obtenus dans une ou deux régions : le Havre et la région de Bretagne. Il y a quelques années, le travail de notre fédération n'était pas très actif dans cette dernière région où les ouvriers étaient sous l'influence des réformistes. Mais maintenant, nous pouvons aller parler aux ouvriers, nous rencontrer avec les chefs confédérés. Autrefois, c'étaient eux qui venaient chercher la contradiction avec leurs troupes, parce qu'ils étaient sûrs du succès. Maintenant, c'est nous qui allons la chercher. C'est que nos camarades de cette région ont tenu compte de l'influence réformiste et ont compris la lutte qu'il fallait engager. Ils ont compris qu'en même temps qu'ils portaient leurs coups au patronat ils devaient aussi les porter aux réformistes, aux chefs confédérés, non pas par des calomnies ou des insultes, mais par des faits et des preuves irréfutables. Pas de journal de chantier, pas un tract sans que la question du réformisme ne soit posée et sans que l'attitude des confédérés ne soit dénoncée. Les résultats, c'est l'augmentation des effectifs dans cette région, et c'est la belle conférence industrielle que les réformistes n'ont pas pu saboter ; c'est enfin et surtout que nous pouvons désormais nous présenter devant les ouvriers de cette région.

Au Havre, nous avons réussi avec beaucoup de difficultés à faire comprendre aux camarades les méthodes qu'il fallait adopter. C'est que, là aussi, nous avons porté nos coups non seulement sur le patronat, mais encore sur les réformistes et les autonomes. Le résultat, c'est que, aujourd'hui, nous préparons une conférence industrielle où nous avons la certitude de grouper les ouvriers et de préparer leurs luttes partielles en vue d'une lutte d'ensemble.

Voilà, à notre sens, l'importance que nous devons attacher à la bataille de tous les jours. Nous devons gagner les ouvriers réformistes un par un, accentuer notre attaque contre les chefs réformistes, faire la démonstration de la politique de trahison — politique suivie par les chefs — à tous les ouvriers qui sont sous l'influence des réformistes.

L'erreur que nous commettons dans nos syndicats du bâtiment est la suivante : dans les localités où il n'y a que des poussières de syndicats réformistes, on ne tient pas compte du fait qu'ils sont, quand même, des bases politiques, et que, tout en n'ayant pas une influence numérique, ils ont à leur disposition les chefs socialistes, les coopératives, toute une série d'agents de la bourgeoisie.

Il ne faut pas tenir compte simplement du nombre d'adhérents à un syndicat confédéré. Là où il y a une organisation confédérée, nous devons penser qu'elle se dressera contre nous, si nous ne gagnons pas les ouvriers qui la composent, elle se dressera contre les intérêts des travailleurs dans leur ensemble.

Au cours de nos luttes de ces derniers mois, nous avons acquis toute une série de résultats partiels assez appréciables. La bataille menée en ce qui concerne l'action revendicative et le front unique marque un point positif assez sérieux. Mais le point faible de nos organisations — nous le déclarons ici — c'est notre région parisienne qui a pourtant des facilités pour avoir un nombre d'adhérents assez important. Nous n'avons pas encore suffisamment développé le mécontentement des masses afin d'orienter les ouvriers vers une lutte meilleure.

Il ne faut pas oublier, en effet, que si une augmentation des salaires

a été obtenue dans certains points de la région parisienne, elle l'a été dans les chantiers où les salaires étaient les plus faibles. Le patronat s'était fixé un niveau qu'il ne pouvait plus dépasser. Nous devons reconnaître ici le bon travail fait par nos ouvriers terrassiers en ce qui concerne le recrutement, la liaison avec les chantiers, la reprise du contrôle sur les chantiers. Mais les difficultés rencontrées dans les travaux de souterrain où des diminutions de salaires se sont effectuées sont assez graves. Nous n'avons pas pu faire comprendre aux camarades qu'il fallait les entraîner dans une lutte pour résister à la diminution des salaires.

Ceci doit être un enseignement pour le congrès. Mais il n'y aura pour nous de possibilité de combattre le patronat si nous ne renforçons pas en même temps notre action contre les réformistes. Le réformisme, c'est le mur qu'il nous faut démolir. Je ne veux pas ici faire le procès de la minorité, mais nous voyons quelquefois ces messieurs de la Bourse du Travail du Havre. Maintenant, notre syndicat reprend de l'activité. Nous avons fait de nouvelles adhésions. L'autre jour, dans une assemblée des chantiers de Rouen, nous avons vu le citoyen Hue et quelques amis d'Engler qui ont essayé de jeter le trouble, le désarroi et la suspicion parmi les camarades nouvellement organisés. Je ne sais pas comment vous appelez cela, mais moi j'appelle cet acte du sabotage nettement organisé.

Je déclare, au nom de nos camarades du Syndicat du Bâtiment de Rouen, que nous ne sommes pas décidés à laisser Engler et ses amis saboter notre travail ! (*Applaudissements.*)

La séance est levée à 23 h. 15.

TROISIÈME JOURNÉE

Séance du 25 Septembre (matin)

La séance est ouverte à 9 h. 25, sous la présidence de Costes.

LE PRÉSIDENT. — Camarades, la séance est ouverte. Je donne immédiatement la parole à Demusois, des cheminots.

INTERVENTION DE DEMUSOIS

DEMUSOIS (Cheminots). — Camarades, je n'ai pas l'intention de reprendre, dans mon intervention, toutes les parties du rapport d'activité soumis à la discussion des syndicats et si brillamment illustré par les commentaires de notre camarade Racamond.

Je veux simplement examiner, m'appuyant sur l'expérience que peut avoir notre Fédération, quelques questions que je considère comme essentielles dans ce congrès.

Camarades, le dernier Congrès confédéral de Magic-City avait profondément marqué dans ses débats et résolutions l'aggravation de la crise économique, ses dures répercussions et conséquences sur tous les ouvriers. L'exacerbation de l'antagonisme de classe caractérisé par l'accentuation de l'offensive patronale et gouvernementale contre les travailleurs, ainsi que par la multiplication et l'ampleur des luttes prolétariennes en riposte à toutes les attaques du patronat et de la bourgeoisie.

Les deux années qui nous séparent du Congrès de Magic-City nous permettent de vérifier les appréciations et les perspectives fixées à ce congrès.

Si nous prenons la corporation des cheminots, nous pouvons sans hésitation affirmer que notre Congrès de Magic-City, que notre C.G.T.U. avaient vu juste.

L'ampleur et l'acuité de la crise ferroviaire, qui n'est qu'un aspect de la crise économique générale, est à nos yeux particulièrement significative :

Diminution considérable des recettes; régression importante du trafic; déficit du fonds commun des réseaux, supérieur à 9 milliards.

Comme le patronat des industries privées, comme le gouvernement capitaliste des Herriot, Boncour ou Daladier, en ce qui concerne les fonctionnaires, les P.T.T. et tous les travailleurs des services publics, le patronat du rail n'entend pas faire les frais de cette situation. Il se tourne contre les cheminots, sous les formes les plus diverses, mais aussi

les plus dures, ce qui n'exclut pas l'habileté, engageant contre eux une formidable offensive :

a) Elargissement et aggravation des méthodes de rationalisation dans tous les services : système Rowan, Bedeaux, Planing, chaîne, tapis roulant pour les ateliers, les dépôts ;

b) Augmentation du parcours, du tonnage, de la vitesse des trains, pour les mécaniciens et chauffeurs ;

c) Aggravation des roulements et compression de l'effectif des équipes de trains ; application partielle de la conduite des trains par un seul agent. Voilà pour les agents des trains ;

d) Même situation pour le service des gares et celui de la voie.

De plus, attaques répétées et tenaces contre toutes les catégories du personnel, pour en réduire davantage encore les effectifs.

Changements de services, déplacements de localité, mise à la retraite d'office, fonctionnement accéléré des commissions de réforme et des conseils d'enquête, arrêt du recrutement.

Les résultats de ces mesures patronales se traduisent par le fait que sur 512.000 cheminots en 1930, il n'en reste plus présentement que 420 à 430.000, et la compression des effectifs continue.

Attaques aussi contre les primes et les indemnités, menaces contre les salaires statutaires, aggravation et augmentation de la journée de travail par une application forcenée des décrets qui réglementent le travail dans les chemins de fer. Enfin, réorganisation des réseaux, projet de démembrement des ceintures, centralisation des services. Tels sont les aspects généraux de l'offensive des compagnies contre les cheminots.

Que font ceux-ci devant les attaques dont ils sont l'objet ?

Restent-ils passifs ou bien ripostent-ils vigoureusement à chacune des attaques des compagnies ?

En riposte aux coups du patronat, les cheminots organisent leur action et s'engagent dans la voie de la lutte directe.

Les exemples à cet égard sont plus nombreux que nous ne le pensons.

Il est certaines actions, certaines manifestations qui ne sont pas portées à notre connaissance.

Certains militants responsables considèrent comme de petites bricoles les manifestations et les petites actions qui se produisent fréquemment sur le lieu du travail, pour les petites revendications, pour le quart d'heure de casse-croûte, l'allongement de la journée de travail, etc.

Dans nos syndicats de cheminots, il existe cette tendance à considérer que, puisque nous sommes dans une organisation révolutionnaire, il n'y a pas lieu d'extérioriser et de s'arrêter par trop sur ces petites actions.

Nous considérons cette conception comme-erronée, et, pour le comprendre, il suffit de voir avec quelle attention les compagnies suivent tous ces petits mouvements de lutte.

Néanmoins, nous pouvons citer ici un certain nombre de localités où l'action s'est déroulée.

C'est à Tergnier, Moulin-Neuf, Le Bourget, Mitry-Claye, Paris-P.O.-Agents de trains, Arles-Service gare, Dijon-Ateliers, Petit Entretien de Clichy, Batignolles, Dépôt de Montrouge, Bayeux, Alger, Toulouse, Agen, etc., etc., que les cheminots ont mené l'action sur le tas pour le 1^{er} Mai.

Ce sont les manœuvres des dépôts de La Plaine, du Bourget, de La Chapelle, du Landy, qui, envoyés aux travaux de terrassement, luttent contre ce déplacement d'office, exigent les 6 francs d'indemnité par jour, imposent le retrait des forces de police et, sur toutes ces revendications, obtiennent satisfaction.

C'est le dépôt de Paris-Nord qui, sur la question du pointage à la reprise, fait reculer l'ingénieur.

C'est Bel-Abbès qui manifeste et passe à l'action par solidarité avec les camarades carreleurs en lutte ; c'est Juvisy contre la suppression du quart d'heure de casse-croûte ; c'est Nîmes qui, au lavage des voitures, s'oppose avec succès à la pratique de la rationalisation ; c'est Lens qui, au 1^{er} août, rassemble 55 % des agents des trains disponibles qui déposent le cahier de revendications et manifestent devant les bureaux du chef de gare ; c'est Tergnier qui manifeste sur le tas dans les ateliers pour le bleuissage des carreaux ; c'est Noisy-le-Sec-Ateliers qui se rassemble autour du corps d'un camarade tué et manifeste pour arracher des garanties plus grandes de sécurité ; c'est Laval, Trappes, Batignolles, Rennes qui manifestent contre l'allongement de la journée de travail et la suppression d'une prime, contre le remplacement des manœuvres par des ouvriers qualifiés, pour l'obtention de chiffons d'essuyage des mains, pour l'obtention de placards des agents déplacés du matériel au service d'exploitation ; c'est Thouars qui, contre les dérogations à la journée de travail, lutte avec ténacité pendant un mois et fait reculer la compagnie ; c'est le dépôt de Paris-P.-L.-M. qui manifeste, cesse le travail, se rassemble sur la plaque tournante en signe de protestation contre l'offensive gouvernementale dirigée contre les fonctionnaires et les travailleurs des services publics en vue de la diminution de leurs salaires.

Je pourrais citer encore de nombreux exemples de lutte.

Ces actions ne portent pas toutes sur des revendications générales, mais au contraire la plupart ont pour objet la lutte pour les plus petites revendications, les plus petits incidents, contre les plus petites brimades.

Cette constatation est l'indication très nette que notre I.S.R. et notre C.G.T.U. ont raison quand elles retiennent avec insistance l'attention de tout notre mouvement cheminot sur l'importance des revendications immédiates, sur la nécessité d'organiser pratiquement la lutte sur toutes ces petites revendications si proches et si sensibles pour tous les cheminots, pour tous les ouvriers.

Evidemment, cela ne peut signifier que les grandes revendications sont écartées. Mais, c'est au travers des revendications immédiates que nous atteindrons des objectifs plus larges. C'est au moyen de luttes partielles, par leur élargissement et leur généralisation, que nous arriverons à des luttes de plus grande envergure.

Enfin, nous devons marquer que toutes ces luttes, toutes ces actions, toutes ces manifestations ont été dirigées par notre organisation unitaire et se sont déroulées sur la base du front unique.

Est-ce à dire que nous devons nous considérer comme entièrement satisfaits de cette situation ?

Non. Nous avons encore de grandes faiblesses à surmonter et de grosses tâches à accomplir. Avec tous nos militants de base, secrétaires de syndicats, receveurs, secrétaires de sections techniques, membres des conseils syndicaux, avec tous nos délégués du personnel, nos délégués

à la sécurité, avec tous nos camarades syndiqués actifs, par une bonne organisation de leur travail, par une bonne utilisation de leurs forces et de leurs efforts, nous corrigerons nos faiblesses et améliorerons notre situation.

Nous avons, avec l'aide des événements, quelque peu brisé cette résistance à la lutte qui a dominé pendant de longues années dans notre corporation, résistance qui trouvait sa base dans le manque de confiance dans la combativité des cheminots. A l'heure présente, ce manque de confiance, cette sous-estimation de la combativité des cheminots est en régression, et avec, l'appui de notre Internationale, de notre C.G.T.U., nous sommes certains de nous placer à la hauteur des événements et de nos responsabilités, et nous ne doutons pas qu'avec vous tous nous irons à pas hardis vers des résultats d'action plus positifs et plus décisifs.

Cependant, si nous voulons aboutir rapidement, il importe, afin d'améliorer et de corriger notre travail, de souligner avec fermeté notre faiblesse sur un point particulier de notre activité : le front unique et l'unité syndicale.

A notre Fédération, nous pensons que, sur le front unique, nous avons beaucoup travaillé et que nous avons, de ce fait, une expérience déjà grande de la question.

Dans notre corporation, nous avons réussi à constituer 66 comités locaux d'action et aussi quelques comités d'action d'entreprises ou de services.

Pourquoi n'avons-nous pas obtenu tous les résultats que nous en attendions ? Pourquoi un grand nombre de ceux-ci ont-ils disparu ? D'autres ont-ils peu d'activité ? D'autres, enfin, se sont-ils placés sur un mauvais terrain, commettant quelques erreurs graves ?

Camarades, la bonne volonté des camarades unitaires n'est pas en cause. Mais les hésitations sur la position à prendre dans le domaine des revendications immédiates, un sentimentalisme trop longtemps entretenu et développé, le fait aussi d'avoir attaché trop d'importance à l'existence d'une organisation plus nombreuse sans fixer clairement les bases de lutte, le fait de n'avoir pas posé partout et très largement le front unique sur les revendications immédiates sur le lieu du travail en vue de l'organisation de la lutte des cheminots, tout cela explique pourquoi plus de résultats positifs n'ont pas été obtenus.

Une de nos faiblesses consiste à avoir posé le problème du front unique d'une façon abstraite et dans le cadre des rapports d'organisation à organisation, sans faire le travail indispensable à la base, sans faire la critique indispensable des dirigeants des organisations réformistes, chrétiennes et autres.

Notre lettre ouverte ne voulait pas cela, mais en fait, certaine incompréhension et sa mauvaise application ont cependant abouti à ce résultat.

Notre présence au Comité central interfédéral d'action, le manque d'extériorisation de notre action au sein de ce comité, l'insuffisance de dénonciation de la politique des organisations réformistes qui étaient avec nous dans ce comité central d'action, tout cela n'a pas aidé à clarifier notre position sur le front unique dans l'esprit de la grande masse des cheminots.

Notre grande faiblesse, c'est aussi l'absence d'un travail conséquent pour constituer dans notre corporation des groupes d'opposition nombreux et puissants.

L'opinion générale sur les groupes d'opposition, c'est qu'il est impossible d'obtenir des résultats dans ce domaine, que les chefs réformistes préféreront chasser ceux qui constituent ces groupes d'opposition. Partant de cet esprit, on ne fait aucun travail pour constituer des groupes d'opposition, on trouve plus simple d'absorber les camarades confédérés qui, en désaccord avec les chefs réformistes, sympathisent avec nos organisations unitaires.

Evidemment, renforcer nos organisations unitaires, recruter pour nos syndicats unitaires est une des tâches essentielles de nos militants et de nos syndicats. Mais est-ce par le grignotage des organisations réformistes que nous atteindrons le résultat attendu de la constitution des groupes d'opposition ? Camarades, nous ne le pensons pas. Nous estimons que, malgré les grandes difficultés que nous connaissons bien, le fait de ne pas travailler à la constitution de ces groupes d'opposition témoigne d'une sous-estimation de ce que représentent ces groupes au point de vue de l'action et prouve que nous ne comprenons pas très bien l'importance des luttes que nous envisageons et que vont être appelés à mener les cheminots.

Camarades, nous devons tout de même penser que si déjà nous sommes en présence d'une offensive patronale particulièrement dure, nous avons devant nous des perspectives plus dures encore. Ce qui se passe actuellement nous permet de prévoir que l'offensive va se développer sur une plus grande échelle, que les fonctionnaires ne seront plus les seuls touchés, que cette offensive plus poussée permettra aux compagnies d'accentuer davantage encore leur pression dans leur lutte contre les cheminots et aussi à l'ensemble du patronat de l'industrie privée de mener un combat plus meurtrier contre l'ensemble des ouvriers.

Camarades, si nous avons ces perspectives, il faut comprendre que l'un de nos objectifs les plus essentiels est d'entraîner avec nous, sur notre plate-forme, dans la lutte, tous les camarades qui sont dans les organisations d'en face, tous les camarades confédérés, chrétiens, autonomes, et, avec eux, tous les inorganisés.

Si nous voulons réaliser cela, il y a nécessité urgente pour nous de comprendre l'importance des groupes d'opposition syndicale révolutionnaire.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce travail en vue de constituer ces groupes d'opposition représente, en fait, une partie de notre travail auprès des masses et que nous ne devons pas nous en écarter.

Eh bien, camarades, si nous reconnaissons cela, si nous voulons nous atteler hardiment à la besogne, nous pouvons affirmer ici que nous serons en mesure de corriger nos faiblesses. C'est pourquoi nous indiquons nettement que c'est là une des tâches essentielles de notre Fédération.

Ainsi nous serons plus forts pour entraîner tous les cheminots aux luttes partielles et marcher à la victoire.

Notre activité, nos efforts pour améliorer notre travail seront la meilleure démonstration de notre volonté d'appliquer les tâches fixées par notre C.G.T.U. et par l'I.S.R.

Aux côtés de tous les travailleurs et avec eux, nous saurons, par la pratique constante de la lutte des classes, combattre le patronat et la bourgeoisie en les faisant capituler, en leur imposant la réalisation de toutes nos revendications.

Camarades, nous pensons que c'est là un objectif qu'il nous faut atteindre. Nous pensons que, cet objectif, il doit nous pousser à préciser notre position dans tous les domaines, à voir clair dans tous les domaines et, en particulier, à savoir mener notre travail de front unique sans retomber dans les erreurs que je viens de vous signaler, en appuyant ce travail sur les revendications immédiates, en dénonçant la politique des chefs et des organisations réformistes, en enfonçant le coin de notre influence dans leur masse.

Cela, camarades, c'est possible. Car, s'il y a déjà un grand mécontentement chez nous, comprenez bien qu'il en est de même chez eux. D'ores et déjà, dans les cercles dirigeants de la Fédération réformatrice, il y a quelques inquiétudes. Sachons en profiter. C'est ainsi, par exemple, que le citoyen Coudun, secrétaire de la Fédération confédérée, écrit :

« Combien de cheminots, actuellement, s'imaginent que l'action menée par notre Fédération, plus particulièrement depuis octobre 1932, avant abouti au maintien des salaires, ces derniers restent intangibles. Combien pensent que, dans ces conditions, il leur est loisible de rester inorganisés ou d'abandonner momentanément l'organisation syndicale ! »

Une telle déclaration ne témoigne pas d'un esprit très rassuré. Mais, de notre côté, comment devons-nous la considérer ? Devons-nous simplement nous réjouir de voir qu'il y a des départs de l'organisation confédérée, qu'il se trouve de bons camarades pour penser qu'ils doivent rester inorganisés ? Allons donc ! ce n'est pas là la solution. Ce qui importe, c'est de nous rapprocher de ces camarades, c'est d'empêcher qu'ils restent inorganisés, c'est de travailler avec eux pour les rallier sur notre plate-forme. Ce qu'il faut, c'est tous ensemble mener la lutte dans l'intérieur, sur la base des revendications les plus immédiates, ce contre les chefs réformistes qui, au nom de l'intérêt général, pactisent avec le patronat et trahissent les intérêts des ouvriers. (*Applaudissements.*)

Camarades, nous pensons que notre travail, nous pouvons le mener aujourd'hui, parce que nous sommes dans des conditions plus favorables. En voulez-vous un seul exemple ? Je veux le donner ici, à la tribune de ce congrès.

C'est le Congrès de la C.G.T.U. Mais c'est aussi celui de la C.G.T. Au Syndicat des Cheminots de Paris-P.-O. confédéré, syndicat auquel appartient le secrétaire de l'Union des syndicats confédérés du réseau P.-O., on a discuté du rapport de la C.G.T.

Camarades, 85 % des camarades confédérés de Paris-P.-O. se sont prononcés contre le rapport d'activité de la C.G.T. (*Applaudissements.*)

Et alors ce vote, cette position des camarades confédérés, nous devons les traduire, non pas seulement comme le mécontentement de ces camarades contre les chefs réformistes, mais aussi comme l'expression de leur rapprochement sur notre plate-forme de lutte et avec eux nous devons travailler.

Si demain, plus qu'hier, nous savons travailler sur le front unique, si nous savons dans tous les domaines avoir une vue claire et aussi ne jamais sous-estimer l'importance des petites revendications, alors nous pouvons affirmer sans crainte que nous ferons des progrès décisifs et que, dans cette voie, en réalisant des revendications, nous pourrions mener à bien notre lutte contre la bourgeoisie. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Frachon, secrétaire de la C.G.T.U.

INTERVENTION DE FRACHON

FRACHON, secrétaire de la C.G.T.U. — Camarades, l'ouvrier qui, en France, voudrait en ce moment se faire une opinion sur l'état du mouvement ouvrier en lisant la presse bourgeoise, serait fort étonné qu'on parle autant, dans la classe ouvrière, de l'unité syndicale. Il penserait, en effet, qu'il n'y a qu'une seule organisation syndicale : la C.G.T., les journaux citant seulement le congrès de cette dernière et passant le nôtre sous silence.

Nous verrons tout à l'heure, dans l'examen de notre rapport, les raisons pour lesquelles la bourgeoisie s'attache à donner une si grande importance aux organisations réformistes et à masquer jusqu'à l'existence des syndicats révolutionnaires.

Le même ouvrier qui voudrait se faire une opinion sur l'état d'esprit des ouvriers confédérés en lisant les mêmes journaux penserait que, dans la C.G.T., il n'y a pas du tout de courant de front unique, et que le courant d'unité syndicale s'exprime seulement par le désir de voir entrer les syndicats unitaires dans la C.G.T. Nous verrons tout à l'heure qu'il n'en est rien. Notre camarade Demusois vient de vous citer des exemples des courants qui se manifestent dans la C.G.T., et nous verrons les raisons pour lesquelles encore la bourgeoisie s'attache à masquer ces manifestations.

La question de l'unité syndicale de classe, elle s'impose actuellement avec une force grandissante, que toutes les manœuvres déployées par ses adversaires, par la bourgeoisie et les dirigeants réformistes, ne peuvent atténuer.

La C.G.T.U. qui, depuis sa création, a constamment œuvré pour l'unité syndicale de lutte de classe, doit, dans ce congrès, au moment où se développent sous nos yeux des événements de la plus haute importance, examiner attentivement les aspects de ce problème, et c'est la tâche de notre congrès de tracer la voie aux syndicats unitaires, aux militants révolutionnaires, aux masses, pour hâter la réalisation de l'unité syndicale de lutte de classe.

D'abord, nous devons dénoncer très vigoureusement les tentatives faites pour essayer de démontrer que le courant d'unité est sentimental. Ces tentatives ont pour objet d'obscurcir les problèmes qui se posent actuellement devant la classe ouvrière et pour but de créer des obstacles à l'unité. Nous devons, nous qui voulons vraiment travailler à l'unité syndicale, voir clairement les causes de ce courant et son sens profond.

Dans son rapport, notre camarade Racamond a montré la situation dans laquelle se déroulent les travaux de notre congrès. Une telle situation, sur laquelle il est inutile de revenir, ne manque pas de faire éclater avec plus de force les antagonismes de classes. Chez les ouvriers se développe avec plus d'intensité le désir de barrer la route à l'offensive capitaliste et d'arracher des revendications. En eux se manifeste aussi la conscience plus claire de tous les dangers qui les menacent : la guerre, le fascisme qui deviennent de plus en plus menaçants.

Le mouvement d'unité dans les masses est une manifestation très claire de l'accroissement de la volonté de lutte des ouvriers qui cherchent la voie d'une lutte victorieuse pour leurs revendications immédiates, ainsi que pour apporter à la crise du capitalisme une autre issue que celle que veut leur imposer la bourgeoisie, pour apporter à la crise une issue révolutionnaire.

Avec raison, les masses ouvrières considèrent que l'unité syndicale de lutte de classe est une arme capitale pour la réalisation de leurs objectifs.

Afin de fixer une politique claire et de tracer des objectifs précis, il nous faut analyser ici les diverses manifestations de ce mouvement d'unité au sein des masses ouvrières ; ce qui permet et aide son développement ; ce que nous avons fait dans ce sens ; les obstacles accumulés sur le chemin de l'unité par ceux qui la combattent, et comment nous-mêmes nous avons combattu les ennemis de l'unité syndicale.

Le problème de l'unité syndicale n'est plus posé seulement en théorie. Les travailleurs ont montré leur volonté de le réaliser au cours de ces dernières années par de nombreuses manifestations, luttes, grèves très importantes. C'est au cours de ces grèves, de ces actions diverses, de ces manifestations multiples, où se sont rassemblés les ouvriers de toutes tendances et les ouvriers inorganisés, que ce courant s'est exprimé avec le plus de force.

Racamond, dans son rapport, a parlé des nombreuses grèves qui se sont déroulées depuis le VI^e Congrès. Je ne veux pas ici en faire une analyse globale. Je veux prendre seulement quelques exemples qui caractérisent bien le courant d'unité et qui déterminent l'orientation de ce courant d'une façon lumineuse.

Prenons d'abord ce grand mouvement des fonctionnaires. Pour la première fois, dans notre pays, nous avons eu un mouvement qui a entraîné des centaines de milliers de fonctionnaires de toutes catégories. Au cours de nombreux meetings, de manifestations, d'actions diverses dans les services, et à l'occasion de la journée du 20 février, le front unique de classe s'est réalisé entre fonctionnaires confédérés, unitaires, autonomes et non syndiqués. Il s'est réalisé malgré tous les obstacles qu'on a essayé d'accumuler sur son chemin, et non pas seulement les dirigeants confédérés, mais le gouvernement.

Ce courant d'unité, ces manifestations de front unique, cette unité de classe, tout cela n'a pu se réaliser que parce que les fonctionnaires étaient animés d'un même esprit de résistance contre la diminution de leurs traitements et indemnités.

Ainsi le front unique, l'unité d'action chez les fonctionnaires, s'est réalisé dans la lutte de classe.

Prenons la grève de chez Citroën. Il y a là 18.000 métallurgistes. Nous avons dans cette entreprise — et nous n'avons pas honte de le dire, car nous avons l'habitude de dire la vérité sur nos effectifs — nous avons un peu plus de 100 syndiqués. Il y a chez les 18.000 ouvriers de chez Citroën des courants divers. Ces ouvriers, il en est qui ne savent même pas l'existence du syndicat unitaire ; il en est qui, journellement, sont influencés par d'autres forces politiques que nous.

Et cependant le bloc s'est réalisé, il s'est maintenu pendant des semaines. Pour la première fois depuis 1920, dans la région parisienne, nous avons eu une grève de cette importance et de cette durée dans un grand bague de la métallurgie.

Camarades, est-ce qu'on peut seulement constater que, chez les 18.000 ouvriers de chez Citroën, s'est réalisé un front unique solide ? Est-ce que nous n'avons pas le devoir impérieux d'examiner les raisons pour lesquelles ce bloc s'est constitué et s'est maintenu malgré les manœuvres les plus hypocrites et les plus violentes pour le briser ? Le bloc des grévistes chez Citroën, il s'est réalisé sur la base de la

lutte pour la défense des salaires, il a été maintenu parce qu'au cours du mouvement la direction de grève, le comité de grève, notre syndicat unitaire et notre Fédération unitaire des Métaux ont constamment maintenu le mouvement dans la voie de la lutte de classe contre le patronat.

Encore une fois, chez Citroën, c'est la lutte de classe pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière contre l'ennemi commun, qui a réalisé et maintenu le front unique des ouvriers.

Prenons les métallurgistes de Marseille. Là aussi il y a une multitude de courants. Là également notre organisation syndicale n'était pas très puissante. A Marseille, chacun le sait, et notre camarade des hospitaliers nous l'a expliqué hier, de nombreux groupes et partis politiques exercent une influence démoralisante sur la classe ouvrière. Cependant, chez ces métallurgistes, travaillés par la politique des adversaires, qui n'échappent pas aux tentatives de corruption du prolétariat en honneur dans cette ville, le syndicat unitaire a réussi à créer un courant d'unité.

Ce n'est pas venu tout seul. Notre Syndicat des Métaux, avec l'appui de la direction fédérale unitaire, a travaillé pendant des semaines au rassemblement des ouvriers, sur la base d'un cahier de revendications. Au bout de semaines et même de mois d'efforts, le front unique des métallurgistes marseillais s'est réalisé dans la lutte pour imposer leur cahier de revendications.

Ce bloc s'est maintenu encore pendant des semaines de grève. Là, comme chez Citroën, les tentatives de division n'ont été brisées qu'en raison de ce qu'au cours du mouvement, grâce à la vigilance de nos camarades et à celle des ouvriers, on n'a pas laissé pénétrer l'idéologie réformiste de la collaboration de classes.

Autre exemple typique : celui du vêtement de Lyon. Pendant des années, cette corporation a été organisée dans une partie importante au sein d'un syndicat confédéré. Cette corporation, depuis 1920, avait eu l'habitude d'une certaine action collective et grâce à cette action avait obtenu un contrat de travail. Vint la crise. Le Syndicat confédéré du Vêtement pratique sa politique de collaboration, et cela permet au patronat d'appliquer de nombreuses diminutions de salaires. Cette pratique de la collaboration de classes, de substitution des intérêts des patrons aux intérêts des ouvriers, porte la division chez les travailleurs du vêtement ; ils quittent leur syndicat, ils perdent la notion de l'action collective.

Notre Syndicat unitaire du Vêtement prend, lui, une autre attitude. Pendant des mois, malgré d'énormes difficultés, il développe sa conception de la défense des intérêts de classe des travailleurs du vêtement de Lyon. Nos camarades qui entreprennent ce travail n'obtiennent pas des résultats immédiats, car l'idéologie réformiste a fait ses ravages chez les ouvriers du vêtement. Mais ils sont menacés d'une nouvelle diminution de salaires. Grâce à la politique, aux mots d'ordre de lutte contre la diminution développés par le syndicat unitaire, ces travailleurs reprennent confiance, retrouvent le chemin de l'action collective, leur bloc se ressoude, ils arrachent la victoire.

Et là encore, alors que la politique réformiste, la politique de collaboration avait divisé les ouvriers, l'action de classe développée par notre syndicat unitaire a resserré les liens entre les travailleurs.

La grève d'Armentières, avec la magnifique résistance commune des syndiqués unitaires, confédérés et chrétiens, avec les inorganisés pen-

dant quatre mois est un autre exemple du courant d'unité pour l'action. Malgré les erreurs et les fautes que nos camarades unitaires ont commises dans cette grève, fautes que nous avons critiquées et que Coisne est venu rappeler ici hier, nous considérons la grève d'Armentières comme une grande manifestation de la volonté d'unité de lutte de classe des ouvriers.

La grève de Strasbourg, autre exemple magnifique qui montre que la lutte de classe unit les travailleurs. Le front unique à Strasbourg s'est réalisé non seulement pour une lutte économique, mais aussi pour la lutte politique contre l'oppression de l'impérialisme français. Cette volonté d'unité de classe s'est manifestée là-bas malgré les trahisons les plus cyniques, malgré les manœuvres les plus éhontées, dont nos camarades d'Alsace et de Lorraine auront l'occasion de parler à cette tribune, consommées par les chefs réformistes et chrétiens pour disloquer le bloc des combattants. A Strasbourg, c'est encore la lutte de classe contre le patronat, c'est la lutte d'un peuple opprimé contre l'impérialisme français, qui a permis de réaliser l'unité d'action de 20.000 travailleurs d'organisations diverses et non syndiqués.

Notre camarade Demusois a expliqué dans son intervention comment, chez les cheminots, maintenant se développe toute une série d'actions partielles contre l'attaque des Compagnies. Il a montré comment dans ces multiples actions partielles, malgré les efforts des dirigeants confédérés, se réalise l'union des cheminots confédérés, unitaires, chrétiens, indépendants et inorganisés. Il a fait la démonstration que cette union se réalisait parce que les syndicats unitaires orientaient les cheminots vers la lutte.

Chez les cheminots, comme dans d'autres corporations, l'unité se réalise pour la lutte de classe contre le patronat et les pouvoirs publics.

De nombreuses autres grèves, dont des camarades ont déjà parlé, dans le bâtiment en particulier, mais aussi dans d'autres industries, sont menées non plus seulement contre la diminution des salaires, mais pour des augmentations.

Dans ces grèves encore se réalise la plus large unité de classe du prolétariat.

Les caractéristiques de l'ensemble de ces mouvements sont : la plus grande cohésion des ouvriers en lutte, une ténacité plus grande, qui facilite le front unique de classe et qui fait que maintenant, dans des grèves qui durent des mois, comme celle d'Armentières, comme celle du bâtiment de Strasbourg, on constate qu'il y a beaucoup moins de briseurs de grèves qu'auparavant.

La volonté d'unité de classe des masses s'exprime également dans la constitution, à travers le pays et dans toutes les industries, de centaines de comités de front unique. Nous en connaissons quelques centaines. Il en est beaucoup qui se constituent sans que nous l'apprenions. Nous aurons tout à l'heure à examiner leur activité et leur contenu. Mais le fait est là : si des centaines de comités de front unique se sont constitués malgré l'opposition systématique, acharnée, plus vigoureuse que jamais, des dirigeants réformistes et de la bourgeoisie, cela démontre combien est grande la volonté d'unité des masses ouvrières.

Qu'avons-nous fait, camarades, depuis deux ans, en faveur de l'unité ?

Le Congrès de Magic-City avait accordé à la question de l'unité la plus grande importance. Des journées entières du congrès avaient

été consacrées à la discussion sur ce point. Déjà, avant le congrès, en février 1931, la Commission exécutive de la C.G.T.U. votait une résolution précisant sa position sur l'unité syndicale et appelant les ouvriers à la réaliser.

Il n'est pas inutile que nous rappelions les termes de cette résolution.

Dans sa résolution de février 1931, la Commission Exécutive de la C.G.T.U. traçait d'abord le programme sur la base duquel pouvait se réaliser l'unité syndicale. Ce programme était ainsi conçu :

« Lutte contre la baisse des salaires et pour leur augmentation, en raison du renchérissement du coût de la vie et l'intensification du travail, ainsi que de l'aggravation générale des conditions d'existence ;

« Lutte pour les véritables assurances sociales : chômage, maladie, accidents du travail, vieillesse, les secours devant être égaux aux salaires complets ;

« Lutte pour la journée de sept heures et la semaine de quarante heures, sans réduction de salaire ;

« Soutien et direction active de la lutte des chômeurs et des ouvriers occupés pour l'augmentation immédiate des secours accordés aux chômeurs ;

« Lutte contre les licenciements et contre la fermeture des usines ;
« A-travail égal salaire égal ; droits égaux pour les ouvriers français et immigrés ;

« Lutte contre la répression, la réaction, contre la préparation du fascisme ;

« Lutte contre l'arbitrage obligatoire, pour le droit de grève, contre le renvoi des militants ouvriers français ou immigrés, contre l'expulsion de ces derniers, pour la libération des ouvriers révolutionnaires emprisonnés ;

« Lutte contre les guerres impérialistes ;

« Soutien actif de l'Union Soviétique menacée de guerre ;

« Démocratie prolétarienne à tous les degrés de l'organisation syndicale ;

« Abandon complet de la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale et internationale, en vue de la lutte commune.

« Pour la réalisation de cette plate-forme par laquelle l'unité syndicale est absolument réalisable, les mesures suivantes sont indispensables :

« Front unique de lutte contre les patrons directement organisé dans les usines entre tous les membres des organisations syndicales de base, les membres des syndicats unitaires, autonomes, réformistes, chrétiens, avec la participation des ouvriers inorganisés ; revendications précises et concrètes ; organisation, avec les ouvriers des syndicats de toutes tendances et avec la participation des ouvriers inorganisés, d'assemblées ouvrières par usine, de conférences ouvrières, locales et régionales, de conférences par branche d'industrie, de congrès ouvriers, locaux ou régionaux, dans le but de mieux préparer la lutte pour ces revendications ; convocation de conférences, locales ou régionales, d'unité syndicale sur la base de la représentation proportionnelle et à la condition expresse que les délégués soient élus conjointement par les ouvriers de toutes tendances : unitaires, confédérés, autonomes, chrétiens et autres, dans leurs entreprises.

« Il faut préparer la participation à cette conférence d'unité, avec voix consultative, des ouvriers élus par les ouvriers inorganisés. »

Ainsi, dès 1931, alors que montait le courant d'unité chez les travailleurs de ce pays, la Commission Exécutive de la C.G.T.U. précisait notre position sur l'unité syndicale. Cette résolution est encore juste à l'heure actuelle. Nous aurons à voir comment nous avons travaillé à sa réalisation. Nous aurons également à examiner comment les faits nouveaux, la tactique des adversaires de l'unité nous imposent non pas des modifications fondamentales, mais réclament de nous une attention plus grande et des précisions dans notre travail pour l'unité syndicale.

Le Congrès de Magic-City a indiqué que l'unité syndicale de lutte de classe, la seule possible, et qui correspond aux intérêts des travailleurs, exigeait un travail acharné pour la préparation, l'organisation et la direction des luttes ouvrières. Il indiquait cela en démontrant le développement de l'offensive capitaliste et la nécessité de rassembler rapidement les masses ouvrières en vue de renforcer leur action en faveur de leurs revendications.

Sans doute, nous aurons à examiner nos erreurs et nos faiblesses, ainsi que les corrections à apporter à nos méthodes d'organisation et de direction des luttes ouvrières, et aussi à améliorer notre travail d'unité syndicale. Mais nous pouvons déclarer ici et démontrer que dans toutes les batailles ouvrières, seuls les syndicats unitaires sont intervenus pour soutenir ces mouvements, pour les organiser, les orienter dans la voie de la lutte contre le patronat et pour la victoire des ouvriers.

Des exemples ? En voici :

Qui ne se souvient que la bataille des fonctionnaires n'a pas seulement été une bataille de fonctionnaires contre le gouvernement, mais qu'elle a été aussi une bataille contre les dirigeants réformistes ? Qui ne se souvient des efforts considérables qu'ont faits nos organisations unitaires, avec la Fédération Autonome, qui, les premières, ont alerté les fonctionnaires ? Qui ne se souvient que le mouvement dans les syndicats confédérés a grandi et s'est développé parce que nous-mêmes avons pris l'initiative de l'action et organisé dans le pays de nombreux meetings et manifestations ?

Au cours de la lutte des fonctionnaires, quels efforts il a fallu que nos organisations et militants unitaires déploient pour organiser le front unique ! Quels efforts notre Fédération des P. T. T., notre Fédération des Cheminots, nos syndicats des Municipaux de la région parisienne ont dû faire, quelle patience, quelle persévérance, quelle habileté à déjouer toutes les manœuvres des dirigeants réformistes pour que les travailleurs des services publics, les cheminots, les fonctionnaires, les travailleurs des P. T. T. échappent à la confusion qu'on voulait faire pénétrer dans leur esprit, déjouent en partie les entraves que les dirigeants réformistes voulaient mettre à leur action.

Dans le mouvement des fonctionnaires, ce sont des centaines de comités de front unique qui se sont constitués grâce à notre activité. C'est dans des centaines de réunions, de meetings, de manifestations que les militants unitaires ont développé notre point de vue sur la lutte. C'est dans des centaines de manifestations et de démonstrations que les fonctionnaires, les cheminots, confédérés, autonomes, indépendants, ont acclamé les propositions des syndicats unitaires.

C'est sous la pression de notre activité que les dirigeants réformistes ont dû manœuvrer, qu'ils ont dû parfois feindre de suivre le courant, d'organiser le mouvement de résistance. C'est sous la pression de nos organisations et de notre activité que les dirigeants réformistes ont dû.

comme soupape de sûreté, organiser la manifestation du 20 février, qui reste et restera une manœuvre hypocrite des dirigeants réformistes, mais une belle manifestation de front unique, d'unité de classe de la part des fonctionnaires, que nous devrions, à l'avenir savoir utiliser mieux que nous ne l'avons fait.

Tout à l'heure, j'ai indiqué qu'à Marseille c'était grâce à l'effort persévérant déployé pendant des semaines par notre syndicat et par notre Fédération que s'était développé le mouvement de front unique et d'unité de classe, et qu'avait été organisée la lutte aboutissant à une victoire complète.

Chez Citroën, notre section syndicale de cent vingt membres a joué un rôle capital dans l'organisation et la direction de la grève de ces 18.000 ouvriers.

Dans le vêtement de Lyon, j'ai montré il y a un instant que c'était grâce à l'activité des syndicats unitaires que les ouvriers de cette branche d'industrie avaient repris confiance dans la puissance de leur activité collective et avaient engagé la lutte pour empêcher les diminutions de salaires et, depuis, récupérer une partie des diminutions qu'on leur avait imposées.

Et à Strasbourg ? Dans son intervention, Serret a bien voulu constater qu'on enregistrait certains mouvements de grève et reconnaître que la grève générale de Strasbourg était tout de même une manifestation de la combativité des ouvriers. Ce que Serret n'a pas vu, ce qu'il ne peut pas voir parce qu'il ne croit pas à la volonté de lutte du prolétariat, ni à la justesse de la politique de notre centrale syndicale révolutionnaire, ce que Serret, perdu dans les nuages de ses théories fumeuses, ne pouvait voir (parce que pour voir cela il faut descendre sur terre), c'est l'activité et les efforts faits par les syndicats unitaires pendant des mois. Ce que Serret ne pouvait pas voir, c'est que cette grève de Strasbourg, si elle a des causes objectives, elle est aussi le résultat du travail patient et acharné de nos syndicats unitaires. Ce que ne pouvaient voir ni lui ni ses amis qui ont tant de haine pour le Comité d'Amsterdam, c'est que pendant des semaines notre union régionale unitaire a parcouru les usines, les quartiers, les villages, pour rassembler les ouvriers et les paysans d'Alsace-Lorraine autour du Congrès contre la guerre d'Amsterdam. Ce que les dirigeants minoritaires ne peuvent voir, c'est que, depuis des mois, appliquant une tactique qu'eux combattent, notre syndicat unitaire des Métaux, du Bâtiment de Strasbourg, les syndicats du Bâtiment de Mulhouse, de Colmar, et en général tous les syndicats unitaires d'Alsace-Lorraine, ont multiplié les efforts pour la réalisation du front unique à la base, organisé une série de petits mouvements, et que, lorsque est venue cette grève du bâtiment — résultat des efforts de nos camarades — déjà était créé un état d'esprit favorable à l'élargissement de la grève. Ce travail a abouti à ce que, en Alsace-Lorraine, à côté de ce grand mouvement de 20.000 ouvriers s'est manifestée la solidarité dans les villages et au sein des couches laborieuses non prolétariennes pour les grévistes.

Ce résultat n'est pas venu tout seul. Il n'est pas seulement le fruit de la combativité des ouvriers, il est aussi la conséquence du travail des syndicats unitaires. Certes, nos camarades de Strasbourg ont commis dans cette grève de graves fautes opportunistes que le congrès doit connaître et formellement condamner. Cela ne saurait détruire le travail accompli.

A Dunkerque, la grève que chacun de vous a suivie, cette grève qui fut la première à ébranler l'attaque du patronat des ports, ne fut pas non plus un résultat venu tout seul. Là-bas, pendant des semaines, nous avons combattu vigoureusement la direction réformiste du syndicat. Elle était l'obstacle principal à la lutte. Sa politique correspondait à la politique de la direction fédérale laquelle avait, pendant des années, laissé appliquer des diminutions de salaires sans organiser la moindre résistance. Il a fallu combattre ces dirigeants minoritaires, déployer de grands efforts pour éclairer les adhérents du syndicat, pour leur montrer où les conduisait la politique réformiste de leur direction, tout cela avant d'obtenir l'admirable mouvement que vous avez suivi et qui, sous notre direction, en appliquant la tactique de la C.G.T.U., a opposé le premier barrage à l'attaque des salaires chez les dockers.

Dans la constitution des centaines de comités de front unique qui se sont formés à travers tout le pays, le rôle des syndicats unitaires a été décisif. La Commission exécutive de la C.G.T.U. elle-même, en avril 1933, a adressé des propositions à l'ensemble des ouvriers et des syndicats confédérés. Elle a même adressé ces propositions à la Commission administrative de la C.G.T., sans avoir aucune illusion. Les efforts des syndicats unitaires, chez les fonctionnaires, ont abouti à la constitution de nombreux comités.

Dans la région parisienne, plus de quarante comités de front unique ont été constitués dans les services publics. Dans les T.C.R.P., grâce à l'effort constant déployé pendant des mois, la direction de notre syndicat unitaire a réussi à constituer de nombreux comités de front unique. Nos camarades cheminots nous ont donné une liste de soixante-six comités de front unique. Sans doute y en a-t-il beaucoup plus. Demusois a montré que la constitution de ces comités était le résultat de l'effort des syndicats unitaires.

Le Premier Mai, nos organisations syndicales ou locales ont adressé quatre-vingt-seize propositions de manifestation commune. Sans doute y a-t-il là seulement une partie des propositions qui ont été faites et qui ne vous ont pas été signalées. Quarante-quatre manifestations communes ont été réalisées le Premier Mai, avec des ouvriers de toutes tendances, malgré l'opposition formelle de la C.G.T.

Il suffit, camarades, de lire notre presse syndicale, nos journaux d'entreprise, pour se rendre compte que la réalisation du front unique, de l'unité syndicale est le souci constant de l'ensemble de notre mouvement.

Dans la lutte contre la guerre, dans l'action contre le fascisme, pour la préparation des Congrès d'Amsterdam et de Pleyel, pour l'organisation des actions déterminées par ces congrès, les syndicats unitaires ont encore déployé un effort considérable afin d'opérer le rapprochement dans l'action des ouvriers confédérés, unitaires et autonomes.

Camarades, cet examen rapide des luttes ouvrières et du rôle que nous y avons joué montre combien Racamond avait raison d'indiquer que l'effort de la C.G.T.U. n'avait pas été sans résultat et que c'est grâce à elle, à son activité pour l'organisation des luttes ouvrières, pour la réalisation de l'unité d'action des travailleurs, pour le front unique et l'unité syndicale que l'offensive capitaliste n'avait pu atteindre l'ampleur que la bourgeoisie aurait désirée.

Mais si les travailleurs veulent réaliser leur unité syndicale de classe,

si la C.G.T.U. travaille à réaliser cette unité, la bourgeoisie, elle, fait de grands efforts pour diviser la classe ouvrière.

C'est une condition pour renforcer son exploitation, c'est une nécessité encore plus grande, plus indispensable pour elle, dans cette période de crise aiguë, pour lui permettre de trouver des solutions à ses difficultés sur le dos du prolétariat.

Je prendrai seulement quelques exemples qui ne sont certes pas nouveaux, mais qui prennent un développement plus considérable maintenant, des efforts de la bourgeoisie pour diviser le prolétariat.

Quel est l'ouvrier d'une usine, d'une entreprise qui ne connaisse la façon dont opère le patronat pour diviser les ouvriers à l'intérieur des ateliers en payant des salaires différents ? Quel est le métallurgiste de chez Citroën, de chez Renault ou d'ailleurs qui ne connaisse toutes ces méthodes de paiement de salaire qui créent des différences de traitement pour des ouvriers réalisant le même travail, ces primes à la production déterminées de telle façon que des ouvriers en arrivent à se surveiller mutuellement ? Vous savez bien aussi que le patronat s'efforce de créer dans ses entreprises une couche d'ouvriers plus favorisés.

Si le patronat emploie une telle méthode, c'est parce qu'il a intérêt à dresser les uns contre les autres les ouvriers d'une même usine, d'un même atelier et d'empêcher qu'ils s'unissent contre lui.

C'est un des aspects de la tactique de division de la bourgeoisie.

Un autre aspect des efforts de celle-ci pour diviser la classe ouvrière, c'est sa lutte acharnée contre les contrats collectifs. Non seulement elle apporte une grande résistance à la conclusion de nouveaux contrats collectifs, mais encore elle engage une grande action contre les contrats existants.

Pourquoi cette lutte contre les contrats collectifs ? Le contrat collectif facilite l'action collective de la classe ouvrière, le rassemblement de ses forces. Si le patronat cherche à s'en débarrasser, c'est pour — lorsqu'il diminue les salaires, imposer de nouvelles méthodes de travail plus harassantes pour les ouvriers — ne pas avoir de résistance collective et pouvoir battre les ouvriers les uns après les autres.

Un autre aspect encore de la lutte de la bourgeoisie pour la division du front de classe des ouvriers, ce sont ses efforts, par toute sa presse, par tous ses moyens de propagande, pour obscurcir les problèmes de classe.

Quand Herriot va en Russie, que fait la bourgeoisie ? Dévoile-t-elle les raisons pour lesquelles l'impérialisme français envoie un de ses représentants en Union Soviétique ? Non évidemment. Elle masque soigneusement que les changements survenus dans les rapports entre les grandes puissances impérialistes, l'ébranlement du système de Versailles l'obligent à porter plus d'efforts sur une autre partie de son front impérialiste.

Elle utilise ce voyage pour essayer de montrer aux masses qu'elle est pacifique, mais à l'abri de cette campagne elle se prépare fébrilement à la guerre.

Elle trompe ainsi la vigilance d'une partie de la classe ouvrière chez qui elle réussit à obscurcir les problèmes.

Elle s'attache à masquer aux yeux des masses que même lorsque ses hommes politiques constatent les progrès réalisés en Union Soviétique, elle n'abandonne rien de sa haine contre le pays du socialisme qui reste pour elle l'ennemi principal.

Notre bourgeoisie se garde bien d'expliquer que, chez nous, elle combat avec une grande énergie tout ce qui peut permettre aux ouvriers de réaliser ce qu'Herriot enregistre comme un progrès en Union Soviétique. Va-t-elle expliquer, par exemple, que si Herriot a pu constater l'amélioration considérable du niveau de vie de la classe ouvrière en Russie, ceci n'a pu être réalisé que parce que les prolétaires russes ont chassé du pouvoir les Herriot de là-bas, les Milioukov, les Kerensky ? Elle se garde bien de donner à penser que si les ouvriers russes ont pu améliorer leur situation, au moment où celle des ouvriers français s'aggrave, c'est parce que, là-bas, le prolétariat a brisé tout ce qui constitue l'armature du système capitaliste dont elle est le défenseur féroce.

Va-t-elle expliquer que c'est le parti communiste qui a conduit les ouvriers à la révolution, à la prise du pouvoir, qui permet cette amélioration; alors qu'elle, elle dirige tous ses coups contre le parti communiste et les organisations révolutionnaires ?

Aussi la bourgeoisie utilise encore les actes que les événements la contraignent d'accomplir pour créer la confusion dans les masses, entraîner une partie de la classe ouvrière dans le soutien de sa politique; diviser le prolétariat.

Quand la guerre devient plus menaçante, elle se présente comme pacifiste aux yeux d'une couche de travailleurs moins avertis pour empêcher que les prolétaires s'unissent dans la lutte contre la guerre.

Lorsque s'aggravent les antagonismes avec l'Allemagne, elle masque son caractère impérialiste en se présentant comme une démocratie qui lutte contre la dictature fasciste. Sur cette base, elle développe sa campagne chauvine.

Comme on le voit, notre lutte pour l'unité de la classe ouvrière exige que nous ne laissions rien passer des manœuvres de la bourgeoisie, que nous menions une campagne systématique et vigilante pour éclairer les prolétaires sur les problèmes qu'elle s'efforce d'obscurcir. (Approbat.)

Mais la bourgeoisie ne peut provoquer la division des forces ouvrières seulement par elle-même. Elle a besoin d'agents qui réalisent cette tâche dans les rangs de la classe ouvrière. Son arme principale pour cette besogne, c'est la C.G.T.

Nous ne faisons pas une simple affirmation. Nous démontrerons par des faits la justesse d'une telle appréciation.

On dit que nous passons beaucoup de temps à critiquer la politique réformiste. C'est vrai. Ce congrès doit être l'occasion d'un éclaircissement de tous les problèmes politiques, il doit nous permettre de poser devant notre mouvement, puis devant les masses ouvrières les principes fondamentaux qui séparent le réformisme de l'action révolutionnaire.

C'est une chose indispensable. Nous montrerons que l'obstacle principal au développement de la lutte ouvrière pour la défense des revendications immédiates, comme pour la réalisation de ses revendications fondamentales, c'est la politique de la C.G.T. et la pratique des dirigeants réformistes.

Si nous ne faisons pas cela, si chacun de nos camarades ne comprend pas cela, sans doute nous réaliserons des comités de front unique, sans doute nous rassemblerons des couches très larges d'ouvriers confédérés, mais, parce que nous n'aurons pas compris qu'il fallait absolument expliquer à ces ouvriers l'erreur, plus que l'erreur, la responsabilité

qu'ils encourent en permettant aux dirigeants réformistes de mener leur politique de trahison de leurs intérêts de classe, nous n'avancerons pas dans la voie du développement de la lutte de classe et de nos organisations révolutionnaires.

Nous expliquerons donc la position de la C.G.T., sa politique, sa tactique, ses efforts pour empêcher l'unité syndicale de classe, et cela tranquillement, sans nous laisser arrêter par les cris d'orfraie de ceux qui voudraient bien masquer leur attitude aux yeux de la classe ouvrière.

La C.G.T. ne peut mener sa politique de soutien de la bourgeoisie qu'en entretenant constamment la scission dans les rangs de la classe ouvrière. Voilà un premier point que doivent connaître nos camarades et qu'ils ne doivent jamais oublier.

Chacun sait ici que pour conserver la direction, pour maintenir à la C.G.T. son orientation réformiste, les dirigeants confédérés ont exclu des syndicats entiers, en 1921, et ont organisé la scission dans la C.G.T.

Chacun sait — et c'est une chose qu'il ne faut pas oublier non plus — que ce sont les dirigeants réformistes qui ont organisé la scission dans la Fédération des Cheminots, avec l'objectif de conserver une organisation réformiste pour servir les intérêts des compagnies de chemins de fer et de la bourgeoisie tout entière.

La C.G.T. ne heurte pas de front le courant d'unité des masses, et c'est souvent derrière le drapeau de l'unité qu'elle poursuit sa politique de division des travailleurs. Mais, dans les questions fondamentales, comme dans les revendications immédiates de la classe ouvrière, s'exprime sa politique de division et de scission.

Peut-on parler d'unité d'une classe lorsqu'on nie l'existence des intérêts particuliers de cette classe ?

Peut-on être pour l'unité du prolétariat en soutenant les intérêts de la bourgeoisie ? Evidemment non. Pour travailler à l'unité de la classe ouvrière, il faut rompre avec toute politique de collaboration avec la bourgeoisie. Il ne faut tenir compte que des intérêts des travailleurs qui sont opposés fondamentalement à ceux des capitalistes. Il faut travailler à l'organisation de la lutte indépendante de la classe ouvrière. Or, la C.G.T. combat une telle politique, sa plate-forme, son activité sont basées sur « l'intérêt général », c'est-à-dire sur la négation de la lutte de classes. Dans tous les problèmes, elle s'inspire des intérêts du capitalisme. Sa participation aux organisations de collaboration, nationales et internationales s'inspire du souci, en tout temps et en tout lieu, de servir notre propre bourgeoisie.

On peut suivre la politique de la C.G.T. : elle confirme en tous points une telle appréciation.

En 1927, la rationalisation était poussée activement dans les grands pays capitalistes, la rationalisation capitaliste impose aux ouvriers un travail plus harassant et chasse de l'usine les vieux ouvriers, en développant le chômage et la misère. L'intérêt de classe du prolétariat exigeait l'organisation de la lutte contre la rationalisation capitaliste.

Que fait la C.G.T. ? C'est le moment qu'elle choisit pour chanter, pour célébrer les louanges de la rationalisation. (*Approbaton.*) C'est le moment qu'elle choisit pour essayer de démontrer que la rationalisation n'apporte pas une aggravation de la misère des ouvriers, mais qu'au contraire elle apporte des améliorations dans leurs moyens d'existence.

Elle veut essayer de montrer aux travailleurs que, si la bourgeois-

sie retire des profits de la rationalisation, eux-mêmes voient leurs moyens d'existence s'améliorer.

Quand on développe une telle politique, on obscurcit chez les ouvriers la conscience du danger qui les menace, on empêche l'organisation des ouvriers pour la lutte contre la rationalisation, on soutient, non pas l'intérêt général, mais la bourgeoisie à réaliser une politique toute à son profit.

Prenons un autre exemple : la réduction du temps de travail. Voici un mot d'ordre qui pénètre de plus en plus dans l'esprit des ouvriers qui le considèrent comme une nécessité. L'intérêt des ouvriers exige l'organisation de la lutte pour l'imposer à la bourgeoisie.

Que fait la C.G.T. ? Organise-t-elle cette lutte ? Non, toute sa politique est d'empêcher l'organisation de cette lutte. Elle dit aux ouvriers : « Nous allons défendre à Genève, la revendication des 40 heures », et quand se tient la conférence, quand la question des 40 heures y est posée, et naturellement de façon à l'enterrer, les dirigeants réformistes orientent encore les prolétaires vers l'attente de solutions venant de la bourgeoisie. « Le gouvernement français a défendu notre position, mais la solution du problème des 40 heures n'est pas une solution nationale, mais internationale et d'autres puissances s'y opposent », déclarent-ils.

Ainsi, là encore, s'inspirant des intérêts de la bourgeoisie, et non de ceux de la classe ouvrière, la C.G.T. aide la bourgeoisie à combattre en fait cette revendication des 40 heures.

Dans la lutte contre la guerre et contre le fascisme qu'a fait la C.G.T. ? Elle a masqué les dangers de guerre et elle a endormi la vigilance des masses durant des années, mais elle n'a pas été la seule, camarades minoritaires de la direction de la Fédération de l'Enseignement.

Lorsque ce danger devenait plus imminent, lorsqu'on ne pouvait plus cacher aux masses qu'on préparait activement la guerre, quelle a été sa position ?

Elle développe les illusions pacifistes et entre de front dans la politique impérialiste de la bourgeoisie française. Elle développe la croyance dans la possibilité d'empêcher la guerre par les conférences de désarmement. Elle interdit à ses adhérents de participer au Comité d'Amsterdam. Elle aide à développer la campagne chauvine, elle utilise la haine légitime du prolétariat contre le fascisme, non pas pour organiser la lutte contre le fascisme, pour combattre notre propre bourgeoisie qui développe ses moyens de répression et de dictature contre le prolétariat, mais pour exalter le nationalisme sous couvert de défense des démocraties contre les dictatures.

Est-ce là une simple affirmation ? Il suffit de consulter les résolutions et les discours prononcés soit dans le comité confédéral de la C.G.T., soit dans le congrès de la fédération internationale réformiste, pour se rendre compte que ce n'est là que la constatation de faits.

N'est-ce pas au lendemain de l'arrivée au pouvoir du fascisme en Allemagne que Jouhaux, au comité confédéral national, déclarait qu'il faudrait, maintenant défendre les pays de démocratie contre les dictatures ?

Qu'est-ce donc pour les dirigeants réformistes que les pays de démocratie ? La bourgeoisie française en premier l'eue, Jouhaux et les chefs réformistes, en développant un telle campagne, veulent masquer aux ouvriers les efforts de la bourgeoisie française pour préparer la guerre.

Ils veulent ancrer dans l'esprit des ouvriers que seul le fascisme c'est la guerre et que la « démocratie » c'est la paix.

Sans doute, le fascisme en Allemagne, prépare la guerre, mais agir comme le fait la C.G.T. pour montrer que le fascisme c'est la guerre alors que la démocratie c'est la paix, c'est décerner un brevet de pacifisme à notre gouvernement « démocratique », c'est vouloir rallier derrière lui, pour sa guerre, une partie de la classe ouvrière.

C'est ce que fait la C.G.T. et c'est contre quoi nous devons déployer la plus grande activité en donnant les explications les plus détaillées et les plus claires aux travailleurs.

Un autre point encore : quand la bourgeoisie prépare activement la guerre, quand elle développe son courant chauvin, quand elle tend à réaliser l'union nationale autour de sa politique, elle a besoin d'avoir la paix à l'intérieur et d'empêcher le développement des luttes ouvrières pour les revendications.

Que fait alors Jouhaux au nom de la C.G.T. ? Monmousseau a cité hier une de ses déclarations au cours du congrès de la fédération confédérée des transports. Nous pouvons remonter plus loin et rappeler ce qu'il disait au meeting de Japy, organisé soi-disant contre le fascisme, et qui, en vérité, était un meeting à caractère nationaliste.

Jouhaux déclarait :

« Les ouvriers français sont prêts à abandonner leurs revendications pour défendre leur liberté. »

Les chefs réformistes continueront, dans les congrès et à chaque occasion de détourner l'attention des ouvriers de cette lutte pour les revendications quotidiennes à laquelle nous attachons une si grande importance. Ils font cela parce que la lutte pour les revendications, parce que les grèves de Strasbourg, de Mulhouse, de Colmar, de chez Citroën, des bateliers, c'est un grand ennui pour la bourgeoisie française, un obstacle dans la préparation à la guerre. Des grèves comme celles-là développent l'esprit de classe, font monter l'esprit révolutionnaire des masses, elles brisent les plans de réalisation de l'Union nationale, et quand les dirigeants réformistes, la C.G.T., appliquent une telle politique, c'est la politique de la bourgeoisie qu'ils réalisent.

Alors qu'il s'agit d'organiser, maintenant, l'action pour les revendications, les salaires, la semaine de 40 heures, l'assurance-chômage, les vraies assurances sociales, que les masses cherchent une issue à leur misère, et qu'il faut leur montrer la voie de l'issue révolutionnaire, la C.G.T. préconise l'économie dirigée au régime capitaliste. Je n'insiste pas sur ce point qui a été développé par Racamond dans son rapport. La défense de la rationalisation a fait son temps. Maintenant, pour détourner les masses ouvrières de l'issue révolutionnaire de la crise, c'est l'économie dirigée selon le plan Roosevelt qui est mise en avant.

*
**

Dans les luttes ouvrières, au cours des deux années qui nous séparent des congrès, la C.G.T. a mis en pratique, constamment, sa politique de trahison des intérêts du prolétariat et elle a constamment divisé les ouvriers.

Chez les mineurs, en 1932, c'est sa politique de division, de capitulation, qui a permis aux Compagnies houillères d'imposer une nouvelle diminution des salaires. C'est grâce à sa politique que les mineurs ont

été désarmés. C'est parce que cette politique se développe depuis 1931, continuellement, que les Compagnies minières ont pu mener à bien leur offensive contre la corporation des mineurs et imposer des conditions de travail esclavagistes aux mineurs du Nord, du Pas-de-Calais et des autres bassins.

Chez les fonctionnaires, la volonté d'empêcher toute réduction avait soudé le bloc des fonctionnaires. Ils étaient prêts à faire plus que ce qu'ils ont fait au 20 février. Les dirigeants réformistes ont lutté constamment contre l'organisation de la lutte commune. Ils ont substitué le sauvetage du gouvernement de gauche à l'intérêt des fonctionnaires.

J'ai déjà indiqué que la grève de Strasbourg nous fournissait l'exemple le plus cynique de la trahison des dirigeants réformistes. Pourquoi l'effort de trahison plus grand à Strasbourg ? Parce que l'importance de la grève était beaucoup plus grande, parce que c'était la première fois depuis 1920 que 20.000 ouvriers de toutes corporations se mettaient en grève pour le soutien d'une corporation en bataille. Au moment où, un peu partout, se déroulent des luttes ouvrières qui durent des semaines et des mois l'exemple pouvait être un danger pour la bourgeoisie. C'est qu'aussi en Alsace-Lorraine il n'y avait pas seulement la lutte contre le patronat, mais également contre l'impérialisme français, et que, dans cette période plus encore qu'auparavant, les difficultés que l'impérialisme français rencontre en Alsace-Lorraine étaient gênantes.

C'est en application de la politique de la bourgeoisie des nécessités gouvernementales, que la trahison des dirigeants réformistes a été aussi brutale et cynique à Strasbourg. Nos camarades d'Alsace-Lorraine viendront indiquer quels moyens perfides ont été employés, quelle hypocrisie qui démontre une longue pratique de tels faits. Ils viendront dire comment, pendant des jours et des jours, l'unique souci des dirigeants réformistes a été de faire pénétrer dans l'esprit des grévistes l'idée que leur grève était perdue, comment, au cours de la grève, chacune de leurs interventions était guidée par l'idée suivante : dégager les responsabilités du gouvernement français.

Il y avait des milliers de gardes mobiles. Plus de 150 grévistes de Strasbourg avaient été blessés. Une centaine avaient été emprisonnés. Pendant une journée et presque une nuit, les charges de gardes mobiles avaient balayé les rues de Strasbourg, et les dirigeants réformistes affirmaient que le gouvernement avait beaucoup de sympathie pour les grévistes. Vous comprenez quel était le sens d'une telle campagne et d'une telle politique.

Encore une fois les dirigeants réformistes d'Alsace-Lorraine, soutenus par les dirigeants de la C.G.T., ont montré les liens étroits qui les unissent à la bourgeoisie, et leur souci de briser le front de classe. Ils y sont arrivés, d'ailleurs, à Strasbourg, et les fautes de nos camarades leur ont rendu la tâche moins difficile.

L'expérience allemande dont ont parlé Racamond et Monmousseau montre suffisamment où mène une telle politique, et jusqu'où le réformisme va dans son soutien de la bourgeoisie. Les dirigeants de la C.G.T. ont essayé de se dégager de la politique des dirigeants réformistes allemands. Ils ont tenté de montrer que c'était une politique particulière aux syndicats allemands, que ce n'était pas la leur. Racamond et Monmousseau ont montré que la politique suivie en Allemagne par les dirigeants réformistes, politique d'abdication, de soutien per-

manent des intérêts de la bourgeoisie, correspondait à la politique des syndicats réformistes de France. Ce qui diffère, ce n'est pas l'attitude des dirigeants réformistes d'Allemagne et celle de la C.G.T., ce n'est pas la politique de Jouhaux et celle de Leipart, c'est plus simplement la situation dans les deux pays. Les dirigeants réformistes, à chaque période du développement de la crise du capitalisme, adaptent leur action suivant ce que nécessite le soutien de la bourgeoisie dans une situation déterminée.

Examinons maintenant la résolution de Japy.

La C.G.T. lors de son congrès en 1930 a fait un grand tapage autour de cette résolution. Depuis, elle a affirmé à nouveau que la résolution de Japy était un grand pas vers la réalisation de l'unité syndicale. Nous affirmons, nous, à nouveau que la résolution de Japy est inspirée par la politique de division des forces ouvrières qui est celle de la C.G.T., et nous apportons des preuves.

Je sais bien qu'on dit et on dira encore : les militants unitaires injurient, calomnient, insultent. Très souvent nos critiques ne sont pas agréables pour ceux à qui elles s'adressent. Elles sont dures à entendre. Elles sont d'autant plus dures que la trahison est plus cynique et que le désir est grand de la masquer.

Qu'est la résolution de Japy ? La C.G.T. dans sa résolution de Japy a mis comme condition à la réalisation de l'unité syndicale la rentrée à la C.G.T., c'est-à-dire l'acceptation du principe de la collaboration.

J'ai tenu, dans la première partie de l'examen du rôle de la C.G.T., à montrer comment la politique réformiste divisait la classe ouvrière, comment c'est en substituant l'intérêt du capitalisme à l'intérêt des ouvriers que la C.G.T. divisait le front ouvrier. Quand la C.G.T. met comme première condition à la réalisation de l'unité syndicale l'acceptation de la collaboration de classes, elle développe une idée scissionniste. Par cela même, la résolution de Japy est une résolution de scission.

D'ailleurs, dans le rapport moral de la C.G.T., les dirigeants réformistes donnent eux-mêmes une appréciation de la résolution de Japy. Elle a permis, disent-ils, de déjouer les manœuvres des communistes.

Ainsi, ils font eux-mêmes l'aveu que leur résolution n'a pas été une résolution d'unité. Elle a été une résolution de manœuvre contre le front unique et l'unité syndicale. Nous verrons tout à l'heure ce qu'ils ont réalisé avec la résolution de Japy. Nous verrons quels sont les syndicats uniques, quelle est l'unité qu'a permis son application, même avec l'appui des dirigeants minoritaires.

Nous mettrons en parallèle le résultat de notre travail, même avec une activité insuffisante, une attention trop faible portée à ce travail d'unité, nous verrons quels sont nos résultats, et nous les opposerons à ceux de la résolution de Japy.

La C.G.T. veut conserver intactes sa politique et son organisation, parce que c'est indispensable pour servir les intérêts de la bourgeoisie et voilà pourquoi elle combat l'unité syndicale de lutte de classe.

Les dirigeants réformistes, au cours de ces deux dernières années, ont brisé le front unique partout où ils l'ont pu. Voici quelques exemples : chez les fonctionnaires ils sont très nombreux. Voilà une circulaire envoyée par la Fédération générale des fonctionnaires, le 15 décembre 1932. C'était le moment où les fédérations et les syndicats unitaires des Services publics, des P.T.T. et des Cheminots, en commun

avec la Fédération autonome des fonctionnaires développaient à travers le pays une activité intense pour constituer des comités de front unique. Il venait de se tenir à Paris une conférence d'unité. Dans les rangs des syndicats des réformistes se développait rapidement un grand courant de mécontentement contre les efforts de division de la C.G.T. et de la Fédération réformatrice. La Fédération générale des Fonctionnaires, sentant le danger, donnait les directives suivantes à ses syndicats : « Au moment où le Cartel unitaire se prépare à créer des Comités d'action un peu partout, comprenant des camarades de toutes tendances, et même des inorganisés, nous nous permettons de vous rappeler les décisions de notre dernier congrès, qui a renouvelé son opposition à la tactique du front unique, décisions qui sont d'ailleurs en accord avec celles du cartel et de la C.G.T. ! »

Voilà un exemple de la façon dont les dirigeants réformistes interviennent au moment où s'opère le rassemblement des ouvriers. Ils savent qu'ils ont une grosse influence sur une couche d'ouvriers. Ils essaient de les détourner de l'unité de classe vers laquelle ils s'orientent.

Chez les cheminots, quand notre Fédération unitaire a pris plus fortement en main le mouvement d'unité qui se manifestait sur les réseaux, qu'elle a lancé sa lettre ouverte à tous les cheminots et à toutes les organisations, cette lettre ouverte a eu des échos retentissants à la base. Nos camarades, malgré des erreurs, ont déployé un réel effort pour organiser le rassemblement des cheminots pour la lutte.

Qu'ont fait les dirigeants réformistes ?

Toute leur activité, pendant cette période, a été dirigée pour empêcher le développement du courant d'unité qui se développait et s'organisait. Combien de lettres, de tracts injurieux, d'affiches, de réunions, les dirigeants de la Fédération confédérée des Cheminots n'ont-ils pas faits à travers tout le pays, non pas dans le but d'organiser la résistance des cheminots, mais au contraire, dans l'unique but d'empêcher la réalisation du front unique et la préparation de l'action.

Nos camarades cheminots pourraient nous dire aussi combien de comités de front unique constitués ont été brisés par les dirigeants réformistes. Certains d'entre eux ont déployé leurs efforts pendant des mois et des semaines pour briser un comité de front unique.

Toute cette activité de la C.G.T. contre l'unité ne suffit pas encore. La volonté de lutte s'exprime également au sein même de la C.G.T. Pour la protéger du virus de la lutte de classe, les chefs réformistes pratiquent des exclusions.

Ainsi, en Allemagne, avant de s'agenouiller devant le fascisme, de prendre ouvertement la défense de l'Etat fasciste, les dirigeants réformistes, pendant des années, ont pratiqué l'exclusion des ouvriers révolutionnaires. Au congrès de la F.S.I., à Bruxelles, à celui des Trade-Unions, à toutes les assemblées de la C.G.T., ce qui domine les débats, c'est la lutte contre le communisme et les syndicats révolutionnaires, contre le développement de l'opposition dans les organisations réformistes.

En France nous avons déjà des manifestations de cette politique d'exclusions. Rappelons-en quelques exemples : Le syndicat du bâtiment de Dijon, qui pratique la lutte de classe avec le syndicat unitaire pour organiser l'action revendicative, qui participe au Comité de lutte contre la guerre et le fascisme est exclu par la C.G.T.

Jacquin, délégué mineur, membre du syndicat réformiste des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais depuis longtemps, mais qui comprend ce qui se passe dans les mines, qui comprend la nécessité de rassembler tous les ouvriers de son puits pour empêcher les diminutions de salaires, les renvois abusifs, les brimades, Jacquin n'hésite pas à s'unir aux ouvriers unitaires. Il amène sa section syndicale à réaliser le front unique avec la section unitaire. Jacquin a commis un crime de lèse-réformisme. Il est chassé de la C.G.T., et sa section, en fait, en est pratiquement exclue.

Il y a aussi le cas des instituteurs de Toulouse, des gaziers, des tramotins, de Toulouse également, qui menaient, dans les syndicats confédérés, une action différente de celle de la C.G.T.

Ils étaient en opposition avec la politique réformiste ; on les a exclus.

J'ai vainement attendu que les dirigeants de la Fédération Unitaire de l'Enseignement viennent ici dénoncer à cette tribune une telle politique d'exclusions et de scission pratiquée contre des instituteurs. Ils ont bien d'autres tâches à remplir ! Ce ne sont pour eux que de petites choses. Ils expriment la même opinion que Jouhaux a exprimée hier au Congrès de la Fédération des Transports : « Ne nous parlez pas de ces petites choses ! Comment ! On a exclu quelques instituteurs du syndicat confédéré de Toulouse ! Et après ? Vous voudriez que nous nous arrétions à cela quand Herriot voyage en Russie et que nous avons à dénoncer les dirigeants soviétiques, quand Hitler est au pouvoir en Allemagne et que nous avons à en accuser le parti communiste ! Vous croyez que nous pouvons nous occuper de ces instituteurs ? ».

C'est par ces exemples et par d'autres nombreux que nous aurons l'occasion de dénoncer et d'expliquer qu'à la C.G.T. les dirigeants réformistes essaient de garantir leur organisation de la pénétration de l'esprit de lutte de classe, de l'esprit révolutionnaire.

Ce n'est pas encore suffisant. Malgré ces exclusions, les brimades, malgré que les dirigeants réformistes piétinent la démocratie syndicale, l'opposition grandit dans la C.G.T. Dans des syndicats comme celui de Paris-P.-O. confédéré, 85 % des ouvriers se prononcent contre le rapport moral de la C.G.T. Nos camarades de Strasbourg viennent de nous indiquer ce qui se passe chez les ouvriers confédérés de là-bas. Des dizaines et des dizaines d'ouvriers du bâtiment viennent les trouver et sont décidés à combattre ceux qui les ont trahis. Nous les aiderons à développer leur lutte.

Ces exemples montrent que dans la C.G.T. se développe un courant important contre la politique réformiste. Il y en a d'ailleurs d'autres que nous examinerons tout à l'heure.

La politique de la C.G.T. pour empêcher l'unité syndicale s'exprime aussi sous d'autres formes. Les dirigeants réformistes sont obligés de multiplier leurs efforts pour masquer leurs desseins scissionnistes. Souvent, maintenant, ils emploient un verbiage de gauche. Quand Jouhaux défend le gouvernement « démocratique » français à Japy, quand il défend les pays de « démocratie » contre les dictatures au C.C.N. de la C.G.T., il prononce en même temps des phrases comme celle-ci : Contre la guerre, nous réaliserons la grève générale.

Grâce à ces formules, à ce verbiage à allure révolutionnaire, un certain nombre de travailleurs de bonne foi sont induits en erreur et

croient, dans leurs organisations, mener une politique correspondant à leurs intérêts de classe.

Mais il ne vous a pas échappé que depuis quelques mois, dans la C.G.T., on a levé un autre lièvre. On y parle beaucoup maintenant de l'indépendance du syndicalisme. Hier encore, Jouhaux, dans un Congrès de fédération, déclarait que la C.G.T. devait être indépendante de tous les partis politiques, qu'elle devait avoir son action indépendante. Ce n'est pas par hasard que les dirigeants réformistes prennent un tel cheval de bataille. Ils savent quel souci ont les ouvriers d'écarter tous les obstacles à l'unité. Et ils tentent de leur faire croire que les organisations révolutionnaires sont un de ces obstacles.

Ils recourent aux campagnes de calomnies contre le Parti communiste et les syndicats unitaires, ils utilisent les campagnes systématiques de la bourgeoisie contre le Parti Communiste, le seul qui la combat et qu'elle redoute. Nos minoritaires emploient d'ailleurs la même tactique.

En agitant le spectre du communisme « diviseur », les dirigeants de la C.G.T. essaient de masquer leur dépendance étroite de la bourgeoisie et de ses partis politiques, de même que les minoritaires s'efforcent de cacher leur dépendance étroite des organisations contre-révolutionnaires trotskystes et leur chef le renégat Trotsky.

Nous n'avons pas à cacher, nous, que notre action n'est pas indépendante des problèmes politiques qui se posent devant la classe ouvrière et nous ne sommes pas gênés du tout pour expliquer aux ouvriers qu'un seul parti politique combat pour ses intérêts de classe : le Parti Communiste. Mais nous saurons aussi démasquer aux yeux des masses, y compris les travailleurs confédérés, que « l'indépendance » de la C.G.T. se traduit par ses rapports étroits avec les partis de la bourgeoisie (socialiste et radical) et qu'aucune de ses actions ne se déroule sans qu'elle porte le sceau des organismes et hommes politiques de la bourgeoisie.

Des ouvriers confédérés désireux de réaliser rapidement l'unité syndicale nous disent : « Pourquoi critiquez-vous la C.G.T. ? Pourquoi attaquez-vous nos dirigeants ? Si vous abandonniez vos critiques constantes, l'unité syndicale se réaliserait plus vite ! ». Il nous faut répondre à l'ouvrier honnête mais trompé qui pose cette question.

J'ai indiqué quelle était la politique de la C.G.T. J'ai tâché, dans mon rapport, de montrer comment son activité divisait la classe ouvrière et l'entraînait dans l'application de la politique de la bourgeoisie.

Si nous abandonnions la critique à l'égard de la C.G.T. et des dirigeants réformistes, nous nous ferions les complices d'une telle politique, nous permettrions à la C.G.T. de garder plus longtemps encore dans son sein des ouvriers qui veulent se battre, de conserver sous son influence des ouvriers qui veulent lutter et dont la capacité de lutte dépend des éclaircissements mêmes que nous aurons su leur apporter sur le rôle de leur organisation, sur la pratique de leurs dirigeants. Ce n'est pas la voie la plus facile pour réaliser le front unique et l'unité, mais c'est la seule juste.

Le réformisme n'existe pas seulement dans la C.G.T. L'adversaire pousse ses racines jusqu'au sein des organisations révolutionnaires.

Le réformisme se retrouve, en effet, dans notre C.G.T.U., sous des aspects divers. Au moment où s'est accrue la crise du capitalisme, où les événements exigeaient une activité plus grande, davantage de har-

diesse, ces éléments du réformisme ont poussé plus rapidement et se sont manifestés, en particulier depuis 1929, de multiples façons.

Je veux ici établir la différence qu'il y a entre des ouvriers non encore convaincus de la nécessité de la lutte révolutionnaire, mais qui viennent à la C.G.T.U. confiants et qui s'y sentent à l'aise et certains éléments réformistes conscients qui opèrent depuis plusieurs années au sein de notre C.G.T.U.

Prenons l'exemple de nos camarades hospitaliers de Marseille. Ils viennent de la C.G.T. Sans doute, nous devons les aider encore à comprendre tous les problèmes que de vieux militants de la C.G.T.U. se sont assimilés. Mais ils ne s'en sentent pas moins à l'aise chez nous ; ils l'ont dit eux-mêmes et ont déclaré leur satisfaction d'être enfin dans une Centrale qui défend leurs intérêts.

Il y a une grande différence entre ces ouvriers honnêtes qui évoluent et les dirigeants minoritaires conscients de la politique réformiste qu'ils mènent.

Quelle a donc été la politique de la minorité réformiste dans la C.G.T.U. ? Depuis 1929, tous ses efforts ont tendu et tendent encore à la désagrégation de la C.G.T.U. Sans doute, les formes de son activité sont diverses. Cependant, l'objectif reste toujours le même : c'est l'affaiblissement de l'organisation révolutionnaire avec laquelle ils ne sont plus d'accord sur les problèmes fondamentaux.

En 1929, cet effort de désagrégation s'est manifesté au Congrès de la C.G.T.U. Il s'est renouvelé avec plus de violence en 1931. Depuis le Congrès de 1931, Rambaud, Arnaud, Boyville, d'autres encore, ont essayé d'entraîner le plus possible d'ouvriers unitaires à la C.G.T. où ils s'accrochent fort bien de la politique réformiste. Rollo, dernièrement, présentait dans son syndicat d'instituteurs une résolution réclamant l'adhésion à la C.G.T.

Au cours de ce Congrès même, les interventions des dirigeants minoritaires de la Fédération de l'Enseignement ne constituent pas une critique objective, mais une tentative de discrédit continuant ainsi le cours de toute l'activité des chefs minoritaires dont ils sont la dernière phalange.

Dans son intervention, Serret a affirmé d'une façon ridicule que les événements, depuis 1929, lui avaient donné raison. Nous avons parlé de l'aggravation de la crise du capitalisme, de l'imminence des dangers de guerre, de la menace contre l'Union Soviétique, de l'essor révolutionnaire. Vous vous souvenez avec quel entêtement ridicule les minoritaires niaient tout cela même en 1931. Aujourd'hui encore ils s'obstinent à fermer les yeux devant l'évidence.

Serret veut bien convenir qu'il s'est passé quelque chose, mais ce sont vraiment de petites choses qui ne sont venues qu'au bout de quatre ans.

Si Serret était moins myope, il aurait vu les événements considérables qui se sont déroulés au cours de ces quatre années. Mais il ne voit rien, sinon le communisme à combattre, et cela l'empêche de voir le reste.

Il a bien voulu cependant reconnaître qu'il y avait un peu de combativité chez les masses. Bien sûr, quand 20.000 ouvriers se battent à Strasbourg, quand des milliers de bateliers établissent des barrages sur les canaux, qu'à Strasbourg les gardes mobiles chargent la foule et font claquer les mousquetons, que toute la presse parle de ces événements,

il faut bien constater qu'il se passe quelque chose. Serret a bien voulu le reconnaître, mais en ajoutant : « C'est un petit début de combativité des ouvriers ».

Serret a vu Strasbourg, il a vu les bateliers, il a vu Citroën. Mais les centaines d'autres grèves qui ont été organisées et dirigées par les syndicats unitaires, les centaines d'autres grèves pendant lesquelles et dans la préparation desquelles nos militants obscurs ont déployé une énergie considérable, pour l'organisation et la direction desquelles des centaines de militants unitaires obscurs ont passé des jours et des nuits, ont sacrifié leur place et leur liberté, Serret n'a pas vu cela. (*Vifs applaudissements.*)

Serret et ses camarades ne pouvaient pas voir cela. Ils sont perdus dans les nuées de leurs théories confuses que leurs regards n'arrivent pas à percer.

Nous avons déjà indiqué que dans le mouvement des fonctionnaires, l'activité de la direction minoritaire de l'Enseignement fut au-dessous de toute critique.

Serret a bien essayé de défendre cette attitude, mais il n'a pas apporté grand'chose, sinon une tentative de se dérober en attaquant le Cartel Unitaire. Je sais que les dirigeants minoritaires vont nous dire : « Nous sommes 4.000, les confédérés sont 80.000 ».

C'est vrai, et vous en êtes d'autant plus coupables d'être venus à la tribune de ce Congrès sans avoir dit un seul mot du Congrès du Syndicat National confédéré.

Comment ! vous abordez la tribune de ce Congrès en prenant des airs de censeurs. Vous parlez avec un aplomb qui déconcerte de notre sectarisme sans vous rendre compte que vous vous êtes enfermés dans un cercle si étroit que vous ne voyez même plus les événements les plus importants qui intéressent votre corporation.

Il se tient un congrès d'instituteurs. Il s'agit d'une organisation groupant 80.000 adhérents. Ce congrès vote des résolutions qui montrent quels changements s'opèrent dans l'état d'esprit de cette masse de syndiqués confédérés.

Sans doute, là comme ailleurs, les manœuvres des chefs réformistes tentent de détourner l'action des instituteurs de son véritable but. Mais il y a pour nous une chose qui compte, c'est le fait que, pour la première fois depuis la guerre et dans une période aussi grave que celle-ci, des instituteurs disséminés dans tout le pays, qui chaque jour sont en contact avec des centaines de milliers d'hommes, affirment aussi fortement leur volonté de lutte contre la guerre. Certes, il y a encore beaucoup de choses confuses dans leur conception de la lutte contre la guerre, des choses dangereuses contre lesquelles nous combattons. Mais c'est tout de même un grand fait que l'expression d'un tel courant de lutte.

Ces instituteurs, à la veille d'une attaque contre les traitements et les indemnités, déclarent : « Nous demandons qu'on organise la lutte de tous les fonctionnaires contre la réduction des traitements et indemnités et qu'on prépare la grève ».

Et vous, vous venez à la tribune d'un congrès syndical sans dire un seul mot de cela ! Qu'est-ce que vous allez faire avec ces instituteurs ? Est-ce que le mépris que vous avez affiché pour le travail quotidien des ouvriers pour organiser et diriger les grèves, ce dédain de l'action du prolétariat des usines, qui vous empêche de voir ce qui se

passé et les sacrifices quotidiens de milliers de travailleurs, s'étendrait jusqu'à votre propre corporation ? Est-ce que vous en seriez là que seule votre petite secte de plus en plus restreinte compterait pour vous ? Votre attitude, en tout cas, donne à penser cela.

Cette manifestation des instituteurs, elle a soulevé un grand émoi dans la bourgeoisie. Vous, vous ne vous en êtes pas émus. Vous aviez les yeux fixés sur le voyage d'Herriot à Moscou ; vous ne voyiez pas ce qui se passait au Congrès des instituteurs confédérés. Vous étiez occupés, au Congrès de la Fédération Unitaire, à injurier les représentants de l'Union Soviétique et de l'Allemagne ; vos injures couvraient la voix des 80.000 instituteurs confédérés, vous n'entendiez pas ce qu'ils disaient. Vous aviez l'esprit accaparé par votre haine des organisations révolutionnaires et de l'Union Soviétique ; vous ne pouviez pas penser à ce que faisaient les 80.000 instituteurs confédérés.

Mais après, quand vos injures contre les représentants ouvriers de l'U.R.S.S. et d'Allemagne se sont tues, qu'Herriot rentré de Russie ne hantait plus vos jours et vos nuits, que vous pouviez avoir l'esprit plus tranquille, qu'avez-vous fait ? Voici le numéro de *l'Ecole Emancipée* qui vient de sortir. Votre premier article est intitulé : « L'Eglise et les affaires ». On menace les traitements des instituteurs et vous, vous évoquez l'apparition de la vierge de Beauraing.

Votre deuxième article est un article de Dommanget qui continue les injures contre l'Union Soviétique. Puis, en cherchant bien, on trouve dans le tas d'une page ceci : « Nous parlerons la semaine prochaine de la circulaire de Monzie, autour de laquelle la presse a fait certain bruit, et des commentaires qu'elle nécessite. » C'est tout.

Voilà un gouvernement qui est inquiet de ce qui se passe chez les instituteurs, qui a compris, lui, toute l'importance de ces manifestations et qui réagit violemment. Il menace de prendre des sanctions, toute la presse donne contre « l'audace » inouïe de ces éducateurs qui se permettent de vouloir lutter contre la guerre et défendre leurs traitements. Pour la première fois, depuis la guerre, une circulaire ministérielle conteste le droit de grève aux fonctionnaires d'une façon claire et nette.

Que fait notre direction fédérale ? Est-ce qu'elle va prendre la défense des instituteurs ? Est-ce qu'elle va remplir son rôle d'organisation de défense de classe ? Elle continue à injurier les militants révolutionnaires, elle détourne l'attention des instituteurs sur la religion et dit : « Nous parlerons la semaine prochaine de l'attaque contre le droit de grève et de la circulaire de de Monzie ».

Cette attitude vous juge. Cela explique aussi les raisons pour lesquelles notre Fédération Unitaire n'a que 4.000 adhérents. Vous aurez beau essayer de vous justifier comme vous avez l'habitude de le faire en disant : « Si nous ne sommes que 4.000 et si les confédérés sont 80.000, c'est que les instituteurs ne sont pas des révolutionnaires, c'est que la politique de la C.G.T.U. et du Parti Communiste les éloigne de nous », nous prouverons qu'il y a des milliers d'instituteurs qui ont leur place dans la C.G.T.U., qui sont prêts à y adhérer et que s'ils n'y viennent pas, c'est grâce à votre politique sectaire. (*Applaudissements.*)

Nous n'avons aucune confiance en vous, dirigeants minoritaires, pour réaliser la tâche qui se pose avec les instituteurs confédérés. Mais

elle ne restera pas à faire, nous suppléerons à votre carence. (*Applaudissements.*)

Il y a d'autres directions, minoritaires chez nous, et notamment celle de la Fédération des Ports et Docks.

Nous donnerons quelques exemples qui caractérisent bien toute la politique de cette direction.

Depuis plusieurs années les entrepreneurs dans les ports ont diminué les salaires jusqu'à trois et quatre fois consécutives. Notre direction fédérale n'a pas bronché, elle trouvait cela normal. Il y avait des contrats qui réglaient les salaires selon l'indice du coût de la vie ; les patrons appliquaient la diminution selon l'indice officiel, ce qui, pour les dirigeants minoritaires, était normal. C'était déjà l'expression d'un réformisme caractéristique.

Mais il n'y a pas seulement cela. Quand les dockers ont commencé à protester, quand il y a eu la grève à Dunkerque, que s'est-il passé ? Nos camarades de Dunkerque viendront dire qui a dirigé leur grève et quel rôle y a joué la direction fédérale.

Quand nous avons voulu organiser le soutien des camarades de Dunkerque — il y avait aussi Le Havre en grève — nous avons convoqué la direction fédérale à la C.G.T.U. Nous avons demandé : « Qu'allez-vous faire ? ». Savez-vous ce qu'il nous fut répondu ? Ceci : « Nous avons envoyé une lettre à nos syndicats, nous avons envoyé des propositions de front unique à la direction réformiste, mais nos syndicats ne répondent pas et la direction réformiste ne répond pas, que voulez-vous que nous fassions ? ». C'est tout.

Bour a fait quelque chose cependant. Il est allé à Bordeaux : nos camarades avaient préparé quelques petites réunions de quartiers. Mais des réunions de quartiers, pour un secrétaire de la Fédération des Ports et Docks, pensez-vous, il y vient 10, 20, 50 dockers, et pour un secrétaire de fédération faire de telles réunions, ce serait déchoir. Bour a donc refusé de participer à ces réunions. Mais il a vu le secrétaire de la Fédération Confédérée et ce dernier lui a promis qu'il interviendrait auprès du secrétaire du syndicat confédéré de Calais pour qu'on ne décharge plus dans ce port les bateaux déroutés de Dunkerque. Bour a été satisfait. Il ne s'est pas occupé de ce qui se passait par la suite. La parole d'un dirigeant réformiste lui suffisait. N'est-ce pas là une manifestation d'un réformisme indécrottable ?

Le résultat, c'est que les dockers de Calais ont continué à décharger les bateaux de Dunkerque. Il a fallu tout l'esprit de classe de nos camarades dockers de Dunkerque pour que le résultat de l'attitude singulière des dirigeants minoritaires de la Fédération ne se manifeste pas par des luttes fratricides entre les dockers de Calais et les dockers de Dunkerque.

Pour la grève des bateliers, nous avons eu l'occasion de nous expliquer. Nous avons montré comment toute la politique réformiste des dirigeants de la Fédération des Ports et Docks avait abouti à ce résultat logique : la délégation au ministère du Travail avec Gélis ; la délégation au ministère du Travail sans les bateliers, de la même façon qu'opèrent les chefs réformistes ; les engagements pris devant le ministre du Travail pour liquider la grève contre les intérêts des bateliers, comme font les chefs réformistes. (*Applaudissements.*)

Camarades, lorsque j'écoutais les interventions de nos minoritaires, j'éprouvais une étonnement pénible. Serret est venu à cette tribune et

il a raconté des choses que nous avons déjà entendues des dizaines de fois. Bouët a dit des choses qu'il rabâche déjà depuis bien longtemps. Les événements passent, nos minoritaires restent les mêmes. Savez-vous l'impression que j'avais quand je les entendais ? Il ne vous est jamais arrivé de mettre une poule au milieu d'un cercle de craie ? Vous constatez qu'elle n'ose pas franchir ce cercle. (*Rires.*) Eh bien ! nos dirigeants de la Fédération de l'Enseignement, en 1929, se sont enfermés dans un cercle de craie, ils sont restés là, ils ne bougent plus, ils ne voient plus rien de ce qui se passe en dehors ; mais cependant il y a une différence entre eux et la poule : les dirigeants minoritaires ont une imagination dont aurait été jaloux Don Quichotte. (*Rires.*) Leur cercle de craie, petit à petit leur imagination l'a transformé en une citadelle d'où ils mènent un combat héroïque contre la foule de leurs ennemis. Ils se croient des géants dont la mission est de purger le mouvement révolutionnaire de ces mauvais sujets que sont les communistes et les dirigeants de l'Union Soviétique. Seulement ils sont géants en imagination, en réalité ils sont des pygmées. (*Rires et applaudissements.*)

Les pygmées, dans leur cercle de craie, n'entendent rien, ne voient rien de ce qui se passe autour d'eux. Il se déroule des événements considérables. Le monde capitaliste s'ébranle dans le fracas. Mais les dirigeants minoritaires n'entendent rien. Si, cependant, ils ont perçu un bruit au milieu de ce fracas, ils écoutent, qu'est-ce ? C'est la voix des roquets qui aboient aux chausses de l'Union Soviétique. Et voilà que l'imagination des pygmées transforme l'aboiement des roquets en une voix divine qui les appelle à la croisade pour sauver le prolétariat que le communisme conduit à sa perte. (*Applaudissements.*)

Ce n'est pas tout ; la surdité des pygmées n'est pas leur seule infirmité, car ils sont également atteints de cécité. Ils n'ont pas vu les 80.000 instituteurs confédérés, pas plus qu'ils n'ont vu l'effort magnifique du Parti Communiste en Allemagne, pas plus qu'ils ne voient l'essor magnifique du socialisme en Union Soviétique. Ils n'ont pas vu les centaines de petits militants unitaires qui se dépensent chaque jour pour organiser les luttes ouvrières.

Cependant, ils aperçoivent une petite lueur à l'horizon. Ils ont vu quelque chose, un chef. Le voilà qui vient vers eux. Ce n'est pas l'Internationale Communiste, c'est bien moins grand que cela, mais cela apparaît grand aux pygmées. Ce chef qu'ils espèrent, il avance majestueusement ; il vient de Prinkipo jusqu'à Royat. Mais ce que nos pygmées n'ont pas vu c'est que le chemin de Prinkipo à Royat était tracé par les livres sterling et les dollars que les directeurs de journaux bourgeois de tous les pays dispensent à leur chef pour baver sur l'Union Soviétique. (*Applaudissements.*)

Ce que nos pygmées n'ont pas vu, c'est que leur chef ressemble au lion que Tartarin chassait en Afrique. (*Rires.*) Il n'a plus ni crinière, ni griffes, ni dents, il ne lui reste plus pour nuire que sa crotte que la bourgeoisie emploie pour essayer de salir l'Union Soviétique. (*Applaudissements.*)

Nous défendrons nos organisations contre les réformistes qui chez nous sèment la confusion. Nous lutterons contre eux jusqu'à ce qu'ils soient isolés complètement dans leur cercle de craie et que plus un seul ouvrier ne les suive. (*Applaudissements.*) Nous avons déjà réussi à leur en enlever pas mal.

Je répéterai devant le Congrès ce que j'ai dit à la Commission des Grèves à propos des bateliers : nous nous appliquerons de toutes nos forces pour que nos Fédérations Unitaires des Ports et Docks et de l'Enseignement se débarrassent de leur direction réformiste et se donnent enfin une direction révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Mais, camarades, c'est une petite partie de notre effort qui doit être dépensée là.

Les minoritaires ne doivent pas nous faire oublier les millions d'ouvriers à gagner, les défauts de notre mouvement à corriger. Cela réclamera de notre part un effort acharné et soutenu.

Les efforts conjugués des ennemis de l'unité ont réussi, au cours des deux années qui nous séparent du Congrès de 1931, à entraver en partie l'essor du mouvement ouvrier.

Ils sont parvenus dans certains cas à empêcher le rassemblement des forces ouvrières. Parfois ils ont brisé le front unique réalisé. Souvent, chaque fois qu'ils l'ont pu, ils ont brisé les luttes ouvrières.

Mais, camarades, il faut que chaque syndiqué unitaire sache bien qu'il ne peut réaliser cela que dans la mesure où notre propre activité n'est pas suffisante, et que nous facilitons leur besogne en commettant des erreurs et en n'apportant pas une vigilance suffisante à les corriger. C'est pourquoi nous devons nous livrer à un examen critique sévère de notre propre travail.

Serret a voulu ici discréditer l'autocritique. Il a appelé cela « la critique des chefs contre la base ». Ceux qui combattent ainsi l'autocritique sont ceux qui la redoutent le plus parce qu'ils ont beaucoup à se reprocher et qu'ils ne désirent pas modifier quoi que ce soit à leur activité.

Quand nous faisons notre autocritique, ce n'est pas pour le plaisir de nous humilier, ni pour humilier autrui. C'est en examinant les grèves d'Armentières, c'est en examinant chacun des mouvements qui se déroulent sous tous leurs aspects, c'est en décelant les fautes de notre propre organisation et de nous-mêmes, que nous arrivons à trouver une ligne plus juste. C'est cela, notre autocritique. Chaque ouvrier, chaque militant de la C.G.T.U. le sait très bien; et c'est pourquoi l'autocritique est absolument indispensable et utile à notre mouvement. Seulement des hommes bornés, des réformistes avérés peuvent combattre l'autocritique comme l'a fait Serret.

Camarades, c'est dans l'esprit que je viens d'indiquer que je veux ici examiner quelques-unes de nos faiblesses dans les luttes ouvrières.

Certes, nous avons réalisé quelques progrès. L'exemple de Citroën, ceux de Marseille, du vêtement de Lyon, de Castres montrent que nous avons amélioré notre travail. Mais quand on nous cite ces exemples, nous devons les mettre en parallèle avec les tâches énormes que nous avons à exécuter et les progrès encore plus considérables qui nous restent à réaliser.

Malgré de nombreuses grèves, dans la majorité des cas l'attaque patronale s'est développée sans une résistance sérieuse organisée. Sans doute ce n'est pas toujours facile d'organiser la résistance des ouvriers. La lutte de classe n'est jamais facile. Mais, dans l'ensemble, notre mouvement n'a pas encore le souci constant de se pencher partout sur les revendications, sur les besoins de la classe ouvrière. Nous n'avons pas le souci constant d'organiser ces luttes, ce qui est la cause première de nos difficultés.

Il y a encore, chez nous, exprimée d'une façon plus ouverte parfois, quelquefois atténuée, la tendance à cacher ces difficultés et cette incompréhension en rejetant la responsabilité sur les masses.

Prenons quelques exemples qui montrent tout ce qui nous reste à faire dans ce domaine.

Chez les fonctionnaires, depuis la trahison des dirigeants réformistes et de la social-démocratie, et grâce à cette trahison, l'attaque partielle s'est développée; d'autres menaces imminentes sont suspendues sur la tête des fonctionnaires, et nous ne sommes que très peu embrayés dans l'organisation de la lutte contre les attaques partielles et contre les nouvelles menaces du gouvernement.

Ce n'est pas un constat de carence que nous faisons là. Nous voulons attirer l'attention de tous nos militants et de toutes nos organisations sur l'urgence de briser avec un tel état de fait.

Dans la métallurgie, nous avons eu Citroën, nous avons eu Marseille; mais il y a Renault, il y a les 300.000 métallurgistes de la région parisienne, ceux de Lyon, de Saint-Etienne, de l'Est, du Nord, de Nantes et de Saint-Nazaire. L'attaque se développe partout, et quand nous avons Marseille et Citroën, nous ne devons pas nous estimer satisfaits. Nous devons dire : après Marseille, après Citroën, en avant pour l'organisation de la lutte dans toutes les autres usines !

Chez les mineurs, nous avons Graissessac, nous avons les grèves partielles et les comités de front unique du Pas-de-Calais. Mais il y a tous les mineurs du Nord, du Pas-de-Calais, de la Loire, du Gard, de l'Hérault, de la Moselle, tous ces mineurs qui subissent les mêmes attaques que ceux de Graissessac, et nous devons avoir une notion très claire de ce qui nous reste encore à faire en prenant les exemples cités pour aller plus loin et plus vigoureusement dans les autres centres.

Dans le textile, nous avons Castres et quelques autres grèves partielles. Mais nous avons les 200.000 travailleurs du textile du Nord, ceux de la Basse-Seine, nous avons Roanne. La grève de Castres, que nous devons apprécier comme un mouvement bien dirigé qui nous a permis de réaliser le syndicat unique, ne doit pas nous masquer tout ce qui reste à accomplir, mais au contraire nous faire mieux voir l'ampleur et l'importance de nos tâches ainsi que nos possibilités de les réaliser.

Un autre point sur lequel il convient d'attirer l'attention du congrès est l'organisation de la solidarité.

On dira : Pour Dunkerque, pour Citroën, pour Strasbourg, les sommes recueillies ont été plus importantes que dans les périodes précédentes. Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut se satisfaire. On sait l'importance de la solidarité des autres couches d'ouvriers à l'égard de camarades en lutte, et on doit dire que dans notre mouvement il y a trop de lenteur à assurer la solidarité.

Dans la grève de Strasbourg, la solidarité du prolétariat de l'intérieur était une chose décisive. Est-ce que nous nous sommes mobilisés rapidement pour organiser une solidarité financière et une solidarité par l'action ? Est-ce que nous ne pouvons pas avoir, dans la région parisienne, quelques manifestations de chantiers ou d'usines en faveur des ouvriers de Strasbourg ?

Dans l'ensemble du mouvement, la solidarité est trop lente à s'exprimer parce que nous n'avons pas encore compris suffisamment l'importance des batailles qui se déroulent et la nécessité de préparer à une telle action tous les ouvriers qu'on veut entraîner au soutien de leurs

camarades en lutte. Cela est aussi une faiblesse qu'il faudra corriger. Il faut réhabiliter chez nous la solidarité financière. Assurer du pain à ceux qui luttent ainsi qu'à leur famille n'est pas une question secondaire.

Nous avons maintenant, dans des régions presque neuves où les ouvriers ne se sont pas battus depuis longtemps, des grèves qui surgissent. A côté des grands centres où existent des traditions de batailles ouvrières, une série de petites grèves du bâtiment, du textile, se déclenchent spontanément dans des localités parfois inconnues de nos syndicats. Que faisons-nous pour organiser et diriger ces luttes ? Elles éclatent souvent sans que nous soyons allés visiter ces régions où cependant des milliers de prolétaires travaillent dans des conditions d'exploitation inouïes. Cela aussi il faut le changer. Il faut plus de vigilance de la part de nos organisations.

La première condition pour travailler à l'unité, c'est d'assurer un meilleur travail des syndicats unitaires dans l'organisation et la direction des luttes de masse, c'est l'amélioration de notre travail dans la préparation et la direction des grèves.

Voyons maintenant la nature de notre travail en ce qui concerne le front unique.

Lorsque nous examinons les résultats de notre effort à cet égard, nous devons constater : 1° que des centaines de comités de front unique ont été constitués ; les cheminots en ont cité 66, mais il y en a des centaines à travers le pays ; 2° que le front unique n'a pu en général être mené à bien que là où les organisations de la C.G.T. étaient faibles. Exemples : Citroën, Marseille, Dunkerque ; 3° que là où l'influence et l'organisation de la C.G.T. sont plus fortes nous ne sommes pas arrivés à surmonter les difficultés et à briser les manœuvres des dirigeants réformistes.

Des exemples :

Les fonctionnaires, les cheminots où une bonne partie des comités ont été liquidés. Chez les mineurs, c'est avec de grandes difficultés que nous sommes arrivés jusqu'à maintenant à constituer sept comités de front unique : à Armentières, où jusqu'au bout nous avons échoué dans notre tentative de nous débarrasser de l'influence réformiste, alors que les dirigeants menaient la grève à sa perte ; à Strasbourg, nous n'avons pu empêcher la liquidation de la grève par les dirigeants réformistes. Cependant, dans ce centre comme ailleurs, la volonté d'unité pour la victoire s'exprimait avec beaucoup de force chez les travailleurs confédérés et chrétiens.

Les raisons d'un tel état de fait, nous devons à ce Congrès les examiner, les déterminer clairement, si nous voulons avancer.

L'examen de notre activité démontre très clairement qu'il y a une tendance marquée à rechercher le front unique par les sommets. On fait la chose la plus facile : on adresse une lettre, quelquefois une lettre ouverte, à la direction d'un syndicat... et l'on attend la réponse. Nous avons comme cela des documents qui montrent que ce n'est pas un mal isolé, ni un pur accident, mais que l'on rencontre cela dans presque tout le pays et presque toutes les industries.

Nos camarades cheminots, avec le cartel interfédéral, ont commis les mêmes erreurs. Chez eux, même tendance à considérer le front unique au sommet comme quelque chose d'essentiel, qu'il faut mettre en avant en négligeant le travail à la base. Je ne développerai pas la question

en ce qui concerne les cheminots : notre camarade Demusois a déjà indiqué ce qu'il fallait en penser.

Un autre exemple : la C.G.T.U. a adressé une lettre ouverte relative à la préparation du Congrès à tous les syndicats et syndiqués confédérés. Qu'ont fait de cette lettre nos organisations et nos militants ? Nous avons des exemples de la façon dont ils l'ont utilisée ; ils sont assez nombreux. La plupart de ces exemples consistent en la répétition de la lettre ouverte de la C.G.T.U. adressée à des organisations confédérées, sans revendications concrètes, sans précisions sur les formes d'action et sans travail de masse.

Nous avons des exemples d'organisations qui ont passé un temps infini à échanger de la correspondance entre directions de syndicats. Les Municipaux de la région parisienne ont échangé des lettres et des lettres pendant des semaines avec la direction confédérée. Nos camarades du P.-O. ont aussi échangé de très nombreuses lettres, et dans bien d'autres cas il en fut de même. Qu'en est-il résulté pour l'organisation du front unique ? C'est la tactique des dirigeants réformistes de nous faire perdre notre temps en échange de courrier, afin de nous empêcher d'exécuter notre travail auprès de leurs propres adhérents et d'obtenir les résultats que nous escomptons. On entretient également ainsi l'illusion que le front unique peut se réaliser au sommet.

D'autres fois encore on constitue des comités au sommet et l'on néglige le travail essentiel : la consolidation du front unique par les comités de base et la participation des ouvriers à ces comités. Les lettres adressées, la correspondance échangée, le front unique réalisé au sommet, ne font pas avancer d'un pas le front unique des masses.

Nous en avons des exemples de front unique au sommet : Armentières et Strasbourg, et nous en connaissons les résultats désastreux.

À Armentières, nous savons où cela nous a conduits.

À Strasbourg, nos dirigeants régionaux ont, durant la grève, réalisé le front unique au sommet. Ils ont sacrifié l'organisation du front unique à la base au maintien de l'entente au sommet avec les briseurs de grève. Ils étaient convaincus que le front unique c'était le comité des chefs d'organisations et ils craignaient de le briser. Une telle attitude a permis aux dirigeants réformistes et chrétiens de briser la grève en s'abritant derrière les syndicats unitaires.

Une autre erreur que nous constatons dans notre travail du front unique, c'est que trop de propositions sont générales, insuffisamment concrètes ; elles ne se basent pas sur des revendications précises, sur une action déterminée correspondant à un moment précis, à une situation donnée.

La condition pour que des travailleurs comprennent l'utilité du front unique c'est de leur montrer où on veut les conduire ; c'est d'exprimer leur état d'esprit du moment, leur désir de l'instant ; il faut savoir découvrir la question qui les intéresse, discuter avec eux, leur montrer la voie. Si nous ne faisons pas cela, si nous nous contentons de formules générales, si nous nous contentons de répéter ces formules, jamais nous ne ferons avancer le front unique à la base.

Une autre des raisons pour lesquelles les dirigeants réformistes ont réussi à entraver le mouvement d'unité, c'est l'atténuation ou l'abandon de la critique à leur égard. C'est une des caractéristiques les plus nettes et les plus dangereuses de notre travail de front unique. Nous cédon

à la pression de l'ennemi de classe, des chefs réformistes, qui veulent masquer leur trahison en combattant tout esprit de critique.

Quand les ouvriers confédérés viennent à nous et nous disent : « Nous sommes prêts à faire le front unique et l'unité, mais ne critiquez pas nos chefs », vous croyez que cela est venu tout seul dans leur cervelle ? Non pas. Une telle pensée a été développée, cultivée dans l'esprit des ouvriers confédérés par les dirigeants réformistes. Quand nous cédon à cet appel des ouvriers confédérés, nous subissons, non pas la pression de ouvriers, mais celle de l'ennemi de classe.

Nous avons des exemples assez nombreux de cette erreur.

Nos camarades cheminots de Bourges ont signé une déclaration en commun avec les dirigeants des syndicats confédérés. On y lit que les injures, les violences, les calomnies, les attaques personnelles sont inutiles, arrêtent la confiance des travailleurs et des militants de bonne foi, etc. Mais quand nous critiquons la politique de la C.G.T., quand nous dénonçons la trahison des dirigeants réformistes à Strasbourg, à Armentières ou ailleurs, quand nous exposons l'attitude de la C.G.T. dans le développement du courant chauvin, est-ce que ce sont des calomnies, camarades de Bourges ? Est-ce que ce sont des critiques acerbes empêchant la réalisation du front unique ? Prendre une telle position, c'est, de notre part, une espèce de complicité dans la politique des dirigeants réformistes, c'est subir la pression de l'ennemi de classe, c'est abandonner notre politique révolutionnaire.

Je veux prendre un autre exemple qui montre encore mieux que celui de Bourges le danger qu'il y a pour nous de ne pas veiller attentivement au développement d'un tel courant.

Nous avons un secrétaire régional qui, depuis des années, a fait un effort louable dans une région extrêmement difficile où la social-démocratie et le réformisme sont puissamment enracinés. Malgré ces obstacles et les difficultés pour notre mouvement et que ce camarade ait eu à combattre dans sa région un des chefs de la minorité de l'enseignement, le camarade Doucet a amélioré considérablement la situation des syndicats unitaires. Il a développé nos organisations, créé des syndicats et fait des adhésions. Il a fourni l'exemple que, dans notre mouvement, il y a des camarades qui ne se figent pas dans des formules rigides, mais qui recherchent quotidiennement ce qu'il faut faire pour toucher et gagner les ouvriers socialistes et confédérés.

Il a déployé dans ce sens une grande activité et il a réussi à créer un courant favorable au front unique chez des centaines d'ouvriers confédérés.

Je tenais à dire cela pour montrer que même nos meilleurs camarades se laissent parfois entraîner à des erreurs dont ils ne mesurent pas toujours les conséquences.

Doucet a participé à un meeting contre le procès de Leipzig avec des orateurs socialistes comme Moch et Déat et le dirigeant régional des syndicats confédérés. Doucet nous expliquait qu'il avait été très applaudi, plus que les orateurs socialistes, par cette salle où dominaient les travailleurs socialistes. Vous allez me dire que ce n'est pas la première fois que cela arrive. C'est vrai, mais je veux expliquer les raisons de ce fait au meeting de Valence, raisons que notre camarade Doucet n'avait pas su déceler.

Doucet a développé, à ce meeting, la position très claire du parti communiste et des syndicats unitaires dans la lutte contre le fascisme;

il a expliqué ce que les syndicats rouges, l'O.S.R. et le Parti communiste ont fait en Allemagne, ainsi que ce que nous faisons en France. Mais il n'a pas expliqué ce que la social-démocratie et les chefs réformistes ont fait en Allemagne, ni quelle est leur attitude en France.

Pensez-vous que ce soit suffisant, dans un meeting comme celui-là, d'expliquer notre politique et de démontrer ce qu'est notre activité ? Non, dans sa lutte contre « l'hitlérisme » Moch a dû être violent au moins autant que Doucet. Ce qu'il faut montrer, dans des périodes comme celle-ci et dans des meetings comme ceux-là, au risque de se mettre en opposition avec une partie des ouvriers socialistes, c'est que le réformisme et la social-démocratie sont les éléments qui permettent au fascisme de se développer.

Ce qu'il fallait expliquer dans le meeting de Valence, ce n'était pas seulement notre politique, c'était aussi la politique du parti socialiste français et de la C.G.T. Il fallait démontrer que les massacres d'ouvriers indochinois ne pouvaient être réalisés par le gouvernement de « gauche » qu'en raison du soutien socialiste et de la C.G.T., qu'il n'y aurait pas vingt-quatre heures un gouvernement de « gauche » sans le soutien socialiste, c'est que l'assassinat des paysans marocains était perpétré à l'aide des crédits de guerre votés par le parti socialiste, c'est que les fonctionnaires et cheminots de Valence étaient brimés, diminués grâce à la trahison des dirigeants réformistes français.

Est-ce la voie la plus facile ? La voie la plus facile, c'est de se faire applaudir par tout le monde en masquant une partie des problèmes. La voie des organisations révolutionnaires n'est pas celle-ci. C'est la voie la plus douloureuse, celle qui demande le plus d'efforts, une attention quotidienne, mais la seule juste pour nous. Si nous nous laissons entraîner à des manifestations comme celle de Valence, si dans la lutte contre la guerre et le fascisme nous ne démasquons pas le rôle du parti socialiste et de la C.G.T., nous courons le risque de renforcer le courant d'union sacrée pour lequel ils travaillent.

Camarade Doucet, il est des ouvriers socialistes qui auraient crié après toi si tu avais fait la critique de leur parti et qui t'ont applaudi. Mais une partie des applaudissements te venait du fait qu'on te confondait avec Moch et Déat. Il en est qui saluaient l'union sacrée qu'ils croyaient voir se réaliser pour la défense de la démocratie contre le fascisme.

Au risque de dresser momentanément contre nous une partie de la classe ouvrière, nous ne devons pas commettre de telles erreurs et permettre un seul instant qu'on puisse nous confondre avec les dirigeants réformistes.

L'absence de critique de notre part ne peut qu'empêcher de faire la clarté dans les masses sur la différence qu'il y a entre la lutte de classe et la collaboration de classes. Nous les livrons ainsi sans défense à la trahison des dirigeants réformistes.

L'unité ne peut se réaliser sans une lutte constante et vigoureuse contre la politique réformiste et contre la trahison constante des dirigeants réformistes.

Sans doute cela exige plus de travail, un effort plus soutenu pour prendre le contact avec les ouvriers réformistes, mais c'est la seule voie juste.

Quand nous parlons d'accentuer la critique contre la C.G.T. et les dirigeants réformistes, nous ne devons pas oublier qu'avec l'accentuation

de la critique se pose également pour nous la nécessité d'un effort plus grand de conviction pour rapprocher de nous les ouvriers confédérés.

Mais je ne veux pas seulement examiner les erreurs commises par Doucet, nos camarades de Bourges et d'autres encore. Nous voulons voir aussi les nôtres à la direction confédérale. Cela ne nous gêne pas, Serret, Bouët, d'examiner nos propres erreurs et les responsabilités que nous avons dans la vie des syndicats unitaires.

Nous n'avons pas l'amour-propre ridicule de gens qui se croient infaillibles, nous ne sommes dans ce congrès ni des accusateurs ni des accusés : nous sommes ici des militants qui veulent aider notre mouvement à comprendre ce qu'il faut ou ne faut pas faire et c'est pourquoi nous ne craignons pas de passer notre activité au crible de la critique.

La principale de nos fautes, c'est de n'avoir pas compris toute l'importance de guider attentivement notre travail de front unique. Nous avons laissé se développer tous les courants dont j'ai parlé en pensant qu'ils n'étaient pas dangereux et que l'essentiel c'était de reprendre le contact avec les ouvriers confédérés. Nous n'avons pas corrigé, au fur et à mesure que nous les constatons, les erreurs dans l'application du front unique. Nous avons aidé Doucet, nos camarades de Bourges, de la Fédération des Cheminots et de Strasbourg, mais très, insuffisamment, à comprendre les problèmes que nous posons ici. C'est la responsabilité de la direction confédérale. Elle n'est pas petite, mais nous la prenons cependant devant le Congrès avec le souci de corriger cela.

Vous vous demandez peut-être où je veux en venir et vous vous dites que mon rapport est un rapport sur l'unité syndicale, mais que je ne vous explique pas comment réaliser pratiquement celle-ci. La question est d'autant plus normale que les ouvriers avec lesquels vous êtes en contact désirent ardemment, comme vous-mêmes, réaliser cette unité en brisant tous les obstacles.

Avant de répondre, nous indiquerons que notre examen des manifestations du courant d'unité dans les masses, l'analyse des erreurs que nous avons commises dans notre travail de front unique et d'unité, le rôle des adversaires de l'unité, en premier lieu de la C.G.T., étaient indispensables pour déterminer une ligne juste et pratique.

Cela n'est pas possible en laissant de côté tous les grands problèmes liés au mouvement ouvrier, si l'on n'examine pas ce que représentent les luttes ouvrières, comment il faut les organiser et les diriger.

C'est pourquoi nous avons tenu à faire ce développement, peut-être un peu long, mais qui était absolument indispensable.

Dans notre explication, nous ne nous embarrasserons pas de formules obscures. Les délégués au Congrès veulent savoir, d'une façon claire, ce que nous pensons sur l'unité, et cela, afin qu'ils sachent comment ils doivent travailler à sa réalisation. Ce ne sont pas seulement les délégués au Congrès, les ouvriers unitaires, ce sont les ouvriers confédérés, les ouvriers inorganisés qui attendent de la C.G.T.U. une réponse claire.

Nous répondrons à la question en tenant compte de l'analyse que nous venons de faire :

1. L'unité d'une classe, et par conséquent l'unité syndicale, ne peut se réaliser que dans la défense des intérêts de cette classe et en dehors toute collaboration avec ses ennemis.

2. La C.G.T.U. a déjà défini dans ses résolutions sa position sur

l'unité. Elle l'a fait dans sa résolution de février 1931 dont j'ai donné lecture, ainsi que dans sa résolution de Magic-City.

3. La bourgeoisie qui a intérêt à diviser la classe ouvrière a comme auxiliaire principale la C.G.T. qui multiplie les obstacles à la réalisation de l'unité. En raison de cette opposition au développement du mouvement d'unité pour la lutte de classe que la C.G.T. et la bourgeoisie accentuent, en raison de ce que malgré ces efforts des ennemis de l'unité les masses ouvrières y aspirent plus que jamais sachant très bien que cela constituerait pour elles une arme efficace, la C.G.T.U. doit faire plus que ce qu'elle a fait pour surmonter les obstacles, vaincre les difficultés.

Elle travaillera à la réalisation de l'unité syndicale à la base, à la constitution des syndicats uniques de lutte de classe, partout où les ouvriers se dresseront en commun contre le patronat, le capitalisme, et contre les dirigeants réformistes qui brisent les luttes ouvrières. (*Applaudissements.*)

Nous considérons que lorsque les ouvriers d'une même entreprise, d'une même localité, organisent leur action commune, que cette action commune est imprégnée de la lutte des classes, que les ouvriers ainsi rassemblés repoussent la pratique de la collaboration, condamnent, en fait, le réformisme qui les soumet à leurs adversaires de classe, qu'ils rejettent la tutelle des dirigeants et des organisations qui tentent de les entraîner à cette politique de collaboration, la constitution d'un syndicat unique est une revendication absolument logique qui renforce leur capacité de combat. Nous travaillerons donc à la constitution de syndicats uniques de lutte de classe.

Dans cet objectif, les syndicats unitaires ne mettront aucune entrave de forme. Nous mettons à la réalisation de l'unité syndicale les conditions indispensables pour que la défense des intérêts de classe du prolétariat soit assurée, et seulement celle-là.

Quand, dans une entreprise, dans une localité, des ouvriers d'organisations différentes, unitaires, confédérés, autonomes, réalisent leur rassemblement sur ces bases, quand ils s'unissent pour mener la lutte pour les revendications qu'ils ont à défendre, il est normal qu'ils pensent : Nous sommes unis pour une action momentanée, mais nous serions encore plus forts si nous étions réunis dans un syndicat unique. Dans les conditions déterminées plus haut, je le répète encore une fois, sans que jamais aucune question de forme ne vienne entraver cette réalisation, nous travaillerons à la constitution de ce syndicat unique à la base.

Nous avons déjà travaillé dans ce sens : le Syndicat des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, il y a quelques mois, a voté une résolution dans laquelle il proposait aux mineurs, sur la base d'un programme de revendications et d'action, de préparer la réalisation du syndicat unique de lutte de classe des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en organisant immédiatement l'action commune. Toute notre activité pour réaliser le front unique dans les usines, dans les localités, dans les régions est empreinte de cette volonté d'unité.

Les dirigeants réformistes essaient d'opposer l'unité au front unique, ils disent : La C.G.T.U. est pour le front unique contre l'unité. Nous disons : Plus que jamais, front unique ; mais aussi, partout où les ouvriers sont pour la lutte de classe : unité syndicale à la base ! (*Applaudissements.*)

Est-ce pour cela que nous abandonnons notre mot d'ordre de C.G.T. unique et du congrès d'unité ? Non pas. Nous considérons que, dans les circonstances actuelles, étant donné le désir puissant des masses de réaliser leurs syndicats uniques pour la lutte, en raison des entraves mises par la bourgeoisie et les dirigeants réformistes à la réalisation de l'unité syndicale de lutte de classe, c'est un des moyens d'aller plus vite et plus sûrement vers la réalisation de l'unité et d'une C.G.T. unique de lutte de classe.

Des exemples dans nos groupements ? Nous allons donner ceux qui ont été permis par la résolution de Japy, et ceux que nous avons réalisés par la politique que nous avons pratiquée et que nous devons accentuer

Voyons maintenant quels sont les résultats obtenus par la C.G.T. dans l'application de sa résolution de Japy.

Chez les cheminots de l'Etat, par exemple, où l'influence des chefs minoritaires a exercé ses ravages. On ne peut citer un seul exemple où l'application de la résolution de Japy ait abouti à réaliser l'unité des ouvriers, même là où Rambaud avait beaucoup d'influence. Même dans les centres où ils ont fait le plus de mal aux syndicats unitaires, vous n'en trouverez pas un seul. Il n'y a pas d'exemple où la rentrée des syndicats à la C.G.T. ait réalisé le bloc de classe des ouvriers intéressés.

Il ne peut d'ailleurs en être autrement, car la rentrée à la C.G.T. implique l'acceptation de son programme et l'abandon des intérêts de la classe.

Et dans l'alimentation ? Combien Boville a-t-il emmené d'ouvriers avec lui à la C.G.T. ? Chacun sait qu'il liquidait petit à petit la fédération. Où sont les réalisations d'unité à la base, dont on a parlé à la C.G.T., faites avec le renégat Boville ?

Voyons chez les mineurs. Les réformistes ont fait beaucoup de bruit sur la réalisation de l'unité syndicale dans la Loire. La vérité sur cette affaire est beaucoup moins reluisante pour eux. Voici ce qui s'est passé : pendant des mois les dirigeants minoritaires ont travaillé à disloquer le syndicat, car il ne fallait pas compter faire adhérer les mineurs à la C.G.T. Il fallait donc auparavant chasser les adhérents. C'est après avoir fait cette besogne de désagrégation que les dirigeants minoritaires sont passés presque seuls à la C.G.T. Mais notre syndicat unitaire qui avait été disloqué, réduit à presque rien, compte maintenant 400 adhérents. Il recrutera encore et c'est sous sa direction que se réalisera l'unité dans la Loire. (*Applaudissements.*)

La décision récente de la Fédération des Ports et Docks confédérée de constituer des syndicats partout où il y a des syndicats unitaires est une autre démonstration que la résolution de Japy est une résolution scissionniste.

Et nous, qu'avons-nous fait ? Nous n'avons pas encore fait des merveilles. Mais nous avons réalisé certaines choses qui montrent, autrement qu'en théorie, que notre politique est une politique d'unité.

A Castres, c'est grâce à l'activité de nos organisations unitaires, à l'application de notre politique de lutte de classe qu'il y a maintenant un syndicat de 1.200 à 1.400 membres. C'est grâce à cette politique que le syndicat réformiste de 60 membres a disparu et que ses adhérents se sont réunis aux 1.200 du syndicat unitaire. Notre tactique, là-bas, a

permis de créer des syndicats de métallurgistes, d'ouvriers du bâtiment, de gaziers. Nous avons vraiment réalisé l'unité à la base.

Il en est de même dans le vêtement, à Lyon. Notre politique a permis le regroupement des ouvriers, la constitution d'un syndicat qui a gagné la confiance qu'a perdue le syndicat confédéré qui avait provoqué la dislocation des forces ouvrières.

Dans les métaux de Marseille, le front unique ne s'est pas disloqué après la grève. Notre Syndicat des Métaux a fait près d'un millier d'adhérents. L'organisation et la direction de la grève de Marseille, selon notre politique et nos méthodes, ont déterminé là-bas un regroupement des ouvriers.

Ce ne sont là évidemment que des résultats bien insuffisants. Nous ne les citons pas pour nous donner un brevet de satisfaction, mais pour démontrer que c'est la voie juste pour réaliser l'unité syndicale.

Nous voulons maintenant nous tourner vers les ouvriers organisés dans les syndicats confédérés et autonomes. Après leur avoir expliqué, sans détour, sans un seul souci de manœuvres subalternes et mesquines, notre position, nous nous adressons à eux.

Pensent-ils qu'il y ait d'autres méthodes de lutter victorieusement que celles que nous leur apportons ? Pensent-ils qu'il y ait d'autres méthodes d'organiser des syndicats uniques de lutte de classe, pour d'autres buts et sous d'autres formes que ceux que nous leur proposons ?

Nous nous tournons vers les camarades de la Fédération autonome des Fonctionnaires. Nous avons fait un bout de chemin ensemble. Nous espérons pouvoir continuer. Mais cette collaboration ne peut nous empêcher de leur dire fraternellement ce que nous pensons. Vous êtes dans l'autonomie. Votre objectif, vous l'avez exprimé souvent, c'est de servir de charnière entre les organisations pour réaliser l'unité. Pouvez-vous penser qu'il puisse y avoir une charnière entre la C.G.T., sa plate-forme et sa pratique contraire aux intérêts de la classe ouvrière, et la C.G.T.U. dont vous connaissez le programme et l'activité ?

Vous devez comprendre, fonctionnaires autonomes, qu'il y a moins que jamais possibilité d'une position de milieu. La position de milieu n'est pas une plate-forme. Vous dites : Nous sommes pour la lutte de classe contre le réformisme, mais il n'y a pas d'autres moyens de combattre le réformisme que de combattre franchement. Une position « intermédiaire » ne peut aboutir qu'à la confusion.

Ne pensez-vous pas, camarades de la Fédération autonome, qu'il serait utile, pour faire la clarté nécessaire, d'organiser des assemblées dans vos syndicats où ces problèmes seraient posés devant des représentants des tendances diverses du mouvement syndical, surtout au moment où il faut aller plus vite pour organiser la résistance à l'attaque qui menace. Nous sommes prêts, quant à nous, à exposer devant l'ensemble de vos adhérents notre plate-forme, notre tactique et les raisons qui nous guident. Nous serions même satisfaits de confronter devant eux les programmes et l'activité de la C.G.T. et de la C.G.T.U.

Et maintenant, nous voulons parler à cœur ouvert aux ouvriers confédérés.

Nous avons expliqué franchement, sans aucune réticence, ce que représente la politique de leurs dirigeants et de leur organisation. Certains sont étonnés que nous ayons un tel langage. Ils croient y voir un besoin maladif de critique. Nous leur disons tout de suite que

jamais nous n'abandonnerons la moindre parcelle de notre position dans la dénonciation de la politique et de l'action de leurs dirigeants.

Et d'abord, posons une question à ces ouvriers confédérés. N'y a-t-il pas une opposition fondamentale entre la volonté de lutte qui s'exprime chez eux dans des couches de plus en plus nombreuses et la politique de plus en plus inspirée des intérêts de la bourgeoisie qui est celle des dirigeants réformistes ?

J'ai déjà dit ce qui se passait dans de nombreux syndicats confédérés. Cela doit retenir notre attention. J'ai donné mon opinion sur les manifestations du Congrès du Syndicat national des Instituteurs. J'ai indiqué que si la direction de notre Fédération unitaire montrait la carence la plus complète, jamais, quant à nous, nous ne manifesterons une pareille passivité. Sans doute, nous ne sommes pas d'accord avec tout ce que contiennent les résolutions votées au Congrès des instituteurs. Il y a eu des confusions dangereuses. Nous nous attacherons à expliquer cela aux instituteurs. Mais un fait existe : les instituteurs confédérés ont manifesté leur volonté de lutter contre la guerre dans des termes qui ont soulevé contre eux toute la bourgeoisie et les dirigeants de la C.G.T. Ils ont manifesté leur volonté de combattre par la grève contre les diminutions de traitements. Ce sont des bases qui peuvent nous permettre de combattre avec eux. Nous voulons travailler avec eux.

Nous considérons la circulaire de de Monzie comme la plus grande menace dirigée contre les fonctionnaires depuis de nombreuses années. Cette circulaire n'intéresse pas seulement les instituteurs, mais elle est un exemple de la façon dont la bourgeoisie dans les périodes difficiles, en France, comme dans tous les pays capitalistes, accentue ses mesures de répression contre le mouvement ouvrier. Nous lutterons aux côtés des instituteurs contre la circulaire de de Monzie et contre son application. Et ici, nous faisons appel à tous les syndicats unitaires, partout où ils se trouvent. En aucun cas une attaque contre les instituteurs, provoquée par l'application de la circulaire de de Monzie, ne doit se produire sans que nos syndicats unitaires mobilisent tous les ouvriers pour soutenir les instituteurs frappés. (*Applaudissements.*)

A Strasbourg nous avons de nombreux exemples d'ouvriers confédérés qui viennent trouver nos camarades des syndicats unitaires et qui leur disent : Nous avons compris la trahison dont nous sommes victimes. Nous voulons, là où s'est déroulée cette lutte magnifique de neuf semaines, que cette bataille qui a été trahie de la façon la plus atomisable par les dirigeants réformistes ait des conclusions autres que celles que les briseurs de grève ont voulu lui donner. Il y a là-bas, grâce à la combativité des ouvriers, grâce à l'unité qui s'est manifestée dans la lutte, de grandes possibilités pour réaliser un syndicat unique du Bâtiment. Nous aiderons nos camarades d'Alsace-Lorraine à poursuivre la constitution de ce syndicat.

Dans le gaz de banlieue, il est un fait à signaler. Ce syndicat a voté une résolution contre la politique de la C.G.T. Nous tenons compte des manœuvres de certains dirigeants de cette organisation qui ne veulent pas heurter de front le courant des masses. Mais nous voulons surtout voir les sentiments qui animent les syndiqués, et nous disons à ces ouvriers confédérés : Vous avez voté une résolution contre la politique de la C.G.T. Rendez-vous compte que lorsque vous votez contre la politique de la C.G.T. et que vous manifestez quand même un certain

attachement à cette confédération vous aidez ses dirigeants à pratiquer cette politique que vous condamnez. C'est ce que nous dirons à tous les ouvriers confédérés.

Nous voulons avoir une politique fraternelle à leur égard, mais en même temps nous leur démontrerons quelles lourdes responsabilités ont eues les ouvriers allemands en permettant à Leipart et Grassmann de mener jusqu'au bout leur politique de trahison. Nous leur expliquerons sans relâche que les dirigeants réformistes de chez nous ne peuvent agir efficacement contre les intérêts de la classe ouvrière qu'en raison de l'appui que leur donne encore un certain nombre d'ouvriers.

Nous voulons aider les ouvriers confédérés à développer l'opposition dans leurs syndicats. Nous avons vu que lorsqu'une opposition se développe dans un syndicat confédéré les dirigeants réformistes excluent ceux qui la dirigent. Nous aiderons les travailleurs confédérés à combattre ces exclusions.

Maintenant, un appel aux militants unitaires. Comment faut-il s'adresser aux ouvriers confédérés ? Il faut apprendre à leur parler, c'est un apprentissage indispensable. On ne leur parle pas n'importe comment, il faut savoir les comprendre. Il faut comprendre l'instituteur confédéré qui a voté une résolution sur la guerre, qui exprime bien de la confusion mais qui exprime malgré tout sa volonté de lu^{xe}. Il faut comprendre que ce camarade est resté pendant des années sous l'influence de l'idéologie réformiste. Il ne faut pas nous mettre à son niveau. Mais il faut l'amener par étapes au niveau de la compréhension de la lutte révolutionnaire. On ne peut déterminer en général la façon dont nous devons nous adresser aux travailleurs confédérés. Ce qui importe c'est de ne pas les traiter en ennemis, ne pas les confondre, eux qui se trompent, avec les dirigeants réformistes conscients de leur besogne de trahison. Il faut comprendre tout ce qui se passe dans la tête de l'ouvrier confédéré. Il faut prévoir toutes les objections qu'ils pourront faire à nos propositions et savoir y répondre.

Quand nous ferons cela, nous aurons fait un grand pas dans la voie du front unique. Nous aurons combattu avec succès une des manœuvres des dirigeants réformistes qui consiste à faire croire aux adhérents de leurs organisations que la dénonciation de leurs actes, la critique de leur activité s'adresse aux ouvriers confédérés.

Du haut de la tribune de ce Congrès, nous nous adressons à toute la classe ouvrière. Les heures graves que nous vivons exigent le renforcement de l'action de classe. Chaque ouvrier sent la nécessité du rassemblement des forces ouvrières, de l'unité syndicale de lutte de classe. Notre C.G.T.U. y travaille. Nous voulons, après ce Congrès, qu'il y ait un véritable enthousiasme chez tous nos camarades en faveur de la réalisation de ces tâches. Il faut que tous vous compreniez que l'opposition à la guerre et au fascisme ne dépend pas des délibérations des organismes nationaux et internationaux, mais dépend uniquement de la façon dont nous saurons assimiler ces tâches et la façon dont nous travaillerons à leur réalisation.

Fonctionnaires, cheminots, nous sonnons votre ralliement sous le drapeau du front unique et de l'unité syndicale de lutte de classe pour les batailles quotidiennes, pour la lutte révolutionnaire. La route qui mène à l'unité de classe, au triomphe du prolétariat, c'est celle que nous a montrée le prolétariat de l'Union Soviétique. C'est celle dans laquelle nous voulons engager tous les ouvriers de notre pays. (*Vifs applaudissements.*) La séance est levée à 12 h. 55.

TROISIÈME JOURNÉE

Séance du 25 Septembre (après-midi)

La séance est ouverte à 14 h. 45, sous la présidence de Mohn.

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Hénaff pour la lecture de quelques lettres.

HÉNAFF. — Camarades, avant la reprise de la discussion, je tiens à vous donner lecture de quelques lettres adressées à la direction confédérale et au Congrès lui-même.

La première de ces lettres émane de nos camarades ouvriers typographes et imprimeurs de Beyrouth. Elle est ainsi conçue :

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 7 septembre 1933 ainsi que la somme de 500 francs qui nous est parvenue après notre dernière grève, et que nous avons, par suite, dépensée pour les familles de nos camarades emprisonnés. Nous saluons votre appui et votre aide et nous tenons surtout à saluer l'action de la solidarité prolétarienne que manifestèrent nos camarades, les ouvriers conscients et révolutionnaires de France.

Vous devez être sûrs, camarades, que cet essor révolutionnaire qui se manifesta dernièrement chez les ouvriers typographes et imprimeurs de Beyrouth pour arracher leurs droits et leurs revendications au gouvernement impérialiste et au patronat, cet essor, loin d'être affaibli, augmente et se fortifie de jour en jour et arrivera, par la lutte commune, vaillante et consciente du prolétariat français, à réaliser nos revendications.

Notre grève a cessé, mais la lutte continue et continuera pour la liberté de notre syndicat et pour nos autres revendications vitales.

Nous vous informons avec le plus grand regret que, malgré tous nos efforts, il fut impossible d'envoyer une délégation ouvrière de Syrie pour assister au Congrès de la C.G.T.U. Les délégués étaient prêts, mais le manque de possibilités matérielles a empêché leur départ. Ainsi, pour les mêmes causes, nous n'avons pas pu envoyer à votre Congrès un délégué des ouvriers typographes de Beyrouth.

Nous saluons votre Congrès et lui souhaitons un succès sûr et révolutionnaire.

Nous vous informons aussi que nos deux camarades, Kamery Damienos et Hanna Zarka, arrêtés pendant la grève sous l'inculpation d'attentat contre L'Orient, ainsi que nos camarades Dahlil Ktatibe, Joseph Monthem Tinari et Ali Khaddeye, arrêtés aussi sous l'inculpation d'avoir frappé un briseur de grève et d'avoir menacé de brûler l'impri-

niérie de Lissan-ul-Hall, sont encore en prison, malgré la promesse formelle du gouvernement de les libérer lorsque la grève a cessé le 29 août passé. A cause de cela, il y a actuellement un fort mecontentement et une grande atmosphère révolutionnaire parmi les ouvriers typos de Beyrouth. Ci-joint vous trouverez une copie des protestations publiées par les typos au sujet de l'arrestation de leurs camarades.

Notre comité, élu dans la réunion générale des typos au café Kasrel-Bahreÿne, à Beyrouth, sous le nom de « Comité pour l'organisation des ouvriers typos et imprimeurs de Beyrouth », pour poursuivre les revendications des ouvriers, organiser leur syndicat et arracher nos libertés, a décidé principalement de déclarer la grève. Dans deux jours, nous allons convoquer une réunion, où assisteront les représentants des imprimeurs, pour étudier et mettre au point les bases de la grève, et désigner le jour où elle sera déclarée. Nous sommes sûrs que cette nouvelle grève sera déclarée dans les dix jours au plus.

Nous espérons que vous fortifierez votre campagne de protestation contre l'impérialisme français et que vous ferez tout pour mobiliser les masses des ouvriers en vue de nous appuyer et de nous aider. Nous pensons aussi que vous commencerez immédiatement à mener une large campagne dans votre presse pour le mouvement que nous préparons.

Nous vous enverrons une lettre détaillée sur la situation de toute la classe ouvrière syrienne et la situation générale économique et politique dans le pays. Dans la présente lettre, nous voulons seulement vous avertir de notre nouvelle grève qui se prépare.

Nous terminons cette lettre en saluant votre Congrès au nom des ouvriers typographes et imprimeurs de Beyrouth que nous représentons et nous vous adressons aussi les salutations révolutionnaires de tous les ouvriers conscients et révolutionnaires de la Syrie.

Vive la C.G.T.U. !

Vive la solidarité de classe des ouvriers de la France et de la Syrie !

Vive la solidarité prolétarienne de tous les ouvriers du monde entier ! (Vifs applaudissements.)

Voici une autre lettre adressée au camarade Mauvais, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris, par le Bureau du Conseil d'administration de la Section havraise des Douanes actives :

Mon cher camarade,

Nous avons bien reçu la fraternelle invitation de la C.E. confédérée relativement aux assises qui vont se tenir à Paris des 23 au 29 courant.

Le Conseil de la Section havraise des Douanes actives, réuni hier au soir, a examiné avec toute l'attention qui convient cette invitation.

Tout d'abord il nous est agréable de vous déclarer que nous sommes complètement d'accord avec le programme d'action paru dans la V.O. du 18 août, et nous pensons avec vous que c'est là agir dans l'intérêt des masses laborieuses et œuvrer utilement pour l'unité syndicale de classe, la seule, la vraie.

Il nous aurait été agréable de suivre les travaux de la Centrale syndicale révolutionnaire de ce pays, sûrs que nous sommes que c'est avec la plus grande attention que seront examinés les revendications du prolétariat et aussi les tactiques de lutte à employer pour les faire aboutir.

Nous ne pourrions cependant y participer d'une façon totale, et cela pour des raisons purement financières.

Le Conseil de notre Section a néanmoins décidé que nous serions représentés à la Conférence d'unité.

Bien fraternellement.

Pour le Conseil et par ordre : LE SECRÉTAIRE.

P.-S. — Veux-tu me dire, mon cher Mauvais, à quel moment du Congrès aura lieu la discussion du rapport sur l'unité syndicale ? Si cette discussion précédait la conférence, je ferais mon possible pour y être présent. (Applaudissements.)

De nos camarades cheminots espagnols, nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,

Au nom de 5.000 cheminots révolutionnaires, groupés autour de ce Comité, nous vous envoyons notre salutation fraternelle.

Nous croyons sincèrement que vos débats et résolutions signifieront une avance formidable pour conduire les luttes de la classe ouvrière, qui s'aggraveront chaque jour devant les périls du fascisme et de la guerre impérialiste.

En attendant avec impatience les résolutions de votre Congrès, recevez avec nos meilleurs désirs nos fraternelles salutations.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à la camarade Renaudot, de l'Assistance de Paris, pour une déclaration.

INTERVENTION DE RENAUDOT

RENAUDOT. — Camarades, au cours des différentes interventions faites à la tribune de ce VII^e Congrès de notre C.G.T.U., a été marqué avec force le caractère de soutien et d'aide de la bourgeoisie des chefs social-démocrates et réformistes.

Dans la région de Marseille, ils viennent de renouveler leur geste d'agression contre nos militants.

Déjà, en 1931, notre camarade Carini était tombé sous les balles des nerfis à la solde des politiciens socialistes.

En août dernier, pour servir les intérêts de la bourgeoisie contre le développement de l'influence de notre Centrale syndicale révolutionnaire, ils ont fait assaillir en plein jour des militants unitaires. Parmi ceux-ci, notre camarade Edmée Dijoud vient de décéder des suites de l'agression.

Nous devons resserrer toutes les forces ouvrières contre les méthodes social-fascistes et nous ne laisserons pas de telles agressions se poursuivre impunément.

Déjà à Marseille le prolétariat réagit fortement.

Il faut assurer la défense de tous les travailleurs et de leurs militants.

Le Syndicat des Municipaux de Paris et la Section des Hospitaliers proposent au Congrès l'adoption de la résolution suivante :

Le Congrès de la C.G.T.U. salue la mémoire de notre camarade Edmée Dijoud, assassinée par des nerfis à la solde des politiciens socialistes de Marseille soutenus par les chefs réformistes.

Le développement de l'influence de la C.G.T.U. dans cette région, qui s'est traduit par la conquête de nombreux travailleurs de l'industrie privée et des services publics à la plate-forme unitaire de lutte contre la bourgeoisie (métallos, Compagnie Provençale d'Electricité) et notam-

ment du passage aux unitaires de la puissante Section des Hospitaliers du Syndicat confédéré des Municipaux, a jeté le désarroi dans les clans de soutien et d'aide du capitalisme, les chefs socialistes et réformistes.

Pour essayer de détourner les masses de nos organisations syndicales unitaires, ceux-ci, déjà responsables du meurtre de notre camarade Carini en février 1931, n'ont pas hésité à recourir à nouveau aux méthodes de terreur fasciste contre les militants unitaires.

Le 4 août dernier, en plein midi, à quatre pas d'un poste de police et de l'Hôtel de Ville, les nerfs assaillaient à une quinzaine et blessaient sérieusement nos camarades Paul Marcel, Gire et Edmée Dijoud, des Hospitaliers de Marseille.

Cette dernière, sauragement frappée alors qu'elle s'était portée au secours de notre camarade Paul Marcel, et sur la tête duquel s'acharnaient les nerfs, vient de mourir des suites de cette agression.

Le Congrès marque que la classe ouvrière ne sera pas dupe des manœuvres auxquelles peut recourir la bourgeoisie pour couvrir les assassins.

Il indique que, dans le développement des luttes indispensables face aux attaques du capitalisme, les chefs socialistes et réformistes se dirigent sur la voie que viennent de leur tracer les chefs sociaux-démocrates et réformistes d'Allemagne livrant le prolétariat sous leur influence au fascisme hitlérien.

Le Congrès, en saluant les premières ripostes des travailleurs marseillais, demande à l'ensemble de la classe ouvrière de réaliser son front unique de lutte pour résister aux assauts de la bourgeoisie, épaulés par les trahisons social-réformistes, contre leurs conditions de vie et de travail, pour l'obtention de leurs revendications et la défense effective contre la violence social-fasciste frappant les travailleurs et leurs militants. (Vifs applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution présentée par notre camarade Renaudot. (Adoptée à l'unanimité.)

INTERVENTION DE BARNE

BARNE (Enseignement). — Camarades, au cours des deux précédentes journées de notre Congrès confédéral, vous avez entendu, à cette tribune, deux dirigeants de notre Fédération unitaire de l'Enseignement.

Je tiens à dire devant le Congrès que les points de vue soutenus par Serret et Bouët ne sont pas ceux de l'ensemble de notre Fédération unitaire de l'Enseignement.

A notre récent Congrès fédéral de Reims, la majorité confédérale, que je représente à cette tribune, a recueilli sur le vote sur l'orientation 170 mandats contre 212 et 12 avec réserves à la direction fédérale. C'est dire, camarades, que, déjà, plus des 2/5 des syndiqués unitaires approuvent complètement la tactique de lutte de notre I.S.R. et de notre C.G.T.U.

Encore est-il bon de souligner que, dans les votes, les délégués avaient des mandats impératifs.

Ce qu'il faut rappeler également ici, c'est que, dans le vote sur le front unique et l'unité syndicale, notre tendance obtenait 174 mandats contre 194 à la tendance Serret-Bouët et que, dans le vote sur la motion réclamant l'adhésion de la Fédération unitaire au Congrès mondial des

jeunesses contre la guerre, nous avons obtenu 184 voix contre 196 à la direction fédérale.

Il aurait donc suffi, camarades, d'un déplacement de quelques voix pour qu'au Congrès, sur certains points, nous ayons la majorité.

Je suis même certain qu'après les incidents qui se sont produits vers la fin de notre Congrès fédéral d'août, le fait, par exemple, d'empêcher le secrétaire de la C.G.T.U., d'empêcher nos deux camarades de la délégation soviétique de s'exprimer complètement, le fait d'empêcher notre camarade allemand de répondre à ceux qui calomniaient si basement, si injurieusement, si indignement notre Parti communiste allemand, le fait aussi d'interdire l'accès de la tribune à notre camarade délégué des pionniers et au secrétaire des travailleurs de l'enseignement, je suis certain, dis-je, que, si, à ce moment-là, après tous ces faits, il y avait eu un vote sans mandat impératif, notre tendance aurait largement progressé et peut-être battu la direction fédérale.

Ceci dit, je tiens, pour bien marquer la position que nous avons, nous, majorité confédérale au sein de notre Fédération, à souligner ici avec force que notre direction fédérale semble bien peu se préoccuper des graves menaces qui, à l'heure actuelle, pèsent sur le personnel enseignant.

Serret, Bouët ensuite, vous ont-ils entretenu des dangers que courent nos traitements, nos indemnités, nos retraites ?

Vous ont-ils parlé des mesures diverses d'économies que le ministre de l'Éducation nationale entend réaliser sur le dos des travailleurs de l'enseignement ?

Ces camarades sont-ils venus analyser la circulaire de M. de Monzie, pleine de menaces pour les instituteurs ? (*Applaudissements.*)

Vous ont-ils soumis leur plan de contre-offensive, leurs moyens de dresser l'ensemble du personnel contre les menaces gouvernementales ?

Non, camarades, ils n'ont pas fait cela.

Et cela, n'est-ce pas, aurait été pourtant du travail syndical positif.

Ils ont préféré ici venir rabâcher leurs insanités, qu'ils répètent depuis quatre ans déjà contre le mouvement révolutionnaire, montrant qu'ils ne sont plus des dirigeants syndicaux, mais des chefs d'une secte, d'une tendance qui tend à désagréger le mouvement syndical de lutte de classe, qui se replie de plus en plus sur elle-même et qui tend à faire de notre Fédération une sorte de parti syndical contre-révolutionnaire. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, nous avons eu des luttes cette année dans l'enseignement, des luttes sérieuses :

1. Nous avons eu la grève des normaliens d'Aix.

Dans ce mouvement important pour l'enseignement de 104 normaliens en lutte contre le régime de l'école, le Bureau fédéral s'est placé uniquement sur le plan local. Il n'a vu dans la grève qu'une mutinerie passagère contre un méchant directeur.

Or, ce mouvement était l'expression aiguë du mécontentement profond qui règne dans toutes les écoles normales contre le régime de caserne et de mouchardage que cherche à y imposer l'administration.

Il venait à la suite de mutineries semblables survenues à Auteuil, Aurillac et Bar-le-Duc.

La direction fédérale considère comme une victoire la mise en congé du directeur : cela a été une façon pour l'administration de se tirer de cette affaire à peu de frais.

Le gouvernement aurait bien été contraint de céder, d'y laisser des plumes, si la direction fédérale avait fait tout son devoir, c'est-à-dire si elle avait lutté contre le licenciement des élèves, si elle avait tenté d'élargir le mouvement à toutes les écoles normales en faisant dans tout le pays une campagne contre le régime intérieur des écoles normales, en liaison avec la lutte contre la rationalisation dans l'Enseignement, contre la réduction de tous les traitements et indemnités, pour le maintien des droits acquis en matière de retraite du personnel enseignant.

2. Examinons maintenant brièvement le second mouvement du 20 février.

Avant ce mouvement, la direction fédérale a lancé la circulaire fameuse n° 11.

Dans cette circulaire, tout d'abord, la direction fédérale mise sur la carence des chefs réformistes pour rester elle-même dans l'inactivité.

En second lieu elle condamne la tactique souple du Cartel unitaire, seule susceptible de déclencher un mouvement de masse parmi les fonctionnaires.

Puis la direction fédérale affirme sans broncher qu'on ne peut rien faire en dehors de la grève de 24 heures et de tous les fonctionnaires encore.

Camarades, cette intransigeance, ce gauchisme, tout verbal d'ailleurs, masque en fait la volonté du Bureau fédéral de ne pas s'engager dans la lutte, car on sait bien que, dans l'enseignement notamment, une grève de 24 heures est actuellement impossible.

Enfin, pour ce mouvement du 20 février, quoique prévenu quatre jours avant le déclenchement de cette grève, le Bureau fédéral néglige de faire un appel public à la lutte, ne serait-ce que par un simple article dans *l'Humanité*. Au lieu d'un appel public, on se borna à une simple circulaire aux secrétaires de syndicats.

Et que dire, au sujet de ce mouvement du 20 février, de ce vaillant syndicat centriste de Maine-et-Loire, dont le camarade Bouët est le plus bel ornement et dont la plus grande partie des militants ont fait les jaunes le 20 février. (*Applaudissements.*)

Les deux exemples que je viens de vous citer, la grève d'Aix et le mouvement du 20 février, sont tout à fait précis pour nous :

La direction fédérale de l'enseignement, en refusant de lancer et de soutenir à fond le mot d'ordre juste et réalisable de manifestation sur le lieu du travail, en faveur d'une grève de 24 heures tout aléatoire ;

Puis en se refusant à développer et à soutenir les oppositions syndicales révolutionnaires dans les syndicats confédérés, en se contentant de préconiser les comités mixtes et en repoussant la constitution de comités de front unique à la base, par école et par canton ; en luttant contre le mouvement des jeunes au lieu de le soutenir à fond ;

En faisant tout cela, la direction fédérale a montré ainsi sa volonté arrêtée de s'opposer à tout travail de masse dans l'enseignement.

Je dis qu'en agissant ainsi, elle a trahi, elle trahit encore la cause de tout le personnel enseignant.

Camarades, j'ai rappelé ces faits pour démontrer ce que j'affirmais tout à l'heure, à savoir que la direction fédérale est incapable de diriger, ou même de guider la lutte du personnel enseignant. Elle prouve ainsi qu'elle est plus apte à calomnier le mouvement révolutionnaire et la révolution russe qu'à faire un profitable travail de masse.

Mais, camarades, ce qui nous intéresse surtout, ce qui intéresse aussi les masses enseignantes, ce sont les graves dangers qui les menacent présentement et dont le Bureau fédéral à cette tribune ne nous a pas dit un mot.

Durant l'année écoulée on a diminué les traitements au-dessus de 12.000 francs ;

On a classé les instituteurs dans la catégorie B, portant ainsi l'âge de la retraite à 60 ans, au lieu de 55, comme nous l'avions autrefois ;

Puis le gouvernement a pris diverses mesures de rationalisation : arrêt des constructions scolaires ; suppression des postes ; arrêt du recrutement, mesures qui nuisent considérablement non seulement aux instituteurs, mais aussi aux enfants, dont l'éducation nous est confiée, de par leurs conséquences néfastes.

Depuis trois mois, d'autres mauvais coups se préparent contre le personnel enseignant :

La Commission supérieure des économies travaille à voler 400 millions aux fonctionnaires, dont les indemnités seront diminuées à partir du 1^{er} août 1933.

Le ministre du Budget, Lamoureux, en présence du déficit de 6 milliards du budget de 1934, prétend faire une nouvelle retenue de 6 % sur les traitements des fonctionnaires et plus spécialement de l'enseignement.

Dans l'enseignement particulièrement on procède activement à la revision de la carte scolaire qui va être le prétexte à la suppression de milliers de postes d'instituteurs.

Et *le Temps*, journal de la grande bourgeoisie, ne prépare-t-il pas l'opération lorsqu'il écrit : « On compte en France plus de 30.000 écoles mixtes, dont un grand nombre traînent une existence dispendieuse et misérable. L'heure a sonné, dans les circonstances actuelles et en prévision du lendemain d'y couper court. »

Cela est bien clair : ce qu'exige donc la bourgeoisie, c'est cette année encore la suppression de milliers de postes ruraux, par l'organisation d'écoles cantonales.

Mais ces mesures auront des conséquences redoutables devant lesquelles il faut mettre en garde le prolétariat de l'enseignement :

Ce sera d'abord de développer, dans les villages où on aura supprimé les écoles, les écoles privées à tendance cléricale.

Un autre danger, c'est l'augmentation des chômeurs de l'enseignement, car il est évident que, devant la suppression des postes, on sera obligé de laisser sans emploi les suppléants payés à la journée.

On ne donnera pas de poste aux normaliens, sortant des écoles normales, auxquels l'administration doit légalement un emploi, et cela dans de nombreux départements.

Puis on va faire surgir dans chaque canton ces écoles-casernes à plusieurs classes, dirigées par des directeurs choisis par l'administration pour surveiller étroitement les maîtres, en particulier les maîtres révolutionnaires, qui seront chargés d'empêcher l'indépendance pédagogique des instituteurs et de faire de ceux-ci, en application d'ailleurs de la circulaire de de Monzie de bons serviteurs et de bons laquais du régime bourgeois et de ses politiciens.

Enfin, nous savons pertinemment que l'intention de de Monzie c'est de réaliser des millions d'économies, sous prétexte d'une certaine école

unique, en supprimant les classes primaires des lycées et collèges et en supprimant toutes les écoles normales.

Camarades, en présence de ces graves menaces qui pèsent sur le personnel enseignant, comment réagir ?

C'est cela que nous aurions voulu entendre exposer ici par notre direction fédérale. Nous aurions voulu que notre direction fédérale nous expliquât de quelle façon elle entend lutter contre les graves menaces qui pèsent sur nous.

Nous pensons, nous, à la majorité confédérale, qu'il n'y a plus à l'heure actuelle à hésiter, qu'il faut d'urgence nous organiser pour la lutte. D'ailleurs le ministre de l'Éducation nationale, de Monzie, n'hésite pas : dans sa circulaire du 21 août aux inspecteurs d'Académie, il menace d'une façon très précise ceux des maîtres qui se refusent à être les dociles valets du régime bourgeois.

D'abord il dénie aux fonctionnaires le droit de contredire le pouvoir exécutif et déclare que si nous refusons de participer aux travaux des conseils départementaux et des comités consultatifs, il faudra que les inspecteurs d'académie passent outre.

Il dénie aux instituteurs le droit de grève. Il veut retirer toute indépendance aux maîtres et il émet la prétention de surveiller leur langage non seulement à l'école, mais hors de l'école.

Il s'élève en particulier contre toute propagande antimilitariste des instituteurs, voire même contre une simple propagande pacifiste.

Et, camarades, n'est-ce pas symbolique de la part d'un gouvernement soi-disant de gauche et pacifiste, que soutiennent les socialistes S.F.I.O. ?

Camarades, l'attitude de M. de Monzie reflète le souci qu'a la bourgeoisie d'imposer aux maîtres les diminutions de salaires et d'indemnités et les mesures de rationalisation que prépare le gouvernement ; puis le souci qu'elle a d'intégrer la conscience des maîtres à la politique impérialiste et de soumettre ceux-ci par tous les moyens.

Camarades, nous les maîtres révolutionnaires, nous déclarons nettement que nous refusons énergiquement de nous incliner devant la volonté de la bourgeoisie et devant les menaces gouvernementales.

Nous travaillerons d'arrache-pied à faire s'opérer une mobilisation de masse de toute la corporation contre les menaces qui pèsent sur nous.

Quel est notre plan de travail à nous majorité confédérale, puisque la majorité fédérale est incapable d'en apporter un ? Le voici :

D'abord, nous voulons réorganiser tous nos syndicats sur le lieu même du travail. Nous partons de ce principe contre lequel hier luttait Bouët, à savoir : une école, un groupe syndical. Notre orientation c'est cela : un groupe syndical par école, et là où cela est impossible par suite du manque d'adhérents, un groupe par localité ou par canton.

Nous avons fait à notre syndicat de la Seine une expérience très intéressante à ce sujet : nous avons constitué dans la plupart des écoles de Paris et de la banlieue des groupes syndicaux qui fonctionnent.

En second lieu, nous voulons lier plus intimement le mouvement de l'enseignement à celui des autres fonctionnaires, des travailleurs des services publics et des cheminots, en participant d'une façon plus active à l'activité des cartels locaux et régionaux.

En troisième lieu nous voulons lier notre mouvement à celui des enfants ouvriers et aux parents d'élèves en créant partout les comités de parents prolétariens, pour la défense des revendications des parents et des enfants à l'école.

En quatrième lieu, nous voulons élargir nos groupes syndicaux d'école par un travail de front unique à la base, en créant autour de chacun d'eux un comité de lutte auquel pourront adhérer des camarades, de quelque tendance qu'ils soient.

Nous voulons créer dans chaque syndicat réformiste (et nous nous sommes déjà engagés dans cette voie) le groupe d'opposition syndicale révolutionnaire, qui dénoncera sans relâche les manœuvres de trahison des chefs réformistes et qui poussera les masses d'instituteurs réformistes à la réalisation du front unique avec nous unitaires.

Nous voulons nous lier plus encore avec notre mouvement des groupes de jeunes de l'enseignement, nous voulons soutenir ce mouvement, l'aider à vivre et à progresser, pour gagner à nous ceux qui débütent et les éduquer pour la lutte.

Voilà, camarades, le plan de travail de la majorité confédérale que j'ai bien été obligé d'exposer puisque la direction fédérale n'en a pas.

Si nous réalisons ces tâches, ce rapprochement de toutes les catégories de l'enseignement, ce front unique de lutte, cette liaison avec les autres travailleurs de l'Etat et de l'industrie privée, il ne fait aucun doute que demain nous aurons la majorité dans notre Fédération, enfin devenue révolutionnaire, que nous nous serons liés aux masses enseignantes et que nous aurons porté des coups rudes à la bourgeoisie et à son gouvernement impérialiste. (*Applaudissements prolongés.*)

INTERVENTION DE BOSTOEN

BOSTOEN (Halluin). — Je veux intervenir sur un point particulier du rapport d'activité présenté par notre camarade Racamond. C'est en ce qui concerne la main-d'œuvre frontalière, très nombreuse dans notre région. Il y a, en effet, dans la région de Roubaix-Tourcoing et des environs, 42.000 ouvriers qui, chaque jour, traversent la frontière pour venir travailler dans les usines du Consortium textile. Il y a dans la région de Maubeuge 25.000 travailleurs frontaliers environ, qui, également, viennent gagner leur pain en France dans les usines métallurgiques. Vous concevrez tout de suite l'importance que les organisations unitaires de ces régions doivent accorder à cette masse d'ouvriers qui sont sous l'influence des chefs confédérés, socialistes et chrétiens de Belgique.

Vous admettez combien nous avons dû batailler dans les grandes grèves du textile de 1928-1929 ; dans les secteurs de la vallée de la Lys, en 1930 et 1931, contre ces chefs confédérés, socialistes et chrétiens, pour rassembler cette masse des 125.000 « textiles » face au Consortium.

Il n'a pas toujours été facile d'entraîner dans la bataille cette masse ouvrière dont la majorité se trouvait sous l'influence des chefs confédérés et socialistes de France et de Belgique.

Depuis quelques années, ces difficultés se sont accrues. Le patronat de cette région qui sait qu'il a besoin avant tout de diviser les travailleurs dans les usines afin d'imposer son plan d'esclavage et de misère, a, depuis quelque temps, trouvé en la personne des chefs confédérés et socialistes de précieux auxiliaires.

Déjà, dans la grande grève de 1931, les chefs chrétiens et socialistes de Belgique tentèrent par des manœuvres d'annihiler l'activité et la combativité des ouvriers belges de cette région en les faisant passer

pour des chômeurs forcés, en indiquant qu'ils n'étaient pas en faveur de la grève, qu'ils étaient seulement mis dans l'obligation de la faire parce que les travailleurs français de la région de Roubaix-Tourcoing ne voulaient pas accepter une diminution de salaires de 4 %.

Les ouvriers belges frontaliers, disaient les chefs socialistes belges, peuvent accepter la diminution des salaires, car ils bénéficient du change sur le franc, auquel vient s'ajouter le prix de la vie qui est moins élevé outre-frontière. Or, les ouvriers belges organisés dans les syndicats socialistes, chrétiens ou libéraux étaient contre l'attaque du patronat ; ils étaient fermement décidés à combattre avec leurs camarades de l'autre côté de la frontière.

Déjà les chefs confédérés, socialistes et chrétiens de Belgique donnaient l'idée au Consortium textile qu'à l'avenir il serait préférable pour lui de s'attaquer à une seule catégorie d'ouvriers afin de morceler la masse et de l'empêcher de répondre par la grève à une nouvelle diminution de salaires. C'est ainsi que, dans le cours de 1932, un an après cette grève, le Consortium patronal, tirant profit de l'argumentation des chefs socialistes belges, paya en argent belge les allocations familiales, réalisant sur celles-ci un bénéfice de 40 % au détriment des travailleurs d'outre-frontière. Cela indiquait que le Consortium avait su retenir l'idée lancée par Hanic, secrétaire de la Fédération textile socialiste. Il faut dire que ce sont en premier lieu les chefs socialistes belges qui, dès ce moment, fournissant de tels arguments, ont commencé à creuser le fossé entre les ouvriers frontaliers et les français, que par suite le Consortium textile, aidé par les pouvoirs publics et par les chefs réformistes de la région de Roubaix-Tourcoing, a su accentuer cette division dont le patronat avait besoin pour imposer son plan de rationalisation et de diminution des salaires.

Nous avons vu, dernièrement, au mois de mai, Lebas, député-maire de Roubaix et chef socialiste de cette région, intervenir au Conseil municipal de Roubaix contre les ouvriers frontaliers. Nous avons extrait de *la Bataille ouvrière*, organe du parti socialiste de Roubaix, ce passage qui va montrer le nationalisme de Lebas :

Nous lisons en effet ceci :

Une chose a frappé l'administration municipale, s'exclame Lebas, c'est que tandis que nous avons encore plus de 4.000 sans-travail roubaisiens, il y a encore 7.000 frontaliers qui trouvent de l'occupation dans nos usines. Ces deux chiffres sont de nature à ébranler le Conseil municipal, car ils paraissent démontrer que si les patrons de Roubaix le voulaient la semaine prochaine il n'y aurait plus de sans-travail roubaisiens. Dans ces derniers temps, j'ai appelé l'attention de quelques personnalités patronales sur cette situation. Je leur ai demandé de faire un effort auprès de leurs confrères afin de donner du travail, d'abord, aux ouvriers de Roubaix.

Ainsi Lebas, qui se prétend marxiste et internationaliste, essaie de créer une mentalité nationaliste à Roubaix et parmi ses électeurs. En le suivant, il faudrait aller au fond de son raisonnement et donner du travail aux ouvriers de Roubaix avant d'en fournir à ceux de Tourcoing, à ceux d'Halluin et ensuite aux frontaliers.

Au lieu d'appeler les ouvriers, sans distinction de nationalité, à se dresser, à s'unir contre l'offensive patronale, il sert les intérêts du Consortium textile en contribuant à entretenir la division entre les ouvriers de diverses nationalités.

On peut dire que si Lebas a fait une telle intervention au Conseil municipal, c'est parce qu'il sait que dans la masse des ouvriers, même chez les frontaliers, l'idée de l'union des forces ouvrières vis-à-vis du patronat se développe. Par son intervention, il a voulu mettre un frein au développement de cette idée.

Si nous nous reportons aux statistiques du Consortium textile, il y a dans cette région environ 42.000 à 45.000 ouvriers frontaliers. Le *Nord industriel*, organe patronal, indiquait tout dernièrement que le nombre des frontaliers licenciés pouvait s'élever à 10 ou 12 %, ce qui donne un chiffre approximatif de 4.000 à 4.500 frontaliers qui ont été congédiés dans ces derniers mois.

Or, il faut examiner si, contrairement à l'opinion de Lebas, cela s'est traduit par un réembauchage d'ouvriers français au détriment des frontaliers. Chez Foin, peignage de Roubaix, 70 frontaliers furent licenciés, 4 ouvriers français seulement furent réembauchés. Chez Richardson, dans un tissage de Roubaix, dix frontaliers ont été licenciés, mais le patron a obligé les français à travailler sur les métiers ainsi devenus vacants et a ainsi développé son système de rationalisation.

Lebas en agissant comme il l'a fait a travaillé pour le Consortium textile tout autant que celui-ci aurait pu le faire lui-même. Lebas sait très bien que dans les usines de cette région du textile il y a un nombre à peu près égal d'ouvriers frontaliers et français ; il sait très bien aussi que l'offensive patronale, loin d'être terminée, ira en se développant dans les mois prochains. Mais il veut apporter sa contribution au soutien de la bourgeoisie et, en premier lieu, au soutien du patronat textile de cette région en faisant dès maintenant l'œuvre de division nécessaire au sein des masses textiles frontalières et françaises de cette région, de même que la C.G.T., qui sait que l'attaque patronale, dans toutes les industries, se développera dans les semaines et les mois à venir, veut, à l'aide de son congrès et des décisions qui y seront prises contre la lutte des classes et contre le prolétariat, briser l'union des masses ouvrières. La C.G.T. fera comme fait Lebas, comme fait le parti socialiste ; elle continuera, par des manœuvres mieux appropriées encore, à être le principal soutien de la bourgeoisie et à tout faire pour empêcher que l'union des travailleurs se réalise contre le patronat, pour la défense de nos revendications, contre l'impérialisme, contre la guerre et contre le fascisme ! (*Applaudissements.*)

Nous avons quelques exemples qui démontrent que les ouvriers frontaliers savent lutter aux côtés de leurs camarades de Roubaix et de Tourcoing. Ainsi, nous avons vu des grèves, à Bousbecques et à Roncq, qui ont duré six mois, pendant lesquelles on avait rassemblé un nombre plus grand d'ouvriers frontaliers que d'ouvriers français. Pendant six mois, ils ont battu en brèche le patronat qui voulait diminuer les salaires. Dans cette région, ils l'ont empêché, pendant un certain temps, de développer son offensive.

Ainsi, les ouvriers de chez Glorieux, à Halluin, frontaliers et français, ont su, par leur unité d'action inspirée par le syndicat unitaire, former leur bloc et l'opposer à l'institution des quatre métiers dans cette usine.

Un autre exemple. Dernièrement, les ouvriers chaisiers d'Halluin, où une crise chronique sévit depuis des années, où les ouvriers ne travaillent pas plus d'une journée par semaine, ont réagi contre le patronat qui voulait imposer une diminution de salaires de 10 %. Grâce à

l'intervention de notre syndicat, nous avons pu rassembler l'ensemble des ouvriers frontaliers et français d'Halluin-Menin en un puissant mouvement de front unique. Nous avons ainsi battu le patronat et empêché la diminution des salaires. (*Applaudissements.*)

Si nous suivions Lebas, une telle chose ne serait pas possible. Au contraire, nous aurions dû constater la défaite des chaisiers, l'accentuation de la division entre français et frontaliers et la victoire du patronat.

Au congrès du parti socialiste, Lebas a juré ses grands dieux qu'il n'était pas d'accord avec les Renaudel, les Marquet, les Déat, qu'il était un socialiste de « gauche », un marxiste, un internationaliste. En re de telles affirmations de Lebas et ses pratiques à Roubaix, en ce qui concerne les frontaliers, il y a une marge. Par conséquent, il ne faut pas faire de distinction entre ceux qui au congrès socialiste disaient : Je suis de la gauche, et je suis de la droite, et les socialistes. Si la gauche existe dans le parti socialiste, et si Lebas est de cette gauche, c'est parce qu'à Roubaix il a affaire à un prolétariat qui a des traditions de lutte et que ce prolétariat est combatif. Et il veut maintenir le contact avec le prolétariat pour l'empêcher de venir vers ceux qui savent le défendre, vers les organisations unitaires et le parti communiste. (*Applaudissements.*)

Pour terminer, je veux m'adresser en passant, très brièvement, aux camarades de la minorité de l'Enseignement. Nous avons chez nous un camarade qui épouse leurs conceptions, qui est d'accord avec les contristes de la Fédération de l'Enseignement. Ce camarade fait chez nous un travail excessivement mauvais, un travail de critique systématique. Chaque fois que le syndicat unitaire a su, par son intervention, rassembler les ouvriers de toutes les tendances en vue de la résistance contre l'attaque patronale et lorsque le syndicat unitaire réussit à faire reculer le patronat sur la question de la diminution des salaires et des quatre métiers, celui-là, qui est de vos amis, s'évertue à masquer devant les ouvriers le succès que nous avons remporté et à le tourner en ridicule.

Comment appelez-vous cela ? Faire un travail de redressement des organisations unitaires ? Apporter une critique saine en vue d'améliorer le fonctionnement de nos syndicats, en vue de les renforcer ? Non, j'appelle cela faire un travail contre-révolutionnaire. Est-ce que les chefs confédérés et les chefs du parti socialiste qui ne sont pas chez nous ne font pas le même travail ? Un tel camarade est l'homme qui, entre les syndicats unitaires et les confédérés, joue le rôle de tampon. Il essaie d'apporter, au sein de nos organisations, au sein de nos assemblées, la note pessimiste. Il dit : « Le front unique à la base, c'est de la foutaise ! »

Savez-vous comment ils ont su déterminer le succès remporté grâce à la combativité des ouvriers de la C.G.T., avec l'impulsion des syndicats unitaires ? Ils ont dit : « Voilà la première fois que vous, gens de la majorité confédérale, vous avez su employer notre tactique de front unique et les ouvriers ont remporté la victoire. »

Celui-ci ne se trompe pas. Pourquoi ? Lorsque le syndicat unitaire qui a en face de lui des ennemis innombrables ligués contre lui, qui rencontre de grosses difficultés dans certaines batailles, ne peut pas, étant donné le rapport des forces, aller jusqu'au bout de la victoire totale, alors, il dit : « C'est parce que vous avez une mauvaise politique.

C'est parce que votre tactique est fausse que le syndicat unitaire a été battu. » Le syndicat unitaire remporte-t-il une victoire ? Il dit : « Vous avez employé notre tactique et notre politique. »

Notre devoir est donc d'être aux côtés des travailleurs frontaliers. Nous devons les rassembler et dénoncer fortement l'attitude des chefs qui sont à leur tête et qui les trahissent en acceptant le licenciement de centaines et de milliers d'entre eux.

Après ce Congrès, il nous faudra sonner le ralliement de tous les ouvriers, frontaliers et français, de cette région du textile. Nous devons aussi indiquer de quelle façon se posera la question de la réintégration des ouvriers frontaliers licenciés. Il faudra, par la création de comités d'unité dans les usines, opérer le rassemblement entre frontaliers et français. Mais il faudra également constituer un comité frontalier avec le concours de nos camarades de l'O.S.R. belge. Les revendications suivantes devront être développées : contre tous les licenciements d'ouvriers frontaliers, contre la diminution des salaires, pour la suppression des cartes frontalières et le libre accès des ouvriers frontaliers en France, contre les métiers multiples, la rationalisation et les heures supplémentaires.

INTERVENTION DE LAUNET

LAUNET (Cimentiers de Paris). — Camarades, au nom du Syndicat unitaire du Ciment et de la Maçonnerie, je tiens tout d'abord à apporter notre accord complet avec le rapport d'activité de notre C.G.T.U.

En effet, si nous examinons quelles ont été, dans notre corporation, les répercussions de la crise économique, nous sommes appelés à considérer que, dans de très fortes proportions, le rétrécissement du marché du travail s'est opéré. C'est ainsi que de nombreux chantiers qui, au cours des dernières années, avaient employé un nombre assez important de travailleurs du bâtiment, se sont fermés et, actuellement, il n'y a plus d'emplois pour nos corporants que dans les entreprises de la Ville : les habitations à bon marché, ou du Département, ou encore de l'Etat pour les travaux compris dans l'outillage national, particulièrement pour les travaux de l'aéronautique et d'autres services du même ordre qui ne constituent que des travaux de guerre.

Parallèlement à cette situation, nous avons eu aussi, dans notre corporation, à subir très fortement les attaques patronales. Nos salaires ont été fortement diminués. Nous avons constaté, depuis, que le patronat exigeait une production plus grande des ouvriers. C'est ainsi, par exemple, qu'en ce qui concerne nos camarades du ciment armé, on notait, il y a deux ou trois ans, des salaires allant jusqu'à 7 fr. 50 de l'heure. Il y a quelque temps, les salaires ont été diminués dans une proportion de 15 à 20 %. Ils sont actuellement de 6 francs, 6 fr. 25.

Chez nos camarades briqueteurs qui, il y a quelques années, gagnaient 8 francs et même 8 fr. 50 de l'heure, une diminution sensible s'est fait sentir, et on relève des salaires de 6 à 7 francs.

En ce qui concerne les plâtriers, il y a quelques années, leur situation était assez favorable. Ils avaient des salaires variant entre 7 fr. 75 et 8 fr. 25 de l'heure. Mais, aujourd'hui, leurs salaires ont été diminués par le fait de la rationalisation, du tâcheron, du travail aux pièces. Ils touchent maintenant des salaires tout à fait dérisoires. C'est ainsi que nos camarades, dans de nombreux chantiers, font une double production, en travaillant aux pièces sans aucune garantie de respect de la

journée de huit heures, de six heures du matin à la nuit. Ils gagnent 40 francs aux pièces. Et cela motive, principalement dans cette corporation, le mécontentement qui s'est manifesté et ce mouvement a été l'instigateur de nombreuses batailles.

Dans le souterrain également, nos camarades qui construisent les métros, qui font les canalisations, ont également subi des diminutions de salaires. D'autre part, ils ont subi une augmentation de production, et le patronat n'a rien trouvé de mieux pour essayer de faire produire le double aux ouvriers, que d'instaurer le système du travail à la prime. C'est ainsi que, pour une production déterminée, l'ouvrier se contente de salaires ordinaires qui sont de 6 fr. 25 à 6 fr. 50 au maximum. Mais celui qui veut se prêter aux manœuvres patronales, peut légèrement augmenter son salaire en acceptant de surproduire et de faire le travail de deux journées en une. On octroie des primes de 20, 30, 40 et 60 francs par semaine à des compagnons.

Je vous demande de réfléchir et de comprendre combien il faut qu'ils fassent de travail pour arriver à toucher cette prime qui apporte un léger complément à leur salaire.

Nous voulons expliquer très rapidement à nos camarades délégués quels ont été les moyens employés par le patronat pour nous imposer de mauvaises conditions de travail.

Tout d'abord, nous constatons que, depuis deux ou trois ans, le travail s'est transformé dans de très grandes proportions. Les constructions comportaient plus d'enjolivements qu'auparavant, et cela exigeait plus de travail d'un certain nombre de professionnels à qui on demandait de faire tous les étages. Maintenant, on dit aux camarades de commencer le premier étage, et quand ces camarades ont mis en route le premier étage, on instaure le travail à la chaîne, on emploie des manœuvres spécialisés qui n'ont plus qu'à monter les bois au premier, à les assembler, car tout est monté. Cela va très rapidement, et ne nécessite pas une grande valeur professionnelle.

Voici le résultat de ce travail à la chaîne : alors qu'auparavant on mettait trois semaines pour monter un étage, maintenant, on monte un étage par semaine. C'est une production quatre fois plus développée qu'il y a quelques années.

Devant ces mauvaises conditions de travail, le patronat a senti le danger pour lui de développer de plus en plus son exploitation. Les ouvriers portaient en lutte, et, pour faire accepter plus facilement sa volonté dans le chantier, le patronat a opéré une sélection. On a recruté, par l'intermédiaire des bureaux de placement, une main-d'œuvre non qualifiée qu'on a embauchée parmi les chômeurs de la métallurgie qui n'avaient aucune connaissance du travail, mais ayant déjà par leur habitude du travail à l'usine, la possibilité de subir plus facilement la discipline patronale. C'est ainsi que s'est établie la même discipline dans les chantiers que dans les usines.

Nos camarades du bâtiment sont maintenant obligés d'aller décrocher un jeton d'un tableau, le matin, de le mettre au tableau d'à côté, et *vice versa* le soir. Malheur au camarade qui, par mégarde, oublierait de décrocher son jeton et de le mettre au tableau voisin : ce serait pour lui la perspective non seulement de se « faire sonner les cloches » (ce qui n'est rien), mais aussi la perspective d'avoir une demi-journée de salaire supprimée.

Nous assistons en ce moment à la constitution, dans les entreprises, de noyaux de résistance de la part du patronat. Non seulement on

emploi du personnel de maîtrise qui, au point de vue de sa valeur technique, n'est pas très qualifié, mais quant au choix des ouvriers, au point de vue de l'énergie qu'ils mettent à mater ceux qui ont le malheur de tomber sous leur coupe, ont certainement suivi des cours spéciaux, une sorte de préparation au fascisme d'entreprise ; mais on a aussi le spectacle d'individus qui, pour accomplir plus facilement leur sale besogne, ont soin de s'entourer d'un noyau de créatures qui ne sont certainement ni ceux qui peinent, ni ceux qui souffrent sous l'exploitation patronale ; ils sont postés dans des endroits déterminés, d'où ils écoutent les conversations ; ils ne disent rien officiellement, mais vont tout rapporter aux chefs.

Il arrive même encore plus fort : dans certaines entreprises, quand notre syndicat unitaire va alerter les travailleurs, les dresser contre leur exploitation et les entraîner avec lui, pour leur défense et pour les préparer à la lutte, on assiste à ce spectacle : on tend à chasser les délégués unitaires des chantiers. C'est là une provocation. Je vous garantis que jusqu'à présent la méthode a gagné de nombreux chantiers.

Une autre tactique à deux buts : elle vise à mater les travailleurs, à les empêcher de revendiquer, elle a nom « chômage partiel ».

Ah ! camarades, je me souviens de ce qui s'est passé il y a deux ans, alors que nous discussions sur la base du rapport de la C.G.T.U. sur ce que représentait le chômage partiel, sur son extension dans les usines. Nos copains du bâtiment disaient : « Chômage partiel ? On ne connaît pas ça dans le bâtiment. Chez nous, on ne peut pas l'appliquer. Rien à craindre de ce côté. » Or, à l'heure actuelle, la situation est tout autre. De nombreux chantiers, dans cette période de crise, ne trouvent rien de mieux à faire que de prescrire des heures supplémentaires pour les ouvriers, et ce pour trois jours de la semaine ; les trois autres jours, on met une seconde équipe pour le reste du travail. C'est la méthode qui existait ; elle existe encore, mais en plus grand, dans l'industrie textile : travail trois jours par semaine et par roulement ; on prétend que c'est pour occuper les chômeurs. On ferait mieux de dire que c'est pour lutter contre les travailleurs et leur faire sentir davantage le poids de la crise. Ce qui est plus scandaleux encore, c'est que ces camarades, mis à pied pendant trois jours, privés de leur pain alors qu'ils voient leurs copains venir le dimanche travailler, n'ont même pas la ressource de pouvoir aller se faire inscrire au chômage, ils ne peuvent même pas revendiquer leur droit à l'indemnité, les entreprises refusant systématiquement de délivrer des certificats de chômage ou d'arrêt partiel du travail. C'est un procédé qui se généralise chez nos copains et chez Citroën, malgré la décision prise par le ministre du Travail. Evidemment, on viendra dire ensuite que le nombre des chômeurs diminue, donc que la crise semble prendre fin, que l'on retrouvera peut-être une période de prospérité.

Je voudrais aussi dire quelques mots sur deux questions qui sont d'importance, dans la période que nous traversons, pour nos corporations. Il s'agit d'abord des conséquences du tâcheronat. Depuis le début de cette année, notre syndicat a dû batailler dans de nombreux chantiers pour exiger que les travailleurs touchent leur paie régulièrement. Nous avons été contraints de batailler ferme. Certains copains ont dû faire une grève de huit jours pour obtenir le salaire des semaines qui leur revenait. C'est là une des conséquences du tâcheronat. Durant la crise, les entreprises qui ne veulent pas prendre leurs responsabilités ne trou-

vent rien de mieux que de les rejeter sur les tâcherons. On dit que les tâcherons étant des sous-traitants, ils sont seuls responsables non seulement des travaux, mais aussi de la garantie du salaire. On essaie par ce moyen de brimer les travailleurs en leur disant : « Si vous n'êtes pas payés, ce n'est pas difficile : vous n'avez qu'à aller trouver les prud'hommes. » Oui, les patrons invitent leurs ouvriers à attaquer les tâcherons aux prud'hommes ; c'est qu'ils savent pertinemment que les tâcherons ne sont pas solvables. Les trois quarts sont des individus qui n'ont même pas de domicile ; certains couchent sur la zone, dans des baraques en bois, mais ils n'ont garde d'avoir une automobile. Quand on assigne un tâcheron devant les prud'hommes, on peut prévoir qu'il ne sera pas possible de le poursuivre, puisqu'il n'a pas d'argent. L'ouvrier peut toujours courir pour sa paie.

La question s'est posée de savoir s'il ne fallait pas se limiter à lutter contre les tâcherons, en disant que l'entreprise qui entreprend des travaux publics devrait assumer pleinement la responsabilité d'assurer le salaire et les conditions de travail des ouvriers sur le chantier. Au contraire de ce qui se produit habituellement, notre objectif est de rendre l'entreprise solidaire des sous-traitants. Partout où nous avons mené une action à ce sujet, nous avons obtenu satisfaction. La conséquence en est que l'entreprise paie les ouvriers, mais ceux-ci ont dû faire grève quatre, six ou huit jours ; ils ont donc perdu une semaine de salaire dont ils ne peuvent obtenir le remboursement ; leurs conditions de rémunération ne leur permettent pas de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

Une autre question : ces camarades, du fait même qu'ils font grève pour exiger l'argent qui leur est dû, se voient souvent débauchés des chantiers ; on leur refuse les papiers nécessaires pour qu'ils soient en règle avec le chômage ; on ne veut pas leur donner un certificat pour ralentissement des travaux ou arrêt du travail.

Encore une question importante : les allocations familiales. Jusqu'à présent nous avons, dans notre mouvement syndical du bâtiment, tendance à considérer les allocations familiales comme quelque chose qui n'intéressait pas les ouvriers, pas de près tout au moins. En réalité, ces revendications touchent de près nos copains ; on les passe un peu à la légère. Les conséquences, c'est que de nombreux travailleurs qui devaient toucher les allocations familiales se voient frustrés de cet argent. Quand ils revendiquent, ils courent le risque d'être mis à la porte sous prétexte de licenciement du personnel.

Dans ce domaine également, nous avons poussé l'action, parce que nous sentons, dans la généralisation de cette tactique, une nouvelle offensive patronale. Sous couvert de donner des allocations familiales à tous les ouvriers ayant des charges de famille, on est en train d'organiser un plan d'attaque. On se propose de diminuer à nouveau les salaires. On donnera 20, 30, 40 ou 50 francs à certains ouvriers à la fin du mois, mais on diminuera les salaires de l'ensemble des travailleurs. Avec ces allocations familiales, on essaiera de détacher les travailleurs qui les toucheront de ceux qui n'en bénéficieront pas.

Je voudrais dire encore un mot : nous avons eu, il faut bien le dire, une faiblesse dans notre travail. Au début de l'année et dans les derniers mois de l'an dernier, nous avons eu une situation très favorable dans la corporation des plâtriers. Toutes les sept ou huit semaines, des mouvements se déclenchaient chez nos camarades, en

dehors du contrôle syndical. On ne voulait plus des quarante francs par jour pour le travail à la journée. Nous avons remporté de nombreuses victoires dans ce domaine, mais la faute initiale que nous avons commise et qui maintenant doit faire sentir ses conséquences, a consisté à ne pas saisir le moment propice, nous, dirigeants du syndicat. Evidemment, c'est une faute. Nous aurions dû exiger un contrat collectif pour toute la corporation du bâtiment ; il nous aurait permis d'élargir le courant de mécontentement qui se faisait jour et de mieux coordonner nos luttes, de nous orienter fermement vers un mouvement très large de la corporation. Nous aurions pu obtenir un contrat collectif pour l'ensemble de la corporation. Ainsi, nous aurions disposé d'une petite garantie sur les salaires ; c'eût été une arme plus forte encore parce que nous aurions pu lier plus intimement l'ensemble des membres de la corporation et les faire entrer en action commune tous ensemble, avec le maximum de chances de succès.

C'est avec satisfaction que nous nous consacrons à la préparation de notre journée revendicative, envisagée en accord avec la troisième région. Nous voulons, par cette journée, « marquer le coup », sonner le rassemblement de nos « corporants », aboutir à une victoire écrasante témoignant de notre vitalité.

INTERVENTION DE MOHN (Alsace-Lorraine)

MOHN. — Divers orateurs ont parlé de la grève de Strasbourg et du mouvement gréviste en Alsace-Lorraine. Je considère de mon devoir d'apporter à cette tribune des précisions nécessaires sur le déroulement de ce magnifique mouvement et sur les enseignements qui s'en dégagent.

En lisant les premières informations, fournies par la presse, nos camarades de l'intérieur du pays ont pu s'étonner de l'ampleur et de la combativité de cette agitation de grève, pour Strasbourg et l'Alsace-Lorraine.

Mais quand on examine de près la situation économique et politique de l'Alsace-Lorraine, on peut très vite découvrir les facteurs qui ont amené cette véritable explosion de mécontentement et de colère des travailleurs alsaciens-lorrains.

C'est un fait qu'en raison de l'oppression nationale, les conséquences de la crise économique sont plus profondes en Alsace-Lorraine qu'ailleurs. Les chômeurs y sont plus nombreux qu'ailleurs, en France. Il y a un fort chômage partiel dans les mines de potasse de la Moselle. Après la fermeture de la grande usine textile Werkling et d'autres petites usines, nous voyons maintenant des usines comme la tannerie de France-Thionville subir le même sort. Le patronat de combat d'Alsace s'appuie sur l'impérialisme français pour poursuivre une politique de salaires de famine et de brimades. L'ouvrier paie en Alsace-Lorraine quatorze fois plus d'impôts, afin que l'impérialisme puisse mieux les opprimer dans leur langue maternelle, à l'école, dans les administrations, et attaquer les conquêtes réalisées par la classe ouvrière dans le domaine social.

L'Office des assurances sociales d'Alsace-Lorraine, en face des conséquences de la crise, constate qu'elle s'est traduite par une diminution de recettes et une augmentation de dépenses, et annonce une diminution des rentes de famille de 10 %, tout en portant la cotisation à 75 %.

En face de cette situation et des attaques contre les salaires et les conquêtes obtenues dans le domaine social, des industriels comme Dollfus-Mieg, le Grand-Moulin, Mathis, enregistrent des profits-records.

Nous, syndicat unitaire, nous ne sommes pas demeurés inactifs. Le camarade Serret se trompe lourdement s'il croit que le mouvement ne ne développera que tout seul.

En 1931, une grosse firme, réunissant en son sein deux présidents de la Chambre syndicale, a décrété une diminution de salaire. Elle a pour ainsi dire inauguré la bataille du prolétariat d'Alsace-Lorraine.

Les syndicats unitaires ont immédiatement préparé le terrain et pris l'initiative d'un vaste travail de front unique à la base. Les ouvriers se sont mis en grève contre la diminution des salaires et ont lutté d'une façon décisive.

Qu'ont fait les réformistes et les chrétiens?

Les chrétiens ont dit : « Oui, la diminution c'est un fait regrettable. Mais nous nous trouvons dans une période de crise économique. Il n'y a rien à faire pour le moment. Il faut attendre des temps meilleurs pour livrer le combat ».

La C.G.T. a eu une attitude non moins ouverte. Elle a dit : « Il faut que le prolétariat supporte des sacrifices dans la période de crise que nous traversons » et elle a donné à ses adhérents l'ordre de reprendre le travail, sabotant et trahissant ainsi ouvertement ce premier mouvement de protestation contre la diminution des salaires.

Depuis lors, nous avons eu un certain nombre de batailles ouvertes contre la diminution des salaires. Dans la région de Colmar, par exemple, où nous avons rejeté la diminution des salaires ; dans le bâtiment de Mulhouse où nous avons réussi à battre les chefs de la C.G.T., faisant décider par l'unanimité des ouvriers la non-acceptation de la diminution projetée. (*Applaudissements.*)

De même, il y a eu le mouvement de Borroco, du textile de Colmar, de Kiener. Il y a eu des mouvements comme ceux des carrières des Vosges dans l'industrie du bois, ceux de février 1933 où les réformistes ont essayé de manœuvrer les ouvriers, avec la complicité de la direction et de la presse bourgeoise, sans succès d'ailleurs.

Notre syndicat unitaire n'a pas eu la possibilité de déjouer ces manœuvres en temps utile.

Puis, au mois de mars, est venu notre grand Congrès régional. Nous y avons largement discuté les enseignements de toutes ces grèves, de toutes ces batailles contre les attaques visant les salaires, les attaques du patronat en général.

Nous avons établi un plan de travail de revendications, basé sur la situation respective de toutes les industries et nous avons prévu, pour l'industrie du bâtiment, des contrats de chantiers pour Strasbourg, Colmar et Mulhouse.

La situation dans le bâtiment, à Strasbourg, était la suivante :

En 1932, il y a eu une diminution, sur les chantiers privés, de 5 %. Là encore, les réformistes ont manœuvré d'une façon scandaleuse. A la suite d'une longue discussion, ils ont décidé de procéder à un vote. Pour cela, ils ont demandé aux ouvriers de remplir un bulletin de vote sur lequel ils devaient indiquer notamment à quelle organisation ils appartenaient, chez quel patron ils travaillaient. C'était une véritable fiche de police et les ouvriers confédérés ont été les

premiers à refuser de remplir ce bulletin qu'ils ont, pour la plupart, déchiré et jeté dans le canal.

Pour nous, nous avons poussé la préparation sur les chantiers. Il y a eu partout un certain entraînement en faveur de cette préparation. En effet, la diminution que les patrons décrétaient en octobre 1932, à la veille de l'hiver, au moment où le travail sur les chantiers se ralentit, était de taille.

Il faut vous dire qu'il existe, à Strasbourg, quatre tarifs pour les travailleurs du bâtiment : le tarif édicté par le patronat pour les chantiers privés ; celui des H.B.M. ; celui de la ville de Strasbourg ; celui du département.

C'est dire que le problème des salaires est assez compliqué à Strasbourg. Jusqu'au mois de novembre de l'an passé, sur les chantiers des H.B.M. et de la ville de Strasbourg, le tarif était le même.

Puis, avec la complicité de la direction des H.B.M., dont le président est Peyrottes, ancien député socialiste, que vous connaissez, les patrons ont décrété une diminution de salaire de 1 franc de l'heure pour les ouvriers non qualifiés et de 0 fr. 80 pour les ouvriers qualifiés. Vous voyez que c'est là une importante diminution. Il en est résulté évidemment un grand mouvement de mécontentement.

Le mot d'ordre de notre Congrès régional était le suivant : préparation du front unique sur les chantiers sur la base des comités de chantier, afin de gagner à nous ceux que le patronat dépouillait ainsi de leurs salaires.

Huit jours après l'attaque, les chefs réformistes, commençant leur triste besogne, ont décidé une grève, mais une grève des maçons seulement. Au mot d'ordre ainsi lancé, ont répondu 27 maçons, sur plus de 800 maçons occupés sur les chantiers de Strasbourg. Sur ces 27 maçons, 26 ont décidé la grève et, forte de cette décision, la C.G.T. a décrété la grève pour le 23 juin.

Ainsi, dès le début s'avérait la manœuvre de la C.G.T., s'efforçant de saboter la formation du front unique sur les chantiers, de saboter tout véritable mouvement contre la diminution des salaires dans le bâtiment de Strasbourg.

La C.G.T. nous reproche assez souvent d'avoir une politique d'aventuriers. Mais qu'est-ce donc qu'a fait la C.G.T., à Strasbourg, en prenant cette décision de grève ?

Pareille grève était vouée à l'échec. Nous avons eu une expérience très convaincante à cet égard à Colmar, où l'on avait vu les ouvriers non qualifiés faire le travail des maçons, parce qu'on n'avait pas présenté de revendications en leur faveur.

Si nous avions laissé accomplir cette manœuvre, la situation aurait été la suivante : les ouvriers du bâtiment auraient été divisés non seulement par tendances, mais également par catégories professionnelles.

Voilà ce que voulaient les dirigeants de la C.G.T. et ce que nous avons empêché. Voici comment :

Nous avons convoqué une réunion publique à laquelle assistaient 500 ouvriers du bâtiment. Après explications de notre part, en présence des chefs de la C.G.T., les ouvriers du bâtiment ont décidé à l'unanimité la grève générale pour le bâtiment de Strasbourg. Et, le lendemain, 2.000 ouvriers du bâtiment étaient en grève.

Nous avons créé les comités de grève composés, sur notre proposition, de façon tripartite, soit 5 confédérés, 5 unitaires et 5 chrétiens.

Nous avons même réussi à faire admettre qu'il y serait adjoint 5 inorganisés. C'était là une victoire sur la conception des chefs réformistes disant : « Les inorganisés, nous ne les connaissons pas. » Cependant, il y a eu 500 inorganisés. On conçoit qu'on ne puisse livrer une bataille avec quelque chance de succès en laissant de côté une telle masse d'inorganisés.

Nous sommes allés plus loin : nous avons demandé l'élection d'un délégué par chantier. Il en a été ainsi décidé, mais cette décision n'a pas été appliquée. Nos propres adhérents ont, en effet, méconnu l'importance de cette décision, l'importance des tâches de direction en matière de grèves. Nous-mêmes qui étions à la direction du mouvement, nous n'avons pas suffisamment insisté auprès de nos camarades et de tous les grévistes pour que les comités de grève fonctionnent régulièrement.

Les réformistes et les chrétiens refusant de soutenir les inorganisés, c'est nous qui avons dû nous en charger, en formant un large Comité de solidarité et avec le concours du S.O.I. Cependant, cette dernière organisation n'ayant pas encore tous les moyens nécessaires, le travail a été défectueux et nous n'avons pas pu remplir entièrement notre tâche, tâche d'autant plus difficile que les chefs réformistes et chrétiens s'efforçaient de saboter la solidarité.

La caisse de solidarité, jusqu'à la troisième semaine, était organisée de sorte que les trois organisations ont soutenu les inorganisés.

De même, dans le travail des piquets de grève et la lutte contre les briseurs de grève, ce sont les camarades unitaires, avec le concours de quelques camarades dévoués de la C.G.T., qui ont dû intervenir.

Dans la troisième semaine, première escarmouche avec la police, qui, renforcée, fait sa besogne avec une brutalité inouïe, qui révolte toute la population de Strasbourg.

Nous avons songé à organiser une grande réunion de protestation. Nous avons fait une proposition dans ce sens aux réformistes et chrétiens qui l'ont repoussée au commencement, mais qu'ils ont dû accepter sous la poussée des masses. Cette réunion a obtenu un grand succès. Plus de 2.000 ouvriers y étaient présents. A cette réunion, nous avons lancé le mot d'ordre tendant à l'élargissement du mouvement de protestation contre les attaques de la police et contre le fait que le gouvernement, par sa police et l'action de la préfecture, soutenait les entrepreneurs du bâtiment. Notre proposition d'organiser des grèves de protestation et de solidarité eut un grand écho dans la population.

Huit jours après, les ferblantiers, qui sont organisés à 97 % dans la C.G.T.U., sont venus se joindre au mouvement du bâtiment, avec leurs propres revendications.

Sous notre pression, la réunion du 29 juin des grévistes du bâtiment a lancé un appel aux autres corporations en vue d'une grève de solidarité avec eux, le patronat restant sur sa position d'intransigeance à leur égard. Cet appel a eu également un grand succès.

Nous nous sommes mis tout de suite au travail pour préparer le mouvement. Nous nous sommes alors aperçus que les chefs réformistes et chrétiens n'avaient accepté cette proposition que pour mieux la saboter. C'est ainsi qu'ils ont parlé de grève générale. Nous n'avons pas accepté ce mot d'ordre de grève générale, car il ne s'agit pas seulement de décréter la grève générale, il faut l'organiser. Si le mot d'ordre de grève générale n'est pas suivi faute de préparation, on se trouve dans une situation particulièrement grave vis-à-vis des ouvriers. Nous

sommes donc restés sur notre position de grèves de protestation et de solidarité, mot d'ordre accepté par tous les ouvriers et toutes les organisations.

Nous avons proposé, le jour même où les prolos du bâtiment ont lancé l'appel pour la grève de solidarité, la date du 1^{er} août. Nous avons envoyé une lettre à la C.G.T. dans laquelle nous lui proposons de convoquer ensemble une grande réunion de militants et d'hommes de confiance des divers chantiers et usines pour élaborer un tract commun le 1^{er} août.

Les chefs réformistes ont refusé et nous ont dit : « Il faut nous permettre de faire ce premier tract tout seuls. »

Nous avons bien vu qu'ils ne voulaient rien faire. C'était le vendredi. Nous avons dit : Nous allons organiser, samedi soir, notre propre réunion de militants. Cette réunion a eu beaucoup de succès, nous montrant la grande sympathie qui existait à notre endroit dans toutes les usines et tous les chantiers de Strasbourg.

Nous avons lancé notre tract pour une grève de sympathie et de protestation le 1^{er} août. Comme mot d'ordre, nous avons dit : « Etablissez votre cahier de revendications et liez ces revendications avec le mouvement revendicatif du bâtiment. Constituez partout, dans toutes les usines, sur tous les chantiers, vos comités de grève. »

Ce mot d'ordre était juste. Mais il faut reconnaître qu'il y a eu une faiblesse de notre part.

On proclame bien souvent la nécessité de travailler à la constitution des comités de lutte dans les usines, mais il faut bien dire qu'en fait beaucoup de camarades considèrent cela comme des proclamations qu'il est inutile d'appliquer.

Si nous nous étions attachés davantage au travail dans les usines, si nous avions donné une plus grande importance à la fortification de la masse et au travail syndical à l'usine, à l'élection des comités de lutte sur les chantiers, la préparation du mouvement s'en serait trouvée considérablement facilitée, et c'eût été une garantie contre la trahison des chefs réformistes.

Le 1^{er} août, répondant à notre appel, 10.000 personnes étaient dans la rue.

Il faut dire qu'au dernier moment, les chefs réformistes se sont aperçus que le 1^{er} août est le jour de chômage réservé à la lutte contre la guerre. Ils ont alors dit : « La date du 1^{er} août ? Impossible. » Et, le dimanche matin, dans une réunion qui n'était pas très nombreuse, ils ont décidé, contrairement à la décision des grévistes du bâtiment, que le départ pour la grève aurait lieu non pas le 1^{er} août, mais le 31 juillet.

Evidemment, il n'y a eu aucune préparation pour cela, et dans le tract où il était question de la solidarité des services publics et, éventuellement, des tramways, ils n'ont pas eu la pensée de préparer une lutte générale dans les industries de toutes les corporations de Strasbourg.

Ils ont commencé par faire entrer les communaux de Strasbourg en bataille, parce que la majorité des communaux de Strasbourg est syndiquée dans la C.G.T.U. Ils ont fait cela avec l'arrière-pensée suivante : comme les prolétaires du bâtiment faisaient le point de départ de la grève du 1^{er} août, et comme les ouvriers strasbourgeois n'entraient pas en grève le 31, cela donnait un argument.

Nous avons donné le mot d'ordre ; nous avons fait échouer cette

arrière-pensée, et pendant la journée du 31 les municipaux ont quitté tous leurs ateliers et leurs lieux de travail.

Sauf en ce qui concerne les tramways, c'est la C.G.T.U. qui avait la majorité dans tous les syndicats.

Dans les tramways, il existe un conflit concernant la diminution des salaires : les tramways sont syndiqués encore à 95 % dans la C.G.T. et celle-ci a donné le mot d'ordre de grève de solidarité seulement le troisième jour. C'est d'ailleurs la direction qui a donné ce mot d'ordre, parce qu'elle a compris que les tramways ne pouvaient pas traverser la ville sans courir le risque d'être détruits.

Le 1^{er} août, il y avait 8.000 personnes dans la rue. Nous avons pourchassé les gardes mobiles et les policiers qui voulaient barrer la route à la démonstration. Le 2 août, il y avait 15.000 personnes et le 3 août 20.000 personnes dans la rue. Nous avons vu entrer dans le mouvement les municipaux, les ouvriers du gaz, les électriciens, le personnel de la centrale électrique, les tramways, les ouvriers du bois, etc., toute cette masse est entrée pour ainsi dire spontanément dans la lutte, et ceux qui ont vécu ces grands moments ont pu constater quelle grande combativité, quelle grande joie a dominé la classe ouvrière d'avoir retrouvé son unité d'action dans la bataille. (*Applaudissements.*)

Les camarades minoritaires ont dit, en ce qui concerne le Congrès contre la guerre à Amsterdam et à la salle Pleyel, que ce n'étaient là que des paroles sans portée et sans importance.

Or, il faut dire que notre travail pour le Congrès d'Amsterdam, contre le fascisme, était à la base de ce déclenchement spontané de la grève, et de cette combativité d'action que nous avons constatée chez nos camarades. Tout cela était la suite d'un travail de front unique persévérant. Nous avons battu les réformistes dans ces grèves locales partielles et nous avons empêché le patronat de poursuivre sa politique de diminution des salaires dans diverses industries. Les chefs réformistes ont compris qu'il y avait un mouvement dans la masse et c'est pour ne pas se couper de cette masse qu'ils ont marché, mais en réalité ils n'avaient jamais eu l'intention de s'engager dans ce mouvement.

Dans une entrevue à la préfecture, le préfet l'a reproché sévèrement à Himbs en lui disant : « Mon cher ami, ce n'est plus de la lutte corporative, c'est la révolte, c'est l'émeute. » Et ce pauvre Himbs a penché la tête, il a rougi devant ce reproche que lui adressait son patron.

J'ai dit qu'il y avait eu des faiblesses dans la préparation du grand mouvement, elles existent. Il faut reconnaître que ce grand mouvement de solidarité nous a emportés un peu loin. Nous avons fait un bon travail dans les luttes du bâtiment. Par une tactique adroite, nous avons permis aux chefs réformistes de quitter le front unique. Nous avons poussé en avant jusqu'à la grève de solidarité, mais dans cette grève nous avons été débordés par la grande tâche qui nous incombait. Nous n'avons pas porté suffisamment notre attention sur le renforcement du front de combat dans les usines par la création de comités de lutte, par l'élargissement du comité de grève. Et justement le comité de grève central, c'est le point le plus faible de toutes ces batailles.

Déjà, dans le comité de grève des ouvriers du bâtiment, il y a eu des faiblesses par suite de non compréhension de l'importance que l'on attachait au comité de grève, car on a négligé ce comité dans le travail d'éclaircissement des ouvriers. Le Comité de grève du bâtiment avait

cinq camarades de plus que la C.G.T.U., il y avait des représentants de la C.G.T. et des chrétiens, nous avons insisté pour le rajeunissement de ce comité et on a accepté, après de grandes discussions, cinq délégués de plus.

Mais ce n'est pas cela qu'il aurait fallu ; il aurait fallu l'élection de délégués par chantier, par usine, par corporation, etc., et nous n'avons pas réussi à faire adopter cela.

Il faut reconnaître également que nous n'étions pas assez persévérants dans notre position contre les chefs réformistes. Nous aurions dû, dès les premiers jours de la bataille, porter cette question devant les ouvriers et la faire trancher par eux. C'est une faute que nous avons commise. Nous avons organisé des délégations des ateliers pour protester contre la composition du comité de grève, mais nous aurions dû aller encore plus loin dans notre attaque contre la manœuvre des réformistes.

La première tentative de trahison s'est manifestée dans la première réunion du comité de grève, le 1^{er} août, où Himbs, le chef de la C.G.T., a posé la question de l'arbitrage. Les délégués unitaires se sont dressés contre cette proposition. Nous avons dit : « Nous acceptons que le ministère fasse pression sur le patronat pour l'amener à la table des négociations ; nous acceptons que le ministère nous invite, nous et les patrons au cours des négociations, mais nous n'acceptons pas l'arbitrage, car c'était nous livrer au contrôle de la bourgeoisie et du patronat ».

Cette séance s'est terminée dans la confusion. Le lendemain les réformistes ont renouvelé leur manœuvre, ils ont soumis la question de l'arbitrage à cette assemblée composée de 15.000 grévistes ; mais les grévistes ont refusé d'accepter l'arbitrage, et cela à une trentaine de voix. Après l'intervention du camarade Elft, j'ai précisé notre point de vue et ces 15.000 ouvriers ont voté uniquement notre formule et notre conception sur l'arbitrage.

Le dimanche suivant, nous avons convoqué une réunion des militants pour tracer notre point de vue et nous avons eu une manifestation qui s'est produite chez les cheminots ; ils se sont montrés trop révolutionnaires, ils ont dit : « Oui, grève générale chez les cheminots », mais ils n'ont rien voulu savoir pour déclencher la grève dans l'usine de Bischheim. Il est bien clair que, si l'on doit attendre une grève générale chez les cheminots, on peut faire 50 grèves de solidarité à Strasbourg sans avoir une grève générale des cheminots.

Nous avons dit qu'il fallait partir sur un point déterminé : c'était l'usine de Bischheim ; les réformistes et les chrétiens ont refusé de signer l'ordre de grève, ils représentaient dans cette usine un nombre de 400 ouvriers sur 1.800. Il est clair que nous, les syndicats unitaires, nous n'avons pas pu prendre sur nous la responsabilité de donner l'ordre, et il y a eu là un sabotage certain dans l'élargissement de la lutte.

Nous avons des exemples où des camarades de différentes usines ont fait un excellent travail, par exemple à l'usine de Lingolsheim qui était pour ainsi dire complètement inorganisée avant la grève : ils ont mis, d'après notre consentement, de tout un cahier de revendications, ils ont tenu le plus longtemps dans le front de grève et ils ont réussi à faire adopter quelques-unes de leurs revendications.

Le grand exemple d'un cahier de revendications propres à diverses corporations, est celui des tramways de Strasbourg. Le personnel a dû

sùbir une diminution de salaire de 5 % au mois de juin ; or, si nous avons fait une campagne dans la presse et par des tracts en faveur de cette corporation, pour lui demander de poser ses revendications propres afin de rattraper sa diminution de salaires, bien que nous soyons encore assez faibles dans cette corporation, nous aurions forcé la direction réformiste à poser ses revendications pour le personnel des tramways. Nous aurions pu battre les réformistes et empêcher leur grande trahison. Le gouvernement a annoncé comme condition préliminaire à son intervention que la grève de solidarité cesse. Puis dans les entrevues qui ont suivi, les ouvriers ayant refusé, ils n'ont plus proposé cette condition, mais la C.G.T. a pris l'engagement de faire cela derrière les grévistes.

C'était le 9 août, la direction des tramways adresse une note au personnel dans laquelle elle demande que ce personnel reprenne le travail l'après-midi du 9 août, parce que les tramways reprenaient le travail le lendemain.

Nos camarades ont mis les chefs en face de ces manœuvres, ils ont dit : « C'est un coup de la direction, ce n'est pas sérieux. » Or, le lendemain, pendant que les grévistes étaient rassemblés, dans leur réunion commune, nous avons été mis au courant qu'Adolf, le secrétaire permanent du Syndicat du Personnel des Tramways de la C.G.T., avait édité un tract dans lequel il était dit que tout le personnel des tramways allait reprendre le travail à 2 heures de l'après-midi. Nous avons mobilisé les piquets de grève pour l'après-midi. Nous avons empêché les tramways de sortir. Mais le lendemain, étant donné que les employés des tramways commencent le travail avant 5 heures, les piquets n'ont pas pu fonctionner comme le jour précédent.

Le mot d'ordre des réformistes de briser la grève a été appliqué, les tramways ont roulé, et le mouvement a été ainsi torpillé. Puis d'autres corporations ont repris le travail, mais seulement le mercredi 13 août, cinq jours après, toutes les corporations qui ont été dans la grève de solidarité ont repris le travail ; mais ce qui prouve combien était grande la combativité, c'est que le bâtiment a continué. Ainsi est prouvé l'esprit de combativité de la masse.

Après quinze jours, les chefs réformistes ont fait la même besogne qu'au cours de la grève de solidarité.

Je ne veux pas m'étendre plus longtemps sur certaines phases de la grève, car d'autres camarades doivent prendre la parole. Je veux seulement tirer quelques conclusions. Nous avons noté quelques points positifs. Tout d'abord, une grande volonté de lutte ; ce sentiment d'un té profond qui s'est manifesté. Il faut noter encore ce que nous avons déclenché un grand mouvement de solidarité dans le bâtiment, et cela contre la volonté des chefs réformistes et chrétiens qui ont été impuissants à empêcher ce magnifique mouvement. Notons aussi que nous avons fortifié nos organisations syndicales, que nous avons créé un syndicat de cinq cents membres dans les cuirs et peaux. Nous avons enregistré de nouvelles adhésions dans le bâtiment et d'autres industries. Nous avons gagné une large couche de sympathisants. Nous avons prouvé à la classe ouvrière le rôle néfaste des chefs réformistes et chrétiens.

Nous avons aussi des résultats positifs à Colmar et Mulhouse où, dans les grèves du bâtiment déclenchées parallèlement, nous avons réussi à faire appliquer à peu près cent tarifs individuels par différents

patrons. Ces tarifs individuels concernent 600 ouvriers du bâtiment. A Nidolsheim et ailleurs nous avons fait reculer le patronat dans toute sa politique de diminution des salaires.

Notre grande faute a été de ne pas travailler suffisamment et avec assez de persévérance à l'élargissement du comité de grève. Nous n'avons pas porté devant les masses les discussions que nous avions eues avec les chefs réformistes. Nous avons permis aux chefs réformistes, dans la dernière étape de l'arbitrage, par des formules équivoques, de faire leur sale besogne.

Je dois dire également un mot de la solidarité. Nous avons fait de grands efforts, mais là aussi nous avons eu de grandes difficultés.

Les ouvriers d'Alsace-Lorraine subissent l'oppression de l'impérialisme et sont très sensibles à tous les gestes de solidarité du prolétariat de l'intérieur de la France. C'est un fait certain que le prolétariat d'Alsace-Lorraine ne peut vaincre l'impérialisme qu'avec l'aide du prolétariat français. C'est pourquoi nous devons approfondir notre propagande en France et éclairer les ouvriers de France sur la véritable situation de l'oppression existant en Alsace-Lorraine.

Nous devons profiter de ces mouvements de grève pour dire aux ouvriers de France pourquoi les ouvriers d'Alsace-Lorraine ont fait grève. C'est ce que nous aurions dû faire à l'occasion de la manifestation des premiers jours d'août.

Si nous avons marqué beaucoup de points positifs, nous avons eu également des faiblesses que j'ai exposées au cours de mon intervention.

Il s'agit maintenant pour nous, éclairés par notre propre expérience et armés des décisions de cet important congrès, d'aller plus avant encore. Il s'agit d'utiliser ces sympathies que nous avons gagnées par nos syndicats unitaires ; nous devons aussi pousser plus avant la volonté de lutte de la masse ouvrière, démasquer la trahison des chefs réformistes et chrétiens jusque dans le plus petit coin du pays ; nous devons amener à nous le dernier ouvrier par un travail persévérant et une action revendicative courageuse dans les usines.

Le prolétariat d'Alsace-Lorraine a fait une grande démonstration de sa force de combat et de sa volonté d'unité et d'action. Il nous reste maintenant une grande tâche : l'unité, dans la C.G.T.U., de tout le prolétariat français et montrer aux ouvriers d'Alsace-Lorraine la voie de la victoire pour leurs légitimes revendications et de la libération du joug de l'impérialisme français. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE COMBES

COMBES (Batellerie du Rhône). — Camarades, délégué par le Syndicat de la Marine fluviale, je dois dire à cette tribune comment notre organisation a donné son adhésion à la C.G.T.U.

Lors de notre grande grève de la batellerie qui groupait les 1.500 travailleurs du Rhône et de la Saône, et qui dura du 3 mars au 24 mars 1933, la trahison des chefs confédérés fut si flagrante que l'ensemble des camarades du Rhône décidèrent de nommer deux délégués pour chaque remorqueur et de demander une assemblée générale de ces délégués. Devant le refus des chefs confédérés d'entendre les délégués directs de la base, les militants décidèrent la tenue, par-dessus la tête des chefs confédérés, de ce congrès, qui se tint le 16 avril 1933.

Après avoir discuté de notre mouvement et des responsabilités, après avoir compris la honteuse trahison de nos dirigeants réformistes, les 32 délégués, représentant 97 mandats, décidèrent, par 92 voix, l'adhésion à notre C.G.T.U. Mais, camarades, quelle ne fut pas notre surprise de nous voir refuser notre adhésion par la Fédération unitaire des Ports et Docks. Devant cette carence, et connaissant les raisons qui nous valaient ce refus — qui n'étaient pas celles qu'avançaient les dirigeants de la Fédération unitaire des Ports et Docks qui n'hésitaient pas à nous traiter de diviseurs de la classe ouvrière — nous nous sommes adressés directement à la C.G.T.U. qui, elle, n'avait pas les mêmes raisons de nous repousser et qui nous a fourni immédiatement le matériel nécessaire.

Si je suis à cette tribune, mandaté par l'ensemble des exploités du Rhône, c'est pour dénoncer les manœuvres de division des dirigeants de cette fédération. La grande grève de nos camarades bateliers du Nord vient de nous démontrer que les chefs confédérés et les dirigeants Bour et Engler ont les mêmes points de vue. De ce fait, nous n'avons pas pu participer au Congrès de la Fédération, mais nous voulons profiter de ce Congrès pour indiquer comment ses dirigeants se maintiennent à la tête de la corporation.

Tout d'abord, nous demandons pourquoi le Syndicat des Dockers de Lyon existe si ce n'est pour servir la cause de ses dirigeants ? Combien de syndicats fantômes existent pour le besoin de la majorité fédérale !

Un gros travail d'organisation nous attend si l'on tient compte surtout que c'est la corporation qui compte le plus d'illettrés. Les bateliers se succèdent de père en fils sur les bateaux sans avoir la possibilité de s'instruire, car les salaires de famine que paient les compagnies ne permettent pas de mettre les enfants en pension.

Nous comptons sur l'ensemble de la classe ouvrière pour aider à briser nos chaînes qui nous rivent aux tôles ou aux planchers de ces bateaux. Nous comptons sur vous tous pour nous aider à faire appliquer la fameuse loi du 28 novembre 1919.

Au nom de tous mes camarades bateliers, permettez-moi d'espérer que l'appel que nous vous adressons ne sera pas sans écho ; que ces assises ouvrières nous donneront les moyens de battre notre patronat et que ce Congrès de la C.G.T.U. nous fournira le moyen d'adhérer à notre centrale syndicale par le canal de la Fédération des Ports et Docks. Nous demandons donc à la C.G.T.U., et au besoin au Congrès, de prendre toutes dispositions utiles afin d'obliger la Fédération unitaire des Ports et Docks à nous recevoir dans son sein.

Et dans ce but, je vous propose la résolution suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U., après avoir salué l'entrée dans son sein des bateliers du Rhône, s'élève vigoureusement contre l'attitude des dirigeants de la Fédération unitaire des Ports et Docks qui refusent, depuis avril 1933, l'adhésion de ce syndicat à l'intérieur de ladite fédération, ceci pour complaire à la fédération réformatrice ;

Déclare que ce syndicat, en règle avec son Union régionale et avec la C.G.T.U., est régulièrement adhérent à la Confédération Générale du Travail Unitaire et donne mandat au Bureau confédéral de prendre toutes dispositions utiles pour que le Syndicat unitaire de la Batellerie soit affilié à sa fédération d'industrie.

RACAMOND. — Camarades, vous venez d'entendre la résolution qui a été lue par notre camarade des bateliers du Rhône.

Pour chacun des militants ici présents, il semble normal que lorsque des travailleurs s'aperçoivent, au cours de leurs luttes, que l'organisation réformiste à laquelle ils appartiennent les a trahis, ils donnent leur adhésion à l'organisation révolutionnaire qui défend leurs intérêts de classe. Pour chacun d'entre vous, il semble normal également que les organisations de classe se réjouissent de l'adhésion de nouvelles forces, surtout quand elles ont démontré leur combativité comme l'ont fait nos camarades bateliers du Rhône.

Mais quand il s'agit de la minorité confédérale, quand il s'agit des dirigeants de la Fédération des Ports et Docks, la question ne se pose pas ainsi. La question se pose avant tout de ne pas voir renforcer la majorité confédérale dans la fédération et de chercher tous les prétextes pour empêcher l'adhésion de camarades qui, cependant, ont vu clair sur le chemin de la lutte des classes.

Le Bureau confédéral demande au Congrès de voter la résolution présentée par le Syndicat des Bateliers. Le Bureau confédéral demande même d'appuyer cette résolution par la décision suivante : qu'en la période présente, où le développement des luttes va amener à nous des quantités de travailleurs qui ne pourront pas, aussi rapidement que le voudrait la régularité formelle de nos organisations, remplir leurs obligations financières — et je parle aussi pour les dirigeants de la Fédération des Ports et Docks — le Bureau confédéral et la Commission Exécutive puissent faciliter l'adhésion de toutes les forces qui viennent à la C.G.T.U. Il n'est pas possible, camarades, sous prétexte de conserver des fonctions et un mandat, qu'on empêche l'entrée dans la C.G.T.U. d'ouvriers qui ont lutté et veulent encore lutter, alors que l'on accepte la représentation de syndicats qui n'ont jamais lutté, qu'on ne voit jamais dans l'organisation des batailles et qui forment une majorité fédérale. (*Appaudissements.*)

Aussi, au nom du secrétariat, je demande au président de mettre aux voix la résolution de nos camarades bateliers et je vous demande, à vous, de la voter par acclamation, car elle signifie que les portes de la C.G.T.U. et de ses fédérations sont grandes ouvertes à tous ceux qui veulent lutter, sur le terrain des classes, pour la défense des revendications immédiates et prêts également à des luttes plus générales et plus décisives. (*Applaudissements.*)

(*La résolution, mise aux voix, est adoptée par acclamation. Les minoritaires de l'enseignement s'abstiennent. — Cris, protestations.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Ils sont contre le renforcement de la C.G.T.U., il faut qu'ils viennent expliquer pourquoi.

LE PRÉSIDENT. — Les dirigeants minoritaires sont inscrits et auront à leur tour la parole. Notre travail dépend de tous ici et il faut que les camarades comprennent qu'il y a d'autres interventions à venir. Je donne la parole à Dengremont, des Communistes de la Seine.

INTERVENTION DE DENGREMONT

DENGREMONT (Communistes de la Seine). — Je veux apporter à la tribune la question des assurances sociales qui revêt une importance considérable en la période présente. Et, au nom du Bureau confédéral, je voudrais ici développer un point de vue. Mais, n'attendez pas que j'indique dans quelles conditions et pour quelles raisons la bourgeoisie a éprouvé la nécessité d'élaborer et d'appliquer les assurances

sociales. Des problèmes et une question beaucoup plus intéressants, plus immédiats, nous intéressent à présent. Il faut, en raison du court laps de temps, entrer immédiatement dans le débat et exposer la question.

En France, il y a actuellement plus de dix millions d'assujettis aux assurances sociales, dont plus de cinq millions appartenant aux caisses primaires départementales et interdépartementales.

Il y a là un rassemblement de masse considérable, dans lequel la C.G.T.U. a le devoir impérieux de pénétrer pour apporter son point de vue et ses solutions révolutionnaires.

La C.G.T.U. a inscrit dans son programme la lutte pour la défense des assurés sociaux, ce qui ne veut pas dire la lutte pour la défense de la loi Bourgeoise.

Lénine, qu'il faut citer souvent parce qu'il connaissait admirablement la classe ouvrière et parce qu'il a exprimé souvent ses aspirations, indiquait que lorsque celle-ci n'a pas pu, malgré ses efforts, empêcher le vote et l'application d'une loi bourgeoise, son intérêt est de rentrer dans la loi pour lutter à l'intérieur de celle-ci.

Or, quand on dit lutter à l'intérieur de la loi cela ne veut pas dire collaborer à l'application de cette loi. Cela veut dire : entrer dans la loi pour lutter contre elle. Si je cite Lénine, c'est parce qu'en fait — et les bourgeois le savent bien — les ouvriers, en général, sont mécontents de l'application de la loi. Aucun ouvrier n'est heureux d'être immatriculé aux assurances sociales et surtout ceux qui ont eu affaire aux assurances sociales pour des questions de maladie, de maternité ou d'invalidité.

Il y a, dans la loi, je ne dirai pas deux sortes d'assurés, mais il y a quand même deux façons d'examiner le problème. Il y a d'abord ceux qui sont inscrits dans les mutuelles — mutuelles patronales et mutuelles privées — ceux qui sont inscrits aux caisses du travail, et qui, depuis le fonctionnement de la loi, sont partisans de l'application de cette loi sur les assurances sociales.

Mais il y a une autre partie, beaucoup plus considérable celle-là : les assujettis, les immatriculés aux caisses départementales et interdépartementales qui, à l'origine, se sont dressés contre la loi. Ce sont les mécontents qui ont été immatriculés d'office et qui constituent un noyau d'adversaires irréductibles à la loi. Et c'est là que doivent porter nos efforts.

Voulez-vous que je vous donne un aperçu très rapide de la façon dont sont volés, escroqués, les immatriculés aux assurances sociales ?

Des renseignements très certains que nous possédons, la caisse interdépartementale de Seine et de Seine-et-Oise a thésaurisé depuis le fonctionnement de la loi, c'est-à-dire depuis 1931, une somme de 450.000.000, c'est-à-dire qu'elle a prélevé sur le salaire des ouvriers une somme de 450.000.000 qu'elle prétend conserver dans sa caisse.

Savez-vous qu'il y a, dans la loi des assurances sociales, une proportion de 70 % d'assujettis qui ont droit aux prestations pharmaceutiques, médicales, aux prestations de maladie, maternité et invalidité, et qui sont rejetés de la loi sous le prétexte qu'ils n'ont pas les 60 cotisations ou les 240 cotisations, ou parce qu'ils ne sont pas en règle avec la papperasserie ou la bureaucratie.

Sur 100 ouvriers qui comptent aux caisses primaires d'assurances sociales, il y en a 70 qu'on élimine sous le prétexte qu'ils ne sont pas

en règle. C'est le vol organisé, et vous pensez que la C.G.T.U. a un rôle immense à jouer dans un problème comme celui-ci. Mais les caisses primaires départementales et interdépartementales, aux termes de la loi, doivent constituer des conseils d'administration élus par les assujettis. Les conseils d'administration doivent être composés — toujours aux termes de la loi — pour la moitié des assurés, et, pour l'autre moitié, d'ouvriers, ou de toute autre personne non assurée.

La bourgeoisie a reculé de mois en mois, par des décrets prorogant d'autres décrets, les élections pour le renouvellement de ces caisses. Mais voilà qu'on nous avise que des élections générales, pour toute la France, allaient avoir lieu à la date du 3 décembre. Ces élections, qui vont être générales, posent pour nous un problème extrêmement intéressant qu'il faut examiner ici. Des renseignements que nous possédons, voici comment s'organisaient les élections.

Il faut d'abord dire que les bourgeois qui dirigent les caisses primaires, les caisses départementales et interdépartementales, ont une peur terrible de ces élections, et ils en éprouvent encore une plus grande du mouvement unitaire qui ne va pas manquer de se déclencher, car ils sentent que le mécontentement ouvrier aidant, nous sommes capables d'enlever la majorité, sinon la totalité de l'administration de ces caisses.

Ils ont donc prévu — et ce n'est pas arrêté définitivement — qu'à raison de 1.000 assujettis, on désignerait un délégué. Ces délégués, une fois élus, se réuniraient ensemble en assemblée générale, pour, ensuite, désigner le conseil d'administration. Si vous réfléchissez à cela, si vous vous rendez compte de l'importance que doit revêtir et que peut revêtir cette élection, vous serez d'avis que nous devons examiner les problèmes de très près, parce qu'il ne s'agit pas, d'ici le 3 décembre, de se laisser déborder.

La caisse interdépartementale de Seine et de Seine-et-Oise groupe environ 750.000 assujettis. Si nous tenons compte des chiffres cités tout à l'heure, c'est 750 délégués élus par des fractions de 1.000 assujettis qui vont se réunir en assemblée générale pour désigner le conseil d'administration. Le conseil d'administration, dans la Seine, est fixé à 72 membres, dont deux patrons, deux médecins, deux pharmaciens, en dehors de l'administrateur désigné par le gouvernement, ce qui fait 66 délégués à élire, dont 33 devront être obligatoirement affiliés aux assurances sociales, et 33 non affiliés.

Ces élections sont organisées sous la forme des élections politiques qu'on rencontre en France presque chaque année. La franchise postale jouera et les affiches seront exonérées du droit de timbre. Vous vous rendez compte des possibilités d'activité que nous avons, des facilités qui sont données, à travers les dispositions prises. Notre C.G.T.U. a un rôle considérable et formidable à jouer dans un pareil problème.

J'estime et je prétends que nous devons, d'ici le 3 décembre, donner à ces élections, non pas un caractère politique comme celui qu'on donne aux élections générales, mais un caractère d'apparence politique, c'est-à-dire que la C.G.T.U. doit se jeter à corps perdu dans la bataille. Elle doit faire l'impossible pour désigner partout des candidats, et pour les faire élire par leurs camarades.

Imaginez un instant qu'à travers la France, la totalité ou la grosse partie des conseils d'administration nous appartiennent, supposez qu'ils deviennent gestion ouvrière. Vous vous rendez compte quelle va être la position du gouvernement en présence d'une multitude de caisses

départementales ou interdépartementales gérées par des majorités ouvrières, par des majorités révolutionnaires ? Je vous pose la question. Ne pensez-vous pas qu'au travers de cette manifestation, nous pouvons poser le programme de notre C.G.T.U. en matière d'assurances sociales ? Est-ce que vous croyez que, dans ces conseils d'administration, avec la masse des assujettis, nous ne pouvons pas faire une pression formidable et obliger le gouvernement à prendre une position qui ne serait pas conforme à celle qu'il a prise jusqu'à présent en la matière ? Je ne veux pas entrer dans le détail. Je n'en ai pas le temps.

Quand on connaît quelles ont été les tentatives du gouvernement pour transporter la loi à travers les sociétés de secours mutuels ! Vous savez qu'il s'est tenu les assises de la Mutualité française, l'année dernière, auxquelles assistaient et adhéraient les grands patrons, et surtout le grand patronat français du textile et des mines, et même M. Herriot, ce bon démocrate, qui a été si bien déshabillé et démasqué par Monmousseau hier, qui est un adversaire acharné de la loi telle qu'elle est appliquée et qui rêve de la mettre entre les mains du patronat.

Rendez-vous compte de l'arme formidable qui serait entre les mains des patrons si on laissait faire une pareille chose. Il ne faut pas !

Les élections ont donc lieu le 3 décembre, et il s'agit ici de déterminer, d'une façon précise, dans quelles conditions et avec quel programme nous allons aller à la bataille.

Il ne s'agit pas seulement que la C.G.T.U. décide d'aller à la bataille pour couvrir les murs d'affiches, en critiquant la loi. Ce n'est pas suffisant encore. Il faut qu'elle descende dans les masses, qu'elle se lie aux masses, qu'elle se soude à elles, et qu'avec un programme déterminé, approprié, elle puisse réaliser son but : rassembler la majorité du prolétariat autour de ce programme en matière d'assurances sociales.

La première condition est donc d'élaborer un plan, un programme de revendications en matières d'assurances sociales. Il existe déjà le projet d'assurances sociales déposé par la C.G.T.U., ou plutôt accepté par elle et déposé par le groupe communiste à la Chambre, qui constitue, sans en enlever un iota, la plate-forme de la C.G.T.U. en matière d'assurances sociales.

On ne doit pas reviser le programme qui contient en lui-même toutes les aspirations de la classe ouvrière en matière de prévoyance. On ne doit pas enlever de ce programme un seul mot, une seule virgule. Il doit rester la charte de la C.G.T.U. en matière d'assurances sociales.

Mais entre l'application intégrale de ce projet qui peut s'acquiescer seulement par les luttes ouvrières, qui ne peut s'appliquer qu'à force de batailles, et l'époque actuelle, il faut prévoir des paliers qui amènent les ouvriers à la lutte sur des mots d'ordre plus directs, et c'est ainsi que la commission des assurances sociales désignée par la C.G.T.U., par le Bureau confédéral a travaillé, quelques mois avant le Congrès, à examiner ce problème, alors qu'on ne savait pas encore que les élections allaient être fixées au 3 décembre, mais il fallait en finir avec cette carence des caisses départementales dirigées par les hommes à tout faire du gouvernement, alors que la loi prévoit une gestion sous le contrôle des assurés.

Je veux analyser avec vous les points essentiels du programme revendicatif élaboré par la Commission des Assurances sociales.

Tout d'abord, un premier point : suppression du versement ouvrier. Nous considérons qu'il faut maintenir cette revendication comme reven-

dication immédiate, parce que lorsqu'on connaît les salaires réduits, les impôts écrasants et le maigre avantage que les travailleurs retirent de la loi, on ne doit pas conserver cette disposition qui met, en quelque sorte, un nouvel impôt à la charge de la classe ouvrière déjà suffisamment écrasée d'impôts.

La bourgeoisie qui use le matériel humain pour ses fins de rapinés, doit assurer l'amortissement de ce matériel humain. Il n'est pas question de sentimentalité. Les bourgeois, dans leurs bilans, les grands financiers, les grands industriels inscrivent, pour le remplacement de leurs machines, des sommes au titre d'amortissement. Ils amortissent le matériel de cuivre, de bronze, d'acier, mais ils ne parlent jamais d'amortir le matériel humain. C'est une revendication essentielle pour la classe ouvrière que de protester contre le versement ouvrier.

Deuxième point : l'inscription de tous les ouvriers, quel que soit leur âge, quelle que soit leur santé.

En effet, la loi est limitative et elle ne permet pas aux ouvriers de plus de 60 ans de profiter des dispositions du régime maladie. Or, il n'est pas possible d'admettre cette disposition, étant entendu, précisément, que c'est à cet âge qu'on a le plus souvent besoin de toucher le secours-maladie.

Troisième point : suppression de toutes les conditions préalables à l'inscription, ou plutôt à l'attribution des prestations. Il faut, actuellement, pour avoir droit aux prestations maladie, avoir souscrit 60 cotisations dans le trimestre précédant la maladie, ce qui revient à dire qu'un ouvrier malade qui n'a pas rempli complètement les conditions prescrites est frustré de tous les avantages que lui accorde la loi. Quand un ouvrier est malade, il doit être secouru, et la plupart du temps, lorsqu'il n'est pas en règle avec l'administration, ce n'est pas de sa faute, c'est par suite de circonstances tout à fait indépendantes de sa volonté. Par conséquent, pas de condition préalable.

Quatrième point : pas de capitalisation, utilisation de l'actif.

Actuellement, en prenant les chiffres publiés à l'*Officiel*, on constate que, depuis l'application de la loi jusqu'à la fin de 1932, on a trouvé une somme de 10 milliards à titre de cotisations pour les Assurances sociales, et on en a employé 2 milliards. Cela donne 8 milliards immobilisés dans les caisses de l'Etat. On sait ce que cela veut dire : ce sont des sommes utilisées par l'Etat pour ses budgets de mort, pour ses budgets d'attaque et d'impérialisme.

La loi sur les Assurances sociales n'a pas du tout pour objet de prélever des contributions nouvelles sur le dos de la classe ouvrière pour alimenter le budget de l'Etat. Les contributions patronales doivent alimenter les caisses. Le surplus, s'il y a des excédents, devrait servir à améliorer le système de prestations, à augmenter le taux de remboursement d'indemnités de la journée de travail, et aussi le taux de remboursement des prestations médicales et pharmaceutiques.

Pas de thésaurisation; emploi total et intégral des sommes versées aux Assurances sociales.

Nous demandons également la suppression du délai de carence. Aujourd'hui, quand un ouvrier est malade, il ne peut toucher aucune prestation avant qu'un délai de six jours se soit écoulé, c'est-à-dire qu'un ouvrier connaissant cette disposition (comme cette disposition est favorable aux ouvriers, ils la connaissent), s'il tombe malade, ou pour mieux dire s'il se sent un malaise, sachant qu'il ne touchera aucun

traitement durant six jours, ni n'aura droit à rien en matière de réparation des prestations médicales et pharmaceutiques, il hésite à se soigner, à rester à la maison; il continue son travail; conséquence fréquente: aggravation de la maladie.

Une loi de prévoyance, d'assurance, ne doit pas avoir pour conséquence de limiter l'effet de la prévoyance. Par conséquent, lorsqu'il se sent mal à son aise, l'ouvrier doit, dès le premier jour, avoir droit au médecin et aux prestations pharmaceutiques, et avoir la certitude qu'il sera remboursé des frais qu'il aura engagés de ce chef, ainsi que les prestations pour journées de maladie.

Nous demandons la gratuité complète des frais. Aujourd'hui, quand un ouvrier se présente chez le pharmacien, il est tenu de verser ce qu'on appelle les 15 pour cent; c'est le système du tiers payant, le ticket modérateur.

Lorsqu'il se rend chez le médecin en consultation, il est tenu au remboursement de vingt pour cent des notes médicales. Là encore, très souvent, une quantité d'assujettis ne peut pas faire l'avance en question au médecin ni au pharmacien, pour les médicaments et la consultation. Cette somme est parfois élevée, en particulier lorsqu'on a affaire avec des spécialistes.

Nous demandons donc la suppression totale du délai de carence, et qu'il soit remboursé au malade les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que la demi-journée de maladie à partir du jour où la maladie a été constatée.

Nous demandons que soit relevé le taux des allocations. Dans la loi des Assurances sociales, il y a, non une anomalie, mais un distinguo entre la loi de 1898 sur les accidents du travail et la loi de 1930 sur les Assurances sociales. La loi de 1898 donne la moitié du salaire réel à l'ouvrier blessé; il n'est pas admissible que la loi d'assurances sociales n'accorde que la moitié du salaire moyen de la catégorie à laquelle appartient l'assuré; ce qui fait qu'un ouvrier qui gagne, par exemple, 50 francs par jour ne se voit remboursé, aux termes de la loi des Assurances sociales, que de 18 francs par jour (cinquième catégorie).

Nous demandons que l'assurance-maternité assure à la femme enceinte son salaire intégral, six semaines avant et six semaines après ses couches, ainsi que pendant la maladie éventuellement consécutive à la grossesse.

Nous demandons que les soins soient absolument gratuits, comme pour la maladie, et que la prime d'allaitement soit attribuée lorsqu'il n'est pas possible à la mère, en raison des conditions pathologiques dans lesquelles elle se trouve, d'allaiter son enfant.

Nous demandons que le calcul des rentes invalidité-décès-vieillesse soit fait, non pas d'une façon hypothétique, mais en se basant sur le salaire réel, c'est-à-dire que le calcul doit se faire sur la moyenne des trois plus fortes années de salaires, comme cela se pratique dans les caisses de retraites des services publics.

Nous demandons, en ce qui concerne l'invalidité, que le taux de l'assurance soit porté à cinquante pour cent du salaire, et que la rente de l'apprenti blessé ou malade soit portée au taux de la loi de 1898, c'est-à-dire calculée sur le salaire le plus bas de l'adulte de l'atelier.

Assurance-vieillesse: nous demandons qu'il soit accordé une rente de cinquante pour cent, calculée sur les trois plus fortes années de

salaire, et qu'elle soit attribuée à 50 ans pour les invalides et à 55 ans dans les conditions normales.

Pour l'assurance-décès, nous demandons une rente égale à vingt pour cent du salaire du décédé, majorée de quinze pour cent par enfant de moins de 16 ans, de vingt-cinq pour cent pour deux enfants, de trente pour cent pour trois enfants, de quarante pour cent pour quatre enfants en plus.

Nous demandons également que l'on maintienne aux pensionnés les risques médecin et pharmacien ; que, pour les charges de famille, la majoration accordée soit fixée à deux francs par jour et par enfant ; qu'en cas de chômage, l'ouvrier et ses ayants droit conservent intégralement leur droit.

Nous demandons aussi que les camarades soldats conservent les droits pour leurs ayants droit : famille, femme, enfants.

Nous demandons que la gestion des caisses soit exclusivement réservée aux assurés ; qu'il y ait des élections tous les ans avec des possibilités de révocation en cours de gestion lorsqu'ils se sont montrés insuffisants ou opposés aux intérêts des ouvriers.

Nous demandons l'indépendance réelle des caisses primaires mutualistes. Nous demandons aussi le libre droit de mutation, la possibilité de changer de caisse quand il semble bon à l'assuré ; la publication des bilans trimestriellement et des explications sur l'utilisation des fonds des caisses d'Assurances sociales.

Nous demandons, d'autre part, que les sanctions contre les employeurs qui se refusent à appliquer la loi ou qui gardent par devers eux les sommes escroquées aux ouvriers soient aggravées d'une autre façon qu'elle ne le sont actuellement, quoi qu'on en pense. A l'heure actuelle, l'amende est de 16 francs, que certains jugements ont parfois abaissés à un franc.

Différentes revendications sont déposées, en ce qui concerne les services publics et la coordination de leurs régimes particuliers, le régime général des Assurances sociales, nos camarades assurés agricoles, les assurés facultatifs et enfin l'application de la loi.

Je pense que le Congrès doit discuter sérieusement de ces questions, mais qu'il faut diffuser notre plate-forme par tracts, affiches, journaux syndicaux, par *l'Humanité* et *la Vie Ouvrière* ; entreprendre des tournées de propagande à travers tout le pays, et surtout organiser la lutte sous le signe de l'unité d'action et du front unique, parce que nous ne nous adressons pas uniquement à des camarades unitaires. Il existe une foule d'assurés sociaux qui ne sont même pas syndiqués ; il faudra par conséquent tenter de pénétrer dans ces masses pour y porter le programme de la C.G.T.U. Nous aurons ainsi la possibilité de vulgariser d'ici le 3 décembre les travaux qui auront été le résultat de notre Congrès confédéral.

Il faut aussi que l'on songe à constituer des comités de défense des assujettis et qu'on arme ceux-ci contre les vexations et les vols dont ils sont les victimes. Nous assistons à ce spectacle que nous donnent certains camarades qui ne savent pas se défendre et ne sont jamais défendus.

Il faudra, par conséquent, examiner ce problème extrêmement sérieux qui nous permettra de constituer des groupes d'opposition, de créer des noyaux dans les caisses primaires d'Assurances sociales.

Pour les élections du 3 décembre, il faudra aussi examiner la dési-

gnation des candidats qui doit être très sérieuse. Il conviendra de veiller à ne pas désigner des camarades dont nous ne sommes pas absolument sûrs et sur lesquels nous ne pouvons pas compter absolument.

Il faudra demander, dans la résolution générale (et j'y insiste) que la Commission d'Assurances sociales fonctionne non pas par étapes, mais qu'elle ait une vie permanente dès après le Congrès, et fonctionne d'une façon tout à fait régulière.

Que nos camarades congressistes se rendent bien compte de l'importance du problème. En vue des élections du 3 décembre, chacun des camarades militants, du sommet à la base, doit s'acquitter du travail de propagande et de clarification nécessaire. Il sera alors possible d'entraîner les ouvriers pour une action révolutionnaire et juste. Nous devons enlever la majorité des gestions dans les caisses primaires départementales et interdépartementales. Il faut engager une lutte à mort, non pas contre les Assurances sociales, mais contre la loi bourgeoise des Assurances sociales.

INTERVENTION DE GRANDEL

GRANDEL (Fédération des P.T.T.). — Ce n'est pas seulement au nom de la Fédération des P.T.T., mais au nom du Cartel Unitaire, que j'interviendrai à cette tribune.

La bataille des fonctionnaires, des cheminots, des travailleurs de l'Etat et des services publics a été à l'ordre du jour au cours des derniers mois. Elle va encore y être d'une façon très sérieuse au cours du mois prochain. Il n'est pas inutile de tirer à nouveau les leçons du passé, pour voir comment, demain, nous allons nous conduire dans la bataille que le gouvernement va déclencher à nouveau.

Depuis notre dernier Congrès, nous avons reconstitué le Cartel Unitaire. Nous l'avons reconstitué au cours même du dernier Congrès. Ce n'est pas sans difficulté que nous y sommes parvenus, car il avait fonctionné, le Cartel Unitaire, avec de graves erreurs. Il avait, en particulier, dans la période antérieure, pensé qu'il était un organisme d'uniformisation de toutes les revendications des personnels à statuts. C'était là une erreur, car il y a tout de même des différences de situation entre les fonctionnaires proprement dits, les travailleurs des services publics, les cheminots, les travailleurs de l'Etat. Le but, nous l'avons défini au cours du dernier Congrès, en disant que le Cartel Unitaire devait avoir pour fin essentielle de coordonner l'action de tous les éléments adhérant au Cartel : coordination de l'action ne voulait par conséquent pas dire uniformisation des revendications. Il s'agissait de pratiquer une entr'aide effective, car si nous devons à tout instant faire jouer la solidarité ouvrière, il est clair qu'il y a malgré tout, entre les personnels à statut, des affinités particulières qui rapprochent beaucoup plus souvent ces camarades et qui les conduisent à envisager de part et d'autre une aide effective réciproque.

Peu après le Congrès, nous nous sommes trouvés en présence d'une situation qui alertait l'ensemble des camarades sur la question des retraites. La question était déjà mise à l'ordre du jour du gouvernement.

Dès 1929, à l'heure où l'on était en pleine prospérité, il y avait plus de 5 milliards de plus-value budgétaire. C'était Charles Dumont qui avait indiqué qu'il faudrait réduire le nombre des fonctionnaires et qu'il faudrait aussi reculer la limite d'âge. C'est sous le gouvernement

Tardieu que le rapport sur le recul de la limite d'âge, que le déplacement des services actifs en services sédentaires était rapporté, et il était rapporté par qui ? Par le radical-socialiste Lamoureux. Nous menions à cette époque-là une vive campagne. Le Cartel Unitaire, la Fédération Autonome alertaient l'ensemble des fonctionnaires proprement dits et aussi tous ceux qui, par répercussion : cheminots, travailleurs de l'Etat, services publics, pouvaient subir les conséquences indirectes de ce déclassement des services actifs en services sédentaires, et du recul de la limite d'âge.

Il y avait là déjà une première bagarre engagée chez les chefs réformistes; les opposants de gauche, et en particulier les chefs socialistes déclarèrent qu'on était à la veille des élections et qu'au lendemain de leurs succès (qu'ils affirmaient déjà assurés) ils détruiraient ce qu'il y avait de mauvais dans la loi votée sous le bloc Tardieu. Il n'en fut rien par la suite, et pendant la période électorale, l'indication fut donnée qu'en aucune façon on ne détruirait la loi votée sous le gouvernement Tardieu, mais que l'on passerait à une offensive beaucoup plus forte contre l'ensemble des fonctionnaires, contre l'ensemble des cheminots et des travailleurs des services publics. Nous indiquions d'une façon très nette que les salaires, les indemnités et surtout les conditions de travail de l'ensemble du personnel à statut seraient gravement attaqués, même si triomphait le bloc de gauche.

En effet, ce fut sous le premier gouvernement Herriot que pour la première fois les fonctionnaires et, par voie de répercussion, tout le personnel à statut furent attaqués. Depuis 1929, on avait eu la révision générale de tout le personnel à statut, et celui-ci avait obtenu satisfaction, quant à la grande revendication formulée avant la guerre : « la thune », la pièce de cent sous. Nous avions obtenu la valorisation des 1.800 francs-or. Avant la guerre, il y avait le traitement normal de 1.400 francs, mais beaucoup de nos camarades ne touchaient que 1.100 francs et même 700 et 800 francs-or d'avant-guerre. C'était par conséquent une sérieuse amélioration. Ces premiers avantages paraissaient acquis d'une façon définitive.

Lors du triomphe du bloc des gauches, on avait affirmé qu'on relèverait d'une façon sensible la situation des fonctionnaires qui s'était durement aggravée, du fait que, de 1919 à 1925, la vie passait de l'indice 2,51 à l'indice 4. On avait affirmé avant les élections de 1925 que l'on respecterait le salaire minimum de base de 1.800 francs-or. C'est à ce moment que Herriot arriva au pouvoir; au lieu de proposer les $1.800 \times 9 = 16.200$ que réclamaient les organisations unitaires, il proposait 5.000.

Les confédérés qui, à ce moment, n'étaient pas bien en cour auprès de la Fédération des Fonctionnaires, proposaient 6.000, et en dernier ressort, se ralliaient à la proposition de 5.600. Ils avaient pour porteparole le député socialiste Février, qui déclarait alors à la tribune du Parlement « qu'il fallait avoir le courage de se dresser contre les impatiences légitimes des intéressés ». Ceci est écrit noir sur blanc à l'*Officiel*.

Cette première spoliation des fonctionnaires portant sur une somme de 400 francs-or (700 francs-papier) a été réalisée par le gouvernement du bloc des gauches, avec la complicité des chefs confédérés et des chefs socialistes. C'était suffisant pour que nous affirmions en 1932 que, le bloc des gauches revenant au pouvoir sous une autre forme, il

attaquerait de la même façon les fonctionnaires et le personnel à statut. Nos prévisions se sont réalisées rapidement : à peine au pouvoir (avec Herriot), qui choisissait-on comme ministre des Finances ? Ce même Germain-Martin qui avait mis sur pied l'attaque formidable dirigée contre nous sur la question des retraites des fonctionnaires.

Comment s'est-on attaqué aux traitements ? Cela a été par le fameux article 6 par lequel on proposait que toutes les dépenses de personnel soient réduites de 5 %.

Camarades, nous devons constater immédiatement qu'il y eu une évolution chez les chefs réformistes et les chefs socialistes. Ils ne vont plus cette fois apporter simplement leur soumission au gouvernement. C'est eux qui vont donner la formule avec laquelle on peut le mieux frapper l'ensemble des fonctionnaires et du personnel à statut. C'est eux qui font une contre-proposition relativement à l'article 6. Ils ont fait mieux : c'est eux qui l'ont rédigée et ils auront le courage d'écrire que cet article 6 est d'inspiration confédérée.

Quelle différence y avait-il entre le premier et le second article 6 ? C'est que les 5 %, au lieu d'être récupérés sur les seules dépenses de personnel, devaient l'être sur l'ensemble des dépenses publiques.

Mais, tout de suite, le ministre des Finances indiquait qu'il y avait bien peu d'espoir de réaliser ces 5 % d'économies sur les autres dépenses que celles de personnel. Et l'on visait si bien les dépenses de personnel qu'on incrivait les dispositions suivantes :

En dehors des économies qui pourraient être réalisées sur l'ensemble des chapitres, les mesures à prendre consisteront en des suppressions d'emploi par ralentissement dans le recrutement et par la révision des conditions de travail sans que, toutefois, il soit porté atteinte aux dispositions légales et réglementaires sur la durée du travail.

Cette dernière proposition : « ...sans que, toutefois, il soit porté atteinte aux dispositions légales et réglementaires sur la durée du travail », les chefs confédérés ne se sont pas fait faute d'en jouer largement. Mais, depuis que ces dispositions ont été prises, de sérieuses améliorations sont intervenues. C'est ainsi que, dans presque toutes les administrations, on pose bien le principe qu'il ne peut pas être donné plus de huit heures de travail par jour ou quarante-huit heures par semaine, mais que, pratiquement, à la suite d'une longue lutte, la loi de huit heures est appliquée dans très peu de services et que, même dans de nombreux services, c'est la journée de sept heures qu'on applique. Dans ces conditions, on n'a plus qu'à reprendre les vieilles dispositions légales qui n'ont pas été modifiées, qui ne comportent pas les us et coutumes nouveaux, pour aggraver les conditions de vie et de travail.

On a dit, il faut bien que vous le sachiez, camarades de l'industrie privée, que les camarades fonctionnaires, travailleurs des services publics et cheminots avaient la stabilité de l'emploi. C'est vrai pour la majorité d'entre eux, c'est faux pour une grosse partie.

En effet, de plus en plus, on développe le cadre des auxiliaires, cadre qui n'a absolument aucune garantie. Combien sont-ils ces auxiliaires ? Le gouvernement donne le chiffre de 60 à 80.000 — il ne sait pas trop. Mais on accroît de façon clandestine le nombre des auxiliaires.

Pour vous citer un exemple, dans le crédit voté pour les P.T.T., un crédit spécial en vue de l'utilisation de 75 auxiliaires dans les centraux de chèques postaux de France. Au seul central de Paris on emploie

400 auxiliaires. On peut dire qu'en France il y a au moins, à l'heure actuelle, 100.000 fonctionnaires auxiliaires.

C'est d'abord, et tout de suite, sur eux qu'a joué cet article 6 : compression du personnel, chômage partiel, licenciements massifs.

Telles sont les premières conséquences de cette collaboration encore plus étroite des chefs socialistes et réformistes avec le gouvernement de gauche.

Par la suite, le gouvernement a prétendu qu'il n'avait pas encore réalisé les économies désirables. Il a donc fait déposer par Germain-Martin un projet de réduction des traitements et indemnités.

Il y a là une manœuvre à dénoncer. L'attaque tentée par Herriot en 1925 se reproduit sous la même forme en 1932. On prétend qu'on ne doit pas toucher aux traitements des camarades des petites catégories et on les exonère de 9.000 francs à la base. Ce qu'on a oublié de dire, c'est qu'on propose de réaliser sur les traitements environ 200 millions d'économies, tandis que la réduction sur les indemnités, qui atteindra l'ensemble de nos petits et moyens fonctionnaires se traduira par 500 millions d'économies.

Le rôle des chefs réformistes consiste toujours à orienter l'attention des fonctionnaires travailleurs des services publics et cheminots sur la seule diminution des salaires. On oublie volontairement de parler des indemnités et surtout d'indiquer que l'attaque contre les traitements et indemnités va se doubler d'une réforme administrative dont on aura pris, dit-on, soi-même l'initiative. Ce, alors que le gouvernement grignote nos conditions de vie et de travail, frappe les plus misérables d'entre nous, les auxiliaires aux salaires de famine, alors que parallèlement les compagnies de chemins de fer et les diverses administrations publiques, locales ou départementales, vont procéder à toute une série d'attaques partielles. Volontairement les chefs réformistes s'efforcent d'orienter la réaction du personnel vers la seule attaque générale contre les traitements.

Au Cartel unitaire, avec le concours régulier du Bureau confédéral, qui s'est penché très sérieusement sur ces problèmes, nous lançons cet avertissement : il faut répondre immédiatement à toute attaque partielle ; il faut coordonner ces ripostes partielles, les élargir en vue d'une riposte beaucoup plus large.

Certes, nous allons rencontrer des difficultés. D'abord, nos camarades ne se rendent pas suffisamment compte que les attaques qui atteignent aujourd'hui les plus misérables d'entre nous, les auxiliaires, ils vont en subir eux-mêmes les répercussions. Nous allons nous heurter, dans nos propres rangs, à cette conception que seule une réplique générale peut être réellement efficace et que, pour pouvoir être bien organisée, elle doit l'être avec le concours des chefs confédérés. Nous avons combattu cette manière de voir de façon absolue et nous avons appelé nos camarades à réagir vigoureusement.

Au cours des diverses interventions que nous allons faire auprès de nos syndicats, de nos unions locales et régionales, nous allons trouver un manque d'activité quant à la préparation de ces luttes partielles, ce, d'autant plus, qu'on essaie de grouper tous les efforts et qu'au Cartel unitaire viennent des camarades comme ceux de la Fédération autonome qui, eux, représentent certains courants en opposition formelle avec les perspectives que nous avons tracées.

Ainsi, nos camarades de la Fédération autonome s'ils nous aident

dans la préparation des meetings, s'ils sont d'accord avec nous sur le principe du front unique. envisagent celui-ci pratiquement d'organisation à organisation. L'expérience des chefs réformistes, en ce qui concerne l'article 6, ne leur suffit pas. Ils pensent qu'on peut aboutir à une réalisation avec eux et ils viennent au sein du cartel élargi essayer de faire triompher leur point de vue. Leur action dans ce sens à travers le pays continue à jeter le trouble dans nos propres éléments.

Pour nous, seul le résultat compte. Il faut reconnaître qu'il y a eu au sein de notre cartel une liaison insuffisante, certaines difficultés à la direction ; on crée un secrétariat collectif de trois membres, mais ces camarades, surchargés de besogne, ne peuvent consacrer tout le temps nécessaire à la préparation des luttes qui vont se dérouler à brève échéance. On fait un travail un peu anarchique, il faut le reconnaître, et l'une des premières réformes qu'il faudra envisager au cours de ce Congrès et de la Conférence nationale est celle de la direction du Cartel unitaire.

Cette mauvaise direction relative a eu pour conséquence de créer une liaison insuffisante avec la base, de ne pas insister suffisamment sur cette vérité que des attaques partielles se produiraient. Ces attaques partielles se sont fait jour : aux P.T.T. c'est la création des centres qui fait perdre de 15 à 20 francs de salaires à de nombreux camarades, le déplacement des auxiliaires, des camarades de Paris qu'on envoie en province et dont le salaire tombe de 30 à 20 francs, ce sont les licenciements massifs qui doivent être opérés à la rentrée des vacances en octobre ; chez les cheminots ce sont les changements de services et la rationalisation sous toutes ses formes ; dans les services publics mêmes constatations ; dans les T.C.R.P. on jette à la rue des dizaines et même des centaines de camarades suppléants et on rationalise ; dans toutes les administrations publiques on prend les mêmes dispositions pour faire jouer les services médicaux qui sont à la solde des compagnies et des administrations et obéissent au doigt et à l'œil à leurs directives.

Il fallait riposter à toutes ces attaques partielles. C'est d'ailleurs ce qui a été fait dans certains milieux. Nous avons eu des réalisations, mais ce ne pouvait être évidemment avec des concours comme celui de la Fédération de l'Enseignement qui, elle, est partisan du front unique d'organisation à organisation et ne s'est jamais fait représenter au Cartel unitaire. Pour quel motif ? Parce que la direction était en province ! Lorsque nous avons expliqué à nos camarades de l'enseignement qu'ils pouvaient se faire représenter au Cartel par un camarade de leur tendance de la région parisienne, ils ont déclaré qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. De même à la Conférence nationale, où nous avions réuni de nombreux unitaires, autonomes et inorganisés, nous constatons également l'absence de nos camarades de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

Je suis obligé de passer sur le détail des diverses organisations formant le Cartel. Plusieurs le feront longuement à la Conférence nationale. Nous reviendrons longuement sur la position de chacun d'eux, et nous prendrons des dispositions pratiques pour remédier à nos faiblesses.

Mais je ne voudrais pas quitter la tribune avant de situer notre position et de donner une idée de ce que va être l'attaque d'octobre. On a lancé des ballons d'essai. Les journaux bourgeois ont déclaré qu'on

allait proposer une réduction de 6 % sur les traitements et, bien entendu, si l'éventualité se produisait, ce serait l'attaque directe contre nos camarades des services publics, camarades fonctionnaires et camarades cheminots.

Mais est-ce sous cette forme d'attaque générale que va se produire l'offensive gouvernementale ? M. Lamoureux, interrogé, a déclaré qu'il ne voulait rien démentir ni rien confirmer. La vérité est que la bourgeoisie a encore de larges possibilités de manœuvres, qu'elle va encore tenter, avec le concours des réformistes, d'orienter la réaction du personnel à statut vers l'attaque générale pour masquer ses attaques partielles, qui représentent le maximum de ses attaques.

On passera sous silence encore les indemnités administratives dont Vincent Auriol a déclaré qu'on pouvait en attendre 1 milliard 700 millions d'économies, avec des ministres énergiques et des chefs à la hauteur.

La vérité, c'est qu'on va tenter de provoquer une manifestation comme celle du 20 février. On va tenter de briser le front des fonctionnaires par une manœuvre de coups de soupape de sûreté. Cette journée du 20 février a été, certes, une puissante démonstration de masse. Elle a été la preuve que, demain, l'ensemble des fonctionnaires des services publics, des cheminots, pouvaient jouer un rôle important dans la bataille des classes, mais il faut que nous prenions nos dispositions. Alors que les chefs réformistes voulaient faire seulement de cette journée une journée de protestation contre le Sénat, les mots d'ordre du Cartel unitaire, dans tous les grands centres de Paris et la plupart des centres de banlieue, ont été acclamés.

C'est contre le Sénat, contre la Chambre, la politique de la bourgeoisie, contre toute diminution de nos conditions de vie, de travail, contre l'aggravation du régime des retraites qu'il va falloir lutter. C'est cela qu'il va falloir reprendre au 1^{er} octobre. Cette tactique des ripostes partielles va être, certes, difficile à organiser. Elle ne peut l'être qu'avec la pratique du front unique à la base.

Nous avons interrogé nos camarades de la Fédération autonome. Leur opposition d'hier et les perspectives des attaques partielles sur le front unique à la base, nous craignons qu'elles ne subsistent, et que la Fédération autonome n'oriente ses efforts, au sein du Cartel, que pour créer un front unique d'organisation à organisation.

Il va falloir organiser autre chose. Le seul renseignement officiel qu'on puisse avoir aujourd'hui sur les projets gouvernementaux, c'est que Daladier a déclaré qu'on allait uniformiser et rabaisser la limite d'âge pour la retraite. Hier, on reculait la limite d'âge pour les retraites, et on déclassait les services actifs. Aujourd'hui, serait-on revenu à de meilleurs sentiments ? Non. C'est qu'hier, on n'envisageait pas parallèlement une mise à la retraite anticipée sans augmentation de cadres. Aujourd'hui, il est clair que le gouvernement veut réduire au maximum le nombre de ses fonctionnaires. Quand on donne une retraite sans pourvoir au remplacement du retraité, on réalise une grande économie. Conséquence : la rationalisation va s'appesantir dans tous les cadres des fonctionnaires des services publics et cheminots. Il faut que les uns et les autres, nous nous préparions à cette lutte difficile, que nous organisions ces ripostes partielles en vue d'une action beaucoup plus large. Cela ne peut se réaliser qu'avec la seule conception juste de

la C.G.T.U., par la pratique et la réalisation du front unique à la base.
(*Applaudissements.*)

Salut de la délégation des bateliers en grève

MÖHN, président. — Le Congrès a le plaisir de recevoir une délégation de nos camarades bateliers qui ont lutté pendant des semaines contre le patronat et contre le gouvernement. (*Vifs applaudissements. Le Congrès acclame la délégation au chant de l'Internationale.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au camarade Renoncourt, délégué du Comité central de grève des bateliers. (*Applaudissements.*)

RENONCOURT (délégué des bateliers). — Au nom des bateliers, hier encore inorganisés, aujourd'hui groupés autour de la C.G.T.U., je remercie le Congrès en son entier d'avoir fait preuve d'amitié envers les bateliers. Le geste que nous venons de voir est pour nous un grand réconfort.

Je dois aussi vous dire que nous sortons du ministère avec nos camarades Monjauvis, Midol, Arrachard et Delval pour tenter de faire libérer nos camarades encore emprisonnés et que nous avons essuyé un refus. Nous en avons laissé la responsabilité au ministre, car nous ne pouvons pas dire que les bateliers ne rentreront pas en lutte demain. Si la lutte recommence, nous espérons voir le plus de corporations possible groupées autour de nous. Camarades, au nom des bateliers, je vous remercie. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DU CAMARADE ARRACHARD

ARRACHARD. — Au nom de la direction confédérale et au nom de la grande majorité du Congrès, je veux ici assurer une fois de plus nos camarades bateliers du concours entier et sans réserve de la majorité confédérale de la C.G.T.U.

Camarades bateliers, avec vous, à vos côtés, vous avez, au cours des semaines précédentes, trouvé les dirigeants de la C.G.T.U., ses syndicats unitaires, ses fédérations, tous ceux qui, dans la ligne de la C.G.T.U., étaient prêts à consentir et consentaient les plus grands sacrifices pour vous faire obtenir satisfaction. Cet appui, je peux vous en donner la certitude, vous sera continuellement donné, n'importe quel jour, à n'importe quelle heure, à n'importe quel moment, quelle que soit la situation dans laquelle nous serons et les difficultés que nous rencontrerons. Chaque syndicat unitaire, chaque organisation unitaire digne de ce nom sera à vos côtés sans craindre les responsabilités et poursuivra avec vous la bataille jusqu'au bout s'il le faut.

Camarades congressistes, déjà les informations données par notre *Humanité* ont pu vous éclairer sur les raisons de leur lutte. Cette corporation a livré une grande bataille. Nos camarades bateliers sont, dans la majorité, des artisans placés dans les pires conditions.

Nous avons pu vérifier que, dans bien des cas, ces bateliers, qui se croient propriétaires de leurs bateaux, sont obligés de payer pour travailler plus que ne leur rapportent leurs voyages, de sorte qu'ils en sont souvent de leur poche. Tout en touchant des salaires de plus en plus réduits, ils doivent faire des journées de plus en plus longues et ne sont même pas assurés du repos de la nuit. De plus, ils sont soumis à toutes les vexations de la part du gouvernement et de l'admi-

nistration des Ponts et Chaussées, et leur avenir, déjà immédiatement compromis, se révèle à leurs yeux comme très grave, car le capitalisme, par l'intermédiaire de son gouvernement, projette de les éliminer et les réduire à la condition de prolétaires en les réduisant à la plus grande misère.

Excédés par cette situation intenable, ils se sont révoltés. Déjà, au mois d'août, ils ont mené la lutte pendant trois semaines et ont fait face aux gardes mobiles, aux marins, aux pompiers, à tous les moyens de répression qu'on avait mobilisés contre eux. Ils ont fait preuve d'un courage magnifique, héroïque, au cours de cette bataille où un certain nombre d'entre eux ont été emprisonnés. Reprenant le travail parce que trompés, parce que trahis, ils n'ont pas oublié ceux qui étaient restés dans les prisons et leur action les a fait libérer. (*Applaudissements.*)

Mais si on a pu, pendant quelques jours, sous la houlette des Engler, des Bour et des Blankaert, tromper nos camarades bateliers, la réalité a montré que, quelques jours après la reprise de leur travail, les promesses faites et montrées comme une victoire n'étaient que chiffon de papier. Leurs yeux se sont ouverts et la bataille a recommencé.

Cette bataille a recommencé contre le gouvernement et ceux qui sont ses alliés. Cette bataille a recommencé contre vous, Engler, Bour et Blankaert, qui les avez trahis.

On nous a dit, dans les quelques jours qui ont suivi la première grève, que nous exagérions considérablement, que nous voulions, par esprit de tendance, disqualifier les dirigeants de la Fédération des Ports et Docks. On nous a présentés comme voulant, je ne sais par quel esprit de tendance, discréditer tout ce qui ne s'était pas fait. On a tenté de dresser contre nous les bateliers ; mais la meilleure démonstration faite de la trahison qui s'est réalisée sur leur dos, ce sont les bateliers qui l'ont donnée, car ils ont été obligés de recommencer la grève au début de septembre.

Dans le deuxième mouvement, qui vient de se terminer au cours des dix derniers jours, les manœuvres se sont renouvelées, on les a modifiées. On ne pouvait plus commander ouvertement, on a travaillé d'une façon souterraine à discréditer constamment les raisons pour lesquelles le deuxième mouvement s'était engagé ; on a voulu faire croire que la grève était voulue par la C.G.T.U. On a appuyé cette fable lancée par la bourgeoisie d'une grève politique voulue pour des desseins politiques, en dehors de toute raison revendicative.

On a discrédité systématiquement les militants de la C.G.T.U., on a tout fait pour empêcher que la bataille des bateliers, qui montraient pourtant une merveilleuse combativité, n'arrive pas au but fixé : obtenir la victoire sur le gouvernement. Momentanément on a réussi.

On a réussi une deuxième fois, parce que le bloc s'est effrité sous la pression de ces manœuvres. Nous n'avions plus, à la fin de la semaine dernière, l'assurance que l'unanimité des bateliers se maintenait dans la bataille.

Le Comité central de grève, d'accord avec les dirigeants de la C.G.T.U., a su prendre ses responsabilités ; il a dit : « Nous reprendrons le travail, parce que nous ne pouvons pas aller plus loin. » Mais il a ajouté : « Les quelques promesses qui nous sont faites par le gouvernement devront être tenues ; elles sont de deux ordres : pour les revendications et pour la libération des emprisonnés. »

C'est pourquoi, aujourd'hui, la délégation est venue trouver le ministre des Travaux publics pour obtenir des précisions, et, devant les réponses cyniques qui leur furent faites, devant la défilade des services ministériels, nos camarades ont confirmé le mandat donné ce matin par ceux d'entre eux qui les ont envoyés : « Si demain, à midi, les bateliers emprisonnés ne sont pas dehors, c'est la grève qui recommence. » (*Vifs applaudissements.*)

Les bateliers peuvent être sûrs — et l'accueil du Congrès le leur prouve — que toute la C.G.T.U., *toute la vraie C.G.T.U.* comme ils disent entre eux, parce qu'ils ont appris à distinguer dans la C.G.T.U. (*applaudissements*), toute la vraie C.G.T.U. sera avec eux, comme elle l'a toujours été. Et si demain, à midi, les emprisonnés ne sont pas dehors, les militants seront à côté d'eux, avec toutes leurs organisations, pour obliger l'ouverture des portes des prisons.

Et laissez-moi encore dire à nos camarades bateliers, du haut de cette tribune : « Que les leçons de l'expérience, ou des expériences — car il y en a deux — vous soient profitables. Rappelez-vous, bateliers, qu'il ne suffit pas d'être animé de sa combativité, de sa bonne foi revendicative, de sa bonne volonté de vaincre, il faut qu'une fois la bataille engagée la meilleure direction existe. Vous n'avez pas eu jusqu'à maintenant cette direction, mais nous sommes sûrs qu'avec nos efforts, notre aide, vous trouverez le moyen d'avoir la véritable organisation, les véritables dirigeants qui pourront compléter ce que vous avez déjà commencé : arracher la victoire sur le gouvernement ; arracher vos revendications et arracher la libération des emprisonnés. (*Applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Les P.T.T. proposent qu'une collecte soit faite dans la salle en faveur des emprisonnés de la batellerie. (*Applaudissements.*)

La séance est levée à 18 h. 45.

QUATRIÈME JOURNÉE

Séance du 26 Septembre (matin)

La séance est ouverte à 9 h. 10, par Hénaff.

HÉNAFF. — Je tiens à annoncer au Congrès que la quête qui a été faite hier en faveur de nos camarades bateliers a rapporté la somme de 691 francs.

Au nom du Bureau confédéral, nous vous proposons d'ajouter à cette somme 1.519 francs pour arriver à la somme de 2.500 francs.

(Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

Je veux maintenant donner connaissance d'une note présentée par la délégation de la Loire :

Le Syndicat général des Marchands forains unitaires de France, adhérent à l'Union locale unitaire de Saint-Etienne et à la Confédération du petit commerce et de l'artisanat, se déclare en plein accord avec la C.G.T.U. sur les luttes ouvrières et en application avec la résolution du VII^e Congrès de la C.G.T.U., sur les moyens de grouper, dans nos organisations de classe les petits marchands forains et artisans qui sont sous l'emprise d'organisations fascistes et de groupements autonomes de collaboration de classe ; demande à tous les délégués du Congrès de faciliter le travail de propagande et le recrutement du Syndicat général des Forains de France.

Le Syndicat général des Forains, composé en grande partie de militants, parce que rejetés par le patronat, et d'immigrés, les forains ne peuvent qu'adhérer à notre organisation de classe, du fait que la corporation foraine est victime de la crise, écrasée par les impôts, en lutte constante contre les brimades des pouvoirs publics.

Le nombre des forains de France se chiffre par des centaines de mille. Certains organisés dans des organisations fascistes, d'autres à la C.G.T. Nous demandons aux délégués de faire connaître notre action avec la classe ouvrière, en appuyant et en participant aux manifestations ouvrières. Nous demandons ici que la C.G.T.U. fasse un appel aux anciens militants révolutionnaires qui sont dans la corporation foraine pour adhérer à notre syndicat. Nous demandons aux secrétaires d'U.R. et d'U.L. de travailler à l'organisation des forains, dans leur localité, de nous mettre en liaison avec notre syndicat dont le siège est à Saint-Etienne, à l'Union locale unitaire.

Nous pensons que notre appel sera entendu par le Congrès, et nous tendrons tous nos efforts vers la lutte pour nos revendications, contre le fascisme et la guerre, en plein accord avec la C.G.T.U.

Voici une lettre des camarades des syndicats de Troyes :

Les grévistes de la maison Delanvay-Recoin (usine de fabrication de bonneterie) occupant 600 ouvriers et ouvrières au nombre de 300 en grève envoient aux congressistes de la C.G.T.U. et à la C.G.T.U. leur salut fraternel et révolutionnaire.

Ce Congrès, d'où sortiront de nouvelles méthodes de lutte qui permettront à l'ensemble de la classe ouvrière d'arracher les victoires revendicatives, et cela au moment où les grévistes de chez Devanlay-Recoin sont en lutte contre notre patronat pour arracher des augmentations de salaires, est salué par nous.

Nous nous engageons devant lui à lutter jusqu'à la victoire totale de nos revendications, victoire qui sera celle de l'ensemble de la classe ouvrière de notre région.

Vive le Congrès de la C.G.T.U. ! Vive le Syndicat du Textile !
(Applaudissements.)

INTERVENTION DE DARGUESSE

DARGUESSE (Mineurs). — Hier, notre camarade Quinet, de la Fédération, a tracé la situation générale des mineurs.

Parlant ici au nom du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, je tiens à montrer les conséquences de la crise pour les ouvriers, alors que le patronat, par toute une série d'attaques plus ou moins variées, veut faire retomber tout le poids de cette crise sur les mineurs.

Depuis 1931, au moment où la crise a fait son apparition dans notre corporation, les mineurs ont été l'objet de toute une série d'attaques plus ou moins franches de la part du patronat : diminution du salaire officiel, brimades, chômage partiel qui s'accroît de plus en plus, à un tel point que nous pouvons constater que, à l'heure actuelle, depuis 1931, les salaires ont diminué dans une proportion de 40 à 45 %.

Je tiens ici à démontrer le rôle des dirigeants réformistes, en vue de canaliser le mécontentement des mineurs, pour briser leurs luttes et permettre ainsi aux compagnies minières de poursuivre leur offensive.

En 1931, ouvertement, les chefs réformistes, avant que la grève des mineurs soit déclenchée, bien qu'ils aient prôné cette grève générale si les compagnies minières attaquaient les mineurs, et au moment où notre syndicat préparait cette lutte, signaient une diminution des salaires de 6 %. Non contents de cela, ils ont brisé la grève des mineurs, publiquement, en invitant les ouvriers à ne pas suivre les mots d'ordre de la Fédération unitaire du Sous-Sol. Et quand ils ont vu que nous avions quand même soulevé une fraction importante des mineurs pour la lutte, les chefs réformistes, en accord avec les Compagnies minières, sont allés faire du racolage à domicile et ils ont menacé les ouvriers mineurs pour les obliger à aller au travail. Ils ont brisé la grève.

La trahison a été telle qu'elle a eu pour conséquence le fait suivant : les chefs réformistes ont perdu, dans le courant de 1931, beaucoup d'adhérents, parce que leur trahison a été tellement évidente que les ouvriers ont compris que seule notre Fédération et nos syndicats unitaires du Nord et du Pas-de-Calais préparaient les batailles, et qu'ils possédaient seuls les moyens de faire reculer le patronat minier, qu'ils donnaient des directives justes et appropriées aux besoins des ouvriers.

C'est ainsi que nous avons eu, dans le courant de 1931, beaucoup d'élections corporatives. Les ouvrières et les ouvriers, dans ces élections, ont manifesté leur accord avec notre programme de lutte. Nous avons gagné des sièges de délégués mineurs, et les chefs réformistes se sont aperçus qu'il fallait qu'ils changent de tactique pour essayer de faire accepter les prétentions patronales par les ouvriers.

C'est ainsi qu'à la deuxième bataille de 1932, ils ont usé d'un autre moyen, et ils ont organisé un referendum, soi-disant pour faire retomber la responsabilité de la diminution de salaires sur le dos des ouvriers. Il convient de dire que le referendum avait été préfacé par toute une campagne démagogique et pessimiste. Ils avaient fait croire aux mineurs qu'il n'y avait pas de possibilité de lutte en période de crise, qu'il y avait des stocks considérables, et que la grève ne pouvait qu'être vouée à un échec.

Encore là, seul notre syndicat unitaire a alerté les mineurs et leur a montré qu'il n'y avait pas d'autre moyen de faire reculer le patronat que la lutte vigoureuse contre la diminution des salaires. Et, seuls encore, à ce moment-là, nous avons, nous syndiqués unitaires, été à la tête du combat. Nous avons donné les directives justes aux mineurs pour faire reculer le patronat minier.

Non seulement les réformistes ont brisé toutes les luttes ouvrières, mais, depuis deux ans, ils trompent les mineurs et leur communiquent des illusions dangereuses, dans le seul but de canaliser leur mécontentement et de les détourner de leurs revendications les plus immédiates. Ils font croire qu'il y a des possibilités, pour notre corporation, de résoudre la crise par le contingentement et l'Office national du charbon. Un de nos camarades a dit, dans son intervention, justement que c'étaient là des interventions néfastes et que ces revendications n'avaient rien de commun avec les intérêts des ouvriers mineurs.

Le but poursuivi par les chefs réformistes, en mettant en avant de telles revendications, qui sont celles des compagnies minières, était de briser les luttes, de canaliser le mécontentement des mineurs, de les détourner du programme de lutte de notre fédération et de notre syndicat, et en même temps de leurs revendications les plus immédiates.

Tenant compte du mécontentement qui existe chez les mineurs et de l'accentuation de l'offensive du patronat minier, les chefs réformistes manœuvrent sur un autre terrain. C'est ainsi que nous avons assisté, depuis 1933, à toute une série de manœuvres de manifestations, qui montrent le grand courant de mécontentement qu'il y avait parmi les mineurs.

Nous avons assisté à des luttes partielles, à des manifestations de front unique. A Ostricourt, il y a eu une grève de 24 heures. A Dumoncelle, nous avons eu d'autres manifestations et des délégations d'ouvriers sur la base de nos cahiers de revendications. Les chefs réformistes se sont aperçus du mécontentement des mineurs et ils ont essayé, une fois de plus, de canaliser ce mécontentement, de briser toutes les luttes partielles. C'est ainsi qu'ils ont déclenché la grève des 3, 4 et 5 avril.

Il faut dire tout de suite quelle a été l'activité de notre syndicat unitaire pour essayer d'entraîner les mineurs, non pas sur le contingentement et l'Office national du charbon, mais sur les revendications les plus immédiates. S'il y a eu un certain retard pour la préparation des luttes, sur le terrain partiel et pour les revendications immédiates, il n'en reste pas moins que notre syndicat a apporté une grande

activité pendant la grève des 3, 4 et 5 avril, et qu'il a pu ainsi nettement situer sa position devant les mineurs de notre Fédération. Ces luttes ont démontré nettement l'hypocrisie des manœuvres des chefs réformistes. Car la grève des 3, 4 et 5 avril déclenchée par les réformistes a dressé les mineurs contre leur ennemi commun qui est le patronat. Pour eux, c'était une manœuvre consécutive à un plan qui date de 1931, au moment de l'accentuation de la crise.

Ce que nous devons souligner ici, c'est que, depuis cette grève, nous avons eu un redressement sérieux de notre position parmi les mineurs du Pas-de-Calais. Cette grève a démontré indiscutablement la volonté de lutte des ouvriers, et si, dans certains secteurs, avec la manœuvre des chefs réformistes et des compagnies minières coalisées, nous n'avons pas pu soulever les masses des mineurs, il n'en reste pas moins que là où les directives et la tactique de notre C.G.T.U. furent appliquées, non seulement la grève a été générale, mais elle a revêtu son véritable caractère de classe, et nous avons assisté justement à toute une série de bagarres contre toutes les compagnies.

Nous avons, seuls, pratiquement travaillé à la réalisation des grèves, tandis que les chefs réformistes se sont simplement contentés de lancer le mot d'ordre. Mais le travail des réformistes a été fait pour que cette grève ne réussisse pas. Ils ont donné l'ordre à leurs syndiqués de ne pas organiser les piquets de grève avec les communistes. Et là où il y avait des tentatives de rapprochement entre les confédérés, les unitaires et les inorganisés, les chefs réformistes allaient sur place pour empêcher les syndiqués de participer au travail pratique pour l'organisation de la grève.

Malgré tous ces obstacles, malgré les compagnies minières et les chefs réformistes, dans cette lutte des 3, 4 et 5 avril, nous avons déployé une grande activité. Nous avons, devant des milliers de mineurs, donné les mots d'ordre de la C.G.T.U., et notre Fédération Unitaire du Sous-Sol a été acclamée par les mineurs.

Au cours des grèves, nous avons dû constater, pour la première fois, un rapprochement assez sensible entre les confédérés et les unitaires. Nous avons, malgré les mots d'ordre des chefs, ouvert les yeux des ouvriers confédérés qui se sont aperçus qu'il n'y avait d'autre moyen, pour aller à la victoire, que la lutte, afin de faire reculer le patronat, et arracher les revendications immédiates des ouvriers.

Ils ont réalisé, avec nos camarades unitaires le front unique, dans une série de concessions de notre bassin.

C'est ainsi que nous avons pu voir dans la concession d'Hénin-Liétard les ouvriers confédérés et unitaires constituer en commun les piquets de grève et élaborer leurs cahiers de revendications.

Nous avons également pu noter un rapprochement dans certains secteurs, comme par exemple celui de Nœux-les-Mines. Au cours du conflit, nous avons assisté à toute une série de fronts uniques sur la base des comités de grève constitués en commun.

Maintenant, les chefs réformistes s'aperçoivent de ce courant, et ils savent que les ouvriers veulent se rapprocher. Ils s'en aperçoivent d'autant mieux qu'à l'issue de cette grève, grâce à ce rapprochement, nous avons réussi, dans le Pas-de-Calais, à réaliser et à constituer cinq comités d'action : un au n° 4 de Lens, aux n°s 5 et 4 d'Ostricourt, etc.

Que voyons-nous ? C'est là que, justement, les chefs réformistes se démasquent sur la question de l'unité syndicale, parce que pour eux

l'unité syndicale, à l'heure actuelle, ne peut pas permettre aux mineurs de lutter efficacement contre les compagnies minières ; pour eux, l'unité syndicale fait partie du plan des manœuvres que j'ai énumérées tout à l'heure.

C'est justement dans la mesure où un travail pratique est réalisé que les chefs réformistes se démasquent immédiatement.

Ailleurs, le comité d'action du n° 4 fut constitué au moment où les chefs réformistes faisaient un battage infernal sur la question de l'unité syndicale. Il suffit de jeter un coup d'œil sur leur journal corporatif, depuis la première ligne jusqu'à la dernière, on voit qu'il suffit de réaliser l'unité syndicale organique pour faire reculer le patronat. Ils conditionnent la réalisation de l'unité syndicale organique à toutes les luttes des ouvriers mineurs. Ils disent : « Le patronat vous brime. Mais continuez à souffrir jusqu'à ce que l'unité organique syndicale soit réalisée ».

Pour eux, l'unité syndicale, ce n'est pas la lutte. Ils ont signé une résolution à laquelle ils posent cinq conditions pour réaliser l'unité, propositions qui sont en contradiction avec leur opinion.

Mais de la lutte des mineurs, ils ne parlent pas, et c'est pour cela que, quand il y a une réalisation du front unique, quand les ouvriers mineurs et confédérés se serrent les coudes et constituent leurs comités d'action, nous voyons toutes les manœuvres des compagnies minières et des chefs réformistes qualifiés, pour essayer de briser le front unique.

Au n° 4 de Lens, le front unique à peine constitué, que voyons-nous ? Immédiatement, les chefs réformistes descendent sur place, organisent des réunions de syndicats confédérés, disent qu'il faut briser toute relation avec les comités de grève de front unique.

Et les compagnies minières, que font-elles ? Sentant le danger du comité de front unique, sentant qu'il y a, pour les mineurs, la possibilité de faire reculer le patronat et d'arracher leurs revendications, pendant que les chefs réformistes manœuvrent de leur côté, les compagnies minières de Lens déplacent les camarades les plus actifs qui étaient dans le comité et congédient les éléments les plus combattifs.

Ils réussissent quelquefois, direz-vous, par de telles manœuvres, à briser nos comités d'action. Il n'en reste pas moins qu'ils se démasquent impitoyablement devant les mineurs. Et c'est ainsi que, pour Lens, alors qu'il y a huit mois il nous était impossible, étant donné les difficultés que nous rencontrons, de parler aux mineurs, étant donné l'influence formidable que les chefs réformistes avaient sur les masses, étant donné qu'ils essaient de briser nos mouvements de lutte contre le patronat, ce sont maintenant nos mots d'ordre qui sont acclamés, et lorsque les chefs réformistes voulaient, sur place, briser le front unique, ils ont été pourchassés. Là où il y a une réalisation de front unique, on oblige les réformistes à se démasquer devant les ouvriers mineurs, y compris les confédérés. Et c'est ainsi qu'on brise leur démagogie sur l'unité syndicale.

Un autre exemple doit être cité, c'est celui d'Ostricourt. Nous ne possédions, dans ce pays, aucune base. Quelques éléments se sont réunis avec nos camarades confédérés, et ils ont élaboré leur programme, constitué leur comité d'action et désigné une délégation, dans une équipe de 300 ouvriers, pour constituer leur bloc contre les prétentions patronales. Quand les chefs réformistes ont connu ce fait, en accord avec les compagnies minières, ils sont allés dans les bureaux de la

compagnie, et quand la délégation est arrivée à la direction, qu'a-t-elle vu ? Ce n'est pas le directeur qui était à la porte, mais c'était Maës, qui a refusé d'introduire les ouvriers chez le patron.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Huit jours plus tard, les chefs réformistes descendent pour organiser un meeting, pour obliger les ouvriers confédérés à se détacher des unitaires, ils n'ont pas pu placer un mot, et les ouvriers les ont chassés de la même façon que nos camarades de Lens.

Nous pourrions citer toute une série d'exemples dans le Pas-de-Calais, pour démontrer que, pour détruire la démagogie des chefs réformistes en ce qui concerne l'unité syndicale, il ne suffit pas de discours, mais, justement, comme le rappelait notre camarade François dans son intervention, c'est au travers de la lutte, sur la base du puits, quand les ouvriers sentent la nécessité de la lutte pour arracher leurs revendications immédiates, que vous obligerez par cela même les chefs réformistes à se démasquer devant les mineurs. Nous pourrions ainsi accentuer le vaste courant d'unité qui se fait jour parmi nos camarades mineurs.

Dans notre syndicat du Pas-de-Calais, nous avons eu ce courant d'unité, pour l'unité syndicale de classe. Nous avons déjà fait un pas sérieux vers la réalisation de l'unité.

Tenant compte de cette volonté d'unité, nous allons nous orienter vers un syndicat unique des mineurs. Nous avons déjà cinq comités d'unité d'action. Nous avons des manifestations presque journalières qui démontrent encore le rapprochement des ouvriers confédérés avec les unitaires, et nous pouvons dire que, grâce au travail à la base, dans les puits, nous avons pris, dans notre syndicat du Pas-de-Calais, l'offensive sur la question de l'unité syndicale, non pas pour l'unité syndicale comme la conçoivent les chefs réformistes, mais sur la base d'un programme revendicatif.

C'est dans ce sens qu'après ce congrès, nous continuerons, plus que jamais, à accentuer la réalisation des comités d'action et d'unité. Nous nous orienterons rapidement vers un syndicat unique des mineurs du Pas-de-Calais, justement parce que les compagnies minières s'apprêtent encore une fois à s'attaquer aux conditions d'existence des mineurs. Nous escomptons que, dans un délai très bref, grâce aux expériences de la grève des 3, 4 et 5 avril, aux expériences des comités d'action qui ont été constitués, et tenant compte de la volonté de lutte des ouvriers, de leur volonté de s'unir pour lutter contre le patronat, nous travaillerons de toutes nos forces pour réaliser, dans notre bassin, un syndicat unique des mineurs qui, seul, vaincra le patronat. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — J'attire l'attention du Congrès sur l'importance que représente ici l'intervention du camarade de chez Citroën et je demande aux camarades d'être aussi attentifs que possible et d'écouter l'intervention de leur camarade. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION D'UN CAMARADE DE CHEZ CITROËN

Camarades,

J'interviens ici au nom des délégués des usines Citroën.

Citroën représente, dans la région parisienne, le seigneur de l'automobile, celui qui a su le premier appliquer dans ses usines des formes

d'organisation qui lui ont permis de faire rendre au travail le maximum de production et à conquérir la première place dans ce pays sur le marché de l'automobile.

Cette organisation du travail a permis à Citroën pendant une période assez longue de ne pas être en butte à la concurrence des autres firmes, mais la crise économique et toutes ses conséquences ont obligé Citroën à accentuer son exploitation.

Prenons des chiffres et des exemples :

Je ne citerai pas ici tous les ateliers, je ne prendrai que les exemples les plus frappants.

A Chaix : Montage des châssis, travail à la chaîne, travail nécessitant pour les ouvriers une dépense de force tous les jours plus grande :

En 1930 la cadence 18, salaire 7 fr. 20.

En 1932 la cadence 25, salaire 6 fr. 60.

En 1933 la cadence 32, salaire 5 fr. 50.

A Clichy : Atelier où s'effectuent le modelage et la fonderie, les conditions de travail sont encore plus difficiles :

Salaires horaires : 1931, 8 fr. 40 ; 1932, 8 fr. 40 (surproduction 15 %) ; 1933, 6 fr.

Javel : Atelier de la sellerie :

Salaires : 1929, 9 à 9 fr. 50 ; 1930, 8 à 8 fr. 50 (prod. 15 voitures) ; 1931, 8 à 8 fr. 50 (prod. 18 voitures) ; 1932, 7 à 7 fr. 50 (prod. 19 voitures) ; 1933, 6 à 6 fr. 50 (prod. 20 voitures).

Levallois : Sellerie autocars.

Salaire horaire : 1932, 7 fr. 05 au début de la fabrication des autocars.

Fin 1932, l'organisation de cette nouvelle fabrication permet à Citroën l'application du travail aux pièces. Les ouvriers arrivaient à gagner 8 à 8 fr. 50, mais la production était beaucoup plus forte.

1933 : Application du travail à la chaîne, salaire 7 fr. 80 pour 12 cars, quand au début de ce mode de travail on ne fabriquait que 3 cars par jour.

Camarades, comptons un peu :

1932.....	Production	3	Salaires	7 fr. 05
1933.....	—	12	—	7 fr. 80

Vous vous rendez compte de ce que peut donner comme avantage l'application de la *rationalisation chère aux confédérés* et à la social-démocratie, dont on a encore présentes à la mémoire les déclarations par la bouche de leur représentant : le pèlerin du paradis américain, Spinasse.

Pour une augmentation de production de 75 %, l'on vous accorde une majoration de 9 %.

J'ai donné quelques aperçus des formes d'organisation du travail, les fluctuations de la production et des salaires, ils sont loin, on le voit, d'avoir apporté une amélioration aux conditions matérielles des ouvriers.

La rationalisation de l'exploitation des camarades de l'usine est encore accentuée par la surveillance exercée par les mouchards qui

pullulent dans le personnel, au point que certains sont parfois dans l'impossibilité de pouvoir même se soulager de leurs besoins naturels. Si Citroën le pouvait, il rationaliserait jusqu'aux organes du corps humain.

Les conditions de vie intérieure à l'usine étant des plus défectueuses (lavabos, vestiaires insuffisants), tous ces faits engendrent un mécontentement général ; l'effervescence grandit, notre syndicat unitaire des Métaux alerte les ouvriers par l'organe de notre journal syndical, distribué à toutes les portes des usines. Ça gronde dans l'usine, des ouvriers refusent de faire des heures supplémentaires, l'action du syndicat se fait sentir.

La panique règne dans la direction des usines, le personnel policier de l'usine se renforce, les portes sont gardées aux entrées et aux sorties par la police bourgeoise pour arrêter les distributions de tracts et journaux. Le but que la direction veut atteindre est d'intimider les ouvriers par toutes ces mesures et empêcher notre syndicat de gagner à lui l'ensemble des exploités.

C'est le contraire qui se produit. Notre syndicat gagne en influence, les camarades victimes ont la sympathie de tous les ouvriers, enfin à aucun moment nous ne perdons le contact avec l'ensemble des ouvriers des usines. Tous les petits faits sont relatés et exploités par nous.

Le 28 mars, des affiches sont apposées dans l'usine annonçant des diminutions de salaires allant de 18 à 20 %, ces diminutions auraient, paraît-il, été acceptées par les ouvriers que la direction avait réunis. Qui étaient ces ouvriers ? Ouvriers choisis par l'appareil de maîtrise, des ouvriers qui, malheureusement, n'avaient pas encore compris que leurs intérêts et ceux de leurs patrons sont deux choses diamétralement opposées.

Malgré toutes les manœuvres, des protestations s'élèvent, les camarades du syndicat viennent à la porte des usines indiquer aux ouvriers les formes d'action qu'il faut appliquer.

Le 29, le mot d'ordre est lancé : *débrayage à l'intérieur de l'usine, désignation des délégués*. Nos camarades de l'intérieur de l'usine sont les plus actifs, ils prennent la direction du mouvement, montent sur les établis, sur les chaînes, les voitures, haranguent les camarades, ils vont d'un atelier à l'autre, se portent sur les endroits où ça flanche, et voilà toutes les usines en révolution.

Citroën et son personnel de police sont débordés. Ils ont bien essayé de parlementer pour calmer les esprits. Rien à faire. Citroën n'est plus le maître, les ouvriers n'écoutent qu'une voix : celle de notre Syndicat Unitaire des Métaux. Le mouvement est déclenché.

Citroën veut quand même essayer une dernière manœuvre. Le lendemain il ferme ses usines et décrète le lock-out le jeudi 30 mars.

Les ouvriers sont exaspérés, ils comprennent ce que Citroën cherche : les affaiblir par la perte de leur salaire de manière à pouvoir appliquer sa diminution au jour de la rentrée qu'il a fixé au 24 avril. Il a oublié notre Syndicat. Les militants se dépensent. Ils organisent la résistance, les salles de la Bourse du Travail sont pleines à craquer, un enthousiasme formidable anime les ouvriers. Là nous trouvons de précieux enseignements sur la conduite de cette grève. Les ouvriers de toutes tendances sont d'accord avec nos mots d'ordre : les inorganisés, les chrétiens, les confédérés, les unitaires sont soudés dans un vaste front unique de lutte, front unique réalisé parce que nous avons

su déterminer les mots d'ordre revendicatifs qui s'adaptaient à la situation et qui correspondaient aux intérêts immédiats des ouvriers de chez Citroën.

Un Comité central de grève est élu. Comité très large, 180 délégués groupant toutes les tendances et les inorganisés. Notre Syndicat anime ce Comité de grève, le conseille, intervient dans les différentes réunions, approuvé par l'ensemble des grévistes.

Les confédérés veulent intervenir. Ils s'aperçoivent de l'importance de ce mouvement, mais avant tout et en premier lieu ce qui les gêne, c'est la place de notre syndicat dans cette grève et l'entière confiance que lui accordent tous les ouvriers et notre influence grandissante. Les ouvriers qu'ils avaient délaissés pendant très longtemps, les contradictions entre leur politique et les intérêts immédiats des ouvriers, leurs trahisons dans les mouvements de grève, tout cela dénoncé par nous a contribué à éclairer les camarades et à une écrasante majorité ils ont refusé de suivre les mots d'ordre de *l'Union des Mécaniciens de la Seine*.

Il est évident que tout n'alla pas tout seul. Nous n'avions pas à lutter seulement contre notre exploiteur, comme dans tous les conflits les forces répressives de l'Etat démocratique de gauche furent mobilisées.

Le XV^e arrondissement en état de siège pendant toute la durée du conflit (*indépendance du mouvement syndical*, camarades minoritaires), toutes les voies conduisant aux usines Citroën étaient gardées, ce qui n'empêcha pas nos camarades d'être tous les jours aux alentours des usines, d'être au bureau d'embauche avec les camarades chômeurs, de se battre avec les flics. Il en était de même autour des usines de Clichy, Levallois, Saint-Ouen.

Deux cents de nos camarades furent arrêtés, dont vingt furent condamnés par la justice de classe aux ordres du patronat et de l'Etat bourgeois, à des peines variant entre trois mois et quinze jours de prison.

Notre camarade Timbaud fut arrêté, une réaction immédiate des ouvriers s'organisa, rassemblant 1.000 ouvriers et ouvrières qui allèrent au commissariat exiger sa libération.

Dans les métros, des manifestations s'organisèrent, entraînant la sympathie et aussi l'étroite solidarité de toute la population laborieuse de la région parisienne.

Enfin ce qu'il faut marquer c'est que tous nous avons compris que nous ne ferions obstacle à Citroën et aux pouvoirs publics que par une action de masse. La tactique employée pour les piquets de grève le démontre.

Tous les jours de nombreux ouvriers avec lesquels nous étions en contact constant et les chômeurs de la région parisienne se portaient aux portes des usines là où on avait la possibilité de toucher l'ensemble des ouvriers et d'empêcher que les rentrées s'effectuent.

Quand on ne pouvait approcher des usines, les camarades se tenaient dans les rues communiquant aux diverses entrées et arrêtaient les ouvriers qui allaient pour recommencer à travailler, leur expliquaient où nous en étions et ainsi on put empêcher la reprise partielle du travail.

Indiquons également que ces piquets de grève de masse permirent à nos militants d'intervenir dans les rues, au nez et à la barbe des flics, empêchant par leur nombre leurs interventions sauvages qui se produi-

sirent quand même plusieurs fois, mais assez loin des usines où ces contacts se sont produits. La police a démontré ouvertement qu'elle n'était pas du tout rassurée. Place Beaugrenelle où les grévistes manifestaient ils n'hésitèrent pas à sortir leurs armes et à en menacer les grévistes.

L'inscription au fonds de chômage fut arrachée de cette manière: Nous n'avons pas, comme l'ont dit certains, simplement été voir le ministre pour discuter avec lui, mais, parallèlement à cela nous avons fait la démonstration que nous étions décidés à porter la lutte à un stade plus élevé si satisfaction ne nous était pas donnée.

Nous n'avons pas eu que cela. D'autres obstacles s'élevèrent, que nous vainquimes, entre autres les fausses informations qui parurent dans la presse bourgeoise et socialiste (le *Populaire* participa comme les autres). La réaction ne fut pas longue. Des délégations allèrent trouver ces différents journaux et les obligèrent à rectifier leurs communiqués mensongers.

Des camarades socialistes et réformistes participant au mouvement menacèrent de démissionner si satisfaction ne nous était pas donnée; plusieurs déchirèrent leurs cartes.

Tout cela justifie notre point de vue qu'il ne faut jamais abandonner la critique impitoyable des organisations et des chefs réformistes, même quand le front unique est réalisé.

Différents courants se firent jour dans la grève, il fallut les vaincre.

Chômeurs. — Au début du mouvement les ouvriers nous posèrent cette question : « Que vont faire les sans-travail, les chômeurs nous remplaceront ? ».

Nous avons fait le travail de conviction sur ce point, aidés pour cela par la solidarité effective des chômeurs présents aux piquets de grève, manifestant dans les rues avec nous, mais si nous pûmes avoir cette solidarité effective nous le devons à l'organisation des chômeurs dont notre C.G.T.U. est l'artisan.

Nous devons, dans les jours qui suivront, prendre encore plus sérieusement cette question. N'oublions pas que les chômeurs sont l'armée de réserve du patronat. Leurs revendications sont les nôtres.

Un autre courant, ce fut la question des ouvriers étrangers, avec toutes les réflexions que nous connaissons tous. Pourtant dans notre Comité central de grève, plusieurs d'entre eux y avaient place et s'y démontrèrent parmi les plus actifs.

Nous savons pourtant dans quelles conditions travaillent ces camarades davantage exploités, conditions de travail désastreuses, impossibilité pour eux de militer ouvertement sous peine de subir la répression gouvernementale (*indépendance du mouvement syndical*, camarades minoritaires).

Ces deux courants justifient la ligne de notre C.G.T.U. sur ces points et la nécessité d'y apporter une grande attention.

Solidarité. — Sur la question de la solidarité, solidarité financière qui rapporta 250.000 francs, nos camarades s'ingénierent à chercher les meilleurs moyens. Ces moyens je les indique, ils pourront servir à l'ensemble des camarades.

Des équipes de grévistes allaient à la porte des usines, collaient une affiche faite à la main, les grévistes expliquaient ce qu'était leur grève, comme elle s'était produite, comment ils avaient réagi, les nou-

velles formes de lutte, etc., pendant que d'autres camarades diffusaient les cartes de solidarité.

Quand le Comité central de grève éditait une affiche, affiche qui était lue avec attention par la population, des camarades suivaient le colleur, profitaient du rassemblement qui se produisait et diffusaient les cartes de solidarité.

Dans le méiro un camarade prenait la parole, indiquait ce qu'était ce mouvement pendant que les autres diffusaient les cartes. D'autres moyens furent encore employés.

J'indique cependant que si nous avions su mieux organiser cette solidarité, si les moyens indiqués plus haut avaient été mis en application par un plus grand nombre de camarades, nous aurions eu des possibilités de soutien plus grandes encore.

Nous devons aussi marquer l'aide effective apportée pendant cette période par la coopérative révolutionnaire « La Famille Nouvelle ». Pendant toute la grève, des vivres furent mis à notre disposition aux prix coûtants. Ces ventes, organisées deux fois par semaine, attiraient les ménagères, les femmes des grévistes (pas toujours d'accord avec les organisations révolutionnaires). Là elles voyaient, elles se rendaient compte que l'on trouve quelque chose chez nous, que la solidarité prolétarienne ne réside pas dans des déclarations plus ou moins sentimentales, mais que cette solidarité est vraiment effective.

Enfin le 24 avril, Citroën rouvre ses portes, mais avec des conditions. La diminution au lieu d'être de 15 % est de 20 à 30 %, et que donne-t-il comme prétexte ? Qu'il a pris cette mesure pour punir les ouvriers d'avoir lutté au lieu d'accepter ses premières diminutions.

Le 24 avril nous sommes tous aux portes. Citroën a mobilisé tous ses flics auxquels se sont joints ceux de la police judiciaire qui, mêlés à la masse des ouvriers, entraient dans l'usine en entraînant avec eux quelques ouvriers. Ils sortaient ensuite par une autre porte pour recommencer la même manœuvre. Nous ne pûmes empêcher quelques ouvriers de se laisser prendre. Aussi les ouvriers discutèrent-ils la tactique à employer, les uns voulant entrer, les autres étant contre. C'est à ce moment que notre camarade Hénaff qui était sur le tas avec les ouvriers, les rassemble, leur indique que le meilleur, s'ils sont décidés, est de rentrer dans l'usine, de mettre les bleus, d'aller chacun à sa place et de convenir ensemble du moment à choisir pour débrayer. Il sent, il vit avec les copains qui lui accordent une entière confiance, et lui aussi il a confiance dans leur combativité. Aussi leur donne-t-il comme mot d'ordre : Rentrer et les ramener tous. Et encore une fois, Citroën était battu par la vue claire que la C.G.T.U. avait eue dans la lutte au travers de notre camarade Hénaff.

Dans d'autres endroits où il y avait eu des faiblesses, les camarades du syndicat rentrent également, font semblant d'accepter et immédiatement, dans l'usine, indiquent ce que représente cette diminution, les conséquences qui vont suivre. Alors ça part. Les copains débrayent, chantent l'*Internationale* et quittent l'usine.

A Javel les ouvriers travaillent, cela peut faire échec au mouvement. La combativité des ouvriers est démontrée une fois de plus. Un camarade prend l'initiative, il rassemble un groupe de camarades décidés, trouve le moyen d'entrer dans l'usine (peu importe les conséquences que cela peut entraîner pour eux, le sort de la grève en dépend). Ils connaissent un endroit, mais la porte est fermée. Ils profitent de

la sortie d'une voiture et se précipitent dans l'usine. Tout est calculé, et quand le moment se présente, pas un ne faiblit, et tous d'un bloc foncent dans l'usine, courent aux ateliers où les ouvriers travaillent. Ce fut une véritable panique. Certains éléments corrompus par le patronat sont pris d'une frousse terrible et vont se cacher, les autres ouvriers se demandent ce qui arrive. Les camarades leur expliquent qu'ils sont une infime minorité à travailler, ils leur indiquent que leur attitude peut briser le mouvement. Les flics de Citroën sont impuissants, il faut les renforcer, on fait appel à la police gouvernementale pour rétablir « l'ordre ». Ils entrent dans l'usine, revolver au poing. C'en est trop. Les ouvriers réagissent. Leur conscience de classe se réveille et immédiatement une véritable pluie de projectiles leur tombe sur le coin de la gueule. Tout ce qui peut servir de munitions y passe. Les flics sont refoulés en laissant quelques blessés. Le lendemain, Citroën faisait arrêter ces camarades qui avaient été dénoncés par son personnel corrompu.

Citroën ne se tient pas pour battu. Il rouvre ses portes. Des ouvriers rentrent, certains camarades aussi. Il reste un dernier quartier, il faut l'enlever et ils en trouvent le moyen. Ce qu'il faut c'est empêcher les ateliers de produire. On arrête les moteurs, on harangue les copains et on ne sort pas de l'usine. On y reste toute la journée, tout le monde est dans la cour. Des camarades ont apporté le matin des accordéons, on grimpe sur le toit d'une voiture et on danse au compte de Citroën. D'autres organisent des courses à pied. Enfin on cherche les initiatives pour tenir, et tenir, c'est battre Citroën qui, le soir, devant cette combativité, ferme ses portes.

La grève continue. Pourtant l'on sent que les ouvriers commencent à être langués, les privations se font sentir. C'est là que se posent les contre-propositions développées par Timbaud, avant moi.

Au début du conflit, nous n'avons pas su attirer à nous la majorité des femmes. C'est vrai, nous avons eu des faiblesses, nous ne nous sommes pas suffisamment attachés aux revendications particulières des femmes. Aussi depuis la grève, nous avons travaillé dans ce domaine fermement et nous avons réussi à Félix-Faure à former une section syndicale comprenant plusieurs femmes.

Après la grève, où la majorité des ouvriers sont entrés la rage au cœur mais avec l'expérience de ce magnifique mouvement, avec la conscience de la force qu'ils représentent, l'action continue sous l'impulsion des sections syndicales constituées à l'issue de la grève. Les camarades comprennent mieux le travail, l'on cherche les revendications par le contact étroit avec l'ensemble des ouvriers. A Chaix, par exemple, des soudeuses électriques sont mal placées, les étincelles risquent de brûler grièvement les ouvriers qui travaillent autour.

Les soudeurs ont les pieds dans l'eau toute la journée, des sabots ne seraient pas du luxe.

A l'émaillage où l'on se sert de produits nocifs qui, non seulement s'attaquent aux effets de travail, mais également à l'organisme, ce qu'il faut arracher à la direction ce sont des gants pour protéger les mains, du lait pour détruire le poison que nous respirons tous les jours.

Des vêtements de travail huilés trop souvent par ces mêmes produits et leur remplacement grève le budget du ménage.

Toutes ces revendications sont posées dans notre journal syndical

d'usine. Citroën lui aussi a compris qu'il y a à compter avec ses ouvriers, aussi accorde-t-il ces revendications. C'est ce qui démontre qu'avec une tactique juste en sachant déterminer les plus minimales revendications, en tenant toujours en éveil les ouvriers, en ne leur laissant pas croire que le patronat a capitulé, mais qu'il est toujours et plus que jamais notre ennemi, l'action donne des résultats certains.

Cette grève a donné à notre syndicat une influence considérable. A nous de la conserver. Nous avons pu toucher des masses importantes de métallurgistes. Ce premier contact, si nous savons l'entretenir en étant toujours plus près des ouvriers, nous permettra demain de faire de notre syndicat une véritable organisation de masse et des usines Citroën une forteresse pour la préparation de la révolution prolétarienne sous la direction de notre C.G.T.U. et de l'Internationale syndicale révolutionnaire.

INTERVENTION DE RICHETTA

RICHETTA. — Avant de développer devant ce Congrès quelques questions particulièrement importantes, je voudrais faire certaines remarques en ce qui concerne l'intervention de deux camarades de la majorité de l'enseignement, et je pense que les indications que j'apporterai devant le Congrès ne seront pas inutiles pour vous fixer sur les sentiments révolutionnaires et l'amour que porte cette majorité de l'enseignement à notre C. G. T. U.

Il n'a pas échappé aux camarades congressistes que les interventions faites par Serret et par Bouët avaient pour but de désaxer notre Congrès, pour l'entraîner à des discussions de polémique malsaine et stérile, alors qu'il eût été nécessaire, devant ce Congrès, d'apporter une autocritique saine, positive, constructive qui aurait permis de tirer profit de ces deux interventions.

Camarades, en ce qui concerne la Fédération du Textile, nous avons été à une époque, à un moment donné, en excellents termes, en bonnes relations avec des camarades instituteurs qui sont aujourd'hui dans la majorité de l'enseignement.

Nous avons, à une période, apprécié l'effort considérable des instituteurs, par exemple dans le département de l'Ardèche, pour organiser et grouper les ouvriers et ouvrières de l'industrie privée, pour établir leur cahier de revendications, pour les préparer et les entraîner dans les luttes revendicatives. Il y avait dans l'Ardèche, pour les instituteurs, une position particulièrement difficile dans ce département réactionnaire où ils étaient traités comme des parias, comme des pestiférés et ils reconnaissaient la nécessité de s'appuyer sur le prolétariat afin de lutter contre l'esprit chauvin, réactionnaire, qui était encore fortement implanté dans ce département.

Puis, camarades, la situation s'est transformée, s'est complètement modifiée.

Au lieu de ce travail pratique, réalisateur, nos camarades majoritaires de l'enseignement du département de l'Ardèche se sont resserrés dans de petits groupements d'affinité où l'on discutait en sectaires la position politique et tout le travail de notre C.G.T.U. On a oublié complètement le travail pratique d'organisation. Nous avons dans le département de l'Ardèche, au point de vue textile, une situation difficile; 20.000 ouvriers odieusement exploités, dispersés dans de nombreux

villages et notre Fédération ne peut, par ses propres moyens, faire le travail d'organisation nécessaire dans cette région déshéritée.

Nous avons donc demandé à nos camarades instituteurs de l'Ardèche de vouloir bien nous aider, eux qui sont forts et bien organisés, à constituer nos bases d'organisation syndicale.

J'ai discuté de cela avec Bouët à un comité national de la C.G.T.U. J'ai attiré son attention sur le concours que pourraient nous apporter les instituteurs. J'ai écrit au secrétaire du Syndicat de l'Enseignement de l'Ardèche pour lui rappeler le travail du passé, et lui demander de répéter, de renouveler l'effort fait à un moment donné. Nos camarades instituteurs ont en effet (pour un certain nombre d'entre eux) de grandes possibilités de travail. Ces ouvriers et ces ouvrières, ils les ont eus à l'école, ils les ont surveillés, ils leur ont appris à lire et à écrire, ils les retrouvent dans la vie, ils auront ainsi la possibilité de les organiser et de les défendre. Camarade Serret, qu'avez-vous fait ? Quel est votre travail pratique dans ce domaine-là ? Qu'avez-vous fait comme effort ? Il est absolument négatif.

SERRET. — Cela est faux.

RICHETTA. — Vous n'avez rien fait, vous vous êtes bornés à des discussions de tendances, vous vous êtes bornés au travail destructif de la C.G.T.U. (*Applaudissements. Bruit.*)

SERRET. — Cela est faux.

RICHETTA. — Je répète que nous ne voulons pas polémiquer. Je voulais simplement montrer au Congrès comment les camarades de la majorité de l'enseignement traduisent dans les faits, dans la pratique, leur amour de la C.G.T.U. et leurs sentiments révolutionnaires, comment ils comprennent le travail de redressement de notre C.G.T.U., eux qui, devant le Congrès, ont développé toute leur appréhension en ce qui concerne nos effectifs, eux qui ont montré qu'il n'y avait absolument aucune possibilité de redressement, au contraire, nous irions en maintenant notre tactique, notre ligne, vers une chute toujours plus accentuée.

Mais, camarades de l'enseignement, vous avez, vous, une possibilité de travail immense, que vous n'avez pas su utiliser, que vous ne voulez pas utiliser, parce que, malgré toutes vos affirmations de sentiments révolutionnaires, il y a votre position sectaire à vous, que vous voulez appliquer malgré tout. Vos sentiments révolutionnaires ne sont pas profonds. Vous n'êtes pas capables de vous élever au-dessus de vos sentiments personnels de partisans, vous ne voulez rien faire pour augmenter notre influence, pour entraîner davantage les ouvriers et les ouvrières dans la lutte, vos sentiments révolutionnaires ne valent rien aux yeux des travailleurs. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades, je ne veux pas être méchant, et d'ailleurs nous ne voulons pas suivre Bouët et surtout Serret dans les discussions où ils voulaient placer le Congrès ; mais, comme nous sommes de bons garçons, je voudrais donner au camarade Serret un avertissement. Il a parlé de gifle sur la figure au figuré, parce que, autrement, cela n'aurait pas été si facile (*rires*) que le prolétariat viennois aurait donnée à un des dirigeants de cette grande grève dans la personne de Richetta. Camarade Serret, je serai certainement d'accord avec tous ceux qui ont participé à la direction du mouvement, avec Monmousseau, Paul Marcel, Timbaud, Jeannette, Sellier, Chambon ; si tu allais devant le prolétariat viennois, apporter une critique aussi systématique, insolente et injurieuse du tra-

vail de la majorité confédérale, ce n'est pas une gifle au figuré que tu recevrais, mais un coup de pied dans le derrière qui te mettrait les fesses à la hauteur de la tête. (*Rires et applaudissements.*)

Notre camarade Racamond, dans le rapport d'activité, a attiré l'attention du Congrès sur l'importance des batailles ouvrières, leur déroulement et leur direction. Il a aussi montré que notre tâche principale, essentielle, la plus révolutionnaire de toutes, c'était de nous pencher attentivement sur les revendications ouvrières, les plus petites revendications du prolétariat, et d'être toujours capables de les concrétiser dans la pratique. Nous devons être capables d'assurer la réalisation de ces revendications par tous les moyens à notre disposition, surtout par un travail systématique de propagande sur le lieu même de l'exploitation, c'est-à-dire à l'usine.

Dans la période présente, une des questions les plus importantes, une des revendications principales qui doit être l'axe de tous nos efforts et de toute notre action, c'est la question des salaires qui se pose avec une urgence impérieuse. Dans la mesure où nous serons capables d'étudier ce problème d'une façon précise et concrète, nous serons à même d'engager une action profitable à la classe ouvrière, nous serons aussi à même de développer ses sentiments révolutionnaires. Ainsi, dans cette période où commence à s'affirmer la décomposition du régime bourgeois, nous pourrions lui causer des difficultés plus grandes qui accentueraient encore son déclin.

Je ne veux pas, sur cette question des salaires, faire un exposé abstrait, montrer comment l'on définit le « salaire » et le sens théorique que l'on peut donner à cette question. Il est évident que le salaire c'est la rémunération de la force travail de l'ouvrier ou de l'ouvrière obligé de la vendre au capitaliste pour assurer son existence. Or, le travail est considéré comme une marchandise, dont le prix, le salaire, est déterminé par la loi de l'offre et de la demande, tous les antagonismes de classe s'exprimant à ce sujet. Sur ce terrain, depuis que le capitalisme existe, depuis que les travailleurs sont exploités par le patronat, des luttes de plus en plus vigoureuses, des batailles de plus en plus dures ont été livrées par le prolétariat. Le patron cherche à payer cette force travail au plus bas prix ; d'autre part, l'ouvrier ou l'ouvrière, par son organisation, tâche d'assurer la défense de ce salaire et d'en faire élever la valeur.

Avant la guerre, la question des salaires était assez simple ; elle se posait d'une façon très compréhensible devant les ouvriers et les ouvrières. Il y avait alors deux formes de salaires : aux pièces et à la tâche ; à l'heure et à la journée. Il y avait dans une région, dans une localité, en même temps que les mêmes conditions de travail, les mêmes formes de salaires qui permettaient de mieux lier ces ouvriers et ouvrières, de mieux les préparer, de mieux les entraîner dans les luttes revendicatives.

A cette époque, nous posions comme une des tâches importantes de notre action syndicale la lutte contre le salaire aux pièces et à la tâche ; nous considérions que le salaire aux pièces n'avait d'autre but que d'obtenir de l'ouvrier et de l'ouvrière le maximum de son effort de travail, de sa capacité de production au profit du capitalisme. Dans nos cahiers de revendications nous réclamions très souvent la fixation du salaire à l'heure, ou à la journée. Et nous obtenions quelques résultats dans ce domaine.

Après la guerre, la situation s'est déjà complètement transformée. La question des salaires va se poser devant les travailleurs d'une façon tout à fait différente qu'avant-guerre. Le patronat sent très bien lui aussi que sa situation se modifie et que les difficultés vont surgir très rapidement par la suite. Le développement du machinisme, l'augmentation considérable de l'appareil de production et de sa capacité de rendement vont déterminer dans un temps donné toute une suite de crises toujours plus graves, une lutte de concurrence de plus en plus âpre, de plus en plus violente entre les groupements capitalistes des différents pays. Le salaire va entrer, pour une partie importante, dans la détermination des prix de revient, comme un élément de première importance dans les batailles de concurrence; il faut, pour le patronat, prendre des dispositions afin que les ouvriers rencontrent les difficultés les plus grandes pour défendre le salaire. On va donc chercher à diviser les ouvriers, à briser leurs sentiments de solidarité déterminés par les mêmes conditions de travail et de salaire dans une usine, une localité et même une région. Le patronat va créer une multiplicité de formes, une diversité immense dans la détermination du prix des salaires et dans leur fixation et évaluation. On va ainsi tenter de créer parmi les ouvriers et ouvrières une sorte de concurrence qui les dressera les uns contre les autres, qui détruira cette harmonie et cette solidarité cependant si nécessaires dans les luttes ouvrières contre le patronat.

Il faut reconnaître que le capitalisme a assez bien réussi dans cette tactique, et que nous n'avons pas toujours — et même très rarement — aperçu le but qu'il poursuivait lorsqu'il prenait certaines dispositions nouvelles pour aménager le salaire. Il en a été ainsi entre 1919 et 1925, dans la période de prospérité, quand nous posions la question des augmentations de salaires et que le patronat disait : « Oui, on peut augmenter les salaires, mais pas comme vous le demandez. Nous allons établir des primes; nous allons donner des indemnités qui vous donneront en principe les augmentations que vous réclamez. »

Le patronat a donc suivi une politique conséquente, et, même pendant la guerre, il a commencé à appliquer les allocations familiales qui apportaient à une certaine catégorie d'ouvriers un semblant de satisfaction, mais l'objectif était de détruire ainsi l'unité d'action qui existait dans la classe ouvrière.

Le Consortium textile de Roubaix-Tourcoing est allé très loin dans cette politique des allocations familiales; il a réussi dans une certaine mesure à gêner l'action des syndicats révolutionnaires et à empêcher des grèves. Il a été le créateur, dans le département du Nord, de tout un service d'institutions sociales et en particulier des allocations familiales, et il n'a jamais caché cet objectif. Il s'est flatté d'avoir réussi dans cet objectif.

Mais la difficulté la plus grande, c'est qu'en même temps que le patronat prenait ses dispositions pour morceler les salaires et les diviser à l'infini, il apportait une autre forme d'attaque contre les salaires par l'application de la rationalisation industrielle: l'augmentation de la production a été plus dangereuse pour les ouvriers et les ouvrières que toutes les attaques dirigées contre le salaire.

Chez les métallurgistes, notamment, lorsqu'on maintenait les salaires, on organisait le travail à la chaîne; on établissait toute une série de modalités pour la fixation du salaire: des bonis, des surbonis, des primes, qui faisaient qu'en réalité l'ouvrier n'avait plus le contrôle de

son gain et que, dans la même chaîne, des ouvriers et ouvrières touchaient des bonis différents.

On a ainsi appliqué un système tout à fait dangereux pour la classe ouvrière : pas de réduction de salaires, mais augmentation de la vitesse de la chaîne, quelquefois les deux attaques ensemble. Le travail aux pièces que nous avons condamné avant guerre n'est plus aujourd'hui le système le plus dangereux contre le salaire des ouvriers et ouvrières. On a conservé le travail à la journée et le salaire à l'heure dans le textile, mais depuis un certain temps les patrons fixent une norme de production établie sur un rigoureux chronométrage. On place sur les métiers des appareils qui contrôlent la vitesse, qui indiquent l'heure et la durée de l'arrêt ; on fait ensuite appeler l'ouvrière, on l'oblige à expliquer pourquoi son métier s'est arrêté, quelles sont les raisons qui ont déterminé cet arrêt ; si les explications ne sont pas jugées suffisantes, et, bien entendu, elles ne le sont jamais, on menace l'ouvrière de renvoi, de suppression des primes, d'amendes. Par de tels moyens on obtient ainsi des ouvriers et ouvrières le maximum de ce qu'ils peuvent rendre comme possibilité de production.

Est-ce que nous avons examiné très sérieusement tous ces problèmes ? Est-ce que nous nous sommes penchés avec beaucoup d'attention sur toutes ces questions ? Evidemment non. Nous en sommes encore à la position quelque peu rétrograde et retardataire d'avant-guerre. Nous ne voyons les salaires que sous la forme de tarifs chiffrés. Les attaques contre les salaires ne nous apparaissent que quand elles affectent la forme d'une diminution chiffrée des taux d'affûtage ou des tarifs.

On n'a pas compris que les primes d'assiduité, de rendement, de bon travail, entrent pour une part très importante dans le salaire ; on n'a pas compris que l'on devait défendre avec force et volonté la plus infime de ces primes dont la suppression marquait une victoire du patronat, dans la solution de ses difficultés, aux dépens des travailleurs. C'est là une faiblesse dans la préparation de nos luttes contre le capitalisme.

Déjà, au Congrès de Magic-City, nous avons, dans le programme revendicatif, fixé les directives en ce qui concerne notre action pour les salaires. Il ne serait peut-être pas inutile de le rappeler dans ce Congrès, de façon à ce qu'on prenne ces directives au sérieux et qu'au retour dans les organisations chacun de nous se mette sérieusement au travail, étudie consciencieusement ce grand et si important problème des salaires, et tous les moyens pour en assurer la défense et l'amélioration. C'est là un grand problème révolutionnaire. Il faut comprendre que l'objectif poursuivi par le patronat, et qui est celui que j'indiquais tout à l'heure, a pour but de détruire l'esprit de solidarité des ouvriers, leur force de rassemblement, de diminuer l'action vigoureuse qu'ils pourraient exercer pour briser les attaques dirigées contre les salaires.

De notre côté, nous devons établir justement la base du salaire sous toutes ses formes, nous devons déterminer clairement les conditions dans lesquelles doit être exécuté le travail, cela nous permettra de rassembler les ouvriers d'une façon plus large, et d'étendre plus rapidement notre action.

Nous avons constaté, en ce qui concerne le textile, et il en est certainement de même pour toutes les industries, que le patronat ne procède plus à des offensives larges, frontales. Dans le Nord, ce sont des attaques dispersées, morcelées à l'infini, catégorie par catégorie.

On divise ainsi l'action des ouvriers et ouvrières même dans l'usine. En effet, ceux qui ne sont pas touchés et qui ne voient pas le danger qui les menace, restent passifs devant l'offensive qui frappe leurs camarades. Par ce système, on crée dans la même usine, pour le même travail, une division très grande dans les salaires, si bien que les ouvriers se trouvent complètement coupés les uns des autres par des intérêts, des situations différentes. Les ouvriers ne savent pas ce que leurs voisins d'atelier gagnent. Ainsi, lorsque l'attaque se produit, il est très difficile de pouvoir opérer le rassemblement et l'union de ces ouvriers pour la lutte.

Il faut donc examiner cela très sérieusement.

Que disait la résolution de Magic-City pour définir le programme revendicatif de la C.G.T.U. en ce qui concerne les salaires :

Le Congrès place au premier plan de l'activité générale des syndicats unitaires et de l'ensemble du prolétariat :

1. *La lutte contre la réduction des salaires sous toutes ses formes : chômage partiel, versement ouvrier aux assurances sociales, diminution des salaires de base, suppression des primes de production et d'assiduité, accélération du rythme de la production, réduction chiffrée du taux des salaires en général. Contre l'augmentation des impôts, des loyers, des transports (tarifs des chemins de fer). Pour la récupération des salaires perdus par suite des réductions antérieures ;*

2. *La lutte pour l'augmentation des salaires, considérée sous le double aspect du relèvement des conditions d'existence et d'une rémunération toujours plus élevée du travail ;*

3. *Le rapprochement progressif des salaires avec ceux qui sont plus élevés au travers de la lutte pour l'augmentation des salaires ; ce rapprochement doit être poursuivi notamment en ce qui concerne le salaire des femmes et des jeunes ouvriers ;*

4. *La simplification des modes de rémunération, contre les salaires à la tâche et les multiples systèmes de primes : rendement, assiduité, etc., et pour un salaire de garantie permettant aux ouvriers de vivre en tenant compte des éléments suivants :*

- a) *Coût de la vie ;*
- b) *Augmentation des besoins résultant d'un rendement accru ;*
- c) *Récupération plus rapide des forces dépensées par les travailleurs du fait de la rationalisation ;*

5° *Exiger la signature des contrats collectifs, comme la ratification de la victoire ouvrière sur le patronat.*

Voilà la résolution votée à Magic-City, et ce qui est intéressant c'est d'apporter devant ce Congrès les résultats acquis depuis deux ans.

Nous avons eu des luttes importantes contre la diminution des salaires. Nous en avons eu de moins nombreuses pour leur augmentation, nous avons eu des luttes à une échelle encore bien moindre contre la rationalisation. Quelle est la forme d'attaque la plus dangereuse contre les ouvriers : rationalisation, diminution des salaires ? Deux choses qui tendent au même but. Il faudra que notre Congrès prenne en considération cette partie de la résolution de Magic-City ; il faut, et cela est du travail révolutionnaire par excellence, que l'on s'attache sérieusement à cette question des salaires, que l'on poursuive une lutte impitoyable contre la rationalisation, que l'on essaie d'unifier les salaires

par catégorie, par usine, par région si possible, et ainsi nous établirons la barrière la plus puissante contre l'offensive patronale.

Camarades, il est regrettable que le temps qui nous est accordé ne permette plus de faire un développement plus large de cette grande question. Mais je crois qu'il était nécessaire d'attirer l'attention du Congrès sur le problème des salaires. Je crois, camarades, qu'il sera suffisant de demander aux congressistes, lorsqu'ils seront retournés dans leurs localités, de revoir cette partie du programme revendicatif de 1931, de l'examiner très sérieusement, d'en tenir compte pour établir tous les cahiers de revendications. Ainsi, nous aurons fait une œuvre plus positive et plus sérieuse encore. Ainsi, nous serons armés davantage pour les luttes que nous mènerons demain contre le patronat. Il faut bien nous rendre compte que chaque fois que nous obtenons, sur une question de salaire ou de rationalisation, une victoire contre le capitalisme, nous augmentons ses difficultés et nous affaiblissons sa puissance. Nous ne sommes plus dans la période d'avant guerre, où le patronat pouvait reprendre très rapidement et très facilement les avantages arrachés par le prolétariat.

La question des salaires pose plus fortement que jamais la lutte entre le prolétariat et le patronat. Pour résoudre cette question, il faut être très sérieux dans l'examen des revendications ; il faut arriver à faire l'union la plus complète des ouvriers. Nous voulons faire aboutir nos cahiers de revendications qui comportent en premier lieu la question des salaires. Si nous savons nous unir et travailler, le déclin du capitalisme, que nous avons déjà enregistré, s'accroîtra. En effet, le patronat ne peut plus récupérer les avantages que nous obtenons sur lui ; ce sera une diminution de sa marge de bénéfices, de sa plus-value, une diminution de ses forces.

En défendant ainsi la question des salaires d'une façon concrète, nous marquerons un pas en avant pour une action plus révolutionnaire et, au prochain congrès, nous pourrions enregistrer des résultats plus satisfaisants.

En terminant, je demande que toutes ces questions soient examinées très sérieusement et avec beaucoup d'attention, afin que nous puissions lutter dans des conditions meilleures et plus puissantes et que, dans notre prochain Congrès de 1935 nous puissions apporter des résultats positifs de victoire contre le patronat.

(Péricat monte à la tribune et est salué par de vifs applaudissements et par le chant de l'*Internationale*.)

LE PRÉSIDENT. — Je vous demande, au nom du mouvement syndical révolutionnaire de France, de saluer la venue à cette tribune de notre camarade Péricat : en saluant sa présence ici, les congressistes saluent en même temps l'action héroïque, le travail persévérant qu'ont mené nos vieux militants syndicalistes révolutionnaires, au moment de la déclaration de la guerre, pour la reprise des relations internationales. C'est un point de l'histoire qu'il nous faut savoir rappeler et qui doit être un exemple pour l'ensemble de notre jeune mouvement. Sur ce, je donne la parole au camarade Péricat, du Syndicat du Bâtiment de la Région parisienne.

PÉRICAT. — Camarades, je vous remercie, mais je voudrais vous faire une prière, parce que je n'aime pas l'injustice, je demande au Bureau de vouloir bien faire droit à ma demande : il y a dans le fond de la salle un vieux militant, plus âgé que moi, il a 69 ans ;

il a été à la tête de la Fédération des Transports, il a toujours suivi la ligne droite, il a appartenu au Comité de défense syndicaliste, il a appartenu au Comité d'action internationale, et je crois que ce serait une injustice de ne pas lui donner ce témoignage de sympathie de la part du Congrès. Je demande, une petite entorse aux habitudes des congrès, je demande qu'on l'admette ici à notre table, pour honorer la conduite droite et juste qu'il a toujours suivie, je parle du camarade Tabard, ancien secrétaire de la Fédération des Transports. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je crois être l'interprète du Congrès en acceptant la proposition faite par notre camarade Péricat et je demande à notre camarade Tabard de prendre place au præsidium.

(Le camarade Tabard monte au præsidium salué par de vifs applaudissements.)

TABARD. — Je tiens à remercier l'assemblée de l'accueil qu'elle me fait et qui me paie largement des efforts que j'ai faits dans ma vie dans l'intérêt des ouvriers, et dans un moment, surtout au moment de la guerre, où il y avait quelques périls pour les gens d'avant-garde, pour ceux qui luttèrent pour l'abolition de toutes les guerres.

Camarades, vous êtes ici le gage de l'avenir, continuez comme je l'ai fait toute ma vie. (*Vifs applaudissements.*)

INTERVENTION DE PERICAT

PÉRICAT. — Camarades, pour bien connaître notre tâche et pour bien connaître nos adversaires de classe, il faut que nous connaissions mieux notre histoire syndicale. Jetons, si vous le voulez, un regard en arrière. La trahison réformiste remonte beaucoup plus loin que la constitution de notre C.G.T.U. Elle s'affirmait dès 1912. Même avant, en 1909, pour la grève des postiers, et, si je me rappelle bien les dates, en 1910 pour la grève des cheminots. J'avais, en tant que secrétaire de la Fédération du Bâtiment, reçu la visite d'une délégation de postiers ayant à sa tête Bordère, puis une délégation des cheminots conduite par Bidegaray. (*Exclamations.*)

Ces deux délégations venaient demander au secrétaire du bâtiment de déclencher un mouvement de grève générale pour les aider dans leur lutte, estimant que le syndicalisme ne serait qu'une caricature si les organisations syndicales confédérées ne savaient établir entre elles une large solidarité morale et effective.

Nous avons décidé, à la Fédération du Bâtiment, de décréter la grève pour soutenir les deux fédérations sœurs en lutte. Nous avons fait là notre devoir et seulement notre devoir. (*Applaudissements.*)

Lorsqu'on envoya au Congrès de 1912 un délégué pour soutenir un ordre du jour en faveur de la grève générale, les hommes qui étaient venus demander l'aide de notre Fédération du Bâtiment, tournèrent la grève générale en dérision et Merrheim s'écria : « Si nous n'avons que la grève générale pour nous défendre, vraiment c'est que nous sommes bien malades. »

La trahison de la C.G.T. se situe à peu près au moment de l'attentat de Sérajevo, en juin 1914, et dans l'intervalle du 28 juin 1914 à la déclaration de guerre. Alors que, dans notre Congrès, nous avons décidé de répondre à la mobilisation par la grève générale, la C.G.T. est restée absolument immobile, ne faisant aucune action.

Le secrétaire confédéral n'a rien fait pour que nous puissions, à l'heure de la mobilisation, appliquer nos décisions de congrès. Je vous dis cela, parce qu'aujourd'hui, il y a le Congrès de la C.G.T., et vous savez que Jouhaux vient de déclarer qu'il y avait, dans son organisation, près d'un million d'adhérents.

Au Congrès confédéral de Toulouse, en 1910, je voulais organiser méthodiquement la propagande dans l'armée. Je proposais une adjonction à l'ordre du jour antimilitariste dont j'ai ici le texte.

Je vais vous rappeler ce qu'il contenait en substance. Je voulais que, dans les Bourses du Travail, dans les Unions locales, une liaison puisse exister avec les soldats. Le secrétaire de la Bourse du Travail devait centraliser les noms des camarades. Par exemple, un camarade de Paris qui partait en garnison pour Lyon devait trouver, auprès du secrétaire de la Bourse du Travail de Lyon, les renseignements lui indiquant quels étaient les camarades qui étaient dans son régiment.

De cette façon-là, la propagande dans l'armée pouvait s'établir facilement, alors qu'au contraire, ne se connaissant pas, les camarades soldats se méfient les uns des autres. Ils ont peur d'avoir affaire à un mouchard. Et la propagande n'a pas la force qu'elle devrait avoir.

Cette proposition déplaisait à Jouhaux. Il essaya de me la faire retirer. Or, j'avais, à ce moment-là, une assez forte influence dans la Fédération du Bâtiment et dans le Congrès de la C.G.T. Je ne cédaï pas. La proposition fut quand même maintenue, et elle fut votée avec l'ordre du jour antimilitariste, à une très forte majorité. (*Applaudissements.*)

Environ trois mois après, au 33, rue de la Grange-aux-Belles, — à ce moment-là le siège de la C.G.T. — je rencontrai Jouhaux et je lui dis : « Dis donc, Jouhaux, et la décision du Congrès de Toulouse, est-ce que tu penses à l'appliquer ? »

A cette question, Jouhaux vint vers moi et me répondit par une phrase catégorique où il montrait qu'il se souciait peu des décisions de congrès et qu'il était bien décidé à ne pas appliquer celle-ci.

Ce sont de petits faits, mais ils indiquent bien la mentalité de l'individu, et ils indiquaient, pour moi, les trahisons possibles.

Ainsi, déjà en 1910, Jouhaux m'avait montré le cas qu'il faisait d'une décision du congrès souverain en ce qui concernait la guerre menaçante. Jouhaux entend poursuivre la guerre menaçante et le fascisme. Il entend poursuivre sa politique de 1914.

Toutefois, il ne craint pas aujourd'hui de se démasquer. On sait par avance quelle sera son attitude. La classe ouvrière devra renoncer à ses revendications pour défendre la liberté et la sacro-sainte démocratie.

Au Congrès extraordinaire contre la guerre tenu les 24 et 25 décembre 1912, à la salle de la Bellevilloise, voici le langage que tint Jouhaux :

« Cette première manifestation ne passera pas inaperçue à la classe bourgeoise, de tous ceux qui, jusqu'à présent, ont raillé la C.G.T., en prétendant que de tout le verbiage de tous nos congrès il ne resterait rien.

« Vous connaissez dans quelles conditions le Comité confédéral a été amené à prendre la résolution d'organiser un congrès extraordinaire des syndicats confédérés. D'abord pour échanger des vues en ce qui concerne la situation internationale. Ensuite, pour y prendre des

mesures préventives contre toute déclaration de guerre ; enfin pour examiner comment et dans quelles conditions, les organisations syndicales ont à appliquer les résolutions des congrès confédéraux en ce qui concerne l'attitude de la classe ouvrière devant une déclaration de guerre. »

Je ne continue pas les citations, mais cependant que le congrès socialiste international, réuni à la même date, vote une motion contre la guerre ou ne la vote pas, la C.G.T. devait faire, d'après ses décisions, la grève générale en cas de mobilisation ou l'insurrection ! (*Applaudissements.*)

De ces déclarations de Congrès, que reste-t-il aujourd'hui ?

Bleuet, un réformiste de la région d'Amiens, lui disait : « Des responsabilités, tu en prends trop. » Et Bleuet avait raison.

C'étaient donc ces décisions du Congrès de 1912 qui, régulièrement, étaient applicables à la mobilisation de 1914, c'est-à-dire qu'au décret de mobilisation, nous devions répondre par la grève et par l'insurrection.

Or, Jouhaux, à la déclaration de guerre, disait qu'il fallait lutter contre la « barbarie » et pour la « défense de la démocratie ». Et cela, de sa propre initiative.

Les camarades qui ont vécu le Congrès de la C.G.T. à cette époque le savent très bien. Lorsque Jouhaux a décidé que la classe ouvrière devait répondre à la convocation et se rendre au front pour combattre la « barbarie », il n'avait aucun mandat du Comité confédéral. Cela, je vous le jure, parce que j'étais présent, et j'aurais combattu à outrance une décision semblable. (*Applaudissements.*)

Jouhaux a donc ainsi décidé de l'attitude de la C.G.T. dans la guerre. Aussitôt, comme conséquence de la non-application du « Carnet B », se rangèrent derrière Jouhaux les sursitaires et les borgnes du Comité confédéral, des Fédérations et des Bourses départementales. Tous devinrent outrancièrement « défense nationale ». Cette métamorphose s'opéra en deux jours.

Non seulement les dirigeants de la C.G.T., mais les journaux syndicaux trahirent. Tu te rappelles, Tabard, tu te rappelles, Monmousseau, vous vous rappelez, tous nos camarades, *la Bataille Syndicaliste*. Je me rappelle, quant à moi, les efforts que j'ai faits à la Fédération du Bâtiment pour sortir une centaine de mille francs de la caisse fédérale. Je me rappelle l'effort des camarades qui ont sorti 300.000 francs de leur caisse à *la Bataille Syndicaliste*. Vous ne savez pas comment ces gens, eux, opérèrent pour retirer à la classe ouvrière *la Bataille Syndicaliste*, qui était une arme contre la guerre. On réunit une assemblée générale. Jouhaux, Marie et d'autres encore, dont les noms m'échappent, vinrent à la tribune de l'assemblée générale pour dire :

« Vous savez qu'il faut absolument dissoudre le journal, car nous sommes dans une situation financière telle que si nous ne prenons pas cette décision, nous pouvons être arrêtés demain pour banqueroute frauduleuse. »

Je ne dis pas que nous avons été naïfs au point de le croire d'une façon absolue. Mais dans l'intérêt même de la cause, nous avons cru devoir accéder à cela.

Que s'est-il produit ?

La disparition de *la Bataille Syndicaliste* fut donc décidée et, le lendemain, les bureaux, le matériel et les listes d'abonnés de *la Bataille*

Syndicaliste servirent à fonder la *Bataille*, subventionnée par le gouvernement Malvy, journal qui servit la propagande guerrière.

Camarades, ce qui m'arrête un peu dans mon exposé, c'est que j'ai peur d'être trop long, parce que j'en aurais trop à dire...

Je veux encore faire une autre citation.

Pendant la guerre, il y eut la grève des midinettes. Le gouvernement eut peur (c'était en 1917) ; des manifestations se produisirent sur les boulevards. Des camarades révolutionnaires et des permissionnaires se mêlèrent aux manifestantes...

Des cris de : « A bas la guerre ! » furent poussés. On réclamait la tenue de la Conférence de Stockholm.

Que fit Jouhaux ? Vous avez entendu parler, ces jours-ci, d'une information concernant la présence de Jouhaux auprès d'Herriot pour faire échouer les grèves. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui. Cela s'est déjà produit en 1917, quand Malvy a vu cette grève formidable ; il a parlé alors à Jouhaux, et celui-ci lui a répondu : « *Laissez-moi faire. Je réponds de tout. Je vais faire rentrer tout dans l'ordre demain* ».

J'abrège. J'ai ici le texte des paroles de Jouhaux, prononcées par lui. Ce n'est pas moi qui les invente. Elles sont écrites dans la brochure du Congrès de 1918, pendant que j'étais en prison, paraît-il, complicité d'intelligence avec l'ennemi. Je dis que j'étais en prison. Mais je fais un oubli. Je n'étais pas seul : il y avait là aussi les camarades du bassin de la Loire, les camarades de Saint-Etienne s'en souviennent, il y avait une centaine d'emprisonnés à la suite des grèves du bassin de la Loire. Lisez la brochure du Congrès de 1918. Vous verrez là les camarades de la Métallurgie, les Merrheim, les Lenoir, les Blanchard, bien d'autres encore. Nous qui étions en prison, nous n'étions pas défendables : nous étions des criminels. Nous avons osé faire la grève pendant une offensive au front. Et, quand le juge d'instruction m'interrogea, il me dit : « *Comment, vous parlez de l'action révolutionnaire, mais vous êtes démenti, vous êtes renié par la C.G.T. elle-même. On a déclaré que vous étiez des criminels, que vous faisiez de la propagande révolutionnaire pendant que l'on était au front* ». On a rédigé à ce moment le rapport Guilbaud.

Les grèves de la Loire, organisées par le Comité de Défense Syndicaliste, cela était payé par l'or allemand. Et, avec l'or allemand (c'était toujours la même chose), il y avait le lien bolchevik : nous étions payés par l'or allemand et par l'or bolchevik.

J'ai répondu, dans des meetings, que je ne m'étais pas servi de l'or allemand, mais qu'en ce qui concerne l'or bolchevik, si des camarades de la Russie m'en avaient donné, je m'en serais servi. (*Applaudissements.*)

Donc, la C.G.T. et le Parti socialiste, en collaborant à la guerre, en travaillant à sa prolongation, en préconisant la rationalisation (et, attention ! les responsables de la rationalisation, vous les trouverez à la C.G.T., c'est là qu'ils sont), en préconisant la surproduction, ont une grande part de responsabilité dans la crise actuelle. En éliminant, au Congrès de Lille, les éléments combattifs de son sein, elle a jeté un trouble profond dans le mouvement prolétarien, par les trahisons successives de ses chefs. Elle a jeté le désarroi et semé la défiance parmi les travailleurs. Et l'on constate qu'après chaque grand conflit mondial, il s'est produit un recul d'une vingtaine d'années dans le mouvement social. On comprend dès lors devant quelles difficultés la C.G.T.U. s'est trouvé

placée à sa naissance : Peu ou pas de cadres. Elle du' en former de jeunes. Il y eut des tâtonnements, des erreurs, des manques d'initiatives ou des initiatives tardives. En face d'elle et contre elle, elle trouva la C.G.T., avec ses cadres sérieusement assis, avec ses bonzes, coquins rusés, hypocrites, pleins d'expérience, vieux renards connaissant à fond la politique syndicale... et toute la politique.

Comment avez-vous pu croire — je parle des camarades de la C.G.T.U. en me rappelant les tentatives qui furent faites auprès des organismes confédéraux — à l'honnêteté syndicale et politique de ces gens qui, pour la plupart, sont en fonctions depuis trente ans ? Demandez-le donc à Jouhaux, à Lenoir, à Jaccoud, qui m'a dénoncé dans un meeting contre la vie chère en 1915, à la Grange-aux-Belles, de telle façon que, le lendemain matin, j'étais arrêté par les policiers. Parlons-en de ces gens ! Ils sont beaux ! Ils sont propres ! L'action révolutionnaire trouble leur digestion. Pour ces cadres, vous êtes les ennemis exécrés, — et j'ajoute qu'il faut que vous le restiez pour le bonheur du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Ce n'est plus l'heure, en face de la guerre qui vient et de la menace fasciste (et cela c'est un appel que je vous adresse, bien que je sois un combatif et que je ne cède pas souvent) de passer notre temps à nous déchirer. Pour réaliser l'unité à la base et au dehors, il faut avant tout la réaliser parmi nous. L'horizon politique est sombre. Nous pouvons avoir demain un gouvernement socialiste dont un Renaudel serait le chef. Nous pourrions avoir un gouvernement fasciste. Alors, le Parti socialiste et la C.G.T. se joindront à lui et nous resterions seuls avec notre Parti communiste en face de l'adversaire. Si nous voulons faire front, il faut doubler les étapes. (*Applaudissements.*)

Nous sommes numériquement faibles. Recrutons ! Recrutons ! Pour recruter, il nous faut, dans chacun de nos rouages confédéraux, accentuer notre action, redoubler d'activité. Demain, rentrés chez vous, il faudra dépenser le maximum d'activité. Il ne faudra pas, demain, vous en reposer, pour les tâches à accomplir, uniquement sur les camarades du bureau confédéral. Donc, dans chaque syndicat, il faut qu'il y ait au moins une réunion mensuelle. Il faut une feuille pour les femmes et pour les enfants. Il faut des assemblées éducatives avec, comme sujets : l'attitude de la C.G.T. depuis 1914 ; les menaces de guerre ; le fascisme ; la rationalisation et la surproduction dans l'industrie ; pour chaque industrie, l'histoire de cette industrie, etc... Il faut, à côté des satisfactions du ventre, donner une nourriture intellectuelle et morale à nos corporations. par la parole et par l'écrit. Je vous propose donc d'étudier la possibilité de faire des brochures, et des brochures, par exemple, qui traiteront de la rationalisation, du machinisme, du travail à domicile, de la surproduction, de la diminution des heures de travail. Et, ici, j'ouvre une parenthèse : je suis chômeur, et je vais faire pointer ma carte place Lobeau. A côté de cette place, il y a ce que nous appelons, dans le Bâtiment, la « grève », où l'on se fait embaucher, où les chômeurs se rendent. Là, j'entends des camarades, comme je vous le disais tout à l'heure, qui discutent de l'action de la C.G.T. Certains de ces camarades ne sont plus syndiqués. J'entends aussi des paroles graves, contre lesquelles nous devons réagir. Une propagande intense doit être faite : des camarades, qui se qualifient de révolutionnaires, se dressent maintenant contre la main-d'œuvre étrangère. Certains de ces camarades, aveuglés par leur misère, se dressent contre le machinisme. Cama-

rades, je suis un partisan du progrès. Je suis un partisan de la machine. Si la machine nous a dépassés, c'est de notre faute. Nous ne devrions pas être les esclaves de la machine : c'est la machine qui devrait être notre esclave. (*Applaudissements.*)

Une autre brochure encore : *La Femme au Foyer*. Puis : *La Femme au Travail*, *La Femme au Syndicat*. Il ne faut pas délaissier la question de la femme. C'est une question de premier ordre pour l'organisation syndicale. A côté de ces brochures, il en faut d'autres encore : La Conscience syndicale; la Solidarité au chantier et à l'usine; la Solidarité corporative et intercorporative; la Solidarité industrielle; la Solidarité internationale; la Main-d'œuvre étrangère; la Grève générale. La C. G. T. U. doit avoir sur ces questions une position nette. Puis, il faut d'autres brochures encore : Le Peuple du Travail; l'Impôt sur les salaires; les Assurances sociales; la Retraite du Combattant, etc... Il faut aussi des « papillons » collants, qui sont faciles à masquer et à coller.

Maintenant, je veux faire une proposition qui devra être étudiée par le bureau confédéral. J'ai remarqué que, dans les campagnes, notre pénétration était, sinon nulle, du moins très faible. Les camarades du bureau verront si ma proposition est utilisable, si elle est pratique; je n'en sais rien. Cette proposition n'est pas de moi. Elle est d'un vieux militant de Dunkerque, qui l'a faite en 1912, à un congrès du Bâtiment, à Orléans : il s'agit de la constitution, dans les campagnes, de syndicats industriels, c'est-à-dire que, dans une petite commune de six cents, huit cents ou mille habitants, il faut constituer un syndicat comprenant par exemple un garçon boucher, un cordonnier, un boulanger, un cultivateur, un maçon; il s'agit d'utiliser les éléments de travail qui existent dans les communes et qui ne peuvent être englobés autrement que de cette façon. (*Applaudissements.*) Vous étudierez la question. En ce qui concerne le chômage, je demande également que la C.G.T.U., les fédérations, les unions locales fassent un effort plus grand en faveur du chômage. Je suis un vieux maçon. Ces temps derniers, je faisais le conducteur de travaux. Depuis le 1^{er} mars, je suis chômeur. Lorsque je prends le *Bâtiment*, pour chercher un emploi comme chef de chantier, je vois des annonces comme celle-ci : « On demande un chef de chantier de 25 à 35 ans. » Les vieux qui sont en place peuvent encore conserver du travail, mais les vieux qui sont sans emploi n'en auront plus jamais.

Au chantier, que se produit-il ?

La production a doublé par rapport à la production d'avant guerre. Je dirai même que, dans certains cas, elle a triplé. Les jeunes gens, qui ne connaissent pas les conséquences de leur action, travaillent à tour de bras, quittent leur chemise. Mais lorsqu'un vieux, par hasard, arrive à pénétrer sur un chantier, est embauché accidentellement par un patron, que se passe-t-il ? C'est que ce vieux camarade est immédiatement renvoyé. Eh bien, camarades, dans des brochures comme celles-ci : « La Solidarité intercorporative », « La Solidarité corporative », il faut attirer l'attention de nos camarades de travail. La lutte contre le patronat doit se mener aussi sur le terrain de la diminution de la production. Là aussi, également, il y a un effort à faire.

Camarades, je vais avoir bientôt terminé.

Pourquoi, alors que tant d'autres sont à la C.G.T. de la rue Lafayette, où il y a de vieux maçons, suis-je parmi vous ? C'est simple. Je suis pour le Parti Communiste. Pourtant, j'avoue que ma situation

pécuniaire, ces temps derniers, a été extrêmement difficile. Je n'ai pas pu acquitter mes cotisations. Je ne suis donc pas, en somme, du Parti communiste, mais mon cœur, ma foi, sont restés communistes. (*Applaudissements.*)

Je suis pour la C. G. T. U., pour le Parti communiste, parce que j'ai la conviction entière, absolue, que, malgré leurs fautes tactiques, ils sont dans la juste voie et qu'eux seuls peuvent mener le prolétariat à la victoire. Je supporte aujourd'hui le poids des luttes passées et des ans. Certes, j'ai des rancœurs. Mais mon cœur reste jeune. Mon idéal reste jeune. Vous avez, jeunes camarades, une rude tâche à remplir. Monmousseau vous l'a dit, déjà : Nous avons eu, dans le passé, de durs combats à livrer. Nous n'avons jamais été battus. Nous n'avons jamais désespéré. La situation est grave. Mais si vous êtes des hommes, si, dans ces assises, vous vous forgez d'un bel et dur acier, si vous affirmez votre volonté de vaincre, vous serez demain les triomphateurs. Voici ma devise : « Avec la Révolution russe ! Avec la C. G. T. U. ! Avec l'Internationale communiste, toujours, toujours ! Avec la C.G.T., jamais ! » (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je dois informer les congressistes, au nom du Bureau confédéral, que les différentes propositions faites au cours de l'intervention du camarade Péricat seront examinées très attentivement par le Bureau confédéral, et que tous les efforts seront faits pour donner satisfaction à l'ensemble de notre mouvement. (*Applaudissements.*)

Je donne maintenant la parole au camarade Parsal, des Agriculteurs.

INTERVENTION DE PARSAL

PARSAL (Agriculteurs).— Le camarade Péricat a souligné en passant, dans son intervention, la nécessité de développer le travail à la campagne, et Racamond, dans son rapport d'activité, avait mentionné l'importance de la crise agricole dans la période présente, et les conclusions politiques que nous devons en tirer. Je me tiendrai essentiellement sur ces deux questions.

Il ne fait pas de doute que la crise agricole que traverse actuellement le monde capitaliste en général, et la France en particulier, doit retenir l'attention du Congrès et que nous devons tous en voir l'importance. L'agriculture joue en France un rôle particulièrement important dans l'ensemble de l'économie nationale. La population agricole se compose des deux cinquièmes de la population totale. Si nous y ajoutons les petits artisans qui se trouvent dans les villages, les ouvriers qui sont aussi intimement liés, dans les villages, à la vie agricole, cela représente plus de la moitié de la population totale.

Pendant la crise qui se développe actuellement, nous avons tous des tâches importantes à remplir.

Le camarade Racamond a dit que la crise agricole était actuellement un des éléments, un des facteurs d'aggravation, d'approfondissement de la crise générale du capitalisme. Cela est particulièrement vrai pour notre pays.

En ce qui concerne le blé, par exemple, qui est la production dominante, nous voyons que la crise va s'accroissant. Elle est la conséquence de la sous-consommation des masses, et elle est aussi la conséquence des deux dernières années de très bonnes récoltes dans cette branche de la production agricole.

Le ministre de l'Agriculture vient de donner, dernièrement, ses évaluations en ce qui concerne la récolte de 1933 et le blé disponible existant actuellement sur le marché. Cette récolte a été de 93 millions de quintaux, c'est-à-dire aussi importante que celle de 1932. Il faut que l'on ajoute à ce chiffre trois millions de quintaux qui seront importés de l'Afrique du Nord et onze millions de quintaux qui resteraient en excédent de la récolte de l'année dernière sur le marché, ce qui donne un total de blé disponible de 107 millions de quintaux.

Quelle est la consommation par rapport à ce total de blé disponible ? La consommation humaine est de 77 millions de quintaux. La consommation pour les ensemencements est de 11 millions. Les besoins se chiffrent donc à 88 millions de quintaux pour un total de blé disponible de 107 millions de quintaux. Il y a près de 20 millions de quintaux de blé en excédent sur le marché. Il ne fait pas de doute que c'est un facteur d'aggravation de la crise agricole et de la crise du capitalisme en général.

Une autre production importante, c'est celle du vin. Pour le vin, la surproduction se fait également sentir. Nous n'avons pas encore d'éléments d'appréciation sur ce que va être la récolte totale de 1933, mais, des informations qui nous parviennent, il appert que cette récolte sera au moins moyenne, et une récolte moyenne signifie, avec le développement de la production, avec la rationalisation de l'agriculture qui a eu lieu dans les contrées grosses productrices, — dans le Midi en particulier et en Algérie, — qu'il y aura quelque dix millions d'hectolitres de vin en excédent sur le marché.

Une autre production agricole importante, c'est l'élevage. Il y a là aussi une surproduction qui se fait sentir d'une manière très aiguë. Il apparaît ici plus clairement encore qu'ailleurs que la surproduction est la conséquence directe de la sous-consommation. Alors que les importations ont été pratiquement interdites, il y a trop de bétail qui ne trouve pas écoulement. Les prix ont baissé dans une proportion qui atteint, pour certaines régions, quelquefois cinquante pour cent. D'ailleurs, la crise agricole s'exprime particulièrement par la baisse des prix des différents produits. Pour le blé, malgré la taxation à 115 francs, — taxation d'ailleurs inopérante, comme l'a dit Racamond, — ce prix représente une baisse de vingt à vingt-cinq pour cent. Pour l'avoine, il y a une baisse de 30 à 40 pour cent ; pour les pommes de terre, la baisse est de 60 pour cent.

Dans les années normales, la valeur de la production en France atteignait dans les 110 à 120 milliards. Avec la baisse que je viens de vous signaler, elle ne dépassera pas, cette année, 65 à 75 milliards, soit une baisse de la valeur de la production de 30 à 40 milliards. Il ne fait pas de doute que cela signifie que le marché que représentait l'agriculture en France s'est considérablement réduit, et que c'est, par conséquent, un élément très important d'approfondissement de la crise économique.

La bourgeoisie, sous la pression des masses d'ailleurs, essaie de prendre quelques mesures en vue de remédier à cette situation. Ces mesures se caractérisent par leur caractère de classe. Elles tendent à rejeter les conséquences de la crise sur le prolétariat, sur les masses laborieuses des campagnes aussi bien que sur le prolétariat industriel. Les mesures prises par la bourgeoisie ont pour but le maintien du coût de la vie à un taux élevé. Ces mesures, ce sont les augmentations

des droits de douane, les contingents dans les importations des produits agricoles, c'est, même, la fermeture totale des frontières, comme c'est le cas pour le blé.

La bourgeoisie a pris en particulier, au mois de juillet dernier, deux sortes de mesures : elle a voté deux lois, l'une sur le blé, l'autre sur le vin.

Le camarade Racamond a déjà indiqué ce qu'il fallait penser de la loi sur le blé, et en particulier de la fixation du prix minimum de 115 francs. Cette fixation signifie le maintien des bénéfices réalisés par les minotiers, par les gros propriétaires fonciers, par les gros fermiers. Mais les petits fermiers et les ouvriers agricoles verront se retourner contre eux cette fixation des prix, car l'ouvrier agricole sera obligé d'acheter le pain cher en même temps que l'ouvrier de l'industrie et que le petit producteur. La petite production, en effet, ne peut faire respecter ce prix de 115 francs, parce qu'elle n'en a pas la puissance économique. L'autre mesure, c'est le paiement d'une prime à l'exportation : 80 francs par quintal de blé, prime qui sera prise dans la poche des travailleurs et qui permettra de maintenir le prix du pain à un taux élevé en France, pendant qu'il se vendra très bon marché à l'étranger.

Mais il y a une autre mesure qui montre que la France n'a plus rien à envier au Canada, pays où l'on brûlait le blé dans des chaudières, et au Brésil qui jette le café à la mer — je veux parler de la dénaturation du blé. Ce blé dénaturé sera donné au détail. Une prime de 50 francs par quintal va être payée à ceux qui ont au moins 100 quintaux de blé à dénaturer. Cette prime sera prise dans la poche des travailleurs. Ainsi, on importe de l'Afrique du Nord trois millions de quintaux de plus, alors que les indigènes sont obligés de manger de la mauvaise galette. Il n'y a pas de pain pour les chômeurs parfois, et en particulier pour ceux de la campagne, parce qu'il n'y a pas de secours de chômage qui fonctionnent, mais il y aura du blé pour l'alimentation des animaux.

Le caractère de classe des mesures prises par la bourgeoisie au cours de la crise agricole apparaît dans la loi sur la viticulture qui, votée récemment, a pour objet — c'est du moins son objet officiel — d'augmenter la consommation du vin. Mais dans cette loi, à l'article 5, figure une clause qui autorise les gros agriculteurs, les gros producteurs de vin, à fabriquer cinq hectolitres de « piquette » par chaque personne qu'ils emploient.

Officiellement, par conséquent, dans la crise du vin, la bourgeoisie vient d'inscrire dans ses lois l'autorisation de donner de la « piquette » aux ouvriers qui le produisent, alors que l'on prétend vouloir augmenter la consommation du vin. On favorise ainsi les bénéfices des gros producteurs, des gros viticulteurs, des gros propriétaires fonciers. C'est quelque chose qu'il fallait que nous précisions, et que nous tenions à souligner.

La crise agricole se traduit par une offensive violente contre les ouvriers agricoles. C'est une diminution massive des salaires dans de nombreux endroits.

Dans la région d'Etampes, les salaires, qui étaient, en 1930-1931, de 7.000 à 7.500 francs par an, ont été, au moment où les derniers embauchages ont eu lieu, de 4.000 à 4.500 francs. Cela représente une diminution d'au moins 30 à 35 pour cent.

Pour les bûcherons, c'est aussi une diminution de salaires très importante. C'est ainsi que, dans le Centre, le prix de la « corde », qui était de 30 à 35 francs en 1931, s'est abaissé à 20 et 25 francs ; on enregistre ainsi une diminution de 30 à 40 pour cent. Il en est de même pour les betteraviers.

D'autre part, le patronat met en chômage une partie des ouvriers agricoles. Il réduit son personnel en exigeant de celui qui reste dans les fermes la même quantité de travail qu'avec le personnel complet.

Le chômage dans l'agriculture va ainsi en augmentant. Pendant longtemps, on a dit que l'agriculture manquait de bras. Actuellement, elle n'en manque plus. Cependant la politique de la bourgeoisie, dans son ensemble, tend à renvoyer des ouvriers qui étaient dans l'industrie, particulièrement des immigrés, vers les campagnes. Cela se perçoit dans un grand nombre de bureaux de placement, surtout pour les chômeurs. Il y a beaucoup de chômeurs à Paris et dans les villes de province qui ont entendu cet ultimatum : « Vous allez partir à la campagne », ou bien : « Si vous refusez de partir, on vous supprimera l'allocation ». Quelques-uns de ces chômeurs ont été envoyés à des bureaux de placement ruraux sans qu'on se soit assuré auparavant s'il serait possible de leur donner du travail. De ce fait, certains ont été contraints de partir et, lorsqu'ils se sont trouvés dans les bureaux de placement ruraux, il n'y a pas eu de travail à leur donner ; leur situation s'étant aggravée, ils perdirent toute ressource.

Cela entraîne une recrudescence de la misère à la campagne. Il y a des ouvriers, et même des petits paysans qui ne mangent pas à leur faim. Dans les grandes terres à blé, que l'on considère, telle la Beauce, comme le grenier de la France, l'on rencontre sur les routes, la besace au dos, allant de ferme en ferme, des ouvriers cherchant en vain du travail.

Il y a une catégorie de petits paysans auxquels la C.G.T.U. doit s'intéresser. Les expropriations, les saisies vont en augmentant continuellement.

Cette misère et cette crise qui existent dans l'agriculture se traduisent, dans les masses rurales, par une volonté farouche de lutte. Il y a un grand nombre d'ouvriers agricoles et de petits paysans qui cherchent leur voie et qui se demandent comment ils sortiront de l'impasse dans laquelle le capitalisme les a conduits. Cette volonté de lutte s'est manifestée, au cours de l'année qui vient de s'écouler, par un certain nombre de grèves. Il y a eu une trentaine de grèves au cours de l'hiver dernier chez les bûcherons. Il y a eu des manifestations de chômeurs dans le Nord, le Centre et le Midi. Sans doute, ces grèves, ces manifestations n'ont pas eu toujours l'ampleur désirable, mais elles sont les prémices de luttes beaucoup plus importantes.

Il y a eu, d'autre part, dans le Midi, chez les viticulteurs, au cours du printemps dernier, douze grèves qui ont éclaté successivement. Ces grèves ont englobé sept à huit mille ouvriers agricoles. Quelques-unes ont été particulièrement violentes, notamment à Florensac. Nous avons eu là une grève menée vigoureusement et les patrons n'avaient même plus le droit de traverser le village. Le même cas s'est produit à Agde.

A Pailhès (Hérault), les ouvriers avaient conquis la localité et des petits paysans s'étaient joints à eux.

A Capestang, où les chefs réformistes et socialistes étaient les maîtres du mouvement depuis le début, nous avons assisté au même spectacle, malgré leur appels au calme, malgré leur influence. Le syndicat socialiste groupait 500 membres au commencement de la grève, alors que le syndicat unitaire n'en groupait que douze. Malgré toutes les manœuvres des socialistes pour que la grève soit calme, les ouvriers ont assiégé l'église où se trouvait le président du syndicat patronal. La porte de la sacristie a été même enfoncée. Les grévistes ont passé par-dessus les dirigeants socialistes et réformistes et ils ont donné la direction du mouvement à la C.G.T.U.

Il y a aussi un indice qui montre la volonté de lutte existant dans les campagnes. Aux dernières louées qui ont eu lieu dans la Beauce, le Gâtinais et la Sologne, il suffisait d'une simple distribution de tracts pour qu'immédiatement l'ensemble des ouvriers manifeste, pour qu'il montre avec force sa volonté de résister à toute diminution de salaire, à toute aggravation de ses conditions d'existence.

Une autre grève, qui a groupé 1.000 vendangeurs, vient d'avoir lieu dans les Pyrénées-Orientales.

Dans la région parisienne, chez les pépiniéristes, il y a seulement quelques semaines, les ouvriers d'une entreprise de Vitry-Villejuif ont mené un mouvement contre la diminution des salaires.

Je crois qu'il est également nécessaire de souligner comme un indice montrant qu'il y a vraiment une volonté de lutte parmi les couches agricoles et paysannes les manifestations qui ont eu lieu dans le courant de l'hiver dernier, à Chartres. Quoique étant dirigées, non par nous, mais par le parti agraire, il n'en demeure pas moins qu'elles étaient l'expression de la combativité qui existe chez les exploités de l'agriculture.

Il y a eu aussi une grande manifestation à Paris, encore organisée par le parti agraire, le 25 janvier, à laquelle prirent part environ 20.000 paysans et ouvriers agricoles. Que l'on puisse rassembler à Paris 20.000 travailleurs des champs montre qu'il y a chez eux une grande combativité, une grande volonté de lutte.

Je veux aussi signaler les démissions massives des municipalités, — 500 à 600 — démissions qui ont eu lieu dans l'Eure-et-Loir, dans l'Eure, le Midi et d'autres contrées de la France.

De la crise agricole, de la volonté de lutte qui se manifeste chez les travailleurs des campagnes, il est nécessaire que notre Congrès tire toutes les conclusions qui s'imposent et prenne la décision que l'ensemble de notre mouvement syndical doit faire un travail systématique pour entraîner dans notre sillage ces masses exploitées et les amener à la lutte sous notre drapeau.

Cette action est d'autant plus nécessaire que ce n'est pas à une période quelconque que cette crise agraire, cette volonté de lutte se manifestent. Racamond, dans son rapport d'activité, a indiqué que nous nous trouvions dans la période de la fin de la stabilisation du capitalisme. De grandes luttes sont en perspective; des transformations sociales également. Nous ne devons pas oublier qu'au cours de ces luttes, si le prolétariat veut augmenter ses chances de victoire contre la bourgeoisie, nous devons faire des populations agricoles les alliées de ce prolétariat.

Nous avons eu une expérience douloureuse en France : l'expé-

rience de la Commune qui fut battue parce qu'elle n'eut pas le soutien de la campagne. Nous avons d'autres expériences. En Italie, la campagne a été un des éléments sur lesquels s'est appuyé le fascisme pour triompher ; et en Allemagne, est-ce que les masses agricoles n'ont pas été un soutien dans l'avènement de l'hitlérisme ? Les événements d'Italie et d'Allemagne sont récents et nous ne devons pas les oublier.

A côté de ces trois faits, négatifs, peut-on dire, nous en avons un autre : c'est la révolution soviétique, où le prolétariat a été victorieux parce qu'il a eu l'appui de l'ensemble des masses agricoles.

Nous devons faire en sorte que les masses agricoles soient avec le prolétariat industriel en France. Dans la période présente, cela doit être une de nos tâches importantes.

J'ai dit qu'une grande partie des masses agricoles cherchait sa voie. En effet, malgré tout, les quelques luttes que j'ai signalées n'entraînent encore qu'une petite minorité de la campagne, que quelques contrées. Il y en a un grand nombre d'autres où la volonté de lutte se manifeste, mais où les couches agricoles n'ont pas encore trouvé leur voie. Elle se traduit quelquefois sous des formes individuelles plus ou moins variées. Il faut que nous allions dans toutes les contrées. Cela, c'est une des tâches de notre Fédération de l'Agriculture, mais c'est aussi une des tâches de l'ensemble de notre mouvement syndical.

Lénine, en 1917, posait le principe, à un Congrès des syndicats russes qui allait se tenir, de la nécessité pour les syndicats d'industrie de travailler parmi les ouvriers agricoles et les masses paysannes et de soutenir leur mouvement. On a déjà obtenu quelques résultats dans ce domaine, mais c'est bien peu de chose comparativement à la tâche immense qui nous est dévolue.

Je voudrais citer un exemple qui montre bien qu'actuellement la population exploitée des campagnes cherche sa voie, cherche comment elle pourra sortir de la situation dans laquelle elle se trouve. En mai dernier, un ouvrier agricole de l'Oise nous écrivait pour nous demander de l'aider à constituer un syndicat unitaire. Son premier sentiment avait été de s'adresser à une organisation ouvrière, de façon à améliorer, avec l'aide de cette organisation, le sort qui était le sien. Nous avons essayé avec lui de constituer un syndicat ; nous n'avons pu y réussir — il faut que nous le disions — parce que notre appui et celui de l'ensemble des syndicats qui auraient pu s'intéresser à ce mouvement qui commençait à naître n'ont pas été suffisants. Dernièrement, cet ouvrier nous envoya une lettre qui montre l'évolution qui se fait dans le cerveau de certains ouvriers agricoles et même des petits paysans. Voici ce qu'il dit :

Nous payons déjà assez sous forme de contributions pour nourrir des étrangers. En réalité, il ne devrait pas y avoir de chômeurs en France. Je vous cite un exemple qui vient d'avoir lieu dans le pays.

Un cultivateur ayant besoin d'un bon charretier a fait insérer une annonce dans le Progrès Agricole. Trois jours après, il recevait 35 lettres, presque toutes de Polonais. Un Français est venu se présenter. Après l'avoir entendu exposer ses revendications, le cultivateur lui a répondu qu'avec le prix qu'il demandait il aurait deux Polonais.

Voilà d'où viennent la misère et le chômage dans nos foyers ; et ce qu'il y a de malheureux, c'est que personne ne sait encore comment

nous serons débarrassés de ces gens-là. Ce que je trouve de plus déplorable, c'est que personne, à l'heure actuelle, autre que l'Ami du Peuple, ne fait de propagande en faveur des Français.

Voilà un ouvrier qui avait commencé à venir vers nous et qui, maintenant, se tournerait vers *l'Ami du Peuple*, parce que n'avons pas su l'amener à notre mouvement révolutionnaire.

Et ce cas n'est pas isolé. La lutte contre le fascisme est à l'ordre du jour, aussi bien en France que dans les autres pays. Lutter contre le fascisme, cela doit signifier aussi pour nous conquérir les masses qui seraient susceptibles d'aller vers lui.

Quelle est la situation de notre mouvement actuel, à la campagne ? On peut considérer qu'elle est très faible : nous n'avons que quelques syndicats, qu'un petit nombre de syndiqués, à peine un peu plus de 1 pour 1.000 par rapport au nombre des ouvriers agricoles qu'il y a dans notre pays, et les syndicats, où nous les avons, ne représentent certainement pas les contrées agricoles les plus importantes de la France. Il y a des syndicats dans 15 départements où l'on compte 600.000 ouvriers agricoles. Il reste 75 départements où il y a des millions d'ouvriers agricoles et des millions de petits paysans, où jamais aucune propagande syndicale n'a été faite et où jamais nous n'avons essayé de les amener vers nous. Pourtant l'expérience nous prouve que là où nous allons, ces travailleurs ne sont pas réfractaires. Dans le Nord, par exemple, en quelques jours, nous avons réussi à créer un mouvement et à grouper un millier de syndiqués. Dans la Beauce également, il y a eu du bon travail. Le camarade Prader a parlé de la situation dans le Gâtinais : il y a eu des luttes qui ont montré une grande solidarité chez les ouvriers agricoles. Des ouvriers de battage ont fait grève 23 jours, et pendant ce temps, d'autres travaillaient dans les villages voisins et, étant nourris, versaient leur salaire intégralement.

Cela montre, par conséquent, que les ouvriers agricoles sont susceptibles de venir vers nous. La propagande parmi eux doit être une tâche de toute la C.G.T.U., de tous les syndicats, en particulier des syndicats puissants, de certaines fédérations, de la Fédération de l'Enseignement, par exemple, qui pourrait ainsi déployer beaucoup mieux son activité que dans la lutte contre la C.G.T.U. Et je souligne que la lettre de cet ouvrier de l'Oise, que nous venons de signaler, provient d'un département où la Fédération de l'Enseignement a un de ses plus puissants syndicats.

Nous avons quelques instituteurs appartenant à la majorité confédérale qui ont fait du bon travail ; s'il y a eu, par exemple, la lutte du Gâtinais cette année, c'est grâce à certains instituteurs.

J'estime que l'exemple de ces instituteurs pourrait être suivi par les cheminots et par les travailleurs d'autres corporations. Avec l'aide de tout notre mouvement, nous pourrions entraîner les ouvriers agricoles et les masses paysannes derrière les travailleurs des villes, les aider à organiser leurs luttes revendicatives, les gagner à notre influence. C'est ainsi que nous mettrons en échec les tentatives du fascisme et que nous combattrons efficacement la guerre impérialiste. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE SEMARD

PIERRE SEMARD (Cheminots). — Camarades, je voudrais commencer mon intervention en rappelant ici l'intervention de notre vieux camarade Péricat, qui a été suivie avec un grand intérêt par notre Congrès.

Ce n'est pas seulement un hommage au vieux militant; c'est un hommage au militant qui est resté fidèle à la conception révolutionnaire des classes. Et je me disais — et vous partagerez mon opinion — que l'intervention de Péricat était une belle réponse au militant Bouët, que ce n'était pas une polémique, mais que c'était une sévère leçon.

Camarades, je voudrais maintenant apporter ma contribution à la discussion sur les menaces de guerre qui pèsent sur le prolétariat, et situer la position des chefs réformistes et aussi l'attitude des oppositionnels dans les rangs de la C.G.T.U.

On a souligné ici le degré d'approfondissement de la crise et la croissance du péril de guerre. C'est un fait, en effet, que les contradictions économiques ont maintenant gagné tout le corps du capitalisme, ont gagné tous les Etats capitalistes.

Le capitalisme, ébranlé par la crise et menacé par le développement du mouvement révolutionnaire des masses, emploie maintenant davantage et d'une façon plus systématique des moyens répressifs, la terreur et le fascisme. Si l'hitlérisme apparaît et est plus sanglant que les autres dictatures, c'est que la crainte, la peur des masses est maintenant plus grande. Nul doute que la haine du prolétariat grandit contre l'hitlérisme, contre le fascisme et la terreur dans tous les pays. Les récents congrès, le mouvement des masses contre le fascisme et contre la guerre en sont la démonstration.

Eh bien, camarades, ce mouvement de masse contre l'hitlérisme et le fascisme qui se développe, c'est notre devoir de le développer encore et de l'orienter vers une lutte consciente, réfléchie contre le capitalisme responsable, contre notre propre capitalisme. Pour cela, il faut voir clair dans la politique de celui-ci.

La bourgeoisie française, en effet, réalise un tournant dans sa politique. Si elle n'a rien modifié au fond, elle a néanmoins adapté cette politique aux changements survenus dans la situation internationale, en particulier depuis la venue d'Hitler au pouvoir.

On a déjà souligné ici combien le système de Versailles était ébranlé. On ne saurait trop le faire, car c'est la cause fondamentale du tournant opéré par la bourgeoisie française dans sa politique. L'hégémonie de la France repose complètement sur le traité de Versailles; ses visées impérialistes sont servies par ce traité; il est donc logique qu'elle mette tout en œuvre pour le défendre: les moyens diplomatiques, les tentatives d'un nouveau raffermissement du bloc des Alliés et les moyens de forcer la guerre impérialiste, la préparation à la guerre contre l'Allemagne.

Pour l'impérialisme français se pose la question: Maintenir coûte que coûte le système de Versailles pour contenir le développement de l'impérialisme allemand.

Il y a des bourgeois et des crétins qui peuvent croire possible un appui de l'Union Soviétique au système de Versailles. Mais il n'est pas un ouvrier sérieux qui puisse penser ainsi. Rien dans la politique de l'Union Soviétique ne permet une telle appréciation. Seuls les ennemis de l'Union Soviétique peuvent la formuler, les social-démocrates

qui soutiennent l'impérialisme français peuvent la désirer, et cela transpire dans leurs polémiques.

La bourgeoisie française brandit, utilise « l'amitié russe » pour ses fins politiques, comme hier elle agitait le spectre de « l'homme au couteau entre les dents ». Sauvegarder le traité de Versailles, tenir en respect l'impérialisme allemand, voilà ce qui dicte sa politique actuelle vis-à-vis de l'Union Soviétique comme de tous les autres pays.

Les oppositionnels ont apporté ici de misérables arguments : Herriot acclamé, Herriot proclamé pacifiste, etc. Or, il faut comprendre que les voyages officiels, que les politesses, que les pactes, que les accords commerciaux qui peuvent être signés, acceptés par l'Union Soviétique le sont dans un but : préserver et prolonger la paix dont l'Union Soviétique est le seul champion.

Celle-ci veut la paix. Il faut répondre aux campagnes crapuleuses de ceux qui disent que l'Union Soviétique veut la guerre. Notre camarade Staline a déclaré à maintes reprises : « Nous n'ambitionnons aucun territoire d'autrui ; nous ne laisserons pas toucher à un pouce de notre territoire ». (*Applaudissements.*)

Sur la base de cette ligne politique, l'Etat prolétarien a adapté toute sa politique à l'égard des Etats capitalistes. L'Union Soviétique veut construire le socialisme dans la paix ; elle ne fera aucune concession qui mette en péril les conquêtes d'Octobre, mais elle ne fera rien pour la guerre. Elle fera tout pour maintenir la paix.

Nous voulons détruire cette épouvantable calomnie que les communistes veulent la guerre pour faire la révolution. Il faut en finir avec ces insultes vis-à-vis de la politique de notre patrie soviétique et vis-à-vis de la politique de notre III^e Internationale. Sont des inconscients ou des criminels ceux qui portent de telles accusations contre notre mouvement révolutionnaire international de l'Union Soviétique.

Il est clair que nos amis de l'U.R.S.S. n'ont aucune illusion sur les pactes ; ils savent très bien avec quelle facilité ils peuvent devenir des chiffons de papier. Ils n'ont aucune illusion sur les grandiloquentes affirmations d'amitié ; ils enregistrent et ils jugeront sur les faits. De tout cela, ils savent ce qu'en vaut l'aune ; à nous de le savoir aussi, de comprendre comme ils nous l'enseignent, ainsi que Lénine et notre vaillant parti bolchévik l'ont mis en application, que seul le pacte de défense de l'Union Soviétique est dans une solidarité internationale active à son égard et dans une lutte révolutionnaire de chacun contre son propre impérialisme. Là est le seul pacte dans lequel nos camarades placent leur entière confiance ; là est le seul pacte de solidarité internationale qui peut empêcher ou briser la guerre contre l'Union Soviétique.

Camarades, c'est donc cette solidarité internationale qu'il faut organiser et manifester toujours plus vigoureusement. Dans ce but, au premier chef, il faut combattre les illusions, combattre et détruire les calomnies. Il faut ici marquer au fer rouge les oppositionnels qui, dans leurs attaques contre l'Union Soviétique, regagnent le Rosenfeld du *Populaire*. (*Applaudissements.*)

Camarades, ces calomnies ont une influence sur les masses ; elles détruisent la confiance, elles créent le trouble ; mais les illusions ont aussi actuellement beaucoup d'influence sur nos masses. La politique intérieure de notre bourgeoisie s'inspire de la même ligne, des mêmes préoccupations que sa politique extérieure : le pseudo-pacifisme, le tapage actuel sur le désarmement, la pseudo-démocratie de la France,

« dernière tranchée de la liberté », l'accueil des réfugiés antifascistes, la tenue des congrès antifascistes à Paris, l'humanisme étriqué mais l'humanisme quand même, tout cela, toute cette politique, toutes ces promesses, tous ces actes symboliques, la bourgeoisie s'efforce de s'en servir pour ses luts de politique intérieure et de politique extérieure.

La France s'efforce d'utiliser le courant antifasciste pour ses buts nationalistes et impérialistes. Le parti socialiste et la C.G.T. organisent la « défense de la démocratie » contre les pays de dictature, contre le fascisme hitlérien ; ils renouvellent, en 1933, leur mauvais coup de 1914, en préparant la « défense nationale » de la démocratie française contre le fascisme. En août 1914 — n'est-ce pas, Péricat? — c'était contre l'autocratie de Guillaume II. Actuellement leur campagne contre les marchands de canons ne vise qu'à masquer le vrai. le seul responsable : le capitalisme tout entier et sa politique impérialiste.

Leur campagne démagogique sur le contrôle de la production des armes n'a pour but que de dissimuler leur collaboration à la défense nationale et leur vote de crédits de guerre et de police. La social-démocratie voudrait cacher ses trahisons par des phrases sur l'insurrection contre la guerre. Elle préconise le boycottage des produits allemands, soi-disant pour lutter contre le fascisme. Pure démagogie : boycotter, c'est aussi protéger le commerce national. Et quand les ouvriers passent aux actes et boycottent les navires à croix gammée, alors les chefs socialistes au pouvoir en Suède, au Danemark, en Belgique prennent des mesures contre les ouvriers qui font grève.

Voilà ce que valent les résolutions de la II^e Internationale.

Cependant, la politique pseudo-pacifiste, pseudo-démocratique de la bourgeoisie, de ses soutiens social-démocrates a créé des illusions dans la classe ouvrière et même dans nos propres rangs. Elle a développé les courants pacifistes ; elle a aussi développé la croyance en la démocratie et en ses vertus. Il en est qui, maintenant, en arrivent à faire une distinction politique entre la bourgeoisie de « gauche » et la bourgeoisie de « droite ». Il faut combattre et détruire ces illusions qui servent le chauvinisme, qui servent la préparation à la guerre.

Notre campagne idéologique de masse doit montrer que l'impérialisme français défend avec acharnement le système de Versailles, et qu'il s'organise pour la guerre contre l'Allemagne.

Notre campagne doit montrer que l'Union Soviétique ne cesse pas d'être menacée par les puissances impérialistes et que si, momentanément, l'impérialisme français n'apparaît plus à la tête du front ant-soviétique, celui-ci continue à se renforcer, devient plus menaçant dans la mesure où la crise économique ébranle davantage le système et les Etats capitalistes.

Notre campagne doit dénoncer le rôle impérialiste de la Société des Nations, la place de premier plan qu'y tient la France et le rôle de collaborateur qu'y jouent les chefs socialistes et cégétistes à la Jouhaux, en qualité de représentants de l'impérialisme français.

Notre campagne doit démasquer le parti socialiste des « sac au dos » qui combattent la réalisation du front unique de lutte contre la guerre et préparent les ouvriers à une nouvelle union sacrée.

Notre campagne doit démasquer ceux qui, dans nos propres rangs, calomnient l'Union Soviétique avec les mêmes arguments que les social-démocrates et combattent comme eux le front unique sur la base d'Amsterdam et de Pleyel.

Je voudrais ici faire une citation. J'ai entre les mains cette *Ecole*

Emancipée qui a joué dans le passé un si grand rôle dans l'action révolutionnaire et qui joue maintenant un si grand rôle dans l'action contre-révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Camarades, c'est le nommé Prader qui, sous la responsabilité de la direction de *l'Ecole Emancipée*, calomnie l'Union Soviétique. Je cite un article signé de Serret. Il est, de notre point de vue, scandaleux. En voici quelques passages :

Les organisations politiques du prolétariat n'ont pas été à la hauteur des événements et ont trahi les espérances que les masses avaient mises en elles. Ces organisations sont : la II^e et la III^e Internationales.

Et voici ce que dit Serret sur la III^e Internationale :

Quant à la III^e Internationale, depuis sa dégénérescence qui date de la mort de Lénine, elle n'est plus capable que de moudre du vent. Elle n'a su que s'isoler dans la masse ; elle a trébuché sur la crise, pour reprendre l'expression de l'ami Dommanget.

Et c'est le même Dommanget qui propose la création d'une IV^e Internationale. Voilà les unitaires de la majorité de la Fédération de l'Enseignement ! (*Rires.*)

Camarades, vous pouvez rire. Je vous assure que de tels écrits sous votre plume, c'est véritablement un scandale. C'est un scandale que l'on puisse, dans une C.G.T. unitaire, où nous avons tant de mal pour organiser et étendre notre influence de masse et conduire nos luttes, arriver à mettre ainsi en péril l'organisation unitaire. (*Applaudissements.*)

Contre ces calomnies, contre cette tendance à une nouvelle scission, il est nécessaire de défendre notre C.G.T.U. contre ceux qui continuent les 22. Souvenez-vous, camarades, des accusations que nous avons portées contre le Comité des 22 au dernier Congrès de la C.G.T.U. Nous avons dit : « Ces hommes scissionneront notre mouvement ». Ils sont venus quelques-uns, la main sur le cœur, nous faire le serment que jamais ils n'abandonneraient la C.G.T.U. Nous avons entendu votre serment, le même serment, hier, mais nous ne sommes pas plus tranquilles sur votre politique et votre ligne que nous l'étions à l'égard du Comité des 22. (*Applaudissements.*)

Il est donc nécessaire de répondre aux calomnies de la bourgeoisie, de la social-démocratie et de nos oppositionnels.

Il faut que davantage encore, dans nos organisations de base, soient popularisés les succès de l'édification du socialisme. Il ne faut pas que ce soient seulement quelques journaux, *l'Humanité* et *la Vie Ouvrière*, qui soulignent les réalisations du deuxième plan quinquennal. Il faut qu'au cours de l'agitation tous nos militants fassent la comparaison des deux mondes. Quand une telle campagne de dénigrement se développe, il faut que nous répondions par une campagne de masse pour faire connaître ce qui se passe dans l'Union soviétique. (*Applaudissements.*) Camarades, c'est une tâche principale.

Il faut aussi reconnaître que notre lutte idéologique et notre action pratique contre la guerre et pour la défense de l'Union Soviétique se sont affaiblies. Déjà, dans le rapport de Racamond et dans le rapport de Frachon, on a souligné quelles avaient été les faiblesses et les défauts de notre lutte, aussi bien revendicative que contre la guerre impérialiste. Camarades, si l'on prend notre dernier Premier Août, il faut reconnaître qu'il a été plus faible que le précédent.

Il faut aussi avouer que dans nos propres rangs s'est développée la

croissance que l'Union Soviétique était moins menacée. Dans notre presse d'usine, comme dans notre propagande, le mot d'ordre de défense de l'Union Soviétique a presque disparu.

Cependant, nous avons un grand mouvement de front unique qui se développe sur les bases du Congrès d'Amsterdam et de celui de Pleyel, et maintenant sur celles du Congrès de la Jeunesse. Ce dernier a été un grand succès pour le rassemblement de la jeunesse ouvrière de notre pays contre la guerre impérialiste et contre le fascisme. Il faut donc que le mouvement syndical et tous ses militants participent activement à ce mouvement pour lui donner l'impulsion révolutionnaire nécessaire. Nous devons en faire un puissant mouvement de front unique de masse, menant une action énergique contre la guerre impérialiste et pour la défense de notre patrie soviétique.

Quelles sont les faiblesses du mouvement de front unique de masse ? Je veux ici les rappeler brièvement :

En général, nous avons fait une bonne agitation, mais notre action est restée faible. Nous avons de nombreux comités locaux, mais nous avons peu de comités d'entreprises, et il existe entre notre mouvement antiguerrier et antifasciste un certain isolement, une certaine rupture avec le mouvement revendicatif de la C.G.T.U.

Frachon a montré que le travail de front unique avait été plus orienté vers le sommet que vers la base, que nous avions commis de nombreuses fautes, opportunistes et sectaires. C'est pourquoi la question qui doit dominer ce congrès, c'est celle de notre travail de front unique dans les entreprises pour la lutte revendicative immédiate, en liaison avec celle qui est menée contre la guerre impérialiste et le fascisme.

C'est là, camarades, la seule voie pour une lutte victorieuse contre le capitalisme, contre l'impérialisme et la guerre. C'est la seule voie pour réaliser l'unité syndicale de classe.

Et, camarades, il faut regretter que, dans ce Congrès, la question du front unique et de l'unité syndicale n'ait pas été abordée davantage sur le fond au travers des expériences bonnes et mauvaises que nous avons eues dans cette période. Il est encore trop d'organisations qui font une séparation arbitraire incompréhensible entre le front unique et l'unité syndicale.

Le front unique de classe veut dire la réalisation de l'unité syndicale de classe. Le développement large du front unique de classe nous conduit à la réalisation de l'unité syndicale de classe. Poser autrement le problème, parler sentimentalement d'unité sans organisation large de front unique, c'est tourner le dos à l'unité syndicale de classe.

Pour que ce front unique réalise l'unité d'action, oriente les ouvriers dans la voie révolutionnaire, il faut qu'il se complète d'une lutte idéologique vigoureuse contre le réformisme et contre la C.G.T.

Camarades, nous n'avons pas mené cette lutte énergique vigoureuse contre le réformisme. Nous avons comme habitude d'user trop des insultes sans donner les arguments. Nous ne convaincrions les ouvriers de la trahison des dirigeants socialistes et réformistes que dans la mesure où nous leur en ferons la démonstration concrète. Nous ne réaliserons le véritable front unique dans la lutte que dans la mesure où en même temps que nous nous rapprocherons des ouvriers socialistes et réformistes, nous mènerons la lutte contre leurs chefs. Nous ne ferons le travail de conviction et d'entraînement de ces ouvriers dans nos rangs que dans la mesure où nous les convaincrions de la politique de trahison

de leurs chefs. Un travail de front unique et de rapprochement des ouvriers exige une lutte vigoureuse contre les chefs social-démocrates.

Camarades, si dans le passé cette lutte vigoureuse n'avait pas été menée, les dégâts de l'union sacrée auraient été encore plus grands dans les rangs de notre prolétariat.

Nous condamnons et repoussons l'activité loyale entre chefs des organisations que nous proposons les oppositionnels. Nous, nous proposons l'accord loyal entre ouvriers contre les chefs réformistes et pour les démasquer. (*Applaudissements.*)

Nous ne repoussons pas l'idée, quand le front unique de base aux entreprises sera réalisé, de réaliser le front unique entre organisations de base. Selon la situation, selon l'état de notre mouvement, selon notre travail de front unique, cet accord entre organisations peut et doit se réaliser, mais en aucun cas notre critique de la politique des chefs ne devra être atténuée, si nous voulons que notre front unique soit profitable à la lutte contre le capitalisme, à l'action et à l'organisation syndicale révolutionnaire.

Quand Dommanget déclare que l'action commune des chefs doit amener l'action commune des masses, nous répondons que c'est grâce à l'action commune des masses que l'on démasque les chefs réformistes adversaires de l'action. Camarades, malgré l'opposition de la social-démocratie et celle de nos oppositionnels, la question centrale est l'organisation du front unique à la base afin de préparer et de développer la lutte pour les revendications immédiates du prolétariat. La question centrale est de savoir lier à cette lutte revendicative quotidienne les mots d'ordre et l'action contre la guerre impérialiste et contre le fascisme. Camarades, c'est cette politique, ce travail mené avec intelligence et persévérance qui nous permettront d'influencer et d'orienter le mouvement d'Amsterdam vers des formes d'action plus énergiques. C'est ce travail qui nous permettra d'associer l'action du mouvement d'Amsterdam avec l'action revendicative quotidienne du mouvement syndical révolutionnaire.

Camarades — et j'arrive à ma conclusion — s'il est bien, s'il est nécessaire de populariser le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, il ne faut pas que cela reste une phrase. Il faut préparer cette action décisive du prolétariat, il faut préparer, par une meilleure organisation, la lutte pour les revendications les plus minimes.

Nous avons fait des progrès dans notre C.G.T.U. au cours de ces derniers mois dans le travail de front unique et dans la défense des revendications immédiates ; mais nous n'avons pas encore brisé avec le sectarisme passé qui faisait repousser cette lutte nécessaire pour les revendications immédiates.

Observez que dans tous les cas où notre mouvement syndical s'est approché des ouvriers et a discuté avec eux de leurs cahiers de revendications, chaque fois que notre section syndicale d'usine a pris la défense des revendications les plus minimes, nous avons pris contact avec les travailleurs ; ils ont accepté nos mots d'ordre ; nous avons organisé la lutte et dirigé la lutte des ouvriers. Camarades, ce Congrès, dans les jours qui lui restent, doit orienter sa discussion dans le sens suivant : comment gagner les ouvriers, comment gagner les ouvriers réformistes, en un mot comment développer notre mouvement syndical de masse. S'il faut, pour lutter contre la guerre, avoir une grande force de lutte

revendicative, il faut aussi faire un meilleur travail antimilitariste de masse et un meilleur travail à l'armée.

Il est donc nécessaire d'organiser et de développer dans nos syndicats le Sou du Soldat, de maintenir nos liens avec les ouvriers à l'armée. Ah ! c'est une vieille tradition que l'organisation du Sou du Soldat, mais c'est une tradition qu'il faut remettre largement en pratique. Je rappelle ici l'intervention de Péricat, montrant comment les éléments révolutionnaires du mouvement syndical avaient organisé la grève en pleine offensive de l'ennemi. Voilà, camarades, comment on lutte contre son propre impérialisme. (*Applaudissements.*)

Nous avons ces belles traditions de notre mouvement révolutionnaire; nous avons maintenant une expérience internationale; nous avons des exemples merveilleux de la lutte contre son propre impérialisme. Camarades, le parti bolchevik a donné l'exemple. Il faut que nos militants syndicalistes rappellent l'histoire du mouvement contre la guerre et du rôle de premier plan qu'ont joué notre camarade Lénine et le parti bolchevik. C'est un argument qui nous permettra de riposter aux attaques et aux calomnies de nos adversaires.

Camarades, il faut organiser et développer notre travail revendicatif, en particulier dans les industries qui travaillent pour la guerre. Le boycottage des navires à croix gammée doit se poursuivre; mais nous devons aussi boycotter les transports par terre et par mer des munitions. Là aussi, camarades, nous avons des exemples; nous avons aussi des traditions. Notre lutte antimilitariste peut être un exemple international. Ces expériences, ces traditions, nous devons en tirer profit. Il semble que notre mouvement syndical révolutionnaire se soit un peu échappé, ait un peu oublié le travail antimilitariste de masse et le travail à l'armée.

Camarades, quand le vieux militant Péricat vient à cette tribune montrer quels ont été les efforts d'une poignée de militants révolutionnaires en pleine guerre, et si nous sommes d'accord, quand nous voyons la guerre se profiler à l'horizon, c'est de la lâcheté et de la trahison que de se contenter de paroles et de ne pas mettre en action notre organisation. (*Applaudissements.*)

La lutte commune avec les travailleurs coloniaux en France et dans les colonies, pour leurs revendications immédiates contre la répression sanglante, contre la guerre coloniale, doit être organisée. Un rapport spécial ou une intervention sera fait sur cette question. Dans la mesure où notre lutte se développe solidairement avec celle des opprimés de notre impérialisme, nous donnons plus de force à l'action de classe révolutionnaire et nous affaiblissons notre impérialisme.

Nous devons multiplier dans tous les grands centres les manifestations de masse. Dans cette dernière période, Paris a été le lieu de grandes manifestations. Il faut qu'il en soit de même dans les grandes villes de notre pays; dans les campagnes, parmi les paysans qui sont contre la guerre, et que là aussi notre mouvement syndical se développe.

Nous avons des instituteurs dans les plus petites bourgades, et nous avons des syndicats de cheminots dans les plus petites gares. Si, s'évadant d'un corporatisme trop étroit, nos Fédérations des Cheminots et de l'Enseignement s'intéressaient aux paysans qui ont une attitude « démocratique » et qui s'affirment contre la guerre, si notre propagande, notre travail de pénétration, nos brochures, nos mots d'ordre, pénétraient dans les campagnes, nous pourrions alors arracher de nombreux ouvriers agricoles, de nombreux petits paysans atteints par la crise

à l'influence de partis fascistes et à celle de partis socialistes ou démocrates. (*Applaudissements.*)

Camarades, voilà nos tâches. Vous allez dire : elles sont énormes. Or, je crois qu'elles sont à la mesure de notre mouvement syndical révolutionnaire. Il ne faut pas dire que les ouvriers ne veulent pas lutter. C'est bon pour Jouhaux de dire que la classe ouvrière est avachie. C'est bon aussi pour Dommanget de déclarer que les ouvriers ne savent pas se placer à la hauteur de la situation. Nous pouvons, nous, avec nos 300.000 syndiqués, placer notre mouvement syndical à la hauteur des événements. Il faut seulement que nous entraînions cette masse, en lui donnant des mots d'ordre clairs.

La C.G.T., dans son congrès, va s'élever contre le front unique et contre la C.G.T.U. Jouhaux va faire la démonstration qu'il ne faut pas contrarier la politique de la bourgeoisie dans sa baisse des prix de revient par la réduction des salaires et la rationalisation. C'est d'ailleurs pourquoi il déclare que les ouvriers français sont prêts à abandonner leurs revendications pour défendre leurs libertés.

Notre devoir est de dénoncer cette trahison qui s'ajoute à d'autres, mais nous devons aussi déployer toute l'activité de nos organisations et de nos membres pour le front unique à la base et pour être à la tête des ouvriers afin de défendre les revendications immédiates. Voilà, camarades, le chemin vers la lutte la plus large, la plus énergique contre la guerre impérialiste et pour la défense de la patrie soviétique. (*Applaudissements.*)

COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT

HÉNAFF. — Camarades, avant de lever la séance, je veux donner quelques communications aux congressistes.

Un questionnaire concernant le *Bulletin Syndical* vous a été remis ce matin. Ce n'est pas une simple formalité. Au moment où notre travail doit s'orienter concrètement vers l'organisation des luttes ouvrières, nous voulons que nos militants puissent avoir entre les mains les instruments de travail qui leur sont nécessaires. C'est pourquoi le Bureau confédéral insiste auprès de chacun de nos camarades délégués pour qu'ils remplissent le questionnaire qui leur a été donné.

Je veux maintenant soumettre au Congrès une résolution proposée par la délégation des Cochers-Chauffeurs :

Le Congrès de la C.G.T.U. élève une protestation énergique contre l'arrestation de nos camarades délégués étrangers au Congrès mondial de la Jeunesse, et les provocations policières contre nos camarades chauffeurs de taxi qui les avaient conduits à Rethondes.

Il salue le geste de nos camarades jeunes qui, sur le monument célébrant la victoire de la bourgeoisie, ont fait le serment de lutter farouchement contre la guerre impérialiste et d'assurer la victoire définitive du prolétariat ;

Dénonce la tentative du gouvernement Daladier de livrer nos camarades italiens et allemands au fascisme qu'il fait semblant de combattre ;

Décide d'accroître l'activité de nos syndicats unitaires pour la conquête de la jeunesse ouvrière et de développer notre travail antimilitariste de masse contre la guerre impérialiste, contre le fascisme.

Je vais maintenant donner lecture d'une lettre qui nous est apportée par nos camarades du Syndicat unitaire des Ouvriers Menuisiers et Machinistes de Saint-Etienne :

Camarades,

Groupés autrefois dans un syndicat autonome qui, sous la poussée de quelques camarades, a mené des luttes pour la défense de nos revendications, trahis par nos chefs qui, pour conserver une petite sinécure, n'ont pas craint (après plusieurs manœuvres) de scinder notre organisation et, à l'exemple des Arnaud et consorts, des Mineurs, de passer dans le camp de la bourgeoisie ;

Nous avons décidé de rejoindre les rangs de la C.G.T.U.

Après avoir discuté du rapport moral (quoique n'ayant pas droit au vote, puisque adhérents depuis deux mois seulement dans vos rangs), nous nous déclarons en complet accord avec son contenu.

Nous nous engageons, d'une part, à faire la propagande nécessaire pour renforcer notre syndicat, et défendre ainsi les intérêts de nos corporants.

D'autre part, nous ne pouvons oublier que ceux qui, sous prétexte de réaliser une soi-disant unité, sont parils rejoindre les éternels soutiens de la bourgeoisie, emportant notre caisse syndicale, nos archives, alors que nos camarades du Syndicat général unitaire du Bâtiment leur proposaient de réaliser le front unique pour mener la lutte contre le patronat, le refusèrent.

Nous nous engageons à faire connaître leur attitude à l'ensemble de la classe ouvrière, à seule fin de mettre en garde les camarades qui croient encore (sous prétexte de corporatisme) bien faire de rester dans les syndicats autonomes, et nous les engagerons à mener la lutte à l'intérieur de ces syndicats et de venir grossir les rangs de notre C.G.T.U.

Vive la Fédération unitaire du Bâtiment !

Vive la C.G.T.U. !

Vive l'I.S.R. !

INTERVENTION DE MATTON

MATTON, de la Commission des mandats. — Camarades, la Commission des mandats m'a chargé de rapporter devant vous les résultats de ses travaux et de vous donner des indications que nous pouvons qualifier de précises sur la représentation des syndicats dans ce Congrès. Je vais tout de suite vous donner les chiffres :

Nous avons 894 syndicats représentés, avec 879 délégués, ayant en tout 1.170 voix.

Nous avons en outre des mandats à titre consultatif.

Nous avons classé les mandats à titre consultatif émanant directement des organismes de la C.G.T.U., c'est-à-dire unions régionales, fédérations, unions locales et Bourses du Travail : 51 mandats avec 57 délégués. Ensuite, un autre classement nous a fait mettre dans les « Divers » de nombreux groupements qui ont envoyé des délégations de sympathie au Congrès, parmi lesquelles des comités de chômeurs — ce qui est à souligner — des comités de front unique, des groupes sportifs, des groupements féminins et surtout l'assemblée générale des grévistes de Joinville qui, ainsi, a voulu marquer son attachement à la C.G.T.U. et à ses méthodes de lutte. Cela représente en tout 167 mandats avec 167 délégués.

Nous voulons également souligner une représentation assez importante de camarades étrangers de la main-d'œuvre immigrée, de même

des délégués coloniaux. Enfin, pour la première fois dans un congrès de la C.G.T.U., nous soulignons et nous saluons un syndicat de la Tunisie, celui des cheminots. (*Applaudissements.*)

A titre de statistique, et pour les camarades ici présents, les jeunes surtout qui n'ont pas assisté encore à nos congrès, nous pouvons souligner qu'en 1931 le Congrès de Magic-City avait 1.113 syndicats représentés avec 842 délégués et 1.572 voix.

Les mandats à titre consultatif étaient en 1931 au nombre de 109, avec 47 délégués.

Nous sommes donc en régression en ce qui concerne la représentation des mandats et, automatiquement, des voix délibératives. Nous sommes en progrès en ce qui concerne le nombre des délégués, puisque, au lieu d'un total de 889 délégués, nous arrivons à 1.103 délégués.

Camarades, notre rapport serait incomplet si nous ne soulignons pas les difficultés que la Commission a rencontrées pour travailler, difficultés qui nous font dire qu'il faudra que le Bureau confédéral se préoccupe d'améliorer le système de contrôle et de vérification des mandats. Il nous paraît impossible que l'on ne puisse pas trouver une formule qui permettrait aux congressistes, venus ici pour suivre les travaux du Congrès, de n'être pas distraits de ces travaux pendant deux jours et demi comme nous l'avons été, perdant ainsi la majeure partie des interventions que nous pourrions qualifier des plus intéressantes.

Le mal ne serait pas grand si la Commission n'était composée que de vieux militants, vieux... dans la carrière, pas dans l'âge ! (*sourires*) qui se classent aux côtés de vieux camarades, comme votre serviteur, qui suivent les congrès depuis vingt ans. Mais nous avons à notre Commission des jeunes, et leur place aurait été ici et non pas dans une commission pendant trois jours. C'est une indication que nous formulons pour que, de ce point de vue aussi, le choix des commissaires soit fait peut-être plus judicieusement une autre fois.

Nous signalons également que certaines difficultés proviennent des lenteurs apportées à l'acheminement des mandats. Nous insistons sur ce point. Le nombre de mandats qui, cette année, ont dû être mis de côté pour être revus ensuite est incalculable, et plus fort que les autres années. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie une faiblesse dans la représentation de nos Congrès, et vous savez que nos Congrès confédéraux sont le miroir quelquefois très fidèle de notre activité syndicale. Dans ces conditions, si nous constatons cette précipitation, cette activité fébrile des derniers jours pour ramasser des mandats, nous y voyons la preuve qu'on n'a pas fait un travail à la base pour faire une représentation normale et logique. Nous avons aussi des absences de timbres de fédérations ou d'unions régionales ; nous avons des absences de mandats de paiement, nous avons des défauts de mandats. Cela signifie, par conséquent, que le travail de préparation n'a pas été fait comme il conviendrait, et c'est peut-être là aussi qu'il faut chercher cette différence à notre désavantage de cette année sur la représentation à Magic-City, en même temps qu'une mauvaise préparation de l'ensemble.

Camarades, ce n'est pas sérieux dans une C.G.T.U. Cela se fait à la C.G.T. réformiste, ce racolage des mandats au dernier moment ; cela ne devrait pas se faire ici. Nous avons été dans l'obligation de souligner le fait et en même temps de rejeter quelques mandats qui n'étaient pas réguliers et qui étaient contestés par les uns et les autres. C'est ainsi que nous avons invalidé le syndicat des Boulangers de Toulon,

qui n'a pas donné signe d'activité. Nous avons invalidé également dans le Bâtiment six mandats qui étaient contestés. Nous avons également invalidé le syndicat des Employés de Vierzon. Cela signifie que les secrétaires de région, ou tout au moins de l'Union syndicale, se sont livrés à un racolage qui est inadmissible dans une C.G.T.U. parce que nous voulons établir nos perspectives d'action sur nos possibilités d'action, et si nous donnons l'impression d'avoir des multitudes de syndicats, alors qu'ils n'ont aucune vie, comment voulez-vous que nos camarades, nos dirigeants responsables puissent nous tracer une tactique juste.

Voilà les quelques indications que la Commission voulait souligner, en indiquant que nous aurions pu, les uns et les autres, gagner deux jours dans ce travail.

Nous signalons également que si certains se livrent à des racolages de mandats — en petite quantité tout de même — il ne faudrait pas laisser dire ailleurs qu'à la C.G.T.U. on se livre au racolage des mandats ; et d'ailleurs, le souci que nous avons eu d'éliminer ces mandats prouve que nous n'aurions pas accepté cela et que le Bureau confédéral ne peut pas accepter cela, mais nous devons souligner — et ce sera ma conclusion — que certaines fédérations, par contre, s'attachent à repousser le mandat de syndicats qui peuvent leur venir, comme si elles se plaignaient d'une abondance de liens. C'est ainsi que la Fédération des Ports et Docks ne voulait absolument pas reconnaître le syndicat de la Batellerie du Rhône, peut-être parce qu'il nous venait des confédérés — c'est peut-être chez eux, par une assimilation d'idée, la pensée qu'un jour ou l'autre on pourrait y aller — mais elle ne voulait pas l'admettre, alors cependant que ce syndicat devait être admis avec autant d'enthousiasme que l'a été celui de nos Hospitaliers de Marseille, qui nous vient de la C.G.T. réformiste. C'est donc qu'il a compris que dans la C.G.T. unitaire, là seulement est la place des travailleurs.

Camarades, en terminant, j'insiste sur ces faits parce qu'au prochain Congrès il ne faut plus que se renouvelle ce qui s'est produit cette fois encore, cette lenteur dans l'acheminement des mandats, et que tout doit être exécuté d'une façon beaucoup plus régulière, afin que cette force qui déjà se dégage de notre Congrès puisse encore être augmentée, montrant ainsi la force de la C.G.T. Unitaire et du prolétariat. (*Applaudissements.*)

UNE VOIX. — Camarades, je pense que pour éclairer les délégués il serait bon de faire éditer les chiffres qui ont été donnés. Nous demandons donc à la direction du Congrès de faire prendre les chiffres en note, pour que les délégués aient la représentation exacte.

LE PRÉSIDENT. — Je mets immédiatement le rapport aux voix.
(*Adopté à l'unanimité.*)

Je rappelle aux congressistes que la séance commencera à 2 h. 30 très exactement.

(*La séance est levée à 13 heures.*)

QUATRIÈME JOURNÉE

Séance du 26 Septembre (Après-midi)

INTERVENTION DE MAURIN

La séance est ouverte à 14 h. 45 par Hénaff.

MAURIN, de la M.O.I. — Camarades, dans le développement du rapport d'activité, notre camarade Racamond a souligné avec force combien il était urgent pour nos organisations unitaires, face au développement de la crise et des perspectives des grandes luttes ouvrières inévitables, de s'attacher obstinément à rassembler les masses ouvrières, souder en un bloc d'action unique toutes les catégories qu'elles renferment dans leur sein, en vue d'engager la lutte commune pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de toute la classe travailleuse.

Camarades, s'attacher, s'intéresser davantage aux couches les plus exploitées qui composent une partie importante du prolétariat de ce pays, lutter pour leurs revendications particulières, les entraîner à nos côtés dans le combat quotidien contre le patronat et la bourgeoisie, les organiser dans notre mouvement syndical révolutionnaire, telles furent les directives et les tâches que les Congrès précédents, nationaux et internationaux, ont tracées à nos organisations et à nos camarades unitaires.

Telles seront les directives de celui-ci qui permettront d'entraîner dans la lutte la masse des ouvriers de ce pays.

Une partie importante de ces couches les plus exploitées est constituée en France par un contingent assez considérable de travailleurs immigrés. D'après les statistiques officielles, les seules que nous possédions, celles-ci nous permettent d'affirmer que près de deux millions d'ouvriers immigrés sont durement exploités par le patronat de ce pays, contingent important du prolétariat français concentré dans les industries dominantes et dans l'agriculture. Je ne donne pas ici de chiffres pour chaque industrie, le rapport écrit pour ce Congrès et que vous avez dans votre dossier les mentionne. En consultant ces chiffres, il apparaît clairement que dans les luttes que le prolétariat engage et engagera contre le patronat, si nous ne savons pas faire tous les efforts pour entraîner ces travailleurs à nos côtés, il nous sera presque impossible de voir nos batailles couronnées de succès.

L'importance d'un tel problème ne saurait être absente des travaux de ce Congrès, aussi voulons-nous brièvement en examiner les points principaux et de cet examen déterminer les tâches qui incombent à nos organisations pour faire des pas sérieux en avant pour sa solution.

Un premier point. Quelle est la situation de ces nombreux travailleurs immigrés ? En premier lieu, infériorisés considérablement vis-à-vis des travailleurs français, tant sur le terrain politique que social, ils sont exclus de tout droit politique, pratiquement l'exercice du droit syndical leur est dénié. Pour les mineurs immigrés, et ils sont nombreux, le droit de participer à l'élection de délégués mineurs, aux caisses de maladie et caisse autonome de retraite leur est refusé. Il en est de même pour les conseils de prud'hommes et autres. Il leur est impossible de trouver du travail dans ce pays s'ils sont démunis de contrat de travail, ils sont sous le contrôle permanent de la police, astreints à la carte d'identité et autres mesures administratives. Ainsi infériorisés, sous la surveillance étroite du patronat et des pouvoirs publics, ils constituent en fait une main-d'œuvre complètement soumise aux exigences des exploiters, à leur exploitation féroce, ce qui permet au patronat de s'en servir habilement sur le marché du travail comme concurrente au rabais de l'ouvrier français.

En effet, les ouvriers immigrés sont contraints, par suite des contrats draconiens qui les lient au patronat, d'accepter dans la majorité des cas des conditions de travail et de salaire inférieures à celles des travailleurs français. Nos camarades délégués des syndicats unitaires des Mineurs pourraient ici en témoigner. Alors que le salaire du mineur français varie de 28 à 35 francs, il n'est souvent que de 25 francs maximum pour le mineur immigré. Il n'est pas rare de trouver des camarades de nationalités différentes travaillant dans les mines de fer de l'Est pour un salaire journalier de 10 à 16 francs par jour. Dans l'agriculture, et nos camarades des syndicats agricoles ne me démentiront pas, les ouvriers immigrés travaillent parfois seulement pour la nourriture et le logement. Un camarade de l'Yonne m'indiquait hier que le maximum de salaire payé aux ouvriers agricoles immigrés ne dépassait pas 250 francs par mois.

Dans la période présente, le contingent de chômeurs immigrés est important. Pour la Seine seulement, au 24 mars 1933, sur 169.000 chômeurs inscrits, le préfet indiquait 20.007 immigrés, soit 12 %. A côté de ce chiffre important qui ne comprend que les chômeurs immigrés à qui le secours de chômage est accordé par suite des conventions de réciprocité existant entre la France et leur pays d'origine, innombrables sont les chômeurs de nationalités diverses exclus de tout droit aux secours de chômage pour de multiples raisons. Nos camarades du C. I. N. italien nous confirment que plus d'un tiers de l'immigration italienne est sans travail, la majorité de celle-ci ne touchant aucun secours. D'autre part, nous devons indiquer ici à la tribune de ce Congrès quels sont les moyens employés par la bourgeoisie pour refuser l'allocation de chômage aux chômeurs immigrés. Selon les règlements mêmes qui régissent la question du chômage vis-à-vis de la M.O.I., cette dernière ne peut être inscrite aux fonds de chômage que sur avis des bureaux de placement du ministère du Travail et de l'Agriculture. Obligés de se présenter à ces bureaux pour solliciter leur inscription au fonds de chômage (je ne parle ici que des chômeurs immigrés dont le pays d'origine a conclu un traité de réciprocité sur cette question avec la France, les autres n'ayant pas droit aux secours de chômage), on leur offre du travail à des conditions draconiennes ; s'ils refusent, pas d'avis favorable, donc exclus du secours de chômage.

Dé telles pratiques indiquent clairement à nos camarades congres-

sistes comment la bourgeoisie réussit à avoir une main-d'œuvre docile se soumettant aux pires conditions d'esclavage pour avoir la possibilité de manger un morceau de pain. Si au début de la crise de chômage, des chômeurs appartenant à des pays démunis de convention de réciprocité sur cette question ont pu percevoir le secours de chômage, il n'en est plus de même à l'heure présente. C'est en totalité que les chômeurs immigrés originaires de ces pays sont radiés des fonds de chômage. Sous le moindre prétexte, on les radie. Un camarade tchécoslovaque nous signalait dernièrement comment les pouvoirs publics s'y prennent pour effectuer ces radiations. Un contrôleur du fonds de chômage se présente au domicile du chômeur immigré, il est 8 heures du matin, le chômeur est encore au lit, fatigué de courir chaque jour après un emploi introuvable. Il est immédiatement radié sous prétexte qu'il ne cherche pas du travail.

Ce sont là des exemples, il y en a d'autres que nous ne pouvons citer ici, cela nous demanderait un temps trop long, nous ne voulons pas insister.

Des conditions inférieures au point de vue salaires, des conditions de travail, sous la menace constante de la répression, telle est la situation du travailleur immigré. Mais cela est insuffisant encore. Tout est mis en œuvre par le patronat et la bourgeoisie pour aggraver encore cette triste situation.

La crise s'approfondit, le chômage se développe, provoquant dans les masses ouvrières un mécontentement de plus en plus profond. Devant des conditions de travail et de vie continuellement aggravées, les travailleurs passent à la lutte. Malgré les menaces de refoulement, d'expulsion du pays de la « dernière tranchée de la liberté », les ouvriers immigrés s'allient à leurs frères français dans la lutte. Etant donné certaines opinions qui se font jour, même dans nos propres rangs, permettez-moi de vous citer quelques exemples qui démontrent leur fausseté. Les ouvriers immigrés sont des jaunes, des briseurs de grèves, entend-on dire parfois par de bons camarades. Il est certain que dans la M.O.I., il y a des salopards. Mais, dites donc, camarades congressistes, est-ce que la « jaunisse » ne se rencontrerait pas aussi dans la main-d'œuvre française ? En toute chose, ne généralisons pas sur la base de faits individuels, voyons les choses telles qu'elles sont. J'affirme ici que la majorité des ouvriers immigrés veulent lutter et que si parfois nous les avons en face de nous dans telle ou telle lutte, nous en avons, camarades, la plus grande responsabilité, car nous n'avons pas su faire le nécessaire pour approcher ces ouvriers immigrés, défendre leurs intérêts, combattre leurs ennemis, les entraîner dans nos organisations, dans la lutte commune.

La belle grève victorieuse de Sainte-Maxime, n'est-ce pas, camarade Diné, n'est-elle pas une preuve éclatante que tous les ouvriers immigrés ne sont pas des salopards ? 80 % de M.O.I. dans cette bataille, arrachant les revendications importantes que vous avez pu lire sur *la V. O.* Je n'insiste pas.

Grèves du bâtiment de Saint-Priest, d'Aix-les-Bains, de Livry-Gargan, conduite par les immigrés italiens. Grève du tricot à Paris par nos camarades juifs. Actions revendicatives nombreuses des mineurs polonais dans les mines (puits 13 de Nœux, 2 de Courrières, 10 de l'Escarpelle, 1 d'Ostricourt, 5 de Courrières, Monchecourt, etc.). J'en passe, camarades, les citer toutes serait trop long.

Dans certaines grèves, la M.O.I. fut parfois défaillante. Oui, n'y avons-nous pas une grande part de responsabilité ? Dans la dernière grève de Strasbourg, avons-nous fait le nécessaire pour entraîner les ouvriers italiens du bâtiment, briser les manœuvres du consulat italien qui réussissait à empêcher l'entrée de 300 ouvriers italiens de Cernay dans la lutte ? Camarades d'Alsace-Lorraine, dernièrement les ouvriers mineurs polonais de Bollwiller, mécontents de leur situation, demandant au délégué mineur de les accompagner en délégation à la direction pour y présenter leurs revendications. Le délégué mineur s'y refuse. Pensez-vous que c'est ainsi que nous pourrons éviter à l'avenir d'avoir parfois dans les batailles ouvrières les ouvriers immigrés passifs, contre nous ?

Un deuxième point, camarades, à examiner. La répression, bien que féroce, n'empêche pas les ouvriers immigrés de se joindre à leurs camarades français pour engager la lutte contre le patronat et la bourgeoisie. Cela gêne énormément ces derniers, alors interviennent là, dans cette question comme dans toutes les autres, les chefs réformistes. Parallèlement au renforcement des mesures coercitives envers la M.O.I., une agitation chauvine en faveur du rapatriement de celle-ci est menée dans ce pays. Agitation qui se présente sous deux aspects : d'une part, les chefs réformistes se placent de plus en plus à la tête d'une action chauvine, réclamant le renvoi des immigrés. En France, présentement, ils mènent une campagne suivie pour l'application de la loi du 10 août 1932, prévoyant la limitation de la M.O.I. dans les industries de ce pays. Des délégations de réformistes se rendent dans le Nord près des préfets; dans le Conseil municipal de Roubaix, le S.F.I.O. Lebas pose la question d'une action en faveur de la limitation des frontaliers belges. D'autre part, il se développe en France un mouvement à caractère fasciste (Association des travailleurs français) qui mène son action sous le mot d'ordre : « Du travail aux Français d'abord ». Ce mouvement, dirigé par des réactionnaires, organise des bandes qui vont bagarrer les ouvriers immigrés sur les chantiers, elles font les jaunes pendant les grèves. Un groupe parlementaire constitué en groupe de défense de la M. O. nationale les dirige.

Camarades, je vais vous citer la teneur d'un tract distribué ces jours derniers dans un des chantiers de la région parisienne et vous comprendrez qu'il est indispensable que dans le travail de propagande et de défense de la main-d'œuvre immigrée, nous apportions un peu plus d'intérêt que ce que l'ensemble de nos organisations n'en a apporté jusqu'à ce jour.

Voilà la teneur du tract distribué par l'Association des travailleurs français dans le chantier de l'entreprise Lebeau, le 18 septembre 1933.

Camarade travailleur français,

Tu entretiens les étrangers :

Quand ils sont à l'hôpital,

Quand ils sont au chômage,

Quand ils sont en prison.

Ils te récompenent en prenant ta place,

En travaillant au-dessous du tarif,

En te mouchardant dans les usines,

En brisant les grèves.

Ouvrier français, ancien combattant, 45.000 Allemands qui te tiraient dessus il y a 15 ans prennent aujourd'hui ta place dans les usines françaises.

Veux-tu réagir ?

Adhère à l'Association des travailleurs français, 42, rue Mazarine, Paris (6^e), qui défend les droits et les intérêts des ouvriers français.

Vous dont les patrons embauchent des étrangers, signalez-les-nous et lisez « la France Ouvrière ».

Venez nous voir et... En avant !

Camarades, il y a là certainement une propagande qui tend ni plus ni moins à dresser les ouvriers français contre les immigrés, donnant ainsi à la bourgeoisie le moyen de pouvoir appliquer grâce à la division créée son plan de rationalisation et d'offensive pour diminuer les salaires de tous les ouvriers.

Je mets en garde les congressistes contre cela et leur demande de riposter à une telle propagande en développant la position de la C.G.T.U. et en appliquant surtout parmi les travailleurs les directivess que vous connaissez et que le Congrès rappellera encore.

Les chefs réformistes de la C.G.T. réclament le refoulement de la M.O.I. pour diminuer le chômage, pour solutionner la crise.

Nous déclarons à nouveau ici dans ce Congrès, qu'en premier lieu, les travailleurs immigrés ne sont pour rien dans l'existence de la crise, du chômage. D'autre part, nous affirmons qu'en aucune façon, le refoulement des travailleurs immigrés ne peut supprimer le chômage la crise. Crise et chômage sont les résultats du système capitaliste existant ; on ne supprimera crise et chômage qu'en supprimant le régime capitaliste. L'exemple de l'U.R.S.S. à ce sujet est assez convaincant ; je ne le développe pas.

D'après la presse elle-même, il y aurait à ce jour plus de 600.000 ouvriers immigrés qui auraient quitté ce pays depuis le début de la crise, le chômage a-t-il diminué ?

J'ai là une coupure de l'*Intransigeant* d'avant-hier, indiquant :

« Il est bon cependant de noter que depuis le 16 septembre 1932, près de 350.000 ouvriers étrangers ont quitté la France, ce qui ne permet pas de déduire de la diminution du nombre de chômeurs que la crise soit en régression. »

La bourgeoisie elle-même est obligée de constater que le refoulement ne peut en aucune façon donner la possibilité à nos camarades français d'avoir du travail.

Non seulement il y a cette question, mais en refoulant la main-d'œuvre immigrée de ce pays, il ne faut pas oublier que l'on refoule un nombre considérable de consommateurs, et par cela, on ne diminue pas le chômage, mais au contraire, on l'augmente.

La solution du refoulement de la M.O.I. pour supprimer la crise et le chômage émise par les chefs réformistes et autres nationalistes ne contribue qu'à créer des illusions chez les travailleurs français à ce sujet. Leurs solutions à l'égard des travailleurs immigrés n'aboutissent qu'à cacher les responsabilités du régime, du patronat, des pouvoirs publics sur la situation des masses ouvrières.

L'illusion du refoulement nourrit en même temps les courants nationalistes et xénophobes qui peuvent constituer les bases idéologiques d'un mouvement raciste-fasciste, identique à celui d'Allemagne.

La solution du refoulement, de même que le renforcement des

mesures de limitation de l'emploi de la M.O.I. en France, ne fait que créer l'antagonisme entre ouvriers français et immigrés, contribue à dissocier l'unité de lutte existant déjà entre les travailleurs. Le refoulement, c'est la répudiation de l'internationalisme de classe. Les responsables de la concurrence établie entre ouvriers français et immigrés, ce n'est pas la M.O.I., mais bien le patronat et la bourgeoisie.

La seule solution juste, c'est l'égalité de droit pour les travailleurs immigrés. En luttant pour que ces derniers soient sur le même pied d'égalité que les Français, voilà la condition qui permettra aux ouvriers immigrés de se défendre contre le patronat et leur donnera les possibilités complètes de lutter avec les travailleurs français.

Avons-nous fait tout le nécessaire pour combattre la propagande xénophobe de la bourgeoisie ? Des efforts ont été faits, quelques résultats obtenus, ils sont cependant bien insuffisants. La propagande réformiste a porté dans nos propres rangs, nos organisations unitaires n'ont pas toujours réagi avec la vigueur indispensable. Camarades, la lecture de la lettre ci-jointe vous démontrera combien il est nécessaire que nous apportions plus d'attention à cette question. Voici ce que dit cette lettre :

« Un ouvrier agricole de l'Oise écrit à la Fédération de l'Agriculture en disant qu'il en avait assez de payer des contributions pour nourrir les étrangers. Il ajoutait qu'en réalité, il ne devrait pas y avoir de chômage en France.

« Les ouvriers agricoles s'étonnent que seul l'*Ami du Peuple* défende la main-d'œuvre française.

« Un cultivateur ayant besoin d'un charretier fit insérer une annonce dans la presse. Il a reçu trente-sept offres de travail : 36 Polonais et 1 Français. Ce dernier reçut du cultivateur la réponse suivante : « Avec ce que vous me demandez, je me paie deux Polonais. » Voilà, dit ce camarade, il serait temps de se débarrasser de ces gens-là. »

Camarades, il nous faudra aussi dénoncer avec plus de ténacité et de continuité les combinaisons, les manœuvres du patronat et du gouvernement parmi la M.O.I. elle-même. Ce sont ces derniers eux-mêmes qui protègent, aident, stimulent les organisations nationalistes qui existent dans les immigrations. Toutes ces organisations, fascistes, cléricales, républicaines, socialistes ou réformistes développent chacune à leur façon l'esprit de soumission des travailleurs immigrés au patronat et aux pouvoirs publics. Elles propagent parmi les immigrés l'esprit nationaliste, chauvin, d'hostilité même et surtout à l'égard des travailleurs français, empêchant tout contact, tout rassemblement dans les luttes entre ces travailleurs. Pour le patronat et le gouvernement, ces organisations leur sont utiles pour maintenir les masses ouvrières françaises et immigrées à leur asservissement. Quand dans certains cas, des travailleurs immigrés restent au travail pendant les grèves, quand quelquefois ils ne s'associent pas aux luttes de leurs camarades français, il y a toujours derrière eux dans ces cas-là, une ou plusieurs organisations nationalistes, stimulées par le patronat, pour les obliger à des actions contraires à leurs intérêts de classe. Dans ces cas-là, ces organisations fascistes et réformistes ne se contentent pas d'user de persuasion, mais n'hésitent pas à dénoncer à la répression patronale et policière les travailleurs immigrés qui les combattent et s'associent à la lutte de classe de leurs frères français. Tous ces faits-là établissent bien la collusion du patronat et des pouvoirs publics avec ces organisations.

Il est un fait incontestable que les organisations réformistes soutiennent socialement le patronat et les pouvoirs publics ainsi que ces organisations nationalistes. Les organisations réformistes ne mènent aucune lutte effective contre ces organisations nationalistes, ni ne préconisent aucune solution contre elles.

C'est pourquoi la lutte contre de telles organisations ne peut être seulement la tâche des travailleurs immigrés, mais surtout celle de chacune de nos organisations syndicales. C'est pourquoi nous devons lutter pour exiger la dissolution de ces organisations, pour l'expulsion de leurs chefs, pour l'expulsion des gardes blancs, véritables organisations de briseurs de salaires et de grèves.

Une autre question importante, camarades : la répression s'abat durement contre les militants de la M.O.I. Comment les défendons-nous ? Sur cette question nous avons, certes, réalisé quelques progrès. Par leur action collective, nos syndicats ont contraint le gouvernement à reculer à propos de l'expulsion de nos camarades Miranda, militant espagnol d'Ivry, et Bartolaz, militant italien de Villejuif.

Voilà deux exemples qui démontrent clairement que par notre action de masse, nous pouvons assurer la défense de nos camarades militants immigrés. Ne laissons pas frapper nos camarades de la M.O.I. pour leur action de classe, conservons-les parmi nous, ils nous sont précieux et sachons les défendre en toutes occasions.

Quelques mots encore, camarades, sur ce problème important. Où en sommes-nous dans notre travail d'organisation de la M.O.I. ? Avons-nous fait les efforts indispensables pour la constitution des commissions de travail dans la M.O.I. à tous les échelons de notre mouvement syndical, pour créer, diriger, contrôler Comités intersyndicaux et Sections de langue, organismes indispensables pour nous permettre le développement de nos tâches syndicales parmi les masses immigrées ? Quelques progrès ont été réalisés sur cette question, c'est certain, mais ils sont encore trop insuffisants. Dans la préparation de ce congrès nos organisations ont-elles fait l'indispensable pour surmonter les faiblesses dans ce domaine ? Quelques-unes (région lyonnaise, Toulon, Fédérations des Mineurs, du Bâtiment) ont fait des efforts. Que chacune de nos organisations les imite et rapidement nous serons alors à même de faire des pas sérieux en avant pour la défense, non seulement de la M.O.I., mais de toute la classe ouvrière de ce pays.

Camarades, quelques mots sur notre travail futur dans la M.O.I. En général, même dans les quelques organisations qui, à ce jour, ont tenté de faire un certain travail, ce dernier fut plutôt orienté parmi les masses immigrées seulement. C'est déjà quelque chose, mais indiquons ici encore une fois que le travail de nos organisations doit surtout porter parmi les masses ouvrières françaises, pour expliquer à celles-ci ce problème complexe de la M.O.I., leur faire comprendre qu'en aucune façon la M.O.I. n'est responsable de leur misère, que la solution, pour elles, ce n'est pas en s'opposant aux ouvriers immigrés qu'elles la trouveront, mais en s'unissant à ceux-ci et en conduisant avec eux la lutte commune contre les seuls et vrais responsables de la crise et du chômage : patronat et bourgeoisie !

Une meilleure attention, camarades, de votre part, au fonctionnement, au travail des organismes de langues (C.I. et S.E.). Il faut œuvrer

pour que ces organismes ne se contentent pas strictement du travail dans leur propre immigration et pour leurs revendications spéciales (cartes d'identité et autres) ; cela est nécessaire et doit être renforcé certes, mais il faut qu'ils orientent surtout leur activité dans le but de populariser dans leur immigration les revendications de leurs syndicats et fédérations, revendications préconisées pour l'ensemble des travailleurs.

Une meilleure liaison entre nos organisations et ces organismes de langue ; création de commissions de travail dans la M.O.I., à tous les échelons de notre mouvement syndical, commissions non pas composées exclusivement de camarades immigrés, comme c'est malheureusement le cas pour celles existant à ce jour, mais avec participation et sous la direction des directions de nos organisations.

Camarades français, la répression s'abat féroce sur les militants immigrés ; aidez-les surtout en évitant que dans le développement de leurs tâches révolutionnaires ils s'y exposent le moins possible. Pour cela, brisons avec le passé. Assumez la responsabilité légale de leurs réunions, soyez les diffuseurs des journaux de langue.

Pensons à la situation illégale dans laquelle sont obligés de travailler ces camarades. Nos camarades du Nord ont développé sérieusement le système d'organisation de groupes de cinq et dix qui leur permettent de travailler sérieusement et d'éviter à nos camarades immigrés les foudres de la répression. Un tel système d'organisation a donné des preuves dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Nos camarades immigrés se rassemblent sur le lieu même du travail, examinent leurs revendications particulières. Ils alertent l'ensemble des mineurs de leurs puits, popularisent leurs revendications et en quelques endroits, ils ont déjà conduit des mouvements revendicatifs qui ont obtenu certains succès.

Un tel système d'organisation doit être développé dans toutes nos industries. En ce qui concerne le travail de la main-d'œuvre immigrée, il faut nous ingénier à trouver le moyen qui permettra à ces camarades de faire le maximum de propagande et d'agitation tout en leur évitant les coups de la répression patronale.

Camarades, je dois terminer. Vous avez dans votre dossier le rapport écrit sur la M.O.I. Je vous demande de l'examiner attentivement et de retour dans vos syndicats, dans vos localités, de mettre en application les directives qu'il vous trace.

À l'issue de ces assises nationales, nous en sommes certains, la résolution sur la M.O.I. sera adoptée par vous à l'unanimité. Camarades, en votant une telle résolution vous vous engagez à œuvrer pour appliquer ce qu'elle contient. Les militants immigrés qui sont ici à vos côtés vous y aideront. Ils comptent sur vous. Vous, camarades français, vous pouvez compter sur eux ; ils ne failliront pas à leurs sentiments révolutionnaires et internationalistes pour la défense de nos intérêts communs, pour la révolution. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous venons de recevoir le télégramme suivant :

Union locale Bel-Abbès fait entière confiance à la C.G.T.U. Salut fraternel à tous les congressistes. — Le secrétaire. (Applaudissements.)

INTERVENTION DE BARJON

(Union locale d'Annemasse)

BARJON. — Camarades, ce n'est pas sans appréhension que j'aborde cette tribune. Je suis un simple militant de la base, mais je pense que dans ce congrès les militants de la base doivent dire franchement le travail et les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs unions. De plus je tiens à dire tout de suite que je suis un minoritaire. Ce n'est pas pour me concilier peut-être la sympathie du congrès, mais j'ai l'habitude de dire ce que je pense devant mes adversaires, à plus forte raison devant des camarades.

Je vais essayer simplement de vous exposer le travail accompli par un minoritaire qui a tenté de remplir les tâches et les directives données par la C.G.T.U., dans la mesure où son activité et ses forces, doublées de celles de tous les camarades de toutes tendances, lui ont permis de le faire.

Vous verrez si nous avons travaillé contre la majorité confédérale ou contre le plan de travail de la C.G.T.U., ou bien si nous avons essayé de faire ce que les camarades du P.C. auraient dû faire et n'ont pas fait.

Camarades, je représente ici cinq syndicats qui ont bien voulu me faire confiance, quoique connaissant ma position et qui m'ont donné des mandats. J'ai dit devant eux ce qui doit être dit.

Ces camarades, pour quelques-uns, en m'envoyant leurs mandats, auraient dû tenir compte de ma position. Ils m'ont fait confiance, je serai assez propre pour remplir le mandat comme je le dois. Nous avons comme vous tous, peut-être, essayé de préparer le Congrès de la C.G.T.U. Nous avons eu un plan bien fixé par notre Union régionale avec laquelle, je dois le dire, nous travaillons en parfait accord au point de vue syndical. Je n'ai pas à m'occuper de la ligne politique, étant de ceux qui, paraît-il, n'ont pas une ligne politique juste, d'après certains. Nous avons fait des réunions de tous les syndicats pris séparément ; je pense que vous avez dû le faire aussi. Mais ce n'était pas suffisant ; contrairement à certaines régions ou à certains syndicats unitaires, nous avons fait une réunion générale et demandé la présence d'un secrétaire de notre Union régionale. Si nous avons quelque chose à discuter nous ne l'étouffons pas en parlotes, nous sommes d'accord en cela avec la C.G.T.U. qui nous avait dit de faire nos réunions non en petit comité, mais devant tous les ouvriers et toutes les tendances. Nous l'avons fait. (Applaudissements.)

Nous avons demandé par tracts et par affiches à tous ces adversaires de tendance, — car je pense que nous ne sommes pas des adversaires au propre sens du mot, — à tous ces adversaires au point de vue confédéré et chrétien d'assister à ces réunions. Et, n'oublions pas que pendant que nous nous déchirons intérieurement, ceux-ci sont en train de faire un travail qui pourrait bien nous amener d'amères désillusions. A cette réunion, dans les préparations d'autres réunions, — j'ai le devoir de le dire et mes camarades d'Annemasse ici présents peuvent en témoigner, — si je me suis présenté toujours comme minoritaire, j'ai toujours reconnu ce qu'est le Parti communiste et ce qu'il fait. (Applaudissements.)

Mais ce que je n'approuve pas, c'est que des camarades, lorsqu'ils ont dans la poche la carte du P.C., se croient militants révolutionnaires

et croient aussi devoir prendre la direction du mouvement à l'inverse des directives du P.C. et de la C.G.T.U.

Je suis ici obligé de faire un petit rappel. Quand j'ai pris — ou tout au moins qu'on m'a obligé à prendre — l'Union des Syndicats unitaires d'Annemasse, je me trouvais dans un petit pays, dans un petit trou. Cependant, notre camarade Midol, entre autres, doit savoir que si les syndicats se sont un peu endormis, ils sont capables de faire un travail si vous venez les aiguillonner un tant soit peu dans le dos.

Quand j'ai pris l'Union locale, celle-ci fonctionnait très mal. Je n'incrimine pas les camarades qui étaient alors à la tête et qui appartenaient au Parti communiste, mais il est des choses que l'on doit dire.

Il y a eu du bon travail de fait. Notre camarade Racamond est venu au moment où nous avons notre Union départementale en réorganisation. Nous avons travaillé ; en particulier nos camarades cheminots — je le souligne — faisaient un travail intensif. Je rappellerai en passant que pas mal de drapeaux rouges qui sont ici ne sont passés qu'avec l'aide des cheminots d'Annemasse et de nos camarades douaniers. Seule la police spéciale a pu en découvrir certains. Je rappellerai cela tout à l'heure, mais je ne peux pas comprendre que ces camarades aient perdu leur activité ou la plus grande partie de leur idéal révolutionnaire. Quand il a fallu monter cette Union je sais l'argument qu'on a mis tout de suite en avant : « Comment, vous allez confier cela à un minoritaire ! Vous allez confier à un minoritaire la direction de l'Union locale ! »

Je sais qu'on en a parlé dans les cellules et dans les régions. C'était certes me faire trop d'honneur. J'appartiens à la C.G.T.U. depuis sa constitution. J'ai assisté au Congrès constitutif de Saint-Etienne. J'ai vu les Frossard et certains autres membres de l'Enseignement venir défendre la liaison organique avec le P.C. Ils ont changé, moi, je n'ai jamais varié. (*Applaudissements.*) Je suis toujours minoritaire. Que voulez-vous ? Ce n'est pas par passion ; j'estime que lorsqu'on a appartenu à un parti et qu'on l'a quitté il ne faut pas, si on trouvait le foin bon quand on y était, venir dire par la suite qu'il ne vaut rien ! (*Applaudissements.*) Je pense que vous ne prendrez pas cela pour une injure, c'est une simple figure, et j'ai l'habitude de dire ce que je pense à mes amis.

J'ai donc, avec l'aide de tous les camarades, repris l'Union locale. J'ai demandé qu'une réunion de l'Union locale soit faite afin de savoir si nous allions continuer le travail ou, plus exactement, remédier au manque de travail qui existait. J'ai reçu pas mal de critiques de l'Union régionale dans lesquelles on disait : nous nous étonnons qu'un camarade comme toi ne fasse pas un travail plus intense de propagande syndicale révolutionnaire. On s'étonnait également du peu d'activité de la Locale et de son secrétaire. Je suis corporatiste par excellence, — n'est-ce pas, camarade Tessier, mon secrétaire fédéral ? — j'ai essayé de donner l'exemple de n'être plus corporatiste et si je siége à la table des cheminots, c'est uniquement pour être en accord avec la majorité de ceux qui m'ont envoyé à ce congrès. On nous a assez dit et reproché que dans le Livre nous ne nous approchions pas des camarades de l'industrie. Je me souviens même qu'étant à Saint-Etienne on nous a appelés les « aristocrates de la corporation », les « grévistes en redingote ». J'étais confédéré à ce moment. Or, je dois dire que dans le Livre, pour parler d'une corporation, nous avons fait deux mouvements à Annemasse :

un mouvement d'un mois et demi et le dernier de cinq mois. Quoique minoritaire j'ai été à la tête de ces mouvements. Je ne fais que rappeler mon rôle et je n'ai pas à m'en vanter. Il faut cependant reconnaître que nous nous sommes défendus. Nous avons appliqué les vieux principes, comme le disait Péricat ce matin. Je suis encore un syndicaliste révolutionnaire. Je ne veux faire de reproche à personne, notamment aux camarades qui croient à un parti politique quelconque. Chacun a son idée, je défends la mienne comme vous avez défendu les vôtres.

Quand nous avons fait ce travail, j'ai posé des conditions, si je puis dire. J'ai dit : travail syndical révolutionnaire, d'accord, mais à partir de maintenant il ne faudra pas mélanger la cellule et le Parti avec les syndicats ; liaison étroite avec les organisations politiques, et en particulier le Parti communiste se réclamant des mêmes buts que nous, pas de cloisons étanches, mais dans les assemblées syndicales nous ne parlerons pas de politique pure.

Je crois bien que c'est Frachon qui m'avait dit, lors d'un Congrès régional : « Tu es le plus grand politicien de l'Union régionale. » C'est peut-être possible. De la politique, j'en fais partout dans les réunions politiques électorales et autres, non pas comme candidat au poste vacant ; je défends une thèse : le socialisme intégral. C'est d'ailleurs ce qui existe en Russie, car le communisme n'est pas encore instauré ; il y parviendra sans doute et c'est ce que je souhaite. (*Applaudissements.*)

Puisqu'il faut faire de l'histoire, on peut dire qu'au lendemain du Congrès de Saint-Etienne il suffisait d'annoncer une réunion de la C.G.T.U. pour que les salles soient pleines. Cela a changé depuis. A ce propos je serais peut-être d'accord avec certains rappels faits par le camarade Serret. — car je dis « le camarade Serret ». quand on a la même carte syndicale on ne s'injurie pas ! Que vous le vouliez ou non il a dit des choses réelles. Il y a seulement trois ou quatre ans les directives qui nous étaient données dans les congrès ou dans les circulaires multiples n'avaient rien de comparables à celles données à l'heure actuelle. J'ai fait aussi partie de ces « scories » de l'unité, comme on l'a dit dans un Congrès du Livre, notamment. Aujourd'hui, j'ai le droit de dire que nous ne nous sommes pas trompés quand nous disions qu'il fallait se pencher sur les revendications immédiates ; quand nous disions que les camarades qui étaient à la base, dans les journaux de province. — car je pense que les camarades révolutionnaires de province le sont autant que les militants et adhérents parisiens, — donnaient des renseignements terre à terre, concernant des revendications terre à terre, ce qui faisait pencher les masses vers le réformisme. Or, on est obligé d'y revenir maintenant.

Je suis heureux, moi, minoritaire, d'avoir contribué un peu par mon travail, avec l'aide, je le souligne, de camarades d'autres tendances, avec qui nous avons travaillé fraternellement. de voir qu'aujourd'hui, nous en revenons à une méthode de travail oui, que vous le vouliez ou non, a toujours été la tradition du syndicalisme. Je ne suis pas plus partisan que vous de la politique des revendications du ventre. Mais parmi les camarades qui sont ici, il n'y en a pas beaucoup qui peuvent m'assurer avoir derrière eux tous les militants révolutionnaires dans leur syndicat. Non, nos adhérents ne sont pas plus révolutionnaires que certains adhérents de la C.G.T. Ils viennent au syndicat, malheureusement, un peu par intérêt. C'est un peu leur droit. Du moment qu'on leur fait voir l'intérêt du syndicalisme, ils le font. Ils le feront tant

que leur éducation ne sera pas faite suffisamment, et je le regrette. Je voudrais que tous soient communistes. On aurait moins de travail, et... moins de minoritaires en particulier ! (*Rires.*)

Tant que nous n'aurons pas détruit cette idée, tant que nos camarades ne seront pas capables de discerner où sont leurs adversaires de classe, il faudra les prendre comme on peut, par le syndicalisme à bases multiples, par tous les moyens. L'essentiel, c'est de les amener dans nos syndicats, et de leur donner une éducation syndicaliste de lutte de classe. Mais vous ne pouvez pas me garantir, vous tous qui êtes ici, que vous n'avez que des militants révolutionnaires, prêts à descendre dans la rue sur un mot d'ordre donné. Si vous pouvez me l'assurer, je suis heureux. Je suis obligé de reconnaître que je ne peux pas vous donner cette affirmation, même pour le Syndicat des cheminots qui, pourtant, a voté la motion révolutionnaire, 100 % dans la ligne, alors que le Syndicat du Livre ne l'a pas votée.

Un certain travail a été fait par nos camarades, ce travail, paraît-il, pouvait être dans la ligne, car je n'en étais pas, je le reconnais. J'ai rendu hommage à ces camarades. Je voudrais signaler un fait, car on a reproché aux camarades de l'Enseignement de ne pas avoir fait tout leur travail. Il s'est trouvé que nous avions un Syndicat de postiers unitaires, des ouvriers des lignes des P.T.T. Il y a eu un mouvement de grève. Il y avait là-bas un camarade du Parti. Je ne lui fais pas de reproches, mais quand on est militant, on doit travailler le double d'un minoritaire comme moi ! (*Applaudissements.*)

Le syndicat est passé aux confédérés. Ce camarade a fait une bonne action. Il a fait du bon travail. Mais il n'a pas fait attention qu'à côté de lui existait un autre syndicat, et un camarade militant aurait dû être près de nous. J'estime — et je ne lui en fais pas le reproche — que, tout au moins quand on veut donner l'exemple du rôle dirigeant d'un parti, il faut commencer à le mettre en pratique sur le terrain même où on travaille. Je ne cite pas son nom. On le fera si c'est nécessaire, car des injures m'ont été adressées par ce militant.

Il y a eu des mouvements de grève dans notre région. Vous savez que, dans ce pays, on a le privilège d'être à côté de Genève, capitale de la paix et du désarmement. Nous sommes à cheval sur la frontière. Nos camarades ont l'habitude de travailler des deux côtés de la frontière. Les militants de la région descendent à Genève, et quelquefois, ce sont les militants étrangers, — nous ne devrions pas dire « étrangers » entre révolutionnaires, — les immigrés qui viennent travailler chez nous.

Il est très difficile de faire le travail comme on doit le faire. Nous avons une quantité considérable de main-d'œuvre immigrée, et, de plus, nous avons de la main-d'œuvre suisse. Vous savez que les syndicats suisses sont essentiellement réformistes, sauf quelques-uns qui entrent dans l'opposition syndicale révolutionnaire ou qui ont des tendances à devenir des syndicats révolutionnaires, surtout depuis les événements du 9 novembre que vous connaissez tous. J'ai eu le privilège, le triste privilège, je puis dire, d'être au courant, beaucoup plus que certains camarades qui ont fait des articles dans *l'Humanité*, sur ces événements, de ce qui s'est passé. Je n'en parlerai que pour mémoire, car il est très important de souligner ce qui s'est produit là-bas.

En ce qui concerne notre travail politique, je suis obligé de poser cette question : Qu'avons-nous fait ? Vous allez me répondre : C'est

très joli de critiquer, mais qu'as-tu fait avec tes camarades ?

Nous avons essayé de remonter le courant, de redonner la confiance, pour que les camarades assistent à des réunions plus suivies. En premier lieu, il a fallu faire un travail de front unique.

Nous avons fait diverses interventions. Il y a des camarades présents qui pourront dire ici si c'est vrai. Je suis d'accord avec vous pour dire : « Le front unique à la base ». Les confédérés ont cette habitude lorsque le secrétaire du syndicat en qui ils ont mis leur confiance — confiance peut-être mal placée — ne se dérange pas pour essayer de confronter nos thèses et de former le bloc, pour résister aux prétentions patronales, de ne pas se déranger. Le camarade Veillet peut le dire ! Nous avons convoqué les militants de chaque syndicat. Vous me direz : « Tu n'as pas travaillé avec la C.G.T.U. ». Nous avons fait appel à la base. Cela ne rendait pas. Nous avons fait alors appel aux militants qui ne sont pas des chefs, mais des petits cheffailons, appelez-les comme vous voudrez, comme moi. Nous avons eu quelques réunions. Nous avons réussi à produire un certain mouvement avec certains camarades. Nous avons fait une réunion commune. Brout doit le savoir, puisque nous avons toujours entretenu d'excellents rapports avec la Fédération du Bâtiment, et nous espérons que nous continuerons. C'est un minoritaire qui dit dans une assemblée qu'il n'a pas à se plaindre de la Fédération du Bâtiment qui est 100 % dans la ligne de la C.G.T.U.

Nous avons fait appel à tous les camarades. Nous avons obtenu un beau succès. Nous avions des camarades de toutes tendances. En raison des attaques patronales, de la diminution des conditions d'existence, nous essaierons de faire quelque chose.

Nous avons réussi à former un syndicat du bâtiment unique, et je suis d'accord avec notre camarades des Agricoles qui disait que dans la province, dans les petits coins, il fallait faire des syndicats comprenant toutes les petites industries. C'est ce que nous avons fait à Annemasse. Nous avons adhéré à la Fédération du Bâtiment qui n'est pourtant pas cotée dans les fédérations de Fonctionnaires ! Dans nos syndicats, nous avons de tout. Nous avons des ouvriers du bâtiment, des menuisiers, des chauffeurs, des coiffeurs, en attendant que nous ayons monté un syndicat des métallos, tout ce que nous pouvons trouver comme ouvriers. Aussitôt que nous pourrons, nous formerons des syndicats pour chaque catégorie. Mais il nous faudra alors avoir un militant de chaque catégorie. Et ce n'est pas aussi facile que vous le croyez dans la province.

A côté de ce travail purement syndical, nous avons fait un travail au point de vue politique. Moi qui ne fais jamais de politique, j'en ai fait, malgré tout ! J'ai eu l'honneur d'être envoyé par mes camarades au Congrès d'Amsterdam, et je ne suis pas d'accord avec les camarades qui critiquent le mouvement d'Amsterdam. Malgré ses quelques imperfections, le mouvement d'Amsterdam a été un des seuls moyens, dans ma région, de pouvoir prendre contact avec les ouvriers de toutes tendances. (*Applaudissements.*)

Je m'adresse aux camarades qui sont allés à Amsterdam. Cela m'a permis de faire un bon travail, de faire un rapprochement — pour moi qui suis un antipoliticien — entre les socialistes et les communistes, et entre les petits chefs à la tête de la section locale. Cela a été pour nous un réconfort. Chambon peut le dire. Lorsque nous avons fait notre meeting, Chambon est venu parler au nom de la C.G.T.U., Racamond

n'ayant pu venir, et il y avait aussi Durotte, des Jeunesses Socialistes, ainsi qu'un camarade de Genève qui a relaté les événements du 9 novembre. C'est un exemple qu'il faut donner. Je ne sais pas comment vous avez fait, mais lorsque les ouvriers de la Base qui nous ont toujours vu nous expliquer avec des injures, marcher sur deux trottoirs différents, nous voient marcher unis dans un même but : la guerre contre le fascisme et la lutte contre la guerre, cela redonne confiance ! Si vous voulez redonner confiance aux hommes de la base, oubliez vos rancunes personnelles.

Dans la province, c'est plus dur qu'à Paris, et je dois le signaler. J'ai été mandaté, au Congrès de Pleyel, avec un camarade socialiste. Au Congrès des Jeunesses, nous avons deux camarades : un jeune instituteur socialiste et une camarade communiste. Nous les avons nommés, mais leur nomination a été ratifiée par une assemblée de jeunes comprenant plus de 250 camarades ! (*Applaudissements.*)

Cela s'est fait dans une assemblée où notre camarade Rousseng, du Secours Rouge, assistait, et avec Citerne, devant 400 camarades adversaires de nos méthodes révolutionnaires. Leur nomination comme délégués au Congrès des Jeunesses a été ratifiée. J'ai parlé avec notre camarade jeune instituteur. Je ne veux pas ici faire de critiques à la Fédération de l'Enseignement. Ce camarade me disait : « Je rentrerai à Annemasse, et puisque de Monzie veut nous attaquer, puisqu'il veut nous assommer et nous limoger, je ferai appel à tous, et je te demande de m'appuyer auprès des membres de l'Union Locale Unitaire ». Il est confédéré. Il soutient notre lutte pour la revendication de Monzie ! (*Applaudissements.*)

C'est un confédéré qui me l'a dit. Je le reconnais. Quand ils font quelque chose de bien, reconnaissons-le. La camarade communiste déléguée au Congrès et moi, nous gardons d'excellentes relations, et nous sommes internationalistes ainsi que nos camarades de Genève.

Vous connaissez les événements du 9 novembre. Il est quand même typique que des communiqués faits par l'Union Locale des Syndicats unitaires soient insérés dans les journaux socialistes. Je ne sais pas si cela se passe comme cela à Paris. Mais quand vous voyez des communiqués de ce genre dans un journal socialiste, à l'occasion du 1^{er} Mai où nous avons fait des réunions communes avec les camarades de toutes tendances, de tous partis, même avec la critique concernant l'attitude de trahison des chefs réformistes, vous avouerez que c'est du travail !

Nous faisons, nous, minoritaires, la diffusion du travail qui devrait être fait par les camarades du Parti communiste. Nous diffusons un journal communiste à 100 % ! (*Rires. Applaudissements.*)

Ce n'est pas flatteur pour les camarades du Parti communiste qui ne font pas leur travail ! (*Applaudissements.*)

Je suis obligé de diffuser la *Vie Ouvrière* ! Les camarades de la cellule n'ont pas le temps de le faire. Ce n'est pourtant pas un journal minoritaire ! (*Rires.*)

Nous diffusons le *Front Mondial, Regards, la Russie d'Aujourd'hui*, car je suis un ami de l'U.R.S.S., et les déclarations d'Herriot ne me font pas peur ! (*Très bien. Applaudissements.*)

Je voudrais citer un article qui a été écrit par un journal radical sur mon compte, me traitant, moi, minoritaire, d'agent, de stipendié de Moscou, de commissaire des soviets ! (*Applaudissements*), de bonhomme à la solde, de militant qui ne voit que ce qu'il y a de bon en

Russie, qui ne voit pas les beautés du régime français. J'y suis traîné dans la boue. Vous me direz que c'est personnel, je le regrette ; mais je voudrais que mes camarades du Parti communiste me donnent un coup de main ! (*Applaudissements.*)

Je ne reproche pas aux camarades d'être communistes. Je leur laisse ce droit. C'est un devoir pour ceux qui le sont. Ce que je leur reproche, c'est de ne pas travailler en véritables communistes, et que, moi, minoritaire, je sois forcé de leur donner l'exemple dans mon coin ! (*Applaudissements.*)

Au nom des syndicats qui m'ont délégué, je voterai le rapport d'activité, parce que je crois être en accord avec moi-même. Ce ne sont pas des critiques systématiques que j'apporterai, mais je pense que vous voudrez — ceux qui le peuvent tout au moins — bien réveiller les camarades du Parti, et leur rappeler un peu leur travail. Chambon leur a fait comprendre le rôle dirigeant du Parti et la façon dont les camarades du Parti devraient travailler.

Sous cette réserve ; nous sommes complètement d'accord. Je n'ai pas à critiquer nos camarades d'Allemagne. Mais nous devons regretter, quoi qu'on en dise, qu'au lieu d'avoir eu 6.000.000 d'électeurs communistes sur 13.000.000 de socialistes, il n'y ait pas eu un seul million de syndiqués révolutionnaires, car Hitler ne serait pas arrivé au pouvoir. Ce n'est pas une critique, car je ne souhaite pas à nos adhérents de la C.G.T.U. d'être mis en face des responsabilités de nos camarades d'Allemagne.

Je ne sais pas si nous tous, qui sommes révolutionnaires, serions encore capables de mener la lutte que ces camarades mènent encore à l'heure actuelle. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE SALDUCCI

SALDUCCI, de l'Enseignement. — Camarades, les militants de la Fédération Unitaire de l'Enseignement et la Fédération elle-même ont été longuement mis en cause en ce Congrès. La direction fédérale a été attaquée dans le rapport d'activité, et, en ces termes, dans le projet de résolution publié dans la *Vie Ouvrière* du 11 août :

« A la direction de la Fédération de l'Enseignement, ils ont été à la remorque des événements pendant le mouvement des fonctionnaires, où ils n'ont su prendre aucune initiative et se sont traînés lamentablement derrière les dirigeants réformistes.

« Sous la direction minoritaire de cette fédération, sans qu'elle tente la moindre chose pour l'enrayer, mais au contraire avec sa bienveillance, s'organise la désagrégation de certains syndicats dont les dirigeants, minoritaires également, passèrent à la C.G.T.... »

Il est faux de dire que nous avons été à la remorque des événements, ou à celle des confédérés dans le mouvement des fonctionnaires.

Camarades, nos syndicats départementaux ont activement participé aux travaux des cartels unitaires ; en maints endroits ils en ont été les animateurs. La direction fédérale a toujours, sans cesse, engagé les syndicats à faire le maximum d'agitation, à participer à toutes les actions, à travailler d'arrache-pied pour la réalisation du front unique, sans formuler aucune exclusive contre les diverses modalités du front

unique. En plusieurs endroits le front unique a été réalisé et a donné des résultats positifs.

Le mouvement du 20 février ? Vous savez de quelle façon il a été lancé par les confédérés : aucune préparation d'aucune sorte, mot d'ordre tenu secret jusqu'au dernier moment.

Nous n'avons été tenus au courant par personne, — même pas par le Cartel unitaire central. Nous avons travaillé dans des conditions extrêmement difficiles. Nous ne craignons pas de dire que, sans les indiscretions que nous avons provoquées, nous nous serions trouvés à la veille du 20 février dans l'ignorance complète de ce qui allait se passer.

Malgré ces difficultés, nous avons pu alerter en temps utile tous nos syndicats ; en certains endroits ils l'ont été avant même les syndicats confédérés qu'ils ont pu former à l'action.

Sans doute, nous a-t-on reproché et nous reproche-t-on de n'avoir pas lancé l'action sur des mots d'ordre qui nous étaient propres, de l'avoir lancé sur le mot d'ordre des confédérés. C'est exact, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir agi ainsi. Nous sommes, camarades, une minorité dans la corporation en face d'un syndicat confédéré qui groupe la grosse masse du personnel. Et je dois ajouter, une masse qui, aux dires mêmes de ses dirigeants, boudait à l'action et dont ils n'étaient pas plus sûrs que cela qu'elle suivrait le mot d'ordre.

Frachon, dans une intervention qu'il a voulue spirituelle contre la Fédération de l'Enseignement, a parlé du mépris dans lequel nous tiendrions, paraît-il, les organisations réformistes. Frachon a déformé la vérité, car il sait pertinemment notre action constante, tenace, sur tous les terrains, pour entraîner la masse réformiste et inorganisée de l'Enseignement.

Frachon a prétendu aussi qu'il y avait une ardente volonté de lutte dans les organisations réformistes de l'Enseignement.

Pour le besoin de sa cause, il bluffe d'une façon excessive sur la combativité du corps enseignant sans s'apercevoir qu'il va ainsi porter de l'eau au moulin de ceux qui disent qu'il faut quitter la Fédération unitaire pour aller au Syndicat national confédéré où se trouve la masse, la masse ardemment combative selon Frachon.

Nos syndicats, comme le leur demandait la direction fédérale, ont été à l'avant-garde du combat. Partout où ils l'ont pu, où les circonstances s'y prêtaient, nos syndicats unitaires ont poussé le personnel à dépasser le mot d'ordre des confédérés. Notamment à Marseille où les instituteurs ont fait effectivement la grève le 20 février, avec délégations d'école qui sont allées manifester devant la préfecture.

On a dit qu'après le 20 février, nous aurions pu prendre la tête du mouvement. Ce n'est pas sérieux. On peut toujours prendre la tête d'un mouvement, encore faut-il être suivi et nous n'aurions pas été suivis par la masse. Les circonstances l'ont prouvé et la Fédération autonome, qui groupe des dizaines de milliers de fonctionnaires, n'a pas jugé opportun de passer au deuxième stade d'action parce qu'elle n'aurait pas été suivie. La journée du 1^{er} Mars, lancée par le Cartel unitaire à Paris, a prouvé que notre position était juste.

La direction confédérale nous reproche de ne pas avoir enrayé la désagrégation de certains syndicats. Nous aurions aimé qu'on nous en apportât la preuve. Car ce n'en est pas une que celle donnée par Doucet, à savoir que nous nous sommes plu à reconnaître la courtoisie de nos rapports avec les camarades de la Ligue Syndicaliste. Nous estimons

qu'on peut, entre adversaires de tendances, rester courtois, et nous n'avons aucune honte à l'affirmer.

Depuis la désagrégation du mouvement des 22, nous avons eu quelques syndicats — exactement 5 — où la question de la fusion partielle avec le syndicat confédéré a été posée. Partout la direction a agi, partout elle a fait son devoir pour enrayer les effets de la fausse politique de l'unité. Par des lettres ouvertes, par des circulaires aux syndiqués, par des délégations dans les assemblées générales, la direction fédérale est parvenue à maintenir debout nos syndicats unitaires. Ces syndicats vivent et ils recrutent. Nous avons fait exactement ce que la direction confédérale a fait sur le réseau de l'Etat et dans l'Alimentation ; avec un succès au moins égal ; mais nous sommes minoritaires, et aurions-nous fait mieux encore on nous aurait quand même accablés.

Sur l'affaire des normaliens d'Aix, nous nous sommes expliqués au Congrès fédéral, alors que la question n'a même pas été soulevée par les partisans de la majorité confédérale.

Quant à l'attitude du syndicat de Maine-et-Loire dans le mouvement du 20 février, Barne ment effrontément puisque devant lui le camarade Bouët a rétabli la vérité par deux fois : au Conseil fédéral et au Congrès de Reims.

UNE DÉLÉGUÉE. — Et le secrétaire centriste de l'Ouest ?

SALDUCCI. — Aurin et d'autres orateurs nous ont dit à cette tribune que nous avions parlé du passé et du présent, mais que nous n'avions rien dit de l'avenir.

Eh bien, camarades, je déclare, comme nous l'avons déclaré à maintes reprises : malgré qu'on ait essayé de nous marier aux différents courants, nous sommes à la C.G.T.U., nous y demeurerons envers et contre tous. Je laisse pour compte à ceux qui les ont formulées les appréciations fantaisistes tentant de nous assimiler aux Rambaud et consorts.

On a dit aussi que nous étions indisciplinés dans la C.G.T.U. En quoi ? On ne l'a pas précisé. Nous sommes-nous refusés à faire une action ? N'avons-nous pas appliqué le programme de la C.G.T.U. ? Nous pouvons même dire que nous sommes d'accord avec la C.G.T.U. sur certains points que les partisans de la majorité confédérale dans notre Fédération combattent avec acharnement : je veux parler du traitement unique qui est l'expression sur notre plan corporatif du mot d'ordre général : à travail égal, salaire égal, qui n'est pas que je sache rayé du programme confédéral.

On nous reproche enfin de ne pas avoir apporté ici de programme revendicatif. Ce n'est pas sérieux, camarades. Nous estimons, et nous pensons avoir raison, qu'une pareille question doit être débattue dans les congrès fédéraux. Nous avons tenu le nôtre au début d'août, et nous avons établi un programme revendicatif, arrêté des moyens d'action, le tout adopté à l'unanimité, toutes tendances réunies. En présence de l'attaque, toute proche, que le gouvernement se propose de mener contre nos conditions de vie et de travail, la Fédération de l'Enseignement ne sera pas prise au dépourvu. Et nous profitons de l'occasion pour demander aux camarades assistant au Congrès, tant aux délégués des Unions Régionales qu'à ceux des Syndicats, de nous apporter tout le soutien, le soutien le plus effectif, dans la bataille que nous allons livrer.

Nous leur demanderons de se joindre à nous, non seulement dans la défense des traitements, mais plus particulièrement dans la lutte que nous menons contre la suppression des postes et la fermeture de cer-

taines écoles ; mesures qui frappent directement le prolétariat dans ses enfants, dans la jeunesse et qui ne peuvent être avantageuses que pour les ennemis du prolétariat et en premier lieu l'école confessionnelle.

En revanche, nos camarades ouvriers savent qu'en toute circonstance ils peuvent compter sur nous. Nous l'avons prouvé et nous le prouverons encore. Frachon a eu beau insinuer que nous méprisons la classe ouvrière, il aurait fallu apporter autre chose qu'une affirmation ; nous sommes, instituteurs, issus de la classe ouvrière ou paysanne, nous restons fidèles à notre classe : le prolétariat ; et s'il fallait en administrer une preuve, je citerai celle de nombreux camarades qui ont pratiqué le refus de parvenir pour se consacrer uniquement à l'éducation des enfants du prolétariat et à la lutte révolutionnaire.

La lutte que nous devons mener aussi bien sur le terrain social que sur le terrain corporatif, nous amène à préciser notre position sur l'unité ; car nous estimons que, pour être suivie de résultats, l'action doit être une action de masse.

Il y a deux ans, à la tribune du Congrès de Magic-City, Serret défendit notre conception de l'unité syndicale. Il a en outre combattu sans ménagement la conception de Japy, la trahison de ceux des 22 qui s'apprêtaient à nous quitter en s'efforçant de disloquer la C.G.T.U. et enfin la conception du Bureau confédéral.

Aujourd'hui, comme il y a deux ans, nous répéterons qu'à la Fédération de l'Enseignement, nous sommes attachés à la C.G.T.U. et que nous entendons y rester, quelles qu'en soient les erreurs grossières, parce que entre la C.G.T. de collaboration et de capitulation et la C.G.T.U. il y a un véritable abîme.

Aujourd'hui, comme il y a deux ans, nous dénonçons la politique antiunitaire de l'état-major réformiste qui veut bien de l'unité, mais à condition que cette unité se fasse dans la C.G.T., avec un esprit de soumission que nous n'avons pas, sans garantie quant à la démocratie syndicale, à la liberté d'opinion, au droit de fraction.

Aujourd'hui, comme il y a deux ans, nous nous élevons contre les fusions partielles qui n'ont qu'un effet : enrichir la C.G.T. des dépouilles de la C.G.T.U., c'est-à-dire consolider le réformisme aux dépens du mouvement révolutionnaire.

Aujourd'hui, comme il y a deux ans, nous combattons aussi votre conception de l'unité syndicale.

Après de nombreuses variations sur le thème de l'unité, après avoir dit notamment — ce qui était idiot — que l'unité ne pouvait se réaliser que sur la plate-forme de la C.G.T.U. et sous la direction du P.C., après maints tournants, vous avez préconisé le Congrès national d'unité par la création et l'action des Comités d'unité à la base.

De votre propre aveu, ces Comités d'unité n'existent pas. Ils ne pouvaient pas d'ailleurs exister et créer la C.G.T. unique. Vos espoirs, — au fait, aviez-vous des espoirs ? — vos espoirs en le Congrès national d'unité se sont envolés depuis beau temps.

En vérité votre tactique tourne carrément le dos à l'unité syndicale.

L'unité, dites-vous ne peut se réaliser en dehors de l'I.S.R., seule Internationale de lutte de classe. En d'autres termes, vous déclarez donc que l'unité ne doit se réaliser que dans la C.G.T.U.

Vous n'êtes donc pas unitaires.

Vous paraissez redouter l'unité. Vous paraissez craindre le contact entre le courant réformiste et le courant révolutionnaire.

Si nous voulons sortir de la situation actuelle, si nous voulons marcher de l'avant, il nous faut aller franchement aux masses. Nous avons suffisamment confiance en l'avenir du prolétariat, en la justesse de nos conceptions pour ne pas craindre d'affronter la masse réformiste et la masse tout court.

Ayons donc une politique d'unité qui soit franche, nette, audacieuse. Si nous voulons avoir les travailleurs avec nous, déployons largement le drapeau de l'unité syndicale. Si nous voulons saper les manœuvres anti-unitaires de Jouhaux et Cie, soyons nous-mêmes unitaires, passionnément unitaires, loyalement unitaires.

La méthode la meilleure de réalisation de l'unité syndicale nous paraît être celle du Congrès national de fusion de toutes les centrales existantes. Par cette méthode nous arriverions à la création d'une puissante centrale, au sein de laquelle nos opinions révolutionnaires feraient sans aucun doute d'énormes progrès. Nous créerions ainsi une C.G.T. unique, qui provoquerait le réveil des masses, la résurrection de cette foi, de cette ardeur, de cette combativité que nous avons connue après la guerre, à l'époque où l'on assistait en France à un puissant bouillonnement révolutionnaire.

Cette C.G.T. unique, verrait venir à elle les ouvriers qui sont dégoûtés de la C.G.T. et de la C.G.T.U., les travailleurs désemparés par la scission et les querelles intestines et sans doute aussi un grand nombre de camarades inorganisés. L'unité syndicale par le Congrès de fusion, sans vainqueurs ni vaincus, en dehors des centrales actuelles, sonnerait le réveil de la conscience syndicaliste qui sommeille en ce pays.

L'unité, nous l'avons dit et nous le répétons, ne peut être bâtie sur le sable mouvant du sentimentalisme.

L'unité pour le plaisir de s'embrasser ne rime à rien. L'unité n'a de raison d'être que la victoire du prolétariat sur le capitalisme. L'unité doit être au service de la classe ouvrière.

L'unité est nécessaire à la victoire des travailleurs ; mais elle n'est pas suffisante.

Il faut, sous peine de faire œuvre vaine, lui donner un contenu bien déterminé.

C'est pourquoi nous bâtirons l'unité syndicale par le Congrès de fusion sur les trois bases suivantes :

1° Reconnaissance de la lutte de classe.

Nous tenons à affirmer ainsi devant les travailleurs la nécessité de repousser les méthodes de collaboration qui mènent à la capitulation devant la bourgeoisie. Nous tenons en outre à cette formule, car elle nous servira d'arme de défense pour le cas où nous serions minorité dans une centrale qui voudrait nous chasser, comme cela s'est vu, pour notre action révolutionnaire ;

2° Démocratie syndicale.

Nous entendons que nos personnes et nos idées soient libres dans la C.G.T. unique. Nous voulons avoir le droit absolu de dire notre opinion sur tous les problèmes posés. Nous ne voulons subir ni menaces, ni manœuvres, ni contraintes de la part de nos adversaires de tendances. Le syndicat doit être la maison où le travailleur se sent pleinement libre. C'est la base qui doit diriger et contrôler le sommet.

3° Liberté d'opinion et droit de fraction.

Ce ne serait vraiment pas la peine de batailler contre les pouvoirs

publics en faveur de la liberté de parole, de la liberté d'expression écrite de notre pensée si dans le syndicat nous étions privés du droit d'exprimer notre pensée et aussi, — corrolaire logique — de nous grouper par affinité syndicale, philosophique ou politique.

Donc pas d'expulsion pour délit d'opinion ; pas de menaces, pas de manœuvres pour faire taire les adversaires de tendances.

Nous voulons la C.G.T. unique, certes, mais nous ne voulons pas que de cette C.G.T. unique sorte une nouvelle scission qui affaiblirait le prolétariat et prolongerait sans doute de plusieurs lustres la monstrueuse domination de la bourgeoisie.

Sur les trois bases que nous venons de préciser, la C.G.T. unique serait solide et durable. Elle résisterait aux assauts de la bourgeoisie et aux manœuvres dissolvantes des chefs réformistes. C'est elle qui conduirait un jour les travailleurs à l'assaut de la bataille capitaliste, et à l'heure actuelle, si nous avions cette C.G.T. unique, nous pourrions aisément riposter aux attaques des pouvoirs publics et du patronat. (*Applaudissements.*)

En conclusion, nous soumettons au Congrès deux motions qui ont été distribuées hier matin et dont je remets le texte au Bureau.

INTERVENTION D'ENGLER

ENGLER (Ports et Docks). — Camarades, dans les différentes interventions qui ont été faites ici, notamment dans le développement du rapport d'activité, fait par notre camarade Racamond, notamment par le camarade Nollet, notamment aussi, paraît-il, par Marchal, la Fédération des Ports et Docks que nous avons encore l'avantage de représenter a été, elle aussi, assez mise sur la sellette. Nous l'avions d'ailleurs été dans les hautes sphères internationales de Moscou, il y a de cela deux ans passés. Nous commençons à attirer l'attention du Congrès, en démontrant une fois de plus que lorsque nous prenons des engagements, nous savons les respecter et que l'on nous interdit de la façon la plus formelle de nous assimiler à ceux qui n'ont pas eu notre capacité de résistance, pour nous expliquer encore avec vous aujourd'hui et devant vous.

Nous sommes encore là et, comme les copains de l'Enseignement, nous entendons y rester.

Ici, j'ouvre une parenthèse, qui vous fera sans doute plaisir, rien ne m'oblige à vous le dévoiler, mais à tout hasard je vous dirai qu'hier je me trouvais avec ma vieille à la terrasse d'un café : « Au Drapeau », au coin de la rue de Lancry et du boulevard Magenta, j'ai vivement été reconnu par une bande de camarades que je connaissais bien, par une bande de camarades confédérés, les hommes de la base, vous m'entendez, confédérés, et qui ont quand même serré la main à Engler ; mais le leader de la Fédération des Ports et Docks confédérés, qui juge sans doute notre travail mieux que vous, ne m'a pas tendu la main et a considéré ma personne avec dégoût. Tant mieux, cela comptera et il faudra quand même l'enregistrer.

Pourquoi avons-nous été mis sur la sellette ? Il est évident que, dans un Congrès on néglige assez facilement tout le passé et on discute, quand on attaque, surtout sur les événements les plus récents...

UN DÉLÉGUÉ. — Avec raison.

ENGLER. — Camarades, je ne sais pas qui m'a interrompu, pour me dire « avec raison », mais je me permets de faire remarquer au camarade que jusqu'à présent je ne crois pas avoir indisposé personne, « avec raison » et alors tous ensemble si on n'a pas de parti pris, et je n'en ai pas, on va examiner, sans ironie, les événements les plus récents et je veux m'attacher surtout sur la grève des bateliers.

C'est Arrachard qui, dans son discours d'hier, prétend que les revendications arrachées (c'est d'Arrachard que je parle) ne sont pas les mêmes que celles qui avaient été arrachées antérieurement.

Si Bour était présent dans la salle, il dirait : « Camarades, soyons sérieux ». Essayons de l'être aujourd'hui. A votre actif, je reconnais que vous avez arraché seulement une revendication de plus. Je vous rends cette justice, c'est la vérité : la batellerie aura maintenant la possibilité de circuler en bicyclette mécanique. Camarades, nous n'avons trouvé que cela, voulez-vous m'accorder autre chose que cela ?

Dans vos journaux vous avez condamné avec excessivement de bonne foi l'attitude des traîtres que nous sommes, et que nous fûmes pendant la grève précédente des bateliers. Dans *l'Humanité*, qu'est-ce que je lis ? Je lis : « Une délégation de soixante membres, émanation directe de la bourgeoisie, s'est présentée au ministère, elle n'a pas été reçue ».

Vous affirmez dans ce même journal, à la même date, quelques lignes plus bas, que les bateliers entendent que c'est seulement cette délégation qui devra traiter avec le ministre, pour terminer cette grève avec toutes les revendications que vous avez incluses et que nous avons incluses avant vous.

Le ministre ne la reçoit pas, mais il y a Blankaert dans le syndicat unitaire qui existe, et n'allez pas croire que le camarade Blankaert, pendant quatre jours consécutifs, a cherché Engler et ne l'a pas trouvé. N'allez pas croire que là il s'agit de défendre Blankaert, je laisse ce soin aux hommes courageux de se défendre eux-mêmes, mais ce que je constate c'est que, quarante-huit heures après, sans que la Fédération le sache, pas plus pour la première délégation que pour la seconde, le ministère reçoit une autre délégation, qui n'est plus l'émanation directe de la masse, mais l'émanation directe du syndicat de Dunkerque.

Et c'est avec cette délégation que l'on traite. Je vous demande d'avoir quelque considération. Je vous demande d'avoir cette considération de ne pas croire que je suis aussi naïf quand on a dit que le Comité central de grève s'était prononcé, et qu'il mandatait le Conseil syndical de Dunkerque de poursuivre les tâches qui lui incombent pour obtenir que les promesses gouvernementales soient tenues et pour obtenir la libération des emprisonnés.

Vous allez me dire maintenant ce qu'il y a de changé avec la fin de cette deuxième grève et la fin de la première grève. Vous voulez, à tout prix, tirer le manteau, ou plutôt la couverture, à vous. C'est votre droit imprescriptible. Mais je serais désireux, tout de même, que l'on ne s'habitue pas à favoriser cette démagogie dont on parle si souvent et que l'on ne s'habitue pas à mentir soi-même pour mieux mentir aux autres.

Dans *l'Humanité*, en ce qui concerne la deuxième grève, plus victorieuse que l'autre, j'ai vu avec plaisir que la camarade Martha Desru-meaux avait reçu un joli bouquet de fleurs à Lille. J'en avais reçu un moi-même à Chauny. Mais comme les fleurs se fanent et que je suis

un peu vaniteux par tempérament, je l'ai conservé. Ce sont des souvenirs qui font plaisir aux militants, car notre vie est faite non seulement des perspectives d'avenir, mais aussi des souvenirs conservés de la bataille de classes.

A notre égard, vous vous êtes montrés sans pitié. Alors qu'après la première grève, pendant que, pour une raison ou pour une autre, on expédiait le camarade Engler à Pont-de-Deule, nos camarades de la majorité confédérale, qui s'étaient trompés, c'est sûr, au même titre que les grévistes, ont organisé sur place le bal de la victoire. Il paraît que c'était une défaite... Il faudrait qu'à l'avenir les leçons reçues portent mieux leurs fruits : il est absolument ridicule d'organiser un bal de la victoire quand on est battu par le gouvernement.

Je vous demande de réfléchir à cela.

Je vous demande aussi, pour l'avenir, d'être moins rosses.

Puis, lorsque l'on sait que tous les bateliers, sans exception, font partie de sociétés d'anciens combattants, quand il y a trente délégués qui viennent relancer un camarade à l'hôtel pour lui demander de les accompagner au monument aux morts, ce n'est pas pour qu'il joue le même rôle que Poincaré : ce n'est pas la même chose. Camarades congressistes, regardez-moi : J'ai encore envie de vivre, et je me fiche d'un monument aux morts. Mais il y avait là trente braves bougres qui voulaient persévérer dans leur attitude à eux. Ce syndicat unitaire de Dunkerque qui empêche les bateliers en grève de se joindre à un cortège officiel pour déposer une palme avec un ruban, c'est le syndicat qui dit : « Ta place n'est pas là aujourd'hui. Vous combattez la bourgeoisie. C'est leur rôle, à eux. Vous n'avez pas le droit de vous mélanger. Nous sommes les torchons. Eux sont les serviettes. Attendez. Vous irez plus tard. » Et nous sommes allés là, après ce que nous croyions être, nous, la victoire. Nous y sommes allés. Mais vous avez une telle souplesse... Je me croyais si Normand, si fin, si malin, et j'avoue pourtant que j'ai été roulé, dans la vie, une fois de plus parce que j'étais de bonne foi. (*Exclamations.*) J'ai été roulé. Et, sous la palme, — c'est peut-être ce qui vous ennuie maintenant, on a mis : Syndicat unique des Bateliers. De l'autre côté : C.G.T.U., avec un ruban rouge.

Nous ne sommes pas prisonniers des vieilles formules théoriques, mais je me tourne quand même vers la majorité confédérale et, toujours sans injure, je rappelle que la plupart des camarades sont membres du Parti communiste... J'ai connu, à une certaine époque, une association extrêmement intéressante, qui était présidée par notre grand Barbusse. Elle s'appelait l'Association Républicaine des Anciens Combattants. Pendant des années, vous êtes allés déposer des couronnes avec un ruban rouge au monument aux morts. Vous nous avez montré le chemin. Nous avons été assez stupides pour le suivre. Je vous rends cette justice : vous vous êtes trompés et moi aussi. (*Exclamations.*) Camarades, vous pouvez sourire, vous pouvez rire, l'histoire, cela ne se refait pas ; l'histoire, cela reste. Quand il y a eu de grosses erreurs, il faut tout de même les reconnaître, et je dois vous déclarer qu'aujourd'hui les camarades de France sont bien surpris. Qu'est-ce que vous avez arraché de plus, maintenant ? Vous avez arraché que le syndicat unitaire aurait la faculté de nommer six membres, pris dans son sein, pour faire partie de la commission qui doit étudier les moyens les meilleurs pour que les bateliers souffrent moins des décrets en vigueur. Puis, voulez-vous me permettre de vous prouver, par de vieux papiers, que vous n'avez rien

arraché. J'ai là l'écriture de mon ami Blankaert, qui me mettait déjà entre les mains les noms, — il y a un mois de cela, — de ceux qui devront faire, d'après l'avis des syndicats de bateliers, partie de la commission.

Où sont les autres avantages ? Je suis excessivement curieux par tempérament. Je lis dans *l'Humanité* quelque chose qui a dû être une surprise pour vous et pour tout le monde. A l'avant-veille, on était loin de la croire terminée, cette grève. Mais, dites-moi, dans votre journal, quelle différence y a-t-il dans le style que vous employez, quand les bateliers lancent leur manifeste, quand ils disent que « la grève est finie, mais la bataille continue » ? Pour vous, ce n'est pas tout à fait pareil. Vous dites : « La grève est finie, mais la lutte continue. »

Entre « lutte » et « bataille », camarades, c'est peut-être parce que je ne fais pas partie de l'enseignement, mais je ne trouve pas une différence très notable dans l'expression. Pour moi, cela veut dire la même chose. Soyons donc sérieux. Expliquez-moi pourquoi, dans votre journal *la Vie Ouvrière*, du 1^{er} septembre, vous dites : « Les grèves des bateliers se terminent sur un important succès, malgré les manœuvres de Bour et d'Engler. » C'est nous qui avons trahi la grève ! C'est nous qui avons manœuvré ! La bataille se termine par un important succès...

Enfin, camarades, le succès était moins grand que vous le pensiez puisque cette grève devait rebondir quelques jours après et se terminer avec les mêmes avantages qu'avant...

Vous pouvez y aller ! Dans ces conditions, vous vous en tirez toujours plus facilement. C'est facile de revenir les mains vides. C'est facile de prétendre qu'il y a des résultats positifs. Mais je pensais que, devant le Congrès, il y aurait un minimum de pudeur et de respect de la vérité.

Voulez-vous faire attention à ce que vous écrivez ? Pourquoi vous êtes-vous bornés à ce point ? Pourquoi, dans le rapport d'activité, avez-vous écrit : « Les dockers de Dunkerque et ceux de Nantes ont enfin compris, et ils s'approprient à liquider cette fédération qui ne fait que plonger les dockers dans la misère, car les dirigeants s'entendent avec le patronat. » J'ai quand même eu cette bonne fortune de me rencontrer publiquement avec un secrétaire de syndicat que vous avez gagné à votre cause. J'ai eu cette bonne fortune d'avoir comme adversaires le camarade Semard et le camarade Gauthier, du Bureau confédéral. Les discours de Nantes se sont situés. Il faudra dire que, devant l'assemblée fédérale, nous avons renoncé, parce qu'il n'y avait pas assez de monde. Et le lendemain, quand on avait décidé qu'il y aurait un arrêt du travail, vous avez décidé de ne pas respecter la volonté de l'assemblée. La réunion a eu lieu une deuxième fois, parce que vous avez pensé qu'il y aurait moins de monde et que votre défaite serait moins dure...

UNE VOIX. — C'est faux !

ENGLER. — ... C'est faux ? Engler n'est pas habitué à mentir. (*Exclamations.*)

Aujourd'hui on se prononcera. Vous aurez peut-être cette prétention de dire qu'il y a eu manœuvre. Nous vous avons laissé tout le temps possible et imaginable pour manœuvrer. Seulement, le résultat est là. Les dockers de Nantes que vous aviez amenés comme cela avec vous vous défendent de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Mais voici le plus sérieux maintenant. Voulez-vous faire attention aux événements qui se préparent. Est-ce que vous avez parcouru l'organe

officiel de la C.G.T. ? Est-ce que vous avez vu de quelle façon cette Fédération des Ports et Docks a l'intention maintenant de travailler...

UNE VOIX. — L'accord a eu lieu.

ENGLER. — ...En face de nous, qui sommes continuellement mis par vous sur la sellette, la Fédération manifeste l'intention de créer des syndicats partout où il n'y en a pas. Nous vous déclarons, en ce qui nous concerne, que nous avons toujours refusé de créer des syndicats unitaires en face de syndicats confédérés pour ce qu'on appelle diviser les ouvriers là-bas...

UNE VOIX. — C'est un aveu.

ENGLER. — ...C'est un aveu, mais c'est un aveu loyal, parce qu'ici on est placé pour dire sa pensée. En face de camarades comme vous qui nous frappez sans arrêt, nous voilà placés maintenant entre deux feux. Je me retourne vers la majorité confédérale et je lui pose la question : Depuis le temps que vous bataillez, je vous demande de voir enfin où est le danger réel. Je vous demande à vous, les camarades de Dunkerque, de vous souvenir que, pendant un mois, sur place, nous avons œuvré pour empêcher les camarades à tendance confédérée d'enlever le syndicat de Dunkerque. Je vous demande de vous souvenir de cela. Cela a été fait. Cela a été réalisé. Devant les congressistes, je déclare une fois de plus avoir été admirablement bien manœuvré. Mais le danger était grand, car, déjà, dans ce conseil syndical, quatre camarades ont pris pied, qui sont de tendance confédérée. Quand je lis le compte rendu du Congrès confédéré des Ports et Docks, je suppose qu'à Dunkerque, comme ailleurs, les confédérés n'ont pas désarmé. Je suppose qu'à Nantes il doit y avoir quelque chose qui se prépare. Vous en penserez ce que vous voudrez, mais je déclare devant ce Congrès qu'il nous reste au moins une volonté : c'est de mettre en garde tous les camarades de bonne foi. Peut-on compter sans réserve, sans arrière-pensée, sur l'appui de la majorité confédérale pour empêcher qu'on esquinte ce qui nous reste de syndicats unitaires dans les Ports et Docks ? C'est comme cela que je pose la question. Là, je ne bataille pas. Je ne vous apporte pas une branche d'olivier : je vous apporte un olivier tout entier, car je considère que, maintenant, cela devient vraiment quelque chose de sérieux. J'estime que, dans notre Centrale, on ne réalise pas suffisamment. Il faut tenir compte tout de même de nos intentions. Cela se terminera peut-être encore par de l'ironie. Cela fera peut-être encore rire quelques-uns. J'ai demandé aux camarades syndiqués de voter le rapport d'activité. J'ai obtenu ce vote à l'unanimité moins deux voix. Seulement, je dois dire qu'une déclaration s'impose : ce vote signifie-t-il qu'une fois de plus on s'est trompé ? J'ai la mémoire fidèle. Je me souviens très bien que, dans les congrès précédents, on s'est reproché une multitude de fautes, de faiblesses et d'erreurs. Aujourd'hui, d'après vous, il y en a beaucoup moins, parce qu'on n'en a presque pas causé !

Nous avons dit : ces bons copains de la majorité confédérale vont une fois de plus reconnaître leurs faiblesses, leurs erreurs, mais comme ils s'en connaissent beaucoup, ils se les reprocheront, nous serons fixés, mais nous serions vraiment mauvais garçons si on ne se montrait pas envers eux aussi indulgents qu'ils ne se montrent eux-mêmes. Et c'est ainsi, camarades, que vous avez enregistré le vote du rapport d'activité de la majorité confédérale. (*Exclamations.*)

Le camarade me dit que j'en ai terminé. Comme je suis excessivement discipliné (*rires*), je vais terminer rapidement. J'ai retenu nue

déclaration de Monmousseau qui a dit dans son intervention vigoureuse : « Qu'est-ce que vous pensez du camarade communiste qui est tout près d'être exécuté ? Qu'est-ce que vous pensez quand il demande qu'on détache ses chaînes et qu'il frappe sur les fascistes ? » Ce doit être. à peu près cela, camarade Monmousseau ? Alors la minorité déclare devant le Congrès : un homme comme cela, c'est un héros révolutionnaire.

Que pensez-vous à votre tour d'un homme comme Victor Serge (*exclamations*) que nous avons vu, que nous avons connu, mais que la plupart d'entre vous ne connaissent pas : celui qui, dans le monde anticapitaliste, ne peut pas avoir une patrie. Il n'en est qu'une, la patrie prolétarienne. Seulement cet homme a des idées qui lui sont chères et qu'il défend. Cet homme, vous ne pouvez pas dire qu'il est vendu à la bourgeoisie, mais nous le savons, car, étant à Moscou, nous l'avons touché de près, et nous avons senti chez cet homme comme un amas de souffrances. Je vous demande donc de faire l'impossible, connaissant ses souffrances, avec sa femme presque folle, un enfant qui souffre énormément. Ce n'est pas une question de sentiment, c'est une question de dignité révolutionnaire. Je vous déclare donc qu'au même titre que le communiste qui remplit son geste courageux, Victor Serge doit être considéré.

Camarades, ce n'est pas une raison parce qu'un homme a une foi qu'il doit être brimé pendant tout le cours de ce qui lui reste à vivre, et je vous demande de vous prononcer en sa faveur au même titre que pour les autres héros révolutionnaires. (*Applaudissements.*)

SEMARD. — Chaque fois qu'il y a à prendre la défense d'un contre-révolutionnaire, on vous trouve là.

INTERVENTION DE FAYET

FAYET (Fédération du Bois). — Le camarade Racamond, dans son rapport d'activité, a souligné l'importance du travail colonial. Je voudrais à mon tour attirer l'attention du Congrès non seulement sur la nécessité de renforcer le travail colonial, mais aussi sur la nécessité que ce travail ne soit pas fait seulement par la tête de la C.G.T.U. mais par l'ensemble de tout notre mouvement syndical à tous les échelons.

Camarades, durant ces quelques années écoulées qui nous séparent du dernier Congrès de la C.G.T.U., le système colonial de l'impérialisme français a subi un changement considérable. Avec la crise économique et la crise agraire qui frappent tous les pays, toutes les colonies à un degré inouï, le mouvement révolutionnaire se développe avec intensité, quoique d'une façon inégale dans toutes les colonies.

Déjà, nous pouvons l'indiquer, toutes les conditions objectives prouvent que ce développement va encore s'accroître. Déjà, la bourgeoisie française, depuis longtemps, a été alertée sur ce problème. Elle sait très bien que c'est pour elle une question de vie ou de mort, parce que, comme l'a indiqué le triste Sarraut, l'édifice capitaliste repose sur les pilotis coloniaux.

Or, camarades, il faut dire que notre mouvement syndical, dans son ensemble, n'a pas compris toute l'importance pour la classe ouvrière de ce développement révolutionnaire. Cet ébranlement dans les colonies,

notre mouvement syndical n'a pas compris qu'il pouvait être le facteur décisif à l'issue révolutionnaire de la crise.

Camarades, il faut que ce Congrès donne toute la clarté nécessaire sur la signification de l'alliance du prolétariat français avec les peuples coloniaux afin que tous nos syndiqués, que tous les syndicats comprennent les tâches qu'ils ont à remplir dans le domaine du travail syndical.

Au moment où la guerre vient de faire rage au Maroc, au moment où les attaques contre nous ne sont pas diminuées, le travail colonial prend une grande importance. Si nous renforçons notre travail colonial, si nous appuyons le mouvement révolutionnaire dans les colonies, nous diminuons la capacité du capitalisme français contre les ouvriers.

Camarades, il faut que nous les comprenions. Il faut que nous arrivions à comprendre que dans la période présente, toute sous-estimation du travail colonial est une trahison contre la classe ouvrière, contre nos camarades, contre la révolution.

Camarades, le capitalisme français prend en ce moment des mesures très importantes en ce qui concerne les colonies pour traverser la crise. Déjà notre camarade Racamond, dans son rapport, a indiqué que les exportations aux colonies étaient beaucoup plus importantes que par le passé, qu'elles n'étaient pas en diminution, au contraire, sur les autres pays. Il faut ajouter à cela qu'il en est ainsi parce que le capitalisme français exporte ses marchandises dans les colonies à un prix inférieur à ce qu'elles sont vendues à l'intérieur de la France et que cette opération se fait sur le dos des ouvriers français et des ouvriers coloniaux par le fait que la prime d'exportation qui est donnée aux industriels qui exportent est prélevée sur tous les ouvriers coloniaux comme sur les ouvriers français.

Toute une série de mesures sont prises en ce moment en ce qui concerne les expropriations. Jamais les expropriations n'avaient été faites dans les colonies comme à l'heure actuelle. Sous tous les prétextes, on exproprie les indigènes, on les refoule dans les montagnes où ils vont mourir de faim et, en même temps, c'est là aussi une attaque directe, une offensive brutale contre l'ensemble du prolétariat.

En ce qui concerne l'Algérie, sur 20 millions d'hectares de terres cultivées ou incultes, l'impérialisme français en a déjà volé 12 millions parmi les plus fertiles, et chaque année se continuent les expropriations.

Le prolétariat subit en Algérie une offensive terrible; il est pressuré, particulièrement le prolétariat indigène. C'est ainsi que des ouvriers ont vu leur salaire réduit de 60 % ; que dans les villes on touche des salaires de 7, 8 et 9 francs par jour, que nos camarades agricoles travaillent pour des salaires de 6 ou 7 francs par jour, et cela pour des journées de 12, 13, 14 et même 15 heures.

Camarades, en Tunisie, après cinquante ans de colonisation, 650.000 hectares de terre ont été volés aux indigènes. La situation de la classe ouvrière est extrêmement mauvaise. Les salaires ont diminué dans des proportions considérables : des employés, des comptables qui touchaient il y a quelques mois des appointements de 1.300 francs ont vu ces derniers abaissés à 600 francs. Des dactylos qui touchaient des salaires de 600 francs les ont vu ramenés à 300 francs. Des ouvriers qualifiés qui gagnaient 50 francs par jour ne gagnent plus que 20 et 25 francs par jour. Les ouvriers agricoles ne gagnent plus que de 3 à 4 francs par jour pour une journée de 16 et 17 heures ; dans certaines régions,

en ce qui concerne la récolte des olives, des ouvriers ne gagnent que 2 fr. 50 par jour.

Dans la confection de la chéchia, des femmes et des hommes sont obligés de travailler toute une journée et une partie de la nuit pour un salaire de 2 francs.

Camarades, il y a à l'heure actuelle en Tunisie tout un prolétariat qui ne fait qu'un repas tous les deux ou trois jours.

Au Maroc, après vingt-cinq ans de colonisation, 1.900 colons européens se partagent 840.000 hectares des terres les plus fertiles. C'est pour permettre cela que 4.000 soldats ont été tués en 1925.

C'est pour continuer ce vol encore qu'il y a quelques semaines plusieurs milliers de soldats ont été tués.

En Indochine, le brigandage, le dépouillement des indigènes dépassent l'imagination : 30.000 hectares de terres ont été octroyés à la Société de Culture Tropicale ; 25.000 à une autre société.

En ce qui concerne le prolétariat, la situation est encore plus épouvantable que dans les autres colonies.

Vous savez qu'il y a dans l'industrie des salaires qui ne dépassent pas six ou sept sous. Ce sont encore des privilégiés. Dans les plantations, pour une journée de quatorze heures, les ouvriers gagnent un franc par jour. Il faut ajouter à cela toute une légion d'ouvriers agricoles qui travaillent pour des salaires encore plus bas.

Cela n'est pas suffisant. Malgré ce que disent les chefs réformistes, ce sont les travaux forcés imposés par notre gouvernement à tous les ouvriers. Les paysans qui ne peuvent déjà pas acquitter les impôts qui les écrasent sont obligés de travailler pour des salaires insignifiants.

Ce qui est encore plus draconien, ce sont les contrats qui lient des enfants de 7 ou 8 ans et les obligent à travailler toute une journée pour deux ou trois sous. Voilà la situation de l'Indochine aujourd'hui.

En Afrique du Nord, les frères T... ont reçu trois millions d'hectares, ce qui représente une superficie de douze fois le département du Rhône. La Société du Haut-Ogué a reçu un million d'hectares pour sa part, c'est-à-dire une superficie de quatre fois le département du Rhône. En ce qui concerne l'attaque contre les ouvriers, c'est le gouvernement actuel de Daladier qui vient de faire passer une circulaire dans laquelle il indique qu'il faut diminuer les salaires des nègres afin de les obliger, une fois la journée terminée à l'atelier, à faire une nouvelle journée dans les champs.

C'est ainsi qu'est la situation du prolétariat et que se présente la position de l'impérialisme français vis-à-vis du prolétariat indigène.

Mais le renforcement de la politique d'exploitation a pour résultat le développement du mouvement révolutionnaire en lutte contre l'impérialisme. Suivant le degré de mécontentement du prolétariat, suivant la force de l'organisation, ce mouvement prend un courant plus ou moins vaste et un aspect plus net de lutte de classe. Ce mécontentement de l'ouvrier s'exprime parfois de façons différentes : parfois ce sont des grèves, des manifestations religieuses. Il ne faut pas croire que les manifestations religieuses qui ont lieu dans de telles circonstances sont essentiellement d'ordre culturel. Non. C'est un prétexte. Ce sont les révolutionnaires qui ont su se servir de l'état d'esprit pour orienter les masses vers des manifestations révolutionnaires.

Souvenez-vous qu'en 1905, en Russie, il y eut aussi des manifesta-

tions à caractère religieux, conduites par les religieux, mais qui étaient des manifestations révolutionnaires.

Ce mécontentement vient aussi de l'attitude de certains gardes forestiers. Nous ne devons pas le cacher, nous n'avons pas à le cacher : lorsque des gardes forestiers, à force d'abus, se trouvent tués par des indigènes, il y a là encore une manifestation révolutionnaire des travailleurs indigènes. Je veux à ce sujet citer quelques exemples dans différents pays, qui montrent la réaction du prolétariat contre l'impérialisme. En Indochine, inutile d'insister. Vous savez dans quelles conditions le gouvernement impérialiste intervient contre les manifestants. Il ne faut pas ignorer qu'un indigène, parce qu'il a distribué un tract, est quelquefois condamné à mort. Malgré cela nos camarades, là-bas, se dressent avec énergie. Ils résistent à tout cela. Malgré cette situation, malgré cette répression, nos camarades n'hésitent pas à faire des manifestations, des grèves importantes.

Il y a quelque temps, au mois d'avril, malgré cette répression, le P.C. indochinois, qui était illégal, qui luttait encore dans des conditions très difficiles, a pu réunir un meeting où plus de 600 travailleurs ont répondu à son appel. (*Applaudissements.*)

En Algérie, nous avons eu aussi toute une série de manifestations. Ce n'est pas par hasard que le 1^{er} Mai on a pu voir — et la presse bourgeoise a été obligée de l'annoncer — que cent femmes musulmanes voilées avaient participé à ces manifestations. Ce n'est pas par hasard que toute une série de grèves se sont déroulées : les grèves des carreleurs à Alger, des dockers à Oran et en particulier la grève de Bel-Abbès sur laquelle il est nécessaire de dire quelques mots.

À Bel-Abbès il n'y avait, il y a quelque temps, aucune organisation. Nos camarades cheminots avaient entrepris un certain travail pour nos camarades terrassiers. Ils sont arrivés à déclencher une grève parmi nos camarades terrassiers. Ceux-ci sont partis à la bataille. Il faut dire que, peut-être pour la première fois, dans cette grève, il y avait dans le cahier de revendications les mêmes points pour les Européens que pour les indigènes. (*Applaudissements.*)

En effet, jusqu'à ce jour dans notre mouvement même en Algérie, on avait toujours fait une différence entre les revendications des Européens et celles des indigènes. Jusqu'à ce jour, alors qu'on demandait 40 francs pour les Européens on demandait 25 francs pour les indigènes.

À Bel-Abbès il en a été autrement. Nous avons vu que les camarades cheminots étaient dans la lutte. Ils y ont participé. Grâce à cette unité dans la lutte, grâce à cette alliance du prolétariat européen et des peuples coloniaux, il a été impossible au capitalisme et à l'impérialisme, de même qu'aux forces répressives, d'arrêter les dirigeants de cette grève. (*Applaudissements.*)

Lorsque la police et le directeur du P.-L.-M. se sont rendus aux ateliers pour arrêter le camarade secrétaire de l'Union locale, qui était aussi un des dirigeants de la grève, nous avons vu les 300 ou 400 cheminots sonner l'alarme, lancer l'alerte, arrêter les machines, organiser un meeting et faire une manifestation devant les bureaux afin d'empêcher l'arrestation de ce camarade. (*Applaudissements.*)

Puis ces 300 ou 400 camarades sont sortis des ateliers pour aller manifester au travers des rues de Bel-Abbès avec les indigènes afin de faire sortir les indigènes arrêtés. C'est là une action importante qui méritait d'être signalée à ce Congrès.

En Tunisie ? Il y a également là-bas depuis quelque temps un mouvement unitaire qui naît, nous dirons tout à l'heure dans quelles conditions. Toute une série de grèves viennent d'avoir lieu. La dernière a été celle du bâtiment qui, comme vous le savez, s'est terminée par la trahison la plus honteuse, la moins masquée. On ne s'est pas caché de trahir la grève, ceci est écrit noir sur blanc. Les chefs réformistes ont déclaré : « Il y a quelques jours que vous luttez contre les diminutions de salaires, demain arrive en Tunisie un nouveau résident général, il n'est pas responsable de la situation que vous avez, il ne faut pas que le jour de son arrivée il trouve la ville et le pays en désordre ; pour ces raisons, nous vous demandons d'arrêter la grève. »

Je pose la question : Y a-t-il une trahison plus apparente que celle-ci ? Non. Mais tout cela n'est pas perdu ; nos camarades de Tunisie ont compris et aujourd'hui nos camarades du bâtiment de Tunisie, devant une telle trahison, viennent chercher les ouvriers européens révolutionnaires pour constituer un syndicat unitaire et se mettre à la tête de celui-ci. (*Applaudissements.*)

Le développement du mouvement révolutionnaire et l'organisation des indigènes incitent la bourgeoisie à augmenter la répression. Ces dernières années, l'impérialisme français s'est couvert de sang, je n'insiste pas en raison du temps limité. Mais il faut indiquer que chaque fois que la répression est impossible en raison de la force du mouvement révolutionnaire le gouvernement impérialiste fait intervenir les forces des chefs de la social-démocratie, les chefs réformistes des syndicats. C'est ainsi que nous voyons intervenir, comme je viens de le dire, en Tunisie et en Algérie, les chefs confédérés pour empêcher les unitaires d'obtenir des Bourses du Travail. C'est le secrétaire de l'Union départementale d'Alger, c'est le secrétaire de l'Union départementale d'Oran qui, sous prétexte que les syndicats unitaires ne s'occupent pas seulement de la défense des ouvriers européens, ont fait interdire les Bourses du Travail aux syndicats unitaires. Depuis longtemps les chefs réformistes sont les meilleurs colonisateurs.

Où en sommes-nous dans notre travail colonial ? Quelques progrès ont été réalisés : la délégation marocaine, la campagne de délégation en Indochine, la préparation du Congrès confédéral, toute une série d'articles concernant le travail colonial ont paru dans notre presse, le bulletin d'information à propos de notre conférence coloniale, la conférence de la région parisienne qui a été préparée par toute une série de conférences industrielles, etc.

Mais, il faut le dire : rien dans les ports et en province. Nous oublions trop souvent la situation différente qui existe entre l'Algérie et la métropole. Nous envoyons pour l'Algérie les mêmes circulaires, nous envoyons les mêmes lettres, les mêmes mots d'ordre, les mêmes revendications. Nous considérons l'Algérie comme un mauvais prolongement de notre mouvement syndical. Nous oublions la différence de langues, les origines, les coutumes dans lesquelles nos camarades coloniaux ont été élevés et aussi qu'ils ont été éduqués suivant le Coran.

En ce qui concerne l'avenir financier de l'Algérie et du mouvement syndical révolutionnaire auquel plusieurs fédérations avaient donné leur adhésion, où en sommes-nous ? Nous pouvons dire que sur ce terrain il n'y a à peu près rien de fait. Cependant il y avait là un premier pas à faire vers la C.G.T.A. Néanmoins il y a quelques progrès, nous devons le marquer, puisque certains dirigeants du mouvement syndical en

Algérie qui, lors du dernier Congrès de la C.G.T.U. étaient en désaccord avec la plate-forme de l'Internationale Syndicale Rouge, après les événements et après avoir examiné la question, se sont déclarés en accord avec cette même ligne, reconnaissant qu'ils avaient tort.

Nous sommes quand même bien obligés d'indiquer qu'il n'y a pas de progrès sensible réalisé. On discute encore sur ce que doit être la tactique, si nous devons commencer par les Européens ou par les indigènes. La vérité est que pour la réalisation de notre mouvement nous devons rechercher les meilleures revendications pour les indigènes, pour les peuples coloniaux ; ensuite nous devons recruter des cadres européens et indigènes. C'est en faisant ce travail d'ensemble que nous arriverons à la radicalisation recherchée.

Je sais, camarades, que ce travail fait peur à nos camarades. Je sais que certains camarades nous ont dit que si nous arrivions à ce stade, nous risquions de faire jeter tous les Français à la mer.

Camarades cheminots, camarades unitaires d'Algérie, il est vrai qu'un jour — et nous souhaitons que ce soit le plus prochain — les Arabes jetteront les impérialistes français à la mer. Mais les Arabes rejeteront en même temps à la mer ceux qui ne se sont pas distingués des impérialistes. Nous savons aussi que les Arabes reconnaîtront ceux qui ont lutté avec eux. Je suis bien tranquille : non seulement les Arabes ne jetteront pas à la mer les cheminots de Sidi-Bel-Abbès et d'ailleurs, mais si, demain, les impérialistes français voulaient arrêter des camarades comme Caillet et Bourges, les Arabes descendraient avec des fourches pour défendre nos camarades, comme ils sont descendus en 1914 pour ne pas laisser partir leurs enfants. (*Applaudissements.*)

Il y a aussi un autre argument : c'est celui qui consiste à dire : « Si vous faites ce travail, vous allez exposer les indigènes à la répression, et il ne sera plus possible de faire quelque chose ». Ceux qui donnent cet argument, ce sont ceux qui se flattaient, dans le Congrès de l'Union régionale, d'avoir eux-mêmes participé à cette répression, avec une baïonnette, dans les gourbis, où ils allaient embrocher les femmes et les enfants. C'est Versini qui fait cette propagande, et que nous voulons dénoncer, cet homme qui, aujourd'hui, fait du sentiment. Exposer les indigènes à la répression, cela veut dire les abandonner d'une façon totale et complète. Cela veut dire que, dans quelques années, il n'y aura plus aucun Arabe en Algérie et dans tous les pays de cette langue, parce qu'ils seront obligés de disparaître, soit par la famine, soit par l'alcool, soit par l'opium, que les impérialistes répandent là-bas.

Je regrette de ne pouvoir indiquer toutes les tâches qui nous incombent dans ce domaine, mais je veux signaler rapidement quelques-unes de ces tâches.

La première, c'est un travail d'ensemble de notre C. G. T. U. : lutter contre toutes les tendances qui sont dans nos propres rangs. Il n'est pas rare d'entendre, même des syndiqués, se servir avec le même mépris du mot « sidis » avec lequel les prélats de l'Action Française se servent du mot « boches », quand ils parlent des Allemands.

Il faut que nous popularisions les problèmes coloniaux. Il faut que nous organisions des campagnes de masse contre le colonialisme français, pour le soutien des mouvements révolutionnaires antiimpérialistes dans les colonies. Il faut organiser la lutte commune des ouvriers français et coloniaux en France. Il faut renforcer notre presse et notre

littérature révolutionnaire coloniale. Il faut opérer un recrutement intensif de coloniaux et de formations de cadres coloniaux. Il faut que nous envoyions des délégués instructeurs pour aller faire connaître nos expériences. Quand nous passons dans les pays, les camarades des Unions locales nous demandent toujours des camarades du centre pour aller les aider dans leurs travaux. Nos camarades des colonies sont à peu près seuls, et, cependant, il nous serait facile, lorsque nous descendons à Marseille ou à Nice, de passer quelques heures auprès des camarades, qui seraient bien heureux que nous allions leur apporter les conseils de la C. G. T. U. et ses expériences.

Il faut que ce Congrès comprenne toute l'importance du travail syndical. Ce n'est pas seulement pour une question de sentiment, de solidarité que nous devons travailler, c'est dans l'intérêt même du prolétariat. C'est dans la mesure où nous affaiblirons l'impérialisme français qu'il nous sera possible, ici, de battre le patronat français. C'est pour cela que nous demandons que ce Congrès soit l'étape décisive pour le renforcement du travail dans les colonies, et qu'il marque un point d'histoire dans le départ de l'association du peuple français avec les peuples coloniaux, pour faire obtenir aux camarades coloniaux l'indépendance et, pour nous, pour détruire le capitalisme. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE MARTY

MARTY (Syndicat du Textile de Castres). — Je salue le Congrès au nom des 1.200 membres du syndicat adhérent à cette organisation depuis environ un mois et demi. (*Applaudissements.*)

L'origine de ce mouvement en faveur de l'organisation unitaire, la grève du 29 juillet dernier, a été provoquée par une diminution de 0 fr. 90 de l'heure venant se greffer sur trois autres diminutions.

Je dois dire que, depuis 1920, à Castres, ceux qui faisaient la loi, c'étaient les réformistes, qui discutaient, seuls, avec les patrons. Le travail se bornait à une politique d'antichambre. Il y avait quelques personnes plus ou moins marquantes qui intervenaient et qui discutaient dans l'intérêt des ouvriers, sans que jamais une assemblée syndicale ait été tenue, sans que jamais on ait amené les ouvriers à prendre position et à ratifier les décisions de la C.G.T. Ce n'était qu'un travail de bureaucrate.

Puis ces personnalités plus ou moins marquantes, au bout d'un certain temps, après avoir obtenu des places à la mairie ou dans l'administration, se sont retirées et ont lâché les ouvriers. Voilà pour la combativité des réformistes à Castres. Leur œuvre, c'est le dégoût qu'ils ont semé parmi les ouvriers. Il a fallu relever ces ruines. Voilà dans quelle situation nous nous sommes trouvés.

Savez-vous quel est le bilan de la C.G.T.U. ? Au bout d'un mois et demi d'activité, la C.G.T.U. a réussi à grouper 2.000 adhérents dans toutes les corporations. (*Applaudissements.*)

Nous avons créé un journal d'unité ouvrière pour l'éducation des ouvriers, qui manquaient d'expérience. Les ouvriers qui connaissaient le syndicalisme l'avaient oublié par indifférence ou par dégoût. Nous avons créé un journal. Le premier numéro, qui est tiré à 300 exemplaires, a paru cette semaine.

Nous avons déposé les statuts d'une caisse d'assurances appelée « L'Unité ». Nous avons créé la caisse du Sou du Soldat et, maintenant, nous allons créer une bibliothèque pour l'éducation de la jeunesse.

Voilà le travail réalisé par la C.G.T.U. dans un mois et demi, alors que le bilan de l'activité de la C.G.T. pendant treize ans, c'était le néant, le dégoût, le découragement. Voilà la comparaison.

Je veux préciser les faits et tâcher de vous expliquer comment le mouvement s'est déroulé sur cette diminution de 90 centimes venant se greffer sur trois autres, depuis 1931.

Le 29 juillet, une diminution est affichée dans toutes les usines. Les ouvriers quittent momentanément le travail. De leur propre aveu, ils nous l'ont dit, en signe de protestation. Comme la C.G.T. était responsable, toute la population va à la Bourse du Travail pour savoir quelle est la décision prise par les responsables. Le secrétaire, Bruelle, intervient. Il se présente et dit : « Notre syndicat accepte la diminution ». Est-ce cela un responsable de syndicat ? Est-ce qu'un secrétaire de syndicat digne de ce nom doit parler de la sorte ? C'était trop fort pour les ouvriers. C'était leur dire : Acceptez la diminution sans lutter.

Et savez-vous l'argument qu'ils ont trouvé en faveur des patrons ? « Nous devons tenir compte des prix de revient ». Mais quand les patrons gagnaient le million, est-ce qu'ils rendaient des comptes ? (Applaudissements.)

Je dois dire qu'il a été copieusement hué par les camarades !

On a constitué un comité de grève. Il a été composé en majeure partie d'inorganisés. Mais, à Castres, étant donné le dégoût des ouvriers, la situation était très tendue. Pour éviter toute discussion, on a créé un comité de grève composé d'inorganisés, de cégétistes et d'adhérents à la C.G.T.U. Pour éviter toute équivoque, ce comité a été ratifié par tous les ouvriers. Nous avons réalisé le front unique à la base. C'est ce comité qui a pris les responsabilités. Et je fais remarquer à Serret qu'il n'est pas indispensable d'être intellectuel pour défendre ses revendications. (Applaudissements.)

Cela montre, Serret, que, dans la masse, il y a des gens capables. Et je base cela sur des arguments positifs. Nous n'avons pas l'expérience des livres, mais nous avons l'expérience de notre existence. (Applaudissements.)

J'en reviens aux faits. Le lundi, nous sommes partis en grève. Nous avions à lutter contre les pouvoirs publics et contre le maire de Castres, membre du parti socialiste, élu par ce parti et, par conséquent, adhérent à la C.G.T. Ce maire de Castres a mis ses pattes dans l'affaire. Le comité de grève était élu. Le soir, 29 juillet, la grève générale est proclamée. Nous avions dans nos rangs des camarades qui nous disaient : « Nous nous engageons à donner une partie de notre journée aux camarades qui ne travailleront pas, à condition qu'on nous laisse travailler ».

Nous avons répondu : « Non, il ne doit pas y avoir de différence. C'est tout ou rien ».

La grève a été proclamée. Bien entendu, il ne faut pas oublier de dire qu'il y avait aussi la police, car, chez nous, on n'avait pas demandé les cartes pour entrer, puisqu'il y avait une grève. La police était là. Le maire, par conséquent, était informé, et le lendemain il a été trouver le patron. Les ouvriers devaient reprendre le travail et le

salaires devait leur être payé intégralement. C'était du moins ce que disaient les affiches. Les ouvriers sont allés à l'usine. On les a payés, mais on leur a fait une retenue. Tout le monde est ressorti et la grève a repris, cette fois-ci définitivement.

Le lendemain mardi, on avait demandé aux patrons de recevoir la délégation. Voici ce qui s'est produit. On avait appelé les chefs réformistes à venir exposer leur point de vue à la tribune. Ils n'ont pas osé se montrer. Ils se sont abstenus. Mais quand ils ont vu que la grève était déclarée, au troisième jour, ils se sont amenés à la séance du matin. Pourquoi faire ? On se le demande. Nous avons vu Garches, secrétaire du syndicat réformiste, qui nous a dit : « Votre comité de grève, ce n'est qu'un tas de bougies ».

Voilà toute la collaboration apportée par la C.G.T. Elle est venue jeter la calomnie. Quand on dit que quelqu'un est une bougie sans le connaître, on ne peut pas être plus catégorique !

La C.G.T. a consenti à la diminution des salaires, sans combat, et elle a jeté la calomnie en plein public. Elle n'a pas respecté les élus de la volonté unanime des ouvriers à Castres.

Voici un autre fait typique. Nous avons décidé de répondre à certaines attaques de la bourgeoisie. De plus, il y avait des affiches tendancieuses de la C.G.T. qui disaient que nous représentions une secte, un parti, que nous étions des agitateurs, des communistes, ce qu'a dit Serret.

Ils disaient : « A la C.G.T.U., les communistes font la loi ». Je dis que c'est inexact. Parce que si la C.G.T.U., par la bouche de Richetta, de Tillon, de Bruneau, a proposé des initiatives, c'est la masse qui a décidé. Ce n'est pas eux qui ont proposé les directives. Ils ne sont pas venus faire un travail sectaire, mais ils se sont basés sur le plan des revendications immédiates des ouvriers.

Cette accusation tombe donc d'elle-même. Nous sommes assurés que si Serret tenait le même langage à Castres, il prendrait plus d'un coup de pied ! (*Applaudissements, rires.*) Et je tenais à le lui dire !

La grève s'est déclarée contre les diminutions de salaires. Voilà les revendications principales proposées par la C.G.T.U. :

Pas d'heures supplémentaires ;

Unification des tarifs ;

Pas de diminutions de salaires.

Nous nous sommes également trouvés en présence de la Commission paritaire, qui est l'œuvre des réformistes, ainsi que le contrat de travail de 1920 qui faisait la loi, au point de vue des salaires, dans toute la région.

De l'analyse de ce contrat à cette Commission paritaire, nous avons conclu qu'elle était complètement défavorable aux ouvriers. Et voici pourquoi. Les réformistes avaient établi des indices, mais ils ne mettaient pas la mention des catégories. Ils pouvaient jouer sur les indemnités et mettre une viande de troisième qualité pour une viande de première qualité. Toutes les équivoques étaient possibles. Dans ce contrat du travail, on ne visait pas les questions d'hygiène ni les formes du travail, etc. C'était uniquement verbal. Et les patrons voulaient que nous marchions sur ces bases. Nous avons dit : « Ceci est très incomplet. Nous demandons le *statu quo*, et nous demandons qu'à l'avenir il y ait un horaire fixe ».

Voilà les principes qui ont été posés à Castres. Le *statu quo* est accordé. Le maintien du salaire a été obtenu. Et maintenant, nous allons discuter à notre retour du Congrès le problème de l'unification des tarifs.

Voilà les résultats de l'action engagée à Castres.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, voilà ce que nous avons. On nous appelle partout. Nous sommes demandés à La Bastille, à La Bruyère, pour les sièges Stella, dans le meuble. Nous sommes demandés par les agents des lignes des P.T.T. Chez nous, il y a un mouvement unanime vers la C.G.T.U.

Pourquoi ? Cela s'explique, parce que la C.G.T.U. a toujours été loyale envers nous. Ce n'est pas elle, comme je le disais tout à l'heure, qui impose ses décisions. C'est la masse, la base et le front unique qui s'est réalisé à la base qui ont imposé ces conditions ! (*Applaudissements.*)

J'ai été profondément éœuré quand j'ai vu des gens, à l'origine de la C.G.T.U., dire : « La C.G.T.U. prend la tendance du Parti Communiste ». C'est inexact. La preuve formelle se trouve à Castres. Des preuves catégoriques peuvent être données.

Comme je le disais tout à l'heure, nous avons bien créé un journal, mais nous croyons que ce n'est pas suffisant. Nous devons apprendre le syndicalisme à nos adhérents, comme on apprend aux enfants à marcher. Nous aimerions qu'il soit donné des conférences dans le Parti Communiste. Nous voudrions avoir des gens suffisamment éduqués pour faire ce travail.

Il serait nécessaire d'avoir toute une série de contacts réciproques d'apprendre à se serrer les coudes et à ne pas se borner à des mouvements locaux. Ainsi on n'aurait pas besoin des organes de la presse bourgeoise qui se refuse à insérer des articles quand nous sommes attaqués. Le cas s'est produit à la *Dépêche* : la C.G.T. nous avait attaqués d'une façon déloyale, nous avons demandé une rectification à la même place, mais le journal réactionnaire a refusé d'insérer cette rectification en prétendant qu'il n'avait pas de place.

Voilà donc un journal qui insère les articles de la C.G.T. et qui refuse d'insérer les nôtres, il a donc pris une position déterminée.

Dans le même état d'esprit, en vue de développer la propagande, nous avons pris l'initiative de créer dans la région du Sud-Ouest un Congrès régional. On y invitera les représentants des ouvriers, à quelque tendance qu'ils appartiennent, les thèses se confronteront et cette conférence sera réunie à notre retour.

Voilà quelques-unes de nos initiatives.

Vous me direz : « Vous êtes arrivés à faire 2.000 adhérents à Castres, mais il est plus facile d'assembler les gens que de les garder ». Eh bien ! nous demanderons à l'Union Fédérale de prendre les dispositions nécessaires pour les garder. Nous lui demanderons de nous aider à faire face aux difficultés que nous pouvons rencontrer. C'est ce que nous vous demandons de la part de la C.G.T.U. Les ouvriers seront avec vous, comme quand vous avez agi dans la grève, mais du moment qu'il s'agit de tendances, ils ne marcheront plus. C'est pourquoi une éducation est indispensable. J'insiste là-dessus, car c'est le vœu de nos camarades. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE GOURDEAUX

GOURDEAUX. — Camarades, c'est sans doute le privilège de l'âge qui me permet d'intervenir devant le Congrès pour parler des jeunes ouvriers. Dès la première journée, nous sommes venus, au nom du Bureau confédéral et de la Commission Exécutive, présenter une résolution, un salut à nos camarades délégués rassemblés au Congrès mondial de la Jeunesse. J'avais en quelques mots signalé combien nous étions faibles dans l'organisation des jeunes. Aujourd'hui, je tiens à y revenir, non pas pour vous infliger un long exposé, mais pour que les uns et les autres nous soyons en face de nos responsabilités.

Tout d'abord, nous parlerons de chiffres : à la C.G.T.U., on vous l'a dit dans des rapports que vous avez applaudis avec unanimité et enthousiasme, on fait l'autocritique de ce que nous avons de mauvais dans le travail. Sur la question des jeunes, il en est de même.

Si nous prenons le chiffre des jeunes ouvriers qui sont dans notre pays de France, nous en avons 1.495.607 ; nous avons 875.136 jeunes ouvrières, tous ceux-là ayant moins de vingt ans. Si nous prenons par industrie les industries essentielles : textile, vêtement, alimentation, agriculture, déjà là nous aurions dans le textile 375.000 jeunes ; dans le vêtement 400.000. Dans la région parisienne, pour l'alimentation (car je n'ai pas le chiffre global pour l'ensemble du pays), 45.000.

Pour les agricoles, vous avez entendu ce matin un rapport plein de clarté de notre camarade Parsal, il y a 500.000 filles et garçons domestiques dans les campagnes.

Tout cela nous indique le travail que nous avons à faire. Oui, quand nous jetons un coup d'œil sur nos régions, nous voyons :

1^{re} Union Régionale, pour les métaux : 30 jeunes (Halluin) ; pour les mines : puits n° 3, Liévin, 15 ; n° 4 de Lens, 1 ; n° 10 de L'Escarpelle, 1.

Je dis tout de suite que ces chiffres peuvent être modifiés depuis que nous les avons entre les mains, mais ils n'en impliquent pas moins une leçon pour nous, c'est une indication de nos faiblesses, du travail que nous aurons à accomplir.

Textile Halluin : 250 ; Fourmies : 10 ; Bois Halluin : 25 ; Livre-Papier Halluin : 5 ; Alimentation Lille : 12 ; Solesmes : 5 ; Caudry : 10 ; Cheminots : 24 ; Lens : 2 ; Dunkerque : 3.

Le total est de 383 jeunes syndiqués dans cette 1^{re} Région d'une grande importance.

Pour la II^e Union Régionale, c'est simple : 5 syndiqués (Saint-Quentin : 5 jeunes ; rien ailleurs).

Pour la III^e Union Régionale, le total pour toute la région est de 14, se répartissant ainsi : Gérardmer, 8 ; Epinal, 5 ; Meurthe-et-Moselle, 1.

V^e Union Régionale, total 14 : Morteau, 7 ; Poligny (Jura), 7.

VI^e Union Régionale : Etablissements militaires de Lyon, 40 ; Bâtiment de Saint-Etienne, 3 ; Ecole, 23 ; P.T.T. Lyon, 10 ; Bois Lyon, 7 ; Alimentation Saint-Etienne, 4 ; Employés de bureau Lyon, 1 ; Mineurs de Saint-Etienne, 10.

VII^e Union Régionale : 18 syndiqués en tout.

VIII^e Union Régionale : nous avons 85 syndiqués en tout.

IX^e U. R. : 19 ; X^e U. R. : 15 ; XI^e U. R. : 5 ; XII^e U. R. : 6 ; XIV^e U. R. : 7 ; XVII^e U. R. : 28 ; XIX^e U. R. : 10.

XX^e U. R., naturellement le chiffre est plus important, parce que c'est la région parisienne. Mais quand on considère les dizaines de milliers de jeunes travailleurs, nous avons au total 809 jeunes syndiqués dans la région parisienne.

Si nous prenons l'ensemble des chiffres nous voyons que l'ensemble des tâches que nous avons à accomplir est immense.

Si nous prenons le travail effectué par les jeunes, les métallurgistes, par exemple dans les usines de la S.C.M., aviation de guerre, nous voyons qu'on y embauche de jeunes ouvriers de 15 à 17 ans sous le nom d'apprentis. En réalité, on leur fait faire toutes sortes de travaux de manœuvres pour un salaire de 2 fr. 50.

Chez Borotrel, serrurier, on embauche de jeunes apprentis avec un contrat de 3 ans, sans aucun salaire, avec quelquefois seulement une prime au bout de la deuxième année.

En général les salaires pour ces jeunes métallurgistes sont, dans la région, de 4 à 15 ou 16 francs par jour.

Dans le textile, les salaires de Paris et ceux de la région sont de 6 à 12 francs par jour. Dans l'habillement, les petits mains gagnent 2 francs de l'heure ; les secondes mains 2 fr. 50. L'apprentissage des jeunes ne se fait pas, car en réalité ils font les courses.

Chez Paquin, cette grande maison de la mode à Paris, on ne fait que 35 heures par semaine, le chômage partiel est organisé ; on fait la mise à pied à tour de rôle ; les salaires furent diminués il y a quelque temps de 15 %.

Si nous parlons des P.T.T., que je connais particulièrement, nous avons environ de 15 à 20.000 jeunes dans l'administration des P.T.T. Il y en a 7.000 de tout jeunes, qui sont sous le coup de la loi des Assurances sociales et qui, déjà là, se trouvent frappés par les versements qu'on retient sur leurs salaires ; ils sont exploités ; on prend ainsi modèle sur ce qui se passe dans l'industrie privée ; la réorganisation des services et la rationalisation les touchent au maximum.

Notre devoir, comme Fédération des P.T.T., est de le dire à nos camarades ouvriers pères de famille qui ont de jeunes enfants et qui, au sortir de l'école, à douze ans, les dirigent du côté de l'administration. Celle-ci fait dans nos services et dans les bureaux, par des tracts appropriés, une propagande insensée : « Mettez, dit-elle, vos jeunes enfants dans l'administration des P.T.T., car ils pourront ainsi accéder aux postes les plus élevés, jusqu'à l'administration centrale ». Seulement, ce qu'on oublie de dire, c'est que c'est une infime minorité à qui cela arrive ; on en a trouvé un ou deux dans le passé, mais à l'heure actuelle, conséquence de ce qui se passe depuis quelques années, les jeunes sont pris chez nous à l'âge de 13 ans, ils passent la visite et sont embauchés comme jeunes facteurs, jeunes télégraphistes ; et bien souvent ces pauvres enfants, que l'on a déracinés de la campagne pour les faire venir dans les villes, ont tous les inconvénients du travail et du surmenage. Lorsque ces jeunes gens arrivent à l'âge de 16 ans, avec l'espoir d'une titularisation et de passer aux différentes catégories de l'administration, l'administration leur fait passer une nouvelle visite, et nous avons alors un pourcentage de jeunes camarades qui sont rejetés de l'administration. Pourquoi ? Parce que ces jeunes gens, entrés à 12 ans, que l'on a exploités, auxquels on a fait accomplir un travail très dur, ont contracté du mal, des rhumes qui souvent dégèrent en bronchites. Ils ont parfois les poumons atteints, et cela suffit pour

qu'à seize ans ces jeunes gens soient rejetés de l'administration. Ils ont seize ans et il est déjà trop tard pour apprendre un métier et faire quelque chose d'utile. Nous mettons en garde nos camarades ouvriers contre cette situation et nous leur demandons de ne pas mettre entre les mains de l'administration leurs fils comme jeunes facteurs et jeunes télégraphistes ; quand on les voit circuler dans les rues de Paris, ils font très bien sous leur uniforme, ils ont la gaité de la jeunesse, le mot pour rire, ce sont déjà des gavroches de Paris, mais en réalité ces jeunes gens de la région parisienne (et d'ailleurs) sont victimes de la pire des exploitations par l'Etat-patron et l'Etat capitaliste. (*Applaudissements.*)

Si nous prenons l'Alimentation, si nous regardons l'exploitation de nos jeunes camarades dans l'industrie, il est temps, camarades, que nous réagissions contre un état de choses aussi déplorable. Fayet a parlé des peuples coloniaux, des camarades indigènes ; un de nos camarades parlera d'une main-d'œuvre exploitée au maximum : la main-d'œuvre féminine. Vous constaterez qu'il y a des efforts considérables à réaliser. Quelle est l'orientation que nous pouvons avoir, et comment pouvons-nous toucher ces jeunes ?

Vous n'avez qu'à voir ce que fait la bourgeoisie pour arracher la jeunesse ouvrière à la lutte de classe : la bourgeoisie crée toutes sortes de clubs, de sports. Je vais vous citer un certain nombre de chiffres car cela constituera un enseignement pour vous, et ces chiffres vous montreront ce que font les organisations bourgeoises à l'égard de la jeunesse.

Voici d'abord la Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France qui a été fondée en France en 1898 ; en 1929 elle comptait 2.515 clubs ; en 1930, 2.616 ; elle a comme adhérents actifs 360.000 jeunes ouvriers et travailleurs et cette société, naturellement, est sous les auspices du ministère de la Guerre.

Puis la société des Scouts de France, société fondée en 1920, dont le chef est le général Guyot de Salins, elle compte 26.000 jeunes scouts.

Il faut y ajouter les « Eclaireurs de France », ceux qu'on appelle les « éclaireurs neutres » ; puis les éclaireurs unionistes, protestants, qui sont au nombre de 7.000. Mais ces organisations, qui ont leur direction propre, sont en réalité sous les auspices du ministère de la Guerre, sous le signe du patriotisme, et sous la direction du maréchal Lyautey.

Puis l'Association Catholique de la Jeunesse Française, qui fut fondée longtemps avant la guerre. A l'heure actuelle elle a 76 unions, composées de 3.100 groupes, comptant 150.000 adhérents ; elle publie 82 journaux ou revues, elle se compose des sections suivantes : *Jeunesse ouvrière chrétienne*, fondée en 1927, qui compte 50.000 adhérents. Son journal *La Jeunesse Ouvrière* est tiré à 105.000 exemplaires ; la *Jeunesse étudiante*, fondée en 1920 ; la *Jeunesse agricole*, fondée en 1929 ; la *Jeunesse maritime*, fondée en 1930.

Les patronages de la Société Saint-Vincent-de-Paul ; les « Volontaires du Pape » ; les « Moissonneurs », qui sont les chansonniers catholiques.

Là, je m'excuse d'empiéter sur ce que pourra dire le camarade sur la main-d'œuvre féminine, mais si je parle des jeunes ouvriers, je parle aussi des jeunes ouvrières, de l'organisation de la jeunesse féminine, des apprenties, des jeunes ouvrières.

Elles comprennent 3.400 patronages de jeunes filles, fonctionnant dans 62 départements, et comptant 400.000 patronnées.

Nous avons l'œuvre des catéchismes qui compte à Paris 200.000 associées et 400.000 en province.

Croisades eucharistiques : 300.000 adhérentes.

Milices de l'apostolat : 45.000.

Et nous avons les œuvres de la Sainte-Enfance, les Bernadettes : 130 associations. Nous avons encore la Protection de la Jeune Fille que nous connaissons bien, avec ses affiches jaunes dans les gares, n'est-ce pas, camarades cheminots ? Puis, encore, 63 maisons éducatives, 8 missions dans les ports (j'énumère rapidement). Nous avons encore les œuvres dominicaines, les restaurants, les réfectoires féminins, les salles de lecture, les musiques, les causeries. A Paris : 25 cours, avec 3.000 adhérents cotisants. La Ligue Patriotique des Françaises : 160.000 adhérentes. Les Volontaires du Pape ; les Etudiants ; les Ecoles normales, sociales, ménagères, les Associations de jeunes filles, etc., etc... Il y a encore les œuvres des collèges de jésuites, les œuvres de jeunes ouvrières, estudiantinas, etc... Et il ne faut pas oublier les écoles de préparation à la guerre, qui forment le personnel technique pour l'industrie.

Camarades, je m'arrête dans cette longue énumération, faute de temps.

En ce qui concerne les jeunes, j'ai tout à l'heure donné un aperçu du résultat de notre travail dans la jeunesse. Il y a une orientation que nous devrions avoir. Nous devrions savoir organiser et diriger la jeunesse. D'abord, il faudrait que tous nos syndicats comprennent que la conquête des jeunes n'est pas seulement la tâche des jeunes ouvriers, mais que c'est l'œuvre du syndicat lui-même, des adultes qui sont dans les syndicats.

Chaque campagne de la C.G.T.U. pose avec force la question de la jeunesse. Il est indispensable d'accentuer notre travail sur ce terrain et de prendre nos responsabilités. Il faut, c'est entendu, que nos jeunes camarades nous fassent des propositions, que nos jeunes syndiqués discutent ensemble, mais il faut que chaque décision soit prise par les syndicats. Il doit y avoir des réunions des jeunes syndiqués avec les syndiqués adultes. Il faut que nos syndicats accordent la plus grande attention à la constitution des groupes sportifs, comme ceux que la bourgeoisie organise. Ce n'est pas perdre son temps, et je vous rappelle, à ce propos, ce qui a été fait par nos jeunes camarades des P.T.T. dans la région parisienne. C'est ainsi que nous devons renforcer notre travail chez les jeunes. Puis, il y a, par exemple, sur le terrain antimilitariste, le Sou du Soldat. Combien de syndicats, de fédérations s'attachent réellement à cette tâche importante du Sou du Soldat ? Cette organisation nous fournit pourtant un excellent moyen d'être en liaison constante avec nos jeunes camarades lorsqu'ils se rendent au régiment. Nous avons trop souvent la négligence de ne pas leur envoyer même simplement une lettre, banale peut-être, de souvenir, de salut fraternel, qui, *à travers les mots*, fasse sentir aux camarades qu'ils ne sont pas oubliés et qu'ils restent en liaison constante avec leur organisation de classe, qu'ils retrouveront à leur retour. Il faut que nous sachions ce qui se passe et que toute brimade dans l'armée ait un écho dans nos organisations syndicales et fédérales.

Tout à l'heure, j'entendais Engler parler de l' « opération » (et je

dis « opération » entre guillemets) qu'il est allé faire avec une délégation, pour déposer une palme au monument aux morts. Il a fait allusion à la délégation de l'A.R.A.C. qui allait aussi au monument aux morts, mais il a oublié de dire que chaque fois que s'accomplissait ce geste, il y avait un discours qui n'était pas du tout le discours du souvenir bourgeois patriotique de la dernière guerre telle qu'on la comprend, mais la protestation contre le massacre de tous les ouvriers et de tous les prolétaires tombés. (*Applaudissements.*)

Lorsqu'il a prononcé ces paroles, j'ai pensé immédiatement : Il aurait pu nous dire aussi ce qui s'est passé hier, après le Congrès mondial de la Jeunesse. Il aurait pu nous dire aussi qu'après ce Congrès de la Jeunesse, cinq cents jeunes gens, montés dans cent douze taxis, sont allés à Rethondes, au monument de l'Armistice, pour élever une protestation grandiose contre la guerre et contre le fascisme. Cette délégation a été arrêtée au retour et la délégation soviétique qui était avec nos jeunes camarades a été, elle aussi, arrêtée. C'est un enseignement pour nous. Ces jeunes sont venus au Congrès mondial de tous les points du monde. Ils sont venus discuter de leurs revendications ouvrières, de leurs revendications immédiates. Ils ont lié cela à la lutte contre la guerre et à la lutte contre le fascisme. Lors de notre délégation au Congrès mondial nous avons évoqué devant eux les luttes de nos camarades allemands contre l'hitlérisme. Nous avons rappelé Altona et le geste du camarade Wolff, monté à l'échafaud, abattant son poing sur le fasciste qui était à côté de lui, le faisant rouler au pied de cet échafaud. Oui nous avons rappelé les quatre camarades d'Altona qui ont eu la tête tranchée. Il y avait parmi eux un jeune homme de dix-neuf ans, qui mourait pour la cause révolutionnaire, pour le communisme international et pour la libération totale du prolétariat. (*Applaudissements.*) Et il y a dans cela un symbole qui doit nous guider dans l'avenir pour les tâches à accomplir : c'est que nos jeunes, comme nos adultes sont unis dans la bataille ardente, dans la mort et dans les tortures des prisons : nos jeunes, comme nos adultes, savent mourir en révolutionnaires.

Il faut que les uns et les autres nous sachions prendre nos responsabilités. Il faut que le front unique du prolétariat tout entier ne soit pas un vain mot et que la formule de Karl Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » soit une réalité. Coloniaux, femmes, immigrés, unissez-vous. Tous les travailleurs doivent aller ensemble de l'avant, vers l'action, pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Raoul, délégué des chômeurs.

INTERVENTION DE RAOUL

RAOUL (chômeurs). — A notre Conférence des chômeurs, nous avons nommé deux délégués pour se rendre au Congrès de la C.G.T. et au Congrès de la C.G.T.U., et y apporter nos revendications. Nous pouvons dire qu'ici nous avons été reçus très fraternellement. Par contre, nous venons du Congrès de la C.G.T., dont les dirigeants nous ont interdit l'accès. Une fois de plus, nous sommes fixés sur l'attitude de la C.G.T. et sur celle de la C.G.T.U. De retour parmi les chômeurs, nous ferons con-

naître cette attitude. Nous sommes sûrs que les chômeurs seront avec ceux qui savent les défendre, avec la C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Au nom du Bureau confédéral, nous faisant l'interprète du Congrès, je dois vous dire que ce n'est pas seulement pour nous une satisfaction de recevoir dans notre Congrès les camarades représentant les chômeurs de la région parisienne et l'ensemble des chômeurs de ce pays, mais que c'est un devoir pour notre mouvement, dans la période présente, à l'entrée de l'hiver, au moment précis où la crise économique s'approfondit dans ce pays, jetant sur le pavé un nombre toujours plus considérable de prolétaires, que de penser avec plus d'attention que jamais à cette question très pressante.

Il faut que nos syndicats ne considèrent pas les chômeurs comme des syndiqués diminués parce qu'ils paient mal les cotisations, mais que, au contraire, ils aillent à ces chômeurs, qu'ils s'occupent de leurs revendications, qu'ils travaillent pour la conquête de ces chômeurs. Toutes ces revendications seront d'ailleurs développées dans un rapport particulier, mais je pense être ici l'interprète du Congrès en disant que les chômeurs de la C.G.T. réformiste ont non seulement leur place avec nous dans ce Congrès, mais leur place avec nous dans la Révolution. (*Applaudissements.*)

Avant de donner la parole au camarade qui va répondre aux interventions qui ont été faites concernant le rapport d'activité, je dois déclarer qu'il y a pas mal de camarades qui n'ont pas pu prendre la parole dans la discussion. Mais, camarades, notre Congrès est ouvert depuis samedi. Nous sommes au quatrième jour. Nous n'avons encore discuté que sur le rapport d'activité et d'unité syndicale. Il reste encore à l'ordre du jour la discussion sur un point capital pour notre mouvement, je veux parler du rapport d'organisation. Si nous avons précisé nos revendications ; si les camarades ont donné leur opinion sur la ligne politique de notre C.G.T.U. il est un fait incontestable, c'est que, pour aller de l'avant, il faut qu'on laisse une grande place à l'étude des problèmes de l'organisation. Et c'est pourquoi nous pensons que certains camarades qui voulaient intervenir sur le rapport d'activité pourront également apporter leur contribution dans l'étude des tâches, des revendications, sur la base de ce rapport. Nos camarades du Vêtement, de Lyon, par exemple, peuvent nous faire bénéficier tous de leurs méthodes de préparation à la lutte.

Toutes ces questions devront être posées. C'est pourquoi nos camarades comprendront qu'il est utile que nous travaillions maintenant sur ces questions essentielles, et que l'on passe rapidement à la réponse, de la part de notre camarade Racamond, sur le rapport d'activité.

Il va être remis des cartes de vote aux délégués, cartes « pour », « contre », « abstention ».

Les délégués devront remplir la carte par syndicat qu'ils représentent. Les délégués représentant deux ou trois syndicats particuliers devront remplir deux ou trois cartes, une par syndicat. Les camarades doivent répondre lisiblement aux questions posées et indiquées sur le nombre de voix.

J'invite les camarades de la Commission des mandats à se tenir tout à l'heure dans la petite salle où ils se sont déjà réunis.

La parole est maintenant au camarade Racamond.

UNE VOIX. — L'Algérie n'a pas encore pris la parole. Ou vous ne voulez pas qu'elle parle, ou vous devez lui donner la parole. Déjà au

Congrès de Magic-City, en 1931, on nous a coupé la parole. Cette année encore, nous n'avons pas la parole. Alors qu'un de nos camarades est intervenu sur une question aussi capitale que la question coloniale, nous manifestons l'étonnement de la délégation algérienne et tunisienne devant l'indifférence d'une grande partie du Congrès.

CHARBIT (Typographie parisienne). — Je demande à dire un mot. Je me suis fait inscrire dès dimanche pour intervenir dans le rapport d'activité. Je veux ajouter qu'aucun membre de la *Vie Syndicaliste*, de l'ancienne minorité confédérale n'est intervenu dans le débat pour indiquer pourquoi il resterait minoritaire dans la C.G.T.U. Je suis le seul orateur de cette tendance qui ait été inscrit. On ne m'a pas donné la parole. Je demande si la voix de la minorité à la C.G.T.U. doit être entendue ou non.

INTERVENTION DE MARTIN

MARTIN (des P.T.T. d'Algérie). — Nous nous déclarons d'accord avec le rapport d'activité de la C.G.T.U.

Il est hors de doute que les militants responsables de notre Centrale syndicale ont fourni un gros effort pour étendre l'influence de notre organisation et vulgariser nos conceptions.

Mais si cet effort a donné des résultats heureux en France, nous devons reconnaître qu'en Algérie, où la présence constante d'un délégué du Bureau confédéral est indispensable, nous n'avons pas enregistré le même succès (sauf pour les cheminots qui ont un permanent).

Le Bureau confédéral, en accord avec l'I.S.R., avait délégué un camarade qui était chargé d'organiser et d'aider puissamment le travail de l'Union régionale et favoriser notre mouvement en Algérie.

Pour diverses raisons, ce délégué a été retiré ensuite.

Nous exprimons ici le désir de voir au plus tôt un permanent de la C.G.T.U. en Algérie.

Si l'on ne met pas un délégué permanent de la C.G.T.U. en Algérie, il en résultera un surcroît de travail de l'U.R. qui, malgré toute sa bonne volonté, ne peut organiser pratiquement les syndicats de cette colonie avec un effectif aussi réduit.

Il faut tenir compte des larges possibilités d'organisation qu'il y a dans ce pays, des mouvements qui se déclenchent, des difficultés de communication, de la répression, du manque de cadres syndicaux, surtout chez les ouvriers de l'industrie privée, et parer au plus tôt à cette situation, qui, surtout en raison des mouvements pré-fascistes, nationalistes, etc., de l'exploitation inouïe des indigènes, mérite une attention soutenue.

Nous insistons en particulier sur la nécessité de ne pas rappeler et changer si souvent les délégués de la C.G.T.U.

Dès qu'un camarade est au courant (après quelques mois) de la situation locale, on le rappelle pour un motif quelconque et tout est à recommencer.

Cette situation s'est renouvelée plusieurs fois et nous cause un préjudice considérable.

Ce qu'il nous faut surtout, c'est un militant actif, au courant des questions intéressant ce pays et habile à déjouer les manœuvres d'une administration policière dévouée au patronat.

Situation dans les P.T.T. — Notre section des P.T.T. marque une

progression sérieuse sur les années précédentes qui est due à l'activité de ses militants, à *l'Echo des P.T.T.* qui tire à près de 1.600 exemplaires, et aussi à l'inaction, à l'impuissance des syndicats réformistes dont les sections « Agents » et « Employés » tendent à disparaître.

Pour amener à nous les rares agents de ces deux catégories du personnel des P.T.T. encore adhérents aux syndicats confédérés, nous devons redoubler d'activité et nous préoccuper des revendications les intéressant plus particulièrement, notamment celles des employés.

Pour mener cette tâche à bien, il appartient à la C.E. de former des militants chez les employés. Il sera alors facile par une propagande constante sur le lieu du travail d'obtenir des résultats heureux.

Mais si notre section est florissante chez les agents et les employés nous devons reconnaître qu'il n'en est pas de même chez les ouvriers qui sont pour la plupart adhérents au syndicat confédéré.

Nous avons cependant sur cette partie du personnel une influence indiscutable.

Notre action constante et notre attitude dans toutes les circonstances où leurs intérêts étaient en jeu, sont les raisons de cette influence.

Un effort doit être tenté pour trouver quelques camarades ouvriers actifs capables de redresser une situation assez paradoxale d'ailleurs.

Au cours de cet hiver, nous devons orienter nos efforts vers cette catégorie du personnel.

Nos tâches. — En Algérie, nous avons de multiples tâches à accomplir pour l'obtention intégrale du droit syndical avec l'appui de tous nos camarades de la métropole.

Une campagne doit être menée pour que les Bourses du Travail — dont l'accès est fermé aux organisations révolutionnaires sous prétexte qu'elles font de la « politique » — nous soient à nouveau ouvertes.

Notre organisation, comme toutes les organisations unitaires du département, a eu à souffrir de cette situation. Nous avons toujours eu des difficultés pour faire des réunions générales.

Les délégations doivent être appuyées par les masses travailleuses.

De multiples démarches ont été faites tant à la préfecture qu'auprès de la municipalité.

Toutes sont restées infructueuses. Il convient à cette occasion de rappeler la déclaration que le maire d'Alger fit à une délégation unitaire :

« *L'opposition vient surtout de vos camarades confédérés ; pour-quoi ne rentrez-vous pas à la C.G.T. ?* »

A quoi notre secrétaire répondit : « Pourquoi n'adhérez-vous pas à l'Union Démocratique et Sociale ? »

Le préfet d'Alger disait : « Tant que je serai préfet d'Alger, la Bourse du Travail sera fermée aux unitaires ».

De tous ces faits, il résulte que seule une action des ouvriers et employés, appuyée par une action parlementaire, est susceptible de nous ouvrir les portes de la Bourse du Travail ; mais une action menée par les parlementaires ouvriers, car les démarches entreprises auprès de Fiori et Ducroux sont restées sans effet.

Si la Bourse du Travail nous était ouverte, nous pourrions vraisemblablement augmenter de 20 % nos effectifs en moins d'une année.

L'Union locale ainsi que l'Union régionale pourraient être sérieusement organisées.

Nous devons également lutter contre le budget autonome et les délégations financières pour que les fonctionnaires ne soient plus placés sous la tutelle du gouverneur et qu'ils jouissent des mêmes droits que nos camarades de la métropole.

En matière de discipline, sanctions, etc., ils devront relever de leurs ministères respectifs.

Ainsi, un article permet au gouverneur de renvoyer un fonctionnaire en France si celui-ci n'a pas l'heur de lui plaire et supprime en fait toute liberté politique ou syndicale pour les fonctionnaires qui veulent lutter contre le fascisme et la guerre.

Une action de masse doit être menée pour la suppression de cet arbitraire qui est un obstacle à un bon travail syndical.

Union locale, Cartel unitaire. — Nous devons nous attacher à faire fonctionner convenablement nos Unions locales, et en particulier le Cartel unitaire des fonctionnaires et cheminots qui est tombé en léthargie.

Les autres corporations de fonctionnaires devront apporter plus d'activité au fonctionnement du Cartel et des Conseils syndicaux (instituteurs, cheminots, hospitaliers, municipaux, etc.).

Revendications. — Nous devons nous attacher également à établir des cahiers de revendications immédiates par service, par bureau et les populariser.

Plan de travail. — Un plan de travail par section, *l'autocritique* de notre activité, un meilleur fonctionnement de nos sections, la répartition de tâches proportionnées aux possibilités et aux capacités de chaque membre de nos Commissions exécutives devront être les objectifs *les plus immédiats* pour le renforcement et le redressement de nos organisations.

Formation de cadres, Cours syndicaux. — La formation de cadres devra faire l'objet d'une attention toute particulière tant de la part de nos sections que des Fédérations et du Bureau confédéral, qui doit dès maintenant examiner la création d'une Commission chargée de la rédaction d'une gazette, d'un bulletin ou de cours autographiés ainsi que des brochures traitant des divers problèmes syndicaux, et surtout donnant toutes les indications sur la façon de se documenter, de travailler au sein des syndicats, etc.

La création d'un cours syndical fait par les militants avertis de nos Sections, Unions locales, régionales, sur la base d'indications données par ladite Commission, serait d'une grande utilité et contribuerait ainsi largement à élargir notre activité, notre influence et aussi à renforcer nos effectifs.

La situation générale en Algérie et dans les P.T.T. — Dans certains bureaux, des faits qui nous sont rapportés démontrent le caractère odieux de certaines brimades, abus, etc.

Un manque d'hygiène dans les bureaux, un surmenage caractérisé chez le personnel, la suppression du repos hebdomadaire, l'exploitation des auxiliaires, victimes du décret Chéron, une rationalisation intense telle que les employés du Central téléphonique d'Alger n'ont même pas le temps de se restaurer pendant leur vacation, sans se voir sermonner, en sont les traits essentiels. (On les oblige à venir 5 minutes avant l'heure à leur poste).

La situation des petits bureaux est encore plus mauvaise et le manque de personnel s'y fait particulièrement sentir.

Nous avons de lourdes tâches : titularisation des auxiliaires, augmentation du nombre des employés, lutte contre les abus et les brimades, amélioration de la situation et des conditions de travail du personnel, travail auprès des ouvriers des lignes, etc.

Esprit corporatiste. — Dans les organisations unitaires des fonctionnaires, un esprit corporatiste existe que nous devons combattre.

Nous avons dans les P.T.T. commis les mêmes fautes en nous limitant trop aux P.T.T. et même à certaines catégories des P.T.T.

Ces organisations devront établir une meilleure liaison et s'orienter vers le soutien des masses les plus exploitées de l'industrie privée.

Critiques. — Les rapports de la C.G.T.U. ne sont pas fournis assez tôt pour nous permettre de les discuter et de mettre au point nos diverses critiques, suggestions, etc.

Nous ne pouvons ainsi faire une bonne préparation du Congrès et une analyse sérieuse des rapports qui sont liés et discutés à la hâte.

Il faut tenir compte des réunions à organiser, du choix des délégués, des liaisons avec les Unions locales.

Trois semaines avant le Congrès les rapports particuliers tels que : Questions d'organisation, unité syndicale, qui sont des questions vitales pour notre C.G.T.U., ne nous sont pas encore parvenus.

Reconnaissons toutefois une sérieuse amélioration sur le précédent Congrès en ce qui concerne le rapport d'activité.

Trésorerie. — Nous avons constaté que nos sections n'ont pas suffisamment de remise sur les timbres pour faire face aux dépenses de matériel, assumer les frais divers qu'occasionne la propagande, etc.

D'autre part, nous avons vu des différences de prix sensibles entre certaines fédérations pour les timbres confédéraux. Nous demandons qu'une étude très sérieuse de cette question soit faite.

Nous devrions examiner la possibilité de donner à nos sections d'Algérie, malgré les conditions particulières qui leur sont faites, des timbres à un prix moindre que celui actuellement existant, ceci pour aider nos syndicats et orienter leur travail vers les entreprises, journaux de boîte, etc., et qu'ils puissent déployer une activité plus grande pour la propagande, surtout vers d'autres centres, qui est entravée par suite de l'insuffisance de ressources financières.

Jeunes facteurs. — En raison de certaines faiblesses de notre section des P.T.T. unitaires d'Algérie, l'Union régionale a aidé nos camarades jeunes d'Alger à former une section qui, à l'heure actuelle, est la plus importante de France après celle de Paris.

Cela a été dû au travail constant de cette section de jeunes en liaison étroite avec l'U.R. des syndicats unitaires d'Algérie qui a appliqué constamment les directives de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

Cela nous permet de réfuter vigoureusement les arguments des minoritaires, et malgré leurs affirmations le bilan de cette section se chiffre à 90 membres sur 100 camarades jeunes, et ce que nous devons souligner ici, c'est que ce travail est le fruit d'un travail collectif qui a été guidé par un camarade indigène dont l'activité démontre que nous devons nous tourner vers les masses indigènes soi-disant inférieures, mais qui, si on sait les rassembler, luttent courageusement aux côtés de leurs camarades européens, à la fois sur le terrain syndical pour l'obtention de leurs revendications et pour la libération nationale et contre le fascisme et la guerre dont ils sont les premières victimes.

Travail auprès des indigènes. — L'exploitation que subissent nos camarades indigènes se traduit chez les fonctionnaires des P.T.T., particulièrement par le refus systématique d'accorder le quart colonial aux fonctionnaires indigènes à qui on avait promis en 1929 l'octroi du quart colonial qui leur a été refusé sous prétexte que les crédits n'étaient pas suffisants.

Une meilleure liaison, une meilleure propagande auprès de nos camarades indigènes nous permettront de trouver là une bonne plateforme de rassemblement des masses indigènes exploitées sous prétexte que les indigènes ont moins de besoins que leurs camarades européens.

Le filtrage des indigènes s'opère particulièrement à l'égard des camarades candidats à l'enseignement qui sont évincés des postes importants.

Une bonne agitation a déjà été menée, mais nous devons reprendre cette revendication et la généraliser.

Il en est de même pour d'autres revendications que nous devons nous attacher à étudier et à populariser pour étudier la possibilité de réaliser l'unité d'action de tous nos camarades indigènes pour qu'ils obtiennent les mêmes avantages que leurs camarades européens.

Vive l'action commune des travailleurs européens et indigènes contre l'impérialisme français !

En avant pour la réalisation du front unique de tous les exploités !

Lutte contre le fascisme et la guerre. — La lutte contre le danger fasciste est d'autant plus nécessaire en Algérie que les journaux réactionnaires et modérés y font, sous couleur d'antisémitisme, un appel constant et qu'ils répandent les pires calomnies sur l'U.R.S.S.

Nous devons consacrer dans nos journaux une large place pour le combat antifasciste, et au sein des entreprises, bureaux, etc., examiner les moyens pratiques de lutter contre le fascisme, le mouchardage, la répression et la guerre, dans la création de comités antifascistes.

Les événements d'Allemagne nous démontrent que cette lutte ne sera efficace qu'autant que notre activité sera orientée contre la politique des chefs confédérés en France, qui cherchent à transformer le courant antifasciste en un courant nationaliste et se préparent à renouveler leur attitude de 1914.

Plus que jamais : Front unique de tous les travailleurs des P.T.T. dans la lutte contre la guerre et le fascisme !

INTERVENTION DE LUCAS.

LUCAS (Cheminots d'Argenteuil). — Le but de mon intervention est surtout de venir confirmer par un certain nombre de faits les arguments apportés par Frachon au cours de son rapport, mais aussi de demander quelques informations complémentaires sur certains points et plus particulièrement sur la création des groupes d'opposition syndicale révolutionnaire dans les syndicats confédérés et la création de syndicats uniques par entreprise ou par localité, car je pense qu'un complément d'information sur ces deux points est indispensable pour une grande partie de nos directions syndicales et même des délégués à ce Congrès.

D'abord sur l'expression de l'affirmation de la combativité des masses.

Nous pouvons dire sans crainte que la combativité des masses s'affirme d'une façon indiscutable, au travers de toute l'offensive capitaliste contre toutes leurs conditions de vie et de travail.

Mais comment s'affirme l'expression de cette combativité ? Certes, elle s'affirme sous des formes bien différentes que nous devons suivre de très près.

Ce que nous devons tout d'abord marquer, dans cette affirmation, c'est la grosse inquiétude qui règne et se développe au sein des larges masses travailleuses, et aussi la spontanéité à se dresser chaque fois que nous savons les entraîner pour défendre même leurs plus petites revendications, et à cela, nous pourrions citer maints exemples.

En ce qui concerne le front unique et la création des groupes d'opposition syndicale révolutionnaire, au sein des syndicats confédérés, je pense que sur ce point particulièrement important il est indispensable que de ce Congrès sorte une position claire, nette et précise.

Tout d'abord je dois marquer que l'exposé de Demusois n'a pas contribué à le clarifier.

Pourquoi ?

Parce qu'au lieu d'apporter des précisions sur ce point il s'est contenté d'indiquer que chez les cheminots, les militants des syndicats n'ont pas su travailler à la constitution de ces oppositions syndicales et qu'ils se sont attachés à amener les syndiqués confédérés en désaccord avec la tactique réformiste dans les syndicats unitaires. Ce qui, en général, est inexact !...

Mais au lieu de se contenter de faire cette constatation de faits, il aurait, à mon sens, été beaucoup plus utile que Demusois indique quel a été à ce sujet le travail et la position de notre Fédération des Cheminots qui, à ma connaissance, n'a jamais eu de position bien nette.

Aussi je demande pour les raisons indiquées au début : Si lorsqu'on se trouve en face de camarades confédérés en désaccord avec la tactique de la C.G.T. et qui veulent quitter leur syndicat confédéré et venir à nos syndicats unitaires, si nous devons les accepter ou leur demander de rester dans leur syndicat et d'y créer l'opposition syndicale révolutionnaire.

Je dois indiquer que, jusqu'à présent, ce fut la tactique à peu près générale employée dans notre Fédération des Cheminots, c'est pourquoi je pense qu'il ne suffit plus de dire que les militants des syndicats commettent sur ce point des erreurs, mais qu'il faut avoir une position très claire.

Maintenant le deuxième point que j'avoue ici ne pas bien comprendre et que je ne pense pas être le seul à ne pas comprendre dans ce Congrès, est : *la création de syndicats uniques par entreprise ou par localité*. Certes, j'entends bien que Frachon, dans son rapport, a indiqué que partout où nous avons pu convaincre les ouvriers à la nécessité de la lutte des classes, et ce y compris les ouvriers confédérés, nous devons tendre tous nos efforts pour la constitution d'un syndicat unique.

Mais là où, à mon sens, il ne s'est pas suffisamment appesanti, et n'a pas été suffisamment précis, c'est sur ce que deviendront ces syndicats uniques, à quelle C.G.T. ils adhéreront et quelle sera notre attitude si, malgré leur affirmation de la nécessité de la lutte de classe, la majorité décide de rester à la C.G.T. réformiste.

J'entends bien que Gitton, dans un article paru dans *l'Humanité* et traitant de cette importante question, disait :

« Cela produira peut-être une fluctuation passagère des effectifs en l'une ou l'autre des deux C.G.T., mais il faut hardiment s'engager dans cette voie ».

Ce qui, à mon humble avis, signifie que nous devons accepter l'hypothèse que ces syndicats uniques constitués, malgré leurs affirmations de la nécessité de la lutte des classes, pourront aussi bien adhérer à la C.G.T. réformiste qu'à la C.G.T.U.

Ma conclusion sera : que sur ces deux points qui sont d'une importance primordiale pour notre mouvement révolutionnaire, il faut que de notre VII^e Congrès sortent des décisions claires et précises pour l'ensemble de nos militants et syndicats unitaires. de marcher d'une façon sûre et décisive vers la conquête des larges masses ouvrières et la réalisation du bloc de classe des travailleurs.

REPONSE DE RACAMOND

RACAMOND. — Camarades, je pense qu'il faudra tenir compte de l'intervention de nos camarades d'Algérie et de Tunisie, mais il faut aussi que ces camarades interviennent sur les tâches d'organisation. Nous avons constaté qu'en Algérie ce n'est pas tant l'orientation de la C.G.T.U. exprimée par nos organisations algériennes qui est en cause, c'est que nous n'avons pas encore trouvé les moyens pratiques d'organiser les indigènes dans nos syndicats. Je crois, en conséquence, que les propositions de nos camarades d'Algérie et de Tunisie ne seront pas du tout déplacées dans le rapport d'organisation.

Le camarade Fayet a expliqué d'une façon claire le problème politique posé devant l'ensemble des congressistes par la question coloniale. Nous nous proposons d'ailleurs, dans la réponse aux interventions qui se sont produites sur le rapport d'activité, d'y revenir, et dans le rapport d'activité même, nous avons attaché une sérieuse importance à cette question. Mais les congressistes doivent comprendre qu'il est impossible que le Congrès se sépare sans que les questions d'organisation aient été examinées d'une façon sérieuse, ce qui nous oblige à clore la discussion sur le rapport d'activité.

Je rappelle qu'en 1931 on n'a pas pu développer d'une façon suffisante les questions d'organisation ni le programme revendicatif. Sur les questions d'organisation, par exemple, le rapport du camarade Mauvais a bien été fait, mais les interventions des délégués ne se sont pas produites. Ce que nous voulons voir dans ce Congrès, c'est l'opinion des délégués sur les tâches d'organisation qui seront tracées dans le rapport et devront être discutées. Nous pensons qu'un Congrès doit savoir organiser ses travaux de façon à ce que, s'il ne lui est pas possible de développer comme il le voudrait toutes les questions posées, il ne puisse se séparer sans discuter les principales.

Ceci dit, je veux examiner avec vous, et sans que cela limite les interventions futures dans le rapport d'organisation, la discussion sur le rapport d'activité.

D'abord une première constatation : la discussion du rapport d'activité présenté au Congrès de la C.G.T.U. se termine au moment même où nous avons les premiers renseignements sur le Congrès confédéré, c'est-à-dire que nous pourrions, dans cet examen, voir si se vérifient les affirmations que nous avons ici apportées concernant la C.G.T. réformiste.

Camarades, tous les délégués unitaires ont pris connaissance à travers les discussions et le rapport de l'orientation de notre organisation syndicale révolutionnaire. Ils savent ce qu'elle est, ils ont fait une analyse assez complète de sa physionomie et de son activité. Chacun de vous sait que nous avons examiné les revendications immédiates et ce qu'il faut constater, c'est que des interventions sérieuses et documentées se sont produites à cet égard. Je ne veux pas les rappeler toutes, mais je vous en rappelle cependant quelques-unes comme celles de notre camarade Croizat, de nos camarades du Textile d'Haubourdin, de Tourcoing, de Roubaix venus nous indiquer les uns et les autres les préoccupations immédiates des travailleurs.

Je rappelle les interventions des représentants des diverses usines, en particulier de celui des usines Citroën, et aussi toute une série d'autres interventions sur les assurances sociales et sur les questions immédiates qui intéressent directement le prolétariat.

Vous avez également examiné, au cours de la discussion sur le rapport d'activité, la lutte contre le fascisme, contre la guerre impérialiste et pour la défense de l'Union des Républiques Soviétiques.

Vous avez fait enfin la critique de votre propre activité et de celle de la direction de la C.G.T.U., sur toutes ces questions, et aussi sur les moyens de lutte employés au cours de ces derniers mois et qu'il faut encore perfectionner.

Camarades, la base de discussion de notre activité pour les luttes, c'est l'unité d'action des masses ouvrières et la marche vers l'unité syndicale de classe.

Quand on examine ainsi d'une façon globale et rapide tout ce que nous avons fait et que l'on rapproche ce travail de ce qui est amorcé présentement à la C.G.T., on peut faire la différence entre les deux organisations en présence.

Camarades, on annonce au Congrès de la C.G.T. 1.250 délégués. Mais ce que vous savez bien les uns et les autres, c'est que les difficultés financières pour les organisations confédérées ne sont pas les mêmes que pour la C.G.T. unitaire. Ce que vous savez les uns et les autres, c'est que ces organisations ont à leur disposition toutes les caisses municipales possibles, que leurs militants, leurs représentants sont embusqués par centaines dans la charpente de la loi des assurances sociales où on les a casés comme on case des rats dans un fromage assez gras.

Vous savez aussi, camarades, pour la plupart d'entre vous, que l'on ne refuse jamais un congé, parfois avec solde, que l'on ne refuse jamais une absence d'une huitaine de jours, soit aux travailleurs des services publics ou cheminots, soit aux travailleurs de l'industrie privée, membres des syndicats confédérés.

Dans la plupart des usines de textile du Nord, on a refusé l'autorisation de s'absenter aux militants qui étaient soupçonnés de venir au Congrès de la C.G.T.U.

Malgré ce désavantage, malgré la lutte de la bourgeoisie contre nous, nous voyons que notre Congrès a réuni un millier de délégués. La C.G.T., avec l'appui de la bourgeoisie, l'appui de toute sa presse, de toute la structure capitaliste, a réuni 1.250 délégués, mais ce qu'elle ne réunit pas, ce sont les masses qui veulent la lutte, ce qu'elle ne représente pas, c'est la volonté de lutte du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Camarades, au Congrès de la C.G.T., on a déjà voté une certaine quantité de résolutions préparées à l'avance, ce qui n'était pas difficile,

puisque, nous l'avons indiqué, le Congrès de la C.G.T. ne doit être que la répétition du Congrès de la F.S.I.

Ainsi, la première résolution présentée et votée à l'unanimité par les délégués s'intitule « Pour la défense des libertés ». Camarades, rien que le titre nous indique quelle est l'orientation du Congrès de la C.G.T. Il n'est pas réuni pour la conquête des revendications immédiates, pour protester contre l'impérialisme français, contre le capitalisme français, le Congrès de la C.G.T. est réuni pour la défense des libertés démocratiques contre tous les régimes de dictature.

Camarades, voici bien une résolution qui pourrait être votée de ce côté-ci de l'assemblée, car il s'agit de la première phrase suivante :

Le Congrès affirme sa sympathie et sa solidarité aux peuples opprimés par des régimes de dictature, aux travailleurs frères violés dans leur conscience, martyrisés dans leur chair.

Camarades, nous affirmons notre sympathie aux travailleurs qui sont sous le régime de la dictature capitaliste, nous affirmons notre sympathie aux travailleurs qui sont violés dans leur conscience politique et martyrisés dans leur chair, mais nous ne pouvons laisser subsister l'équivoque entretenue par les dirigeants de la C.G.T. : c'est que quand on se dresse contre des régimes de dictature, on ne fait aucune espèce de différence entre la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie et qu'on les combat toutes les deux sur le même plan. (Applaudissements.)

Je ne veux pas vous lire toutes les résolutions qui sont, dans leur ensemble, du même tonneau. Ceci signifie bien l'orientation que l'on va donner à ce Congrès.

Camarades, il y a ici la liste des représentants des différentes villes : il y en a d'Autriche où les libertés républicaines sont rudement menacées et où se vérifie l'expérience de l'attitude des chefs réformistes permettant la venue du fascisme au pouvoir ; il y en a de Belgique, du Danemark, d'Espagne, de Suède, de Suisse, de Tchécoslovaquie, etc.

Camarades, vous chercheriez en vain la représentation de l'Allemagne parce que l'Allemagne est disparue de la carte de la F.S.I., tandis que nous pouvons vous dire que, pendant tous ces jours-ci, des délégués allemands qui ont passé la frontière ont suivi vos débats pour voir comment vous travaillez. (Vifs applaudissements.)

Une autre pierre de touché pour le Congrès de la C.G.T. c'est que le grand Citrine, le Président de la Fédération Syndicale Internationale, a pris la parole, et la conclusion de son discours est la suivante :

« Nous nous déclarons d'accord avec votre devise : Liberté, Egalité, Fraternité, celle de 1789 ».

Camarades, on ose ainsi venir insulter le prolétariat français, en prétendant que la devise de 1789 « Liberté, Egalité, Fraternité » est appliquée. De qui se moque-t-on ? Défendre la devise « Liberté, Egalité, Fraternité », c'est-à-dire le paravent de la dictature capitaliste sous forme de démocratie, voilà comment s'oriente le Congrès de la C.G.T.

Ceci renforce notre argumentation. Lorsque nous vous avons expliqué au début de notre Congrès que la C.G.T. est un véritable organisme de la bourgeoisie, nous vous avons indiqué que dans de telles conditions la question de l'unité d'action, de l'unité syndicale se posait d'une

façon plus claire pour nous, maintenant que nous avons, vérifiant nos affirmations, ces précisions encore mieux vérifiées.

Je veux encore, camarades, signaler dans la déclaration de Jouhaux au Congrès de la C.G.T. et au Congrès de la Fédération des Métaux : « De quoi vous occupez-vous ? De toutes ces petites foutaises, de toutes ces petites revendications, alors que de si grands problèmes se posent devant la classe ouvrière ? »

Camarades, pour défendre la liberté, l'égalité, la fraternité et la démocratie de Daladier, Jouhaux va demander à son Congrès d'abandonner la discussion large sur les revendications du prolétariat, afin de développer la politique confusionniste et d'illusions en la collaboration des classes.

Camarades, c'est la vérification absolue de ce que nous disions et nous pouvons maintenant poser la question aux minoritaires : Croyez-vous que vos propositions de fusion avec l'organisation, qui est réunie actuellement à la salle de la Mutualité, sont justes, ce Congrès représentant la physionomie exacte des intérêts du capitalisme français, est-ce que vous ne vous moquez pas du monde, de la volonté de lutte et des intérêts de classe du prolétariat en soutenant une telle proposition ?

Il nous faut en conséquence, camarades, tirer des enseignements sur l'attitude de la minorité dans ce Congrès. A notre avis, la discussion a été beaucoup trop large, elle a pris beaucoup trop d'ampleur, beaucoup plus de place que n'en mérite l'activité, l'importance de la minorité dans la C.G.T.U.

Des camarades sont venus ici pour multiplier les affirmations que cette minorité est le prolongement du réformisme dans nos rangs.

Je ne veux prendre que deux ou trois des dernières interventions ; les camarades qui m'ont précédé ayant répondu très amplement à celles qui furent faites par Serret et Bouet.

Voici le secrétaire de la Fédération de l'Enseignement qui vient à cette tribune et qui déclare, après avoir expliqué la conception de la Fédération de l'Enseignement sur l'unité syndicale : nous voulons l'unité sans vainqueur ni vaincu.

Camarades, voici où perce vraiment le bout de l'oreille. Les dirigeants de la Fédération de l'Enseignement font donc de la question de l'unité syndicale une espèce de bataille, entre je ne sais qui et je ne sais quoi. Il s'agit bien entendu dans leur esprit des militants des organisations syndicales. Mais, lorsqu'on propose la fusion de deux centrales qui mettrait le prolétariat sous le signe de la collaboration des classes et du soutien de la bourgeoisie, nous disons qu'il y aurait un vainqueur : le capitalisme ; un vaincu : le prolétariat, et nous ne le voulons pas. (*Applaudissements.*)

Camarades, encore deux mots sur l'Enseignement. L'intervention de Serret était vraiment dramatique. Il est venu ici en nous disant : Nous sommes des révolutionnaires, nous restons des révolutionnaires et le serons toujours.

Serret a dit, si je ne me trompe : Vous ne nous forcerez pas à partir de la C.G.T.U., nous ne la quitterons pas.

Camarades, il y a des militants de la Fédération de l'Enseignement qui ne sont pas montés à cette tribune. On se divise le travail. Rollo, par exemple, très intelligent, que nous connaissons tous, disait en 1931 que la déconfiture du Comité des « 22 » laissait le champ libre au développement d'une opposition plus large dans la C.G.T.U., qu'il était possible à la Fédération de l'Enseignement sur sa plate-forme de

l'époque de rassembler une opposition plus large. Et, en 1933, Rollo dit : Il faut maintenant rejoindre la C.G.T. C'est que Rollo s'est aperçu que ce projet à l'intérieur de la C.G.T.U. d'élargir l'opposition pour disloquer davantage notre mouvement révolutionnaire ne s'est pas réalisé. Maintenant Rollo sent qu'il ne pourra pas arriver au bout de son travail et il dit : C'est fini, il n'y a plus rien à faire pour moi, il faut que je passe à la C.G.T.

Mais, camarades, telle était la position de Rollo en 1931 ; telle est sa position maintenant. Et l'expérience est tout à fait utile pour nous. Nous avons entendu de toutes nos oreilles vos affirmations d'attachement à la C.G.T.U. mais je vous rappelle que nous avons entendu des gens qui avaient le même langage que le vôtre et qui, lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils ne pouvaient pas continuer leur travail de division, sont partis à la C.G.T. Nous ne voulons pas préjuger, nous verrons ce que vous ferez. Dans tous les cas nous pouvons affirmer que votre position est identique à celle de ceux qui ont abandonné notre organisation unitaire, sans avoir pu la démolir.

Maintenant je voudrais répondre quelques mots à Engler. Il y a un interrupteur qui a tendu la perche à Engler ; je veux bien croire que ce n'était pas de connivence. Engler, en commençant son exposé, a dit : Nous voulons démontrer que nous tenons toujours les engagements que nous prenons. Quelqu'un a parlé des bateliers au moment où Engler disait : Remontons dans le passé, mais ce passé était si ennuyeux pour lui qu'il a mieux aimé l'équivoque sur cette grève des bateliers que de revenir sur ce même passé.

Je veux rappeler qu'au 1^{er} janvier 1933 les dockers de Dunkerque étant en grève ont demandé aux travailleurs des ports de se réunir en conférence nationale. Je veux rappeler que la C.G.T.U. et Engler y assistaient ; qu'il y eut des décisions prises en commun et que depuis ce temps — je l'affirme et les camarades dockers des divers ports ne me contrediront pas — l'inactivité de la Fédération des Ports et Docks a été un véritable sabotage des décisions prises. Méfiez-vous de camarades comme ceux-là qui viennent vous dire : Nous sommes d'accord et qui, après, freinent l'application de ce qui a été décidé, qui sont plus nuisibles, vous entendez, que n'importe quels réformistes avoués, car il n'est pas aussi facile de les démasquer au moment où ils brisent les grèves. (*Applaudissements.*)

Engler a fait de l'humour, nous le connaissons. C'est le genre de ce Normand, rigolard aux tribunes de Congrès, et qui organise, lorsque le secrétaire de la C.G.T.U. s'en va à Rouen, de véritables guets-apens, qui, grâce au sang-froid de la majorité confédérale et des délégués de la C.G.T.U. ne tournent pas en bagarres plus sérieuses.

UN DÉLÉGUÉ. — Ce n'est pas vrai.

RACAMOND. — A Rouen, lorsqu'il y a des réunions, ils viennent tout miel et tout sucre avec une équipe organisée, afin d'empêcher les explications franches entre les ouvriers des différentes tendances. Voilà la vérité.

UN DÉLÉGUÉ. — C'est vrai.

RACAMOND. — En ce qui concerne la grève des bateliers, Engler est venu dire : Vous avez dirigé la dernière grève et vous n'avez rien obtenu de plus que nous. Engler a ironisé sur une revendication qui était peut-être après tout quelque chose à quoi tenaient les bateliers. Il a parlé de

la délégation de soixante membres que notre camarade Arrachard avait indiquée comme étant l'expression de la volonté des bateliers, délégation qui n'a pas été reçue. Engler indique que cette délégation n'étant pas reçue, on s'est aperçu qu'il y avait un syndicat unitaire de la batellerie à Dunkerque; ce syndicat a désigné une délégation accompagnée de bateliers en grève et vous avez accepté une telle délégation!

L'histoire de la première délégation serait un peu longue à expliquer devant le Congrès, mais je vous garantis que quand la commission des grèves a vu la figure de Bour, appelé sans qu'il ait pu consulter ses amis Blankaert et Engler, elle a souri. Il a été obligé de lâcher quelques fils de la mèche.

Que s'était-il passé? Ceci: Lorsque Bour et Engler sont allés en délégation au ministère avec Blankaert qui s'est rendu leur complice, ils ont évité soigneusement, vous entendez bien, qu'une quantité suffisante de bateliers en grève les accompagne. Ils ont œuvré de telle façon que seuls deux camarades étaient présents: le secrétaire du syndicat, les deux secrétaires de la Fédération et ce politicien corrompu et renégat de Gélis. Mais il y a mieux. Lorsqu'au cours de la discussion — et j'en termine sur ce point — un représentant du ministre qui venait de discuter avec une autre délégation passée par la petite porte, est venu déclarer: Nous en avons fini avec votre délégation des bateliers, aucun d'eux, ni Bour, ni Blankaert, ni Engler — et à plus forte raison Gélis, — n'a eu le courage de dire: Vous discutez ici avec deux délégations de bateliers, nous refusons de discuter une seconde de plus, nous demandons qu'on réunisse les deux délégations afin de savoir ce qui se passe. (*Applaudissements.*)

Le camarade Bour a vendu la mèche. Quand il est pris à l'improviste, quand il n'a pas le temps de réfléchir — son cerveau est peut-être un peu lent — il vend la mèche. Il n'a pas compris la colle qui lui était posée par la commission des grèves. Il a indiqué que la délégation qui avait été reçue avec Gélis était celle dont on devait tenir compte au ministère, celle qui avait été préparée pour trahir la grève des bateliers.

Depuis, camarades, il y a eu la nouvelle grève et vous dites que nous n'avons réussi davantage. Ce que nous avons réussi dans la nouvelle grève, ce que les délégués de la C.G.T.U. ont réussi, c'est d'éclairer l'opinion des bateliers sur la tactique de lutte, démontrer comment ils avaient été la première fois menés à la capitulation. Et, vous entendez bien, entre la capitulation maquignonnée dans le cabinet d'un ministre et la stratégie des grèves telle que nous l'avons indiquée dans le rapport d'activité, il y a l'abîme séparant ceux qui luttent contre le prolétariat et ceux qui défendent ses intérêts. (*Applaudissements.*)

Notre camarade Engler, au lieu de pousser l'attaque contre nos camarades dirigeants de la Révolution russe, contre le prolétariat russe gardien des conquêtes révolutionnaires, aurait mieux fait de répondre ici à la question posée par les bateliers du Rhône. Il aurait mieux fait d'indiquer quels sont les effectifs de tous les syndicats qu'on a fait voter et qui ne sont pas confédérés. Il aurait mieux fait de dire cela et de venir développer le rapport d'activité de la Fédération des Ports et Docks qui n'était qu'une suite de rigolades et d'insultes à l'égard de la majorité révolutionnaire.

Vraiment ce serait gâcher du papier, mais si vous voulez vous ennuyer et relire la façon dont on comprend l'organisation syndicale de la Fédération des Ports et Docks, nous vous ferons distribuer ce

(Document qui serait introuvable dans la collection du *Canard Enchaîné*.
(Rires.)

On ne nous a pas expliqué tout cela. Engler a terminé en disant : « Je n'apporte pas un rameau d'olivier, j'apporte un olivier tout entier ! » Nous avons débarrassé le syndicat des Dockers de l'olivier qu'il tenait et nous nous méfions bougrement des oliviers qui pourraient y être à l'avenir. (*Applaudissements.*)

Il nous a dit encore : « Bateliers du Rhône, êtes-vous prêts à organiser la lutte pour empêcher les chefs confédérés de constituer des syndicats contre nous ? » Ah ! camarade Engler, cher camarade Engler, que voici un langage nouveau à l'égard des chefs confédérés. Il n'y a pas si longtemps que, lorsque Bour se rendait dans un port, sa première visite était non pas pour le syndicat unitaire, surtout quand il est d'accord avec la direction confédérale ; sa première visite était pour son ami du syndicat confédéré.

A cette époque on allait, sous le prétexte de défendre l'unité à la base, avec les confédérés, travailler contre la lutte des ouvriers, alors le renforcement de la C.G.T.U. Et l'on dit maintenant : Comment allons-nous lutter ? Est-ce le moment de nous diviser ? Voici l'olivier... et les olives avec ! (*Rires.*)

Voici comment la direction de la C.G.T.U. entend lutter contre la direction fédérale confédérée des Ports et Docks, contre tous les scissionnistes de la C.G.F. : en organisant la lutte des dockers et des bateliers pour leurs revendications et non pas en sabotant la lutte des dockers comme cela a été fait depuis le 1^{er} janvier, depuis que la conférence nationale s'est tenue. Tout est là. Si nous organisons la lutte des dockers, si nos syndicats paraissent comme étant des défenseurs des revendications, c'est à coups de botte dans le postérieur que nous expédierons les dirigeants confédérés qui essaieront de venir les dresser les uns contre les autres.

Mais si on continue de mener contre l'action de classe directe, contre la C.G.T.U. tout entière, la campagne qui a été menée ces temps derniers, soyez tranquilles, les chefs confédérés pourront constituer des syndicats. Nous disons, et la C.G.T.U. s'y emploiera, que nous voulons organiser la lutte sur les ports, d'une façon sérieuse, comme nos camarades de Dunkerque l'avaient organisée, comme d'autres syndicats l'ont organisée. C'est ainsi qu'on battra le réformisme.

Engler s'est rendu à Nantes. De toute évidence, quand Engler se présente, les dockers sont « chamboulés ». Mais Engler ne nous a pas donné le chiffre des présents à l'assemblée générale. Il a oublié de dire qu'il y avait à peu près un quart des syndiqués. Il a présenté la chose comme étant la victoire du bon sens des dockers sur la mauvaise conduite des chefs de la C.G.T.U., comme il les appelle. Nous verrons à Nantes quand les dockers seront vraiment réunis. Nous leur apporterons les résultats de ce Congrès. Ils comprendront, comme ils l'ont déjà compris, quand on avait manœuvré leur assemblée, de quel côté sont leurs véritables défenseurs et ceux qui les mènent à la capitulation.

Maintenant, il faut examiner comment nous avons discuté dans ces deux jours de congrès. En vérité, nous avons eu une bonne discussion, aussi bien sur les revendications que sur les expériences des grèves et les moyens de lutte. Nous n'avons pas fait, cette année, un ordre du jour comportant le programme revendicatif. Cependant, nous avons introduit dans le rapport d'activité quelques explications sur notre activité concernant les revendications. Ici, des militants sont venus, les uns après

les autres, sur les heures supplémentaires, sur les quarante heures, sur les assurances sociales et autres questions, apporter les fruits de leurs expériences. Mais, ce que nous n'avons pas senti dans les interventions diverses, c'est la critique générale et la critique de la direction de la C.G.T.U. sur les insuffisances signalées dans le rapport d'activité concernant les campagnes générales qui auraient dû être engagées. Nous avons critiqué la position de la C.G.T. sur les quarante heures. Avons-nous cherché dans notre discussion les moyens d'organiser une campagne très large en faveur des quarante heures, par l'action directe, avec le maintien intégral des salaires ? On ne peut pas le dire.

Bonne discussion sur des questions locales, corporatives, mais il n'y a pas eu la discussion confédérale d'une façon suffisante. Et cela s'explique. Peut-être nous-mêmes n'avons-nous pas su orienter les débats sur ce point. Cependant toutes les expériences sur les revendications qui nous ont été fournies sont précieuses. J'ai parlé tout à l'heure des diverses interventions et je crois que dans le compte rendu sténographié les militants trouveront le moyen de se renseigner en puisant, dans les indications fournies, des moyens propres intéressants pour leur situation particulière.

Sur les expériences des grèves, jamais un Congrès de la C.G.T.U. n'a pris connaissance d'autant d'expériences positives. Vous avez eu ici des interventions de camarades de chez Citroën, d'Alsace-Lorraine, de Castres et d'autres représentants d'organisations qui ont conduit des luttes. Vous avez pu constater la vérification de ce qui était avancé, c'est-à-dire que si nous avons fait quelques progrès dans l'organisation des luttes, quelques progrès dans les méthodes pour conclure les luttes, nous manquons encore de beaucoup d'expérience pour la préparation de celles-ci. Si je dis cela, camarades, au début de cette partie de notre exposé, c'est parce qu'il faudra sortir d'ici avec la volonté de préparer les luttes. Organiser la lutte quand elle éclate, conclure la lutte, ce sont des choses dans lesquelles nous avons acquis une certaine expérience. Mais, dans la préparation de l'action, peut-on dire qu'il y a eu une grève du textile, de la métallurgie ou de l'industrie privée qui ait été vraiment préparée par un travail acharné ? Non.

Lorsque nous avons posé la question des cahiers de revendications avant le 1^{er} Mai, lorsque nous avons indiqué qu'il fallait toujours s'attacher à connaître la situation de l'industrie et les possibilités d'organiser la lutte, nous n'avons pas été suffisamment entendus. Si chacun de vous a pu apporter des renseignements sur l'action, il n'a pas apporté d'explications suffisantes sur la préparation parce que les luttes n'avaient pas été suffisamment préparées.

Sur les moyens de lutte, nous avons eu une assez bonne discussion. Après l'intervention du camarade Frachon, et même avant, des camarades sont venus indiquer comment ils avaient travaillé dans les localités, dans les syndicats pour réaliser l'unité d'action. On a dépeint ici les résultats obtenus. On a indiqué quelles avaient été les manœuvres des chefs confédérés pour battre notre position révolutionnaire. C'est bien, camarades, mais personne n'est venu nous donner d'indications bien sérieuses sur les possibilités de pénétrer dans les forteresses réformistes et d'y développer notre position révolutionnaire. Notre liaison avec les masses confédérées, camarades, est un problème confédéral, c'est-à-dire qu'il doit être discuté par l'ensemble du Congrès et non pas simplement du point de vue uniquement local ou régional. Il doit être discuté d'un point de vue national. Les expériences locales,

régionales sont utiles, mais encore faut-il que notre Congrès donne des directives pour que notre activité générale s'exerce, afin de battre les chefs confédérés sur la question du front unique.

Nous avons dans la discussion indiqué quelle est l'importance des revendications immédiates dans la présente période. Au moment même où Jouhaux fait un discours devant les fédérations — il fait toujours le même — pour indiquer qu'il y a des grands problèmes et qu'il ne faut pas s'arrêter aux vétilles, notre Congrès unitaire examine les revendications immédiates et leur donne toute leur importance. Pourquoi ? Parce que les revendications immédiates sont le moyen pour les syndicats unitaires de rassembler les ouvriers afin de les entraîner vers des luttes beaucoup plus larges.

Je pense qu'il y a dans la C.G.T.U. à ce sujet une grande amélioration. Je me souviens des discours prononcés dans des tournées que nous faisons en province, où nos camarades prenaient la parole avant le représentant de l'organisation centrale, où l'on faisait de grands discours sur la situation mondiale, un grand discours politique ; les petites revendications du coin, de l'usine, prenaient une place de quelques minutes à la fin de la grande péroraison. Il y a maintenant, sur ce point, une amélioration qu'il faut constater. La plupart de nos militants, de nos propagandistes, même nos camarades des syndicats s'attachent aux revendications immédiates, les discutent. C'est ainsi qu'ils peuvent aborder d'une façon plus sérieuse, plus compréhensible pour les ouvriers, les grands problèmes généraux qui se posent.

Pourquoi les revendications immédiates ont-elles une grande importance maintenant ? Parce que — j'y insiste — elles constituent le chaînon, le moyen de nous lier avec les masses ouvrières. Allez dans une entreprise, faites un grand discours à des ouvriers qui viennent d'être molestés par le contremaître, à des ouvriers auxquels on a annoncé une diminution de salaires, ils applaudiront mais diront : Ce militant est venu nous parler de choses intéressantes, mais nous aurions mieux aimé qu'il nous apporte le grain de mil, les moyens de défendre nos intérêts immédiats ; nous l'aurions suivi avec plus de cœur quand il nous aurait demandé de lutter contre le fascisme et la guerre. (*Applaudissements.*)

Jouhaux n'a pas besoin de cela, non. Et je le comprends. Les cent trompettes de la bourgeoisie vont être embouchées pour soutenir la C.G.T., pour magnifier son Congrès, son orientation, car son orientation est celle de la bourgeoisie. Evidemment, il n'aura pas besoin des revendications immédiates pour qu'au moins dans la presse le Congrès de la C.G.T. fasse pas mal de bruit. Mais déjà au Congrès de la C.G.T. elle-même des questions ont été posées aujourd'hui, qui prouvent que notre activité n'a pas été inutile, que la pression exercée par les syndicats unitaires au travers du pays obligera Jouhaux à répondre à des questions assez gênantes qui lui sont posées. Déjà ce matin, un militant qui fait de l'opposition à « Sa Majesté » et que nous avons bien connu à la C.G.T.U. — Le Pen lui-même — a demandé qu'on abandonne cette organisation impérialiste qu'est le B.I.T., qu'on quitte la Société des Nations et qu'on fiche les policiers officiels à la porte de la C.G.T.

Ce n'est pas l'intervention d'un Le Pen en elle-même qui est intéressante. Ce qui est intéressant, c'est que ceux qui ont vu le Congrès nous disent : Ces propos-là ont reçu un certain nombre d'applaudis-

sements chaleureux. Il y a même des militants, au Congrès de la C.G.T., qui sont disposés à examiner la situation d'un peu près, et nous pouvons dire que si nous savons travailler sur la base des revendications immédiates, nous arracherons les ouvriers confédérés à l'influence des chefs.

Lier les revendications immédiates à la lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste, ceci indique qu'il faut que nous connaissions exactement ce qu'est notre capitalisme. Nous avons essayé de le définir dans notre rapport d'activité, mais il faut encore y insister. Je veux le faire encore après Semard. L'activité, l'agitation de notre mouvement révolutionnaire peuvent être orientées dans un mauvais sens, servir le nationalisme de la démocratie française, pour ses préparatifs de guerre impérialiste, et c'est pourquoi il faut que nous sachions exactement ce que signifie le capitalisme, et sous quels aspects il peut se présenter.

Il faut encore répéter à nouveau que la démocratie, c'est la forme de dictature de la bourgeoisie, qui convient dans la période où elle est appliquée par cette même bourgeoisie. La démocratie française, celle de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, c'est une démocratie convenant à la situation présente, mais, au fur et à mesure, que les difficultés du capitalisme français s'aggravent et s'aggraveront, vous savez bien comment cette démocratie se transformera rapidement en appareil de répression impitoyable contre le prolétariat, et c'est cette démocratie qu'on veut nous faire défendre? C'est cette démocratie qui représente les libertés acquises, pour Jouhaux?

Je veux encore y revenir après Fayet. Cette démocratie, c'est celle qui massacre, aux colonies, les ouvriers de l'Indochine, qui exerce sa répression au Maroc, en Tunisie, en Algérie. Cette démocratie, cette dictature sanglante de l'impérialisme français sur les colonies, vous la combattez par une activité insuffisante, certes, mais par une activité qui permet d'obtenir des résultats. Nous recevons des renseignements sur le procès qui vient d'être jugé en Indochine, le procès de 64 inculpés. Sur ces 64 inculpés, plusieurs ont été acquittés. Des peines de prison de deux à dix-huit mois ont été distribuées. C'est une répression très dure, mais si nous n'avions pas eu l'action de la masse ouvrière organisée, il y aurait eu là-bas, au tribunal de Saïgon, des condamnations à mort. Nous enregistrons cela comme un résultat de la solidarité.

Identifier la démocratie de Jouhaux avec la défense de la nation, c'est la même chose, il n'y a pas un pas entre les deux. Et c'est ce qui amène — on vous l'a expliqué très clairement — les tenants de la bourgeoisie à défendre les impérialismes contre les ouvriers. Une telle orientation prépare au chauvinisme et permet les manœuvres dont parlait Bostoën avec tant de clarté, qui, sous le prétexte de diminuer le chômage, permettent de dresser les ouvriers les uns contre les autres. C'est le danger qui pèse sur la classe ouvrière, sur la paysannerie de France.

Voilà l'orientation des dirigeants de la C.G.T. et voilà pourquoi il nous faut faire attention à notre orientation révolutionnaire.

Par exemple, quand il s'agit de boycotter les marchandises allemandes, quand les dockers boycottent le chargement des navires, quand il y a l'expression de la lutte des classes, quand des manifestations se produisent devant les ambassades d'Allemagne, contre le gouvernement

assassin d'Hitler, c'est du boycottage de classe animé par les intérêts de la classe ouvrière.

Mais lorsque les préoccupations de ceux qui proposent le boycottage ne sont que le soutien de leur propre bourgeoisie, de leur propre nationalisme, alors, on oriente l'action des ouvriers vers le chauvinisme et la préparation à la guerre.

Il faut que vous vous armiez pour aller à travers le pays, dénoncer cette préparation à la guerre, sous le signe de la démocratie.

Par conséquent, nous devons dire que nous combattons notre propre bourgeoisie, notre propre démocratie, et nous estimons que c'est là le moyen de combattre pour les ouvriers, de les soutenir, dans tous les pays qui sont en proie au fascisme.

Qu'est-ce que le fascisme ? Nous l'avons dit : c'est la forme exaspérée de la dictature capitaliste. Lorsque ses difficultés s'accroissent, lorsque les luttes de masse la mettent encore en face de ces difficultés, elle y ajoute des obstacles. En France, le développement du fascisme pourra suivre le même cours qu'en Allemagne, à l'abri du moindre mal, si nous ne comprenons pas ce que nous avons expliqué sur la démocratie et la dictature capitaliste.

D'ailleurs, vous avez un exemple marquant, sérieux, à ce sujet, c'est celui de la Révolution russe. Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans ce dilemme : démocratie ou fascisme, et dire : nous luttons contre la démocratie, contre le fascisme, sans avoir à proposer aux masses, au travers des luttes sanglantes qui s'annoncent entre les travailleurs et leurs exploités, la prise du pouvoir par le prolétariat.

Nous sommes pour la dictature du prolétariat, et nous indignons que la dictature du prolétariat est réalisée sur un sixième du globe, qu'en combattant la démocratie capitaliste qui est la forme d'exploitation actuelle de notre propre bourgeoisie, nous luttons pour mener les masses ouvrières vers la dictature mondiale du prolétariat.

Une autre question a été posée. Je pense que Semard y a déjà répondu : Le fascisme est-il quelque chose de fatal, d'inévitable ? Les chefs réformistes ont lancé cette calomnie : Les révolutionnaires, les pacifistes ne sont pas contre le fascisme, parce qu'ils pensent que le fascisme peut avancer le moment de la révolution.

Ainsi, le fascisme est inévitable, et nous concourrions nous-mêmes à son avènement.

Camarades, le fascisme peut être évité, et nous l'éviterons. Mais on ne peut l'éviter que par le rassemblement des masses travailleuses, avec, comme centre attractif et organisateur : le prolétariat des entreprises.

Ici, nous nous dressons contre l'opinion émise par nos adversaires que la lutte contre le fascisme, c'est le rassemblement sans distinction, avec les mêmes moyens, de toutes les masses françaises intéressées à la lutte contre le fascisme.

On déclare — c'est Marcel Déat qui le dit — que les couches moyennes peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre le fascisme. Nous disons : Non ! La lutte contre le fascisme est la lutte de classe, et la solution doit être trouvée au profit de la classe ouvrière, avec l'appui de la classe moyenne, momentanément intéressée, qui a pour devoir de soutenir les luttes du prolétariat. Si nous nous laissons déposséder de ce rôle dirigeant de la lutte contre le fascisme, si nous estimons qu'il suffit de se rassembler entre représentants d'organisations multiples et bigarrées, nous opposerons à la montée du

fascisme au pouvoir une résistance insuffisante. Si les chefs réformistes d'Allemagne avaient organisé la lutte dans les entreprises avec le prolétariat, s'ils n'avaient pas été les ennemis de l'unité d'action, s'ils n'avaient pas été des traîtres, la lutte dans les entreprises, sur le terrain de l'usine empêchait la montée du fascisme au pouvoir, mais il ne pouvait en être ainsi, leur rôle historique étant la trahison des intérêts du prolétariat. Il se vérifie d'ailleurs maintenant que la lutte contre le fascisme dans les entreprises allemandes est la plus efficace.

Tout ce qui vient d'être dit prouve que nous devons savoir lier nos revendications immédiates aux revendications plus larges. Je suis persuadé que beaucoup de congressistes s'imaginent que nous sommes des rabâcheurs. Ils peuvent croire que nous disons cela pour le plaisir de répéter vingt, cent fois la même chose. Si nous disons cela, c'est parce que l'expérience nous démontre que ce n'est pas toujours facile d'élever le niveau d'une lutte gréviste jusqu'au niveau de la lutte politique contre le capitalisme et, lorsqu'on fait des bêtises à ce sujet, lorsqu'on n'a pas une compréhension révolutionnaire habile, au lieu d'attirer les masses, on s'en éloigne.

Vous avez examiné vos faiblesses, vous avez apporté des faits tout à fait exacts. Nous n'avons pas su pousser l'unité d'action des ouvriers confédérés et unitaires jusqu'à la liaison commune, indéfectible, pour l'étude et la conquête des revendications.

J'entends bien qu'on nous a proposé un moyen de réaliser, par l'unité d'action, des propositions formelles d'organisation à l'organisation. Vous avez fait justice de cela dans les débats du Congrès. Mais, nous n'avons pas compris encore suffisamment comment il fallait travailler pour réaliser notre unité d'action à la base avec des ouvriers de la C.G.T.

Un exemple. Voici que se tient le Congrès confédéré. Il s'affirme qu'il y a dans le Congrès confédéré des hommes de bonne volonté — pas la majorité, j'y insiste — ils représentent des ouvriers qui ont dit : « Vous allez au Congrès, et vous parlerez de nos luttes. Vous allez dire que nous voulons lutter. » Comment nous approcherons-nous de ces ouvriers confédérés ? Comment discuterons-nous avec eux, dans les usines, dans les entreprises ? En utilisant les arguments que nous avons donnés dans notre Congrès, et que vous devez populariser ; en nous gardant de faire de la lutte des ouvriers l'occasion de diatribes plus ou moins violentes. Quand nous disons : Jouhaux trahit les confédérés, c'est l'exposé d'une situation déterminée qui nous amène à citer ce terme. Le mot « trahir » a sa place dans le dictionnaire. Il signifie : « Abandon par un homme au profit de l'adversaire des promesses qu'il avait faites, des intérêts qu'il s'était engagé à soutenir ». On ne peut pas appeler ceux qui font de telles opérations autrement que des traîtres. Mais, pour arriver à dire cela, il faut démontrer pourquoi ils sont des traîtres, pourquoi ils ont amené la classe ouvrière à capituler dans la plupart de ses luttes.

Vous avez écouté le rapport de Frachon. Et quand vous en avez discuté, vous avez approuvé cette tactique d'unité d'action, la seule logique, qui nous mène vers l'unité syndicale de classe. Il ne faut pas nous arrêter ici. Si nous avons une solution de continuité entre notre tactique d'unité d'action et d'unité syndicale de classe, si nous séparons ces deux questions, nous n'avancerons ni dans un sens, ni dans

l'autre. L'unité syndicale de classe ne peut être que le résultat de l'action de classe des travailleurs de toutes tendances. Nous avons indiqué, dans le rapport d'activité, que l'unité d'action suppose d'abord la discussion commune des revendications, l'étude commune des moyens de lutte, la lutte commune de tous les travailleurs.

C'est grâce à cette orientation tout à fait logique que nous voulons marcher vers l'unité syndicale de classe. Ici, il faut que nous donnions encore une précision. Nous avons déclaré : la C.G.T.U. doit lutter pour l'unité syndicale à la base. L'unité d'action est à la base des revendications. C'est logique. Il est, en effet, logique que, quand des ouvriers ont lutté ensemble, il leur vienne à l'idée de dire : « Maintenant que l'on est ensemble, si l'on s'organisait ensemble et si l'on agissait en sorte qu'il ne reste qu'un syndicat ? » La C.G.T.U. dit qu'elle défendra toutes les initiatives, toutes les réalisations des travailleurs à ce sujet.

Mais alors une question se pose : Les ouvriers vont réaliser leur syndicat unique ; mais où vont-ils aller ? Que vont-ils faire ? Si vous vous posez encore cette question, c'est que vous conservez encore beaucoup d'illusions sur le rôle de la C.G.T. et que vous épousez la position fautive de la Fédération de l'Enseignement, c'est que vous n'aurez pas encore compris — et je suis persuadé qu'il n'en est rien — qu'un syndicat unique réalisé par la lutte des ouvriers ne peut pas aller ailleurs que dans l'organisation syndicale de classe, réalisant ainsi son unité de classe.

Comment venir à la C.G.T.U. ? Mais très librement, d'une façon toute démocratique. Comment y sont venus les ouvriers de Castres, les ouvriers des Métaux de Marseille et même, sur un autre terrain, les hospitaliers de Marseille ? Par la libre discussion, par la libre entrée dans l'organisation syndicale de classe.

Il faut que chacun de nous comprenne que la C.G.T. est un monstre, un phénomène de la bourgeoisie, et que, lorsque des ouvriers s'organisent pour la lutte et décident de rester unis, c'est tout naturellement vers la C.G.T.U. qu'ils s'orientent, à laquelle ils adhèrent.

Vous avez entendu ce qu'a dit le camarade de Castres. L'exemple est contagieux. Le textile et les ouvriers des autres industries viennent chez nous.

Ces camarades luttent pour l'unité syndicale. Je sais bien que cette lutte exige de la ténacité. Il faudra que nous travaillions les uns et les autres et cette perspective est moins séduisante que ce beau rêve sentimental de rassembler dans une vaste salle Jouhaux et Monmousseau sur la même tribune. Ah ! que ce serait beau ? Ce serait en réalité la trahison des intérêts du prolétariat. (*Applaudissements.*)

D'ailleurs, cette question d'unité syndicale, qui s'est singulièrement clarifiée dans ce Congrès, nous allons l'étudier encore en écoutant les arguments de nos camarades confédérés ou autonomes. Il y a une conférence d'unité qui se tiendra samedi prochain. Il n'y aura pas là que des unitaires. Nous apporterons notre point de vue, nos camarades autonomes et confédérés le leur, et nous avons la certitude que si nous nous trouvons, et nous nous trouverons, en présence de camarades décidés à travailler pour l'unité syndicale de classe, ils comprendront avec nous que là est la véritable orientation à donner à notre activité.

Camarades, nous allons arriver ici vers notre conclusion : vous avez maintenant à discuter des tâches d'organisation ; elles revêtent

une signification capitale dans notre activité future. Demain vous entendrez le rapport, écoutez-le sérieusement et ne discutez que sur des questions qui ne seront pas encore clarifiées apportez ici les moyens d'avoir des précisions et vous aurez bien travaillé pour notre groupement syndical.

Notre VII^e Congrès fixera nos tâches futures : elles se dessinent devant nous dans nos discussions ; nous les avons déjà mises debout, il va falloir s'y atteler sans désespérer. Vous entendez bien qu'il va falloir lutter pour faire des assurances sociales un instrument de lutte du prolétariat et pour les arracher à l'influence réformiste.

Vous sentirez toute l'importance de la bataille des assurances sociales qui va être livrée au cours de ces deux mois.

Camarades, les cheminots, les travailleurs des services publics y sont intéressés comme les autres, et toutes les forces de la C.G.T.U. doivent être engagées. Il ne faut pas vous en remettre simplement à la direction confédérale, aux directions des fédérations et des unions régionales. Voyez dans vos localités, l'état de la question, comme dans vos départements, organisez la lutte et si nous savons bien travailler, nous en avons la certitude, nous aurons, le 3 décembre, une manifestation formidable de sympathie, de volonté de classe, pour les méthodes de classe de la C.G.T.U.

Puis, il y a une autre grosse menace au sujet des revendications des fonctionnaires, une attaque générale qui se prépare contre les services publics. Il va falloir mener une bataille encore plus dure que la première fois, ici aussi nous aurons à mobiliser toutes nos forces.

Camarades, dans le rapport d'activité de la C.G.T. on déclare que les travailleurs de l'industrie privée ont été en liaison constante avec les fonctionnaires, qu'ils ont soutenu les fonctionnaires dans leurs luttes. Il y a là une analyse très superficielle.

Nous pouvons dire, nous, qui avons fait des efforts pour que les ouvriers de l'industrie privée soutiennent les fonctionnaires et travailleurs des services publics dans leurs luttes, que nous avons encore beaucoup à faire sur ce terrain. Dans la bataille, on va voir multiplier les manœuvres pour séparer les fonctionnaires de l'ensemble du prolétariat. Vous allez voir toute une campagne s'organiser, toute la grande presse va jeter dans le débat l'appui de l'appareil capitaliste. Il nous faudra multiplier les efforts pour combattre cette agitation néfaste et lier les travailleurs de l'industrie privée avec les fonctionnaires dans leurs luttes.

Ainsi nous lutterons contre la préparation fasciste chez nous. Savez-vous ce que disent les camarades allemands : « Lutte contre le fascisme chez vous, c'est le meilleur moyen de soutenir la lutte des ouvriers d'Allemagne et dans tous les pays où le fascisme existe ». Lutte, comme on l'a indiqué, d'une façon pratique avec le prolétariat. Lutte contre le fascisme dans votre propre pays, lutter comme Semard l'a indiqué si clairement contre l'impérialisme, et ainsi vous dotez les syndicats révolutionnaires d'organiseurs du prolétariat sur le lieu du travail. A ces conditions, nous aurons la certitude que des tâches seront bien remplies. Nous soutiendrons avec acharnement nos camarades des pays où le fascisme règne. Il faut, c'est entendu, soutenir avant tout les ouvriers d'Allemagne, mais il ne faut pas oublier qu'en Italie, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie, des dizaines de millions de travailleurs sont courbés sous le joug du fascisme.

Le point capital dans cette lutte, c'est la défense des travailleurs d'Allemagne, c'est la défense de ceux qui, là-bas, dans les usines organisent les luttes contre l'hitlérisme sanglant. Je pense que chacun de vous doit sentir ce que signifie pour des militants l'épreuve de passer devant un tribunal, comme celui de Leipzig, mais ce qui signifie aussi, pour un mouvement, le fait que notre organisation forme des militants comme ceux-là. (*Applaudissements.*)

Je lis dans la résolution de la C.G.T. que le syndicalisme durera, parce qu'il est un moment de la conscience humaine; le syndicalisme réformiste, on ne peut pas appeler cela un moment de la conscience humaine, car c'est la plus grande duperie de l'histoire à l'égard du prolétariat; mais ce qui est un moment de la conscience humaine, vous le savez bien, c'est l'attitude de Dimitrov, de Torgler, de Tanev, de Popov, de Thaelmann. (*Applaudissements.*)

Camarades, c'est là-dessus que nous devons insister, nous avons toutes les tâches tracées. Nous avons la vérification éclatante de la justesse des directives et des moyens de lutte de la C.G.T.U. et de l'I.S.R., c'est l'U. R. S. S.

On est venu ici essayer de faire croire que l'U.R.S.S. se rapprochait des capitalistes, et que nous allions assister à une transformation éclatante, générale et profonde de la politique révolutionnaire des bolcheviks. On raconte ces histoires-là à de petits enfants, qui ne connaissent pas le premier mot de la lutte de classes. (*Applaudissements.*)

Camarades, en avant pour les revendications immédiates, en avant pour l'unité d'action à la base, qui est la voie vers l'unité syndicale de classe, c'est ainsi que nous travaillerons pour la lutte contre le fascisme dans notre propre pays, pour la lutte en vue de soutenir les ouvriers qui sont en proie à la dictature fasciste, que nous travaillerons contre la guerre impérialiste, que nous empêcherons le capitalisme international de se jeter contre l'U.R.S.S.

Camarades, notre VII^e Congrès de la C.G.T.U. a une importance capitale: nous voyons en France l'état-major réformiste, l'état-major de l'impérialisme mondial, il faut que nous fassions de la C.G.T.U. l'état-major de la révolution mondiale, afin qu'à travers les conquêtes réalisées déjà en U.R.S.S. et qu'il faudra élargir, nous sachions mener le prolétariat à sa libération définitive. (*Applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au représentant des ouvriers de chez Hotchkiss, qui tient à saluer le Congrès de la C.G.T.U.

(Les assistants, debout, entonnent l'*Internationale.*)

LE REPRÉSENTANT DES OUVRIERS DE CHEZ HOTCHKISS. — Camarades, au nom des camarades des usines de chez Hotchkiss nous venons saluer le VII^e Congrès de la C.G.T.U. Nous connaissons la C.G.T.U. par l'intermédiaire du Syndicat unitaire des Métaux, qui, constamment, est à côté de nous, pour nous guider et nous défendre contre le patronat.

La section syndicale d'ouvriers, par notre journal, développe nos revendications, et en particulier, a mené un bon combat pour le délaicongé, pour la suppression des heures supplémentaires. Hier encore a été affiché dans notre usine que, par dérogation ministérielle nous allons être obligés de faire dix heures. Nous pensons que le Congrès de la C.G.T.U. qui discute de l'ensemble des revendications ouvrières, examinera en cette période de chômage, cette importante question, et nous fournira les armes qui nous permettront de battre le patronat et les pouvoirs publics.

Nous travaillerons à œuvrer pour que le syndicat soit de plus en plus puissant.

Vive le front unique ! Vive le VII^e Congrès ! (*Applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au secrétaire de la Métallurgie parisienne pour répondre au représentant des usines Hotchkiss.

INTERVENTION DE TIMBAUD

TIMBAUD, secrétaire du Syndicat unitaire des Métaux. — Camarades, je salue, au nom du Syndicat unitaire des Métaux, la délégation des ouvriers de chez Hotchkiss et je pense être l'interprète de ce VII^e Congrès pour saluer en même temps nos camarades de chez Hotchkiss qui sont venus rendre hommage aux travaux de notre VII^e Congrès. Nos camarades travaillent dans une usine de guerre, où l'on fabrique les mitrailleuses qui sont envoyées là-bas dans les colonies pour assassiner nos frères. Nos camarades de chez Hotchkiss, qui travaillent dans une usine de guerre, et qui sont venus ici au moment où, dans ce Congrès, nous avons placé à l'axe de ses débats la lutte contre la guerre, c'est la démonstration que les décisions qui sortiront de ce Congrès ne resteront pas simplement sur le papier, mais iront jusque dans les usines où l'on fabrique du matériel de guerre. (*Vifs applaudissements.*)

Camarades de chez Hotchkiss, soyez sûrs que, comme vous l'avez eu jusqu'à présent, vous aurez l'appui du syndicat unitaire des Métaux dans la lutte inévitable que vous allez avoir à mener, dans cette période d'aggravation de la crise, non seulement pour notre syndicat unitaire des Métaux, mais j'en suis sûr, pour l'ensemble de notre mouvement de la C.G.T.U.

Je termine en vous disant : Ayez confiance dans notre VII^e Congrès, ayez confiance dans la C.G.T.U., et avec vous, nous viendrons à bout, non seulement d'Hotchkiss, mais de l'ensemble du patronat. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je vais vous donner quelques explications en ce qui concerne le vote.

Chaque camarade délégué, représentant un syndicat, doit mettre son nom et le syndicat unitaire qu'il représente sur la carte qui lui a été donnée, et répéter cela, autant de fois de la même façon, pour tous les syndicats qu'il représente.

Les cartes seront ramassées à la sortie par quelques camarades de la commission des mandats.

Les cartes rouges signifient : « Pour ».

Les cartes bleues : « Contre ».

Les cartes blanches : « Abstention ».

Pour les retardataires le vote durera jusqu'à demain matin dix heures et demie.

Je vais maintenant donner lecture de la résolution sur le rapport d'activité.

(*Le Président donne lecture de la résolution sur le rapport d'activité.*)

LE PRÉSIDENT. — Les camarades voteront par mandat. La séance reprendra à neuf heures.

La séance est levée à 19 heures 30.

QUATRIÈME JOURNÉE

Séance du 26 Septembre (nuit)



La séance est ouverte à 21 heures 15, par Martha Desrumeaux.

LA PRÉSIDENTE. — Camarades, depuis quatre jours, nous sommes ici réunis en Congrès pour étudier les luttes qui se sont déroulées dans tout le pays et pour rechercher en commun les meilleures méthodes pour organiser les luttes futures en vue de conduire le prolétariat à la victoire.

Camarades, nous avons également étudié les luttes qui se sont passées dans les pays voisins, celles qui se sont déroulées en Allemagne, et au moment où de formidables tâches se présentent devant nous, plus que jamais, nous devons rechercher en commun comment nous allons pouvoir conduire le prolétariat à la victoire.

Je pense, camarades, que nous devons rechercher les uns et les autres comment nous pourrions mobiliser les ouvriers sur la base des usines, des chantiers et des gares ; rechercher comment nous pourrions constituer des sections syndicales d'usine, comment nous pourrions réaliser le front unique du prolétariat.

Camarades, pour que nous soyons forts, il faut non seulement que nous ayons les exemples de notre pays, mais il faut aussi que nous ayons des exemples dans les pays voisins, et c'est ainsi qu'il faut que nous ayons une liaison beaucoup plus étroite avec les organisations des autres pays. Permettez-moi à ce sujet, en votre nom à tous, de saluer la délégation anglaise qui vient à notre Congrès apporter ici ses vœux dans la lutte contre le fascisme et pour la victoire du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Camarades, je passerai immédiatement la parole au camarade du mouvement anglais. (*Applaudissements.*)

(Les camarades acclament l'orateur et chantent l'*Internationale.*)

Discours en anglais (1)

LA PRÉSIDENTE. — En attendant que nos camarades fassent la traduction du discours que vous venez d'entendre, nous allons donner la parole à un camarade espagnol de la C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

(L'assemblée, debout, chante l'*Internationale.*)

(1) On trouvera la traduction en français du discours du camarade anglais à la page 485.

INTERVENTION D'UN DELEGUE ESPAGNOL

LE DÉLÉGUÉ ESPAGNOL (traduction). — J'apporte au Congrès de la C.G.T.U. française le salut du prolétariat révolutionnaire d'Espagne.

En Espagne, le développement de la révolution pose devant la C.G.T.U. espagnole des tâches importantes. La bourgeoisie cherche, devant la lutte des masses ouvrières et paysannes, à développer son régime de terreur. Elle est aidée dans cette besogne par les chefs réformistes de l'U.G.T., mais malgré cela, le mouvement révolutionnaire augmente, particulièrement dans les provinces d'Andalousie, de Castille, etc.

Malgré la trahison des chefs réformistes et anarchistes, les masses luttent chaque jour avec plus d'ardeur. Les ouvriers et les paysans ont été trompés par les chefs réformistes au pouvoir, ils avaient cru que ceux-ci leur donneraient le pain, la terre et la liberté, mais ils voient qu'au lieu de cela les chefs réformistes ne leur ont donné qu'une répression accentuée. Aussi, les ouvriers comprennent-ils que c'est seulement la lutte qui leur permettra d'obtenir satisfaction dans leurs revendications.

Contre le bloc de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers que représente le gouvernement, le prolétariat se dresse. L'U.G.T. Centrale réformiste lutte contre les masses ouvrières.

Aujourd'hui, le chef de l'U.G.T. réformiste est en même temps le Président des Cortès ; il est à Paris et représente non seulement l'U.G.T. mais toute la bourgeoisie espagnole. Malgré cela, les ouvriers réformistes comprennent, c'est ainsi que les mineurs en grève syndiqués dans l'U.G.T. ont appelé la C.G.T.U. à lutter à leur tête et ont réalisé un front unique. (*Applaudissements.*)

Au travers des luttes, la C.G.T.U. pose sans cesse la question de la lutte pour l'unité syndicale, de la lutte de classes, et, de plus en plus, les masses se séparent des chefs réformistes et aussi des chefs anarchistes. L'U.G.T. a été l'organisation qui a fourni des lois de caractère fasciste, permettant au gouvernement de décréter des lois telles que la loi des jurys mixtes, la loi de la défense de la république et la loi de l'ordre public. Les chefs réformistes sont les seuls responsables de ce que la révolution espagnole n'a pas avancé plus vite, mais les masses, convaincues de la nécessité de lutter contre la guerre, accentuent leurs luttes. Le prolétariat révolutionnaire avec la C.G.T.U. et le Parti communiste espagnol lutte contre le fascisme.

Le fascisme peut maintenant s'organiser, s'armer, mais ce sont les ouvriers qui, sous la direction de la C.G.T.U. et du Parti communiste, opposent à la violence fasciste la violence prolétarienne. La C.G.T.U., malgré sa jeunesse, renforce sa puissance dans les masses.

La C.G.T.U. espagnole est venue au Congrès de la C.G.T.U. française. Nous voyons la liaison qu'il y a entre nos deux gouvernements. Nous avons vu l'impérialisme français venir travailler en Espagne. Nous avons vu M. Herriot venir en Espagne pour essayer d'imposer la domination de l'impérialisme français.

Nous avons, en ce moment, à lutter ensemble contre la guerre du Maroc. (*Applaudissements.*)

Nous voyons le Président des Cortès venir comme délégué officiel du gouvernement au Congrès de la C.G.T. française.

Camarades, nous avons, nous, besoin de votre appui, car nous savons qu'au fur et à mesure de notre révolution l'impérialisme français fera,

avec le prolétariat espagnol en lutte, la même chose que l'impérialisme des États-Unis fait actuellement avec le prolétariat de Cuba.

Le prolétariat espagnol, héroïque, lutte contre les efforts de la bourgeoisie et du réformisme. Nous sommes sûrs que le prolétariat français l'aidera.

La C.G.T.U. espagnole va tenir son Congrès. Chez nous il y a non seulement les réformistes mais les anarchistes et ils préparent le lit du fascisme. Il faut qu'entre la C.G.T.U. française et la C.G.T.U. espagnole s'établissent des relations fraternelles, mais il faut surtout établir des relations entre les usines d'Espagne et celles de France, entre les syndicats rouges d'Espagne et ceux de France, entre la C.G.T.U. espagnole et la C.G.T.U. française. Nous avons besoin de vous qui êtes un pays contigu au nôtre. Le prolétariat espagnol a besoin de l'expérience de la C.G.T.U. française, plus vieille qu'elle, pour lutter contre les chefs réformistes et anarchistes et pour conclure, camarades, je crie : Vive la C.G.T.U. française ! Vive la Révolution espagnole ! (*Applaudissements.*)

LA PRÉSIDENTE. — Un grand événement est survenu dans cette dernière période : ce sont les événements du fascisme en Allemagne. C'est aussi la trahison de la social-démocratie, des chefs syndicaux allemands. Nous pensons que, devant de tels événements, nous devons laisser à la tribune de notre Congrès une large place à notre camarade de l'Internationale Syndicale Rouge, et nous donnons donc la parole à notre camarade de l'Internationale Syndicale Rouge qui nous guidera comme elle a su guider le prolétariat vers la victoire. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DU REPRESENTANT DE L'I.S.R.

LE REPRÉSENTANT DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE. — Camarades, j'apporte à tous les délégués à ce Congrès le salut et l'expression de la pensée de notre Internationale Syndicale Rouge. (*Applaudissements.*)

Je ne reviendrai pas sur toutes les questions qui ont été posées et discutées dans ce Congrès. Je vais exprimer la pensée de l'Internationale Syndicale Rouge sur un certain nombre de questions qui, à notre avis, sont de la plus haute importance.

Votre Congrès se déroule dans une situation nationale et internationale très grave, dans laquelle les tâches de la C.G.T.U., les tâches de la classe ouvrière française tout entière comportent la plus grande responsabilité.

Nous pouvons contrôler par les faits que nous voyons chaque jour combien est juste la définition de la situation donnée par notre Internationale, c'est-à-dire que nous sommes arrivés à une période dans laquelle on peut déclarer finie la période de stabilisation relative du capitalisme, que nous entrons dans une nouvelle période de guerres et de révolutions.

Ce ne sont pas des phrases : ce sont des faits qui sont contrôlés dans tous les pays, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque usine devrait-on dire.

Dans cette période d'accroissement des luttes révolutionnaires du prolétariat, dans cette période de lutte de classe du prolétariat dans tous les pays capitalistes les tâches ouvrières sont agrandies et, de cette période de guerres et de révolutions, la classe ouvrière sortira victo-

rieuse dans la mesure par laquelle elle saura se montrer décidée, agressive, combative, résolue à écraser le capitalisme. (*Applaudissements.*)

Dans les rapports qui vous ont été faits par les camarades et dans les discussions qui sont intervenues, nos divers camarades ont donné des chiffres relatifs au développement de la crise économique en France et même dans les autres pays.

Des chiffres ont été également donnés pour prouver l'inexistence absolue de la soi-disant reprise économique en France et dans les autres pays. Des chiffres ont été donnés, lesquels prouvent que, s'il y a une reprise dans ces industries, cette reprise existe presque exclusivement dans les industries de guerre, ce qui prouve que nous ne sommes pas à la veille d'une reprise économique réelle, mais que nous sommes entrés dans une période de renforcement inouï des préparatifs de guerre.

Je pourrais citer des chiffres semblables pour les autres pays. Et, regardez, camarades : c'est dans tous les pays capitalistes que se manifeste presque exclusivement la reprise des industries de guerre, de la chimie de guerre, des industries qui ont des affinités avec la guerre ou qui servent à préparer la guerre.

Je ne reviendrai pas sur ces chiffres pour éclairer une situation qui est déjà assez claire.

Dans tous les documents qui ont été portés à votre connaissance, il résulte très clairement que, non seulement nous ne sommes pas à la veille d'une reprise économique, mais que nous sommes entrés dans une période d'aggravation continue de cette même crise économique, dans une aggravation continue des antagonistes parallèles, et surtout dans une accentuation, toujours plus aiguë, de l'antagonisme fondamental de la période actuelle : l'antagonisme entre le monde capitaliste en ruine et le monde socialiste en plein développement ; entre le monde capitaliste qui pousse à la guerre et à la ruine et le monde nouveau, le monde de l'avenir, le monde de la classe ouvrière, le monde du progrès indéfini, illimité. (*Applaudissements.*)

Je ne reviendrai pas sur tous les faits qui prouvent, malgré cette apparence, que la presse capitaliste, surtout celle de France, s'attache à tromper le prolétariat.

Non seulement l'antagonisme entre le monde capitaliste et l'Union soviétique ne s'atténue pas, mais il s'aggrave tous les jours davantage. Donc les dangers de guerre, les dangers d'une agression armée des pays impérialistes contre les pays socialistes et le prolétariat sont de plus en plus grands. Contre ces dangers, nous faisons appel à la classe ouvrière française, comme nous faisons appel à la classe ouvrière du monde entier. Nous invitons la classe ouvrière à se dresser pour empêcher que les pays capitalistes puissent assaillir notre parti socialiste.

Sur ce point, je veux revenir exclusivement sur l'un des aspects que je crois nécessaire d'éclaircir. Je crois qu'il serait plus fort de notre part de dire que nous apporterons des affirmations propres à susciter dans la classe ouvrière autre chose que des illusions, c'est-à-dire que le développement inouï de l'Union soviétique offrirait la possibilité de pouvoir presque acheter les gouvernements capitalistes, les pays impérialistes par des commandes aux industries des différents pays.

Evidemment, camarades, la puissance de ces affirmations s'exerce avec la même importance, mais ce ne sont pas les commandes qui décident de la politique des gouvernements impérialistes ni de la poli-

tique de l'Union soviétique. Il est vrai que beaucoup de pays impérialistes ont pu affirmer comme une victoire que l'Union soviétique avait pu être amenée à rompre sur le terrain diplomatique. Il y a un certain nombre de pays qui ont manifesté un revirement formel vis-à-vis de l'Union soviétique. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que cela signifie qu'il en est fini de la guerre pour ces gouvernements ? Est-ce que cela signifie un arrêt des gouvernements impérialistes dans leur lutte pour s'emparer de l'industrie soviétique, de l'industrie socialiste ? Non pas : ce n'est pas la question fondamentale. La question fondamentale, c'est que s'accroissent chaque jour davantage les contrastes, les antagonismes avec ces mêmes pays capitalistes. La question fondamentale, c'est que la politique de l'Union soviétique, c'est la politique qui correspond aux intérêts, aux aspirations profondes qui vibrent dans les cœurs de tous les travailleurs du monde : la politique de l'Union soviétique est approuvée par les travailleurs du monde entier. C'est de ces faits que les pays impérialistes doivent tenir compte. Il faut qu'ils tiennent compte de cette force immense que représente l'Union soviétique, avant-garde alliée de la force ouvrière du monde entier. (*Applaudissements.*)

Et, au sujet des événements qui se déroulent actuellement, il y a des bourgeois, et surtout des social-démocrates, qui ont parlé d'alliance militaire entre l'Union soviétique et l'un quelconque des pays capitalistes. On a parlé d'alliance militaire entre l'Union soviétique et la France, après avoir parlé d'une alliance pareille entre l'Union soviétique et l'Italie fasciste.

Camarades, nous ne voulons pas, même un instant seulement, dresser l'oreille à ces propos, qui calomnient l'Union soviétique. Jamais l'Union soviétique ne sera l'alliée d'un pays quelconque impérialiste. L'Union soviétique est l'expression de la classe ouvrière internationale. (*Applaudissements.*) Jamais l'armée rouge ne sera une armée alliée à des armées impérialistes. (*Applaudissements.*)

L'armée rouge est l'armée de la classe ouvrière internationale. L'armée rouge est le porte-drapeau de la Révolution..... (*Applaudissements.*)

VOIX DANS LA SALLE. — Vive l'armée rouge !

...Dans cette situation, dans cette aggravation du conflit, de l'antagonisme fondamental entre le monde capitaliste et le monde socialiste, entre le monde capitaliste en décomposition et le socialisme, il est clair que la lutte qui se déroule dans tous les pays se déroule autour de ces deux mondes, des deux issues que présente la situation actuelle, c'est-à-dire entre le monde socialiste d'un côté, et le monde capitaliste de l'autre.

Tous les mouvements, toutes les organisations, tout ce qui lutte dans tous les pays, tout cela est obligé de prendre position pour l'un de ces deux facteurs fondamentaux, tout cela doit se décider pour l'un de ces deux faits exclusifs qui existent, pour sortir de la situation actuelle. La voie du capitalisme est la voie de la guerre et du fascisme ; la voie du socialisme, c'est la voie de la classe ouvrière et la voie de la révolution prolétarienne. (*Applaudissements.*)

Même la lutte entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Syndicale d'Amsterdam se déroule dans ce cadre. Ce qui nous sépare de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ce n'est pas un dissentiment de caractère philosophique, ce n'est pas une question de

tactique, c'est une question plus grave encore. C'est la question de classe. La lutte de l'Internationale Syndicale Rouge pour le prolétariat révolutionnaire tout entier, contre le réformisme international, contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, contre la Deuxième Internationale, c'est le point le plus important de la lutte de classe.

Tous les militants qui ont suivi le récent Congrès de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, qui s'est tenu à Bruxelles, ont eu la possibilité de se former une opinion exacte et définitive à ce sujet.

Nous sommes, comme je le disais tout à l'heure — et les camarades qui sont intervenus à cette tribune l'ont prouvé — dans une période où le régime capitaliste est en état de décomposition. Beaucoup de capitalistes ne peuvent plus résister. Ils disent que ce régime ne peut plus continuer. Pour arriver à la révolution, il faut détruire ce régime, pour constituer le régime du socialisme.

Dans l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, la question du socialisme ne s'est pas posée. Dans les Congrès réformistes, les chefs dirigeants réformistes ont essayé, par tous les moyens trouvés par le capitalisme, de corrompre la classe ouvrière, de la tromper, d'affaiblir sa confiance, de la battre.

Nous avons encore trop d'illusions sur la Société des Nations, sur la Conférence économique, sur la Confédération Internationale des pays capitalistes, sur la rationalisation du capitalisme. Une des dernières illusions que les réformistes veulent accentuer parmi la classe ouvrière, c'est celle de la solution à la situation actuelle, d'après les lois de restauration du système capitaliste de Roosevelt. Qu'apportent les chefs démocrates-socialistes au régime capitaliste ? Ils apportent une rénovation du régime capitaliste. Ils sont des Rooseveltistes, ils veulent apporter de nouvelles théories.

Qu'est-ce que ce plan ? C'est un plan pour résoudre la crise économique sur le dos de la classe ouvrière. C'est pour abattre la classe ouvrière, pour la forcer à adhérer au régime capitaliste par la faim, par l'exploitation croissante de la classe ouvrière, c'est là la théorie nouvelle apportée par l'Internationale d'Amsterdam. La Deuxième Internationale, par tous les moyens, essaie d'empêcher la lutte commune des ouvriers, de briser leurs luttes héroïques de tous les mondes du prolétariat.

Voyons quelles sont les revendications immédiates qui ont été élaborées au Congrès International de Bruxelles.

La revendication la plus importante, c'est la revendication de la semaine de quarante heures. Mais, dans cette revendication, il n'est pas ajouté : « Sans diminution de salaires. »

Qu'est-ce que cela signifie ? Cette revendication, pour les réformistes — vous l'avez su par Jouhaux lui-même — signifie ceci : dans le projet international de travail, nous avons soutenu la nécessité de réduire la semaine de travail à quarante heures, mais nous ne pouvons pas l'appliquer tout de suite en France. Il faut l'appliquer par palier, sur le terrain international. Tous les camarades ont la possibilité de contrôler cette position de Jouhaux qui est la position de tous les chefs réformistes de tous les pays. C'est également tout à fait la position des syndicats fascistes en Italie.

Les syndicats fascistes se sont fait cette réflexion. Ils ont pensé : il existe un Bureau International du Travail où siègent les chefs réformistes de tous les pays. Ils sont certains, dans ces conditions, que

les revendications des ouvriers ne se réaliseront pas. Et les fascistes se disent : c'est pour cela que nous devons laisser seulement un chef social-démocrate pour faire de la démagogie inutile. C'est pourquoi la délégation fasciste italienne au Bureau international du Travail a été la délégation la plus extrémiste pour défendre certaines revendications, parce que les réformistes comme Jouhaux et tous les chefs social-démocrates ont beau prendre toutes les décisions, ils savent que ces décisions resteront dans des archives de laboratoire et que, jamais, elles ne seront réalisées, si la classe ouvrière ne réalise pas, elle-même, par la lutte, ses revendications.

A cette position trompeuse des chefs réformistes, nous opposons cette position prolétarienne. Nous voulons la réalisation de la semaine de quarante heures, sans réduction de salaires. Mais nous voulons nous engager dans cette voie qui est la seule politique bonne.

Dans cette même période, nous assistons à un développement croissant des luttes économiques du prolétariat en France et dans tous les grands pays capitalistes. Cette constatation sur laquelle je ne veux pas insister en raison de l'heure, prouve que la théorie social-démocrate de l'impossibilité des luttes économiques dans des périodes de crise a été complètement réfutée par les faits. Nous savons maintenant qu'en même temps que le Congrès de la C.G.T.U. se tiennent les assises de la C.G.T. Nous savons que ce Congrès doit élaborer la même idéologie de la social-démocratie internationale. Ce Congrès va confirmer sa même position. Ce Congrès va arrêter une ligne politique qui ne sera pas pour favoriser les luttes du prolétariat, mais au contraire, qui cherchera à briser les luttes des classes du prolétariat contre la bourgeoisie.

Cette attitude de la social-démocratie rentre dans la politique générale qu'il a été convenu de définir : la politique du moindre mal.

Que disent les social-démocrates de tous les pays ? Il ne faut pas heurter la bourgeoisie. Il ne faut pas créer un même rang, pour briser la société actuelle. Ils pensent qu'une telle attitude de la part du prolétariat peut civiliser la bourgeoisie, faciliter la collaboration de la bourgeoisie avec les couches ouvrières que les social-démocrates arrivent à tromper.

Mais nous savons quels sont les résultats de cette politique social-démocrate de tous les pays. Ils se concrétisent par les faits qui se sont déroulés en Allemagne.

Dans un grand pays du monde, le prolétariat a conquis le pouvoir, a soutenu contre le monde coalisé une lutte acharnée. La social-démocratie, en Allemagne, a conquis le pouvoir en écrasant la révolution prolétarienne. Ils disaient qu'avec ce moyen nous irions également au socialisme, en Allemagne, par graduations.

Qu'avons-nous eu ? Nous avons eu le fascisme. Est-ce que le cas de l'Allemagne est isolé ? Non, partout où passe la social-démocratie il y a le fascisme. Cela s'est produit en Italie, en Allemagne. Cela se passe aujourd'hui en Autriche, en Espagne. La social-démocratie a participé activement à l'avènement du fascisme au pouvoir et à la lutte contre le prolétariat. Elle a copié le fascisme italien, avec la collaboration des socialistes. Nous avons eu la loi sur l'arbitrage obligatoire, sur la défense des grèves, sur la suppression de la presse ouvrière, toute une série de mesures fascistes qui ont été également

dirigées contre le prolétariat espagnol, avec l'aide de la social-démocratie.

Aujourd'hui, que voyons-nous en Espagne ? L'avènement au pouvoir d'un gouvernement qui prépare la montée du fascisme dans ce pays.

Voilà, camarades, les résultats de cette politique. Nous en avons maints exemples.

Nous ne devons plus admettre que de larges couches de la classe ouvrière se laissent aller encore à cette politique. Nous empêcherons cela en renforçant notre ligne idéologique contre les chefs, et en travaillant fraternellement avec nos camarades trompés par les chefs, avec les ouvriers social-démocrates.

Il faut que la classe ouvrière tente cette expérience au travers des luttes qu'elle mène chaque jour davantage. Il faut qu'elle se porte sur le terrain de la lutte de classe, et c'est à ce travail que nous devons donner le maximum d'importance, parce que le renforcement de la classe ouvrière dans l'unité de classe sera la préparation à la lutte internationale. C'est la condition essentielle de notre victoire. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne la question de l'unité syndicale, je n'ai presque rien à ajouter au rapport très clair qui a été fait par notre camarade Frachon.

Je pense que cette question de l'unité syndicale se pose en France avec toute la gravité désirable. L'Internationale Syndicale Rouge, non seulement en France, mais dans tous les pays, est partisan de l'unité syndicale et de la lutte de classe.

Nous devons ajouter que, dans le monde entier, c'est seulement l'Internationale Syndicale Rouge qui lutte pour la réalisation effective de l'unité syndicale qui sert la cause du prolétariat et de la révolution prolétarienne.

Nous ne devons pas, en effet, concevoir l'unité comme un but en soi-même. Nous ne devons pas concevoir l'unité sur une base sentimentale. Nous devons placer la question de l'unité syndicale sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière. Est-ce que l'unité syndicale sur la base d'une politique réformiste de classe serait réellement une unité syndicale ? En Italie, nous avons eu une unité syndicale. Mais elle a été réalisée sous la direction des réformistes qui ont opposé leur habituelle politique à celle de notre Confédération générale du Travail. Ils n'ont pas empêché l'avènement du fascisme, ils n'ont pas servi à lutter contre le fascisme, mais, au contraire, ils ont facilité la montée de ce régime.

Vous savez, camarades, comment le fascisme en Italie a commencé à gagner, à vaincre dans certaines provinces, dans certaines régions. Qu'est-ce que nous soutenions, nous, les révolutionnaires italiens, à l'intérieur de la C.G.T. italienne lorsqu'elle était unifiée et dirigée par les réformistes ? Nous soutenions qu'à chaque attaque du fascisme dans une seule ville, dans une seule province, devait répondre une contre-attaque immédiate de la classe ouvrière dans toute l'Italie.

Les chefs réformistes ont empêché ces contre-attaques de la classe ouvrière et là où, sous l'influence de la minorité révolutionnaire de ce temps-là, des mouvements agraires se développaient contre le fascisme, les chefs réformistes traitaient les syndicats, les organisations révolutionnaires comme des provocateurs du fascisme.

Eh bien, c'est la politique réformiste de ces gens-là qui a affaibli notre C.G.T. unitaire en Italie et cette politique, à qui a-t-elle servi ? Elle a servi à donner aux chefs réformistes la possibilité de saboter les luttes révolutionnaires des ouvriers ; elle a servi à empêcher le développement des luttes ; elle a servi à favoriser le développement du fascisme et son avènement au pouvoir.

Voilà les résultats que l'on peut obtenir d'une société unifiée et numériquement très forte si cette unité n'est pas basée sur les intérêts de la classe ouvrière, si elle n'est pas fondée sur la lutte de classe révolutionnaire. Nous ne pouvons avoir aucun espoir dans des sentiments d'humanité, dans des sentiments de fraternité, dans d'autres sentiments de même genre de la bourgeoisie. Tout notre espoir de victoire repose dans la force des classes ouvrières. C'est dans la mesure où la classe ouvrière luttera qu'elle vaincra le fascisme et le capitalisme dans tous les pays. (*Applaudissements.*)

C'est pour cette raison, camarades, que nous voulons travailler pour l'unité syndicale de lutte de classe. C'est pour cette raison que, à notre avis, la C.G.T.U. a bien fait de se donner comme tâche fondamentale un travail renforcé, quotidien, acharné pour la réalisation de l'unité syndicale à la base, pour l'unité syndicale de lutte. Camarades, c'est dans la mesure où, face au patron, face à l'ennemi commun de toute la classe ouvrière, nous arriverons à rassembler les ouvriers de la C. G. T. U., les ouvriers de la C. G. T. réformiste, les ouvriers inorganisés pour les porter à l'unité contre le patron, c'est dans la mesure où nous réaliserons le front unique dans la lutte quotidienne contre le patron, pour la défense de toutes les revendications immédiates de la classe ouvrière, pour tous les droits politiques de la classe ouvrière, pour la liberté de la classe ouvrière, que nous ferons des pas en avant pour l'organisation de l'unité syndicale.

C'est pour cela que l'Internationale Syndicale Rouge approuve pleinement la ligne politique que s'est donnée la C.G.T.U. sur la question de l'unité syndicale, et l'engagement qu'elle prend. Tous les délégués, toutes les organisations, vous travaillerez avec plus d'acharnement que jamais à réaliser l'unité syndicale, l'unité qui doit renforcer la classe ouvrière, qui doit lui donner plus d'élan pour la bataille, qui doit lui donner plus de possibilités de s'affermir, d'acquérir plus de confiance dans sa propre capacité et dans ses propres possibilités de victoire.

C'est dans cette voie que nous allons réaliser en France l'unité syndicale contre les socialistes réformistes qui, par leur collaboration de classe, par leur politique, arrivent à diviser le prolétariat.

J'approuve donc pleinement la thèse qui a été exposée par le camarade Frachon, à savoir que c'est la lutte de classe, c'est la lutte contre tous les patrons qui unit la classe ouvrière, et que c'est la politique de collaboration qui divise la classe ouvrière et la soumet aux possibilités de défaite.

Sur la lutte économique, camarades, l'Internationale Syndicale Rouge exprime sa satisfaction complète du fait que la question de lutte des colonies a été placée dans ce Congrès au premier plan de ses travaux.

Dans la situation actuelle, camarades, les luttes économiques ont une très grande importance, non seulement en elles-mêmes, mais en liaison étroite avec les tâches politiques qui se posent aujourd'hui :

front unique de la classe ouvrière française. Nous avons assisté en France, dans la dernière période, à toute une série de grèves, de manifestations qui marquent un pas en avant très important de la classe ouvrière française dans sa lutte contre le capitalisme. Nous avons eu des mouvements de grève comme ceux de Dunkerque, de Citroën qui est le plus grand mouvement français qui se soit produit depuis de nombreuses années. Ce qui ajoute à la signification de cette grève, c'est la magnifique combativité qu'ont montrée les ouvriers de Citroën.

Nous pensons, camarades, que ces luttes, même si une partie d'entre elles se sont conclues par une satisfaction ou par une victoire partielle des ouvriers, ont donné un résultat qui est très important et que nous aurions tort de sous-estimer. C'est à travers ces luttes qui se sont déroulées chez Citroën, à Dunkerque, à Armentières et dans beaucoup d'autres endroits, que la classe ouvrière a réussi, sinon à briser complètement, du moins à arrêter dans une certaine mesure l'offensive du capitalisme français contre les salaires ouvriers.

Mais, camarades, les perspectives immédiates que nous avons, les perspectives immédiates de la classe ouvrière française sont une offensive renforcée du capitalisme contre tous les travailleurs. On a déjà annoncé la réduction des salaires qu'on veut imposer aux travailleurs des services publics, aux fonctionnaires. Il est bien entendu que l'offensive de l'Etat capitaliste contre ces employés n'a pas une signification en elle-même, mais c'est le signal de l'offensive de tous les capitalistes eux-mêmes contre toute la classe ouvrière française. On veut absolument réduire le standard de vie de la classe ouvrière, et l'offensive de l'Etat, c'est le signal de l'offensive de tout le patronat français.

Dans ces conditions, il est clair que le prolétariat devra s'armer pour lutter vigoureusement contre cette nouvelle tentative. La C.G.T.U., qui est la seule organisation révolutionnaire du prolétariat français, la seule organisation qui soit à la tête de la classe ouvrière, qui, malgré ses faiblesses, lutte avec acharnement dans l'intérêt de la classe ouvrière française, pour ses revendications immédiates, et pour ses revendications fondamentales de classe, la C.G.T.U. doit se préparer à affronter cette offensive du capitalisme, et à la briser dans un mouvement acharné pour qu'on puisse donner à la classe ouvrière française l'élan nécessaire pour atteindre la victoire.

Nous pouvons ajouter, camarades, au nom de l'Internationale Syndicale Rouge, que la C.G.T.U. a réalisé des progrès très importants, aussi bien dans l'organisation de ses luttes que dans leur direction et leur coordination. Mais, malgré ces progrès indéniables, nous pensons que c'est justement dans la question de la préparation des luttes économiques que résident encore les principales faiblesses de notre C.G.T.U.

C'est pourquoi nous demandons à tous les camarades, à tous les militants, à tous les cadres du prolétariat français organisés à la C.G.T.U. d'accomplir un très grand effort pour surmonter les faiblesses que montre encore l'activité de la C.G.T.U.

L'une des caractéristiques principales des mouvements de grève en France, c'est que ces grèves éclatent encore spontanément. Camarades, nous ne nous plaignons pas de la spontanéité de la classe ouvrière dans la lutte; nous devons même l'encourager; nous devons nous réjouir de cette spontanéité qui prouve que la classe ouvrière française est combative, est résolue à lutter, à vaincre. Mais, cama-

rades, que dénote le fait qu'une grande partie des grèves surgissent encore de façon spontanée ? Cela dénote qu'il n'y a pas encore de liaison très étroite entre les organisations syndicales et l'ensemble de la classe ouvrière, que nos syndicats ne sont pas encore bien liés avec les usines, avec les puits, avec les ports, avec les bateaux, avec les milieux de travail. Cela prouve que nos syndicats n'ont pas encore acquis les qualités nécessaires pour organiser la grève de façon que ne soit plus dissipée l'énergie de la classe ouvrière et qu'elle soit organisée, qu'elle soit coordonnée dans la lutte économique en France. Il faut qu'ils puissent faire remporter à la classe ouvrière toute une série de victoires, qu'ils puissent accroître la confiance de la classe ouvrière dans leur force et passer à un mouvement politique supérieur de la lutte économique et de la lutte politique.

Camarades, l'Internationale Syndicale Rouge attache une très grande importance aux luttes économiques sur la base et les indications concrètes et immédiates de la classe ouvrière. Voilà que les réformistes nous accusent de réformisme ! A cette heure où nous donnons tant d'importance aux revendications immédiates de la classe ouvrière, nous avons eu Jouhaux et les chefs réformistes des autres pays qui nous disent : Voilà ! Nous devons mettre de côté les revendications économiques immédiates pour penser à la liberté, pour penser au progrès, pour penser je ne sais à quoi... à des idées abstraites. Nous devons abandonner la lutte.

Camarades, je vous soumets cette saine réflexion : Il y a vingt ans, trente ans, ce n'étaient pas des réformistes qui assumaient cette tâche de détourner la classe ouvrière de la lutte contre le patronat, contre l'Etat capitaliste, pour essayer de la conduire dans le domaine de l'esprit, dans le domaine des abstractions. C'étaient les prêtres qui assumaient alors ce rôle de donner aux masses le Paradis pour les distraire de la lutte économique. Et maintenant, voilà que ce sont les chefs réformistes qui assument ce rôle, d'essayer de détourner la classe ouvrière de la lutte de classe du prolétariat contre les patrons et l'Etat capitaliste, pour essayer de l'entraîner dans le domaine abstrait, dans le domaine des choses de caractère spirituel.

Camarades, est-ce que par là nous voulons dire que nous n'attachons pas d'importance à la question de la liberté, aux revendications et aux luttes politiques de la classe ouvrière ? Non pas. Mais nous pensons que la lutte politique de la classe ouvrière, comme la lutte pour la liberté, comme la lutte contre la guerre pour la défense de la patrie socialiste, pour le pouvoir, est une lutte qui est liée intimement aux revendications immédiates de la classe ouvrière contre le patronat. Il n'y a pas une lutte contre le patronat d'un côté et une lutte pour la liberté de l'autre côté...

UN MEMBRE DU BUREAU. — Ecoutez, camarades ! Vous comprenez très bien que, actuellement, personne ne peut sortir de cette salle. Nous demandons donc aux camarades — il n'y en a plus pour longtemps — de bien vouloir faire preuve d'un peu de patience et de discipline, pour permettre à nos camarades de pouvoir s'expliquer en toute sécurité. (Applaudissements.)

LE DÉLÉGUÉ DE L'I.S.R. — Camarades, la lutte pour les revendications les plus minimes de la classe ouvrière, pour le pain de la classe ouvrière est exactement liée, étroitement liée à la lutte pour la liberté, à la lutte pour les revendications politiques fondamentales

de la classe ouvrière. Vouloir détacher en deux branches ces revendications signifie vouloir trahir la classe ouvrière, et à ce propos j'arrive à la question très importante du fascisme.

Qu'est-ce que le fascisme ? Je ne veux pas et je n'ai pas le temps de faire un large exposé sur la question du fascisme, mais qu'est-ce que c'est ? Est-ce que c'est une abstraction ? Qu'est-ce que c'est ? Tous les ouvriers du monde doivent le savoir aujourd'hui. Le fascisme, c'est la forme de domination la plus féroce du capitalisme qui a pour but précis d'enchaîner la classe ouvrière, Pourquoi ? Pour l'opprimer, pour l'exploiter, pour la dépouiller, pour la soumettre à l'exploitation la plus grande qu'on puisse imaginer.

Le fascisme, dans tous les pays dans lesquels il a triomphé, en Italie avant, en Allemagne après, en Pologne avant l'Allemagne, dans tous les pays le fascisme a prouvé que les programmes de mensonges sont une chose, que la politique réelle qu'il réalise lorsqu'il est au pouvoir, c'est une autre chose, et cette politique, c'est la politique d'exploitation féroce et impitoyable, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi des paysans, des fonctionnaires, des petits-bourgeois, de toutes les couches des masses de travailleurs.

Aujourd'hui, camarades, en Italie fasciste, nous avons les salaires les plus bas de toute l'Europe. En Italie fasciste, il n'existe pas de secours de chômage. En Italie fasciste, les paysans ont été appauvris et dépouillés de tout ce qu'ils avaient. En Allemagne, le fascisme a aboli l'allocation de chômage, a brisé les contrats de travail, a réduit les salaires, a aggravé de toutes façons les conditions de vie de la classe ouvrière.

Alors, le fascisme, qu'est-ce que c'est ? C'est l'instrument de domination du capitalisme contre le prolétariat. Le fascisme, en un mot, est le patron armé qui lie l'ouvrier, le frappe jusqu'au sang, et boit son sang. Voilà ce que c'est que le fascisme.

Alors, qu'oppose-t-on au fascisme ? Une idéologie ? La démocratie ? Non. C'est toute la population travailleuse, toutes les couches du prolétariat des villes et des campagnes, c'est cela qui s'oppose au fascisme et non la démocratie. Est-ce que le fascisme a surgi dans bien des pays placés sous un régime autre que le régime démocratique ? En Italie, avant le fascisme, c'était la démocratie ; en Allemagne, c'était la démocratie la plus gauche avec les social-démocrates. En Autriche, c'était la démocratie la plus gauche avec les social-démocrates. Dans tous les pays où le fascisme a vaincu, il a vaincu parce que la bourgeoisie au pouvoir avec le régime démocratique a ouvert la porte au fascisme, c'est-à-dire s'est fascisée, s'est transformée, a armé toutes les couches liées au capitalisme, a pris à sa solde toute une série de gens sortis exprès de prison, a créé des armées au service des patrons, des industriels, de la bourgeoisie et a écrasé le prolétariat. Voilà ce que c'est que le fascisme !

Alors, est-ce que la lutte contre le fascisme doit être une lutte qui oppose au fascisme la social-démocratie ? Est-ce que le prolétariat doit lutter pour abattre le fascisme, pour porter au pouvoir le même régime qui a fait le fascisme ? Est-ce qu'il doit lutter pour porter au pouvoir le régime démocratique qui a créé le fascisme qui permet d'exploiter jusqu'au sang la classe ouvrière ? Non, camarades ! La lutte contre le fascisme, c'est la lutte de classe, c'est la lutte contre le régime capitaliste. Le fascisme c'est, avec la guerre, l'issue que cherche la

bourgeoisie dans la crise actuelle, l'issue qu'elle cherche pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière.

Le fascisme doit donc être combattu sur le terrain de la lutte de classe, et non sur le terrain national. Je sais qu'en France, camarades, par exemple, il y a beaucoup d'antifascistes ; il y a beaucoup de gens qui disent : on doit lutter contre le fascisme. Mais que signifie pour ces gens-là, pour ces bourgeois, pour ces social-démocrates liés à la bourgeoisie, la lutte contre le fascisme sur le terrain national ? Cela signifie, camarades, qu'on essaie de créer en France un mouvement fasciste qui commence à se développer sur le terrain national pour l'opposer à ceux d'Allemagne et d'Italie ; c'est-à-dire de créer un mouvement dont un certain nombre de membres peuvent même se croire antifascistes, mais qui n'en serait pas moins un mouvement fasciste sur le terrain national français, pour la défense des intérêts de la bourgeoisie, sur le terrain de cet antagonisme avec l'impérialisme allemand et l'impérialisme italien.

Non, camarades, ce n'est pas cela, la lutte que nous devons mener contre le fascisme. Nous devons mener une lutte acharnée contre le fascisme sur le terrain de classe, et dans cette lutte, camarades, vous, prolétaires de France, vous qui êtes dans une situation tout à fait particulière, vous devez prendre la tête de la lutte contre le fascisme international et national ; vous devez être les porte-drapeau de la lutte contre le fascisme et pour la révolution prolétarienne dans toute l'Europe ; vous devez être dans la lutte contre le fascisme dans tous les pays où les prolétaires sont soumis à la dictature sanglante du fascisme, vous devez soutenir par des manifestations la lutte héroïque du prolétariat allemand. Le Parti communiste allemand et les autres organisations révolutionnaires allemandes ne se préoccupent pas des sacrifices et continuent à lutter avec acharnement, avec cet esprit de sacrifice, avec cet esprit d'héroïsme que vous connaissez. (*Applaudissements.*)

Mais, camarades, à côté de cette lutte de solidarité avec les ouvriers qui sont soumis au régime fasciste dans l'Europe, vous devez intensifier la lutte contre le fascisme en France. Sachez, camarades français, que l'aide la plus efficace que vous pouvez apporter aux ouvriers allemands, aux ouvriers italiens, polonais et des autres pays soumis au régime de terreur blanche, c'est la lutte que vous devez mener contre le fascisme ici, contre le capitalisme français. (*Applaudissements.*)

Certains chefs réformistes ont essayé de diffamer notre mouvement révolutionnaire en disant : Nous, nous opposons une politique du moindre mal, et nous sommes les seuls à lutter dans tous les pays contre le fascisme. Nous croyons, d'après les Jouhaux et les autres chefs de même opinion, que le fascisme est inévitable dans tous les pays. Et ils ajoutent même que nous, prolétariens révolutionnaires de tous les pays, nous croyons que la guerre, non seulement est inévitable, mais même désirable, parce que, par ce moyen, nous arrivons à faciliter la révolution.

Eh bien, camarades, nous devons protester de toutes nos forces contre cette infamie. Non seulement nous ne croyons pas que le fascisme soit inévitable, mais nous ne croyons pas que personne, dans la classe ouvrière, pense que le fascisme est inévitable, et nous sommes convaincus que la classe ouvrière, si nous savons la dresser contre

tous ceux qui la trahissent, contre tous ceux qui l'exploitent, si nous savons l'éclairer sur toutes les questions politiques importantes, si nous savons l'unifier dans la lutte contre le patronat, nous sommes convaincus, et vous devez être tous convaincus que la classe ouvrière en France a la possibilité absolue d'empêcher l'avènement du fascisme.

Pour empêcher l'avènement du fascisme, vous devez lutter chaque jour pour la défense et la conquête des droits politiques de la classe ouvrière; vous devez défendre toutes les libertés que la classe bourgeoise vous a laissées et que vous avez réussi à conserver, contre les attaques continuelles de la bourgeoisie. Vous devez défendre avec toute votre énergie le droit de grève, le droit de manifester dans la rue, le droit de réunion, le droit de presse, toutes les libertés de la classe ouvrière, vous devez les défendre, vous devez les élargir; vous devez en conquérir chaque jour davantage.

Vous devez faire plus, camarades, vous devez écraser dans l'œuf chaque manifestation de fascisme qui vient, soit de la part de la bourgeoisie, soit directement de la part de l'Etat. Sachez, camarades, que la lutte dans l'illégalité contre le fascisme est une lutte très pénible, qui demande des sacrifices inouïs, qui demande des efforts grandioses et héroïques au prolétariat. Gardez-vous, camarades, de permettre à votre bourgeoisie de vous retirer les droits acquis. Défendez avec la dernière énergie la légalité de votre mouvement, le droit de manifester dans la rue, le droit de lutter contre tout mouvement fasciste, parce que le prolétariat ne peut pas admettre qu'il se forme un mouvement ayant comme programme d'enchaîner les prolétaires.

Ouvriers français, empêchez cela, et vous échapperez au fascisme. Lutte contre le fascisme, contre l'offensive capitaliste dans votre pays, et, de cette façon, vous apporterez une contribution efficace même au mouvement ouvrier international, même aux ouvriers italiens et allemands qui sont soumis à la dictature sanglante du fascisme.

Camarades, on nous dit aussi que nous voulons isoler la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme. Non, nous ne voulons pas isoler la classe ouvrière. Nous disons que la base fondamentale, la force décisive de la lutte contre le fascisme et contre le capitalisme, c'est la classe ouvrière. Mais pour vaincre, il faut gagner à notre cause les paysans, les travailleurs, les ouvriers agricoles, les employés, les petits bourgeois ruinés. Nous devons être le rempart de toutes les couches de la population travailleuse qui sont exploitées par le fascisme, nous devons être le porte-drapeau de tous ceux qui sont affamés et se révoltent contre le fascisme. Pour triompher dans la révolution prolétarienne, nous devons aussi organiser ces couches oscillantes de la petite bourgeoisie et même de la bourgeoisie moyenne.

Et comment pouvons-nous réussir à neutraliser, à mettre dans les conditions de ne pas nuire à la classe ouvrière ces couches qui sont toujours favorables au plus fort, qui s'appuient aujourd'hui sur la démocratie, qui s'appuient sur le fascisme, mais qui seraient capables aussi d'appuyer la classe ouvrière lorsqu'elle sera victorieuse? Comment pouvons-nous neutraliser ces forces? Comment pouvons-nous empêcher que ces forces aillent vers le fascisme?

Deux moyens: le premier, camarades, c'est que la classe ouvrière, en défendant contre le capitalisme toutes ses revendications immédiates, fasse siennes toutes les revendications des travailleurs exploi-

lés par le capitalisme, lutte à la tête de toutes ces couches travailleuses et principalement des paysans travailleurs contre le capitalisme, pour les amener à lutter avec la classe ouvrière.

Il y a un autre moyen, camarades, qui peut nous faire gagner des couches oscillantes : c'est la force de décision que nous montrerons dans la lutte. Camarades, dans la mesure où le prolétariat domine la rue, écrase tous les mouvements fascistes, repousse victorieusement toutes les attaques de la bourgeoisie, se montre combatif, agressif, dans cette mesure toutes ces couches s'accrochent au prolétariat, l'aident et le soutiennent.

Donc, camarades, les seuls moyens de vaincre, c'est de lutter. Le seul moyen de convaincre les couches oscillantes à venir au prolétariat, c'est de se montrer agressif pour avoir la victoire. Si la classe ouvrière est victorieuse, toutes ces couches viendront vers nous.

Camarades, vous avez des tâches très lourdes. Je n'ai pas le temps de m'expliquer sur toute une série de questions au sujet desquelles je voulais apporter certaines précisions. Je vais conclure, camarades, avec cet appel : Ayez conscience, camarades français, classe ouvrière de France, de la gravité de la situation actuelle, des lourdes tâches qui s'imposent à la classe ouvrière française. Rappelez-vous que c'est seulement par votre force et par votre combativité que vous pouvez repousser les attaques du fascisme et aider efficacement le prolétariat allemand, le prolétariat italien à soutenir leur lutte contre le fascisme dans leur propre pays, à multiplier les manifestations de solidarité, à donner la chasse aux représentants officiels des assassins fascistes, dans votre pays comme dans les autres pays, à manifester par tous les moyens contre le fascisme, à empêcher le chargement et le déchargement des bateaux à croix gammée, à renforcer et à généraliser ce mouvement, à faire des manifestations puissantes qui donnent au prolétariat allemand et italien la sensation qu'il est devant cette solidarité du prolétariat français, cette solidarité du prolétariat du monde entier envers les prolétaires qui sont soumis à la terreur fasciste.

Sachez que chaque aide de votre part, chaque geste de solidarité effective du prolétariat français a une répercussion profonde dans la classe ouvrière des pays fascistes, renforce leur confiance dans la victoire, renforce leurs possibilités de lutte, accroît si possible leur combativité et leur héroïsme.

Camarades français, classe ouvrière de France, repoussez les attaques du fascisme, repoussez les attaques du capitalisme et soutenez les ouvriers du monde entier essayant d'écraser chaque mouvement fasciste, d'abattre le capitalisme en France pour l'abattre aussi dans les autres pays.

Vive l'Internationale Syndicale Rouge !

Vive la C.G.T.U., seule organisation révolutionnaire du prolétariat français !

Créez l'unité syndicale pour renforcer la classe ouvrière et l'unifier dans la lutte contre le capitalisme ! (*Vifs applaudissements.*)

MONMUSSEAU. — Camarades, au nom de la direction confédérale, au nom du prolétariat révolutionnaire français représenté par notre Congrès, je salue ici les représentants du mouvement syndical révolutionnaire des autres pays, et je salue le représentant de notre Internationale Syndicale Rouge, sous le drapeau de laquelle nous devons faire

tous le serment de lutter sans faiblesse jusqu'au triomphe de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Le délégué de notre Internationale, en traçant ses tâches à notre Congrès, a marqué avec force la différence des deux congrès, et des délégués que le congrès de la C.G.T. réformiste associe à ses travaux de défense du pouvoir bourgeois.

Camarades, les délégués qui sont venus parler à notre Congrès ont voulu nous apporter l'appui de leur organisation, l'appui du prolétariat qu'ils représentent. Cet appui nous est précieux. Il est riche d'expériences ; il est riche de batailles révolutionnaires, de volonté d'abnégation révolutionnaire.

Camarades, de l'autre côté, dans l'autre congrès, on discutera avec un mépris des masses. Je pense exprimer la pensée de tout notre Congrès en associant à nos manifestations envers l'I.S.R. et nos organisations syndicales sûres, réunies et combattant sous les drapeaux de l'I.S.R., les ouvriers et les ouvrières présents à cette tribune, expression de la classe ouvrière pour laquelle nous combattons et nous voulons combattre.

Pour terminer, camarades, au travers des délégués ici présents, du représentant de notre Internationale Syndicale Rouge, je demande que tous nous saluions ceux qui, dans tous les pays, au cours des années passées et à l'heure présente, ont donné à la classe ouvrière les gages de leur combativité révolutionnaire, et notamment les vaillants militants de l'Opposition syndicale révolutionnaire d'Allemagne et du Parti communiste allemand. (*Applaudissements.*)

Notre C.G.T.U., le délégué de l'I.S.R. l'a souligné, a une mission importante à remplir. Avec l'aide du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, avec l'aide de l'Internationale Syndicale Rouge, nous remplirons cette tâche et nous conduirons ce prolétariat à la victoire révolutionnaire, aux luttes économiques victorieuses contre le patronat, contre le pouvoir capitaliste, vers la dictature du prolétariat. (*Applaudissements.*)

La séance est levée à 23 h. 30.

CINQUIÈME JOURNÉE

Séance du 27 Septembre (matin)



La séance est ouverte à 9 h. 35, sous la présidence de THIBAUD.

LE PRÉSIDENT. — Camarades, le Bureau propose les camarades suivants pour la Commission de revision des statuts :

Brout, Fédération du Bâtiment.
Gourdeaux, Fédération des Postiers.
Richetta, Fédération du Textile.
Fayet, Fédération du Bois.
Barne, Fédération de l'Enseignement.
Boullé, XX^e Union Régionale.
Gautier, Agit-Prop., C.G.T.U.
Delobelle, Organisation de la C.G.T.U.
Chambon, VI^e U. R., Lyon.
Bostoën, Textile d'Halluin.
Semat, XV^e U. R., Nantes.
Bondefons, V^e U. R., Belfort.
Lutgen, Fédération des Cheminots.
Dubois, XXVI^e U.R., Tours.
Cariou, Syndicat du Gaz.
Costes, Métaux, R.P.
Thibaud, Fédération des Mineurs.
Dusseaux, Alimentation, Caudry.

Je mets aux voix la liste ainsi proposée par le Bureau. (*Adoptée à l'unanimité.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous avons reçu la lettre suivante :

Le Comité des chômeurs italiens de Paris et le Comité du front unique italien du 20^e arrondissement envoient leur salut au VII^e Congrès de la C.G.T.U., ainsi qu'aux vaillants camarades communistes Dimitrov, Tanev, Popov, Torgler et à toutes les victimes du fascisme.

En ce Congrès où l'on forge des armes pour anéantir le capitalisme, nous vous apportons notre solidarité et l'engagement de persévérer dans la lutte avec nos camarades français.

Nous invitons ce Congrès à étudier avec profondeur le problème du chômage et à se pencher avec un sens humain vers la grande masse en chômage, principale victime du capitalisme.

Dans les journaux révolutionnaires, nous avons souvent lu que la composition de l'armée au service de nos exploiters n'était pas essentiellement composée de contre-révolutionnaire, mais plutôt d'éléments qui avaient perdu confiance et réduits par la misère à accepter un morceau de pain ensanglanté de leurs camarades de lutte.

L'exemple se retrouve dans l'avènement du fascisme en Italie et en Allemagne, où le recrutement de leurs forces était essentiellement fait avec des éléments douteux et dans la grande masse des sans-travail.

Cette constatation doit éclairer la route que le mouvement syndical doit suivre pour conduire à la conquête de justes revendications et pour l'émancipation.

Pour empêcher la réalisation des projets capitalistes, on doit rendre, par l'éducation syndicale et la solidarité immédiate, impossible que cette grande masse de chômeurs soit un jour réduite par la misère à se transformer en mercenaires au service d'une classe qui saura exploiter l'avilissement pour instaurer le fascisme en France. Faites-vous un devoir journalier de donner votre solidarité aux chômeurs sans distinction de nationalité, principales victimes du régime actuel.

Conservez et multipliez le contact avec les Comités de chômeurs et faites que le respect de la solidarité soit votre tâche quotidienne.

Soutenez-les pour les revendications et, dans l'attente que les luttes communes nous donnent la victoire, n'hésitez pas à donner votre solidarité individuelle, afin de conserver intacts leurs forces physiques et morales.

Camarades, unissez vos efforts à ceux des chômeurs pour mener la dure et implacable lutte qui doit nous permettre d'instaurer une République Soviétique Universelle. (Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Mauvais, pour le rapport d'organisation.

Rapport d'organisation

INTERVENTION DE MAUVAIS

MAUVAIS. — Depuis quatre jours, notre Congrès a eu à examiner des questions très importantes pour l'avenir de notre mouvement. Tant dans les rapports que dans la discussion, le Congrès s'est attaché à analyser la situation économique et politique actuelle, non seulement en France, mais aussi internationalement. Le Congrès s'est attaché à examiner les formes d'attaque que développe la bourgeoisie ; il s'est efforcé de déterminer, par rapport à ces formes d'attaque, comment nos organisations devaient réagir, quelle tactique elles devaient utiliser, comment elles devaient œuvrer pour le rassemblement des plus larges masses ouvrières.

Enfin, pour ne prendre que les questions essentielles, notre Congrès ayant défini ce qu'est la C.G.T. et ce qu'est la C.G.T.U., s'est attaché à définir très nettement comment nous devons orienter nos efforts pour réaliser le front unique des masses à la base et pour œuvrer à la réalisation de l'unité syndicale.

Camarades, c'est parce que nous sommes persuadés qu'il nous faut, maintenant plus que jamais, pour préparer les luttes qui viennent, nous attacher aux revendications les plus immédiates, c'est parce que nous savons que, pour lutter contre le fascisme et contre la guerre, le

prolétariat doit jouer le rôle prédominant, le rôle dirigeant, c'est parce que nous savons l'importance des syndicats unitaires dans une telle bataille, que nous devons déterminer clairement notre orientation.

Mais, camarades, — on l'a dit bien des fois et il faut le répéter, — pour appliquer une politique permettant de réaliser pratiquement une orientation syndicale déterminée par un Congrès, il nous faut avoir des méthodes et des formes d'organisation adéquates.

Je sais qu'en France on a l'habitude de dire que nous sommes peu portés vers les questions d'organisation.

Il est vrai que, si nous avons quelques organisations qui peuvent être citées comme modèles, il nous faut avouer qu'elles sont rares. Il est vrai que, si nous avons eu quelques grèves qui avaient été réellement préparées, il nous faut reconnaître qu'elles ont été et sont encore très rares.

Trop souvent, nous comptons sur la combativité et sur la spontanéité, non pas seulement dans les luttes ouvrières, non pas seulement dans leur préparation et leur déclenchement, mais, pourrait-on dire, dans tous les domaines de notre activité intérieure. D'une manière générale, nous comptons trop souvent sur la spontanéité des masses et des syndicats unitaires.

Je dois dire devant le Congrès que cela signifie que l'anarcho-syndicalisme n'est pas complètement disparu dans la C.G.T.U. Il est bien évident que, lorsqu'on a une telle conception, quand on n'apporte pas suffisamment d'attention aux problèmes que soulève l'organisation des luttes, au rôle et à l'activité des syndicats unitaires, on a une conception qui se rapproche singulièrement de celle que nous avons connue il y a déjà bien des années.

Aussi, voulons-nous, dès le début de ce rapport, nous attacher à démontrer l'importance des questions d'organisation.

Je sais que notre rôle n'est pas facile. Nous trouvons bien souvent des camarades — ce n'est pas une question de particularisme régional, nous retrouvons les mêmes conceptions dans le Nord et le Midi, dans l'Est comme dans l'Ouest — qui ont tendance à se fier trop facilement à l'agitation.

Evidemment, il nous faut des agitateurs, il nous faut des propagandistes. Mais il faut surtout bien comprendre, qu'en raison de la période actuelle où les luttes deviennent de plus en plus difficiles, alors qu'elles deviendront plus dures encore, qu'il est indispensable que nous ayons également des organisateurs, et ce, non seulement pour la lutte revendicatrice, mais aussi pour celle contre la guerre et le fascisme.

Nous constatons un grand mécontentement des masses. Je ne veux pas développer ce sujet qui a été souligné dans les différents rapports et dans la discussion qui s'est instaurée au sein de ce Congrès.

En regard de ce grand mécontentement des masses, nous ne sommes pas arrivés à organiser et à diriger les luttes que nous pouvions organiser et diriger.

Notre camarade Frachon, dans le rapport qu'il a présenté hier, nous a entretenus des grèves de chez Citroën et de Marseille. Nous pourrions ajouter celles de Rombas, dans la métallurgie.

Nous avons vu se déclencher des mouvements dans des centaines et des centaines d'usines, mouvements dans lesquels nous aurions pu jouer un rôle prépondérant.

Nous pourrions multiplier les exemples dans toutes les corporations ;

dans celle du Textile, par exemple, et en particulier dans la région du Nord, où, depuis quelques mois, différents mouvements partiels se produisent, où le mécontentement des travailleurs se manifeste, et où nous ne voyons pas les organisations unitaires prendre la tête des mouvements.

Ce mécontentement des masses, nous pouvons le vérifier dans toutes les luttes qui viennent de se dérouler.

Il faut répéter ici que, dans les luttes qui viennent de se dérouler, ce ne sont plus seulement les prolétaires habitués depuis plusieurs années à la lutte, mais même de nouvelles couches de travailleurs, qui sont rentrés dans la bataille.

On a déjà cité les mouvements des petits fonctionnaires, des travailleurs des Services publics et des cheminots.

Est-il inutile de rappeler cette magnifique manifestation du 20 février qui marque dans l'histoire du monde et du mouvement ouvrier ?

Depuis longtemps, nous n'avions eu dans les administrations publiques des arrêts de travail prenant une telle ampleur.

En même temps que nous avons de tels mouvements, c'étaient les petits commerçants, les paysans, les dockers du Havre et de Dunkerque ; c'étaient ensuite les ouvriers du textile d'Armentières qui rentraient dans la lutte, malgré dix-huit mois ou deux années de chômage partiel, c'est-à-dire au moment où la misère était grande. C'étaient ensuite les ouvriers de chez Citroën.

Je ne crois pas que, dans ce Congrès, on ait encore suffisamment souligné l'importance de ce dernier mouvement.

18.000 ouvriers, dira-t-on, nous avons eu des grèves d'une plus grande importance en France au point de vue national.

C'est possible. Mais, quand on sait les efforts faits par la bourgeoisie, par Citroën en particulier, pour neutraliser notre action dans l'entreprise, pour corrompre même, par tous les moyens, les ouvriers, pour essayer d'arriver à avoir tout en main pour nous battre, quand on connaît de tels éléments, il ne faut pas s'arrêter au chiffre de 18.000, il faut voir très clairement l'importance d'une telle grève.

A Strasbourg, c'est aussi l'avènement d'une nouvelle couche d'ouvriers décidés à lutter contre l'offensive patronale.

Aussi bien, ce ne sont pas seulement les travailleurs des administrations et de l'industrie privée qui viennent par solidarité se joindre aux camarades du bâtiment. C'est aussi l'expression du mécontentement de la classe ouvrière en Alsace-Lorraine contre l'oppression de l'impérialisme français. La grève de la batellerie est une autre expression du mécontentement dans des couches nouvelles de travailleurs qui viennent à la lutte des classes, qui comprennent notre méthode de lutte et notre tactique.

Si nous faisons toutes ces constatations, nous devons examiner pourquoi, dans certaines régions où nous étions suivis et où nous nous étions installés depuis plusieurs années, nous n'avons pas eu les mêmes mouvements, pourquoi, dans les textiles du Nord et de l'Aube, dans la métallurgie et la sidérurgie, dans un certain nombre de corporations et de localités importantes, nous ne sommes pas parvenus à concrétiser le mécontentement qui règne dans les usines, pourquoi, malgré notre influence certaine sur une très grande partie des travailleurs, malgré, pourrait-on dire, notre reprise d'influence, nous ne sommes pas arrivés à renforcer les effectifs de la C.G.T.U.

Ce sont là des problèmes que nous devons étudier très franchement. Nous ne devons pas craindre d'en rechercher les causes et de les dénoncer pour les corriger.

La C.G.T.U. est la seule Centrale syndicale qui défende réellement les intérêts immédiats du prolétariat et qui lutte pour son émancipation. Des centaines de milliers de travailleurs le reconnaissent.

Dans ces conditions, pourquoi serions-nous embarrassés pour examiner les raisons qui font que nous n'organisons pas encore suffisamment les luttes, que nous avons des faiblesses dans leur préparation et leur direction, que nous n'augmentons pas encore suffisamment les effectifs de nos organisations unitaires ?

Certes, camarades, il y a des difficultés. Déjà, nous avons eu l'occasion d'écrire que nous ne voulions pas les masquer.

La bourgeoisie multiplie ses efforts, et cela dans tous les domaines, pour enrayer ou briser les luttes, pour empêcher la constitution et le développement des syndicats unitaires, et cela par sa police, sa presse, qui est formidable, par le mouchardage en particulier dans les entreprises, par la corruption à l'aide de multiples moyens.

D'autre part, les organisations et dirigeants réformistes, les dirigeants minoritaires ont multiplié et multiplient encore leurs efforts à l'extérieur et à l'intérieur de notre mouvement syndical, non pas seulement pour l'empêcher de se développer, mais même pour essayer de le désagréger.

Enfin, nous devons constater les répercussions de la crise dans les masses ouvrières et dans nos organisations. Il est indiscutable, par exemple, que, quand les conditions ne sont pas réunies pour la résistance, les travailleurs ont parfois la crainte du chômage et des licenciements. L'organisation du chômage partiel et des licenciements, les déclassements ont provoqué des perturbations dans certaines de nos organisations.

Ce sont, en effet, les unitaires, les militants, les ouvriers actifs, même quand ils sont inorganisés, qui sont les premières victimes de ces mesures prises par la bourgeoisie.

Cela ne provoque pas seulement la rupture de liaison avec les travailleurs des entreprises, mais brise parfois un travail méthodique amorcé et provoque le découragement dans nos propres rangs.

Les sections d'entreprises, les syndicats et même les Unions locales ne manquent pas qui ont souffert de toutes ces difficultés nouvelles, qui ont perdu des effectifs et qui, parfois, ont complètement disparu.

Quelle que soit l'importance de toutes ces raisons, celles-ci sont-elles suffisantes pour expliquer notre situation ? Non. A difficultés nouvelles, méthodes nouvelles.

Nous espérons bien que personne ici n'aura l'opinion que nous devons nous incliner devant toutes ces mesures prises par la bourgeoisie.

Il est clair que celle-ci défendra, par tous les moyens en son pouvoir, ses privilèges. Je ne veux pas y revenir ; cela a été suffisamment souligné, et avec beaucoup de force, au cours des journées qui viennent de s'écouler.

Il appartient donc à nos organisations de trouver les mesures effectives susceptibles de faire face aux difficultés nouvelles.

La discussion qui s'est engagée sur les premiers rapports présentés a déjà montré certaines faiblesses et fait apparaître certaines erreurs dans l'activité de nos organisations.

Il en est une très importante. Malgré des efforts louables, nos organisations ne sont pas encore parvenues partout et toujours à défendre victorieusement les intérêts immédiats des ouvriers.

Leur liaison avec les masses est encore insuffisante. Nos organisations ne peuvent pas toujours répondre à tous leurs besoins, dans et hors les entreprises.

Difficultés nouvelles, avons-nous dit, mais aussi conditions objectives favorables grandissantes. Est-ce que le mécontentement des masses, que nous avons déjà souligné et qui s'est exprimé déjà dans différentes grandes luttes ouvrières, ne crée pas des conditions favorables nouvelles pour l'organisation de luttes ? Est-ce que, par exemple, la combativité des ouvriers de chez Citroën n'a pas comblé certaines des faiblesses d'organisation qui existaient dans notre mouvement ?

Certes, et nous y reviendrons, il y a eu de très grands efforts et de nombreux côtés positifs dans la grève Citroën.

Notre camarade Timbault soulignait à cette tribune qu'il y avait certaines faiblesses, en particulier au point de vue de l'organisation.

Nous devons dire que justement, c'est la combativité des ouvriers de chez Citroën qui nous a permis de ne pas ressentir les secousses et les heurts qui pouvaient venir de nos faiblesses d'organisation.

Toutes ces batailles réfutent indiscutablement la théorie réformiste de l'impossibilité de lutte en période de crise. On peut dire qu'en général, les grèves qui viennent de se dérouler ont presque toutes eu un caractère de spontanéité. Prenez par exemple la grève des dockers du Havre, celles de Dunkerque, d'Armentières, de Citroën, grève des bateliers, tous ces grands mouvements, sauf peut-être Rombas, Marseille, Strasbourg, et encore ! Mais prenez presque tous les mouvements qui se sont déroulés en France dans cette dernière période ; vous pourrez constater qu'ils ont eu un caractère spontané. Ils n'ont pas été préparés sérieusement par nos organisations ; ils les ont dépassées et les ont même surprises.

L'exemple de chez Citroën est typique. Nous avons écrit et nous répétons à cette tribune qu'il n'est pas un militant unitaire quel qu'il soit qui n'ait été surpris par l'ampleur du mouvement de chez Citroën et par sa spontanéité, car si chaque militant, si ceux dirigeant nos organisations avaient eu une idée claire de la situation, s'ils avaient eu nettement la notion qu'un mouvement pareil pouvait se déclencher aussi rapidement, les faiblesses d'organisation ne s'expliqueraient pas, on ne comprendrait pas alors, pourquoi notre mouvement était insuffisamment préparé et pourquoi nous n'avons pas pu réagir plus rapidement.

Nous avons des mouvements qui dépassent la plupart de nos organisations. Tel est le cas des textiles du Nord. Il nous faut poser cette question :

Pourquoi, malgré que nous ayons montré que le développement des luttes était en perspective, pourquoi, avoir indiqué au VI^e Congrès : « Il nous faut préparer la contre-offensive prolétarienne », pourquoi ne sommes-nous pas arrivés à préparer sérieusement les batailles ouvrières ? Il faut répondre sans détours que c'est parce que nous avons encore des faiblesses, et la plus grande, c'est celle de notre travail à l'entreprise.

Je sais que nous n'allons peut-être pas avoir l'oreille de certains camarades quand nous examinerons notre travail à l'entreprise ; mais nous ne sommes pas ici pour nous flatter ; nous sommes ici pour com-

prendre que si nous avons déterminé une ligne, nous devons avoir aussi une claire compréhension des tâches nous incombant pour préparer les luttes en faveur des revendications les plus immédiates, et surtout afin de mener une action concrète contre la guerre et le fascisme. Une des conditions essentielles pour arriver à cela, c'est d'avoir nos bases d'organisation et notre activité dans les entreprises.

Depuis deux années, de sérieux efforts ont été faits par nos organisations : campagnes de presse, popularisation des exemples de travail, renseignements pratiques sur la constitution et le fonctionnement des sections d'entreprise, etc.

Nous avons constitué des brigades de choc qui ont travaillé dans la région parisienne, dans les régions de l'Est et du Nord.

Nous avons eu l'action particulière d'instructeurs de la C.G.T.U. dans certaines régions et industries.

Depuis de longs mois, nous nous efforçons, à la direction confédérale, non seulement d'orienter notre mouvement vers les entrepreneurs, mais aussi de procéder au recensement des sections constituées. C'est ainsi que dans le rapport écrit, nous avons pu déjà donner un tableau des sections d'entreprises existant dans l'industrie privée. Aujourd'hui, nous pouvons donner d'autres chiffres, d'autres précisions, et cela par fédération et par région.

Voici, camarades, quelques chiffres recensés ces derniers jours :

Nous avons recensé 1.584 sections ou groupes d'entreprise ou sections techniques. Nous donnons le détail par fédération et par région, dans un état qui est exposé dans la salle.

Voici quelques chiffres :

Pour la XX^e Union Régionale : 703 organisations de base ; 378 pour la 1^{re} U.R. (Nord et Pas-de-Calais).

Viennent ensuite : la VI^e U.R. (Lyon), avec 78 organisations de base ; la VIII^e (Marseille), avec 48 sections de base ; les XXVII^e et XXII^e (Bourges et Dijon), avec 33 sections, etc.

En ce qui concerne les fédérations, c'est celle du Sous-Sol qui vient en tête, avec 371 groupes de base. Mais il convient de préciser que nous comptons là 168 groupes de cinq ou dix adhérents, dont le fonctionnement est d'ailleurs discutable et aussi discuté.

Viennent ensuite :

La Fédération des Cheminots, avec 302 groupes de base qui sont pour la plupart des sections techniques ;

La Fédération des Services Publics, avec 262 groupes, qui sont en général de véritables sections d'entreprise ;

Pour la Fédération des Métaux, nous comptons 167 sections d'entreprise, dont 109 dans la région parisienne.

Dans celle du Bâtiment : 81 ;

Moyens de transport : 63 ;

Produits Chimiques : 51, dont 23 dans la région parisienne.

Camarades, ce qui est remarquable, c'est que la Fédération du Textile, où il y a des centaines et des centaines d'entreprises, ne compte que 37 sections, dont 11 dans le Nord, 11 qui sont recensées, mais sur lesquelles nous faisons d'ores et déjà les plus grandes réserves.

Dans cette industrie du textile où il y a eu tant de luttes glorieuses,

de plusieurs semaines et de plusieurs mois, dans cette industrie du textile et en particulier dans cette région du Nord nous avons déjà fait beaucoup d'efforts pour démontrer la nécessité du travail à l'entreprise. Avec nous, les camarades, en 1930, en 1931, en 1932 et en 1933 pour la grève d'Armentières, ont reconnu que la faiblesse essentielle dans notre activité et la cause essentielle de nos défaites provenaient de notre faiblesse d'organisation dans les entreprises. Malgré que nos camarades aient reconnu cela, malgré que nous ayons déjà donné beaucoup de conseils dans cette région et en général dans toutes les régions du textile, nous ne comptons qu'une trentaine de sections. Nous devons revenir sur une telle chose. Nous tenions cependant à le souligner, dans l'énumération que nous venons de faire.

Il y a des groupes de base existant indiscutablement. Nous devons enregistrer devant ce Congrès quelques progrès dans le travail aux entreprises. Le fait que, dans notre mouvement syndical, nous puissions fournir déjà un certain recensement ne prouve-t-il pas, pour ceux qui connaissent bien notre mouvement, certains progrès ? Vous savez bien, que nous ne sommes pas habitués aux statistiques. Je pourrais même dire qu'il y a pas mal de syndicats qui ne savent même pas comment ils travaillent, avec qui ils travaillent, sur quelles bases ils travaillent. Nous avons des directions qui ne connaissent pas, non seulement leurs adhérents, mais qui ne connaissent même pas leurs sections de base. Que nous soyons arrivés à opérer un certain recensement, c'est déjà un petit point d'appui.

Mais il est évident qu'il y a d'autres facteurs qui nous font dire qu'il y a un peu d'amélioration ; que ce soit dans la métallurgie ou dans d'autres corporations de l'industrie privée, comme chez les mineurs, dans les administrations publiques et en particulier dans les Services publics et les Cheminots, nous considérons qu'un certain effort a été fait, qu'il y a quelques résultats dans le travail aux entreprises.

Cependant, camarades, nous ne pouvons pas être satisfaits. Je ne me rappelle plus les chiffres ; il me semble cependant qu'en 1930, me trouvant à l'I.S.R., j'entendais un représentant de l'O.S.R. d'Allemagne, citer le chiffre de 4.000 et quelques centaines de groupes ou sections d'entreprises existant en Allemagne. Me rappelant ce chiffre et les difficultés qu'ont eues nos organisations révolutionnaires pour faire face à la montée du fascisme, me souvenant de l'obstacle que constituait à l'intérieur des usines l'influence de la social-démocratie et du réformisme d'Allemagne, j'ai considéré indispensable de souligner devant le Congrès que nous ne pouvions nullement être satisfaits de nos 1.584 sections ou groupes d'entreprise.

Nombre de sections encore insuffisant, mais aussi fonctionnement de celles qui existent, laissant beaucoup à désirer. Nous voulons prendre quelques exemples.

En même temps que nous avons recensé les sections ou groupes d'entreprises existant, nous avons recensé les journaux d'usines. On s'accorde à dire que le journal d'entreprise est un des moyens les plus sûrs de faire notre travail dans l'entreprise. Il est la caractéristique de la bonne ou de la mauvaise activité d'une section ou d'un groupe d'entreprise. Or, nous avons recensé 388 journaux d'entreprises sur 1.584 sections ou groupes d'entreprise !

Pour la région parisienne, pour les métaux, nous avons recensé 43 journaux sur 109 sections.

Camarades, pour la métallurgie de la région parisienne, est-ce que le fait que nous n'avons recensé que 43 journaux sur 109 sections soit l'unique point sur lequel nous puissions nous appuyer pour expliquer que nous n'avons pas de fonctionnement sérieux et suffisant de nos organisations de base ? Non. C'est ainsi qu'à propos du mouvement de Citroën, notre camarade Arrachard pouvait écrire le 24 juin dernier :

Mais la faiblesse la plus importante se constata en dehors de la grève, dans le manque d'appui des autres usines métallurgiques, ainsi que dans une participation insuffisante des chômeurs.

Certes, les sections syndicales surent se préoccuper de la solidarité financière à l'égard de la grève, mais elles manifestèrent une passivité dangereuse pour réaliser la lutte revendicative dans leurs entreprises, entravant ainsi l'élargissement de la grève, qui était pourtant un facteur décisif pour la victoire des grévistes de chez Citroën et pour l'obtention des revendications des ouvriers des autres usines.

Camarades, en effet, cet exemple au cours de la grève Citroën démontre que si nous avons 109 sections ou groupes d'entreprise dans la région parisienne, nous ne sommes pas encore arrivés à ce que ces groupes et sections fonctionnent sérieusement.

Certes, il y a quelques bons exemples. C'est ainsi que dans les mines et en particulier dans le Pas-de-Calais, d'après les renseignements qui nous ont été communiqués, de nombreux journaux sont édités par nos sections. Regrettons en passant que nos sections de base ne nous envoient pas les cinq exemplaires qu'elles devraient nous envoyer.

Il y a d'autres bons exemples. Dans les T.C.R.P., 33 sections éditent leur journal, quatre seulement n'en éditent pas.

Il n'est pas inutile, camarades, de rappeler ici que le syndicat des T.C.R.P. n'a pas seulement doublé, mais triplé ses effectifs dans ces deux dernières années. Malgré l'état lamentable dans lequel nos dirigeants avaient trouvé ce syndicat antérieurement dirigé par les Fournol, par les Deveaux et consorts, que malgré cela nos camarades ont su regagner la confiance des masses, ont su remonter leur syndicat, ont su le faire revenir à ce qu'il était auparavant.

Ne croyez-vous pas que les journaux de dépôts, que l'activité dépensée par nos sections syndicales de base sous l'impulsion de notre direction du syndicat n'ont pas été des facteurs très importants pour le redressement d'une telle organisation ?

Si nous avons à citer ces quelques bons exemples, nous devons cependant indiquer qu'en général, nous avons encore un travail trop superficiel et pas toujours à l'intérieur de l'entreprise. Si nous voulions étudier les 1.584 groupes ou sections recensés, nous pourrions voir qu'un certain nombre s'intitulent organisations d'entreprises, mais n'ont pas d'activité dans l'entreprise.

D'autre part, ce qu'il nous faut constater, c'est que nous sommes encore très faibles dans les grosses entreprises, et en particulier dans les industries de guerre. Certes, nous avons quelques bases chez Citroën, mais chez Renault..., celles-ci sont bien faibles.

Il y a de grandes usines de produits chimiques dans tous les coins de la France et nous n'avons que quelques sections et des forces très faibles dans cette industrie importante qui travaille pour la guerre. Il y a des usines du textile et de la soierie qui peuvent travailler et qui travaillent pour la guerre. Or, nous n'avons pas de forces sérieuses dans ces entreprises.

Nous pourrions ainsi citer une série d'industries et d'entreprises travaillant pour la guerre, qui ont par conséquent une importance décisive pour nous et dans lesquelles nous n'avons pas les forces et l'activité suffisantes.

Chez les cheminots, nous avons des sections techniques. Nous en avons de nombreuses qui existent sur le papier et certaines qui ne fonctionnent encore que par l'activité de un ou de deux membres seulement. Nous en avons aussi beaucoup qui ne fonctionnent plus, qui arrivent à disparaître en fait, quand il y a des déplacements qui s'opèrent. Camarades cheminots, nous n'avons pas besoin d'insister ici pour vous montrer l'importance économique et politique de votre organisation. Nous n'avons pas ici l'intention de développer ce point ; mais nous voulons néanmoins que vous compreniez que pour faire face aux attaques des Compagnies, attaques qui prennent les formes les plus diverses, non seulement par atelier, mais maintenant par service, qui prennent même des formes individuelles, il est plus que jamais indispensable que vous ayez des sections techniques qui fonctionnent, qui défendent réellement les intérêts les plus immédiats des cheminots.

Nous devons dire très franchement quelles sont les raisons de notre faiblesse dans l'organisation et l'activité dans les entreprises, et cela, pas seulement pour une catégorie, textiles, cheminots ou autres, mais pour l'ensemble de notre mouvement. Nous sommes persuadés qu'il n'y a pas encore une conviction profonde sur la nécessité du travail aux entreprises. Certes, il y a un manque d'aptitude, une inhabileté pour déterminer, pour appliquer les formes d'organisation correspondant à chaque situation. Il est indiscutable, cependant, qu'il n'y a pas encore la conviction dans notre mouvement sur le travail aux entreprises. Il nous faut y revenir.

Pourquoi devons-nous avoir nos bases et notre activité dans les entreprises ? Pour mieux reconnaître les formes d'attaque de la bourgeoisie qui se produisent, nous l'avons dit, non seulement par région, par localité, mais surtout par entreprise et même par service et atelier ; pour connaître, établir justement et à temps les revendications ouvrières, pour examiner et réaliser les diverses formes de lutte en rapport avec chaque situation concrète, et enfin pour organiser à la base le front unique, faire élire les comités de préparation et de direction des luttes.

Camarades, nous avons la perspective de grandes luttes. Nous avons déjà cité l'exemple de l'Allemagne, où l'influence prédominante de la social-démocratie et du réformisme dans les entreprises a entravé l'action glorieuse de nos camarades essayant de déclencher des mouvements et d'atteindre le mouvement général. Il convient de retenir cet enseignement. Voyons l'importance que la bourgeoisie elle-même attache à notre action dans les entreprises, action qu'elle tente de neutraliser.

Maintenant, la bourgeoisie emploie de plus en plus une politique sociale très habile qui gêne considérablement notre action. Et voilà maintenant que nous voyons la C.G.T. qui, elle aussi, a fait le tournant et qui commence à s'attacher au problème du travail aux entreprises.

Camarades, vous avez certainement pu lire à propos des travaux du Congrès de la Fédération confédérée des Métaux le discours prononcé par Jouhaux.

Jouhaux a déclaré :

L'organisation syndicale ne vaut pas seulement par les grands mouvements de masse qu'elle peut promouvoir.

Elle vaut surtout quand elle est présente à l'atelier, à l'usine, et je suis sûr que cette politique de présence à la base — ne serait-ce que par un collecteur de cotisations syndicales — donnerait aux ouvriers l'audace qu'ils n'ont plus à l'heure actuelle.

Et s'il était possible que le représentant du syndicat soit à l'usine, le contrat collectif ne tarderait pas à couronner nos efforts. Les ouvriers y croiraient, car ils sauraient qu'ils ont avec eux un représentant du syndicat pour en défendre les clauses si celles-ci étaient méconnues par le patron.

Est-ce qu'une telle déclaration ne doit pas frapper les camarades du Congrès ? Comment ! pendant des années, les dirigeants réformistes et socialistes ont essayé de critiquer et de dénigrer les formes d'organisation sur la base de l'entreprise, pendant des années, les Morel et autres ont parlé ironiquement des « cellulards », de ceux qui sont dans les sections d'entreprise, et maintenant, voilà que Jouhaux lui-même pose le problème du travail aux entreprises !

Dans le compte rendu du *Populaire*, qui n'est pas fait de la même façon que celui du *Peuple*, Jouhaux aurait déclaré « qu'il fallait un exutoire au mécontentement des masses ; pour l'ensemble de la population, c'est vers le gouvernement que va ce mécontentement, quelquefois avec raison. Pour la classe ouvrière organisée, c'est vers le gouvernement de la C.G.T., mais là, nos possibilités sont en fonction avec les vertus de chacune des cellules de notre Confédération ».

Quand on entend Jouhaux faire de telles déclarations, on doit comprendre pourquoi les dirigeants réformistes qui nous ont tant critiqués, qui ont tant ironisé, essaient maintenant de venir à l'entreprise.

Il est certain, et ce n'est pas par hasard que Jouhaux disait cela dans le Congrès des Métaux, que les dirigeants réformistes voient la bourgeoisie avoir des inquiétudes sur le mouvement des masses ; il est certain que le dernier mouvement de chez Citroën dans lequel les dirigeants réformistes, malgré leurs efforts, ne sont pas arrivés à jouer le rôle qu'ils auraient voulu jouer, a amené les dirigeants réformistes à réfléchir. Ils essaient de canaliser le mécontentement, ils veulent neutraliser notre action dans les entreprises.

Camarades, nous devons voir cela très clairement. Nous, nous voulons nous organiser dans les entreprises pour mener à bien la défense des intérêts ouvriers, nous voulons réaliser ce travail ardu, complexe, difficile pour arriver à préparer sérieusement les luttes. C'est au moment où nous commençons à constater quelques progrès dans ce domaine que la bourgeoisie, que les dirigeants réformistes sentant le danger orientent leurs syndicats vers les entreprises.

Vous avez remarqué, on l'a déjà dit et je ne veux pas y insister, que depuis quelques mois, les dirigeants réformistes utilisent beaucoup plus la phrase de gauche, parlent beaucoup plus de l'action à engager. Dans le Congrès confédéré des Métaux, Jouhaux a utilisé cette phrase de gauche et même pour réaliser la politique réformiste, il a indiqué les méthodes d'organisation que doivent employer les organisations confédérées.

Camarades, nous devons voir très clairement le danger. Nous avons déjà dans certaines corporations les hommes de confiance confédérés qui étaient aussi parfois même très souvent les hommes de confiance du patronat. Nous avons vu non seulement dans la métallurgie, mais dans le textile, les hommes de confiance des syndicats confédérés de

Roubaix, de Tourcoing et d'ailleurs, être l'arme essentielle des dirigeants. Mais maintenant, nous n'aurons pas seulement en face de nous des hommes de confiance, mais il faut craindre que nous n'ayons des groupements confédérés dans les entreprises. Nous devons aussi comprendre dès maintenant que la bourgeoisie encouragera l'activité de la C.G.T. dans les entreprises.

S'il y a des difficultés pour les unitaires, si nos camarades de chez Citroën en connaissent certaines, s'ils sont obligés de travailler illégalement, il nous faut craindre que la C.G.T. ait de plus grandes possibilités pour travailler, que la bourgeoisie, que Citroën facilitent la tâche de la C.G.T., pour essayer de neutraliser et même briser notre action dans les usines.

Camarades, si nous voyons cela, si nous sommes persuadés qu'avoir des sections dans les entreprises est une condition indispensable pour la préparation des luttes, si nous voyons les efforts que fait la bourgeoisie, ce que veut faire maintenant la C.G.T., est-ce que ces arguments ne sont pas suffisants pour marquer la nécessité pour nous de nous livrer avec acharnement à ce travail ?

Il faudrait que chaque camarade ici comprenne que, de retour dans son syndicat, dans son Union, il doit plus que jamais défendre les revendications des ouvriers et mobiliser les masses contre le fascisme. En même temps, il doit comprendre que pour réaliser de telles tâches fixées par le VII^e Congrès, il est indispensable de travailler dans les entreprises.

Les difficultés sont grandes, elles s'aggraveront, mais on peut les vaincre.

Camarades, il y a des exemples internationaux qui sont très éloquents. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de grands mouvements dans des pays où le mouvement syndical est illégal ou semi-légal, où la terreur règne, où le fait d'être catalogué de révolutionnaire, de communiste peut entraîner la mort.

Est-il besoin de rappeler ici, après les camarades Racamond, Mousmousseau et Frachon les grandes grèves qui se sont déroulées dans le monde : celles de Pologne, de Roumanie, d'Allemagne. Est-il besoin de rappeler l'activité de nos camarades en Allemagne pour faire face à la dictature hitlérienne ?

Est-ce que les difficultés sont moins grandes à l'étranger qu'en France ? Et cependant, non seulement il y a eu de grands mouvements, mais il y a eu des mouvements dirigés par nos organisations et victorieux, cela dans des pays où règne la terreur.

Camarades, comment nos organisations sœurs sont-elles arrivées à obtenir de tels résultats ? L'enseignement essentiel que nous voulons dégager, c'est que ces organisations ont leur base et leur activité dans les entreprises, c'est qu'elles savent l'utiliser.

En Roumanie où les syndicats étaient semi-légaux, nos camarades savent combiner leur travail de masse avec les mesures clandestines qu'elles sont obligées de prendre pour tenir des réunions. Nos camarades cheminots de Roumanie, en particulier, sont arrivés à réaliser le mouvement que vous connaissez, à prendre possession de la gare de Bucarest. Pour que nos camarades soient arrivés à une telle action, il leur a bien fallu employer des méthodes de travail de masse. Il est certain qu'ils n'ont pas « forcé » les ouvriers à occuper les gares, mais qu'une telle action était le résultat d'un travail de masse.

Or, de nombreux syndicats se réunissent par petits groupes ; ils sont obligés de se tenir dans les plus mauvaises conditions, et toutes nos directions révolutionnaires doivent employer de multiples mesures pour pouvoir tenir leurs réunions.

En Pologne, c'est la même chose. Nos camarades ont eu de nombreuses grèves. Je ne veux citer qu'un seul exemple : la dernière grève magnifique de Lodz sur laquelle une brochure a été éditée et qu'il serait désirable que chaque militant lise. Dans cette grève, il n'y avait pas quelques centaines d'ouvriers, mais 120.000 ouvriers et ouvrières du textile.

Camarades, quand on connaît les difficultés que nous avons actuellement pour organiser l'action dans les secteurs textiles en France et que l'on voit les résultats obtenus par le mouvement polonais qui est illégal, qui est obligé de travailler dans les syndicats réformistes et de faire face à la dictature fasciste, on comprend alors l'importance de la grève de Lodz avec ses 120.000 grévistes. Cette grève fut déclenchée pour une augmentation de salaire évaluée à 25 %. Nos camarades n'ont pas pu obtenir complète satisfaction ; ils ont eu contre eux la terreur, il y a eu des tués et des blessés. Il y a eu aussi des manœuvres des dirigeants réformistes qui, comme dans tous les pays, font l'impossible pour briser la lutte. Mais nos camarades ont obtenu 10 à 15 % d'augmentation de salaire, la reconnaissance des comités d'usine — dans un pays de terreur, je le souligne — et enfin quelques autres petites revendications.

Camarades, nos camarades de Pologne ont pu obtenir ces résultats parce qu'ils ont suivi l'exemple de nos camarades de Russie, parce qu'ils savent, pour l'avoir vécu, pour une partie d'entre eux dans la lutte contre le tsarisme, qu'il est indispensable d'avoir des bases dans les usines, parce que justement nos camarades n'ont pas eu seulement l'idée de faire élire des comités de grève, mais ils ont mis les comités de grève sous le contrôle et sous la sauvegarde des masses ouvrières.

Dans ce pays où la terreur règne, où notre mouvement est illégal, les comités de grève ont pu vivre légalement sous le contrôle et sous la sauvegarde des masses ouvrières.

Camarades, si nous mettons une telle insistance à montrer ces exemples internationaux, c'est justement pour qu'on utilise beaucoup plus leur expérience, et pour que nous comprenions que, si nous avons des difficultés, il en existe également dans les pays de terreur, et qu'il nous faut faire des efforts en France pour arriver à vaincre ces difficultés. Il nous faut combiner notre travail sous la forme légale, semi-légale et illégale.

Les exemples démontrant que l'on peut vaincre les difficultés ne manquent pas en France. Voyons chez les mineurs. Nous en avons déjà fait mention dans notre rapport écrit. On ne peut pas dire que la même situation existe dans toutes les localités, voire même dans tous les bassins miniers. Il y a certaines localités, certaines concessions où il y a de grandes possibilités légales de travail, où les difficultés ne sont pas les mêmes. Nous avons actuellement des sections d'entreprise de puits qui vivent légalement ; nous avons aussi des sections qui vivent illégalement, les groupes d'immigrés en particulier.

Camarades, même dans les mines, ne croyez-vous pas qu'on peut, en certains endroits, avoir une action complètement légale ? Nous répondons : si. Il y a une tendance, en raison des difficultés qui se manifes-

tent, à se replier, en particulier dans les mines, le textile ; dans certaines corporations, on a eu tendance à exagérer les difficultés pour expliquer le manque de travail ou le faible travail dans les entreprises.

Camarades, nous considérons que le fait qu'il existe des sections travaillant légalement, dans le bassin du Pas-de-Calais en particulier, démontre que nous avons des possibilités dans d'autres localités et que nous ne devons pas nous replier. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas prendre des mesures. Nous devons tenir compte des difficultés, les voir, mais non les voir en général pour toute une industrie, pour tout un bassin, pour tout un secteur : non ! Nous devons les voir non seulement par localité, mais par entreprise, par puits, par chantier. Nous devons voir très clairement dans chacun de ces cas quelle est la forme d'organisation et de travail que nous devons prendre ; nous ne devons pas généraliser dans ce domaine.

Dans la Métallurgie, par exemple, peut-on dire qu'il y a les mêmes difficultés chez Citroën que dans une petite boîte ? Non ! Nous devons voir là-bas très clairement comment nous pouvons les vaincre. Est-il possible de les vaincre dans les grosses boîtes ? Nous répondons : oui ! Chez Citroën, nous avons eu une activité très grande ; notre syndicat construit, fait vivre et reconstruit les sections d'atelier.

Un camarade nous disait il y a quelques jours que, dans sa section, il était arrivé à avoir douze délégués d'atelier.

Dans d'autres endroits, la répression et les manœuvres de Citroën rejettent en dehors de l'usine des camarades, mais la démonstration est faite que là où nous avons une activité incessante, là où nous avons des formes de travail qui correspondent à la situation, nous pouvons vaincre les difficultés.

Camarades, il y a d'autres exemples en France qui montrent que nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes, mais au contraire utiliser à fond toutes les méthodes de travail légal. En général, nous pouvons travailler légalement dans toutes les administrations et aussi dans certaines entreprises de l'industrie privée. Nous voulons reprendre à cette tribune l'exemple du Syndicat de Lyon cité dans le rapport écrit pour montrer combien nous avons de possibilités dans des centaines, voire même dans des milliers d'entreprises semblables. Qu'ont fait nos camarades de Lyon ? Comprenant la nécessité du travail dans les entreprises, ils se sont groupés par entreprise, ils se sont groupés sur la base de l'entreprise, ils ont organisé des réunions diverses pour discuter avec les ouvriers les revendications, les moyens de les faire aboutir ; ils ont profité de leur activité pour renforcer le syndicat unitaire.

C'est ainsi que dans deux entreprises le personnel est organisé à 100 %, dans deux autres à 50 %, et il n'y a pas si longtemps, ils obtenaient une augmentation de salaire de 13,30 % dans une maison, chez Caruel et Dupuy de Lyon.

Nos camarades ont organisé leurs bases multiples sur la base du syndicat : Sou du Soldat, Bureau de placement, groupe d'achats, bibliothèques ; enfin, par divers moyens, ils donnent des conseils juridiques aux ouvriers.

Cet exemple du Syndicat du Bois de Lyon, on peut dire qu'il est l'exemple-type du bon fonctionnement d'un syndicat : bonne orientation et activité, organisation sur la base de l'entreprise, défense systématique des revendications ouvrières.

Enfin, utilisation des bases multiples pour faire face aux besoins

des ouvriers dans et hors les entreprises, intéresser tous les adhérents à leur syndicat et ainsi les maintenir.

Cet exemple ne peut-il être multiplié des dizaines, on pourrait dire des centaines de fois ? Heureusement il en est d'autres qui démontrent que nous avons les mêmes possibilités. Encore à Lyon, nous avons eu dans le Vêtement des efforts faits par nos camarades et maintenant ils s'orientent sérieusement sur les bases de l'entreprise.

Dans les administrations publiques, nous avons déjà cité l'exemple de la S.T.C.R.P. ; nous pourrions citer ceux du Gaz de Paris, ceux des Services Publics en général et surtout dans la Région parisienne. Nous pourrions citer celui des cheminots. Chez les cheminots, nous avons dit : « Il y a encore beaucoup de sections techniques qui ne fonctionnent pas à notre convenance. » Il nous est apparu cependant qu'un syndicat mérite d'être signalé à cette tribune, c'est celui des cheminots de Lens. Nos camarades ont une grande activité, ils font fonctionner leur section technique, ils se sont efforcés de réaliser un travail collectif avec les membres du Conseil syndical et avec les délégués du personnel.

Nos camarades ont réussi à entraîner dans leur travail d'organisation du syndicat les délégués du personnel ; ils leur ont fait faire des comptes rendus, ils tiennent des permanences. Nos camarades enfin possèdent des bases et services syndicaux multiples.

C'est ainsi que nos camarades cheminots de Lens ont un groupement des « Amis de l'U.R.S.S. », une section du Secours Rouge, une section de l'A.R.A.C., un groupe espérantiste, un groupe de pionniers rouges, une section de retraités.

Camarades, nous devons populariser cet exemple dans la Fédération des Cheminots. Certes, nous ne voulons pas dire que c'est parfait, mais il n'en est pas moins vrai que nos camarades n'ont pas seulement une activité extérieure, mais il apparaît très nettement qu'ils déploient une activité très sérieuse pour une amélioration du fonctionnement de leur syndicat.

Nous avons énuméré quelques exemples et nous pourrions en citer d'autres. Mais si nous l'avons fait, c'est pour démontrer que nous pouvons, que nous devons faire face aux faiblesses et aux difficultés rencontrées présentement.

Nous avons déjà parlé des méthodes que nous devons utiliser ; il nous faut maintenant revenir sur celles à employer dans les périodes les plus difficiles. La plupart du temps ces méthodes peuvent rester légales ; mais il n'en est pas de même sur certains points des bassins miniers ; il n'en est pas de même dans certaines grosses entreprises. Et là nous devons dire tout de suite qu'il est indispensable de réaliser les formes d'organisation déterminées déjà par le VI^e Congrès. Dans la résolution du VI^e Congrès nous avons préconisé les sections d'entreprises, d'ateliers, de services ; nous avons même préconisé l'organisation de groupes d'ouvriers.

Ah ! certes, ce n'est pas là une chose facile ; il est beaucoup plus facile de convoquer les ouvriers dans une grande assemblée, mais les résultats c'est qu'en certains points des bassins miniers nos camarades délégués du Nord, nos responsables convoquent des réunions dans lesquelles il vient trois, quatre, cinq et six camarades. Le résultat c'est que, dans certaines entreprises, si nous faisons de telles réunions, nous n'aurions personne, ou ceux qui viendraient seraient le lendemain l'objet de la répression.

Il nous faut maintenant utiliser toutes les formes de travail ; il ne s'agit pas de nous rejeter dans l'illégalité, dans les grosses entreprises. Non, nous devons savoir coordonner les formes de travail légales et illégales, savoir utiliser le journal d'entreprise ; l'intervention à la porte des usines, dans les restaurants, la discussion collective et individuelle avec les ouvriers des grosses entreprises ; mais nous devons savoir aussi convoquer les réunions par atelier, par service, par groupe d'ouvriers. Si nous ne faisons pas cela, nous aurons beau répéter inlassablement que nous devons faire du travail à l'entreprise, nous n'arriverons pas à réaliser. Nous aurons toujours en face de nous une bourgeoisie qui renforcera ses méthodes et même une C.G.T. qui essaiera de nous neutraliser dans les entreprises.

Nous devons voir très clairement tous ces problèmes, connaître et adopter les formes d'organisation qui correspondent à la situation.

Mais nous devons voir non seulement les formes d'organisation, mais aussi les formes de travail dans l'entreprise. En général, nous avons de bons camarades dans les sections d'entreprise ; ils font un très gros travail, mais surtout technique : édition de journaux, tracts, etc. Ils ne savent pas encore se lier aux ouvriers pour connaître leurs besoins, examiner concrètement et à temps les revendications ; ils ne savent pas toujours déceler les causes du mécontentement des ouvriers ; ils ne peuvent pas toujours discerner comment les entraîner à la lutte.

Le mécontentement des masses ne s'explique pas toujours immédiatement par une question de salaires, parfois c'est une question de brimade, d'hygiène, de sécurité.

Or, il faut le dire, notre cadre dans les entreprises n'arrive pas encore à connaître toutes ces choses, il n'a pas toujours attaché une attention suffisante à ces questions.

Nous avons des camarades qui ont reculé devant les difficultés ; ils sont parfois entraînés à dire : « Il faudrait un bon coup de trique pour qu'ils arrivent à comprendre ».

Cette formule simple, populaire, exprime l'opinion de « l'avachissement des masses » ; elle exprime le doute qu'ont certains camarades sur la combativité, la volonté de lutte des ouvriers. Quand on en arrive à dire : « Il faudrait qu'ils reçoivent des coups de trique pour qu'ils comprennent quelque chose », c'est qu'on ne comprend pas les hésitations qui se produisent parmi les ouvriers quand ils ne voient pas les conditions réunies pour la lutte victorieuse.

Quand des ouvriers veulent lutter, surtout dans la période de crise, il faut qu'ils comprennent, qu'ils sachent et qu'ils sentent véritablement que les conditions sont réunies pour la lutte.

Nos difficultés viennent de ce que nous n'exprimons pas toujours les revendications les plus populaires, de ce que nous n'avons pas la direction habile qui s'impose aux yeux des ouvriers d'usines et que nous n'avons pas ainsi créé les conditions pour la lutte.

Camarades, c'est là le problème. J'ai eu l'occasion de l'expliquer déjà dans un Conseil fédéral des Cheminots. Si les difficultés sont grandes, et nous ne voulons pas les nier, nous savons aussi que, chez les cheminots, ce mécontentement n'a pas toujours pu s'exprimer par des luttes, en raison de l'activité très faible ou insuffisante de la part de certaines de nos organisations. Là où nous avons su saisir les causes du mécontentement ; là où nous avons su trouver les revendications, nous avons eu des mouvements ; nous avons eu l'occasion de rappeler

le mouvement de Noisy-le-Sec, qui est très caractéristique. Nous pourrions en citer d'autres.

Mais il est bien évident que, chez les cheminots, comme partout ailleurs, il faut créer les conditions pour la lutte et ne pas mettre tout sur le compte d'un manque de combativité des ouvriers.

C'est nous qui sommes les responsables, qui devons créer les conditions de la lutte et qui devons exprimer les revendications qui correspondent aux intérêts des ouvriers. C'est nous enfin qui devons déterminer concrètement les formes de lutte et entraîner les ouvriers à la lutte.

Camarades, un autre point très important, c'est les méthodes de lutte ; est-il besoin de toujours crier par-dessus les toits que nous voulons la grève ? On a dit bien des fois que nous ne sommes pas des gréviculteurs ; nous savons que la grève est l'arme essentielle du prolétariat, mais nous devons savoir aussi — il n'est pas inutile de le redire dans ce Congrès — déterminer toutes les formes de lutte adéquates à la situation, qui peuvent nous permettre d'arriver à la solution désirable.

Là, c'est la pétition ; là, c'est la réunion à la sortie de l'usine ; là, c'est la délégation à l'intérieur de l'usine, sans ou avec manifestations sur le tas ; là, c'est la grève de 5 minutes ; là, c'est celle d'un quart d'heure, d'une demi-journée, d'une journée, etc.

Camarades, il faut maintenant et surtout dans le travail aux entreprises examiner concrètement ces formes de lutte que nous pouvons et que nous devons poursuivre dans l'entreprise.

Déjà, dans les grèves de Citroën, nous avons eu des exemples qui ont démontré que, par l'agitation faite dans certains ateliers, nous avons contribué à déclencher le mouvement général.

Camarades, il faut donc examiner très sérieusement toutes les formes de lutte.

Enfin, on ne peut pas préparer les luttes dans l'entreprise sans un travail acharné auprès des ouvriers confédérés et chrétiens. Je veux encore m'adresser aux camarades cheminots. Très souvent ils ont en face d'eux des syndicats confédérés ou professionnels. La force essentielle c'est la Fédération réformiste. Est-ce que le travail des sections techniques, des syndicats de cheminots est orienté sérieusement vers le front unique d'action ? Est-ce que nous avons ce travail permanent des syndiqués unitaires, ce travail fraternel auprès de chaque syndiqué confédéré ?

Ah ! je le sais, il y a des difficultés, il y a des camarades qui pensent que, dans les syndicats confédérés, il n'y a plus grand-chose à faire, que ceux qui y restent sont, soit corrompus politiquement, soit qu'ils attendent une place, soit qu'ils l'occupent.

Camarades, nous le savons, mais nous savons aussi que, si notre Fédération Unitaire a eu les plus grandes difficultés pour maintenir ses effectifs, la Fédération confédérée a augmenté les siens, et nous ne pouvons pas du tout adopter cette thèse que, dans la Fédération et les syndicats confédérés de cheminots, il n'y a plus rien à faire. Il y a au contraire tout à faire, car la volonté de lutte s'exprime aussi dans ces organisations.

Le travail des sections techniques unitaires chez les cheminots, le travail de leurs membres dans les entreprises doit être justement orienté vers les ouvriers confédérés, chrétiens et professionnels.

Il en est de même dans toutes les industries. On a parlé en général

de renforcer les oppositions dans les syndicats réformistes particulièrement, mais nous devons dire que, dans les entreprises, cette tâche acquiert une importance décisive. Comment voulez-vous préparer une lutte du textile du Nord, comment voulez-vous éviter la faiblesse du groupe d'Armentières, comment voulez-vous éviter le Comité Inter-syndical dans lequel nous sommes noyés par les dirigeants réformistes et chrétiens et au contraire faire élire des comités larges sous le contrôle des travailleurs si vous n'avez pas d'activité dans les entreprises, si vous ne réalisez pas le front unique, si vous ne faites pas élire des Comités de front unique dans les entreprises d'Armentières et d'ailleurs ?

Pour diriger les mouvements, nous l'avons dit et répété, nous devons mener une lutte impitoyable contre les dirigeants réformistes, nous devons savoir discerner dans les entreprises les cheffillons réformistes, qu'il nous faut combattre avec force, mais nous devons aussi avoir une politique de front unique conséquente.

C'est pourquoi nous voulons que, devant ce Congrès, il ne soit pas seulement posé la question de l'organisation des luttes ouvrières, des formes d'organisation spécifiques de notre mouvement syndical, mais aussi les formes de travail. C'est la raison de notre insistance sur le travail persévérant qu'il faut mener parmi les ouvriers confédérés, chrétiens et en particulier dans les entreprises.

Camarades, nous devons examiner aussi comment doivent fonctionner les sections d'entreprise, quelles doivent être leurs prérogatives. Nous avons dit et écrit que la section d'entreprise doit être la base essentielle de notre mouvement syndical. Cela n'a pas eu l'heur de plaire à certains. Nous le regrettons bien vivement, mais nous voulons défendre réellement les intérêts des ouvriers, et nous ne voulons pas que l'on considère la section d'entreprise seulement comme un organisme d'agitation et de propagande. Pour nous, la section d'entreprise doit être et doit devenir de plus en plus la base de notre mouvement syndical révolutionnaire ; c'est elle qui doit être l'organisatrice des travailleurs dans les syndicats et permettre l'organisation des luttes ouvrières. C'est elle que l'on doit considérer comme l'organisation essentielle de notre mouvement, comme le rouage sur lequel nous devons porter nos forces, nos efforts, et sur lequel nous devons être les plus vigilants. Une section ou des sections d'entreprise chez Citroën, cela doit être pour notre syndicat et pour notre Fédération un souci constant.

Les sections syndicales dans les produits chimiques, le fonctionnement des sections techniques chez les cheminots, le fonctionnement de nos organisations de base dans les industries de guerre, tout cela doit être toujours dans nos esprits, ou sans cela nous n'aurons fait que des phrases sur la préparation des luttes et sur la lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste.

Nous devons comprendre que la section d'entreprise, c'est l'arme essentielle de la C.G.T.U.

Déjà le Syndicat des Métaux de la Région Parisienne n'a pas seulement fait des efforts pour créer des sections. Il a pris des mesures, même au point de vue des statuts, et il veut en prendre de nouvelles. Nous l'approuvons. Notre Syndicat des Métaux a un congrès dans lequel les sections syndicales sont représentées à raison d'un délégué par dix membres, congrès syndical qui est l'organisme suprême du syndicat. Nos camarades ont un comité général constitué avec les délégués des sections, à raison de deux délégués par section.

Enfin, nos camarades ont donné la possibilité aux sections d'entreprise de disposer d'une ristourne de 50 centimes.

Et si on posait cette question : « Dans combien de syndicats avons-nous pris de telles mesures ? » Nous aurions cette réponse : « Nous acceptons les sections d'entreprise, mais il ne faut pas leur donner trop de prérogatives. » Nous avons déjà dit, nous voulons le répéter devant le Congrès : certes, la C.G.T.U. est constituée par les syndicats, certes, les sections d'entreprise doivent avoir une liaison permanente avec le syndicat, mais nous nous refusons à adopter ce principe que les sections d'entreprise ne peuvent pas engager de mouvement sans en avoir référé aux syndicats.

Certes, nous ne voulons pas de sections d'entreprise indépendantes, autonomes de notre mouvement. Nous voulons la liaison régulière, l'interpénétration de nos forces, la coordination de nos efforts, de nos syndicats. Mais ce que chaque camarade doit comprendre aussi, c'est qu'une section d'entreprise doit avoir la possibilité, si toutes les conditions sont réunies, de déclencher un mouvement à l'intérieur de l'entreprise. Même dans les statuts du Syndicat des Métaux, on voit encore une telle phrase : « Aucune décision d'action ne peut être prise par les sections sans en avoir étudié les modalités, déterminé les heures, en accord avec la commission exécutive, etc... »

UN CAMARADE DES MÉTAUX. — Ce n'est pas appliqué !

MAUVAIS. — ...Je sais bien que vous ne l'avez pas appliqué. Je cite les statuts, et justement, je veux indiquer que si les camarades de la R.M.O. de chez Citroën, au moment où on voulait élargir le mouvement, étaient allés voir le syndicat, et avaient attendu la réunion de la commission administrative, ils auraient laissé passer le moment de l'action.

De plus en plus, nous devons comprendre que la section d'entreprise doit avoir les initiatives les plus grandes. Je veux dire ici, très nettement, parce que nous en avons l'exemple en Allemagne, que, de plus en plus, elles doivent avoir l'initiative politique et d'organisation. Mais aussi, elles doivent avoir les possibilités financières les plus larges.

Comment voulez-vous que nos sections d'entreprise vivent et aient une activité sérieuse si elles n'ont pas les ressources financières nécessaires ? Comment voulez-vous qu'elles éditent leur journal, les tracts, si elles n'ont pas certaines possibilités ?

Je sais bien qu'on pourra dire : Il faut faire des collectes. Oui, il faut en faire. Mais il est bien certain qu'il doit y avoir un minimum de ressources financières stables pour que nos organisations puissent travailler.

De plus en plus, nous devons nous orienter pour que la section syndicale d'entreprise devienne véritablement la base essentielle de notre mouvement syndical révolutionnaire.

Enfin nous devons attacher une plus grande importance aux cadres, car si nous avons de bons camarades dans les entreprises, ils manquent encore par contre de possibilités de travail. Il est indispensable, pour nous, d'avoir une politique de cadres, pour réaliser un véritable travail collectif, pour connaître les nouveaux éléments, les aider à monter et leur donner les possibilités de se développer.

Nous devons organiser, pour cela, des écoles, non seulement dans le cadre régional ou national, mais surtout dans les entreprises. Nous devons savoir utiliser toutes nos forces, et ici, je veux rectifier une

erreur du rapport écrit. Dans cette question des cadres, on nous a fait dire que nous voulions aller vers la « réduction des anciens cadres ».

Jamais nous n'avons eu une telle intention. Nous avons écrit que nous devions aller vers la « rééducation des anciens cadres », mais il est cependant bien évident que la phrase peut donner lieu à de fausses interprétations, car elle peut faire croire que nous voulons, sans plus, placer les « vieux » dans des tâches administratives. Or, il n'est pas question, ici, de « jeunes » ou de « vieux ». Nous devons avoir une politique de cadres qui nous permette de combiner l'expérience des uns et la vitalité des autres et d'avoir, dans les congrès comme celui d'aujourd'hui, des vieux comme nos camarades Tabard et Péricat. Nous devons avoir aussi une politique de cadres qui soit telle que nous puissions faire collaborer dans nos directions de vieux camarades et des jeunes.

Si cette question revêt, en général, un intérêt très grand, elle a une portée encore plus large pour les entreprises. Aussi demandons-nous à nos camarades d'intensifier leur travail dans ce domaine.

Les sections d'entreprise, avons-nous dit, ont à faire face à de nombreuses difficultés. C'est un travail complexe qui demande beaucoup d'efforts, et nos camarades de la métallurgie de la région parisienne savent toute l'attention qu'il leur faut apporter au fonctionnement des sections de chez Citroën et d'ailleurs.

C'est pourquoi, camarades du textile du Nord, nous vous le répétons, il faut un peu plus de ténacité dans votre travail à l'entreprise. Il ne faut pas tracer trop de travail, mais savoir déterminer sa tâche et concentrer ses forces. Vous êtes là, dans ce congrès, une dizaine de militants du textile. Vous devez ici saisir toute l'importance d'un tel problème, et vous convaincre de la nécessité du travail dans l'entreprise.

On viendra nous dire : « Maintenant, nous sommes convaincus ». Cela fait déjà plusieurs années que j'entends dire cela. Quant à moi, je suis convaincu par les chiffres que vous n'êtes pas convaincus !

Si je pose ce problème, c'est parce que nous savons qu'actuellement il y a un grand mécontentement dans le textile du Nord. Quand les ouvriers font des mouvements partiels, déclenchés souvent par-dessus la tête de nos syndicats, sans que ceux-ci puissent mobiliser rapidement la totalité des ouvriers, nous voyons que nous avons encore beaucoup de tâches à réaliser.

Nous devons avoir une sérieuse méthode de travail. Le Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, contre lequel nous avons apporté beaucoup de critiques et contre lequel nous avons encore des critiques à formuler, a cependant réalisé un certain travail. Depuis quelques mois, nos camarades se sont efforcés de faire fonctionner leurs sections de base, et non seulement leurs sections de puits, mais leurs sections locales. Ils ont obtenu des succès qu'il faut que nous généralisions un peu partout.

Camarades du textile, croyez-vous que vous n'avez pas les mêmes possibilités que les mineurs ? Je prétends que vous avez de plus grandes possibilités que les mineurs, parce que vous avez là-bas des moyens d'organisation beaucoup plus étendus qu'eux, en particulier à Halluin, où nous n'avons pas cependant de sections d'entreprise.

Pour faire le travail à l'entreprise, j'ai indiqué tout à l'heure que nous devons savoir nous servir de toutes nos forces. Nous devons utiliser les secrétaires de syndicats, d'Unions locales et aussi les délégués élus, les délégués mineurs, les délégués du personnel, chez les chi-

minots, les délégués à la sécurité, les conseillers prud'hommes, les autres délégués d'atelier dans les diverses corporations, etc.

Nous devons savoir entraîner toutes ces forces. Un délégué du personnel chez les cheminots devrait être un des principaux organisateurs de notre mouvement syndical. Il devrait être celui qui, vraiment, dirige les sections techniques. Ce n'est pas toujours le cas, et nous avons souvent des délégués du personnel qui sont, en fait, détachés de notre activité syndicale.

Nous devons de plus en plus attacher une grosse importance aux sections syndicales d'entreprise et utiliser toutes nos forces d'agitation et de propagande, délégués élus y compris.

Notre dernier point à ce sujet, ce sera l'importante question des journaux d'usine. Les journaux d'usine sont en nombre trop restreint et la façon dont ils sont édités laisse encore beaucoup à désirer. Ils sont encore trop faits dans les unions locales et régionales et dans les syndicats.

Nous voulons vous faire saisir l'importance de cette question. Il faut que les sections d'entreprise recherchent elles-mêmes les moyens de confectionner et même de diffuser ces organes. Les exemples étaient nombreux en Allemagne. Malheureusement, nos camarades allemands ont vu leurs sièges d'organisation et leurs imprimeries saccagés, supprimés ; leurs moyens de toucher les ouvriers ont été ainsi très réduits.

Nous devons lutter contre le fascisme et faire tout notre possible pour qu'il ne s'installe pas chez nous. Mais nous devons comprendre aussi que la bourgeoisie renforcera ses méthodes de répression et que nous devons être toujours aptes, dans n'importe quelle condition, légale ou illégale, à faire fonctionner notre mouvement.

C'est pourquoi nous insistons pour que nos camarades recherchent les moyens de diffuser les journaux d'usine.

Soulignons ici l'initiative de nos camarades de Gérardmer qui, avec des moyens de fortune, ont fabriqué la machine exposée au Congrès, machine qui leur revient à une certaine de francs et qui leur permet de tirer des centaines de tracts à l'heure, environ 250. Si toutes nos sections prenaient des initiatives semblables, si elles pouvaient avoir de telles machines, à défaut de s'en procurer d'autres, en raison des moyens financiers restreints, ce serait déjà très bien.

Nous voulons conclure sur ce point. Vous qui représentez les syndicats unitaires, qui avez conscience des lourdes tâches et des responsabilités incombant à notre mouvement, sachez qu'un bon travail dans les entreprises nous permettra d'avoir de meilleures chances de succès dans nos luttes, d'opérer un recrutement de masse et d'être un facteur de stabilisation de nos effectifs.

J'ai développé plus de la moitié de mon rapport. Je veux passer maintenant à deux questions importantes sur lesquelles, d'ailleurs, nous aurons à discuter. Mais avant, sachez qu'un bon travail dans les entreprises est une condition importante pour la lutte contre la guerre et le fascisme.

LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, camarades, apportez beaucoup d'attention au rapport de notre camarade !

MAUVAIS. — Je ne proteste pas, parce que je sais que nous ne sommes pas encore habitués à saisir toute l'importance des questions d'organisation. Nous aurons la possibilité de revoir dans le détail tous

ces problèmes, et nous pourrons vérifier dans quelle mesure notre mouvement les comprendra.

Est-ce qu'il faudra attendre que la bourgeoisie et les dirigeants réformistes arrivent à neutraliser nos efforts pour que nous puissions enfin saisir toute l'importance du travail à l'entreprise ?

Certes, vous savez qu'on ne recueille pas beaucoup d'applaudissements dans ce travail. Certes, nos camarades, qui font un travail toujours dans les usines et que nous saluons aujourd'hui, n'ont pas toujours leur nom en vedette dans les journaux ouvriers. (*Applaudissements.*)

Nous tenons à indiquer que c'est par une action tenace que les ouvriers syndiqués de chez Citroën ont réalisé le magnifique mouvement d'avril dernier.

Et il faut ajouter ceci très franchement : les ouvriers des usines qui, inlassablement, construisent et renforcent leurs sections, ceux qui recrutent les délégués d'atelier, qui cherchent tous les jours à amener au syndicat de nouveaux adhérents, nous les considérons comme de véritables syndiqués unitaires, comme de véritables militants de notre mouvement révolutionnaire. Nous voulons que, de plus en plus, vous arriviez à comprendre toutes ces choses. C'est pourquoi d'ailleurs, nous voulons maintenant développer un deuxième point : celui de la structure et du fonctionnement de nos organisations.

Nous venons de nous attacher à démontrer que les sections d'entreprise doivent être la base essentielle de notre mouvement, et aussi de préciser à nouveau comment nous devons orienter nos efforts dans ce sens.

Il est évident que si nous attachons une grosse importance au travail dans les entreprises, il n'est nullement dans nos intentions de négliger les autres organismes syndicaux : unions locales, régionales et fédérations.

Il est clair pour tout le monde que des syndicats et unions qui répondent aux besoins des travailleurs sont des points d'appui sérieux pour la constitution et le fonctionnement des sections d'entreprise. Déjà, au VI^e Congrès, il avait été constaté que, dans certains syndicats et unions régionales, nous avions les plus grandes difficultés. Nous rappelons que le VI^e Congrès de la C.G.T.U. avait donné mandat à la commission exécutive et au bureau confédéral d'élaborer un projet de révision des unions régionales, de rétrécir leur base géographique, afin de leur donner la possibilité de visiter rapidement les centres industriels, maritimes et agricoles de leur ressort.

Le C.C.N. de novembre 1932 a eu à discuter à nouveau de ce problème. Une résolution spéciale a été votée.

Depuis, et en particulier quelques mois avant notre Congrès, au moment où la décentralisation a été posée devant les syndicats ou régions, la discussion s'est ouverte. On peut même dire qu'elle est animée dans certains syndicats et dans certaines régions. Comme nous l'avons écrit, nous nous en réjouissons.

Les opinions les plus diverses sont émises, mais il nous faut constater encore certaines incompréhensions sur ce problème. Nous voulons donc ici nous efforcer d'apporter de la clarté.

Quelle était la situation il y a quelques mois ? Quelle est encore la situation dans certains syndicats et unions régionales ? Nous avions, nous avons encore des syndicats régionaux et des unions trop vastes. La conséquence, tout le monde la connaît. C'est que nombre d'unions

locales, de syndicats et surtout de sections d'entreprise ne reçoivent pas un appui suffisant des organisations régionales et ont parfois de très grandes difficultés dans leur fonctionnement. Il n'est pas rare d'entendre des camarades, de province en particulier, se plaindre que telle ou telle union régionale, que tel ou tel syndicat ne donnent pas un appui suffisant au travail. Le questionnaire que nous avons adressé à chaque syndicat avant ce congrès nous a permis d'enregistrer de nouvelles plaintes semblables.

Evidemment, nombre de raisons sont invoquées en ce qui concerne le mauvais fonctionnement des syndicats et des sections de base. Nous en avons déjà évoqué quelques-unes dans ce rapport : répercussion de la crise, fluctuation des effectifs, question des cadres, etc. Mais en examinant toutes ces raisons et surtout les moyens de corriger les faiblesses, en particulier dans le travail aux entreprises, on constatera que la structure de nos organisations doit être révisée. Or quelles sont les remarques faites à propos de la décentralisation ? Certes, de nombreux camarades et organisations ont non seulement donné leur adhésion à la décentralisation, mais sont même passés aux actes. Dans le rapport écrit, nous avons donné quelques renseignements sur la décentralisation opérée dans certains syndicats et dans certaines unions régionales. Nous ne voulons pas y revenir.

Nous examinerons ici les objections qui sont faites. Certains camarades s'expriment ainsi : La décentralisation va jeter une perturbation dans la C.G.T.U. ; la C.G.T.U. veut retourner aux unions départementales ; il y a des dangers de pénétration de politiciens dans nos rangs, etc. Or, disons-le très nettement, le plus grand souci d'un certain nombre de camarades est en réalité le problème du permanent, non pas le permanent de telle ou telle union régionale ou de tel ou tel syndicat, mais en fait le permanent de leur section locale ou de leur union locale.

Indiquons tout d'abord que nous ne voulons pas brusquer les choses. Nous ne voulons pas prendre de décisions qui ne « s'imposent pas », comme l'a écrit un de nos camarades. Nous avons soumis et nous soumettons ce problème à la discussion des syndiqués et des syndicats, afin que ce soient eux qui prennent les décisions conformes à l'intérêt de nos organisations. Mais, nous l'avons dit, et nous le répétons, nous mènerons une campagne énergique en faveur de toute mesure tendant à la réorganisation de notre mouvement syndical révolutionnaire.

Que voulons-nous obtenir par la décentralisation ? Laissez-moi vous rappeler ce qu'a indiqué le C.C.N. de novembre dernier :

Le Comité confédéral national rappelle les décisions du VI^e Congrès de la C.G.T.U. tendant à réorganiser les unions régionales en rétrécissant leurs bases géographiques afin de donner à leur direction la possibilité de visiter rapidement et souvent tous les syndicats agricoles, industriels et maritimes de leur ressort. Bien que l'expérience confirme pleinement la nécessité de procéder rapidement à cette réorganisation, en général la structure actuelle des unions régionales et de certains syndicats ne leur permet pas non seulement un bon fonctionnement, mais surtout le contact étroit et permanent avec les sections d'entreprise.

C'est là qu'est le problème essentiel, camarades de Limoges et de la région lyonnaise. Le problème essentiel, c'est d'avoir une direction concrète, vivante et la possibilité d'orienter notre mouvement non pas à coups de circulaires, mais en l'organisant sur la base d'unions inter-

syndicales et des syndicats qui puissent répondre à ses besoins. C'est pourquoi le problème de la réorganisation doit être examiné sous plusieurs aspects :

1° Réduire les limites territoriales de certains syndicats et unions régionales ;

2° Conserver la structure actuelle, mais prendre des mesures particulières et notamment créer des secteurs ;

3. Réviser le fonctionnement de certains syndicats ; supprimer les assemblées générales qui ne groupent que quelques auditeurs et les remplacer par des congrès de syndicats avec la participation de larges délégations de base élues dans les réunions organisées dans les entreprises.

Ici, une explication. Il n'est nullement dans notre intention de supprimer toutes les assemblées. Mais nous avons, par exemple, le Syndicat des Travailleurs Municipaux de la Région Parisienne qui groupe 13 ou 14.000 adhérents et qui en réunit 300 à 350 dans les assemblées générales. Pour l'Assistance publique, où il y a je crois 5.000 syndiqués, nous avons eu 150 camarades à une assemblée récente. Il ne s'agit pas de se gargariser de formules. Il faut voir les faits. Quand nous convoquons une assemblée générale dans un syndicat et que nous enregistrons des résultats semblables, est-ce que nous n'avons pas le devoir d'examiner un tel problème ? Or, il y a eu une conférence des travailleurs municipaux avant le Congrès de la C.G.T.U. Je suis sûr, sans connaître les chiffres précis, qu'il y avait plus de monde à cette conférence qu'il y en avait à l'assemblée générale. Cela, c'est une démonstration.

Une conférence organisée par des réunions, dans les services, réunions qui élisent des délégués pour participer à la conférence, est une base meilleure qu'une assemblée générale où il ne vient que peu de syndiqués. C'est un problème de décentralisation de nos méthodes actuelles de travail. Cela ne veut pas dire que l'on supprimera toutes les assemblées. Il est possible que les municipaux organisent une grande assemblée pour discuter de l'orientation du syndicat et ses méthodes de travail et d'action. Mais il s'avère que nous avons de plus larges possibilités et résultats en convoquant, dans des syndicats aussi importants, des conférences ou des congrès avec les délégués de base.

Un quatrième point à examiner, en liaison avec la décentralisation, c'est la révision de la répartition des ressources financières.

De nombreuses sections de base, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, se plaignent avec juste raison de ne pas avoir de ressources suffisantes pour faire œuvre utile, et cela en raison de la mauvaise répartition des ristournes. Nous avons des sections d'entreprise, nous avons même, je crois, des syndicats de cheminots ou des P.T.T. auxquels on laisse dix centimes. Un syndicat auquel il ne reste, comme ristourne, que dix centimes ne peut ni appliquer les directives que nous envoyons, ni vivre. Si nous continuons comme cela, nous élaborerons vainement des résolutions, nous indiquerons vainement aussi qu'il faut préparer la lutte revendicative, contre la guerre et contre le fascisme. Nous devons donc organiser les ressources financières. Nous avons des unions régionales qui ont des ristournes insuffisantes. C'est le cas de la région du Nord, et c'est aussi celui d'autres unions régionales, alors que certaines

ont des ressources extraordinaires. Notre ami Dubois pourra expliquer cela comme il le voudra, mais, dans sa région, un syndicat est obligé de donner 1 fr. 50 à la région. Si vous ajoutez à cela ce que le syndicat donne à la fédération, vous conviendrez qu'il ne doit pas rester beaucoup...

Nous devons absolument revoir la question des ristournes.

Voilà les quatre aspects sous lesquels nous voulons examiner le problème de la décentralisation. Voyons la structure. Doit-elle être fixée sur la base locale ou départementale ? Des camarades ont dit : « Vous voulez absolument revenir aux syndicats locaux et aux unions départementales. » Pour nous, ce n'est pas la chose essentielle. Ce sont là des problèmes que nous ne devons pas discuter longuement.

L'organisation d'un syndicat ou d'une union doit dépendre des conditions administratives, mais aussi des conditions économiques et politiques. Le problème, pour nos unions, c'est d'examiner la situation économique et politique de cette région, de connaître nos forces, celles de nos adversaires, nos ressources financières, en un mot nos possibilités de travail. C'est sur ces bases que nous devons déterminer la structure de nos unions. Dans certains endroits, ce sera la base départementale ; dans certains autres, ce sera la base de deux départements, mais, là encore, la chose essentielle, ce n'est pas cela.

Evidemment, si nous luttons contre ceux qui ne veulent pas décentraliser, qui veulent rester dans le statu quo, malgré que l'expérience soit démonstrative, nous voulons réfuter aussi l'argumentation de ceux qui veulent trop décentraliser. Le camarade Finet, des cheminots de Lens, considère que les unions régionales peuvent être supprimées. Ce camarade n'en est pas d'ailleurs à une contradiction près. Dans son argumentation, il veut en même temps supprimer les secteurs de cheminots et avoir une liaison directe entre le syndicat et la section fédérale. Du point de vue des unions régionales, il dit : « Ce n'est pas la peine, les unions locales seront suffisantes. » Pour celui qui connaît un peu notre mouvement et qui a l'occasion d'aller en province, il est bien évident qu'on ne peut adopter un tel raisonnement. Donc il ne faut pas supprimer les unions régionales, mais limiter leur champ d'action.

Passons à la question des permanents. Il n'est nullement dans notre intention de dire que nous voulons supprimer les permanents. Il nous faut, partout, essayer de réaliser la décentralisation en conservant le permanent dans nos organisations. Nous savons trop combien est précieuse la permanence dans une localité, mais nous voulons vous dire aussi très franchement qu'il y a dans certaines circonstances l'impossibilité d'avoir un permanent. Il y a des régions où le secrétaire est retenu constamment à son bureau, où il ne peut même pas envoyer une circulaire et où il est dans l'impossibilité de décider quoi que ce soit. Pouvons-nous dire que de telles unions régionales peuvent réaliser les tâches immenses qui leur incombent ?

Nous avons des départements qui sont complètement coupés des unions régionales et dans lesquels les syndicats n'ont pas été visités depuis des mois. Nous ne pouvons donc pas admettre le prolongement d'une telle situation. C'est ce qui nous a amenés à poser le problème avec autant de force. Mais il y a un principe sur lequel nous devons être très fermes. Les camarades de la région lyonnaise, pour argumenter contre la décentralisation, se sont servis d'arguments que nous n'avons jamais employés. Ils disent dans leur résolution que nous voulons revenir

aux syndicats de métier. Or, la décentralisation géographique ne peut être interprétée ainsi.

Si nous devons réduire des syndicats régionaux, comme le Syndicat des Métallurgistes de Lyon et des environs, qui était un monstre, par contre, nous ne voulons pas refaire des syndicats de métiers. Nous avons et nous devons toujours conserver le principe des syndicats d'industrie. Evidemment nous devons examiner sur quelles bases ils doivent rayonner : localement ou interlocalement.

Les militants de la région lyonnaise commettent une erreur en estimant qu'il ne faut pas décentraliser, mais nous disons aussi qu'il ne faut pas procéder mécaniquement. Nos camarades de Saint-Etienne ont déjà pris, paraît-il, les devants et, en fait, sont dans l'autonomie. Nous ne pouvons que nous élever contre de tels faits, s'ils sont exacts. Actuellement, nos camarades de la Loire sont dans la VI^e U.R. et doivent s'en considérer membres. Nous voulons procéder méthodiquement et nous ne pouvons envisager immédiatement de détacher la Loire de cette région.

Dans la Saône-et-Loire, nous voulons décentraliser, et cela le plus rapidement possible ; mais, encore une fois, nous entendons procéder méthodiquement.

Par conséquent, nos camarades de la Loire auraient tort. Ce serait une erreur de leur part de rester comme ils le font, pour le moment, dans l'autonomie. Je dois les avertir qu'ils donnent le meilleur argument aux camarades de la région lyonnaise quant à la décentralisation. C'est là leur argument essentiel. Camarades de la Loire, il vous faudra examiner la situation et arriver à décentraliser. Mais il faut comprendre que ce n'est pas le moment et que pour faire pénétrer l'idée de ce qu'est la décentralisation et comment nous pouvons l'appliquer, vous devez poursuivre une activité régionale dans votre VI^e U.R.

Voilà posés les problèmes essentiels. Allons-nous immédiatement décentraliser des régions ? Non. Il y a des unions régionales qui pourront subsister, et qui vont subsister, pendant une période, sur deux et même sur trois départements : la région parisienne, la région du Nord et du Pas-de-Calais, la région d'Alsace-Lorraine, où il y a des conditions économiques et politiques dont vous devez tenir compte.

Il serait dangereux de diviser immédiatement ces régions, mais nous devons examiner toutes les formes qui nous permettront cependant de rapprocher nos directions des organisations de base. Je ne veux pas ici développer ce qui a été réalisé dans la région parisienne. Je pense que nos camarades de la XX^e U.R. viendront ici faire profiter le Congrès de l'expérience réalisée avec l'organisation des cinq secteurs.

C'est une mesure que nous avons déjà prise qui nous permettra, en tirant les enseignements, de voir les mesures que nous pouvons prendre pour l'Alsace-Lorraine et pour la région du Nord et du Pas-de-Calais en particulier.

Mais il y a d'autres régions que nous ne voulons pas décentraliser immédiatement. Nous avons déjà décentralisé certaines régions, notamment les régions de Somme et Oise et de la Drôme-Ardèche. Allons-nous scinder à nouveau ces régions ? Non. Plus tard, nous examinerons la question, mais actuellement nous pensons devoir les maintenir.

Vous voyez, camarades de Limoges, que nous voulons tenir compte des circonstances, de ce qui existe et que nous ne voulons pas procéder mécaniquement.

Dans certains endroits, nous aurons des unions sur la base départementale, et je veux indiquer ici que nous ne pouvons être d'accord avec votre théorie en ce qui concerne la Dordogne.

Nos camarades de ce département veulent constituer une union ; ils ont la volonté de travailler, mais vous leur dites ceci : « Oui, vous voulez travailler, mais vous travaillerez avec nous et sous notre direction. »

Qu'est-ce que cette théorie ? Peut-on examiner les problèmes ainsi ? Le souci de nos camarades de Limoges, nous l'avons dit, ce n'est pas de conserver un secrétaire d'union régionale, c'est de conserver le secrétaire de l'Union locale de Limoges et cela, nous ne pouvons l'admettre.

Nous devons toujours de plus en plus avoir des méthodes de travail collectives. Nous voulons conserver les permanents, mais nous voulons que ceux-ci réalisent les tâches pour lesquelles ils sont désignés et nos camarades de Limoges (je cite Limoges parce que c'est là que nous avons une discussion assez vive actuellement, mais il en est d'autres) veulent maintenir la région dans le même état parce qu'ils veulent conserver leur permanent.

Camarades, est-ce là une méthode ? Pouvons-nous l'accepter ? Evidemment non. Nous devons comprendre qu'actuellement il y a des départements qui ne peuvent bouger le plus petit doigt parce qu'ils n'ont pas les initiatives, les ressources financières et l'aide de la région.

En fait, dans certaines régions, la décentralisation est opérée dans les plus mauvaises conditions pour notre mouvement. C'est pourquoi, camarades de Limoges, nous vous demandons de réfléchir et de comprendre ce qui nous pousse à réorganiser notre mouvement.

Evidemment, on peut discuter sur les modalités. Il ne s'agit pas pour nous d'imposer une région sur la base d'un, de deux ou de trois départements. Nous ne pouvons plus rester sur les bases où nous sommes. Le fonctionnement de nos unions locales est lié au problème des unions régionales et à leur révision.

Déjà au dernier congrès, nous avons tenu à attirer l'attention des congressistes à ce sujet. Il nous faut constater qu'au cours de notre tournée, en mars et avril 1933, nous n'avons pas eu la satisfaction de voir des unions locales fonctionnant normalement.

Si nous voulons réorganiser, si nous comprenons que nous devons orienter tous nos efforts vers les entreprises, il nous faut aussi saisir l'importance des unions locales et comités intersyndicaux dans la région parisienne. C'est pourquoi nous appelons à nouveau l'attention des fédérations et des unions régionales sur la réorganisation des unions locales.

La encore se pose un problème : Il faut leur donner aussi les ressources financières.

Il y a une union locale, de Saône-et-Loire je crois, qui nous a dit ne pas avoir reçu de ristourne de l'union régionale depuis six ans. Comment voulez-vous que cette union locale fonctionne, qu'elle ait des initiatives ? Ces camarades ont donc de nombreuses raisons de demander la décentralisation. Ces camarades doivent avoir la possibilité de toucher les ristournes dont ils pourront disposer ensuite pour leur travail.

Le problème des unions locales est lié à celui du travail dans les entreprises. Quand nous avons une union locale bien constituée ou un comité intersyndical organisant les luttes intersyndicalement dans sa localité, donnant des conseils juridiques, tenant des permanences, ayant

la liaison en un mot avec les ouvriers sur la base d'une localité, nous avons la possibilité, par un tel organisme local, de renforcer notre travail. Nous pourrions même ainsi créer et renforcer les bases multiples dans les entreprises, ce qui facilitera notre travail de mobilisation et d'organisation des ouvriers.

Camarades, voilà notre opinion en ce qui concerne la décentralisation. Nous n'avons pas voulu la développer longuement, l'ayant déjà fait en maintes circonstances. La discussion nous permettra de mieux saisir les opinions diverses à ce sujet et nous pourrions alors répondre d'une façon encore plus claire.

Je veux maintenant aborder une dernière question. Dans le rapport d'organisation, nous avons cité un passage du message de l'I.S.R. au Congrès de Bordeaux en 1927. Sur un panneau qui est dans cette salle, vous avez pu lire :

Les bases et services syndicaux multiples attachent au syndicat les travailleurs conquis par l'action revendicative.

Evidemment, nous n'allons pas examiner dans le détail le fonctionnement des bases et services syndicaux multiples. Nous nous contenterons simplement d'examiner politiquement le problème. Il y a déjà des réalisations. Nous voulons citer celles de nos camarades de Tours qui ont organisé conseil juridique, bibliothèque, clinique médico-chirurgicale, cabinet dentaire, etc., et nous voulons justement, sur la base de l'exemple de Tours, préciser notre opinion en ce qui concerne les bases et services syndicaux multiples.

Que constatons-nous à Tours ? Qu'on travaille à créer les bases multiples. Réalisation intéressante qui nous permet de voir de nombreux ouvriers venir à la Bourse du Travail. Mais il y a une autre constatation très importante. A Tours, les effectifs de notre union locale ont diminué ces dernières années. On peut même dire qu'au 1^{er} août 1933 il y avait encore une légère baisse.

Camarades, devons-nous crier à la faillite d'une telle expérience, condamner le principe des bases multiples, comme certains camarades le font en disant : « Les bases multiples, c'est du réformisme » ? Evidemment non ! A priori, l'expérience de Tours pourrait donner crédit à de telles opinions, mais il nous faut examiner ce qui se passe.

A Tours, nous l'avons indiqué et nous le répétons, des efforts sérieux de la part de nos camarades pour les bases multiples ont été faits, mais nos camarades n'ont pas d'activité revendicative, sauf peut-être, et encore, chez les cheminots et dans la métallurgie.

Comment voulez-vous que notre mouvement syndical puisse pénétrer dans les entreprises et recruter si nos camarades n'ont pas d'activité revendicative ? Comment voulez-vous que les ouvriers du bâtiment, des cuirs et peaux, de la métallurgie, de toutes les corporations de Tours soient intéressés à notre mouvement syndical si nous n'avons pas d'activité revendicative, si nous ne défendons pas leurs intérêts vitaux dans les entreprises ?

Mais il y a un second enseignement qui, lui aussi, a une certaine importance : Dans l'institution des bases des services syndicaux multiples, nos camarades n'ont fait aucune différence entre les syndiqués et les non syndiqués. Certes, et nous l'avons déjà signalé de nombreuses fois, nous devons avoir toujours le souci d'entraîner tous les ouvriers vers nous, mais pouvons-nous ne pas faire de différence dans les bases et services syndicaux multiples entre les syndiqués et les non syndi-

qués ? A Tours, nombreux sont ceux qui ont beaucoup de sympathie pour notre organisation, mais nous ne leur faisons pas comprendre l'intérêt et surtout la nécessité d'y entrer.

Voilà les deux enseignements que nous avons tirés de l'expérience de Tours. Ils confirment ce que l'I.S.R. disait à Bordeaux :

L'ouvrier sera attaché pour toujours à son syndicat et il sera actif s'il trouve par son organisation syndicale sa défense dans toutes les circonstances et difficultés, soit à l'usine, soit en dehors de l'usine.

Cette citation est suffisamment édifiante : elle démontre que pour obtenir des résultats, nos camarades de Tours doivent défendre les travailleurs dans et hors de l'entreprise. Or, à Tours, on a pris les bases multiples comme le moyen unique d'organisation, alors que le contraire aurait dû se produire. Nous devons considérer les bases et services syndicaux multiples comme un moyen pour nous de conserver des adhérents, et parfois même pour en recruter. Mais ce n'est pas là le moyen essentiel. Ce qui doit toujours rester dans notre esprit, et nous l'avons dit dans notre première partie du rapport, c'est la défense des ouvriers dans l'entreprise, là où ils sont exploités par la bourgeoisie.

Les bases multiples ne sont pas un but, elles sont un moyen pour notre mouvement. A ceux qui prétendraient que s'occuper des bases multiples, c'est du réformisme, nous voulons rappeler qu'avec l'institution des bases multiples, nous pouvons et devons obtenir un meilleur travail révolutionnaire.

Prenons des exemples : les cliniques intersyndicales. Dans la région parisienne, par exemple, il y a des cliniques intersyndicales où les ouvriers viennent par milliers, mais croyez-vous qu'on ne pourrait pas là établir une liaison avec de nombreux travailleurs ? Est-ce que dans ces cliniques on ne peut pas faire le procès du régime actuel ?

Je voudrais fournir un seul exemple : Les camarades qui ont bien étudié la loi de 1898 sur les accidents du travail connaissent non seulement toutes ses imperfections, mais aussi toutes ses iniquités ; quand ils donnent des renseignements juridiques en matière d'accident du travail, ils ont la possibilité de prendre contact avec des ouvriers, de noter leurs nom et adresse, afin de pouvoir les convoquer ultérieurement et ils doivent leur démontrer que le régime actuel doit être combattu, car la bourgeoisie élabore les lois à son avantage.

Prenons d'autres exemples, celui du « Sou du Soldat ». Hier, dans son intervention, notre camarade Gourdeux l'a rappelé : Nous pouvons et devons utiliser le Sou du Soldat pour maintenir au syndicat les jeunes ouvriers qui y viennent et leur faire comprendre qu'en restant chez nous ils pourront bénéficier d'une pièce de cent sous ou de dix francs tous les mois ou tous les deux mois. Mais le problème essentiel pour nous, c'est, par ce moyen, de faire notre propagande révolutionnaire auprès des jeunes ouvriers qui partent à l'armée.

Je ne veux pas développer cette question ici. Il ne faut pas voir seulement cette organisation sous l'angle spécifique des sous à envoyer au soldat, mais on doit la voir surtout sous celui du maintien de la liaison avec les jeunes ouvriers qui sont à l'armée.

En ce qui concerne les bibliothèques, c'est encore la même situation. Avec la bibliothèque bien achalandée et bien aménagée, nous pouvons retenir des ouvriers à nos organisations, parfois même en faire venir, et nous pouvons en outre éduquer les ouvriers et former nos camarades.

Les caisses de solidarité ! Les clubs sportifs ! Dans le rapport d'orga-

nisation, nous avons énuméré une série d'exemples qui démontrent que dans la métallurgie, les produits chimiques, les mines, etc., le patronat développe au maximum ses clubs sportifs.

Et vous savez vous-mêmes, camarades mineurs, camarades des produits chimiques ou des autres industries, que l'institution par le patronat, par les usines Citroën et autres de clubs sportifs gêne incontestablement notre action.

La constitution de clubs sportifs par nos syndicats, ce n'est pas seulement le moyen pour nous de prendre contact avec les jeunes ouvriers, de les empêcher d'aller dans les clubs patronaux, mais c'est le moyen pour nous de favoriser la préparation des luttes, d'empêcher que dans la bataille des classes des couches importantes d'ouvriers soient neutralisées.

Ces quelques exemples nous démontrent que les bases multiples doivent être utilisées par nous par notre activité revendicative et révolutionnaire.

Camarades, je ne veux pas développer plus longuement, étant bien entendu que vous avez déjà eu l'occasion de lire le rapport écrit. Je veux maintenant arriver à ma conclusion.

En automne, nous allons avoir le renforcement de l'offensive contre les fonctionnaires, les cheminots et les travailleurs des services publics. Nous enregistrons un très gros mécontentement dans plusieurs industries, chez les « métallos » et dans le textile. Aussi avons-nous des perspectives de lutte dans ces différentes branches d'industrie.

Il serait vain de voter la résolution sur le rapport d'activité et la résolution générale, qui a été déjà soumise aux syndicats, si nous ne prenons des mesures pour qu'il y ait une préparation sérieuse de la lutte dans chacune des industries, et en particulier dans celles qui vont être le plus sérieusement touchées.

Préparer la lutte, cela veut dire avoir une ligne politique et des revendications justes, correspondant aux intérêts des ouvriers ; avoir une ligne d'unité syndicale et de front unique, comprise par nos syndiqués, poursuivie avec acharnement. Il faut aussi que nous possédions une organisation solide, des sections d'entreprise et techniques, qui soient liées aux masses, qui puissent constituer les comités de front unique dans l'entreprise. Enfin, nos organisations locales et régionales doivent nous permettre de toucher rapidement les ouvriers et de saisir aussi rapidement leurs causes de mécontentement.

Nous devons attacher une très grosse importance à toutes les questions d'organisation. Ce que nous demandons, c'est que le Congrès apporte la plus grande attention, plus grande qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, à tous ces problèmes. Du Congrès doivent sortir des expériences nombreuses, qui permettront de vérifier notre argumentation sur la nécessité et la possibilité du travail dans les entreprises.

C'est en faisant un effort sérieux pour réaliser les tâches contenues dans ce rapport que nous pourrions nous placer véritablement à la tête des luttes ouvrières. (*Applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, avant de rouvrir la discussion sur le rapport d'organisation, je donne la parole à notre camarade Pesch, représentant la commission syndicale révolutionnaire.

INTERVENTION DE PESCH

PESCH, représentant la Commission syndicale révolutionnaire. — Camarades, au nom de la Commission syndicale révolutionnaire, au nom de la classe ouvrière des Flandres et de Wallonie, je salue le Congrès de la C.G.T.U. de France ; mais en saluant ce Congrès, je voudrais lui apporter également quelques expériences des luttes que nous avons vécues.

Dans la lutte de 1932, le gouvernement Renkin, en difficulté, voulait appliquer son redressement financier, son plan, surtout sur les masses laborieuses, surtout sur les chômeurs, sur les ouvriers de l'Etat en général ; il voulait surmonter ces difficultés sur le dos des travailleurs.

A ce moment-là on constatait que l'ensemble des dirigeants des puissantes organisations syndicales en Belgique essayaient de détourner l'attention de la classe ouvrière en disant qu'en temps de crise il était impossible de lutter, il était impossible de faire la grève. Les dirigeants des syndicats réformistes en Belgique voulaient ainsi empêcher que la classe ouvrière lutte, organise la résistance contre ces plans de famine élaborés par le gouvernement Renkin. A ce moment-là, le mouvement commença par le Borinage ; les mineurs de cette région se livrèrent à des grèves partielles qui durèrent des semaines et ainsi ils sont arrivés à développer cette lutte, à sortir des mines, à sortir des usines, et ainsi le Borinage commença à se mobiliser, puis le Centre et ils se sont dirigés ensuite vers Charleroi et même jusqu'à Liège.

C'est dans ces quelques journées révolutionnaires que la classe ouvrière, en Belgique, a donné une réponse cinglante à ces chefs réformistes, qui voulaient faire croire qu'en temps de crise la grève était impossible. Ce n'était pas à ce moment-là seulement les discours, avec notre propagande, mais c'était surtout la lutte des ouvriers unitaires qui a fait écrouler cette théorie fausse de l'impossibilité de faire grève. (*Applaudissements.*)

C'est après cette bataille grandiose, qui a fait reculer le gouvernement Renkin, qui a fait écrouler momentanément ce plan de famine, que le gouvernement n'a pas pu surmonter ses difficultés, mais qu'au contraire elles se sont aggravées de jour en jour, après les élections ; élections faites avec des promesses des libéraux et des chrétiens, promettant aux chômeurs de ne pas toucher aux allocations de chômage, promettant aux invalides et aux vieux ouvriers de ne pas toucher à leurs pensions, promettant aux ouvriers de ne pas toucher à leurs salaires. Et ce même gouvernement sorti de ces élections, dès le début qu'il était au pouvoir, à l'aide de ses pleins pouvoirs, en supprimant le parlement, a commencé à intriguer ; et ce gouvernement, dont vous avez pu suivre les agissements, a appliqué ses arrêtés-lois à l'ensemble des ouvriers.

Et à ce moment-là, le rôle de la social-démocratie était bien délimité, dans la grande grève des mineurs : la social-démocratie avait créé dans son sein une aile gauchiste. C'était son rôle tout indiqué de canaliser le mouvement d'opposition, qui se manifestait dans la classe ouvrière et dans les organisations réformistes.

Et, camarades, qu'a-t-on constaté ? On a constaté que la social-démocratie à ce moment-là blâmait la grève générale, qui devait être organisée et déclenchée dans tout le pays.

Après avoir blâmé ces mots d'ordre, ils sont arrivés avec le refe-

rendum organisé parmi les syndiqués, et c'est justement à ce moment-là qu'on a pu constater le rôle que devaient jouer ces gauchistes, au moment où la grève générale devenait le mot d'ordre populaire que les ouvriers commençaient à préconiser : ceux-ci demandaient la grève générale, non seulement dans les discours, mais la grève générale dans les actes, et alors on commença à organiser la résistance partout. A ce moment-là, cette même social-démocratie a commencé à organiser le pétitionnement contre les pleins pouvoirs, qui a pu recueillir un million et demi de signatures d'ouvriers, de prolétaires, de petits bourgeois. C'était donc un million et demi de signatures dirigées immédiatement contre le gouvernement de Broqueville.

Et, camarades, qu'a-t-on constaté ? On a constaté qu'à la gauche de la social-démocratie, qu'à la gauche des chefs syndiqués, il a été dit : « Si le pétitionnement n'aboutit pas à un résultat, après le 18 juillet, ouverture de la Chambre, si le pétitionnement n'a pas donné de résultats, nous déclencherons la grève générale. »

Camarades, le 18 juillet, allait se produire quelque chose de formidable. A la Chambre, les chefs réformistes, les députés de la social-démocratie allaient se livrer à cette manifestation, et, à côté de cette manifestation des députés de la social-démocratie, il y avait des milliers de signatures. Ce pétitionnement n'a produit aucun effet sur le gouvernement, le président a dit : « Mettez ce pétitionnement à part », et on n'en a plus parlé.

Au moment où le gouvernement de Broqueville exigeait pour la seconde fois ses pleins pouvoirs et commençait pour la seconde fois à appliquer ses arrêtés royaux, à ce moment, les dirigeants de la commission syndicale de Belgique dirent : « Il n'y a pas lieu de faire la grève générale actuellement, nous avons obtenu une victoire parlementaire. » Cette victoire parlementaire, camarades, se traduisait par la diminution considérable des allocations de chômage, par une diminution générale des ouvriers de l'Etat, par une diminution générale des pensions de vieillesse, par l'application de ce plan de famine que le gouvernement était décidé à appliquer.

Notre plan était de démontrer à la classe ouvrière qu'entre la gauche et la droite il n'y avait qu'une différence de mots, mais que dans l'action les deux étaient décidées à aider à sauver la bourgeoisie du marasme dans lequel elle est arrivée.

Camarades, est-ce que la classe ouvrière va encore une fois se laisser entraîner dans cette voie ? Certainement non, on a constaté que ce courant d'opposition, qui se manifestait déjà en 1932, a continué à se manifester, et, malgré cette théorie de la social-démocratie, a continué à faire une action directe de grève dans les usines. On a constaté qu'actuellement, à travers la Belgique, il y a toute une série de grèves partielles, avec les 5.000 mineurs du Borinage. Encore une fois, ils ont entamé la bataille et fait grève contre le gouvernement des pleins pouvoirs.

Cette grève a vu sa suite dans la grève des transports ; il y a eu une grève de 5.000 ouvriers textiles, et actuellement encore, à Verviers, il y a une grève des ouvriers allumettiers, ainsi que dans diverses localités environnantes.

Encore une fois toute cette série de grèves partielles est une réponse immédiate et cinglante aux chefs réformistes qui veulent, avec leur gouvernement de gauche, empêcher que la classe ouvrière commence à organiser sa résistance.

Je veux également dire quelques mots sur une question qui, dans ce congrès, a une grande importance : notre camarade du textile d'Halluin vous a déjà parlé des ouvriers frontaliers, c'est-à-dire des dizaines de milliers d'ouvriers frontaliers qui viennent tous les jours travailler dans la région du Nord.

Eh bien, camarades, notre camarade d'Halluin vous a démontré comment les chefs réformistes en France, les chefs syndicaux, essaient de détourner l'attention des ouvriers français de la lutte contre le patronat en disant : « Si on supprime actuellement les ouvriers frontaliers, les ouvriers français auront du travail immédiatement. »

Eh bien, camarades, cette position chauvine, cette position des social-démocrates s'est manifestée en Belgique également.

Si, en France, ils exigeaient du travail pour les ouvriers français d'abord, les chefs social-démocrates, en Belgique, exigeaient d'abord du travail pour les ouvriers belges.

Et on constate qu'ils veulent ainsi, au Borinage, empêcher que les ouvriers borins, qui ont toujours été jusqu'à maintenant les premiers dans la lutte, luttent à nouveau, en disant : « Si demain — et ils l'écrivent même dans les journaux officiels comme *le Peuple* — si demain on supprime la main-d'œuvre étrangère au Borinage, il n'y aura plus autant de chômage parmi les ouvriers borins. » On parle même de transporter la main-d'œuvre du Borinage au Limbourg, pour expulser les ouvriers étrangers qui travaillent actuellement au Limbourg.

On constate que la position des chefs social-démocrates de gauche et de droite en France ne diffère en rien de la position de gauche et de droite de la social-démocratie en Belgique. Cette position est exactement la même. On voit que, partout, aussi bien en Belgique qu'en France, et même dans d'autres pays, les chefs social-démocrates sont le meilleur soutien de la bourgeoisie, pour aider les gouvernements, aussi bien belges que français, à surmonter leurs difficultés, à trouver une issue capitaliste à la crise.

Je crois que notre conclusion, en face de cette situation, doit être, pour nous, en Belgique, d'avoir une puissante organisation syndicale.

Certes, nous n'avons pas de grandes organisations syndicales révolutionnaires. Nous avons notre C.A.M. des mineurs. Mais, si nous voulons arriver à empêcher la social-démocratie de briser les luttes des classes ouvrières, d'interdire au prolétariat de renverser ce gouvernement de famine, ce sera dans la mesure où nous serons capables, non pas de faire un travail de discours dans les syndicats réformistes, mais d'organiser cette opposition syndicale, de la concrétiser dans les groupes de l'O.S.R.

Nous ne devons pas avoir pour tâche de créer de petits syndicats à côté de puissantes organisations, mais nous devons aller à la conquête des ouvriers social-démocrates.

C'est là notre tâche, camarades. Nous ne devons pas travailler par petits morceaux, mais, comme Lénine l'a dit : Nous devons conquérir les puissantes organisations par les luttes, pour montrer aux ouvriers de la social-démocratie que le seul moyen de lutter efficacement contre notre propre gouvernement, contre le fascisme et contre la guerre, c'est de lutter unis. Nous devons conquérir ces organisations à l'aide de l'opposition syndicale révolutionnaire, et empêcher que 100.000 ouvriers belges soient trahis par les chefs qui, toujours, les conduiront à la défaite.

Pour conclure, je crois qu'il est nécessaire d'organiser cette opposi-

tion syndicale. C'est votre tâche en France, comme c'est notre tâche en Belgique. Par ce moyen, nous battons la social-démocratie. Nous formons un véritable front unique de lutte, comme à Givet, l'année dernière, front unique qui a empêché le gouvernement d'appliquer son plan de famine.

Si nous sommes capables de recréer ce front unique de combat, — et c'est notre tâche ici, au VII^e Congrès de la C.G.T.U., comme c'est notre tâche dans nos organisations syndicales — nous irons dans les organisations réformistes également pour créer l'opposition syndicale révolutionnaire, pour attirer les ouvriers socialistes vers nous et empêcher qu'en Belgique et en France, la direction social-démocrate parvienne à sauver la bourgeoisie. La C.G.T.U. de France et l'opposition syndicale en Belgique sauveront le prolétariat et dirigeront les luttes des ouvriers. C'est ainsi que nous trouverons la solution révolutionnaire de la crise. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je crois être l'interprète du Congrès pour déclarer notre accord avec l'exposé du camarade belge. Nous déclarons notre solidarité avec la lutte des camarades contre le capitalisme !

Je donne la parole à Demany, pour la lecture d'une résolution concernant la dernière circulaire de de Monzie.

INTERVENTION DE DEMANY

DEMANY (Majorité confédérale, fédération de l'Enseignement). — Vous avez eu connaissance de la circulaire de de Monzie contre les instituteurs. Nous estimons qu'une des tâches essentielles de la fédération de l'Enseignement devrait être d'organiser la riposte contre la circulaire de de Monzie.

Aussi, c'est au nom des syndicats de l'Enseignement de la majorité confédérale que je vais présenter la motion suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. ayant pris connaissance de la circulaire adressée récemment par le ministre de l'Education Nationale aux inspecteurs d'académie à la suite de la volonté exprimée par les instituteurs de passer à la lutte pratique contre la guerre impérialiste et pour la défense de leurs revendications,

Constate que la circulaire du ministre de gauche qui interdit aux membres de l'enseignement l'expression de leur opinion à l'école et même hors de l'école, qui nie, pour la première fois depuis la guerre, le droit de grève des fonctionnaires, constitue une mesure fasciste, laquelle, à travers les instituteurs, atteint tous les fonctionnaires, travailleurs des services publics et la classe ouvrière dans son ensemble.

Il souligne que la circulaire, en faisant aux maîtres une obligation expresse de faire dans leur enseignement l'apologie de l'impérialisme français et en leur faisant une interdiction absolue de mentionner les préparatifs de guerre de ce dernier, prend place parmi les mesures de la bourgeoisie française pour hâter les préparatifs de guerre.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U., face à la bourgeoisie qui prépare la nouvelle offensive contre les travailleurs en même temps que la guerre et le fascisme, déclare :

Qu'un gouvernement bourgeois représentant les seuls intérêts du capital financier n'a pas à donner des leçons de dignité aux instituteurs qui sont des travailleurs salariés.

Il proclame que les maîtres chargés d'instruire les enfants ouvriers et paysans n'ont pas à se faire les porte-parole de la bourgeoisie ni les apologistes de l'impérialisme au sein de la classe ouvrière, et que le gouvernement de « gauche » en voulant les y obliger ne fait que démasquer la véritable nature de la démocratie bourgeoise.

Il affirme une fois de plus le droit des instituteurs, de tous les fonctionnaires et travailleurs des services publics à la grève et à toutes manifestations sur le lieu même du travail, pour arracher leurs revendications à leur patron, l'Etat bourgeois.

En conséquence, le VII^e Congrès de la C.G.T.U., considérant que les menaces contre les instituteurs touchent l'ensemble des travailleurs, se déclare résolu à mobiliser toutes ses forces pour la défense des instituteurs et appelle à cette défense l'ensemble de la classe ouvrière.

A bas la circulaire dictatoriale du ministre de « gauche » !

Vive l'action de classe des instituteurs contre l'Etat bourgeois !

Vive le front unique de tous les travailleurs contre l'offensive capitaliste, contre la guerre impérialiste et le fascisme ! (Applaudissements.)

(Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

La séance est levée à 12 h. 45.

CINQUIÈME JOURNÉE

Séance du 27 Septembre (après-midi)

La séance est ouverte à 14 h. 55.

UN MEMBRE DU BUREAU. — Nous venons de recevoir une lettre du syndicat des Electriciens de Bordeaux adressée à la Commission exécutive de la C.G.T.U. :

Chers camarades, nous avons reçu votre invitation à assister au Congrès de la C.G.T.U. et nous en avons discuté. Malheureusement notre syndicat est jeune et a été fort éprouvé par sa dernière grève. Aussi, malgré toute la bonne volonté des camarades, il nous est impossible de faire les frais de l'envoi d'un délégué. Cependant, nous voulons vous annoncer avec joie que sur la base de votre invitation, les électriciens de Bordeaux ont jugé quels sont les véritables défenseurs de l'unité syndicale. Lors de notre dernière grève, l'aide de la C.G.T.U. s'offrant sans conditions nous a permis de résister, sinon de maintenir exactement nos effectifs, du moins de maintenir le gros de nos syndiqués. Ceux-ci, pendant la lutte, ont compris qu'une organisation ouvrière ne peut rester isolée. Tandis que l'Union départementale confédérée posait comme condition de son aide notre adhésion à la C.G.T. et, devant notre refus, organisait le sabotage de notre action, l'Union régionale unitaire se mettait sans condition à notre disposition et exprimait le regret que n'aient pas été acceptés plus tôt les conseils de son expérience. Aussi sur la base d'une auto-critique, notre assemblée générale estimait que l'attitude de la C.G.T. à notre égard était inadmissible et indigne d'une organisation qui se prétend ouvrière et que, dans la pratique, la C.G.T.U. et ses organismes sont seuls qualifiés, comme défenseurs des intérêts de la classe ouvrière. Les conclusions consécutives à ces déclarations ont été votées à la quasi-unanimité du syndicat des Electriciens de Bordeaux appartenant à la C.G.T.U.

Ainsi, camarades, cette lettre vous apporte la conclusion que nous aurions été heureux d'annoncer à la tribune de votre Congrès que le syndicat autonome des Electriciens de Bordeaux n'existe plus. C'est aujourd'hui la Section des Techniciens des Electriciens du Syndicat unitaire de Bordeaux qui envoie au VII^e Congrès de la C.G.T.U. son salut fraternel. Nous mandats le camarade secrétaire de la 13^e U.R. pour nous représenter.

Vive le Congrès de la C.G.T.U. ! Vive l'action pour la lutte en vue de l'unité syndicale ! Vive l'Internationale Syndicale Rouge !

Les camarades ont enregistré, par une telle lettre, l'adhésion du syndicat autonome de Bordeaux à notre C.G.T.U. Nous ne pouvons que féliciter ces camarades. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Avant que le camarade Blanckaert prenne la parole, un camarade des Municipaux va vous dire quelques mots.

INTERVENTION D'UN CAMARADE DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX

LE CAMARADE DES MUNICIPAUX. — Je viens de jeter un coup d'œil sur la liste des orateurs inscrits. Il y a une quarantaine de camarades inscrits pour prendre la parole sur le rapport d'organisation. J'estime que nous ne pouvons tenir compte des explications qui nous ont été données hier sur le droit de parole à accorder à certains camarades. Si mes renseignements sont exacts, je crois pouvoir demander la limitation du temps de parole à un quart d'heure pour chaque intervention. Chacune des délégations peut condenser l'intervention qu'elle a à apporter à cette tribune, de façon que la majorité des orateurs puissent se faire entendre dans le débat.

Je demande que le Bureau mette cette proposition aux voix.

(La proposition, mise aux voix, est *repoussée.*)

INTERVENTION DE BLANCKAERT

BLANCKAERT (Ports et Docks). — Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour essayer d'expliquer l'ensemble des faits relatifs au conflit de la batellerie, et pour faire justice de certaines affirmations lancées dans une certaine presse contre les militants du syndicat unitaire de la batellerie.

Beaucoup d'encre a coulé depuis quelque temps à ce sujet, mais j'estime quant à moi que nous sommes ramenés à une période que nous avons tous connue et que, sous peine de faire du libéralisme pourri, nous allons rentrer maintenant dans une période analogue.

Il faut expliquer tout d'abord ce qu'est la corporation batelière. Cette corporation est composée, en premier lieu, de salariés des compagnies de navigation et aussi dans sa majeure partie de camarades bateliers artisans, propriétaires de leur péniche, et qui méritent la plus grande sollicitude. En effet, le petit artisan agricole, de son côté, possède sa ferme, son bétail. Le petit batelier, lui, est propriétaire de sa péniche et il n'occupe pas la même position sociale que le travailleur d'usine. Cette explication est nécessaire pour les congressistes, pour qu'ils comprennent bien les difficultés des dirigeants d'un syndicat comme celui-là.

Les bateliers occupent dans les transports une situation de première importance. En 1928, les transports fluviaux en France, sans l'Alsace-Lorraine, atteignaient en France 39.503.667 tonnes ; en 1929, 43.997.000 tonnes ; en 1930, 49.911.000 tonnes ; pour le premier trimestre de 1932, 23.551.000 tonnes, et pour la même période de 1933, 25.425.000 tonnes. Cela prouve que la crise économique qui a créé du chômage partout a, au contraire, augmenté le trafic de la batellerie. Pourquoi ? Parce que la batellerie a des conditions d'existence si misérables que tous les indus-

triels et les négociants, se sont rabattus sur les transports fluviaux. Et malgré cela, on peut dire que pas une corporation n'a un niveau de vie aussi bas que la batellerie. Nous assistons depuis quelque temps à la prolétarianisation des petits bateliers. Les propriétaires de péniches, n'ayant plus le sou, ont été entraînés vers les grosses compagnies de navigation. Nous avons donc entamé la lutte qui doit les lier aux autres travailleurs et nous pouvons dire que nous avons réussi. Les bateliers ont répondu avec ensemble à notre appel et cela a permis chez eux un travail en profondeur. Peut-être pourrait-on nous reprocher de ne pas avoir déclenché la grève à l'heure H. c'est certain, mais on pourrait faire ce reproche à beaucoup. Cette grève est partie au premier prétexte venu : la dernière goutte d'eau a fait déborder le vase. Et la grève s'est élargie rapidement. Partie d'un point quelconque du canal de Saint-Quentin, elle a immédiatement gagné le Nord et s'est rapidement propagée. On peut bien le dire, dès avant l'arrivée du premier militant de la C.G.T.U. nous avons élargi le mouvement d'une grève partielle à une grève générale. On pourrait peut-être nous reprocher que cette grève n'ait pas été générale dans toute la France, qu'elle n'ait atteint ni Rouen, ni Dunkerque, malgré que nous ayons pris des précautions pour faire un barrage à la sortie de Dunkerque. On pourrait nous reprocher qu'elle n'ait pas atteint la région de Nancy, mais, là aussi, Paris était coupé par un barrage dans les environs de Reims. La batellerie, qui n'avait pas connu de mouvement depuis 1897 et 1904, a connu un mouvement qui a fait l'admiration du prolétariat français. Cette grève a continué d'augmenter jusqu'au moment où la bourgeoisie a lancé contre la batellerie les plus grandes forces que nous ayons connues dans aucun conflit. Un de nos camarades, Langumier, dans une réunion, nous disait que rien que dans la région de Conflans-Ste-Honorine, il y avait près de 2.000 gardes mobiles, des brigades à gaz, des policiers de Paris, même des régiments du génie et des marins. On a vu pour la première fois depuis pas mal de temps la troupe lancée contre les grévistes et nous avons été amenés à examiner sérieusement les conditions dans lesquelles se déroulerait la bataille de demain.

Il ne faut pas que nos camarades perdent de vue la différence qu'il y a entre un batelier qui a sa péniche pleine et un batelier qui a sa péniche vide. Les bateliers qui transportent des marchandises, — et nos camarades cheminots comprendront cela, — signent un document d'après lequel ils sont responsables des marchandises qu'ils ont à transporter dans le plus bref délai.

Pourquoi avons-nous été partisans de la fin du conflit ? Parce que nous sentions que du moment qu'ils ne pouvaient plus invoquer le cas de force majeure, ç'aurait été l'oppression continue. Ç'aurait été la débandade, les bateliers seraient partis de tous côtés. Nous avons choisi entre l'effritement des masses, entre la débandade et le maintien de l'unité. Nous avons choisi entre pousser les gars jusqu'à l'épuisement des forces et conserver une organisation solide et forte pouvant imposer : 1° L'application des engagements pris ; 2° Repartir en lutte à une heure meilleure.

Naturellement, nous ne voulons pas dire que nous avons été parfaits. Il y a eu dans ce conflit des fautes assez grandes, notamment celle d'aller avec Gélis au ministère du Travail ne fut pas la moindre. Nous avons pour nous la franchise.

Je dois avouer que je ne m'embarrasse pas de préjugés. Si pour

sortir le mouvement syndical d'un mauvais pas il fallait aller trouver le pape, j'irais. Je suis de ceux qui savent entrer dans un endroit et en ressortir avec des résultats.

Il y a eu également des fautes d'organisation. Peut-être pourrait-on nous reprocher — c'est même certain — le manque de liaison entre les divers centres, le manque de liaison collective. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est d'avoir travaillé pour conserver un syndicat fort et capable de défendre la petite batellerie. On pourrait nous reprocher ce manque de direction collective, ce manque de direction centrale, véritablement effectif. Peut-être y a-t-il d'autres fautes à nous reprocher, mais que les camarades qui ont à nous juger se mettent bien dans la tête que nous sommes un syndicat ayant l'habitude de travailler sur quelques localités et que, du jour au lendemain; nous avons eu à faire face à un mouvement qui est parti de Paris jusqu'à Dunkerque et Reims, à l'Est. Les difficultés étaient grandes.

Vous, camarades de la base, tous les jours aux prises avec les mêmes difficultés, vous me comprenez. Vous qui avez à travailler et à discuter avec les gars, comprenez ces difficultés. Tout en restant fidèles à certaines tactiques, au fond de vous-mêmes, lorsque vous retourneriez chez vous, vous diriez : ces gars ont fait ce qu'ils ont pu.

LE PRÉSIDENT. — Nous demandons à Blanckaert d'abréger son exposé.

BLANCKAERT. — Laissez-moi tout de même parler cinq minutes. Je n'en ai d'ailleurs pas pour longtemps. On n'a pas tellement parlé jusqu'ici des enseignements des luttes. Nous assistons à un Congrès de haute politique. Néanmoins on peut discuter. (*Quelques applaudissements.*)

Nous avons examiné les fautes. Arrachard nous a promis un réquisitoire tout à fait fameux et tout à l'heure vous en dira d'autres. Mais je pense que cette grève a marqué de sérieux points positifs. D'abord, l'organisation par elle-même. Quand on pense que les bateliers qui desservaient les mines du Nord et Paris n'étaient pas syndiqués ou étaient syndiqués dans de multiples syndicats : autonomes, chrétiens, confédérés, et qu'ils sont plus d'un millier à notre organisation, on peut dire qu'il y a déjà un résultat. Nous avons eu aussi la chance de pouvoir arracher des améliorations des conditions de travail qui ne seront niées par personne. Certes, nous n'avons pas pu obtenir la revendication principale qui concernait le travail de nuit. Mais nous avons arraché d'autres satisfactions qui constituaient un premier pas vers la réalisation totale de nos revendications.

Ah ! je sais bien, je les connais les gars ! On a fait de la surenchère, on leur a dit : Si vous aviez tenu quatre ou cinq jours de plus, c'était la victoire.

Mais, dites donc, camarades, dans quelle grève n'a-t-on pas fait ces surenchères ? Je m'adresse aux militants de la base. Est-ce que dans toutes les grèves il n'y a pas des copains qui viennent dire : Si on avait tenu quelques jours de plus, on avait la victoire complète ? On peut faire cette surenchère partout.

Si je voulais m'atteler à courir derrière certains militants, je suis sûr qu'à chaque grève j'entendrais la même surenchère. On vient indiquer : Nous avons une documentation sérieuse qui nous indique que certaines usines de l'Est n'en avaient plus que pour quelques jours à tenir !

Cela peut prendre pour des terrassiers ou des copains d'usine, mais cela ne peut pas prendre pour les bateliers. Nous savons très bien que les canaux sont gelés pendant des périodes assez longues, nous savons que lorsqu'on doit réparer les canaux on chôme, et cela, dans des périodes de prospérité, dans des périodes où les compagnies de chemin de fer, d'après les statistiques des mines, ne fournissent pas assez de wagons tous les jours. Mais au moment actuel, camarades cheminots, d'après les statistiques des mines, est-ce vrai, est-ce que les mines ont attendu un seul jour des wagons? Est-ce qu'elles n'ont pas la possibilité de faire remonter en machine les gars pour constituer de nouveaux trains. Allons ! Il ne faut pas venir nous bourrer la caisse !

Et d'ailleurs, est-ce que les bateliers ont eu le sentiment de la défaite lorsqu'à Pont-de-Deule, lorsqu'à Chauny — il y a des camarades de ces régions ici — et dans d'autres centres ils ont fait des bals et chanté *l'Internationale* toute la journée?

Oh ! je sais l'argument qu'on va sortir : vous avez trompé les bateliers. Il vaudrait mieux dire alors que les bateliers sont des imbéciles, qu'il n'y a pas dans les bateliers des gars qui savent discerner quelque chose. Ce serait avoir une piètre opinion de ces gars-là.

Non, Arrachard, les bateliers n'ont pas le sentiment de la défaite. La preuve : Dans un comité central de grève, nous avons posé la question. Nous avons dit : « Il faut que cela cesse, il faut en finir avec ces critiques de *l'Huma* ». Tous les gars ont été d'accord pour demander à *l'Huma* de cesser ces critiques parce qu'ils avaient la certitude qu'elles n'étaient pas vraies. L'opinion des grévistes compte beaucoup plus pour nous que toute autre chose.

S'il fallait une justification à tout cela je vous assure que lors de la deuxième, alors qu'on n'était pas organisé, nous avons assisté à la réalisation de toutes nos perspectives. On peut reprendre le tract que nous lancions après ; on peut le lire attentivement, ce sera devant les bateliers notre justification. Le restant, nous nous en moquons, nous avons l'opinion de la batellerie et c'a été la justification de tout ce que nous craignons. Au début — je dois le dire, bien que ce ne soit pas fort louable — nous avons laissé une partie du travail aux gars de la 1^{re} U. R. et j'ai dit aux bateliers : Puisqu'ils sont si malins on va les voir à l'œuvre ! Nous avons assisté à tout ce que nous déclarions auparavant : les mises en demeure, les procès, la force, la débandade même. Et c'est ici qu'il faut faire la différence entre un travailleur d'usine et un batelier. Il faut encore faire la différence entre un batelier vide, d'une part, et un batelier chargé, d'autre part, et responsable de sa marchandise.

VASSEUR. — Ce n'est pas ce que tu as dit aux camarades flamands.

LE PRÉSIDENT. — Il y a eu une proposition faite au Congrès à savoir de limiter le temps de parole à un quart d'heure. Or, Blanckaert a dépassé son temps de parole bientôt de dix minutes. Nous pensons avoir été suffisamment généreux à son égard. Nous lui demandons maintenant de tirer très rapidement les conclusions de son intervention. (*Applaudissements.*)

DEBERGHES. — Il pouvait causer de la sorte au Congrès de la 1^{re} U. R., il ne l'a pas fait.

ROBENRY (Saint-Quentin). — Je pense que, dans l'intérêt de la batellerie et de l'éclaircissement de la situation et de la tactique suivie dans

les grèves, il est nécessaire de laisser Blanckaert vider son sac, afin qu'il ne puisse aller dire, en sortant d'ici, qu'on l'a empêché de s'expliquer.

DEBERGHES. — A la 1^{re} U.R., il ne s'est pas expliqué.

BLANCKAERT. — Je ne voudrais pas que ce discours soit considéré comme une attaque contre la C.G.T.U. Déjà, une première fois, je me suis tu. Vraiment, on ne sait plus quoi faire avec vous. Quand on se fait, c'est significatif : on veut aller ailleurs ; quand on parle, on interprète cela comme une attaque. Il ne faut pas considérer mon intervention ainsi. Je pense que cette explication est nécessaire ici pour l'édification de tous sur la conduite des mouvements futurs et toutes les anicroches que nous pouvons rencontrer dans le mouvement.

J'en arrive à la conclusion, puisque vous le voulez. Il faut faire la différence entre les gars d'usine et les bateliers qui sont responsables de leurs marchandises. Nous avons senti que les bateliers étaient énervés par les sommations qu'ils recevaient. En effet, si un ouvrier d'usine se soucie peu, car il n'a rien à risquer, le batelier a un répondant en sa péniche qui vaut de 50 à 70.000 francs. Il y a fait attention avant de s'engager.

En passant, je demande à Arrachard, quand il se trouvera dans un conflit de ce genre, de faire bien attention avant de provoquer une nouvelle bataille sans avoir réuni toutes les conditions ; sinon on risque de démolir tout ce qui a été fait, on risque d'annihiler tous les efforts que les directions syndicales ont pu faire depuis des années et, surtout, je lui demande de faire attention avant d'adresser certaines épithètes. A qui et contre qui étaient prononcées ces épithètes ? Contre moi. J'y suis habitué. J'ai vécu certaines époques difficiles où j'en ai pris pour mon grade ; ce n'était rien à côté de ce que j'entends aujourd'hui. Ce qui compte pour moi, c'est la confiance des bateliers. C'est à nous qu'ils ont confié le mandat d'aller les défendre. Il a fallu qu'au Comité central ce soit moi qui vienne empêcher la scission morale entre le syndicat unitaire et la C.G.T.U. Arrachard ne me démentira pas. C'est nous qui avons fait comprendre à Arrachard qu'il devait expliquer aux bateliers l'attitude de la C.G.T.U. afin d'éviter cette scission morale.

Qu'on fasse attention ! Des camarades nous ont téléphoné pour nous dire : Attention, les confédérés, hier, ont fait parvenir des centaines et des centaines de *Peuple*, journal de la C.G.T. Des gens sont déjà sur place pour dire : Voyez, ces gars de la C.G.T.U. ne s'accordent pas, nous sommes en peine pour les défendre. Lisez les journaux d'aujourd'hui. Vous verrez encore dans le compte rendu de la fédération des Ports et Docks l'offensive que prépare le syndicat confédéré. Faites attention. Ne détruisez pas les efforts des dirigeants par des épithètes plutôt malheureuses. Il y a d'autres formules. Que l'on se batte sur des tactiques, que l'on dise : Ce n'est pas tout à fait la ligne de la C.G.T.U., c'est sûr, mais qu'on fasse bien attention. Nos adversaires sont prêts pour nous combattre.

Et ce sera ma conclusion : Je demande aux camarades de la base de comprendre les difficultés auxquelles ils se heurtent pour comprendre celles auxquelles nous nous heurtons et nous nous sommes heurtés. Je demande, je le repète, que cet exposé ne soit pas considéré comme quelque chose de dirigé contre notre unité syndicale, mais pour chercher à justifier les militants du syndicat unitaire et à conduire les luttes futures. (*Quelques applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole à Martel, des mineurs du Nord, je voudrais lire la communication suivante .

En raison du grand nombre de délégués inscrits et ne pouvant de ce fait développer la question de la prud'homie nous insistons auprès des délégués prud'hommes pour qu'ils se réunissent de suite à droite de la tribune. Une résolution sera présentée à ce sujet au Congrès.

La parole est à Martel, et ensuite à Arrachard.

INTERVENTION DE MARTEL

MARTEL (Mineurs du Nord). — Camarades, avant d'aborder la discussion sur le rapport de notre camarade Mauvais, je voudrais ici, à la tribune du Congrès de notre C.G.T.U., donner un démenti aux propos tenus au Congrès de la C.G.T. par le citoyen Bard, secrétaire de la fédération des Mineurs confédérée.

Il apparaîtrait d'après l'intervention du citoyen Bard que la politique de présence a apporté à la corporation des mineurs toutes sortes de bienfaits. Il apparaîtrait même que si les mineurs n'ont pas obtenu la journée de sept heures, c'est que les patronats d'Allemagne, d'Angleterre et d'ailleurs ont mis obstacle, par leur politique de rationalisation, à la réalisation de la journée de sept heures en France.

En réalité, derrière ce discours, le citoyen Bard essaie de cacher ses responsabilités et de faire oublier aux mineurs que c'est au contraire grâce à cette politique de présence que les mineurs sont arrivés aujourd'hui à travailler, depuis la descente de la cage jusqu'à la remorque, dans des conditions d'insécurité les plus grandes. Ils sont arrivés à ne plus avoir l'espoir du tout de toucher leur retraite minière du fait des méfaits de la rationalisation acceptée par cette politique de présence, par cette politique de collaboration.

Le résultat de cette réduction des avantages accordés aux mineurs est qu'aujourd'hui on va jusqu'à attaquer le casse-croûte des camarades. On va jusqu'à leur interdire de casser la croûte au fond de la mine. On veut les empêcher de manger leur petit bout de pain. On les fait travailler pendant huit heures sans arrêt, sous les menaces et l'œil de la chiourme. Au nom des mineurs unitaires du Nord, j'apporte ici l'affirmation la plus catégorique qu'au contraire de ce que dit Bard la politique de collaboration, chez les mineurs comme partout, n'a amené que la misère, la mort, des perspectives de plus en plus dures pour des richesses plus grandes au patronat, cela au détriment et par la sueur des mineurs.

Je voudrais aborder rapidement, puisque le temps est limité, la question de l'utilisation des cadres. En effet, comme l'a dit notre camarade Mauvais, il y a pour le mouvement révolutionnaire de très grandes responsabilités d'avenir si nous n'avons pas une meilleure attention dans la politique des cadres. Il y a non seulement une grande importance actuellement à avoir des cadres devant la situation présente, avec les attaques en perspective, la répression qui s'abat très fortement sur les corporations, mais également en vue du grand problème des luttes proches contre le fascisme et la guerre.

Tout commande à notre C.G.T.U. d'avoir des cadres, non seulement des cadres nombreux, mais des cadres choisis et capables de faire face à leurs responsabilités. Chez nous, chez les mineurs, il y a peut-être

plus fortement qu'ailleurs cette nécessité des cadres. En effet, la vie quotidienne est pleine de fièvre.

Dans nos sections syndicales, dans nos syndicats, il ne se passe pas une journée que nous n'ayons à faire face à une attaque patronale. Les élections sur le terrain corporatif sont plus fréquentes qu'ailleurs. Nous devons mener une propagande intense. Ce sont là des tâches surchargées. Il y a des camarades délégués dont nous avons si souvent parlé et dont nous parlerons encore, qui se disent secrétaire de ceci, administrateur de cela, toutes tâches qui empêchent de pouvoir travailler, d'être des organisateurs du mouvement révolutionnaire.

Nous devons souligner que nous n'avons pas compris le danger de laisser certains camarades surchargés. Ce sont généralement nos meilleurs camarades qui sont surchargés de toutes ces tâches, ce qui les empêche de faire un travail d'organisation et de direction.

Il faudra, à l'avenir, remédier à ces faiblesses.

Nous avons dans notre fédération des sections syndicales — et pourtant nous avons beaucoup lutté, pendant ces dernières années contre le patronat — qui ont eu leurs cadres démolis des dizaines de fois. Je prendrai seulement quelques exemples. Dans telle localité, lorsqu'il prend fantaisie à la maîtrise de nos mines d'empêcher une de nos démonstrations, d'empêcher le travail d'alerte de nos camarades sur le terrain de classe, nous trouvons, à la porte de nos réunions, des gardes-chiourmes de toutes sortes qui viennent narguer nos camarades, qui prennent le nom de ceux qui, courageusement, franchissent le seuil de la salle de réunion, et qui sont parvenus à licencier 250 militants dans une compagnie minière.

Dans un puits de la mine d'Aniche, nous avons vu pendant plus de cinq ans, nos cadres, au fur et à mesure qu'ils montaient, sapés par la compagnie, à tel point que plus un seul de nos syndiqués n'osait se montrer chez le délégué mineur, n'osait même recevoir par la poste un avis de convocation de réunion.

Ce sont les meilleurs des nôtres qui ont été licenciés partout. Un grand problème se pose donc pour l'avenir, et je veux le rappeler ici : c'est l'utilisation de nos camarades mineurs, et aussi — je fais appel à tous les camarades des autres corporations, aux cheminots, aux camarades des services publics, à tous les camarades — des délégués élus. Pour ceux-là, le problème ne se pose peut-être pas d'une façon aussi intense, mais il pourra se poser demain devant eux, et il faudra que chacun se souvienne de sa propre expérience.

La Fédération des Mineurs apparaît comme celle qui, certainement, a le plus de permanents. Avec ses 120 délégués mineurs, elle a une force immense qui devrait faire reculer le patronat, et faire réaliser toutes nos tâches au fur et à mesure. Mais cette force ne se prête pas très volontiers au travail. Il y a de bons et de mauvais délégués mineurs comme il y a de bons et de mauvais militants. Je profite de notre Congrès pour faire appel, du haut de cette tribune, à l'ensemble de nos camarades élus ayant eu la confiance des ouvriers, car ici se pose le problème d'utiliser cette ressource. Et d'ailleurs, nous devons reconnaître que nous devons avoir une meilleure politique d'utilisation de ces forces, car on a très souvent employé des camarades qui ne savaient pas dire deux mots comme agitateurs, et bien souvent, au contraire, on faisait distribuer des tracts à un camarade qui avait d'excellentes qualités d'agitateur.

Le problème, pour nous, d'avoir de bons agitateurs se pose. Nous avons des distributeurs de tracts parce que les délégués mineurs sont indépendants et peuvent le faire. Mais il se pose surtout — et Mauvais l'a bien expliqué dans son rapport — le problème pour nous d'avoir des organisateurs, des dirigeants, des camarades qui seront capables de prendre, à tout instant, leurs responsabilités et faire le travail de direction du mouvement ouvrier.

Est-ce que cela est possible ? Je veux citer des exemples. Il y a des camarades délégués mineurs qui font un travail que nous devons donner en exemple à tous. Nous avons, dans le bassin d'Aniche, dans le syndicat des Mineurs du Nord, un vieux camarade qui a 54 ans et demi, qui est délégué mineur, conseiller d'arrondissement et je ne sais pas encore tous les mandats qu'il a, mais il occupe encore en ce moment le poste de trésorier bénévole de notre syndicat des mineurs du Nord. Il y a quelques années, ce camarade était parmi ceux qui ne voulaient pas travailler, parce qu'il pensait que nous n'avions pas la possibilité de travailler, et, petit à petit, il a compris qu'il y avait quand même des possibilités, et plusieurs des camarades qui pensaient ainsi, sont maintenant à la tête du comité d'organisation et de propagande du syndicat des Mineurs, ce qui n'est pas une petite chose. Des camarades sont élus par plusieurs centaines, on l'a cité maintes fois dans les congrès, et il ne manque pas de syndiqués. Notre syndicat du carreau de Courrières a compris, à force de discussion, son véritable rôle. Il a maintenant 120 syndiqués.

Je pourrais citer des dizaines d'exemples de camarades qui ont compris leur devoir et ont fait un travail sérieux dans les puits et à la direction de leur syndicat, même à la direction de leur région.

Ici se pose le problème de l'aide qu'il faut apporter. Il faut faire surgir les concours, aider les camarades. Un délégué mineur qui a une dizaine de tâches, en effet, ne peut pas les remplir toutes sérieusement. Nous connaissons plusieurs délégués mineurs ayant des responsabilités envers leurs fédérations, leurs syndicats et leurs régions, et qui les remplissent. Ce ne sont pas des aigles, mais ils ont su s'entourer de collaborateurs, ils ont su faire monter de la base des camarades susceptibles de les aider, ils ont pensé que ces cadres seraient utiles au travail de l'organisation, et ils leur ont donné des responsabilités. Maintenant, ils peuvent travailler utilement.

Voilà, brièvement brossés, le tableau des difficultés que nous rencontrons, et le tableau de nos responsabilités.

Nous avons, à notre fédération, fait un effort pour la montée de nouveaux cadres et l'éducation de nos camarades délégués mineurs. Nous avons pensé qu'il n'était pas possible de continuer à insulter les délégués mineurs, en les traitant de fainéants, mais qu'il fallait penser à un travail pratique, pour les mettre au pied du mur, pour leur donner des tâches, et lorsqu'ils ont accompli ce travail, ils sont nommés au syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, par exemple, pour créer des sections d'organisation et de propagande, à la tête de ces organisations.

Il faut créer une commission de presse où les délégués mineurs participent activement, — autrefois, ils ne savaient pas écrire. Il faut faire une commission financière à la tête de laquelle se trouve le délégué mineur, un service de contentieux, avec un délégué mineur, des commissions de M.O.I., avec des jeunes partout. Nos délégués mineurs sont entraînés à ce travail, parce que nous avons cessé de les critiquer,

de les insulter, parce que nous nous sommes mis devant nos responsabilités, et que nous avons mis nos délégués mineurs devant les leurs. Nous entraînons ainsi les camarades au travail. Les autres fédérations pourront en faire autant et marcher avec nous vers une utilisation plus grande de nos cadres, et en même temps vers la montée de nouveaux cadres.

Je conclus : Nos camarades des fédérations doivent penser à éduquer leurs cadres, et nous avons comme perspectives, dans le syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, après avoir vu que nous avions la possibilité d'utiliser ces permanents payés par les gouvernements, de les éduquer, de travailler avec eux. et, dès la préparation de notre Congrès fédéral, nous allons passer au travail éducatif. Nous diviserons ce travail en deux parties : tout d'abord le travail théorique qui sera fait pendant une heure ou deux par quinzaine et ensuite le travail pratique, qui comprendra des tournées de la C.G.T.U. et de notre fédération, pour une mobilisation de tous nos camarades. Nous aurons comme vue principale de lier ce travail avec le travail d'unité syndicale et de revendications immédiates, les deux problèmes à l'ordre du jour de nos syndicats. Cela fera progresser, dans une large mesure, la marche triomphale de nos syndicats.

Je demande à tous les délégués, mineurs, cheminots, camarades des services publics, de comprendre toute l'importance de cette question, de travailler en liaison avec la masse dans les entreprises.

Ainsi, ils accompliront mieux leurs tâches, et ainsi, armés de la confiance des masses, ils iront hardiment à l'assaut du capitalisme. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole au camarade Arrachard, de la XX^e U.R. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION D'ARRACHARD

ARRACHARD. — Après le rapport d'activité, le rapport d'organisation développé par Mauvais a particulièrement souligné l'importance de l'expérience que nous donnent les luttes ouvrières, tant pour vérifier notre capacité de lutte que pour mesurer la valeur de nos méthodes et de nos moyens d'organisation.

Je vais m'occuper de la grève des bateliers. Il ne s'agit pas d'un duel entre Blanckaert et Arrachard. Il s'agit d'une corporation, de la vie d'une corporation ; et de l'appui que cette corporation peut donner à l'ensemble de la classe ouvrière.

Je voudrais donner notre opinion sur les résultats et l'orientation de la grève des bateliers, en faisant immédiatement remarquer que la fin de la grève, qui s'est produite dimanche matin, n'a pas permis que nos interventions après le rapport d'activité, car là aurait été la place de notre intervention. Je m'attache aussi à cette grève pour ce qu'elle nous montre dans le domaine de l'organisation, c'est, en effet, dans ces questions qu'on a trouvé les plus grandes faiblesses au cours de ce mouvement.

Nous ne voulons pas passer, comme le dit Blanckaert, pour des lumières, pour des gens qui ont la science infuse. Il le fait pour nous discréditer du haut de la tribune de ce Congrès, en ironisant : Nous sommes des militants honnêtes, des militants sincères de la C.G.T.U. qui mettent toutes leurs capacités au service des travailleurs, partout

où sont les travailleurs ; que ce soit sur les barrages des péniches ou à la tête des manifestations.

Je ferai remarquer que, dans la deuxième et même la première grève, où était le danger, ni Blanckaert ni Engler ne se sont présentés..

UN DÉLÉGUÉ. — C'est vrai ! (*Mouvements divers, applaudissements.*)

... Que ce soit devant les tribunaux, à la tête de toutes les manifestations, ou bien à la direction des délégations, quand celles-ci sont constituées pour les seuls intérêts des exploités. Mais jamais nous ne sommes et jamais nous ne serons là où les intérêts des travailleurs sont sacrifiés. Nous n'irons jamais dans le cabinet du ministre Paganon, pour y trahir ceux qui nous ont confié un mandat ! (*Applaudissements.*)

Malgré tout ce qui entoure le cabinet du ministre, malgré les lourdes tentures qui étouffent les bruits des discussions, malgré les hauts murs et les barrages de flics qui le protègent, qui interdisent l'accès du cabinet du ministre à certaines délégations, le contenu et les conséquences des discussions qui se sont produites avec Paganon transpercent, car les faits sont plus forts que tout ce qu'on peut dire.

Engler avait raison de dire, hier, que l'histoire ne s'efface pas. Dans leur propre vie, dans leur propre situation, les bateliers ont jugé. C'est pourquoi ils ont fait la deuxième grève.

Le débat peut se résumer aux deux questions essentielles suivantes :

1. Qu'est-ce que la grève du mois d'août avait donné aux bateliers, avec l'accord conclu, dans le cabinet de Paganon, par Engler, Bour, Blanckaert et le chef de file Gélis ?

2. Quel avenir Blanckaert et ses complices réservent-ils aux bateliers, et par delà la batellerie, entendent-ils réserver à la classe ouvrière ?

Nous essaierons de répondre à ces deux questions essentielles. Le Congrès confédéral et les bateliers verront ainsi plus clairement la situation.

La préparation d'une lutte demande de grands efforts, comme l'a souligné ce matin notre camarade Mauvais.

Une des premières conditions pour engager une lutte avec quelques chances de succès — je parle d'une lutte quelle qu'elle soit — dans le cadre d'une industrie, d'une entreprise ou d'une région déterminée, est de bien connaître l'industrie, l'entreprise, la région dans laquelle doit se développer cette lutte.

Or, l'importance de la batellerie ne doit pas être considérée, et j'attire votre attention sur ce point, du seul point de vue du nombre des travailleurs occupés dans cette industrie, mais suivant la place que ces travailleurs occupent dans l'économie capitaliste française et dans les luttes de la classe ouvrière.

Quelques chiffres, rapidement présentés, parce qu'il faut être court, le souligneront suffisamment.

En 1932, il y eut, en France, 50 millions 727.000 tonnes embarquées sur les péniches.

A ce chiffre, déjà considérable, il convient d'ajouter les marchandises importées à l'étranger, en Hollande, en Belgique et en Allemagne et qui viennent en France pour y être embarquées et utilisées.

C'est ainsi que la ville de Paris, où nous sommes, est le premier port de France, avec, au cours de l'année 1932, un trafic qui dépasse 15 millions de tonnes de marchandises. Ce port de Paris se place avant

ceux de Rouen, de Marseille, de Strasbourg, de Bordeaux, du Havre, de Dunkerque au point de vue de l'importance du trafic.

Ce trafic du port de Paris alimenté seulement par les péniches, souligne suffisamment l'importance de la corporation de la batellerie. Et, sachant que ce trafic porte surtout sur les marchandises lourdes (houille, essence, pétrole, minerai de fer, matériaux de construction), aliments essentiels comme matières premières de l'industrie, on conçoit qu'il faille y être particulièrement attentif.

La C.G.T.U., il faut le dire, n'accordait pas assez d'importance à cette corporation. Mais, quand nous constatons une faiblesse, nous travaillons en conséquence et nous poursuivons notre effort.

Ces considérations vous expliquent que la bourgeoisie ait accordé une telle importance à la grève des bateliers et mobilisé contre les grévistes les moyens de répression les plus perfectionnés et les plus massifs.

Dans la première étape de la bataille, en août, dans le seul secteur de Conflans-Pontoise, sur une quinzaine de kilomètres de long, pendant plus d'une semaine, il y eut plus de 10.000 gardes mobiles, marins, gendarmes et autres agents de répression mobilisés contre seulement quelques centaines de travailleurs bateliers.

La grève fut causée par la situation difficile que connaissent les bateliers et qui se traduit pour eux par de longues journées de travail sans l'assurance de pouvoir se reposer la nuit, des salaires de plus en plus réduits du fait de la concurrence et de l'abaissement du taux des frets, des brimades constantes des services des Ponts et Chaussées qui appliquent au maximum les lois et règlements que prend contre eux le gouvernement. Cette situation se traduit aussi, et ce n'est pas le moindre fait, par les privilèges donnés aux gros clients (Comité des Forges, Comité des Houillères, Renault, Citroën, Schneider) et dont sont victimes les petits bateliers.

Pour assurer son exploitation la bourgeoisie a su diviser les travailleurs de la batellerie. Elle a su créer parmi eux des catégories qu'elle s'est attachée à dresser les unes contre les autres.

Un incident, comme on le sait, a fait éclater la grève. Mais, depuis longtemps déjà, le mécontentement grandissait. Le 1^{er} Mai dernier en fut une preuve magnifique, puisque la presque unanimité des bateliers, dans les secteurs intéressés par les dernières grèves, firent une manifestation d'ensemble au cours de cette journée.

Très rapidement, la grève déclenchée s'élargit sur plus de 600 kilomètres de front. Les revendications posées exigeaient une véritable grève générale et la plus grande combativité.

Je veux dire ici tout de suite que, contrairement aux affirmations qui ont été apportées, l'élargissement du mouvement fut empêché par la direction syndicale à la tête de laquelle est Blanckaert et la direction de la Fédération des Ports et Docks, aussi bien dans la première que dans la deuxième grève.

En voici un exemple. Dans la première grève, le secteur de navigation fluviale de Dunkerque, où fut construit, en 1929, le syndicat unitaire de la Batellerie, n'a pas été mis en grève, ce contre la volonté d'une grande partie des travailleurs de la batellerie. Je pourrais, sur ce point, en appeler au témoignage d'un camarade batelier qui est venu à ce Congrès et qui se trouvait à Béthune, à la jonction du canal de Calais et de celui de Dunkerque ; il pourra vous confirmer qu'il a reçu

du syndicat de Dunkerque l'ordre de ne pas établir de barrage, pour empêcher que la grève éclate dans ce coin.

Nos camarades protestaient tout à l'heure quand ils entendaient Blanckaert dire qu'on avait, malgré certaines faiblesses, fait un effort pour obtenir la liaison et l'élargissement.

En fait, on n'a pas accompli cet effort, et, si, à Conflans, sur Paris, sur la Seine, à Rouen certains résultats furent obtenus quant à l'élargissement de la bataille ce fut là le résultat du travail des syndicats unitaires de la région parisienne, aidés par la direction de la C.G.T.U.

UN DÉLÉGUÉ. — C'est vrai !

ARRACHARD. — Il fallait tenir quatre ou cinq jours de plus, nous avions la certitude qu'allaient se joindre aux bateliers en grève, ceux de Paris, de Rouen et de tous les points importants sur la Seine. Sentant la partie lui échapper, le gouvernement a multiplié ses efforts, accentuant sa répression dans le secteur de Conflans, développant ses manœuvres intérieures.

Ce fut alors l'histoire, dont on a déjà longuement parlé, de la délégation composée de Bour, Engler, Blanckaert et Gélis, qui vint, au moment où notre effort allait aboutir, dans le cabinet de Paganon, conclure l'accord qui a mis fin à la grève, accord qui n'a rien donné hormis les promesses non tenues du gouvernement et qu'on a cependant présenté comme une grande victoire, ainsi qu'on le voit dans de multiples tracts édités dans les dernières heures de la grève, allant jusqu'à amener les bateliers à déposer, sous la conduite d'Engler, une gerbe au monument aux morts, réalisant ainsi l'union sacrée, parce qu'on avait obscurci leur esprit de classe.

Un fait particulièrement significatif, c'est qu'on a éliminé de cette délégation des camarades venant d'autres coins, comme Conflans, parce qu'ils avaient la ferme intention de ne rien céder aux pouvoirs publics.

Nous avons souligné, au cours de la deuxième lutte, dans une lettre ouverte au ministre des Travaux publics et distribuée à tous les bateliers, les points litigieux de l'accord qui mit fin à la grève, accord subordonné, ainsi que le précise un procès-verbal officiel qui émane du ministère des Travaux publics, à certaine condition. Ce procès-verbal marque que les quelques promesses faites aux bateliers ne seront tenues et appliquées que lorsque se sera réunie une commission et qu'on verra quand cette commission aura travaillé, à mettre ces points et promesses en application.

Oui, on a roulé, trompé d'un bout à l'autre les bateliers. On leur a fait prendre des vessies pour des lanternes.

Mais, très rapidement, parce que leurs yeux se sont ouverts devant le néant des promesses faites, les bateliers ont compris et ils ont repris la lutte au début de septembre.

Disons aussi, qu'on a largement utilisé la méthode qu'on a essayé de faire valoir ici. On a grossi toutes les difficultés devant les grévistes. On leur a montré les assignations des huissiers, les sommations des propriétaires des marchandises chargées sur leurs bateaux comme autant d'éléments qui devaient les empêcher de continuer la grève. A cela, on a ajouté le développement de la répression qui devait, suivant les chefs de la Fédération des Ports et Docks, empêcher tout mouvement d'aboutir. Le moyen de résister au papier bleu des propriétaires de marchandises, nous venons, hier encore, d'en avoir une preuve dans le 10^e arrondissement à Paris, alors que l'industriel Susset, marchand de

plâtre bien connu des ouvriers du 10^e arrondissement, a été obligé, devant la pression populaire organisée par nos syndicats révolutionnaires de reculer devant sa menace de faire payer 1.000 francs par jour de retard pour la marchandise chargée sur les bateaux.

On a présenté l'accord comme une victoire. Pour démoraliser les grévistes, on a exagéré les conséquences de la répression et on leur a fait reprendre le travail.

Nous l'avons dénoncé dès la fin de la première grève, avec un peu d'hésitation, c'est vrai, chez quelques camarades de la majorité confédérale, du fait de la complexité de la situation.

L'article de notre camarade Langumier, dans la V.O. du 1^{er} septembre, ne reflétait pas exactement ce qu'on devait penser. Nous avons dit, nous : « Pour les bateliers, le plus clair résultat, c'est la nécessité de continuer la lutte, s'ils veulent que les promesses se réalisent, s'ils veulent arracher leurs revendications essentielles ».

Aussitôt la fin de la première grève, Blanckaert et ceux qui sont avec lui à la direction, ont essayé de discréditer les militants de la direction confédérale et de la C.G.T.U.

Dans un manifeste où ils nous mettent sur le même pied que les industriels, que les socialistes, que les affréteurs, les agents des compagnies, ils nous ont montré comme voulant diviser le syndicat, parce que nous dénoncions la trahison réalisée sur le dos des bateliers.

La commission de grève a jugé et condamné les manœuvres et fait justice de ces accusations. Les bateliers ont fait preuve de l'esprit de lutte que nous avons cherché à leur inculquer, si bien que le 11 septembre la grève est repartie.

Dès le début, les dirigeants ont ergoté pour engager la lutte. Mais les bateliers furent les plus forts et les dirigeants durent suivre sous la pression des masses. Ils ne purent s'y opposer directement, mais travaillèrent souterrainement en ne faisant rien pour la grève malgré les déclarations contraires, malgré la publication dans l'*Unité Batelière* du 15 septembre, d'un article intitulé : « Vive la grève générale de la batellerie ! » — malgré cet article signé du syndicat unitaire de la batellerie, on a empêché une fois encore les bateliers de Dunkerque d'entrer dans la grève, — en faisant croire aussi que la grève était voulue par la C.G.T.U. Cette deuxième assertion, qu'on a essayé de répéter ici, a, d'ailleurs, été condamnée par une résolution spéciale votée le 20 septembre à Tergnier par l'unanimité du comité de grève, et auquel Blanckaert assistait.

On a voulu démoraliser, par l'exagération des faiblesses et de la répression, les grévistes, pour arriver ainsi à effriter le bloc des combattants et permettre que ce soit le gouvernement qui remporte la victoire.

Mais nous avons combattu à l'intérieur, en dénonçant tous les dangers, en faisant fonctionner un comité central de grève élargi, en faisant élire une délégation large représentant tous les centres. C'est ainsi qu'avec cette délégation composée de 60 bateliers nous nous sommes présentés, le 21 septembre, au ministère des Travaux publics. Le ministère a refusé de nous recevoir, et a même mobilisé ses flics contre nous pour nous empêcher d'entrer.

Mais les efforts de l'intérieur et de l'extérieur ont porté. La répression s'est accentuée.

C'est à ce moment que les bateliers, d'eux-mêmes, dans le comité

central, ont proposé que Blanckaert et son conseil syndical soient mandatés pour ouvrir des pourparlers, sans pouvoir de décisions, pour permettre à la délégation véritable de jouer son rôle.

Quand les bateliers veulent véritablement se défendre — ils en ont donné la preuve — ils font appel à la C.G.T.U. Mais, quand ils veulent voir leur mouvement se terminer par une liquidation, c'est à Blanckaert et Cie qu'ils s'adressent !

Un peu plus de promesses ministérielles ont été faites. Mais nous ne les avons pas considérées comme une victoire. Nous avons dit :

« Les quelques promesses faites, sans constituer une victoire, sont quand même une certaine amélioration ; mais ces promesses doivent être transformées en engagement précis et applicables immédiatement, afin de ne pas retomber dans la même situation. »

Telle est la différence entre la position prise à la fin de la dernière grève et celle précédemment adoptée.

En définitive, les bateliers, malgré toutes les difficultés, restent combatifs et l'action qu'ils mènent pour sortir leurs camarades de prison le montre bien. Hier, dans tous les centres importants, ils ont arrêté la navigation entre midi et 2 heures.

Cependant, il faut encore travailler. La combativité ne suffit pas. Les bateliers doivent avoir, pour arriver à obtenir une véritable satisfaction, une organisation qui corresponde aux besoins de la batellerie et, à la tête de cette organisation, une direction capable de les conduire.

Je crois que la C.G.T.U. ferait bien de dire à la batellerie : « Ne laissez pas ceux qui vous ont trahis à votre tête ! »

Quant aux résultats positifs, les voici :

Les bateliers sont entrés dans la lutte aux côtés de la classe ouvrière.

Ils ont constitué une organisation solide, qu'il nous faudra renforcer, contre laquelle sont portés les coups de l'intérieur et de l'extérieur.

Ils arrivent à une compréhension plus claire des problèmes de classe.

Mais les résultats, au point de vue revendicatif, sont encore, pour eux, bien minimes. Il s'agit davantage d'une victoire morale.

Quant aux propositions concrètes que nous présentons, ce sont les suivantes :

1. Tenir un congrès de la batellerie le 11 novembre prochain, jour d'arrêt de la navigation, avec le concours de la C.G.T.U., et en mettant en œuvre les moyens pratiques indispensables : réunions, tracts, journaux, brochures ;

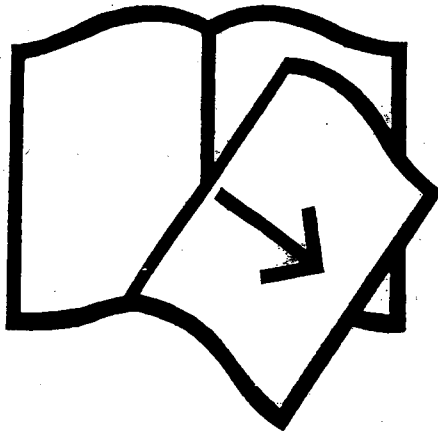
2. Réorganiser les syndicats selon les secteurs.

Ces secteurs sont au nombre de quatre : Dunkerque, Région parisienne (qui va jusque dans le Nord), Est, Lyonnais.

Il faudra également poursuivre, à travers cette réorganisation, un recrutement intensif qui, très vite, pourra nous amener des milliers d'adhérents.

3. Constituer en France un cartel unitaire des transports qui devra réunir toutes les organisations syndicales intéressées aux transports, que ce soit par chemin de fer, par eau, par route ou par air, avec des ramifications à la base afin d'unir les travailleurs de ces différentes corporations intéressées les unes aux autres.

Sous la direction de la C.G.T.U., dans les rangs du syndicat unitaire



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 437 à 440 manquantes.

de réduction de 3 % a été formulée, il y a eu une grande réaction chez les ouvrières, et, grâce au travail opéré dans notre syndicat unitaire, nous sommes arrivés à réaliser le front unique contre cette diminution de salaire.

Le 12 juin, la chambre patronale a fait afficher la diminution de salaires, et nous avons vu immédiatement les ouvrières se dresser contre cette mesure, malgré toutes les menaces et toutes les mesures de coercition prises contre elles; aussi le 12 juin trois usines débrayaient, qui comptaient 800 ouvrières, les usines de Gorse, de Patin et Bernard Lévy; il y eut donc tout un mouvement d'ensemble dans la région de Lyon.

Le patronat a compris immédiatement toute la gravité de ce mouvement, il a demandé aux ouvrières de faire appel à Jeanne Chevenard; mais les ouvrières ont répondu catégoriquement qu'elles ne voulaient pas de Jeanne Chevenard, qui avait toujours trahi les intérêts des ouvrières.

Devant cette réaction si justifiée de la classe ouvrière, notre syndicat a organisé de nouvelles réunions; au cours de ces réunions, de nouvelles adhésions furent apportées à notre syndicat à la date du 20 juin.

Le premier travail de notre syndicat a été de demander la récupération des vacances retirées et le rappel des 4 % enlevés en 1932. D'aucune façon le patronat ne voulait reconnaître notre syndicat, mais finalement, à la suite de la préparation de notre travail, fait à l'intérieur des usines par nos sections, le patronat a dû accorder, le 1^{er} septembre, une augmentation de 3 %.

Bien entendu, Jeanne Chevenard a voulu essayer de faire croire que ce résultat était dû au syndicat confédéré, mais cette fausse affirmation a soulevé les protestations indignées de toutes les ouvrières du vêtement, et tout le monde sait que cette augmentation est uniquement due aux efforts du syndicat unitaire; cette manœuvre a donc été déjouée et les ouvrières ont enfin compris que le patronat voulait simplement redorer le blason de Jeanne Chevenard, car celle-ci avait mis tout en œuvre pour défendre vraiment les intérêts du patronat sans se soucier de ceux de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

En ce qui concerne la préparation du Congrès de la C.G.T.U., notre jeune syndicat a décidé d'envoyer deux déléguées au congrès: il a organisé des réunions d'usine, effectué des distributions de tracts pour faire connaître notre Congrès, par la voie de la presse et notamment de notre journal régional *la Voix du Peuple*.

Six sections syndicales furent constituées, une collecte eut lieu à l'intérieur des usines et des camarades confédérées elles-mêmes participèrent à cette collecte, qui produisit 800 francs. La Fédération du Vêtement a participé à tout le travail.

Nos objectifs sont aujourd'hui atteints et dépassés, et l'assemblée populaire a ratifié l'envoi de trois déléguées au congrès.

Notre Syndicat a déjà nommé sa commission pour élaborer un contrat collectif de travail qui ne sera pas comme celui de Jeanne Chevenard et qui ne permettra pas à la Chambre patronale de rogner sur les salaires des ouvrières comme bon lui semblera. Nous espérons que ce contrat de travail, une fois qu'il aura été accepté par l'ensemble des ouvrières dans une assemblée populaire, sera ratifié par la Chambre patronale à laquelle nous le soumettrons.

Je voudrais définir en quelques mots ce que doit être le travail des femmes qui viennent aux Congrès de la C.G.T.U. En effet, un grand nombre de nos camarades sont écœurées en constatant qu'on n'intervient

pas assez pour la défense des intérêts professionnels des femmes. Il ne faudrait plus prendre ce travail à la légère et ne pas laisser à un camarade quelconque le soin de défendre cette main-d'œuvre si nombreuse et si intéressante. Il ne faut pas oublier que les femmes sont prêtes à la lutte comme leurs camarades hommes. Il ne faut plus laisser continuer les conditions actuelles du travail féminin : il est scandaleux de constater qu'un grand nombre de maisons de vêtement embauchent des ouvrières à 25 sous de l'heure. Il faut orienter les femmes, les éduquer afin qu'elles ne se laissent plus exploiter de la sorte. (*Vifs applaudissements.*)

Compte rendu de la Commission de vérification des mandats

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je donne la parole à notre camarade Matton pour le compte rendu de la Commission de vérification des mandats sur le rapport d'activité.

MATTON. — Camarades, il entre dans les attributions de la Commission de vérification des mandats de vous donner le compte rendu du vote sur le rapport d'activité.

Nombre de voix (ayant augmenté quelque peu)..... 1.129 voix.

Se répartissant ainsi :

Pour le rapport moral	1.066	—
Contre le rapport moral	30	—
Abstentions	2	—
N'ont pas pris part au vote.....	31	—

(Représentant 26 syndicats.)

Les voix contre se répartissent de la sorte :

Enseignement : pour	14
— contre	26
— abstention	1
— non votant	1
Livre-Papier : pour	34
— contre	3
Ports et Docks : pour	18
— contre	1

(*Applaudissements.*)

Camarades, vos applaudissements sont réconfortants pour les camarades des Ports et Docks qui en avaient perdu l'habitude.

Nous soulignons que parmi les 1.066 voix pour, seulement 2 voix se sont manifestées avec réserve : une réserve des Cheminots Etat de Tours et une réserve des P.T.T. de Rouen

En ce qui concerne les abstentions, un cheminot, Etat également (Versmeyer), puis l'Enseignement.

Voilà, camarades, le résultat de votre Commission de contrôle.

Nous avons tout lieu de nous réjouir du vote qui s'est exprimé ainsi et qui montre que, de plus en plus, les syndicats unitaires se soudent autour de leurs Commissions, de leur Bureau confédéral et de leur Commission Exécutive. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne maintenant la parole à une délégation d'un chantier du Bâtiment, venue saluer le Congrès confédéral. (*Applaudissements.*)

LE DÉLÉGUÉ D'UN CHANTIER DU BATIMENT. — Camarades congressistes du VII^e Congrès de la C.G.T.U., ayant compris que pour faire reculer l'implantation du tâcheronat et la rationalisation du patronat il était indispensable de regrouper les forces ouvrières afin de faire respecter leurs salaires, les camarades ont, en mars dernier, constitué un syndicat unique, groupant l'Association corporative, l'Association générale des Pavéurs, l'Association amicale des Pavéurs et Aides. Après diverses réunions, ce but fut atteint avec le concours des Unions fédérales du Bâtiment, en la personne de notre camarade Hénaff.

Notre organisation groupe actuellement 260 adhérents, qui se tournent de plus en plus vers la formation de syndicats d'entreprise, seule forme d'organisation capable de lutter efficacement pour l'obtention de nos revendications.

Nous approuvons les méthodes d'action de notre C.G.T.U. qui, seule, nous mènera à la victoire sur notre ennemi commun, le capitalisme. Les sections d'entreprise de la Moderne, travaillant à côté des assises de notre VII^e Congrès, apportent leur salut fraternel et révolutionnaire à tous les congressistes. Elles vous assurent que nous saurons transformer, au moment venu, les chaussées dont nous sommes les constructeurs en barricades infranchissables pour instaurer la société prolétarienne. (*Applaudissements.*) Et elles assurent de leur solidarité tous nos camarades de la C.G.T.U. Nous nous dressons contre l'infâme procès de Leipzig, dont sont victimes nos camarades Torgler, Dimitroff, Popoff et Taneff, et contre celui de Saïgon. Vive l'action du prolétariat international ! Vive la C.G.T.U. ! Vive l'I.S.R. ! Vive la Révolution mondiale ! (*Applaudissements.*)

HÉNAFF. — Je pense être l'interprète du Congrès en saluant les camarades du Bâtiment et les camarades paveurs tout particulièrement, qui viennent de démontrer une fois de plus que les paveurs de la région parisienne, les gars du Bâtiment, étaient loin d'être d'accord avec les déclamations de Paul Faure, qui disait vouloir laisser les paveurs et les pavés surtout aux Communistes. (*Applaudissements.*)

Nous pensons, quant à nous, camarades, que l'exemple donné par les camarades paveurs, groupés dans trois organisations différentes au moment de l'attaque patronale, est à souligner. Ils ont posé eux-mêmes la question de leur unité contre le patronat. Vers qui sont-ils venus ? Ils sont venus vers notre C.G.T.U. parce que, de leur expérience, ils savaient d'ores et déjà que c'était la seule maison dans laquelle ils pouvaient venir s'abriter pour ne pas être attaqués par le patronat. (*Applaudissements.*) Les camarades paveurs ont ainsi réalisé leur unité d'action à la base. Ils sauront le démontrer maintenant. Ils sauront prouver que ce n'est pas un vain mot, mais qu'ils sauront poursuivre leur action sur la base de l'application des mots d'ordre émanant de notre Congrès. Ils vont de l'avant, vers la mobilisation des gars du Bâtiment de la région parisienne et dans la bataille du prolétariat contre la bourgeoisie et le patronat du bâtiment. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La réunion de la délégation des Jeunes du Congrès se tiendra demain matin à 8 h. 30. Les Fédérations devront désigner un responsable pour y prendre part. Ordre du jour : Mise au point de la résolution des Jeunes.

Je donne maintenant la parole au camarade Rassemmer, du Bâtiment de Strasbourg. Ce camarade parlera dans sa langue maternelle et la traduction sera faite par la suite.

INTERVENTION DE RASSEMER

RASSEMER. — (Discours en allemand). (*Applaudissements prolongés.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Hirsch pour la traduction, et ensuite à Becker, du Bois de Lyon.

HIRSCH (traduction). — Le camarade Rassemmer a fait l'examen de l'exposé du rapport du camarade Mauvais au point de vue des expériences de la grève de Strasbourg ; ceci du point de vue de l'organisation.

Il indique de quelle façon les organisations ouvrières en Alsace sont édifiées. Lorsque la décision de grève est venue, les travailleurs de Strasbourg avaient devant eux une construction syndicale très forte. En Alsace il cite tout d'abord les syndicats régionaux et surtout celui du Bâtiment, qui a permis, par une centralisation méthodique, la constitution de fortes sections à Colmar et Mulhouse. C'est un peu le fait de cette constitution de sections qui a permis aux grèves de Colmar de se réaliser.

De plus cette constitution facilite de fortes initiatives locales. Les syndicats d'Alsace sont construits sur le principe des bases multiples : secours de grève, de chômage, au décès. Les syndicats assument la défense des camarades devant les conseils de prud'hommes, en cas d'accident. Il est permis ainsi aux syndicats d'assumer la défense des intérêts des ouvriers sur tous les points.

Notre camarade prétend qu'au moment du départ de la grève le syndicat du Bâtiment de Strasbourg était prêt à la bataille. C'est ainsi que ce syndicat a alloué, en secours de grève, 260.000 francs ; l'année dernière, il a versé en secours de chômage 130.000 francs. Naturellement, les cotisations sont en rapport avec les secours. Il n'y a pas de cotisations mensuelles, mais hebdomadaires, l'ouvrier payant quatre francs par semaine.

Il est d'accord avec le camarade Mauvais pour indiquer les faiblesses pendant la grève de Strasbourg du point de vue organique, mais il estime qu'il est utile de dire devant le Congrès comment le syndicat du Bâtiment de Strasbourg a pu se préparer à la bataille. Les décisions du Congrès de Magic-City ne sont pas restées lettre morte pour ce syndicat. Il a transplanté immédiatement son travail au sein des chantiers. Les responsables du syndicat se sont rendus sur les chantiers mêmes à toutes occasions. Pendant le casse-croûte, en d'autres circonstances, ils sont allés discuter avec les gars du bâtiment. En discutant sur les chantiers mêmes, ils sont entrés en contact intime avec les camarades confédérés, chrétiens et inorganisés. On a dit ici au Congrès qu'il y avait eu des cas de non-défense des minimales revendications. Le syndicat du Bâtiment a toujours défendu les plus minimales revendications. Il cite comme exemple le cas d'un ouvrier ayant été licencié. Le syndicat a fait une enquête et ayant constaté la révocation pour travail syndical, la grève a été déclenchée, grève qui a abouti à la victoire. Un autre exemple : un patron défendait de fumer pendant le travail : nouvelle grève, nouvelle victoire. A Colmar, les gars du bâti-

ment ont empêché une diminution de salaires de trente centimes par heure. Trois journées de grève : trois victoires.

A Mulhouse : la municipalité socialiste institue le travail forcé pour les chômeurs ; grève des chômeurs, victoire. Depuis 1924, après la grève suivant celle de 1920 que les chefs réformistes ont si ignoblement trahie, depuis surtout 1928 et 1929, il y a eu un travail utile du syndicat pour la mobilisation des ouvriers du bâtiment. Le syndicat comptait 350 syndiqués en 1930, il en comptait 1.300 en 1932 et en compte 1.450 aujourd'hui.

Il y a aussi le fait que naturellement devant l'activité du syndicat unitaire les grandes organisations ne sont pas restées inactives. De la part de la C.G.T.U. et de la C.G.T., une activité fébrile a commencé, surtout lorsque le syndicat unitaire a posé la question d'organisation d'un congrès de chantiers. Pour mettre obstacle aux buts à réaliser, la C.G.T. a mis un permanent en œuvre, défendant, contre la résolution d'unité du Congrès de Magic-City, celle de la salle Japy. Les chefs réformistes et chrétiens essaient continuellement de réaliser le front unique au sommet. Les chefs de la C.G.T. ont trouvé des alliés dans les chefs chrétiens ; mais les camarades du bâtiment ont reconnu ce que cherchait la C.G.T. C'est ainsi qu'ils ont compris la nécessité de la réalisation du front unique à la base.

Au mois de janvier 1933, il y a eu une grève des ouvriers du bâtiment aux habitations à bon marché, grève interrompue après trois semaines à cause du froid. L'organisation du congrès de chantiers a trouvé un accueil chaleureux auprès des ouvriers. Les camarades de la C.G.T. se sont présentés spontanément pour assister à ce congrès.

Les chefs réformistes, voyant qu'ils ne pourraient pas empêcher la réalisation d'une vaste bataille, ont tout fait pour arriver à la trahison de cette grève en faisant partir la grève trop tôt pour la conclure ignoblement.

Notre camarade de Strasbourg a cru devoir faire cet exposé afin de bien démontrer la justesse de l'exposé du camarade Mauvais et aussi que le travail d'organisation est à la base de la réussite de toute bataille.

Le camarade dit qu'il ne veut pas descendre de cette tribune sans faire l'exposé des faiblesses de la grève. Le camarade Mohn a déjà cité une partie de celles-ci. Il dit que la plus grande faiblesse est l'insuffisance des luttes pour la réalisation du front unique à la base. Il constate une trop grande tendance à la réalisation du front unique au sommet. Il n'y a pas eu assez de liaison des comités de grève avec les larges masses, les discussions s'étant déroulées continuellement entre quatre murs. Il n'y a pas eu assez de comités constitués avant le déclenchement de la grève et on n'a pas suffisamment démasqué les chefs de la C.G.T. et les chefs chrétiens.

Ainsi, par ces faiblesses, on a permis à ces chefs de détruire la grève. Mais le syndicat du Bâtiment n'a pas eu de pertes au point de vue des effectifs, au contraire. Il recrute chaque jour des camarades de la C.G.T. qui viennent à la C.G.T.U. Ils demandent qu'on leur donne des directives conformes à la ligne politique de la C.G.T.U.

Il est donc du devoir de ces syndicats unitaires d'utiliser ce courant de masse. Le syndicat du Bâtiment va organiser un nouveau congrès de chantiers. Il discutera publiquement avec les ouvriers du Bâtiment des faiblesses qui ont été à la base du dernier mouvement.

Il veut également dire quelques mots au sujet de la solidarité,

et cet autre grand problème de l'organisation. Nous devons élargir cette solidarité. Il ne faudra pas oublier le Secours Rouge International qui a réalisé de grandes choses pendant la grève du Bâtiment. Il ne faut pas oublier non plus les coopératives qui sont aux mains des réformistes en Alsace, mais si les camarades révolutionnaires savent conquérir la direction de ces coopératives pour les mettre au service de la classe ouvrière, nous irons vers la victoire.

En somme, le syndicat du Bâtiment est complètement d'accord avec les directives du VII^e Congrès pour travailler de toutes ses forces à la réalisation de l'unité syndicale de classe.

Voilà l'exposé du camarade Rassembler.

Permettez-moi, en ce qui me concerne, au nom de la délégation d'Alsace et de Lorraine, de dire que le Congrès de la C.G.T.U. devra se solidariser avec les réfugiés allemands. Chez nous, en Alsace, nous en avons des milliers. Ces camarades sont menacés d'être exclus d'Allemagne et d'Alsace-Lorraine à partir du 15 octobre. On cherche à les refouler vers l'intérieur, à leur enlever le droit d'asile et tout droit au travail. Le bel exemple de la C.G.T.U. nous lie, nous particulièrement, prolétaires d'Alsace et de Lorraine, qui formons le trait d'union entre les prolétariats allemand et français. Nous espérons que les camarades nous diront ce qu'ils pensent faire pour leur donner le droit d'asile. Nous espérons pouvoir leur dire, à notre retour, que tout le Congrès de la C.G.T.U. se place unanimement derrière eux. (*Vifs applaudissements.*)

RACAMOND. — Nous demandons aux congressistes d'écouter avec attention l'exposé qui va être fait à cette tribune. Nous avons, en effet, le plaisir d'avoir dans cette salle le délégué direct de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire d'Allemagne. (*Vifs applaudissements.*)

Notre camarade a franchi la frontière illégalement. C'est un des meilleurs militants du mouvement syndical révolutionnaire de là-bas. Il va parler en sa langue, et la traduction en sera ensuite donnée. Vous comprendrez toute l'expérience qu'il faut tirer de cet enseignement qu'il va nous donner. Son intervention sera pour chacun d'entre nous un exemple.

Aussi, camarades, tous ensemble, saluons notre ami d'Allemagne qui va prendre place à cette tribune.

(Le Congrès, debout, chante *l'Internationale.*)

INTERVENTION DU CAMARADE DE L'OPPOSITION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE D'ALLEMAGNE

LE CAMARADE DE L'OPPOSITION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE D'ALLEMAGNE (traduction). — Camarades, je suis chargé par la direction de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire d'Allemagne d'apporter au Congrès des syndicats révolutionnaires de France le salut révolutionnaire de combat des prolétaires qui, actuellement, poursuivent une lutte acharnée contre la terreur dans l'Allemagne fasciste.

Je dois adresser aux camarades français nos remerciements chaleureux pour les témoignages de solidarité qu'ils nous ont donnés au cours des derniers mois.

Cette solidarité du prolétariat français, elle est représentée, elle est personnifiée par le prolétariat révolutionnaire réuni dans la C.G.T.U. Nous nous réjouissons de toutes les actions, de toutes les manifes-

tations de protestation contre la terreur hitlérienne qui sont menées par le prolétariat français, parce qu'elles donnent plus de courage, d'ardeur et de foi dans la lutte aux camarades qui, là-bas, poursuivent un travail extrêmement difficile et périlleux.

Je suis convaincu que la direction de notre Opposition Syndicale Révolutionnaire et tous ses membres seront heureux d'avoir vu se réaliser dans ce Congrès une unité de pensée, une fermeté, un resserrement de tous les syndicats plus forts que jamais.

Nous savons que, depuis votre dernier Congrès, vous avez eu de grandes difficultés dans la voie de l'établissement de cette unité de pensée et de cette fermeté. Aussi sommes-nous heureux de voir qu'elle s'est établie plus fortement que jamais, le peu d'influence politique qu'occupent les minoritaires dans ce Congrès le démontre.

Si vous avez pu mener des actions de plus en plus importantes, si la lutte de classes s'est élargie en France, si des démonstrations de solidarité plus importantes et plus nombreuses du prolétariat ont pu avoir lieu, c'est parce que vous avez su appliquer les décisions du dernier Congrès de votre C.G.T.U.

Les dernières luttes qui se sont livrées en France ont trouvé un écho au delà des frontières. Certaines ont déchaîné chez nous un grand enthousiasme.

Je veux citer particulièrement l'action des dockers de Dunkerque, de Calais et d'autres ports qui se sont dressés contre le travail à bord des bateaux qui arboraient la croix gammée.

Nous avons suivi également avec passion, en Allemagne, les nouvelles qui nous parvenaient au sujet de la grève de chez Citroën, parce que nous avions compris l'importance des luttes qui se livraient au cœur de l'impérialisme français. En effet, la grève Citroën touchait une des citadelles du capitalisme, au point que celui-ci mit tout en œuvre pour la briser, se rendant compte de l'importance que revêtirait l'occupation de l'usine par les travailleurs.

Nous nous sommes aussi particulièrement réjouis de la répercussion considérable qu'avait au point de vue politique la grève des travailleurs de Strasbourg et d'Alsace-Lorraine. Celle-ci n'a pas seulement une grande signification pour le prolétariat français, mais elle en a une aussi pour celui d'Allemagne et internationalement.

C'est là un exemple que nous devons et que vous ne manquerez pas, à ce Congrès, d'étudier à fond, d'analyser dans tous ses détails, afin d'en tirer toutes les leçons utiles pour les luttes à venir. Cette grande grève doit nous fournir une foule d'enseignements qui nous permettront, à l'avenir, de mieux mener les batailles.

L'action conduite dans différents ports français contre le fascisme où l'on refusa de travailler sur les bateaux arborant le pavillon hitlérien a provoqué chez nous un grand enthousiasme. La presse fasciste elle-même a été obligée de l'enregistrer et toutes ces manifestations ont renforcé l'activité de nos camarades allemands.

Nous sommes heureux de constater aussi que, de toutes les luttes qui ont été livrées en France, même lorsqu'elles n'ont pas été complètement victorieuses, la C.G.T.U. est sortie plus forte, avec une influence plus grande parmi les masses. Dans ce cas même, aucun sentiment de défaitisme ne s'est répandu parmi les ouvriers, mais au contraire la volonté de lutte s'est affirmée plus grande.

Lorsque, dans les ports français, une action avait lieu pour protester

contre le fascisme, nous avons assisté à des manœuvres du capitalisme qui essayait de détourner les bateaux sur les ports d'autres pays. Mais, là, nous avons vu et constaté avec joie une très grande solidarité internationale. Dans des ports de Hollande, du Danemark, de Scandinavie, d'Espagne, la même action de solidarité a été menée, et cela encore malgré le sabotage des chefs réformistes qui voulaient briser ces grèves.

Nous saluons particulièrement la décision du Congrès des Ports et Docks qui, grâce au travail acharné des camarades révolutionnaires, a décidé de refuser, en signe de protestation contre le danger de l'hitlérisme, de décharger dans les ports français les bateaux porteurs de la croix gammée. Et nous indiquons à nos camarades cheminots l'importance de l'action qu'ils peuvent mener également dans le boycottage des transports hitlériens, pour accentuer encore la lutte contre le fascisme.

En effet, le fascisme est un phénomène international, et pas seulement un phénomène allemand ou italien. Il peut se répandre, et très rapidement, dans le monde entier, avec la même vitesse que le danger de guerre. Tous deux, d'ailleurs, ne sont-ils pas l'émanation même du régime capitaliste dans tous les pays ?

Le fascisme signifie la destruction totale de l'avant-garde prolétarienne et un accroissement de misère et d'esclavage pour les masses les plus larges. Par conséquent, la lutte acharnée contre le fascisme est une question de première importance pour l'indépendance du mouvement syndical.

Lutter contre le fascisme, c'est lutter contre les dangers de guerre, c'est lutter contre toutes ces formes aggravées de l'emprise capitaliste, contre la misère et l'esclavage que le capitalisme veut imposer aux plus larges couches prolétariennes.

Ce n'est pas par hasard que le régime de terreur fasciste a pu s'instaurer dans de nombreux pays, c'est parce que la venue de ce régime a été préparée par la politique des organisations réformistes et le travail de leurs chefs.

En Allemagne, les social-démocrates et la C.G.T. ont frayé directement la voie à l'hitlérisme. Ce sont eux qui ont mené la lutte la plus résolue contre l'O.S.R. Ils ont interdit ses manifestations, manœuvré par tous les moyens contre la réalisation de l'unité de combat à laquelle nous voulions parvenir. Ils ont interdit souvent sa presse, car ils voulaient l'empêcher de s'adresser aux masses ouvrières. Nous pouvons dire que, sur ce point, Hitler n'a fait que compléter ce que le social-fascisme avait commencé en Allemagne.

Ils ont essayé par tous les moyens, par les statuts syndicaux, par des mesures de terreur, par la corruption et par la collaboration la plus perfide avec la bourgeoisie d'enchaîner les 6 millions de syndiqués allemands au char de la bourgeoisie ; puis ils ont livré au capitalisme, vendu à Hitler, cette masse d'ouvriers se trouvant dans les syndicats.

Toutes les fois que nous avons demandé aux organisations réformistes et social-démocrates de réaliser l'unité pour lutter contre le fascisme que nous sentions venir rapidement, elles ont refusé de répondre à nos propositions, ou elles les ont traitées avec le plus grand mépris.

Le 20 juillet 1932, au moment où le gouvernement social-démocrate prussien fut chassé par le gouvernement capitaliste, nous avons fait des propositions d'unité à la C.G.T. réformiste. Elle nous a répondu que nous étions des criminels de vouloir la lutte à ce moment, que nous étions des provocateurs. A chaque fois que, par la suite, nous avons fait

de nouvelles propositions d'organisation, de grève générale contre le fascisme, elle a répété les mêmes arguments contre nous. Ainsi, pour avoir réussi à empêcher la lutte politique contre le régime hitlérien, la social-démocratie a réussi à s'attirer des félicitations des capitalistes et en particulier du général qui commandait la Reichswehr allemande.

A la fin de janvier, ils ont également repoussé toutes nos propositions de grève générale.

Après l'incendie du Reichstag, cette ignoble provocation du gouvernement hitlérien, ils ont une fois de plus refusé toute action commune. Puis, ils ont capitulé ignominieusement devant le régime fasciste ; ils ont essayé de livrer entièrement à Hitler, non seulement l'appareil syndical, mais les masses groupées dans les syndicats. C'est ainsi que l'on peut voir les dirigeants du mouvement réformiste devenir fonctionnaires du régime hitlérien. On peut voir, par exemple, un ancien secrétaire du Syndicat des Métaux de Berlin rester à la tête de cette organisation devenue fasciste et être nommé commissaire par Hitler. Il en est dans tout le pays des milliers qui ont ainsi conservé leur poste en raison des services immenses rendus au capitalisme.

Hitler et la terreur fasciste ont naturellement essayé de détruire par tous les moyens l'Opposition Syndicale Révolutionnaire en Allemagne. Nous pouvons dire dès maintenant qu'ils ont complètement échoué dans cette tâche, en raison de l'existence de l'Opposition Syndicale qui avait su depuis longtemps mener un travail actif dans les entreprises et établir sa base dans les entreprises. Elle avait environ 4.000 groupes d'usines.

On a pu arrêter des militants, expulser des combattants des usines, mais on ne peut pas en chasser tous les ouvriers qui y travaillent et qui sont organisés dans l'Opposition Syndicale Révolutionnaire.

Ceci doit être pour nous une grande leçon. Nous devons absolument nous rendre compte que les entreprises sont la citadelle de la lutte révolutionnaire, sont la forteresse dans laquelle il faut absolument s'implanter si nous voulons lutter contre le capitalisme. (*Applaudissements.*)

Dans cette lutte acharnée, dans cette résistance victorieuse de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire, l'organisation des hommes de confiance révolutionnaires des usines nous a rendu des services immenses. En 1918, ceux-ci avaient fourni déjà le plus grand appui du mouvement révolutionnaire. Ils n'avaient pas alors une grande expérience. Depuis, cette expérience s'est renforcée et le régime des hommes de confiance révolutionnaires d'alors revit aujourd'hui, appuyé par une expérience de quinze ans dans la lutte contre le fascisme.

La seule opposition fructueuse, inébranlable, à laquelle se heurte maintenant le régime hitlérien, c'est le travail au sein des usines. Les organisations révolutionnaires gagnent chaque jour en influence et Hitler avait bien compris ce danger puisqu'il essaya de créer aussi dans toutes les entreprises des sections syndicales inféodées au Parti National Fasciste, mais ces organisations sont maintenant méprisées par l'ensemble des ouvriers, leurs membres sont considérés comme des mouchards, comme des espions. Les dirigeants de ces sections ne peuvent plus se faire entendre dans les assemblées ouvrières, car dans les usines, il est facile aux travailleurs de montrer aux dirigeants de ces organisations hitlériennes que le régime n'a rien tenu des promesses qu'il avait faites ; ils ne peuvent pas se défendre lorsque des ouvriers leur apportent des arguments tirés de leur situation propre. Ils préfé-

rent souvent s'enfuir des réunions, s'échapper parce qu'on se moque d'eux et qu'on les critique avec une très grande violence.

Cette organisation hitlérienne des usines est devenue actuellement un des points les plus faibles du régime, tandis que notre organisation révolutionnaire dans les usines est devenue au contraire un des points où la résistance est la plus invulnérable. (*Applaudissements.*)

Nous ne pouvons pas dire que nous avons remporté la victoire, nous ne pouvons pas parler de triomphe dans l'Opposition Syndicale Révolutionnaire groupée dans les usines contre le régime hitlérien, mais nous pouvons vous assurer que chaque jour la sympathie grandit pour elle parmi les masses ouvrières ; elle grandit parce que cette Opposition Syndicale Révolutionnaire sait s'attacher à la recherche des plus petites revendications, sait aussi entraîner les ouvriers à la lutte pour celles-ci et quelquefois remporte avec eux des succès.

Un des plus grands que nous avons remportés ainsi a été d'empêcher le gouvernement hitlérien d'appliquer une diminution générale des salaires. Le grand capitalisme demandait cette diminution. Hitler la leur avait promise. Or, jusqu'ici, il n'a pas pu la réaliser, cependant qu'auparavant, des diminutions d'ensemble avaient été obtenues par voie de décret gouvernemental. Le gouvernement Brüning avait réussi à faire baisser d'environ 20 % les salaires des travailleurs allemands, mais il n'avait pu parvenir à ce résultat qu'avec l'aide complète de la social-démocratie et de la C.G.T. allemande.

Hitler n'a pu arriver à un même résultat parce que dans les usines nous avons brisé l'influence des social-démocrates et celle des délégués réformistes. Cet échec d'Hitler est un des signes les plus forts de notre activité dans les usines et un de ses résultats les plus brillants.

Hitler tente de nouvelles manœuvres. Il joue encore à la lutte anti-capitaliste et fait semblant de menacer les patrons qui se refuseront à embaucher de nouveaux ouvriers et à donner un salaire minimum ; il leur annonce même qu'il va socialiser leurs entreprises. Bien entendu, c'est là de la pure démagogie. Son but principal c'est de redonner le courage à ces dirigeants d'organisations d'usines, courage qu'ils ont complètement perdu ; c'est aussi de leur permettre, en répétant de telles menaces prétendues anticapitalistes, de résister à la pression de l'ensemble des travailleurs que nous avons dressés contre eux dans chaque usine.

Hitler ne tiendra pas plus ces promesses que les autres. Il avait promis comme premier point de faire diminuer le chômage. Or, malgré les statistiques truquées de son gouvernement nous pouvons affirmer qu'il y a encore en Allemagne au moins 6 millions et demi de chômeurs complets et que ce nombre, loin de diminuer, augmente encore. Bien entendu, ce travail considérable de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire fait dans l'usine, elle le développe, elle le transporte dans l'organisation syndicale.

Dans de nombreuses réunions syndicales les commissaires fascistes ne peuvent plus se faire entendre sans être hués, ils ne rencontrent pas la moindre approbation. Nous avons des centaines de nouvelles de ce genre qui montrent que les organisations syndicales ont maintenu, grâce à notre travail, un contenu révolutionnaire qui les a empêchées de se laisser infecter par un poison massif.

À Breslau, des réunions syndicales du bâtiment ont dû être dissoutes par des commissaires nazis comme apportant une cause de

trouble. Des réunions syndicales diverses ont dû être également dissoutes parce que le commissaire constatait que la propagande marxiste continuait à exister.

Dans plusieurs réunions syndicales, les travailleurs ont obligé le rapporteur nazi à accepter un co-rapporteur révolutionnaire. Nos camarades de l'Opposition Syndicale, qui acceptaient le rôle de co-rapporteur sont montés avec un courage admirable à la tribune de l'assemblée pour exposer leurs conceptions de lutte contre le fascisme.

On a rencontré dans toutes ces manifestations, une approbation enthousiaste des travailleurs qui étaient réunis là, à tel point que les commissaires nazis ont dit qu'ils ne tiendraient plus de réunions semblables. (*Applaudissements.*)

Même dans la fédération du Livre, qui avait la réputation d'être la plus réformiste, et même la plus réactionnaire, dans de nombreux endroits, notamment à Cologne, à Leipzig, etc., où se sont tenues de telles réunions syndicales, toute l'assemblée est restée muette, figée, pendant le discours nazi, en signe de protestation contre ce qu'il apportait. Et lorsque le commissaire, surpris par un tel silence, a dit : « Il y a donc encore beaucoup de marxistes dans cette assemblée ? » toute l'assemblée se leva et cria : « Tous, nous sommes marxistes ». (*Applaudissements.*)

Nous avons rencontré de tels exemples dans des conférences de fonctionnaires syndicaux de la corporation du Livre.

Même exemple encore pour les employés. Par exemple à Hambourg, au cours d'une réunion syndicale d'employés, le commissaire nazi refusait de permettre une discussion sur le discours qu'il avait apporté. Aussitôt les ouvriers déclaraient qu'ils n'avaient plus rien à faire dans un tel syndicat, et ils quittaient tous ensemble la salle dans laquelle se tenait la manifestation.

Ce sont là des exemples qui montrent que là-bas, malgré les méthodes terroristes les plus sauvages, l'unité de front à la base devient de plus en plus solide, de plus en plus résolue et qu'à l'avenir, même la terreur la plus violente ne brisera pas cette unité de front qui se développe constamment ; que les dirigeants réformistes et social-démocrates ne réussiront pas non plus à la briser.

Le front unique s'établit entre ouvriers social-démocrates, communistes et chrétiens. Ensemble ils formulent leurs revendications ; ensemble ils distribuent la littérature révolutionnaire, et quelquefois même parmi les ouvriers qui étaient les social-démocrates les plus zélés, il en est qui accomplissent ce travail, et c'est quelque chose de si nouveau et de si surprenant pour nous. (*Applaudissements.*)

Si la lutte est commune, les partis aussi sont communs, et vous savez que les sacrifices des travailleurs d'Allemagne sont immenses. Aussi, avons-nous besoin d'une solidarité internationale absolue et de tous les instants pour que nous puissions encore augmenter les succès que nous avons déjà remportés là-bas.

La lutte que nous menons est gigantesque ; toutes les forces révolutionnaires y sont utilisées et elles subissent aussi les coups les plus durs. Les meilleurs camarades sont arrêtés, martyrisés, assassinés. Les plus braves parmi eux tombent dans les luttes. De nouveaux se lèvent à chaque instant. Mais il faut que nous puissions donner à ceux-ci l'éducation révolutionnaire indispensable. Il faut que nous puissions leur mettre entre les mains les moyens de lutter d'une façon acharnée contre

le fascisme. C'est pour eux, c'est pour ces cadres qui poussent dans l'action quotidienne que nous menons, que nous vous demandons de nous donner votre solidarité absolue, sans réserve, solidarité pour nous et qui sera aussi une solidarité pour vous. En luttant contre le fascisme hitlérien, c'est votre situation à vous, travailleurs français, que vous défendrez. (*Vifs applaudissements.*)

Il faut que vous consacriez tous vos efforts à élargir le cercle qui se rétrécit ainsi autour du prolétariat héroïque d'Allemagne. Il faut que vous fassiez pénétrer dans la tête de chaque travailleur cette idée qu'il faut battre Hitler, qu'il faut renverser le fascisme allemand, qu'il faut lutter en même temps pour que vous n'ayez pas, vous Français, à subir aussi un Hitler. (*Applaudissements.*)

Le régime fasciste instauré en Allemagne accroît grandement les dangers de guerre. Nous savons et vous savez par votre propre exemple, que les chefs réformistes font tout pour canaliser le mécontentement des masses et pour les empêcher de lutter concrètement contre la guerre. Cette lutte, il faut que vous la dirigiez avec plus d'ardeur contre votre propre bourgeoisie, contre votre impérialisme, et aussi contre le régime hitlérien, qui est une menace pour toute l'Europe, et plus particulièrement contre l'Union soviétique.

Il faut que chaque travailleur soit convaincu par vous que sa tâche la plus importante est de briser la dictature fasciste, et qu'en agissant ainsi il travaillera efficacement à la défense de l'Union soviétique contre Hitler et ses bandes maudites.

Vous jouez le rôle de troupes de choc. Aussi, encore une fois, devons-nous saluer les actions qui ont été menées dans divers ports français contre les provocations hitlériennes. Il faut que cette action se poursuive et s'élargisse sous la forme déjà réalisée du front unique entre travailleurs français et marins allemands. Il faut aussi une unité véritable et sincère entre les travailleurs de même corporation, d'usines semblables, de même catégorie, d'un côté et de l'autre des frontières. Il faut que les mineurs, par exemple, de France et du territoire allemand, et ceux de la Sarre, que les ouvriers de même corporation des régions frontières établissent ensemble des relations communes.

Ensemble il y a une action commune à mener contre le patronat allemand, comme contre le patronat français. Nous pensons qu'une meilleure forme de cette solidarité est le développement de l'institution du parrainage d'usines allemandes par les usines françaises. C'est ainsi que ce serait un réconfort pour une usine métallurgique allemande d'être patronnée par l'usine Citroën, qui a mené une si belle lutte au cours de l'année.

Plusieurs exemples de parrainage ont été ainsi institués de la part d'usines et d'entreprises, notamment dans une usine de chaussures de la région de Vitry qui parraine une usine de chaussures allemande : cela a été fait également par les cheminots du Nord, comme l'*Humanité* l'a relaté.

Continuons dans cette voie, usine par usine, entreprise par entreprise ; établissons ainsi des liens de solidarité entre les travailleurs des deux pays. Essayons d'organiser des délégations d'une usine à l'autre. Organisez des collectes dans les usines françaises, pour les usines parrainées en Allemagne. Ainsi, à la base, solidement, indéfectiblement s'établiront des liens de sympathie vivante, des liens de sympathie dans le combat mené par les travailleurs français et allemands !

Justement, maintenant, vous avez l'occasion d'élever une grande protestation contre le régime hitlérien. C'est le procès de Leipzig qui vous l'offre. Ce procès où comparaissent devant les juges bourreaux nos camarades Dimitrov, Popov, Tanev et Torgler a lieu en ce moment. Vous avez vu l'attitude magnifique du camarade Dimitrov, dirigeant du Parti communiste et des Syndicats révolutionnaires bulgares, devant les juges de Leipzig. (*Applaudissements.*)

Dimitrov a prouvé là qu'il était un véritable révolutionnaire. Il vous adresse un appel pour que des protestations de masses s'élèvent. Au nom du camarade Dimitrov, vaillant dirigeant du prolétariat bulgare, au nom de notre camarade Thaelmann, dirigeant du Parti communiste et du prolétariat allemands (*applaudissements*), je vous appelle à l'action la plus soutenue pour la défense des travailleurs d'Allemagne et contre le régime hitlérien. Sur cette base, vous avez d'immenses possibilités de réaliser l'unité la plus large des travailleurs.

Nous venons d'assister au Congrès mondial des Jeunes.

Nous venons d'avoir là un magnifique exemple des possibilités d'unité. De jeunes socialistes, par dizaines, sont venus à nos réunions : ils ont assisté à ce Congrès. Ils ont dit : Nous rompons avec la politique de nos chefs, qui ne luttent pas contre le fascisme et contre la guerre, qui favorisent, au contraire, le fascisme et la guerre. Nous sommes avec vous. Nous sommes à vos côtés dans la lutte que vous menez contre ces deux fléaux capitalistes. Ce chemin vers les travailleurs socialistes, vous devez le parcourir le plus rapidement possible, plus rapidement que maintenant. Ce chemin vers les travailleurs réformistes, vous devez le suivre et trouver des méthodes plus rapides que celles que vous avez employées jusqu'ici.

Chez nous, en Allemagne, la C.G.T. a fini de jouer son rôle. Sa direction a essayé de la faire passer complètement au service d'Hitler, aussi avons-nous pour tâche maintenant de créer là-bas un mouvement syndical révolutionnaire de classe, qui remplace le mouvement qui a fait complètement faillite. Nous sommes en train de créer ce mouvement syndical révolutionnaire. L'Opposition Syndicale voit son influence grandir. Elle voit ses bases d'organisation se consolider dans l'usine ; elle voit aussi se créer une direction nouvelle du mouvement révolutionnaire syndical. En s'appliquant à l'établissement, à la défense des revendications les plus minimales, elle entraînera les travailleurs d'Allemagne vers une lutte plus large, d'un caractère politique plus élevé, jusqu'à la lutte finale, pour la fin de la dictature bourgeoise et capitaliste.

C'est vers ce but que nous devons tendre. Il n'est pas, en Allemagne, de retour possible vers la démocratie bourgeoise. Cela c'est une chanson que chantent encore les chefs socialistes et réformistes. La démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois ont vécu définitivement. Il faut que nous marchions de l'avant, non plus vers la démocratie, qui se transforme en fascisme, mais vers la domination complète du prolétariat et vers la construction du socialisme. (*Applaudissements.*)

Nous sommes dans une période telle que l'histoire n'en a jamais connu. Nous sommes maintenant au seuil d'une période où va se créer et commencer la véritable histoire de l'humanité. Nous sommes au seuil d'un monde nouveau. Pour arriver à ces temps nouveaux, il n'est pas d'autre voie que la victoire du prolétariat. Le capitalisme s'effondre, disparaît. De ses ruines, de ses corruptions, de ses pourritures, il ne restera rien. Il voudrait entraîner les masses prolétariennes dans cette

ruine et dans cette pourriture. Nous ne devons pas le permettre. Nous devons vaincre. Nous devons abattre la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

En France, vous avez encore de grandes possibilités. Vous avez encore de grandes facilités pour réaliser l'unité de lutte des masses travailleuses. Utilisez-les le mieux possible. Utilisez bien votre temps. Pénétrez-vous surtout de cette idée qu'il faut toujours marcher de l'avant. Il ne faut jamais marquer le pas, comme nous l'avons fait en 1913 et en 1919. C'est en marchant, en allant de l'avant, à la tête des masses, que nous vaincrons le capitalisme sous toutes ses formes, fasciste aussi bien que démocratique.

A bas le fascisme ! A bas la bourgeoisie ! Vive le front unique de tous les travailleurs ! Vive l'Alliance pour la lutte des prolétaires français et allemands ! Vive la République mondiale des Soviets ! Vive la victoire du prolétariat dans le monde !

(Le Congrès, debout, salue le Front Rouge.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Mauvais.

INTERVENTION DE MAUVAIS

MAUVAIS. — Camarades, *l'Internationale* qui vient de saluer le discours de notre camarade signifie que le Congrès, unanime, tient à saluer le représentant de nos positions syndicales révolutionnaires, les efforts magnifiques réalisés par le prolétariat allemand contre le fascisme hitlérien.

Dirigeants de la fédération de l'Enseignement, dirigeants de la fédération des Ports et Docks, vous avez assez calomnié nos camarades d'Allemagne. Le magnifique exposé de leur représentant à cette tribune est votre propre condamnation. (*Applaudissements.*)

Camarades du Congrès, je ne veux pas ici tirer longuement les enseignements du magnifique exposé de notre camarade. Vous avez été frappés par l'appel qu'il a lancé pour le travail dans les entreprises.

Ah, oui ! plus que jamais formons dans les entreprises des hommes de confiance révolutionnaires qui seront les organisateurs des mouvements revendicatifs et de la lutte contre le fascisme. Je suis sûr que l'appel de notre camarade d'Allemagne sera entendu. La C.G.T.U., au nom du Congrès, entend affirmer à cette tribune que non seulement nous allons œuvrer avec force contre l'impérialisme français, non seulement nous allons œuvrer pour la destruction du hideux traité de Versailles, mais nous voulons organiser pratiquement la solidarité avec nos camarades d'Allemagne. (*Applaudissements.*)

Dans son appel, le représentant de l'O.S.R. d'Allemagne a parlé des méthodes d'organisation de la région parisienne en vue de réaliser le parrainage des camarades en usine. Je réponds que nous examinerons avec tout le sérieux nécessaire le parrainage des ouvriers allemands de la métallurgie dans la région parisienne ; nous l'examinerons avec les camarades des Ports et Docks aussi et tous ceux qui, dernièrement, étaient dans une bataille sérieuse.

Camarades des ports, camarades du textile, camarades mineurs, camarades des produits chimiques, il y a là-bas, en Allemagne, des travailleurs des ports, des travailleurs de toutes ces industries qui luttent courageusement malgré la terreur hitlérienne. C'est à vous que nous

nous adressons et nous vous demandons, par région, par industrie, d'organiser le parrainage de ceux qui luttent.

Nous demandons au Congrès de marquer immédiatement sa volonté de soutenir ceux qui luttent là-bas. Nous demandons au Congrès d'organiser une collecte pour aider à la parution des journaux d'entreprises et de tout le matériel nécessaire pour l'éducation des nouveaux cadres. Je suis sûr que le Congrès s'associera à notre demande et ainsi nous pourrions assurer aux camarades d'Allemagne que nous n'aurons pas fait seulement un premier geste, mais que nous nous retirons avec la volonté de braquer nos efforts dans le but de réaliser davantage et cela systématiquement.

Après le délégué de l'O.S.R., pour les ouvriers d'Allemagne et pour le Parti communiste allemand :

Hip ! Hip ! Hip ! Hourra !

Hip ! Hip ! Hip ! Hourra !

Hip ! Hip ! Hip ! Hourra !

(Le Congrès, à l'unanimité, reprend les hourras.)

LE PRÉSIDENT. — Je vais donner lecture d'une résolution :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U., après l'exposé du délégué de l'O.S.R. d'Allemagne, salue vigoureusement une fois de plus les vaillants travailleurs qui luttent contre le fascisme d'Hitler sous la direction des syndicats révolutionnaires et du P.C. allemand.

Le Congrès approuve toute l'activité et l'orientation des organisations révolutionnaires d'Allemagne, mais il rappelle avec force que le traité de Versailles est une des causes principales de la situation actuelle des travailleurs d'Allemagne, et que ce traité est l'œuvre de la bourgeoisie française. L'aide la plus complète doit être donnée aux travailleurs allemands en luttant contre le traité de Versailles, ce qui oblige à la bataille contre toute la bourgeoisie française.

Dans toutes les entreprises, dans toutes les industries, dans les villes et dans les campagnes, toute la C.G.T.U. doit redoubler d'efforts pour entraîner les travailleurs à l'attaque contre les fauteurs de leurs misères et contre les auteurs du traité de Versailles.

Vivent les travailleurs d'Allemagne !

Vivent les syndicats rouges et l'O.S.R. allemands !

À bas le traité de Versailles !

À bas le fascisme hitlérien !

À bas le procès de Leipzig !

Vivent l'union et l'aide internationales des travailleurs ! (Applaudissements.)

UN DÉLÉGUÉ. — Un groupe de délégués du Syndicat des Cheminots du P.-L.-M. demande que le discours de l'envoyé de l'Opposition Syndicale d'Allemagne soit édité en brochure, pour qu'il pénètre dans les masses de notre pays. (Applaudissements.)

RACAMOND. — Le Bureau confédéral se déclare complètement d'accord avec la proposition qui vient d'être faite. (Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Morizet, pour une déclaration.

INTERVENTION DE MORIZET

MORIZET. — Je veux vous donner ici les résultats de la délégation qui a été trouver le ministre, de 13 heures à 13 h. 30, avec Engler et Blanckaert.

Ces deux camarades ont été reçus par le ministre à bras ouverts. On leur a dit : « Bonjour, mon vieux Engler, comment vas-tu ? Et toi, comment vas-tu, Blanckaert ? ».

Mais, nous, les marinières, nous étions Lien peu de chose à côté. Notre camarade Engler a demandé la libération des prisonniers. Mais il faut dire que, dans notre corporation, le front unique que nous réalisons constitue une force sans pareille et nous avons obligé, grâce à cela, à la libération de nos prisonniers. (*Applaudissements.*)

Le ministre savait déjà qu'hier, de midi à deux heures, la navigation avait été arrêtée. Et il n'a pas oublié de nous le rappeler. Nous lui avons rappelé également qu'au mois d'août les prisonniers avaient été libérés par la force. Nous lui avons dit qu'aujourd'hui nous étions prêts à recommencer la lutte si nos prisonniers n'étaient pas libérés dans le plus bref délai. (*Applaudissements.*)

M. Paganon nous a promis que ce soir nos prisonniers mangeraient la soupe chez eux, mais sans nous affirmer quand ils sortiraient des geôles de la bourgeoisie. Nous avons accepté ses promesses sous la réserve d'une lutte prochaine si elles ne se réalisaient pas. Parmi les camarades prisonniers nous avons de vieux camarades de 45 ans qui ont récolté 45, 30 ou 20 jours de prison, nous ne voulions pas les lâcher.

A mes côtés il y a un camarade, Marcel Grolle, qui a été emprisonné à Versailles. (*Applaudissements.*) Au cours de la grève précédente il a eu deux mois de prison et sans sursis, je vous l'assure ! Mais contre la force ils ont été obligés de graisser les serrures des cellules et de les laisser sortir sans délai.

Aujourd'hui le ministre a dit à Blanckaert et à Engler : « Je vous avais fait confiance au mois d'août pour reprendre le travail, mais je vois que vous n'avez pas tenu votre promesse ». En effet, des promesses n'ont pas été tenues, mais aujourd'hui nous voulions en avoir le cœur net.

M. Paganon a délivré un procès-verbal qui, toutefois, ne contenait pas exactement ce qu'on demandait. Le ministre nous a cependant affirmé que tout ce qu'on avait demandé était accepté.

Nous avions demandé la suppression du service de nuit, c'est-à-dire le service accéléré pour que nos femmes et nos enfants se reposent aisément. On nous a dit au mois d'août que c'était accepté. Maintenant cela ne l'est plus. Nous avons répondu : Nous savons que le service accéléré n'a jamais été interdit depuis le mois d'août. On savait que jamais on ne l'obtiendrait, car M. Wattier, ingénieur en chef des voies navigables de France, avait au mois d'août dit à nos camarades : « Vous demandez la suppression du service de nuit, mais c'est impossible ! ». Il cherchait même à constituer des équipes comme aux chemins de fer, c'est-à-dire trois équipes de huit heures. Le ministre nous a déclaré que la première fois il avait eu trop confiance. Il m'a demandé aussi si j'étais Français pour pouvoir discuter dans son bureau. Je lui ai répondu : « Non, je ne suis pas Français, je suis Berrichon ». (*Rires et applaudissements.*)

Le ministre a vu que je me moquais de lui. Avec moi il ne parle pas

comme il parle avec Engler, car ce que je pense, je le lui dis franchement sans retourner mon paletot à l'envers. (*Rires et applaudissements.*)

Rappelez-vous bien qu'au mois d'août nous avons été trahis dans toutes nos revendications. Nous ignorons qui en était responsable, car il y avait là Blanckaert, Engler, Bour et Gélis, un démocrate. Aujourd'hui nous avons voulu en avoir le cœur net. Moi aussi, camarades, tout comme Engler, j'aurais pu aller au ministère il y a quatre jours avec un démocrate, le marquis de Laigle, en disant : « Camarades mariniers, si vous voulez aller au ministère vous aurez complète satisfaction ». J'ai répondu à ce monsieur : « Je suis syndiqué unitaire, je fais partie de la C.G.T.U. et je la respecte ». (*Applaudissements.*)

A ce moment-là, le marquis de Laigle a vu que je ne voulais pas le suivre. « Faites ce que vous voulez, m'a-t-il dit, mais vos prisonniers subiront des peines encore plus fortes ». Et le lendemain, en effet, nous apprenions qu'il y avait des arrestations et des emprisonnements de 16, 20 et 45 jours. De nombreuses calomnies ont été faites sur le dos de nos camarades. Et aujourd'hui le ministre M. Paganon a dit à nos camarades Engler, Bour et à moi-même :

« Nous laissons suspendues sur la tête de vos camarades, jusqu'au 1^{er} janvier, toutes ces assignations ».

Il y en a treize. Nos camarades sont sous le coup de condamnations à des dommages-intérêts.

Il s'agissait d'obtenir la libération de nos camarades prisonniers. Il a pris nos camarades à la gorge, par la gueule, comme on dit, à la façon dont on promet une sucette à un gosse.

Résultat : nos camarades vont subir des dommages-intérêts de 1.000 ou 1.500 francs pour retard dans la livraison des marchandises. Tous ceux qui vont sortir de prison aujourd'hui et qui ont encore quelques jours à subir vont être obligés de purger leur peine complète. Je ne trouve pas cela loyal.

Au nom de tous nos camarades, nous venons vous demander l'aide de la C.G.T.U. pour former un syndicat unitaire de la région parisienne, qui, seul, peut nous défendre dans de bonnes conditions.

Je dois, en effet, vous avouer que le syndicat unitaire de la petite batellerie de Dunkerque est très brave et très franc, mais s'occupe simplement des bateliers de Dunkerque et sa région. Quant à nous, nous ne faisons plus partie des mariniers de France — nous faisons principalement le service de l'Est, du Sud-Est et de la région parisienne.

Nos camarades demandent de préférence la création d'un syndicat pour la Région parisienne. Car, alors que nous étions, nous, aux barages sur la Seine — moi, j'étais au barrage de Conflans —, le camarade Blanckaert couchait dans un bon lit moelleux, à Chauny.

Vive la libération de nos prisonniers !

Vive le front unique de la batellerie !

Vive la C.G.T.U. ! (*Applaudissements.*)

BLANCKAERT. — Je proteste contre les manœuvres de cuisine faites depuis le retour des camarades. (*Huées.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, la séance est levée. Prochaine séance, demain matin à 9 heures.

La séance est levée à 19 h. 15.

SIXIÈME JOURNÉE

Séance du 28 Septembre (matin)



La séance est ouverte à 9 h. 25, sous la présidence de Gourdeaux.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Becker, du Bois de Lyon.

INTERVENTION DE BECKER

BECKER (du Bois de Lyon). — Camarades, si notre Syndicat unitaire se présente devant ce Congrès avec 17 sections syndicales d'usine qui fonctionnent, c'est parce qu'il a mis en application les résolutions de notre C.G.T.U. Il a été constitué il y a trois ans sur la base de la résolution du Congrès de Bordeaux ; il s'est efforcé de pénétrer dans les usines sur la base d'un programme revendicatif, en s'intéressant à toutes les questions qui touchent les ouvriers.

Au travers de nos tournées de propagande, nous nous sommes rendu compte que, malgré nos perspectives, malgré les avantages que nous accordions, notre syndicat était un véritable syndicat passoire, nous n'avions pas de sections syndicales ; c'est ainsi qu'en 1931 nous avons placé 140 cartes alors qu'en 1932 nous n'avions que 70 cartes placées et 600 timbres. Si nos camarades syndiqués quittaient ainsi notre organisation syndicale, c'est qu'ils se rendaient compte que notre syndicat était au-dessus des ouvriers, il n'était pas à l'intérieur, mais au travers de notre travail ; les camarades ne voyaient pas comment le syndicat pouvait utilement travailler pour leurs revendications, car il est loin des usines. Il convient donc de dire en deux mots qu'à Lyon les travailleurs avaient perdu complètement confiance dans notre organisation syndicale, à la suite du travail de scissionnisme fait par Fourcade et Cie en 1923 au moment de notre grève.

Malgré cela, nous sommes arrivés à redonner confiance aux travailleurs de l'Ameublement, et nous avons réussi à constituer nos sections d'usine dans la grève ; et c'est dans la bataille que nous avons pu renforcer notre syndicat. Au travers de la grève de chez Serra, nous avons pu constituer notre première section d'usine à 100 %. Puis, popularisant la victoire de ces camarades, nous sommes arrivés à constituer l'autre et à l'heure actuelle nous nous présentons avec 17 sections syndicales qui fonctionnent.

Et, dans notre industrie, pour nos camarades du Bois, même chez les Sculpteurs qui constituent une corporation qui, par suite de la rationalisation industrielle, est complètement mutilée, grâce à la participation de l'Union régionale, nous avons pu constituer notre travail en intéressant les camarades à la lutte et en arrachant une importante victoire, car nos camarades, malgré la crise qui sévit dans le bois, ont pu

arracher des augmentations allant de 7 à 35 %, ce qui donne une moyenne de 13 %.

Si nous sommes arrivés à ces résultats, c'est parce que nous avons travaillé avec acharnement sur la base de l'usine. Nous sommes arrivés à ce résultat grâce à un travail persévérant de trois années. Il a fallu organiser des réunions et nous avons continué avec acharnement ce travail.

Je vais vous indiquer comment nous avons constitué le fonctionnement de notre syndicat. Chaque fois que nous constituons une section d'usine, nous faisons nommer des responsables parmi nos camarades, et c'est l'ensemble de nos responsables, nommés par les sections syndicales, qui constituent notre Conseil central du Bois.

À l'heure actuelle, notre Conseil central du Bois se compose de 40 camarades, divisés en trois commissions. Puis nous avons un secrétariat de sept membres. Les trois commissions sont : La commission d'agitation ; la commission d'organisation ; la commission des bases multiples.

Toutes nos sections syndicales d'usine fonctionnent. Nous avons quatre sections syndicales à 100 %. La carte syndicale est exigée pour embaucher nos camarades à l'usine à Lyon dans l'industrie du bois. C'est la première fois que nous pouvons enregistrer un pareil résultat. (*Applaudissements.*)

Nous avons une section à 75 % ; 4 à 50 % ; les huit autres sont de 15 à 20 %.

Nous avons aussi organisé nos bases multiples et constitué une caisse de chômage qui donne à nos camarades 7 francs d'allocation journalière pendant 120 jours.

Nous avons orienté nos camarades sur la caisse syndicale vers les buts révolutionnaires, en leur disant : Ce n'est pas à nous à venir en aide aux camarades chômeurs, c'est la bourgeoisie qui est responsable de la crise dont nous souffrons tous.

Nous avons donc constitué notre caisse de chômage sur la base des subventions. Grâce à notre bureau de placement, nous arrivons à toucher 60 % d'usines. Nous donnons ainsi une allocation à nos camarades chômeurs et, avec la subvention municipale, cela fait que la caisse de chômage ne coûte à peu près rien au syndicat.

Dans les dernières semaines, nous avons distribué 4.000 francs de subvention à nos camarades chômeurs, et nous avons pu en outre arracher 3.000 francs de subvention.

Nous avons une œuvre du Sou du Soldat, qui donne 10 francs par mois à nos jeunes camarades, et nous entretenons une liaison permanente avec ces jeunes gens. Puis, étant donné la crise, la plupart de nos jeunes camarades, lorsqu'ils sont libérés du service militaire, bénéficient comme les autres camarades, pendant cent jours, de l'allocation de chômage.

Nous avons en outre constitué un bureau de placement, une bibliothèque. Nous avons un conseil juridique qui fonctionne tous les samedis, et, grâce au concours d'un avocat de nos amis, nous pouvons donner des renseignements à nos camarades.

Nous avons constitué un groupement d'achats, avec sept permanents dans les arrondissements ouvriers de Lyon. Nous avons constitué ce mouvement d'achats en accord avec le Comité central des chômeurs. Ce groupement d'achats permet à nos camarades de réaliser des écono-

mies allant jusqu'à 20 %. Cela va donner la possibilité d'augmenter notre cotisation et, de ce fait, cela nous donnera la possibilité de faire une propagande plus intense. (*Applaudissements.*)

Je vais rapidement vous donner les résultats que nous avons obtenus :

En 1931, comme je vous l'ai dit, notre syndicat était un véritable syndicat passoire ; en 1932 nous n'avions pas de section syndicale : nous avions 70 membres et 600 timbres placés.

Et maintenant dans le premier semestre de 1933 nous avons 180 membres répartis dans 14 sections syndicales, plaçant 600 timbres, c'est-à-dire que nous avons doublé nos effectifs. (*Applaudissements.*)

Dans la préparation du Congrès confédéral nous avons constitué trois nouvelles sections et pu faire trente nouveaux adhérents. Devant le Congrès, avec nos trois sections syndicales constituées, nous avons soixante-dix adhésions au syndicat unitaire. (*Applaudissements.*)

Devant le Congrès, nous avons 17 sections syndicales, avec 255 adhérents et 1.000 timbres placés, ce qui nous permet de dire qu'au cours de l'année 1933 nous avons triplé nos effectifs.

Au retour du Congrès nous nous mettrons au travail pour renforcer nos sections d'usine et en constituer d'autres. Le mot d'ordre donné dans notre syndicat unitaire, c'est qu'il ne doit pas y avoir un seul ouvrier sans sa carte syndicale, et pas d'usine sans sections.

Nous nous orientons vers l'organisation de la main-d'œuvre émigrée, car à Lyon, comme partout sans doute dans l'Ameublement, il y a énormément de main-d'œuvre étrangère. Nous pouvons dire que, dans notre syndicat, il y a plus de 60 % de camarades étrangers organisés. (*Applaudissements.*)

Nous allons travailler à la préparation des luttes, mais sur la base des résolutions de la C.G.T.U. les grèves seront préparées par nos camarades, car nous ne voulons pas que des mouvements spontanés risquent de faire échouer le mouvement.

Nous pensons que le meilleur moyen c'est de faire le travail de préparation avec nos camarades, au travers des usines ; on leur fait établir leurs cahiers de revendications, et c'est eux qui dirigent ainsi leurs grèves avec l'appui du syndicat unitaire.

Voilà, camarades, l'organisation du travail accompli par notre Syndicat unitaire.

Avant de quitter cette tribune, je voudrais que nos camarades du Congrès se mettent au travail de façon à décider de travailler comme nous, malgré toutes les difficultés que nous avons rencontrées ; et nous espérons que vous arriverez encore à faire mieux. Nous estimons que ce que nous avons fait, tous nos camarades peuvent le réaliser : ce sera le meilleur moyen d'entraîner les ouvriers à la lutte, pour leurs revendications immédiates, contre le fascisme et d'entraîner ainsi les ouvriers à leur libération. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Hénaff (Région parisienne).

INTERVENTION DE HENAFF

HÉNAFF (Région parisienne). — Sur la base du rapport d'organisation, développé à cette tribune par notre camarade Mauvais, je veux apporter mon opinion sur quelques problèmes importants qui retiennent notre attention.

Et d'abord la crise et ses répercussions sur les masses. Cela va poser devant vous toute une série de questions sur la préparation des luttes. Comment allons-nous pouvoir lutter, comment allons-nous pouvoir réaliser des conditions qui vont nous permettre de combattre, dans l'esprit de chacun de nos camarades, une certaine crainte qui se manifeste et qui est provoquée par la situation du chômage, la répercussion patronale et gouvernementale.

Il faut aussi étudier les conditions matérielles d'existence de cette classe ouvrière à travers la crise. Le moment est particulièrement favorable pour que notre attention soit attirée sur les problèmes de la tâche que nous avons à accomplir et des luttes que nous avons à poursuivre.

Ce travail pourra également nous permettre de trouver des enseignements, pris dans les différents mouvements et de préparer davantage nos batailles.

Sur cette question, d'ailleurs, il est utile de se reporter à ce que déjà notre camarade Losovsky a écrit dans sa brochure : « La grève est un combat ». Parlant des principes les plus élémentaires qu'il nous faut respecter dans la préparation des batailles, Losovsky écrit ceci :

« 1° Il faut d'abord tendre tous les efforts dont on dispose jusqu'à l'extrême limite.

(Ce qui veut dire qu'une fois la bataille engagée il faut utiliser tout ce qui est en votre pouvoir pour assurer la victoire).

Et plus loin, Losovsky dit encore :

« 2° Concentrer toutes les forces possibles là où il est nécessaire de frapper le grand coup, quitte à essayer même des insuccès dans des secteurs secondaires, afin d'assurer la victoire dans le secteur principal ».

Camarades, il faut, par conséquent, tenir compte à la base des enseignements qui nous sont donnés par notre Internationale. Nous ne pouvons nous enfermer dans une tactique rigide. Nous devons savoir, du point de vue de notre stratégie, rechercher les conditions dans lesquelles il est parfois nécessaire d'opérer un certain mouvement de repli, et repartir ensuite dans la lutte dans les meilleures conditions.

Nous avons déjà fait quelques expériences qui sont tout à fait démonstratives à cet égard : rappelez-vous ce qui s'est passé au moment des grèves de Citroën . vous vous rappelez toutes les pressions qui ont été exercées à ce moment sur les ouvriers pour essayer de leur faire reprendre le travail, en leur promettant certains avantages et en leur disant qu'aucune sanction ne serait prise contre eux pour faits de grève.

Or, si, à ce moment-là, nous n'avions pas eu la possibilité de faire entrer nos meilleurs militants dans le mouvement, si nous n'avions pas eu de l'esprit d'initiative et si nous n'avions pas obtenu le consentement de nos camarades, jamais nous n'aurions pu obtenir le débrayage, ni les résultats qui ont été constatés dans la grève de chez Citroën.

Il faut aussi savoir réaliser ce que nous avons fait pendant la grève des carreleurs : c'est-à-dire profiter des antagonismes existant entre nos adversaires ; il y a de petits patrons qui doivent lutter contre les grosses sociétés qui cherchent à les écraser.

Dans cette grève des carreleurs, voilà la situation après huit semaines de grève : on a senti qu'il y avait un certain fléchissement chez les patrons ; une grande partie des petits patrons syndiqués se trouvaient en présence de graves difficultés : ils étaient, en effet, me-

nacés de se voir enlever les travaux qu'ils avaient en adjudication, si le travail ne reprenait pas. Ils voulaient donc capituler afin de sauvegarder leurs intérêts qui se trouvaient alors gravement compromis.

Nous avons senti qu'il y avait un fléchissement : les petits entrepreneurs déclaraient à leurs ouvriers : « Nous voulons bien, nous, petits entrepreneurs, signer le contrat collectif, mais les gros entrepreneurs ne veulent rien savoir ». A la direction de la chambre syndicale patronale, nous avons senti qu'il y avait de l'hésitation, du fléchissement, et, en accord avec le comité de grève, qui groupe plus de 80 ouvriers, nous avons décidé de manœuvrer de toutes nos forces pour que cette opposition entre une certaine partie des patrons puisse s'accroître, et permettre que ceux-ci capitulent plus rapidement. Nous sommes parvenus à faire accepter à l'assemblée générale que nous accepterions de signer le contrat collectif avec les patrons qui voudraient capituler, et que nous envisagerions la reprise du travail dans ces entreprises. Nous sommes ainsi parvenus à dresser les petits entrepreneurs contre les gros, et, à la chambre syndicale patronale, les gros patrons, mis en minorité, ont été obligés de capituler.

Cette manœuvre de la part des combattants ayant provoqué le désarroi chez les patrons, les a amenés à convoquer leur assemblée générale, et, après une âpre discussion, à capituler devant nos camarades carreleurs. (*Vifs applaudissements.*)

Il y a donc une manœuvre à observer et à continuer. Il faut comprendre que, dans notre mouvement, il n'y a pas de ligne de résistance absolument déterminée, mais qu'il faut savoir profiter du fléchissement que nous observons sur le front de l'adversaire, pour lui porter les coups les plus durs et arracher la victoire. (*Applaudissements.*)

Je vais donner à nos camarades des détails sur quelques formes d'organisation que nous avons appliquées pendant ces divers mouvements. Nous pensons, quant à nous, qu'au départ du mouvement, certaines conditions sont à réaliser pour permettre la victoire des ouvriers.

Ainsi, notre premier travail doit être de populariser notre grève auprès de la population et de nous efforcer de gagner la sympathie de l'opinion publique.

Puis, nous devons également réaliser ce que nous avons fait pendant la bagarre de Citroën : c'est-à-dire faire tout un travail d'affiches, de tracts. Puis une campagne dans le Métropolitain, avec nos camarades ouvriers. Certains de nos camarades montaient dans le Métropolitain aux heures où les ouvriers se rendaient à leur travail, ils invitaient les ouvriers à se solidariser avec les ouvriers de Citroën. Cela nous a permis de populariser notre grève dans une grande partie de la population.

D'autre part, nous avons employé d'autres méthodes, nous avons organisé certaines démonstrations sportives. Pour entretenir le bon moral des grévistes, nous avons constitué des équipes de grévistes, qui ont matché avec des équipes de footballeurs de la F.S.T. Nous avons organisé certaines courses à pied, des matches, et nous sommes arrivés à réaliser certaines conditions qui pouvaient permettre de populariser le mouvement auprès des masses.

De même nous avons réalisé un semblable mouvement chez les carreleurs : nous avons réalisé des matches de football sur le terrain avec des équipes de la F.S.T., nous avons ainsi rassemblé des masses importantes d'ouvriers et nous avons popularisé notre grève au point de vue de la solidarité.

L'attire également votre attention sur le point suivant : nous avons une riche expérience dans le domaine de l'organisation de la solidarité dans ces trois grèves. Il faut tendre tous nos efforts pour que, avant le mouvement, et pendant le mouvement, on pose immédiatement le problème sur le terrain de la solidarité. Il ne faut pas prendre de solutions paresseuses et dire : « Nous sommes un syndicat, il faut que la Fédération, l'Union Régionale, l'Union Locale et la C.G.T.U. nous aident dans notre mouvement et viennent en aide aux grévistes par le moyen surtout de notre organisation centrale ». Non, ce n'est pas ce que nous avons fait, pendant la grève des carreleurs — et vous savez cependant s'il était peu facile de travailler dans ce milieu, étant donné l'état d'esprit de nos camarades carreleurs — nous sommes cependant parvenus à ramasser 50.000 francs, et à populariser en même temps la grève puisqu'on a vendu 22.000 cartes dans la région parisienne.

Puis nous avons constitué diverses commissions : commission pour la répartition des secours en nature et en argent ; commission de recrutement syndical ; commission financière ; et commission de contrôle, en ce qui concerne la chasse aux renards.

Puis, nous sommes parvenus, avec ces commissions (et c'est là un aspect important de ce travail d'organisation de la grève) à cristalliser autour de cette direction un nombre important de militants, que nous avons fait participer d'une façon active à la direction de la bataille. Ces camarades ont ainsi travaillé avec nous et ils ont profité de tous les enseignements qu'ils pouvaient tirer d'une telle bataille. Cela les a instruits ; cela nous a permis de développer nos cadres chez Citroën, nous avons obtenu ainsi des réalisations importantes, et cela, comme je vous l'ai dit, grâce à notre travail de préparation et aux camarades qui avaient fait de la propagande aussi bien dans le Métropolitain que dans les autres réunions.

Il y avait chez Citroën un comité de grève de plus de 80 membres, de 100 et quelques membres qui, dans la discussion avec nos camarades, donnaient leur opinion. Il y avait là autant d'orateurs que de camarades présents. (*Applaudissements.*)

Il y a des positions que nous avons pu ainsi conquérir pendant la grève, mais que, malheureusement, nous n'avons pas su conserver, malgré toute la préparation que nous avions assurée, mais nous puiserons dans cette expérience de bonnes leçons pour l'avenir.

Comment avons-nous opéré la distribution des secours ? Je vous assure qu'en ce qui concerne notamment la grève des carreleurs, ce travail n'avait rien d'agréable. On a dit : Il faut donner de l'argent aux grévistes. J'ai répondu au Comité central : Si on leur donne de l'argent, je sais ce qu'ils vont faire ; si le comité leur donne 20 francs, en sortant de la Grange-aux-Belles leur première étape sera chez le marchand de vins, puis l'après-midi ils iront jouer aux cartes ou au billard. (*Rires.*)

J'avais posé cette question parce que nous avions l'intention de distribuer des secours en nature et non pas en argent. Sur la base des enseignements recueillis par la commission d'enquête, je suis venu le lendemain devant les grévistes et j'ai fait la démonstration de la nécessité de donner des secours en nature. J'ai expliqué cela, parce qu'il faut comprendre cet aspect de la question.

Nous avons, en effet, des camarades syndiqués depuis des années et des années, qui versent leur cotisation mensuelle au syndicat, en demandant à leur femme une partie de leur paie pour verser les coti-

sations. Et, quand il arrive à ces camarades d'être en grève, immédiatement les femmes disent : « Ce n'est pas tout cela, tu as toujours payé à ton syndicat, tu as versé tes cotisations régulièrement, par solidarité, dans certains cas, et maintenant que tu te trouves toi-même dans la bataille, il serait tout naturel que tu reçoives à ton tour les secours ».

Il y avait donc un certain travail à assurer pour la répartition des secours. Je me suis mis en relations avec la Bellevilloise, et ce que nous avons fait avec la Bellevilloise peut très bien être fait chez d'autres commerçants. Nos Unions Régionales et nos Unions Locales pourraient très utilement le réaliser, et à Toulon nous en avons vu un exemple très important au moment de la grève du bâtiment.

Donc, au lieu de donner 20 francs à ces camarades, nous leur avons délivré un bon à toucher à la Bellevilloise, et on leur remettait dans un filet préparé un pot-au-feu, un quart de beurre, des légumes. De la sorte nos camarades en revenant avec leur filet étaient bien reçus quand ils rentraient chez eux, beaucoup mieux que s'ils ne rentraient qu'avec 10 francs ou même rien du tout. (*Rires.*)

Il y a un autre argument qu'il faut savoir employer dans un mouvement : c'est qu'il faut avant tout maintenir le moral des grévistes. Dans la grève des carreleurs, nous avons organisé des fêtes avec les grévistes, nous avons demandé le concours de grévistes soit pour chanter, soit pour jouer de l'accordéon. Nous avons convié à ces fêtes les femmes et les enfants à la Grange-aux-Belles. C'était la première fois qu'un grand nombre de femmes de grévistes mettaient le pied à la Grange-aux-Belles et elles ont pu voir notre organisation sous son véritable aspect, et cela a été un enseignement excellent.

Au cours du concert, nous avons décidé, au nom de la direction fédérale, que l'on remettrait aux enfants des camarades grévistes présents dans la salle, un petit goûter, une tasse de chocolat, quelques gâteaux. De cette façon nous avons pu gagner à notre mouvement, non seulement la sympathie de nos camarades grévistes, mais celle de leurs compagnes et de leurs enfants. Il y a là un élément avec lequel il faut compter dans de telles batailles. (*Applaudissements.*)

Camarades, j'ai tenu à vous donner ces quelques explications, néanmoins il faut reconnaître que dans tout ce mouvement il y a eu également quelques points faibles, des points négatifs qu'il faut regretter et qui prouvent combien nous travaillons sans esprit de suite dans ce domaine.

Chez Citroën, nous avons organisé des matches de football avec la F.S.T., nous avions la possibilité pendant les grèves de chez Citroën d'organiser des clubs sportifs ; mais après la grève, les camarades sont retournés au travail, ou ont été renvoyés de leurs usines, ou sont partis ailleurs, et nous ne les avons plus revus. Il y a là une faiblesse, car il est certain que si nous avions pu maintenir le contact avec eux, nous aurions pu les recruter pour nos organisations et les entraîner ainsi dans nos luttes futures.

Je dois vous donner maintenant mon opinion sur la décentralisation. Dans ce domaine, nous avons trouvé des exemples chez nos camarades des syndicats de cimentiers et de la maçonnerie, qui se sont resserrés.

Est-ce en contradiction avec notre conception sur ce point ? Non, il faut que nous nous mettions bien dans la tête que nous voulons centraliser d'une part, pour la direction politique et pour coordonner les

efforts ; puis décentraliser pour l'application des tâches en nous rapprochant toujours plus près des masses, plus près des revendications.

En ce qui concerne les sections syndicales, nos camarades n'avaient pas de ristourne, pas de possibilité de propagande. Or, nous avons là aussi décentralisé et constitué ailleurs des syndicats régionaux et locaux. Nous obtenons ainsi de ces syndicats locaux et régionaux, à la suite de la décentralisation, une augmentation de leur activité. Chacune de ces sections a une augmentation du nombre de ses adhérents.

Voilà quelques expériences que nous avons mises en application et que nous croyons profitables pour les délégués à ce Congrès. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Engelbert, des Métaux de Marseille.

INTERVENTION D'ENGELBERT

ENGELBERT. — Camarades, après les rapports présentés ici par nos camarades Racamond, Monmousseau et les autres orateurs qui sont venus exposer leur point de vue à la tribune, je n'entends nullement vous faire un compte rendu chronologique de la grève de Marseille ; j'entends simplement vous faire le même exposé qui vient de vous être présenté sur la grève de chez Citroën. Je veux rapporter ici ce que l'on doit retenir de la sincérité de l'esprit de combativité que nous avons pu constater à Marseille, dans l'espoir que ces quelques indications pourront être utiles pour l'ensemble des camarades syndiqués pour nos syndicats dans les autres régions.

J'essaierai de démontrer que, ainsi que l'a déjà expliqué Racamond, seuls une organisation solide et un travail sérieux basé sur les revendications immédiates des camarades peuvent permettre d'entraîner l'ensemble des ouvriers à la lutte et de réaliser le front unique à la base. J'entends montrer que la grève de Marseille n'a pas été à proprement parler un mouvement spontané, mais que, si nous avons été obligés de constater et relever quelques faiblesses, cette grève n'en a pas moins été préparée de longue haleine. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons obtenu un résultat assez appréciable, bien qu'incomplet — j'en indiquerai tout à l'heure les raisons.

Il faut tout d'abord vous indiquer que les métallurgistes de Marseille sont liés à la Chambre patronale par un contrat de travail régissant l'ensemble de la profession, contrat signé pendant la grève de 1920 et qui a été modifié en 1923. L'existence de ce contrat a fait que nos camarades métallurgistes de Marseille n'avaient, jusqu'à la dernière grève que vous connaissez, jamais eu à se battre. En effet, on avait réussi à leur faire croire que, du fait qu'ils avaient un contrat contenant une échelle mobile, ils pouvaient dormir sur leurs deux oreilles, le taux des salaires suivant automatiquement les variations de l'indice du coût de la vie.

Cependant, en vertu de ce contrat, et de l'échelle mobile qui l'agrémentait, en 1932, nous avons subi quatre diminutions de salaires consécutives.

Auparavant, nous avons déjà alerté l'ensemble des métallurgistes de Marseille en leur démontrant ce que représentait pour eux la commission paritaire de l'indice du coût de la vie. Nous avons essayé de leur faire comprendre comment fonctionnait en réalité cette institution

bourgeoise dans laquelle ne figure aucun ouvrier métallurgiste, conscient de ses intérêts de classe, car on ne saurait considérer comme tels les quelques représentants confédérés, soutiens à Marseille, comme ailleurs, de la bourgeoisie.

Nous avons pu démontrer à nos camarades qu'il en était bien ainsi, qu'ils étaient frustrés par cette commission paritaire de l'indice du coût de la vie. A la suite des diminutions de salaires dont je viens de vous parler, nos camarades ont compris et ont suivi à peu près le mouvement.

Nous avons demandé à nos camarades de bien comprendre la nécessité pour eux de lutter contre ce système d'indice du coût de la vie, la nécessité pour les métallurgistes marseillais de demander l'intégration de leurs délégués dans cette commission paritaire de l'indice du coût de la vie pour voir ce qui s'y passait. Ce fut une des revendications qui nous ont permis d'entraîner les camarades à la lutte.

A la suite des quatre diminutions de salaires consécutives, l'idée a germé dans l'esprit de certains camarades des usines qu'en constituant une délégation qui se rendrait à la préfecture pour protester contre l'indice du coût de la vie, on parviendrait à rétablir la situation.

Bien que ne partageant pas du tout cette manière de voir, nous avons accédé au désir de nos camarades, sentant que cela allait leur permettre de faire une expérience concrète, de se rendre compte que les pouvoirs publics et le patronat continueraient à agir contre la classe ouvrière si celle-ci n'était pas assez fortement organisée et assez puissante pour se défendre.

Une agitation a été faite.

Je dois vous indiquer, d'ailleurs, qu'à Marseille, dans la métallurgie, nous n'avons pas à lutter contre les confédérés, le syndicat confédéré, en fait, n'existant guère que sur le papier.

Nous avons donc désigné une délégation dans laquelle étaient représentés tous les camarades des usines. Cette délégation s'est rendue à la préfecture. Là, les réponses fournies aux questions posées furent tellement évasives que le préfet lui-même finissait par s'embrouiller quand on lui posait une question concrète. Comme il prétendait que le coût de la vie avait diminué, les camarades lui ont demandé : « Votre indice du coût de la vie est basé sur les prix des marchandises dans certains magasins. Indiquez-nous donc ces magasins qui vendent si bon marché : nous y enverrons les camarades ». Bien entendu, ces messieurs de la préfecture sont restés muets comme carpe. Ils devaient nous envoyer une liste, nous l'attendons toujours.

Nos camarades ont alors compris que l'indice du coût de la vie était fabriqué de toutes pièces.

Nous avons donc constitué un comité revendicatif sans tenir compte du fait que nos camarades étaient syndiqués ou non.

Je vous indique en passant qu'avant ce mouvement, les forces numériques du syndicat étaient faibles, l'effectif de l'organisation se chiffrait à peu près à 200. Nous allons voir comment notre syndicat a progressé et les moyens que nous avons employés pour aboutir à ce résultat. C'est là-dessus surtout que je tiens à attirer l'attention des camarades du Congrès.

Notre Comité revendicatif était composé de camarades de toutes les usines, d'où la possibilité d'examiner les revendications immédiates, les revendications particulières de chaque usine, de chaque catégorie, de chaque camarade.

Nous avons pensé qu'il était d'abord nécessaire, étant donné que nous étions liés, depuis 1920, par un contrat de travail, revu en 1923, qui constituait un véritable boulet attaché aux pieds des métallurgistes de Marseille, d'établir un projet de contrat.

A cet égard, je dois reconnaître tout de suite que nous n'avons pas encore obtenu complète satisfaction. C'est cela qu'il nous reste maintenant à obtenir.

Nous avons réalisé, à la suite d'un travail de très longue haleine, un Congrès des usines de la région marseillaise, groupant tous les représentants des usines de Marseille.

Dans ce Congrès, nous avons eu la possibilité de réaliser ce contrat de travail. Le point central des revendications était la récupération des quatre francs de salaire quotidien dont nous avions été diminués et la suppression du système de l'indice du coût de la vie.

Nous avons pensé à établir un contrat de travail basé sur les conditions du moment et renouvelable tous les six mois. C'est ce que nous avons fait.

Le contrat de travail réalisé, nous avons essayé de le faire mettre en application. Mais vous comprendrez que le mouvement, bien que préparé de longue haleine, n'avait pas encore assez de puissance pour obtenir du patronat l'acceptation du contrat de travail ainsi établi.

Je veux appeler l'attention de tous les camarades congressistes sur notre contrat de 1920, parce que, si, dans son ensemble, ce contrat est négatif et même mauvais pour les camarades métallurgistes de Marseille, il contient tout de même une clause très importante constituant un avantage très sérieux pour les métallurgistes. Il s'agit d'une clause qui régit les camarades soudeurs. Il est indiqué, dans ce contrat, qu'il faut que nos camarades soudeurs soient équipés à deux.

Or, à la suite du ralentissement de l'action dans la métallurgie marseillaise, nos camarades soudeurs se sont vus contraints à travailler seuls, à faire le travail de manœuvres.

Par notre activité, nous sommes parvenus à faire comprendre à nos camarades qu'ils avaient dans cette clause une arme leur permettant de se défendre et de lutter et contre le chômage et contre la diminution des salaires.

Nos camarades l'ont si bien compris qu'ils ont réagi d'une façon violente contre les prétentions patronales et ont obligé le patronat à mettre en application cette clause.

Cependant, le 5 mars, les patrons, qui savent parfaitement modifier un contrat de travail quand cela doit être à leur avantage, ont fait apposer une affiche dans laquelle, sans autre forme de procès, ils indiquaient qu'à partir de ce jour les camarades soudeurs travailleraient tout seuls.

Nos camarades ont réagi vigoureusement, et devant l'intransigeance patronale, ils quittèrent le travail.

Les patrons, malins, auraient voulu conserver une partie de leur personnel, pour finir les travaux en cours. Ils firent tous leurs efforts dans ce sens. Mais, par solidarité, ce fut l'ensemble de nos camarades soudeurs qui entra dans la bataille. Ce fut le déclenchement du mouvement dans la métallurgie de Marseille.

Les soudeurs et chalumistes, vous le savez, représentent la partie la plus importante de la corporation. Aussi, les patrons étaient-ils sérieusement ennuyés, ne sachant pas du tout comment s'en sortir. Ils

furent donc appel au syndicat jaune de Paris. Sous prétexte de réaliser des économies, ils firent venir de Paris une centaine d'individus qu'ils payaient à raison de 95 francs par jour, nourris et logés! (*Exclamations.*)

Nos camarades chaudronniers et ajusteurs, par solidarité, ne permirent pas l'application de telles pratiques.

Je dois, d'ailleurs, vous avouer que quelques incidents fâcheux et sérieux se produisirent à la suite de la venue de Paris de ces jaunes. Bien que des forces de police considérables eussent été mobilisées, cela n'empêcha pas quelques-uns de ces individus de recevoir de sérieux horions. (*Applaudissements.*)

D'un autre côté, les patrons, sous la pression des ouvriers, furent bien obligés, bien qu'ayant signé à ces individus un contrat de trois mois, de refouler sur Paris cette bande de nervis.

Nos camarades chaudronniers et ajusteurs ne voulaient pas travailler dans les conditions nouvelles imposées par les patrons aux soudeurs, ce par solidarité et aussi parce que le travail devenait dangereux, les chalumeaux éclatant, d'où commencements d'incendie et brûlures.

C'est ainsi qu'une partie de la métallurgie fut lock-outée. Immédiatement, la solidarité s'organisa activement. Un moment devait venir où, pour le patronat, cette situation ne pouvait plus durer.

Pour nous, nous avons été obligés de travailler d'arrache-pied. La solidarité a été organisée avec les camarades lock-outés. Le travail a été poursuivi.

Une première assemblée générale n'obtint pas tout le succès désiré, parce que le secrétaire du syndicat de l'époque, le camarade Mazoni, eut une position intransigeante qui irrita les camarades; il leur dit: « Si vous ne voulez pas, nous ferons la grève sans vous ». Par la suite, nous nous sommes aperçus que c'était là une manœuvre et nous avons été obligés d'exclure Mazoni de notre Syndicat.

De leur côté, les patrons ne restaient pas inactifs, faisant courir le bruit, par exemple, que, dans tel atelier, on travaillait à force; que, dans tel autre, on ne faisait rien.

Il faut dire que Marseille est une espèce de Chicago où les courants politiques revêtent une ampleur considérable. A la faveur de cet état de choses, une bande d'individus ont essayé de pénétrer dans notre mouvement. Mais nous avons été assez habiles, par nos méthodes d'organisation, pour les démasquer et les empêcher de nuire.

Je veux passer maintenant aux résultats que nous avons obtenus, résultats qui sont assez appréciables, mais que nous n'avons pas su concrétiser et faire mettre en application d'une façon sérieuse, pour la raison que je vous indiquais au début de mes explications: depuis 1923, nous n'avions pas eu de mouvement dans la métallurgie marseillaise et notre syndicat était à plat.

Il nous faut évidemment, pour remonter le courant, employer les méthodes d'organisation qui ont été préconisées à cette tribune. Nous avons commencé et nous entendons bien poursuivre notre effort dans ce sens.

A l'heure actuelle, nous avons un syndicat qui groupe plus de 800 membres et nous avons prévu comme objectif, dans notre plan de travail qui doit nous permettre de contrôler le travail accompli et les résultats obtenus, la progression du travail dans l'organisation de notre syndicat.

Je veux souligner ici quelques-uns des points positifs des accords qui ont été signés le 26 mai sur la base desquels nous avons repris le travail.

En premier lieu, nous avons fait signer par les patrons une formule ainsi libellée : « A travail égal, à capacité égale, salaire égal ».

C'est là un point important. Les patrons entendaient en rester au contrat de 1920 qui donnait à certaines catégories 25 à 30 francs par jour. Nous avons réussi à faire admettre le principe, et nous y attachons beaucoup de prix, de la rémunération suivant le travail et la capacité. Malheureusement, jusqu'ici, en raison du manque d'organisation et de l'absence de réaction immédiate des camarades, nous n'avons pas encore pu réaliser cette revendication.

En second lieu, nous avons fait admettre le maintien de l'équipe à deux pour les soudeurs.

C'est là également une clause importante, car Marseille, retenez-le bien, est le seul port de France où les soudeurs soient équipés à deux et où la production soit ainsi concentrée ; dans les autres ports, la production, pour les soudeurs, est plus forte, partant le travail plus pénible.

Nous avons fait reconnaître, autre point très important, le principe du délégué.

Grâce aux méthodes préconisées ici et à l'attention apportée aux revendications immédiates, vous le voyez, on aboutit toujours à un résultat. Lorsqu'on aura la possibilité d'appliquer ces méthodes, on arrivera toujours au but poursuivi, et, d'un autre côté, on renforcera encore l'organisation.

Je vous ai dit qu'avant la grève notre syndicat ne groupait que 200 adhérents. Aujourd'hui, il en compte plus de 800, et nous avons des tâches déterminées pour la constitution de sections syndicales dans toutes les usines.

A la fin de ce mois, nous allons avoir encore une nouvelle diminution de salaires de 5 %, consécutive à la mise en application du contrat de 1923.

Ce sera pour nous la possibilité d'engager une nouvelle campagne dans les rangs des métallurgistes de Marseille et d'obtenir, par nos méthodes d'organisation, un résultat positif qui permettra à notre syndicat un élargissement considérable.

La campagne est déjà engagée et aujourd'hui même nos camarades de Marseille tiennent une assemblée générale pour dénoncer une fois de plus le système de l'indice du coût de la vie et la méthode qui consiste à l'appliquer. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Archambaud, de la VI^e Union Régionale.

INTERVENTION D'ARCHAMBAUD

ARCHAMBAUD. — Camarades, je pense qu'il est tout de même utile ce matin de parler un peu de l'organisation et surtout de la décentralisation.

Nous avons été amenés, à la VI^e U.R., à formuler notre opinion, à la suite du rapport publié par le Bureau confédéral sur cette question.

Camarades, nous avons dit : « Nous sommes contre la décentralisation. Nous ne sommes pas contre la refonte des U.R. ».

En effet, nous pensons que les U.R. peuvent et doivent être beau-

coup mieux aménagées qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Nous estimons que les syndicats doivent être constitués sur la base régionale ou semi-régionale. Il y a encore très peu de syndicats, particulièrement en province, qui sont constitués sur cette base. Et, pourtant, il y a déjà longtemps que nos Congrès de la C.G.T.U. ont affirmé qu'il devait en être ainsi.

Si nous professons cette opinion, c'est parce que nous avons des raisons très sérieuses, croyons-nous, pour cela, et nous allons les indiquer à nos camarades du Congrès.

Camarades, est-ce que la concentration capitaliste s'est affaiblie à l'heure présente ? Est-ce que, au contraire, elle ne s'est pas renforcée ? Est-ce que la résolution votée au C.C.N. élargi de septembre 1926 ne demeure pas l'expression juste de la situation politique et économique que, déjà, nous prévoyions à cette époque ? Nous disons que si. Voici ce que disait, en particulier, cette résolution :

« Le Congrès confédéral de Paris a pensé que le prolétariat, victime de la concentration moderne, de l'exploitation capitaliste, doit préparer ses attaques sur des bases beaucoup plus larges, dresser contre tous les vastes consortiums patronaux des organismes plus puissants qui permettent d'êtreindre l'adversaire et qui offrent une résistance plus grande à ses coups ».

Je ne veux pas vous infliger la lecture entière de cette résolution. Mais nous pensons que ce qui est contenu dans la résolution votée est plus que jamais d'actualité et que nous devons nous efforcer, les uns et les autres, de réaliser l'organisation concentrée et centralisée, manœuvrant avec souplesse, pour avoir plus de certitude de vaincre dans les batailles inéluctables qui iront toujours en s'élargissant.

Camarades, nous avons encore un autre argument qui vient de nous être fourni au cours des débats du Congrès confédéral.

Notre camarade Racamond nous a dit, et j'ai retenu cet argument — d'ailleurs, je l'emploierai lorsque je serai revenu dans la région lyonnaise, pour dénoncer, comme nous y invitait Racamond, les manœuvres de la Confédération Réformiste du Travail Américaine — : « Il y a quelque chose qui se passe en Amérique et c'est ceci : les dirigeants réformistes de la Confédération Américaine du Travail font tous leurs efforts pour revenir aux syndicats locaux, pour pouvoir plus facilement étrangler les mouvements de grève de plus en plus nombreux qui se manifestent et qui sont l'expression du juste mécontentement des travailleurs ».

Ce qui est vrai en Amérique doit l'être aussi probablement en France.

On nous a cité, dans le rapport d'organisation, des exemples concluants, paraît-il, de la décentralisation, et on nous a parlé de la région de mon ami Doucet, de la région Drôme-Ardèche.

Camarades, je ne crois pas que cela doive être retenu à l'actif de la décentralisation. Nous savons comment vit la région Drôme-Ardèche et, sans nous appesantir sur ce point, nous disons que nos camarades de Saône-et-Loire, par exemple, qui sont pour la décentralisation, le sont pour l'unique motif d'avoir un permanent payé par la C.G.T.U. pour faire leur travail.

C'est pour cela qu'on veut la décentralisation !

D'autres régions, très certainement, s'inspireront de ce même motif, dans l'espoir d'avoir également un permanent payé par la C.G.T.U. On

ne le dit pas, on ne veut pas l'extérioriser, mais on le porte dans le fond du cœur : c'est l'espoir, c'est la petite flamme bleue qui enflamme les camarades pour la décentralisation.

D'autre part, nous pensons que la décentralisation présente, à l'heure actuelle, d'assez graves dangers. Il faut bien reconnaître qu'en dépit des efforts multiples que nous avons faits, nous n'avons pas encore de cadres suffisamment avertis pour lutter victorieusement contre toutes les manœuvres sournoises des cadres de la C.G.T. Or, vous savez si les cadres de la C.G.T. sont nombreux en province ; vous en connaissez la force ; vous connaissez la force de ceux qui sont dans les services municipaux et dans les services départementaux et auxquels nous ne pouvons opposer que quelques copains, à droite et à gauche ; malgré toutes leurs bonnes résolutions, il ne peuvent faire plus qu'ils ne font.

Croyez-vous qu'avec un système de décentralisation nous aurons un argument de plus, une force de plus pour lutter contre les attaques de l'adversaire ? Croyez-vous qu'il sera plus facile par exemple à nos camarades de Saône-et-Loire, étant sans permanent, d'aller porter soit la contradiction, soit la bonne parole dans une grève qui éclatera subitement — alors qu'on sait que nos camarades unitaires sont, où qu'ils militent, sous le coup constant des menaces de renvoi et ne peuvent obtenir les mêmes avantages quant aux congés que les fonctionnaires confédérés bien vus de leurs patrons ou des administrations dans lesquelles ils sont employés ?

Et l'on pourrait ainsi, si nous en avons le temps, ramasser une foule d'arguments prouvant, d'une façon surabondante, que la décentralisation pour la C.G.T.U. telle qu'on la conçoit à l'heure actuelle, est une arme à double tranchant : elle nous permet de recueillir quelques petits avantages, mais elle a des inconvénients très graves. C'est contre ces dangers que je m'efforce de mettre en garde le Congrès.

Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer ceci : dans la position de front unique, dans l'unité syndicale telle que l'a définie notre camarade Frachon (et là je suis en complet accord avec lui), nous aurions à déjouer encore sur une plus grande échelle les manœuvres de l'adversaire. Nous risquons, si nous laissons des régions ainsi décentralisées, de voir de graves dangers s'appesantir sur nous. Faut-il que je rappelle ici l'exemple de Bourg où nos camarades, réalisant le front unique pour l'organisation d'un meeting commun, s'interdisent de prendre la parole à ce meeting pour ne pas briser la réalisation de ce front unique ?

L'affaiblissement des cadres de la C.G.T.U. que nous avons constaté (ce qui n'est pas le cas pour notre région, puisque nous marquons une avance), l'affaiblissement des effectifs de la C.G.T.U. vient moins de sa structure que de la mauvaise application des directives données par les congrès confédéraux et internationaux. C'est le travail sectaire des militants qui, voulant faire de la haute politique, ont délaissé les questions d'organisation et les petites revendications quotidiennes des travailleurs. (*Applaudissements*). Faut-il que je rappelle ici un exemple que j'ai eu l'occasion de citer à notre congrès régional ? Un camarade d'un de nos syndicats venant trouver le permanent de son organisation au sujet d'un accident du travail, se voit répondre : « Mon pauvre vieux, nous avons d'autres chats à fouetter. Nous ne pouvons pas nous occuper de cette question. Nous préparons des mouvements de plus grande envergure. Nous luttons pour la révolution. » C'est vrai, c'est authentique. Cela ! Vous me dispenserez de citer le nom du copain.

Il y a eu un manque de liaison entre usines et permanent. Pourquoi ? Parce que l'on n'a pas appliqué les résolutions prises concernant les sections syndicales d'usine. On n'a pas travaillé dans les conseils de prud'hommes à donner satisfaction aux copains au sujet des accidents du travail, à leur donner satisfaction au sujet des assurances sociales. Il y a de multiples moyens d'intéresser les camarades. Tout dernièrement à Roanne, relativement au décès d'un de nos camarades, nous avons intenté un procès — que nous avons gagné — à la caisse « Le Travail », celle-ci se refusant à payer l'indemnité de mille francs qui était due à la veuve du camarade décédé, sous prétexte que celui-ci avait été victime d'un accident mortel du travail. De tels faits intéressent les camarades. Nous devons, à côté de l'action que nous menons pour les buts que nous nous sommes assignés, ne pas oublier les petites revendications quotidiennes qui intéressent spécialement les travailleurs. Nous devons penser que ceux-ci ne sont pas comme nous voudrions qu'ils soient ; ils sont ce qu'ils sont. Il faut donc d'abord leur inspirer confiance pour, ensuite, les amener à un stade plus élevé.

J'aurais encore nombre de choses à dire ; malheureusement, mon tour de parole va être épuisé. Pourtant, je voudrais répondre à notre camarade du syndicat des Métaux de Lyon. J'aimerais, sans faire de polémique, lui rappeler que le syndicat des Métaux de Lyon était constitué sur la base des sections syndicales d'usine ; que notre camarade Monmousseau a assisté, en 1926, à un congrès du syndicat des Métaux de la région lyonnaise, lequel comprenait plus de cinquante sections, et 200 ou 250 délégués ; et que si ce syndicat régional des Métaux a disparu, ce n'est pas parce qu'il avait une trop grande structure ou parce qu'il était un monstre ; non, il est disparu parce qu'à la direction du syndicat des Métaux on a abandonné, pendant toute une période, les petites revendications ; on a laissé le contrat collectif que l'on voulait élaborer, pour — à la place — faire de la stratégie. Il est clair que dans ces conditions nous nous sommes écartés dans une certaine mesure des ouvriers.

Et puis, il ne faut pas oublier le mauvais travail — travail d'ailleurs payé, en quelque sorte — de nos adversaires de tendance, essayant par tous les moyens de s'adjuger la seule centrale syndicale révolutionnaire de ce pays : la C.G.T.U.

On a encore invoqué le non-paiement des ristournes. Halte-là ! Nous avons des décisions de comités généraux que nous respectons. Nous appliquons la démocratie syndicale, et lorsqu'une décision est prise à la majorité, nous l'appliquons tant qu'elle n'a pas été abolie par une autre. La Commission exécutive, respectueuse des décisions des congrès et des comités généraux, demandera au prochain congrès de modifier les statuts. Nous avons inclus ceci : « Nous ne pourrons payer les ristournes aux sections qu'autant que celles-ci feront un travail. » Demandez à nos camarades d'Annemasse, de Saint-Etienne, de Roanne, de Tourcoing, si nous avons refusé de leur payer les ristournes ? Au besoin, nous leur avons fait voter des subventions pour qu'elles puissent poursuivre leur travail !

UNE VOIX. — C'est exact.

Mais quand, comme ce fut le cas pour Ambérieux, on vient tout simplement dire de payer une ristourne, nous disons : « Pour qui ? » — « Cela nous fera une diminution dans le prix de notre terme ! » Voilà la réponse de nos camarades ! Ce n'était pas pour du travail qu'ils

voulaient qu'on leur paie des ristournes ; il n'en ont jamais fait ; c'était uniquement pour avoir l'argent de la ristourne qui leur revenait !

Je pense également qu'à côté des sections techniques constituées par nos camarades des services publics, principalement les cheminots, nous devrions, dans le cadre de nos industries privées, constituer également, dans chaque syndicat, nos sections techniques, étant entendu que la base même de l'organisation de la structure de la C.G.T.U. doit être la section syndicale d'usine.

UNE VOIX. — Très bien !

Je voudrais également dire un mot sur la diminution de nos effectifs. Si nous avons perdu des membres, si nous n'avons pas su les conserver, c'est que bien souvent nous n'avons pas su non plus terminer les luttes entreprises, comme nous aurions dû le faire. L'exemple de Bourgen est une preuve.

En somme, je pense que nous devons nous en rapporter aux conclusions publiées par la V. O. J'estime également que, comme preuve effective de décentralisation, le prochain congrès devra se tenir dans une ville de province. Il serait bon que l'on renoue cette tradition. Ce serait de la bonne décentralisation. Naturellement, je propose... Lyon. (Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La délégation du Nord fait parvenir au bureau la motion suivante :

Vu le grand nombre d'orateurs inscrits pour la discussion sur le rapport d'organisation, la délégation du Nord s'est mise d'accord pour retirer de la liste quatre de ses camarades inscrits, et laisser la parole à deux orateurs seulement : un mineur et un métallurgiste. Elle prend l'engagement devant le Congrès de faire le maximum dès son retour du Congrès pour mettre en pratique les décisions du VII^e Congrès. La délégation fait appel aux diverses délégations pour qu'elles fassent un effort en ce sens, pour permettre une discussion sérieuse sur les questions du chômage.

Je m'associe aux vœux de la région du Nord qui me permettra de ne pas être trop impitoyable vis-à-vis des camarades.

Je donne la parole à Sensiquet, délégué métallurgiste de Neuves-Maisons.

INTERVENTION DE SENSIQUET

SENSIQUET. — Pour la première fois où je prends la parole dans un congrès comme celui-ci, je voudrais apporter ma modeste contribution à la discussion.

Dans l'Est, nous avons affaire aux plus gros manitous du Comité des Forges, et à affronter les réformistes qui font accepter les diminutions de salaires. Quand les ouvriers présentent des revendications, les chefs réformistes s'opposent au front unique des ouvriers qui permettrait d'obtenir satisfaction plus rapidement.

À côté des chefs réformistes, nous avons ces sales moineaux de trotskystes qui ont des fonds importants à leur disposition. Ceux-là, ils font du beau travail dans notre coin, parlons-en ! J'en dirai un mot tout à l'heure.

Pour l'instant, tenons-nous-en aux mouvements de revendications.

Nous, aurons l'occasion de constater l'excellence de la tactique de notre C.G.T.U.

A l'atelier central, un camarade a été mis à pied. Pourquoi ? Il rentrait du régiment. Il a deux enfants, orphelins de mère. Il va trouver le chef de service et demande de l'augmentation. Le chef de chantier lui répond : « Si tu ne gagnes pas assez, tu mangeras des briques. » Vous avez là une idée de l'attitude de ce chef de service envers ses subordonnés ! Des protestations ont circulé dans l'atelier. Le chef de service a appelé le camarade au bureau où il lui a dit : « Tu as fait des racontars à tes camarades : tu seras à pied pendant huit jours. » Tous les gars ont cessé le travail, soit 200 ouvriers, tant que la mise à pied de huit jours ne serait pas retirée. Le chef de service n'a pas tenu compte de cette protestation. Une délégation a été envoyée à la direction ; le chef de service a été contraint de s'incliner.

Aux aciéries, nous avons eu un autre mouvement. A la suite du chômage les seize heures ont été supprimées. A un moment de reprise, on a voulu les rétablir. Une délégation a été envoyée auprès du chef de service, notifiant la volonté des ouvriers qui s'opposaient à la mesure projetée. Le chef de service a dû tenir compte de la revendication présentée.

Puis, nouveau mouvement, auquel étaient intéressés 145 lamineurs. A la suite de plusieurs diminutions de salaires, des commandes de rails sont arrivées, et les ouvriers ont compris que le moment était venu pour poser des revendications. Ils sont allés trouver les chefs réformistes. Le syndicat réformiste est très important. A la suite d'une réunion, il fut décidé de demander une augmentation de 0 fr. 50 par heure, et d'arrêter le travail à sept heures, autrement dit la grève sur le tas. Cette grève, c'est nous, unitaires, qui l'avons préconisée.

En un autre endroit, nous avons soumis un cahier de revendications. Un camarade qui l'avait porté, quand il revint, nous dit que la direction se refusait à prendre en considération ces revendications, et qu'il proposait de reprendre le travail momentanément, en attendant une réunion de service. Nos camarades ont refusé. Ils ont repoussé les propositions de leur secrétaire et ont poursuivi la grève sur le tas que nous-mêmes avions proposée. C'est ainsi que le mouvement a duré quarante-deux jours. Les chefs réformistes ont tout fait pour empêcher la grève. C'est ainsi que, dès le début du mouvement, un de nos camarades a voulu donner le point de vue des syndicats unitaires, mais les chefs réformistes lui ont fait interdire l'accès de la salle de réunion. En un mot, les chefs réformistes ont tout fait pour s'opposer au front unique des ouvriers et pour liquider le mouvement.

A la suite de ce mouvement, la direction mit cinq cents ouvriers en chômage. Les réformistes leur disaient : « Il faut vous faire inscrire à la mairie. » Au bout d'une quinzaine de jours, ils commençaient à rouspéter, n'ayant encore rien touché. Les réformistes leur répondaient : « Calmez-vous. Vous toucherez, puisque vous êtes inscrits. » J'ai alors demandé la parole, et j'ai proposé ce qui suit : « Vous êtes inscrits au fonds de chômage, mais vous ne toucherez pas si vous restez ainsi sans rien faire. Il faut prendre exemple sur les camarades de Marseille, sur ceux de Citroën. Il faut manifester dans la rue et envoyer des délégations à la préfecture. » J'ai proposé une réunion commune avec le syndicat réformiste, mais, à la suite de l'intervention du chef d'orchestre

de l'Union départementale, il n'y a rien eu à faire. Par la suite, nous avons néanmoins envisagé une réunion du syndicat unitaire, groupant une centaine de membres. Galopin est venu faire des propositions qui ont été acceptées : il se proposait d'aller le lendemain à la réunion du syndicat confédéré, pour s'efforcer de le rallier à son point de vue. Nombre de confédérés étaient d'accord pour qu'il en soit fait ainsi. Mais la proposition a été repoussée par les chefs réformistes. Une seule proposition a été maintenue : faire une réunion commune et une manifestation. Cette réunion a eu lieu : 600 ou 700 gars étaient présents. Nous avons ensuite fait une manifestation à laquelle participèrent plus de mille travailleurs. (*Applaudissements.*)

Puis, nous avons envoyé une nouvelle délégation à la préfecture, conduite par Galopin. Comme les choses prenaient mauvaise tournure, on répondit à la préfecture qu'on donnerait les allocations aussitôt après la réception d'une certaine circulaire. Mais on ne voyait toujours rien venir !

Nous avons alors proposé à la préfecture d'envoyer à Paris, auprès de M. François-Albert, une délégation de trois camarades. Ce jour-là, le syndicat réformiste a exécuté une manœuvre. « Avant de partir à Paris, et pour ne pas y aller si on peut faire autrement et s'épargner la dépense, voyons à la préfecture s'il y a du nouveau. » On a toléré que les unitaires se rendent avec les réformistes chez le préfet. Delker a demandé à celui-ci : « Rien de nouveau ? » Réponse : « Toujours rien. J'attends toujours. Vous savez, ça prend une sacrée tournure. Je ne voudrais pas que ça passe de l'autre côté, c'est-à-dire avec les unitaires ! »

Au bout d'une quarantaine de jours, de nouvelles propositions ont été faites à la délégation : reprendre le travail en travaillant une journée de plus par semaine (car auparavant nous chômons deux jours par semaine). En même temps qu'elle faisait ces propositions, la direction faisait afficher que si elles n'étaient pas acceptées, l'usine serait fermée, jetant 2.500 ouvriers sur le pavé. Les camarades ont eu peur ; les chefs réformistes avaient la frousse plus que les autres. La prime de fabrication et une journée de travail en plus, cela équivalait à une diminution de salaire de 5 %. Depuis mars 1932, les ouvriers avaient subi une diminution de 10 %. Il y avait une ma'oration de chômage de 10 % pour tout ouvrier qui ne dépassait pas 82 % des heures dans la quinzaine normale, et 5 % pour tout ouvrier ne dépassant pas 92 %. Les chefs réformistes acceptèrent ces propositions. Les ouvriers subissaient ainsi une réduction de 5 % pour ceux qui n'avaient pas de charges de famille. Les camarades qui avaient un, deux, trois ou quatre enfants voyaient ce pourcentage croître jusqu'à 15 %. C'est là ce que les chefs réformistes ont appelé « arracher une victoire ».

Mais maintenant les ouvriers prennent leur revanche, grâce à l'application des méthodes de notre C.G.T.U., méthodes que nous avons fait connaître par des tracts.

Au four Martin, des camarades se sont élevés à nouveau contre les menaces de mise à pied dirigées contre deux copains unitaires. Tous se sont dressés ; ils ont interrompu aussitôt le travail. Au bout d'un quart d'heure de suspension de la production, le chef de service devait s'incliner et annuler ce qu'il avait fait : les sanctions prises.

J'en viens maintenant au mouvement qui a eu lieu ces dernières semaines, au service des machines. Les camarades de ce service n'avaient jamais voulu accepter la diminution de 5 % que les réfor-

mistes avaient fait accepter. Au cours de la réunion de notre syndicat (celle où on a résolu de m'envoyer ici), les camarades ont dit : « Il faut vraiment arriver à faire quelque chose pour les machines. Ça rouspète là-dedans. » Nous avons immédiatement pris des dispositions. Nous avons tenu une réunion générale du service ; cinquante ou soixante gars étaient présents ; nous avons établi un cahier de revendications. Neuf copains ont été envoyés à la direction. On leur a répondu : « Allez-vous faire f... » Ils ne se sont pas émus pour si peu. À la suite d'une autre réunion du service, une seconde délégation était envoyée, en même temps que les camarades arrêtaient complètement la marche des machines. La direction a alors accepté le cahier de revendications des 150 camarades du service de jour et du service de nuit ; il a fallu pour cela que les choses changent de tournure. Finalement, nous avons obtenu vingt sous de plus par heure lorsque le camarade fait fonctionner sa machine.

Nous continuerons ce travail d'unitaires, contre la direction de l'usine, contre les réformistes, contre les trotskystes. Nous continuerons avec les ouvriers de tous les services à poser des cahiers de revendications, pour arracher le retrait des 5 % de diminution que les chefs réformistes ont fait accepter.

Voici une lettre que je reçois à l'instant : « Cher camarade, je t'envoie le salut des camarades du service des machines et de ceux du syndicat unitaire. Malgré le refus des chefs réformistes, nous faisons quand même notre préparation à la réunion du courant d'octobre. Les camarades du service de l'aciérie préparent leur cahier de revendications. Depuis trois jours, nous avons fait une dizaine d'adhésions au service des machines, et les ouvriers confédérés commencent à venir discuter avec nous au sujet des tracts que nous avons distribués hier. Beaucoup ne sont pas contents d'un article mis dans leur journal ouvrier où les chefs réformistes disent que ce que nous faisons « c'est du front unique à la petite semaine ». Que les camarades délégués présents au congrès reçoivent ici le salut fraternel du service des machines-aciéries et de notre syndicat ».

En somme, quel est le résultat de notre activité ? Dans les réunions des confédérés où autrefois on ne pouvait jamais prendre la parole, les chefs confédérés sont souvent obligés de f... le camp. Au début de l'année, nous étions 50 syndiqués ; nous sommes maintenant 200.

Puis les revendications acquises. Enfin, notre influence grandissante.

J'en arrive au travail des trotskystes. Camarade Serret, quand tu dis que la C.G.T.U. ne veut pas avoir de syndicats de masse, tu oublies que c'est toi et les tiens qui se chargent de les démolir. Ainsi, chez les mineurs de la section de Chavigny, il y avait 35 adhérents ; il n'y en a plus que trois depuis le changement de direction ! Voilà du travail trotskyste ! Voilà du travail de minoritaires à la C.G.T.U. ! Quand, à Neuves-Maisons, nous avons lancé des listes de souscription, les camarades trotskystes se refusaient d'abord à en prendre ; puis, ils en ont pris une, qu'ils n'ont rendue qu'au bout de quinze jours, avec la somme de dix francs recueillie par eux ! Oui, vous pouvez le dire, vous faites du beau travail !

À l'aciérie, où il y a des trotskystes, les camarades étaient mécontents. Deux camarades unitaires s'étaient réunis avec deux confédérés

et deux inorganisés pour faire un cahier de revendications. Un trotskyste a empêché que le travail soit poursuivi.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Thonet, des Municipaux. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE THONET

THONET. — Tout d'abord, camarades, nous tenons à marquer notre accord avec le rapport du camarade Mauvais sur les tâches d'organisation. Il est bon de faire la démonstration des faiblesses dans nos tâches d'organisation ; mais il serait dangereux de trop généraliser.

Au nom des travailleurs municipaux de l'Assistance publique je tiens à déclarer aux congressistes que notre délégation, qui compte seize délégués, a été élue par des ouvriers de la base, au travers de centaines de réunions.

Mauvais a indiqué hier matin que les assemblées générales de notre organisation syndicale étaient faibles ; que, par contre, les conférences industrielles donnaient de meilleurs résultats.

Je tiens à indiquer les raisons pour lesquelles nos assemblées générales sont faibles. Nous organisons dans le courant de l'année environ 800 réunions de groupes. Ceci est nécessaire pour toucher les camarades le plus près possible de leur lieu de travail. Notre organisation compte une quantité de sections très éloignées de la région parisienne. C'est cela qui crée certaines difficultés à nos camarades syndiqués pour venir à nos assemblées générales.

Il est évident que nous apporterons des modifications sur ce point en organisant sur place un congrès annuel où un meilleur travail sera fait, où les camarades de la base auront plus de possibilité d'intervenir à la place de nos assemblées générales.

Pourtant les adhérents de nos organisations syndicales se dérangent pour venir marquer leur accord avec la direction syndicale sur l'orientation de la C.G.T.U. Toutefois, nous devons constater qu'il y a des éléments dans nos propres organisations qui cherchent à désagréger nos syndicats. Je veux citer quelques exemples : six travailleurs municipaux ont trahi les revendications des travailleurs des services publics en cherchant à les entraîner dans la voie nouvelle de trahison. Mais l'ensemble des travailleurs municipaux étaient présents pour blâmer ceux qui avaient trahi le prolétariat municipal.

Lorsque, après le Congrès de 1929, la minorité a commencé son travail de désagrégation dans nos organisations syndicales, nous avons fait une grande assemblée à laquelle nous avons convoqué Chambelland et Monmousseau. Chacun est venu apporter son point de vue sur le terrain de l'orientation de la lutte. Chambelland a été battu à une énorme majorité. Les travailleurs municipaux ont marqué qu'ils avaient adhéré à l'Internationale Syndicale Rouge, qu'ils tenaient à rester attachés fidèlement aux directives de cette Internationale. (*Applaudissements.*)

Notre travail syndical se fait en étroite liaison de tous nos organismes : de nos groupes à nos sections, de nos sections à notre organisation syndicale, de notre organisation syndicale à la 20^e Union et à la C.G.T.U. Jamais nous ne prenons de décision sans en avertir toutes les organisations centrales. Quand nous voulons organiser une lutte nous en référons toujours à l'organisation centrale pour ne pas commettre

de fautes et pour marquer notre accord avec les directives de la C.G.T.U.

Nous avons organisé ce meeting de Bullier qui a groupé huit mille travailleurs confédérés et unitaires. Il y avait même des autonomes. Et là, tous ensemble, nous avons pris des décisions pour organiser la lutte au sein des entreprises au travers des comités d'unité et des comités syndicaux d'entreprise. Les chefs confédérés n'ont pas voulu nous suivre et prendre des engagements dans l'organisation de la lutte. Je ne veux pas parler longuement sur ce sujet. Mais je tiens à déclarer immédiatement que nous avons réagi à la base, au travers de nos comités d'entreprise et comités d'unité. C'est grâce à nos cadres et à nos comités d'entreprise que nous avons battu les confédérés et que nous avons augmenté nos effectifs.

Nous pouvons dire aujourd'hui, devant le Congrès, que, depuis le 1^{er} janvier 1933, nous avons fait 1.500 adhésions dont 500 rien que pour l'Assistance publique.

Nous venons de donner une conférence industrielle, et les camarades confédérés de la base sont venus et se sont dressés contre leurs chefs réformistes. Je vais vous donner lecture d'un tract qui vient d'être édité par les camarades confédérés de la base.

Les délégués confédérés à la conférence industrielle des travailleurs municipaux, départementaux et de l'Assistance publique lancent un appel à leurs camarades en faveur du front unique et de l'unité d'action.

Les camarades confédérés ayant assisté comme délégués à la conférence industrielle des travailleurs municipaux du 17 septembre 1933 adressent à tous leurs camarades confédérés des municipaux l'appel le plus vibrant pour qu'ils réalisent le plus vite possible, dans leurs services, leur unité d'action avec les camarades unitaires pour la lutte pour leurs revendications, pour la défense des salaires, traitements et indemnités, contre la rationalisation et pour le maintien de tous les avantages acquis.

Ils estiment que l'union des confédérés et des unitaires est indispensable pour riposter immédiatement à toutes les attaques dans les services.

Cette union, en partie réalisée l'hiver dernier, a démontré son efficacité puisqu'elle oblige les pouvoirs publics à manœuvrer.

Il faut l'étargir encore et la réaliser partout.

Ils se déclarent partisans de la tenue d'assemblées communes des unitaires et confédérés dans les divers services pour préparer et organiser la lutte des travailleurs municipaux, et pour la constitution de comités d'unité d'action unissant les travailleurs de toutes tendances.

Ils approuvent l'appel de la commission exécutive de la C.G.T.U. et la tenue d'une conférence d'unité, le 30 septembre, à Bullier, rassemblant les délégués aux deux congrès confédéraux.

Ils demandent aux délégués confédérés et unitaires des municipaux aux Congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. d'y participer pour y étudier les moyens de réaliser l'unité d'action et l'unité syndicale.

Ils appellent les travailleurs confédérés à ne plus écouter les paroles de division, à répudier la collaboration des classes, et à s'engager résolument dans la voie de la lutte avec les unitaires.

Enfin, ils convient les travailleurs confédérés des municipaux à venir nombreux à la grande manifestation d'unité organisée à Japy, le 30 septembre au soir.

Partisans de l'unité syndicale pour la lutte de classes, pour les revendications, ils s'engagent à lutter quotidiennement pour sa réalisation et décident de participer par un ou plusieurs délégués à la Conférence d'unité du 30 septembre à Bullier.

Ils demandent à tous les ouvriers confédérés qui approuvent leur appel, de vouloir marquer leur accord en signant les listes de pétition qui vont circuler dans les services à cet effet.

CLAES, cimetière de Pantin.

GUILLE, cimetière de Bagneux.

PIERRE Georges, Assistance publique.

BAUGARDIER et HARAUULT, Pompes Funèbres.

VINCENTI, Assistance publique.

(Applaudissements.)

Cela marque un travail positif fait dans notre organisation syndicale pour réaliser l'unité à la base.

En ce qui concerne les bases multiples, je tiens à marquer que nous avons deux colonies enfantines qui envoient chaque année à la campagne 250 enfants.

Nous maintenons nos relations avec nos camarades qui partent au régiment. Nous leur allouons une certaine somme tous les mois, et nous conservons leur rang d'ancienneté administrative, pour que lorsqu'ils sont libérés du service militaire, ils puissent retrouver leur place.

En ce qui concerne les réservistes, nous leur allouons une somme de 150 francs. Nous restons en relations avec eux. Nous insistons auprès d'eux pour qu'ils puissent faire un certain travail antimilitariste dans les camps de réservistes, pendant leurs périodes. (Applaudissements.)

En ce qui concerne les secours aux décès, nous donnons 200 francs à la veuve de nos camarades.

Nous organisons des séances éducatives par le cinéma. Nous avons même un groupe artistique assez connu, qui s'appelle le Coquelicot des Municipaux, et qui, dans bien des fêtes, a rendu des services aux camarades des autres organisations.

Je ne veux pas m'étendre sur la question du travail des femmes. Je tiens à marquer que nous avons, dans nos organisations, 3.000 femmes organisées. (Applaudissements.) Les femmes ont un salaire égal à celui des hommes. Si, quelquefois, dans nos réunions, nous n'avons pas beaucoup de camarades femmes, il faut reconnaître les difficultés que les femmes éprouvent à militer. Quand une infirmière, par exemple, a soigné, pendant huit heures de sa journée, 40 ou 50 malades, et qu'elle rentre chez elle, elle n'a que le temps de faire son ménage et soigner ses gosses. Les femmes n'ont pas beaucoup le temps de militer dans les organisations syndicales. Je tiens toutefois à signaler que, dans toutes nos manifestations, les camarades femmes ont suivi les hommes pour la défense de leurs revendications.

Nous avons 80 comités d'unité. Nous avons autant de comités d'entreprise que nous avons de groupes. Nous avons 400 groupes et, par conséquent, 400 comités d'entreprise.

Je voudrais vous donner quelques indications sur le fonctionnement des comités d'entreprise, peut-être pas dans toutes les usines, mais principalement dans les grosses usines : d'abord, réunion tous les mois, et même tous les quinze jours, à l'intérieur même de l'usine. Nous discu-

tions des revendications immédiates et nous les défendons. Nous avons même été plus loin. Nous nous étions aperçus qu'on classait souvent les ouvriers sans ordre. Nous avons organisé un rang d'ancienneté. C'est l'organisation syndicale qui le défend. On ne déplace plus les ouvriers d'un endroit pour les remettre dans un autre. L'ouvrier reste à sa place, et c'est l'organisation syndicale qui règle ce rang pour toute l'année.

En ce qui concerne le contrôle de l'embauche et de la débauche, c'est encore l'organisation syndicale qui fait respecter le rang d'ancienneté et qui veille à ce qu'on ne débauche pas les camarades qui militent au sein des usines, car, souvent, l'administration cherche tous les moyens de le faire. Mais l'organisation syndicale est là pour empêcher qu'on débauche mal à propos et qu'on respecte la liberté d'action des ouvriers.

On défend également les ouvriers devant le médecin en ce qui concerne les accidents du travail. C'est là une question très importante, surtout pour nous. Aussitôt qu'un ouvrier est blessé, on fait le nécessaire. On lit le rapport, on va voir si le rapport a bien été fait à la mairie. On défend le camarade devant le tribunal de première instance, et nous voyons si les droits de ce camarade sont respectés.

Sur le terrain juridique, chaque fois qu'un de nos camarades a des difficultés, l'organisation le défend.

En un mot, les camarades syndiqués dans nos organisations sentent qu'ils ont quelqu'un qui veille sur eux.

Et ceci, nous ne le faisons pas seulement pour les ouvriers unitaires, mais aussi sur le terrain des camarades inorganisés, autonomes ou appartenant aux confédérés. Et il s'est produit ce fait : c'est que dans les usines où nous gagnons de l'influence, on sent que les responsables des organisations et ces organisations elles-mêmes sont les meilleurs défenseurs des ouvriers.

C'est ainsi, camarades, qu'on joue le rôle dirigeant de l'organisation. C'est comme cela qu'on va à la conquête des masses, lorsque les masses sentent que les organisations syndicales sont les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Dans une usine, nous avons même poussé plus loin. Nous avons eu à nommer des délégués, et lorsque nous avons été sûrs de l'influence que nous avions sur l'ensemble de l'usine, nous avons fait voter tous les ouvriers, unitaires, confédérés et autonomes. Ce sont les camarades unitaires qui, tous, ont été élus. Cela marque une fois de plus qu'on ne réalise l'unité que par le travail à la base, en donnant confiance aux ouvriers pour la défense de leurs revendications.

Je voudrais dire un mot en ce qui concerne la situation du personnel des services publics. A l'heure actuelle, chez les conseillers et assimilés, l'administration cherche à mettre les syndicats unitaires dans l'illégalité. La S.T.C.R.P. a rompu toutes relations avec nous. La C.P.D.E. a rompu ses engagements. Nous sentons que le danger est grand.

On va chercher à affaiblir votre volonté de travail. C'est à ce moment que l'ensemble des services publics sera capable de mener la bataille pour entraîner l'ensemble des ouvriers des services publics et des fonctionnaires pour faire respecter notre droit syndical, pour continuer notre lutte et pour suivre l'I.S.R. dans sa ligne révolutionnaire. (Applaudissements.)

Adresse de l'Association des Travailleurs sans Dieu

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je viens de recevoir une adresse des camarades sans Dieu aux camarades du Congrès de la C.G.T.U. Cette adresse est ainsi conçue :

Camarades, l'Association des Travailleurs sans Dieu salue fraternellement votre Congrès.

Le précédent Congrès de la C.G.T.U. avait voté une motion très importante de solidarité avec l'action des travailleurs sans Dieu. Depuis ce moment, des progrès sérieux ont été réalisés par notre association, un plus grand nombre de travailleurs ont compris le redoutable danger social représenté par l'Eglise, qui intervient de plus en plus activement dans toutes les questions ouvrières.

Le syndicalisme chrétien, briseur de grèves, a augmenté chaque année ses effectifs de 10 % environ, groupant aujourd'hui à peu près 150.000 membres. Les multiples organisations religieuses groupent 3 millions d'adhérents, en majorité des travailleurs, et surtout des femmes et des enfants de travailleurs.

L'Eglise aide le patronat à rejeter sur les ouvriers le poids de la crise.

L'Eglise soutient et encourage le fascisme.

L'Eglise prépare la guerre.

L'action sociale de l'Eglise est un redoutable fléau qui ne peut pas vous laisser indifférents.

L'Association des Travailleurs sans Dieu, en plein accord avec la direction de la C.G.T.U., s'adresse à vous pour vous aider dans vos tâches syndicales, pour vous aider à combattre les forces de la bourgeoisie.

La liaison étroite avec l'Association des Travailleurs sans Dieu est indispensable pour lutter contre le syndicalisme chrétien, pour arracher la jeunesse à l'influence des organisations religieuses.

La liaison avec l'Association des T.S.D. est nécessaire pour vous aider dans votre travail culturel, qui est un des aspects du syndicalisme à bases multiples si justement recommandé par vos congrès.

Les Sans-Dieu désirent une collaboration fraternelle avec vous pour l'action révolutionnaire contre l'Eglise, soutien du régime capitaliste.

Nous vous prions pour cela de bien vouloir remplir le questionnaire ci-dessous, que vous remettrez au camarade responsable de notre organisation délégué à votre Congrès, ou que vous ferez parvenir à notre secrétariat.

Camarades, un questionnaire vous a été distribué par les soins de l'Association : vous voudrez bien le remplir et le remettre au délégué de l'Association.

Camarades, le Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme, qui s'est tenu à Paris les 22, 23 et 24 septembre, a décidé qu'une délégation composée de jeunes de toutes tendances demanderait à être reçue par votre Congrès. Cette délégation, composée de C... et P..., socialistes, et Robert, des étudiants, Adolf, des jeunes syndicalistes allemands, et Pestavel, de la Jeunesse communiste de France, est actuellement présente au milieu de vous, et je donne la parole à leur chef de délégation, en leur adressant votre salut fraternel et les félicitations de la C.G.T.U.

(Applaudissements. — Le Congrès, debout, chante l'Internationale).

INTERVENTION D'UN DÉLEGUE DU CONGRÈS MONDIAL DES JEUNES

UN DÉLÉGUÉ du Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme. — Camarades, ainsi que vous l'a dit le camarade Gourdeaux, le Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme a décidé qu'une délégation serait envoyée devant les deux congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U., réunis en ce moment simultanément à Paris.

Nous demandions aux deux confédérations d'envisager immédiatement une action commune de protestation contre le procès de Leipzig, estimant que cette protestation pourrait se traduire de la manière suivante : des meetings syndicaux auxquels participeraient des orateurs confédérés et unitaires pourraient se tenir à Paris et dans les grandes villes de province. A la suite de cette campagne, et pour la clôturer, des arrêts de travail et des grèves partielles de solidarité avec nos camarades menacés de mort par la justice hitlérienne pourraient être envisagés. De plus, nous faisons confiance aux deux congrès pour envisager des moyens de lutte proprement syndicaux contre la guerre et le fascisme.

Mais n'oublions pas que le procès de Leipzig n'est qu'une forme particulièrement criminelle et particulièrement actuelle de l'agression hitlérienne. Il s'agit donc, dans l'action que nous proposons, de soulever l'opinion publique française contre le fascisme et l'opinion publique allemande contre les assassins qui sévissent actuellement et légalement dans le III^e Reich.

Camarades, voilà la proposition que nous voulions faire devant le Congrès de la C.G.T., exactement semblable à celle que nous faisons devant le vôtre, puisque rédigée exactement dans les mêmes termes : et, il y a un quart d'heure, le Bureau confédéral de la C.G.T. a refusé de nous recevoir. (*Exclamations, sifflets.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, vous aviez envoyé une délégation au Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme. Nous sommes allés devant ce congrès, nous avons été reçus par lui avec cette chaleur et cet enthousiasme qui caractérisent la jeunesse. Nous avons senti le désir profond de lutte contre le fascisme et contre la guerre qui animait nos camarades et nous leur avons apporté l'assurance du concours de la C.G.T.U. dans toutes les tâches qu'ils veulent entreprendre. A la délégation de leur congrès, nous renouvelons, aujourd'hui, cette assurance et ce serment.

Déjà les dirigeants de la C.G.T.U. ont marqué très nettement quelle était notre position dans la lutte contre le fascisme et la guerre. Déjà des manifestations nombreuses ont été organisées par notre Centrale syndicale révolutionnaire. Déjà nous avons réalisé le front unique total de tous les travailleurs, sans distinction de tendance ni d'opinion. Cette tâche, nous la continuerons, en dénonçant les traîtres. (*Vifs applaudissements.*)

Vive la jeunesse mondiale contre le fascisme et la guerre ! Vive la C.G.T.U. ! Vive l'Internationale Syndicale Rouge ! Elle seule est à la tête du mouvement prolétarien. (*Nouveaux applaudissements.*)

Je donne la parole au camarade Ravitail, des dockers de Dunkerque.

INTERVENTION DE RAVITAIL

RAVITAIL (Dockers de Dunkerque). — Camarades, en l'absence de notre camarade Huyghe, secrétaire de notre syndicat, appelé à Dunkerque pour suivre la situation, qui est très sérieuse sur notre port, je tiens, au nom du syndicat des Dockers de Dunkerque, à vous apporter le salut fraternel de nos camarades qui, chaque jour, résistent devant le patronat féroce et puissamment armé.

Pendant la gestion des minoritaires (sérieusement aidés par notre Fédération), nous avons subi plusieurs diminutions de salaire sans aucune réaction de la part de notre direction syndicale.

Au mois de décembre dernier, le jour même où fut ratifiée la nouvelle direction syndicale, d'accord avec la C.G.T.U., les dockers de Dunkerque décidaient de résister par la grève à toute nouvelle diminution de salaire et c'est ainsi que, pendant 33 jours, le port de Dunkerque fut paralysé.

Avec l'aide qui nous fut apportée par la C.G.T.U., nous avons fait reculer le patronat d'une façon tout à fait sérieuse et nous avons pu voir, les jours suivants, l'influence de la C.G.T.U. se renforcer très largement. Sous la direction syndicale minoritaire et à raison du peu d'activité qu'elle montrait, beaucoup de camarades étaient en retard de 7 et 8 mois de cotisations ; malgré cela, ils n'hésitèrent pas à payer leur retard et à se mettre à jour de leurs cotisations.

Dans notre assemblée générale, qui a précédé ce Congrès, nos camarades ont voté le rapport d'activité de la C.G.T.U. et ont voté contre le rapport (si on peut appeler cela un rapport !) rédigé par nos secrétaires Bour et Engler. Par ce vote nos camarades dockers exprimèrent leur méfiance à l'égard des dirigeants fédéraux.

Le Congrès de notre Fédération, qui vient de se tenir, nous a montré que cette méfiance était largement justifiée.

En effet, camarades, qu'est-il sorti du Congrès de notre Fédération qui s'est tenu les 20 et 21 ? Rien. Un rapport moral vide, aucune réalisation pratique, aucune revendication.

Par contre, des attaques violentes contre la C.G.T.U. et nos militants. Ce qui importait à nos secrétaires fédéraux, c'était d'avoir le vote sur leur rapport moral, qui leur permettait de se maintenir à la tête de la Fédération. Pour cela tous les moyens ont été employés par eux, y compris la constitution de syndicats fantômes et squelettiques dans différentes localités comme Rouen, par exemple, où dix syndicats sont comptés par eux.

On lance les pires attaques contre les militants révolutionnaires. Par contre, contre les réformistes de la C.G.T., nos secrétaires fédéraux se taisent et, cependant, la délégation qui avait été désignée pour se rendre au Congrès de la Fédération Confédérée des Ports et Docks n'a pas été admise, quoique Lorient, le secrétaire réformiste, ait avoué qu'il était d'accord avec Bour.

Les chefs réformistes ont répondu, comme toujours : Unité organique d'abord ! C'est leur position de toujours, il faudrait que nous rentrions dans la C.G.T. qui brise les grèves, qui sabote les revendications ouvrières, mais cela, nous ne l'admettrons jamais.

Quand on n'a plus confiance dans la combativité révolutionnaire des masses, quand on a la conviction qu'il n'y a rien à faire, comme Engler qui, au Congrès de Bordeaux, me déclarait qu'il y avait impos-

sibilité de constituer un syndicat à Bordeaux, alors que, quelque temps après, il y avait une grève importante à Bordeaux et un puissant syndicat de constitué, alors on n'est pas capable d'organiser, de préparer et de mener la classe ouvrière à la lutte.

Ici, je dois vous donner quelques explications : au lendemain du Congrès de Bordeaux, nous avons été à bord des bateaux et nous avons parlé avec les ouvriers du port, et nous avons compris que ces camarades voulaient organiser quelque chose. Mais, je le répète, quand on a la conviction qu'il n'y a rien à faire, on n'est pas capable de mener la bataille.

Pour mener la bataille contre le patronat et tous nos bourgeois, il faut, d'abord, avoir confiance dans le mouvement révolutionnaire : sinon, on ne peut pas avoir l'activité nécessaire pour préparer toutes les batailles ouvrières et les mener à la victoire.

Ce que nous pensons, nous, dockers de Dunkerque, c'est que nous sommes d'accord pour dire qu'il faut à notre direction fédérale des militants révolutionnaires éprouvés et qui ont confiance dans la combativité des masses ouvrières.

Vive la C.G.T.U. !

Vive l'Internationale des Marins et Dockers !

Vive l'Internationale Syndicale Rouge !

Camarades, je ne veux pas quitter cette tribune sans vous dire encore quelques mots du Syndicat des Dockers de Dunkerque, bien que beaucoup d'entre vous soient au courant de la situation, principalement les camarades du Nord, le Syndicat de Dunkerque est un syndicat unique depuis vingt ans, sauf une interruption pendant les années de guerre.

Je veux parler de la dernière grève. Au mois de décembre dernier, comme je disais dans ma déclaration, nous avons fait la grève. C'est après cette grève, qui coïncidait avec celle du Havre, qu'Engler nous disait : « Mais qu'avez-vous donc obtenu tant que ça ? On croirait que vous aviez décroché la lune ! ». Nous savions bien que non. Nous n'avons obtenu que le maximum de ce qu'on pouvait obtenir. N'oublions pas qu'il y a en face de nous un patronat puissamment organisé. Encore à l'heure actuelle, à la veille de la bataille, les patrons n'osent pas attaquer. Vous savez ce qui se produit lorsque deux hommes forts sont face à face. Ils se regardent et n'osent pas attaquer. C'est ce qui se passe à Dunkerque.

Pour la solidarité ? Je me souviens de la résolution de Mauvais pendant la grève. Je remercie ici au nom des collecteurs les camarades qui les ont conduits et hébergés pendant la grève de décembre dernier. J'espère que si demain nous sommes de nouveau en lutte tous les camarades de la France entière et de l'Internationale penseront à nous, comme cela s'est vu pendant la grève. Nous avons reçu, au cours de la dernière grève, des secours de Rotterdam et de Hambourg.

Pour terminer, je dois dire que, d'après l'intervention d'Engler, nous n'avons pas eu tout ce que nous voulions. Certes, nous n'avons peut-être pas obtenu ce qui a été arraché au Havre. Engler pourrait nous reprocher de ne pas l'avoir fait venir à Dunkerque pour nous aider. C'est vrai. Nous avions les camarades de la C.G.T.U., de l'Union locale et de l'Union régionale. Nous trouvions que c'était suffisant. Quand on nous a demandé de venir, nous avons envoyé deux cama-

rades de Dunkerque à Rouen. Nous pensions, étant donné qu'il y avait une grève au Havre, que ce serait le moment ou jamais pour les camarades de Rouen de profiter de l'occasion pour poser leurs revendications. Naturellement, puisque nous avions envoyé deux camarades à Rouen, ce n'était pas la peine de faire venir Engler à Dunkerque, et cela pour lui permettre de donner la main aux camarades du Havre, pour éviter avant tout qu'on décharge les bateaux.

Si nous n'avons pas eu tout ce que nous voulions, nous le savons. Nous savons que dans un régime capitaliste nous n'aurons jamais toutes les revendications. Pour les avoir, il faudra la Révolution. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DU DELEGUE DE LA C. G. T. U. DE TCHECOSLOVAQUIE

LE PRÉSIDENT. — La parole est au délégué de la C. G. T. U. de Tchécoslovaquie, adhérente à l'I.S.R. (*Applaudissements.*)

(Le Congrès, debout, chante *l'Internationale.*)

LE DÉLÉGUÉ DE LA C. G. T. U. DE TCHECOSLOVAQUIE. — Camarades, je salue votre Congrès au nom des Syndicats Unitaires et des ouvriers révolutionnaires de Tchécoslovaquie. (Discours en tchèque [1]). (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, la traduction du discours de notre camarade délégué de Tchécoslovaquie nous sera donnée ultérieurement. D'ores et déjà, je puis, au nom du Congrès, affirmer à notre camarade qu'il peut dire, là-bas, aux vaillants lutteurs du mouvement syndical révolutionnaire qui sont comme nous dans l'I.S.R., qu'ils peuvent compter sur notre solidarité et sur l'Internationale ; que nous tâcherons de nous montrer dignes de ceux qui ont souffert en Russie et ailleurs pour la révolution du prolétariat.

Vous avez entendu, dans la soirée, l'autre jour, l'intervention du délégué anglais qui nous apportait le salut du mouvement minoritaire révolutionnaire des Trade-Unions. Je vais vous donner lecture de la traduction du discours qui vous avait été promise.

DISCOURS DU DELEGUE ANGLAIS

LE DÉLÉGUÉ ANGLAIS. — Camarades, le délégué anglais apporte le salut du mouvement minoritaire révolutionnaire des Trade-Unions.

Le plus vieux pays capitaliste est étreint par la crise. L'ère de l'hégémonie du capital anglais est finie. En conséquence, de grands changements se produisent dans le mouvement syndical anglais, le plus vieux du monde. La tendance révolutionnaire progresse et prend en main la lutte contre l'offensive capitaliste, contre la menace fasciste et les dangers de guerre impérialiste, pour une issue révolutionnaire à la crise. Les événements d'Allemagne ont produit une profonde impression sur le prolétariat anglais qui, de plus en plus, se prononce pour le front unique.

(1) On trouvera la traduction du discours du camarade tchécoslovaque page 497. (14^e séance).

La bourgeoisie, qui cherche à retenir les masses hors de la voie révolutionnaire, en même temps qu'elle pousse en avant son aile fasciste, redouble d'efforts pour maintenir parmi les masses les illusions favorables au capitalisme.

Son meilleur serviteur pour faire ce travail, c'est la direction des Trade-Unions (section de l'Internationale d'Amsterdam). Les trade-unions anglais sont maintenant l'élément dominant dans ce qui reste de la soi-disant Internationale d'Amsterdam dont le secrétaire Citrine est devenu le président.

Dans ce Congrès, nous avons vu comment les chefs réformistes manœuvraient pour maintenir l'influence de la bourgeoisie sur les travailleurs.

Dans toutes les questions, les décisions adoptées préparent une trahison qui sera la répétition de celle de 1914 et de celle des dirigeants des syndicats réformistes allemands en 1933.

Dans la question de la lutte pour l'issue de la crise, les amsterdamiens ne conduisent pas le prolétariat sur la voie des soviets, vers la dictature du prolétariat, mais les aiguillent sur la voie trompeuse de Roosevelt, pour les maintenir sous la dictature des capitalistes.

Dans la question du fascisme, les amsterdamiens se prononcent contre toute préparation à la lutte, ce qui, disent-ils, serait une provocation favorable au mouvement fasciste. Ils proposent de faire de nouvelles concessions au capitalisme, d'abattre le drapeau rouge, pour remplacer le drapeau de la révolution prolétarienne par le drapeau blanc de la trahison.

Citrine, président de la F.S.I., au moment où il propose la capitulation devant le fascisme, organise activement la lutte contre les ouvriers communistes et révolutionnaires qu'il se propose d'exclure de l'Internationale d'Amsterdam.

Dans la préparation de la guerre, les amsterdamiens se préparent à renouveler la trahison de 1914. A la place de l'action révolutionnaire du prolétariat international, ils font confiance à la S.D.N. dominée par les impérialismes français et anglais et à laquelle ils donnent la mission de déterminer l'agresseur.

Contre ces infâmes décisions lutte continuellement la minorité syndicaliste révolutionnaire. Sous le signe du front unique redouté aussi bien par la bourgeoisie que par les amsterdamiens, les militants de base des trade-unions se dressent contre l'offensive capitaliste de préparatifs de guerre et de menace fasciste.

Déjà la tactique du front unique dans les grèves, tactique de l'I.S.R., a remporté des succès. Les attaques contre les salaires ont été repoussées et les chemises noires chassées des usines. Chaque fois qu'a été réalisée l'unité de front sous le signe du drapeau rouge de la lutte de classe, les travailleurs ont obtenu leurs revendications.

Camarades, nous vivons des jours où le monde capitaliste se précipite vers la guerre et la catastrophe. Nous, les travailleurs révolutionnaires anglais, à l'exemple de l'héroïque prolétariat allemand luttant malgré la terreur, affirmons que, quoi qu'il arrive, nous lutterons coude à coude avec les travailleurs français, allemands, italiens, avec les prolétaires du monde entier, contre le fascisme, pour la réalisation du socialisme.

Nous ne devons pas oublier la parole de Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays », et nous travaillerons à réaliser le mot

d'ordre de Lénine : « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

Le capitalisme a besoin d'un nouveau 1914. La classe ouvrière révolutionnaire doit faire en sorte qu'elle se transforme en un nouveau 1917 pour instaurer la dictature du prolétariat à la place de la dictature du capitalisme.

Dé nouveau, au nom des militants révolutionnaires des trade-unions, je salue le Congrès de la C.G.T.U.

A travers la lutte pour les revendications immédiates, en accord avec les directives de l'I.S.R., vous réussirez à grouper les masses travailleuses de France dans les rangs de la C.G.T.U.

Vive l'héroïque prolétariat allemand !

Vive la C.G.T.U. de France !

Vive l'I.S.R., la seule internationale syndicale qui lutte pour les ouvriers du monde entier !

En avant pour la Révolution mondiale, pour la dictature du prolétariat ! (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole au camarade Roche, des Cheminots de Limoges, les responsables des fédérations qui doivent tenir des conférences après le Congrès doivent se réunir dans la salle située à gauche au fond de la salle.

INTERVENTION DE ROCHE

ROCHE (Cheminots de Limoges). — Camarades, j'ai tenu à intervenir sur le rapport du camarade Mauvais, non pas sur l'ensemble de ce rapport parce que le temps étant limité il n'est pas possible de reprendre tous les points, mais je veux simplement discuter et mettre au point les questions ayant trait au point de la décentralisation, notamment les points sur lesquels il a cité notre Région, c'est-à-dire la Région limousine.

Du point de vue de la décentralisation, je remercie le camarade Mauvais d'avoir apporté avec toute la franchise nécessaire le point sur lequel il croit que nous sommes en désaccord avec le Bureau confédéral. Je le remercie, pourquoi ? Parce que le Bureau confédéral n'a entendu et n'a eu à sa disposition que certains rapports plus ou moins tendancieux sur la division qui a eu lieu au sein du Comité exécutif de la XXV^e Union régionale. Nous avons posé, il est vrai, la question de la décentralisation dans la XXV^e U. R. sous l'angle peut-être le plus mauvais. Mais est-ce que c'étaient les militants de la base qui avaient posé la question ainsi ? C'étaient les responsables de la Régionale qui voulaient entrer immédiatement dans la décentralisation, et j'apporterai la preuve que cela a été fait avec la collaboration du Bureau confédéral.

Le Bureau de la XXV^e U. R., pour essayer de faire avaler sa position, organisait dans l'ensemble de la région une tournée que nous avons toujours condamnée, qui était la tournée omnibus de la décentralisation. Ils sont allés visiter les syndicats pour avoir le mandat sur les deux questions qui avaient été discutées à la XXV^e U. R., c'est-à-dire, en particulier, le retour immédiat aux Unions départementales. Il me semble que notre VII^e Congrès doit se prononcer sur ce retour. Nous avions déjà condamné d'une façon formelle cette position. C'est après le Congrès que nous aurons à déterminer si vraiment l'orientation que nous devons

adopter pour la marche future de nos organisations sera vers les Unions régionales ou vers les Unions départementales.

Dans certaines circonstances, je le sais, Mauvais l'a expliqué, j'ai même eu avec lui des discussions au cours desquelles nous nous sommes expliqués. La Commission exécutive de la XXV^e U. R., elle, n'est pas contre la décentralisation, mais contre les méthodes qu'on veut lui faire appliquer, qui sont des méthodes de faillite et de liquidation de notre Région. J'apporterai ici la preuve qu'on n'a pas voulu nous fournir d'explications. Notre Commission exécutive n'est pas contre la décentralisation puisque, déjà, dans notre Région, nous l'avons appliquée.

Nous avons posé la décentralisation du Syndicat des Faïenciers, entre autres, ce qui indique bien que nous sommes partisans de la décentralisation.

Comment a-t-on voulu la faire ? Comment a-t-on voulu orienter cette décentralisation ? Comment a-t-on préparé le travail ?

Je suis d'accord avec Voisin lorsqu'il déclare dans *la V. O.* que le Bureau confédéral aurait dû établir un rapport permettant aux syndicats de s'orienter ; je suis d'accord avec nos camarades de la Région lyonnaise, non sur l'ensemble du problème, mais sur le fond même du problème. Car, dans les Unions régionales, ce n'est pas nous, commissions exécutives, qui devons fournir les rapports pour la décentralisation. Nous ne sommes pas qualifiés pour décentraliser. Pourquoi ? Parce que c'est la C.G.T.U., en son Congrès, qui avait établi les Régions. Comme nous sommes sous son contrôle, nous ne pouvions pas passer par-dessus la tête de la C.G.T.U. et dire : Nous voulons orienter la décentralisation comme ceci ou comme cela.

Je sais qu'on a émis diverses opinions. Le secrétaire de la XXV^e U. R. a été partisan du retour aux Unions départementales, puis partisan de deux Unions dans la région, pour adopter une troisième position que j'indiquerai tout à l'heure.

Examinons donc le rapport fait par Mauvais.

Je suis d'accord avec vous quand vous déclarez qu'il ne faut rien brusquer, qu'il ne faut rien imposer mécaniquement, mais surtout s'orienter sur le point de savoir si les régions décentralisées sont susceptibles de vivre et d'apporter une amélioration au point de vue de la propagande et le renforcement des organisations.

Mais où nous ne sommes plus du tout d'accord, c'est quand on vient dans un Comité régional, passant par-dessus la tête de la C. E., présenter un rapport dont la C. E. de la Région n'a pas eu connaissance et qui met la décentralisation en application.

Une telle façon de procéder, je l'ai proclamé à notre conférence, au Comité régional, c'est la faillite, c'est la liquidation d'un système. D'où vient votre erreur ? Simplement de ce que vous n'avez pas voulu considérer les conditions financières.

Vous nous avez accusés, Mauvais, nous autres Limousins, de vouloir garder la Région à Limoges pour en faire la citadelle de l'Union locale. C'est faux. Si, au Comité régional qui s'est prononcé, sur cinq Unions locales, quatre se sont prononcées pour le maintien du siège de la Région à Limoges, c'est uniquement en raison des conditions financières.

Bien que l'on ait tenu une réunion préparatoire afin d'amener les camarades à voter dans le sens désiré, les camarades, que je félicite, ont su garder toute leur indépendance et se prononcer pour la solution la plus favorable aux intérêts des organisations.

Cette constatation va, d'ailleurs, me permettre de répondre aux assertions de Bouët et des camarades l'Enseignement, à savoir que nos camarades majoritaires seront toujours placés sous l'influence de leurs chefs et ne seront jamais que des machines à obéir. Je vous apporte la preuve, camarades de l'Enseignement, que, lorsqu'il s'agit d'une question sérieuse, les communistes savent, dans l'intérêt de leur organisation, passer outre aux recommandations ou aux mandats, si cela est nécessaire. Ceci prouve que ce ne sont pas, comme vous le prétendiez, de petits garçons.

Mais où les fautes sont sérieuses et appellent des explications de la part des responsables, c'est quand on vient dans un Comité régional avec un document comme celui-ci, présenté par un camarade responsable du Bureau confédéral, en l'occurrence Dupuy, des Cheminots, qui n'a pas pu nous expliquer pourquoi ce document était présenté, ni comment il se faisait qu'on eût une telle attitude.

Aussi bien, Mauvais n'a-t-il pas dit dans son rapport :

« Afin de permettre que cette décentralisation puisse s'opérer sans heurts et sans difficultés pour notre mouvement syndical, le Comité général décide que les ristournes des syndicats de la Dordogne à la XXV^e U. R. seront, à partir du 1^{er} octobre, versées à l'Union locale de Périgueux... » ?

Ce qui veut dire qu'on prononce la dislocation de la XXV^e U. R., malgré que la C. E. n'ait jamais eu connaissance de ce rapport.

Je voudrais demander, à ce propos, si la démocratie syndicale doit jouer à tous les échelons dans notre C.G.T.U.

J'appelle une telle façon de procéder une maladresse et une faute qui a permis de retourner contre vous les meilleurs éléments, à telle enseigne qu'aujourd'hui les quatre Unions locales les plus actives de la Région sont dressées totalement contre votre façon d'opérer. Cela veut dire qu'on ne nous a pas écoutés et que manifestement on a eu tort.

Qu'avions-nous donc demandé ? Que le Bureau confédéral vienne chez nous, dans une C. E. élargie, discuter des modalités d'application des mesures relatives à la décentralisation. On n'a pas voulu nous entendre. On a préféré se contenter des ragots parvenus aux oreilles du Bureau confédéral qui doit prendre toute la responsabilité de la situation.

Il est bien dit que la décentralisation doit s'opérer dans la mesure où les organismes qu'on veut créer seront viables. En est-il ainsi ?

En ce qui concerne la Dordogne et son Union départementale, quelle est donc la situation ? Lorsque son délégué est venu au Comité régional, il n'a pas su quoi dire en réponse aux questions que nous lui avons posées.

Cela veut dire qu'il y avait en dessous quelque chose qui n'était pas propre. Voulez-vous que je m'explique sur ce point ?

Quels sont donc ceux qui demandent à venir dans l'organisation, qui réclament le changement qu'on nous propose au point de vue de la décentralisation ? En vérité, sous le couvert de l'Union départementale, c'est l'Union locale de Périgueux qui agit, Union locale qui a à sa tête un secrétaire qui cherche actuellement ses adhérents avec la même lanterne dont il se servait, il y a quelques années, pour chercher la Bourse du Travail, pendant la grève des mineurs ! C'est lui qui a réussi ce tour de force de venir au Congrès régional avec une proposition — celle que je vous ai fait connaître — passant par-dessus les décisions

prises par la C. E. C'est cette Union locale qui se fait l'apôtre de la décentralisation, cette Union locale représentant une localité où le Syndicat des Métaux a pour ainsi dire disparu, où nos camarades cheminots viennent de voir fondre leurs effectifs, ce à la suite d'une conception complètement erronée de la lutte au sein des entreprises, en vertu de laquelle on considérait les inorganisés comme des propres-à-rien, comme une quantité négligeable ; on se refusait à toute proposition de front unique, toute proposition d'unité sous prétexte que les confédérés étaient des salauds.

Voiez dans quelle situation ils vont mettre notre Région. Ils vous disent qu'avec l'Union locale de Bergerac, ils arriveront peut-être à redresser le mouvement ! Qui a sollicité l'Union locale de Bergerac ? C'est eux. Pourquoi ? Pour augmenter leur influence dans notre Région.

Rappelez-vous l'action menée par ces camarades dans les chemins de fer, à seule fin de permettre au président de la République française d'aller faire une inauguration.

Dans ces conditions, nous déclarons que, lorsqu'on veut réellement discuter avec les camarades sur la question de la décentralisation, il convient de ne pas passer par-dessus la tête de la C. E.

Vous devez avoir l'ordre du jour qui a été voté au Comité régional et qui déclare que nous sommes pour la décentralisation, mais qu'il faut en étudier les modalités pour permettre aux organisations nouvelles de vivre.

Non, nous ne voulons pas simplement avoir le bénéfice d'un permanent. Moi qui vous parle, cheminot, si je me suis dressé de façon aussi véhémement contre les projets de dislocation de notre XXV^e U. R., croyez bien que ce n'est pas pour cela. Les cheminots se moquent pas mal, d'ailleurs, que la décentralisation se fasse de telle ou telle façon, pourvu que les organisations puissent vivre, que les unes ne soient pas sacrifiées au profit des autres. Les trois quarts des cheminots, chez nous, sont suffisamment organisés pour ne pas être particulièrement attachés à telle union. Mais, considérant que l'ensemble du mouvement ouvrier nous intéresse, nous nous élevons contre certaines propositions de refonte des unions régionales, parce que nous les tenons pour néfastes au regard de l'ensemble. Pourquoi donc scinder une Union qui marche très bien, grâce surtout, il convient de le noter, aux efforts des camarades cheminots ? Dans l'Union considérée, en effet, il est une seule organisation qui ait conservé ses forces intactes, sa structure : c'est celle des cheminots. Pourquoi ? Parce que nous n'avons jamais commis les fautes qu'on peut reprocher au Bureau confédéral et à certaine Union locale.

En définitive, si nous sommes d'accord sur le principe de la décentralisation, nous ne saurions en dire autant quant aux fautes commises en cette matière par le Bureau confédéral.

En terminant, je demande à ce dernier de nous répondre s'il est disposé à maintenir son point de vue, de nous faire connaître en tout cas les raisons de son attitude à l'égard de la XXV^e Région et de nous dire s'il entend, oui ou non, reprendre le principe de la démocratie syndicale dans notre C.G.T.U. (*Mouvements divers.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Bellugue, de l'Union locale de Voiron.

INTERVENTION DE BELLUGUE

BELLUGUE (Textile). — Il est bon, quand on a été à la tête d'organisations centrales, de venir se retremper un peu dans l'organisation à la base locale. J'ai eu le privilège, pendant dix mois, dans une région assez difficile à organiser, dans une localité de 12.000 habitants, d'apporter ma contribution et l'expérience que le mouvement syndical a pu m'accorder, pour essayer, sur la base des résolutions de la C.G.T.U. et de son orientation, des réalisations. Dans ces conditions, j'apporte ici quelques-unes de ces réalisations qui pourront, je l'espère, dans une certaine mesure, être utilisables dans d'autres centres, d'autres localités.

Je viens d'un centre féminin par excellence : 2.500 femmes, travaillant dans vingt usines du textile. Centre de papeterie, excessivement exploité. Petite métallurgie. En 1932, à peine 225 cartes syndicales étaient distribuées dans ce centre particulièrement industriel de l'Isère. Nous vous apportons ici un sensible accroissement. Certes, il n'est pas formidable, au point de vue recrutement, mais néanmoins nous passons de 225 à 380. Nous nous étions assigné cette tâche : créer des « pratiquants » s'il en manquait à la base, orienter le travail sur la base de certaines revendications, instruire les camarades sur ce qu'étaient les rouages syndicaux, car nous nous trouvions en présence de quelques camarades jeunes de la métallurgie qui, en 1932, sans syndicat, avaient tenté de se dresser contre une diminution de salaires et avaient réussi à la repousser, malgré la crise économique et le chômage : ils décidèrent ensuite de se syndiquer à cent pour cent. Au mois de juin 1932, ils se syndiquèrent donc ; depuis, ils sont restés à cent pour cent ; ainsi, ils ont pu réaliser des choses particulièrement intéressantes. Je signalerai la suivante : conformément à leur technique, les camarades de l'usine Bérido (petite mécanique), de Voiron, ont posé le principe suivant, faux, inexact ; « Puisque nous sommes menacés de chômage, puisque dix camarades sont désignés pour être chômeurs, nous proposons que chacun d'entre nous subisse le chômage ». A cette conception, nous opposâmes le principe qu'il ne s'agissait pas d'adapter le concours ouvrier à l'organisation du chômage, mais — tout au contraire — de tenter le maximum pour empêcher d'abord la mise en chômage, et ensuite, par une nouvelle tactique, de défendre les chômeurs eux-mêmes. Grâce à nos organisations de la Bourse du Travail, de l'Union locale, nous exigeâmes de la direction d'écouter l'offre des ouvriers, par un débrayage à l'intérieur de l'usine, avec les ouvriers de toute conception (il y a un militant religieux, catholique, notamment). Nos camarades insistèrent. Lesdits chômeurs furent maintenus, mais l'engagement fut pris qu'aucune heure supplémentaire, qu'aucun embauchage ne serait fait. Le soutien eut lieu directement, notamment par la solidarité matérielle du syndicat. Les dix chômeurs, pendant trois mois, restèrent au syndicat, participèrent aux réunions et sont retournés à l'usine. Aucun autre ouvrier n'a été embauché avant que les chômeurs ne soient repris. C'est là le résultat d'une organisation d'entreprise à cent pour cent sur les lignes de conduite de la C.G.T.U.

Un autre fait : en liaison avec l'organisation syndicale, sur le terrain du textile, dans les environs de Voiron, dans une usine : nous faisons une réunion. Menace de diminution de 10 %. Organisation syndicale à la Bourse du Travail et à l'Union locale, aux côtés des ouvrières. Nous faisons une réunion : huit ouvrières sur deux cents y viennent. Que

faut-il faire ? Que doit-on faire ? « Rien à faire », disent les ouvrières. Elles opposent immédiatement la conception pessimiste qui n'est que trop répandue encore à l'heure actuelle, parmi nos militants de base, et auxquels il faudrait une conception tout à fait différente. Ce qu'il faut réaliser dans l'esprit des camarades, c'est cette conception qu'il y a tout à faire.

Grâce à notre activité, le lendemain matin les ouvrières menacées d'une diminution de salaire de 10 % arrêtaient les métiers pour discuter avec les patrons. Elles se sont organisées à quarante immédiatement, alors qu'elles n'étaient primitivement que cinq. Le résultat n'a pas été seulement de repousser la diminution de salaire, mais encore, et depuis le 1^{er} avril, d'avoir maintenu une section syndicale suivant la ligne de conduite de la C.G.T.U.

Il faut vous dire que chez nous, on ne peut se réunir nulle part. Il n'y a pas de salle de réunion. Au café ? Les femmes ne peuvent ou ne veulent y aller. On se réunit parfois, comme ce fut le cas maintenant, dans une chambre d'hôtel. C'est dans ces conditions que notre camarade secrétaire a été désigné pour le Congrès fédéral.

A Voiron, la Bourse du Travail est propriété du Syndicat unitaire. Par un vieil instinct révolutionnaire, les camarades de Voiron n'ont jamais eu de syndicat confédéré. Un orateur est venu de Lyon pour tenter de briser l'unité ouvrière. Les ouvrières ont été les premières à s'y opposer.

Jadis, la Bourse du Travail, propriété des syndicats unitaires, était ce qu'on appelle un bâtiment sans âme, sans vie. Nous avons voulu la transformer et la rendre agréable. Nous y avons créé des bases multiples, et tenant compte de l'élément masculin et féminin. C'est ainsi qu'en même temps que nous assurions le recrutement syndical, trois syndicats nouveaux ont été constitués.

Nous avons pu aussi, par la tactique de la C.G.T.U., ramener à la C.G.T.U. un syndicat autonome, celui des mouleurs qui avait quitté l'organisation sous prétexte de l'ostracisme qui existerait dans la C.G.T.U. vis-à-vis de la base. Il a fallu discuter avec les ouvriers en les attendant à la sortie des usines, réfuter leurs arguments. Les mouleurs sont donc revenus à nous, sauf leur chef qui les avait entraînés. Nos camarades mouleurs sont maintenant réunis aux camarades de la métallurgie, alors que les années passées ils en étaient les adversaires dans la localité de Voiron.

Dans ce domaine du recrutement, nous avons apporté quelques éléments sur les bases multiples. Nous avons à instruire nos cadres sur le terrain du mouvement syndical afin que les militants de base aient un minimum de connaissances. Nous avons intéressé les jeunes également sur ce terrain de la propagande, sur la jeunesse ouvrière, sur sa position dans la production.

Nous avons apporté notre contribution sur la question du recrutement des femmes pour l'organisation syndicale. C'est ainsi, pour n'en donner qu'un exemple, que, à la Journée internationale des femmes, alors que les ouvrières ne venaient pas aux réunions syndicales, nous avons pu en rassembler 150, à qui nous avons fait connaître les belles figures féminines, Clara Zetkin, etc., et poser les bases des revendications essentielles de l'élément féminin.

Nous avons apporté également notre attention sur la solidarité inorganisée. Une mutuelle syndicale a été constituée dans le syndicat

du textile. Depuis l'organisation du textile, il n'y a pas eu statutairement ce que nous appelons la solidarité organisée matériellement. Dans nos syndicats, les camarades du textile ont pu profiter de la solidarité financière de l'organisation.

Nous avons essayé d'agir au foyer, à nous attirer les sympathies de ses membres. Dans ce but, nous avons mis sur pied un groupe d'achats en commun, à la Bourse du Travail. On y voit maintenant des femmes non syndiquées venir chercher des provisions pour le mari syndiqué, ou bien c'est le mari syndiqué qui vient acheter les provisions pour la femme qui ne peut ou ne veut venir à la Bourse du Travail. Or, toutes les marchandises écoulées se retrouvent à la maison, sur la table, avec l'étiquette « C.G.T.U., Groupe d'achats en commun. Organisation syndicale de Voiron ».

Nous avons essayé d'attirer sur le terrain social l'attention de quelques éléments sympathisants inconnus. C'est ainsi que sur l'initiative d'un cours d'esperanto, à la Bourse du Travail, vingt camarades non-syndiqués ont été amenés à la Bourse, alors qu'ils ne seraient peut-être pas venus à nous sans cette possibilité de s'instruire. Par conséquent cette petite initiative nous montre comment on peut renforcer notre organisation syndicale.

Si nous avons eu des résultats, si nous avons obtenu beaucoup, on peut dire, de « sympathie » au sein de la classe ouvrière, c'est que nous nous sommes intéressés de près à elle. Je pourrais en citer maints exemples, notamment la conjonction avec les chômeurs ; nous avons réussi dans ce domaine à arracher ce que revendiquaient les chômeurs, toujours en suivant la ligne de conduite de la C.G.T.U.

Pourtant, je dois indiquer que nous avons commis une faute de tactique. Dans une usine des plus exploitées de l'Isère, nous avons réussi à grouper de 35 à 40 ouvriers. Ces ouvriers étaient dans une situation particulièrement mauvaise : répression violente, système de contrainte ; ouvriers demeurant si loin de l'usine qu'ils devaient prendre leurs repas et même loger sur le lieu du travail. Nous les avons donc groupés, sous l'angle des revendications. Nous avons décidé, à la dernière minute, à faire le Premier Mai. Quatre de nos camarades furent sabrés immédiatement, impitoyablement. Ils n'étaient pas encore suffisamment forts pour se livrer à une telle manifestation. Notre section fut détruite aux trois quarts.

Si nous apportons ces cas de réalisation, si nous signalons cette faute de tactique sur le terrain de l'organisation, c'est parce que nous avons pu la racheter dans le sens d'une modification.

A vingt kilomètres de là, nous avons pratiqué l'organisation illégale syndicale. Nous avons réussi, après dix réunions, à grouper vingt-cinq camarades illégalement, qui ne se connaissent même pas entre eux. Nous avons réussi à nous implanter dans une papeterie. Je souhaite que cette émulation des Unions locales capables d'être l'élément d'attraction des Bourses du Travail se développe.

Dans la Bourse du Travail, nous avons fait du bon travail : des ouvriers qui n'avaient aucune conception du travail syndical ont apporté maintenant leur tribut. Nous avons vu des ouvriers français et italiens consacrer leurs soirées et leurs dimanches à la réfection de la Bourse du Travail. Nous avons pu développer l'expression de la vie collective à Voiron.

Nous avons eu des adversaires : franc-maçonnerie, patronat, réfor-

mistes camouflés — des adversaires de tous les côtés. Cela prouve que nous avons travaillé sous l'angle de la C.G.T.U., comme nous travaillerons toujours. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Delorme, des mineurs de la Loire.

INTERVENTION DE DELORME

DELORME (Mineurs de la Loire). — Nous voulons apporter ici en quelques mots l'expérience de notre organisation syndicale depuis sept années.

Vous savez que dans les congrès précédents de notre organisation, c'étaient les dirigeants minoritaires de notre syndicat qui prenaient la parole. Et ils venaient ici à ces congrès dans la pensée de voter certaines résolutions au point de vue de l'organisation de bases multiples, de sections syndicales d'usine, de puits. De retour dans le bassin de la Loire, ils prenaient une tout autre attitude et indiquaient aux camarades qui voulaient mettre en application les résolutions du Congrès que cela était bon pour la discussion à la tribune d'un Congrès, que c'était de la musique, mais qu'on ne pouvait constituer des sections syndicales de puits.

Depuis qu'ils nous ont quittés, dans notre nouvelle orientation, nous avons constitué quatre nouvelles sections syndicales de puits. Certes, ce n'est pas la perfection. On peut faire davantage. Mais c'est déjà un résultat acquis dans la marche vers l'organisation des comités d'usine.

Nous avons organisé également la prud'homie. Notre camarade délégué à la prud'homie tient des permanences, donne des renseignements aux camarades, avant qu'ils aillent aux conseils des prud'hommes. Les camarades du syndicat des Mineurs accompagnent même nos copains à ce tribunal et nous avons arraché ainsi pas mal de satisfactions contre les compagnies minières.

Déjà, en ce qui concerne les délégués mineurs, notre camarade Martel a donné notre opinion sur cette question importante. C'est au travers des luttes que nous avons engagées que nous nous sommes aperçus de la responsabilité des délégués mineurs. Nous avons constaté ceci en particulier dans la dernière bataille du puits Chapus. Nous avons vu que là nos camarades délégués mineurs pouvaient nous aider dans la lutte contre le patronat. Il faut que nous fassions bien attention quand nous désignons ces camarades afin qu'ils puissent remplir leur tâche dans l'organisation syndicale, pour que nous soyons capables non seulement de défendre les mineurs au fond de la mine, mais aussi de les organiser à la surface et de leur donner les renseignements nécessaires.

Mes camarades de la délégation de la Loire m'ont demandé de vous dire pourquoi nous étions d'accord avec la décentralisation proposée à notre dernier Conseil national. Certes, dans le rapport de Mauvais il est dit que les militants de Saint-Etienne voulaient faire l'autonomie de l'Union locale de Saint-Etienne. C'est là une grosse erreur. Si nous ne pouvons pas toujours participer aux travaux de la commission exécutive cela ne nous empêche pas de réaliser dans notre Union locale un bon travail. Il faut aussi tenir compte des difficultés que nous rencontrons. Nous ne sommes pas des centaines de militants. Des bons militants il

n'y en a que quelques-uns et lorsque ces camarades ont des discussions intérieures cela ne veut pas dire que nous réalisons l'autonomie.

Nous avons posé la question de la décentralisation sur un terrain beaucoup plus étendu. Notre Union locale à une époque déterminée avait dans son sein beaucoup de syndiqués éloignés de Saint-Etienne, dans la région de Montbrison, de Balbigny et de Sury. Certes, ces petits syndicats ont disparu de notre Union locale parce que nous n'avions pas les possibilités, comme nous le voudrions, de visiter ces petits centres qui, pourtant, à un certain moment, apportaient beaucoup d'effectifs à notre Union locale et à notre C.G.T.U.

Notre Union locale a un budget de 30.000 francs. Nous voudrions bien savoir quelles sont les Unions qui ont un tel budget, non seulement en frais de déplacements, mais aussi dans l'édition du matériel des différents syndicats.

Certes, nous avons obtenu des résultats et nous comptons en obtenir davantage encore. Il nous faudrait pour cela des possibilités financières plus grandes. Il y a de grands centres industriels comme Saint-Chamond qui comprennent des usines très importantes groupant près de 5.000 ouvriers. Dans ces usines nous ne pouvons pas travailler faute d'argent. Nous sommes ainsi privés d'organiser un véritable syndicat unitaire des Métaux.

A Firminy, dans les aciéries, il y a une quantité d'ouvriers métallurgistes. Nous ne pouvons pas réaliser le travail que nous voudrions dans ces centres importants. Nous n'avons même pas la possibilité de développer notre propagande.

Si la question de la décentralisation se pose, il ne faut pas la poser seulement au point de vue financier, mais il faut la poser également au point de vue pratique pour une C.G.T.U. plus forte, pour que les mots d'ordre de notre centrale syndicale pénètrent plus avant dans les usines de notre région, pour que nous soyons capables de diriger le grand mouvement que la classe ouvrière attend de nous.

Certes, les organisations réformistes dans notre région n'ont pas une influence considérable. Nous devons donc, dans ces grands centres industriels, développer une grosse activité. Il faut que nous devenions vraiment le guide de la classe ouvrière en réalisant les tâches fixées par notre Congrès. Nous demandons donc à la C.G.T.U. de ne pas voir seulement le côté financier des questions, mais de voir le côté pratique pour la réalisation d'un meilleur travail dans la Fédération de la Loire. (Applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Richetta.

INTERVENTION DE RICHETTA

RICHETTA. — Camarades, dans le rapport d'activité de notre camarade Racamond et dans le rapport d'unité du camarade Frachon, on a indiqué quelle était l'importance du mouvement international. On a indiqué également quel était pour tous les délégués l'intérêt de suivre le déroulement des luttes des autres pays. Racamond et Frachon ont souligné la grande bataille du textile de Lodz. C'est une des batailles les plus riches en enseignements sur le travail à entreprendre pour la constitution des sections syndicales d'usines et la réalisation du front unique, la préparation des luttes et leur élargissement.

Nous avons édité une brochure relatant tout l'historique de cette belle lutte de nos camarades du textile de Lodz. Je demande à tous les congressistes d'acheter cette brochure lorsqu'elle paraîtra.

Quelles que soient les difficultés pour la réalisation de nos tâches, nous voyons que nous avons, malgré tout, la possibilité de faire un bon travail. Il est dit, dans cette brochure, les difficultés que nos camarades de Lodz ont rencontrées pour cette lutte, dans un pays de fascisme, dans un pays de terreur où nos organisations sont illégales, où le seul fait d'être un syndiqué de syndicat rouge équivaut à un emprisonnement ou à la torture. Les camarades ont accompli un travail admirable. Ils se sont battus avec la police. Six camarades ont été assassinés ; une vingtaine ont été blessés. Ils ont mené leur bataille jusqu'à la victoire complète. Ils ont obtenu 30 % d'augmentation de salaires. Ils ont réussi à imposer le contrat de travail collectif, à avoir des délégués d'ateliers.

C'est pourquoi il faut connaître ce grand mouvement, il faut le populariser. Je vous demande d'acheter cette brochure. Je vous demande de faire des commandes pour faire populariser cette grande bataille dans vos localités.

Cette brochure est vendue 75 centimes. Mais, pour les syndicats, nous la vendrons seulement 50 centimes, parce que nous ne voulons pas faire une opération commerciale, mais seulement donner aux camarades la possibilité de connaître les luttes qui se déroulent dans les autres pays. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Nous appuyons la proposition du camarade Richetta.

La séance est levée à 12 h. 45.

SIXIÈME JOURNÉE

Séance du 28 Septembre (après-midi)



La séance est ouverte à 14 h. 45, sous la présidence de Gourdeaux.

LE PRÉSIDENT. — Camarades, pour commencer, je donne la traduction du discours du représentant de la C.G.T.U. de la Tchécoslovaquie.

DISCOURS DU REPRESENTANT DE LA C.G.T.U. TCHECOSLOVAQUE

Le délégué de la C.G.T.U. pour la Tchécoslovaquie apporte le salut fraternel à notre Congrès.

Dans notre pays aussi, la bourgeoisie, sous le drapeau de la démocratie, prépare la guerre. De jour en jour, de plus en plus, elle marche vers le régime fasciste. Un grand nombre de journaux révolutionnaires sont supprimés, des milliers de nos militants sont en prison, et dans toutes les grèves il y a des bagarres avec la police.

De toute cette politique de répression, le Parti socialiste est le principal soutien. Sous le drapeau de la défense de la démocratie, les ministres social-démocrates ont interdit les journaux révolutionnaires et ont préparé les lois scélérates.

Les derniers événements ont prouvé que les chefs social-démocrates de notre pays ne se différencient pas des social-fascistes allemands. Ils préparent également sous le masque de la démocratie la voie du fascisme.

Les social-démocrates disent que le fascisme est une preuve du renforcement du capitalisme. En réalité, c'est le contraire, c'est la preuve de la décomposition du capitalisme, de sa peur devant la révolution prolétarienne qui gronde.

Nous allons vers de grandes luttes. Nos tâches sont identiques aux vôtres. Pendant les débats de votre Congrès, vous avez examiné quelles sont les meilleures méthodes pour vous approcher encore plus de la masse ouvrière.

Lutte contre la guerre, contre l'impérialisme et le fascisme, cela veut dire renforcer notre travail à l'usine et notre lutte revendicative.

Nous avons quelque expérience sur ce terrain. Vous avez certainement entendu parler de la magnifique grève des mineurs de la Tchécoslovaquie qui s'est développée et est arrivée à une véritable grève politique de masse. Nous avons pu déclencher et diriger ce grand mouvement grâce à notre bon travail à la base et une centaine des comités d'unité dans les puits. Et, en effet, une application de notre tactique de front unique est la seule voie pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

Un de nos camarades nous a démontré que dans une situation comme celle de l'heure actuelle, nous devons comprendre la nécessité de lier notre lutte pour les petites revendications avec nos grandes perspectives révolutionnaires.

En face du mot d'ordre : Défense de la démocratie, nous devons dire avec grande force que c'est la voie pour l'instauration du fascisme en Tchécoslovaquie, en France, etc.

La lutte contre le fascisme, nous devons la mener en combattant notre propre impérialisme.

Dans les luttes à venir, il nous incombe de gros sacrifices.

Les derniers événements d'Allemagne prouvent à tout le monde que les agents de la bourgeoisie, les fascistes, peuvent jeter en prison les militants communistes, les torturer, les tuer, mais ils n'arriveront pas à détruire le communisme qui vit plus que jamais.

Vive l'unité d'action du prolétariat contre la guerre et le fascisme !
Vive l'Union Soviétique ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Bruneau, de la Fédération textile, le camarade Denis étant absent, retenu par sa Fédération.

INTERVENTION DE BRUNEAU

BRUNEAU (Fédération du Textile). — Camarades, j'ai l'intention à cette tribune, au nom de la Fédération du Textile, d'apporter sur le problème important des sections syndicales d'entreprises quelques critiques au rapporteur et reconnaître nos fautes et faiblesses dans ce domaine.

Je voudrais immédiatement indiquer que chacun parle avec son tempérament et qu'il faudra voir seulement dans notre intervention le désir de voir se renforcer notre mouvement afin de mieux servir la lutte des ouvriers.

Le camarade Mauvais, à cette tribune, a pris particulièrement comme exemple le textile pour indiquer qu'il n'y avait pas chez nous une ligne constante et méthodique pour la constitution des sections syndicales d'entreprises.

J'en entends nullement cacher qu'en effet, dans notre industrie du textile, plus particulièrement dans le Nord, nous n'avons pas à apporter à ce Congrès de résultats sérieux. Mais s'il était bien de prendre l'industrie du textile pour démontrer les faiblesses dans ce domaine, il fallait dire que dans les autres Fédérations il y a les mêmes faiblesses.

Camarades, je veux même apporter au camarade Mauvais quelques précisions. Dans le Nord, 4 ou 5 sections syndicales d'entreprises, que l'on peut caractériser comme telles, se réunissent et font du travail : à Lille, dans trois usines différentes, et une à Tourcoing.

Le peu de résultat que nous avons dans le travail à l'entreprise, est-il dû au hasard ? A la mauvaise volonté de nos camarades du Nord ? Je ne le pense pas. Quand Mauvais dit qu'il est aussi facile de constituer des sections syndicales d'entreprise dans le textile du Nord, il est en contradiction formelle avec le camarade Racamond qui a déclaré à cette tribune que dans le Nord nous avons contre nous une force excessivement grande, une force que nous ne sommes pas parvenus à entamer : la social-démocratie. (*Applaudissements.*)

De cela il faut tenir compte, et je veux citer un exemple : à Rou-

baix il y a 400 camarades syndiqués unitaires, 5.000 adhérents au syndicat confédéré. Au lieu de poser simplement le problème en disant : dans le textile on n'a pas constitué de sections syndicales d'entreprises, il fallait indiquer à cette tribune par quels moyens nos camarades vont s'attaquer à la social-démocratie et arriver à constituer dans le Nord les sections d'usines, ce que chacun considère comme une nécessité pour les luttes futures.

Ce ne sont pas, à mon avis, des fautes d'organisation, ce n'est pas seulement parce que nos camarades n'ont pas voulu poser le problème, il y a d'autres facteurs importants qui entrent en jeu et qu'il faut connaître.

Camarades, est-ce par hasard que, dans le Nord, les réunions de nos syndicats réussissent mal, que des grèves se déclenchent (comme à Tourcoing, chez Motte) et que les ouvriers vont au syndicat confédéré demander de les défendre ?

Camarades, pourquoi, dans le Nord, n'avons-nous pas constitué des groupes d'opposition syndicale rouge dans les syndicats confédérés ? Il y a des raisons et des causes qu'il faut rechercher si l'on veut aider nos camarades du Nord à faire un bon travail, à constituer des sections syndicales d'entreprises.

Je considère que la constitution des sections d'usines se pose avec un caractère particulier pour chaque localité ou usine et je voudrais ici, brièvement, indiquer, en prenant quelques exemples, quelles sont les tâches que nous avons à remplir pour y arriver.

Nous avons eu la grève d'Armentières. Au cours de cette longue bataille, nous avons tous combattu d'une façon sérieuse le front unique par en haut. Nous avons démontré à nos syndiqués la nécessité de constituer dans chaque usine leur section syndicale. Je puis affirmer que tous les ouvriers ont compris. Et les chefs confédérés ont été dans l'obligation de réunir leurs adhérents par usine pour empêcher le front unique de se réaliser.

Donc, dans ce secteur, se trouvent réunis les facteurs objectifs et subjectifs qui nous permettent d'avoir de rapides résultats.

Mais en est-il de même à Roubaix et à Tourcoing ? Non ! Car il y a dans cette région une force importante de la social-démocratie qui dispose d'énormes ressources. Nous devons lutter énergiquement, à chaque instant, intervenir dans chaque lutte des ouvriers et démontrer chaque fois la trahison des chefs réformistes.

Il est bien évident que pour Roubaix-Tourcoing les difficultés sont plus grandes et les résultats moins rapides.

A Halluin, ce n'est pas encore le même problème. Nous avons 1.700 syndiqués au Textile. Comment, avec des camarades clairvoyants, qui comprennent la nécessité de la section syndicale d'entreprise, comme le camarade Bostoën, n'arrivons-nous pas, dans cette région, à maintenir nos sections syndicales d'entreprises ? C'est qu'à la tête de ce vieux syndicat il y a un groupe de bons, mais vieux camarades, formés à l'école de la social-démocratie du passé. Il faut là faire un travail de conviction, refaire avec eux le travail déjà fait vers les sections dans chaque usine.

Passons à la région de Vienne. Je regrette de n'avoir pas eu la possibilité d'intervenir dans le rapport d'activité, car personne n'a encore parlé dans ce congrès de la grève des textiles de Vienne.

Pourtant, elle a marqué un tournant sérieux dans l'application de la tactique et la stratégie grévistes adoptées au Congrès de Magic-City.

Après la grève nous avons des sections syndicales d'usines dans les plus grandes entreprises. Notre syndicat comptait 1.200 membres. Or, maintenant il nous reste une section à l'usine Seguin et une centaine de syndiqués pour Vienne.

Quelles sont donc les raisons d'une telle situation ?

Il y a, certes, le fait que l'état de siège a duré deux mois encore après la fin de la grève. La répression qui a frappé 200 de nos meilleurs camarades qui ont dû quitter Vienne ou ont été expulsés, le collectage à domicile n'a pu être maintenu.

Bref, un certain nombre de faiblesses et de difficultés qui ont leur valeur.

Mais le plus important problème qui a pesé sur notre activité, c'est sans conteste la terminaison de la grève et la façon de caractériser les résultats de la bataille.

Certains de nos militants haut placés n'ont-ils pas écrit que les grévistes de Vienne avaient essayé une grave défaite ? C'est un fait, les ouvriers n'ont pas obtenu la totalité de leurs revendications, mais tout de même, 85 % ont été arrachées et appliquées après la grève.

Si les ouvriers de Vienne ont eu l'impression d'avoir essayé une défaite, c'est notre faute, à cause d'une mauvaise conception dans la façon de terminer les conflits, et surtout de vouloir voir là une défaite ouvrière.

La grève de Vienne n'est pas une défaite, elle pouvait être une belle victoire, avec la rentrée des ouvriers dans les usines au chant de *l'Internationale* et la carte rouge à la main, si nous avions appliqué notre tactique pour terminer la grève d'une façon juste.

Or, camarades, sur cette importante question, la Commission Centrale des grèves n'a encore sorti aucune résolution.

Ces différentes faiblesses ou appréciations erronées ont sans conteste influencé notre travail vers les usines et le maintien de nos sections syndicales.

Voici donc quatre exemples : Armentières, nous arrachons les masses à la social-démocratie et c'est nous qui dirigeons les luttes grévistes ; A Roubaix-Tourcoing, ce sont les chefs confédérés qui entraînent les ouvriers continuellement aux compromis honteux, sans lutte ; A Halluin, il faut convaincre nos syndiqués ; A Vienne, il faut tout recommencer et apporter des éclaircissements sur la dernière bataille.

Voilà, à mon avis, les problèmes qui se trouvent posés avec notre orientation vers l'entreprise.

Si l'on pose maintenant la question : La Fédération du Textile, la C. G. T. U. ont-elles toujours accompli tout le travail d'éclaircissement auprès de tous nos syndiqués ?

Avons-nous eu, jusqu'à présent, une volonté tenace pour combattre tout abandon du travail dans cette voie ?

Avons-nous suffisamment aidé nos camarades ?

Reconnaissons que nous n'avons pas apporté toute l'aide persistante et méthodique à nos camarades du Nord, afin de les aider à vaincre leurs difficultés.

Je n'ai plus beaucoup de temps. Je voudrais seulement aborder un autre problème : la décentralisation.

Au cours des années écoulées, nous avons constaté la centralisation excessive des syndicats régionaux et, par suite, le manque de travail des sections de ces syndicats.

Est-ce à dire qu'on doit revenir simplement à ces syndicats de régions qui ont démontré leur mauvaise structure, ou les supprimer ?

Dans le Nord, le Congrès des Syndicats du Textile de cette région avait posé de façon très large la nécessité du syndicat régional d'industrie. Puis, deux mois après le Congrès qui avait renommé sa direction, sans aucune décision, on dit : « la Commission exécutive de la C.G.T.U. a adopté le principe de la décentralisation des syndicats » et le syndicat régional, pourtant l'expression de tous nos syndiqués de la région du Nord, est dissous.

Est-ce là une méthode à adopter ?...

Nous déclarons que les syndicats régionaux existant jusqu'à ce jour ont été peut-être constitués sur de mauvaises bases !

Mais cela ne veut nullement dire qu'il faut mécaniquement les supprimer et revenir au syndicat local ou d'usine, complètement indépendant des autres usines de la même industrie d'une région donnée.

Notre intention, au contraire, à la Fédération est de reconstituer sur de meilleures bases, en tenant compte des fautes et erreurs commises dans le passé, nos syndicats d'industrie.

Je ne suis pas d'accord non plus avec l'argumentation développée par Chambon. Comment, une région aussi large que la 6^e, peut-elle faire son travail alors qu'elle comprend cinq départements et la moitié de deux autres, et que deux camarades doivent apporter une aide à tous les syndicats de cette immense région ?

Cela se traduit par des faits comme le suivant : Pendant des années, des centres importants du Textile n'ont pas été visités. Tel est le cas dans la région de Bussières où il y a 6.000 travailleurs du Textile...

UNE VOIX. — Et même un peu moins !

UNE AUTRE VOIX. — Camarade, permets-moi un mot : Est-ce que la Fédération y a mis les pieds ? Alors, décentralisons la Fédération aussi.

BRUNEAU. — Il y a encore un autre syndicat où aucun militant n'a mis les pieds depuis cinq ans. Je veux parler de la région de Bourg-Argental, 5.000 travailleurs du Textile.

UNE VOIX. — Et même moins que cela !

BRUNEAU. — Dans cette dernière région, à Saint-Rambert-en-Bugey, les travailleurs du Textile, au nombre de 1.200, sont en grève contre la rationalisation. Les chefs confédérés sont venus et dirigent la grève, et ils ont déjà apporté leurs propositions défaitistes et de compromission. Ils conduisent les ouvriers à la défaite parce que nous n'avons pas su appliquer à temps de justes méthodes de travail et d'organisation.

Je vais conclure. Le temps qui m'était donné pour occuper cette tribune a été trop court afin d'expliquer le point de vue de la Fédération sur les importantes questions de l'organisation.

Nous avons, toute la délégation du Textile, la volonté de rechercher comment on peut faire mieux, mais nous demandons que la question ne soit pas posée simplement comme cela : Décentralisez ou formez des sections syndicales d'entreprises.

Nous devons constater que des faiblesses d'organisation font que des ouvriers se battent sans nous ou sont conduits à la défaite par la social-démocratie, et affirmer notre volonté d'améliorer notre travail, de mieux savoir rassembler les ouvriers, arracher à toute la social-démocratie les masses qu'elle a encore sous son influence et ainsi de mener

toujours davantage les ouvriers à la bataille sur notre plate-forme de lutte.

LE PRÉSIDENT. — Camarades, j'ai été saisi de la motion suivante :

Les représentants des U. R. des syndicats, les délégués immigrés présents à la Conférence nationale de la M.O.E. qui se tient à Paris, le 28 septembre 1933, demandent au 7^e Congrès de s'associer à eux pour demander à la direction de la C.G.T.U. d'engager au plus tôt une campagne nationale en vue de briser la propagande xénophobe conduite par la bourgeoisie, les organisations réformistes et nationalistes.

A cet effet, ils invitent la C.G.T.U. :

1° A faire les démarches utiles auprès de notre journal de classe, l'Humanité, pour qu'une campagne de presse sur cette question importante soit engagée au plus tôt ;

2° A examiner la parution d'une brochure sur le problème de la M.O.I., dont ils s'engagent à faire la plus large diffusion.

(La motion, mise aux voix, est adoptée.)

LE PRÉSIDENT. — Voici une seconde motion :

Le 7^e Congrès de la C.G.T.U., expression des masses ouvrières révolutionnaires de la ville et des champs, dénonce la collusion des pouvoirs publics, du patronat de la boulangerie, soutenue par les chefs réformistes pour maintenir les ouvriers boulangers dans la misère et le chômage, en les obligeant à travailler la nuit, à faire des journées de 12 et 14 heures d'un travail pénible et malsain dans des caves sans air et souvent sans un repos hebdomadaire véritable.

Le Congrès rappelle aux travailleurs de tout le pays que le premier acte de la Commune de 1871 fut d'abolir le travail de nuit en boulangerie.

En conséquence, le Congrès confédéral, faisant droit aux justes revendications des ouvriers boulangers, engage la classe ouvrière à soutenir vigoureusement l'action des syndicats d'ouvriers boulangers et de la Fédération de l'Alimentation contre le travail de nuit et pour le travail de jour sans dérogations ; pour le repos hebdomadaire par roulement d'ouvriers, qui sera le véritable repos des ouvriers, non celui des patrons et permettra d'occuper de nombreux ouvriers actuellement en chômage. la fermeture collective des boulangeries étant la cause que les ouvriers boulangers doivent faire une double journée la veille de la fermeture.

(La motion, mise aux voix, est adoptée.)

INTERVENTION DE DENIS

DENIS (Cheminots). — Camarades, il a été indiqué plusieurs fois et avec raison dans le Congrès que la question de l'organisation est d'une importance particulière pour l'ensemble des tâches que nous avons à effectuer dans notre lutte contre le patronat et la bourgeoisie.

Nous sommes absolument d'accord avec cette opinion et nous indiquons franchement qu'en ce qui concerne la Fédération des Cheminots les hésitations, les tâtonnements accusés par tout notre mouvement ouvrier dans notre travail tendent à diminuer la confiance des masses pour leur rassemblement autour d'un but revendicatif.

Cependant, à notre avis, il convient de ne pas examiner simplement

les résultats positifs ou négatifs, mais il faut savoir examiner à fond les difficultés que nous rencontrons de part et d'autre, en tenant compte des efforts apportés dans tous les sens et en nous inspirant de ce que nous connaissons et de ce que nous entendons réaliser au point de vue collectif à la direction fédérale. Ceci afin que, dans tous les rouages, toutes nos sections techniques, nos directions syndicales, nos camarades puissent s'inspirer beaucoup mieux de l'action d'un travail collectif au sens propre du mot.

Les difficultés que nous rencontrons tiennent parfois à ce qu'elles sont plus particulièrement le reflet de la mentalité que nous rencontrons également.

Arrive-t-on dans une localité, immédiatement l'on vous dit : « Ici, il est très difficile de travailler et, la plupart du temps, il n'y a plus rien à faire ». Tout cela parce qu'à la direction des syndicats et, plus particulièrement, des petits syndicats (et ces camarades étaient à la direction de petits organismes) il y a des camarades qui cumulent toutes les tâches et qu'on ne sait pas toujours utiliser comme on devrait le faire de militants à qui l'on ne donne pas les possibilités d'action et d'adaptation nécessaires de leur conscience et aussi de l'éducation qui leur a été donnée. (*Approbaton.*)

Il faut que nos camarades se rendent compte que le mal dont nous souffrons, particulièrement dans nos organisations syndicales, s'est spécialement développé chez nous parce que, lorsque nous découvrons un militant sérieux paraissant pouvoir convenir à notre mouvement syndical, nous voyons les différentes organisations se l'arracher : immédiatement, il est occupé par une série de tâches. Que ce soit le S.R.I. ou l'A.R.A.C., un peu dans tous les organismes gravitant autour de notre mouvement syndical, partout on essaye d'accaparer ce camarade, si bien qu'il arrive à succomber sous le poids de responsabilités dans tous les domaines et qu'il devient incapable de rien faire dans un sens ou dans un autre. (*Nouvelle approbaton.*)

Nous eslimons que c'est là une de ces grosses fautes qu'il nous faut absolument décourager dans notre mouvement révolutionnaire afin que nous sachions utiliser chacun à sa place pour que les responsabilités puissent être bien déterminées et qu'on ne se retrouve plus, dans d'autres circonstances, aux prises avec les mêmes difficultés, afin que personne ne puisse jamais dire qu'il lui est impossible de réaliser tout ce que le mouvement syndical attendait de lui.

Puis, il est un autre mal dont nous souffrons dans l'organisation de notre mouvement : c'est celui qui a trait au contenu de nos discussions dans ce mouvement. Bien souvent, l'on enregistre, dans nos conseils syndicaux, des ordres du jour excessivement chargés.

L'organisation d'un travail mécanique répond-il à une circulaire du sommet, d'une organisation centrale quelconque, qu'immédiatement elle est reprise par un conseil syndical et mise à l'ordre du jour d'une façon simpliste, sans tenir compte des possibilités de réalisation et d'adaptation dans les sections techniques et à la base même.

Nos difficultés viennent de la façon dont les militants, pris dans l'engrenage de ce mécanisme, présentent les points délicats devant l'ensemble de leurs camarades. Bien souvent on trouve des camarades qui veulent participer aux discussions dans les assemblées syndicales et, alors, nous voyons parfois dans ces assemblées syndicales des militants qui veulent discuter sur leurs revendications : de jeunes éléments qui

sont venus à notre mouvement et aussi des militants qui ne veulent pas recevoir de leçons de ces jeunes camarades.

J'ai assisté dernièrement à l'assemblée générale d'un gros syndicat de la région parisienne et, depuis longtemps, dans ce syndicat, on se plaint de n'avoir personne. Or, j'étais stupéfait, avec Demusois, d'entendre un jeune camarade que nous connaissions à peine faire une intervention très importante et dont le contenu était incontestablement révolutionnaire et dans la bonne voie. C'était à Noisy-le-Sec, et l'on disait qu'on n'y avait pas trouvé les éléments nécessaires dans le syndicat.

Au cours de la discussion, sans vouloir relever tous les détails, qu'apparaît-il au sein de cette assemblée ?

C'est que les camarades se plaignaient que, lorsqu'ils voulaient discuter, ils n'en avaient pas toujours la possibilité et qu'ils disaient que, s'ils ouvraient la bouche, ils étaient immédiatement rembarrés. (*Très bien ! Très bien !*)

Ce sont là aussi des fautes qu'il nous faut retenir pour notre Congrès et que nous ne devons pas renouveler si nous voulons que notre mouvement marche pour le mieux dans l'avenir.

Puis, si nous savons, dans cet ordre d'idées, utiliser pour le développement de notre mouvement syndical tous les camarades qui veulent bien nous aider, si nous savons utiliser toutes les intelligences et toutes les consciences révolutionnaires, il faut aussi que, dans notre C.G.T.U., on tienne compte des difficultés que nous rencontrons.

Trop souvent on laisse apparaître notre Fédération des Cheminots comme une Fédération réformiste. Que de fois n'ai-je pas entendu, dans des réunions que j'avais l'occasion de tenir, des camarades des autres fédérations dire : « Les cheminots, ce sont de vulgaires réformistes, c'est une couche de travailleurs qui n'est pas intéressante ! » Que de fois n'ai-je pas entendu cette formule sectaire qui consiste à vouloir repousser toute une catégorie de travailleurs !

Camarades, à l'intérieur même de notre mouvement, lorsque nous essayons d'en faire l'autocritique, combien de fois n'avons-nous pas entendu répéter que les formes d'utilisation de notre délégation du personnel étaient aussi une utilisation dans le sens réformiste du mot.

Alors que nous enregistrons des efforts indiscutables, apportés non seulement par notre direction fédérale depuis déjà quelques années, mais aussi par la bonne volonté de l'ensemble de nos adhérents de la base, des travaux sérieux réalisés dans ce domaine afin de faire de notre délégation du personnel non plus la délégation statutaire que l'on connaissait jadis, mais la base véritable de notre mouvement révolutionnaire.

Camarades, sur l'ensemble des réseaux, régionalement, par le canal de nos secteurs administratifs, par celui de nos secteurs de propagande, par nos sections fédérales, des conférences ont été organisées pour que chaque délégué du personnel arrive à bien s'inspirer de son rôle et de ce qu'on attend de lui, afin que chaque délégué du personnel comprenne réellement quelle est la tâche syndicale qui lui incombe en tant que délégué du personnel.

C'est ainsi que nous pouvions arriver à ce résultat d'une rationalisation, dans l'ensemble des services, des camarades qui étaient auparavant affectés à un service. Si nous sommes parvenus à ce résultat que les Compagnies ont dû accepter, après des rencontres assez violentes

avec les directions, d'entendre régler les débats comme bon nous semble, c'est grâce au fait que nous avons su faire comprendre à nos camarades délégués du personnel ce que nous demandions.

Quand on assure que, dans notre Fédération, nous laissons par trop de côté les revendications immédiates de nos camarades de la base, nous demandons ce qu'il faudrait réaliser pour s'occuper sérieusement de ces revendications. C'est, en effet, par milliers que nos revendications s'accumulent dans les archives des syndicats, des secteurs, des sections fédérales, à tel point que nous voyons parfois plusieurs revendications pour une seule catégorie d'ouvriers. Or, n'oubliez pas qu'il y a 80 corps de métiers dans notre corporation. Parfois, à la discussion d'une conférence, 150 ou 200 grandes revendications arrivent chez nos camarades délégués.

Et l'on se demande s'il faut aller les chercher dans le domaine des revendications générales où nos camarades pourraient aller les trouver, si elles n'étaient pas l'émanation stricte de ceux qui ont discuté dans les sections techniques ? (*Applaudissements.*)

Je dis cela parce que, trop souvent, on a tendance à considérer que nos camarades délégués se désintéressent de ces questions. Je dirai même que nous arrivons, maintenant, à une plus large utilisation de nos camarades délégués.

On nous a demandé de faire des délégués du personnel des militants syndicalistes à la disposition du mouvement syndical : c'est ce que nous tendons à réaliser dans la période actuelle. Mais ce que nous voulons surtout arriver à réaliser, c'est avoir dans nos cadres syndicaux une meilleure utilisation de notre presse corporative. En effet, nous n'avons pas encore, en ce qui concerne notre organe central, notre organe fédéral, *La Tribune*, une suffisante coopération de nos éléments de base. Nous voudrions y voir tout un résumé de la mentalité de nos camarades, de leurs conceptions sur les problèmes qui intéressent l'unanimité de notre corporation.

Nous voudrions aussi que, lorsque nous mettrons debout divers projets tel que le contre-projet sur la caisse des malades, alors qu'on parle de réduire les avantages de nos camarades, nous connaissions immédiatement la position des agents des autres Compagnies, en donnant une large publicité aux questions.

Il faut reconnaître, en effet, que notre *Tribune* est insuffisamment répandue parmi la masse des inorganisés et aussi parmi les confédérés.

Que de fois ne voyons-nous pas des appels au recrutement de notre presse confédérale ? Que de fois ne voyons-nous pas dans cette même presse des appels à nos camarades confédérés ou appartenant à des organisations autonomes ? On se demande à quoi tendent tous ces appels et quel sont les résultats qu'on peut en attendre. On pourrait croire que notre presse fédérale est exclusive et réservée aux éléments chrétiens au sein de nos organisations fédérales.

C'est pourquoi nous disons qu'il faut arriver à ce que les éléments essentiels donnés à la presse corporative puissent avoir une plus large popularisation parmi les masses inorganisées et parmi les syndiqués dans les autres organisations. Il faut aussi arriver à avoir dans notre organe fédéral ce que nous avons déjà su obtenir par le canal de notre presse de secteurs. Il est un fait, c'est que dans l'ensemble de notre grande fédération, nous avons, régionalement et depuis plusieurs années, créé une presse de secteurs, petits journaux corporatifs auxquels ne parti-

cipent pas les responsables directs de notre organisation centrale. Nous avons su réaliser, par la collaboration intime de nos éléments de base, une presse de secteurs qui est diffusée parmi nos cheminots. Cette presse est écrite essentiellement par les cheminots. Nous rectifions des erreurs fondamentales qui peuvent être commises. Après la parution, nous indiquons quelle est l'opinion de la direction fédérale sur les bases essentielles afin d'éviter le renouvellement des fautes.

Nous voyons cette mentalité se faire jour dans notre fédération. Il n'y a qu'une seule chose à laquelle aspirent nos camarades : la presse de secteurs. Le Congrès doit y prêter une grande attention. Si la presse de secteurs est la plus lue c'est parce que toujours ce sont les cheminots qui la font ; c'est qu'elle est écrite par les travailleurs eux-mêmes. (*Applaudissements.*)

Mais il faut dire aussi qu'à côté de cela, si nous enregistrons ces avantages, il faut persévérer dans la voie de la presse d'entreprises. Nous avons une multitude de syndicats qui disposent maintenant de leur presse d'entreprises. Nous devons retenir ceci à notre avantage que si les difficultés que nous avons rencontrées — notamment dans la région de Belfort où le citoyen Jacob s'était attaché à la démolition de nos organisations syndicales — c'est parce que nous avons travaillé sur le plan revendicatif. C'est sur ce point et non par la presse que nous avons sauvé le mouvement du jacobisme. Il est évident que si nous avions eu les mêmes armes et les mêmes disponibilités que Jacob nous n'en serions pas à discuter aujourd'hui le problème d'un syndicat squelettique. Nous aurions dû nous placer sur des bases revendicatives et immédiates. Si nous voulons remonter à l'intérieur de notre mouvement syndical le mouvement réformiste, il faut nous pénétrer que c'est par les revendications immédiates que nous attirerons les ouvriers à nous. Ce n'est qu'en prenant les revendications immédiates en main et en leur faisant voir que nous sommes à l'avant-garde des revendications révolutionnaires.

Un autre problème dont nous souffrons est le rejet des vieux militants syndicalistes de nos conseils syndicaux. Bien souvent on estime que les anciens sont de la vieille école... ils ne sont pas intéressants. On assiste à une bataille entre les vieux et les jeunes et c'est alors que viennent s'interposer dans les mouvements les cadres intermédiaires. Il faudrait nous pénétrer de cette idée qu'en aucune circonstance nous n'avons le droit de rejeter les vieux du mouvement syndical. Nous devons profiter de toute leur expérience afin d'en faire profiter à notre tour l'ensemble du mouvement. Nous n'avons pas le droit non plus de rejeter les jeunes parce qu'ils sont naturellement incapables de réaliser par manque d'expérience. Nous devons encourager les militants en les prenant tels qu'ils sont formés et qu'ils viennent à notre mouvement. Si nous voulons les entraîner méthodiquement il faut arriver à comprendre que les nouveaux adhérents ne peuvent pas avoir le même bagage qu'un vieux militant. Nous arriverons à réaliser des tâches d'organisation qui correspondent bien à notre développement et à celui de notre C.G.T. Unitaire.

Pour l'ensemble de nos syndicats, ce dont on a parlé ce matin, c'est que dans notre mouvement un ouvrier qui se présente au siège de son organisation syndicale, qui est victime de la rationalisation capitaliste, ne peut pas toujours obtenir de l'organisation à laquelle il a donné sa confiance — à laquelle il paie sa cotisation — les rensei-

gements indispensables à sa défense contre l'attaque du patron. (Applaudissements.)

Nous disons, que dans cet ordre d'idées, il ne devrait plus y avoir un seul syndicat de la C.G.T.U. qui n'ait sa permanence juridique, son conseil technique. On a édité diverses brochures, notamment l'ouvrage de notre camarade Vienney et l'édition récente de la 20^e U.R. Ces éléments sont indispensables à la bonne marche de nos syndicats. Si nous voulons être à la hauteur de notre tâche, notre mot d'ordre doit être celui-ci : Nous devons nous attacher, en sortant de ce Congrès, à ce qu'il n'y ait plus une seule organisation syndicale, quelle que soit la corporation, qui n'ait sa permanence susceptible de renseigner les ouvriers, où ils puissent se documenter. (Applaudissements.)

Nous en terminerons là en indiquant qu'il ne faut pas simplement aborder ce congrès avec le seul souci de se frapper constamment sur la poitrine et en faisant, autrement dit, son *mea culpa*, en se déclarant d'accord avec toutes les fautes, toutes les faiblesses et revenir, dans un temps plus ou moins éloigné, avec les mêmes faiblesses... pour faire à nouveau son *mea culpa*. Nous déclarons qu'ici il faut que les uns et les autres nous ayons, avec les résultats obtenus, le courage de remédier aux faiblesses et aux fautes que nous avons faites afin de corriger le mouvement révolutionnaire. Nous devons surtout avoir le courage de dire ce que nous pensons de notre situation syndicale pour que la C.G.T.U. n'en souffre plus ; qu'au contraire, elle soit l'exact reflet de ce qu'escomptent les ouvriers. (Vifs applaudissements.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade confédéré Dutertre, des P.T.T. et du Souterrain. (Applaudissements.)

(Le Congrès, debout, chante l'Internationale.)

INTERVENTION DE DUTERTRE

DUTERTRE (Souterrain, P.T.T.). — Syndiqué confédéré et ouvrier du Souterrain de Paris, je suis heureux de pouvoir prendre la parole parmi vous, ce qui prouve pour moi et pour les camarades confédérés qui pensent comme moi qu'il y a, entre les ouvriers de toutes tendances, moyen de s'entendre et de se reconnaître.

J'ai assisté au Congrès de la C.G.T. que j'ai suivi aussi par les journaux. J'ai le plaisir de constater qu'il y a entre les actes de ces deux centrales syndicales deux différences fondamentales d'action, deux volontés différentes également pour une action dans l'intérêt de la classe ouvrière du moins : l'une dans l'intérêt de la classe ouvrière, l'autre, contre elle.

La C.G.T. représente pour moi, ouvrier, au point de vue de l'attachement apporté aux revendications de la classe ouvrière, au point de vue de la défense de la classe ouvrière contre le fascisme et de la lutte contre la guerre, le fiasco le plus complet.

Je ferai un court exposé, je vous situerai l'ambiance du Congrès de la C.G.T., l'orientation qu'a prise la C.G.T. au cours de ce dernier congrès. Ce congrès n'a pas changé l'orientation de collaboration des classes ; il n'a pas changé, au point de vue de l'orientation de l'unité organique, les méthodes appliquées depuis le dernier congrès. Il n'a pas voulu changer ces méthodes alors que dans le sens d'unité déjà préconisé par la C.G.T.U. nous avons constaté des résultats appréciables.

notamment pour nous, ouvriers des P.T.T. C'est ainsi que nous avons marqué les résultats obtenus le 21 février dernier pour les ouvriers et fonctionnaires des P.T.T. par la tactique.

Politique syndicale de la C.G.T. ? Même poursuite de la collaboration des classes. Ce, alors que la collaboration des classes, on en a la preuve, amène l'affaiblissement de la lutte du prolétariat, son asservissement, comme le fait s'est produit en Allemagne pour le peuple allemand, ainsi qu'il en est à l'heure actuelle pour le peuple autrichien, ainsi qu'il en sera, malheureusement, ici même, si les ouvriers confédérés ne comprennent pas, dans leur ensemble, que, désormais, leur salut est dans l'unité d'action de tous les ouvriers de toutes tendances, de toutes les organisations. (*Applaudissements.*)

Camarades, j'ai appris avec satisfaction hier soir, par un camarade confédéré qui était dans cette salle comme spectateur, le nombre de camarades qui étaient venus à cette tribune indiquer de quelle façon ils entendaient lutter pour les revendications ouvrières, comment ils avaient obtenu certains résultats, pourquoi ils avaient enregistré certaines faillites, comment ils entendaient y remédier, pourquoi il fallait s'attacher aux plus petites revendications de la classe ouvrière, alors que, de l'autre côté, au congrès de la C.G.T., lorsqu'il s'est agi des petites revendications des ouvriers, Jouhaux lui-même a déclaré : « Ne nous occupons pas de ces babioles. Il y a des questions beaucoup plus importantes, en particulier la question de l'arbitrage à la Société des Nations et le gros point que prône actuellement la C.G.T. : le plan Roosevelt en Amérique ».

Mais, ce qui me frappe le plus, c'est qu'au regard du grand nombre d'orateurs qui sont intervenus ici, du grand nombre des revendications présentées et des moyens de les faire aboutir, là-bas, au congrès de la C.G.T., nous avons eu au plus une quinzaine d'orateurs qui, comme Jouhaux, ne se sont pas attachés aux petites revendications, aux revendications immédiates de la classe ouvrière, qui n'ont pas parlé de la ligne générale de la C.G.T., qui ne l'ont pas critiquée.

Sans doute, il s'est élevé, par moments, des protestations. Elles s'adressaient uniquement à Jouhaux. Il s'agissait seulement de querelles de personnes. Mais, à aucun moment, il n'y a eu de critiques, comme celles que je viens d'entendre tout à l'heure, contre l'activité confédérale, contre le Comité directeur de la C.G.T., contre l'activité propre des membres de la base et de leurs dirigeants.

Un camarade, hier encore, est venu dire que les camarades de la base, en raison du petit nombre des orateurs, avaient eu peur de prendre la parole, par crainte de parler devant une assemblée, en public.

Un tel état d'esprit me laisse quelque peu songeur. Je me demande vraiment si les camarades qui nous représentent — en ce moment, je m'adresse aussi aux camarades de la C.G.T. qui peuvent se trouver dans les tribunes — n'ont pas eu le courage de venir exposer leurs critiques sur l'activité confédérale ou sur leur propre activité, quel sera leur courage le jour où il faudra qu'ils défendent leur vie et celle de leurs frères de classe contre l'impérialisme qui voudra la mettre en danger ! (*Vifs applaudissements.*)

Jouhaux s'est donc prononcé nettement pour la collaboration des classes. Je vous ai dit tout à l'heure ce que cette collaboration des classes avait apporté comme résultats à la classe ouvrière.

Il faut maintenant que je vous dise, camarades, que vous devez, vous unitaires, aller aux camarades confédérés, leur parler comme vous

le feriez à des inorganisés. Car, malheureusement, la mentalité des ouvriers confédérés a été tellement faussée — et ce n'est pas directement de leur faute, — on leur a tellement appris à se laisser mener, on leur a tellement enseigné à ne pas faire d'efforts pour l'aboutissement de leurs revendications, à ne pas lutter sur le terrain de la lutte des classes, on leur a tellement laissé entendre que, par les commissions tripartites, par la Société des Nations et le B.I.T., la classe ouvrière obtiendrait des améliorations à ses conditions de vie, qu'il vous faut les traiter comme des inorganisés. On a même étendu ces perspectives d'amélioration aux grands conflits comme celui qui se prépare en Autriche. Notez, d'ailleurs, qu'on laisse, actuellement encore, entendre à nos camarades des syndicats autrichiens qu'ils vont certainement pouvoir être sauvés — ce sont les propres paroles de Jouhaux — par l'intervention de Jouhaux et celle de son ami Léon Blum auprès du gouvernement, pour faire pression sur Dollfuss et obliger le parti que représente ce dernier à maintenir les privilèges et les libertés acquis par la classe ouvrière en Autriche.

Voyez-vous, camarades, il n'est pas étonnant qu'ayant créé une telle conception parmi les ouvriers, ayant ancré chez eux l'idée qu'ils n'avaient pas besoin de lutter, qu'ils n'avaient qu'à se fier à leurs dirigeants, les ouvriers confédérés se soient écartés complètement de la lutte revendicatrice, ce d'autant plus facilement qu'on n'a rien fait pour les instruire, rien fait pour les obliger à s'instruire par le contact avec la littérature prolétarienne.

Il vous faut donc parler à ces camarades comme vous le feriez à des inorganisés, leur démontrer l'inanité de la conception de la collaboration, ne pas vous décourager, ne pas les brutaliser surtout, si, quelquefois, ils paraissent ne pas comprendre, ne pas les traiter de sectaires, ne pas déclarer nettement ennemi un individu qui aura conservé une influence parmi eux, parce que vous sentirez que celui-là est un arriviste qui voudra rester dans la C.G.T., mais vous attacher aux petits faits quotidiens, vous efforcer de leur démontrer, à l'occasion des luttes revendicatrices si petites soient-elles, que c'est parce que nous avons revendiqué en commun que nous avons obtenu quelque chose, mais que ce n'est pas par l'intermédiaire des responsables syndicaux de la C.G.T. que nous avons réussi.

Il est un autre fait que je tiens à signaler à votre attention et qui retiendra certainement l'intérêt des camarades des métaux qui auront à en reparler dans les ateliers et ailleurs.

Lors du récent Congrès des Métaux, le jour de la clôture, Jouhaux a déclaré, dans son allocution : « Nous devons aujourd'hui attacher la même attention au plan Roosevelt que nous en avons attaché à l'expérience russe il y a quelques années ».

L'expérience du plan Roosevelt, Jouhaux en a parlé hier. Il nous a dit que, par suite de l'application de ce plan, on avait maintenant la preuve qu'il y avait 2 millions de sans-travail qui avaient retrouvé du travail, que, d'autre part, les mineurs du syndicat de l'Ouest avaient été reconnus, alors que leur organisation n'avait pas encore jusqu'ici été acceptée par le patronat.

En ce qui concerne les 2 millions de chômeurs en moins, on sait comment on procède en France pour faire accroire au prolétariat et à ceux qui lisent la presse bourgeoise qu'il y a diminution du nombre des chômeurs : on relève le nombre des chômeurs d'après les statistiques,

mais nous savons très bien que, lorsqu'un camarade est radié sur la liste du fonds de chômage, il n'en reste pas moins chômeur. Cependant, ce chômeur radié du fonds de chômage ne fait pas nombre au regard des statistiques officielles.

Dans ces conditions, nous sommes fondés à croire que les 2 millions de chômeurs en moins sur les listes de chômage en Amérique ne sont pas comptés comme chômeurs en vertu de la même manœuvre que celle à laquelle nous assistons en France et que je viens de rappeler :

Quant à dire que le plan Roosevelt a amené la reconnaissance par le patronat de ce syndicat des ouvriers mineurs de l'Ouest, nous ne parlageons pas du tout la manière de voir de Jouhaux. Nous disons que ces camarades, jusqu'ici, n'avaient pas été reconnus parce qu'ils avaient pris une position de lutte de classes comme celle préconisée par la C.G.T.U., le gouvernement américain ne voulant pas les reconnaître pour les mêmes raisons qui font que le gouvernement français ne veut pas reconnaître la C.G.T.U. Mais, comme, maintenant, l'application du plan Roosevelt a provoqué une certaine effervescence dans les masses et que ces syndicats sont, à l'heure actuelle, après les luttes, assez forts pour obliger le gouvernement Roosevelt à les reconnaître, celui-ci a cru préférable de s'incliner.

Camarades, où la carence du Congrès de la C.G.T. s'est affirmée le plus complètement, c'est dans la lutte contre le fascisme, dans la lutte contre la guerre et dans l'organisation de l'unité syndicale.

Pour la lutte contre le fascisme, Jouhaux a dit : « Rapportez-vous-en au B.I.T. et à la Société des Nations ! ».

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, il a conseillé : « Rapportez-vous-en à l'arbitrage et à la Société des Nations ! ».

Pour nous, qu'est-ce que veut dire l'arbitrage ? Cela signifie que les arbitres désignés devront définir l'agressé et l'agresseur et que, d'une façon ou d'une autre, suivant qui sera l'agressé, on tentera de dresser les démocraties ou les « libertés républicaines » ou autres qualités de l'agresseur contre l'agressé, alors que nous savons que véritablement il n'y a ni agressé ni agresseur, mais qu'il y a deux impérialismes qui entendent sacrifier des vies humaines à leur profit. (*Applaudissements.*)

Au point de vue de l'unité, Jouhaux, dans son rapport moral, s'en est tenu et a demandé qu'on s'en tienne à la motion de Japy.

Je vous ai dit qu'on a eu des preuves des résultats à attendre de l'unité d'action et des non-résultats de l'unité organique.

Mais où Jouhaux nous a donné, à nous partisans de l'unité d'action, la certitude que nous étions dans la bonne voie, c'est lorsqu'il a dit, répondant à l'opposition de passage qui s'était manifestée dans la C.G.T., aux sortants des « 22 » qui s'attaquaient directement à Jouhaux, mais non à la politique syndicale de la C.G.T. : « Il n'y a pas de milieu. Il y a une ligne droite et une ligne révolutionnaire, une ligne lutte de classes. Nous, C.G.T., nous sommes la ligne droite. Hier, vous étiez dans l'autre ligne ; vous revenez aujourd'hui chez nous et vous vous permettriez de critiquer notre action ? ».

Il y a là, camarades, la preuve que cette ligne préconisée par Jouhaux comme étant la ligne droite est celle qui mènera le prolétariat à la faillite, puisqu'il reconnaît, lui le grand représentant de la C.G.T., qu'il ne peut pas y avoir de milieu, puisqu'il reconnaît qu'il ne peut y avoir que, d'une part, la collaboration, de l'autre, la lutte des classes.

Nous sommes, nous, pour la lutte des classes, parce que nous avons

la preuve que la collaboration a amené déjà la faillite des luttes prolétariennes en Allemagne et en Autriche et que, demain, elle l'amènera en France et ailleurs.

C'est là le point important, il s'agit de le comprendre, parce que là réside, pour nous partisans de l'unité d'action, toute notre force.

Nous dirons aux camarades encore partisans de la collaboration : « Nous avons la preuve de sa faillite. Jouhaux a préconisé une seule voie, en dehors de la collaboration : la voie révolutionnaire. On ne peut pas en faire une troisième. On ne peut que créer la fusion avec cette soi-disant seconde ligne, qui est celle de la C.G.T.U. Ce qu'il faut, c'est réaliser le front unique d'action qui, en fait, représentera l'unité du prolétariat, l'unité d'action que nous devons être prêts à réaliser et que Jouhaux lui-même a préconisée ». (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Frachon.

INTERVENTION DE FRACHON

FRACHON. — L'accueil que vous venez de faire au délégué des ouvriers confédérés montre quel est le souci des organisations des militants unitaires de travailler vraiment et quotidiennement au rapprochement des travailleurs honnêtes et à la réalisation de l'unité syndicale de lutte de classe.

Hier, dans son discours, Jouhaux s'adressa à ceux que vous avez connus en 1931, dans notre Congrès et qui, comme le camarade vient de l'indiquer, se livraient à un travail de façade, et leur déclara : « Notre vieille maison s'est ouverte pour vous d'une façon très hospitalière. On vous a accueillis, mais, nous vous en prions, fidez-vous la paix ! » (*Rires.*)

« Quand on entre dans une maison comme la nôtre, on y entre pour mener la politique que nous avons toujours menée ! » (*Applaudissements. Rires.*)

Quelle plus belle réponse pouvons-nous espérer à ceux qui, timidement, dans ce Congrès même, venaient défendre et défendent encore la théorie qui a été défendue en 1931 par Chambelland et les autres, de la fusion et de la collaboration avec les dirigeants réformistes. Nous voulons bien l'unité syndicale. Nous voulons bien accepter les ouvriers unitaires, mais quand ils rentrent dans la vieille maison, nous voulons qu'ils abandonnent leur politique révolutionnaire. Ainsi a répondu Jouhaux ! (*Applaudissements.*)

Camarades, la présence du délégué confédéré dans notre Congrès montre combien était justifiée l'appréciation que Racamond donnait dans son rapport, que les forces de notre C.G.T.U. ne sont pas seulement dans nos syndicats, mais qu'elles sont aussi chez les ouvriers inorganisés qui se battent. Elles sont aussi chez des milliers d'ouvriers confédérés, qui veulent se battre, en dépit de la politique réformiste des Jouhaux et autres ! (*Applaudissements.*)

Ils sont nombreux, les travailleurs confédérés qui pensent ainsi que pense le camarade que vous avez accueilli si chaleureusement. Les chiffres donnés dans le vote du rapport moral de la C. G. T. qui, cependant, n'indiquent que 10 % des ouvriers représentés qui se sont dressés contre la politique de la C. G. T., ne représentent qu'une faible partie de ceux qui, à l'intérieur des syndicats confédérés, sont mécontents et condamnent la politique réformiste.

Chacun de vous sait très bien — et le camarade l'a reconnu lui-même en faisant la comparaison de ce qui se passait dans les deux Congrès — que, dans la C. G. T., où on célèbre les beautés de la démocratie syndicale, chacun sait que, la plupart du temps, dans les assemblées générales, les ouvriers ne peuvent pas s'exprimer, qu'ils sont représentés sans avoir donné leur opinion.

Ainsi, je le répète, malgré les chiffres, qui ne représentent qu'une partie des effectifs, il y a, dans la C. G. T., déjà, une opposition assez importante, en raison même de l'approfondissement de la crise et de mécontentement des ouvriers.

Camarades confédéré qui es venu à la tribune de ce Congrès, tu peux retrouver tes camarades. Nous te demandons avec insistance de leur indiquer comment tu as été accueilli ici et quelle a été la signification de cet accueil. Ce n'est pas par pur enthousiasme et par pure sentimentalité que les délégués, à ton arrivée, ont chanté *l'Internationale*, mais c'est qu'ils ont vu dans la présence ici un premier symptôme de ce rassemblement des ouvriers, une première manifestation de ce front unique et de cette unité syndicale, à laquelle ils aspirent et à laquelle ils veulent travailler.

! pourras retourner vers tes camarades et leur dire qu'au Congrès de la C. G. T. U., on a examiné et fait la critique sévère et impitoyable de la politique de la C. G. T. et de ses dirigeants. Cette critique n'est, en rien, dirigée contre les ouvriers confédérés. Mais tu pourras leur dire aussi que ces débats n'ont été empreints du souci, pour l'ensemble de nos militants de notre Congrès, d'aucune division artificielle ou réelle entre les ouvriers confédérés et unitaires.

Constamment, dans ce Congrès, ont été invoqués les moyens de rapprocher les ouvriers confédérés de nos propres adhérents, de nos syndicats. Constamment, ce souci a existé, même et surtout quand nous avons dénoncé implacablement la politique et la pratique de la C. G. T.

Camarades unitaires, le délégué confédéré qui est venu n'est pas seul dans les organisations confédérées. Ils sont comme cela des milliers et, cependant, vous ne les connaissez pas tous. Le délégué confédéré qui est venu ici nous rappelle ce que nous avons dit dans nos rapports de la nécessité, pour chaque militant, pour chaque organisation, d'attacher la plus grande importance à gagner les ouvriers des syndicats confédérés au front unique de classe et à l'unité syndicale de classe.

Je le dis ici, parce qu'il le faut. Trop peu de camarades, dans leurs interventions, en ont parlé. Il faut y remédier. Demain, la plupart d'entre vous vont assister à des conférences industrielles. Cela doit être pour vous un grand souci, surtout après ce qui s'est passé au Congrès confédéré. Vous devez examiner, dans ces conférences, comment vous allez rapprocher de nous les ouvriers des syndicats réformistes.

Camarades cheminots, vous savez bien qu'un des obstacles principaux du développement de la lutte que vous rencontrez, ce sont les dirigeants réformistes. Il faut vous pencher sur cette question : Comment franchir cet obstacle, comment faire de nous des délégués comme ceux qui sont venus ici ?

Camarades de la Métallurgie, du Textile, le même problème s'est posé pour vous, et si vous comprenez la signification de l'intervention du délégué confédéré, très rapidement nous aurons surmonté les difficultés que nous avons rencontrées. Si vous comprenez le devoir de chaque syndiqué unitaire de faire un travail sérieux et quotidien auprès

des ouvriers réformistes, rapidement les difficultés que nous avons rencontrées seront surmontées, et nous réaliserons ce que nous voulons réaliser en fait : une C. G. T. unique de lutte de classe. (*Vifs applaudissements.*)

Nomination de la Commission des Résolutions.

GOURDEAUX. — Voici la liste des camarades posant leur candidature à la commission des résolutions. Nous allons rappeler le nom de ces camarades :

Racamond, Monmousseau, Gitton, Frachon, Mauvais, Gourdeaux, Croizat, Semard, Midol, Richetta, Arrachard, Sellier, Nédelec, Brout, Martha Desrumeaux, Perruault, Mohn, Darguesse, Timbaut, Marsal, Georgette Bodineau, Lebas, Hénaff, Le Gall.

(La commission des résolutions, ainsi composée, est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Nédelec.

INTERVENTION DE NEDELEC

NÉDELEC. — En abordant cette tribune, et en prenant la parole sur le rapport d'organisation, je voudrais citer quelques exemples pris dans la région de Marseille. Je ne veux pas parler simplement de mon coin qui, cependant, est un coin assez important, mais je pense qu'il y a, dans toutes les régions, des exemples typiques qui peuvent être retrouvés partout, et qu'il faut divulguer dans ce Congrès.

Nos syndicats unitaires, lorsqu'ils ont dirigé des grèves, et qu'ils les ont conduites sinon à une victoire complète, du moins à des victoires partielles pour les ouvriers, lorsqu'ils font une bonne agitation, dans de bonnes réunions corporatives, se déclarent satisfaits, et ils se demandent, par la suite, comment il peut se faire que les ouvriers n'adhèrent pas en masse aux syndicats qui, d'après eux, travaillent si bien.

Dans la région marseillaise, nous avons mené, dans l'espace d'un an, une dizaine de grèves de mouvements revendicatifs. Deux seulement sur ces grèves se sont terminées par des échecs complets. Cinq ont enregistré des victoires partielles assez importantes, ce sont nos camarades métallurgistes de Marseille et les camarades des cuirs et peaux de Benza, soit au total 2.000 d'une part sur 500 d'autre part.

Enfin, camarades, nous avons enregistré trois victoires complètes. Il est indéniable qu'à la suite de ce travail, à la suite d'une telle activité revendicative, que l'on peut opposer d'ailleurs à celle menée par les chefs réformistes (qui, dans la même période, n'ont eu qu'à conduire un seul mouvement, celui des marins des Messageries Maritimes, qu'ils ont, d'ailleurs, cyniquement trahis), il est indéniable, dis-je, qu'après une telle agitation, après un tel travail revendicatif, les ouvriers savent de plus en plus que lorsqu'ils ont à lutter, c'est à nous qu'ils doivent s'adresser. Et les ouvriers, en différentes circonstances — le Premier Mai notamment et également lors de l'attentat contre notre camarade Paul Marcel et deux autres camarades, dont un y a laissé la vie — les ouvriers ont manifesté leur sympathie pour nos syndicats unitaires.

Mais, camarades, si l'on regarde les résultats au point de vue organisation, on n'a pas du tout lieu d'être satisfait. Sans doute, nous sommes une des unions régionales qui a progressé au point de vue des effectifs, mais d'une façon nettement insuffisante, en regard de notre influence et de la sympathie que les ouvriers ont pour nous et aussi en regard du mécontentement qui règne d'une façon persistante, mécontentement aggravé dans les syndicats confédérés.

Sans doute, nous avons permis, par la sympathie que les ouvriers ont pour notre C. G. T. U. à Marseille, l'entrée de nos camarades hospitaliers dans nos rangs. Mais il est certain que si nous avions su exploiter — en montrant que nous étions des organisations véritablement sérieuses — le mécontentement qui règne dans tous les syndicats confédérés, nous pourrions apporter ici un résultat beaucoup plus positif.

Il y a à cela des causes qu'un camarade a bien mises en lumière ce matin, en indiquant les remèdes à apporter à cette situation. Je ne veux pas répéter tout ce qu'il a dit, mais j'aimerais souligner ce fait qu'un des rares exemples de grève préparée véritablement, avec des faiblesses sans doute, mais préparée quand même, ce fut celle des métallurgistes de Marseille. Ici, il faut insister sur le fait que la grève des métallurgistes de Marseille a été préparée par un comité revendicatif, qui a établi la liaison avec toutes les usines et tous les chantiers navals principaux de Marseille — ce qui nous permettait de lancer des mots d'ordre qui étaient suivis d'une façon assez rapide, et aussi de connaître de semaine en semaine l'état d'esprit de la masse.

J'ai maintenant à citer deux exemples tout à fait typiques, qui montrent que, sans mesures d'organisation, on peut, certes, avoir des succès dans l'agitation, réussir à convaincre les ouvriers que c'est nous qui avons raison, mais on n'avancera pas d'une semelle dans le domaine du recrutement ni dans la formation d'un véritable syndicat de masses.

Il y a dans les Bouches-du-Rhône un bassin minier dans lequel se trouvent environ quatre à cinq mille mineurs. Il y a là, pour la C. G. T. U., pour les revendications que nous préconisons, une sympathie qui est indéniable. Lors de la grève des 4 et 5 avril, j'ai participé moi-même à des réunions de mineurs où les ouvriers confédérés eux-même arrêtaient, interrompaient leurs leaders, leur défendaient de tenir des propos qu'ils estimaient contraires à leurs intérêts de classe, et où ces mêmes ouvriers confédérés approuvaient entièrement notre position et venaient me trouver après la réunion, me disant : « Vous avez parfaitement raison. C'est vous maintenant qui êtes les seuls à défendre nos revendications ».

Mais, camarades, malgré cela (il faut bien le dire), ces ouvriers confédérés ne quittaient pas les rangs de la C. G. T., ils n'entraient pas dans les rangs de nos syndicats unitaires. Serait-ce dû au fait que la C. G. T. bénéficie de cette étiquette de « vieille maison » ? Il y a aussi, sans doute, la discipline qui existe au sein de la C. G. T., mais il y a aussi et avant tout la mauvaise organisation de nos syndicats unitaires dans la région. Il est certain que lorsqu'on a des syndicats comme ceux de notre bassin minier, où il n'y a pas de direction collective, quelquefois pas de direction du tout, où on ne réunit jamais les ouvriers syndiqués pour leur tracer leurs tâches, pour leur montrer quel travail ils doivent faire auprès des ouvriers confédérés et des ouvriers inorganisés — où on n'essaie pas non plus de réunir les ouvriers immigrés syndiqués, pour leur tracer, à eux aussi, leur tâche dans le domaine de leur

langue, — il est certain qu'on ne peut pas avoir de grands résultats, quelle que soit la sympathie qui se manifeste pour notre C. G. T. U. dans ledit bassin minier.

Fort de cette sympathie, on peut dire maintenant qu'il y a des perspectives de nouvelles luttes, car nous avons eu, dans l'espace d'un an, trois grèves, dont deux se sont terminées par des victoires partielles et une par une victoire totale, dans le bassin minier des Bouches-du-Rhône. Malgré cela, si nous n'améliorons pas nos méthodes d'organisation, dans nos syndicats unitaires de mineurs, et bien que le mécontentement continue à régner à cause de la situation épouvantable qui est faite aux ouvriers par le chômage partiel, nous aurons de très grandes difficultés pour organiser leurs luttes prochaines. Et surtout, nous ne pourrons pas réaliser les objectifs qui nous sont tracés et qui peuvent apparaître comme immédiats pour nos syndicats de mineurs dans les Bouches-du-Rhône, en tenant compte du discrédit qui est jeté sur les syndicats confédérés, c'est-à-dire la réalisation de l'unité syndicale des classes dans nos syndicats unitaires.

Je prends un exemple concret : Je viens de parler d'un bassin minier où, malgré des grèves relativement victorieuses, nous n'avons pas progressé au point de vue organisation. Je veux citer maintenant l'exemple d'un syndicat qui a mené, au mois de septembre 1932, c'est-à-dire il y a un an, une grève qui a été battue complètement : le Syndicat des taxis de Marseille. Grève qui s'est déroulée pour l'augmentation du pourcentage de la recette aux chauffeurs. Mal préparée, avec des erreurs dans la conduite, cette grève a abouti à un échec presque total. La direction de l'époque n'étant pas en mesure de remonter cette situation, le Syndicat a terminé l'année 1932 avec 26 adhérents à jour. Or, à l'heure actuelle, il y a dans cette organisation 400 syndiqués. C'est que le syndicat a maintenant une direction collective qui fonctionne, qui édite un journal imprimé sur quatre pages tous les mois ; il y a douze collecteurs, qui sont chargés de la mise à jour des camarades.

Evidemment, point besoin de le dire, cela ne s'est pas fait par l'opération du Saint-Esprit. L'application des bases multiples a joué un très grand rôle. Je voudrais en parler ici, rapidement, pour montrer ce que l'on peut réaliser lorsqu'on applique nos décisions dans ce domaine.

Le Syndicat unitaire des taxis de Marseille a la fourniture de l'essence pour nos camarades chauffeurs ; il a deux pompes installées, et il voit continuellement une moyenne de trois cents chauffeurs qui viennent au siège du Syndicat y prendre de l'essence. Bien entendu, on ne se contente pas de leur donner de l'essence : on en profite pour leur glisser un petit mot de propagande syndicale. Notre Syndicat unitaire des taxis de Marseille a un avocat qui défend une moyenne de dix affaires par jour. Je n'insisterai pas sur l'importance des conseils juridiques donnés à une telle corporation, où les camarades sont responsables des accidents qui peuvent leur arriver. Le Syndicat unitaire des taxis de Marseille a un service qui renseigne les chauffeurs de taxis sur l'heure d'arrivée des bateaux, ce qui évite à nos camarades chauffeurs de se déranger inutilement lorsque les bateaux ont du retard, par suite de tempête ou autre raison ; dans ces conditions, nos camarades chauffeurs passent donc par centaines au siège du Syndicat.

Enfin, d'autres réalisations très importantes : Un interprète qui va à bord des bateaux et qui dirige les passagers vers nos camarades chauffeurs de taxis, maintient la discipline dans les stations, etc.

Ici, je pose la question : Est-il vrai, comme certains camarades le redoutent, que les bases multiples peuvent alourdir l'appareil de nos syndicats, et empêcher les luttes revendicatives ? Toujours en se fondant sur l'exemple du Syndicat unitaire des taxis, nous pouvons répondre que non. Le Syndicat unitaire des taxis, qui a des bases multiples, a pu grouper déjà un quart de la corporation, soit 400 syndiqués sur environ 1.500 chauffeurs. En même temps, notre syndicat, qui rassemblait les ouvriers sur les bases multiples, les entraîne aussi à la lutte revendicative.

Depuis la grève de septembre 1932, terminée — je le répète — par un échec, nous avons eu différents mouvements partiels. Un jour, nos camarades chauffeurs des gares ont refusé de stationner à l'arrivée des passagers et ont installé leur station un peu plus loin, pour protester contre les brimades que leur faisait subir la police. Ils ont entraîné aussi les voyageurs à protester. Ils ont affirmé eux-mêmes leur volonté de continuer leur action et ils ont obtenu satisfaction, c'est-à-dire le retrait de la brigade de police qui les ennuyait dans leur travail. Je pense que c'est là un résultat tout à fait appréciable.

Enfin, d'autres mouvements, très importants, lors de l'arrivée des bateaux.

Camarades, si nous sommes bien d'accord avec les perspectives qui sont tracées devant le Congrès, avec les tâches qui nous sont fixées dans le rapport sur l'unité syndicale et dans le rapport sur les questions d'organisation, — si nous pensons que véritablement nous devons, dans les différents syndicats, partout où cela est possible, et le plus rapidement possible, réaliser l'unité syndicale à la base — nous devons voir que c'est seulement en apportant dans nos syndicats des mesures sérieuses pour leur donner un caractère d'organisation véritablement sérieuse que nous pourrions grouper dans nos rangs la grosse majorité de ces syndicats, la presque unanimité des corporants de ces syndicats. Et j'indique tout de suite que nous pensons que, pour le Syndicat unitaire des métaux de Marseille, qui n'a pas en face de lui un syndicat réformiste véritablement sérieux (il n'existe que sur le papier) ; pour nos syndicats de mineurs, qui n'ont en face d'eux que des syndicats réformistes très mal organisés ; pour notre Syndicat unitaire des taxis, qui n'a en face de lui qu'un syndicat réformiste qui n'existe également que sur le papier, l'objectif immédiat ce doit être de grouper dans leurs rangs l'ensemble des travailleurs de leur corporation et de réaliser ainsi l'unité syndicale dans leur corporation. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à un jeune cheminot de Roumanie, pays qui livre, depuis quelque temps, une grande bataille contre sa bourgeoisie.

INTERVENTION D'UN CAMARADE ROUMAIN

Permettez-moi, au nom du prolétariat roumain et spécialement au nom de la jeunesse ouvrière et adulte qui, dans les journées de février ont été à l'avant-garde du peuple travailleur des villes et des campagnes, au nom des syndicats unitaires et du Conseil général des syndicats, de vous transmettre un chaleureux salut révolutionnaire.

Camarades, comment se sont déroulées les luttes de février ?

Premièrement, les luttes de février, c'était le premier soulèvement

de grand style des ouvriers cheminots et pétroliers contre la solution capitaliste, pour une issue révolutionnaire de la crise. Les cheminots, par les grèves des 2, 16, 17 février, ont arraché 350 millions de lei aux banquiers français et roumains.

2. Les cheminots et les pétroliers, sous la direction du Parti communiste et des syndicats révolutionnaires, ont lutté non seulement contre le plan de famine des banquiers, mais aussi pour maintenir les droits politiques gagnés dans les luttes sanglantes par le peuple travailleur des villes et des campagnes.

3. Les cheminots ont lutté pour la libération des chefs syndicaux contre la dissolution des syndicats, pour leur légalité, contre l'état de siège. Ainsi, les cheminots sont devenus l'avant-garde du prolétariat roumain.

La troisième caractéristique des luttes de février est qu'elles se sont produites sur la base du front unique par en bas, sans et par-dessus la tête des chefs réformistes traîtres. Seulement, une minime partie des ouvriers étaient organisés dans les syndicats révolutionnaires. La plus grande partie était des inorganisés ou éparpillés dans les autres organisations étrangères aux intérêts des travailleurs. Il n'existe pas de parti politique bourgeois sans adhérents parmi les cheminots. Et pourtant, par une bonne application du front de la part des syndicats unitaires a été possible le rassemblement sous le même drapeau rouge des milliers de travailleurs qui ont lutté côte à côte sur les barricades contre le plan de famine.

La première grève du 2 février, ainsi que celles des 16 et 17, des cheminots comme celles des pétroliers de Ploiesti ont été conduites par des organes élus de *tous les travailleurs*, sur la plus large base démocratique. A la grève du 16 février, à Bucarest, a été élu un comité de 350 membres ouvriers. Personne ne peut méconnaître l'importance des mots d'ordre mis par les cheminots pour la reconnaissance des comités de fabrique. Le gouvernement Vaïda y a vu très clair, quand il a considéré ces comités comme des petits soviets. Il est clair que, dans la période de fin de stabilisation capitaliste, les comités de fabrique sont les formations embryonnaires des soviets de demain.

Quelles ont été les méthodes et les formes de lutte des ouvriers en février ?

Les travailleurs ne se sont pas contentés seulement de l'élection du comité de fabrique et de grève, ni de l'organisation des piquets de grève et des gardes d'auto-défense, mais les cheminots ont occupé les fabriques et ont défendu les positions conquises en laissant près de 500 morts sur le champ de bataille. Par la conquête des fabriques a été possible la mobilisation des milliers d'autres ouvriers, d'autres entrepreneurs de Bucarest.

Ainsi, les cheminots n'ont pas été isolés une minute des autres ouvriers de la capitale ; au contraire, des milliers d'autres ouvriers et spécialement les ouvrières des fabriques de tabac ont soutenu vingt-quatre heures héroïquement la lutte des cheminots. Les ouvriers ont conquis une série de magasins et alimentèrent les cheminots.

Pour que le gouvernement Vaïda pût gagner « la victoire », le matin du 17 février, il lui a fallu lutter des heures entières pour débayer les rues du quartier Grand, occupé par des milliers de travailleurs des autres entreprises. C'est seulement après que la rue eut été nettoyée et

après que les mitrailleuses situées dans les greniers eurent assassiné près de 500 ouvriers, que l'évacuation des ateliers a été possible.

Pendant vingt-quatre heures, avec un héroïsme unique dans l'histoire du prolétariat roumain, les travailleurs cheminots ont lutté pour la libération de leurs chefs, pour des syndicats libres, contre l'état de siège et pour la défense de l'Union Soviétique.

C'est là la pure vérité. Dans cette lutte sont tombés près de 500 morts et les vaillants chefs sont condamnés à plus de 500 années de bagne. Parmi les condamnés sont quatre membres du Conseil général des syndicats unitaires, condamnés à plus de 100 années de bagne. Mais la « victoire » du 17 février du gouvernement du bourreau Vaida est le prélude de la défaite de demain de la bourgeoisie roumaine.

Nous voyons cela dans les soulèvements des ouvriers de la vallée du Jiu, de la Dombrovitza, des ports et même des cheminots, qui continuent leur lutte contre la faim, le fascisme et la guerre impérialiste.

Quelle a été l'attitude des chefs social-démocrates de toutes les nuances ? Non seulement ils ont tout fait pour empêcher la lutte des cheminots et pétroliers, mais tandis que le sang des ouvriers communistes, social-démocrates et inorganisés tués n'était pas encore lavé, Mirescu et Lothar Radaceanu faisaient l'union sacrée avec les députés bourgeois, sous le mot d'ordre de : « A bas le bolchevisme ! », en réclamant même la tête des camarades Georghiu, Tudor et d'autres, qui étaient dans les griffes de la bourgeoisie roumaine.

« Il ne faut pas entrer en lutte pour des revendications politiques ». « Les revendications économiques ont été satisfaites ! » crient Radaceanu et Mirescu, au Parlement, aux masses travailleuses. « Vos chefs sont des agents de police ! » Une attitude cynique, à côté de celle du gouvernement sanguinaire, voilà l'attitude des chefs social-démocrates.

Malgré la terreur, après la défaite sanglante des cheminots, malgré la dissolution des syndicats unitaires et de la presse ouvrière, les syndicats révolutionnaires ont consolidé leur position et leur influence.

Chez nous aussi, se sont trouvés de tels « chefs », qui réclamaient au lieu de la lutte offensive contre la bourgeoisie la grève de la faim et, aujourd'hui, se trouvent encore de tels éléments opportunistes qui osent s'opposer à la tactique de la conquête des fabriques, liée à la conquête de la rue, et dire que cette tactique n'est plus bonne. Mais contre ces opportunistes, nous luttons pour les isoler des masses.

Les luttes de février ont été une preuve de la juste tactique de l'Internationale Syndicale Rouge.

Camarades, les luttes de février en Roumanie n'ont pas seulement une importance nationale. Elles ont aussi une importance internationale. Leur importance internationale consiste en ceci :

a) Qu'elles se sont produites dans un pays comme la Roumanie, limitrophe de l'U.R.S.S., qui organise la préparation de la guerre contre celle-ci ;

b) Que dans les luttes de février des détachements importants sont entrés dans la lutte, qui ont un rôle primordial dans la lutte de classe ;

c) Que ces détachements formés d'ouvriers des transports et du pétrole sont entrés dans la lutte sous la direction du Parti communiste et des syndicats unitaires contre la bourgeoisie et par-dessus la direction des chefs social-démocrates, qui s'opposaient à cette lutte ;

d) Les méthodes et les formes de lutte sont applicables, et pour les autres pays capitalistes spécialement dans la période de fin de stabilisation du capitalisme. (Le front unique, l'occupation des fabriques, la conquête de la rue, les barricades, l'électrification rurale, etc.).

Camarades, nous, ouvriers de Roumanie, étant dans un poste avancé du capitalisme contre l'Union Soviétique, nous sommes conscients de notre rôle pour lutter et défendre la patrie de tous les travailleurs. Nous accomplirons notre devoir jusqu'au bout, pour la défense de notre patrie socialiste, pour la destruction du système bourgeois, pour une Roumanie soviétique.

LE PRÉSIDENT. — Au nom du Congrès et au nom de la Fédération des Cheminots, nous pensons que notre devoir est de répondre à l'appel de nos camarades cheminots roumains. Déjà, lors du procès de Bucarest, notre Fédération, en accord avec l'Emigration Rouge, avec le Secours Rouge, a mandaté un avocat pour défendre les inculpés qui passeront devant le Conseil de guerre. L'état de siège fut proclamé à Bucarest avec la complicité des chefs de la social-démocratie, qui ont osé dire durant ce procès que si l'on avait écouté leurs directives et chassé de leurs ateliers de chemins de fer les militants révolutionnaires, les membres du Parti communiste, le gouvernement ne serait pas placé devant de tels incidents. A l'heure actuelle, les réformistes internationaux, et particulièrement P. T. F., essayent de faire retomber la responsabilité de cette action sur le rôle de provocateurs. Mais d'autres disent : Ce sont des communistes, payés par la direction des chemins de fer, qui ont été aux écoles de Moscou pour préparer un coup de force en Roumanie.

Nous devons faire fi de toutes ces calomnies et répondre : Présent ! à l'appel de nos camarades roumains. Imitiez leur exemple ; partagez leurs luttes. Il faut dire que dans ce travail des masses, dans cette lutte pour l'occupation des usines, le travail antimilitariste a été mené, puisque, dans une brigade, deux cents soldats ou sous-officiers ont mis la croûte en l'air et qu'il a fallu la garde royale pour les arrêter. (*Applaudissements.*)

Nous ne doutons pas que les camarades français donneront leur appui dans cette lutte pour la libération des cheminots et des pétroliers condamnés à des centaines d'années de prison. Il faut organiser les réunions, les démonstrations de rues et des motions de solidarité.

Mais, camarades, la lutte des ouvriers et paysans de Roumanie a besoin de l'aide du prolétariat international, et spécialement du prolétariat français. Pour nous opposer à la vague chauvine qui a inondé tous les Etats capitalistes, on a besoin, et cela de façon de plus en plus urgente, de l'internationalisme prolétarien, par le renforcement des cheminots. Et spécialement, camarades cheminots, vous avez le devoir de mobiliser les masses de cheminots pour la défense de vos frères. Leur lutte est la vôtre. A bas le fascisme ! Vive la solidarité internationale !

En conclusion, nous vous proposons la résolution suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. tient à manifester sa solidarité aux milliers de cheminots roumains qui ont lutté héroïquement en février dernier contre la dictature capitaliste sanglante de Carol, allié et valet de la bourgeoisie française.

Il s'élève avec indignation contre les sanctions et condamnations féroces qui se sont abattues sur plus de 100 militants révolutionnaires qui ont conduit les luttes héroïques et ont su entraîner les travailleurs roumains à la bataille, malgré les trahisons et les compromissions réformistes.

Le VII^e Congrès approuve l'initiative de la Fédération des Cheminots de former un large mouvement de défense des camarades cheminots bulgares par la création d'un comité de défense.

Il engage tous les syndicats à appuyer l'effort des cheminots dans cette action de solidarité active nationale et internationale qui pourra seule par sa puissance aider les travailleurs roumains à obtenir la libération de leurs camarades, arrêter le licenciement des meilleurs militants et imposer leur réintégration.

Nous vous demandons également d'adopter le projet de lettre que le Bureau va élaborer pour l'adresser à nos camarade Doncea et Petresco, emprisonnés. (Adopté.)

J'ai à vous donner connaissance d'une adresse du Syndicat des Préparateurs en Pharmacie :

Renouvelant le geste de solidarité souventes fois exprimé par votre organisation pour des tentatives en faveur de l'unité ouvrière, j'ai le devoir de vous aviser que notre organisation, soucieuse de rechercher les bases d'une unité organique de la classe ouvrière, se solidarise avec votre action et participera à votre Conférence d'unité organisée à la salle Bullier, ainsi qu'à votre manifestation du 30 septembre.

Croyez, etc. (Applaudissements.)

Nous saluons cette lettre, qui nous prouve que notre mouvement d'unité est en marche. (Approbaton.)

J'ai été saisi de la résolution suivante :

Le Congrès de la C.G.T.U., après avoir entendu la délégation des Jeunes du Congrès mondial contre la guerre et le fascisme, s'engage à appliquer les propositions qui lui furent faites, c'est-à-dire l'organisation d'action commune avec tous les ouvriers confédérés, chrétiens, unitaires et inorganisés, pour arracher des griffes fascistes nos camarades Dimitrov, Torgler, Tanev et Popov, inculpés dans le procès de Leipzig.

En conséquence, les délégués présents au Congrès de la C.G.T.U. devront, par entreprise, localité ou région, œuvrer pour que, par des manifestations, arrêt illimité du travail, grève, etc., la protestation ouvrière soit puissante.

A bas le procès de Leipzig !

Vive l'action prolétarienne contre le fascisme !

(La résolution, mise aux voix, est adoptée.)

LE PRÉSIDENT. — Voici encore une motion :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. félicite les camarades de la Fédération Sportive du Travail pour leur décision concernant le lancement d'un grand journal sportif prolétarien, le Sport.

Le journal va donner une base nouvelle aux syndicats unitaires pour les aider dans la conquête de la jeunesse ouvrière et, plus particulièrement, des centaines de milliers de jeunes sportifs qui sont dans les fédérations bourgeoises de préparation à la guerre.

Il doit permettre la constitution de clubs corporatifs face aux clubs patronaux et établir une liaison avec les sportifs ouvriers des fédérations bourgeoises et patronales.

En conséquence, le VII^e Congrès de la C.G.T.U. invite les délégués à faire le maximum pour assurer la diffusion de Sport, qui nous permettra d'entraîner à la lutte la jeunesse travailleuse.

(La motion, mise aux voix, est adoptée.)

INTERVENTION DE BERGE

BERGÉ (Cheminots). — Camarades, dans ce Congrès, je tiens à intervenir sur deux points qui n'ont pas été indiqués avec assez de force, à mon avis.

On a discuté la gravité de la crise aggravée encore par l'offensive de la bourgeoisie et de la bataille menée par notre C.G.T.U. dans ce pays.

On a parlé aussi d'autres questions, en liaison avec le rapport de Mauvais, mais on a insuffisamment marqué, je crois, l'effort réalisé dans nos syndicats et unions locales pour faire comprendre à nos militants l'ampleur de la tâche.

Il ne faut pas, dans un Congrès comme le nôtre, se satisfaire aisément du fait qu'on a mené de nombreuses luttes, mais examiner aussi celles que l'on n'a pas menées et qu'on aurait pu mener.

Dans notre prolétariat français, dans notre Fédération des Cheminots, nous avons enregistré 200 luttes partielles, mais, dans un Congrès où règne le syndicalisme révolutionnaire, il est nécessaire de rechercher si nous avons opposé à la bourgeoisie une résistance suffisante. Si l'on regarde l'offensive de celle-ci, sur combien de points n'avons-nous pas résisté suffisamment ? C'est à raison de la solidarité entre la bourgeoisie et le réformisme.

Ainsi, chez les cheminots, Bidegarray, au dernier congrès, a demandé aux congressistes de considérer la réorganisation des chemins de fer comme une opération chirurgicale dont les travailleurs doivent avoir le courage de supporter les conséquences. Le 24 juin, c'était Dautry qui, d'accord avec Bidegarray, demandait aux cheminots de comprendre que, pour garder leur rémunération intacte, ils devaient se prêter de bonne grâce à une réduction nécessaire des effectifs.

En face de ces deux citations — et c'est le point central de mon intervention — quelle devait être la mobilisation de tout notre front syndical ? Il faut reconnaître que de nombreux conseils syndicaux n'ont pas toute l'activité, toute la compréhension objective désirables. L'action contre la bourgeoisie est bien souvent limitée à une minorité. Il faudrait arriver à dresser contre elle et contre la social-démocratie une mobilisation totale des adhérents de la C.G.T.U. (*Très bien ! très bien !*)

Je n'ai pas le temps d'examiner une foule d'autres problèmes, mais n'y avait-il rien à faire ?

J'ai eu l'occasion dans la préparation du Congrès confédéral au sein de l'Union locale de discuter avec les militants avec lesquels je suis en opposition. A la lumière des discussions, nous avons vu d'une façon pratique, d'une façon nette et caractérisée les faiblesses sur le terrain de l'organisation des batailles, et c'est là où j'en viens au rapport de Mauvais. Nous avons vu qu'il y avait un gros travail à faire.

Enfin, est-ce notre rôle en tant que Confédération Unitaire, de suivre simplement les moments de révolte d'une couche du prolétariat ? Je ne pense pas que ce soit là l'objectif que nous ayons à suivre. Dans l'analyse des événements, je crois que le rôle de nos syndicats consiste à ne pas subir l'influence des événements, mais au contraire à lutter contre eux, à lutter contre les décisions du capitalisme.

Dans pas mal de cas nous n'arrivons pas à réaliser nos tâches. Je veux citer un exemple. N'avons-nous pas d'abord les possibilités ? Allons donc ! Dans mon propre syndicat — je prends cet exemple car il a de la valeur — dans la catégorie des agents des trains, le réseau de la bourgeoisie avait décidé de supprimer les temps de présence à l'arrivée ou au départ. Nous faisons une réunion. Qu'y avons-nous vu ? Sur trois cents agents, il y avait six agents, les six présents étant les meilleurs militants de mon syndicat. Et la conclusion qu'ils tiraient du fait qu'il n'y avait que six présents n'était pas heureuse. Ils semblaient dire : Il n'y a que six présents, il n'y a pas de raison pour que nous continuions l'action. C'est ainsi que les événements se sont déroulés du 14 au 29 janvier.

A la deuxième réunion, il y avait neuf présents. Le succès semblait être plus grand : neuf sur trois cents... C'était un premier résultat. Cependant, nous décidions de savoir et de discuter les raisons pour lesquelles les ouvriers protestaient et aussi celles pour lesquelles ils n'étaient pas à la réunion.

Dans l'analyse qui a suivi, les camarades furent incapables de traduire le sentiment des camarades et les militants unitaires n'avaient pas vu ce sentiment des masses !

Eh bien ! les cheminots, voyez-vous — la catégorie comprenait 300 agents dont 100 unitaires, 20 confédérés, 180 inorganisés — disaient très simplement : On pourrait lutter s'il n'y avait qu'un syndicat. Je passe rapidement, car je n'ai pas le temps de discuter, mais ce que je puis affirmer, c'est que dans la mesure où nous, section unitaire, avons su comprendre la situation et l'examiner dans une troisième réunion, en posant pratiquement l'unité dans la lutte, nous avons amené quarante présents. Cette réunion, la troisième, est arrivée à bâtir un comité de lutte et de défense. Quelques jours après cette masse qui, à la première réunion, apparaissait comme indolente, comme avachie, accompagnait non pas un délégué, mais une délégation de neuf membres qui avaient mission de discuter fermement jusqu'à l'aboutissement des revendications que défendaient les cheminots dans la cour de la gare. (*Applaudissements.*)

J'ai cité cet exemple, mais je puis en citer un autre. Nous avons eu l'occasion de créer un comité. Mais si nous n'avons pas la foi et des méthodes d'organisation nos tentatives de rassemblement des masses iront se briser sur la canaillerie des dirigeants réformistes. A Carmaux, il y a deux ans, nous avons formé un comité. Il a été démoli récemment et ce sont les ouvriers confédérés qui l'ont rebâti.

Tout à l'heure un camarade confédéré parlait, mais je n'ai pas le temps de développer les points qu'il a apportés. Ce qu'il faut marquer ici, ce sont les grandes possibilités que nous avons. Ce point sur lequel je voulais intervenir, c'est surtout le grand développement et le soutien de l'opposition dans les syndicats réformistes, point qui n'a pas été suffisamment soulevé dans ce Congrès.

Nous étions il y a quelques jours avec Carbonnel. Nous nous trou-

vions à Tarascon, dans la Provence. Nous trouvions à la descente du train un camarade des chemins de fer secondaires qui nous disait : « Je fais partie de l'opposition, mais quand il y a assemblée générale de mon syndicat, je ne peux rien dire ». De même à Arles, nous avons eu un langage identique ; j'ai pensé que ce n'était pas la peine d'y aller. Et pourtant ce camarade, qui était d'accord avec nous — Carbonnel peut le dire — nous traçait de façon positive toute la force qu'il faut avoir quand on est dans un syndicat réformiste pour lutter contre les charlatans de la collaboration des classes. Apporter dans une assemblée réformiste les critiques de la social-démocratie, savez-vous que ce n'est pas une tâche facile ! Et le camarade qui nous parlait exprimait bien ce sentiment. Je dis cela parce que jusqu'à présent on a très peu souligné l'importance du travail à organiser dans les groupes d'opposition.

Nous avons formé des groupes d'opposition. Ça n'a pas été tout seul ; il a fallu deux années de travail pour arriver à former, dans les syndicats confédérés, quatre groupes d'opposition.

Ce premier militant qui venait vers nous ressemblait beaucoup au camarade d'Arles. Ce n'est qu'en ayant avec eux des contacts permanents, en les aidant par une littérature appropriée, en militant à leurs côtés que nous avons réussi à créer une opposition dans les syndicats réformistes. Mais la bourgeoisie n'a pas perdu le nord. Quand nous avons formé l'opposition dans une usine de guerre, comme l'Office National de l'Azote, où travaillent près de trois mille ouvriers et où l'on fabrique soi-disant des engrais, elle a trouvé le moyen de détourner les onze exclus chassés du syndicat réformiste. Elle a travaillé sur ces onze exclus, en raison même du manque d'activité de notre part, pour conserver les masses avec elle et créer un syndicat autonome.

Dans les P.T.T., dans le Gaz, quand on a senti l'opposition, quand on s'est rendu compte qu'elle arrivait à se développer, on a manœuvré au moyen des exclusions. On a agi de même dans l'Enseignement où nous avons pourtant, camarades de la minorité, trois éléments particulièrement actifs — je n'en parle pas par régionalisme. Je veux citer les camarades Fournial, Ducelle et Place, trois instituteurs qui, véritablement, par leur activité, témoignent de leur dévouement au prolétariat. (*Applaudissements.*) Ils ont été exclus du syndicat confédéré, avec quatre-vingts autres camarades. Or, qu'avez-vous fait, camarades de l'Enseignement, vis-à-vis de ces camarades exclus ? Sans doute parce qu'ils étaient des éléments révolutionnaires, vous les avez laissé jeter hors du mouvement syndical, alors qu'en vérité vous aviez une occasion unique d'aller les défendre !

Si je dis cela, c'est parce que, maintenant, dans ce phénomène qui se produit à travers les masses ouvrières, si les cadres de notre C.G.T.U., si tous nos militants jusqu'aux plus petits, ceux qui n'ont pas de titres, si tous nos camarades ne comprennent pas que notre C.G.T.U., que notre Fédération, que l'ensemble de notre mouvement doit être une machine qui tournerait à plein au profit des masses ouvrières, si nous ne comprenons pas toute la valeur que représentent ces oppositions syndicales, toute l'attention qu'il nous faut leur donner, si nous ne comprenons pas qu'il nous faut avoir avec elles une politique de direction, une politique d'orientation, car ces camarades confédérés apportent avec eux une méconnaissance de beaucoup de choses ; ils ont la sincérité, c'est vrai, mais il est encore de nombreux problèmes qui leur échappent — et nous

devons aller à eux comme nous allons aux camarades inorganisés —, si nous ne comprenons pas tout cela, nous risquons de voir s'éloigner du mouvement syndical révolutionnaire des éléments particulièrement actifs et dévoués.

Il faut, en ce qui concerne nos tâches d'organisation, procéder, et c'est ma conclusion, à une éducation de nos cadres dans le sens que je viens d'indiquer. Il faut que, dans les Unions locales, sur toutes les questions qui ont pu être posées, en particulier sur le travail dans les rangs des camarades encore inféodés à la bourgeoisie et à la social-démocratie, on se mette à la besogne. Il faut que, dans l'ensemble de notre mouvement, on aborde ce travail, sans brutalités, certes, mais avec la certitude d'une doctrine qui a fait ses preuves, avec méthode, avec conscience, patiemment peut-être, mais avec ténacité.

Si nous faisons cela, alors ce n'est pas quelques groupes d'opposition que nous compterons en France, ce n'est pas quelques malheureux camarades sans possibilité de riposter qui travailleront pour l'idéal commun, c'est vers une orientation nettement déterminée, vers la conjugaison des ouvriers confédérés et des ouvriers unitaires que nous irons. Mais cela exige non pas simplement le travail des directions, cela exige le travail de l'ensemble des militants de notre C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE FROT

FROT (XX^e U. R.). — Dans le rapport d'activité de notre camarade Racamond et dans les interventions, il a été souligné le caractère encore spontané de nombreuses grèves et les difficultés que cela amène dans la direction la plus efficace de ces luttes.

Notre camarade Mauvais a démontré qu'une des raisons de notre faiblesse dans ce domaine était la sous-estimation de nos bases d'organisation.

En effet, si notre rôle est de guider les travailleurs pour arracher leurs revendications, améliorer leurs conditions de travail et d'existence, il faut être quotidiennement avec eux, par l'organisation sérieuse de nos sections syndicales d'entreprise. Il faut aussi que l'on comprenne que le patronat ne reste jamais inactif, insouciant, et s'il sait étudier nos méthodes de combat, en sortir des enseignements pour mieux défendre ses intérêts de classe, nous devons apporter à la classe ouvrière la contre-partie pour pouvoir battre en brèche ses prétentions.

La tâche de nos organisations syndicales est de savoir tendre tous leurs efforts pour éclairer le plus grand nombre de travailleurs, leur donner confiance en leur force et les organiser par différents moyens qui les lient à leurs syndicats unitaires.

Pour cela, il faut aller aux masses, toujours plus près des entreprises et trouver dans nos Unions régionales des forces d'organisation qui nous permettent d'arriver à ce but.

C'est aussi parce que nous savons que les luttes ouvrières appellent de plus en plus la nécessité de souder nos efforts communs pour défendre chaque secteur du front ouvrier menacé par le patronat qu'à ce travail de liaison avec les entreprises, se pose le problème du développement de notre mouvement intersyndical.

Et dans notre Union régionale, nous appelons les syndiqués des Services publics, en particulier, à apporter leur part d'activité au travail des Comités Intersyndicaux et Unions locales.

Nos camarades de ces branches industrielles doivent savoir que leurs luttes ne peuvent être victorieuses s'ils n'ont avec eux, ou tout au moins neutralisé, la majorité des usagers de ces services.

C'est avec l'aide des syndiqués de l'industrie privée qu'ils pourront démasquer le caractère antiouvrier de toute attaque gouvernementale qui les vise.

Ainsi, nous pourrions combattre avec plus de succès des forces coalisées de la bourgeoisie.

Notre XX^e U. R., à son dernier Congrès, a mandaté sa Commission exécutive pour opérer sa décentralisation et se rapprocher de sa base de travail : ses C. I. et U. L.

Nous avons divisé notre U. R. en cinq secteurs et un secrétaire de l'Union assure la direction de chacun d'eux. Les résultats déjà acquis nous permettent de dire que cette voie est bonne et qu'il nous faut persévérer en demandant à nos syndicats parisiens de faire des efforts pour, à leur tour, œuvrer dans ce sens.

Nous réunissons plus régulièrement et en un plus grand nombre notre actif syndical ; nous sommes plus souvent dans les C.E. des C.I. et U.L. ; nous participons mieux à leurs réunions intersyndicales, ce qui contribue à donner un intérêt plus grand en y posant des problèmes et en les développant.

Nous connaissons mieux les difficultés que rencontrent nos militants locaux ou d'entreprise pour leur travail et nous participons à l'élimination de ces difficultés par l'appui de notre expérience.

Car l'objectif de nos C.I. et U.L. reste l'entreprise et déjà certains C.I. n'avaient qu'un travail de permanences mensuelles pour les cotisations et conseils juridiques, sans s'occuper sérieusement des entreprises : aujourd'hui, comme le C.I. de Villeneuve-le-Roi, l'orientation permet de toucher, avec un journal d'entreprise, les chantiers de la Haute-Seine, de faire une réunion rassemblant une cinquantaine d'ouvriers sur 140 et de constituer une section syndicale de 18 membres en une semaine de travail.

Ailleurs, à Paris, à Issy-les-Moulineaux et en d'autres localités, nous constituons ou reconstituons les sections syndicales d'entreprise et en assurons un meilleur contrôle.

Grâce à une meilleure activité, notre mouvement syndical n'attend plus que les ouvriers viennent d'eux-mêmes à nos syndicats quand ils sont en difficulté, ce sont nos organisations, par l'intermédiaire de leurs syndiqués de base, que nous convainquons, que nous entraînons au travail et qui vont à la conquête des ouvriers, des entreprises.

C'est à Etampes où, avec une plus grande assiduité dans la visite de ce centre éloigné, et hier abandonné, où après trois réunions consécutives d'ouvriers agricoles, nous faisons 18 adhésions aux syndicats et où nous sommes persuadés qu'avant la fin de l'année nous aurons un syndicat de 100 membres, avec une base d'organisation sérieuse.

Notre région parisienne a ceci de particulier que le siège des syndicats est au centre de Paris et qu'ils doivent rayonner sur les entreprises dans un rayon de 20 à 30 km. au delà, en Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, nous avons dans le Bâtiment reconstitué nos syndicats locaux et la Fédération des Métaux constitue dans certaines localités ses syndicats.

C'est donc à des Unions locales que nous avons affaire, qui peuvent disposer d'un minimum d'argent pour leur travail de propagande.

Pour mieux aider nos sections syndicales, nos syndicats pour l'édition de la presse d'usine que nous voulons développer, presse interusines et même journal intersyndical de certains C.I. ou U.L., nous avons au siège du secteur une permanence et chaque après-midi, avec une dactylo, nous faisons à pied d'œuvre tout le travail, en même temps que nous donnons aux secrétaires de C.I., avec moins de dérangement, les renseignements dont ils ont besoin.

La vie de nos comités intersyndicaux et de nos Unions locales se développe et, par le canal de nos sections locales, industrielles et de nos syndicats, nous nous lions aux entreprises, établissons des liaisons dans d'autres, nous tendons tous nos efforts pour que pas une usine, un chantier ne soit ignoré de notre mouvement syndical.

Mais cela n'est pas encore parfait, il nous faut une aide plus effective des syndicats pour qu'à chaque ouvrier qui veut adhérer, nous puissions délivrer sa carte.

Pour les petits syndicats, l'Union a donné à chaque responsable de C.I. ou U.L. un carnet à souches d'adhésions qui permet de donner un reçu au camarade à qui nous ne pouvons délivrer immédiatement la carte ou le timbre.

C'est par nos C.I. que nos syndicats parisiens peuvent faire descendre avec plus de célérité les décisions prises dans les conseils syndicaux.

Mais il faudra de plus en plus, pour un travail fécond, que les membres des conseils syndicaux participent mieux à la vie de leur comité de secteur, ainsi que les membres de la Commission exécutive de notre Union régionale.

Voilà, camarades, nos buts à atteindre ; faire que les décisions prises dans nos organisations responsables soient acheminées vers les bases locales rapidement aux entreprises.

Par une vie active, par le développement de notre presse d'usine, par la tenue régulière et la popularisation de nos permanences syndicales juridiques, par la multiplication de nos bases multiples, nous donnerons aux ouvriers des Bourses du Travail peut-être pauvres, mais que nous améliorerons.

La décentralisation de notre Union n'a pas brisé notre unité de vues sur tous les problèmes qui se posent devant le mouvement ouvrier.

Le secrétariat, le Bureau de l'Union fonctionnent comme avant et chaque matin les secrétaires sont au siège central de l'Union et peuvent examiner en commun tous les problèmes.

Ce qui a manqué depuis six mois, c'est l'échange plus sérieux de nos propres expériences dans chaque secteur ; nous prendrons des dispositions pour améliorer cela et ne pas rester cloisonnés dans notre secteur, mais il nous faudra une entr'aide effective, dans des cas comme la grève des bateliers où trois secrétaires de l'Union durent abandonner leur secteur pour accomplir leur travail.

Camarades, on n'a pas beaucoup parlé à notre Congrès des chômeurs de leur comité, de leurs revendications. Nous voulons diriger leur lutte, apporter à nos camarades dans la misère l'expérience de notre mouvement, c'est avec nos groupes de chômeurs syndiqués que nous essayons de faire ce travail.

Nos C.I. font rentrer dans leurs Commissions exécutives plusieurs membres du groupe de chômeurs syndiqués et avec eux nous examinons la marche du comité de chômeurs.

A la vérité, nous devons dire que nous n'avons pas fait de grands

pas dans cette voie, mais cet hiver, il faut à toute fin arriver à des résultats sérieux.

Et puis, camarades, hier, dans toute notre Union, quand nous faisons une assemblée des responsables des C.I. sur la base d'une réunion pour toute l'Union, nous n'avions qu'une trentaine de militants dans le meilleur des cas ; maintenant, c'est ce chiffre que nous rassemblons dans les secteurs de banlieue et le double pour celui de Paris.

Et c'est comme cela que nous allons augmenter nos cadres, problème si sensible à tout notre mouvement syndical. Dans le secteur Sud, que je connais de ce fait plus particulièrement, en six mois nous passons de 10 C.I. à 19 ; nous doublons presque notre actif syndical, car nos C.I. exigent des militants pour les faire fonctionner, nous trouvons de ces camarades qui ont des possibilités, qui acquièrent la volonté de travailler, parce que le lieu de l'activité qu'on exige d'eux n'est pas trop loin de leur domicile et de leur entreprise.

Ainsi depuis quelques mois, nous pourrions faire un bilan, il serait positif.

Camarades, nous avons fait beaucoup plus de réunions locales, d'usine, nous avons aidé puissamment à éditer des journaux d'entreprise, nous avons diffusé très sérieusement les rapports d'activité, 250 dans le secteur Sud ; la solidarité s'améliore, notre liaison permet de tenir plus en haleine nos camarades, de les stimuler et ils font ainsi un meilleur travail.

Après notre Congrès, nous allons multiplier nos efforts ; nous sentons d'énormes possibilités de rassembler les travailleurs chaque jour plus mécontents et plus décidés à la lutte ; c'est qu'ils nous attendent, car ils nous connaissent mieux que les chefs confédérés.

Voilà, camarades, quelques aspects de notre travail régional, nous avons beaucoup de choses encore à dire, mais les colonnes de notre *Vie Ouvrière* nous donneront l'occasion d'en parler et de souligner ce que nous n'aurons pas pu faire ici.

Quoi qu'il en soit, notre mouvement unitaire peut et doit aller de l'avant et ce sont nos méthodes d'organisation améliorées qui nous en donneront les possibilités.

Alors, camarades, pour conclure, il faut donc prendre les ouvriers comme ils sont et non comme nous voudrions qu'il soient ; et par notre activité grandissante, par notre dévouement à la défense de leurs revendications, en leur donnant confiance, en méritant cette confiance, nous pourrons mener la classe ouvrière aux buts révolutionnaires que nous nous sommes assignés.

Développons donc activement nos bases intersyndicales, allons ardemment aux entreprises, faisons des usines des citadelles du prolétariat et de chaque cité ouvrière une place forte de combat.

INTERVENTION DE SICRE

SICRE (T.C.R.P.). — Mettant en application les décisions du VI^e Congrès de la C.G.T.U., le travail de notre syndicat et de nos militants de base s'est orienté vers la réalisation du front unique à la base dans chaque dépôt, dans chaque atelier. Il n'a pas été des plus concluants pour plusieurs raisons.

La première, c'est que nos sections syndicales ne fonctionnant pas

très bien, elles avaient beaucoup de mal à jouer un rôle déterminant et à être à la tête des ouvriers de toutes tendances dans nos dépôts.

Le travail à la base étant trop récent n'était pas toujours suffisamment compris, particulièrement par quelques militants qui conservent encore les illusions semées par les minoritaires et les chefs confédérés. Illusions qui coûtent cher aux travailleurs des T.C.R.P., en particulier, et à tous les travailleurs en général.

Beaucoup de militants, et par répercussion le personnel, étaient portés à regarder ce qu'allaient faire les directions syndicales et pendant ce temps le front unique à la base n'avancait pas et les chefs confédérés, avec leurs nouveaux amis les minoritaires, continuaient à entretenir la confusion parmi le personnel.

C'est peut-être la plus grosse faute, car elle avait pour résultat de laisser croire que les chefs confédérés pouvaient accepter de lutter contre la S.T.C.R.P., alors que les ouvriers (même confédérés) savent que depuis longtemps leurs chefs emploient toute leur activité dans leur politique de duperie et se contentent de discourir sans fin, de calomnier les militants unitaires et la C.G.T.U., pour cacher leur volonté de ne pas entraîner les ouvriers à la lutte et à la défense de leurs revendications.

2. Notre direction syndicale, en portant ses efforts pour la constitution des comités de front unique à la base, a également adressé des propositions concrètes de front unique à la direction confédérée.

Si nous n'avions pas commis l'erreur d'attendre une réponse problématique des chefs confédérés, nous aurions pu entraîner nos militants et l'ensemble du personnel, et faire la démonstration qu'en aucun cas, les chefs confédérés ne veulent de l'unité et par conséquent la lutte contre nos exploités.

C'est ainsi que dans l'application de la tactique de front unique, alors que nos camarades confédérés et inorganisés de la base étaient enthousiasmés par nos propositions, nous n'avons pas eu une conception juste et si, momentanément, nous avons su rallier la majorité du personnel nous avons permis, par notre manque de précision, aux chefs confédérés, d'apporter les germes de désagrégation dans ces comités de front unique.

Quelques exemples :

Prenons le Comité de front unique du secteur Sud, qui englobait plusieurs dépôts ; là, nos camarades ont constitué leurs comités et obligé les délégués confédérés de ces dépôts à donner leur adhésion, poussés par le mécontentement légitime de leurs adhérents, qui voulaient arracher le complément de l'assimilation, régime de maladie, retraites, etc.

Nos camarades ont commis une erreur, c'est de se laisser entraîner sur le chemin de la sentimentalité, c'est-à-dire de croire qu'il est suffisant de se faire mutuellement des déclarations d'amitié et d'oublier la préparation des luttes et aussi le chemin de l'organisation centrale, de ne plus vivre la vie de son propre syndicat et de subordonner l'activité de la Section syndicale de base au Comité de front unique. alors que justement c'est le contraire qui doit se produire ; *ce sont les sections syndicales unitaires qui doivent, par leur homogénéité, leurs directives précises, être l'élément moteur capable de garder le contrôle et d'impulser la vitalité des Comités de front unique.*

Prenons maintenant le dépôt de la « Maltournée », là aussi un Comité de front unique a été constitué, et quel est le travail qu'il réalise?

Il subordonne également le travail collectif de masse que devrait faire la section syndicale unitaire pour entraîner tout le personnel et orienter le Comité de front unique vers la lutte, à *l'activité insuffisante d'un délégué par organisation adhérente, au Comité de front unique.*

Ainsi dans beaucoup de cas, sous prétexte de garder la liaison avec les délégués confédérés et chrétiens, nos camarades ne portent pas la discussion publiquement, ne mettent pas en parallèle les moyens de lutte définis par nos Congrès de la C.G.T.U., ne dénoncent pas suffisamment (quand ils le font) la politique de collaboration patronale et gouvernementale de la C.G.T. ainsi que la formule du syndicat chrétien qui, lui, répudie catégoriquement la lutte des classes.

Notre section syndicale du dépôt du Hainaut, reconstituée après l'assemblée générale de notre syndicat de 1931, où la minorité fut battue, s'est mise au travail au début de 1932; sur un effectif de 600 agents environ, il restait 17 syndiqués unitaires. Voilà l'œuvre des minoritaires; à trois militants dont un colonial, nous nous sommes mis au travail en défendant les revendications les plus petites des travailleurs et en clarifiant la confusion créée et entretenue par les chefs minoritaires, genre Fournol.

Les résultats ont été concluants par les adhésions au syndicat unitaire que nous avons enregistrées, c'est ainsi qu'au mois de mars, cette année, notre dépôt sur 40 a été classé 12^e au classement général du concours d'émulation; nous avons constitué un cadre de 15 militants délégués de base et une section syndicale avec un délégué général de dépôt (responsable politique), un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, chargé de la correspondance avec nos camarades des Transports de Moscou et une commission exécutive composée de l'ensemble de nos militants, ainsi qu'une commission de presse chargée de la rédaction de notre journal de dépôt, paraissant chaque mois et du contrôle des articles de notre dépôt paraissant sur notre journal corporatif.

Nous avons constitué un Comité de front unique dénommé Comité d'entente et de lutte du dépôt du Hainaut.

Voici l'ordre du jour voté à l'assemblée du dépôt :

Le personnel du dépôt du Hainaut, réuni le 10 mai 1933 au nombre d'une centaine, salle Charpentier, 161, avenue Jean-Jaurès, sur convocation du Comité d'entente et de lutte, après avoir entendu les camarades Breton, unitaire; Sicre, unitaire; Lévy, confédéré; Gilbert, unitaire; Deniau, confédéré; Amion, confédéré, sur la constitution d'un Comité d'entente et de lutte, approuve le travail réalisé par le Comité d'entente et de lutte, notamment le dépôt du cahier de revendications le 1^{er} Mai.

Ratifie à l'unanimité la constitution du Comité d'entente et de lutte ainsi que la nomination du Bureau composé des camarades: Sicre, secrétaire général (unitaire); Lévy, secrétaire adjoint (confédéré); Viennet, assesseur (unitaire); Achard, assesseur (confédéré); Goron, assesseur (confédéré).

Laisse le soin au bureau de désigner sa commission exécutive et d'élire parmi ses membres un trésorier, un trésorier adjoint ainsi qu'une commission de contrôle.

S'engage à populariser et soutenir le comité d'entente et de lutte pour l'aboutissement de nos revendications communes.

S'engage à briser toutes tentatives de division qui pourraient surgir

au sein du Comité d'entente et de lutte et de démasquer impitoyablement ses auteurs.

Se déclare enthousiasmé de la constitution du Comité d'entente et de lutte, qui est un premier jalon vers la réalisation totale de l'unité de lutte des travailleurs des T.C.R.P. dans un syndicat unique et une C.G.T. unitaire de classe.

Se sépare aux cris de : Vive l'unité syndicale d'action !

Pour le Comité d'entente et de lutte :

Le secrétaire général, SICRE (unitaire.)

Le secrétaire adjoint, LÉVY (confédéré.)

C'est grâce à la réorganisation de notre syndicat, sur la base des sections syndicales, que nous avons réussi à remonter le courant de désaffection en janvier 1932, à la suite de la scission faite dans notre syndicat par Devaux et Fabre du défunt « Comité des 22 ».

33 sections syndicales sont maintenant constituées et sortent assez régulièrement leur journal de section syndicale.

Le bureau syndical a porté tous ses efforts pour que les sections syndicales de chaque dépôt ou chaque atelier soient la base et la force vive de notre syndicat.

1. Un petit fascicule a été distribué à chaque délégué collecteur et membre d'une section syndicale, portant sur le travail particulier et général des sections syndicales.

2. Des circulaires portant sur les événements dans notre corporation et documentées sur les décisions et résolutions sont envoyées périodiquement aux secrétaires de sections syndicales et parfois aux délégués quand cela est nécessaire. C'est donc un travail de décentralisation portant nos efforts sur la base de l'entreprise.

3. Au début de l'année 1932, un concours d'émulation entre délégués collecteurs nous a permis de réaliser dans le cours de l'année 2.500 adhésions, tout en s'organisant solidement sur la base de l'entreprise, du dépôt.

4. Pour consolider et développer le travail des sections syndicales, un nouveau cours d'émulation fut organisé au début de 1933 avec, comme aboutissant, la désignation par les deux meilleures sections syndicales de deux délégués aux fêtes du 1^{er} Mai en U.R.S.S.

Résultat à la fin de ce concours d'émulation, 2.200 adhésions nouvelles à notre syndicat unitaire.

Voilà, très brièvement, le travail d'organisation que notre majorité a réalisé, il nous a permis de faire de notre syndicat le plus puissant de notre corporation, ayant plus de 6.000 adhérents.

Une faiblesse subsiste pourtant : c'est notre difficulté à entraîner l'ensemble du personnel à l'action nécessaire à l'aboutissement de nos revendications ; c'est dans ce but que nous devons porter nos efforts, mais nous sommes sûrs qu'avec l'appui de tout le personnel nous obtiendrons des résultats et nous battons le patronat.

INTERVENTION DE DELOBELLE

DELOBELLE. — Mauvais a souligné devant vous les principales faiblesses de notre mouvement syndical, en particulier celle du manque de travail dans les entreprises.

Il y a aussi d'autres faiblesses dans le travail d'organisation, un manque d'esprit de suite dans les méthodes, un mauvais fonctionnement de nos organismes. Beaucoup de camarades ont passé à la tribune et dans des exposés clairs nous ont démontré qu'ils étaient d'excellents orateurs capables de soulever les masses. C'est bien, mais je pense que parmi eux il nous faut essayer de trouver d'excellents organisateurs.

La C.G.T.U. a la sympathie des masses, nombreux sont ceux ou celles qui ne lui ménagent pas leurs applaudissements ; nombreux sont ceux ou celles qui approuvent sa tactique dans les luttes, ses méthodes d'action mais qui restent néanmoins en dehors de ses rangs. Pourquoi ? C'est que dans la C.G.T.U., à part quelques syndicats, on ne trouve pas, surtout dans l'industrie privée, les services quotidiens dont ils ont besoin. La C.G.T.U. manque de base d'organisation de recrutement ainsi que les bases multiples intérieures nécessaires au maintien des adhérents au syndicat.

C'est, à mon avis, surtout dans la structure et le fonctionnement de nos syndicats, que nous devons rechercher la cause de la fluctuation des effectifs.

Camarades, l'utilité du groupement ne se discute plus. On prétend à tort que l'ouvrier français est réfractaire à l'organisation et reste individualiste. Je pense que c'est une erreur. Si nous n'avons qu'un dixième du prolétariat organisé syndicalement nous pouvons affirmer que 4 à 5 millions d'ouvriers sont groupés dans des organisations diverses. Je dirai mieux, il serait difficile de trouver en France beaucoup d'ouvriers qui ne soient pas groupés dans une société quelconque. A la Maison du Peuple d'Angoulême, il y a une trentaine de salles, toutes occupées par des groupements divers et rien que par des ouvriers. Cependant ils délaissent l'organisation syndicale qui est la meilleure des formes pour assurer leur défense.

Pourquoi cette hésitation à venir vers nous ?

Parce que le travailleur français ne voit pas assez le syndicat unitaire, parce qu'il sait que s'il peut compter sur lui en période de grève, il n'en est plus de même dans les périodes normales. Il ne saisit pas bien ses rouages.

En effet, rien ne paraît plus compliqué qu'un mécanisme dont on ne connaît pas le fonctionnement, dont on ne voit pas le système de travail.

Il en est de même au point de vue syndical ignoré des ouvriers. Cette ignorance provoque l'indécision de nos camarades pour venir à nous. C'est aussi une certaine crainte des responsabilités à prendre.

Je voudrais attirer l'attention des camarades sur le fonctionnement régulier des syndicats, sur la tenue des assemblées générales, les conseils syndicaux qui doivent permettre l'expression des syndiqués dans la plus forte démocratie ; est-ce qu'il en est ainsi ?

Nous pouvons répondre franchement : Non. Nous avons pu compiler plus de 500 réponses au questionnaire de la C.G.T.U., réponses émanant directement de la part des dirigeants de base. Elles nous démontrent qu'on a peu ou pas modifié les méthodes qui datent d'avant-guerre.

Les assemblées on les tient toujours tous les trois mois statutairement, certains nous répondent : Nous avons une assemblée par an, en cas de nécessité deux fois par an.

Comment peut-on concevoir que des camarades, des syndiqués, puis-

sent s'intéresser au syndicat dans ces conditions. Pendant des mois et des mois ils ne voient de l'organisation que le trésorier ou le collecteur et il faut reconnaître qu'il leur faut l'âme chevillée pour rester syndiqués.

Est-ce que les fédérations, unions régionales ignorent ces choses? Non. Evidemment elles le savent aussi. Nous ne saurions rejeter toute la faute de la préparation mauvaise des assemblées sur les militants de base. Il est certain que si nos U.R. prêtaient plus d'attention à ce fait, cela ne pourrait se produire. Tenir une assemblée générale tous les six mois ou un an, est une méthode réformiste que nous ne pouvons admettre plus longtemps.

Quelques mots sur la convocation des assemblées. Là encore, en général, on emploie des méthodes périmées. On appelle les syndiqués à assister à une assemblée, au moyen d'une convocation imprimée qui sert toujours, quel que soit le cas ou la situation, on ne change rien. Il arrive encore fréquemment que le secrétaire, après accord avec le trésorier, décide de convoquer l'assemblée sans consulter le Conseil. Les Conseils, parfois, n'existent pas. Il est à supposer qu'à Halluin cela fait défaut puisque c'est le secrétaire de la Bourse du Travail, notre ami Bostoën, qui répond pour le Textile, le Bois, l'Alimentation. A la réunion, le secrétaire fait un long exposé d'une heure, il peint la situation d'ensemble, faisant parfois le tour du monde mais n'examinant pas les revendications immédiates de la localité ou des usines dans lesquelles travaillent ses syndiqués.

Pouvons-nous améliorer? Oui. Tous les problèmes qui doivent être solutionnés au sein des assemblées générales doivent être examinés au préalable par le Bureau et le Conseil syndical; éliminer tout de suite tout ce qui n'est pas important et non pas faire à chaque fois un rapport moral, mais discuter à fond sur les revendications des ouvriers, toujours en rapport avec les mots d'ordre de la C.G.T.U. Il est nécessaire que les militants des Fédérations, des U.R., quand ils vont faire des réunions quelque part, voient les secrétaires de syndicats, les trésoriers, et leur demandent comment ils procèdent pour les assemblées générales et ainsi ils pourront rectifier au besoin en donnant d'utiles indications aux camarades.

En tout cas la question posée à l'ordre du jour doit être connue de tous les syndiqués. Entre les réunions régulières des syndicats, il faut garder une liaison entre les syndiqués et la direction au moyen d'un tract, journal d'usine ou tout autre moyen analogue. Très souvent, les camarades dirigeants sont handicapés par l'élaboration des revendications. Ils reprennent presque intégralement les mots d'ordre de la C.G.T.U. et de la Fédération, ce qui, évidemment, n'est pas bon pour mobiliser les ouvriers et préparer les luttes. Il est nécessaire de discuter sérieusement des revendications et c'est pourquoi la nécessité d'une liaison étroite doit exister entre le responsable du syndicat, fédération et U.R. pour que ces dernières apportent leur concours aux militants de base.

Est-ce ainsi que cela se passe?

Toujours d'après le questionnaire et selon les réponses de nos camarades, nous pouvons affirmer qu'il n'en est rien. Le syndicat des Cheminots d'Epernay indique que l'Union locale est morte, que le syndicat a des difficultés, que l'on ne sait pas si l'Union Régionale existe, qu'on

ne l'a pas vue depuis deux ans et qu'il n'y a même pas de correspondance échangée. Pourquoi la direction de l'U.R., qui ne reçoit aucune réponse de ce syndicat, ne s'en est-elle pas aperçue pour trouver le motif de ce silence et améliorer sa liaison avec le syndicat ? Ce sont les mineurs de la Mure qui se plaignent que la fédération est en retard pour l'envoi des renseignements et qui s'étonnent de ne pas avoir reçu de la fédération la dernière loi concernant les mineurs.

Ce sont les Cheminots de Nice qui croient que la fédération disperse trop ses forces dans le pays, le syndicat de la Marine de Toulon qui demande l'aide de l'Union Régionale alors que celle-ci est sur place. Nous pourrions multiplier ces exemples, mais ils se suffisent à eux-mêmes.

Des camarades se sont mis résolument à la tâche, exemple les cheminots de Blida et du 4^e secteur Etat et mineurs du puits 5 Escarpelle.

« Les camarades pas encore syndiqués nous les prenons sur le lieu du travail, nous discutons fermement de la situation présente, crise énorme sur le dos des travailleurs, brimades de la part de nos chefs, accidents par manque d'outillage. Nous les invitons dans nos assemblées à discuter fraternellement et ce n'est que par ce moyen que notre syndicat recrutera. L'avant-dernier mois, une adhésion ; le mois dernier, sept adhésions, et nous ne voulons pas nous arrêter. »

Nos camarades cheminots du 4^e secteur indiquent dans un rapport qu'ils ont modifié leur façon de procéder.

Je tiens à citer ce passage :

« Nous avons délaissé pour l'instant les formules d'ordre général pour discuter sur les conditions de vie et de travail des camarades, le rôle des syndicats dans la défense des revendications. Nous avons fait ressortir que le syndicat devait non pas être considéré comme une association mutuelle, mais comme une arme de combat entre les mains des syndiqués, c'est ainsi que, pour plusieurs syndicats du secteur, nous avons établi un cahier de revendications, quelques-unes présentées immédiatement ont déjà reçu satisfaction et les camarades s'en sont déclarés très satisfaits, de plus dans plusieurs endroits des camarades ont pris part à la discussion ».

En pratiquant de cette façon, nos camarades ont vu leurs assemblées mieux suivies et des discussions plus profondes.

La section syndicale unitaire des mineurs puits n° 5 se réunit tous les mois.

La convocation est faite par le journal de fosse, par sonnerie dans les corons et, plus généralement, sur le lieu du travail par nos délégués des quartiers ou groupes de fosse.

Ces exemples montrent que, lorsqu'il y a du travail collectif, une volonté de se lier aux ouvriers syndiqués, intéresser également les ouvriers qui ne le sont pas, nous pouvons obtenir des résultats.

Dans nos mouvements il y a ainsi un grand nombre de militants de base qui peuvent assurer un excellent fonctionnement d'une direction syndicale ; je le répète, le tout c'est de vouloir le faire avec persévérance.

L'administration des syndicats. — Cette question joue un rôle des plus importants dans notre mouvement. On peut dire que là où il y a

une bonne administration, il y a une liaison entre les syndiqués et la direction, il y a de grandes possibilités de lutte.

Une bonne administration doit nous permettre de recenser nos adhérents, d'avoir une bonne gestion financière et une répartition judicieuse des cotisations. Cela implique d'avoir un répertoire de noms et adresses des syndiqués, ainsi que les usines où ils travaillent. Ce système permettra d'avoir un contrôle sur les adhérents et de connaître lorsqu'il y a du retard dans les cotisations. Une telle administration consiste aussi à éduquer les camarades syndiqués et pour cela pas besoin d'être orateur. Il suffit de commenter une résolution votée à la fédération ou à la C.G.T.U., prendre la documentation dans « l'Arsenal du militant » qui paraît chaque semaine sur la *Vie Ouvrière* et d'en informer les syndiqués dans des réunions éducatives. L'administration va de pair avec le collectage et la trésorerie. L'argent est, selon une expression courante, le nerf de la guerre. Pour assurer le soutien aux luttes, pour la préparation de celles-ci, pour l'agitation, pour l'édition des journaux, etc., pour tout cela il faut des cotisations. Or, en général, celles-ci sont très faibles et ne permettent pas un gros travail, mais, ajoutons que la répartition n'en est pas toujours faite d'une manière équitable. Lorsqu'on a payé la Fédération, l'Union Régionale, l'Union Locale, il ne reste plus rien ou presque au syndicat pour son travail quotidien et il est réduit à l'impuissance, parce qu'il ne reçoit pas l'aide indispensable de l'Union Locale, l'Union Régionale et de la Fédération.

C'est pourquoi il s'agit pour nous d'améliorer le système des cotisations et d'en assurer une juste répartition. Il faudrait initier les camarades à ce travail qui n'est pas très difficile. C'est même assez simple, mais les questions de trésorerie arrêtent toujours les jeunes militants à en prendre la responsabilité. Nous devons avoir des commissions de contrôle dans tous les syndicats car il y a beaucoup à dire de ce côté. Nous perdons quelquefois des adhérents parce que le camarade trésorier ne s'inquiète pas du retard dans le paiement des cotisations ; lorsque le syndiqué a plusieurs mois de retard, il quitte l'organisation parce qu'il est incapable de payer la somme due. Il est donc nécessaire de faire un relevé tous les trois mois des syndiqués en retard, rendre compte aux ouvriers des dépenses. Ceux-ci seront satisfaits de savoir comment est utilisé leur argent et puis ceci est indispensable pour couper court aux calomnies colportées par le patronat qui n'hésite pas à lancer toutes sortes d'accusations contre les trésoriers des syndicats, allant jusqu'à affirmer qu'ils font la bombe avec l'argent des syndiqués !

Nous avons beaucoup de réponses de camarades qui touchent cette question, ce qui prouve que cela les intéresse au plus haut point.

A Biarritz, le camarade trésorier nous signale que le collectage est bien fait, qu'un compte financier est établi tous les trois mois ; mais, depuis quatre ans, la commission de contrôle n'a pas fonctionné et ce camarade menace de démissionner.

Il y a là une lacune dangereuse, sous aucun prétexte nous ne devons laisser les trésoriers sans contrôle. C'est aussi une mesure de garantie pour eux et pour nous.

Les P.T.T. de Niort se plaignent qu'en payant 6 francs de cotisation, il leur reste, après avoir payé tous les organismes, 0 fr. 10 pour leur travail. Dans la 26^e U.R., les ardoisiers de Trélazé demandent une diminution de l'U.R. qui est de 1 fr. 50. Le syndicat des Cheminots du Mans proteste contre la cotisation de 1 fr. 50 ; il ne leur reste que 0 fr. 37 sur

une cotisation de 5 francs. A d'autres syndicats qui paient 4 fr. 50, il ne reste absolument rien pour le travail. Voici la répartition pour les syndicats dans la 29^e U.R. :

Cotisation fédérale	Fr.	2 75
— U. R.		1 25
— Maison du Peuple.....		0 375
— Journal		0 25

Soit un total de.....Fr. 4 625

Sur 5 francs, il ne reste que 0 fr. 375. Et encore, nous pourrions multiplier les exemples, mais nous pensons que la question des ristournes aux syndicats se pose d'une façon impérieuse.

Le collectage. — Nous pensons que le collectage le meilleur doit s'effectuer à l'usine, mais avec la répression il n'est pas facile de ramasser des cotisations sur le lieu du travail. C'est pourquoi il faut s'orienter vers le collectage à domicile. Dans la région du Nord cette forme de contact entre le syndicat et les syndiqués est assez bonne, car nous nous orientons vers le collectage par les militants, mais il faut prendre garde à un danger : au tapage. Souvent l'adhésion coûte cher, mais encore viennent s'ajouter d'autres demandes pour souscrire à des organisations diverses. De nouveaux syndiqués viennent pleins de confiance vers nous, ils viennent se défendre et, pour commencer, quelqu'un leur présente une liste, un autre une carte, comme il ne veut pas refuser il débourse son argent, mais n'est pas repris une seconde fois. Il ne revient plus au syndicat, car il a l'impression que pour être syndiqué, il lui faut faire trop de sacrifices financiers. Les collecteurs à domicile ou au chantier sont toujours munis de listes de souscription, cartes, dont ils sont chargés. Dans le Nord, j'en ai vu avec 8 listes différentes. Ainsi pour les collecteurs, les difficultés augmentent et ils sont considérés comme des tapeurs professionnels.

Je tiens à vous lire quelques passages d'une lettre adressée par un collecteur à la C.G.T.U. :

Mais dès qu'un adhérent nouveau arrivait à l'organisation syndicale, immédiatement les responsables du S.R.I., du P.C. et autres organisations se transportaient presque automatiquement auprès de ce copain et l'invitaient à entrer à l'organisation parce que syndiqué ; il n'osait pas refuser et c'était l'avalanche, à tel point que les femmes des mineurs nous fermaient les portes...

A l'heure actuelle, le collectage se fait à domicile comme auparavant, mais le collecteur du syndicat doit être le collecteur du syndicat et non celui de différentes organisations. Il peut présenter une liste de souscription pour les grèves, pour le Congrès des Mineurs ou de la C.G.T.U., cela va parce que ce n'est pas très souvent, mais ne pas harceler les ménagères avec un tas d'autres listes qui doivent être présentées par les camarades des autres organisations... Lorsque j'étais collecteur, il m'arrivait souvent que j'avais des listes dans ma poche, mais voyant la réception qui m'était faite, je n'osais pas les présenter, à tel point qu'un jour où la cellule avait décidé que l'on devait faire un effort supplémentaire de 15 francs à souscrire par membre, je les mettais moi-même de ma poche en mettant les noms que je jugeais, pour ne pas avoir les affronts des femmes de mineurs qui, bien que n'étant pas contre le Parti,

rouspétaient de voir qu'à chaque collectage, c'était 7 ou 8 francs qu'elles devaient déboursier.

A la section syndicale unitaire des mineurs n° 5, il y a, pour 300 adhérents, 3 collecteurs à domicile et 5 collecteurs fixes dont 2 aux portes des puits.

Dans la région du textile, le collectage se fait à domicile et l'on s'oriente de plus en plus vers le collectage bénévole par des camarades militants qui peuvent faire en même temps une propagande utile.

Le collecteur doit toujours être approvisionné en fourniture et dans les cas où il ne peut toucher les ouvriers, il lui faut, en accord avec le trésorier, s'arranger pour tenir les permanences.

Camarades, il est absolument nécessaire que notre mouvement syndical se penche sur ces questions d'ordre pratique qui apparaissent dérisoires en comparaison des grandes tâches qui nous incombent. Pourtant, il faut apporter des solutions à cet état de choses, modifier la structure de nos syndicats, avoir des directions qui discutent entre elles et qui font partager le résultat de leur discussion aux ouvriers inorganisés. Chaque syndiqué doit connaître ses droits, l'ouvrier qui fait son adhésion ne connaît rien de l'organisation.

Nous jugeons qu'il faut absolument donner à chaque syndicat un statut dont il faudra vérifier le texte, développer les caisses de solidarité, sou du soldat, bibliothèque, salle de lecture, etc. Assez de formules sèches qui ne sont pas lues, mieux vaut cent fois une discussion de quelques minutes avec les directions de syndicat que 10 ou 20 circulaires jetées au panier.

La C.G.T.U. fait des efforts pour armer les camarades. Son « Arsenal du militant » qui passe chaque semaine sur *la V.O.* doit être utilisé. Chacun doit en faire une documentation qui l'aidera dans son travail.

En ce qui concerne la C.G.T.U., les questions d'organisation nous intéressent au premier plan, d'accord avec les résolutions qui sortiront de ce Congrès, nous voulons faire de notre mouvement syndical une organisation de masse, rendre les syndicats habitables pour les nouveaux membres et anciens que nous devons absolument gagner pour nos batailles futures.

INTERVENTION DE LANGUMIER

LANGUMIER. — Des diverses interventions qui ont eu lieu à cette tribune — je ne parle pas de celles des minoritaires — il ressort que de grands progrès ont été réalisés depuis le VI^e Congrès ; nos méthodes de travail se sont améliorées. Il y a beaucoup de mieux dans le fonctionnement de nos syndicats.

Du point de vue des effectifs, la baisse a été enrayée et des indices très sérieux de progression se manifestent. Enfin, nos organisations s'orientent maintenant vers les entreprises et s'intéressent davantage aux revendications les plus minimes des travailleurs.

Tous ces points positifs méritaient d'être soulignés avec force, comme ils le furent, par notre Congrès.

Pendant, nous ne devons pas dissimuler qu'il y a encore beaucoup à faire. Si nous avons avancé sur quelques terrains, si l'influence idéologique de la C.G.T.U. sur la classe ouvrière continue à grandir, par contre la section d'« agit-prop » confédérale a constaté que le contact organisé entre les syndicats unitaires et les masses ouvrières demeure très faible.

L'influence de la C.G.T.U. est grande parce que sa politique est juste. Le contact organisé entre les syndicats unitaires et les ouvriers demeure très faible, parce que notre façon d'aborder les masses, de leur parler, demeure mauvaise.

Nous avons encore en France la possibilité de convoquer de grandes réunions publiques. Nous avons encore la possibilité de rassembler les travailleurs dans des assemblées corporatives, de tenir régulièrement des assemblées générales de nos syndicats et de nos sections. En plus du contact permanent que nous devons avoir à chaque heure du jour avec les masses dans les usines, par notre presse d'entreprise, par les hommes de confiance de nos sections syndicales, nous pouvons être en liaison directe et périodique avec elles par les meetings et les assemblées publiques, par les réunions d'information, où nous donnons à nos syndiqués, à nos militants de base, les armes qui leur permettent de faire pénétrer notre idéologie, nos mots d'ordre parmi leurs camarades inorganisés.

Utilisons-nous, comme il convient nos possibilités ?

Je n'hésite pas à répondre : non !

Il n'y a pour s'en convaincre qu'à feuilleter les questionnaires qui furent adressés, il y a trois mois par la direction confédérale à tous les syndicats et qui lui furent retournés remplis de renseignements précieux.

Dans ces questionnaires, une place spéciale avait été réservée aux assemblées générales de nos syndicats unitaires. La direction confédérale voulait savoir :

Si les assemblées générales sont régulièrement tenues.

Si elles sont bien suivies.

Quel est le nombre des participants.

Quelles y sont les discussions et combien de camarades y prennent part.

Comment ces assemblées sont convoquées.

Si les décisions prises sont enregistrées dans un livre de procès-verbaux.

Près de 500 syndicats ont fourni les renseignements demandés. Donnons quelques extraits de ces réponses intéressantes :

Le syndicat du *Textile d'Halluin*, qui groupe 1.700 adhérents, indique que 85 adhérents seulement assistent à ses assemblées générales, qui se tiennent 7 à 8 fois par an.

Sur les 850 syndiqués du *Textile de Tourcoing*, 60 assistent aux assemblées générales trimestrielles.

Le syndicat des *Cheminots de Grenoble* accuse 30 présents sur ses 230 adhérents.

Celui de *Chambéry* réunit 15 camarades, toujours les mêmes, sur les 275 qui le constituent. Son secrétaire constate qu'il n'y a aucune participation à la discussion.

Métaux de Lyon, 300 adhérents, 30 à 60 présents.

Le *Bâtiment d'Halluin* se réunit tous les deux mois : 15 présents sur 90 syndiqués.

Cheminots d'Avignon, 30 présents sur 400 adhérents.

Cheminots de Béziers, 4 à 5 présents sur 218 syndiqués.

Le syndicat des *Métaux de Sochaux*, qui a la tâche de conquérir une

usine de 8.000 ouvriers de l'automobile, réussit à amener à ses assemblées 5 à 6 syndiqués sur les 60 qu'il groupe.

Les *Ardoisiers de Trélazé*, sur 50 adhérents, en réunissent 10.

Les *Céramistes de Foëcy* tiennent leur assemblée générale avec 5 membres sur 60 syndiqués.

Je pourrais citer de nombreux exemples encore ; entre autres celui des *Cheminots de Marseille*, où le syndicat de 1.300 membres réunit 100 adhérents dans ses assemblées ordinaires et porte ce chiffre à 500 lorsqu'il peut annoncer un orateur de la fédération.

Qu'est-ce que tout cela prouve ?

En premier lieu qu'on n'apporte pas tout le soin désirable à la préparation de nos assemblées générales. On se borne trop encore à des communiqués aux journaux, à des convocations passe-partout. On ne sait pas utiliser les collecteurs d'atelier, les syndiqués actifs, liés avec les syndiqués et les ouvriers du rang sur le lieu du travail.

On n'apporte pas l'attention qu'il faudrait à la rédaction et à l'élaboration des ordres du jour. Les questions qu'ils comportent ne sont pas discutées au préalable dans les conseils syndicaux.

Le résultat c'est que nos assemblées générales se déroulent dans la plupart des cas de la façon suivante : Le secrétaire lit le procès-verbal de la précédente réunion ; lorsqu'il y a un procès-verbal, car nous trouvons cette opinion dans certains questionnaires, celui des cheminots de Cannes par exemple, que tenir un procès-verbal c'est de la bureaucratie ; puis on lit les circulaires de l'U.R., de la Fédération, de la C.G.T.U. La réunion se termine après une heure et demie de monologue du secrétaire. La discussion a été nulle, et on s'étonne ensuite que les syndiqués se désintéressent de telles assemblées générales.

Une autre grave faiblesse, c'est le manque d'exactitude pour commencer nos réunions. Couramment on entend dire : « La réunion est convoquée pour 8 h. 1/2, alors nous avons le temps, ici 8 h. 1/2 c'est 9 heures. »

Tous, nous avons recherché les raisons qui font que nous avons beaucoup de mal à conserver les nouveaux adhérents qui étaient venus à notre mouvement pleins d'enthousiasme et qui s'en vont désillusionnés après avoir cotisé quelques mois, n'ayant pas trouvé chez nous les organismes stables, ayant une vie régulière, active et leur donnant la possibilité qu'ils espéraient de s'éduquer, de se former au point de vue social.

Est-ce que la mauvaise tenue de nos assemblées générales, leur manque d'intérêt, ne sont pas pour quelque chose dans ces départs ?

Vous êtes-vous parfois demandé, camarades, ce que pouvait penser le nouvel adhérent qui rejoint un syndicat de 300 membres avec la volonté d'y travailler, de s'y éduquer et qui trouve six syndiqués assistant à l'assemblée générale.

Est-il possible d'améliorer ?

Oui, en changeant nos méthodes !

C'est ce qu'ont compris nos camarades cheminots de Blida qui étaient dans cette situation avec des assemblées désertées, des réunions de bureau pas suivies et qui peuvent écrire dans leur questionnaire :

Notre premier travail a été de réunir notre bureau syndical tous les jeudis. Nos assemblées se faisaient jusqu'à présent espacées et pas aux heures exactes. La réunion était prévue pour 6 heures et nous ne com-

mençons par avant 6 h. 1/2 ou 7 heures. Les copains se dégoûtaient et n'assistèrent que rarement. Maintenant, nos assemblées commencent à l'heure exacte et ne durent pas plus d'une heure et demie et nous nous rendons compte que les camarades se donnent la peine d'y venir.

D'ailleurs, à notre dernière assemblée, pour l'envoi de camarades au Congrès, notre secrétaire de l'Union a été épaté de voir la salle pleine. Je lui ai expliqué de la façon dont nous nous y étions pris et il m'a approuvé.

Il faut donc que nous prenions l'habitude de commencer nos réunions à l'heure prévue. C'est là une tâche facile si les militants prêchent d'exemple.

Il faut, comme l'ont fait nos camarades cheminots de Blida, tenir des assemblées générales fréquentes. Et il apparaît, d'après les renseignements que nous avons reçus des syndicats, que si nous avons à la C.G.T.U. des organisations qui se réunissent une fois par mois et plus, nous en avons de nombreuses qui tiennent une, deux et trois assemblées générales par an.

Le Textile de Bailleul se réunit une fois par an.

Les P.T.T. de Besançon deux fois.

Le syndicat de la Manufacture d'Armes de St-Etienne deux fois.

Les Cheminots de Lyon deux ou trois fois.

Les Métaux de Grenoble deux fois.

Les P.T.T. du Morbihan une fois.

Les Cheminots du Havre une fois.

Les Drapiers de Romorantin deux fois.

Les Cheminots d'Amiens-Longueau trois fois.

De plus, tous les syndicats de l'Enseignement ne tiennent qu'une ou deux assemblées générales par an.

On s'imagine ce que peuvent être de telles assemblées et comment les questions les plus importantes de notre mouvement peuvent y être traitées. On n'y arrive jamais à discuter l'ensemble de l'ordre du jour, on ne peut y entraîner les adhérents au travail, on ne peut y parfaire leur éducation idéologique et former ces cadres dont nous avons tant besoin.

L'autre problème dont je veux entretenir le Congrès et qui est intimement lié avec ce qui précède, c'est : « Comment rendre les assemblées générales intéressantes ? Comment élever le niveau idéologique de nos discussions intérieures ? Comment parler à nos syndiqués et aux ouvriers confédérés, chrétiens, autonomes, inorganisés ? Comment, par conséquent, améliorer le contact organisé entre nos organisations syndicales révolutionnaires et les masses ? »

Trop souvent, des camarades secrétaires de syndicats et d'unions locales considèrent qu'ils ne peuvent pas parler aux cuvriers non unitaires. « Nous ne sommes pas orateurs, disent-ils, cela, c'est le travail des délégués confédéraux, fédéraux et régionaux. »

Or, pour rendre nos assemblées syndicales intéressantes et amener les syndiqués à les suivre, pour lutter contre la démagogie et les phrases des chefs réformistes, pour faire pénétrer nos mots d'ordre dans les masses, il est indispensable que chaque syndiqué unitaire, tout au moins, chaque militant des Conseils syndicaux, comprenne qu'il doit et qu'il peut être un propagandiste de nos idées, de nos tactiques, de nos mots d'ordre en même temps qu'un organisateur et un agitateur.

Il n'est pas pour cela besoin d'être un grand orateur. Le cabo-

tinage, l'éloquence artificielle, n'ont rien à faire chez nous. Nous devons rester des ouvriers parlant à des ouvriers. Nous ne recherchons pas les applaudissements, nous devons viser à convaincre.

Quelques règles peuvent être facilement retenues par nos camarades, règles dont ils s'inspireront utilement :

1. Ne jamais s'en aller dans une réunion, quelle qu'elle soit, sans préparer son intervention, son discours. Le coup de gueule sans préparation, qui est de tradition dans notre mouvement fortement imprégné par l'anarcho-syndicalisme et le jaressisme, doit être condamné.

2. Eviter de se servir de trop de documents qui rendent le discours indigeste. Le principe doit être : « Peu de documents, mais beaucoup d'arguments. » « Il n'est pas besoin de dix chiffres, mais d'un bon. » Ne pas avoir besoin de fouiller dans un amas de papiers pour trouver le document dont on a besoin, mais classer soigneusement de façon que la citation, le chiffre, viennent à leur place dans le discours.

3. On ne doit pas faire partout le même discours. Il faut tenir compte du lieu, de l'heure, de l'auditoire. Le contenu demeure le même, mais la présentation doit changer. D'où nécessité de ne pas arriver juste pour prendre la parole, mais de parler avant la réunion avec les ouvriers et militants intéressés.

4. Un des défauts de nos discours c'est que nous partons trop souvent du général pour passer au particulier, par exemple de la situation mondiale pour arriver en conclusion à la situation locale. La bonne méthode c'est de passer du simple au complexe, de partir des choses que les auditeurs connaissent bien pour leur faire aborder des problèmes plus élevés.

5. Comprendre que l'on sera arrivé à l'objectif visé lorsque, la réunion terminée, l'ouvrier sortira avec l'impression qu'il a tiré lui-même la conclusion du discours.

6. On ne doit pas parler en toute circonstance de la même façon. Par exemple, le discours que l'on fera dans une réunion générale du syndicat ne peut pas être bâti de la même façon que celui que l'on fera dans un meeting.

Dans le premier cas, il s'agit de propagande. Le principe sera : « Beaucoup d'idées, peu de mots. » Il s'agira de convaincre le syndiqué, d'élargir son horizon, de le lier au mouvement pour la vie.

Dans le second cas, il s'agit d'agitation. On devra avoir constamment en vue le but qu'on veut atteindre. Le principe sera : « Une idée, beaucoup de mots. » Par exemple : « débrayer à la sortie », « grève », « manifestation ». On ne sortira pas du sujet, on ramènera tout le discours à cette idée centrale.

7. Attacher une grande importance à la façon de parler. On doit s'efforcer d'avoir un débit clair, éviter le ton solennel et la déclamation, éviter de crier, mais se faire entendre et pour cela proportionner sa voix au volume de la salle. De temps à autre, changer l'intonation de manière à ne pas être monotone, se garder de sembler réciter une leçon apprise. Emailler son discours d'images bien choisies et savoir utiliser l'ironie pour détendre l'auditoire.

8. S'il faut faire des gestes en parlant, éviter de trop en faire, ne pas arpenter la tribune. En résumé : « être naturel, simple, sincère ;

penser ce que l'on dit au véritable sens du mot. Se souvenir que la véritable éloquence vient du cœur. »

9. Si on est amené à lire des documents, les lire lentement, être expressif, mettre en relief, par l'intonation, les mots essentiels, tenir compte de la ponctuation, bien détacher les mots, ne pas prendre le ton chantant de l'écolier. Une mauvaise lecture indispose et fatigue l'auditoire.

10. Enfin, si on veut instruire les autres, il est nécessaire de commencer par s'instruire soi-même. Pour aborder la tribune, nos militants doivent savoir beaucoup. Il ne faut donc pas se contenter de lire les journaux, mais il faut lire des livres, des revues théoriques. De là la nécessité de donner une place considérable à la diffusion de notre littérature et d'avoir, dans chaque organisation, un camarade chargé de cette diffusion.

En conclusion, nous devons prêter plus d'attention à ces choses, négligées depuis trop longtemps. Notre but doit être d'entraîner au travail quotidien tous ces syndiqués qui demeurent en dehors de nos efforts, qui ne sont que des cotisants, d'en faire des militants actifs, des propagandistes, des agitateurs, des organisateurs.

Si nous voulons convaincre les ouvriers non syndiqués de la justesse de notre point de vue, si nous voulons que dans chaque entreprise notre idéologie pénètre, si nous voulons armer nos camarades pour la discussion fraternelle avec les ouvriers égarés dans les syndicats chrétiens, autonomes, confédérés, nous devons apporter aux questions d'éducation l'intérêt qu'elles méritent.

Camarades, tous à l'œuvre pour que dans notre prochain Congrès nous puissions enregistrer des succès importants dans ce domaine et que nous puissions dire que nous avons autant de propagandistes révolutionnaires que de syndiqués unitaires.

Les sections d'agit-prop et d'organisation de la C.G.T.U. sont décidées à œuvrer de toutes leurs forces dans ce but.

INTERVENTION DE BOIVERT

BOIVERT (Alpes-Maritimes). — Depuis 1929, les effectifs de la IX^e Région ont baissé d'un tiers, c'est une des trois régions de la C.G.T.U. qui ont eu leurs effectifs le plus en baisse.

Nous demandons la suppression de la IX^e Région et la reconstitution de l'U.D. des Alpes-Maritimes.

L'éloignement de Toulon à Nice (150 kilomètres) et le manque d'activité de la direction de la région sont la cause de cette baisse des syndicats des A.-M., seuls les trésoriers connaissent la région.

Nous voulons que les syndicats aient plus de moyens financiers, que la cotisation de 0 fr. 60, qui va à la région, soit réduite à 0 fr. 40 et répartie, une partie pour l'U.D. et l'autre partie ajoutée aux 0 fr. 30 des U.L. de Nice et Cannes.

Les polices de Nice, Marseille et Lyon viennent d'avoir un statut unique ; la bourgeoisie fait cela pour pouvoir déplacer ses forces selon sa défense de classe. La C.G.T.U. doit avoir une politique financière plus souple, supprimer la subvention de 800 francs allouée à la IX^e U.R. et porter ses efforts suivant les nécessités de la défense des travailleurs.

La subvention des organisations de base par le sommet laisse penser que c'est Moscou qui paye et que nous ne devons pas faire d'effort.

Une critique à l'organisation du Congrès de la C.G.T.U. — De nombreux camarades n'assistent pas régulièrement aux séances, d'autres manquent des séances entières; il devrait y avoir un contrôle pour pointer les entrées et sorties.

Par ce moyen d'organisation nous ferions une pression morale et les séances seraient plus suivies.

Il est inadmissible que 31 délégués de syndicats n'aient pas pris part au vote, c'est un véritable scandale, ces camarades devraient être convoqués devant la commission d'organisation et après leurs explications, et si la commission le juge utile, dénoncés aux organisations qui les ont mandatés.

INTERVENTION DE FOURRIER

FOURRIER (Bâtiment de la R.P.). — Dans notre Congrès les questions d'organisation doivent être développées d'une façon claire pour nous permettre de nous implanter dans l'ensemble des travailleurs; en ce qui concerne le Bâtiment général unitaire de la Seine, de nouvelles bases d'organisation ont été mises en application. Je citerai pour commencer les journaux corporatifs qui nous ont fait un bon travail parmi les adhérents des corporations respectives: peintres, plombiers, etc., et, comme exemple, je donnerai le bilan du travail que nous avons fait: avec ce travail les peintres, qui en sont à leur huitième numéro, ont réussi à faire 210 abonnements, de vieux copains sont revenus à l'organisation syndicale, et de nouveaux adhérents sont venus à l'organisation. Chez les plombiers, on a suivi l'exemple, un journal a été créé et, à l'heure actuelle, une centaine d'abonnements ont été faits. Les monteurs en chauffage ont imité ces corporations, 86 abonnements ont été faits et, par la voix de ces journaux, nous avons un plus grand contact avec les gars du Bâtiment.

Mais maintenant ce n'est pas tout; les journaux d'entreprise doivent jouer aussi un grand rôle: celui de toucher les ouvriers sur le lieu même de l'exploitation. Au chantier de Puteaux, où plus de 500 gars du second œuvre sont exploités, nous avons eu toutes les difficultés possibles pour faire paraître le journal d'entreprise; partout c'est l'arme essentielle pour battre le patronat pour l'ensemble des corporations.

Et maintenant, ce sont les sections de chantier qui doivent jouer un rôle primordial auprès des travailleurs et, jusqu'à l'heure actuelle, nous avons réussi, nous, les gars du second œuvre, à créer quelques sections de chantier, grâce au comité de chantiers qui nous montre la ligne juste du front unique; ce sont les chantiers de Boulogne, de Puteaux, de Villejuif, qui ont joué un grand rôle dans le mouvement du syndicalisme révolutionnaire par les luttes qui se sont déroulées dans ces chantiers. Mais cela n'est pas suffisant, il faut renforcer les sections d'entreprise, c'est-à-dire de maison, et dans notre syndicat nous sommes faibles de ce côté. Je les citerai par corporation:

Chez les serruriers: Barre et Mathieu et Schuagt; plombiers: Munier, Sollier Jelle; plombiers poseurs: 3 sections; peintres: Munier et Thirion. Mais, sur toutes ces sections, combien y en a-t-il qui marchent bien, nous pouvons dire pas beaucoup et ce sont là nos faiblesses, que nous devons surmonter immédiatement.

Dans les sections locales pour la Région Parisienne, là aussi nous avons de grandes faiblesses, et, par notre VII^e Congrès, nous devons réussir à renforcer notre travail efficacement dans ce domaine.

Chez les chômeurs aussi nous avons un grand travail à faire : c'est de les rassembler dans nos organisations pour nous permettre de lier la lutte entre les chômeurs et les non chômeurs, corporation par corporation ; nous devons toucher les copains pour former le groupe industriel du Bâtiment qui a un grand rôle à jouer dans le mouvement de la lutte contre le patronat et les pouvoirs publics, le gouvernement des gauches qui a été élu par les voix des chefs socialistes.

Maintenant, camarades, parlons de la décentralisation ; beaucoup de copains ne comprennent pas efficacement ce que c'est que la décentralisation ; la décentralisation, c'est pour certains tout l'ensemble d'une organisation régionale ou syndicale qui doit être décentralisée à outrance.

Je prendrai comme exemple le Bâtiment général au moment où nous avons posé la question de décentralisation ; qu'est-ce que nous avons vu ? Eh bien ! le camarade Claveri, ex-secrétaire de la C.G.T.U., qui était pour la décentralisation à outrance, faire un syndicat des Peintres, Plombiers, Electriciens, Charpentiers, etc., enfin, démembrer complètement le Bâtiment général ; et pourtant il devait savoir que la politique révolutionnaire de la C.G.T.U. est contre le corporatisme à outrance qui nuit au mouvement de la lutte révolutionnaire, et, au moment où le patronat est centralisé plus que jamais et qu'il concentre toutes ses forces contre le prolétariat exploité, nous devons mobiliser les forces prolétariennes contre nos exploiters et Claveri aurait dû le comprendre. Mais les peintres de la R.P. lui ont montré qu'ils n'étaient pas d'accord avec ces méthodes néfastes pour le prolétariat, et lui, ex-militant responsable, aurait dû le comprendre, il était temps qu'il retourne à la base, et nous félicitons la direction confédérale d'avoir éliminé un camarade qui avait des conceptions contraires à la lutte révolutionnaire de la C.G.T.U., par ses méthodes de travail pour la décentralisation à outrance des syndicats qui, au contraire, doivent être centralisés ; coude à coude nous devons marcher en avant pour battre le patronat et tous ses soutiens, les chefs réformistes.

En ce qui concerne les jeunes dans notre syndicat, nous avons préparé un plan de travail pour nous permettre de maintenir en haleine les jeunes syndicalistes révolutionnaires et la création immédiate des clubs syndicaux. Nous avons 813 adhérents dans nos clubs syndicaux pendant que la bourgeoisie a des milliers et des milliers d'adhérents ; les clubs patronaux sont forts et dans chaque industrie il y a des clubs bien dirigés et bien financés pour un but bien précis, pour le renforcement à la production et la préparation à la guerre impérialiste.

Devant tous ces faits nous devons réagir et former nos clubs syndicaux pour entraîner les jeunes à la lutte contre le patronat. Que l'ensemble des syndicats prenne cela à cœur de façon à renforcer ce travail, il faut qu'à notre prochain congrès nous venions avec un renforcement du travail parmi les jeunes pour la conquête de la jeunesse ouvrière.

En avant, camarades des syndicats unitaires, pour le renforcement de notre organisation, pour battre le patronat, la bourgeoisie et les chefs réformistes et socialistes, forgeons des organisations solides

comme le Parti Communiste a forgé ses militants : exemple Dimitrov ! Il ne tient qu'à nous, c'est le travail révolutionnaire au sein des entreprises.

Vive la C.G.T.U. ! Vive l'I.S.R. ! Vive le vaillant Parti Communiste d'Allemagne ! Vive la Russie Soviétique !

INTERVENTION DE BERNARD

BERNARD (Terrassiers de Lyon). — Depuis le dernier Congrès le Syndicat unitaire des Terrassiers de Lyon a déployé une assez grande activité sur notre place en livrant une vingtaine de luttes dont plusieurs assez importantes, ce qui fait qu'aujourd'hui nous groupons environ 425 nouveaux adhérents. Je dis environ, car ce chiffre se trouve assez flottant par suite du déplacement des copains.

Ces luttes, si la plupart nous les avons brillamment gagnées, par contre nous avons à enregistrer quelques échecs dus au manque de rapport avec nos copains qui se retranchent derrière leurs occupations ou donnent d'autres raisons aussi mauvaises pour éviter de venir lorsque nous les appelons à la lutte.

Echecs dus aussi aux réformistes, dus aussi et plus particulièrement au Cartel autonome avec qui nous sommes dans l'impossibilité de faire de l'action.

Je peux citer ce fait que dans notre organisation, au sein même de notre Conseil, les jalousies et les racontars faits à la terrasse des bistros font leur œuvre défaitiste.

Une autre cause de ces échecs, c'est que sur la place de Lyon nous avons dans les chantiers de 50 à 60 % de main-d'œuvre étrangère et plus particulièrement italienne, et, de ce fait, une liaison étroite avec la M.-O. I. serait nécessaire, chose qui n'existe pas.

Ces copains étrangers qui font partie de notre organisation manquent de combativité. Ils n'assistent pas aux assemblées générales et n'ont aucune liaison avec leur organisation si ce n'est la mise à jour de leur carte.

Mais nous devons reconnaître que nous autres, responsables, nous n'avons presque rien fait pour les amener à ces assemblées et pour leur faire comprendre, par la persuasion, leur devoir de lutte, ni pour les instruire sur leurs droits.

Nous avons eu un grave tort, ce fut de voir trop grand et, alors que nos moyens ne nous le permettaient pas, nous avons voulu étendre notre action en banlieue et sur plusieurs chantiers à la fois, ce qui provoqua un de nos échecs, parce que, justement par le manque de cohésion des camarades, nous n'avons pas sous la main les gars nécessaires pour tenir ces chantiers.

Mais maintenant, à la suite de l'intervention du camarade Hénaff, nous avons pris l'engagement de faire cesser cet état de choses, d'organiser méthodiquement nos luttes et d'apporter tous nos efforts à rassembler nos copains et particulièrement les copains étrangers et les engager à venir en toute confiance et à nous efforcer de leur faire comprendre que c'est par eux, en accord avec leur organisation, qu'ils pourront revendiquer leurs droits.

Ces camarades étrangers, en majeure partie, travaillent au-dessous des tarifs, ce qui crée même dans notre organisation chez certains copains un état d'esprit à tendance chauvine.

C'est aussi contre ces choses que nous allons porter nos efforts de façon à enrayer ce mouvement de désagrégation et malgré les attaques patronales et gouvernementales, malgré les chefs réformistes ou autonomes nous lutterons pour l'unité syndicale, pour le triomphe du front unique.

Je pense que nous y arriverons assez facilement, car, devant les conseils contenus dans le rapport sur la situation et les tâches de la C.G.T.U., depuis quelque temps les jeunes viennent plus assidûment à leur siège et il découle de ceci que notre Conseil est presque exclusivement composé de jeunes très dévoués et décidés à mener à bien leur tâche.

Je vois sur le rapport concernant la situation et les tâches de la C.G.T.U. un passage qui traite de la façon d'utiliser les militants dans le travail, particulièrement les jeunes. Je peux dire que nous sommes déjà tournés de ce côté et, au début de l'année, une équipe, que l'on pourrait dire de choc, d'une vingtaine de jeunes copains, s'était formée et avait engagé la lutte sur les chantiers, employant tous les moyens propres à faire respecter l'organisation.

Le camarade Berthon, qui avait formé l'équipe, demanda des directives à la Fédération qui les lui fit parvenir. Mais, avoir des directives, c'était bien, il leur manqua le soutien des responsables du syndicat qui ne firent pas les efforts suffisants pour les aider dans leur beau mouvement, ce qui provoqua, par la suite, la défection de ces jeunes copains partant un par un, par manque de ressources et par découragement.

Ils n'étaient pourtant pas exigeants, vu le travail effectué sur les chantiers.

Le camarade Berthon, en passe de devenir secrétaire de notre organisation, est toujours décidé à remonter ce groupe de jeunes qui deviendrait ainsi un groupe de choc pour nos luttes à venir.

Mais, pour que des défections ne se reproduisent plus, nous demandons à nos camarades plus vieux de se ressaisir et de donner entièrement leur appui à ces jeunes pour qu'ils puissent mettre en application les décisions du VII^e Congrès.

Je pense que, de son côté, la Fédération ne nous refusera pas son aide et, en revanche, au nom des jeunes dont je suis plus particulièrement le porte-parole, nous nous engageons à mener la lutte jusqu'à la limite de nos forces pour amener nos copains cégétistes ou autonomes à quitter leurs organisations réformistes ou traîtres au prolétariat et à venir nous rejoindre. N'étant plus divisés, nous pourrions réaliser le véritable front unique et mener la lutte contre le patronat, contre la rationalisation sous toutes ses formes.

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Tillon pour présenter le rapport sur le chômage.

Rapport de Tillon sur le chômage

TILLON. — Camarades, des millions de chômeurs dans le monde sont en train de croupir dans la misère.

En particulier, en France, le problème du chômage est d'une telle importance qu'il est utile à l'organisation de toutes les luttes des ouvriers et qu'il doit être placé au centre de nos préoccupations.

Le VII^e Congrès doit apporter des directives claires pour l'organisation de la lutte des chômeurs, en tenant compte du fait que plus de 50 % des ouvriers, en France, sont touchés par le chômage complet ou le chômage partiel.

La C.E. confédérale a publié un rapport sur la question du chômage.

Je voudrais seulement attirer l'attention du Congrès sur trois questions essentielles :

1. L'importance du chômage pour le mouvement révolutionnaire et l'activité du mouvement réformiste ;

2. L'organisation du front unique des chômeurs ;

3. Le rôle de nos syndicats unitaires.

Nous avons pu constater, jusque dans ce Congrès, une insuffisance d'attention apportée par notre mouvement syndical unitaire aux questions d'organisation du chômage.

Cependant, il faut bien se convaincre que le chômage demeurera chronique, qu'il sera plus ou moins étendu suivant les fluctuations économiques, mais qu'il demeurera un facteur important pour toutes les luttes de l'avenir, en même temps que la rationalisation en aggravera le caractère permanent.

Je pense que nous devons dire qu'il est impossible, pour nos syndicats, à l'heure actuelle, d'organiser aucune lutte et de préparer aucune bataille dans les entreprises, dans les usines, et même avec nos camarades fonctionnaires, si l'on ne tient pas compte de l'importance du facteur chômage.

C'est pourquoi je voudrais convaincre tous les congressistes de l'importance politique d'un tel problème. C'est d'autant plus nécessaire que le Congrès a souligné que nous sommes à la veille d'une offensive, de prochaines attaques contre les fonctionnaires, les ouvriers des Services Publics et contre tous les travailleurs, à la veille de l'hiver.

Camarades, pour faciliter la nouvelle offensive qu'elle prépare, la bourgeoisie a essayé de semer de nouvelles illusions, en particulier parmi les chômeurs.

Nous avons, dans notre rapport, expliqué comment elle s'efforçait par tous les moyens de réduire le nombre des chômeurs inscrits. Mais, une chose qu'il ne faut pas oublier, c'est que, si le patronat a réussi à réduire, dans une certaine mesure, ses prix de revient aux dépens des masses ouvrières, s'il a même retrouvé certains bénéfices avec l'aide des subventions de l'Etat, de ses commandes, etc., il faut comprendre que l'optimisme de commande que l'on essaie de répandre dans la classe ouvrière, et en particulier chez les chômeurs, a simplement pour but d'essayer d'arrêter l'indignation qui s'accroît en raison de l'augmentation de la misère, de faire croire aux chômeurs qu'il est possible de retrouver une vie normale en régime capitaliste et de contrecarrer la lutte des masses ouvrières vers l'issue prolétarienne à la crise.

Camarades, j'ai causé, dans des Comités de chômeurs, avec des sans-travail qui, dans les dernières semaines, m'ont tenu ce raisonnement : que sans doute notre bourgeoisie, notre gouvernement seraient contraints d'imiter l'Amérique de Roosevelt, que sans doute notre propre bourgeoisie serait obligée de prendre de telles mesures pour atténuer les conséquences de la crise.

Le fait que les chômeurs membres de ces comités se font les inter-

prêtes de telles illusions montre que la bourgeoisie et le réformisme font un travail très dangereux parmi les chômeurs.

D'autre part, il ne faut pas sous-estimer les possibilités d'organisation du fascisme en s'appuyant sur les sans-travail.

La longueur du chômage, le fait qu'il y a des ouvriers en chômage depuis une, quelquefois deux années, l'affaiblissement de ces travailleurs et de leur famille, la multiplication des radiations peuvent, à certains moments, tromper l'esprit de classe de la masse des chômeurs, les détourner de l'action de classe.

Les élections législatives dernières nous ont montré comment les chômeurs se laissaient aller vers ceux qui leur promettaient ou leur donnaient quelques miettes dans les rangs de la bourgeoisie, notamment avec les pot-au-feu électoraux. Cela nous a montré comment nous devons faire attention à l'offensive que prépare la bourgeoisie contre les chômeurs en multipliant d'ores et déjà les soi-disant mesures de charité, pour essayer de constituer des comités d'entraide, des comités dans lesquels on empêcherait les chômeurs de poursuivre leur action.

D'autre part, il ne faut pas oublier que la jeunesse ouvrière chrétienne a réussi à tenir à Paris même un Congrès qui groupait 200 délégués de chômeurs jeunes. Dans ce Congrès, on a discuté de revendications immédiates pour les chômeurs, et il faut absolument que tout notre mouvement comprenne l'importance que nous devons apporter à l'organisation en particulier des jeunes chômeurs.

Est-ce qu'à Saint-Etienne, notamment, où nous avons pourtant réalisé le front unique des chômeurs, les organisations chrétiennes ne s'efforcent pas de créer des réfectoires pour essayer, cet hiver, d'entraîner avec elles les chômeurs ?

En Allemagne, n'oublions pas que, depuis longtemps, le fascisme avait commencé à organiser des soupes et des réfectoires pour les chômeurs, et que c'est avec de telles mesures qu'il a réussi à entraîner dans ses rangs un grand nombre de sans-travail, et en particulier de jeunes chômeurs.

Notre camarade Maurin est intervenu au sujet de la M.O.I. et a signalé qu'en ce moment, dans la Région Parisienne, on distribue, jusque dans les Comités de chômeurs, des tracts appelant les sans-travail à s'organiser dans des comités français pour lutter contre la main-d'œuvre immigrée. Nous allons assister cet hiver à une floraison de comités semblables, et, déjà, certains chômeurs embrigadés par ces comités viennent, dans l'organisation des comités de chômeurs de la Région parisienne, proposer l'organisation de la lutte en commun.

C'est dire quel danger représente une telle tentative de la part de la bourgeoisie. On pourra dire : de tels dangers touchent surtout les chômeurs les moins conscients. Est-ce que ce ne sont pas ceux-là, justement, qui sont éloignés de toute notre propagande et même de l'action et de la propagande des comités de chômeurs ?

Nous avons pu recenser environ 120.000 chômeurs organisés dans des comités de lutte en France, sur plus de 300.000 chômeurs qui touchent des secours, mais sur plus de 1.200.000 chômeurs. C'est dire que les tentatives de la bourgeoisie porteront surtout sur les chômeurs les plus éloignés de nous, et c'est sur cela qu'il nous faut attirer notre attention.

Il n'y a pas seulement les dangers du côté du fascisme. Si la C.G.T. n'influence presque pas de comités de chômeurs en France, elle a cepen-

dant une certaine activité, et son idéologie qui pénètre dans la masse des chômeurs prépare le travail du fascisme.

Je voudrais faire quelques rapprochements au sujet du travail qu'on doit donner aux chômeurs. La bourgeoisie a commencé une campagne de presse dans laquelle elle attaque les chômeurs qui deviennent des chômeurs professionnels, des paresseux entretenus aux frais de la collectivité. Elle veut réduire les allocations. Elle essaie d'expliquer aux petits commerçants frappés par les impôts que si les impôts sont aussi lourds c'est parce qu'il y a de nombreux sans-travail qui refusent de travailler. Si la bourgeoisie dit qu'elle veut supprimer les sans-travail, elle est soutenue par le Comité des Forges.

Et que dit Hitler ? Il dit, en Allemagne : Le chômage est démoralisant, et le gouvernement a l'intention de transformer l'allocation au chômage en salaire.

Et enfin, que déclarent la C.G.T. et Jouhaux à la Conférence internationale de Londres ? « Nul s'avisera de méconnaître qu'il vaut mieux fournir du travail aux salariés sans emploi que des secours en espèces toujours insuffisants, qu'il y a un intérêt énorme à combattre l'oisiveté involontaire prolongée ».

Ainsi, la bourgeoisie et la C.G.T. réformiste sont d'accord et adoptent exactement la même attitude en ce qui concerne le travail aux chômeurs qu'Hitler et le fascisme en Allemagne.

D'autre part, la social-démocratie organise le travail forcé pour les chômeurs, et déjà, il y a plus de 150 municipalités socialistes qui ont organisé le travail forcé aux chômeurs.

D'autre part, tous les dirigeants réformistes, dans les commissions paritaires, se montrent comme les adversaires acharnés des allocations aux chômeurs.

Un autre point de commun avec les fascistes de notre pays : Est-ce que ce n'est pas, bien avant les fascistes de notre pays, la C.G.T. qui, à Maubeuge, à Cannes, a organisé, la première, des comités de chômeurs français, à l'exclusion des travailleurs immigrés ? Et ne déclarait-on pas, dans des réunions organisées par la C.G.T. à Maubeuge, qu'il fallait prendre la trique pour chasser les travailleurs immigrés ?

Aussi, il appartient à la C.G.T.U. de défendre les chômeurs contre tous les ennemis des sans-travail.

Je voudrais rappeler ce que disait Losovsky, à l'égard de notre mouvement syndical en France : « Il ne faut pas se contenter de dire aux ouvriers : venez dans nos syndicats. Il faut encore dire à nos syndicats : allez vers les ouvriers ».

On peut appliquer cette formule aux chômeurs, et ne pas seulement se dire : « Nous, les syndicats unitaires, nous attendons que les camarades chômeurs viennent à nous ». Mais il faut dire : « Nos syndicats doivent se préoccuper de toutes les questions de propagande et d'organisation parmi les chômeurs pour aller vers eux, les chercher dans les queues de chômeurs, dans les soupes populaires et partout où il se trouvent abandonnés à la misère.

Pour cela, il faut aider les comités de chômeurs existants et donner notre appui pour en constituer partout.

Je voudrais aborder maintenant la deuxième question de mon exposé.

Si nous sommes convaincus de l'importance du chômage, il faudrait

qu'immédiatement après le Congrès, nous nous penchions sur les tâches concrètes pour l'organisation du front unique de la masse des sans-travail. Les comités de chômeurs se déclarent, dans leur dernière Conférence, pour la constitution, partout, de comités de chômeurs indépendants. Il faut absolument que notre C.G.T.U. sache donner à cette indépendance des comités de chômeurs sa véritable signification : indépendance de classe des comités de chômeurs. Et cette indépendance de classe des comités de chômeurs, c'est nous qui en sommes le principal facteur ; c'est dans la mesure où nos syndicats unitaires sauront grouper tous les chômeurs unitaires en chômage, sauront les faire plus dévoués, dans les comités de chômeurs, faire d'eux les meilleurs éléments, les plus lucides, les plus actifs, c'est seulement ainsi que nous conquerrons notre place, pour entraîner les chômeurs sur le terrain de leur indépendance de classe et réaliser le front unique de tous les chômeurs.

Il s'est passé un fait significatif à la Conférence nationale des chômeurs. C'est qu'alors qu'il y avait parmi les délégués un assez grand nombre de délégués unitaires, la tendance presque unanime des membres de la Conférence a été de poser en fait la nécessité de l'organisation d'une C.G.T. de chômeurs. Des camarades sont venus proposer l'organisation, avec des cartes, l'organisation de régions de chômeurs, l'organisation d'une direction centrale, d'un journal central. C'est ainsi que la conclusion a été la constitution d'une véritable C.G.T. de syndicats de chômeurs. Camarades, cela ne doit-il pas être pour nous un avertissement tout à fait significatif ? N'est-ce pas justement parce que nos syndicats ne sont pas dans le mouvement des chômeurs, parce que les syndicats unitaires n'y remplissent pas leur rôle, que les chômeurs sont ainsi, dans une grande misère, livrés à eux-mêmes, et que leurs difficultés leur paraissent si grandes qu'ils sentent le besoin de trouver des directions, quand nos syndicats unitaires, en ne militant pas dans le mouvement des chômeurs, ne sont pas là pour leur donner une véritable direction de classe ?

Camarades, quelles sont nos faiblesses essentielles ? C'est surtout le manque de liaison entre les luttes des chômeurs et les luttes des ouvriers occupés. Bien peu d'exemples nous ont été donnés de chômeurs et d'ouvriers occupés, unis pour leurs revendications. C'est ainsi que pendant la lutte des fonctionnaires, il n'y a pas eu effectivement de lutte de soutien de la part des chômeurs, pour appuyer le mouvement des fonctionnaires. Et l'on voit maintenant les fonctionnaires municipaux, les travailleurs municipaux chassés par les municipalités et remplacés par les chômeurs contraints au travail forcé. S'il y a eu une amélioration dans la lutte des chômeurs à l'égard de la grève, et des exemples très marquants qu'on a déjà signalés, la faiblesse la plus grande, c'est qu'on ne peut guère signaler d'exemple d'ouvriers occupés dans les entreprises, de travailleurs de l'industrie privée, ayant effectivement lutté pour la défense des intérêts des chômeurs.

D'autre part, si nous n'avons pas fait plus de progrès dans l'organisation du front unique des sans-travail, il est certain que c'est parce que nous ne nous sommes pas penchés assez sur leurs petites revendications quotidiennes ; c'est que nous avons laissé passer l'an dernier une partie de l'hiver (comme ce fut le cas à Nîmes) sans que nos syndicats aient incité les chômeurs à poser immédiatement leurs revendications : la revendication des vêtements chauds, du charbon, des vivres, des soupes chaudes. Il faut absolument que, en sortant de ce Congrès

nous nous penchions sur de telles revendications pour entraîner la masse des chômeurs à la lutte immédiate.

Camarades, je voudrais dire deux mots sur la façon de poser les questions de revendications parmi les chômeurs. Comment lier les revendications essentielles, les revendications générales, qui sont aussi celles de la C.G.T.U., pour les chômeurs, comme par exemple l'assurance-chômage ? Camarades, nous avons 120.000 chômeurs dans des comités. Nous en avons 1.200.000 qui ne sont dans aucun comité, qui demeurent isolés, seuls. Nous pouvons toujours parler de nos mots d'ordre et essayer de populariser notre mot d'ordre central d'assurance-chômage pour tous les travailleurs, pour tous les chômeurs ; si nous ne réussissons pas à mobiliser ces milliers et ces milliers de sans-travail qui sont loin de nous, qui sont abandonnés dans leurs rues tristes, sans secours de chômage, si nous ne pouvons les mobiliser tout de suite pour obtenir leur inscription, si nous ne leur faisons pas comprendre que la lutte pour l'assurance-chômage doit les pousser à réclamer leur inscription immédiate pour toucher l'allocation et pour l'augmentation immédiate de celle-ci, alors nous pourrons très longtemps parler de l'assurance-chômage aux chômeurs. Ils commenceront à lutter avec nous pour l'assurance-chômage dans la mesure où déjà nous aurons été capables de les entraîner à se faire inscrire, tous, par milliers et par milliers, et à manifester pour leur inscription dans toutes les villes.

Camarades, en ce qui concerne le mot d'ordre « Du travail pour les chômeurs », quelques mots. Les comités bataillent sur le mot d'ordre « Du travail ou du pain », « Du pain ou du travail ». Mais ne devons-nous pas nous apercevoir que la bourgeoisie est en train de retourner ce mot d'ordre « du travail pour les chômeurs », contre nous-mêmes ? Vous demandez du travail, camarades, mais les municipalités socialistes en premier lieu nous répondent : « Du travail, en voilà : allez ramasser les papiers au bois de Boulogne ou au bois de Vincennes. Allez faire le travail des employés municipaux ». Vous en voulez du travail ? Et alors, dans la mesure où les chômeurs se dressent contre cette imposition du travail forcé, la campagne bourgeoise s'accroît. « Voyez-vous ces chômeurs perpétuels, ces chômeurs qui veulent s'installer dans le chômage ? Dès qu'on leur propose du travail, ils le refusent obstinément et ils luttent contre lui ! »

Alors, camarades, c'est là une mesure très dangereuse. Nous devons lutter efficacement contre le travail forcé, pour autant que nous puissions le combattre. Pensez au fameux plan de travaux publics que Jouhaux promet depuis des années !

Camarades, comment combattre le travail forcé ? Comment donner toute sa signification au mot d'ordre « du travail pour les chômeurs » ?

En luttant à la fois contre la C.G.T. et contre la bourgeoisie ; en posant la question du travail immédiat dans notre localité, dans notre municipalité ; en alertant toute la population laborieuse ; en étudiant avec elle quelles sont les tâches immédiates qu'il faut entreprendre pour les enfants et pour toutes les couches de la population laborieuse : écoles à construire, crèches à construire ; en mettant en regard d'un tel plan de travail local les ressources que l'on peut trouver dans le budget municipal, dans le budget des départements, dans le budget de l'Etat capitaliste.

Puis, quand une telle tâche de rassemblement est effectuée, alerter

tous les syndicats pour l'étude du contrat de travail qui permettrait aux chômeurs d'être embauchés au tarif syndical.

Voilà comment il faut s'efforcer de mobiliser à la fois les chômeurs, les ouvriers occupés et les couches laborieuses de la population, pour contrebalancer la besogne de la bourgeoisie concernant le travail forcé, dans la campagne qu'elle mène contre les chômeurs. Ainsi, nous montrerons qu'en réalité la bourgeoisie ne veut donner ni pain ni travail aux chômeurs, si ce n'est le pain noir de la misère et le travail forcé.

La troisième question, c'est l'organisation des syndicats unitaires et des chômeurs. Notre recrutement parmi les chômeurs est réellement très faible. D'autre part, nous perdons un grand nombre de syndiqués. Lorsque ceux-ci abandonnent l'usine, ils abandonnent aussi le syndicat parce qu'ils sont, la plupart du temps, coupés du syndicat. C'est là une des causes de la fluctuation de nos effectifs dans la période présente.

On dit qu'il est difficile d'entraîner les chômeurs dans nos syndicats parce qu'ils ont une cotisation à payer, prise sur leur modeste allocation. Ce n'est pas exact. On a constaté, dans les comités de sans-travail, une tendance de plus en plus grande à payer des cotisations qui peuvent être de l'ordre d'un franc par semaine, pour leur comité.

Dans quels comités les chômeurs paient-ils des cotisations ? Précisément dans les comités qui s'occupent de leurs revendications ; où il y a, en outre, des groupes d'achat en commun, dans les comités à bases multiples. Les chômeurs ne refusent donc pas de payer des cotisations très lourdes pour leur budget. Ce n'est donc pas un argument de dire que c'est la cotisation qui empêche l'adhésion. Ce que les chômeurs veulent, c'est trouver dans nos syndicats des organisations qui les défendent également quand ils sont en chômage.

D'autre part, nombre d'Unions locales ou régionales se plaignent que la cotisation syndicale ne laisse aucune ressource ; que les chômeurs coûtent beaucoup plus cher ; qu'ils n'apportent pas de cotisation ; que cela grève le budget ; qu'on ne peut s'occuper d'eux dans nos syndicats. Or, camarades, un grand nombre d'adhésions est possible. Nous en avons la preuve : une organisation a eu 8.000 adhésions, je crois, en un an ou dix-huit mois. Il est donc possible de compenser une faible cotisation par des adhésions nombreuses.

Mais la chose essentielle, c'est qu'en ce moment, le chômage prend de plus en plus, un caractère que j'appellerai « tournant ».

Cela signifie que de plus en plus, pour faciliter justement la diminution des salaires, on chasse des usines un grand nombre d'ouvriers, puis on rembauche ensuite avec de moindres salaires.

Il y a là une méthode que nous pourrions employer pour le recrutement des chômeurs. Est-ce que nous ne pouvons pas nous rendre compte que si nous savions, parmi ces ouvriers chassés des usines, organiser nos groupes syndiqués de chômeurs, si nous savions recruter dans leur sein, lorsque ces ouvriers en chômage retournent dans les usines, alors ils deviendraient ceux qui vont nous aider à constituer les sections syndicales, à les renforcer, et nous pourrions profiter, dans ces groupes de chômeurs syndiqués, des loisirs forcés que leur donne le chômage pour leur faire de la propagande. Cette question déborde sur la question d'éducation, parce qu'elle explique le rôle de la C.G.T.U. dans toutes ses tâches et en particulier dans le travail d'usine.

Camarades, je dirai la même chose en ce qui concerne les chômeurs partiels. Il y a des millions de chômeurs partiels et cependant il n'y a

presque pas de lutte parmi eux pour obtenir les allocations auxquelles ils ont droit. Cependant, il est beaucoup plus facile, surtout dans les usines où la répression s'exerce, de s'adresser à ces chômeurs partiels ; il est beaucoup plus facile de les réunir pour ces revendications de chômage partiel. La première chose à faire c'est de réunir d'abord ces ouvriers, et, une fois que ces ouvriers sont réunis, il est facile de leur faire comprendre la nécessité de cette revendication. Nous voyons quelle grande difficulté nous avons pour les rassembler, pour organiser leurs masses. Nous ne devons pas oublier que l'œuvre d'organisation de la lutte chez les chômeurs partiels, pour leur inscription en vue de leur donner des secours, c'est la possibilité dans des usines de mobiliser les ouvriers, de les rassembler, de venir ensuite leur poser la question de la lutte immédiate au sein de leur usine et la constitution d'un syndicat d'usine.

Camarades, notre Congrès doit aussi donner son avis sur la Conférence nationale des chômeurs. La C.G.T. a refusé d'entendre la délégation de cette Conférence nationale. Notre C.G.T.U. doit prendre position sur les décisions prises par cette Conférence importante, parce qu'elle n'est qu'un commencement de rassemblement des chômeurs.

Pour cela, il faut absolument que nous nous organisions dans les Unions locales, que nous aidions nos camarades des comités à organiser des conférences sur la base départementale peut-être, des conférences pas très larges, qui permettront de s'appuyer sur nos comités de chômeurs les plus importants, dans les localités où ils fonctionnent en partie, comme l'ont fait nos camarades de Valenciennes, pour étendre leur activité ensuite et constituer autour des comités les plus forts un grand nombre de comités exécutifs.

Il faut aussi porter la lutte au sein des conseils municipaux, à chaque occasion. Nos camarades de Saint-Etienne ont donné le meilleur exemple de l'organisation du front unique de tous les chômeurs dans la bataille des chômeurs. Est-ce que nos camarades de Limoges n'ont pas obtenu du Conseil général une subvention d'un million, qui a permis d'augmenter leurs allocations ?

Il y a là des exemples qui montrent que, quand on veut organiser la lutte, il est possible de remporter des avantages.

Ne pouvons-nous pas nous appuyer également sur la démonstration de la région parisienne, qui a réuni au mois de décembre dernier 30.000 chômeurs à Paris, et cette manifestation a permis d'obtenir la prolongation du temps d'inscription et de multiples revendications immédiates.

Camarades, est-ce que véritablement aussi nous avons su lier notre travail parmi les chômeurs, en sachant lutter contre les heures supplémentaires intéressant les chômeurs, en posant la revendication de la rentrée des chômeurs dans les usines avec la suppression des heures supplémentaires ?

Je pense que c'est dans cet esprit qu'il faudrait organiser avec nos camarades chômeurs des comités en vue de réaliser la décision qu'ils ont prise de faire une marche des chômeurs du Nord sur Paris au mois de novembre. On désignerait, dans tous les comités de chômeurs, dans toutes les localités de la région du Nord, en descendant jusqu'à Paris, un certain nombre de délégués, et on organiserait pour eux cette marche avec le ravitaillement, avec des réceptions, avec la mobilisation d'usines des ouvriers sur les lieux de passage, puis la tenue de meetings en

commun, le dépôt de cahiers de revendications dans les municipalités et dans les préfectures.

Je pense, camarades, qu'il faut absolument que toutes les Unions régionales et les Unions locales touchées par cette marche comprennent l'importance qu'elle doit avoir. Il conviendrait en outre dans la région parisienne de mobiliser les travailleurs des usines pour la réception de cette délégation du Nord, de ces « marcheurs de la faim », par milliers.

Camarades, la C.G.T. a organisé, elle, la première marche en France. Je pense que la C.G.T. s'y connaît parfaitement en ce qui concerne la marche des chômeurs. (*Rires.*) Elle a fait marcher pendant 65 kilomètres pour obtenir 150 millions pour la Compagnie Générale Transatlantique. (*Rires.*) C'est là évidemment un résultat appréciable, mais pas pour les chômeurs.

Et, camarades, l'exemple qui nous a été donné à l'occasion de cette marche, c'est celui que nous voudrions voir suivre par nos comités pendant cette semaine d'agitation, qui sera celle de la marche des chômeurs du Nord, avec dans toute la France aussi des luttes, des protestations, des dépôts de revendications.

C'est ainsi que nos camarades de Nantes, à l'occasion de la marche des chômeurs de Saint-Nazaire, avaient su mobiliser plus de 2.000 ouvriers, avaient su faire sortir avant l'heure de fermeture des usines les travailleurs de la métallurgie et du bâtiment, avaient fait abandonner le travail aux ouvriers du port dans une certaine mesure et avaient tenté de mobiliser tous les travailleurs de Nantes pour venir au-devant des chômeurs.

C'est dans ce sens qu'il va falloir nous engager pour aider à l'application des décisions de la Conférence nationale des chômeurs.

En conclusion, je dirai que le chômage pour notre C.G.T.U., pour tous nos syndicats, est un problème capital : l'hiver qui vient va lui donner une gravité redoutable ; la bourgeoisie essaiera d'exploiter la misère des chômeurs et en général la misère de tout le prolétariat.

Les réformistes, la C.G.T. de son côté, peut-être avec des formes plus cachées, continueront à trahir les intérêts des chômeurs, comme ceux des autres ouvriers. Notre C.G.T.U. doit montrer, en concrétisant déjà les résultats acquis, en concrétisant l'exemple de Saint-Quentin, de Saint-Etienne, de Limoges, de Valenciennes et de certains points de la région parisienne, que les syndicats unitaires savent s'occuper des revendications des chômeurs. Alors la lutte des chômeurs devient une réalité qui donne des résultats immédiats.

D'autre part, il faut constater aussi que c'est là où nous avons dans notre C.G.T.U. des groupes de chômeurs syndiqués, des groupes de chômeurs organisés, que nous faisons le meilleur recrutement pour nos syndicats unitaires.

Voilà pourquoi, camarades, nous devons nous servir de cette arme que nous avons du recrutement des chômeurs ; il faut en effet trouver la possibilité de nous servir de toutes les forces qui sont à notre disposition. Il faut aller dans les comités, il faut aller partout où il y a des travailleurs en chômage, nous devons savoir aller chercher la misère là où elle se cache et savoir lui donner notre exemple et lui imprimer notre foi.

En terminant, je rappellerai seulement les conclusions du rapport de la C.G.T.U. sur la question du chômage. Nous devons montrer ses luttes,

le travail de l'I.S.R., montrer l'exemple de l'U.R.S.S. où le chômage a pris fin avec le commencement de la société socialiste ; le prolétariat qui souffre aujourd'hui, qui est atteint si durement par le chômage, a des revendications nécessaires et générales, pour l'obtention desquelles nous reconnaitrons dans nos syndicats que la C.G.T.U. est le meilleur guide et le meilleur défenseur. (*Applaudissements prolongés.*)

INTERVENTION DE ROSENBLATT

ROSENBLATT (Mulhouse). — L'Alsace-Lorraine est une des régions les plus touchées par le chômage en France. Non seulement nous avons le chômage complet, mais presque dans l'ensemble des industries textiles, métallurgiques, minières règne le chômage partiel.

Dans les mines de potasse, les ouvriers travaillent de 7 à 9 postes par quinzaine.

Je ne peux pas entrer dans les statistiques de chômage, mais je vais montrer comment nous avons réalisé à Mulhouse le front unique dans la lutte pour les chômeurs contre le travail forcé.

L'Allemagne fasciste a instauré les camps de travaux forcés, mais déjà auparavant, sous le régime de collaboration de classe, les dirigeants socialistes et réformistes d'Allemagne avaient enrôlé les jeunes dans les camps de travail forcé. Ce sont les dirigeants socialistes et réformistes allemands qui ont soutenu et propagé les camps de travaux forcés des jeunes.

Beaucoup d'ouvriers dans notre région d'Alsace-Lorraine, surtout des ouvriers confédérés, n'ont pas cru que dans la France démocratique — l'île de la démocratie — on instaurerait le travail forcé.

Mulhouse est le fief socialiste d'Alsace-Lorraine, les syndicats confédérés y sont assez forts, c'est donc au cœur d'une municipalité socialiste qu'il a fallu mener une lutte acharnée contre le travail forcé.

Lors de la circulaire de François-Albert, le syndicat unitaire du Bâtiment de Mulhouse, avec l'U.L.U., a attiré l'attention des travailleurs sur le danger de l'instauration du travail forcé. Si les ouvriers confédérés ne nous ont pas immédiatement compris, ils ont par la suite vu que nos déclarations étaient justes, puisque trois semaines après, la municipalité socialiste a instauré le travail forcé.

Elle a donné comme raisons :

« Il faut « moraliser » les chômeurs auprès de la bourgeoisie et ainsi nous ne serons pas forcés de réduire les allocations de chômage ».

C'est avec de telles manœuvres que les chefs réformistes et socialistes cherchent à discréditer la lutte des chômeurs et à faire la scission entre les ouvriers encore à l'usine et les chômeurs.

Nous avons organisé des réunions de chômeurs qui ont élaboré leurs revendications et déterminé leur programme de lutte.

Un comité de chômeurs a été élu dans ces réunions avec des camarades de toutes tendances : unitaires, réformistes, inorganisés.

Le comité de chômeurs, en accord avec tous les chômeurs, est allé en délégation à la mairie socialiste en réclamant le tarif syndical pour les travaux municipaux qui seraient effectués par les chômeurs.

Par deux fois, la mairie a repoussé cette proposition ; c'est alors que les chômeurs ont décidé la grève des bras croisés. Le maire socialiste fit immédiatement appel à la police et c'est ainsi que dans une

de nos manifestations, à la mairie, nous avons vu celle-ci gardée par les flics.

Cette attitude des chefs socialistes et réformistes fit comprendre aux ouvriers de la C.G.T. qu'ils ne pouvaient rien attendre de telles gens. Mais la mairie socialiste continua ses menées antiouvrières.

Après avoir constaté que la première équipe de chômeurs avait refusé de travailler, elle convoqua la seconde équipe ; mais celle-ci fit grève comme la première. Alors, la mairie socialiste organisa une nouvelle attaque policière et supprima l'allocation de chômage pour plusieurs militants de la C.G.T.U.

Grâce au front unique à la base, organisé dans le Comité de chômeurs, et particulièrement la protestation des ouvriers confédérés, la municipalité fut obligée d'annuler cette décision et de redonner l'allocation de chômage.

En voyant le courant de masse, les chefs réformistes ont changé de tactique, et tandis qu'ils continuaient à calomnier, dans le journal socialiste, les chômeurs, en les traitant de fainéants professionnels, ils écrivent dans la presse syndicale qu'ils étaient contre le travail forcé.

Pour faire croire que ce sont les chefs de la C.G.T. qui ont aboli le travail forcé, ces derniers en ont demandé l'abolition au Conseil municipal.

En même temps, ils continuent la propagande pour l'assurance-chômage par les cotisations ouvrières, d'où la nécessité pour nous de lier les ouvriers travaillant encore à l'usine avec les chômeurs pour une assurance-chômage aux frais des responsables de la crise, c'est-à-dire des patrons. En conclusion, le résultat de notre action est :

- 1° Renforcement du syndicat unitaire du Bâtiment ;
- 2° Renforcement de la liaison entre les chômeurs et les ouvriers en usine ;
- 3° Elargissement du front unique avec les ouvriers chômeurs confédérés qui nous a permis de mieux diriger la grève du bâtiment quelques semaines plus tard.

INTERVENTION D'UN DELEGUE DE L'U. L. DE SAINT-ETIENNE

UN DÉLÉGUÉ DE L'UNION LOCALE DE SAINT-ETIENNE. — Ce n'est que grâce à l'activité de l'Union Locale unitaire de Saint-Etienne et de ses militants que l'on a pu constituer un Comité central des chômeurs puissant et qui influence l'ensemble des sans-travail de la région.

A la suite des revendications immédiates qui ont été étudiées sérieusement, l'on a pu rassembler les chômeurs et les conduire à la lutte ; par des manifestations de rues, au Conseil municipal, par cette lutte constante, on a pu arracher de nombreuses revendications qui ont accru la confiance des chômeurs envers l'Union Locale et le Comité central des chômeurs.

Par les bases multiples, groupement d'achats, services juridiques, nous avons pu consolider le Comité de chômeurs, nous nous proposons d'élargir nos bases multiples : groupes de pionniers, salle de lecture.

Il est important de faire savoir que les chômeurs, sur notre indication, se mobilisent facilement pour la lutte contre les expulsions, pour les manifestations contre la guerre, le fascisme, et là nous indiquons

que le Comité des chômeurs de Saint-Etienne était représenté directement aux Congrès d'Amsterdam et de Pleyel.

Une action fut tentée pour les 8 heures dans une entreprise de transports par cars, où, pendant quatre heures, les chômeurs avaient occupé les cars, au chant de *l'Internationale* et pour les 8 heures.

Nous devons indiquer que dans toutes ces manifestations, les militants de l'Union Locale unitaire sont avec les chômeurs.

Cependant, dans certaines régions, nous signalons que des camarades par erreur ou des gens poussés par la bourgeoisie tentent d'écarter les camarades unitaires de la direction des Comités de chômeurs pour donner aux comités un « caractère indépendant ». C'est un danger très grave que nous devons combattre, car les chômeurs, s'ils ont des camarades unitaires actifs à la tête de leur comité, défendent et soutiennent les militants unitaires quand ils sont attaqués ou salis par la bourgeoisie, comme le cas s'est produit à Saint-Etienne.

Notre faiblesse, que nous corrigerons, consiste surtout dans le faible recrutement des chômeurs pour nos syndicats unitaires où nous avons une grande influence chez les sans-travail ; nous allons nous orienter pour faire un effort plus grand de recrutement syndical.

Toutefois, nous signalons que, notre influence se développant, les attaques, tant des pouvoirs publics que des confédérés, se sont développées aussi, mais n'ont pas entamé notre organisation de front unique qu'est notre Comité central des chômeurs.

Pour ne pas laisser le fascisme s'appuyer sur les chômeurs, pour arriver à ses fins, dans notre région, nous redoublerons d'activité dans cette branche, mais nous demandons que notre C.G.T.U. insiste auprès des secrétaires d'organisations syndicales pour organiser et soutenir les luttes des sans-travail, seul moyen de ne pas rejeter les chômeurs dans les organisations fascistes.

COMMUNICATION

LE PRÉSIDENT. — Camarades, j'ai à vous donner lecture d'une communication :

Comme socialiste S.F.I.O., je tiens à apporter ici à notre VII^e grand Congrès confédéral de la C.G.T.U. mon salut fraternel, organisation dont je fais partie depuis des années, de laquelle je suis secrétaire de la section des Etablissements de l'Etat de La Fère ; beaucoup de camarades socialistes me l'ont reproché, mais je constate que c'est la seule organisation de lutte révolutionnaire capable de défendre la classe ouvrière, de défendre la paix et de lutter contre le fascisme.

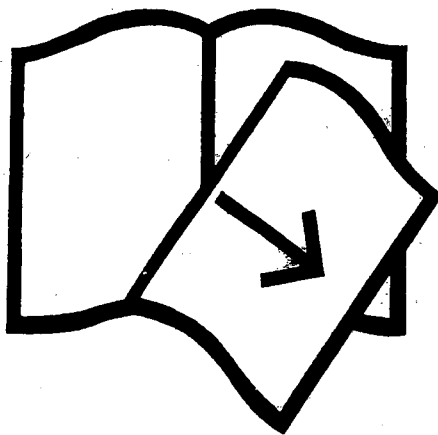
Je prends l'engagement devant ce Congrès de travailler pour sa prospérité afin d'être plus forts dans la lutte pour abattre la bourgeoisie et le fascisme.

Vive la C.G.T.U. !

DUPONT.

La délégation d'Alsace-Lorraine propose la résolution suivante :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. proteste avec véhémence contre les mesures de refoulement pour le 15 octobre prises par le préfet de la Moselle à l'égard de réfugiés allemands résidant en Moselle. Ces mesures de refoulement s'élargissant aux autres départements ont lieu malgré l'affirmation gouvernementale écrite donnée par le sous-secrétaire d'Etat



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 557-558 manquantes.

Vous direz peut-être que c'est une question de gros sous. L'Union Régionale est obligée de payer pour avoir des salles, pour faire de la propagande : 1.350 francs pour un local ! Nous voulons orienter notre travail vers les masses indigènes, qui sont les plus exploitées. On dit qu'il faut aller vers les masses agricoles et vers les paysans. Mais songez qu'il faudrait descendre jusqu'à Biskra, qui est à 300 ou 400 kilomètres d'Alger ! Nous demandons, en tant que délégation algérienne, que le Bureau confédéral, les Fédérations, la Section coloniale s'occupent sérieusement de cette question. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je rappelle aux camarades que les réunions des Conférences d'industries auront lieu demain après-midi, à 2 heures et demie, pour les diverses industries, dans les salles suivantes :

Métaux : Bourse du Travail.

Bois : 2, rue Saint-Bernard.

Bâtiment : Pavillon des Soviets, salle n° 6.

Textile : Pavillon des Soviets, salle n° 4.

Produits Chimiques : Pavillon des Soviets, salle n° 3.

Alimentation : Pavillon des Soviets, salle n° 5.

Transports : Pavillon des Soviets, salle n° 7.

Services Publics : salle Raymond-Lefebvre. (Mathurin-Moreau).

Cheminots : salle Pelloutier.

Coloniaux : salle 36.

Sous-Sol : salle de l'Avenir Social.

Vêtement : 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Vous vous mettez en relation avec le Comité d'organisation. Ce sont des conférences d'industries qui ont été annoncées par le Comité d'organisation. Vous vous mettez d'accord.

Ce ne sont pas les Services Publics : c'est le Cartel des Fonctionnaires dans la salle Raymond-Lefebvre.

Nous avons à communiquer au Congrès la bonne nouvelle que les bateliers grévistes emprisonnés ont été libérés ce matin sous la pression des bateliers. (*Applaudissements.*)

Nous saluons avec grande joie que le gouvernement, sous la pression et sous l'action des bateliers, ait dû céder une deuxième fois. C'est un grand succès pour nos méthodes de lutte, et cela prouve également que la combativité existe chez les bateliers. C'est un succès pour la bataille qui a duré pendant des semaines et qui a été guidée par la C.G.T.U. sur le terrain des revendications des bateliers.

La parole est au camarade Guist'hau.

Auparavant, je vous annonce que nous allons avoir une séance de nuit, car de nombreux camarades sont encore inscrits.

INTERVENTION DE GUIST'HAU

GUIST'HAU (Mineurs de Liévin). — Camarades, militant de la base, je fus désigné par ma section syndicale du puits n° 3 de Liévin pour dire au Congrès de la C.G.T.U. le travail réalisé par cette section. Par conséquent, je vais essayer de vous expliquer comment par ses méthodes de travail notre section a obtenu de grands résultats.

Jusqu'en 1931, nous avions pour le puits n° 3 de Liévin une dizaine de syndiqués, qui étaient dispersés dans plusieurs localités, dont le siège était à Liévin-Centre.

Les réunions que nous organisions n'étaient pas suivies et, malgré les grands efforts de quelques camarades, nous n'arrivions pas à nous enfoncer de la confiance des mineurs du puits.

Après un examen de la situation, en accord avec le syndicat, nous avons décidé de réunir les meilleurs syndiqués pour constituer une section du puits et commencer un travail collectif sur la base des revendications immédiates et de la propagande individuelle.

Il y avait des difficultés, car dans ce coin les chefs réformistes possédaient une grande influence chez les mineurs et détenaient le poste de délégué mineur, la direction de la caisse de secours, la municipalité et la coopérative. Mais par notre travail nous avons vaincu ces difficultés et, dans les débuts de l'année 1932, après l'élection du délégué mineur, nous obtenions des résultats sérieux en élevant nos effectifs à 122, contre une dizaine au mois de janvier de la même année.

Nous reposant sur cette force de syndiqués, nous avons constitué une direction de la section syndicale avec 36 membres au Conseil de section.

Ayant ainsi fait, nous avons réparti les tâches pour l'ensemble des membres du Conseil syndical, en donnant à chacun des responsabilités dans des commissions de travail que nous avons fait fonctionner.

Ces commissions de travail sont :

1. Contentieux : pour fournir tous les renseignements aux mineurs sur la Caisse autonome, caisses de secours, accidents du travail, etc.

2. Propagande et recrutement : pour examiner les questions à discuter dans les réunions de syndiqués et dans les assemblées publiques et pour organiser le recrutement.

Nous avons des collecteurs qui se réunissent ce mois avec le Conseil syndical pour examiner le travail à faire pour renforcer le recrutement et les fluctuations qu'il pourrait y avoir dans la prise des timbres par les syndiqués.

3. Commission des conflits et de contrôle : pour régler les petits désaccords qui pourraient surgir entre les membres de la direction et pour contrôler l'activité des militants et des délégués mineurs, que nous obligeons à afficher leur rapport.

4. Commission de la presse : pour le journal de puits, qui paraît régulièrement chaque mois et pour la diffusion de notre presse révolutionnaire, arme efficace.

Par cette méthode, nous avons obtenu un travail collectif dans la direction et nous entraînons un grand nombre de nos syndiqués dans notre travail.

Les résultats sont les suivants : nous avons actuellement 237 membres à notre section et nous avons tracé un plan de travail pour obtenir l'objectif des 300 syndiqués pour la fin de l'année.

Nous avons battu les réformistes aux élections de la caisse de secours dont nous avons maintenant la direction et, sur ce point, je vous dirai que c'est absolument sûr.

Nous avons battu le délégué mineur réformiste par 310 voix contre 210. Il détenait son siège depuis toujours.

Ces résultats ne sont pas venus tout seuls, c'est le fruit d'un travail méthodique mené par la section de puits et de bonnes méthodes d'organisation, ainsi que de la propagande individuelle.

Ces résultats obtenus au puits n° 3 de Liévin sur la base du travail d'une section de puits sont la démonstration que c'est sur le lieu du travail que toute notre activité doit être menée.

C'est la justification du fait que la C.G.T.U. a raison d'insister fortement pour travailler dans les usines, puits, chantiers, etc.

Des résultats importants ont été aussi obtenus dans d'autres secteurs de notre région minière, et pour les poursuivre, nous aurons la confiance des travailleurs, que nous préparons à leur lutte effective contre le capitalisme. Nous ferons ainsi de notre C.G.T.U. une centrale révolutionnaire de masse contre la bourgeoisie capitaliste. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE CARIOU

CARIOU (Gaz de Paris). — Camarades, dans son rapport, Mauvais a parlé de l'importance de l'organisation pour la préparation et la direction des luttes. Il a également souligné dans son rapport la nécessité de la décentralisation et surtout de se rapprocher des masses, c'est-à-dire des ouvriers des entreprises.

Le syndicat du Gaz de Paris a été constitué sur la base de la direction syndicale et ce syndicat est un des plus décentralisés.

Ce syndicat rayonne sur 11 sections syndicales comprenant 9 usines dans la région parisienne, et deux sections dont l'une pour l'éclairage public rayonne sur 18 petites sections dans les 20 arrondissements de Paris.

Nos sections syndicales dont plusieurs sont très importantes (particulièrement celle du Landy, à Saint-Denis) et celle de La Villette, dans laquelle je travaille.

Celle de La Villette rayonne sur deux usines.

Il y a 1.350 ouvriers. Cette section syndicale comprend 990 syndiqués. Si elle a son autonomie, elle comprend un bureau d'études qui fonctionne régulièrement et dont la direction organise toutes les réunions par catégories : il y a 19 catégories d'ouvriers dans cette usine.

C'est en raison surtout de la structure de notre syndicat que nous nous trouvons, si l'on peut dire, à l'avant-garde des syndicats des services publics de la région parisienne dans les luttes que nous avons à mener et que nous avons eu à mener ces deux dernières années contre les conséquences de la rationalisation, contre l'offensive des pouvoirs publics et des différentes sociétés.

Je dois marquer brièvement que depuis le dernier Congrès confédéral, notre syndicat, suivant les décisions du VI^e Congrès, s'est orienté surtout pour opposer au plan de rationalisation de la Société des ripostes partielles des travailleurs du gaz.

C'est ainsi que dans ces deux dernières années des dizaines de manifestations partielles, c'est-à-dire de manifestations par catégories d'ouvriers, ont eu lieu. Ces manifestations partielles, ripostant aux attaques partielles de la Société, ont permis à notre syndicat, suivant les décisions du VI^e Congrès de la C.G.T.U., de s'orienter, de passer à des manifestations, à des actions généralisées au gaz.

C'est ainsi que, l'année dernière, au mois de mars, notre syndicat a fait une manifestation puissante, dans toutes les usines, contre le plan de rationalisation de la Société du Gaz, c'est-à-dire contre l'arrêt de l'usine à gaz se trouvant dans le 13^e arrondissement. Cet arrêt devait

permettre à la Société de répartir plus de 600 ouvriers sur les autres usines, de déplacer un grand nombre d'entre eux en raison de la venue des ouvriers des usines des autres points et enfin de licencier tous les camarades temporaires. Par notre action, nous avons fait reculer non seulement la Société du Gaz, mais aussi les pouvoirs publics et les conseillers municipaux. (*Applaudissements.*)

En effet, la désaffectation de cette usine d'Ivry — comme on l'appelle aux pouvoirs publics — était prévue d'accord entre la Société, l'administration préfectorale et le Conseil municipal. C'est ainsi qu'on trouve dans le *Bulletin Municipal Officiel* une intervention de l'ami des Ports et Docks, c'est-à-dire une intervention du renégat Gélis, conseiller municipal de cet arrondissement.

Que dit cette intervention ? Je vais vous lire quelques passages pour que vous puissiez bien comprendre le rôle que ce renégat, cet individu, joue dans le mouvement contre le mouvement révolutionnaire et contre les revendications des ouvriers.

« M. Louis Gélis insiste très vivement auprès de M. le préfet de la Seine pour que sa proposition relative à la disparition de l'usine à gaz, qui occupe inutilement un immense terrain et dont les mauvaises odeurs gênent les habitants, soit mise à l'étude le plus rapidement possible en vue de création des espaces libres et jardins populaires prévus ; il se permet d'espérer que cette question pourra être soulevée au cours de la plus prochaine session du Conseil municipal. »

La réponse du préfet :

« Les mesures préalables à la désaffectation de l'usine d'Ivry sont actuellement à l'étude. La réalisation d'une première tranche de constructions, en corrélation avec cette désaffectation, fera l'objet de propositions à l'assemblée municipale au cours d'une prochaine session... »

C'est-à-dire à la session du mois de juillet 1931.

Camarades, Louis Gélis est partisan de créer des squares pour la population. Nous sommes également de cet avis. Nous sommes pour la salubrité, mais ce que le renégat Gélis oublie, c'est de poser cette question : Qu'est-ce que l'administration du gaz fera des 600 ouvriers de cette usine ? Est-ce qu'on leur maintiendra leurs salaires ? Gélis a oublié cela !

Mais il y a d'autres points. L'administration nous avait souligné qu'avec l'accord de l'administration préfectorale l'usine devait disparaître en avril 1932. Devant cette offensive, nous avons décidé de riposter aux sanctions prises contre nos camarades après la manifestation du 16 mars 1932. Nous avons décidé une manifestation dans toutes les usines. C'est ainsi que, le 7 avril, dans toutes les usines du gaz se manifesta l'arrêt du travail qui, commençant par une demi-heure, alla jusqu'à cinq quarts d'heure dans certaines usines, avec manifestations autour de l'usine.

Ces points nous ont permis, malgré la répression qui s'est abattue sur nos camarades, d'obtenir satisfaction en partie. En effet, dans une réunion du Conseil du travail, l'administrateur-délégué acceptait le vœu que présentait le personnel et décidait de prolonger l'existence de l'usine d'Ivry pour une année. (*Applaudissements.*)

Prolongement de l'usine ! Au lieu de disparaître en avril 1932 elle n'a disparu — malgré les efforts tentés de toutes parts — qu'au mois de juillet 1933, c'est-à-dire quinze mois plus tard.

Le prolongement de cette usine a permis — pour une seule catégorie, les chauffeurs — de maintenir le nombre des ouvriers avec un salaire de 20 francs par jour en plus. C'est une somme de 740.000 francs que ces camarades ont touchée en plus.

Cela indique que si nos deux manifestations des 16 mars et 7 avril 1932 nous ont coûté : 1.000 mises à pied, nombreuses comparutions devant le Conseil de discipline, 55.000 francs, que nous avons dû trouver en bons, pour subvenir aux mises à pied, les dites journées de mise à pied ont rapporté plus de 700.000 francs pour une seule catégorie de camarades. (*Applaudissements.*)

Je dois ajouter que l'aveu même de ceci se trouve dans le *Bulletin Municipal* du dimanche 2 juillet 1933. Le préfet est obligé de reconnaître l'importance de notre action à cette époque en soulignant le coût de la prolongation de l'usine :

« M. LE PRÉFET DE LA SEINE. — Il faut cependant souligner que la Société du Gaz a conservé tout le personnel de l'usine d'Ivry, même les temporaires. Vous avez parlé tout à l'heure de l'économie à réaliser. La suppression de l'usine non raccordée au chemin de fer et à la voie d'eau dont la production peut être remplacée par une utilisation plus intense des autres usines plus modernes permettra de réaliser annuellement une économie d'environ 5 millions dont bénéficiera intégralement le budget municipal. Avec l'assentiment du Conseil, je vais examiner avec le régisseur du Gaz et MM. les rapporteurs du Gaz, s'il est possible de distraire une partie de cette somme pour remédier aux situations que vous avez signalées à cette tribune. »

C'est-à-dire pour remédier à la situation faite actuellement à certains camarades qui, déplacés, n'ont pu trouver une place dans d'autres usines dans leur catégorie et subissent de ce fait une diminution indirecte de salaires.

Quoi qu'il en soit, le préfet est obligé de reconnaître que l'ajournement d'une année du déplacement de l'usine d'Ivry a coûté près de 5 millions à la Ville de Paris et que l'on devra chercher à récupérer cette perte à l'aide d'économies à réaliser.

Ce sont, il ne faut pas le perdre de vue, les manifestations des travailleurs du gaz, notamment le Premier Mai, qui ont créé cette situation.

Je dois dire que, dans les luttes que les travailleurs des services publics ont eu à mener au cours de l'année 1932 face aux attaques du gouvernement, notre syndicat a été de ceux qui, dans les services publics, ont réalisé à 100 % ou au moins à 90 % les décisions de manifestations.

Ainsi, le 20 février, le syndicat confédéré avait décidé que la manifestation aurait lieu à 10 heures du matin. Notre syndicat, en raison de sa structure, avait organisé une réunion de tous les délégués, même confédérés, la veille au soir et fait décider que les manifestations auraient lieu après 7 et 8 heures. Par conséquent, cette manifestation du 20 février du gaz, manifestation puissante de front unique, fut réalisée suivant les décisions et à l'heure fixées par notre syndicat. (*Applaudissements.*)

Je dois marquer aussi un point qui a été oublié dans ce Congrès : la manifestation du 1^{er} mars.

Certes, il y a eu, à cet égard, des faiblesses importantes. Mais un résultat a tout de même été obtenu.

Cette manifestation avait été décidée uniquement par le Cartel unitaire. Dans certaines organisations de la région parisienne, nous

n'avons obtenu, il faut le reconnaître, aucune action pour le 1^{er} mars. Cependant, je dois vous indiquer qu'au Gaz nous avons eu une manifestation, malgré l'interdiction faite par le Syndicat confédéré à ses adhérents d'y participer, manifestation qui a, chez nous, revêtu presque plus d'ampleur que celle du 20 février, puisque, dans une usine, au Landy, les chauffeurs ont même fait sauter une charge sur trois qu'ils font, c'est-à-dire qu'ils ont fait perdre 1.000 mètres cubes à la Société.

Je voudrais me placer sur ce terrain pour conclure. Tous ces faits soulignent l'importance du travail de base à l'entreprise. Notre syndicat, dans chaque section d'entreprise, a des bases multiples. A la section de La Villette, par exemple, nous avons une caisse de solidarité, un groupe d'achats en commun, un service de renseignements, un avocat-conseil. Cependant, une faiblesse demeure : nos journaux d'usine ne sortent pas régulièrement. Nous devons nous efforcer d'y remédier, malgré que notre journal syndical paraisse deux fois par mois.

Ma conclusion est que de ce Congrès sortira la volonté des travailleurs et des organisations des services publics de la région parisienne d'appliquer ce que notre camarade Mauvais a demandé dans son rapport sur les tâches d'organisation : coordonner les efforts du syndicat pour résister aux attaques précises du gouvernement et des pouvoirs publics, pour conduire les travailleurs des services publics de la région parisienne suivant les travailleurs du Gaz à briser l'offensive du patronat et résister à toutes les attaques. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Mansot, des Cheminots de Mâcon.

INTERVENTION DE MANSOT

MANSOT. — Dès l'abord, permettez-moi une constatation. Je suis le troisième camarade de la base abordant cette tribune. Or, nous constatons que nous parlons devant des camarades de la base qui sont simplement disciplinés et restent dans la salle, alors que les principaux responsables de l'organisation ne sont pas présents ici pour entendre les interventions des camarades de la base. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

Nous constatons que le Præsidium n'est pas au complet, que le Bureau confédéral n'est pas au complet, que les principaux responsables ne sont pas tous là.

PLUSIEURS VOIX. — Ils sont en commission !

GOURDEAUX. — Camarades, il faut tout de même se rendre compte de la situation au moment où nous en sommes de nos travaux.

Jusqu'aujourd'hui, le Præsidium était au complet, le Bureau confédéral également. Mais vous venez de nommer une commission des candidatures et résolutions en vue de la fin du Congrès, décision très importante et travail très délicat. Il est normal que les responsables qui s'en occupent depuis hier et que les camarades que vous avez désignés aillent effectuer le travail que vous leur avez confié. (*Applaudissements.*)

MANSOT. — J'ai dit que c'était une simple constatation.

Camarades, en abordant cette tribune, c'est au nom de la délégation du département de Saône-et-Loire que je viens ici traiter de différentes

questions du rapport sur les tâches d'organisation, en particulier de la décentralisation.

Je dois dire tout de suite que nous sommes d'accord avec le rapport du Bureau confédéral sur les tâches d'organisation et la décentralisation.

Je n'aborde pas cette tribune, comme on a voulu le laisser croire ce matin, en me comportant en autonomiste. Nous, délégués de Saône-et-Loire, nous ne sommes pas des autonomistes. Nous ne sommes pas non plus des fédéralistes. Nous ne sommes pas opposés à la structure prévue par le Congrès de Bordeaux en 1927 et nous ne demandons pas le retour aux Unions départementales d'avant 1926. Mais nous entendons examiner ici les conséquences de l'organisation en Unions régionales, en particulier pour notre département de Saône-et-Loire.

La VI^e U. R. fut constituée avec trois grands départements industriels du centre : le Rhône, la Loire et la Saône-et-Loire, plus des fractions des départements de l'Ain, de l'Isère, la Savoie et l'Ardèche.

En faveur de cette constitution, on a invoqué que, pour les trois départements principaux, les industries principales (métallurgie, mines, textile) étaient intimement liées et qu'en regard il fallait instituer une direction régionale centrale.

C'était là un plan théorique. La pratique nous a démontré les difficultés d'un tel plan. C'est ce que nous examinerons, en particulier en ce qui concerne la Saône-et-Loire.

A sa constitution, la VI^e U. R. avait été dotée, en raison de son étendue, de deux permanents dont un devait être affecté d'une façon effective au département de Saône-et-Loire. Pendant une courte durée, d'ailleurs, un travail a été commencé dans ce sens. Des résultats étaient prévus.

Puis, pour des raisons que nous connaissons, ce permanent fut supprimé, après sept ou huit mois de fonctions, et ainsi le travail de pénétration, d'organisation et d'action fut arrêté.

Depuis lors, les organisations locales ont accompli ce travail, avec leurs seuls moyens propres, moyens souvent faibles, en raison du manque de cadres solides, soutenus et guidés effectivement par l'U. R. qui ne faisait que des visites passagères ou agissait par la voie de circulaires. La liaison désirable avec l'U. R. n'était, en réalité, assurée que par la correspondance — quand il y en avait !

Ainsi, pratiquement, les principaux problèmes ne pouvaient être connus par les responsables de l'U. R. Nous affirmons qu'il en fut ainsi, sauf pour Mâcon où nous sommes restés en liaison tout à fait constante avec notre U. R.

Dans ces conditions, pouvons-nous ainsi espérer un bilan positif ? Nous disons tout de suite : Non. Nous avons pu voir notre mouvement osciller suivant l'activité ou l'inactivité des militants locaux et des conditions de vie faites aux travailleurs. Fatalement, cet état de choses devait nous conduire à la régression de nos forces, constatation que nous avons dû faire depuis l'apparition de la crise, c'est-à-dire depuis deux ans.

Une autre raison est également à l'origine de l'inactivité de nos organisations : notre situation financière. Souvent, les centres les plus importants : Montceau-les-Mines, Le Creusot, Montchanin, Paray-le-Monial, etc., sont à deux cents kilomètres du centre régional. Cette distance augmente les frais pour les déplacements de nos militants

d'Unions régionales, non seulement pour les frais de déplacement, mais aussi pour le temps imparti à ces déplacements.

D'autre part, comment avoir une liaison étroite avec tous les centres miniers et métallurgistes de Saint-Etienne, séparés de 250 kilomètres du centre ?

Si nous jetons un regard sur la représentation au VI^e Congrès de notre C.G.T.U., nous nous apercevons que le département de Saône-et-Loire avait, à ce Congrès, huit représentants directs. Et si nous jetons à nouveau nos yeux sur la représentation de notre VII^e Congrès, nous nous apercevons que, cette année, notre délégation est réduite de moitié, soit quatre camarades.

A notre avis, cette diminution de notre délégation a des causes, et il nous appartient de les étudier.

Tout d'abord, y a-t-il eu une bonne préparation de ce Congrès dans notre région ? Tout de suite, nous répondons : Non ! Quelles en sont les causes ? Un manque de liaison presque total entre les syndicats des Unions locales et l'Union régionale.

Quelles sont les représentations à ce Congrès ?

Mâcon : un cheminot.

Chagny : un cheminot.

Montchanin : un cheminot.

C'est là toute notre délégation. Cependant, il n'y a pas que des camarades cheminots en Saône-et-Loire. Les camarades sont détenteurs de plusieurs mandats, et quatre délégués représentent 15 syndicats. Bien que les camarades soient détenteurs de plusieurs mandats d'industries privées, nous pensons qu'il aurait pu être possible d'avoir parmi nous des représentants directs des industries privées.

Les militants responsables à la base dans ce département ont-ils fait leur possible pour assurer une meilleure représentation à ce Congrès ? Devant la situation financière de nos Unions locales, il nous fut matériellement impossible de faire mieux. Nous avions fait appel au concours financier de notre Union régionale, mais notre lettre est restée sans réponse. Et cependant, en vertu des dettes que cette Union régionale a envers ses Unions locales, il nous semble qu'elle aurait dû faire le maximum d'efforts sur ce terrain. Il est utile devant le Congrès de souligner quel est à peu près le montant de ces dettes de l'Union régionale...

LE PRÉSIDENT. — Etant donné l'état de fatigue de chacun des délégués, nous pensons qu'il est utile de rappeler aux congressistes qu'un nombre important de camarades délégués de la base veulent savoir et écouter. Nous demandons par conséquent à nos camarades de se taire, pour le moins, et d'écouter dans le silence. (*Applaudissements.*)

MANSOT. — Je disais donc : il est utile devant le Congrès de souligner quel est le montant de ces dettes de l'Union régionale envers ses Unions locales. Pour Mâcon, depuis le deuxième semestre de 1931, aucun secours n'a été donné. Pour Montceau-les-Mines : aucun en 1931 et aucun en 1933. A Paray-le-Monial, si nos renseignements sont précis, rien depuis le deuxième semestre de 1930. Et nous pensons que peut-être il y en a d'autres.

Ce matin, dans le rapport de Chambon, vous avez pu entendre dire que la raison de la non-distribution des ristournes aux Unions locales dépendait du fait que les Unions locales étaient inactives...

UN DÉLÉGUÉ. — C'est juste.

MANSOT. — Je vous demande si avec un tel passif les Unions locales peuvent être actives, si on leur enlève tous les moyens principaux d'agir.

D'où cela provient-il ? Nous ne le savons pas, mais nous croyons savoir que la ristourne laissée à notre Région est de 0 fr. 90 par timbre confédéral, car un supplément de cotisation de 0 fr. 10 par timbre nous fut demandé il y a trois ans pour permettre à notre Union régionale de nommer en Saône-et-Loire un permanent. Je l'ai dit tout à l'heure : au début nous avons eu un permanent pendant sept ou huit mois. Depuis nous avons eu un instructeur, ce n'était pas un permanent, c'était un instructeur. Nous ne l'avons jamais entendu désigner autrement. Il est resté pendant trois mois.

Est-il utile de souligner que les frais occasionnés à notre VI^e U. R. se montent à près de douze mille francs ? Le passage de ce camarade dans notre département a laissé un certain brouillard qui nous empoisonne. Quel fut son travail ? Nous ne voulons pas revenir sur de vieilles critiques qui furent formulées en leur temps. Son travail fut nul. Et malgré le retrait de ce responsable, nous n'en continuons pas moins à verser à l'Union locale ce supplément de cotisation de 0 fr. 10.

Notre VI^e U. R. peut-elle apporter un grand concours au développement du syndicat dans notre région de Saône-et-Loire ? Nous répondons : Non ! Malgré tout le dévouement de nos responsables régionaux, étant donné l'étendue de cette U. R. et principalement la situation géographique de Saône-et-Loire, ils ne peuvent pas à l'heure actuelle faire tout le travail qui s'impose. Nous avons, dans ce département, oublié les points principaux où il faut coûte que coûte que nous pénétrions. Nous avons les régions de Bourbon-Lancy, dans les mines de Puzenat, où nos camarades sont honteusement exploités, nous n'avons pas d'organisation sérieuse dans la vallée de la Dheule et dans bien d'autres coins encore qu'il n'est pas possible de nommer ici. Nous avons aussi Chalon-sur-Saône qui n'est pas représenté aujourd'hui dans notre Congrès, qui est une des succursales de Schneider, où notre Union locale reste encore sous l'influence de notre camarade minoritaire Aulas, que nos camarades de la Fédération de l'Enseignement connaissent bien. (*Rires.*) C'est peut-être une des raisons pour lesquelles aucun délégué de Chalon n'est à notre Congrès. (*Rires.*)

Nous avons aussi et surtout Montceau-les-Mines, le centre minier très important qui reste sous l'influence des socialistes de Saône-et-Loire avec ses quatre représentants au Parlement et leur chef de file, le citoyen Paul Faure.

Nous avons encore Le Creusot, centre important de la métallurgie française, centre de l'industrie de guerre. Les camarades qui sont allés là-bas savent que c'est là l'ancre de l'exploiteur de la guerre : Schneider, avec ses sept canons comme ornement, qui symbolisent justement la défense du capitalisme contre notre mouvement ouvrier, ses sept canons qu'il nous reste à conquérir et à retourner contre nos exploités.

Je parle du Creusot où, dans le cours de cette année, nous avons organisé un meeting, en plein jour, dans une salle municipale, qui nous a été cédée par la municipalité bourgeoise avec son maire-député et domestique de Schneider. Dans cette salle, quatre cents auditeurs. Ici, nous devons souligner un fait : salle complètement dépourvue de sièges, pas la moindre chaise. Nous avions avec nous quarante mutilés unijambistes à cette réunion. Soulignons que la bourgeoisie nous donne là un

exemple : elle a considéré que dans notre bataille il ne faut pas nous mettre sur une chaise, il faut demeurer debout, être prêts à lutter pour la défense de nos revendications.

Camarades, à la suite de ce meeting, nous avons pu joindre les camarades du Creusot ; nous avons parlé avec eux ; nous avons réussi à pénétrer dans les usines où depuis longtemps on n'avait pas mis les pieds. Nous y avons une section syndicale d'usine, qui a pénétré souterrainement, et qui travaille encore d'une façon souterraine. Ce que nous pouvons dire, c'est que trois camarades du Creusot, jeunes, ont été délégués au Congrès Mondial de la Jeunesse. (*Applaudissements.*)

Camarades, dans *la Vie Ouvrière* de samedi dernier a paru le rapport de la VI^e Union régionale. Nous y trouvons un passage que je voudrais signaler : « Ainsi, en Saône-et-Loire, l'U.D. confédérée possède un permanent en la personne du citoyen Joly, affecté à la Caisse « Le Travail » de ce département, et remplissant en même temps les fonctions de secrétaire de l'U.D. confédérée de ce département.

« Joly peut se déplacer quand il veut.

« Qu'avons-nous à lui opposer ? Rien, maintenant que ce département s'est décrété, avant la lettre, Région confédérale. »

Je ne sais si les responsables de la Commission exécutive de la VI^e Union régionale, ou les responsables du Bureau de la VI^e Union régionale, ont compris l'importance de cette affirmation. Nous avons été, nous, délégués de Saône-et-Loire, stupéfaits, en prenant connaissance de ce passage, ici, au Congrès. Que veut dire cela, camarades ?

Premier point : Pour montrer tout de suite les sentiments d'affection que vous avez pour les ouvriers de Saône-et-Loire, vous avez jeté un trouble profond, néfaste, sur les ouvriers de Saône-et-Loire.

Deuxième point : Vous dites qu'avant la lettre nous nous sommes décrétés Région confédérale. Mais, camarades, il faut être ministre pour prendre un décret ; or, nous ne sommes que les préfets ! Vous savez bien que ce décret n'est pas pris, puisque nous sommes obligés de passer chez vous pour y faire nos commandes de timbres et laisser les 90 centimes ! (*Rires.*)

« Qu'avons-nous à opposer à Joly, secrétaire de l'Union départementale confédérée ? Rien. » Ah ! camarades, cela veut dire que vous n'avez aucune considération pour les quinze syndicats qui sont représentés à ce Congrès ! Cela veut dire quinze syndicats dont vous êtes encore responsables, jusqu'à preuve du contraire. Cela signifie que vous nous livrez à la remorque, à la domination de Joly, en Saône-et-Loire.

Vous n'avez pas compris cela ? Vous en rigolez ?

CHAMBON. — Oui, j'en rigole, parce que c'est de la rigolade, ce que tu dis là !

MANSOT. — Nous, nous n'en rigolons pas.

CHAMBON. — Je répète que c'est de la rigolade, cela.

MANSOT. — Nous avons, tout à l'heure...

CHAMBON. — Assez !

MANSOT. — Cela veut dire que vous ne voulez pas combattre les chefs confédérés...

CHAMBON. — Tu n'as rien dit, dans les comités confédéraux, et tu

viens ici exposer ta petite histoire. Au Conseil, tu étais d'accord pour rattacher Mâcon à l'Union régionale.

MANSOT. — Je n'y ai pas été !

VOIX DIVERSES. — Ça va ! ça va !

MANSOT. — Nous voulons donner une explication complète à ce Congrès. Nous disons, nous, que c'est une capitulation, et cela sera votre condamnation, camarades. Heureusement que le Bureau confédéral nous a entendus. Je dis « heureusement », parce qu'ainsi on a pu constater que nous nous présentons ici, devant le Congrès, avec un bilan positif, c'est-à-dire deux plans : un plan de mobilisation et un plan d'action.

Comme plan d'organisation, que vous demandons-nous ? Nous demandons d'abord...

CHAMBON. — Cela, c'est plus intéressant.

MANSOT. — Nous demandons d'abord qu'on nous laisse la possibilité d'organiser une assemblée générale de tous les syndicats généraux de Saône-et-Loire, ou leurs représentants — cela en accord avec le Bureau confédéral qui devrait être présent à cette rencontre.

Nous demandons le renforcement des Unions locales... Il nous faut un permanent.

CHAMBON. — Bravo ! bravo ! C'est toute la conclusion.

MANSOT. — Avec les moyens financiers nécessaires. Mais pour ce faire, il faut nous fournir ce permanent.

Chambon, tu soulèves d'autres questions. Dans la période actuelle, nous sommes dans l'impossibilité de trouver ce responsable dans notre région.

Maintenant, pour vous montrer que nous sommes bien décidés à nous intéresser à l'éducation de la classe ouvrière de notre département, comme nous n'avons pas d'argent dans nos caisses d'Union locale, nous faisons appel au concours des gros syndicats qui nous entourent et au concours d'une Union régionale politique, devant les attaques de la Compagnie minière qui veut restreindre le pouvoir des délégués mineurs. Nous préconisons un congrès de ces délégués en Saône-et-Loire, unitaires et confédérés.

Nous voulons également organiser un front unique d'action chez les mineurs. Nous nous engageons à continuer notre action souterraine que nous avons déjà engagée dans les usines Schneider au Creusot. Nous allons appeler les cheminots à soutenir dans des meetings notre action. Nous nous efforcerons de trouver les moyens les plus efficaces pour mettre en échec les manœuvres bourgeoises et gouvernementales et pour faire triompher les revendications si légitimes des ouvriers de Saône-et-Loire.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Guiraud, de la X^e Union régionale, pour une déclaration.

INTERVENTION DE GUIRAUD

GUIRAUD (X^e Union régionale). — Camarades, comme vous le savez, ces jours-ci de nombreux villages de la région du Languedoc ont été dévastés par les inondations.

Les masses ouvrières et paysannes qui se trouvent déjà devant des

difficultés créées par la crise vinicole, vont sans doute se trouver dans le dénuement le plus complet.

Nous pensons que le VII^e Congrès Unitaire doit adresser aux ouvriers et aux paysans de ces régions l'expression de sa solidarité la plus complète, en les invitant à s'organiser dans chaque village pour mener la lutte en faveur de leurs revendications.

Voilà la résolution que nous vous demandons d'adopter :

Le Congrès de la C.G.T.U., informé des inondations qui ont dévasté un grand nombre de localités de la région du Languedoc, envoie l'expression de sa solidarité aux sinistrés.

Les masses laborieuses de cette région viticole, déjà atteintes par les difficultés économiques, vont se trouver après ce sinistre dans le dénuement le plus complet.

Devant les millions de dégâts, les pouvoirs publics ne vont pas manquer de faire des promesses dont les principaux bénéficiaires seront en définitive les gros propriétaires terriens et capitalistes de cette région, si les petits sinistrés ne savent pas se rassembler immédiatement et avec l'aide des syndicats unitaires, mener la lutte pour l'amélioration de leur sort.

Fort de l'expérience des méthodes employées par les pouvoirs publics lors des inondations de 1930 dans la vallée du Tarn, de la Garonne et de l'Hérault, la C.G.T.U. invite les sinistrés à organiser dans chaque localité leurs groupements rassemblant l'ensemble des ouvriers, artisans, petits commerçants et petits propriétaires sans distinction de tendance.

La C.G.T.U. assure les petits sinistrés de l'appui complet de ses organisations syndicales de la région pour l'organisation de la direction de l'action à engager en faveur de leurs revendications, elle appelle l'ensemble des organisations de tout le pays à œuvrer en faveur des victimes de ce cataclysme. (Applaudissements).

Telle est la résolution que nous demandons au Congrès de vouloir bien adopter.

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix cette résolution.

(Cette résolution est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Onoff, du Secours Ouvrier International.

INTERVENTION D'ONOFF

ONOFF (du Secours Ouvrier International). — Je pense que la question de solidarité doit avoir sa place largement remplie dans un tel Congrès, mais cette question, nous pouvons la poser aussi en tant qu'organisation de solidarité, venant compléter celle exercée par nos organisations syndicales.

Camarades, depuis déjà près de dix ans en France notre organisation a pu faire ses preuves, tant dans les conflits sociaux, les grèves, les lock-outs que dans les cataclysmes naturels. L'un de nos camarades vient de vous rappeler ce qui s'est produit lors des inondations de 1930 dans les régions du Tarn, de la Garonne et de l'Hérault, et a rappelé le rôle de la C.G.T.U. pour soutenir les petits sinistrés avec l'appui des organisations ouvrières et du prolétariat. Des milliers de petits sinistrés ont

ainsi pu obtenir, par la lutte de notre Parti, que satisfaction leur soit donnée dans la répartition des 60 millions qui avaient été collectés dans la Croix-Rouge sous les auspices du président de la République.

Camarades, c'est un point tout à fait important, qui marque, en dehors même des conflits sociaux, pour lesquels nous avons de nombreuses activités à notre tableau d'honneur, que notre organisation peut, avec la masse en général, effectuer un travail pratique de secours et développer le principe de solidarité dans la large masse.

Camarades, dans les grèves, particulièrement pour cette année, nous sommes déjà intervenus dans quatre conflits. Ce fut d'abord à Fougères, à la fin de 1932-1933, où notre organisation a pu, dans une grève dirigée par un syndicat réformiste, prendre la parole, organiser des distributions de vivres, dénoncer l'attitude et la politique particulière de solidarité qui a été exercée par les chefs réformistes et qui exclut les inorganisés de leurs secours. Nous avons pu nous adresser aux larges masses, constituer notre base d'organisation, renforcer l'influence du syndical unitaire qui avait, à travers cette grève, considéré notre organisation comme intéressante et pouvant lui apporter un appui particulier dans le soutien de la lutte.

A Armentières, il y avait une situation à peu près identique à celle de Fougères, mais avec encore plus de difficultés, étant donné les conditions dans lesquelles les dispositions avaient été prises dès le début pour empêcher les éléments étrangers d'intervenir dans le conflit; c'est-à-dire qu'on avait voulu exclure toute possibilité d'intervention pour les représentants des organisations syndicales qui n'étaient pas agréées par la classe patronale et capitaliste. Seul, le Secours Ouvrier International a réussi à prendre la parole dans une assemblée générale de grévistes, c'est-à-dire que nous avons réussi l'opération de montrer aux grévistes que nous étions une organisation de solidarité, groupant les travailleurs de toutes tendances, organisation de solidarité répartissant nos secours à des travailleurs organisés ou non, et voulant aussi faire participer à cette action les petits commerçants, les manuels et les intellectuels, en un mot tous ceux qui ont des liens avec le prolétariat et doivent et peuvent intervenir.

Nous avons pu, devant le refus catégorique des chefs réformistes et chrétiens des interventions dans la grève, refus qu'ils n'ont pas pu expliquer et qui fut en fait pratiqué, nous avons pu dénoncer cette attitude scandaleuse devant les grévistes, montrer ainsi que les chefs réformistes et chrétiens avaient une politique tout à fait spéciale, qui consiste à ne pas tenir compte justement des inorganisés nombreux dans le groupement; on a refusé à une organisation de solidarité de venir à leur aide et ainsi d'aider à la victoire. C'est la démonstration que les chefs réformistes n'aidaient en rien la lutte pour qu'elle soit victorieuse, mais au contraire s'efforçaient de la saboter et empêchaient même les organisations comme la nôtre d'intervenir. Le résultat de leur attitude fut que notre organisation a pu se constituer et grouper plus de 120 membres au bout de quelques semaines, et nous avons pu gagner malgré eux et contre eux la confiance de tous les habitants ouvriers d'Armentières et d'Houplines. Plus de 50 enfants nous ont été confiés pour les envoyer dans la région et aussi dans le Centre, hébergés dans les familles ouvrières, qui les ont gardés pendant la durée du conflit.

Au retour, même manifestation avec plusieurs milliers de travailleurs qui ont salué l'action du Secours Ouvrier International.

A Strasbourg de même dernièrement, bien qu'un peu tardivement en ce qui concerne l'organisation nationale, mais sur la base locale des jeunes, notre Comité est intervenu dans l'organisation de la solidarité, il a réuni des inorganisés, des confédérés, des unitaires et il a réussi à collecter près de 20.000 francs rien que chez les petits commerçants.

C'est-à-dire que nous avons pu sans gêner du tout le travail de solidarité organisé par les syndicats, accomplir une tâche particulière venant compléter celle qui était engagée par tous les travailleurs organisés en général.

Camarades, dernièrement encore, ces jours-ci, auprès des travailleurs de la batellerie, notre organisation, après être intervenue auprès du Comité central de grève, a décidé de porter son effort sur Conflans. En deux jours, elle a réussi à distribuer plusieurs milliers de kilos de pommes de terre, de choux et de légumes divers qui avaient pu être collectés avec l'aide des grévistes et de municipalités. C'était quelque chose de nouveau pour les bateliers, d'inattendu pour eux ; ils ne connaissaient pas notre organisation et cela a été pour eux un réconfort considérable. Sans aucun doute, si la grève avait continué, nous aurions eu à enregistrer à notre actif un plus grand succès encore ; en effet, sur trois listes seulement de souscriptions, nous collections déjà 1.225 francs, et nous avions l'espoir qu'avec les grévistes, les travailleurs en général et les petits commerçants, nous devions soutenir encore longtemps la lutte et la rendre possible victorieusement.

Camarades, notre organisation s'efforce aussi de gagner les paysans ; partout où notre propagande peut pénétrer, que ce soit par la conférence, par le film, par des documentaires sur nos œuvres sociales, sur nos colonies de vacances enfantines, sur l'orphelinat ouvrier, par les films soviétiques, notre organisation s'efforce d'aider le prolétariat à y voir clair dans la situation actuelle ; elle permet, par cette forme culturelle, d'aider les organisations syndicales dans leur tâche, de clarifier ce problème de revendications immédiates à la faveur d'une belle propagande.

Camarades, il est nécessaire que sur cette base des organisations syndicales unitaires, on comprenne mieux à l'avenir le Secours Ouvrier International qu'à ce jour.

En effet, nous pouvons constater, et ce n'est pas en notre honneur, qu'une régression sérieuse s'opère non seulement dans les rapports entre les organisations syndicales unitaires et la nôtre mais aussi dans les adhésions collectives qui concrétisaient ainsi cette liaison.

Nous constatons que, sauf quelques exceptions, quelques camarades seulement ont compris l'utilité du S.O.I. à travers les mouvements ; beaucoup connaissent seulement l'existence du S.O.I. quand un mouvement se déclenche.

Nous disons donc qu'il est du plus haut intérêt d'être appuyés dans la lutte par une organisation de solidarité qui peut, en prenant un accord avec eux, par l'organisation de la solidarité, par son expérience de dix ans, leur permettre justement d'aborder le problème en toute connaissance de cause et facilitera énormément la tâche et le travail qu'ils ont à accomplir dans les luttes sociales.

Nous disons, camarades, que si notre organisation n'était pas encore presque squelettique, si elle était vraiment une organisation de masses, si elle avait été mieux comprise par tous les travailleurs et les camarades syndiqués en particulier, il est probable que notre bilan serait

certainement beaucoup plus fructueux comme résultats positifs qu'il ne l'est aujourd'hui.

Camarades, je veux, avant de conclure, attirer votre attention sur l'Orphelinat ouvrier l'Avenir Social.

A chaque Congrès confédéral, nous avons attiré votre attention sur cette œuvre sociale. Beaucoup de délégués parmi vous et d'autres d'organisations l'ont visité. Au dernier C.C.N., ceux qui ont fait partie de la délégation n'ont pas eu la possibilité de développer l'impression ressentie et les résultats positifs qu'ils ont constatés au cours de leur délégation.

Camarades, je pense qu'aujourd'hui notre position dans le Congrès ne doit pas être celle que nous avons eue jusqu'à ce jour, ou, comme nous l'avons proposé, de voter le timbre triangulaire obligatoire pour tous les syndiqués, mais, en prenant l'exemple de nombreuses fédérations qui ont pris cette décision au sein de leur Congrès, nous considérons que cet exemple doit être suivi ; il faut qu'il soit suivi, que les syndiqués unitaires comprennent qu'ils n'ont pas le droit d'abandonner une telle œuvre ; il faut qu'ils fassent tous les efforts comme l'ont fait en particulier les cheminots de Sotteville-lès-Rouen et ceux de la rive droite qui, bien qu'ils aient à soutenir leur propre orphelinat n'oublient pas l'Avenir Social qui est la seule maison d'éducation révolutionnaire pour l'enfance malheureuse prolétarienne.

Nous pensons que vous pouvez obtenir les mêmes résultats dans cette voie. Ceux de Sotteville ont réussi à gagner toute la population laborieuse vers le soutien de l'Avenir Social et ont envoyé 30.000 francs. C'est un chiffre qui doit donner à réfléchir à beaucoup d'entre vous.

Nous pensons que cette intervention au cours du Congrès ne restera pas sans résultat ni lettre morte, qu'il y a de votre part une certaine responsabilité devant cette situation. Il faut que partout vous fassiez une propagande intensive, vous envoyiez des délégations à l'Avenir Social, et nous considérons que c'est la meilleure façon de populariser une telle œuvre qui a été prise en tutelle par la C.G.T.U. depuis longtemps.

Camarades, je pense que la question de la solidarité pourra être examinée sérieusement dans tous les syndicats d'union régionale et locale et j'espère qu'avant longtemps nous constaterons une attention marquée, une attention beaucoup plus grande sur ce problème qui doit aider et faciliter les luttes contre le capitalisme pour la révolution prolétarienne. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au délégué indochinois.

INTERVENTION DU DÉLÉGUÉ INDOCHINOIS

LE DÉLÉGUÉ INDOCHINOIS. — Camarades, nous aurions beaucoup à dire sur toutes les questions qui ont été débattues ici, notamment sur la question développée par notre camarade Mauvais en ce qui concerne la base des sections d'entreprises, mais nous n'avons pas voulu allonger ce débat, car beaucoup de camarades doivent encore intervenir.

Nous voulons donc seulement attirer l'attention du Congrès sur un fait nouveau de l'arbitraire gouvernemental à l'égard des ouvriers des établissements militaires. Depuis 1927, par la pratique de la répression, des révocations et par les déclarations mêmes de Maginot que les ouvriers révolutionnaires et communistes n'avaient pas leur place dans

les usines d'armement, dans les arsenaux, nous connaissons les intentions gouvernementales, administratives de détruire nos masses syndicales. On n'a pas pu les détruire, bien qu'on leur ait porté des coups. Certains avaient peut-être des illusions sur le gouvernement de gauche. Arrivé au pouvoir, le gouvernement de gauche a encore aggravé les mesures du gouvernement Tardieu. C'est ainsi que, dans une circulaire en date du 1^{er} septembre 1933, on a substitué dans le texte de la loi, aux mots « services publics et concédés », les mots « services publics civils ». Cela indique que l'on cherche tous les moyens de faire disparaître le mouvement syndical, au moment où l'impérialisme prépare de plus en plus activement la guerre. Je tiens à souligner une fois de plus l'importance qu'a notre mouvement pour les travailleurs indigènes, et je salue ici nos quatre cents camarades indigènes tunisiens. (Applaudissements.)

Je vous donne lecture de la résolution et j'espère que le Congrès sera unanime pour l'adopter et pour s'en servir dans notre lutte contre le gouvernement bourgeois de gauche, aussi hostile à notre mouvement que le gouvernement de droite :

Le Congrès confédéral unitaire élève sa protestation contre le gouvernement des « gauches » qui, non content de faire voter une loi d'amnistie étriquée ne s'appliquant pas à tous les faits politiques et militaires; s'est encore rabaisée au-dessous du gouvernement Tardieu en substituant, dans le texte du projet de loi discuté en juillet dernier, la phrase « services publics civils » à la phrase « services publics ou concédés ».

S'appuyant ainsi sur cette substitution jésuitique, le président du Conseil, ministre de la Guerre, vient de signifier à ses directeurs et généraux commandants de régions, par circulaire du 1^{er} septembre 1933, que « la loi d'amnistie n'est pas applicable au personnel en fonction dans les établissements et services de la guerre ».

Permettez, camarades, qu'au nom des travailleurs indochinois de Paris je vous adresse un salut fraternel de classe.

Les travailleurs indochinois de Paris, de France, d'Indochine ont été très touchés par le geste de solidarité révolutionnaire de la C.G.T.U. envers les ouvriers et les paysans d'Indochine.

Vous avez, camarades, déclenché la semaine de solidarité, vous avez pris en main la question de l'envoi d'une délégation ouvrière d'enquête en Indochine, vous avez lancé le mot d'ordre « libérez les 10.000 prisonniers politiques indochinois », « la cassation du verdict de Saïgon ». Vous devez travailler sans relâche à réaliser ces mots d'ordre, que ce soit de véritables mots d'ordre d'action.

Le prolétariat indochinois est digne de votre attention. La révolution montante en Indochine doit stimuler notre action pour réaliser ces mots d'ordre. Nous appelons les travailleurs de France à renforcer les rangs de la C.G.T.U., de l'Internationale Syndicale Rouge car ce sont les seules organisations luttant conséquemment contre le patronat et pour les intérêts des travailleurs. En tant que coloniaux nous avons vite compris cela. Nous savons que si, en 1930, nos syndicats rouges d'Indochine avaient pu diriger 84 grèves englobant 27.000 participants, que si la classe ouvrière d'Indochine avait pu diriger 280 démonstrations paysannes englobant 500.000 participants, c'est que la C.G.T.U. nous a beaucoup aidés.

Dans nos luttes journalières contre le patronat en France nous avons vu à Paris, au Havre, comme à Marseille, que seule la C.G.T.U. nous reçoit fraternellement, que seule elle défend *opiniâtement* nos intérêts et assez souvent elle devait lutter contre les bonzes réformistes pour défendre nos droits.

Vous savez, camarades, que depuis trois ans seulement le prolétariat indochinois est entré dans la lutte comme force indépendante de classe. Vous savez que l'insurrection de Yen-Bay est infime à côté de la lutte grandiose qu'a menée le prolétariat indochinois depuis le 4 février 1930, cinq jours avant Yen-Bay, en déclenchant la grève insurrectionnelle de Plen-Rieng jusqu'aujourd'hui ! Vous savez qu'en une année de lutte le prolétariat et la paysannerie indochinoise, avec l'aide du prolétariat révolutionnaire international, ont compris que seuls les Soviets peuvent sauver l'Indochine, qu'ils ont formé, en effet, les Soviets dans 17 rayons du nord d'Annam. Vous savez qu'un socialiste, A. Varenne, a été consul en Indochine, qu'il n'a fait que renforcer les mesures colonialistes là-bas, que la section S.F.I.O. du Tonkin a réclamé une répression exemplaire contre les révolutionnaires.

Vous savez que féodaux, bourgeois indigènes et impérialistes ont fait bloc contre les ouvriers pour détruire les *syndicats rouges* d'Indochine. Vous savez que, dans le procès de Saïgon, nombreux sont les *syndicalistes* qui ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité !

Vous savez qu'en Indochine les travailleurs sont privés de toutes libertés, même les plus élémentaires de grève, de syndicats, de presse, etc., qu'ils n'ont ni *secours de chômage* ni *assurances sociales*.

Malgré cela un véritable mouvement d'essor révolutionnaire apparaît en Indochine. Je vous cite un seul exemple : le 1^{er} Mai, à Katié et Cantho, des prisonniers politiques ont manifesté. A Hanoï, capitale de l'Indochine, les *légionnaires* ont manifesté contre le gouvernement ; à Ouan Ngai, 2.000 cheminots ont mené une grève durant près de dix jours.

Camarades ! plus que jamais il faut soutenir la lutte des syndicats rouges d'Indochine.

Pour la légalité de nos organisations de classe en Indochine.

Nous sommes certains que les ouvriers de France, sous la conduite de la C.G.T.U., feront leur devoir.

En avant, camarades ! organisons la contre-offensive, l'offensive contre le capitalisme par le front unique d'acier des travailleurs de la métropole avec ceux des colonies. A bas les diviseurs de la classe ouvrière !

Vive la C.G.T.U. !

Vivent les syndicats rouges d'Indochine !

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je serai certainement l'interprète du Congrès en déclarant que nous accentuerons notre lutte pour la libération du peuple indochinois et contre l'impérialisme français. (*Vive approbation.*)

Les camarades inscrits dans la liste des orateurs sont priés de se rendre à la tribune, à 9 heures moins 10.

La séance recommencera à 9 heures.

La séance est levée à 19 h. 30.

SIXIÈME JOURNÉE

Séance du 28 Septembre (nuit)



La séance est ouverte à 20 h. 30 par Hénaff.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à la camarade Cattaneo.

INTERVENTION DE BERNADETTE CATTANEO

Bernadette CATTANEO. — Camarades, je voudrais attirer l'attention des congressistes sur une question que l'on traite dans tous les congrès mais que, malheureusement, on ne résout jamais à fond : c'est la question de la main-d'œuvre féminine.

Jusqu'à présent, on a eu l'habitude de considérer ce travail comme un travail à part, comme une tâche que l'on remplit quand on a le temps, c'est-à-dire presque jamais.

Nous avons dû constater dans ce travail des faiblesses considérables, par rapport à ce que représente pourtant la main-d'œuvre féminine comme importance dans la production et dans les luttes du prolétariat.

Je ne veux pas revenir sur la situation des femmes dans l'industrie. Vous la connaissez bien, ainsi que l'exploitation extraordinaire de cette main-d'œuvre. Vous connaissez aussi son rôle. Dans cette dernière période, il y a eu une transformation dans l'utilisation de la main-d'œuvre au bénéfice des industries décisives : la Métallurgie et les Produits chimiques.

Cela indique toute l'importance que le patronat attache à l'utilisation de la main-d'œuvre féminine et cela nous trace, en conséquence, vis-à-vis d'elle, des tâches auxquelles nous ne pouvons pas échapper. Il faut que nous l'organisions. L'organisation unitaire n'est pas la seule à vouloir grouper la main-d'œuvre féminine. Les organisations chrétiennes orientent, pour ainsi dire, tous leurs efforts pour conquérir les travailleuses, sachant très bien quel rôle social et moral les femmes jouent soit auprès des enfants, soit auprès de leur compagnon. Les syndicats chrétiens savent que, par l'intermédiaire de la femme, ils peuvent atteindre le mari et influencer le foyer.

La C.G.T. également cherche à entraîner les ouvrières derrière ses mots d'ordre de collaboration de classe. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne le fascisme, la C.G.T. cherche, d'accord avec la F.S.I., à entraîner les femmes dans la lutte pour le boycottage des produits allemands. Voir l'appel aux ménagères qui a paru dans *Le Peuple* à ce

sujet. C'est là un mot d'ordre qui peut influencer les ménagères et les ouvrières qui sont profondément antifascistes si nous ne nous expliquons pas convenablement sur ce point, dans nos réunions, et si nous ne dénonçons pas le caractère de ce mot d'ordre.

Dans toutes nos tâches nous avons la possibilité d'intéresser les ouvrières. Nous ne devons jamais l'oublier. Elles sont une grande partie du prolétariat. Là où les syndicats ont travaillé, des résultats ont couronné leurs efforts. Le camarade des hôpitaux qui est intervenu ce matin a indiqué que, dans son syndicat, 3.000 femmes sont organisées. C'est vous dire que ce syndicat a su s'occuper des revendications des ouvrières en même temps que des revendications générales du syndicat. Dans les hôpitaux, grâce à l'action syndicale, les infirmières ont le même salaire que les infirmiers. « A travail égal, salaire égal », est un fait dans les hôpitaux et les concurrences de salaires n'y existent plus.

Dans la S.T.C.R.P., nous avons également obtenu des résultats. Au temps de l'ancienne direction, on nous disait : « Il n'y a rien à faire dans la S.T.C.R.P. »

Lorsque nous posons la question de l'organisation des femmes de la S.T.C.R.P. à Deveaux, il nous disait : « Elles sont toutes de très bonnes amies, mais il n'y a rien à faire. »

Maintenant, grâce à notre direction majoritaire, à la bonne organisation de notre syndicat, nous avons amené à l'organisation plusieurs centaines d'ouvrières de la S.T.C.R.P. et le bon travail des militants unitaires a fait obtenir pour ces femmes des revendications très importantes. Comme dans les hôpitaux elles ont arraché : « A travail égal, salaire égal et de sérieux avantages. »

Il nous reste encore beaucoup de travail à faire dans les Services publics mais ces exemples prouvent combien, par une bonne orientation du travail, nous pourrions obtenir des résultats. Notre grande faiblesse réside dans l'organisation des femmes de l'industrie privée, de la Métallurgie, des Produits chimiques, du Textile.

Au Congrès de 1931, nous avions 14 femmes déléguées. Cette année, nous en avons 35. On peut dire que c'est là un résultat sensible, mais si nous tenons compte des femmes qui sont organisées et qui luttent dans le Textile, par exemple, c'est insuffisant. La délégation du textile au Congrès ne comprend pas assez d'ouvrières. La représentation du Nord au Congrès est tout à fait faible. Dans les Produits chimiques, nous avons également de grosses faiblesses dans ce travail. Aussi, tous les syndicats unitaires doivent-ils veiller à la défense des intérêts quotidiens des femmes, et cela sans répit. Nous avons une mauvaise organisation du travail dans les régions. Des camarades très dévouées sont chargées de tout le travail et s'épuisent à la tâche parce qu'elles n'ont pas l'aide voulue. C'est de cela que nos organisations souffrent : à la C.G.T.U., nous n'avons pas donné à notre travail l'orientation véritable pour amener les ouvrières dans nos syndicats, il faut le reconnaître. Les commissions féminines ne nous ont pas permis d'organiser un véritable travail chez les femmes jusqu'à présent, parce que justement elles n'ont été que des commissions féminines et pas des commissions de travail.

La commission féminine était composée exclusivement de femmes. Par exemple, dans la Région Parisienne, comment travaillions-nous ? Une ouvrière était-elle active tant soit peu on la mettait dans la commission, sans tenir compte comment elle pourrait réaliser et quelles étaient ses responsabilités ; on discutait bien dans les commissions, mais,

le lendemain, camarades, la camarade isolée, sans liaison avec la direction de son syndicat, se demandait comment elle pourrait travailler, comme simple syndiquée elle essayait de réaliser les directives qui avaient été données dans son entreprise, mais, au point de vue de la direction même du travail des syndicats, c'était nul.

Il faut changer cet état de choses ; il faut qu'on arrive à considérer les commissions féminines comme des commissions de travail au même titre que les autres commissions, et que ces commissions soient composées d'hommes et de femmes responsables devant leurs organisations et capables de réaliser et d'animer le travail.

Il faut aussi que le syndicat entraîne les femmes dans tout le travail syndical, développe leur activité, leur donne d'abord de petites responsabilités si elles ne sont pas encore assez éduquées idéologiquement, mais les prépare à prendre toutes les responsabilités dans l'organisation. Les femmes elles-mêmes ne doivent pas se cantonner dans le travail féminin ; c'est à la direction syndicale de veiller à ne pas limiter leur activité, à leur prouver la mauvaise orientation qu'il y aurait à se cantonner dans un travail spécifique et à ne pas prendre ses responsabilités à tous les titres au sein de l'organisation.

Camarades, je tiens à soulever tous ces points devant le Congrès parce qu'il faut qu'une fois pour toutes cette question soit réglée dans notre C.G.T.U. Il faut qu'une fois pour toutes les syndicats prennent cette tâche au sérieux et la comprennent comme une de leurs tâches principales, les menant vers la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

Je n'ai pas beaucoup de temps pour développer, mais je pense qu'ici vous êtes tous des militants, vous avez tous une conscience révolutionnaire, vous connaissez les buts que la C.G.T.U. se trace. Eh bien, camarades, vous savez très bien que vous ne réussirez à atteindre ces buts que dans la mesure où vous aurez le prolétariat avec vous, y compris la main-d'œuvre féminine.

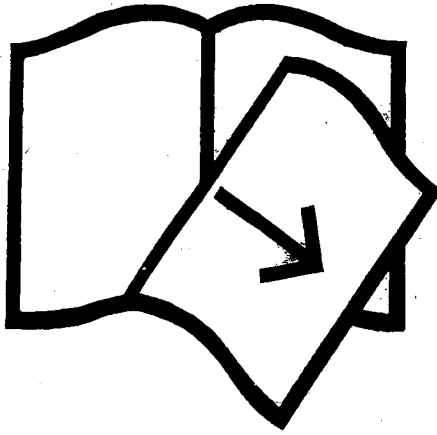
Camarades hier, dans notre conférence, nous avons déjà donné des indications à nos camarades à ce sujet. Il faudra que demain, au retour du Congrès, chacun se penche sur ce problème et cherche à le résoudre au mieux, que l'on ne fasse pas comme on a fait jusqu'à présent : chaque Commission exécutive, chaque Conseil syndical doit mettre cette question à son ordre du jour, puis avoir une politique de cadres avec les femmes syndiquées. Enfin, en tout temps et en tout lieu, et surtout à l'entreprise, organiser la défense des revendications des travailleuses, avoir enfin de la main-d'œuvre féminine.

C'est dans la mesure où chaque syndicat comprendra cela que nous arriverons à renforcer notre C.G.T.U. de nombreuses ouvrières. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE SIFFI

SIFFI (de l'Union régionale d'Algérie). — (*Applaudissements.* « *Internationale.* ») — Camarades, étant délégué du peuple algérien révolutionnaire, inspiré par la lutte des masses ouvrières antimilitaristes, j'ai la satisfaction, du haut de la tribune de ce Congrès, de vous apporter un salut fraternel.

La France impérialiste, qui prétend porter la civilisation aux colonies, ne fait en réalité que massacrer par les armes un peuple qui



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 579-580 manquantes.

drais essayer de développer devant vous, suivant mes moyens, quelles sont les possibilités d'organisation des jeunes dans notre C.G.T.U.

Camarades, quand on organise les jeunes, il faut avant tout pouvoir attirer les jeunes dans nos organisations syndicales. Je dois dire que c'est assez facile de les attirer dans la lutte. On en a l'exemple dans les différentes grèves qui viennent de se dérouler. On a vu que les jeunes étaient toujours à la tête de ces mouvements revendicatifs, de ces mouvements de lutte. On a vu les jeunes sur les barricades de Roubaix ; on les a vus sur les barricades de Vienne ; on les a vus également en Alsace-Lorraine, sur les barricades de Strasbourg. Mais, camarades, si on voit les jeunes dans les luttes, on ne les voit pas dans nos organisations syndicales. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les vieux copains continuent leur politique sectaire vis-à-vis des jeunes ; cela veut dire qu'ils conservent leur visage de vieux et qu'ils ne veulent pas faire une place aux jeunes travailleurs de l'industrie française.

Camarades, je dois déclarer ici qu'il faut en finir une fois pour toutes avec cette politique du vieux visage dans la C.G.T.U.

Camarades, dans toutes les organisations bourgeoises, y compris le parti socialiste et la C.G.T. on réclame une politique d'adaptation à la jeunesse. Il faut que dans notre Congrès de la C.G.T.U., non seulement on réclame des congressistes une politique d'adaptation à la jeunesse, mais il faut surtout que les congressistes s'adaptent aux nécessités de l'organisation pour les jeunes ouvriers.

Dans toutes les localités de province et dans la région parisienne, ces organisations sont les scouts, les clubs sportifs ; ce sont les organisations syndicales des jeunes dans les syndicats chrétiens. J'ai eu l'occasion, camarades, dans une localité que je connais particulièrement, à Saint-Cloud, de voir au sein de la section syndicale chrétienne de Saint-Cloud, environ 350 chrétiens. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nos camarades du syndicat des cheminots — qui sont près de 80 à Saint-Cloud — n'ont pas compris la nécessité qu'il y avait pour eux d'aller parler à ces jeunes ouvriers. Cela veut dire que nos camarades cheminots à Saint-Cloud continuent leur politique corporative ; cela veut dire que dans toute la France, à l'échelle de tout notre mouvement, dans n'importe quel syndicat, on continue cette politique corporative et antijeune, peut-on dire, parce que, tout de même, est-ce qu'il est impossible d'organiser les jeunes ouvriers ? Je déclare que ce n'est pas impossible et je vais vous en donner un exemple.

Dans notre syndicat d'industrie de la viande, il y a environ quatre années, au moment où Boville faisait le matamore dans la fédération de l'Alimentation, nous avions réussi à constituer une section de jeunes syndiqués de 80 membres. Et puis, les minoritaires — ils ne se trouvaient pas à foison, mais il y en avait tout de même une dizaine — se sont acharnés à détruire notre section de jeunes syndiqués. Pourquoi, camarades ? Parce que notre section de jeunes syndiqués de l'industrie de la viande, c'était elle qui, dans chaque réunion non seulement battait les minoritaires, mais apportait les meilleures solutions à côté des propositions des minoritaires.

Que proposaient les jeunes syndiqués dans l'industrie de la viande ? C'était l'organisation de la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs de notre industrie.

Camarades, il faut dire que lorsqu'on s'est organisé, nous les jeunes,

il était impossible d'avoir des résultats positifs. Lorsque les minoritaires ont réussi à un moment donné à détruire l'ensemble de notre organisation syndicale, ce sont les jeunes, les jeunes militants de moins de 25 ans, qui se sont mis à la tâche et qui viennent, depuis le début de cette année, de reconstituer l'organisation syndicale de l'industrie de la viande. Ce sont les jeunes qui ont réussi, par leur travail opiniâtre, à faire cinquante nouvelles adhésions depuis le début de l'année, et pour notre corporation, cela compte, si l'on considère que les jeunes ouvriers sont continuellement avec le patron, à sa table, que journellement le patron discute avec eux et s'acharne surtout à détruire l'opinion que peuvent avoir ces jeunes ouvriers vis-à-vis de l'organisation syndicale.

Dans nos syndicats, camarades, nous avons pensé qu'une des formes les meilleures pour retenir les jeunes était d'organiser et de créer ou plutôt de reformer l'organisation sportive qu'avaient détruite les minoritaires. Nous nous sommes attelés à la besogne et nous pouvons dire à l'heure actuelle qu'il nous est possible, non seulement de compter sur un afflux d'adhésions de jeunes sportifs, mais que nous avons déjà réussi à créer une opposition dans les clubs patronaux. Il y a mieux, camarades : nous avons réussi à détruire totalement le club créé par la Chambre syndicale patronale.

Camarades, c'est la démonstration que quand on veut organiser les jeunes, il est possible de les faire rester dans les organisations syndicales. Il s'agit simplement de trouver les formes adéquates à la situation des jeunes.

S'il est juste que les jeunes veulent lutter, il faut aussi, lorsque le moment s'en fait sentir pour eux, de savoir les retenir par des amusements prolétariens. Le sport est un de ces moyens, l'organisation artistique en est un autre ; les causeries également ; et dans notre syndicat, à partir du mois d'octobre, nous allons organiser toute une série de causeries sur la C.G.T.U. et ses syndicats. Nous sommes certains que les jeunes ouvriers adhérents à notre syndicat ne se contenteront pas seulement de venir écouter les causeries faites par le responsable du syndicat, mais qu'ils trouveront là de quoi leur permettre de devenir et de rester des militants.

Camarades, je pense que dorénavant, dans nos syndicats, même dans nos organisations comme celles des fonctionnaires où il n'y a pas tellement de jeunes, mais où ces camarades fonctionnaires peuvent faire du travail en faveur des jeunes, en aidant les organisations d'industrie privée, je pense que nous aurons un meilleur travail et qu'au prochain congrès de la C.G.T.U. on arrivera avec un programme positif pour les jeunes ouvriers.

Camarades, je veux en terminer et je demande aux camarades délégués à ce Congrès, de retour dans leurs syndicats, de voir quelle est la situation des jeunes dans leur localité, dans leur région, de définir les revendications de la jeunesse, de formuler un cahier de revendications et puis, camarades, d'aller trouver les jeunes. Je suis convaincu qu'ils vous comprendront et qu'ils viendront avec vous dans l'organisation syndicale de classe.

Camarades, tous au travail pour la conquête de la jeunesse ouvrière. C'est là l'élément moteur pour pouvoir organiser une C.G.T.U. de masse et entraîner l'ensemble de la jeunesse ouvrière pour le front unique de lutte, pour le front unique de classe. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous avons le plaisir d'avoir nos

camarades du Groupe Artistique de Bobigny, venus ici saluer le Congrès et nous montrer ce qu'ils ont été capables de réaliser. Ce sont eux qui, lorsqu'ils se sont trouvés à Moscou, ont eu le plus grand succès parmi les groupes venus des divers pays capitalistes. (*Applaudissements.*)

INTERMEDE ARTISTIQUE

UN CAMARADE DU GROUPE ARTISTIQUE. — Camarades, nous nous excusons de cette interruption intempestive de vos travaux. Nous allons tout de suite attaquer avec un chœur intitulé : *En avant !* La musique est de notre camarade Lotz, de l'Association des Artistes et Ecrivains Révolutionnaires ; les paroles sont de notre camarade Vaillant-Couturier. (*Applaudissements.*)

Chœur : *En avant !*

(*Applaudissements.*)

Nous allons maintenant interpréter aussi rapidement que possible une petite saynète ou plutôt une petite revue intitulée : *L'Allemagne Hitlérienne.*

Revue : *L'Allemagne Hitlérienne*

(*Applaudissements*)

Chœur chanté écrit spécialement par le camarade qui nous accompagne au piano, pour le Congrès des jeunes-contre la guerre. Ce chœur est intitulé : *Allons, debout, nous les jeunes !*

Chœur : *Allons, debout, nous les jeunes !*

(*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE TAILLEUR

TAILLEUR (des Métaux de Tourcoing). — Vous m'excuserez si j'ai de la peine à m'exprimer, mais c'est la première fois que je parle dans un Congrès.

Avant de venir à ce Congrès, je croyais qu'il n'y avait qu'une sorte de prolétaires. Or, il paraît qu'il y en a deux : les authentiques et d'autres que Bouët n'a pas qualifiés. Je n'ai toujours vu dans les prolos de la métallurgie que des hommes opprimés par les patrons.

Ceci dit, je vais vous indiquer ce que nous, les prolos de Tourcoing, au syndicat des Métaux, nous avons essayé de réaliser.

Le syndicat des Métaux, d'accord avec tous les syndicats adhérents à l'Union locale de Tourcoing, a jugé qu'il ne suffisait pas de se dire d'accord, mais qu'il fallait essayer de remplir les tâches et de suivre les directives de notre centrale et du Congrès.

A côté des caisses de chômage qui existaient déjà nous avons établi une série d'études qui ne peuvent que donner satisfaction aux besoins de nos syndiqués :

1° Pour les soldats, le syndicat donne 15 francs tous les trois mois, en plus de ce que donne la fédération.

Nous donnons des secours aux militants, au bout d'un certain laps de temps, par paliers de 25 francs.

Nous payons les frais qui incombent aux camarades qui doivent attaquer leur patron aux prud'hommes.

Quand un camarade doit attaquer l'assurance en justice pour rupture de contrat de travail, nous lui donnons une provision de 50 francs.

Nous avons établi une permanence tous les mardis de 6 à 8 heures, car je dois vous dire que nous n'avons pas de permanent à notre syndicat. C'est moi-même, Tailleur, qui travaille et la permanence permet de répondre à des copains qui ont besoin de renseignements.

En ce qui concerne l'Union locale, nous avons un groupe de camarades qui ont fondé une bibliothèque. Les ouvriers de Tourcoing peuvent trouver là toutes les brochures, tous les livres utiles à leur éducation idéologique. Nous tirons toujours au sort, lorsqu'il y a assemblée populaire, deux abonnements à la *Vie Ouvrière*, un de six mois et un de trois mois. Nous croyons, de cette manière, éduquer nos camarades ouvriers et les stimuler dans l'accomplissement de leurs devoirs syndicaux.

Sur le travail de l'unité, là, malheureusement, nous avons un peu de retard. Pourquoi ? Parce que nous avons eu du mal à nous adapter à de nouvelles méthodes. Nous avons encore cet esprit de Tourcoing : les camarades ont été déçus avec les confédérés, et nous avons eu du mal à nous mettre en route. Nous avons compris maintenant ; nous essayons de rattraper le temps perdu, et chaque fois qu'il nous est possible, nous essayons d'approcher nos camarades confédérés.

Au début de l'année 1932, le patronat de la métallurgie a imposé une baisse de 10 % aux ouvriers métallurgistes. Le syndicat confédéré a réuni ses adhérents. Nous sommes allés à la porte avec une lettre pour le président de l'assemblée ; mais en plus de cela, nous donnions un tract aux auditeurs qui entraient dans la salle, expliquant notre position et nous demandions aux camarades de nous laisser entrer aussi pour que nous puissions montrer la position des unitaires en face de la baisse des salaires. On ne nous a pas laissés entrer, c'est entendu, mais le tract a tout de même porté ses fruits. Il y a des camarades qui se sont demandé comment il se faisait que les unitaires ne pouvaient pas parler.

Maintenant, dernièrement nous avons appris que malgré le chômage on faisait faire des heures supplémentaires à des ouvriers métallurgistes. Nous avons écrit aux chefs confédérés et aux chefs chrétiens en leur demandant de former un comité de lutte contre les heures supplémentaires. En plus de cette lettre, nous avons fait remettre aux ouvriers des commentaires. Les confédérés n'ont pas répondu ; seuls les chrétiens ont répondu. Vous savez tous ce qu'ils ont dit : ils veulent bien discuter, mais pas avec les ouvriers, cela prêterait à confusion. Je ne connaissais pas ce mot-là ; j'ai regardé dans le dictionnaire et j'ai vu que « confusion » signifiait : mélange de choses disparates. Alors, je demande si les ouvriers confédérés, chrétiens et unitaires forment des choses disparates. Je n'ai pas compris, et naturellement j'ai répondu et je les ai « arrangés » dans notre journal.

Mais nous espérons réussir, malgré les chefs. Nous avons à Tourcoing un comité réformiste qui marche avec les socialistes et la bourgeoisie. Nous avons averti les ouvriers. Et c'est avec ceux-là que Bouët veut faire la liaison ! avec des réformistes qui donnent des armes pour nous battre ! Nous ne voulons plus discuter avec les chefs ; nous voulons bien avec les ouvriers.

Sur le travail d'entreprise, camarades, nous faisons du travail à Tourcoing, mais nous essayons de nous mettre d'accord, à la métallurgie, avec les ouvriers des textiles, parce que si les métallurgistes ont quelquefois des revendications particulières, il y a d'autres revendications

qui s'appliquent aussi bien aux textiles. Nous nous réunirons ensemble, et nous espérons ainsi réussir.

Nous avons, nous, au syndicat des Métaux, un Conseil syndical qui fonctionne. Et nous y avons des jeunes, je vous l'assure : le secrétaire adjoint n'a pas encore été soldat et je vous assure qu'il fait son boulot.

Camarades, le travail dans un congrès ne suffit pas ; c'est très beau de voter des résolutions, d'adopter des ordres du jour, mais ce n'est pas tout. Ce qu'il faut c'est employer toutes vos possibilités de travailler au dehors. Il faut en prendre l'engagement et j'espère que les social-démocrates qui font plus de mal en dedans qu'au dehors, j'espère qu'on va les fiche dehors. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Pujol.

INTERVENTION DE PUJOL

PUJOL. — Camarades, sur la base du rapport d'organisation développé par notre camarade Mauvais, nous pensons que, ayant déjà dans notre région effectué la décentralisation, il est juste qu'à ce Congrès, nous venions indiquer notre point de vue qui a été déjà mis en pratique.

C'est ainsi, camarades, que notre Union départementale préalablement était la 24^e Union régionale des syndicats ; nous avons jugé utile de la dissoudre, à la suite de la situation financière et de constituer à la base l'Union départementale du Tarn et de l'Aveyron.

Nous allons voir immédiatement, camarades, quels ont été les résultats de cette décentralisation. Je dois dire tout d'abord qu'elle a amené immédiatement la suppression de notre camarade permanent.

C'est ainsi que dans notre département, nous avons eu affaire à une multitude de difficultés, et nous allons voir dans quelle mesure ces difficultés ont été surmontées.

Ainsi que je vous l'ai dit, depuis le mois de février 1933, nous sommes sans permanent, livrés à nous-mêmes, militants de la base.

Au mois de février, dans notre localité, nous avons, sur la base d'Amsterdam, constitué des comités de lutte contre la guerre, et nous allons voir tout à l'heure quelle a été l'action de ce comité de lutte.

Camarades, il ne faut pas oublier qu'au mois de février 1933, à Albi, à la suite de mauvais traitements, à la suite de manœuvres, il y a eu dans notre localité où se trouve le 15^e régiment d'infanterie, des décès par surmenage. Ceci est grave et je vous demande d'écouter attentivement. Ces décès ont été au nombre de dix. A ce moment, nous, militants de la base, dans quelles conditions sommes-nous intervenus ? Nous sommes intervenus au nom du Comité d'Amsterdam au sein même de l'état-major. Nous avons également lancé un appel à toutes les organisations. C'est ainsi que nous avons eu plusieurs fois des réunions communes où dix-sept organisations diverses étaient représentées. Dans les discussions qui ont eu lieu, nous avons examiné la nécessité d'engager une agitation à seule fin que les soldats qui avaient été victimes de ces brimades, de ce manque de soins, puissent, en accord avec nous, démontrer qu'ils avaient droit à de meilleures conditions d'existence.

À la suite de ces diverses réunions, au nom du Comité de lutte contre la guerre, nous avons écrit au nom du Comité d'Amsterdam à toutes les familles qui avaient à déplorer la mort de leurs enfants dans les casernes, leur demandant des explications en ce qui concerne le décès de ces soldats.

Nous avons eu des réponses nous donnant les renseignements nécessaires. Je ne veux pas ici vous donner lecture de toutes les lettres que nous avons reçues.

Je dois dire cependant que c'est grâce au Comité d'Amsterdam que, dans les réunions publiques, nous avons pu désigner des Comités ayant pour but de faire des souscriptions pour acheter des friandises pour les soldats victimes du militarisme. Ces délégations se sont rendues à l'hôpital. Nous avons là accompli non seulement un geste antimilitariste, mais par les friandises qu'on apportait aux soldats, par l'agitation qui a été faite, nous avons réussi à améliorer leurs conditions d'existence au sein de l'armée.

Ceci n'est pas peu de chose ; c'est un enseignement des plus considérables qui démontre que le mouvement d'Amsterdam, quand on sait bien le mettre en pratique, donne des résultats appréciables.

C'est ainsi qu'après toute l'agitation qui a été faite, les dix-sept organisations ont été avec nous. Le travail que nous avons effectué a eu sa répercussion au Parlement par la bouche de notre camarade Maurice Thorez.

Ceux qui viennent donc de dire à cette tribune (je parle de la fédération de l'Enseignement) que le mouvement d'Amsterdam ne sert à rien, ont là la preuve éclatante que le mouvement d'Amsterdam a été une des causes principales de l'amélioration de la situation du soldat au régiment.

LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Congrès : il s'agit de savoir si nous voulons terminer nos débats comme nous l'avons décidé. Or, camarades, nous savons qu'il y a des camarades qui ont fait le sacrifice de ne pas prendre la parole. Or, Pujol, que j'ai appelé au début du Congrès n'était pas présent. Je lui fais d'ailleurs remarquer que son rapport n'est pas sur les questions d'organisation, comme nous voudrions qu'il le fût. Je dis donc que c'est suffisant. Nous avons une discipline librement consentie, que nous devons accepter dans l'intérêt de nos débats. Je dis à notre camarade que c'est fini et je regrette de lui retirer la parole. Notre camarade nous a avertis qu'il allait finir, mais il a voulu nous jouer.

Je donne la parole à Bouët, de l'Enseignement.

INTERVENTION DE BOUËT

BOUËT (de la Fédération de l'Enseignement). — Camarades, au nom de la majorité des syndicats de l'Enseignement, nous tenons à faire au Congrès une courte déclaration relativement à la réorganisation des syndicats sur la base des sections d'entreprise et aux autres modifications de statuts proposées par la Commission exécutive ou par la Commission des statuts.

Nous constatons d'abord qu'après avoir refusé d'insérer dans la *Vie Ouvrière* un article traitant de ces questions, on a éliminé notre minorité de la Commission des statuts, comme on l'avait éliminée déjà de la Commission de vérification des mandats.

Complétant un exposé fait au cours de la discussion du rapport d'activité, nous déclarons ne pouvoir admettre la section d'entreprise que si elle est uniquement dans le syndicat une *base de propagande*.

Après avoir laissé dire et écrire que la section d'entreprise serait une *base délibérative*, le délégué du groupe syndical ayant « faculté de parler et de voter au nom de son groupe tout entier dans toutes les

instances de la vie syndicale », on a présenté ensuite la transformation d'une manière plus vague. Nous avons même pu lire, sous la plume de Delobelle, dans la *Vie Ouvrière* :

« Si, pour l'industrie privée à forte concentration (métallurgie, textile, bâtiment, produits chimiques, etc.) cette forme d'organisation est la mieux adaptée, pouvons-nous en faire une règle générale pour toutes les industries ?

« Est-ce que les bateliers, les paysans, les instituteurs, d'autres corporations peuvent avoir la même structure ? Ce serait enfantin de le supposer. Néanmoins, chacun doit se pénétrer de cette idée que c'est dans cette voie qu'il faut s'orienter ».

Dans son rapport d'hier, Mauvais n'a pas donné de précisions, maintenant toutefois la section d'entreprise comme base essentielle du syndicat. Mais l'article premier du projet élaboré hier par la Commission des statuts est muet sur la section d'entreprise : il prévoit seulement des *assemblées générales* ou des *Congrès* des syndicats, laissant ainsi entendre que les syndicats seront libres de conserver leur structure actuelle ou de se constituer en sections ayant pouvoir délibératif. Nous aurions donc en partie satisfaction ; mais nous prévoyons que ce régime hybride sera fertile en conflits de toutes sortes ; et cela nous inquiète d'autant plus que le nouveau projet étend et renforce étrangement les pouvoirs de la Commission des conflits, par exemple, en imposant un conformisme rigoureux quant aux résolutions du Congrès qui ne sont pas des résolutions d'action, tout en spécifiant que le recours devant le C.C.N. et le Congrès confédéral ne sera pas suspensif.

Nous ne pouvons, dans ces conditions, que repousser ce nouvel article premier. Nous sommes, d'autre part, pour le maintien de l'ancien article 7, interdisant aux fonctionnaires confédéraux de faire acte de candidature à une fonction politique ; nous sommes contre la création d'un nouvel organisme superfétatoire de direction prévu par l'article 5 des statuts de la C.E. et prévu par l'article 13 du projet de la Commission des statuts.

En conséquence, nous voterons contre la transformation proposée, pour le maintien des anciens statuts.

Minorité dans la C.G.T.U., la Fédération de l'Enseignement entend y conserver son droit de critique, tout en se montrant disciplinée en ce qui concerne les décisions d'action. Le fait d'être minorité ne prouve pas que nous ayons tort. Nous avons été minorité dans l'ancienne C.G.T. durant la guerre et au lendemain de la guerre, et vous reconnaissez que nous avions raison à cette époque. Nous ne désespérons pas, les événements aidant, de voir la plupart de nos camarades reconnaître plus tard que nous voyons juste encore. (*Protestations.*)

LE PRÉSIDENT. — Je demande à l'assemblée de ne pas interrompre.

BOUET. — En tout cas, nous continuerons à lutter, au sein de la C.G.T.U., pour le triomphe du syndicalisme unitaire de classe.

Et voici maintenant la déclaration de l'ensemble de la minorité. (*Bruit prolongé.*)

LE PRÉSIDENT. — Silence !

BOUET. — *Les camarades minoritaires de diverses fédérations unitaires, réunis à l'occasion du Congrès de 1933 de la C.G.T.U....*

UN DÉLÉGUÉ. — Lesquels ?

BOUET. — J'ai dit « l'ensemble de la minorité ».

LE PRÉSIDENT. — Je demande à nos camarades de ne pas interrompre et d'observer la discipline syndicale.

BOUET. — ...proclament la nécessité d'affirmer leur accord complet sur les points suivants :

Alors que la situation objective est nettement favorable à la progression de l'influence et de la puissance numérique des organisations révolutionnaires du prolétariat, on assiste à une chute ininterrompue des effectifs syndicaux et à une baisse incontestable du rayonnement de la C.G.T.U.

Les causes essentielles d'une telle situation sont la mauvaise orientation imposée par en haut à l'organisation syndicale et le sectarisme forcené pratiqué par la majorité confédérale. (Protestations.)

Ce syndicalisme de secte est caractérisé notamment par la domination bureaucratique de la C.G.T.U., par le P.C. ;

Par la violation de la démocratie syndicale ;

Par les manœuvres déloyales, les procédés d'intimidation, les calomnies, les violences et les menaces d'exclusion à l'égard des opposants. (Protestations.)

Les organisations du prolétariat ne doivent en aucune façon et en aucune circonstance abandonner leur rôle d'avant-garde à des groupements disparates de personnalités irresponsables devant le mouvement ouvrier. (Protestations.)

LE PRÉSIDENT. — Silence, camarades.

BOUET. — *Les minoritaires de la C.G.T.U. se prononcent contre le pseudo front unique consistant à ignorer systématiquement les syndicats confédérés, tactique qui ne peut qu'aboutir au discrédit et à l'isolement des syndicats unitaires. (Bruit prolongé.)*

Je n'insulte personne, je vous demande de vouloir bien m'écouter, j'en ai pour cinq minutes.

LE PRÉSIDENT. — Silence, camarades.

BOUET. — Je vous fais remarquer d'ailleurs que je lis un texte en ce moment et que je ne discute pas sur ce que nous n'avons pas dit ou sur ce que n'avons pas fait.

Ils se prononcent pour le front unique loyal réalisé autant que possible (je souligne ces mots autant que possible) d'organisation à organisation en vue d'objectifs précis, correspondant aux intérêts et aux volontés des masses.

Les minoritaires de la C.G.T.U. considèrent que les fusions partielles sont impuissantes à réaliser l'unité et se prononcent pour la réalisation de l'unité syndicale par le congrès de fusion sur la triple base de la reconnaissance de la lutte de classes, de la démocratie syndicale et de l'entière liberté d'opinion.

Les minoritaires de la C.G.T.U. se prononcent enfin :

Pour l'indépendance organique du syndicalisme ;

Pour la liberté d'opinion et la démocratie syndicale ;

Pour l'abolition des pratiques et des manœuvres qui avilissent et affaiblissent le mouvement syndical ;

Pour le syndicalisme de masse ouvert à tous les travailleurs, sans

distinction d'opinions politiques ou philosophiques, se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et œuvrant pour la libération du prolétariat.

(Mouvements divers, bruit prolongé.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Doucet.

INTERVENTION DE DOUCET

DOUCET. — C'est sur la question du chômage que je veux dire quelques mots.

Quelle est la situation faite actuellement aux chômeurs ?

Elle est bien plus grave que celle que nous avons connue il y a deux ans.

Dans la première période du chômage, la bourgeoisie a accordé d'une façon tout de même assez facile certains avantages à nos camarades chômeurs. Mais avec le développement de la crise économique, avec les difficultés, la bourgeoisie a retiré petit à petit à nos camarades ce qu'ils avaient obtenu dans les premiers temps.

Ainsi, pour ne citer qu'un ou deux faits, à Annonay, il y a là des chômeurs en quantité dans la mégisserie et la voiture.

Les chômeurs de moins de 40 ans ne touchent plus d'allocations, parce qu'on prétend qu'ayant moins de 40 ans, ils peuvent trouver du travail dans les campagnes ou ailleurs. Ceux qui ont plus de 60 ans ne touchent plus rien du tout.

Nous nous trouvons dans la situation suivante. Quelles seront les possibilités des vieux travailleurs ? Quelles seront leurs possibilités d'organisation ?

Les vieux travailleurs sont rayés des assurances sociales. Ils sont rayés des usines ; ils sont rayés des allocations de chômage.

C'est en permanence que nous rencontrons cette situation. Des camarades viennent nous demander comment agir.

Nous rencontrons des difficultés, et nous vous signalons la suivante : la résistance, de la part de nombreux camarades, lorsqu'il s'agit de former des groupes de syndiqués unitaires, pour orienter notre mouvement syndical chômeurs dans une voie juste.

Par exemple, c'est le cas dans la période de travail forcé imposé par les municipalités et les pouvoirs publics. Nous avons tenté de faire faire la grève des bras croisés et d'empêcher nos camarades d'aller sur les chantiers. Nous n'avons pas eu cette possibilité.

Encore un mot.

Que devons-nous faire et comment devons-nous agir ?

Ici, je m'adresse aux camarades du Bureau confédéral.

Notre Congrès se termine dans la période où, dans certains coins de province, le chômage va redoubler de violence : octobre et novembre sont la période de grand développement du chômage, alors que nous aurons moins de possibilités que dans le passé pour y faire face. Les difficultés seront plus grandes.

Je demande que la C.G.T.U., par la presse, par *l'Humanité*, par *la Vie Ouvrière*, éclaire la situation, notamment vis-à-vis de la circulaire ministérielle qui permet de rayer les chômeurs et les oblige à faire du travail qui n'est pas payé.

Nous proposons qu'il y ait une lutte tout à fait effective qui doit aller même devant le Conseil d'Etat, en vue de faire annuler la circulaire ministérielle de mars 1933.

En second lieu, nous demandons que la C.G.T.U. tire, pour octobre, un bulletin d'information spécial relatif au chômage, analysant la situation d'après les événements récents, car la situation des chômeurs n'est pas la même en 1933 qu'en 1932.

Ce bulletin d'information pourrait être le *vade mecum* de tous les camarades militants. Il pourrait aider à faire du bon travail et orienter la défense des chômeurs dans la voie de la C.G.T.U.

Un seul mot en terminant.

Il y a une tactique que nous allons employer là : le front unique.

Je voudrais attirer l'attention des camarades : Si partout nous nous occupons de la situation des chômeurs, nous avons de grandes possibilités de réunir les camarades confédérés, inorganisés, unitaires, autonomes, chrétiens, parce que le mouvement des chômeurs est celui qui permet la meilleure base de rassemblement sur le terrain du front unique.

Chaque fois que nous pouvons réaliser le bloc des chômeurs sur le terrain du front unique, nous pourrons combattre efficacement les pouvoirs publics, grouper nos camarades et, comme en 1931 et en 1930, toucher les bons de charbon, les bons de lait que nous touchions il y a quelques années.

J'insiste : Il faut que la C.G.T.U. s'occupe de la question du chômage dans une Commission exécutive, une sorte de bulletin d'information à adresser à tous les syndiqués, à toutes les Unions Régionales.

INTERVENTION D'UN CAMARADE

UN CAMARADE. — La guerre est proche. Elle existe en Chine, au Maroc. Demain, elle peut être à nos portes.

Le plus sûr moyen de faire reculer la bourgeoisie et l'empêcher de faire sa guerre, c'est la lutte que l'on peut mener maintenant dans les usines pour les revendications immédiates. Mais si, devant les conditions économiques, la bourgeoisie, pour créer des débouchés aux marchands de canons, déclarait sa guerre, nous ne sommes pas pour cette formule : partir. Nous appartenons à une organisation où les camarades ne recevraient pas d'armes en cas de mobilisation.

Nous sommes assez curieux et nous savons de source très sûre que bien des camarades de la métallurgie qui croient partir resteraient dans leurs usines parce que nous n'ignorons pas que la bourgeoisie prépare sa mobilisation.

La lutte contre l'impérialisme doit donc être menée à l'usine, sur les chantiers. Le potentiel guerrier d'un pays dépend de sa capacité industrielle. Il dépend de sa capacité de production. Donc, c'est sur le chantier, à l'usine qu'il faut travailler.

Dans les réunions qu'il a faites, notre groupement a décidé, en cas de mobilisation ou de menace de guerre, de préparer l'arrêt des communications et des moyens de transport et de préparer la grève générale.

Mais il y a un genre de lutte qui a rendu les plus grands services dans le passé : ce sont les comités « anti ».

Camarades, ils ont donné de bons résultats pendant un moment, mais, il faut bien l'avouer, chez nous (je ne dirai peut-être pas partout) des camarades ont eu peur. Il faut reconstruire ces comités « anti »,

mais il ne faut pas, à la base, reprendre les comités « anti » avec des procès-verbaux qui, si quelquefois il s'y trouve des menaces, pourraient faire tomber de nombreux copains. Il faut retrouver une bonne liaison dans chaque union locale et dévoiler les productions, les menaces et les travaux qui y sont préparés par la bourgeoisie.

Il serait nécessaire de former des Comités de parents dans les écoles de la bourgeoisie, pour protester contre l'éducation chauvine et pour œuvrer pour une modification des programmes scolaires sur ce point. Nous voudrions être là-dessus en accord avec nos camarades instituteurs dans chaque village.

Voici la résolution (je n'en lis qu'un fragment, car elle est trop longue) :

Le groupe du Havre estime que la propagande et la lutte antimilitariste et antipatriotique sont du domaine syndical. Il dénoncera et combattra tous les travaux de guerre.

Le Congrès doit :

1. Préparer, en cas de menace de guerre, l'arrêt des communications et des moyens de transport.

2. La grève générale.

Ensuite, rendre le prolétariat apte à profiter de tous les moments de perturbation pour obtenir son émancipation. En cas de non-réussite, partir, mais en essayant de transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

J'aurais voulu que nos camarades des métaux et du bâtiment nous parlent un peu du contrat collectif. Nous avons travaillé dans les réunions locales sur les questions économiques. Notre but était de créer un contrat collectif. Nous y avons rencontré des difficultés. Nous ne sommes pas arrivés au résultat que nous recherchions, mais tout notre travail, dans les Unions locales, est basé sur le contrat collectif.

J'aurais voulu aussi que la C.G.T.U. nous donne des précisions pour les assurances sociales : doit-on créer des caisses ou entrer dans les caisses existantes ? 90 % des camarades font partie des assurances sociales et relèvent des caisses patronales. Il nous faut donc savoir si, oui ou non, il convient d'entrer dans les caisses patronales, dans les caisses du « Travail » ou bien de former d'autres caisses. Nous aimerions qu'une brochure soit éditée sur cette question.

INTERVENTION DE BOUYAT

BOUYAT (Cuisiniers de Paris). — Comme représentant du syndicat des Cuisiniers de Paris, de retour à la Fédération de l'Alimentation après le Congrès extraordinaire de cette Fédération, j'aurais voulu prendre la parole sur le rapport d'organisation. Mais la décision prise avant-hier m'a empêché de discuter sur les luttes que nous avons menées pour chasser les Cot et les Boville.

Je suis également délégué par les copains des syndicats des H.R.P. qui, eux-mêmes, n'ont pu prendre la parole. C'est pourquoi je mettrai les camarades ici présents au courant du travail que nous avons fait parmi les chômeurs.

Vous savez si les chômeurs de l'industrie hôtelière sont nombreux : 120.000 copains travaillent dans cette industrie. 40.000 environ sont organisés dans les sociétés de secours mutuels et environ 1.500 dans les syndicats unitaires. Ces chiffres permettent de se faire une idée de ce que représentent les copains organisés.

Nous avons, au syndicat des Cuisiniers et des H.R.P., entrepris de former un syndicat de chômeurs en commun. Nous tenions toutes les semaines une réunion et nous allions tous les matins dans les bureaux de placement trouver les copains, leur disant qu'il fallait s'organiser pour défendre leurs droits et leurs revendications. Nous leur disions également que cela ne les empêchait pas de s'organiser sur les lieux de travail. Nous avions des copains qui, sur les lieux de travail, arrivaient à défendre leurs revendications. Il y eut de ce fait dans les bureaux de placement des manifestations qui ont fait reculer les pouvoirs publics, ce qui a permis à nos organisations de prendre de l'influence et de grouper plus de 1.500 camarades. Nous avons, les H.R.P. et nous, réussi à étendre notre influence parmi les chômeurs. A l'heure actuelle, les copains qui se sont groupés vers nous sont restés avec nous et aujourd'hui encore ils paient leur cotisation, même s'ils ne travaillent pas. Ceci est déjà un résultat ; ce n'est pas encore ce que nous aurions voulu.

L'hiver qui s'annonce va être encore plus dur que les hivers précédents. Nous pensons, en intensifiant sur les lieux des bureaux de placement notre travail parmi les chômeurs, arriver à des résultats concluants. Nous étendrons l'influence des syndicats unitaires. Nous permettrons également aux chômeurs de renforcer le travail des organisations.

A l'heure actuelle, la loi de huit heures, votée il y a 13 ans, n'existe malheureusement pas dans la pratique de l'industrie hôtelière. Les journées y sont de dix à douze heures. Les organisations n'ont pas été assez fortes pour permettre à ceux des camarades qui travaillent dans les masses de faire appliquer eux-mêmes la journée de huit heures. En ce moment, si les huit heures étaient appliquées dans l'industrie hôtelière, cela signifierait du travail assuré pour 5 à 8.000 copains. Vous verriez le chômage disparaître comme par un coup de baguette magique. Malheureusement, nous ne pouvons agir dans ce sens, parce que nous n'avons pas fondé notre attitude sur ce motif.

Une plaie qui n'a pas été dénoncée ici, c'est le travail des mutuelles, tampon entre la classe ouvrière et le patronat. A l'heure actuelle, on peut dire que les sociétés de secours mutuels sont, dans l'industrie hôtelière, une victoire patronale au sein de la classe ouvrière. Votre Congrès n'a pas, jusqu'ici, porté son attention sur ce point. C'est pourtant quelque chose, quand on pense que les sociétés de secours mutuels de la Société des cuisiniers de Paris compte 5.000 membres.

Quand on veut travailler parmi les chômeurs (on en compte un millier environ), durant l'hiver, la société des cuisiniers s'entend avec les organisations unitaires sur ce qu'il convient de faire. Notamment on distribue un casse-croûte, ce qui permet de parler aux jeunes comme aux vieux, en faveur de nos organisations.

Les sociétés de secours mutuels font un travail antiouvrier et défendent les intérêts patronaux. Elles font tout le placement. Les patrons peuvent diminuer les salaires avec l'assentiment des sociétés de secours mutuels, ce qui fait qu'à l'heure actuelle les salaires ont baissé de 30

à 40 %, soit de 1.800 francs par mois aux environs de 1.200. C'est là un autre des dangers des sociétés de secours mutuels.

Nous avons entrepris un travail qui, bien que nous n'ayons pas réussi à attirer suffisamment l'attention sur les campagnes organisées dans ces sociétés, n'en a pas moins été utile.

Il y a eu jadis un rapport mis à l'étude à la C.G.T.U. Il repose maintenant dans les cartons. Pourtant, il était bien au point. Si nous arrivions à le sortir d'où il est pour le faire déposer sur le bureau de la Chambre, nous pourrions espérer voir disparaître dans la seule région parisienne de vingt à trente bureaux de placement et une centaine de sociétés de secours mutuels.

Tirons les enseignements de ce que nous avons fait : nous avons réussi à placer dans nos syndicats trois cents cartes, depuis six mois que nous existons. Vous voyez l'influence que nous avons pu prendre sur la classe ouvrière. Malgré tout, notre travail n'a pas été ce qu'il aurait dû être. Nous avons à l'heure actuelle une possibilité : si nous arrivons à faire entrer des copains syndiqués dans les maisons, nous arriverons à avoir leur confiance ; à cet égard, nous pensons venir au prochain Congrès fédéral et confédéral avec des résultats positifs.

Je pense que vous aurez compris le travail parmi les chômeurs et que vous prendrez les renseignements que nous vous donnons pour vous en servir vous-mêmes dans le travail parmi les camarades des autres branches.

GOURDEAUX. — Il y a encore deux camarades inscrits que nous allons entendre ce soir. Je vous prie d'avoir un peu de patience. Notre camarade Mauvais répondra demain matin aux observations présentées sur son rapport et aux discussions qui ont eu lieu à la suite dudit rapport.

La parole est au camarade Fleury, des Coopératives de la Région parisienne.

INTERVENTION DE FLEURY

FLEURY. — Camarades, dans cette discussion sur les tâches d'organisation, j'interviendrai sur une question qui ne préoccupe guère les militants et syndiqués unitaires : celle de la coopération ouvrière.

Cependant, la question de la coopération ouvrière est importante à plusieurs titres :

1° En raison des forces organisées qu'elle représente : 3 millions de membres en grande majorité prolétarienne ;

2° En raison du soutien qu'elle peut être aux luttes ouvrières dans la période présente pour les revendications immédiates ; Hénaff indiquait ce matin l'heureux effet de l'aide apportée au Comité de grève des carreleurs, pour la solidarité en nature, par la coopérative « La Bellevilloise » ; il y a d'autres exemples du même genre dans la région parisienne de la part de « La Bellevilloise » et « La Famille Nouvelle », pour la grève Citroën, dans la région du Nord, etc. ;

3° En raison, d'autre part, du rôle de la coopération ouvrière en période révolutionnaire et aussi dans la gestion des moyens de production et d'échange après la prise du pouvoir. La grande place prise par la coopération dans l'édification socialiste en Union Soviétique est significative.

L'esprit coopératif dans les syndicats, la liaison dans l'action des syndicats et des coopératives, voilà qui faciliterait la réalisation des bases multiples, le fonctionnement des Maisons du Peuple, du Comité Intersyndical, l'aide aux chômeurs, etc.

Dans le rapport d'activité, Racamond indiquait avec raison que le mouvement réformiste bénéficiait, entre autres appuis, de celui important des coopératives affiliées à la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, en grande majorité dirigées par des social-réformistes qui disent être neutres dans les batailles de classes, mais dont la neutralité n'est qu'une hypocrisie pour masquer leur trahison des intérêts ouvriers.

Il dépend du travail des militants et syndiqués unitaires que les coopératives ouvrières, constituées pour et par les travailleurs, servent les intérêts de classe de ceux-ci.

La coopération de consommation doit soutenir dans la plus large mesure possible toute l'action économique et politique des masses laborieuses.

Mais, pour cela, il importe que les prolétaires ne négligent pas d'apporter à l'organisation, au fonctionnement et au développement des coopératives, non seulement leur puissance de consommation, mais aussi et surtout leur participation aux efforts nécessaires pour ramener la coopération dans le chemin de la lutte de classe, pour conserver et développer les coopératives qui, fidèles à leur origine, sont solidaires de la classe ouvrière et sont en butte aux mêmes attaques de la bourgeoisie et de ses soutiens que les organisations unitaires elles-mêmes.

Le temps limité ne me permet pas de faire un exposé suffisant sur la question de la participation des syndicats au travail coopératif, sur la question aussi de la lutte contre les économats patronaux, moyen hypocrite tendant à maintenir la domination patronale et permettant à celle-ci d'imposer aux travailleurs des salaires plus bas.

Je me bornerai donc, en conclusion et en demandant qu'il y soit donné, une suite favorable, à formuler les propositions suivantes :

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. confirme ses décisions antérieures (Congrès de 1927 et 1929) sur la nécessité pour les syndicats et syndiqués unitaires de participer au travail coopératif, par, entre autres moyens :

a) Une large utilisation des journaux syndicaux pour la propagande en faveur de la coopération lutte de classe ;

b) La constitution d'une commission coopérative à tous les échelons de notre mouvement syndical et, particulièrement, à la C.E. confédérale pour, en liaison avec le mouvement coopératif révolutionnaire qui a distribué un appel aux délégués à notre Congrès, établir par le détail les directives utiles à la réalisation d'un bon travail pour faire de la coopération une force agissante en faveur des intérêts de classe du prolétariat.

Le IV^e Congrès de l'I.S.R. a attiré votre attention pour la participation des syndicats au travail coopératif.

Sachons non seulement approuver les résolutions, mais aussi les appliquer pratiquement.

Camarades délégués, syndiqués unitaires, nous nous affirmons des révolutionnaires ; nous travaillons dans ce Congrès à l'être plus et mieux demain qu'hier. Notre mission ne consistera pas seulement à

chasser la bourgeoisie du pouvoir. C'est, certes, indispensable, mais il faudra aussi ensuite diriger, gérer nous-mêmes les affaires après la Révolution, ce qui n'est pas sans importance. Par un bon travail coopératif d'ici là, nous serons plus aptes à faire face aux difficultés qui se présenteront.

Sachons utiliser l'arme de la coopération, comme toutes les armes pouvant contribuer au succès de nos luttes révolutionnaires. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au dernier orateur inscrit, Dupont, qui est dans les rangs de la C.G.T.U., bien qu'appartenant à la S.F.I.O. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE DUPONT

DUPONT. — Camarades, comme socialiste S.F.I.O., je tiens à apporter à votre VII^e Congrès confédéral mon salut fraternel. Des reprochés m'ont été faits par mes chefs socialistes, mais je me suis rendu compte que la seule organisation révolutionnaire, la C.G.T.U., était la seule capable de défendre la classe ouvrière, la paix et de lutter contre le fascisme.

Adhérent, depuis des années, à l'organisation unitaire, secrétaire de la Ligue pour la Paix et secrétaire d'Union locale, je promets, ici, devant le Congrès, d'aider au recrutement pour abattre la bourgeoisie et combattre le fascisme.

Vive le front unique !

Vive la C. G. T. U. !

(*Vifs applaudissements. L'assemblée, debout, entonne L'Internationale.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, la délégation des Jeunes terrassiers nous envoie l'adresse suivante :

La délégation des Jeunes terrassiers de la C.G.T.U. se déclare en plein accord avec la ligne de la C.G.T.U. et condamne les méthodes scissionnistes de la minorité de la C.G.T.U.

Se désolidarise complètement de la proposition faite par la minorité de l'Enseignement.

Vive le front unique !

Vive la dictature du prolétariat, principal obstacle au fascisme !

Vive la victoire du prolétariat russe !

A bas la guerre et le fascisme !

(*Applaudissements. Le Congrès, debout, chante de nouveau L'Internationale.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, on m'a demandé combien avait produit la collecte en faveur de nos camarades allemands : elle a rapporté 675 fr. 50. Cette somme a été immédiatement remise au délégué de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Une dernière communication, camarades : la délégation des Cheminots devra se rendre, à 6 heures du matin, demain, à la station de métro Wagram et non à la station Courcelles, comme il avait été dit d'abord.

Demain matin, la séance du Congrès s'ouvrira à 9 heures précises.

La séance est levée à 23 h. 30.

SEPTIÈME JOURNÉE

Séance du 29 Septembre (matin)



La séance est ouverte à 9 h. 25 sous la présidence du camarade Thibaud.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Lebas, des Jeunes.

LEBAS (des Jeunes). — Camarades, nous allons ouvrir cette séance en donnant la parole à une délégation de jeunes pionniers au VII^e Congrès.

BOURY (des Pionniers). — Camarades, au nom du groupe Thaelmann, nous, pionniers communistes, nous apportons au Congrès notre salut chaleureux et fraternel.

Nous nous engageons d'une façon formelle à appuyer toutes les revendications de la classe ouvrière.

Et dans les luttes futures, nous serons toujours à vos côtés.

Pionniers prêts, toujours prêts. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Lebas, des Jeunes.

INTERVENTION DE LEBAS

LEBAS (des Jeunes). — Camarades, je crois être l'interprète des Jeunes en saluant la délégation des jeunes pionniers qui a bien voulu nous apporter son salut fraternel.

Camarades, la délégation de jeunes pionniers, venue à ce Congrès, doit être une indication pour les délégués ici présents, afin de leur montrer la voie à suivre, dans le but d'organiser toute la masse ouvrière, car actuellement la bourgeoisie, le fascisme font tout pour développer parmi elle un esprit nationaliste, chauvin dans les tâches à accomplir.

Nous pensons aujourd'hui qu'à ce Congrès nos syndicats réaliseront véritablement au sein de leur organisation des groupes d'entente pour détruire l'influence de la bourgeoisie, mais aussi pour défendre les revendications des enfants, pour défendre les revendications de la jeunesse travailleuse. Si nous faisons ce travail, nous pourrions véritablement dire que le Congrès aura fait un pas immense en avant, pour l'organisation de tout le prolétariat, de tous les enfants, des jeunes, etc., et que nous réaliserons ainsi notre but contre la bourgeoisie, contre la guerre, contre le fascisme. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à notre camarade Mauvais, pour répondre aux orateurs qui ont discuté sur le rapport d'organisation.

REPONSE DE MAUVAIS

MAUVAIS. — Camarades, si nous avons pu constater que la discussion a été très large après le rapport d'organisation, il nous faut regretter qu'elle ne se soit pas déroulée sur les bases du rapport lui-même.

Camarades, les caractéristiques que nous pouvons dégager d'une telle discussion sont celles que nous avons déjà exprimées à cette tribune. Très souvent, trop souvent encore, dans notre mouvement en général, nos militants sont entraînés à discuter en général et à ne pas prendre les choses au point de vue concret.

Il y a eu ici des camarades qui sont venus nous donner le fruit de leur expérience ; ils sont venus à cette tribune en relatant des faits, en relatant des mouvements, en relatant l'activité de leur syndicat ; mais qu'est-il apparu clairement, nettement de leur intervention ? Cette constatation claire et nette n'est pas souvent apparue dans ce grand Congrès. Notre camarade des Métaux de Marseille est venu expliquer le travail fait au moment de la grève de Marseille, mais, camarades, et nous y insistons, la grève de Marseille, c'est une des rares, extrêmement rares, dans le mouvement syndical, qui fut préparée.

Est-ce que, de l'intervention des camarades du Syndicat une telle constatation est apparue ? Non. Cette grève a été préparée par une conférence, conférence qui a élu un comité revendicatif. Camarades, le fonctionnement de ce comité revendicatif, le rôle qu'a joué le syndicat unitaire dans ce comité de front unique, toutes ces choses, est-ce que nous ne devons pas essayer de les analyser devant le Congrès confédéral ? Est-ce que ce sont là des petites choses que nous devons négliger ?

Camarades, vous savez bien les uns et les autres que, quand nous sommes dans la réalité des choses, nous connaissons les difficultés, nous nous rendons compte de toutes les difficultés que nous avons à surmonter, et quand il y a un comité de préparation de la grève, on ne sait pas toujours arriver à le faire fonctionner.

Notre camarade de Marseille aurait pu nous donner des renseignements à ce sujet. Le syndicat a 200 membres, mais combien y en a-t-il qui savaient que le syndicat avait 200 membres ?

Si j'ai pris cette intervention du camarade de Marseille, c'est justement pour essayer de faire comprendre au Congrès comment nous discutons généralement, même quand nous avons des expériences concrètes et positives.

Evidemment, cela ne veut pas dire que le mouvement de Marseille soit exempt de faiblesses et d'erreurs ; il n'en est pas moins vrai qu'il comprend des enseignements positifs très sérieux et appréciables pour notre mouvement, et qu'il aurait été utile de dégager.

Camarades, de nombreuses questions ont été soulevées dans le rapport d'organisation. Evidemment, il serait utile que nous puissions y répondre, mais nous ne pouvons pas le faire en raison du peu de temps qui nous est imparti pour continuer nos travaux. C'est pourquoi nous tenons à nous excuser auprès des camarades auxquels nous ne pourrons pas répondre.

Dans cette discussion, il y a eu des interventions, hier, au sujet de l'activité et je ne voudrais pas y revenir longtemps. Cependant, il

mê taut l'indiquer d'une façon très précise : si nous avons la conviction que nous allons à de grandes luttes, si nous sommes persuadés que nous pouvons et devons préparer ces grandes luttes, alors, nous devons employer tous les moyens pour essayer d'organiser le front unique de toutes les couches, sans distinction d'âge, ni de sexe, ni de nationalité.

C'est pourquoi, dans les interventions de nos camarades qui ont parlé sur la main-d'œuvre des jeunes, sur le travail dans la main-d'œuvre féminine, sur la main-d'œuvre coloniale, ces camarades se sont attachés à rappeler au Congrès que ce ne devrait pas être là l'œuvre de spécialistes, mais une tâche générale intégrée dans celles de nos organisations syndicales.

Mais ceci sous-entend que, lorsque nous préparons les luttes, que nous déployons nos activités dans les entreprises ou les localités, nous devons absolument connaître nos forces, savoir quelles sont les forces ouvrières.

Comme nous l'avons fait déjà à maintes reprises et, en particulier, dans le rapport écrit, je veux rappeler qu'en général nos organisations ne savent pas sur quelles bases elles travaillent, que beaucoup d'entre elles ne connaissent pas les conditions économiques et industrielles, le nombre d'ouvriers, de jeunes, de femmes, d'immigrés, de Français.

Notre camarade Péricat, qui n'est pas intervenu dans cette discussion, mais qui nous a passé quelques notes, avait l'intention de rappeler que, dans chaque fédération, chaque union régionale, chaque union locale, chaque syndicat et nous pourrions même dire dans chaque section d'entreprise, il devrait y avoir des renseignements très précis fournis sur la situation dans laquelle on doit travailler.

C'est une des conditions premières de la préparation des luttes ouvrières.

Dans la discussion, nous n'avons pas eu de nombreuses interventions sur le travail d'entreprise et c'est tout à fait significatif que dans ce Congrès nous n'obtenions pas que des renseignements soient donnés sur notre activité dans les entreprises. Il est nécessaire surtout que des camarades viennent expliquer comment ils ont travaillé, les difficultés qu'ils ont rencontrées, comment ils sont arrivés à les vaincre. Quand nous n'obtenons pas toutes ces précisions dans un Congrès, cela signifie que notre mouvement n'a pas encore compris cette chose essentielle et décisive : que pour préparer les luttes ouvrières, pour faire face à nos tâches, aux dangers de guerre et au fascisme, nous devons absolument avoir nos bases essentielles dans les entreprises.

Le camarade Bouët ne comprenait pas la nécessité du travail des entreprises, nous ne voulons pas l'excuser, mais cela peut se comprendre que Bouët vienne dire dans son rapport que Mauvais n'a pas expliqué, qu'il n'a pas précisé. Camarade Bouët, si tu m'avais écouté et si tu avais un peu prêté attention à ce rapport, tu aurais pu te rendre compte que nous avons consacré au moins les trois quarts de celui-ci au travail des entreprises.

Nous avons, en effet, indiqué que les sections d'entreprise devaient être la base essentielle de notre mouvement, qu'elles ne devaient pas être des organismes d'agitation et de propagande seulement, mais les organisatrices des syndicats et de la lutte ouvrière.

Nous avons précisé que les sections d'entreprise doivent avoir, maintenant, le maximum d'initiative, que de plus en plus nous devons tendre nos efforts pour qu'elles soient la base réelle de notre activité.

Nous avons même, à l'excuse du fonctionnement encore imparfait, il est vrai, du Syndicat des Métaux de la Région Parisienne, essayé de faire comprendre aux congressistes combien nos syndicats, même de façon statutaire, devaient donner beaucoup plus de prérogatives qu'ils ne le faisaient aux sections d'entreprise. Le camarade Bouët ne l'a pas compris, mais il y a, ici, des représentants d'organisations qui doivent le comprendre.

Notre camarade Bruneau est venu à cette tribune défendre ses camarades du Textile du Nord. Nous ne voulons pas nier les difficultés qu'il rencontre, nous ne voulons pas nier l'effort social-démocrate puissant qui se dresse en face du syndicat unitaire des Métaux, nous ne voulons pas nier que ces difficultés s'accroissent encore du fait du développement de la crise, du chômage partiel et que, naturellement, nos syndicats doivent prêter toute attention à ce fait.

Mais si nous ne voulons pas nier toutes ces choses, nous sommes obligés de constater que si, dans la Région du Nord, dans le Textile du Nord, nous ne sommes pas arrivés à avoir un travail complet dans les entreprises, en d'autres endroits, dans d'autres entreprises où les difficultés sont tout autres, nous sommes parvenus à avoir des sections d'entreprise.

Camarade, à Halluin, on a dit qu'il y avait 1.700 syndiqués. Mettons qu'on ait un peu exagéré, et ramenons ce chiffre à 1.500 ou 1.600. Dans ce pays, il y a une tradition de lutte fortement ancrée dans le prolétariat. Chacun se souvient des luttes, des grèves de l'industrie textile à Halluin. A Halluin, il y a une municipalité communiste. Il y a une Bourse du Travail. Toutes les conditions sont réunies pour faire un excellent travail. Et pourtant, à Halluin, quand les ouvriers entrent en grève, ils se retournent encore vers les syndicats chrétiens.

A l'usine Sion, à l'usine D..., — cela a été cité par notre camarade Auréel, — dans les mouvements partiels, les ouvriers ont été à d'autres syndicats. On pourra peut-être essayer de chercher des arguments pour se défendre. Je ne veux pas polémiquer avec nos camarades sur des détails. Je veux essayer de leur faire comprendre que si les ouvriers entrant en grève vont aux confédérés et aux chrétiens, c'est parce que les syndicats confédérés et chrétiens leur apparaissent encore comme les véritables syndicats ouvriers.

Je sais — nous avons discuté longuement sur ce point — que ce n'est pas seulement une question d'organisation. C'est une question de persuasion auprès des ouvriers. Le camarade Bruneau a tort de penser que nous n'avons rien fait. Depuis 1924 et 1925, la question a été posée des dizaines et des dizaines de fois, dans la région du Nord. Depuis 1924 et 1925, nous avons répondu à ces questions. Il y a eu une brigade de choc qui a travaillé en 1932 à l'usine Mayeux et aussi à Halluin.

Je veux rappeler enfin que, dans chaque analyse des grèves du Nord qui marquent une combativité magnifique de ce prolétariat, nous nous sommes efforcés de faire comprendre à nos camarades que cette combativité magnifique du prolétariat du textile du Nord n'arriverait pas, seule, à briser les trahisons et les manœuvres des dirigeants réformistes.

Nous sommes-nous contentés seulement de démontrer cela ? Non.

Avec nos camarades, nous avons établi des plans. Nous ne leur avons pas demandé de travailler dans des dizaines ou des quinzaines d'entreprises. Nous leur avons dit : « Prenez une ou deux entreprises, à Halluin, à Roubaix ou à Tourcoing. Il faudra que ces entreprises soient pour vous l'objectif où vous concentrerez vos forces. Et vous avez des forces, vous avez des moyens. Vous vous attacherez à savoir quel est le nombre de nos syndiqués. Vous discuterez avec eux point par point. Vous établirez le cahier de revendications. Vous le discuterez avec les ouvriers. Vous le populariserez ».

Enfin, nous avons expliqué, dans les moindres détails, comment il fallait travailler. Nous avons même donné les mesures à prendre pour travailler dans le cadre semi-légal. Nos camarades d'Halluin, de Roubaix et de Tourcoing ont commencé, mais ils ne sont pas convaincus qu'il faut faire ce travail dans les entreprises, parce que nos camarades n'ont pas encore compris que la lutte contre la social-démocratie, contre le réformisme dans le Nord doit être menée dans les entreprises. C'est là que nous devons briser la tâche du Consortium. C'est là, en empêchant les diminutions de salaires, en empêchant toutes les mesures prises par le patronat, en dressant les ouvriers contre de telles mesures, que nous arriverons pratiquement à lutter contre l'influence social-démocrate et réformiste.

Si nous prenons cet exemple dans le Nord, c'est parce que nous avons conscience que, là-bas, le prolétariat a une combativité extraordinaire. Ils sont tout de même assez rares les points où nous avons lutté depuis 1926 jusqu'à maintenant, lutte considérable qui a attiré l'attention non seulement des travailleurs de France, mais encore des travailleurs du monde entier. Nous avons là-bas un prolétariat formidable, et nous n'arrivons pas à concrétiser nos efforts.

Camarades du Nord, camarades des autres régions qui reculez devant les difficultés, il faut être persévérants. Prenez moins de travail, fixez-vous des tâches plus réduites, mais réalisez !

Ici, notre camarade Bellugue, de Voiron, est venu donner les résultats des efforts réalisés dans son pays. Je sais qu'on pourra nous rétorquer : Voiron, ce n'est pas le Nord. Mais quand on roule sa bosse un peu partout, comme nous le faisons, nous savons qu'il en est de même que partout ailleurs. Nos camarades ont obtenu des résultats. Pourtant, là-bas, il existe aussi l'influence réformiste, l'influence social-démocrate, même s'il n'y a pas d'organisation réformiste puissante. A Voiron, nos camarades sont même arrivés à constituer une section syndicale illégale dans une papeterie.

Nos camarades du Textile du Nord n'en sont pas encore là. Dans les usines du textile du Nord, il y a encore des possibilités de travail légal, plus encore que dans d'autres coins.

Il faut rappeler également — et beaucoup de camarades ont besoin de cela pour se convaincre — le mouvement de chez Citroën. Je sais qu'on pourra nous dire : « On cite toujours Citroën ». Il faut citer cet exemple, car c'est là que notre Syndicat des Métaux a concentré ses efforts ; parce que c'est là où nos militants ont eu une grande volonté de travail ; parce que les ouvriers, dans cette usine, n'ont pas été découragés — et pourtant, tout n'a pas été tout seul — ; parce que nos camarades ont réalisé un mouvement de masse ; parce qu'il y a là encore de grandes possibilités d'amener les ouvriers au travail ; parce

que là, les méthodes d'organisation que nous préconisons ont été appliquées.

Camarades, après la grève, 17 sections ont été constituées dans les différents ateliers et équipes, chaque section avec un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et un archiviste.

Chacune de ces sections travaille sur la base de son équipe ou de son atelier respectif. Chacune des sections tire un journal dans lequel elle expose la situation de son atelier ou de son équipe.

Camarades du Nord, si nous les comptons vos journaux d'entreprise, vous qui disposez d'instruments de travail, de machines, on serait loin du compte avec les usines Citroën ! Et, si nous voulions savoir qui les fait ces journaux d'entreprise, quand on en fait, on s'apercevrait que ce n'est pas souvent avec la collaboration des camarades de l'entreprise, mais qu'ils sortent des Maisons du Peuple et surtout du cerveau des secrétaires des Unions locales.

Ces sections des usines Citroën, elles, font leur journal d'entreprise. Deux de nos sections syndicales, camarades, ont même déjà acheté des machines à tirer les journaux, ce qui leur permet de faire ces journaux elles-mêmes et de réagir dans l'espace de vingt-quatre heures quand il se passe quelque chose à l'intérieur de l'entreprise, de l'équipe ou de l'atelier.

Je ne sais pas si chacun se rend encore bien compte de ce que représente un tel effort.

Deux sections dans les usines Citroën collectent parmi les ouvriers pour acheter les machines pour tirer les journaux d'entreprise.

On a déjà eu dans ce Congrès un autre exemple, celui de l'Allemagne, exemple de camarades qui viennent attester de l'impérieuse nécessité d'avoir des bases syndicales à l'entreprise, des bases illégales syndicales.

Ce sont autant d'exemples qui attestent de la nécessité d'avoir la possibilité, pour chacune de nos organisations de base qui sont la pièce fondamentale de notre mouvement, de conduire et d'éditer son matériel elle-même.

Chez Citroën, deux de nos sections syndicales ont déjà réalisé cela.

D'autre part, les sections syndicales se sont d'ores et déjà reliées entre elles. Elles ont un bureau. Il y a même une C.E. constituée avec les sections des usines Citroën.

Camarades du Nord — vous m'excuserez d'y insister, mais j'y reviendrai souvent — les difficultés sont-elles moindres dans les usines Citroën que dans les usines du textile du Nord ?

Où, je sais que vous viendrez me dire : « Il n'y a pas chez Citroën la social-démocratie, on n'y retrouve pas les difficultés résultant pour nous de l'influence chrétienne ou réformiste ». Camarades du Nord, nous pourrions même un peu discuter là-dessus, car nous savons bien que, dans la région parisienne, y compris chez Citroën, les cadres, les éléments sont parfois aussi néfastes que les S.F.I.O. et les syndicats réformistes, car nous savons aussi que le patronat, et la bourgeoisie en général, dans les grandes entreprises, par tous les moyens, développent l'idéologie réformiste dans le prolétariat. Les mesures de sécurité, le mouchardage, toutes les mesures de corruption ou autres prisées par la bourgeoisie, ne sont-elles pas les mêmes dans les usines Citroën que dans les usines du textile du Nord ? Si.

Nous avons, nous, la ferme conviction que, s'il y a des réalisations

chez Citroën et s'il n'y en a pas dans les usines du textile du Nord, cela vient du fait que nous ne sommes pas encore tous bien convaincus que, pour défendre efficacement les intérêts des ouvriers, il nous faut avoir des bases multiples dans les entreprises.

Cela, nous le répéterons bien des fois.

Notre camarade Bruneau avait raison de dire : « Nous avons là-bas des militants qui ont encore des restes de leur formation ». Mais il ne suffit pas de le dire. Moi, je l'entends dire depuis 1925. Or, dans la région du Nord, on doit former de jeunes militants et ceux-ci doivent également avoir le poids de la formation, de la tradition.

Si vous persistez dans cette manière de raisonner, pendant quinze ans on dira qu'il y a le poids de la formation et de la tradition. Cela ne changera rien. Ce qu'il faut, c'est porter remède à une telle situation. Ce qu'il nous faut, c'est comprendre que nous devons faire un travail dans ce domaine.

Je sais que notre camarade du textile, Bostoën, m'a dit : « Oui, au dernier Congrès de notre syndicat régional, en septembre 1932, nous avons pris des décisions énergiques. Puis, nous avons dissous le syndicat régional et nous voulons le décentraliser ».

Camarades, voilà un an que ces décisions énergiques ont été prises. Bruneau avait raison de dire qu'il avait décentralisé très rapidement le syndicat. Mais là n'est pas la question. Ce qu'il faut retenir, c'est que voilà un an, voilà plusieurs mois que notre syndicat est décentralisé, mais qu'on n'a pas fait un pas dans la voie de la réorganisation.

Camarades d'Halluin en particulier, ne comptez pas trop sur la force numérique des syndiqués ! Vous avez eu quelques dures expériences. Mais sachez, camarades, que vous en aurez d'autres si vous ne prenez pas de mesures pour faire le travail d'entreprise indispensable.

Je crois que l'examen que nous venons de faire, le parallèle que nous venons d'établir entre l'activité de nos syndicats et dans le textile du Nord et dans les usines Citroën est assez suggestif pour qu'il soit inutile d'y insister.

Certes, nous aurions encore beaucoup à dire, beaucoup d'exemples à donner. Nous pourrions dire à nos camarades du textile du Nord : « Voyez encore l'exemple du syndicat du Bois de Lyon ».

Ces camarades du Bois de Lyon ne sont pas habitués à faire de grands discours. Je ne crois pas qu'ils soient entraînés dans l'agitation comme nous le voyons trop souvent dans le Nord. Mais nos camarades de Lyon ont compris et ils ont réalisé.

Notre camarade Beckert est venu nous dire : « Nous avons fixé des objectifs. En 1930, nous avions un syndicat passoire. Nous avons décidé de constituer les sections d'entreprise. Nous les avons constituées. Nous avons renforcé notre syndicat au point de vue de la préparation et de la direction des luttes. Nous avons constitué des bases multiples. Résultat : nous avons fait que notre syndicat a doublé ses effectifs, en même temps qu'il arrachait des revendications pour les travailleurs et qu'il se renforçait ».

Ce sont là, je pense, des exemples assez positifs pour être retenus !

Naturellement, je ne vais pas mettre en parallèle nos syndicats des travailleurs municipaux ou des services publics avec les syndicats du textile du Nord — les conditions sont différentes, — mais ne peut-on

pas établir, sous des aspects importants, un parallèle avec le syndicat du bois de Lyon ?

Il est un autre point qui a déjà été discuté dans ce Congrès et sur lequel je veux revenir.

Nos camarades Martel et Denis ont exposé à cette tribune les efforts réalisés par notre organisation pour essayer d'entraîner les délégués élus dans un travail plus positif, dans un travail organisateur du mouvement syndical.

Camarades, je crois que nous devons retenir l'expérience soulignée par notre camarade Martel indiquant combien était erronée notre position sur ce point et qu'on commettait une faute, dans les régions du Nord et du Pas-de-Calais, quand, au lieu d'entraîner au travail les délégués mineurs, on se contentait de les condamner et de les juger d'une façon définitive.

Certes, il est des camarades qui sont incorrigibles. Mais il y a de nombreux camarades délégués mineurs que nous devons pouvoir entraîner dans l'activité. Martel en a fait la démonstration lui-même.

Nous avons même de vieux militants qui ont repris le harnais et qui ont constitué ou renforcé des sections syndicales.

120 délégués mineurs, 120 permanents. Je crois que pour la région du Nord et du Pas-de-Calais il doit y en avoir dans les 75 ou 80. Camarades, vous rendez-vous compte de cette force puissante ? Vous rendez-vous compte de ce cadre solide que nous pourrions et que nous devrions avoir ? Camarades, si nous insistons avec une telle force, c'est parce que, justement, on a eu trop souvent la tendance dans notre mouvement à laisser de côté ces délégués élus, les délégués mineurs, les délégués du personnel, les conseillers prud'hommes aussi. En outre, souvent le conseiller prud'homme était et est encore considéré comme le juriste, comme le type spécial qu'on a collé à une tâche, et puis qui s'avance toujours plus vers le réformisme. Il est possible qu'il y ait des conseillers prud'hommes qui n'ont pas toujours eu une attitude conforme à notre ligne ; mais, très souvent, nous en portons, les uns et les autres, la grande responsabilité. Trop souvent, nous avons laissé à l'écart ces camarades élus aux conseils de prud'hommes. Trop souvent nous avons laissé ces camarades à l'influence directe de la bourgeoisie. Nous n'avons pas compris que ces conseillers prud'hommes, que ces délégués élus, quels qu'ils soient, avaient la confiance des masses, devaient être pour nous des armes, devaient être pour nous des points d'appui solides pour faire fonctionner notre mouvement syndical.

Nous devons même dire, et nous le répétons, que c'est là, dans le travail aux entreprises, que justement nous pouvons concentrer encore beaucoup mieux les forces, et, en particulier, les délégués élus.

Camarades, encore un mot sur cette question des cadres : personne n'a parlé de l'Université Ouvrière. Je dois ici, sans développer, rappeler que l'Université Ouvrière dans la région parisienne, nous a permis déjà d'obtenir certains résultats au point de vue du mouvement syndical. De nombreux camarades ont participé à l'activité et aux cours de l'Université Ouvrière. Evidemment, nous ne pouvons pas, dans cette réponse, insister plus longuement. Cependant, nous voudrions que les syndicats, dans la région parisienne en particulier, comprennent beaucoup mieux la nécessité de former, idéologiquement, théoriquement, nos camarades. Ah ! je sais que c'est une tâche très dure, que cela c'est

encore un des restes des vieilles traditions. Trop souvent on dit : « Les cadres ? Ils n'ont pas besoin d'aller à l'école ». Trop souvent on dit : « On se forme par la lutte ».

Evidemment, camarades, surtout les cadres syndicaux, ils se forment dans les batailles revendicatives, dans l'activité systématique des syndicats. C'est là où ils font leurs premières armes. Mais il est indispensable, à un certain moment de l'évolution d'un militant, de lui donner la possibilité de se développer idéologiquement, pour mieux saisir les problèmes, pour arriver, en un mot, à devenir un être intelligent.

Ah ! certes, cela soulève des difficultés parfois, quand il arrive qu'on ait à enlever un camarade à un poste de notre direction. Nous éprouvons toujours des difficultés, mais il le faut. Considérez qu'il ne faut pas seulement voir le moment présent, mais voir aussi comment nous pourrions utiliser nos forces plus tard. Si nous les comptons, je suis persuadé que, dans notre mouvement syndical, c'est par centaines, c'est par milliers que nous pourrions compter les camarades qui ont milité dans nos syndicats et qui auraient pu devenir des militants dirigeants des syndicats et des organisations autres.

Camarades, je crois que nous devons attacher une plus grande importance à cette question des cadres ; nous y revenons toujours. C'est parce que nous savons — l'expérience allemande nous le démontre encore une fois — qu'il est indispensable d'avoir des cadres expérimentés, non seulement dans le travail général, mais dans le travail d'entreprise que nous insistons avec une telle force pour former les cadres.

Camarades, dans son intervention, le représentant des O.S.R. d'Allemagne nous a adressé un appel. Il nous a demandé de donner le maximum de formation théorique et pratique aux cadres des sections de l'O.S.R. Quand on entend pareil appel d'un camarade d'Allemagne — appel datant d'avant le fascisme — alors qu'il existait dans ce pays des dizaines et des centaines d'écoles fonctionnant dans le territoire ; quand on sait, comme nous avons pu le constater, les efforts réalisés par nos camarades en Allemagne, leur volonté peut être encore plus grande qu'en France, de s'instruire théoriquement et pratiquement — on se rend compte combien nous devons faire d'efforts pour avoir justement avant les périodes difficiles et dans les périodes difficiles les cadres nécessaires. Il ne suffira pas de former des militants dans l'illégalité ; il faut le faire dès maintenant.

Camarades, un mot en ce qui concerne l'intervention de notre camarade lyonnais. Nous avons dit dans notre rapport que nous devons combiner les forces de travail légales et illégales ; que nous devons déjà, dans nos entreprises, dans notre mouvement, comprendre que nous aurons à faire face à des situations parfois difficiles, et que c'était pourquoi nous devons, dès maintenant, prendre toutes ces mesures. Mais notre camarade lyonnais nous a dit, après avoir rappelé l'offensive que poussent les pouvoirs publics contre les organisations des services publics, notre camarade a dit : « Il va peut-être falloir que nous travaillions dans l'illégalité. » Ah ! non, camarades ! Non, non, non. Nous ne sommes pas encore au point, dans les services publics, pour nous recroqueviller sur nous-mêmes et travailler dans l'illégalité. Quand il y a l'offensive des administrations contre nos syndicats ; quand on refuse, comme dans la S.T.C.R.P., à la C.P.D.E., de recevoir nos délégations ; quand on voit l'offensive contre nos cadres syndicaux dans

les groupes ; quand on voit s'opérer les déplacements, que veut dire cela ? Est-ce que cela veut dire que nous devons nous rejeter dans l'illégalité ? Si nous avions déjà une telle conception, forcément nous prendrions des mesures en rapport avec elle. Et nous aurions de nous-mêmes favorisé l'offensive des administrations. Certes, nous devons prendre comme partout des mesures de sécurité, c'est juste. Mais, évidemment, il ne viendra à l'esprit de personne actuellement que nous puissions admettre le point de vue développé par notre camarade lyonnais. Je veux bien reconnaître que, peut-être, cette phrase a dépassé sa pensée. Mais nous tenions cependant à la relever et justement mettre en garde nos camarades des services publics, voire même des cheminots ou des administrations, contre ce repli que nous pourrions avoir en face de l'offensive des administrations.

J'en viens maintenant au second point qui a été traité dans cette discussion.

Il y a eu deux interventions importantes sur le problème de la décentralisation : celle de notre camarade Roche et celle de notre camarade Chambon. Je veux tout de suite dire que nous ne traiterons pas les deux interventions sur le même plan. Elles ont un caractère bien différent, même quand elles arrivent à avoir certains arguments identiques.

Quel est l'argument essentiel donné par Roche et par notre camarade de Limoges ? « Il faut que les unions puissent vivre. Il faut que le permanent puisse subsister. » Dans *l'Humanité*, on a traduit, dans une formule lapidaire, que : « Il apparaît que nos camarades sont pour la décentralisation, sauf pour leur région. » Je crois que cette formule lapidaire est exacte. Elle est très juste. Notre camarade Roche n'a rien contre la décentralisation pourvu qu'on ne l'applique pas dans sa région.

Camarades, naturellement nous devons voir cet argument. Nous aurons à l'examiner. Mais vous allez tout de même tenir compte de la situation. Voici quelques réponses de syndicats favorables à la décentralisation : P.T.T., Périgord ; Enseignement, Dordogne ; Congrès de l'Union locale, Dordogne ; Sabotiers, de Brive ; Bâtiment, de Brive ; Cheminots, de Brive ; Cheminots, de Tulle ; Cheminots, d'Aubusson. Voilà déjà quelques réponses.

Tous ces camarades sont donc pour la décentralisation. Un de nos camarades cheminots dit : « Depuis quatre ans passés que je suis secrétaire du syndicat des Cheminots je n'ai vu qu'une fois le secrétaire de l'Union régionale. » Et notre camarade ajoute : « Pas d'hésitation : décentralisation. Pas de liaison dans nos organisations. » On pourrait citer comme cela une série de réponses dans la région de Limoges. Evidemment, nous ne voulons pas épouser toutes les opinions qui sont émises dans cette région.

Nous savons que même dans la Dordogne, il y a des difficultés, mais, camarades, il ne faut pas les exagérer et il ne faut pas essayer, en utilisant les fautes ou les faiblesses de nos camarades de la Dordogne, de se dresser en fait contre les principes mêmes de la décentralisation.

Notre camarade Roche est venu ici dire : La direction confédérale a violé la démocratie, etc. Pas tant de grands mots ! Notre camarade Roche fera bien de moins s'énerver quand il discute ces problèmes. Quoi ! Qu'est-ce qu'une direction confédérale ? Est-ce qu'une direction confédérale doit être à la remorque des unions régionales et des fédé-

rations ? Est-ce qu'elle n'a pas le droit et surtout le devoir d'orienter ses organisations ? Si elle ne le fait pas, ce ne sera pas une direction ; et le camarade Roche avait reproché au délégué de la C.G.T.U. qui était là-bas d'avoir présenté une résolution au Comité général.

Camarades, si le délégué de la C.G.T.U. avait imposé la résolution et dit : il faudra l'appliquer, on comprendrait qu'il y ait des critiques. Mais le délégué confédéral a le droit et le devoir de faire des propositions. On peut regretter de ne pas avoir eu le temps de consulter la Commission.

Camarades, nous savons combien, dans les régions, nous avons de difficultés, mais je ne pense pas que l'on puisse s'arrêter à une telle chose. Et puis, en réponse à la proposition que nous avons faite, qu'a proposé notre camarade Roche ? Dans une résolution, il déclarait ceci :

« Le Comité général déclare... la Commission d'une nouvelle région dans la 25^e U. R., mais pour permettre à la Dordogne de faire ses preuves de vitalité, le Comité général s'engage à couvrir les frais de propagande en dehors de la localité de Périgueux, et ceci jusqu'au prochain Congrès d'union régionale. »

Camarades, peut-on poser la question ainsi ? Vous, Dordogne, vous voulez travailler ? Bien ! Vous travaillerez sous notre coupe. Vous voulez travailler ? Bien ! Donnez vos preuves de vitalité. Et nos camarades utilisent cet argument pour expliquer qu'on ne peut pas séparer la Dordogne de la 25^e Union régionale, et elle dit à Périgueux : On n'a pas fait ceci, on n'a pas fait cela.

Camarade Roche, nous pourrions dire : dans le Syndicat des Cheminots U. F., il y a la diminution des effectifs, il n'a aucune action massive. Nous pourrions dire : le 20 décembre 1931, jour de la démonstration nationale des cheminots, il y avait 20 cheminots dans la salle et une trentaine d'ouvriers des P.T.T. Nous pourrions dire cela et bien d'autres choses encore. Mais est-ce que nous devons détailler ainsi et dire : Voilà l'Union décentralisée parce là où là il n'y a pas d'activité ou une activité fausse. Pourquoi dans telle organisation y a-t-il une activité qui n'est pas exacte ? Nous nous apercevons alors que nous avons des unions qui ne correspondent pas aux nécessités et aux possibilités. Nous précisons tout à l'heure.

Nous voulons maintenant revenir sur l'intervention du camarade Chambon.

Le camarade Chambon a écrit et dit : La crise des effectifs dans la C.G.T.U. vient du manque d'attention et parfois même de l'abandon de la défense des revendications ouvrières.

Notre camarade a répété à cette tribune : Bien des erreurs ont été commises ces dernières années, etc.

Camarades, il serait ridicule de nier tous ces faits. Nos Congrès, et ce Congrès encore, ont pu le constater. Mais voyons ! Même si on place le problème de la décentralisation sur cette base, il nous faudra rechercher pourquoi nos organisations n'ont pas eu l'activité revendicative suffisante et pourquoi, quand nous avons déclaré cette faiblesse, cette erreur, nous ne sommes pas arrivés à la corriger assez rapidement. Et nous nous apercevons alors, camarade Chambon, camarades de la VI^e Union régionale, que, dans maints endroits, vous n'avez pas pu vous rendre sur place, vous n'avez pas pu vous-mêmes, justement, aller expliquer, démontrer comment nous devons entendre l'organisation syndi-

cale, comment elle devait fonctionner ici. Il n'est pas question de juger l'activité de nos camarades, de dire : ils n'ont pas travaillé. Non ! là n'est pas le problème. Le fait, c'est qu'avec la petite C.G.T.U. que vous avez, vous n'avez pas la possibilité de diriger effectivement et pratiquement ; vous êtes contraints de bloquer vos efforts sur des points décisifs et nous le comprenons. Il n'est pas question ici de juger l'activité de telle ou telle direction régionale ; il faut comprendre que notre structure actuelle ne nous permet pas justement de donner ces efforts.

Nos camarades disent : Nous n'avons pas de cadres, mais il y a des cadres très solides de confédérés à Bordeaux.

Camarades, si on veut regarder à Lyon, dans la Loire, dans la région, on en découvrira des cadres. On n'a qu'à prendre toute l'équipe de Saint-Etienne pour ne parler que de celle-là. Je crois qu'il y en a là, des cadres. Si on prend Lyon, il y en a aussi pas mal de cadres qui peuvent aller derrière n'importe quel dirigeant départemental. Certes, nous pourrions en avoir plus et il faut nous y efforcer, mais je ne crois pas que ce soit encore là un argument.

Autre argument : Nous avons redressé notre situation. Nous avons nos effectifs qui augmentent. Bien ! nous saluons vos résultats, mais nous sommes persuadés que si vous n'aviez pas une petite C.G.T.U., mais une Union beaucoup plus réduite, vous pourriez avoir d'autres résultats avec la même orientation.

Camarades, ce n'est pas nous qui l'indiquons. Les syndiqués du textile, notamment, n'ont pas été dirigés depuis cette année. Ce n'est pas nous qui constatons que, dans les grèves du textile, nous n'avons pas pu être là au moment où les ouvriers entraient dans la bataille.

Eh bien, camarades, cela explique la situation, c'est un argument supplémentaire qui démontre qu'avec la structure actuelle vous ne pouvez pas faire tout, c'est cela qu'il faut comprendre, car vous ne pouvez pas être là, au moment voulu. Vous apprenez le mouvement quelques jours après : c'est ainsi que le mouvement de Saint-Rambert vous l'avez appris quatre ou cinq jours après par la presse.

Enfin, camarades, il y a les décisions du Comité général. Camarade Chambon, nous sommes respectueux des décisions du Comité général, ce n'est pas nous qui nous plaindrons de l'application de la démocratie syndicale, mais cette décision est-ce qu'elle est bien démocratique ? Est-ce que cette décision du Comité général, elle est conforme aux principes de la démocratie syndicale ? Comment, voilà un Comité général qui décide : Nous devons donner des ristournes aux Unions locales qui travailleront. Camarades, les Unions locales ont droit à une ristourne, elle peut être plus faible ou plus élevée, cela dépend des systèmes, mais nous ne pouvons même pas, du point de vue statutaire, conditionner l'allocation de cette ristourne à l'activité. Ce n'est pas là l'argument essentiel évidemment.

Notre camarade de Saône-et-Loire, je ne veux pas reprendre tous ses arguments, mais évidemment, il avait raison de dire à nos camarades : Si vous ne nous donnez pas les possibilités financières, vous ne nous donnez pas la possibilité de travailler.

Ce n'est pas seulement la question financière qui joue, c'est une question politique. Les camarades des Unions locales, à qui on ne donne pas de ristournes, disent : « Comment se fait-il que la région ne figure pour rien dans ce versement ? La région ne nous encourage pas ».

Camarades, je crois que les camarades de la Région lyonnaise doivent comprendre que, quand on a un Syndicat régional des Métaux rayonnant sur dix, treize, quinze localités, quand on a une région lyonnaise, quand on a une C.G.T.U., alors il faut tenir compte de la réalité. Le camarade Chambon vient dire que le syndicat des Métaux n'a pas une politique revendicative conséquente ; mais nous nous heurtons toujours au même problème : pour donner l'activité revendicative à nos organisations de base, il ne suffit pas d'écrire dans les journaux, il faut pouvoir organiser les tâches, il faut pouvoir défendre les bases, il faut pouvoir diriger pratiquement, d'une façon vivante, si je puis m'exprimer ainsi.

Or, nos camarades ne peuvent pas le faire. Et puis cette action extraordinaire du Syndicat des Métaux de Lyon a eu aussi pour effet de pomper les ressources financières, de pomper toutes les caisses syndicales.

Camarades, il nous faut comprendre ce problème essentiel qui est à la base de nos discussions sur la décentralisation.

Nous voulons réaliser cette chose : des organisations régionales, des syndicats qui soient en contact direct, précis, vivant avec les travailleurs à la base. C'est le principe même de la décentralisation.

On vient de parler de la concentration capitaliste. Evidemment, camarades, nous pourrions et nous devons en tenir compte ; mais, même si nous divisons un syndicat sur la base territoriale, cela ne nous empêche nullement, bien au contraire, d'avoir des liaisons entre les syndicats, divisés de cette façon qui rayonnent sur une base géographique et industrielle déterminée. Cela ne nous empêche pas, bien au contraire, si nous avons une division à opérer dans certaines régions, de la faire, en tenant compte précisément des conditions industrielles et aussi de prendre des mesures pour opérer toujours une liaison entre les Unions.

Il y a même des Unions régionales, actuellement, qui ont conservé entre elles des liaisons très étroites. Certes, cette liaison s'est beaucoup espacée, mais nous devons renouer une telle méthode, qui permet et qui doit permettre à nos organisations régionales d'avoir de plus grandes possibilités de travail.

La concentration industrielle, les efforts faits par la bourgeoisie pour nous chasser des entreprises, les efforts faits par la bourgeoisie pour arriver à neutraliser notre action ; c'est un argument de plus en faveur de la décentralisation ; c'est un argument de plus pour que nous opposions des efforts répétés aux efforts formidables de la bourgeoisie pour nous chasser des entreprises. Nous devons y répondre par une direction vivante, par un travail opiniâtre de la part de nos organisations régionales.

Camarades, je crois que, sur ce problème, nous avons répondu aux points essentiels.

Certes, nous ne voulons pas procéder mécaniquement, nous aurons à examiner région par région les mesures à prendre. Nous voulons ainsi assurer le congrès que la direction confédérale n'entend pas découper comme cela par région, puis dire : Voilà comment on va réaliser les choses. Non, nous ne voulons pas agir ainsi, nous voulons agir assez rapidement, mais en prenant toujours les mesures pour assurer le fonctionnement à nos Unions.

Camarades, le fonctionnement de nos Unions, cela ne veut pas dire

que nous conditionnerons toutes les mesures que nous prendrons en ce qui concerne le permanent.

Nous regrettons bien vivement que notre camarade Pujol se soit laissé entraîner hier, dans son court exposé, et n'ait pas justement donné le fruit de l'expérience à réaliser dans le Tarn et dans l'Aveyron. Ah ! certes, on pourra dire : Quand il y a une grève, il y a un renforcement du syndicat, oui, mais il y a un fait : c'est qu'il y a une Union régionale qui vient d'être décentralisée tout récemment, qui a été décentralisée sans permanent, et qui a une activité qui a déjà produit des résultats. Nous ne voulons pas encore arguer de ce résultat pour dire que partout ce sera la même chose ; mais nous considérons que déjà ces efforts réalisés, ces résultats obtenus attestent la sûreté de nos décisions à ce sujet.

Nous pouvons assurer le Congrès que nous prendrons toutes mesures pour que la décentralisation soit opérée dans les meilleures conditions, mais nous demanderons aussi à chaque militant de comprendre le souci qui nous a guidés au VI^e Congrès et dans le Comité confédéral national de 1932 : celui d'avoir des organisations régionales près des masses, près des sections d'entreprise.

Camarades, je n'ai pas pu répondre sur tous les problèmes, je l'ai déjà indiqué, mais je ne voudrais, cependant, pas quitter cette tribune sans avoir rappelé la démonstration de notre camarade Tillon. Je crois qu'il ne faut pas cacher que l'une des faiblesses de notre congrès c'est de ne pas avoir discuté sérieusement le problème des chômeurs.

Evidemment, il y a eu une Conférence nationale avant ce Congrès, dans laquelle ces problèmes ont été posés et où les délégués ont parlé de l'expérience des autres régions, des autres représentants de comités de chômeurs de l'organisation unitaire. Il n'en est pas moins vrai que notre Congrès pouvait et devait faire plus dans ce domaine.

Le camarade Doucet a posé la question des vieux chômeurs. Que devons-nous faire en ce qui les concerne ? Certes, c'est un problème délicat et qui doit nous intéresser vivement. Je dois ajouter, d'ailleurs, que c'est aussi bien aux jeunes chômeurs que nous devons penser ; à ces jeunes qui sortent de l'école à 12 ans 1/2, 13 ans, et qui ne trouvent pas de travail, à ces jeunes étudiants aussi qui ne peuvent pas non plus trouver de travail.

Je crois que le problème consiste à saisir comment, dans les Comités de chômeurs, nous devons entraîner les jeunes, les vieux, les femmes, les immigrés, les Français.

Quelles doivent être nos revendications ? Peut-être pourra-t-on trouver des revendications particulières pour les chômeurs : prime de ceci, allocation de ceci, allocation de cela. Mais nous pensons qu'une des premières revendications doit être l'inscription de tous les chômeurs au fonds de chômage, sans distinction d'âge, de sexe ni de nationalité.

C'est une des revendications sur lesquelles nous devons mobiliser et les jeunes et les adultes et les vieux.

Certes le problème n'est pas facile à résoudre. Mais cela, c'est le rôle de la direction confédérale de le rechercher. Pourquoi ne ferions-nous pas dans quelques centres décisifs où nous avons des forces et de grandes facilités, où il y a de vieux ouvriers en chômage, pourquoi ne ferions-nous pas des actions concrètes ? Pourquoi, sur la base de ces comités, ne populariserions-nous pas dans le pays la question avec une force beaucoup plus grande ?

Je ne sais quelle est la situation à Saint-Etienne. Il est possible qu'à Saint-Etienne, à Limoges et ailleurs nous puissions réaliser une telle action, ainsi que dans la Région parisienne : je crois que nous aurons à examiner ce problème.

En tout cas, la chose essentielle pour nous c'est que nous devons réclamer pour tous les chômeurs, sans distinction d'inscription, qu'il s'agisse des jeunes, des vieux ou des adultes.

Ce problème du chômage revêt une importance d'autant plus grande que, maintenant, dans le mouvement des chômeurs, nous commençons à voir le travail qui s'opère et qui est fait par la bourgeoisie. Nous commençons même à sentir parmi les chômeurs la présence de certains éléments qui pourraient favoriser la propagande du fascisme.

Il est évident que des travailleurs qui sont en chômage depuis plusieurs mois, pour ne pas dire plusieurs années, qui éprouvent tant de difficultés et tant de désillusions arrivent à se forger une mentalité spéciale, à être affaiblis non seulement physiquement, mais encore mentalement.

Si nous ne faisons pas le travail acharné en question, si nous ne sentons pas les besoins, même les plus minimes, des chômeurs, si nous ne faisons pas œuvre pour les entraîner à la lutte, il est évident qu'alors nous courons le risque de voir la propagande fasciste obtenir des résultats parmi ces camarades.

Nous avons, là encore, l'expérience de l'Allemagne, nous devons toujours nous la rappeler et je crois que, si nous considérons le danger qu'il y aurait à laisser les chômeurs en dehors de l'activité et de la lutte générales du prolétariat, nous courrions le risque de voir les chômeurs dressés contre les ouvriers occupés, quand ceux-ci entreront en lutte. Nous savons tout cela et c'est pourquoi nous demandons que, dans chaque syndicat unitaire, dans chaque union locale, on ne dédaigne pas les chômeurs.

Il faut combattre cette théorie qu'avec les chômeurs il n'y a rien à faire, que les chômeurs qui sont dans notre localité sont des chômeurs professionnels. Nous avons déjà entendu de tels raisonnements et nous devons les combattre. Ce sont nos syndicats qui doivent dresser les bases revendicatives et les bases de lutte du mouvement des chômeurs.

Le camarade Tillon, dans son rapport, a cité des exemples d'une telle mentalité.

Camarades, je ne voulais pas terminer sans tenir à souligner cette faiblesse de notre Congrès afin que, de retour dans vos unions régionales et locales, vous la combattiez dans la discussion, faiblesse dans la discussion qu'il ne faut pas avoir à constater dans la réalisation de nos tâches, car ce sont là des problèmes qui sont intimement liés à la préparation des luttes ouvrières.

Camarades, je vous demande de comprendre pourquoi, dans ce Congrès, après l'examen de la situation nationale et internationale, après avoir déterminé notre ligne de front unique, après avoir rappelé avec force que c'est surtout à la base dans les entreprises que nous devons réaliser ce front unique, si nous vous demandons, en suite de cette analyse, de vous orienter d'une façon décisive vers les sections d'entreprise, c'est parce que ce problème devient un des problèmes vitaux de notre mouvement syndical.

Nous souhaitons, nous espérons que cette discussion aura été d'une réelle utilité et que, dans les semaines et les mois qui vont s'écouler,

c'est avec persévérance et avec volonté que tous nos syndicats unitaires se dirigeront vers les entreprises pour en faire de véritables forteresses prolétariennes.

Rapport financier

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Racamond, pour quelques commentaires sur le rapport financier.

INTERVENTION DE RACAMOND

RACAMOND. — Camarades, chaque syndicat a reçu le rapport financier présenté à ce Congrès.

Il est inutile de revenir sur le détail des chiffres qui y est inclus, chaque délégué ayant pu prendre connaissance de ce rapport, de façon à pouvoir apporter les observations que son syndicat croirait devoir faire.

Je veux simplement attirer l'attention du Congrès sur la situation, non pas angoissante, mais sérieuse des finances confédérales, et surtout sur la situation des recettes et des dépenses.

En 1931, vous le voyez dans le document, il a été perçu 1.145.259 francs pour les cartes et les timbres ; en 1932, 1.048.394 francs seulement.

Ici, il faut que le Congrès se rende compte que nos organisations syndicales unitaires ont souffert sérieusement, en ce qui concerne leurs finances, de la situation économique présente et du développement du chômage. Mais, cependant, on peut constater, et nous le verrons par la suite, que si l'acheminement des cotisations perçues pour la C.G.T.U. auprès de chaque syndicat était réalisé de façon plus régulière, nous n'aurions pas dû avoir en 1932 cette légère réduction, — mais réduction cependant, — des rentrées de fonds concernant les cartes et les timbres.

Il y a une deuxième question : C'est le fonds de lutte.

En 1931, il est rentré 867.000 francs, en chiffres ronds, au fonds de lutte.

Il est bien entendu que cette rentrée assez importante avait été provoquée par le déroulement des grandes grèves du textile. Mais si nous le comparons, pourtant, aux rentrées de 1932, s'élevant à 94.864 francs, nous voyons qu'entre les deux sommes, il y a un décalage par trop fort et que l'organisation du fonds de lutte, telle qu'indiquée par notre précédent Congrès, n'a pas été comprise.

Le fonds de lutte, c'est un collectage permanent de nos organisations syndicales de fonds destinés à organiser et à assurer la solidarité pour les ouvriers en bataille. Même s'il n'y a pas eu de grandes grèves comme celles du textile, il semble bien que l'on n'ait pas eu la préoccupation d'approvisionner le fonds de lutte. Il n'y a que quelques camarades soucieux de cette caisse.

Dernièrement, nous recevions des listes d'un ouvrier du Nord, listes du fonds de lutte qu'il a fait circuler avec acharnement, et dont il envoyait le montant à la C.G.T.U., ce qui prouve que, même quand il n'y

a pas de grand mouvement gréviste, on peut assurer des ressources suffisantes.

Je dois insister sur le fait que les syndicats de la C.G.T.U. sont, à l'heure actuelle, aux prises avec des difficultés financières résultant du chômage. Par conséquent, ces difficultés sont éprouvées aux différents échelons. Les timbres de chômage partiel, qui ne font rentrer dans les caisses de la C.G.T.U. que 60 % des cotisations normales, sont à peu près uniquement utilisés dans la fédération du Sous-Sol. Dans d'autres fédérations, comme celle du Textile, il y a une quantité importante également de timbres de chômeurs partiels.

Cela doit nous indiquer qu'il est absolument indispensable que nous accentuions notre recrutement syndical de façon que les ressources disparues du fait que nous appliquons les timbres de chômeurs partiels, et même de chômeurs complets, se retrouvent par l'élargissement de nos forces.

Je veux simplement commenter, pour éclairer notre religion, les chiffres du premier semestre 1932 et ceux du premier semestre 1933.

Pour le premier semestre 1932, nous avons eu les recettes suivantes : 636.343 fr. 75 en cartes et timbres. Pour le premier semestre de 1933, les recettes s'élèvent à 494.178 fr. 10 en cartes et timbres. Il y a une différence très grande, — de près de 140.000 francs.

Cela ne s'explique pas seulement par les raisons que j'ai données tout à l'heure. Il y a aussi, et vous le verrez quand nous parlerons des dettes des fédérations, un mauvais aménagement du budget dans les fédérations et dans les syndicats, ce qui fait que les dettes augmentent et que, par conséquent, les rentrées de fonds à la trésorerie diminuent.

Pour le premier semestre de 1932, les recettes du fonds de lutte se sont élevées à 32.671 francs, et pour le premier semestre de 1933 à 73.812 francs, c'est-à-dire un peu plus que dans le premier semestre de 1932, mais pas suffisamment cependant pour dire que l'on alimente une véritable caisse de grève.

Pour vous montrer quelles sont les difficultés que nous rencontrons et comment nous devons réduire les dépenses de la C.G.T.U., et dans quels postes, je veux comparer les dépenses de ces deux semestres.

En 1932, dans le premier semestre, nous avons dépensé, pour la propagande et pour les frais de délégations, 208.296 francs ; en 1933, cette somme est réduite à 126.181 francs. Vous voyez que nous avons dû réduire nos possibilités de propagande en raison de la diminution des ressources.

En ce qui concerne les frais généraux, — ce qui doit d'ailleurs attirer votre attention, — nous avons, dans le premier semestre de 1932, 233.000 francs en chiffres ronds de frais généraux. Pour le premier semestre de 1933 : 146.000 francs.

Vous voyez également que, sur ce chapitre, la direction confédérale a appliqué des compressions sérieuses, et nous vous faisons remarquer que nous avons cependant, depuis le dernier Congrès de Magic-City, édité un Bulletin qui revient passablement cher, édité une certaine quantité de matériel très utile pour nos organisations syndicales.

Si nous examinons les dépenses, pour la M.O.I., par exemple, nous voyons 76.000 francs pour le premier semestre de 1932 ; 36.000 francs pour le premier semestre de 1933. Ainsi, nous réduisons nos dépenses,

c'est entendu, mais cela au détriment de la propagande confédérale et du bon fonctionnement de la direction.

Un poste qui est vraiment très important dans les dépenses de la C.G.T.U., c'est le poste des subventions aux Unions régionales. Quand nous avons créé les Unions régionales, nous avons décidé de donner des subventions passagères. Nous avons pensé qu'au fur et à mesure que les Unions régionales pourraient aménager leurs finances, la direction de la C.G.T.U. et le Comité confédéral retireraient cette partie importante des dépenses.

On n'a jamais réduit, jusqu'ici, ce chapitre important des dépenses. On ne peut pas le réduire, car il est indispensable d'assurer la vie des permanences d'Unions régionales, et, la plupart du temps, c'est la subvention de la C.G.T.U. qui paie les frais de permanence.

Il nous faudra revenir à cette saine pratique qui était en vigueur à une certaine période : pendant les deux années qui ont suivi sa composition et sa constitution, la C.G.T.U., tout en ayant quelques membres en plus, mais pas beaucoup, était composée de plus de 80 Unions départementales. Chaque Union départementale vivait sans aucune subvention du centre.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur le rapport de Mauvais, et de s'imaginer que nous faisons un appel en faveur du retour des Unions départementales. Il ne s'agit pas de cela. Mais lorsque nous examinons la réorganisation de notre C.G.T.U. il ne faut pas seulement penser à la réorganisation géographique, à la réorganisation dans les tâches d'organisation et de propagande des Unions régionales, mais aussi à la réorganisation financière.

Il nous faudra examiner également la question de la circulation des finances. Claveri, l'ancien trésorier de la C.G.T.U., avait posé cette question au dernier Congrès. Il avait indiqué qu'il y avait un défaut dans la circulation des fonds versés par les ouvriers, de la base jusqu'au sommet. Nous pensons que l'une des tâches qui doit être confiée par le Congrès à la Commission exécutive qui sera élue, ce sera de voir quels sont les moyens à proposer au Comité confédéral national pour assurer une meilleure réorganisation des cotisations versées par les ouvriers.

Nous avons ici quelques commentaires à apporter en ce qui concerne notre situation financière.

Au Congrès de Magic-City, la dette des fédérations s'élevait à 1.411.000 francs. Je ne veux pas vous donner les explications qui ont été fournies. Il ne s'agit pas de dettes récentes. Il s'agit de dettes anciennes qui ont été contractées dans les grandes batailles, et, pour certaines fédérations comme celle du Bâtiment, par exemple, dans la lutte qu'elle a eu à mener contre les minoritaires, contre les renégats.

Mais ce qui n'est pas admissible, c'est que d'un congrès à l'autre, les dettes soient passées de 1.411.000 francs à 1.553.000 francs. Certaines dettes — et je dois le souligner ici — sont rapidement récupérables, car elles ont été contractées par des fédérations dont les finances sont en bon équilibre. Il n'en est pas moins vrai que, même avec une trésorerie saine, ces fédérations éprouvent quelques difficultés à payer rapidement leurs dettes de l'année envers la C.G.T.U. Je pense que vous écouterez tout à l'heure l'appréciation de la Commission de contrôle à cet égard.

La Commission de contrôle vous donnera tout à l'heure l'encaisse

à jour ou à peu près — à l'avant-veille du Congrès confédéral — pour vous donner une idée de la répartition des ressources de la C.G.T.U. dans ses diverses caisses.

Voici les chiffres au 1^{er} septembre :

Dans la caisse de solidarité — caisse constituée par un prélèvement de 10 centimes sur les timbres confédéraux — il y a 79.461 francs.

Dans le fonds de luttes : 363.114 francs.

Dans la caisse administrative : 55.402 francs. Ce qui, au 1^{er} septembre 1933, donnait un total de 497.978 fr. 79, en légère diminution sur 1931, mais en redressement certain, car si nous avions eu les mêmes dépenses, nous aurions eu de plus grandes possibilités.

Nous avons essayé de faciliter la circulation des finances. Pour répondre au désir d'une certaine quantité de syndicats, nous avons consenti à percevoir les cotisations chaque semaine, en créant des timbres hebdomadaires et des cartes hebdomadaires. Cette modification a permis de vérifier plus sérieusement la perception des cotisations dans beaucoup de syndicats du Nord, où cette méthode a été appliquée.

Je ne veux pas ajouter d'autres commentaires. Il y a cependant quelque chose qui doit être décidé dans ce Congrès :

1° Dès notre rentrée, nous devons vérifier comment fonctionne notre trésorerie ;

2° Nous allons avoir une énorme bataille à engager en ce qui concerne les élections aux caisses d'assurances sociales. Avec les moyens dont dispose la trésorerie confédérale, nous n'aurions pas la possibilité de mener une bonne agitation. Il faut, par conséquent, que nous prenions au sérieux cette campagne électorale révolutionnaire, si toutefois ces deux mots peuvent être accolés. Il faut que mandat soit donné à la Commission exécutive de commencer immédiatement la grande souscription qui doit permettre de participer aux élections aux Caisses départementales d'assurances sociales avec tous les moyens d'agitation nécessaires. Cela nous permettra de vérifier l'état de notre influence. C'est là encore une obligation financière que les camarades congressistes doivent envisager.

Ceci dit, je demande aux camarades qui ont des observations à faire sur ce rapport financier, de prendre la parole le plus brièvement possible. Il est 11 heures 10. Nous avons des conférences industrielles cet après-midi, et il nous reste encore beaucoup de travail avant de lever cette séance. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE POIDEVIN

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Poidevin, rapporteur de la Commission de contrôle.

POIDEVIN, rapporteur de la Commission de contrôle. — Camarades, la Commission de contrôle confédérale élue au dernier Congrès de Magic-City a eu à se réunir deux fois depuis ce dernier Congrès, pour examiner les recettes et les dépenses de notre Centrale syndicale.

La première fois, nous nous sommes réunis en novembre dernier. Nous avons examiné les recettes et les dépenses. Je vous donne lecture tout de suite du rapport établi à cette époque à la suite de cette vérification :

La Commission de contrôle confédérale, réunie le 3 novembre 1932, à Paris, a contrôlé, jour par jour, les livres comptables et pièces justificatives des recettes et dépenses, comptes arrêtés au 3 novembre 1932.

Elle a pris connaissance de l'avoir, soit en espèces ou en portefeuille : dépôts divers en banque, actions, obligations, coopératives, chèque postal.

Elle a constaté également la parfaite tenue des livres comptables et la clarté des écritures a permis un rigoureux contrôle des divers comptes (débit ou crédit).

La Commission de contrôle est en mesure, après l'examen minutieux desdits comptes, d'affirmer la parfaite régularité des écritures, la sincérité des chiffres présentés dans le rapport financier établi par le trésorier confédéral.

Elle ajoute qu'aucune erreur n'a été relevée.

L'avoir de la C.G.T.U. s'élève au 3 septembre inclus à la somme de 453.609 fr. 61 centimes, se décomposant ainsi :

Avances I. S. R. Editions.....	193.751 25
Livret Bellevilloise	99.281 35
— B. O. P. à vue.....	2.287 »
B. O. P. à terme	33.450 »
— actions	10.250 »
Obligations Humanité	5.000 »
Pouvoirs B. O. P.....	60 »
Livret Maisons des Syndicats	73.106 80
Avances diverses	4.900 »
Espèces	27.536 50
	<hr/>
	449.622 90
Chèque postal	3.986 71
	<hr/>
AVOIR total.....	453.609 61

D'autre part, la Commission de contrôle confédérale invite les Fédérations et autres organisations ayant un solde débiteur envers la C. G. T. U. à se libérer le plus rapidement possible de leur dette.

Constata que, malgré plusieurs rappels, certaines fédérations ont encore augmenté leurs dettes de 135.000 francs.

En particulier les fédérations suivantes : Textile, Sous-Sol, Bâtiment, Métaux, Ports et Docks, Marins-Pêcheurs, Agriculture.

Certaines régions n'ont pas répondu et n'ont fait aucun versement sur les timbres de solidarité Internationale.

Exemple : 1^o, 2^o, 5^o, 6^o, 8^o, 9^o, 10^o, 12^o, 13^o, 14^o, 16^o, 17^o, 18^o, 20^o, 23^o, 24^o, 25^o, 27^o, 28^o, 29^o, 31^o régions.

Les membres contrôleurs présents signent ce rapport pour attester la sincérité des chiffres et donner quitus honorable de la bonne gestion financière du Trésorier confédéral en invitant les délégués au C. C. N. à faire, dans le cadre de leur organisation, l'effort particulier pour atténuer leurs dettes envers la C.G.T.U.

Voici maintenant le rapport qui a été établi à la suite de la dernière réunion de la Commission de contrôle confédérale, avant le présent Congrès :

Les membres de la Commission de contrôle confédérale, réunis le 21 septembre 1933, à Paris, après avoir contrôlé jour par jour les livres comptables et pièces justificatives des recettes et dépenses (comptes arrêtés au 21 septembre 1933) ;

Après avoir pris connaissance de l'avoir en espèces en portefeuille : dépôts divers en banque, actions et obligations, coopératives, chèques postaux ;

Elle a constaté également la parfaite tenue des livres comptables, la clarté des écritures a permis un rigoureux contrôle des livres, débit et crédit, ainsi que les bordereaux de recettes et dépenses.

La Commission de contrôle est en mesure, après l'examen minutieux desdits comptes, d'affirmer la parfaite régularité des écritures, sans aucune rature, la sincérité des chiffres présentés dans le rapport financier établi par le Trésorier confédéral.

Elle ajoute qu'aucune erreur n'a été relevée.

L'avoir de la C. G. T. U. s'élève au 21 septembre 1933 à la somme de : 493.635 fr. 21, se décomposant ainsi :

Livret Maisons des Syndicats	73.106 80
— Bellevilloise	93.148 15
— B.O.P. à vue	2.287 »
Bons à terme B. O. P.	33.450 »
Actions B. O. P.	10.250 »
Obligations Humanité	5.000 »
Pouvoirs B. O. P.	60 »
Avance à l'I. S. R.	134.281 80
Avances diverses	11.630 »
Espèces	15.567 30
Chèque postal	114.854 16
TOTAL.....	493.635 21

La Commission de contrôle confédérale constate que, depuis sa dernière réunion, et malgré plusieurs rappels faits à toutes les fédérations, certaines fédérations n'ont pas fait l'effort nécessaire pour se libérer envers la C. G. T. U. et qu'au contraire certaines augmentent leurs dettes.

En face des événements actuels, la Commission de contrôle fait un pressant appel au Congrès, pour que la solidarité s'accroisse, afin que nos organismes puissent faire face aux besoins de nos camarades en lutte.

Les membres contrôleurs présents signent ce rapport pour attester la sincérité des chiffres et approuvent sans réserves la bonne gestion financière du trésorier confédéral, en invitant les délégués au VII^e Congrès à faire dans le cadre de leur organisation l'effort particulier pour accentuer la bonne marche financière de la C. G. T. U.

Voici, d'autre part, le détail par fédération de la dette des fédéra-

tions, dette qui se monte, ainsi que vient de vous le dire le camarade Racamond, à 1.553.413 fr. 55 :

Agriculture	84.235 »
Alimentation	44.093 »
Bâtiment	156.238 20
Bijou	6.386 »
Bois	36.504 05
Céramique, Produits chimiques	87.073 50
Cheminots	84.421 70
Coiffeurs	14.856 35
Cuir et Peaux	42.020 20
Employés	32.343 95
Enseignement	13.646 50
Etablissements de l'Etat	31.693 »
Livre-Papier	18.821 »
Marins-Pêcheurs	55.414 55
Métaux	221.822 90
Moyens de transport	966 30
Ports et Docks	117.353 15
P. T. T.	6.007 60
Services publics	54.515 30
Sous-Sol	124.864 95
Spectacle	3.922 70
Tabacs-Allumettes	15.207 30
Textile	267.594 10
Verriers	28.732 90
Vêtement-Chapellerie	4.679 35
AU TOTAL	1.553.413 55

Certaines fédérations ont encore augmenté leur dette. Voici leurs noms et les sommes qui s'ajoutent à leur dette antérieure :

Agriculture	10.000 francs.
Alimentation	4.000 —
Bois	3.000 —
Cuir et Peaux	2.000 —
Marins-Pêcheurs	2.000 —
Métaux	12.000 —
Ports et Docks	9.000 —
Services publics	36.000 —
Textile	10.000 —
Vêtements	1.000 —

Ainsi que le déclarait tout à l'heure notre camarade Racamond, la Commission de contrôle insiste pour que toutes les fédérations envisagent sérieusement la possibilité de liquider ces dettes dans un délai aussi court que possible, car une pareille somme serait bien nécessaire à notre Centrale syndicale pour poursuivre la propagande, propagande qu'il ne lui est pas possible de faire actuellement.

D'autre part, la Commission de contrôle demande également s'il ne serait pas possible, au cours des années qui vont venir, de réunir dans un système élargi les trésoreries de certains bureaux syndicaux des

unions régionales, pour examiner en commun la possibilité d'adapter les recettes de chaque organisation, pour le mieux-être de l'ensemble de nos organisations.

LE PRÉSIDENT. — La discussion est ouverte sur le Rapport financier. Les camarades auront cinq minutes au grand maximum pour s'expliquer, vu l'heure tardive. Qui demande la parole ?

INTERVENTION D'UN DÉLÉGUÉ

UN DÉLÉGUÉ. — Camarades, il y a deux ans, au dernier Congrès de notre C. G. T. U., nous avons décidé que la C. G. T. U. ne délivrerait aucun timbre aux fédérations si ces dernières ne payaient pas ce qu'elles commandaient. De cette façon, on pensait que cela devait empêcher l'augmentation des dettes de chaque fédération vis-à-vis de la C. G. T. U.

Cependant, nous voyons aujourd'hui, à ce Congrès, que certaines fédérations ont encore accru leurs dettes. C'est donc que la décision prise n'a pas reçu son application littérale.

Evidemment, je sais qu'on ne peut être sectaire jusqu'à ce point ; il faut avoir une certaine largesse pour diverses fédérations. Néanmoins, je pense que, comme les syndicats doivent payer leurs timbres aux fédérations, en général, si ces dernières sont en mesure de payer ce qu'elles prennent à la C.G.T.U.

Je prends l'exemple de la Fédération des Mineurs, la mienne. Nous avons eu de graves difficultés, en raison des batailles qui se sont livrées en 1931, 1932 et même déjà en 1929, et qui ont pesé sur notre situation financière. Or, la Fédération des Mineurs a agi vis-à-vis de ces syndicats avec une extrême fermeté. Je prends l'exemple du Syndicat du Gard : la Fédération des mineurs s'est refusée à envoyer des timbres tant que la dernière commande n'était pas payée. Cependant, je vois que cette Fédération a augmenté sa dette vis-à-vis de la C. G. T. U. Evidemment, la Fédération peut indiquer que les syndicats ne paient pas. Mais j'indiquerai, d'autre part, que le Syndicat des Mineurs du Nord a presque liquidé totalement sa dette vis-à-vis de la Fédération et qu'il paie actuellement au fur et à mesure qu'il prend des timbres. Cependant, nous voyons que sa dette n'est pas liquidée, et qu'au contraire elle s'est accrue vis-à-vis de la C. G. T. U.

C'est donc qu'il doit y avoir dans ce domaine et deux poids et deux mesures. Aux uns on donne des timbres sans qu'ils les paient ; aux autres, on les refuse.

Je demande aux copains de prendre des mesures sur cette question, afin que cet état de choses prenne fin et que la situation financière, au prochain Congrès, soit meilleure que celle d'aujourd'hui.

INTERVENTION DE THOMAS

THOMAS (Cheminots). — Je tiens à apporter quelques précisions sur la situation financière de notre Fédération des Cheminots vis-à-vis de la C. G. T. U.

Le rapport de la Commission de contrôle indique que nous avons, à l'heure actuelle, une dette de 84.000 francs. Je dois rectifier, et marquer que, depuis le 1^{er} septembre un paiement de 25.000 francs a été effectué, ce qui réduit cette dette à 59.000 francs. Il y a lieu de marquer

la sensible amélioration qui est intervenue dans nos rapports financiers avec la C. G. T. U.

Il y a quelques années, notre dette se montait à quelques centaines de milliers de francs. Nous pouvons même ajouter qu'en réalité cette dette n'existe pas. Les 59.000 francs de dettes que nous avons en écritures tomberont dans quelques mois, à la fin de l'année, d'eux-mêmes. Nous aurons, en effet, à notre crédit une somme d'une cinquantaine de milliers de francs, provenant de la ristourne des timbres livrés à l'Alsace-Lorraine et que nous payons comptant. Nous aurons également la réduction des timbres rendus pour les cartes qui nous restent malheureusement en magasin. Ce sera donc, au contraire, en fin d'année, la C. G. T. U. qui nous devra de l'argent.

Camarades, je profite de ce que je suis à la tribune pour attirer l'attention de nos délégués de base sur la situation de leur syndicat vis-à-vis de la Fédération. En effet, les syndicats nous doivent à l'heure actuelle quelque 250.000 francs. Nos camarades comprendront toute l'importance qu'il convient de donner à ce point, en vue de régulariser leurs paiements, pour donner à leur Fédération les moyens les plus puissants qui nous permettront de faire face à la période de luttes dans laquelle nous entrerons incessamment.

INTERVENTION DE GUIMET

GUIMET. — Dans le compte rendu financier, une chose m'a un peu choqué : la dette de la Fédération des Ports et Docks. Je ne sais si ladite Fédération veut entraver encore davantage l'action de la C.G.T.U. en ne payant pas ses dettes. En tout cas, il est certain que c'est la seule Fédération qui ne devrait pas avoir de dettes à la C.G.T.U. En effet, lorsqu'on lui demande des cartes et des timbres, si on ne verse pas l'argent d'avance, elle ne donne pas le matériel, même si cet argent n'est pas encore réuni, étant donné qu'on constitue un syndicat. Or, camarades, une Fédération qui se permet d'adopter un tel point de vue (point de vue aussi sectaire) doit avoir une idée de derrière la tête. Qu'on la mette au pied du mur. Puisqu'elle exige d'avance le versement des fonds, on doit lui imposer la même condition à l'organisation centrale. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La liste des orateurs est close. En tenant compte des observations du camarade Guimet, je vais mettre le rapport financier aux voix.

REPOSE DE RACAMOND

RACAMOND. — Je n'ai pas grand'chose à dire sur les interventions qui viennent de se produire.

Je veux simplement parler de la dernière intervention, celle du camarade Guimet. La Fédération des Ports et Docks a augmenté sa dette. En maintes circonstances, nous sommes nous-mêmes obligés, pour que les membres qui veulent entrer dans la C. G. T. U. ne soient pas retenus, de passer par-dessus la tête de la Fédération des Ports et Docks et de donner des fournitures à des organisations qui n'ont pas les moyens de les payer dès qu'elles se constituent. Il en est ainsi pour la grève de la Batellerie, par exemple. Il en fut de même pour le Syndicat des Voiliers de Dunkerque. En outre, nous avons, parmi nos syndicats de la Fédération des Ports et Docks, un tel souci de toujours payer les cotisa-

tions à la direction confédérale, que certains d'entre eux nous envoient l'argent à nous, et c'est nous qui faisons la ristourne à la Fédération. Ainsi, la C. G. T. U. est payée. Dans la mesure où les syndicats tiendront à être vigilants, ils verront diminuer la dette de la Fédération.

Mais cela ne signifie pas qu'il ne doit pas y avoir, de la base au sommet, un effort pour diminuer les dettes. Parce que si les fédérations voient leurs dettes augmenter, tous les syndicats ne sont pas comme le Syndicat des mineurs du Gard. Une quantité de syndicats augmentent leurs dettes. Il faudrait que les syndicats diminuent leurs dettes, de façon que les fédérations puissent diminuer la leur vis-à-vis de la C.G.T.U.

Maintenant, pour notre camarade Thomas : j'ai dit, dans mon rapport, qu'il y a une certaine quantité de fédérations, celle des cheminots, celle des services publics, celle des P.T.T., celle des organisations du Livre, par exemple, qui ont une vie financière assez régulière, sur lesquelles nous comptons pour les rentrées des dettes. Ce qui fait que si nous examinons bien cela, camarades, nous constatons que la dette ne s'est pas accrue depuis 1931. En 1931, ces fédérations n'avaient pas cette dette. Je suis persuadé que les cheminots n'avaient pas 80.000 francs de dette en 1931. Pas davantage les services publics.

Par conséquent, il y a, non pas une grosse aggravation des dettes, mais des difficultés dans la circulation des finances, même dans ces grosses fédérations qui sont le pilier de notre organisation syndicale. *(Applaudissements.)*

LE PRÉSIDENT. — Camarades, je mets le rapport financier aux voix. *(Adopté à l'unanimité.)*

Je mets maintenant le rapport de la Commission de contrôle aux voix. *(Adopté à l'unanimité.)*

La parole est au camarade Brout, rapporteur de la Commission de modification des statuts.

Modification des statuts

INTERVENTION DE BROUT

BROUT. — Camarades, la Commission de modification des statuts désignée dans ce Congrès, vous ayant fait parvenir le projet qu'elle soumet à votre approbation, il n'y a pas utilité d'en donner lecture article par article. Nous estimons que les camarades qui ont des suggestions à apporter, ou des modifications à présenter peuvent parfaitement les faire parvenir au président, modifications et amendements qui seront soumis au Congrès.

Camarades, je veux néanmoins donner quelques explications en ce qui concerne les changements apportés dans le second texte à celui qui vous avait été prématurément adressé, concernant l'article premier qui a du reste entraîné le camarade Bouët à faire sa déclaration hier soir.

Si la Commission des statuts a modifié dans son second texte cet article, en laissant comme base constituante de la C.G.T.U. les syndicats, c'est non pas pour donner satisfaction à Bouët, mais parce que nos sections syndicales d'entreprise étant encore à l'état embryonnaire ne pouvaient constituer momentanément la cellule syndicale de notre

C.G.T.U. En ce qui concerne les interventions qui ont été faites au cours des débats sur le rapport d'activité et le rapport d'organisation développé par Mauvais, la réponse du camarade Mauvais insistant particulièrement sur la nécessité et l'urgence de travailler avec plus d'intensité donne satisfaction à la Commission des statuts qui m'avait chargé de demander au Bureau confédéral de l'appuyer et d'insister auprès des syndicats pour nous orienter d'une façon beaucoup plus active et plus sérieuse vers l'organisation des travailleurs sur la base du travail.

Camarades, nous avons aussi apporté quelques modifications à l'article concernant le temps de présence nécessaire pour être membre de la Commission exécutive de notre C.G.T.U. Nous avons mis ce délai à trois ans, en principe. Nous ne voulons pas entraver l'arrivée dans l'organe dirigeant de jeunes camarades, mais nous pensons qu'il nous faut néanmoins prendre certaines garanties avant de donner un poste responsable dans la direction de nos organisations syndicales.

Camarades, je crois que ces quelques explications vous suffiront, étant donné le court temps qui nous est imparti. Si des camarades ont des modifications à apporter, ils sont priés de les faire connaître au Bureau. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Y a-t-il des camarades qui demandent à prendre la parole sur le rapport concernant les modifications aux statuts ?

INTERVENTION DE BARJON

BARJON. — Camarades, nous ne sommes pas d'accord en ce qui concerne la suppression de l'article 7. Cela ne vous étonnera certainement pas, car je vous en ai donné les raisons tout à l'heure. Je sais que cet article 7 n'a pas empêché nos camarades à qui cela n'enlève aucun droit d'affirmer leurs opinions et même d'être candidats, mais dans nos syndicats, nous estimons que cet article 7 a sa raison d'être. Dans chaque syndicat et dans les syndicats que nous créons, il y a un article qui dit justement que les discussions politiques et religieuses sont formellement interdites. Nous pensons donc que cet article 7 doit être maintenu. Vous me direz que justement, quand il existait, il n'en était pas tenu compte. Je le regrette et c'est une critique que j'ai le droit d'apporter, et je défendrai ce point de vue devant les syndicats qui m'ont mandaté.

Camarades, il y a également un autre point dans les statuts concernant le label confédéral.

Camarades, étant du Livre, nous avons aussi le label. Nous estimons que les maisons qui ont le label syndical sont des maisons qui respectent les conditions syndicales, qui paient le tarif. Nous pensons — et je suis d'accord avec mon camarade Charbit — que là où l'on fait des éditions pour la classe ouvrière, des éditions de la C.G.T.U., des éditions, pour dire le mot, du Parti communiste, il doit être prêché d'exemple, le label syndical doit exister, et nous devons faire le travail nécessaire pour exiger que le label fédéral et confédéral soit appliqué sur les imprimés de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE PERICAT

PERICAT. — Camarades, je demanderai qu'une troisième obligation soit inscrite dans les statuts comme nos anciennes formules de la C.G.T. avant la guerre.

Vous avez un journal : *la Vie Ouvrière*. Je crois que c'est un journal

officieux et non officiel. S'il est officieux, je voudrais qu'il devienne officiel, et s'il est officiel, je demanderai qu'une troisième obligation soit imposée aux syndicats, c'est-à-dire l'abonnement obligatoire. Il y a en effet des syndicats qui ne reçoivent pas ce journal, et ne sont donc pas suffisamment au courant de l'activité confédérale. Nous avons demandé de développer dans une plus large mesure la publication des brochures, mais le journal, c'est une grande brochure.

Je ne veux pas faire perdre de temps au Congrès, mais je demanderai aux camarades s'ils ont étudié cette question.

En ce qui concerne la Commission exécutive, le délai de trois ans, j'en suis partisan.

Il faut avoir fait la preuve de son activité syndicale, il faut avoir fait la preuve de son activité fédérale pour pouvoir gérer la C.G.T.U.

Troisième observation : J'ai vu que le Comité confédéral national se réunit deux fois par an. J'ai vu que, si la réunion du Conseil national coïncide avec le Congrès, cette réunion n'a pas lieu, de sorte qu'en somme il peut arriver que le Comité confédéral national ne se réunisse qu'une fois par an.

Voici ce que je propose : Si la réunion du Conseil national coïncide avec le Congrès, le Comité confédéral national se réunira avant le Congrès, de façon que les deux réunions aient lieu. A mon avis, il est très important que le Conseil confédéral national se réunisse au moins deux fois, et même particulièrement en ce qui concerne le Congrès.

Voilà les quelques observations que j'avais à présenter sur cette question. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à notre camarade Sorin.

INTERVENTION DE SORIN

SORIN (des Cimentiers). — Je voudrais simplement demander une petite mise au point sur les statuts : Je voudrais demander à la Centrale de la C.G.T.U. si, par exemple les chômeurs qui, par suite de leur action militante, se trouvent rejetés de la production doivent payer, ou s'ils sont exonérés du timbre ? C'est la seule question que je voudrais poser.

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Brout.

REPONSE DE BROUT

BROUT. — Camarades, l'intervention de notre camarade Barjon vient de se faire jour en ce qui concerne l'article 7, qui a été purement éliminé.

Camarades, nous avons voulu donner à notre C.G.T.U. des statuts en tenant compte du développement de notre mouvement ouvrier, et l'article 7 ne correspond pas du tout au cadre que nous voulons donner à notre organisation syndicale.

Je pose la question ici aux camarades cheminots, et je leur demande si l'élection de notre camarade Midol a gêné le développement de leur fédération ?

PLUSIEURS DÉLÉGUÉS. — Au contraire.

BROUT. — Bien. Je pose ici la question aux camarades de la Région parisienne, et je leur demande si l'élection de notre camarade Monjauvis a gêné ou apporté un trouble parmi les masses ouvrières de la Région parisienne ?

PLUSIEURS DÉLÉGUÉS. — Au contraire.

BROUT. — Très bien. Nous voulons tenir compte, camarade Barjon, du développement de la situation et des perspectives.

Il est évident que cet article a donné surtout satisfaction au camarade Bouët qui, lui-même en a demandé aussi le maintien.

Pour les raisons que je viens d'indiquer et d'autres encore, qu'il serait trop long de développer, la Commission des statuts vous demande de ne pas tenir compte de l'observation faite par notre camarade Barjon.

En ce qui concerne le Comité national, camarades, il est dit :

« Le C.C.N. se réunit deux fois par an. La tenue du Congrès confédéral supprime la réunion statutaire du C.C.N. si elle devait se tenir dans la même période ».

Nous ajoutons :

« En cas de circonstances graves et sur la demande de la majorité des Fédérations et Unions régionales, le C.C.N. sera convoqué en session extraordinaire ».

Nous pensons que cela peut donner satisfaction à tous nos collègues. Il ne s'agit pas tant de dire dans les statuts : « Le Comité National se tiendra tous les trois mois », ce qu'il suffit, c'est de donner dans nos statuts la possibilité à nos organisations et au bureau confédéral de convoquer le Comité national, lorsque les besoins s'en font sentir, en dehors des sessions ordinaires et deux sessions dans l'année nous pensons que c'est suffisant.

Camarades, je ne veux pas m'expliquer sur la *Vie Ouvrière*, car cela ne concerne pas les statuts ; le Bureau confédéral répondra ; mais je voudrais, avant de quitter la tribune, insister auprès des camarades des Fédérations et des Syndicats pour qu'ils examinent également les statuts qui régissent leurs organisations, les reviser si cela est nécessaire, afin de les faire cadrer avec ceux que vient d'élaborer notre C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le rapport de la Commission de vérification des statuts.

(*Le rapport de la Commission de vérification des statuts est adopté à la majorité.*)

Avis contraires	4
Abstentions	3

LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Racamond.

La question de « La Vie Ouvrière »

INTERVENTION DE RACAMOND

RACAMOND. — Camarades, notre camarade Péricat a posé la question de la *Vie Ouvrière* en disant : « Est-ce le journal officieux de la C.G.T.U. ou le journal officiel » ?

La demande de notre camarade Péricat facilite singulièrement l'intervention que je dois faire à cette tribune. Le Comité de rédaction de la *Vie Ouvrière* a demandé au Congrès de prendre ce journal comme l'organe officiel de la C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

Je pense, camarades, que le Congrès n'y verra aucune espèce d'inconvénients, bien au contraire, et si nous ne pouvons pas tout de suite

décider que l'abonnement est obligatoire, la proposition de Péricat n'en est pas moins à retenir, pour être mise à l'étude, car-dès que vous aurez décidé que ce journal est le journal officiel, chaque syndicat doit le lire et voir là-dedans la directive, la chose officielle publiée par notre Bureau confédéral et notre Commission exécutive.

Et vous aurez ainsi le droit d'exiger de la *Vie Ouvrière* qu'elle reproduise les procès-verbaux, ou plutôt des extraits de procès-verbaux de la Commission exécutive, qu'elle donne officiellement des directives. Ce sera le journal de la C.G.T.U. Je pense que nous en ferons ainsi une arme solide pour développer notre action syndicale.

Il propose que le Président mette la proposition du Comité de rédaction aux voix et qu'elle soit adoptée par acclamation par le Congrès. (*Vifs applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de la Commission de rédaction.

(*La proposition de la Commission de rédaction est adoptée à l'unanimité.*)

LE PRÉSIDENT. — Nous demandons aux syndicats qui se sont abstenus sur la question des statuts de se faire connaître en indiquant le nombre de voix dont ils disposent.

COMMUNICATIONS DU PRÉSIDENT

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous avons quelques communications à faire au Congrès :

La V.O. nous indique que des photographies du Congrès pourront être mises à la disposition des délégués, 13, rue du Faubourg-Montmartre.

La conférence industrielle d'agriculture aura lieu, cet après-midi, à la Grange-aux-Belles.

La conférence coloniale se tiendra, à 14 heures, avenue Mathurin-Moreau.

Les Unions régionales et locales de la Région Parisienne, du Nord, de Marseille, de Bordeaux, de Lyon, de Saint-Etienne, de Rouen et du Havre sont priées de se faire représenter.

La conférence de l'Alimentation s'ouvrira à 14 h. 30 au lieu de 15 h.

La conférence industrielle Textile se tiendra avenue Mathurin-Moreau.

Nomination de la Commission exécutive

LE PRÉSIDENT. — Camarades, on va vous donner quelques explications avant que la Commission exécutive soit désignée par le Congrès. La parole est au camarade Brout.

INTERVENTION DE BROUT

BROUT (Commission des Candidatures). — Camarades, avant de vous donner la liste des camarades que nous vous présentons pour faire partie de la C.E., au nom de la Commission des Candidatures, je tiens à vous donner quelques explications.

Quelques délégués pourront être surpris de ce que nous avons décidé de réduire le nombre des membres de cette Commission. La précédente Commission exécutive comprenait 80 membres, en vertu d'une résolution du Congrès de Magic-City, mais, au cours de la gestion passée, nous

nous sommes aperçus qu'une Commission exécutive de 80 membres devenait une sorte de petit parlement où il y avait beaucoup de difficulté à faire un travail concret et à remplir le véritable rôle que doit remplir une C.E., c'est-à-dire un rôle dirigeant de l'organisation.

Nous vous soumettons donc une liste qui ne comporte que 45 membres au lieu de 80. Guidés par l'expérience de l'ancienne gestion, nous estimons, en effet, que le rôle d'une Commission exécutive n'est pas tant de discuter, d'entamer des délibérations à perte de vue sans solutions profitables.

Du fait que nous avons pu opérer cette réduction, nous avons dû aussi éliminer un certain nombre des membres de l'ancienne C.E., qui ne figurent plus sur la liste que nous vous soumettons. Il n'y a aucune suspicion à leur égard, nous leur conservons toute notre confiance, mais vous comprenez cette nécessité.

En outre, nous avons voulu appeler dans la C.E. certains nouveaux camarades jeunes afin d'opérer une liaison entre les anciens et les nouveaux éléments, permettre à ceux-ci de faire profiter notre C.E. de leur compétence, de leurs connaissances et de leur volonté de travail.

Il y a dans notre C.G.T.U. deux camarades remplissant des postes que nous avons jugé utile de faire représenter dans la Commission exécutive : ce sont les camarades Delobelle et Gautier.

Je vous donne, maintenant, connaissance de la liste des camarades que nous soumettons au Congrès pour faire partie de la Commission exécutive :

COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

Arrachard (Bâtiment).	Leclair (Transports).
Barne (Enseignement).	Le Gall (Terrassiers).
Blois (T.C.R.P.).	Lebas (Jeunes syndiqués).
Baudin (Marins).	Maurin (Métaux).
Bodineau Georgette (Vêtement).	Maury (Services publics).
Broust (Bâtiment).	Mauvais (C.P.D.E.).
Courtade (Métaux).	Monmousseau (Cheminots).
Costes (Métaux).	Midol (Cheminots).
Croizat (Métaux).	Marcel Paul (Services publics).
Deçraenne (Livre).	Parsal (Agriculteurs).
Démusois (Cheminots).	Quinet (Mineurs).
Fayet (Bois).	Racamond (Alimentation).
Fink (Produits chimiques).	Raynaud (P.T.T.).
Frachon (Métaux).	Richetta (Textile).
Galopin (Métaux).	Roux (Métro).
Gitton (Bâtiment).	Semard (Cheminots).
Gourdeaux (P.T.T.).	Simonin (Alimentation).
Greffier (Cheminots).	Tillon (Produits chimiques).
Hénaff (Bâtiment).	Timbaud (Métaux).
Kérautret (Gaz).	

Régions

Nord : Bourneton et Martha Desrumeaux.	Lyonnaise : Cellier.
Est : Perrouault.	Marseillaise : Nédélec.
	Alsace-Lorraine : Mohn.

(Cette liste, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Frachon.

INTERVENTION DE FRACHON

FRACHON. — Le Congrès a maintenant à se prononcer sur le projet de résolution publié dans la *Vie Ouvrière*.

Je dois indiquer que le fait que la Commission exécutive a discuté longtemps avant le Congrès du projet de résolution, que ce projet a été envoyé dans les syndicats plus de deux mois avant le Congrès, a facilité grandement les tâches pour l'examen et l'élaboration définitive du projet de résolution.

Jusqu'à ce jour, la Commission exécutive a reçu très peu d'observations sur ce projet.

La Commission des résolutions, réunie hier, a de nouveau examiné attentivement ce projet et les précisions qui devraient y être apportées.

La Commission des résolutions a estimé que dans son ensemble, le projet de résolution, tel qu'il a été conçu, traduit bien les discussions qui se sont déroulées dans le Congrès, et n'a fait aucune observation particulière. La ligne générale a été approuvée.

Cependant, la Commission des résolutions a pensé nécessaire d'apporter dans le chapitre premier des précisions sur la question de l'Union soviétique en raison des récents événements, du voyage d'Herriot et de ce qu'il représente, — ce qu'on a dit d'ailleurs à la tribune du Congrès, — et des attaques répétées et accentuées de la part de la social-démocratie et du réformisme.

La Commission des résolutions a pensé également nécessaire, dans ce premier chapitre, d'apporter des précisions, plus de détails et d'explications sur le plan Roosevelt, en tenant compte de ce qui est déjà exécuté là-bas, de ce que cela représente, ce que l'on a dit également à cette tribune.

Dans le chapitre II sur la situation en France, la Commission des résolutions, en approuvant l'exposé donné dans ce chapitre, a demandé que soit précisé ce chapitre, en tenant compte également des faits nouveaux.

Dans le chapitre III, quelques observations de détail ont été apportées par les camarades, en particulier sur les formes d'attaque contre les salaires, et contre les conditions de travail dans les usines.

La Commission a noté cela et en a tenu compte.

Dans le chapitre IV concernant la C.G.T. soutien de la bourgeoisie dans son offensive, il est clair que l'ensemble de ce chapitre, en conservant la ligne fondamentale qui y est incluse, devra être modifié en tenant compte des débats du Congrès de la C.G.T., qui ont précisé la position de soutien de la bourgeoisie prise par la C.G.T.

Ce chapitre sera donc le plus modifié, mais en tenant compte que les lignes fondamentales y incluses continuent à être approuvées par la Commission des résolutions.

Dans le chapitre V, « la C.G.T.U. et la lutte de la classe ouvrière », la Commission des résolutions a pensé nécessaire d'indiquer que, dans la période présente, avec la grève des bateliers, avec le mouvement des paysans, avec les manifestations des commerçants, avec la grève

générale de Strasbourg, il était nécessaire d'indiquer tous ces mouvements qui se déroulent dans des couches profondes, parfois non prolétariennes, et qui montrent le mécontentement général des masses laborieuses.

Dans le chapitre VI, une précision sur l'unité syndicale ajoute que lorsque les syndicats unitaires travaillent à la réalisation de l'unité syndicale à la base, ils ne se contentent pas de créer des syndicats uniques, mais ils font le meilleur travail pour la préparation du Congrès d'unité et de réalisation de la C.G.T. unique de lutte de classe.

Enfin, la Commission des résolutions a pensé indispensable d'apporter des améliorations dans le chapitre relatif à la lutte contre la guerre et le fascisme, en tenant compte également des événements qui se sont déroulés depuis l'élaboration du projet de résolution, en précisant de façon plus claire, plus nette, plus compréhensible pour tous les syndiqués les tâches des syndicats unitaires contre la guerre dans le mouvement d'Amsterdam et dans le comité de lutte contre le fascisme.

Voilà les observations qui sont apportées par la commission des résolutions.

La Commission des résolutions propose au Congrès que toutes ces modifications, ces améliorations à la résolution soient confiées au Bureau confédéral, qui devra, dans un laps de temps très court, mettre au point définitivement la résolution et la publier.

LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la résolution, avec les précisions apportées par le Bureau confédéral.

(La résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

Les travailleurs Sans-Dieu demandent que les camarades délégués remplissent les questionnaires et les remettent à la sortie du Congrès.

Conférence des fonctionnaires à 14 heures.

Conférence des cheminots à 14 h. 30, avenue Mathurin-Moreau.

Conférence des métallurgistes, rue du Château-d'Eau, à 14 h. 30.

Voici une note qui est parvenue au Bureau :

L'impérialisme hollandais va juger les courageux mutins du croiseur les Sept-Provinces. La magnifique révolte unissant les marins indigènes et européens, s'inspirant de l'action héroïque d'André Marty et des marins de la Mer Noire, doit être, pour tous les travailleurs un précieux exemple de front unique entre les exploités de toutes races. Le Congrès en saluant l'acte héroïque des mutins de Java, appelle tous les travailleurs à les défendre contre le sort que leur réservent les juges-bourreaux de l'impérialisme.

Vivent les mutins des Sept-Provinces !

Vive la solidarité internationale de tous les travailleurs. (Applaudissements.)

Différentes résolutions nous sont parvenues : sur les assurances sociales, sur les fonctionnaires ; une résolution sur le chômage, sur les ouvriers agricoles ; pour les femmes ; pour les jeunes ; pour la juridiction prud'homale, ainsi que sur les questions coloniales.

Les camarades des organisations ont émis ces résolutions d'accord avec le Bureau. Nous tenons à indiquer que ces résolutions seront mises aux voix, puis transmises aux organisations par la suite.

Voici une motion présentée au VII^e Congrès de la C.G.T.U. par la délégation de la XVII^e U.R. :

Pour la préparation des élections du 3 décembre aux caisses départementales des assurances sociales, pour faire de cette campagne une véritable campagne de lutte pour les revendications et de recrutement pour nos syndicats unitaires, afin que toutes nos organisations aient les indications nécessaires pour mener cette campagne, le Congrès demande à la direction confédérale :

1^o *D'éditer un bulletin d'information où seront soulignées particulièrement les lacunes de la loi en vigueur, nos revendications dans ce domaine et les indications nécessaires pour participer aux élections :*

2^o *De faire dans la mesure du possible des conférences d'information avec le concours d'un camarade des U.R.*

Le Bureau confédéral est d'accord avec une telle motion.

(La motion, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Brout.

BROUT. — Voici les décisions de la Commission en ce qui concerne la désignation du Secrétariat confédéral et du Bureau confédéral, désignation qui sera soumise à votre ratification.

Pour le Secrétariat : les camarades Monmousseau, Frachon, Racamond, Mauvais et Gitton.

Pour le Bureau confédéral, en plus du Secrétariat : les camarades Midol, Gourdeaux, Croizat, Richetta, Semard, Hénaff, Parsal, Arrachard et Georgette Bodineau.

(Adopté à l'unanimité.)

Compte rendu de délégations

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Midol. *(Applaudissements.)*

INTERVENTION DE MIDOL

MIDOL. — Camarades, je suis chargé par le Bureau confédéral de vous donner le compte rendu des différentes délégations que le Congrès avait chargées d'aller porter des protestations aux différents organismes nationaux et étrangers.

La délégation a été extrêmement rapide. Nous avons vu la police devant l'ambassade de Roumanie, devant le ministère de la Guerre et devant l'ambassade d'Allemagne.

Nous n'avons pas pu entrer à l'ambassade de Roumanie. Je suis seul entré à l'ambassade d'Allemagne. Nous avons pu, pour nos camarades alsaciens-lorrains, discuter quelques instants avec un chef de cabinet quelconque. Nous avons, bien entendu, transmis la résolution qui a été votée par le Congrès. Mais je voudrais vous indiquer tout de suite l'impression des délégations. Lorsque je suis entré à l'ambassade d'Allemagne, alors que le commissaire divisionnaire m'avait dit : « Il est interdit d'aller au delà de la loge du concierge », on m'a quand même emmené jusqu'au secrétariat. On aurait même été plus loin, paraît-il, si l'ambassadeur n'avait pas été absent.

Cela signifie que ce n'est ni la Roumanie ni l'ambassade d'Allemagne qui nous ont interdit l'entrée de l'ambassade, mais c'est le gouvernement français qui nous a empêchés d'être introduits ! (*Applaudissements. Hou ! Hou !*).

J'insiste sur ce point. En effet, devant l'ambassade de Roumanie, nous étions cinq, il y avait une quinzaine de flics devant la porte. Je fais ici appel aux camarades qui m'accompagnaient : devant l'ambassade d'Allemagne, des cordons de police. Devant le ministère de la Guerre, des cordons de police !

Un deuxième point que je voudrais souligner, c'est le suivant : Les ordres ont été donnés à 7 heures 30 du soir, ici, dans le brouhaha du Congrès. Cependant, tout le monde était prévenu à la police judiciaire. Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas d'indicateurs dans notre Congrès. Le contraire nous étonnerait. Nous ne serions pas des révolutionnaires destinés à abattre le régime s'il n'y avait pas des yeux — non de Moscou — mais du ministère de la Guerre à travers le Congrès pour savoir ce qui s'y passe. Nous ne serions pas des révolutionnaires si on ne se méfiait pas de nous, et si on ne cherchait pas à savoir ce qui se passe dans nos organisations.

Je tiens à souligner ce fait, parce que vous avez fait un excellent travail, parce que vous n'avez pas hésité, malgré cela, à agir. Et ce sera pour nous une indication : lorsque nous retournerons dans nos syndicats nous pourrions dire aux masses de la base : Nous faisons notre travail révolutionnaire. La police peut envoyer ses délégués et ses sbires, cela ne nous empêche pas, tout comme nos camarades allemands, de faire notre travail légal et même notre travail illégal. (*Applaudissements.*)

Les protestations que nous apportions ont été transmises. On nous a dit, à l'ambassade d'Allemagne, qu'on écrirait à la C.G.T.U. pour lui accuser réception d'une lettre... Je ne sais pas si cela se fera. (*Applaudissements. Rires.*)

C'est le seul résultat que nous puissions obtenir.

Je demanderai — et ce sera ma conclusion — que vous vous débarassiez un peu de ce sentiment que, sous la démocratie de Daladier, on reçoit un peu mieux les délégations, et c'est pour cela que vous êtes pendus aux basques des députés communistes pour leur demander de vous accompagner ! (*Rires. Applaudissements.*)

Je suis absolument certain, absolument convaincu que la délégation à l'ambassade d'Allemagne, était une nécessité, parce que c'est une protestation contre le gouvernement hitlérien, par solidarité avec nos camarades. J'ai été saisi, pendant ma courte carrière parlementaire, de tellement de délégations, que je me demande si les camarades, dans certains cas, n'ont pas oublié les luttes partielles à la base contre le patronat, pour s'en référer à je ne sais quelle autorité supérieure. (*Applaudissements.*)

Je demande qu'on réfléchisse à cela, et nous sommes toujours à la disposition, le Bureau confédéral et moi-même, des camarades qui viennent nous trouver, même si, avant de faire une délégation, on doit se battre dans la rue ! (*Applaudissements.*)

Contre le fascisme, contre la guerre impérialiste

GOURDEAUX. — Camarades, je viens présenter devant le Congrès une déclaration de la plus grande importance :

Nous, représentants des organisations syndicales révolutionnaires de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie, de Belgique, d'Espagne et de Tchécoslovaquie, réunis au Congrès de la C.G.T.U., après avoir considéré l'extrême gravité de la situation, la croissance du danger international du fascisme, ainsi que du danger de nouvelles guerres impérialistes (Bassin de la Sarre, Autriche, etc.) et avant tout de nouvelles provocations (Japon) et de l'agression contre l'U.R.S.S., et en même temps l'accroissement d'une vague de luttes économiques et politiques toujours plus aiguës dans les métropoles et les colonies qui, dans les points les plus faibles du front impérialiste, se transforment en soulèvements armés (Cuba), nous considérons le renforcement de luttes, de solidarité et de liaisons internationales comme l'ordre impérieux du moment.

Nous déclarons que nous redoublerons dans chaque pays nos efforts pour réaliser avec la conséquence révolutionnaire les tâches suivantes internationales les plus actuelles et importantes :

1. *Le renforcement de la solidarité internationale active, morale et matérielle pendant les grèves à la portée internationale (les dernières grèves de Pologne et de l'Espagne, de Strasbourg et de Zurich, la lutte qui s'annonce chez les mineurs belges). Une lutte impitoyable contre l'action internationale des briseurs de grèves (I.F.F. en Suède, etc.). Liaison plus étroite des luttes économiques et politiques internationales.*

2. *L'aide active au prolétariat héroïque et aux organisations syndicales révolutionnaires de l'Allemagne, par une réalisation conséquente des résolutions sur les questions de parrainage, l'aide des régions voisines de la frontière d'Allemagne, la liaison directe des syndicats et usines avec les syndicats et usines d'Allemagne, l'organisation sérieuse de collectes pour le front antifasciste. Le refus absolu de charger les bateaux sous le drapeau hitlérien, lutte contre la presse fasciste, etc. Mais avant tout la lutte contre la propre bourgeoisie et le propre impérialisme.*

L'aide active pour le prolétariat de l'Italie, de la Pologne et des autres pays fascistes.

Lutte contre le régime fasciste, instauré en Autriche, par l'organisation dans les pays voisins et en France d'un large mouvement d'aide au prolétariat autrichien, de démonstrations et de grèves, spécialement des transports.

La solidarité active avec la révolution espagnole qui mène les luttes décisives contre le gouvernement profasciste de Lerroux et contre toutes les tentatives fascistes, surtout du côté de la C.G.T.U. et du prolétariat français.

3. *Le renforcement dans les syndicats et usines de la campagne de protestation contre le procès de Leipzig, l'application et la popularisation de nouvelles et plus larges formes de lutte, démonstrations de masse, démonstrations contre les agents du gouvernement hitlérien à l'étranger, conférences et démonstrations aux frontières, et surtout les actions grévistes plus ou moins longues. Il faut élargir, renforcer et lier les manifestations de rues et les grèves de protestation (exemple Reichenberg, Tchécoslovaquie, Sarre, etc.), en développant une grande campagne internationale.*

4. *Lutte impitoyable contre toutes les manifestations du chauvinisme et du nationalisme, surtout dans les pays soi-disant démocratiques, profiteurs de Versailles, qui se servent des mots d'ordre trompeurs de lutte contre le fascisme et de la défense de la démocratie pour voiler la fascisation et la préparation de la guerre impérialiste.*

Lutte renforcée contre la xénophobie dans les pays d'immigration et contre la division de la lutte commune des frontaliers (France-Belgique, etc.).

L'accentuation considérable de lutte contre la guerre impérialiste, avant tout par le renforcement et l'élargissement du travail d'agitation et d'organisation dans les usines de guerre, dans les ports et dans les chemins de fer, ainsi qu'une liaison plus étroite de ce travail dans les pays voisins. Le renforcement de lutte pour la défense des soviets chinois et de la révolution à Cuba par un boycott de transports de guerre des pays impérialistes.

Redoublement de la lutte pour la défense de l'U.R.S.S., en démasquant toutes les manœuvres pacifistes de la bourgeoisie.

6. *Une lutte impitoyable contre l'exploitation formidable et l'oppression de peuples opprimés coloniaux qui prennent le caractère de guerre coloniale (Maroc, Annam, Indes Néerlandaises). L'aide la plus large des organisations syndicales révolutionnaires dans les métropoles, pour la création des syndicats aux colonies, lutte pour le droit de coalition, de grève, etc., aux colonies, solidarité des grèves toujours plus fréquentes, lutte pour la libération totale des colonies du joug impérialiste.*

7. *Accomplir un tournant effectif dans le travail parmi les chômeurs et la jeunesse ouvrière qui a une importance particulière pour la lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste. Populariser et réaliser les résolutions de la Conférence d'usines, du Congrès mondial de la jeunesse.*

8. *A travers les luttes, renforcement de la liaison internationale par une participation active et planifiée aux conférences des frontières et internationales, ainsi que le travail continu des comités-frontières par une liaison plus étroite des usines et syndicats, dans certains pays et surtout avec l'U.R.S.S., en luttant contre l'étroitesse nationale qui est encore forte dans le travail syndical. Le renforcement matériel et d'organisation des C.I.P. en rapport avec la décomposition des secrétariats internationaux syndicaux de la F.S.I. est une des tâches actuelles les plus importantes du mouvement révolutionnaire syndical international.*

Pour réaliser les tâches indiquées, il faut renforcer et mener la lutte contre la F.S.I. et le réformisme au sein des syndicats et de la classe ouvrière. Le Congrès de la F.S.I. à Bruxelles, le Congrès des Trade-Unions, le Congrès de sa section française, la C.G.T., ainsi que toute la pratique réformiste, démontre toujours plus clairement aux masses ouvrières que le réformisme est le principal appui de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, le principal outil pour briser ces rangs, pour développer le nationalisme et l'esprit impérialiste, pour frayer le chemin au fascisme et à la guerre impérialiste, et surtout contre l'U.R.S.S., le pays de la dictature du prolétariat victorieuse.

C'est donc avec une énergie d'autant plus grande que les organisations syndicales révolutionnaires doivent travailler pour gagner les ouvriers des syndicats réformistes et autres pour la lutte, l'idéologie révolutionnaire et la solidarité internationale. (Vifs applaudissements.)

DISCOURS DE CLOTURE PRONONCE PAR GITTON SECRETARE DE LA C.G.T.U.

Nous arrivons au terme de nos travaux. Dans une autre salle se tient le Congrès de la centrale syndicale qui fait face à la nôtre. Les deux Congrès s'achèvent. Il s'agit de faire le point et de voir comment ces deux Congrès ont répondu aux préoccupations de la classe ouvrière.

Dans quelle situation avons-nous siégé ? Au milieu d'une offensive violente du capital contre le niveau de vie et les conditions de travail de la classe ouvrière ; au milieu d'une vague de nationalisme déchainé, à l'approche d'une guerre et (j'y insiste), au milieu de l'activité croissante des masses travailleuses à travers le monde entier. Grèves de masse dans tous les pays du monde capitaliste ; mouvements de libération dans certains autres pays, dont Cuba est présentement l'exemple. Enfin l'U.R.S.S., dont les pays capitalistes doivent reconnaître la force grandissante et la volonté de paix, mais contre laquelle croît cependant le danger d'agression.

Dans une telle situation, que veut la classe ouvrière ? Elle veut sortir de sa situation de misère, elle ne veut pas connaître le fascisme et la guerre impérialiste et elle sait que pour ne pas connaître ces choses, il lui faut battre la bourgeoisie.

C'est dans un tel moment que les deux Congrès se sont réunis et ont discuté.

Les deux Congrès

Est-ce que le Congrès de la C.G.T. réformiste a répondu aux aspirations de cette classe ouvrière ? Qu'a-t-on fait dans ce Congrès ? Les préoccupations immédiates des ouvriers ont été délaissées. Certes, il ne faudrait pas croire que le Congrès de la C.G.T., que les chefs réformistes ne se préoccupent pas des revendications immédiates. S'ils s'en occupent beaucoup, et c'est dans leur rôle, c'est pour briser, pour essayer d'entraver le développement de la lutte revendicative de la classe ouvrière.

C'est Jouhaux qui disait dans un discours :

« *Les revendications immédiates, ah ! ce sont de bien petites choses en face des grands événements internationaux que nous vivons* ». Nous avons répondu autrement dans notre Congrès ; nous avons dit qu'une telle affirmation n'est possible, qu'une telle conception séparant les besoins quotidiens de la classe ouvrière de la situation internationale n'est possible que chez ceux dont le souci est de sauvegarder le régime bourgeois.

Mais la C.G.T. s'effraie ; elle connaît sa mission. Elle sait qu'elle est appelée à sombrer avec ce régime de misère et de sang parce qu'elle a partie liée avec lui. Son grand souci est de retenir, de réduire la volonté des masses qui luttent pour leurs revendications, contre le fascisme et la guerre impérialiste. Elle sent que sa tâche devient sans cesse plus difficile en raison de l'action de la C.G.T.U. s'appuyant sur le processus de radicalisation des masses ouvrières. Soucieuse de sa tâche et de ses difficultés, elle fait appel à la compréhension du patronat, de la bourgeoisie, eux-mêmes préoccupés par la défense de leur régime d'exploitation. Elle crée dans son sein des organismes qui, dit-elle,

seront appelés à se substituer au système économique du capitalisme défailant.

Dans ces organismes, véritables laboratoires, on élabore les grandes duperies à l'aide desquelles on tentera de tromper la classe ouvrière. Or, le Congrès de la C.G.T. est rempli de ces duperies ! Il présente comme une panacée un plan de travaux publics nationaux et internationaux et Jouhaux déclare *« n'avoir aucun doute sur la valeur de cette conception et la possibilité de réaliser ainsi une partie des revendications des travailleurs en réintroduisant une capacité de consommation dans une circulation appauvrie »*.

L'expérience viendra détruire cette affirmation.

Une seule route : celle de l'Union Soviétique

Les chefs réformistes s'accrochent au plan de Roosevelt, au « Plan des Cerveaux », qui leur paraît de nature à enrayer l'aggravation de la crise du régime capitaliste dans le pays le plus industriel du monde.

Racamond, dans son rapport d'activité, a montré ce qu'était le Plan Roosevelt, qui va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Roosevelt est l'homme de la grande bourgeoisie, il veut tenter de sauver de sa perte le régime capitaliste. Roosevelt, aux Etats-Unis, veut, comme tous les hommes d'Etat de la bourgeoisie, défendre les intérêts de classe des exploités et des privilégiés.

Pour mettre fin à la crise capitaliste, pour que cesse la misère dans les pays capitalistes, il n'est qu'une seule route : celle de l'Union soviétique, ce pays sans crise et sans chômage, grâce à son système économique basé sur des principes de classe.

C'est pourquoi nous avons indiqué, dans notre VII^e Congrès, que tous ceux qui essaient de tromper la classe ouvrière ne peuvent être autre chose que des serviteurs du régime bourgeois.

En ce qui concerne le fascisme et la guerre, résumant les critiques apportées à la tribune, critiques reflétant plus ou moins fidèlement la volonté de la base confédérée, rejetant avec force les objurgations venant de la base, le maître de la C.G.T., par la grâce de la bourgeoisie, a décidé qu'il continuerait à siéger à Genève.

Le fascisme et la guerre

Les chefs réformistes parlent de lutte contre le fascisme et la guerre, mais ils entendent mener cette « lutte » dans le cadre de la S.D.N. dont chacun sait qu'elle représente particulièrement la politique des pays vainqueurs. Chacun sait qu'elle ne peut empêcher la guerre, en Chine, au Maroc, qu'elle ne peut agir contre les Etats-Unis et l'Angleterre, qui suscitent presque en permanence des conflits dans l'Amérique du Sud.

C'est, cependant, à cette Société des Nations que les chefs réformistes s'en remettent pour lutter contre le fascisme et la guerre !

On détourne les ouvriers français de l'unité syndicale de classe, on tente de les coller davantage à la bourgeoisie que l'on qualifie de « démocratie » et on leur demande de lutter sur la base d'un nationalisme qui respire la guerre, contre le fascisme en Allemagne et en Autriche.

Nous sommes, nous, les unitaires, pour l'action en faveur de nos frères d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne, mais cette action, c'est

une action de classe, indépendante, directe, liée à la lutte du prolétariat pour ses revendications immédiates et contre sa bourgeoisie nationale.

Nous l'avons souligné dans ce Congrès, particulièrement avec les interventions de Monmousseau, de Semard, du délégué de notre I.S.R. et de notre camarade représentant l'O.S.R. d'Allemagne, qui lutte courageusement contre Hitler, alors que la C.G.T. abandonne ses syndicats aux mains du fascisme. Sous prétexte d'action contre le fascisme, on a parlé dans le Congrès de la C.G.T. de lutte contre la dictature. Chacun comprend ce que cela veut dire.

Quand on a sous les yeux les expériences de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Espagne, on saisit que le but de la digression de la C.G.T. réformiste, en raison de ses liens avec la bourgeoisie, est d'entraîner le prolétariat dans la capitulation devant le fascisme de la manière la plus criminelle.

Mais la C.G.T. entend revendiquer la tête de la lutte contre-révolutionnaire, contre la dictature du prolétariat, garantie de l'émancipation totale du prolétariat et de la construction socialiste.

Nous sommes sûrs, et nous nous y emploierons, que pas un ouvrier confédéré, digne de sa classe, ne participera à ce crime monstrueux.

Tel est le bilan du Congrès de la C.G.T. à l'égard du prolétariat. On peut dire que, dans ce Congrès, les dirigeants de la C.G.T. ont fait un grand pas en avant pour permettre à la bourgeoisie de réaliser ses plans de misère, de fascisme et de guerre. Les chefs réformistes ont tout fait pour remplir leur rôle social. Leur Congrès veut pousser plus loin la classe ouvrière dans la voie de la bourgeoisie et, pour essayer de justifier cette politique infâme, alors ils insultent la classe ouvrière.

Jouhaux insulte la classe ouvrière

C'est Jouhaux qui a dit dans son discours, offensant sans vergogne la vérité :

« Je suis bien obligé de rappeler que, lorsque le Bureau confédéral vient au Comité national et à la Commission administrative demander qu'une décision d'action effective soit prise, et indiquer que cette décision devait trouver son application à une date déterminée, lorsqu'il demandait aux militants responsables de préparer l'organisation indispensable à la réussite, que répondaient ces militants : Nous ne pouvons pas, il est impossible de demander à nos éléments de faire la grève.

« C'est là la réponse devant laquelle nous nous sommes trouvés ».

Cette réponse, camarades, elle est celle des chefs réformistes, mais la réponse des travailleurs est toute différente. En février 1933, et ils l'ont prouvé, les fonctionnaires voulaient l'action ; c'est l'état-major réformiste, de mèche avec le gouvernement de gauche, qui les a trahis.

Nous repoussons avec indignation de telles calomnies contre la classe ouvrière, dont les exemples héroïques foisonnent à travers le monde.

C'est Strasbourg, ce sont les grèves des bateliers en France, c'est Cuba, c'est l'Indochine, c'est Dimitrov, ce héros entre les héros. (*Vifs applaudissements.*)

Ce sont ces millions d'ouvriers et de paysans de l'U.R.S.S. qui donnent un exemple unique dans toute l'histoire humaine, édifiant la société nouvelle et transformant les conditions du monde entier. (*Applaudissements.*)

Ces actions, loin d'être « meurtrières », comme le prétend le secrétaire de la C.G.T., sont au contraire la voie sur laquelle la classe ouvrière doit s'engager pour aboutir au succès. En dehors de cette voie, il n'y a que celle de la capitulation, de la trahison des intérêts de classe du prolétariat ; c'est la voie réformiste, c'est celle exigée par les intérêts de la bourgeoisie.

Une politique de scission

Et que fait la C.G.T. pour remplir sa tâche ? Ah ! camarades, jetons un coup d'œil encore sur leur Congrès. Si l'on a banni les discussions sur les revendications, la lutte économique de la classe ouvrière, on a en même temps renforcé la politique de division et de scission.

Jouhaux s'en tient à la résolution scissionniste de Japy ; il ne veut pas de l'unité de classe, car, comme il le dit si bien, ce serait prendre la route contraire au but qu'il poursuit.

Jouhaux est contre l'unité ; il n'accepte que la soumission à une politique, celle de la bourgeoisie. Il n'admet que l'unité dans la collaboration des classes. Pour s'en rendre compte, il suffit de s'en référer aux apostrophes méprisantes qu'il décocha aux ex-unitaires. Dans la C.G.T., il n'y a pas de place pour la critique. Jouhaux le leur signifie sans ambage. Oubliant les lézardes qui se dessinent dans sa « vieille maison », bien loin de grouper le nombre d'adhérents indiqué par la presse bourgeoise, Jouhaux a déclaré :

« Notre vieille maison, elle est restée debout pour vous abriter, le jour où il vous plairait d'y revenir. Mais dès le jour où vous y êtes entrés, avant même d'avoir vécu la vie confédérale, vous gravissez les degrés de cette tribune pour venir critiquer une action à laquelle vous n'avez pas participé ».

Pauvre Chambelland qui vantait quelques heures auparavant, avec son ami Arnaud, l'atmosphère respirable de la C.G.T. ! (*Rires et applaudissements.*)

Jouhaux les rappelle aux lois de l'hospitalité. Il semble ne même pas tenir compte des services que Chambelland s'apprête à lui rendre, au moment même où grandit le mécontentement des ouvriers confédérés contre la politique de la présence.

Demain, Chambelland tentera, avec ses collègues de feu le « Comité des 22 » de canaliser cette opposition à la collaboration des classes.

Mais Jouhaux n'a que mépris pour les ex-minoritaires de la C.G.T.U. passés à la C.G.T. Sans doute est-ce là la juste rançon de leur trahison !

Le rappel aux « convenances »

Jouhaux s'est trouvé indigné qu'à la tribune du Congrès certains aient déclaré :

« Si nous voulons réaliser l'unité, il ne faut pas que nous apparaissions moins révolutionnaires que les militants de la C.G.T.U. »

De telles déclarations ne sont pas permises dans la C.G.T. et Jouhaux, tourné vers ces audacieux, les a rappelés aux justes convenances.

« Ce révolutionnarisme-là, dit-il, vous l'avez condamné ! Par conséquent, vous ne pouvez pas nous demander, et nous ne pouvons pas accepter de nous diriger dans une voie que vous-mêmes avez condamnée. Par conséquent, le « coup de barre à gauche » ne signifie pas grand'

chose ; à mes yeux, même, il n'a aucune signification dans notre activité ».

Qu'en pensez-vous, syndiqués unitaires à la Fédération de l'Enseignement et à la Fédération des Ports et Docks ?

L'unité ? Jouhaux ne l'accepte que dans la C.G.T. Mais une fois qu'on s'y trouve, cela signifie : abandon de la lutte des classes, par conséquent renforcement de la collaboration des classes, renforcement de la trahison des revendications ouvrières.

La démocratie syndicale n'existe qu'à la condition de ne pas vouloir modifier d'un iota la politique fondamentale de la C.G.T.

Nous voilà fixés. Et remercions Jouhaux de nous l'avoir dit avec autant de précision.

A vous Serret, Dommanget, s'il vous plaît de jouer le rôle des bourgeois de Calais !... Quant à nous, nous voulons vaincre le réformisme et la collaboration des classes. Nous voulons unir les ouvriers confédérés et unitaires dans la lutte contre le patronat, le fascisme et la guerre impérialiste.

Aux camarades de la Fédération autonome des fonctionnaires

Et je m'adresse aussi de cette tribune aux camarades de la Fédération autonome des fonctionnaires. Dites-moi, vous avez toujours conçu votre Fédération comme la charnière entre la C.G.T.U. et la C.G.T. ? Vous vous nourrissez de beaucoup d'illusions en supposant qu'il soit possible de forger une charnière susceptible d'unir la lutte de classe et la collaboration de classe.

Vous avez vu les deux Congrès, celui de la C.G.T. et celui de la C.G.T.U. Camarades de la Fédération autonome, je crois que l'heure de choisir est venue.

Il vous faut choisir, et nous vous demandons de bien choisir. Il y a deux routes qui s'offrent à vous : celle de la capitulation ou celle de la lutte victorieuse. Celle de la capitulation est donnée par le Congrès de la C.G.T. Celle de la lutte victorieuse est donnée par le Congrès de la C.G.T.U. C'est avec nous qu'il faut venir pour la lutte commune pour vos revendications. (*Applaudissements.*)

En ce moment, où la bourgeoisie, aidée des chefs réformistes, prépare tout son arsenal de guerre, il est du devoir de la classe ouvrière de rassembler son armée pour passer à l'offensive.

Pour cela, nous sommes prêts, et nous faisons appel à tous les ouvriers confédérés, à tous nos camarades autonomes, à toute la classe ouvrière. C'est là la ligne de notre VII^e Congrès.

Les leçons du Congrès de la C.G.T.

Les leçons du Congrès de la C.G.T., on peut les résumer de la façon suivante :

1° La collaboration des classes continue plus que jamais ;

2° Si le mécontentement augmente dans les rangs de la C.G.T., alors, des gens comme Chambelland et autres essaieront d'arrêter en cours de route, ce mouvement de mécontentement, pour que l'ouvrier reste la proie du réformisme. Et, s'il le faut, les dirigeants de la C.G.T. feront de grands discours apparemment menaçants pour la bourgeoisie. Ils se livreront à des actes trompeurs, sans portée véritable contre les intérêts du patronat ;

3° Ils essaieront d'entraîner davantage encore les ouvriers confédérés et la classe ouvrière dans la vague chauvine nécessaire à la bourgeoisie pour aller vers le fascisme et pour faire sa guerre impérialiste ;

4° C'est la lutte acharnée contre le front unique et le mouvement révolutionnaire. C'est le renforcement des attaques et des calomnies contre l'Union Soviétique luttant pied à pied pour la paix.

Mais il est apparu, dans le Congrès de la C.G.T., les reflets du mécontentement qui se manifeste dans les syndicats confédérés. Ce mécontentement est propice à l'action commune puisqu'il s'oppose à la collaboration des classes.

Si nous comprenons notre tâche avec les ouvriers confédérés, nous briserons la résolution de Japy et nous ferons la véritable unité syndicale de classe.

La réponse de la C.G.T.U.

Le Congrès de la C.G.T.U. a donné une note tout à fait opposée à celle de la C.G.T. Elle a répondu aux préoccupations du prolétariat de ce pays. Chez nous, qu'avons-nous fait ? Au premier plan, les revendications et les luttes économiques de la classe ouvrière.

On a essayé de nous ridiculiser. On nous a traités de vulgaires réformistes. Voyons, camarades, est-ce que c'est à cela qu'on mesure le réformisme et qu'on le distingue de la lutte des classes ? Nous avons une conception de la lutte revendicative. Nous sommes des révolutionnaires et, j'ajouterai, des marxistes. Nous savons que le chaînon qui entraîne les larges masses à l'assaut de la citadelle capitaliste, c'est la petite revendication qui soulève les travailleurs en commun, dans un atelier, dans une usine, dans une industrie. (*Vifs applaudissements.*)

Et quand nous menons cette bataille pour la défense du morceau de pain, jamais nous ne perdons de vue les perspectives révolutionnaires. Nous savons — c'est Marx qui nous l'a enseigné — que c'est au cours des luttes les plus minimes jusqu'aux plus grandes, c'est au cours des grèves que les prolétaires s'organisent en tant que classe indépendante.

Les chefs réformistes, justement, ont peur de cela. A la pensée de voir se réaliser ce bloc de classe, ils sont saisis, comme disait Marx, « d'une crainte réelle ».

Rappelant une citation d'Engels, nous savons que :

« La situation de la classe ouvrière est la véritable base et le point de départ de tous les mouvements sociaux de l'époque contemporaine ».

Pour nous, c'est clair, et cela explique pourquoi les réformistes interviennent avec leur politique de moindre mal, pour empêcher ce développement normal de la classe ouvrière et la victoire révolutionnaire. Cela fait mieux comprendre l'utilité pour la bourgeoisie d'avoir à sa disposition une C.G.T. réformiste.

C'est avec elle que la bourgeoisie essaie d'entraver cette lutte du prolétariat et ce que les réformistes croient une calomnie constitue notre fierté. Nous sommes heureux qu'on reconnaisse publiquement que la C.G.T.U. est à la tête de la lutte pour les revendications quotidiennes de la classe ouvrière. (*Vifs applaudissements.*)

Nous sommes seuls à lutter énergiquement pour toutes les revendications de la classe ouvrière. Demain, nous serons aux côtés de l'insti-

tuteur confédéré pour le défendre contre le gouvernement de gauche, soutenu par le parti socialiste et venu au pouvoir à la suite de l'appui donné par la Fédération des fonctionnaires dans la campagne électorale de 1932. Nous serons à ses côtés et ce que nous pouvons déjà lui dire, c'est que nous, nous irons jusqu'au bout avec lui, nous ne le lâcherons pas alors que ses dirigeants essaieront de le poignarder.

Notre bilan n'est sans doute pas tel que nous le voudrions. C'est pourquoi ce Congrès s'est efforcé de rechercher les moyens les meilleurs qui nous permettront d'augmenter la somme positive du prochain bilan. Notre Congrès a pris pour cela des mesures ; il a discuté des salaires, parce qu'il ne veut pas voir baisser le niveau de vie de la classe ouvrière ; il a discuté de la diminution de la journée de travail, non pas en mettant au premier plan la lutte contre la rationalisation capitaliste qui fait que les jours de l'ouvrier sont constamment en danger et que, de plus en plus, il est victime des maladies et des accidents.

Nous nous sommes occupés des Assurances Sociales ; une commission a siégé, elle vous a indiqué la route à suivre concernant les prochaines élections. Nous devons nous engager dans la bataille pour faire parvenir à la Direction des caisses primaires les camarades unitaires, les bons ouvriers révolutionnaires où ils défendront les intérêts de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

Deux tâches primordiales : la conquête de la jeunesse et des chômeurs

Nous nous sommes occupés du mouvement des chômeurs. Nous nous sommes préoccupés de la défense des chômeurs dans la Conférence nationale qui a précédé ce Congrès, puis dans le Congrès lui-même.

Il faut, à ce point de vue, que nous mettions rapidement fin à nos faiblesses et que nous considérions qu'il ne suffit pas toujours de parler contre le fascisme, mais que notre tâche est de lui soustraire les éléments les plus influençables, les chômeurs et la jeunesse ouvrière.

Pour les jeunes ouvriers, le problème ne peut pas être posé à égalité, comparativement à certaines catégories.

Celui qui aura la jeunesse aura la victoire. C'est la génération de l'avenir. C'est celle qui peut nous permettre de faire la révolution prolétarienne. Si nous l'abandonnions, elle pourrait être influencée par le fascisme.

Camarades des syndicats, par votre action revendicative, vous devez vous tenir tout près des apprentis, des jeunes manœuvres, des jeunes ouvriers. Il faut considérer qu'à l'heure présente, la conquête de la jeunesse est une de nos tâches principales. (*Applaudissements.*)

Nous nous sommes occupés de la main-d'œuvre immigrée, du problème des frontaliers — face à la politique nationaliste pratiquée par la C.G.T. et les dirigeants réformistes.

Nous nous sommes occupés des ouvriers agricoles, catégorie trop délaissée jusqu'alors.

Savez-vous qu'il suffirait, à l'heure actuelle, que chacun de nous aille faire une seule réunion dans les plus petites bourgades pour que, dans quelques mois, nous ayons un millier de syndicats agricoles ?

L'ouvrier agricole, comme le petit paysan, devient de plus en plus attentif à nos propositions, parce qu'il devient de plus en plus méfiant

à l'égard des organisations bourgeoises et de la social-démocratie qui l'ont si ignominieusement dupé.

Nous serions des lâches si nous ne savions mettre à profit la situation pour que les petits paysans et les ouvriers agricoles deviennent les alliés nécessaires du prolétariat industriel, garantie du triomphe de notre cause révolutionnaire.

Nous nous sommes occupés aussi des fonctionnaires et de l'attaque qui vient pour le mois d'octobre. Ici, nous ne ferons pas comme au Congrès de la C.G.T. Nous n'essaierons pas de diviser industrie privée et fonctionnaires. Ils sont de la même classe ; leurs intérêts sont communs. Quand on défait la bourgeoisie sur un terrain, c'est une victoire générale pour l'ensemble du prolétariat. Nous disons à nos camarades : la lutte pour la défense des revendications des fonctionnaires est de plus en plus liée à la lutte dans l'industrie privée. Et n'oubliez pas, dans l'action que vous allez entreprendre, que dans les projets gouvernementaux, il ne s'agit pas seulement de la diminution des traitements, de l'attaque contre tous les avantages acquis, mais il s'agit aussi de milliards d'impôts nouveaux et de toute une série de dispositions qui frapperont la totalité des masses laborieuses.

Nos conférences industrielles qui se réunissent cet après-midi fixeront, en rapport avec cela, leurs tâches les plus immédiates.

Front unique et unité syndicale

On peut dire que nos débats ont été dominés par les questions de front unique et d'unité syndicale. Je ne reviendrai pas sur le rapport de Benoît Frachon. Il a été suffisamment clair et documenté. Je veux seulement rappeler, sur la fin de ce Congrès, quelques principes essentiels, à savoir : que le front unique, c'est l'action, et qu'avant tout il doit se réaliser à la base, dans les entreprises. Deuxièmement, il ne faut, à aucun moment, céder aux pressions de l'ennemi, mais au contraire faire le front unique en clarifiant les problèmes politiques, en menant la lutte la plus acharnée contre la C.G.T. réformiste et ses dirigeants qui sont le principal soutien social de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Il faut rappeler que nous nous sommes prononcés ici, sans détours, pour l'unité syndicale à la base.

Oui, c'est à la base que se réalisera l'unité syndicale. L'entente est impossible entre la C.G.T. et la C.G.T.U. parce que, comme je l'indiquais pour la Fédération autonome des fonctionnaires, aucune charnière ne peut lier les deux centrales. Mais les travailleurs sont pour l'unité syndicale de classe. Chaque lutte doit être mise à profit par nous pour avancer dans la voie du mouvement syndical unique, en créant chaque fois que cela est possible le syndicat unique des travailleurs de la corporation.

Nous ne mettrons aucune entrave, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une telle unité. L'essentiel, ce à quoi nous tiendrons la main, c'est qu'elle se réalise sur la base de la lutte des classes. C'est là la seule, l'unique condition que nous mettrons à la réalisation de cette unité.

Nous nous sommes préoccupés particulièrement dans ce Congrès de l'ouvrier confédéré qu'il nous faut gagner à notre lutte commune. Nous nous sommes préoccupés de la création de l'opposition dans les syndicats confédérés et autres, opposition large, opposition de masse dont le point de départ doit être le plus petit mécontentement existant

dans ces syndicats, et qui surgira, qui s'élèvera au fur et à mesure du développement de nos propres luttes, et de l'aide politique et pratique que nous apporterons à ces camarades des autres organisations.

Les sections syndicales d'entreprise et les bases multiples

Pour que nous puissions réaliser cela, il faut, et ce fut le but essentiel du rapport de Mauvais, une organisation solide, susceptible de résister à tous les assauts de la bourgeoisie, de maintenir en toutes circonstances le contact avec l'ouvrier et de le défendre quelles que soient les conditions de la lutte.

Ce travail réside dans la constitution de nos sections syndicales et leur fonctionnement pratique, sections syndicales ayant une vie véritable dans l'entreprise, étudiant les revendications des travailleurs de l'entreprise, réunissant les ouvriers par des moyens et dans des formes qui tiennent compte du processus du mouvement de masse et de la répression patronale.

Ce sont là les conditions de la réalisation de notre tactique, ce sont les conditions de la conquête de la majorité de la classe ouvrière et de la résistance victorieuse aux mouvements fascistes qui se dessinent.

Ce sont aussi les bases multiples nécessaires au syndicat unitaire pour qu'il ne soit pas seulement un organe pour la grève, mais devienne vraiment l'organisation permanente dans laquelle les ouvriers trouvent tous les concours nécessaires à leur défense quotidienne dans le domaine général comme sur les points les plus particuliers.

Seule, la lutte de classes repoussera le fascisme

Notre Congrès a fait une large place à la lutte contre le fascisme et contre la guerre. Nous avons une autre position, vous le pensez bien, que la C.G.T.

Nous ne faisons pas appel au gouvernement français, au gouvernement impérialiste pour empêcher le fascisme de pénétrer et se développer en Autriche, alors que ce même gouvernement laisse se développer tout naturellement chez lui la propagande la plus chauvine, la plus nationaliste et d'un caractère nettement fasciste. Nous nous en remettons à la lutte des classes et nous disons :

« C'est d'abord en luttant dans notre propre pays, en défendant les revendications des ouvriers, ici, en France, que nous pouvons vraiment apporter le soutien nécessaire à nos camarades des autres pays en lutte contre la dictature fasciste ».

Notre action de solidarité internationale, elle est directement liée à la lutte revendicative quotidienne contre notre patronat.

Je veux rappeler brièvement ce qu'il convient de réaliser pour soutenir nos frères d'Allemagne et d'Autriche.

C'est une de nos tâches les plus urgentes. Dès notre rentrée dans nos syndicats, il s'agit d'utiliser toutes les formes pour susciter un puissant courant de protestation, un vaste mouvement de manifestations contre l'odieux procès de Leipzig, contre le terrorisme hitlérien, contre la montée du fascisme en Autriche.

Il faut provoquer toutes les protestations : vote d'ordres du jour dans les usines, organisation de meeting sur meeting, manifestation sur manifestation, en utilisant chaque fait concret, dans notre propre localité, dans chaque usine, susceptible de soulever les ouvriers intéressés.

Il faut qu'à votre retour, l'ambassade d'Allemagne soit inondée de télégrammes, qu'il en soit adressé au tribunal de Leipzig. Il faut qu'autour de nos vaillants camarades s'organise un mouvement irrésistible de solidarité internationale du prolétariat. (*Applaudissements.*)

Au Congrès de la C.G.T.U. : Homogénéité.

Au Congrès de la C.G.T. : Les divisions se développent.

Notre Congrès a siégé sous le signe de l'homogénéité. A part quelques notes discordantes du côté de certains dirigeants de la Fédération de l'Enseignement et de la Fédération des Ports et Docks, on peut dire que notre Congrès représente le bloc d'une homogénéité jusque-là inconnue. Jamais, nous n'avions encore rencontré dans la C.G.T.U. un Congrès aussi uni, aussi décidé à mener l'action sur la plate-forme juste de la C.G.T.U. C'est là ce que nous réalisons dans une période particulièrement grave pour l'ensemble du prolétariat.

Mais chez eux, à la C.G.T., regardez les divisions éclater de tous côtés, divisions qui se développeront, parce que la C.G.T., en raison même de sa politique, contient en elle une contradiction fondamentale, contradiction qui fait que, dans cette organisation, se heurtent la collaboration des classes représentée par les dirigeants et la lutte de classes représentée par la masse des ouvriers.

Ici, nous avons reçu nos camarades représentant les organisations sœurs des différents pays dans un grand enthousiasme. Nous avons particulièrement salué nos camarades tchécoslovaques, de l'opposition de l'Allemagne, notre camarade d'Espagne.

Au Palais de la Mutualité, il en a été tout autrement, et le chien fidèle de la bourgeoisie espagnole, Besteiro, a été sifflé, hué, traité d'assassin en plein Congrès de la C.G.T. (*Applaudissements.*)

Contre le fascisme, chez nous, position de classe, chez eux, les néo-socialistes peuvent parler en toute liberté. Ménard n'est pas interrompu dans le développement des théories de Marquet et Jouhaux lui-même peut défendre sa politique impérialiste et chauvine.

Revenons à l'Autriche. Chez nous, position de classe encore ; chez eux, appel au gouvernement impérialiste français.

Dans la question de la guerre, chez nous, c'est la lutte contre l'impérialisme français, en liaison avec la lutte revendicative. Chez eux, nationalisme, chauvinisme, soutien de la bourgeoisie nationale, attaques perfides, venimeuses contre l'Union soviétique, le communisme.

La presse bourgeoise encense Jouhaux

Regardez la presse bourgeoise, camarades ! Regardez les communiqués faits dans cette presse sur le Congrès de la C.G.T., puis cherchez ce qu'on y dit sur le Congrès de la C.G.T.U. Le silence le plus absolu.

Il y a deux ans, on trouvait quelques communiqués dans cette presse sur le Congrès de la C.G.T.U. C'était pour soutenir la besogne de scission des agents du réformisme, les Chambelland, les Rambaud. La presse bourgeoise et réformiste espérait enregistrer une division profonde de notre organisation de classe. Elle et ses maîtres se sont cassé les dents. Cette année, ils ont bien senti notre renforcement idéologique, pratique.

Nous sommes une puissance qui résiste aux assauts les plus furieux et qui vaincra. S'il peut y avoir dans le mouvement de la lutte de

classes des hésitations et même des trahisons, ce n'est pas là ce qui peut influencer la marche générale de notre mouvement.

La bourgeoisie sait cela et il faut en tirer une conclusion devant la classe ouvrière. Pourquoi popularise-t-on le Congrès de la C.G.T. ? Pourquoi encense-t-on Jouhaux, le « Pape » confédéral ? C'est parce que cette C.G.T. est l'amie de la bourgeoisie. Et pourquoi garde-t-on le silence sur nos travaux ? C'est parce que la C.G.T.U. est l'ennemie déclarée de la bourgeoisie et de ses soutiens. (*Vives approbations.*)

La conclusion, c'est que le « camarade » Jouhaux et les autres conduisent le prolétariat dans la même voie que tous leurs frères de la Fédération syndicale internationale réformiste.

L'appel à l'ouvrier confédéré...

Il s'est trouvé dans ce Congrès de la C.G.T. un ouvrier cheminot de Châlons-sur-Marne qui soutint la proposition d'une délégation au Congrès de la C.G.T.U. Ecoutez ce que dit *Le Peuple* dans son compte rendu :

« La salle, par ses murmures, montre qu'elle est peu disposée à réserver un accueil favorable à cette proposition ».

Je voudrais m'adresser particulièrement à ce confédéré et, par-dessus lui, à tous ses camarades de la C.G.T.

Cet ouvrier confédéré, qui ne s'est pas encore débarrassé de la confiance en ses chefs, croyait, dans sa candeur naïve, que rien ne pouvait s'opposer à une telle proposition. Peut-être qu'après l'escamotage en règle de sa proposition il s'est pris à réfléchir.

Ce camarade avait, le 1^{er} Mai dernier, participé à une réunion commune des unitaires et des confédérés. Il considérait qu'elle avait donné de bons résultats. Il espérait, dans la généralisation de cette pratique, une prise de contact, une action favorable permettant d'aller plus loin, en direction de l'unité syndicale de classe.

Mais tes chefs, camarade confédéré, veillent au grain. Ça ne leur plaît pas, cette action commune des ouvriers unitaires et confédérés.

Tu croyais qu'en 1933 ils allaient accepter l'envoi d'une délégation au Congrès de la C.G.T.U., alors qu'en 1931, à Japy, ils refusaient de recevoir la délégation de la C.G.T.U. ? Mon cher camarade, Jouhaux te l'a dit dans son discours :

« La politique de la C.G.T. ne supporte aucun changement sur le fond ».

...Le langage « gauche » des leaders réformistes

Peut-être sont-ils prêts, tes dirigeants, à tenir un langage « gauche », à accomplir même des actes « gauche » mais à condition que cela ne porte aucune atteinte aux intérêts vitaux de la bourgeoisie. Ils sont d'accord, vois-tu, pour un grève de dix minutes des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, quand ils sentent qu'ils ne pourront empêcher une action plus large ou bien que tout autre attitude de leur part romprait les liens entre eux et ces travailleurs. Ils savent que leur raison d'être est de se montrer capables de tromper les ouvriers. Alors, dans des cas comme cela, ils font fonctionner comme une soupape de sûreté à l'aide de laquelle ils empêcheront ou briseront un mouvement plus large qui, lui, serait favorable aux revendications immédiates et porterait préjudice au profit capitaliste.

...L'attitude des dirigeants de la Fédération confédérée des cheminots

Regarde les dirigeants de ta propre Fédération. Combien de fois la Fédération unitaire a-t-elle proposé l'action commune ? Elle a même, dans une lettre ouverte que tu as dû lire, expliqué comment il serait possible de constituer une fédération unique des cheminots dont l'indépendance à l'égard de la bourgeoisie serait une garantie pour l'action victorieuse des cheminots.

Eh bien ! ta Fédération a toujours refusé. Elle n'accepte l'action commune qu'avec le gouvernement qui attaque les fonctionnaires, qui frappe de milliards d'impôts nouveaux les masses laborieuses ; elle collabore avec les réseaux, mais elle a en horreur le front unique des ouvriers de toutes tendances.

Te rappelles-tu cette Fédération des fonctionnaires, représentant avec celles des cheminots et des services publics les deux tiers des effectifs de la C.G.T., qui a soutenu de son action les soi-disant partis de gauche qui sont actuellement au gouvernement et mènent l'attaque contre toi.

Ce même gouvernement s'en prend aux instituteurs, dont 80 % sont groupés dans la C.G.T. Il veut leur supprimer le droit de grève, et leur interdire toute propagande contre la guerre impérialiste.

...Jouhaux continuera « comme par le passé »

Toi qui pensais que ce Congrès changerait peut-être quelque chose, toi qui pensais que la douloureuse expérience allemande allait être salutaire, écoute ton chef Jouhaux. Il t'a dit *qu'il continuerait comme par le passé*. Tu as des nécessités, mais il a les siennes, Jouhaux. Les siennes sont contraires aux tiennes. Toi, qui veux l'union contre la bourgeoisie, lui, veut continuer la collaboration avec cette même bourgeoisie. Ce sont des choses inconciliables. Tu n'as pas encore compris tout cela. Et quand nous dénonçons les actes de tes chefs et de la C.G.T., eux te disent que les unitaires les calomnient et tu les crois !

Réfléchis bien, après ce Congrès. Et dis-moi si Besteiro, président des Cortès, représentant de l'U.G.T. d'Espagne à ton Congrès, peut mener la même lutte que toi. Et, pourtant, vous êtes tous les deux membres de la F.S.I. La seule différence entre vous deux, c'est que lui l'impose sa volonté. C'est lui qui dirige et toi tu dois obéir, contrairement à tes intérêts d'ouvrier.

...La lutte sourde pour dresser les ouvriers de l'industrie contre les fonctionnaires

Regarde ton Congrès. Sens-tu cette lutte sourde entre ouvriers de l'industrie privée et fonctionnaires ? Pourtant, entre l'ouvrier d'usine et celui du service public, il y a communauté d'intérêts.

Pourquoi, à la veille de l'attaque gouvernementale, essaie-t-on dans ton Congrès de semer la division entre ces catégories, alors que l'unité dans la lutte commune est absolument nécessaire ? Tu sais bien qu'une large propagande serait indispensable dans l'opinion publique pour en finir avec ces histoires de budgétivores à l'aide desquelles la bourgeoisie dresse les travailleurs les uns contre les autres.

Tu as entendu parler Biot, Bard, d'autres encore. Ils ont tenu des propos de division entre vous-mêmes également membres de la C.G.T.

Toi, tu es notre frère. Nous voulons organiser notre défense commune, nous voulons faire reculer l'adversaire de classe qui nous assaille sans répit. Mais, nous te le disons franchement, tes chefs, ton organisation, nous les combattons impitoyablement, au grand jour. C'est nécessaire. Agir autrement serait leur permettre de briser notre action.

Tu dois comprendre cela ! C'est pour nous un devoir. Après la trahison de la C.G.T. allemande, songe à tes responsabilités, si contre nous, tu continuais ta confiance en tes chefs. Ils te mènent tout droit au même point qu'en Allemagne. Seulement notre action commune contre la bourgeoisie et tes chefs leur barrera la route.

...Il faut nous rassembler, lutter ensemble

Il faut nous rassembler, lutter ensemble, t'organiser dans ton syndicat pour lutter contre la collaboration des classes.

On a réclamé dans le congrès des réunions communes de confédérés et d'unitaires. Nous sommes pour cela, nous aussi. D'ailleurs la lettre ouverte de la Commission exécutive de la C.G.T.U. le stipulait. Elle demandait, et elle demande encore maintenant, plus que jamais, à tous nos syndicats unitaires, de faire le maximum d'efforts pour des réunions communes avec les ouvriers confédérés. Nous t'invitons à notre conférence de demain. Contrairement à la tribune de la C.G.T., la nôtre t'est ouverte, tu peux t'y expliquer avec sincérité, avec franchise, tu peux y exposer tes conceptions sans le moindre détour. Nous t'appelons, toi et tes camarades, à venir nombreux à cette conférence d'unité, pour qu'elle renforce la position de la classe ouvrière et nous aide dans notre action pour l'unité syndicale de classe.

Après cela, il apparaît bien clairement que la C.G.T.U. est la véritable organisation syndicale qui guide le prolétariat et, en tant que telle, est seule à le défendre. Non seulement notre force est constituée par nos centaines de milliers de syndiqués unitaires et de sympathisants immédiatement autour de nous ; mais à cela s'ajoutent les sympathies grandissantes au sein des syndicats confédérés. La bataille entre le réformisme, soutien social essentiel de la bourgeoisie, et le syndicalisme de lutte de classes, va se poursuivre, acharnée. Mais c'est nous qui vaincrons. La voie de la victoire, c'est celle de la C.G.T.U., de l'I.S.R., de l'Union soviétique.

...Ouvrier confédéré, développe ton opposition

Ouvrier confédéré, développe et organise ton opposition dans ton syndicat, ton union départementale, ta fédération, pour faire échec à la collaboration des classes. Lutte contre tous les dirigeants qui s'opposent à la lutte de classes et au front unique des ouvriers, chasse-les de tes rangs !

De grandes batailles nous guettent. Les deux congrès viennent de se tenir. Il vous faut choisir la bonne route. Ensemble, luttons pour nos revendications. Ensemble, unissons-nous dans la lutte contre notre propre bourgeoisie. Soutenons nos frères des autres pays, opprimés par les dictatures fascistes. Défendons l'Union soviétique. A travers le développement de nos luttes économiques, marchons toujours de l'avant vers les luttes politiques de la classe ouvrière jusqu'au renversement du capitalisme.

Tu dois comprendre, ouvrier confédéré et toi aussi, ouvrier inorga-

nisé, l'importance énorme de la C.G.T.U. Son importance est à l'image du rôle que joue dans le monde l'impérialisme français. Notre C.G.T.U. est l'arme qui l'est indispensable pour ton combat quotidien.

Notre rôle, à nous, unitaires, en raison des derniers événements et de ceux qui se produiront demain, est très lourd. Mais je suis convaincu que tous ensemble nous saurons le tenir.

Tous ensemble, dans la bataille, contre la bourgeoisie. Nous gagnerons les ouvriers inorganisés. Nous gagnerons l'ouvrier confédéré. Notre bloc se constituera, nous vaincrons notre bourgeoisie, nous édifierons notre république soviétique. (*Applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Je demande que l'on édite en brochure à bon marché le discours de clôture du camarade Gitton, principalement pour ce qui a trait aux conversations avec les confédérés, car depuis longtemps nous faisons avec eux la politique des coups de poing.

LE PRÉSIDENT. — Il est entendu que le Bureau étudiera les moyens d'éditer et de propager le discours du camarade Gitton comme d'ailleurs les discours des camarades dirigeants de notre Centrale révolutionnaire.

Nous rappelons à tous les congressistes qu'il est de leur devoir d'être présents demain à 9 heures à la Conférence qui se tiendra à Bullier, et aussi ce soir à la grande manifestation de la salle Japy.

La séance est levée à 13 h. 25 au chant de « L'Internationale ».

DEUXIÈME PARTIE

Tableau des votes par mandat sur le Rapport d'activité et sur les Statuts



ABRÉVIATIONS :

P Pour — **C** Contre — **A** Abstention

X N'a pas pris part au vote — **P*** Pour avec réserve



NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUTS
FEDERATION DE L'AGRICULTURE				
GUIRAUD	Agricoles de Sérignan	1	P	P
KEYSER A.	Bûcherons de Sainte-Thorette	1	P	P
KEYSER A.	Bûcherons de Feux	1	P	P
PRADEL	Agricoles de Capestang	1	P	P
PRADEL	Agricoles du Gâtinais	1	P	P
DUPARQUE	Horticoles de la Seine	1	P	P
PARSAL	Agricoles de Valensole	1	P	P
KEYSER A.	Bûcherons de La Guerche	1	P	P
KEYSER A.	Bûcherons de Mareuil	1	P	P
MIGOUX E.	Feuill. du Limousin	1	P	P
GLAY A.	Avesnes-les-Aubert	1	P	P
GROUL E.	Agricoles de Marsillargues	1	X	P
ARTHUR	Agricoles de Tremblay-les-Gonnesse	1	X	P

FEDERATION DE L'ALIMENTATION

DINE	Boulangers de Cannes	1	P	P
MORIVAL M.	Alimentation de Douai	1	P	P
BOUYAT	Cuisiniers de Paris	1	P	P
SASTRE M.	H.C.R.B. d'Alger	1	P	P
GRANET L.	Alimentation de St-Junien	1	P	P
AMBROGELLY ...	Biscuitiers de la Seine	2	P	P
DUBOS	Boulangers de Bordeaux	1	P	P
FLEUR J.	Alimentation de St-Etienne	1	P	P
DUSSEAUX E. ...	Alimentation de Caudry	2	P	P
SIMONIN	Boulangers de la R. P.	1	P	P
LACOMBE	Alimentation de Périgueux	1	P	P
VALIÈRE P.	Alimentation de Douarnenez	1	P	P
NEDELEC	H.C.R.B. de Marseille	1	P	P
TOUZET	H.C.R.B. de la Seine	2	P	P
MAURY L.	Alimentation de la R.P.	1	P	P
OLIVIER M.	Alimentation de Châteauroux	1	P	P
BONIS E.	Industrie viande de la Seine	1	P	P
FASSNACHT F. ...	Alimentation de Strasbourg	5	P	P
TERMINET	Alimentation de Vierzon	1	P	P
SIMONIN	Alimentation de Lyon	1	P	P
SIMONIN	Pâtisseries de Marseille	1	P	P
DERENS Ch. ...	Alimentation d'Halluin	1	P	P
DERENS Ch. ...	Alimentation de Somain	1	P	P
DERENS Ch. ...	Alimentation de Valenciennes	1	P	P
DUSSEAUX E. ...	Alimentation de Solesmes	1	P	P
CARRIÈRE L. ...	Alimentation de Port-St-Louis-du- Rhône	1	P	P
MAZUREAU R. .	Boulangers d'Angers	1	P	P
ELLENA A.	Pâtisseries de la Seine	1	X	P
GOSSOIN	Alimentation de St-Quentin	1	X	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUTS
FEDERATION DU BATIMENT				
BOSSUS	Bâtiment de Bouvières	1	P	P
LAPORTE	Bâtiment de St-Etienne-en-Coglès..	1	P	P
TROUVÉ A.	Paveurs de la R. P.	1	P	P
PEYRON F.	Bâtiment d'Avignon	1	P	P
THOMAS H.	Bâtiment de Venarey-les-Laumes..	1	P	P
MEJEAN C.	Bâtiment d'Alès	1	P	P
WAGENTRUTZ E..	Bâtiment de Strasbourg.....	3	P	P
TINDON A.	Bâtiment de St-Junien.....	1	P	P
LENGLET H.	Bâtiment d'Amiens	1	P	P
BOSSUS	Bâtiment de Besançon.....	1	P	P
BORDES A.	Charpentiers de Lyon.....	1	P	P
QUINTANNE P.	Fumistes industriels de Lyon.....	2	P	P
PFEIFER G.	Fumistes industriels de la R. P.	1	P	P
GUERLAVAS E.	Bâtiment de Dinard.....	1	P	P
PAULIAC	Bâtiment de Saumur.....	1	P	P
CEREZ	Bâtiment de Pau.....	1	P	P
FASSNACHT F.	Bâtiment de Metz.....	1	P	P
LAUNET R.	Cimentiers de la R. P.	4	P	P
RISSELIN J.	Charpentiers en fer de la R. P.	1	P	P
BROUT	Bâtiment de La Bédoule.....	1	P	P
CHEVILLON J.	Bâtiment de Rennes	1	P	P
LABROUSSE L.	Maçonnerie-Pierre de la R.P.....	3	P	P
JEAN G.	Bâtiment de St-Girons.....	1	P	P
HUSSON H.	Terrassiers de la Seine.....	8	P	P
MAQUEL	Terrassiers du Havre.....	1	P	P
MORISETTI J.	Bâtiment d'Oyonnax	1	P	P
EYMERY	Bâtiment de Rive-de-Gier.....	1	P	P
SEMAT R.	Bâtiment de Nantes	1	P	P
BERNARD H.	Terrassiers de Lyon	2	P	P
BARETTE	Bâtiment de Brive.....	1	P	P
BARETTE	Bâtiment de Limoges.....	1	P	P
CRAYE L.	Bâtiment d'Armentières	1	P	P
DEVRIESE P.	Bâtiment d'Halluin	1	P	P
WEGSCHEIDER ...	Bâtiment de Dunkerque.....	1	P	P
HAUGUEL	Bâtiment de Rouen.....	1	P	P
HAUGUEL	Bâtiment du Havre.....	1	P	P
SANDRA	Bâtiment de Voiron.....	1	P	P
SANDRA	Bâtiment de Grenoble.....	1	P	P
SANDRA	Bâtiment d'Aix-les-Bains.....	1	P	P
CLEMENTI A.	Bâtiment de Chambéry.....	1	P	P
LOPIN	Bâtiment de Dôle.....	1	P	P
KEYSER A.	Bâtiment de Bourges.....	1	P	P
GUIRAUD	Bâtiment de Perpignan.....	1	P	P
BROUT	Bâtiment de Vichy.....	1	P	P
BROUT	Bâtiment de Sens.....	1	P	P
BROUT	Bâtiment de Reims.....	1	P	P
BROUT	Bâtiment de Fougères.....	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
BROUT	Carriers du Hinglé	1	P	P
HENRY	Bâtiment de Caen	1	P	P
JEAN G.	Bâtiment de Toulouse	1	P	P
PAULIAC	Bâtiment de Monthuçon	1	P	P
HENOCQUE M. ..	Bâtiment de Juvisy	1	P	P
GARNIER A.	Bâtiment de St-Etienne	1	P	P
DUFRENOY	Bâtiment de Laval	1	P	P
SIMON Z.	Bâtiment de Tourcoing	1	P	P
LEMARQUIS	Bâtiment de Nancy	1	P	P
LEMARQUIS	Bâtiment de Gérardmer	1	P	P
LEMARQUIS	Bâtiment d'Epinal	1	P	P
MANSOT	Bâtiment de Mâcon	1	P	P
HÉNAFF E.	Bâtiment de Nemours	1	P	P
HÉNAFF E.	Bâtiment de Marseille	1	P	P
LE BELLER	Bâtiment d'Aulnay-sous-Bois	1	P	P
HÉNAFF E.	Bâtiment de Maisons-Laffitte	1	P	P
MARIUS	Bâtiment de Toulon	1	P	P
RAÛATÉ	Bâtiment de Bordeaux	1	P	P
SELLIER G.	Carriers de Boutigny	1	P	P
ROSENBLATT M. .	Bâtiment de Mulhouse	2	P	P
HENOCQUE M. ..	Bâtiment de Gonesse	1	P	P
CHAMBON	Carriers de Villebois	1	P	P
ROBY	Marbriers de Paris	1	P	P
VERGNE L.	Bâtiment de Montauban	1	P	P
DUBOIS	Bâtiment de Tours	1	P	P
OLIVIER M.	Bâtiment de Châteauroux	1	P	P
DUBOIS C.	Bâtiment du Mans	1	P	P
BARJON J.	Bâtiment d'Annemasse	1	P	P
BARJON J.	Bâtiment de Thonon	1	P	P
MONTEIL M.	Bâtiment de Valence	1	P	P
SCHWARTZ E.	Bâtiment de Colmar	2	P	P
DREVÉ P.	Bâtiment de Lille	1	P	P
PEREGO	Bâtiment de Dijon	1	P	P
LETUR	Stucateurs parisiens	1	P	P
RENAC	Bâtiment général de la Seine	3	P	P
DESBORDES J. .	Bâtiment de Bezons	1	P	P
VEVRET A.	Bâtiment général de Lyon	3	P	P
LARRIER C.	Bâtiment de Tarbes	1	P	P
HENOCQUE	Bâtiment du Secteur de Tremblay- les-Gonesse	1	X	P
ROSS P.-J.	Bâtiment de Mitry, Villeparisis, Tremblay-les-Gonesse	1	X	P
FORTUNE	Syndicat International de Nice	1	X	P
MAGE A.	Bâtiment du Boucau	1	X	P
LEPÈVRE G.	Bâtiment du Raincy	1	X	P
GOSSOIN	Bâtiment de St-Quentin	1	X	P
HÉNAFF	Bâtiment de Valensolle	1	X	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUTS
----------------------	--------------------------	-------------------	-------------------	---------

FEDERATION DU BIJOU

PONDRUEL	Horlogerie de Morteau.....	1	X	X
----------------	----------------------------	---	---	---

FEDERATION DU BOIS

LANGLAIS	Bois de Cusset.....	1	P	P
BOSTOEN E.	Bois d'Halluin	2	P	P
LEMARQUIS	Bois de Gérardmer.....	1	P	P
MERLET	Sculpture de la R.P.....	1	P	P
QUINAUT A.	Tapissiers de Paris.....	1	P	P
CALIE L.	Tabletterie de Paris.....	1	P	P
FOURNIER R.	Boutonniers de Méru.....	1	P	P
LESPINE	Bois de la R. P.....	3	P	P
BECKER				
BAUDIN				
PICCINALI A.	Peigne d'Oyonnax	2	P	P
SARRASIN F.	Ebénistes d'Autun	1	P	P
FROT L.	Tailledouciers et biseauteurs de glaces de la R. P.....	2	P	P
GUÉRIN	Ameublement de Bordeaux.....	1	P	P
GUÉRIN	Tonneliers de Bordeaux.....	1	P	P
WEGSCHEIDER ..	Tonneliers de Dunkerque.....	1	P	P
BECKER L.	Bois et Ameublement de Lyon...	1	P	P
FAYET	Ameublement de Liffol-le-Grand...	1	P	P
ROTH Ch.	Menuisiers en siège de Paris.....	1	P	P
BAUDIN E.	Tonneliers de Marseille.....	1	P	P
MÉTAIRIE R.	Layetiers-emballleurs de la Seine..	1	P	P

FEDERATION DE LA CERAMIQUE
ET DES PRODUITS CHIMIQUES

MORENO I.	Produits chimiques de Marseille....	1	P	P
PERNET				
DESCARSIN	Céramique de Maubeuge.....	1	P	P
CARRIÈRE L.	Produits chimiques de Port-St-Louis du-Rhône	1	P	P
HOUSSON	Céramique de Gien.....	1	P	P
BREUILH	Céramique de Limoges.....	1	P	P
TERMINET	Céramique de Foëcy.....	1	P	P
TERMINET	Céramique de Vierzon.....	1	P	P
TERMINET	Céramique de Mehun-sur-Yèvre....	1	P	P
BOSTOEN E.	Produits chimiques d'Halluin.....	1	P	P
ROBITAILLE D. ...	Produits chimiques de Dunkerque..	2	P	P
FINCK	Produits chimiques et Céramique de la R. P.	3	P	P
LEFÈVRE	Produits chimiques de Nancy.....	1	P	P
TERMINET	Céramique de St-Genou.....	1	P	P
DOUCET	Céramique de St-Uze.....	1	P	P
DOUCET	Céramique de St-Vallier.....	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	VOTES STATUTS
FEDERATION DES CHEMINOTS				
Réseau d'Algérie				
VIGUIER	Cheminots de Philippeville	1	P	P
VIGUIER	Cheminots de Constantine	2	P	P
MAZURIER	Cheminots de Guelma	1	P	P
ROCRIN P.	Cheminots de Bône	2	P	P
ISAFFO F.	Cheminots de Ménerville	1	P	P
ISAFFO F.	Cheminots d'Alger (Etat)	1	P	P
SEISS	Cheminots de Tiaret.....	1	P	P
SEISS	Cheminots de Mostaganem.....	1	P	P
SEISS	Cheminots de Tébessa	1	P	P
SEISS	Cheminots de Sidi-Bel-Abbès (Etat)	1	P	P
SEISS	Cheminots d'Orléansville	1	P	P
SEISS	Cheminots de Relizane.....	1	P	P
ROCROI P.	Cheminots de Souk-Ahras	1	P	P
SIFI AOUEMEUR.	Cheminots C.F.R.A. d'Alger.....	3	P	P
GRAULE	Cheminots de Blida.....	2	P	P
TIKANOMI				
VIENNET	Cheminots d'Alger P.-L.-M.....	3	P	P
BAGUR				
GALTIER				
ROMAIN M.	Cheminots d'Oran	1	P	P
CAILLER A.	Cheminots de Saïda.....	1	P	P
CAILLER A.	Cheminots de Perrégaux.....	2	P	P
VINAY Ch.	Cheminots P.-L.-M., Bel-Abbès-Oran	3	P	P
Réseau Ceinture				
BOULARD	Cheminots de St-Cyr-Ceinture....	1	P	P
PEGOT	Cheminots de Paris-Ceinture.....	2	P	P
POURCHASSE F .	Cheminots de Stains-Ceinture....	1	P	P
POURCHASSE F .	Cheminots de Versailles-Ceinture..	1	P	P
COLLIN E.	Cheminots de Bobigny.....	1	P	P
Réseau de l'Est				
HUET	Cheminots de Vincennes.....	2	P	P
RENAULT	Cheminots de Charleville	1	P	P
DANO R.	Cheminots de Paris-Est.....	2	P	P
RÉGNIER, CHAM- PERT	Cheminots d'Épernay	1	P	P
GREGET	Cheminots de Pantin.....	2	P	P
DAPREMONT	Cheminots de Mohon.....	1	P	P
DAPREMONT	Cheminots de Nouvion-Lumes.....	1	P	P
MILBERT	Cheminots de Belfort.....	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	VOTES		
		NOMBRE DE VOIX	ACTIVITÉ	STATUTS
PERROUAULT R.	Cheminots d'Epinal	1	P	P
MIMIL M.	Cheminots de Noisy-le-Sec	2	P	P
RUZEL	Cheminots de Nancy	1	P	P
BAUDE	Cheminots de Vaires	1	P	P
LELEUX R.	Cheminots de Romilly	1	P	P
BRIDEY	Cheminots de Blainville	1	P	P
BRIDEY	Cheminots de Lunéville	1	P	P
POIREL	Cheminots de Saint-Dié	1	X	P
MONCEAU	Cheminots de Reims	2	X	P
OURY	Cheminots de Châlons-sur-Marne	1	X	P
CLÉMENT G.				
KOCH	Cheminots de Rosny-sous-Bois	1	X	P
VARNEY M.				
BOURDON J.	Cheminots de Lagny	1	X	P
GOBERT R.				
ETIENNE Ch.	Cheminots de Pont-à-Mousson	1	X	P

Réseau de l'Etat

PAGEOT N.	Cheminots de Paris-Etat R. Gauche	3	P	P
LUTGEN	Cheminots Etat de Sablé	1	P	P
POIGNAVANT	Cheminots de Vernouillet	1	A	P
BOURGUÈRE	Cheminots d'Achères	2	P	P
LUNOT	Cheminots des Sables-d'Olonne	1	P	P
AIRAUD				
BRETÈCHE				
RICHARD	Cheminots Paris-Etat Rive Droite	4	P	P
CHENARD				
DUCOLOMBIER				
LUNOT	Cheminots de Bressuire	1	P	P
LUCAS	Cheminots d'Argenteuil	1	P	P
LOISEL R.	Cheminots du Havre	2	P	P
LAPORTE	Cheminots de Lannion	1	P	P
GRIMAUD	Cheminots de Saumur (Etat)	1	P	P
GRIMAUD	Cheminots de Thouars-Etat	2	P	P
BOZOGÉ H.	Cheminots de Granville	1	P	P
BOZOGÉ H.	Cheminots de Surdon	1	P	P
LUNOT	Cheminots de Cholet	1	P	P
LUNOT	Cheminots de La Roche-sur-Yon	2	P	P
LUNOT	Cheminots de Nantes	4	P	P
REVERT	Cheminots de Lisieux	1	P	P
REVERT	Cheminots de Caen	1	P	P
REVERT	Cheminots de Bayeux	1	P	P
REVERT	Cheminots de Cherbourg	1	P	P
GRELET R.	Cheminots de Charleval	1	P	P
GRELET R.	Cheminots de Sotteville	3	P	P
GUERLAVAS E.	Cheminots de St-Malo	1	P	P
GUERLAVAS E.	Cheminots de Dinan	1	P	P
DUBOIS C.	Cheminots Etat du Mans	1	P	P
FEUGUÉRAY	Cheminots de Fécamp	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
LUTGEN	Cheminots Etat de Glos-Montfort.....	1	P	P
LUTGEN	Cheminots Etat de St-Cloud.....	1	P	P
BOZOGÉ H.	Cheminots d'Argentan	1	P	P
GREFFIER	Cheminots de Mantes.....	2	P	P
CHAIGNE, HAMON.	Cheminots de Niort	1	P	P
BOURROUX J. ...	Cheminots d'Aigrefeuille	1	P	P
BOURROUX J. ...	Cheminots de Saintes (Etat).....	1	P	P
BOURROUX J. ...	Cheminots de Rochefort.....	1	P	P
SEVESTRE M. ...	Cheminots de Morlaix.....	1	P	P
SEVESTRE M. ...	Cheminots de Fougères	1	P	P
BOURROUX J. ...	Cheminots d'Angoulême	1	P	P
GUÉRIN G.	Cheminots de Mortagne	1	P	P
GUÉRIN G.	Cheminots d'Alençon	1	P	P
DUPRENOY L. ...	Cheminots de Laval	1	P	P
SEVESTRE M. ...	Cheminots de Rennes.....	3	P	P
FURAUD	Cheminots de Rouen (Etat).....	1	P	P
GEFFRAY	Cheminots de Saint-Brieuc	2	P	P
GAUBERT A. ...	Cheminots de Gisors	1	P	P
VALIÈRE P.	Cheminots de Brest	1	P	P
CORMIER	Cheminots de Trappes	1	P	P
BRANDY	Cheminots de La Garenne.....	2	P	P
BRANDY	Cheminots de Sillé-le-Guillaume..	1	P	P
BRANDY	Cheminots de Bordeaux (Etat).....	1	P	P
BRANDY	Cheminots d'Evreux (Etat)	1	P	P
BRANDY	Cheminots de Dieppe	1	P	P
SEMAT	Cheminots de Châteaubriant	1	P	P
MONS	Cheminots de Bécon	1	P	P
MONS	Cheminots de St-Germain-en-Laye.	1	P	P
DUBOIS	Cheminots de Loudéac	1	P	P
LUNOT	Cheminots de Tours.....	1	P*	P
LANGLAIS	Cheminots de St-Cyr (Etat).....	2	X	P

Réseau du Midi

CÉREZ	Cheminots de Pau	1	P	P
LARRIERE C. ...	Cheminots de Tarbes.....	2	P	P
RAUFASTE	Cheminots de Béziers.....	1	P	P
RAUFASTE	Cheminots de Bédarieux.....	1	P	P
RAUFASTE	Cheminots de Paulhan	1	P	P
LABROUSSE R. ..	Cheminots de Biarritz-Négresse (Midi)	1	P	P
RAUFASTE	Cheminots de Narbonne	1	P	P
LABROUSSE R. ..	Cheminots de Dax (Midi).....	1	P	P
LABROUSSE R. ..	Cheminots de Bayonne.....	1	P	P
LAVABRE	Cheminots de Bordeaux (Midi)....	3	P	P
BERGÉ M.	Cheminots de Foix.....	1	P	P
BERGÉ M.	Cheminots de Carcassonne.....	1	P	P
BERGÉ M.	Cheminots de St-Girons.....	1	P	P
SOUCASSE J. ...	Cheminots de Toulouse (Midi)....	2	P	P
RAUFASTE	Cheminots de Sète	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE VOTES		
		DE VOIX	ACTIVITÉ	STATUTS
FARINES F.	Cheminots de Perpignan	2	P	P
VERGNE L.	Cheminots de Montauban (Midi-P- O).	1	P	P
RABATÉ	Cheminots de Marmande	1	P	P
RAUFASTE	Cheminots d'Agde (Midi)	1	P	P

Réseau du Nord

BOURNETON ...	Cheminots de Lille-Délivrance	2	P	P
BOURNETON ...	Cheminots de Lille	2	P	P
HEDEBAUT ...	Cheminots d'Hellemmes	2	P	P
LEFEBVRE M. ...	Cheminots de Calais	1	P	P
TOURNEMAINE ...	Cheminots de St-Quentin (Nord)...	1	P	P
TOURNEMAINE ...	Cheminots de Hirson (Nord).....	1	P	P
TOURNEMAINE ...	Cheminots de Compiègne (Nord)...	1	P	P
CATELAS	Cheminots de Boulogne-sur-Mer....	1	P	P
BOGAERT	Cheminots de Creil (Nord)	2	P	P
FOURNIER R. ...	Cheminots de Chambly	1	P	P
REMS	Cheminots d'Arras	2	P	P
SOUFFLER	Cheminots de Maubeuge	1	P	P
STIEVENARD	Cheminots de Douai	2	P	P
SOUFFLET	Cheminots de Cambrai	2	P	P
PERIA	Cheminots de Paris (Nord).....	5	P	P
AUFFRET E. ...	Cheminots de Beauvais (Nord)....	1	P	P
THOMAS	Cheminots du Bourget	2	P	P
DELERUE A. ...	Cheminots de Béthune	3	P	P
PETRAMAN	Cheminots de Busigny (Nord).....	1	P	P
STIEVENARD	Cheminots de Somain	3	P	P
PLAYE	Cheminots de Jeumont	1	P	P
PATOU M.	Cheminots de Valenciennes	2	P	P
DUCROcq	Cheminots du Tréport-Mers	1	P	P
DUJARDIN A. ...	Cheminots d'Amiens-Longueau....	4	P	P
CRESSON	Cheminots d'Abbeville	2	P	P
CATELAS	Cheminots de Serqueux	1	P	P
DEBAILLY	Cheminots de Rouen (Nord)	1	P	P
RENAUD L.	Cheminots d'Auñoye	2	P	P
PINCK M.	Cheminots de Tourcoing	2	P	P
DELOISON M. ...	Cheminots de Lens	3	P	P
CAILLE P.	Cheminots de Tergnier (Nord) ...	2	P	P
DECAUX H.	Cheminots de Laon	2	P	P
DECAUX H.	Cheminots de Soissons	1	P	P

Réseau du P.-L.-M.

PETIT P.	Cheminots de Nevers	3	P	P
SARRAZIN F. ...	Cheminots de Paray-le-Monial ...	2	P	P
ROCHEGUDE ...	Cheminots d'Ambérieu	2	P	P
SERVAL-MAZUYET.	Cheminots de Lyon	4	P	P
FREY	Cheminots de Paris (P.-L.-M.).....	4	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE VOTES		
		DE VOIX	ACTIVITÉ	STATUTS
ORRIÈRE G.	Cheminots de Laroche-Migennes ..	2	P	P
LAROCHE	Cheminots de Marseille	4	P	P
BARJON J.	Cheminots d'Annemasse	2	P	P
FOLLET	Cheminots de Clermont-Ferrand...	2	P	P
JOURDY	Cheminots de St-Etienne	3	P	P
VIVIER L.	Cheminots de Moulins	2	P	P
MANGUE	Cheminots de Dôle (Jura).....	2	P	P
BENOIT A.	Cheminots de Nîmes	3	P	P
DRUON L.	Cheminots de Miramas	2	P	P
CHARTIER M. ..	Cheminots de Roanne.....	3	P	P
HEINIMANN	Cheminots de Dijon.....	3	P	P
DESCOTES	Cheminots de Chambéry	2	P	P
FRANCESCHI	Cheminots de Nice	2	P	P
DAYOT-SARRAZIN.	Cheminots de Montchanin-les-Mines	2	P	P
CROS A.	Cheminots de Villeneuve-St-Georges	4	P	P
WINBERG L.	Cheminots de St-Germain-des-Fossés	2	P	P
PERNET	Cheminots de Veynes	2	P	P
EYMERY	Cheminots de Rive-de-Gier	1	P	P
DRUON	Cheminots d'Aix-en-Provence	1	P	P
PERETTI	Cheminots de Toulon.....	1	P	P
THOMAS H.	Cheminots de Tonnerre.....	1	P	P
LACOUR, SEMARD.	Cheminots de Valence.....	1	P	P
COMBE	Cheminots du Teil.....	1	P	P
SARRAZIN F.	Cheminots de Montceau-les-Mines..	1	P	P
SARRAZIN F.	Cheminots d'Autun	1	P	P
FAURE, SEMARD..	Cheminots de Portes-les-Valence...	1	P	P
JOURDY	Cheminots de Firminy.....	1	P	P
BONNEFONS	Cheminots de Montbéliard.....	1	P	P
PETIT P.	Cheminots de Saincaize.....	1	P	P
WINBERG L.	Cheminots de Montereau.....	1	P	P
WINBERG L.	Cheminots de Sens.....	1	P	P
MYOUX	Cheminots de Melun.....	1	P	P
PETIT P.	Cheminots de Clamecy.....	1	P	P
ROCHEGUDE	Cheminots de Bourg.....	1	P	P
SERVAL	Cheminots de Givors.....	1	P	P
SERVAL	Cheminots de Tarare.....	1	P	P
FRANCESCHI	Cheminots de Cannes.....	1	P	P
BARJON J.	Cheminots de Fayet.....	1	P	P
CELLIER	Cheminots de Bourgoin	1	P	P
CHAMBON	Cheminots de Corbeil.....	1	P	P
BLANCHET	Cheminots de Modane	1	P	P
DESCOTES	Cheminots des Laumes	1	P	P
THOMAS H.	Cheminots de Lons-le-Saunier.....	1	P	P
HEINIMANN	Cheminots de Digne	1	P	P
ROUIT	Cheminots de Mâcon	1	P	P
MANSOT	Cheminots d'Auxerre	1	P	P
MOREAU J.	Cheminots d'Annecy	1	P	P
LALLAZ J.	Cheminots de La Voulte	1	P	P
PARDONNET L. ..	Cheminots de Mouchard (Jura).....	1	P	P
MANGUE	Cheminots de Mouchard (Jura).....	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
CHABERT	Cheminots d'Alès	1	P	P
FAIVRE	Cheminots de Besançon	1	P	P
BONNEFONS	Cheminots de Pontarlier	1	P	P
BONNEFONS	Cheminots de Morez	1	P	P
JOTTE	Cheminots de Chagny	1	P	P
FOLLET	Cheminots d'Arvant	1	P	P
NICOT	Cheminots de Gien	1	P	P
GUILLON	Cheminots de Montargis	1	P	P
FOUGASSE J.	Cheminots d'Arles	1	P	P
ANSOLA J.	Cheminots de Cavaillon	1	P	P
LOUGEIRET P.	Cheminots d'Avignon	3	P	P
SUAN L.	Cheminots de Montpellier	1	P	P
COTTAVE, PERNET	Cheminots de Grenoble	2	X	P

Réseau du P.-O.

AUBERGER	Cheminots de Juvisy (P.-O.)	2	P	P
DUPUY	Cheminots d'Auray	1	P	P
DUPUY	Cheminots de Cahors	1	P	P
DUPUY	Cheminots d'Albi	1	P	P
DUPUY	Cheminots de Vierzon	3	P	P
LE GUYADER ...	Cheminots de Paris-Sceaux	2	P	P
BRION Ch.	Cheminots de Châteauneuf	1	P	P
BRETHONNOUX ..	Cheminots d'Etampes (P.-O.)	1	P	P
BRETHONNOUX ..	Cheminots de Brétigny (P.-O.)	1	P	P
TRUMEAU J.	Cheminots d'Issoudun	1	P	P
JEAN G.	Cheminots de Toulouse (P.-O.)	1	P	P
THOMAS Y.	Cheminots de Tours (P. O.)	3	P	P
ROCHE	Cheminots de Limoges	3	P	P
ROCHE	Cheminots d'Eygurande	1	P	P
HEMOT	Cheminots d'Angers (P.-O.)	1	P	P
BRETHONNOUX ..	Cheminots de Dourdan (P. O.)	1	P	P
THOMAS	Cheminots de St-Amand	1	P	P
THOMAS	Cheminots de Montluçon	2	P	P
DUBOIS C.	Cheminots de La Flèche (P.-O.)	1	P	P
ROCHE	Cheminots de St-Sulpice-Laurière	1	P	P
CHAUMEL	Cheminots de Viviez	1	P	P
CHAUMEL	Cheminots de Penne (Lot-et-G.)	1	P	P
CHAUMEL	Cheminots de Bergerac	1	P	P
CHAUMEL	Cheminots de Capdenac	1	P	P
FARGES	Cheminots d'Ussel	1	P	P
CHAUMEL	Cheminots de Le Buisson	1	P	P
VALADE J.	Cheminots de Périgueux	2	P	P
DEMUSOIS	Cheminots de Bourges	2	P	P
SALVAN	Cheminots de Bordeaux (P.-O.)	1	P	P
VALIÈRE P.	Cheminots de Douarnenez	1	P	P
BARETTE	Cheminots de Brive	1	P	P
BARETTE	Cheminots de Tulle	1	P	P
SEMAY	Cheminots de Nantes	1	P	P
FOLLET	Cheminots d'Aurillac	1	P	P
THOMAS Y.	Cheminots de Châteaurenault	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUTS
ASSELIN	Cheminots d'Orléans (P.-O.)	2	P	P
ROUSSEAU	Cheminots de Paris-P.-O.	3	P	P
SAUFRIGNON	Cheminots de Le Blanc	1	X	P

Réseau d'Alsace-Lorraine

ROHSBACHER ...	Cheminots de Bischwiller.....	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots d'Erstein	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots de Duppigheim.....	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots d'Avricourt	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots de Strasbourg.....	3	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots de Wissembourg.....	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots de Baar.....	1	P	P
ROHSBACHER ...	Cheminots de Thionville.....	3	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Sarrébourg.....	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Thann.....	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Bollwiller.....	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Saint-Louis.....	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Sarreguemines.....	2	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Sarralbe	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Montreux-Vieux....	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Colmar	3	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Bâle	1	P	P
KAYSER Ch.	Cheminots de Mulhouse	3	P	P
THOMASSIN	Cheminots de Basse-Yutz	3	P	P
THOMASSIN	Cheminots d'Andin-le-Tiche	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots d'Anzeling	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots de Metz-Montigny	4	P	P
THOMASSIN	Cheminots de Benestroff	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots d'Hargarten	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots d'Hagondange	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots de Forbach	1	P	P
THOMASSIN	Cheminots de Béning	1	P	P
MULLER E.	Cheminots d'Haguenau	2	P	P
MULLER E.	Cheminots de Bischheim.....	4	P	P
MULLER E.	Cheminots de Hausbergen.....	3	P	P
MULLER E.	Cheminots de Saales	1	P	P
MULLER E.	Cheminots de Sélestat	1	P	P
MULLER E.	Cheminots de Wingen	1	P	P
MULLER E.	Cheminots de Saverne	1	P	P
MULLER E.	Cheminots d'Obermodern	1	P	P
MULLER E.	Cheminots de Molsheim.....	1	P	P
MULLER E.	Cheminots de Marlenheim	1	P	P

FEDERATION DES COIFFEURS

THIBAUD M.	Coiffeurs de St-Etienne	1	P	P
RABATÉ M.	Coiffeurs de Bordeaux	1	P	P
LYAUDET R.	Coiffeurs de Grenoble	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
ARNOLD	Coiffeurs de Clermont-Ferrand	1	P	P
MALLET M.	Coiffeurs de Nîmes	1	P	P
CASSIOT A.	Coiffeurs de Nancy	1	P	P
GUNY	Coiffeurs de Mostaganem	1	P	P
MALLET M.	Coiffeurs de Paris	2	P	P
MAGNIEN	Coiffeurs de Bourges	1	P	P
MAGNIEN	Coiffeurs de Marseille	1	P	P
GUNY	Coiffeurs de Tours	1	P	P
GUILLON	Coiffeurs d'Aix-en-Provence	1	P	P

FEDERATION DU COMMERCE ET DE LA FINANCE

KEYSER A.	Employés de Bourges	1	P	P
DUGUET V.	Employés de Commerce d'Alès	1	P	P
BILLOUX	Employés de Strasbourg	1	P	P
BARETTE	Employés de Commerce de Limoges	1	P	P
TINDON A.	Employés de St-Junien	1	P	P
NEDELEC	Employés de Marseille	1	P	P
COUTON V.	Employés de Commerce de Tours	1	P	P
LEDUC L.	Employés de Troyes	1	P	P
CELLIER	Employés de Lyon	1	P	P
CHAMBON				
GUISGAND E. ...	Employés de Lens	1	P	P
PIN G.	Employés de Commerce d'Oyonnax	1	P	P
BOSTOEN E.	Employés d'Halluin	1	P	P
LEDUC L.	Employés-Comptables de la R.P.	6	P	P
DELON-GUBER ..				
FOURNIER E. ...	Voyageurs de la R.P.	1	P	P
RENUCCI J.	Employés d'Avignon	1	X	P

FEDERATION DES CUIRS ET PEAUX

LANGUMIER	Cuir et Peaux de Moulins	1	P	P
MICHEL	Cuir et Peaux de Paris	3	P	P
CHAIGNE, HAMON.	Cuir et Peaux de Niort	1	P	P
MICHEL	Cuir et Peaux de Romans	1	P	P
LAPEYRE P.	Cuir et Peaux de Limoges	1	P	P
DUBOIS C.	Cuir et Peaux de Tours	1	P	P
FASSNACHT F. ...	Cuir et Peaux de Strasbourg	1	P	P
LAPORTE	Chaussure de Fougères	2	P	P
TRUMEAU J.	Cuir et Peaux d'Issoudun	1	P	P
FALLOT	Cuir et Peaux de Lyon	1	P	P
TINDON A.	Cuir et Peaux de St-Junien	3	P	P

FEDERATION DE L'ENSEIGNEMENT

DUSSART O.	Enseignement du Nord	1	P	P
FANONNEL J. ...	Enseignement de Seine-et-Marne ..	1	P	P
BARNE	Enseignement de la Seine	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
MONTEILLARD Y.	Enseignement de l'Hérault	1	P	P
SEMAT	Enseignement de la Loire-Inférieure	1	P	P
SANDRA	Enseignement de l'Isère	1	P	P
NICOT	Enseignement du Loiret	1	P	P
NICOT	Enseignement du Loir-et-Cher	1	P	P
FOLLET	Enseignement du Cantal	1	P	P
LOPIN	Enseignement du Jura	1	P	P
VERNEIGES	Enseignement de l'Yonne	1	P	P
JEAN G.	Enseignement de l'Ariège	1	P	P
DELANOUE P.	Enseignement de l'Indre-et-Loire	1	P	P
DOLMAZON	Enseignement de la Loire	1	P	P
CHAMBON	Enseignement du Rhône	1	A	A
SALDUCCI	Enseignement de la Sarthe	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement de Maine-et-Loire	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement de l'Ain	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement de la Haute-Vienne	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement du Vaucluse	1	C	C
GAUTIER H.	Enseignement de l'Indre	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement de l'Oise	1	C	C
WEIL S.	Enseignement des Basses-Pyrénées	1	C	C
CORDIER H.	Enseignement de la Côte-d'Or	1	C	C
BUSSEUIL	Enseignement de la Charente	1	C	C
CHARBIT	Enseignement de la Gironde	1	C	C
GEFFRAY	Enseignement des Côtes-du-Nord	1	C	C
SERRET G.	Enseignement du Finistère	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de la Mayenne	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de la Vienne	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de Saône-et-Loire	1	C	C
SERRET G.	Enseignement du Doubs	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de la Vendée	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de la Charente-Inf.	1	C	C
SERRET G.	Enseignement du Maroc	1	C	C
SALDUCCI	Enseignement du Puy-de-Dôme	1	C	C
BOUET	Enseignement de la Dordogne	1	C	C
SERRET G.	Enseignement de l'Ardèche	2	C	C
SERRET G.	Enseignement d. Bouches-du-Rhône	2	C	C
CHÉRY	Enseignement de l'Allier	1	X	X

FEDERATION DES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT

JEMELÉN	Aviation d'Avord	1	P	P
LASSALIÈRE	Manufacture d'armes de St-Etienne	1	P	P
LEBLANC	Magasins de guerre de Lille	1	P	P
JEMELÉN	Etablissements milit. de Bourges	3	P	P
CHEVALIER	Etablissements de l'Etat de la R.P.	2	P	P
BARTOLINI J.	Etabl. de guerre de Toulon	1	P	P
BARTOLINI J.	Etablissements maritimes de Toulon	1	P	P
MASSON	Etabl. de guerre de Roanne	2	P	P
PLUMET A.	Etablissements militaires de Lyon	2	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUTS
DADOT	Personnel civil de guerre de Nîmes.	1	P	P
DADOT	Person. civil de guerre de Bordeaux	1	P	P
DADOT	Arsenal de la marine de Brest.....	1	P	P
DADOT	Manufacture d'armes de Tulle.....	1	P	P
MAUGER Ch.	Arsenal de Cherbourg.....	1	P	P
DADOT	Forges de la marine de Guérimy... 2	2	P	P
MOUTET D.	Poudrerie de St-Chamas.....	1	P	P
PUJOL N.	Arsenal de Castres.....	1	P	P
OLIVIER M.	Etabl. militaires de Châteauroux..	1	P	P
LARRIERU C.	Arsenal de Tarbes.....	1	P	P
MATTON	Personnel civil de guerre et pen- sions de Marseille.....	2	P	P
DUPONT P	Etablissements de l'Etat de La Fère.	1	P	P

FEDERATION DU LIVRE-PAPIER

CHARBIT	Typographie Parisienne.....	3	C	C
JEANNETTE				
TESSIER G.	Livre-Papier d'Alger	1	P	P
GUÉRIN G.	Livre-Papier d'Alençon	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier d'Angoulême	1	P	P
LALLAZ J.	Livre d'Annecy	1	P	P
BARJON J.	Livre-Papier d'Annemasse	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier de Bône	1	P	P
KEYSER A.	Livre-Papier de Bourges	1	P	P
LYAUDET R.	Livre-Papier de Grenoble	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier du Havre	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier de Reims	1	P	P
BARETTE	Livre-Papier de Limoges	1	P	P
ANGLADE	Papier-Carton de Lyon.....	1	P	P
BELLUGUE	Livre-Papier de Voiron.....	1	P	P
BELLUGUE	Papetiers de Voiron-Entre-Deux- Guiers	1	P	P
GRANET L.	Papier-Carton de St-Junien	1	P	P
ANGLADE	Livre-Papier de Bourgoin	1	P	P
ANGLADE	Livre-Papier de Nîmes	1	P	P
ANGLADE	Livre-Papier de Rouen	1	P	P
POENCIN	Livre-Papier de Paris	7	P	P
DUBOIS C.	Imprimeurs de Tours	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier de Roubaix.....	1	P	P
TESSIER G.	Livre-Papier de Montluçon	1	P	P
LAPORTE	Livre-Papier de Rennes	1	P	P
PIN G.	Livre d'Oyonnax	1	P	P
LACOMBE P.	Livre de Périgueux.....	1	P	P
BOSTOEN E.	Livre-Papier d'Halluin	1	P	P
SARRAZIN F.	Livre de Montceau-les-Mines.....	1	P	P
GENNEVOIS L.	Livre de Troyes.....	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	STATUT
FEDERATION DES MARINS-PECHEURS				
TRÉTOUX	Marins de Dunkerque	3	P	P
RAUTUREAU R.	Marins-Pêcheurs de St-Nazaire	1	P	P
TRÉTOUX	Marins de Rouen	1	P	P
MEYZONNAT M.	Marins-Pêcheurs de Port-St-Louis- du-Rhône	1	P	P
ROCHE L.	Marins de Marseille	1	P	P
LEANDRI D.	Pêcheurs de Bastia	1	P	P

FEDERATION DES METAUX

BOSTOEN E.	Métaux d'Halluin	1	P	P
GAILLARD P. ...	Métaux de St-Etienne	1	P	P
DEBERGUES A.	Métaux de Tourcoing	1	P	P
JOANNIN H.	Métaux de Moulins	1	P	P
MAGES A.	Métaux du Boucau	1	P	P
DESRUMEAUX M.	Métaux de Croix	1	P	P
SENSIQUET H. ..	Métaux de Nancy	1	P	P
FOURMI A.	Métaux de la Nièvre	1	P	P
NAINVILLE	Métaux de Chartres	1	P	P
VASSEUR A. ...	Métaux de Lille	2	P	P
CRÉPAT	Métaux de Vierzon	1	P	P
BELLUGUE	Métaux de Voiron	1	P	P
CROIZAT	Métaux de Morez	1	P	P
MONJAUVIS	Métaux de Rouen	1	P	P
TYKVA-SANDRA ..	Métaux d'Ugines	1	P	P
ROBERT GILBERT	Métaux de Bordeaux	1	P	P
BONNEFONS	Métaux d'Audincourt	1	P	P
BONNEFONS	Métaux de Belfort	1	P	P
BONNEFONS	Métaux de Besançon	1	P	P
MUSMEAUX A.	Métaux de Valenciennes	4	P	P
CARALP	Métaux de Guise	1	P	P
WEGSCHEIDER ..	Métaux de Dunkerque	1	P	P
LYAUDET R.	Métaux de Grenoble	1	P	P
LOPIN	Métaux de Dôle (Jura)	1	P	P
JACQUET G.	Métaux de Nantes	1	P	P
RENAUD L.	Métaux de Maubeuge	2	P	P
RAUTUREAU R.	Métaux de St-Nazaire	1	P	P
FOLLET F.	Métaux du Havre	1	P	P
MANSOT	Métaux de Mâcon	1	P	P
MAURIN G.	Métaux de Lyon	2	P	P
BARATTE G.	Métaux de Caen	1	P	P
CLEMENTI A. ...	Métaux de Chambéry	1	P	P
COSTES A.	Métaux de Paris	7	P	P
GALOPIN G.	Métaux de la Moselle	2	P	P
GALOPIN G.	Métaux de Melun	1	P	P
ENJALLIERT	Métaux de Marseille	1	P	P
TAXIL				

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
THOMAS	Métaux de Montluçon	1	P	P
DINE	Métaux de St-Tropez	1	P	P
MONTEIL M.	Métaux de Valence	1	P	P
FASSNACHT F. ..	Métaux de Strasbourg	5	P	P
SENSIQUET H. ...	Métaux de Neuves-Maisons	1	P	P
LENGLET H.	Métaux de Vimeu	1	P	P
MAZUREAU R. ...	Métaux d'Angers	1	P	P
DUBOIS C.	Métaux de Tours	1	P	P
GOSSOIN M.	Métaux de St-Quentin	1	X	P
DOMERGUE F. ...	Métaux d'Alès	1	X	P
GENNEVOIS A. ...	Métaux de Troyes	1	X	P

FEDERATION DES MONNAIES ET MEDAILLES

REVARDEAU	Monnaies et Médailles de la R.P.	1	P	P
----------------	---------------------------------------	---	---	---

FEDERATION DES MOYENS DE TRANSPORT

LANGUMIER	C.F. départ. de l'Yonne	1	P	P
LECLAIRE	C.F. économique de l'Allier	1	P	P
LECLAIRE	C.F. économique de la Nièvre	1	P	P
CAZALA	Laveurs de voitures de la Seine	1	P	P
LECLAIRE	Conducteurs de taxis d'Alger	1	P	P
FANUCCHI E.	Chauffeurs de taxis de Marseille	1	P	P
BOSTOEN E.	Transports d'Hal'uin	1	P	P
CHARTIER M.	Transports de St-Germain-Laval	2	P	P
LOCHE	Cochers-Chauffeurs de la Seine	7	P	P
DIGNOIRE L.	Chauffeurs-Camionneurs de la R.P.	1	P	P
DELHOMME	Tramways d'Alger	3	P	P
LECLAIRE	C.F. Econom. de Seine-et-Marne	1	P	P
LECLAIRE	Chauffeurs-Camion. de Limoges	1	P	P
THOMASSON	T. C. R. P.	7	P	P
ROUX	Syndicat des Métros	4	P	P
LECLAIRE	Transports de Roubaix	1	P	P
LECLAIRE	Transports départ. d'Argenteuil	1	P	P
LECLAIRE	Tramways de Lyon-Neuville	1	P	P
DINE	Chauffeurs de Brignoles	1	P	P
FASSNACHT F. ...	Transports de Strasbourg	2	P	P
REBOUL	C.F. de la Charente	2	P	P
LALANNE A.	Voies Ferrées du Midi	1	P	P
REBOUL	C.F. de la Camargue	2	P	P
DESRUMEAUX M. ...	Cheminots d'Anzin	1	P	P
LECLAIRE	C.F. économique du Cher	2	P	P
LENGLET H.	Transports d'Amiens	1	P	P
DINE	Cheminots de Provence	1	P	P
DAVID	Cheminots de Grande banlieue, ré- seau Nord	1	P	P
GRATTESOL	Transports de Lyon	1	X	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES ACTIVITÉ	VOTES STATUT
FEDERATION DES PORTS ET DOCKS				
DINE	Dockers de Saint-Tropez	1	P	P
POUPION F.	Port de Rouen	2	P	C
FÉVRIER J.	Dockers de Nantes	2	P	P
WEGSCHNEIDER	Voilières de Dunkerque	1	P	P
ROBITAILLE				
HUYGHE				
CALLEBOUT	Dockers de Dunkerque	6	P	P
DECROCO				
RITAINE				
RITAINE R.	Pointeurs de Dunkerque	1	P	P
MAUGER Ch.	Dockers de Cherbourg	1	P	P
LE MAREC	Charbonniers de magasins du Havre	1	P	P
LE MAREC	Dockers et Charbonniers du Havre	1	P	P
MEYZONNAT F.	Ports et Docks de Port-Saint-Louis- du-Rhône	1	P	P
COMBE	Batellerie du Teil	1	P	P
BELLELLE A.	Manutent. et transports de la Seine	1	C	C
BLANCKAERT	Charpentiers, menuisiers et connexes des constructions navales de Dun- kerque	2	X	X

FEDERATION DES P.T.T.

FOURRE P.	P.T.T. d'Auxerre	1	P	P
RAYNAL	P.T.T. de Saint-Etienne	1	P	P
MILLE P.	P.T.T. de Lyon	1	P	P
MUSMEAUX A.	P.T.T. de Valenciennes	1	P	P
LÉANDRI	P.T.T. de la Corse	1	P	P
CÉREZ	P.T.T. de Pau	1	P	P
LEFÈVRE M.	P.T.T. de Calais	1	P	P
BRION Ch.	P.T.T. de Châteauroux	1	P	P
GARRAUD	P.T.T. de Saint-Amant-Montrond	1	P	P
LUNOT	P.T.T. de la Roche-sur-Yon	1	P	P
REY	P.T.T. de Marseille	2	P	P
BERTIN L.	P.T.T. de Grenoble	1	P	P
BERTIN L.	P.T.T. de Chambéry	1	P	P
FLEURY	P.T.T. de la Région Parisienne	5	P	P
FLEURY	P.T.T. de Valence	1	P	P
FLEURY	P.T.T. de Poitiers	1	P	P
FLEURY	P.T.T. de Châtelleraut	1	P	P
AURIN	P.T.T. de Foix	1	P	P
HUTT	P.T.T. de Rouen	1	P*	C
VALIÈRE P.	P.T.T. de Quimper	1	P	P
LE QUEMENT	P.T.T. du Morbihan	1	P	P
GEFFRAY	P.T.T. de Saint-Brieuc	1	P	P
CHARTIER M.	P.T.T. de Roanne	1	P	P
BARTOLINI J.	P.T.T. de Tou'lon	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
GRANDEL	P.T.T. du Jura	1	P	P
NICÔT	P.T.T. d'Orléans	1	P	P
FOLLET	P.T.T. de Clermont-Ferrand	1	P	P
LACOMBE P.	P.T.T. de Périgueux	1	P	P
POUTARAUD	P.T.T. de Guéret	1	P	P
POUTARAUD	P.T.T. de Limoges	1	P	P
POUTARAUD	P.T.T. de Tulle	1	P	P
LALLAZ, J.	P.T.T. d'Annecy	1	P	P
DECAUX H.	P.T.T. de Laon	1	P	P
GUÉRIN G.	P.T.T. d'Alençon	1	P	P
ROUIT	P.T.T. de Digne	1	P	P
CHAIGNE, HAMON.	P.T.T. de Niort	1	P	P
SALVAN	P.T.T. de Bordeaux	1	P	P
GOURDEAUX H. .	P.T.T. de la Mayenne	1	P	P
GOURDEAUX H. .	P.T.T. d'Argentan	1	P	P
BARATTE G.	P.T.T. de Caen	1	P	P
MAUCHERET	P.T.T. d'Alger	2	P	P
BARATTE G.	P.T.T. de Pont-de-l'Arche	1	P	P
GAZAN R.	P.T.T. de Nîmes	1	P	P
MODE Ch.	P.T.T. de Châlons-sur-Marne	1	P	P
MODE Ch.	P.T.T. de Sézanne	1	P	P
BONTEMS	P.T.T. d'Angers	1	P	P
SORS	P.T.T. de Perpignan	1	P	P
GOSELIN	P.T.T. du Havre	1	P	C
REY	P.T.T. d'Avignon	1	P	P
BOIVERT	P.T.T. de Cannes	1	P	P
BOIVERT	P.T.T. de Nice	2	P	P
BRUNEL K.	P.T.T. de Lille	1	P	P
DUBOIS C.	P.T.T. du Mans	1	P	P
MAGOT	P.T.T. de Cahors	1	P	P
MAGOT	P.T.T. de Souillac	1	P	P
THOMAS	P.T.T. de Montluçon	1	P	P
SORS	P.T.T. de Béziers	1	P	P
SORS	P.T.T. de Montpellier	1	P	P
SORS	P.T.T. de Narbonne	1	P	P
REY	P.T.T. de Gap	1	P	P
AURIN	P.T.T. de Toulouse	1	P	P
MAGOT	P.T.T. de Figeac	1	P	P
GOSSOIN M.	P.T.T. de Saint-Quentin	1	X	P
CHATOUT	P.T.T. de Nevers	1	X	P
FRIONNET	P.T.T. de Chaumont	1	X	P
MAGES	P.T.T. de Bayonne	1	X	P

FEDERATION DES SERVICES PUBLICS

GIRARD G.	Gaz de Nevers	1	P	P
HUGLIN J.	Municipaux de Schiltigheim (Moselle)	1	P	P
HUGLIN J.	Municipaux de Colmar	1	P	P
HUGLIN J.	Municipaux de Mulhouse	1	P	P
VIC A.	Municipaux de Tarare	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUT
VIC A.	Municipaux de Voiron	1	P	P
VIC A.	Gaz de Villeurbanne	1	P	P
BARETTE	Asiles de Naugeat	1	P	P
LÉO	Services publ., balayeurs de Toulon	1	P	P
DENGREMONT E.	Communaux de la Seine et de Seine-et-Oise	5	P	P
VACHER	Municipaux de Lyon	3	P	P
SUAU L.	Hospitaliers et Services publics de Montpellier	1	P	P
BOSTOEN E.	Services publics d'Halluin	1	P	P
AURIN	Gaz et Electricité de Montauban	1	P	P
AURIN	Hospitaliers de Montauban	1	P	P
MAURY	Municipaux de Paris et Seine	16	P	P
BONNET P.	Municipaux de Saint-Etienne	1	P	P
BUSSIÈRE	Gaz et Electricité de Belfort	2	P	P
GRANET L.	Services publics de Saint-Junien	1	P	P
SAGHETTO	Gaz de Nice	2	P	P
FABRE J.	Gaz de Saint-Etienne	2	P	P
LOISEAU	Product. Distrib. de la R. P.	7	P	P
OLLIER M.	Services publ. de Clermont-Ferrand	1	P	P
LANDAZ P.	Municipaux d'Alès	1	P	P
CADENEL V.	Municipaux de Marseille	1	P	P
GUIDICI	C.P.E. de Marseille	1	P	P
BERNARDI D.	Asiles de la Région Parisienne	5	P	P
CHARTIER M.	Services publics et Gaz de Roanne	1	P	P
CRAQUELIN	Régie des Eaux de la Seine	6	P	P
HUGLIN J.	Gaz de Strasbourg	3	P	P
COUTON	Municipaux de Tours	1	P	P
VACHER	Municipaux de Villeurbanne	1	P	P
CARIOU C.	Gaz de Paris	9	P	P
PIN G.	Communaux d'Oyonnax	1	X	P

FEDERATION DU SOUS-SOL

GONNET R.	Mineurs de Chaligny	1	P	P
SANDRA	Mineurs de La Mure	1	P	P
GEISKOPP	Mineurs de la Moselle	2	P	P
KIRSCH	Mineurs de la Moselle	2	P	P
DELORME C.	Mineurs de la Loire	2	P	P
MAZAUDIER M.	Mineurs de la Grand'Combe	1	P	P
CORBIER F.	Mineurs de La Vernarède	1	P	P
OZIOL J.	Mineurs de Molières	1	P	P
GUIRAUD	Mineurs de Graissessac	1	P	P
CELLIER	Mineurs de Sain-Bel	1	P	P
CHAMBON	Mineurs de Sain-Bel	1	P	P
GARNIER J.-M.	Mineurs d'Atès	1	P	P
JAROR	Mineurs d'Anzin	5	P	P
DARGUESSE	Ardoisiers de Misengrain	1	P	P
DARGUESSE	Mineurs du Pas-de-Calais	6	P	P
DINE	Mines de Tourves	1	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
MARTEL H.	Mineurs du Nord	5	P	P
GNOCKONSKI	Mineurs de Decazeville	1	P	P
SARRAZIN F.	Mineurs de Montceau-les-Mines	1	P	P
SARRAZIN F.	Mineurs d'Autun	1	P	P
WANTRYCK R. ...	Mineurs de Gardanne	1	P	P
JEAN L.	Mineurs de Martinet	1	P	P
DUBOIS	Ardoisiers de Trélazé	1	P	P
JONANNIN	Mineurs de Buxières	1	P	P

FEDERATION DU SPECTACLE

CROS A.	Peintres Décorat. de théâtre de Paris	1	P	P
CAPAUMONT	Machinistes et Accessoiristes de théâtre de Paris	2	P	P
GARONE	Choristes de Toulon	1	P	P
PRADAUD	Spectacle de Paris	1	X	P

FEDERATION DES TABACS ET ALLUMETTES

DUMONT R.	Tabacs de Lille	1	P	P
GUILLEMAIN	Allumettes d'Aubervilliers	2	P	P
GUILLEMAIN	Tabacs de Metz	1	P	P
LECLERCQ	Tabacs d'Issy-les-Moulineaux	1	P	P
GUILLEMAIN	Tabacs de Bordeaux	1	P	P
GUILLEMAIN	Tabacs de Nancy	1	P	P
GUILLEMAIN	Tabacs de Dieppe	1	P	P
BOIVERT	Tabacs de Nice	1	P	P
RABATÉ	Allumettes de Bègles	1	P	P
CATTANÉO B. ..	Tabacs d'Orléans	1	P	P
SEMAT	Tabacs de Nantes	1	P	P
MARCHAND J. ...	Tabacs de Riom	1	P	P
MAZUREAU R. ..	Allumettes de Trélazé	1	P	P
GUILLEMAIN	Tabacs du Havre	1	P	P

FEDERATION DU TEXTILE

BRUNEAU E.	Textile de Vizille	1	P	P
BOSTOEN E.	Textile d'Hailluin	5	P	P
DUQUESNE A. ..	Textile de Roncq	3	P	P
NICOT	Textile de Romorantin	1	P	P
CHARTIER M. ..	Textile de Roanne	1	P	P
BRET J.	Textile de Voiron	1	P	P
LEMETTRE Ch. ..	Textile de Tourcoing	3	P	P
CASIER G.	Textile de Comines	2	P	P
COISNE G.	Textile d'Armentières	2	P	P
LENGLET H.	Textile Teint. d'Amiens	1	P	P
DUJARDIN A. ...	Textile de la Vallée de la Nièvre..	1	P	P
BOURGERIE	Textile de Romilly-sur-Seine	1	P	P
CEREZ	Textile d'Oloron	1	P	P
BOURNETON	Textile de Bailleul	1	P	P
COLBAERT E. ...	Textile de Roubaix	4	P	P

NOMS DES DÉLÉGUÉS	SYNDICATS REPRÉSENTÉS	NOMBRE DE VOIX	VOTES	
			ACTIVITÉ	STATUTS
RICHETTA	Textile de Sedan	1	P	P
RICHETTA	Textile de Tarare	1	P	P
FRANÇIN	Textile de St-Dié	1	P	P
GENNEVOIS L. ..	Textile de Troyes	2	P	P
MATON A.	Textile de Glageon (Nord)	1	P	P
BRACQ H.	Textile de Caudry	1	P	P
MATON A.	Textile de Fourmies	1	P	P
DAVID	Textile de Cours	1	P	P
CHARTIER M. ..	Apprêts de Roanne	1	P	P
CELLIER	Textile de Lyon	1	P	P
CHAMBON				
ARNAUD M.	Textile de Lavelanet	1	P	P
RICHAUD M.	Textile de Colmar	1	P	P
PIERREL L.	Textile de Gérardmer	1	P	P
RÉGINE	Textile d'Aix-en-Othe	1	P	P
MONTEIL M.	Textile de Valence	1	P	P
BRUNEAU G.	Textile de Paris	2	P	P
MOHN	Textile de Strasbourg	3	P	P
MICHELENS J. ...	Textile de Lannoy	1	P	P
BOUCHET A.	Textile reg. de Lille	1	X	P

FEDERATION DU VERRE

EYMERY	Verriers de Rive-de-Gier	1	P	P
DARVES	Taill. cristaux de la R.P.	1	P	P
MATHIEU L.	Souffleurs de verre de Paris	1	P	P
DARVES	Verriers de Bagneau	1	P	P
DARVES	Bouch. Emeri de la Seine	1	P	P
HERMAN	Verriers de Lyon	1	P	P
HERMAN	Verriers de la Seine	1	P	P
DEMIER M.	Verriers d'Albi	1	P	P
HERMAN	Verriers de Souvigny	1	P	P
HERMAN	Verriers de Combs-la-Ville	1	P	P
MORIVAL M.	Verriers d'Aniche	1	P	P
HERMAN	Verriers de Terrasson	1	P	P
CREPAT	Verriers de Vierzon	1	P	P

FEDERATION DU VETEMENT

PONTANIER Th. .	Vêtement de Lyon	1	P	P
BENISTANT	Chap. de Bourg-de-Péage	1	P	P
LE MAREC	Vêtement-Habillement du Havre ..	1	P	P
BERTRAND	Chap. de Chazelles-sur-Lyon	4	P	P
CLEMENTI A. ...	Habillement de Chambéry	1	P	P
BERTRAND	Habillement de la Seine	3	P	P
MATLINE A.	Casquettiers de Paris	1	P	P

FEDERATION DES FORAINS

MIALON S.	Marchands forains de France	1	P	P
----------------	-----------------------------------	---	---	---

**TABLEAUX DES VOTES
ET ÉTATS DES GROUPES, SECTIONS
ET JOURNAUX D'ENTREPRISES
DE LA C.G.T.U.**

Tableau des votes sur le Rapport d'activité au Congrès de la C.G.T.U.

FEDERATIONS	NOMBRE de SYNDICATS	NOMBRE de VOIX	POUR		CONTRE		ABSTENTIONS		SYNDICATS REPRÉSENTÉS n'ayant pas pris part au vote	
			SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX
Agriculture	13	13	11	11	»	»	»	»	2	2
Alimentation	29	36	27	34	»	»	»	»	2	2
Bâtiment	92	114	85	107	»	»	»	»	7	7
Bijou	1	1	»	»	»	»	»	»	1	1
Bois	19	24	19	24	»	»	»	»	»	»
Céramique et Prod. chim.	15	18	15	18	»	»	»	»	»	»
Cheminots :					»	»	»	»	»	»
Algérie	20	30	20	30	»	»	»	»	»	»
Ceinture	5	6	5	6	»	»	»	»	6	6
Est	21	26	15	20	»	»	»	»	1	2
Etat	58	75	56	72 ¹	»	»	1	1	»	»
Midi	19	24	19	24	»	»	»	»	»	»
Nord	33	60	33	60	»	»	»	»	1	2
P.-L.-M.	67	105	66	103	»	»	»	»	1	1
P.-O.	38	52	37	51	»	»	»	»	»	»
Alsace-Lorraine	37	57	37	57	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	12	13	12	13	»	»	»	»	1	1
Commerce et Finance...	15	20	14	19	»	»	»	»	»	»
Cuir et Peaux	11	16	11	16	»	»	»	»	»	»
Enseignement	40	42	14	14	24	26	1	1	1	1
Etablissements de l'Etat.	21	28	21	28	»	»	»	»	»	»
Livre-Papier	29	37	28	34	1	3	»	»	»	»
Marins-Pêcheurs	6	8	6	8	»	»	»	»	»	»
Métaux	47	64	44	61	»	»	»	»	3	3
Monnaies et Médailles...	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»
Moyens de Transport....	29	51	28	50	»	»	»	»	1	1
Ports et Docks.....	13	21	11	18	1	1	»	»	1	2
F. T. T.	66	73	62	69 ²	»	»	»	»	4	4
Services publics	34	83	33	82	»	»	»	»	1	1
Sous-Sol	22	37	22	37	»	»	»	»	»	»
Spectacle	4	5	3	4	»	»	»	»	1	1
Tabacs-Allumettes	14	15	14	15	»	»	»	»	»	»
Textile	34	51	33	50	»	»	»	»	1	1
Verriers	13	13	13	13	»	»	»	»	»	»
Vêtement	7	12	7	12	»	»	»	»	»	»
Forains	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	886	1.232	823	1.162	26	30	2	2	35	38

(1) Un syndicat ayant droit à une voix a voté « Pour » avec réserve.
(2) Un syndicat ayant droit à une voix a voté « Pour » avec réserve.

Tableau des votes sur les Statuts au Congrès de la C. G. T. U.

FEDERATIONS	NOMBRE de SYNDICATS	NOMBRE de VOIX	POUR		CONTRE		ABSTENTIONS		SYNDICATS REPRÉSENTÉS n'ayant pas pris part au vote	
			SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX	SYNDICATS	VOIX
Agriculture	13	13	13	13	»	»	»	»	»	»
Alimentation	29	36	29	36	»	»	»	»	»	»
Bâtiment	92	114	92	114	»	»	»	»	»	»
Bijou	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»
Bois	19	24	19	24	»	»	»	»	»	»
Céramique et Prod. chim.	15	18	15	18	»	»	»	»	»	»
Cheminots :										
Algérie	20	30	20	30	»	»	»	»	»	»
Ceinture	5	6	5	6	»	»	»	»	»	»
Est	21	26	21	26	»	»	»	»	»	»
Etat	58	75	58	75	»	»	»	»	»	»
Midi	19	24	19	24	»	»	»	»	»	»
Nord	33	60	33	60	»	»	»	»	»	»
P.-L.-M.	67	105	67	105	»	»	»	»	»	»
P.-O.	38	52	38	52	»	»	»	»	»	»
Alsace-Lorraine	37	57	37	57	»	»	»	»	»	»
Coiffeurs	12	13	12	13	»	»	»	»	»	»
Commerce et Finance....	15	20	15	20	»	»	»	»	»	»
Cuirs et Peaux	11	16	11	16	»	»	»	»	»	»
Enseignement	40	42	14	14	24	26	1	1	1	1
Etablissements de l'Etat.	21	28	21	28	»	»	»	»	»	»
Livre-Papier	29	37	28	34	1	3	»	»	»	»
Marins-Pêcheurs	6	8	6	8	»	»	»	»	»	»
Métaux	47	64	47	64	»	»	»	»	»	»
Monnaies et Médailles...	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»
Moyens de Transport....	29	51	29	51	»	»	»	»	»	»
Ports et Docks.....	13	21	10	16	2	3	»	»	1	2
P. T. T.	66	73	64	71	2	2	»	»	»	»
Services publics	34	83	34	83	»	»	»	»	»	»
Sous-Sol	22	37	22	37	»	»	»	»	»	»
Spectacle	4	5	4	5	»	»	»	»	»	»
Tabacs-Allumettes	14	15	14	15	»	»	»	»	»	»
Textile	34	51	34	51	»	»	»	»	»	»
Verriers	13	13	13	13	»	»	»	»	»	»
Vêtement	7	12	7	12	»	»	»	»	»	»
Forains	1	1	1	1	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	886	1.232	854	1.194	29	34	1	1	2	3

Etat des groupes et sections d'entreprises dans la C. G. T. U. (établi le 16 septembre 1933)

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e	18 ^e	19 ^e	20 ^e	21 ^e	22 ^e	23 ^e	24 ^e	25 ^e	26 ^e	27 ^e	28 ^e	29 ^e	30 ^e	31 ^e	Total			
Agriculture						4																											9		
Alimentation		1				4																											8		
Bâtiment	1						2	5	4		1							4	1	8	40		13										1	82	
Bijou																																		23	
Bois				1		15		2					1								3		1											23	
Produits chimiques	7			3		3	1	6												5	23					1		1		1			51		
Cheminots	41	9	5		1	9	6	5	5	9	4		5	6	2		6	3	2	10	2	15	6		5	11	11	9	9	17	2	314			
Coiffeurs																																		3	
Cuir et Peaux											1																1		1					8	
Employés											1										17														
Enseignement																																			
Etablissements Etat						7		16	1			1									17					1		6						51	
Livre-Papier																					40		1			1								42	
Marins-Pêcheurs									4										4															8	
Métaux	7		7		4	6	4	4			2	1	2		1		3	2	109			1				4	12		1				167		
Moyens de Transport	5												3						50			2												63	
Ports et Docks	1												1																					2	
P.T.T.						2		3									1		43													2		51	
Services publics						44													250								1							262	
Sous-sol	300		1	30		11	5			18										11					4			2						371	
Spectacle																																			11
Tabacs-Allumettes	4		1	1				4	1						4				2	5		1	1				1		1	1				21	
Textile	11	2	1			5	3											3	2	3										1	5	1		37	
Verriers																																			
Vêtement						5																										5			10
Monnaies et Médailles																			1																1
TOTAUX	378	12	19	31	2	78	21	48	11	27	7	5	11	9	4	10	8	26	715	5	33	8	4	10	18	33	9	13	23	11	1597				

dont 168 groupes de 5 et 10.

Etat des journaux d'entreprises de la C.G.T.U. (le 16 septembre 1933)

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e	18 ^e	19 ^e	20 ^e	21 ^e	22 ^e	23 ^e	24 ^e	25 ^e	26 ^e	27 ^e	28 ^e	29 ^e	30 ^e	31 ^e	Total				
Agriculture								1																										1		
Alimentation	1					1		1													9													12		
Bâtiment						2	1	3	1									1		3	6	1	2				1	3						25		
Bijou														1																					4	
Bois								1													2														4	
Produits chimiques	1					1		7												2	12													25		
Cheminots	7	3			1	1	2	1	1	1		1	1	1			5	1	1	42		2				2	1			1	1		47			
Coiffeurs																																			1	
Cuir et Peaux																					1								1						3	
Employés								2			1									15							1								19	
Enseignement					2						1		1		1		1			1	1		2	1	1	1	2	2			1	1		20		
Etablissements de l'Etat						2				1		1								1	6														6	
Livre-Papier																					6														7	
Marins-Pêcheurs																																				
Métaux	4				1	9	1						1				3	6	43			5					4							80		
Moyens de Transport				1															1	61															63	
Ports et Docks	3																																		4	
P. T. T.								1				1	1					1	1	1															6	
Services publics						1														23							1								25	
Sous-sol	4					2	1		1	3											1						1								12	
Spectacle																					1															1
Tabacs-Allumettes																																				
Textile	6		1			3	2				1								2	3						1								27		
Verriers																																				
Vêtement																																				
Monnaies et Médailles																																				
Infirmiers libres																																				
TOTAUX	26	3	2	4	21	6	18	4	5	3	5	2	2	2	7	5	17	200	7	12	1	1	4	17	3	3	3	3	3	4	393					

1 journal local.
 12 dont 6 locaux et 1 corporatif.
 25 dont 19 locaux corporatifs.
 4 tous locaux corporatifs.
 25 dont 3 de groupes d'usines.
 47 dont 13 de secteurs et 20 locaux.
 1 journal local.
 3 dont 1 de section féminine et 2 locaux
 19 dont 4 locaux et 1 corporatif.
 20 journaux départementaux.
 6 dont 3 locaux.
 7 dont 5 inter-usines.
 80 dont 2 de groupes d'usines et 1 régional
 63
 4
 6 journaux locaux ou départementaux.
 25 5 corporatifs et 1 de comité de lutte.
 12
 1 journal corporatif.
 1
 27 dont 9 de groupes d'usines.
 3
 2 corporatifs et 1 sportif.
 1

Résolution générale du VII^e Congrès de la C.G.T.U.

(23-29 Septembre 1933)



I. L'APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE GÉNÉRALE DU CAPITALISME

Le VI^e Congrès de la C.G.T.U., analysant la crise économique mondiale du capitalisme, avait souligné les éléments de développement et d'aggravation de cette crise.

Depuis deux ans, les faits ont vérifié la justesse de ses appréciations. La crise a poursuivi son développement sous les aspects les plus divers.

Au cours de cette période, la réduction de la production a atteint des chiffres jamais égalés depuis la guerre. L'armée des chômeurs s'est accrue considérablement.

Les oscillations constatées dans le volume de la production n'infirmant en rien notre appréciation sur l'approfondissement de la crise générale du capitalisme. Elles caractérisent simplement l'inégalité de son développement.

La guerre économique que se livrent les grandes puissances impérialistes a pris un caractère plus aigu (défense des marchés intérieurs; élévation des barrières douanières; dévalorisation et guerre des monnaies).

*
**

Les modifications survenues dans les rapports internationaux ont accru considérablement les antagonismes entre grandes puissances, en particulier entre la France et l'Allemagne, et augmenté les éléments de guerre impérialistes.

Ces changements, l'ébranlement du système de Versailles et la politique conséquente de paix de l'Union Soviétique ont contraint la plupart des impérialismes, dont celui de France en particulier, à apporter des modifications dans l'aspect de leur politique extérieure et à signer des traités de non-agression avec l'U.R.S.S.

L'accroissement des dangers de guerre entre Etats impérialistes renforce les menaces de guerre contre-révolutionnaire contre l'Union Soviétique, qui reste l'ennemi principal du monde capitaliste.

L'offensive du capital contre la classe ouvrière a pris des proportions inouïes. Dans la recherche d'une issue à la crise, favorable à ses intérêts il affame le prolétariat. Face à l'accroissement de la lutte de classe, la bourgeoisie renforce sa dictature (Etats-Unis) et dans certains pays instaure le fascisme (Allemagne, Autriche) ou s'oriente vers cette forme de dictature (Tchécoslovaquie, Espagne).

*
**

Les Internationales syndicale réformiste et socialiste dont chacune des sections est liée étroitement à son propre impérialisme, subissent les chocs qui se produisent entre les Etats capitalistes et se disloquent.

Le dernier Congrès de la F. S. I. a encore accentué cette politique de collaboration des classes en décidant d'intensifier la lutte contre l'action révolutionnaire des masses et l'U.R.S.S. et en soutenant tous les plans destinés à sauver le capitalisme (Etats-Unis, Tchécoslovaquie).

Par contre, l'essor révolutionnaire des masses luttant pour la défense de leur niveau de vie et pour l'issue révolutionnaire de la crise, s'affirme vigoureux dans de nombreux mouvements de masse, grèves, démonstrations, lutte héroïque des peuples coloniaux.

En opposition avec la décrépitude du monde capitaliste, l'Union Soviétique, où les bases de la construction du socialisme sont définitivement consolidées, après avoir réalisé victorieusement son premier plan de cinq ans, poursuit avec succès la réalisation du second plan qui fixe, comme but, la suppression définitive des classes.

Les succès considérables remportés dans le domaine de l'industrialisation et de la collectivisation des campagnes permettent l'amélioration incessante de la situation matérielle et culturelle des travailleurs des villes et des champs.

La remise entre les mains des syndicats des attributions du Commissariat du Travail a encore accru le rôle de ces organisations dans la production et la détermination des salaires.

II. LA SITUATION EN FRANCE

Malgré que le capitalisme français soit entré le dernier dans la crise, le VI^e Congrès de la C.G.T.U., en analysant les premières manifestations de cette crise en France, avait montré tous les éléments de son approfondissement.

Les conditions favorables dont a bénéficié, depuis la guerre, l'impérialisme français (exploitation des peuples vaincus grâce au système de Versailles, possibilités d'absorption du marché intérieur, stabilisation du franc à un taux bas, ayant constitué une prime à l'exportation, exploitation renforcée de son empire colonial) si elles lui ont donné certaines possibilités de manœuvre, ne pouvaient, en aucun cas, et n'ont pu l'empêcher d'entrer dans la crise générale du capitalisme.

Les faits ont complètement vérifié l'appréciation du VI^e Congrès de la C.G.T.U.

L'indice général de la production est tombé du niveau maximum de 144 en juin 1930 jusqu'à 92 en juillet 1932, niveau le plus bas (indice 100 en 1913).

Le nombre des chômeurs secourus de 147.009 en décembre 1931, un mois après le VI^e Congrès, est passé à 319.240 en mars 1933 et à 247.743 au 15 juillet 1933. Les chômeurs secourus ne représentent qu'une faible minorité des chômeurs réels.

Les statistiques du nombre des ouvriers occupés dans les entreprises de plus de 100 salariés indiquent, au 1^{er} mai 1933, une diminution de 21 % des ouvriers occupés. D'après les mêmes statistiques, le nombre des chômeurs partiels parmi les ouvriers occupés varie de 40 à 45 %.

Les oscillations constatées du volume de la production dans certaines industries, en particulier dans celles rattachées à la production de guerre, n'apportent pas de modifications essentielles à l'aspect général de la crise en France.

L'écart de plus en plus grand entre la capacité de la production agricole et les marchés de plus en plus restreints, la diminution de la capacité de consommation des masses laborieuses, la fermeture ou la restric-

tion des marchés extérieurs accentuent la crise agraire. Cette crise s'exprime par la mévente, la chute des prix des produits agricoles. L'appauvrissement des masses laborieuses des campagnes et l'exploitation des ouvriers agricoles ; ce qui provoque et accentue leur mécontentement.

Les mesures gouvernementales (contingentement, fixation des prix, etc.) sont impuissantes à atténuer le développement de cette crise. Elles aboutissent à favoriser les accapareurs, les paysans riches, les grands propriétaires fonciers, au détriment des paysans pauvres et moyens.

*
**

D'autres éléments viennent s'ajouter encore à ceux déjà cités et constituent des causes d'approfondissement de la crise (ébranlement du système de Versailles, déficit budgétaire, lutte des monnaies et tendances inflationnistes, en particulier en Angleterre et aux Etats-Unis, qui menacent la stabilité du franc, etc.).

*
**

Tous ces faits et les efforts de la bourgeoisie pour faire retomber tout le poids de la crise sur le dos de la classe ouvrière accentuent les antagonismes entre le capitalisme et le prolétariat qui s'expriment par de nombreuses grèves et ouvrent les perspectives à de puissants combats de classes dans la métropole et dans les colonies.

III. L'OFFENSIVE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

L'offensive capitaliste contre les salaires et le niveau de vie de la classe ouvrière, dont le VI^e Congrès avait montré le développement, se poursuit sans arrêt sous les formes les plus diverses.

Dans l'ensemble des industries, les salaires ont été réduits de 15 à 30 %. Dans certains cas, cette réduction atteint un chiffre beaucoup plus élevé.

Les salaires des ouvriers agricoles ont été réduits, en général, de 20 à 30 %. Dans certaines contrées, la diminution atteint 50 et même 60 %.

Les chômeurs de cette catégorie de travailleurs, habitant dans les villages, ne possédant aucune caisse de chômage, sont, dans leur immense majorité, privés de tout secours.

*
**

Par l'introduction ou le renforcement de nouvelles méthodes de travail et de détermination des salaires (accélération de la cadence, machines meurtrières à grand rendement, métiers multiples, primes au rendement, salaire calculé sur le rendement des équipes), l'effort exigé de l'ouvrier est beaucoup plus grand, exténuant, pour une rémunération moindre ; le nombre des accidents du travail plus élevé.

Une autre forme de réduction des salaires et d'aggravation de la discipline est appliquée avec le développement du système des amendes, surtout depuis le vote de la loi du 5 février 1932.

*
**

La grande majorité des chômeurs complets et la presque totalité des chômeurs partiels continuent à ne recevoir aucun secours.

Mais l'attaque n'épargne pas les chômeurs secourus (radiations pour les

motils les plus futiles, suppression d'avantages arrachés par l'action, soupes, secours exceptionnels).

Depuis quelques mois, sur les directives du Ministère du Travail, les municipalités introduisent, sous peine de radiation, le travail obligatoire pour les chômeurs secourus. La réduction du nombre de chômeurs secourus provient, en grande partie, des radiations et aussi du refoulement de nombreux immigrés.

*
**

Les travailleurs de l'Etat et des Services publics, qui furent épargnés pendant quelque temps, sont maintenant directement attaqués. La diminution des traitements et indemnités des fonctionnaires, votée en février, se poursuit dans les différents services, tandis que la compression du personnel s'opère par l'arrêt du recrutement, les licenciements du personnel auxiliaire et temporaire et les mises à la retraite d'office, en application du plan de réforme administrative proposé par les chefs réformistes.

*
**

Chez les cheminots, l'offensive des réseaux, grands et petits, quoique se développant sous diverses formes, est poursuivie méthodiquement et sans arrêt : la réduction du personnel a déjà atteint 10 %, les directions de réseaux annoncent d'autres réductions importantes. Les salaires sont frappés, au moyen de déplacements, changements de service, diminution de primes qui atteignent, pour certaines catégories, jusqu'à 200 francs par mois. S'ajoutent à cela la mise à la retraite et les révocations prétextées par les motifs les plus divers.

La campagne du grand patronat et du gouvernement pour le redressement financier du budget de l'Etat, annoncée pour octobre, le vote de la loi Paganon sur le régime des chemins de fer, qui tend à réaliser deux milliards d'économies sur le dos des usagers et des cheminots, constituent une nouvelle et grave menace pour les fonctionnaires, travailleurs des services publics et cheminots.

*
**

Les lois et œuvres sociales sont attaquées à leur tour. La loi récemment appliquée réduit dans de nombreux cas les allocations familiales. Les maigres avantages consentis aux assurés sociaux et aux accidentés du travail sont menacés.

L'augmentation incessante des impôts et de toutes les charges qui pèsent sur la classe ouvrière contribue à aggraver sa situation.

*
**

Pour assurer le succès de leur plan d'attaque, le patronat et l'Etat renforcent leur dictature.

Dans les entreprises, la discipline, le mouchardage, la chasse aux ouvriers révolutionnaires sont poussés plus activement. Le gouvernement, sous le masque de la démagogie démocratique destiné à tromper les masses, accélère sa répression contre le mouvement ouvrier, contre le droit de grève (circulaire de Monzie), contre les combattants des grèves et fait voter des lois superscélérates (lois sur l'espionnage industriel et sur le refus de l'impôt).

Sous le même masque menteur, l'impérialisme français poursuit la guerre au Maroc et accentue la répression sanglante contre les populations coloniales.

La grande bourgeoisie développe ses organisations profascistes favorisées par la politique du gouvernement de gauche soutenu par la C.G.T. et le Parti socialiste qui sèment la désillusion dans les masses. Au sein des partis de gauche : S.F.I.O., Radical, de même que dans la C.G.T. se développe, sous prétexte d'économie dirigée, de défense de la démocratie, l'orientation vers un gouvernement fort et autoritaire.

*
**

La situation du capitalisme français, moins grave que celle d'autres Etats capitalistes, lui permet de mener cette offensive avec des formes plus souples, plus habiles, plus hypocrites, dans le but de gêner la résistance collective des ouvriers qui l'a contraint maintes fois à reculer.

L'attaque contre les salaires est en général morcelée, appliquée dans une industrie, dans une entreprise, et même dans un atelier et une équipe, sous des formes individuelles. Cette forme de diminution est favorisée souvent par l'absence de contrat collectif.

Les syndicats unitaires doivent mener une lutte acharnée contre les tentatives du patronat de détruire les contrats collectifs existants et s'attacher à garantir les revendications arrachées par la signature de nouveaux contrats.

Sous la pression du mouvement de masse, le gouvernement, en même temps qu'il exerce la répression brutale contre les grèves, est parfois amené à masquer cette attitude en accordant quelques revendications aux combattants (allocations de chômage dans les grèves Citroën, de Marseille et Neuves-Maisons).

Tout cela rend plus compliquées l'organisation et la direction du mouvement des masses et exige de notre part une étude approfondie de chaque cas, de chaque forme d'attaque et l'adaptation continuelle de notre tactique.

IV. LA C. G. T. SOUTIENT LA BOURGEOISIE DANS SON OFFENSIVE

La bourgeoisie n'a pu développer son offensive qu'avec l'appui des chefs réformistes, qui se sont efforcés d'endiguer le mouvement de masse et de briser la résistance de la classe ouvrière.

Au contraire, sous la pression des événements et devant la nécessité de résister aux attaques de la bourgeoisie, les travailleurs confédérés s'orientent toujours plus vers la lutte de classes. Ils participent aux mouvements grévistes et même les décèlent, alors que leurs dirigeants resserrent toujours davantage leurs liens avec la bourgeoisie.

Les exemples les plus caractéristiques de cet état d'esprit chez les travailleurs confédérés sont fournis par leur participation massive à l'action pendant tout le mouvement des fonctionnaires ; leur volonté maintes fois exprimée, que les dirigeants réformistes n'ont pu briser qu'après de multiples manœuvres, de résister par la grève à toute attaque contre les salaires, traitements et indemnités ; leur participation aux luttes et leur activité dans les grèves aux côtés des ouvriers unitaires et inorganisés (Citroën, Marseille, Armentières, Capestang, Strasbourg, Castres, etc.). Cet état d'esprit des ouvriers confédérés s'exprime aussi lorsqu'ils imposent, dans des grèves dirigées par les syndicats réformistes, la présence et la participation des militants unitaires, adoptent leurs propositions (Neuves-Maisons) et collaborent aux larges mouvements de front unique (Comités d'Amsterdam, mouvement antifasciste, Amis de l'U.R.S.S., Comités de chômeurs).

La poussée favorable au front unique de lutte s'est également manifestée et se manifeste encore par la constitution de nombreux comités d'unité d'action dans le mouvement des fonctionnaires, lors du Premier Mai, pour les manifestations communes et, en général, dans chaque mouvement de lutte.

*
**

C'est en opposition avec le développement de cette volonté d'action chez leurs adhérents et en manœuvrant pour l'étouffer et la détourner de son but, que les dirigeants réformistes renforcent leur politique de collaboration avec la bourgeoisie affirmée une nouvelle fois à leur Congrès de la Mutualité.

A leur Congrès de Japy, ils avaient prôné l'économie dirigée et la coopération internationale du capitalisme, comme moyen de résoudre la crise. Deux mois après son congrès, en novembre 1931, la C.G.T. publiait un manifeste où il est dit :

« Seule une politique de coopération internationale, de justice sociale, redonnerait à la production un élan nouveau. »

De même que les faits ont consacré la faillite de la théorie de la C.G.T. défendant la rationalisation capitaliste comme favorable aux intérêts de la classe ouvrière, les événements montrent l'absurdité et le mensonge de leur théorie actuelle de l'économie dirigée, en régime capitaliste, qu'ils essaient d'opposer à l'économie socialiste dirigée par le gouvernement des ouvriers et des paysans de l'Union Soviétique.

*
**

La participation active des dirigeants réformistes aux organismes nationaux et internationaux de la bourgeoisie n'a d'autre objet que de détourner le prolétariat français de la lutte directe contre son propre ennemi.

C'est ainsi que la C.G.T. présente les 40 heures comme un problème dont la solution dépend d'une entente loyale avec le patronat et les pouvoirs publics, cette solution devant être recherchée dans les conventions internationales ; la lutte contre la guerre comme une question de désarmement international, de sécurité et de confiance entre les peuples qu'elle identifie avec les gouvernements capitalistes ; les salaires et le chômage comme une question de coopération et d'organisation internationale de la production et des échanges en régime capitaliste.

A l'abri d'une telle politique, confirmée pleinement au Congrès de la Mutualité, elle exerce en France son activité pour briser le mouvement de résistance de la classe ouvrière, elle aide pratiquement à l'abaissement des salaires (fonctionnaires, mineurs, textiles, métaux, etc.), elle intervient pour empêcher les grèves ou les briser. Elle soutient les mesures protectionnistes réclamées par le patronat.

*
**

Les dirigeants réformistes sont également des soutiens précieux de la bourgeoisie dans la préparation matérielle et morale à la guerre. Non seulement ils mènent une lutte acharnée contre le Comité d'Amsterdam de lutte contre la guerre, mais ils participent directement à la campagne d'excitation chauvine, poursuivant ainsi leur politique de défense nationale et d'union sacrée.

C'est ainsi également qu'il faut expliquer leur position dans la lutte contre le fascisme. Leur mot d'ordre de défense des pays de démocratie contre les dictatures n'a d'autre objet que de servir les intérêts de l'impérialisme

français contre l'impérialisme allemand, en utilisant la haine légitime des masses contre le fascisme, et de combattre l'Union Soviétique en attaquant la dictature du prolétariat.

Au Congrès de la Mutualité, les dirigeants réformistes ont défendu avec acharnement le renforcement de leur participation à la Société des Nations et autres organismes de collaboration, nationaux et internationaux. Ils essaient ainsi de substituer la confiance en ces organismes à la lutte véritable du prolétariat contre la guerre et le fascisme.

*
**

La transformation de l'Internationale Syndicale Réformiste en rouage d'un groupe des pays vainqueurs, ses attaches plus étroites avec l'impérialisme français en particulier, et la fixation de son siège à Paris, ont renforcé l'importance du rôle de la C.G.T. dans la politique extérieure de la bourgeoisie française. L'autorité plus grande de la C.G.T. dans la F.S.I. est un élément sérieux de l'impérialisme français pour la préparation à la guerre.

Ainsi les chefs réformistes aident la bourgeoisie à développer, en cette période d'aggravation des antagonismes franco-allemands, la psychose chauvine en vue de nouvelles guerres impérialistes.

*
**

Pour masquer leur politique et amener les masses à l'accepter et à la pratiquer, les dirigeants réformistes utilisent la phraséologie gauchiste. C'est ainsi qu'ils remettent en avant le mot d'ordre de grève générale contre la guerre et le fascisme, cependant qu'en même temps ils désarment le prolétariat et sabotent son action en affirmant que les ouvriers sont prêts à sacrifier leurs revendications pour défendre leurs « libertés ».

Les dirigeants réformistes n'hésitent pas à se livrer à des gestes démagogiques (meeting de Japy contre le fascisme, marche des chômeurs à Saint-Nazaire) pour maintenir avec les masses un contact indispensable à la réalisation de leur politique.

Sous la pression des ouvriers et de leurs propres troupes, ils lancent des mots d'ordre d'action, donnant ainsi l'illusion qu'ils veulent combattre le capitalisme, mais en réalité pour briser toute action efficace.

C'est le sens de leur mot d'ordre du 20 février chez les fonctionnaires et de la grève de trois jours chez les mineurs.

Ils réussissent ainsi, dans une certaine mesure, à tromper des couches importantes d'ouvriers et de fonctionnaires organisés dans les syndicats confédérés et d'ouvriers inorganisés.

V. LA C. G. T. U. ET LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La tâche essentielle fixée aux syndicats unitaires par le VI^e Congrès était l'organisation de la résistance de la classe ouvrière à l'offensive de la bourgeoisie.

La C.G.T.U. est la seule organisation qui ait, en France, pris la tête du mouvement de masse, l'ait organisé et dirigé dans l'intérêt du prolétariat.

La résistance de la classe ouvrière s'est exprimée par de nombreuses manifestations et grèves, au cours desquelles la C.G.T.U. a réussi, en particulier dans la dernière période, à améliorer ses rapports avec les masses et à réaliser des progrès dans l'organisation et la direction des luttes.

Au cours de tous les mouvements s'expriment les changements survenus dans l'état d'esprit des masses. Les manifestations de ces changements ne constituent pas quelques actes isolés, mais traduisent une montée générale de la combativité de la classe ouvrière.

Dans la grève Citroën, résistance et combativité des grévistes se prolongeant dans les entreprises après la reprise du travail ; les grévistes de Capetang mettant, au cours de leur mouvement, au premier plan de leurs revendications, la libération de leurs emprisonnés et préparant une grève politique de vingt-quatre heures pour faire aboutir cette revendication ; à Armentières, ténacité des grévistes ; ampleur du mouvement des fonctionnaires du 20 février ; grève générale de Strasbourg et grèves de la batellerie.

Tous ces faits sont caractéristiques de l'élévation du niveau de la combativité des masses et de l'utilisation de formes de lutte plus élevées, d'un renforcement de la solidarité de classe et d'un passage fréquent à la lutte pour arracher de nouvelles revendications.

*
**

Les Syndicats Unitaires sont intervenus avec beaucoup de force dans le mouvement des fonctionnaires. C'est sous leur impulsion que ce mouvement a pris de l'ampleur, que se sont multipliées les manifestations de front unique dans l'action, ce qui a obligé le gouvernement et les Chambres à réduire leurs prétentions, à atténuer l'attaque et à manœuvrer.

Dans la grève Citroën, les Syndicats Unitaires ont su employer une tactique juste en déjouant les manœuvres du patronat, du gouvernement et de tout l'appareil de la bourgeoisie tendant à diviser le bloc des grévistes. L'application d'une large démocratie prolétarienne, permettant à l'ensemble des ouvriers de participer à la direction de leur mouvement par l'élection et le fonctionnement d'un large Comité de grève, a assuré une bonne direction et une orientation énergique du mouvement.

Cette grève a contraint le patronat de la métallurgie parisienne à renoncer provisoirement à la forme d'attaque massive et collective contre les salaires que tentait d'inaugurer Citroën à la suite de l'attaque contre les fonctionnaires.

*
**

La grève des dockers de Dunkerque, dirigée convenablement selon les méthodes de la C.G.T.U. et conduite au succès partiel, après que la direction du syndicat eût été enlevée aux minoritaires, a déclenché chez les dockers la résistance à l'application du jeu des indices officiels du coût de la vie, pour la réduction des salaires.

*
**

La grève des métallurgistes à Marseille, préparée longuement et conduite également au succès partiel, de même que le mouvement des travailleurs du vêtement de Lyon, rejetant l'influence réformiste, pour combattre sous la direction unitaire contre une diminution de salaires et faisant reculer le patronat ; la participation à la grève de Neuves-Maisons, dirigée au début exclusivement par les chefs réformistes ; la grève de l'Automoto, aboutissant à un succès partiel, ainsi que la part active prise par les Syndicats unitaires aux grèves viticoles du Midi, sont des indices d'une meilleure orientation et d'un meilleur travail de masse.

De nombreuses grèves du bâtiment dirigées par les Syndicats Unitaires ont abouti à des augmentations de salaires.

Sous la direction des organisations et des militants de la C.G.T.U. le mouvement des chômeurs a contraint les pouvoirs publics à accorder quelques revendications.

C'est à la suite d'actions et de manifestations de rues que, dans la région parisienne, l'indemnité de chômage fut portée de 7 à 10 francs pour Paris et à 9 francs pour la Seine.

Dans de nombreux cas, la lutte fut organisée victorieusement contre les radiations, les expulsions de chômeurs et pour des secours exceptionnels en nature.

Au cours de nombreuses grèves, l'action commune des chômeurs et des ouvriers occupés fut réalisée.

*
**

Pour la lutte contre la guerre impérialiste et contre le fascisme, la C.G.T.U. a joué un rôle actif dans le mouvement d'Amsterdam et le mouvement antifasciste.

Les Syndicats Unitaires ont participé à l'organisation des démonstrations contre les manœuvres aériennes et constamment mené, au travers de toute leur activité revendicative, une ardente propagande contre les préparatifs militaires de l'impérialisme français, contre l'oppression renforcée sur les peuples coloniaux et sur le peuple d'Alsace-Lorraine.

Le rôle et les tâches de la C. G. T. U.

Tout en enregistrant les efforts faits et les résultats obtenus par les Syndicats Unitaires, le VII^e Congrès de la C.G.T.U. souligne la nécessité absolue d'un effort plus grand et plus soutenu de l'ensemble de ses organisations et de ses militants, afin que :

a) *L'attaque de la bourgeoisie ne se développe plus sans que les syndicats unitaires organisent et dirigent la résistance de la classe ouvrière afin que les grèves soient mieux préparées et se déclenchent d'une façon moins spontanée ;*

b) *Les syndicats unitaires soient plus attentifs à ce qui se passe dans les industries et entreprises de leur ressort, qu'ils n'attendent pas l'attaque patronale, mais qu'ils sachent utiliser les conditions favorables afin de poser des revendications pour l'amélioration des salaires ou conditions de travail ;*

c) *Soit organisé et assuré, dans ces conditions, le soutien effectif des travailleurs en lutte par d'autres détachements de prolétaires ; que soit mieux comprise la nécessité d'étendre les mouvements engagés, d'élever le niveau de la lutte et d'élargir les objectifs ;*

d) *Une attention plus grande soit apportée au mouvement des chômeurs ; développé le nombre des comités et leur influence ; amélioré leur fonctionnement et élargi leur contenu ; entraînées dans le mouvement et à l'action d'autres couches que les chômeurs secourus ; organisée la lutte pour les chômeurs non secourus et les chômeurs partiels ; liée l'activité des chômeurs avec celle des ouvriers encors occupés dans les entreprises ;*

e) *Chez les cheminots, une activité plus grande et plus systématique soit déployée pour organiser la résistance à chaque attaque partielle qui correspond aux formes actuelles de l'offensive des réseaux. Seulement ainsi peut être préparée la résistance à l'attaque générale ;*

f) *Chez les fonctionnaires et travailleurs des Services publics, en organisant la résistance aux attaques partielles actuelles, que soit préparée la lutte contre les attaques nouvelles prévues par les projets financiers de la bourgeoisie ;*

g) *Les syndicats unitaires attachent une plus grande importance au mouvement qui se développe parmi les couches laborieuses non prolétariennes, petits commerçants, paysans pauvres et moyens, artisans, dont les intérêts ne sont pas contradictoires avec ceux des prolétaires, et les entraînent dans la lutte générale contre le capitalisme.*

*
**

Le VII^e Congrès souligne l'importance de l'application de l'autocritique d'une façon beaucoup plus large, aussi bien à l'intérieur des syndicats que devant les masses, comme un moyen de surmonter les faiblesses et corriger les fautes. L'autocritique renforce la liaison des syndicats avec les masses et éduque les cadres et les masses ouvrières, dans l'expérience révolutionnaire.

La direction de la C.G.T.U. et les directions fédérales doivent apporter une plus grande attention à la correction rapide des erreurs dans l'organisation et la direction des grèves ; il faut éviter que se renouvellent les erreurs d'Armentières et de Strasbourg (constitution au sommet d'un Comité intersyndical éliminant la masse des grévistes de la direction de la grève), qui ont facilité la trahison des dirigeants réformistes. Celles commises chez les mineurs où, en ne prenant pas assez l'initiative de la lutte quotidienne des ouvriers, nous n'avons pu empêcher la manœuvre des 3, 4 et 5 avril, des dirigeants réformistes et où nous n'avons pas su intervenir avec suffisamment de clarté et d'énergie pour que ce mouvement se transforme en une action véritable de défense des mineurs.

*
**

Les syndicats unitaires ont remporté des succès dans la direction du mouvement de classe là où ils ont su se pencher sur les multiples revendications de la classe ouvrière.

Il faut absolument parvenir à populariser et à généraliser les résultats obtenus et orienter l'ensemble de notre mouvement vers l'étude attentive des revendications, même les plus minimes, dans chaque entreprise, atelier, équipe ou chaîne.

La diversité des formes de l'attaque patronale, le développement inégal de la crise, exigent que chaque cas soit examiné soigneusement et que l'activité et la tactique des unitaires soient adaptées à chacun d'eux. Sortir des généralités banales et se pencher sur tous les aspects de la vie des ouvriers ; tel doit être le mot d'ordre des syndicats unitaires.

*
**

La défense des salaires reste au premier plan des préoccupations des syndicats unitaires.

Ce problème ne doit pas être posé en général, mais chaque organisation et chaque syndiqué unitaire dans l'industrie, les entreprises dont ils ont à s'occuper doivent être attentifs à déceler toutes les formes d'attaque contre les salaires et conditions de travail, les dénoncer et organiser la résistance.

Cette tâche, en raison de la diversité des formes employées par le patronat, les services concédés, l'Etat et les réseaux de chemins de fer, exige une vigilance constante.

*
**

La loi des assurances sociales intéresse en France plus de 10 millions d'ouvriers. Un fort mécontentement règne parmi les assujettis, en raison des

déceptions et des difficultés qu'ils rencontrent. La bourgeoisie s'apprête à aggraver encore cette situation.

Le VII^e Congrès indique à tous ses syndicats et syndiqués qu'ils doivent organiser la défense des assurés sociaux, lutter contre toute aggravation de la loi, organiser l'action de masse pour son amélioration ; exiger les assemblées générales des caisses primaires pour l'élection des administrateurs ouvriers ; organiser l'action de masse pour arracher le vote du projet de loi déposé par le Parti Communiste en accord avec la C.G.T.U.

La lutte pour la semaine de quarante heures sans réduction de salaires doit être menée sur des bases concrètes. Les syndicats unitaires ont à combattre énergiquement les manœuvres des chefs réformistes tendant à entraver l'action immédiate pour cette revendication en orientant l'attention des ouvriers vers les décisions des organismes internationaux de la bourgeoisie. Il faut populariser les mots d'ordre du C.C.N. de novembre 1932, application des huit heures, suppression absolue des heures supplémentaires, journée de sept heures avec le salaire de huit, semaine anglaise comportant un maximum de quarante heures de travail hebdomadaire avec le salaire de quarante-huit, et organisation de la lutte immédiate pour arracher cette revendication même partiellement.

*
**

Les syndicats unitaires doivent se pencher sur la situation des chômeurs et des couches de travailleurs les plus exploités (ouvriers agricoles, femmes, jeunes, ouvriers immigrés et coloniaux, chômeurs), connaître leurs revendications particulières et organiser l'action pour leur défense. La lutte pour soutenir les revendications des catégories de travailleurs les plus exploitées doit être menée par l'ensemble du mouvement et des organisations.

*
**

Aucun des problèmes de la vie ouvrière ne doit échapper à nos organisations. C'est pourquoi, il est de leur devoir d'organiser la défense des ouvriers, même en dehors de leur travail. Constituer des conseils juridiques, des caisses de solidarité, s'occuper attentivement des œuvres sociales (orphelinats, colonies de vacances, etc.), utiliser judicieusement les nombreux délégués élus (délégués mineurs, délégués au personnel, à la sécurité, conseillers prud'hommes). La direction du travail de ces différentes délégations constitue une tâche importante des syndicats unitaires.

La lutte pour la défense des libertés syndicales, du droit de grève, contre la répression à l'égard des syndiqués et de tous les travailleurs en lutte, des ouvriers immigrés et coloniaux, contre le mouchardage, doit être organisée activement.

VI. L'UNITE SYNDICALE ET L'ACTION COMMUNE DES TRAVAILLEURS

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. considère le désir accru des masses de s'unir dans les batailles contre le capitalisme et de réaliser l'unité syndicale de classe, comme une manifestation de leur volonté d'action directe.

La C.G.T.U., par son programme de lutte de classe, son activité incessante pour la défense quotidienne des revendications ouvrières ainsi que pour les buts finaux du prolétariat, est la seule organisation syndicale qui veuille l'unité syndicale et qui travaille à sa réalisation.

Cette volonté s'est affirmée clairement dans son manifeste de février 1931, dans sa résolution de Magic-City, ainsi que dans son activité quotidienne.

Elle a été à la tête du large mouvement de front unique dans la bataille des fonctionnaires.

Le 1^{er} Mai, c'est grâce à son activité unitaire que, dans de nombreuses localités, des démonstrations communes ont rassemblé les travailleurs de toutes tendances dans de puissantes manifestations de front unique.

Dans le mouvement gréviste, notamment chez Citroën, chez les métallurgistes de Marseille, dans le vêtement de Lyon, chez les viticoles du Midi, etc., sa position claire de défense des intérêts des ouvriers contre le patronat et le gouvernement, ainsi que l'effort des syndicats unitaires pour assurer une large démocratie prolétarienne, ont permis l'action commune de tous les exploités.

Dans la lutte contre la guerre, contre le fascisme, c'est encore la C.G.T.U. qui appelle et travaille au ralliement de tous les travailleurs.

Au contraire, la C.G.T. combat avec acharnement le rassemblement des masses pour l'action commune et dresse des obstacles à la réalisation de l'unité syndicale de classe.

La résolution de Japy, opposant à l'unité syndicale de classe la rentrée dans la C.G.T. pour l'application de la politique de collaboration, est nettement orientée vers la dislocation des forces organisées dans les syndicats révolutionnaires.

La C.G.T., par sa politique d'intérêt général, la substitution des intérêts de la bourgeoisie aux intérêts des travailleurs, constitue l'élément le plus important de division du prolétariat.

Elle s'est constamment dressée contre le front unique d'action des travailleurs ; elle crée des embryons d'organisations là où existent de forts syndicats unitaires, ceci avec l'appui du patronat ; elle exclut ceux de ses syndicats ou de ses membres qui s'opposent à sa politique et réalisent le front unique (bâtiment de Dijon, instituteurs, gaziers et tramimots de Toulouse, le délégué mineur Jacquin, etc.).

Cette politique scissionniste contre l'unité d'action immédiate et l'unité syndicale de classe a été renforcée au Congrès de la C.G.T. de 1933, où Jouhaux a nettement exprimé le sens de la résolution de Japy en signifiant que la rentrée à la C.G.T. signifie l'acceptation de la politique de collaboration.

Pour masquer leur visage scissionniste, les dirigeants confédérés votent fréquemment des résolutions sur l'unité, mais en les expurgeant de tout mot d'ordre d'action et en essayant de détourner les ouvriers de la lutte en les engageant dans des discussions de forme.

*
**

Les dirigeants minoritaires dans la C.G.T.U. abritaient eux aussi leur réformisme sous le masque de l'unité.

La lutte énergique menée contre eux par l'ensemble de notre mouvement, avec l'appui de P.S.R., a permis de les démasquer, de les séparer de la majorité des ouvriers qui les suivaient.

La plupart d'entre eux ont fini lamentablement dans la politique réformiste la plus plate au sein de la C.G.T. où, loin de soulever la moindre opposition conséquente, ils sont les meilleurs défenseurs de Jouhaux et de la politique réformiste.

Dans la C.G.T.U. les minoritaires ont encore des positions à la direction de la Fédération des Ports et Docks où ils ont dressé contre eux, par leur politique réformiste, la grande majorité des adhérents et où ils ne se main-

tiennent qu'à l'aide du mépris de la démocratie syndicale la plus élémentaire et de l'utilisation de syndicats fictifs.

A la direction de la Fédération de l'Enseignement, où ils ont été à la remorque des événements pendant le mouvement des fonctionnaires, où ils n'ont su prendre aucune initiative, bornant leur activité à insulter la révolution russe et les partis communistes, alors que se manifeste une volonté évidente de lutte chez les 80.000 instituteurs considérés menacés par le gouvernement, et se sont entraînés lamentablement derrière les dirigeants réformistes.

*
**

En tenant compte de la nécessité de rassembler les forces dans la lutte contre le capitalisme, du courant profond des masses pour l'unité syndicale, des expériences réalisées par les syndicats unitaires, de l'activité scissionniste de la C.G.T. et des minoritaires, le VII^e Congrès pose comme tâches pour la C.G.T.U. :

a) *Prendre résolument et sans hésitation la tête du mouvement d'unité, non d'une façon occasionnelle, mais en permanence. Travailler activement à la réalisation de l'unité syndicale en organisant l'action commune des ouvriers pour la défense de leurs salaires et autres revendications.*

b) *Développer une campagne active pour démasquer le caractère, le rôle du programme et de l'activité que les chefs réformistes impriment à la C.G.T. et qui, en soumettant les intérêts des prolétaires à ceux de la bourgeoisie, c'est-à-dire en sacrifiant les premiers aux seconds, constituent l'obstacle principal à l'unité syndicale sur la base de la lutte de classe.*

c) *Sur ces bases, le VII^e Congrès invite expressément les organisations et les militants de la C.G.T.U. à travailler et lutter en commun, fraternellement, avec les ouvriers confédérés, chrétiens et autonomes.*

La pratique de l'action commune à la base constitue le meilleur chemin pour la réalisation de l'unité syndicale.

Examinant, entre autres manifestations des syndicats unitaires, la résolution du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais d'avril 1933, le VII^e Congrès indique que nous devons mettre toujours au premier plan de nos préoccupations l'organisation de la lutte sur la base de revendications concrètes. Ce principe étant respecté, la collaboration de classes condamnée, non seulement en théorie, mais en fait, les syndicats unitaires travailleront à la réalisation de l'unité syndicale à la base (dans les entreprises, sur la base locale et régionale et par branche d'industrie) comme moyen de hâter la réalisation d'une C.G.T. unique de lutte de classe.

Dans le développement du travail pour le front unique et l'unité syndicale, les directions de la C.G.T.U. et des fédérations devront intervenir sans retard pour corriger les fautes constatées dans ce domaine, afin d'éviter qu'elles se renouvellent :

a) *Tendance à réaliser des accords au sommet entre directions d'organisations en négligeant le travail à la base (fonctionnaires, cheminots, Armentières, Strasbourg, etc.).*

b) *Propositions de front unique faites sur la base de formules générales, sans revendications concrètes et propositions d'action immédiate.*

c) *Atténuation ou même tendance à l'abandon de la critique de la politique réformiste sous le prétexte de ne pas gêner la réalisation du front unique.*

d) *Comités de front unique constitués sans une bonne popularisation de*

leur plate-forme revendicative, de leurs moyens d'action et de leur fonctionnement sous le contrôle et avec le concours de tous les travailleurs intéressés.

*
**

Le VII^e Congrès constate que le mécontentement des ouvriers des syndicats réformistes s'est sensiblement accru, mais que les liaisons avec ces travailleurs ne se sont pas suffisamment améliorées.

Il est indispensable d'attacher une plus grande importance à l'établissement de bons rapports entre les ouvriers confédérés et les adhérents et organisations de la C.G.T.U. Il faut combattre les appréciations fausses qui subsistent que les adhérents ne valent pas mieux que les chefs.

Dans l'établissement des rapports fraternels avec les ouvriers confédérés, chrétiens ou autonomes, les syndicats unitaires doivent aussi faire preuve de beaucoup de persévérance. Il faut comprendre ces ouvriers, les raisons qui les lient encore à leurs dirigeants et à leurs organisations, les amener, sans les heurter, à l'action de classe, nous rapprocher d'eux sans rien abandonner de notre programme, mais en sachant les aider à faire les pas en avant nécessaires.

Il faut aussi combattre l'insuffisance de la lutte contre les dirigeants réformistes à l'extérieur et à l'intérieur des organisations; dénoncer toutes les manœuvres avec lesquelles les chefs confédérés tentent d'endiguer le mécontentement dans les syndicats de la C.G.T., en particulier leur campagne sur l'indépendance du syndicalisme. Cette formule de l'indépendance est pour eux le moyen de masquer leur dépendance étroite de la bourgeoisie et de ses partis politiques (socialiste et radical) et de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire et du parti du prolétariat (Parti communiste).

Les syndicats et les syndiqués unitaires doivent soutenir les efforts des syndiqués confédérés pour développer à l'intérieur de la C.G.T. une opposition conséquente à la politique de collaboration, opposition basée sur la pratique de la lutte des classes, de l'unité d'action, et de la démocratie syndicale.

VII. LES PROBLEMES D'ORGANISATION

Le VI^e Congrès avait fortement insisté sur la nécessité d'un effort soutenu pour améliorer notre travail d'organisation, recruter de nouveaux membres et les conserver.

Dans le domaine de l'organisation des luttes, les quelques améliorations citées plus haut ne sauraient nous faire perdre de vue les tâches importantes et immédiates qui incombent aux organisations unitaires.

L'organisation à l'entreprise

Le VII^e Congrès indique comme tâche urgente l'amélioration de notre travail d'organisation du mouvement d'unité d'action de masse (comités de lutte, comités de grève, comités de chômeurs), comme moyen de mieux préparer les luttes et d'assurer leur élargissement.

Dans les syndicats unitaires, malgré les décisions du VI^e Congrès, il reste à faire des pas décisifs dans l'organisation des syndicats à l'entreprise. Les sections syndicales d'usine sont encore peu nombreuses, leur fonctionnement est souvent défectueux, ainsi notre liaison permanente avec les ouvriers est trop faible.

Le VII^e Congrès rappelle que l'organisation de nos syndicats sur la base de l'entreprise est une des tâches essentielles des syndicats et des militants.

L'organisation à l'entreprise constitue la meilleure base syndicale pour le contact avec les ouvriers, la préparation de leurs luttes, le recrutement et la résistance à la répression, l'auto-défense prolétarienne.

Il ne suffit pas de constituer formellement des sections syndicales d'entreprise, mais il importe d'en assurer la vitalité et le fonctionnement.

Une telle tâche ne peut être menée à bien que si l'ensemble du mouvement unitaire se mobilise pour sa réalisation.

La fluctuation des effectifs continue à être très importante dans les syndicats unitaires, en particulier dans les syndicats d'industrie et d'ouvriers agricoles. Elle ne peut être enrayerée que par une activité incessante de la C.G.T.U. à tous les échelons.

En soulignant qu'il est important de travailler à la consolidation et au renforcement des organisations des services publics et des transports de toute nature, le VII^e Congrès insiste aussi sur la nécessité d'œuvrer systématiquement au renforcement des fédérations de l'industrie privée.

Tout en travaillant au renforcement des syndicats unitaires, au recrutement, en particulier dans les industries principales (métaux, mineurs, textile et agriculture), mains-d'œuvre diverses (jeunes, femmes, immigrés, coloniaux), il est nécessaire d'améliorer la vie et le fonctionnement de nos organisations (réunions régulières et bien préparées des organismes de direction, depuis la C.E. jusqu'au bureau de section d'usine : convocation normale des assemblées de syndiqués).

*
**

En général, le collectage des cotisations est mal organisé. Il est indispensable que chaque syndicat ait son réseau de collecteurs fonctionnant normalement.

Dans chaque organisation, il faut vérifier les directions et leur structure, apporter des améliorations et décentraliser où ce'a est nécessaire en ayant le souci constant de nous lier toujours plus aux masses, de rapprocher les directions des bases syndicales et, en particulier, des sections d'entreprise.

*
**

La recherche et la formation de militants nombreux capables de diriger les syndicats et les mouvements de masse est l'une des tâches les plus urgentes de la C.G.T.U.

Le VII^e Congrès pose avec vigueur comme l'une des conditions principales de la lutte du prolétariat, la conquête et l'organisation de la jeunesse ouvrière au sein de laquelle se forment les cadres indispensables au mouvement syndical révolutionnaire.

*
**

Il est indispensable d'améliorer la liaison des ouvriers avec les syndicats par la constitution d'organismes divers (défense juridique, clubs sportifs, caisses de solidarité, etc.). Ainsi, entre les mouvements grévistes, les syndiqués unitaires sentiront plus fortement l'utilité permanente de leur organisation syndicale et y demeureront plus fermement attachés.

*
**

Les syndicats doivent utiliser les divers délégués élus par les masses, les conseillers prud'hommes, comme des défenseurs quotidiens des intérêts de leurs mandants et des organisateurs de notre mouvement.

A cet effet, il est indispensable de veiller au choix judicieux des candidats qui doivent avoir la confiance des syndicats et des masses, d'organiser périodiquement des comptes rendus de mandats, des conférences d'information.

*
**

Les syndicats unitaires possèdent une presse très importante en nombre de journaux et en tirage. Jusqu'à ce jour, cette presse est insuffisamment dirigée et ne remplit qu'imparfaitement le rôle important qu'elle doit et peut jouer, tant pour la propagande et l'agitation que dans le domaine de l'organisation. Il faut améliorer son contenu, sa direction, faire participer les masses à la rédaction et assurer une meilleure diffusion. Attacher une très grosse importance aux journaux d'usines.

VIII. LA LUTTE CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME

Les syndicats unitaires ont un rôle important à jouer dans la lutte contre la guerre impérialiste.

Ils doivent travailler activement à la mobilisation des larges masses, animer les comités de lutte contre la guerre et le fascisme, combattre le chauvinisme développé dans les masses ouvrières, par la bourgeoisie et les chefs réformistes. Ils doivent en premier lieu attacher une importance capitale à l'organisation de l'action dans les usines de guerre et dans les transports.

La plus grande part revient aux syndicats unitaires dans l'organisation de la lutte contre le fascisme, le prolétariat révolutionnaire devant être le centre attractif, le guide, le principal organisateur de cette lutte.

Nous ne devons pas laisser détourner cette lutte de son véritable objectif, l'action contre notre propre bourgeoisie, et combattre énergiquement la position chauvine des dirigeants réformistes : défense de la bourgeoisie française sous prétexte de combattre l'hitlérisme.

Les syndicats unitaires doivent soutenir les revendications des masses paysannes et des classes moyennes (artisans et petits commerçants) que la grande bourgeoisie essaie d'entraîner dans le fascisme en les dressant contre le prolétariat. Il doivent s'attacher à leur démontrer que leurs intérêts sont liés avec ceux de la classe ouvrière.

La lutte contre l'impérialisme, la guerre et le fascisme exige également que les organisations de la C.G.T.U. à tous les échelons combattent la guerre impérialiste au Maroc, soutiennent les revendications des peuples coloniaux et leur lutte libératrice. Ils doivent notamment faire les efforts nécessaires pour l'envoi d'une délégation ouvrière en Indochine.

Ces tâches contre la guerre et le fascisme ne pourront être effectivement réalisées qu'à condition que les organisations unitaires sachent travailler concrètement à l'application des autres tâches déterminées dans cette résolution, en mobilisant les larges masses et en se montrant aptes à gagner les ouvriers confédérés à l'action commune de classe contre la bourgeoisie, ainsi qu'en développant l'action de solidarité et de liaison internationale.

En remplissant convenablement les tâches fixées dans la résolution de son VII^e Congrès, la C.G.T.U. sera capable d'organiser victorieusement la riposte des masses à l'offensive du capitalisme, elle opérera le rassemblement des prolétaires pour leur lutte quotidienne et préparera la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat, pour l'édification d'une société socialiste.

Résolution sur les Assurances sociales

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. affirme une fois de plus la volonté des syndicats unitaires de lutter pour arracher de véritables assurances sociales, sans versement ouvrier, garantissant tous les risques et assurant une retraite suffisante aux vieux travailleurs.

Le Congrès rappelle la nécessité d'organiser l'action de masse pour faire aboutir le projet de loi déposé par le Parti communiste et adopté par la C.G.T.U.

L'application de la loi actuelle provoque un vif mécontentement dans la masse des assurés qui se rend compte que la réalité est loin de correspondre aux avantages qui lui avaient été promis, alors que les charges pèsent lourdement sur les salaires insuffisants.

Cette situation est encore aggravée par les pratiques bureaucratiques d'une gestion d'où les assurés sont exclus.

Le VII^e Congrès invite tous les syndicats unitaires à organiser dans tout le pays la défense des intérêts des assurés sociaux :

1^o *Contre toute tentative d'aggravation des dispositions de la loi actuelle ;*

2^o *Pour arracher l'amélioration des avantages accordés aux assurés (suppression du versement ouvrier, suppression du délai de carence, paiement complet des frais de médecins et pharmaciens, augmentation des prestations allouées, paiement de tous ces avantages aux chômeurs pendant toute la durée du chômage et, en général, pour toutes les revendications des assurés sociaux) ;*

3^o *Pour obtenir que la gestion de toutes les caisses soit remise entre les mains des assurés.*

Le Congrès fait une obligation à toutes les organisations unitaires de participer activement aux élections des caisses départementales qui doivent avoir lieu prochainement.

Partout des listes devront être présentées et la campagne menée activement sur la base de notre programme.

Le VII^e Congrès indique que cette campagne et ces élections devront se dérouler sous le signe du front unique d'action de tous les assurés sociaux pour la défense de leurs revendications.

Résolution sur la main-d'œuvre immigrée

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. constate qu'avec l'aggravation de la crise, un renforcement considérable des attaques patronales et gouvernementales s'est effectué envers la main-d'œuvre immigrée depuis le VI^e Congrès de la C.G.T.U. Près d'un tiers de l'ensemble des travailleurs immigrés a été contraint de quitter la France depuis le début de la crise. Cela par suite des mesures de répression et du régime de misère et d'asservissement institué par le patronat et le gouvernement comme moyens de pression envers les travailleurs immigrés pour les obliger à partir ou d'accepter les pires conditions d'exploitation et d'oppression incluses dans les contrats de travail draconiens, principalement dans l'agriculture.

La répression envers les ouvriers immigrés qui veulent se défendre et lutter contre l'oppression gouvernementale et administrative des pouvoirs publics, s'est considérablement accentuée. De multiples arrêtés gouvernementaux d'expulsion de refoulement et de refus de séjour ont été pris envers les immigrés conscients de leur devoir de classe.

Tout ce système d'asservissement, de misère et de répression a été renforcé, sur la demande des chefs des organisations réformistes qui, avec le parti socialiste, ont acclamé et voté la loi du 10 août 1932 réglementant l'emploi de la M.O.I. après avoir applaudi les décrets Tardieu instituant la « haute surveillance » envers les travailleurs immigrés. Les chefs réformistes et socialistes agissent pour la pleine application de ces mesures (interventions du socialiste Lebas, démarches des dirigeants des fédérations réformistes).

Le but des organisations de la bourgeoisie

Toutes les organisations de la bourgeoisie, des réactionnaires aux réformistes, mènent de plus en plus fortement l'agitation xénophobe parmi la masse ouvrière française contre les travailleurs immigrés, particulièrement avec des mots d'ordre comme celui-ci : « Du pain et du travail d'abord aux ouvriers français. »

Leur but est de :

1° *Masquer les responsabilités du capitalisme dans l'existence de la crise, du chômage et de leurs conséquences parmi la classe ouvrière, en créant parmi les masses travailleuses françaises l'illusion d'une issue à la crise et de la suppression du chômage par le renvoi de travailleurs immigrés ;*

2° *Détruire l'unité de lutte entre travailleurs français et immigrés agissant contre les vrais responsables de la crise et du chômage : le patronat, la bourgeoisie et les pouvoirs publics ;*

3° *Favoriser la soumission des travailleurs immigrés aux pires conditions d'esclavage que leur imposent le patronat, les offices et bureaux de placement des ministères du Travail et de l'Agriculture ;*

4° *Obliger la M.O.I. à jouer le rôle de concurrente à la main-d'œuvre française, ce qui a comme résultat de faire entrer en lutte les travailleurs français contre les travailleurs immigrés au lieu de les faire entrer en lutte commune contre leurs exploités ;*

5° *Créer les bases idéologiques d'un mouvement raciste-fasciste français identique à celui d'Allemagne à propos des travailleurs juifs ;*

6° *Cœuvrer à la préparation idéologique à la guerre impérialiste.*

L'aide aux groupements nationalistes

Le gouvernement et le patronat dirigent également leurs manœuvres vers les travailleurs immigrés. Ils protègent, aident, stimulent et orientent même, dans certains cas, les organisations nationalistes (fascistes, cléricales, républicaines, socialistes et réformistes) existant dans les immigrations. Le but de ces organisations est, d'une part, de créer et de développer l'esprit de soumission au patronat français parmi les travailleurs immigrés et, d'autre part, de développer parmi eux l'esprit nationaliste, chauvin et d'hostilité envers les travailleurs français comme moyen d'empêcher leur rapprochement, leur lutte commune, leur rassemblement dans les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière en France, en particulier dans les syndicats unitaires.

Face à cette situation le VII^e Congrès de la C.G.T.U. constate que, dans de nombreux cas, l'organisation syndicale unitaire a enregistré quelques réalisations positives et progrès dans le travail de propagande, d'organisation et de défense de la M.O.I. Néanmoins, l'activité des organisations syndicales unitaires a été insuffisante pour engager l'ensemble des syndicats et syndiqués de la

classe ouvrière afin de combattre l'agitation xénophobe, de briser les attaques et la répression qui, dirigées contre la M.O.I., sont en fait des coups efficaces contre la classe ouvrière tout entière.

La défense de la M. O. I. et des « frontaliers »

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. indique aux organisations syndicales unitaires la nécessité d'œuvrer à la défense de la M.O.I. et frontalière en alertant et en rassemblant, à ce sujet particulièrement, les travailleurs français, et en dévoilant devant eux toutes les machinations et le système d'exploitation de la M.O.I. employés par le capitalisme français, en démontrant comment, par ses manœuvres, le capitalisme parvient à entraîner à son plus grand profit de nombreux travailleurs français et immigrés dans l'erreur et dans des considérations opposées à leurs intérêts.

Contre toute attaque patronale et des pouvoirs publics envers la M.O.I., contre toute tentative de refoulement ou d'expulsion de travailleur immigré pour son action de classe, les organisations syndicales unitaires intéressées doivent entreprendre immédiatement une lutte rigoureuse par le rassemblement des travailleurs français et immigrés.

Les organisations syndicales unitaires doivent également mener la lutte contre les organisations nationalistes qui agissent dans les immigrations, démasquer sans arrêt l'attitude et l'agitation nationaliste des chefs réformistes, agir pour gagner les syndiqués confédérés au front unique de lutte dans la défense de la M.O.I., aider et soutenir toute lutte revendicative et syndicale engagée par les travailleurs immigrés.

Le VII^e Congrès appelle tous les travailleurs et tous les syndiqués unitaires à œuvrer par tous les moyens à l'organisation d'un front unique solide entre ouvriers français et immigrés, dont la cohésion et l'action quotidienne permettront non seulement d'arracher les revendications particulières à la M.O.I., mais celles intéressant tous les travailleurs.

Ce front unique ne pourra ainsi se réaliser concrètement que dans la mesure où nos tâches d'organisation parmi la M.O.I. seront appliquées.

Mesures d'organisation

Tout en luttant pour le plein exercice du droit syndical aux travailleurs immigrés, les syndicats unitaires doivent, pour le travail de la M.O.I., employer des mesures d'organisation spéciales en raison des conditions particulières dans lesquelles sont contraints trop souvent de militer les syndiqués immigrés : création d'organismes de langues (sections ethniques et comités intersyndicaux), de commissions de travail parmi la M.O.I. à tous les échelons du mouvement syndical unitaire, application du système des petits groupes ethniques de 5 à 10, là où ce'a est nécessaire et principalement sur le lieu du travail.

Pour bien coordonner tout le travail de ces organismes avec celui de leurs organisations syndicales unitaires respectives, les directions de celles-ci doivent avoir des rapports constants avec ces organismes ethniques, en assurer la direction et le contrôle, en se rendant, quand il y a lieu, à leurs réunions pour y discuter fraternellement.

En ce qui concerne les régions frontalières, le VII^e Congrès attire l'attention des organisations unitaires intéressées pour développer une action continuelle de défense des intérêts des travailleurs frontaliers et l'organisation de ceux-ci par des moyens appropriés à leurs conditions (sections par localités, groupes d'autobus, de train, etc.). Pour assurer une bonne direction de l'action à mener

parmi les frontaliers, la création de commissions de travail spéciales par les organisations intéressées est indispensable.

Il en est de même en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine pour le travail et l'action à mener parmi les nombreux travailleurs allemands que la terreur fasciste a contraints de quitter leur pays d'origine, et pour lesquels la lutte pour le droit d'asile et au travail doit être engagée.

Les revendications

Le VII^e Congrès rappelle avec force aux syndicats unitaires qu'ils doivent faire le maximum d'efforts pour arracher au patronat et aux pouvoirs publics les revendications suivantes pour la M.O.I. :

1^o *Droits égaux à ceux des ouvriers français en ce qui concerne : les salaires et conditions de travail, les secours de chômage (qu'il y ait ou non des traités de réciprocité conclus entre la France et le pays d'origine du chômeur immigré), les assurances sociales, les élections aux prud'hommes, de délégués d'usine, de mine, à la Caisse autonome de retraites des mineurs, etc.*

Droit aux allocations familiales aux pères de famille immigrés même si leurs enfants résident à l'étranger.

2^o *Suppression de tout contrat individuel de travail, embauchage libre. Pour des contrats collectifs pour tous les travailleurs, tels que les préconisent les syndicats unitaires, suppression de tous bureaux et offices de placement et de recrutement spéciaux à la M.O.I.*

Abolition de la loi du 10 août 1932 et des décrets de limitation de l'emploi de la M.O.I.

3^o *Suppression de toutes mesures et du contrôle policier envers l'immigration.*

Suppression des récépissés et cartes d'identité.

Abolition des décrets Tardieu.

Suppression du contrat de travail exigé pour l'entrée en France de l'ouvrier immigré.

Suppression de la feuille d'immatriculation.

4^o *Droit de changer de profession au gré de l'ouvrier immigré.*

5^o *Liberté complète de l'exercice du droit syndical, de réunions, de coalition et de grève aux travailleurs immigrés.*

6^o *Droit d'asile total et de travail aux immigrés ayant dû fuir le fascisme, la terreur blanche et la répression dans leur pays d'origine.*

7^o *Liberté de la presse ouvrière de langue étrangère.*

8^o *Remboursement des sommes versées aux assurances sociales aux ouvriers immigrés quittant la France et dont le pays d'origine n'a pas conclu de traité de réciprocité sur cette question.*

9^o *Contre la liquidation de la rente aux immigrés invalides du travail (trois annuités) dont le pays d'origine n'a pas conclu de traité de réciprocité.*

Libre droit de rachat de la rente, ou service de celle-ci à l'étranger, au choix du pensionné.

Rente à la famille résidant à l'étranger en cas d'accident ayant entraîné la mort, pour tous les pays ayant ou non conclu de traité de réciprocité.

10^o *Affichage dans les entreprises des règlements de toutes sortes, des lois et décrets sur les accidents, l'hygiène, la sécurité, etc., en autant de langues qu'il y a de nationalités occupées dans les entreprises. Remise du bulletin de paie à l'ouvrier immigré, bulletin rédigé dans la langue.*

11° *Rapatriement gratuit jusque dans leur pays d'origine, et sur leur demande, des ouvriers immigrés qui, par manque de travail, veulent quitter la France.*

12° *Liberté complète des frontières.*

13° *Pour les mineurs immigrés :*

a) *Sur leur demande, remboursement aux mineurs immigrés quittant la France, ou la profession de mineur, des sommes versées à la Caisse autonome des retraites ;*

b) *Entrée en ligne de compte des années de travail accomplies par le mineur immigré dans les mines allemandes ou autres pour leurs droits à valoir à la Caisse autonome des retraites.*

14° *Pour les ouvriers frontaliers :*

a) *Contre tout licenciement des ouvriers frontaliers des usines françaises ;*

b) *Suppression de la carte frontalière ;*

c) *Libre accès sur le territoire français.*

Le VII^e Congrès rappelle que c'est en s'appliquant à la réalisation des tâches, en luttant énergiquement pour arracher les revendications énoncées ci-dessus que la C.G.T.U. gagnera à elle les larges masses de travailleurs immigrés et les gagnera aussi à la lutte commune avec les ouvriers français contre l'exploitation, la répression gouvernementale et patronale, le fascisme et la guerre. L'adhésion de ces masses immigrées à la lutte est indispensable pour que les batailles revendicatives soient couronnées de succès.

Le VII^e Congrès compte que les enseignements acquis au travers des luttes de ces deux dernières années, et où la M.O.I. fit preuve d'initiative et de grande combativité, seront compris pour que les directives contenues dans la présente résolution soient appliquées par l'ensemble des organisations unitaires.

Résolution sur la main-d'œuvre féminine

Le VII^e Congrès demande à toutes les organisations unitaires de faire les efforts nécessaires pour que les faiblesses constatées dans le travail parmi les ouvrières soient rapidement surmontées, et pour que des mesures soient prises immédiatement afin de réaliser les tâches suivantes :

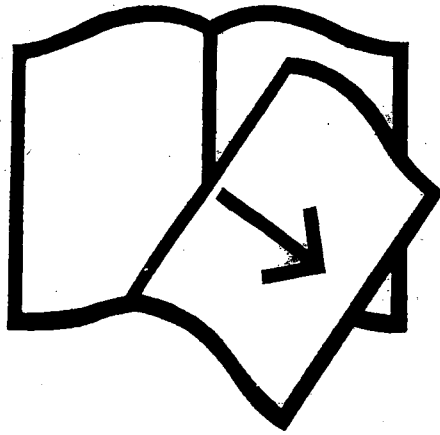
1° *Examiner la situation de la main-d'œuvre féminine par les organismes de direction, conseils syndicaux, commissions exécutives à tous les échelons ;*

2° *Nommer comme responsables de ce travail des membres des commissions exécutives ou conseils syndicaux, selon les cas ;*

3° *Transformer les commissions féminines en commissions de travail composées d'hommes et de femmes responsables devant leurs organisations respectives : section syndicale, syndicat, union locale, union régionale, fédération ;*

4° *Charger des commissions d'étudier la situation des ouvrières, leurs revendications les plus minimées, les formes et méthodes appropriées pour gagner les ouvrières et de la porter devant les organismes dirigeants qui discutent et décident de l'application des propositions faites.*

Le Congrès insiste pour que cette tâche ne soit pas laissée à la seule commission féminine, mais soit partie intégrante de l'activité générale de l'organisation ;



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 697 à 702 manquantes.

Les tâches des organisations syndicales et des conseillers prud'hommes

Pour assurer, au mieux de leurs intérêts, la défense des exploités, les conseillers prud'hommes unitaires doivent se considérer comme des militants responsables.

Les organisations et les conseillers doivent :

1° *Constituer localement le groupe des prud'hommes unitaires, nommer le responsable pour la liaison avec la commission confédérale de la prud'homie.*

2° *Rechercher une meilleure application des lois en faveur des salariés. Faire participer les responsables d'organisations syndicales à leurs réunions.*

3° *Tenir des permanences juridiques, véritable base multiple syndicale.*

4° *Assurer la défense des ouvriers devant les Conseils de prud'hommes.*

5° *Etudier la législation ouvrière (accidents du travail, assurances sociales, etc.). Elargir les connaissances des conseillers, leur permettant ainsi de mieux renseigner les ouvriers sur leurs droits.*

Les attributions et la position des conseillers unitaires

La bourgeoisie tente d'entraîner les conseillers prud'hommes dans la collaboration de classes. A cet effet, elle demande leur participation aux différents organismes qu'elle a créés : Commissions départementales du travail, Conseil supérieur du travail, Jury national des marchés de guerre.

Les organisations unitaires doivent dénoncer avec force la duperie de tels organismes de collaboration ne pouvant émettre que des vœux et, ainsi que l'expérience l'a démontré, préparant des lois antiouvrières : lois des amendes, lois sur l'espionnage industriel, etc.

La C.G.T.U. confirme une fois de plus ses décisions antérieures contre la collaboration avec la bourgeoisie.

Les conseillers unitaires élus par les ouvriers sur un programme revendicatif contre les candidats réformistes et chrétiens attachés à la collaboration des classes, conformeront leur attitude avec leur devoir de militant.

Les directives

Les dernières élections prud'homales ont été marquées par des succès à notre actif. Une meilleure compréhension et un meilleur travail des organisations syndicales ont assuré l'élection d'un plus grand nombre de conseillers unitaires.

Le VII^e Congrès donne mandat à la C.E. et au Bureau confédéral, à l'effet de mieux coordonner l'activité de l'ensemble des élus et des organisations, de constituer la Commission confédérale de la prud'homie.

Cette commission aura pour tâche :

1° *D'assurer la liaison avec l'ensemble des conseils de prud'hommes où siègent des unitaires ;*

2° *De rassembler et de communiquer toute documentation utile ;*

3° *De donner aux organisations et aux militants toutes directives pour inscription sur les listes électorales, revendications, élections, jurisprudence, procédure, etc., tendant à servir au mieux les intérêts de classe du prolétariat ;*

4° *D'étudier l'édition d'une brochure de propagande et de conseils pratiques ; la parution d'un bulletin périodique d'information et, d'une manière générale, d'utiliser la presse syndicale et corporative, et particulièrement la Vie Ouvrière, à laquelle chaque militant doit collaborer.*

Résolution sur le chômage

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. dénonce avec force la volonté de la bourgeoisie d'aggraver considérablement la situation des sans-travail en réduisant, par les brimades et les radiations, le nombre des chômeurs inscrits.

Actuellement, plus d'un million de chômeurs sont ainsi sans allocation.

La rationalisation toujours plus poussée, l'utilisation du chômage partiel avec la réduction des salaires, contribuent à aggraver la misère des chômeurs en même temps qu'à abaisser le niveau général de vie de la classe ouvrière.

Le travail forcé, imposé par les municipalités bourgeoises et socialistes, marque la mise en pratique des procédés fascistes pour transformer l'allocation en travail et réduire encore le nombre des ouvriers salariés.

Cette situation et les perspectives de nouvelles attaques du patronat et de l'Etat contre les ouvriers occupés et les chômeurs posent devant tous les syndicats unitaires d'importantes tâches concernant la défense des chômeurs. L'organisation de toutes les batailles ouvrières, notamment, nécessite l'entraînement des sans-travail à l'action de classe pour la défense de leurs revendications immédiates et générales.

*
**

Le VII^e Congrès appelle les syndicats unitaires à lutter vigoureusement pour :

1^o *Imposer l'assurance-chômage en entraînant les sans-travail à la lutte pour l'obtention immédiate de secours pour tous les chômeurs français, immigrés, coloniaux ;*

2^o *L'augmentation immédiate de l'allocation de base à 12 francs par jour ;*

3^o *L'obtention de charbon, vêtements chauds, de chaussures, et l'ouverture de réfectoires pour les chômeurs et les enfants, etc. ;*

4^o *La réduction du temps de travail à 40 heures par semaine sans réduction de salaires ;*

Et pour toutes les revendications immédiates, minimales et locales des chômeurs.

Le Congrès fait un devoir à tous les syndiqués, notamment à ceux en chômage, de militer dans les comités de chômeurs pour la mise en application des décisions de la Conférence nationale des chômeurs.

Il attire l'attention des syndicats sur la nécessité d'entreprendre une campagne énergique parmi les jeunes chômeurs, les chômeuses, les ouvriers agricoles, pour combattre la xénophobie encouragée par la bourgeoisie et les chefs social-démocrates et réformistes dans le but d'exaspérer le nationalisme et de détourner les chômeurs de l'action de classe, aggravant ainsi les dangers de fascisme et de guerre.

*
**

Les syndiqués unitaires doivent, en militant activement dans le mouvement des chômeurs et en défendant leurs revendications générales et les plus immédiates, s'efforcer d'élever le niveau de leur lutte révolutionnaire et d'organiser l'adhésion des chômeurs dans les syndicats unitaires.

L'activité des groupes de chômeurs syndiqués est seule capable :

D'apporter dans les comités de chômeurs les meilleurs moyens de défense basés sur l'expérience de notre C.G.T.U. dans toutes les luttes ouvrières ;

De permettre, lors du rembauchage de chômeurs dans les entreprises, la constitution ou le renforcement de nos sections syndicales d'usines ;

De mieux lier la lutte des travailleurs occupés, des chômeurs partiels à celle des sans-travail, la solidarité des uns et des autres dans les grèves à l'action quotidienne de défense de tout le prolétariat.

En appliquant les décisions et résolutions du VII^e Congrès parmi les chômeurs, notre C.G.T.U. entraînera les sans-travail de l'action quotidienne pour leurs revendications immédiates à la lutte pour la suppression du régime capitaliste, à l'exemple des travailleurs de l'Union Soviétique, seul pays du monde où le chômage a disparu et pouvait disparaître avec le pouvoir aux mains des travailleurs.

Résolution sur l'attaque du gouvernement contre les travailleurs de l'Etat, des services publics et les cheminots

Le Congrès de la C.G.T.U. s'élève avec la plus grande énergie contre les assauts répétés que le gouvernement, avec la complicité flagrante des chefs réformistes, multiplie contre les fonctionnaires, cheminots, travailleurs de l'Etat et des services publics.

La belle combativité de l'ensemble du personnel à statut, les réalisations de front unique obtenues, malgré la continuelle opposition des chefs réformistes, ont obligé cet hiver la bourgeoisie à manœuvrer à plusieurs reprises.

Aujourd'hui, les travailleurs de l'Etat et des services publics sont à la veille d'une recrudescence considérable des attaques qu'ils n'ont cessé de subir sous les formes partielles les plus diverses, dans tous les services.

Le Congrès de la C.G.T.U. attire l'attention de tout le prolétariat sur l'importance et la gravité de l'offensive en cours contre les travailleurs de l'Etat et des services publics.

Seule l'action de masse des travailleurs de l'Etat et des services publics, leur résistance immédiate et opiniâtre à toute attaque partielle, organisée et préparée sur le lieu même du travail, donneront aux exploités des administrations publiques la possibilité, par la lutte, de battre en brèche l'offensive du gouvernement.

Pour préparer et organiser les luttes partielles dans tous les services, pour leur coordination et leur élargissement, le Congrès de la C.G.T.U. appelle les exploités de l'Etat, cheminots et services publics, à se rassembler tous, sans distinction, dans un front unique d'action au sein de leurs entreprises.

Aux travailleurs confédérés, de plus en plus décidés à la lutte, mais que leurs chefs empêchent de se joindre aux unitaires, le Congrès lance un appel particulièrement fraternel pour qu'ils réalisent, malgré l'opposition de leurs dirigeants, l'union immédiate indispensable sur le lieu du travail.

A bas les attaques du gouvernement et de la bourgeoisie contre les fonctionnaires, cheminots et travailleurs de l'Etat et des services publics !

Vivent la préparation et l'organisation des luttes partielles dans tous les services !

Vive l'unité d'action réalisée dans toutes les entreprises !

Vive l'action d'ensemble du prolétariat de toutes les administrations de l'Etat et des services publics !

La déclaration commune des organisations syndicales révolutionnaires de France, Allemagne, Angleterre, Italie, Belgique, Espagne et Tchécoslovaquie

Nous, représentants des organisations syndicales révolutionnaires de France, Allemagne, Angleterre, Italie, Belgique, Espagne et Tchécoslovaquie, réunis au VII^e Congrès de la C.G.T.U. de France, nous considérons comme notre devoir prolétarien de signaler au mouvement syndical révolutionnaire et à la classe ouvrière l'extrême gravité de la situation actuelle. Le danger international du fascisme grandit ainsi que le danger de nouvelles guerres impérialistes (bassin de la Sarre, Autriche, etc.) et avant tout de nouvelles provocations et de l'agression contre l'U.R.S.S. (Japon). Mais en même temps monte la vague de luttes économiques et politiques toujours plus aiguës dans les métropoles et les colonies, qui dans les points les plus faibles du front impérialiste se transforment en soulèvements armés (Cuba). Dans cette situation, nous considérons le renforcement de luttes, de solidarité et des liaisons internationales comme l'ordre impérieux du moment.

Nous déclarons que nous redoublerons dans chaque pays nos efforts pour réaliser avec la persévérance révolutionnaire les tâches internationales suivantes les plus actuelles et importantes :

1. *Le renforcement de la solidarité internationale active, morale et matérielle pendant les grèves à portée internationale (les dernières grèves de Pologne et d'Espagne, de Strasbourg et de Zurich, la lutte qui s'annonce chez les mineurs belges, etc.). Une lutte impitoyable contre l'action internationale de briseurs de grèves ; liaison plus étroite des luttes économiques et politiques internationales.*

2. *L'aide active au prolétariat héroïque et aux organisations syndicales révolutionnaires d'Allemagne par une réalisation conséquente des résolutions sur les questions des parrainages, d'aide des régions voisines de la frontière d'Allemagne, de la liaison directe des syndicats et des usines avec les syndicats et les usines d'Allemagne, d'une organisation sérieuse de collectes pour le fonds anti-fasciste ; le refus absolu de charger des bateaux battant le pavillon hitlérien ; lutte contre la presse fasciste, etc. Mais, avant tout, la lutte contre la propre bourgeoisie et le propre impérialisme.*

L'aide active pour le prolétariat d'Italie, de Pologne et des autres pays fascistes.

Lutte contre le régime fasciste, instauré en Autriche, par l'organisation dans les pays voisins et en France d'un large mouvement de solidarité avec le prolétariat autrichien, des démonstrations et des grèves, spécialement des transports. La solidarité active, surtout de la C.G.T.U. et du prolétariat français, avec la révolution espagnole qui mène les luttes décisives contre le gouvernement pro-fasciste de Lerroux et contre toutes les tentatives fascistes.

3. *Le renforcement dans les syndicats et dans les usines de la campagne de protestation contre le procès de Leipzig, l'application et la popularisation de plus larges formes de cette lutte : démonstrations de masse, démonstrations contre les agents officiels du gouvernement hitlérien à l'étranger, conférences et démonstrations aux frontières et surtout les actions grévistes plus ou moins*

longues. Il faut élargir, renforcer et lier les manifestations de rues et les grèves de protestation (exemple : Reichenberg en Tchécoslovaquie, Sarre, etc.) en développant une grande campagne internationale.

4. Lutte impitoyable contre toutes les manifestations de chauvinisme et de nationalisme, surtout dans les pays soi-disant démocratiques, profiteurs de Versailles, où la bourgeoisie se sert des mots d'ordre trompeurs de lutte contre le fascisme et de défense de la démocratie pour voiler la fascisation et la préparation de la guerre impérialiste.

Lutte renforcée contre la xénophobie dans les pays d'immigration et contre la division de la lutte commune des frontaliers (France-Belgique, etc.).

L'accentuation considérable de la lutte contre la guerre impérialiste, avant tout par le renforcement et l'élargissement du travail d'agitation et d'organisation dans les usines de guerre, dans les ports et sur les chemins de fer, ainsi qu'une liaison plus étroite dans ce travail entre les organisations des pays avoisinants. Le renforcement de la lutte pour la défense des Soviets chinois et de la révolution de Cuba, par un boycott des transports de guerre des pays impérialistes.

Redoublement de la lutte et de la mobilisation des masses pour la défense de l'U.R.S.S., dénonciation des manœuvres pacifistes de la bourgeoisie.

5. Une lutte impitoyable contre l'exploitation inouïe et l'oppression des peuples soumis et coloniaux contre les guerres coloniales (Maroc, Annam, Indes anglaises du Nord, etc.). L'aide la plus large des organisations syndicales révolutionnaires des métropoles au mouvement syndical des colonies, lutte pour le droit de coalition, de grève, d'assemblées, de presse, solidarité avec les grèves toujours plus fréquentes aux colonies, lutte pour la libération totale des colonies du joug impérialiste.

6. L'accomplissement d'un tournant décisif dans le travail parmi les chômeurs et la jeunesse ouvrière qui a une importance particulière pour la lutte contre l'offensive du capital, contre le fascisme et la guerre impérialiste. Popularisation et réalisation des résolutions de la conférence d'usines du Congrès mondial de la jeunesse.

7. A travers les luttes, renforcement des liaisons internationales par une participation active et organisée aux conférences interfrontières et internationales; par un travail continu des comités interfrontières, par une liaison plus étroite des usines et des syndicats dans les différents pays et surtout avec l'U.R.S.S. Lutte contre toute sous-estimation de l'internationalisme encore forte dans le travail pratique des syndicats.

Le renforcement d'organisation des C.I.P., en rapport avec la décomposition des secrétariats internationaux syndicaux de la F.S.I., est une des tâches actuelles des plus importantes du mouvement révolutionnaire syndical international.

Pour réaliser les tâches indiquées, il faut libérer les masses prolétariennes de l'influence néfaste de la F.S.I. et de la II^e Internationale, renforcer la lutte contre le réformisme au sein des syndicats et de la classe ouvrière. Le congrès de la F.S.I. à Bruxelles, le congrès des Trade-Unions, le congrès de la C.G.T. en France, ainsi que toute la pratique réformiste démontrent toujours plus clairement que le réformisme est le principal appui de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, son principal outil pour diviser la classe ouvrière, pour développer le nationalisme et l'esprit impérialiste, pour frayer le chemin au fascisme

et à la guerre impérialiste, pour l'excitation contre l'U.R.S.S., la patrie et la forteresse socialiste du prolétariat mondial.

C'est donc avec une énergie d'autant plus grande que les organisations syndicales révolutionnaires doivent travailler pour gagner des ouvriers des syndicats réformistes et autres au front unique de lutte, et à l'unité syndicale de classe pour l'idéologie révolutionnaire et la solidarité internationale, renforcer l'opposition révolutionnaire dans les syndicats réformistes, élargir et approfondir les bases du mouvement syndical révolutionnaire international.

Vu la grandeur et l'importance des tâches qui se posent aujourd'hui devant la classe ouvrière, nous adressons un appel vibrant à tous les syndiqués et au prolétariat international :

A bas la collaboration de classe qui divise la classe ouvrière ! Vive le front unique de lutte !

A bas le nationalisme ! Vivent la solidarité et la lutte internationale !

A bas les chefs traîtres de la F.S.I. ! A bas le réformisme !

Vive l'I.S.R., la seule organisation syndicale internationale de classe !

En avant pour la lutte victorieuse contre la misère et l'oppression grandissantes, contre le fascisme, la guerre impérialiste et le sanglant système capitaliste en décomposition !

Résolution sur la situation des revendications et des luttes de la jeunesse ouvrière

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. rappelle que le problème de la jeunesse est décisif, que l'organisation qui aura la jeunesse aura la victoire.

En France, il y a 1.495.607 jeunes ouvriers et 875.136 jeunes ouvrières de moins de 20 ans. Des industries importantes, telles que les métaux, le textile, le vêtement, l'alimentation, comptent un tiers de jeunes ouvriers et ouvrières.

Dans les entreprises, le patronat exploite féroceement la jeunesse dont les salaires sont constamment diminués, les accidents du travail se multiplient (en 1914 il y avait 28.183 accidents du travail, et en 1930 78 058 pour les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans), les renvois abusifs sont de plus en plus nombreux.

L'apprentissage devient de plus en plus illusoire, dès leur sortie de l'école les enfants sont voués au chômage.

A l'armée, les soldats sont victimes du surentraînement qui est la cause d'accidents et de maladies graves et quelquefois mortelles, la nourriture est défectueuse, les menaces de prolonger le service militaire à vingt mois se précisent de plus en plus.

Cette situation a encore accentué la combativité de la jeunesse prolétarienne dans les mouvements ouvriers tels que chez Citroën, à Strasbourg, Vienne, Armentières, etc., elle y a joué un très grand rôle.

L'enthousiasme de la jeunesse est encore confirmé par son Congrès mondial contre la guerre et le fascisme.

C'est pourquoi la bourgeoisie met tout en œuvre pour créer les bases de ses organisations fascistes dans la jeunesse prolétarienne, en même temps qu'elle veut utiliser le fascisme en Allemagne pour développer le courant nationaliste.

Le VII^e Congrès de la C.G.T.U. a pris des décisions pour briser cette manœuvre, notamment en donnant comme directives de développer au sein des entreprises des comités de lutte contre la guerre et le fascisme, en vue d'entraîner les jeunes travailleurs à l'action pour dénoncer la fabrication du matériel de guerre, pour empêcher le transport de ce matériel, pour organiser la lutte contre l'occupation et les guerres du Maroc, etc., décisions qui appuient celles prises par le Congrès mondial des jeunes contre la guerre et le fascisme.

Le VII^e Congrès confédéral marque avec force que pour arracher la jeunesse à l'influence de la bourgeoisie, les syndicats unitaires doivent s'attacher à organiser la jeunesse laborieuse dans leurs rangs, en menant une action active pour la défense de ses revendications particulières.

Les syndicats unitaires doivent mettre en application l'appel du bureau confédéral du 14 avril dernier. Dans chaque organisme syndical, depuis les sections syndicales jusqu'aux commissions exécutives, des responsables adultes et jeunes devront être désignés pour former la commission chargée de s'occuper des questions ayant trait à la jeunesse ouvrière.

La première tâche de cette commission à tous les échelons de la C.G.T.U. consiste à étudier par entreprise, localité et industrie, les revendications de la jeunesse ouvrière et chômeuse, y compris les revendications des jeunes filles, sur la base du programme suivant :

16 francs par jour pour tous les jeunes ouvriers entrant dans la production (modifiable suivant industrie et région) ;

A travail égal, salaire égal ;

Le re'èvement des salaires ;

La suppression des amendes ;

L'élévation de l'âge scolaire à 14 ans, avec indemnité de l'Etat aux familles ;

Deux heures d'éducation technique comprises dans la journée de travail ;

La journée de 6 heures pour les jeunes au-dessous de 18 ans avec salaire de 8 heures ;

Interdiction du travail de nuit pour tous les jeunes ouvriers et ouvrières de moins de 18 ans ;

L'inscription aux fonds de chômage avec indemnité égale à celle des adultes, sans distinction d'âge, de sexe ni de nationalité, de tous les jeunes chômeurs dès leur sortie de l'école ;

La suppression des contrats individuels d'apprentissage et l'application des contrats collectifs sous le contrôle des ouvriers et des syndicats ;

Quinze jours de vacances payées par an pour tous les jeunes ;

Le service militaire de neuf mois (prêt à 1 franc, etc.) ; le réembauchage des libérés et réservistes dans leur ancienne entreprise.

Le Congrès lance un vigoureux appel à tous les syndicats unitaires pour qu'ils se mettent d'arrache-pied à la besogne afin d'appliquer ces directives et pour créer dans la C.G.T.U. un grand mouvement de jeunes en convoquant des conférences revendicatives de la jeunesse ouvrière occupée ou en chômage, créer des sections de jeunes syndiqués, des bases multiples telles que foyers de jeunes, groupes sportifs, caisses du sou du soldat, dans les syndicats, dans les entreprises, pour resserrer la liaison entre les ouvriers et soldats, cours d'apprentissage, conseils juridiques, etc.

En avant pour l'organisation de la jeunesse ouvrière, sans distinction de tendance, par l'organisation de l'unité d'action !

En avant pour la défense des revendications et la lutte contre la guerre et le fascisme !

TROISIÈME PARTIE

Conférence d'Unité

(Paris, Salle Bullier)



PREMIÈRE SÉANCE

Samedi 30 Septembre (matin)

La séance est ouverte à 10 h. 15 par le camarade Raynaud.

RAYNAUD. — Nous vous proposons, pour présider cette séance, un bureau composé de la façon suivante :

Gourdeaux, des P.T.T. unitaires,
Pasquier, du Syndicat autonome des Employés de la C.P.D.E.,
Carne, du Syndicat autonome des Douaniers du Havre,
Mauries, des Préparateurs en pharmacie,
Marty, du Textile de Castres,
Dutertre, des P.T.T. confédérés.

(Mise aux voix, cette proposition est adoptée à l'unanimité).

LE PRÉSIDENT. — Nous souhaitons la bienvenue à tous nos camarades délégués, ainsi qu'à tous les camarades des organisations confédérées et autonomes qui sont dans cette salle. Je vais donner la parole à notre camarade Frachon pour le rapport.

Nous espérons que de la discussion qui s'engagera devant cette conférence sortiront des résultats efficaces pour la réalisation de l'unité syndicale de lutte de classe.

INTERVENTION DE FRACHON

FRACHON. — A cette conférence d'unité, la C.G.T.U. a voulu tenir compte des deux congrès confédéraux. Elle a même voulu faire mieux. Au cours de la préparation de son congrès, elle a invité, au sein de ses syndicats, et fait des efforts auprès des ouvriers confédérés, pour que se tiennent des assemblées communes où seraient discutés les ordres du jour des deux congrès, et où seraient élaborés les mots d'ordre revendicatifs des ouvriers dans les syndicats, et les méthodes d'action commune. Si la C.G.T.U. a fait cela, c'est qu'elle conçoit la nécessité de hâter également la réalisation de l'unité syndicale de classe.

Pour que notre conférence d'aujourd'hui atteigne son but, il est nécessaire d'examiner la situation dans laquelle le mouvement ouvrier se meut actuellement ; de déterminer les bases sur lesquelles peuvent se réaliser le front unique et l'unité syndicale de classe ; d'examiner les

obstacles à l'unité syndicale, en particulier à la lumière des deux congrès qui viennent de se tenir ; de fixer les points qui, actuellement, doivent permettre le rassemblement des masses ouvrières ; d'engager une action soutenue avec tous ceux qui veulent travailler vraiment à l'unité de classe du prolétariat.

Je ne ferai pas ici un long examen de la situation économique et politique. Les congrès qui viennent de se tenir ont, à ce sujet, donné chacun leur opinion. En particulier au Congrès de la C.G.T.U., nous avons eu le souci d'examiner dans le détail quelle était la situation de la crise générale du capitalisme ; quelle était en particulier la situation du capitalisme français ; quelle force prenaient les attaques contre la classe ouvrière ; quels dangers menaçaient le prolétariat. Sur tous ces points, notre Congrès a discuté amplement et il a fixé, après cet examen minutieux, les revendications principales de la classe ouvrière.

Dans cette conférence, où nous avons un travail pratique à réaliser, je veux me contenter d'examiner très rapidement ce qui, actuellement, fait les préoccupations quotidiennes de la classe ouvrière, les préoccupations de la classe ouvrière en général : l'attaque contre les salaires ; pas une industrie, pas un métier, pas une usine, pas une administration où les prolétaires qui y travaillent n'aient le souci de défendre leurs salaires, parce que ceux-ci sont diminués ou menacés. Souci également de défendre leurs conditions de travail. Il n'est pas une entreprise, pas une usine, où le patronat ne renforce ses méthodes d'exploitation et n'exige chaque jour un effort plus grand de la part de l'ouvrier.

Ce qui fait aussi le souci quotidien de la classe ouvrière, c'est le chômage. Nous avons des centaines de milliers de chômeurs complets, des centaines de milliers de chômeurs partiels. Pas un employé dans nos entreprises qui ne soit inquiet du lendemain : ne sera-t-il pas lui-même chassé de l'usine et réduit au chômage ?

Une autre cause d'inquiétude pour la classe ouvrière est la poussée fasciste dans le monde et le développement des méthodes de dictature de la bourgeoisie, le renforcement de ces méthodes, dans notre propre pays.

Autre souci encore qui devient de plus en plus angoissant : l'aggravation des dangers de guerre, la menace imminente de la guerre, qui inquiète chaque ouvrier, chaque travailleur. Inquiétude pour l'ensemble des ouvriers, non seulement pour le présent, mais avec des perspectives qui n'ont rien de réjouissant.

C'est en tenant compte de cela que nous devons déterminer les moyens pratiques pour réaliser l'unité de classe du prolétariat. Quelles sont les bases avec lesquelles nous pouvons hâter la réalisation de l'unité de classe ? Pour chaque camarade qui se donne la peine d'étudier ce qui se passe autour de lui, il est clair que cette offensive du capitalisme ne se déroule pas sans une réaction de la classe ouvrière. En particulier, depuis quelques mois, nous assistons de nouveau à une poussée importante du mouvement gréviste. La classe ouvrière se défend. Nous avons eu les mouvements des fonctionnaires ; nous avons eu des grèves importantes comme celles de Strasbourg, d'Armentières, de Marseille et de Citroën. Nous avons eu de nombreux exemples dans tout le pays, grandes ou petites grèves, qui montrent que les ouvriers résistent de plus en plus à l'attaque.

La caractéristique de ces luttes, c'est que plus les ouvriers sentent la nécessité de combattre contre le capitalisme, plus ils prennent cons-

science de la nécessité de l'unité de leur propre classe, plus ils prennent conscience de la nécessité de l'action indépendante de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'au cours de la grève — en particulier dans les récentes grèves, dans les récents mouvements — les ouvriers, encore récemment, sous l'influence des dirigeants réformistes, appartenant encore à des organisations réformistes, ont si bien compris la nécessité de briser et de rompre avec la politique de collaboration, avec la politique réformiste, qu'ils se sont lancés, plus nombreux, en pleine bataille, et ont combattu, comme à Strasbourg, avec les syndicats unitaires et ont déjoué les manœuvres les plus audacieuses et les plus hypocrites, tentées pour briser leur mouvement et empêcher qu'ils aillent à la victoire.

Le front unique, l'unité de lutte de classe, cela se réalise également dans la lutte contre la guerre et contre le fascisme. Chacun des camarades qui sont ici sait l'importance du mouvement de lutte contre la guerre, issu du Congrès d'Amsterdam. Chacun de ces mouvements a entraîné avec lui des milliers d'ouvriers socialistes et confédérés.

Chacun sait qu'à travers le pays, sous des formes encore plus ou moins claires, se réalise le rassemblement des ouvriers inorganisés, confédérés, unitaires et autonomes, pour la lutte contre la guerre.

Chacun sait aussi que nous avons, au travers le pays, à un rythme de plus en plus accéléré, des manifestations communes contre le fascisme. Au cours de la journée du 1^{er} Mai; la C.G.T.U., toujours fidèle à sa tactique d'unité, a appelé les ouvriers confédérés à des manifestations communes. Et sur 94 propositions locales de front unique, 44 manifestations communes ont été organisées dans certaines localités, entre les syndicats unitaires, confédérés et autonomes.

Ainsi, chaque fois qu'on pose devant les ouvriers des problèmes de classe, chaque fois qu'on organise leur défense, le rassemblement de ces ouvriers se réalise par l'action indépendante de la classe ouvrière.

Nous n'avons pas à enregistrer seulement de telles manifestations. Nous avons, encore, dans notre pays, des manifestations de collaboration de classe, sacrifiant les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts du capitalisme. Ces manifestations aboutissent régulièrement à la division des forces ouvrières.

Les exemples les plus caractéristiques sont donnés dans le mouvement des fonctionnaires, et dans la grève de Strasbourg. Alors que, dans la première période du mouvement des fonctionnaires, lorsque chaque travailleur des services publics était animé du souci de défendre l'intégralité de ses salaires, alors qu'il y avait la grande vague de fond pour empêcher toute atteinte aux traitements et indemnités, parce que les fonctionnaires savaient bien que la première attaque était le signal d'autres attaques, nous avons assisté, dans tous les coins, dans tout le pays, à de grandes manifestations de front unique, à une unité de lutte et d'action.

C'est pour la défense des traitements et indemnités, dans une lutte indépendante contre le gouvernement bourgeois et contre les pouvoirs publics, que s'est réalisée la manifestation de front unique du 20 février.

Que s'est-il passé chez les fonctionnaires ? Les dirigeants réformistes ont substitué, à l'intérêt des fonctionnaires, l'intérêt de classe de la bourgeoisie. Ils ont sacrifié les indemnités et traitements des fonctionnaires pour sauver le gouvernement démocratique de gauche, et une telle position a provoqué la division chez les fonctionnaires. Elle a

provoqué la dislocation d'un certain nombre de comités de front unique qui s'étaient constitués dans la grève de Strasbourg.

C'est dans la lutte pour la défense des salaires, pour le soutien de la grève des ouvriers du bâtiment qui, depuis neuf semaines, sont aussi dans la lutte contre l'impérialisme français et contre l'oppression que subissent les ouvriers et les paysans d'Alsace-Lorraine, que s'est réalisé le front unique et l'action commune de tous les ouvriers de Strasbourg.

Aussi longtemps que nous avons voulu maintenir au premier plan cette défense des intérêts de classe et des intérêts du peuple alsacien-lorrain, le bloc des grévistes a été très uni. Qu'ont fait les dirigeants réformistes qui étaient contre la grève et qui l'avaient suivie, pour diviser le bloc des grévistes ? Ils ont encore une fois substitué, opposé les intérêts de la bourgeoisie aux intérêts du prolétariat. Ils ont mené une campagne contre la tendance des ouvriers qui s'étaient mis en grève, par solidarité, à poser leurs propres revendications. Ils ont fait miroiter aux ouvriers que le gouvernement était d'accord avec eux contre les entrepreneurs qui soutenaient leurs propres intérêts. Ils ont ainsi orienté une couche des ouvriers vers l'attente de la solution de leur grève par l'intervention gouvernementale, au lieu de leur montrer qu'elle pouvait être résolue favorablement uniquement par l'action indépendante de la classe ouvrière.

Ainsi, les dirigeants réformistes, par leur politique de collaboration, de soutien du capitalisme, ont provoqué la division au sein des 20.000 ouvriers de Strasbourg !

Ces quelques faits montrent que c'est donc dans la lutte de classe pour la défense des intérêts indépendants de la classe ouvrière, dans la lutte indépendante des ouvriers, que se réalisent le front unique et l'unité : que c'est au travers de la politique d'intérêt général, lorsque les chefs réformistes substituent l'intérêt du capitalisme aux intérêts des ouvriers, que s'opère la division.

Ceci posé, nous allons examiner très rapidement quelle a été l'attitude des deux congrès en face de ces problèmes.

Le Congrès de la C.G.T.U., d'un bout à l'autre, a été animé du souci d'organiser l'action de masse.

Dans notre Congrès, depuis les rapports, jusqu'aux interventions de nos militants de base, des délégués des syndicats ou des sections syndicales, nous avons eu le souci constant d'organiser la lutte de la classe ouvrière pour l'obtention de ces revendications.

Dans les problèmes de la lutte contre la guerre et contre le fascisme, au Congrès de la C.G.T.U. d'un bout à l'autre des travaux, on a constaté le souci de séparer le prolétariat de sa propre bourgeoisie, le souci de détacher la classe ouvrière des campagnes hypocrites avec lesquelles la bourgeoisie française prépare rapidement la guerre, le souci de détacher les ouvriers de la propagande chauvine et nationaliste qui est faite actuellement sous le couvert de la défense de la démocratie contre le fascisme, et avec lesquelles on veut préparer, en France, les masses à une prochaine guerre impérialiste.

Dans la lutte contre le fascisme, même souci de notre organisation de défendre ses libertés, de lutter contre la dictature non seulement dans les autres pays, mais aussi dans notre propre pays, même souci de montrer comment la bourgeoisie développe ses moyens de pression, même sous des apparences de démagogie ou de démocratie, même comment la bourgeoisie française développe ses mesures de répression

contre le mouvement ouvrier, et le souci aussi d'amener les ouvriers français à lutter contre le fascisme, non seulement contre le fascisme hitlérien, mais aussi contre la dictature de notre bourgeoisie, et à défendre chez nous les propres libertés des ouvriers.

Dans le problème de l'unité syndicale, la C.G.T.U. a cherché également dans ce congrès, à déterminer encore plus clairement qu'ils ne l'étaient, les obstacles à cette unité.

Notre souci, dans ce Congrès, a été la mobilisation de nos militants et de nos organisations pour hâter le travail pour la réalisation plus rapide de l'unité syndicale de lutte de classe.

Dans le Congrès de la C.G.T., sur les questions revendicatives : silence. Pendant tous les débats, la discussion qui s'est déroulée au Congrès de la C.G.T. a laissé de côté les problèmes quotidiens qui sont la préoccupation de la classe ouvrière, dont j'ai parlé tout à l'heure, au début de mon intervention.

Ce n'est pas par hasard qu'on pose les questions revendicatives de la classe ouvrière, si on attire son attention sur ses soucis quotidiens. Il est clair qu'on crée des conditions plus favorables pour le déclenchement des luttes pour l'organisation de l'action, et tel n'est pas le souci de la C.G.T. et de ses dirigeants.

Dans la C.G.T., tous les débats ont été dominés par la discussion sur la collaboration. Nous saluons ici les interventions courageuses — car enfin, il faut un peu de courage pour intervenir dans un tel sens à la tribune de ce Congrès — nous saluons les interventions courageuses des militants qui, dans la C.G.T., ont osé intervenir d'une façon claire contre la collaboration et pour l'unité de lutte de classe du prolétariat.

Mais, à part ces quelques voix qui représentent tout de même un courant assez important à l'intérieur des syndicats confédérés, l'ensemble de la discussion s'est déroulé sur les méthodes à employer pour la collaboration. Il n'y a eu aucun examen du mouvement ouvrier. De grandes grèves se sont déroulées. Nous avons la perspective de grands mouvements de lutte de classe. Au Congrès de la C.G.T., pas un seul examen de ce qui s'est déroulé au cours de ces grèves, pas une seule analyse de ces mouvements, pas le moindre souci d'organisation des grèves, mais, au contraire, le souci de les empêcher.

Au Congrès de la C.G.T. alors que la majorité des syndicats réformistes est constituée par les fonctionnaires et travailleurs des services publics, pas un mot n'a été dit sur la menace imminente contre les fonctionnaires, pas un examen n'a été fait de ce qui s'est passé au cours du dernier mouvement, avec le souci de rechercher comment on pourrait faire mieux dans l'avenir. La future attaque contre les fonctionnaires n'a pas tenu une grande place dans le congrès confédéré, parce que là encore on ne tient pas du tout à ce qu'on organise un grand mouvement de résistance.

Le discours de Jouhaux est une affirmation très claire de la volonté de la C.G.T. de continuer la politique de collaboration qu'il a menée jusqu'à maintenant et même, en raison des difficultés plus grandes de l'impérialisme français, la volonté d'aller encore plus loin dans cette politique de collaboration et de trahison des intérêts du prolétariat.

Dans la question de la guerre, quelle a été la position du Congrès de la C.G.T. et le sens des interventions qui s'y sont produites ? Est-ce que cette discussion a été orientée vers la recherche des moyens de

dresser le prolétariat contre le capitalisme dans sa préparation à la guerre ? Le Congrès de la C.G.T. a été encore le reflet des préoccupations des dirigeants réformistes : soutenir la bourgeoisie française, l'impérialisme français dans la préparation à la guerre si la guerre éclatait.

Evidemment, on ne fait pas cela d'une façon ouverte, on ne déclare pas d'une façon ouverte que les dirigeants réformistes aident la bourgeoisie française à préparer la guerre. Quand les dirigeants réformistes aident la préparation chauvine, ou nationaliste, de la masse au travail national, ils ne disent pas qu'ils préparent la guerre, ils déclarent : « L'Allemagne veut la guerre ; l'Allemagne prépare la guerre ; c'est le fascisme qui, dans le monde, prépare la guerre. Il n'y a plus qu'un moyen pour empêcher la guerre, c'est que les pays de démocratie s'allient entre eux, et qu'ils s'opposent ainsi au fascisme, qui prépare la guerre dans le monde. »

Quand on fait une telle affirmation dans notre pays, quand on masque sciemment la part active de l'impérialisme français dans la préparation à la guerre, quand on prend position pour les démocraties contre le fascisme, cela veut dire qu'on se met à côté de la bourgeoisie pour l'aider à troubler les ouvriers et pour l'aider à préparer la guerre.

Dans le Congrès de la C.G.T. nous avons assisté avec encore plus de force, de la part du secrétaire confédéral, à l'attaque, aux calomnies venimeuses et ignobles contre l'Union soviétique.

Et, d'autre part, Jouhaux, qui sait cependant parfaitement à quoi s'en tenir, a repris dans son discours la calomnie ignominieuse de l'alliance militaire entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme français.

Sur le fascisme, les discussions au Congrès de la C.G.T. n'ont pas été non plus orientées vers l'organisation de l'action de masse contre le capitalisme ; elles ont été orientées encore une fois vers le soutien de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire vers le soutien du gouvernement français contre le fascisme dans les autres pays. On a même pu entendre, à la tribune du Congrès de la C.G.T., des affirmations telles que celles qui s'étaient produites au Congrès du Parti socialiste défendant l'état de force soutenant le néo-fascisme.

Au Congrès de la C.G.T. s'est affirmée de la part des dirigeants réformistes la volonté de briser toute opposition à une telle politique. Ceux qui sont intervenus avec une position de classe, vous avez pu voir dans les comptes rendus qu'ils ont été accueillis par de vigoureuses protestations et d'ailleurs, dans son discours, Jouhaux ne s'est pas privé de les bafouer et de les critiquer.

Sur le problème de l'unité syndicale, nous avons toujours dit que la C.G.T. était l'obstacle principal à cette unité : sa politique, son activité quotidienne sont des obstacles essentiels à la réalisation de l'unité du prolétariat. La C.G.T. ne peut mener sa politique de soutien de la bourgeoisie qu'en entretenant des divisions au sein de la classe ouvrière.

Cependant, jamais une telle position n'avait été affirmée avec autant de force et de clarté que dans le Congrès de la C.G.T., par la bouche du secrétaire de la Confédération, du secrétaire général Jouhaux ? Répondant aux critiques des dirigeants des anciens minoritaires de chez nous Jouhaux leur a déclaré : « Notre maison est restée debout pour vous offrir l'hospitalité quand vous viendriez, et vous n'êtes pas entrés que déjà vous gravissez les degrés de la tribune pour critiquer une politique et une action auxquelles vous n'avez pas participé. »

Ainsi donc, dans une telle intervention, Jouhaux exprime la volonté

de la C.G.T. d'accepter tous ceux qui voudront y entrer, mais de les accepter comme des réformistes pour mener une politique réformatrice : interdiction dans la C.G.T. de parler de la lutte de classes, de critiquer la politique réformatrice de trahison des intérêts du prolétariat.

Jouhaux dit encore : « Vous voulez que nous donnions un coup de barre à gauche, qu'on pratique une politique révolutionnaire, mais quand vous êtes entrés chez nous, vous avez abandonné une telle politique révolutionnaire ».

On ne peut pas dire plus clairement que l'on veut réaliser l'unité dans la C.G.T. pour renforcer la politique de collaboration et de trahison des intérêts élémentaires, fondamentaux du prolétariat.

Ainsi dans les deux congrès, leur technique, les problèmes qui y ont été discutés, les interventions qui s'y sont produites, font éclater avec encore plus de force que jamais l'opposition fondamentale entre les deux politiques : celle de la C.G.T. et celle de la C.G.T.U. La C.G.T.U., avec son souci dominant d'organiser l'action indépendante de la classe ouvrière, son souci de réaliser l'unité du prolétariat pour mener une telle action ; la C.G.T., au contraire, accentuant sa politique de collaboration, développant ses luttes contre l'unité syndicale de lutte de classes, développant ses moyens pour entretenir la division dans les rangs du prolétariat.

Mais, camarades, si nous exprimions ainsi la politique de la C.G.T., nous commettrions la faute la plus lourde, si nous pensions qu'une telle politique est celle de l'ensemble des ouvriers confédérés. Mais, l'intervention de ces quelques camarades, les votes qui se sont exprimés contre le rapport moral de la C.G.T. ne représentent qu'une infime parcelle de ceux qui, dans la C.G.T., sont fondamentalement opposés à la politique de leur centrale syndicale. Ils sont des milliers et des centaines de milliers d'ouvriers confédérés, qui sont convaincus de la nécessité d'appliquer une autre politique, et nous devons savoir comprendre cela pour amener ces ouvriers dans la lutte commune avec les ouvriers unitaires, les ouvriers autonomes, les ouvriers inorganisés.

Camarades, après avoir montré l'opposition fondamentale entre la politique des deux centrales syndicales, je veux ici dire quelques mots sur l'autonomie.

Nous avons en France un certain nombre de syndicats autonomes, en plus de la grande Fédération autonome des Fonctionnaires, il y a, à travers le pays, disséminés, une série de syndicats autonomes, dont certains groupent des milliers d'ouvriers comme ceux des Dockers du Havre, ou comme ceux des Maçons de Lyon.

Sans doute à la direction de ces syndicats autonomes, disséminés dans le pays, se trouvent des dirigeants qui, sous le couvert d'organisations syndicalistes, indépendantes, de mouvements syndicaux, sont des dirigeants réformistes qui mènent la même politique que celle de la C.G.T. Notre tâche est claire, nous devons nous proposer de travailler avec les ouvriers de ces syndicats.

Je veux maintenant dire quelques mots de la position particulière de la Fédération autonome des Fonctionnaires. Nous avons eu l'occasion et le plaisir de travailler en accord avec elle pendant les derniers mois.

Nous avons fait un grand bout de chemin ensemble et c'est hier encore que nos camarades ont eu une discussion dans le Cartel des fonctionnaires et ont décidé de continuer ce bout de chemin pour

défendre leurs revendications : les salaires et les traitements des fonctionnaires.

Nous sommes convaincus que, dans la lutte pour la défense pour les traitements et indemnités, nous pourrons, avec la Fédération autonome, organiser une action positive.

Ce n'est donc pas sur ce terrain que je veux poser la question : c'est sur le problème de l'unité syndicale ; sur ce problème, quelle est la position de la Fédération autonome ? Nos camarades sont convaincus que leur fédération, restant dans l'autonomie, ne prenant parti ni pour l'une ni pour l'autre des confédérations, peut être un lien, une charnière pour l'action d'unité syndicale.

Camarades, si nous nous demandons ce que nous avons à créer, si nous comprenons bien l'opposition foncière, l'opposition irréductible des deux politiques menées par la C.G.T. et la C.G.T.U., si nous comprenons qu'il n'y a aucun lien possible entre la politique de collaboration et de trahison de la C.G.T. et la politique de défense des intérêts de classe du prolétariat qui est celle de la C.G.T.U., nous pouvons concevoir difficilement qu'il y ait une charnière entre ces deux organisations.

Le problème n'est pas d'atténuer les divergences, ce n'est pas un problème de heurt entre personnalités qu'on peut atténuer comme essaient de faire croire certains dirigeants réformistes : le problème est un problème politique au premier chef, et il ne peut être traité par le petit bout, mais politiquement.

Le problème de l'unité syndicale n'est pas un problème de charnière entre les deux centrales syndicales : il est un problème d'orientation politique, un problème d'orientation de l'activité des syndicats. Le problème de la réalisation de l'unité syndicale ne se pose pas en essayant d'atténuer nos divergences avec la C.G.T. ; il se pose de la façon suivante : démasquer d'une façon encore plus impitoyable que nous ne l'avons fait jusqu'à présent la politique de trahison de la C.G.T. par les faits, d'une manière suffisamment claire pour que chaque ouvrier confédéré puisse s'en rendre compte et comprenne que la C.G.T. continue à duper et à tromper les masses ouvrières. Arracher à son influence des centaines de milliers d'ouvriers, tel est un des problèmes fondamentaux de la réalisation de l'unité syndicale de lutte de classe.

Je pose ce problème à nos camarades de la Fédération autonome et à nos camarades des syndicats autonomes et je crois qu'ils seraient bien inspirés si, dans leurs syndicats, dans leurs organisations, ils l'examinaient non pas par le petit bout de la lorgnette, non pas sous l'angle des heurts entre personnalités, mais sous l'angle de l'orientation syndicale.

Je crois le moment venu de choisir pour la défense de la lutte à organiser. Nous avons l'expérience du mouvement des fonctionnaires du début de l'année, où ont été examinées les positions des uns et des autres vis-à-vis des éléments qui pouvaient permettre de faire la clarté auprès des adhérents de la Fédération autonome des Fonctionnaires.

Quelles sont, maintenant, les bases les plus sensibles et les plus immédiates qui peuvent permettre à cette Conférence de se fixer une ligne de travail pour réaliser l'unité dans la lutte et l'unité syndicale ?

On peut dire que toute la vie quotidienne et tous les instants fournissent des bases de rassemblement des ouvriers, mais je pense que nous commettrions une erreur si, dans cette Conférence, nous voulions envisager tous ces problèmes, parce que nous ferons œuvre plus utile

si nous examinons les points essentiels où nous allons, maintenant, porter notre effort.

Au premier plan, je crois que nous pouvons mettre l'action chez les fonctionnaires et les travailleurs des services publics. L'attaque se développe déjà, elle se développe depuis la première application des projets gouvernementaux, elle se développe sous les formes les plus diverses. Les attaques partielles se multiplient et nous pouvons déjà avoir là une base sérieuse de rassemblement pour l'organisation de la résistance à ces attaques partielles. Mais voici que, de plus en plus, on parle plus clairement encore de l'attaque massive que le gouvernement veut porter contre les fonctionnaires et les travailleurs des services publics. Voici que, déjà, de nouveau, l'inquiétude règne chez les fonctionnaires et que se créent des bases plus grandes de rassemblement.

Je crois que la Conférence serait bien inspirée en décidant que l'effort devra être porté immédiatement auprès des fonctionnaires. En tirant les leçons de l'expérience passée, on constate que le mouvement des fonctionnaires aurait pu faire échec totalement aux attaques gouvernementales si les fonctionnaires avaient eux-mêmes dirigé leur mouvement.

Je crois que notre Conférence serait bien inspirée en disant qu'il faut, maintenant, déployer l'effort le plus grand pour constituer les bases de l'action de front unique dans tous les services pour que les fonctionnaires se donnent une direction à eux-mêmes et que les dirigeants réformistes, même s'ils voulaient recommencer leur trahison du mois d'avril — et ils la recommenceront — se heurtent au bloc des fonctionnaires : à une direction dans laquelle les fonctionnaires auraient confiance.

Chez les Cheminots, également, l'attaque se développe et nous avons déjà des indices, des manifestations même d'une résistance plus grande.

Nos camarades cheminots ont pu signaler que, dans l'ensemble des réseaux, se déroulent des dizaines et des dizaines de manifestations contre des petites attaques partielles.

Là aussi, l'obstacle principal au développement d'une telle lutte, ce sont les dirigeants réformistes, c'est l'organisation réformiste. Par conséquent, en tenant compte de l'orientation de notre travail, du travail que nous voulons imprimer, après cette Conférence, au mouvement ouvrier, je pense que la Conférence devra attacher également une très grande importance à l'organisation de la lutte chez les Cheminots pour le front unique.

Nous avons une autre base de rassemblement encore : prochainement, vont avoir lieu les élections aux caisses départementales des assurances sociales. Les caisses départementales d'assurances sociales rassemblent 5 millions 1/2 de salariés. 5 millions 1/2 de travailleurs vont donc participer à ce vote et nous pensons que la Conférence ferait encore œuvre utile si elle décidait que ces élections nous donneront la possibilité de développer toute une campagne pour la réalisation des vraies assurances sociales, une campagne pour des assurances sociales qui viennent donner satisfaction à la classe ouvrière afin qu'au cours de cette grande campagne de masse touchant 5 millions 1/2 d'assurés soit menée l'action contre le versement ouvrier, pour l'amélioration des avantages qu'assure la loi actuelle des assurances sociales et aussi afin qu'au cours d'une telle campagne nous puissions développer le mouvement nécessaire pour arracher l'assurance-chômage.

Je crois que la Conférence aurait raison d'indiquer que cette campagne doit être menée sur la base du front unique, que partout doit s'opérer le rassemblement des ouvriers de toutes tendances pour l'action à mener pour de véritables assurances sociales et pour l'assurance-chômage.

Ce sont là, à mon avis, quelques points sur lesquels nous devons plus particulièrement nous appesantir et porter l'effort le plus grand.

Quels sont nos moyens ? Camarades, nous n'avons pas l'intention de faire des merveilles, mais de faire un travail quotidien.

La Commission exécutive de la C.G.T.U., dans la lettre ouverte qu'elle adressait, le 14 août, à toute la classe ouvrière, à tous les syndicats et syndiqués confédérés, demandait qu'au cours de la préparation des congrès fussent tenues des assemblées communes d'ouvriers unitaires et confédérés pour étudier ensemble les rapports présentés dans les deux congrès, pour étudier leur propre situation, pour mettre debout les cahiers de revendications et les formes de lutte, pour faire aboutir de telles revendications.

Camarades, nous pensons, nous, que c'est là encore la bonne méthode.

L'attention des camarades n'a pas été suffisamment attirée, pendant la préparation du Congrès, sur cette proposition qui a passé un peu par-dessus la tête des syndiqués, même des syndiqués unitaires.

Mais nous voilà maintenant après les deux congrès. Ces deux congrès ont discuté et pris position.

Ne pensez-vous pas qu'il serait très utile et très profitable pour le mouvement qu'à travers tout le pays nous organisons une série d'assemblées communes d'ouvriers confédérés et d'ouvriers unitaires, auxquelles, dans certains cas, pourraient être conviés des syndiqués autonomes et où seraient étudiées la tenue des deux congrès et leur orientation et où, après un tel examen, dans ces assemblées communes, seraient déterminées les méthodes les meilleures pour arriver à obtenir satisfaction en ce qui concerne les revendications des ouvriers dont ont à s'occuper les syndicats ?

Fixer dans ces réunions l'action commune dans les entreprises, organiser l'action dans les localités, les entreprises, les administrations, les chantiers ou les localités suivant que le syndicat a à s'occuper d'une entreprise, d'une administration, d'un chantier ou d'une localité : voilà quelles doivent être les tâches à remplir.

Une telle activité, si elle est bien dirigée, si l'on donne quelques bons exemples aux ouvriers, si, dans cette conférence même, nous pouvons nous entendre avec les délégués confédérés pour que, très rapidement, s'organisent quelques-unes de ces assemblées, que nous puissions le donner en exemple dans tout le pays, nous pensons qu'une telle activité peut faire faire un pas considérable en avant dans la voie de la réalisation de l'unité de classe, à l'éclaircissement des problèmes politiques qu'il est important de faire devant la classe ouvrière, en particulier devant les ouvriers confédérés. Nous pensons que la réalisation de ces assemblées communes permettra, dans le cours de leur développement, de réaliser des syndicats uniques de lutte de classe à la base et qu'ainsi nous travaillerons à amener la réalisation de l'unité syndicale qui, sans doute, n'est pas encore mûre, mais que nous pouvons préparer dès maintenant.

Voilà, camarades, les problèmes que nous voulions poser devant vous,

en vous demandant de discuter très attentivement et très profondément sur l'ensemble de ces problèmes. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Saint-Maxin, du syndicat autonome des employés et contremaîtres des secteurs électriques de la R.P.

INTERVENTION DE SAINT-MAXIN

SAINT-MAXIN. — Camarades, des débats qui se sont déroulés au Congrès de la C.G.T.U., auquel j'ai assisté, se dégage la volonté très nette du capitalisme de refermer sa griffe essentiellement sur le dos des travailleurs en attaquant continuellement leurs salaires et leurs conditions de vie. Il en ressort également la nécessité absolue, pour faire front à cette offensive capitaliste, de réaliser notre unité d'action, unité d'action non pas, comme le préconisent les chefs réformistes, dans la collaboration avec la bourgeoisie pour la défense de la démocratie, mais bien en organisant, sur le terrain de la lutte de classes, le combat pour défendre les moindres revendications des travailleurs et les faire aboutir pour lutter contre le fascisme et la guerre.

Camarades, je voudrais vous apporter ici les résultats pratiques de la réalisation du front unique d'action dans les secteurs électriques de la R.P. et dans l'ensemble même des services publics de cette R.P.

Je ne vais pas m'attarder sur la position de nos « Organisation syndicale des producteurs et distributeurs de l'énergie électrique dans la R.P. » et « Syndicat autonome des employés et contremaîtres des secteurs électriques de la R.P. » qui, depuis toujours, ont mené en commun la lutte contre le patronat, ce qui, d'ailleurs, vous ne l'ignorez pas, a valu à notre organisation syndicale autonome des employés et contremaîtres son exclusion de la C.G.T.

Je voudrais simplement examiner devant vous comment se sont développées les dernières attaques du patronat et comment nous y avons fait face.

Camarades, plus que partout ailleurs, dans notre industrie de l'énergie électrique de la R.P., se sont développées les méthodes de rationalisation et de renforcement de l'exploitation du personnel.

L'augmentation intense de la distribution de l'énergie électrique dans la R.P., le développement de l'arrivée du courant hydraulique dans la R.P., l'interconnexion des usines hydrauliques et des usines thermiques, le renforcement des méthodes de rationalisation par la modernisation des usines et des moyens de travail y employés ont posé, pour nos organisations, un problème extrêmement complexe et il va sans dire que nous avons dû faire face à une innombrable quantité d'attaques patronales.

Ce fut, tout d'abord, à la fin de 1929, lors du passage des usines de la C.P.D.E., Usine Nord de Saint-Ouen, Usine Sud d'Issy-les-Moulineaux, au Consortium d'électricité, ce fut, dis-je, pour le personnel, la première attaque contre l'assimilation de ce personnel. En effet, alors que précédemment le personnel des usines de la C.P.D.E. était assimilé au personnel de la Ville de Paris, on voulait laisser à cette compagnie la possibilité d'embaucher, après 1930, c'est-à-dire après le passage des usines de la C.P.D.E. au consortium d'électricité, du personnel sans conditions. C'était là, vous le comprenez, une première attaque contre l'assimilation du personnel.

Il est évident que ce personnel, groupé à 85 % dans ces organisations, ne s'est pas laissé faire.

L'agitation fut faite à la base. Nos camarades ouvriers et employés firent des manifestations telles, dans les usines, qu'au Conseil municipal on était obligé de maintenir en vigueur la charte qui conditionnait les avantages acquis du personnel.

Mais, il faut bien le dire, il y a eu là l'appui d'un certain nombre d'élus socialistes et l'influence d'un des leaders de l'indépendance syndicale, j'ai nommé Martzlof.

En banlieue, nos camarades des secteurs sont liés par le contrat d'assimilation, par l'équivalence. Sur cette équivalence, nos patrons de banlieue ont eu, depuis 1919, la possibilité de jouer et de ne pas accorder au personnel tous les avantages découlant de l'assimilation. Depuis, nous menons la bagarre. Nous avons réussi à « accrocher » assez fortement nos patrons sur la question de l'assimilation, en posant les revendications nécessaires. En effet, il n'est pas possible que, dans une même exploitation, des ouvriers soient régis par deux contrats de travail. Et, à travers toute la campagne d'agitation qui a été menée, nous avons réussi à démasquer toute une série de manœuvres effectuées sous l'influence d'un syndicat fantôme gouverné par Bouveyron et Martzlof, et nos adversaires n'avaient pas trouvé de meilleurs défenseurs que les dirigeants de ce syndicat fantôme.

Nous étions arrivés, par notre pression, et par l'agitation que nous avons faite dans les usines, à faire voter une formule qui nous donnait satisfaction, formule qui disait que, dans aucun cas, un agent de banlieue ne pourrait avoir une situation inférieure à celle d'un agent de la C.P.D.E. présentant les mêmes caractéristiques. C'était ce qui nous donnait entière satisfaction. Le syndicat intercommunal vota cette formule. Il faut dire que c'était avant la période électorale de 1932 et que l'agitation que nous avons menée auprès des élus avait porté ses fruits. Mais quand il s'est agi de faire intégrer cette formule dans le cahier des charges, alors, comme un seul homme, ces messieurs se refusèrent.

Il faut dire toutefois qu'à la direction intercommunale il y a des hommes qui se gardent d'être les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière, parce que la majeure partie de cette direction se compose d'élus pupistes et d'élus socialistes. Nous avons, là encore, continué notre action et réussi à déjouer une série de manœuvres. Pour donner une certaine consistance à cette reculade, le syndicat intercommunal s'est servi d'un individu, vieux routinier de la politique syndicale, qui avait disparu de la circulation et qui est tombé du ciel, tout naturellement, pour faire le jeu du patronat et pour proposer de faire trancher la différence par une commission d'arbitrage qui, en l'occurrence, ne pouvait nous donner satisfaction puisqu'elle ne représentait pas la majorité du personnel.

Il est évident que nous avons encore déjoué cette manœuvre et que nous ne nous sommes pas prêtés à cette commission d'arbitrage, puisque les patrons se servant des mêmes indices pour établir leurs prix qu'à la C.P.D.E., il n'y a pas de raison que nous n'ayons pas les mêmes avantages.

Ce ne furent pas les seules attaques que nous eûmes à déjouer. Dernièrement, il y a quelques mois, une attaque plus grave fut faite. La C.P.D.E. avait la prétention, ses usines ayant fortement diminué la production, de se débarrasser de son personnel, en mettant en pratique les réformes pour maladie, les mises à la retraite par anticipation, le dépla-

cement du personnel dans d'autres services publics de la Région Parisienne, etc. C'est ainsi que six camarades de la C.P.D.E. furent désignés pour être mutés à l'usine des eaux, dont le personnel est aussi assimilé. Il faut le dire, le personnel des secteurs, dans la Région Parisienne, a des avantages sensiblement supérieurs au personnel de l'ensemble des services publics. C'était, là encore, permettre une diminution de la situation de nos camarades que de laisser se faire cette mutation. Immédiatement, l'ensemble du personnel, ouvriers et employés, a manifesté dans les usines de la C.P.D.E. et, par des interventions auprès de la Préfecture de la Seine, on a fait reculer la C.P.D.E. sur ce point.

Ce n'était pas là seulement la volonté de combattre les conditions de travail du personnel. Il vient de se poser une question assez grave ces jours-ci entre nos organisations et la direction du personnel de la C.P.D.E. Comme à la S.T.C.R.P., nos patrons ont invoqué une soi-disant attaque du personnel contre une des personnalités dirigeantes du Consortium de l'Electricité pour rompre les pourparlers avec les organisations unitaires. C'est pour nous quelque chose d'extrêmement important, puisque, comme je vous le disais tout à l'heure, une énorme partie du personnel est derrière nos organisations. Il va falloir organiser dès maintenant l'action pour obliger notre patronat à reculer.

Il y a encore une autre violation du droit syndical. Non seulement à la C.P.D.E., mais dans les secteurs de banlieue, nos camarades se sont vu refuser systématiquement leurs demandes de mise en congé pour assister au Congrès de la C.G.T.U. Il y a là encore une situation contre laquelle nous avons protesté. Il s'agit d'examiner, sur le terrain des secteurs électriques, de quelle façon on va organiser le repos, et comment on va aligner cette revendication contre l'ensemble des attaques systématiques menées contre nos organisations dans l'ensemble de la Région Parisienne.

Camarades, je voudrais aussi examiner superficiellement quelle a été la situation de l'ensemble des services de la Région Parisienne.

Nos camarades se rappellent ce don de joyeux avènement du gouvernement social-démocrate issu des dernières élections législatives qui, non content d'avoir attaqué les fonctionnaires par l'application de l'article 6 dont les chefs confédérés se sont targués d'être les auteurs, poussait ses attaques plus avant en ayant la volonté de diminuer les traitements et salaires des fonctionnaires.

Tous nos camarades se rappellent le tolle qui s'est manifesté à l'annonce de ces volontés et la riposte immédiate qui, dans l'ensemble du pays, s'est manifestée chez tous les travailleurs sans distinction de tendance.

Dans la Région Parisienne, tout particulièrement, cette riposte fut violente et elle obligea les chefs confédérés de l'Union des syndicats de la Région Parisienne à prendre position. Et c'est ainsi que, pour les services publics, l'Union des syndicats de la Région Parisienne avait décidé, le 9 novembre, d'organiser un vaste meeting de protestation réservé à ses adhérents.

En conformité de sa résolution, les syndicats unitaires de la Région Parisienne décidèrent d'apporter leur concours par leur présence à ce meeting et firent des propositions telles qu'il fut possible d'entraîner tous les travailleurs à la riposte contre cette volonté de diminution des traitements.

Devant cette position, l'Union des Syndicats confédérés, sous pré-

texte de ne pas vouloir voir des ouvriers se battre entre eux, décom-
manda le meeting. Ce meeting fut repris par nos camarades unitaires
et là, bon nombre de camarades confédérés sont venus stigmatiser la
position de leurs chefs, position de volonté systématique de division des
forces ouvrières.

Au cours de ce meeting, fut décidée la création pour les services
publics de la Région Parisienne d'un Comité central d'action, Comité
central d'action composé de 17 membres de toutes les tendances et
reflet des organisations syndicales. Immédiatement ce comité se mit au
travail et, camarades, il faut le dire, si quelquefois nous savons entraîner
les ouvriers dans la bataille, nous ne savons pas, malheureusement, les
diriger avec assez de vigueur, et là encore, tout le travail nécessaire n'a
pas été accompli, car si dans certains services, entre autres au Gaz de
Paris, la S.T.C.R.P., chez les Municipaux, chez d'autres encore, des résul-
tats assez appréciables furent acquis, il y eut quand même pas mal de fai-
blesses. Des camarades pensèrent qu'il était encore possible de réaliser
cette unité à la tête en organisant des meetings communs sous la direction
des organisations syndicales unitaires et confédérées. Nos camarades
virent bien vite dans quel traquenard on les avait menés, et là se déve-
loppa toute la tactique des chefs réformistes. Ceux-ci firent une oppo-
sition systématique à l'unité d'action à la base telle que nos camarades
voulaienl la mener pour entraîner tous les ouvriers sans distinction à la
lutte.

Camarades, devant le danger qui se manifeste, nous pensons qu'il est
absolument nécessaire de tenir compte des expériences du passé et que,
pour l'avenir, il est absolument nécessaire d'organiser l'unité d'action,
non pas avec les chefs confédérés, mais d'organiser cette unité d'action
sur le lieu du travail même. Il faudra que nos camarades, et que tous
nos camarades confédérés qui sont d'accord avec cette plate-forme de
la nécessité de mener la lutte, il faudra, dis-je, que dans leur groupe
d'opposition syndicale révolutionnaire, ils fassent le travail auprès de
leurs camarades pour les amener à se grouper sur les lieux du travail
avec tous les autres camarades, qu'ils soient unitaires, qu'ils soient
organisés, parce que c'est seulement sur le lieu du travail qu'il sera
possible d'arriver à créer des sections uniques syndicales, sections
uniques syndicales de lutte de classe pour défendre les intérêts des
travailleurs qui doivent nous amener à la création des organismes cen-
traux de lutte de classe, non pas pour collaborer au soutien de la bour-
geoisie, mais pour, suivant le rôle historique du prolétariat, imposer sa
dictature et renverser le régime pourri du capitalisme. (*Applaudisse-
ments.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Poinso, secrétaire du
syndicat confédéré des Cheminots de la ligne de Vincennes.

Je tiens à souligner que, depuis plusieurs mois, son syndicat tra-
vaille avec les camarades unitaires et a constitué un comité d'unité
d'action. (*Applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Je demande à dire un mot.

Camarades, je pense que, étant donné les questions importantes qui
ont été posées dans le rapport de notre camarade Frachon sur la ques-
tion d'unité syndicale et de lutte de classe, sur la base de toute une
série de propositions formulées quant à l'attaque et à l'offensive du
capitalisme en France, je pense, dis-je, que nous ne pouvons, à mon

avis, continuer les débats de cette Conférence qu'à la condition que chaque camarade fasse le rapport d'activité de son syndicat.

Il y a des problèmes posés, toute une série de propositions formulées. Je pense que c'est dans le domaine de la réponse sur la base de ces propositions que nos camarades doivent intervenir. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE POINSOT

POINSOT. — Camarades, au nom du syndicat de Vincennes-Cheminots, qui, jusqu'à ce jour, a mené une lutte active pour l'unité d'action avec nos camarades unitaires, je viens vous dire que nous avons créé un comité d'unité ; ce comité a fait du bon travail sur ce réseau. Il a été décidé, vu la tenue des deux congrès, de présenter une résolution au sein des Congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U., résolution sur laquelle nous étions tous d'accord. Cette résolution avait, au préalable, été envoyée à notre Fédération des Cheminots, avec l'assentiment de ce comité d'action. Elle n'a pas du tout plu à nos dirigeants. Sa teneur était la suivante :

Dans la situation difficile qui est faite aujourd'hui à la classe ouvrière, les syndicats soussignés déclarent qu'il est indispensable de réaliser, dans des réunions communes, l'unité d'action des travailleurs pour la défense de leurs intérêts, ce qui est, d'autre part, le meilleur moyen de préparer la réalisation de l'unité syndicale. Ils demandent aux congressistes de se rendre à la Conférence d'unité provoquée par la C.G.T.U. pour envisager les revendications ouvrières et l'action commune nécessaire à leur défense. Cette Conférence se tiendra samedi 30 septembre, à 9 heures du matin, salle Bullier.

Signé : JOLY (Syndicat des Cheminots de Châlons-sur-Marne), POINSOT (Cheminots de Vincennes), DENIS (Bourse du Travail de Châlons-sur-Marne), LAPALU (Maîtres d'internat du Doubs).

Recherchant le moyen d'unité syndicale, on aurait dû comprendre à notre centrale que nous avions raison. Mais non. Un sectarisme invincible demeure dans les têtes de nos dirigeants. Hier, dans notre Congrès de la C.G.T., j'étais presque mis au pied du mur. Mais hélas, camarades, lorsqu'il y a le feu dans un cerveau, on ne peut l'éteindre.

Donc, notre résolution n'étant pas prise en considération à la commission exécutive, nous avons protesté immédiatement. Mais la commission des résolutions s'y est opposée, rejetant ainsi purement et simplement l'unité d'action.

Par l'intermédiaire de Denis (Cheminots de Châlons-sur-Marne), nous avons présenté un amendement à la motion des correcteurs. Voici ce texte :

La C.G.T.U. prendra l'initiative d'organiser un congrès de discussion d'unité d'action syndicale au printemps 1934 ; pour préparer cette atmosphère d'unité syndicale, des réunions communes devront être facilitées sur la base d'un programme contenant tous les principes des revendications de la classe ouvrière en regard des événements graves qu'engendre la situation actuelle (nécessité de nationalisation, des monopoles de fait : chemins de fer, grosse industrie). Pendant cette période, le

Congrès mandate la C.A. pour engager les pourparlers nécessaires avec les représentants qualifiés des organisations suivantes : C.G.T.U., C.G.T.1., C.G.T.2. et pose la question au Congrès s'il y a lieu d'envoyer une délégation officielle à la Conférence d'unité proposée par la C.G.T.U.

Signé : DENIS, LAPALU, POINSOT, LE BRENN.

Au moment où nous avons demandé à interpellier, notre camarade Denis a été mis au pied du mur. Pourquoi ? Parce que dans la salle un mouvement s'est produit. Les uns ont dit : « Il a peut-être raison », mais d'autres, par derrière, c'est-à-dire les dirigeants qui se sentaient sans doute un peu touchés au cœur, ont murmuré : « Il ne faut pas laisser faire. » A ce moment, des orateurs sont venus nous jeter la pierre.

En tout cas, j'estime, camarades, que nous avons déjà fait de bonne besogne. L'intervention de Denis, vous en avez eu l'écho dans *l'Humanité*, car chez nous, forcément, on n'en parlera pas, puisque nous sommes des contradicteurs.

Nous réclamons l'unité d'action pour obtenir l'unité syndicale.

A la motion ci-dessus, on a objecté qu'il était impossible de lier notre action avec la vôtre, camarades.

J'ai passé par-dessus le mur de notre Fédération pour arriver aux résultats de notre ligne de Vincennes. Car, ici, j'ai des camarades qui peuvent attester le bon travail que nous avons fait sur ce réseau. Nous avons commencé par supprimer toute polémique à la base, ce qui a contribué à éclaircir les idées — cette façon de faire est indispensable, dans le début, pour travailler en faveur de l'unité syndicale. S'il y a des polémiques dans les journaux, elles constituent une manifestation du désaccord qui existe au sein de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas de dire : « Celui-ci est un des nôtres », ou : « C'est un confédéré. » Non, camarades. Nous sommes tous ici pour défendre les intérêts de notre classe, pour défendre nos salaires. Devant les attaques des capitalistes, il est nécessaire d'envisager la défense en commun.

Voyez ce qui s'est passé sur la ligne de Vincennes. Nous continuerons notre action de camaraderie sur ce réseau. C'est là chose que mainte tête, maint camarade n'ont pas encore compris, cette nécessité de s'assembler malgré les directives des chefs. Les chefs ne sont pas à la base. Ils ne comprennent pas. Ils ne sont pas sur les chantiers pour savoir ce qui s'y passe. C'est à nous à leur donner des directives, à leur faire comprendre combien l'unité est indispensable — l'unité comme nous la comprenons. C'est pourquoi je suis d'accord avec nos camarades unitaires pour le front unique, le seul dont sortira l'unité d'action.

Voilà donc ce que nous devons faire à la base. Il faut que notre centrale le comprenne ; il faut que tous les travailleurs soient réunis dans une seule organisation.

Nous voulons faire comprendre à nos chefs confédérés — et nous vous demandons de nous aider — qu'ils ont eu tort de mener une telle bataille contre la classe ouvrière.

Je ne peux pas vous entretenir plus longuement de ces questions, car je suis obligé de reprendre mon travail. J'espère que vous continuerez à travailler comme nous l'avons fait sur la ligne de Vincennes. Vous aurez des comités à la base et nous arriverons ainsi à l'unité d'action. Nous pourrions réunir un Congrès extraordinaire d'unité. Ce seront là

des faits acquis qui nous permettront de défendre les droits de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Ernault, des Municipaux unitaires de Paris. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION D'ERNAULT

ERNAULT. — Camarades, au nom du Comité d'unité de Bagnaux, j'apporte le salut fraternel de mes camarades. Mes camarades de travail m'ont chargé de vous apporter quelques précisions sur des expériences que nous avons faites. Et je demanderai à tous les délégués à la Conférence de faire le travail que nous avons fait.

Tout d'abord, je dois vous dire que, dans le chantier où je travaille, l'ensemble des camarades est derrière le Comité d'unité. Tous les camarades, unitaires, confédérés, inorganisés, sont réunis dans de larges Comités d'unité. Grâce à ce travail, nous avons réussi à faire approuver toutes nos revendications — ou du moins les principales. Les dirigeants réformistes, par certaines manœuvres, ont tenté de démolir notre Comité d'unité. Malgré toutes ces manœuvres, tant de l'administration que des chefs confédérés, ce Comité est resté debout.

Nous nous sommes rendus plusieurs fois de suite auprès de la direction, et chaque fois nous avons obtenu des résultats assez importants. Ainsi, depuis vingt ans, nos camarades formulaient des demandes le réfectoires, de vestiaires. A force de demander, depuis l'année dernière, nous avons un abri et un réfectoire très propres.

Pour les effets de travail, nous avons, là aussi, obtenu des résultats appréciables. Malgré tout, dans les différentes délégations que nous avons faites, nous trainions toujours deux confédérés. Ce sont deux camarades qui travaillent dans nos chantiers et qui sont très bien avec l'administration. C'est tellement vrai, qu'à l'un d'eux, le secrétaire, je crois, on a donné une place de chef cantonnier pour le récompenser du travail de sabotage et de torpillage de notre Comité d'unité, à un moment donné.

Je voudrais vous montrer comment nous nous y sommes pris pour obtenir ces résultats.

Nous avons commencé par soutenir un camarade garde. C'était un confédéré, mutilé de guerre, avec une jambe de bois. Il avait demandé une place pour s'asseoir, et ne pas se promener tout le temps dans le cimetière. Quand il a présenté sa réclamation, son secrétaire confédéré l'a envoyé promener en lui disant que cela ne le regardait pas, que si le camarade ne pouvait pas assurer la place qu'on lui avait confiée, il n'avait qu'à faire une demande de changement de service.

Puis, ce camarade garde a présenté sa demande à un unitaire. J'ai été trouver le conservateur. « Par qui êtes-vous mandaté ? », m'a-t-il demandé. « Par les camarades ». Et j'ai été le trouver avec le cercle de tous les camarades. Il m'a menacé de me faire arrêter par le commissaire de police si je restais plus longtemps sur le perron.

Les camarades ont réagi, et le lendemain, le garde mutilé pouvait avoir une chaise pour se reposer !

Avant ce résultat, nous avions seulement deux camarades syndiqués unitaires. Maintenant, ils sont dix-sept. Il reste juste un confédéré.

Parmi les camarades cantonniers, nous ne pouvions garder per-

sonne. Un camarade qui était nommé cantonnier passait automatiquement aux confédérés. Nous avons travaillé en ce sens, et à l'heure actuelle, sur vingt cantonniers, dix-sept sont aux unitaires.

Voilà une protestation que les camarades ont signée, protestation dirigée contre le remplacement des camarades pendant les vacances. Nous avons fait le front unique complet. Sur vingt cantonniers, dix-sept ont signé. Trois camarades confédérés ont même signé.

Encore une autre brimade de la part du patronat : un camarade était parti faire ses périodes de vingt et un jours. A son retour, par suite des manœuvres de deux confédérés, on lui a appris qu'on voulait le mettre à la porte. Nous sommes descendus à la Conservation, et ce camarade n'a pas été renvoyé. Il a réintégré sa place parmi nous.

Vous voyez que quand les ouvriers s'entendent, malgré les deux « salopards » qui se trouvent dans notre chantier, on fait du bon travail. Il faut que les ouvriers se sentent les coudes. C'est tellement vrai que, le 20 février, l'ensemble de nos camarades du chantier, c'est-à-dire 102 camarades sont descendus à la Conservation, chefs cantonniers, jardiniers, fossoyeurs et gardes en tête.

Au 20 février, nous nous sommes réunis après un arrêt d'une heure au réfectoire des fossoyeurs, et là, pour ne pas contrarier trop nos camarades confédérés, nous avons signé les listes de pétition, mais toutefois en faisant adopter les mots d'ordre unitaires. Nous avons fait voter les résolutions des unitaires, et nous avons travaillé pour la réalisation du Comité d'unité. Par les manœuvres des chefs confédérés, quelques camarades se sont éloignés de nous. Mais nous gardons encore deux camarades, et à notre dernière Conférence industrielle, un camarade était présent.

Pour le Congrès de la C.G.T.U., nous avons fait passer des listes de souscription, et l'ensemble des ouvriers du cimetière a versé une certaine somme pour envoyer un délégué au Congrès. L'envoi de ce délégué a nécessité, naturellement, des frais qui ont été couverts entièrement par le versement des camarades de la base.

Je voudrais développer une autre question : dans notre section d'Horticulture, nous avons de grandes choses à réaliser. En 1925, l'administration a nommé beaucoup de camarades ouvriers d'état. Nous avons prévenu les camarades. Or, à l'heure actuelle, l'administration manœuvre, et au lieu de 30 % d'aides jardiniers, il y en a 90 %. Nous avons un beau cheval de bataille, et nous avons fait des propositions à la section confédérée. Nous nous sommes réunis à la Bourse du Travail, il y a un an. Quand nous avons discuté, tous les camarades étaient d'accord pour envoyer une lettre à l'administration, pour faire un pas ensemble, tout au moins pour garder le front unique dont la réalisation avait été commencée. Mais aussitôt, les manœuvres des chefs réformistes se sont manifestées, et comme, malgré tout, dans l'ordre du jour, nous avons parlé de l'unité syndicale, on a levé la séance, et éteint la lumière. On a alors écrit à la section confédérée, et malgré tous les rapports qui ont été lus, la réponse a été nette. On nous a répondu : La section confédérée est assez forte toute seule pour faire aboutir les revendications de ses adhérents.

Ce n'est pas un mouvement vers le front unique, alors que tous les camarades de la base veulent réaliser ce front unique !

Nous avons continué à batailler, et à l'heure actuelle, des listes de

pétition circulent dans les divers services, et sur 700 camarades de l'Horticulture, 650 ont signé les pétitions.

Je pense qu'il faut continuer dans cette voie. Seulement par la liaison à la base nous arriverons à l'unité syndicale. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Machelat, délégué confédéré des tramways de Nice. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE MACHELAT

MACHELAT. — Camarades, j'ai simplement une question à poser aux militants unitaires. J'ai été délégué par les camarades de Nice pour assister à la Conférence d'unité. En même temps, j'ai assisté au Congrès de la C. G. T.

Or, hier, le délégué du Bâtiment confédéré de Strasbourg, après avoir dit que la grève avait échoué par suite des manœuvres des unitaires, a ajouté que les unitaires avaient insulté le patronat et les confédérés. Il a même ajouté qu'avant la reprise du travail, les dirigeants avaient exigé des ouvriers unitaires une déclaration. Cette déclaration reconnaissait les insultes qu'ils avaient proférées à l'égard du patronat et des confédérés. Les unitaires, paraît-il, ont signé cette déclaration. Je voudrais savoir si c'est vrai. Voilà la question que je voulais poser.

LE PRÉSIDENT. — Des explications seront données sur ce point à notre camarade de Nice.

Je donne la parole à Doucet, secrétaire de l'Union régionale de la Drôme et de l'Ardèche.

INTERVENTION DE DOUCET

DOUCET, secrétaire de l'Union régionale de la Drôme et de l'Ardèche. — Camarades, c'est justement en vertu des propositions qui avaient été formulées par la Confédération unitaire, pour le 1^{er} Mai, que nous avons eu l'occasion dans les semaines et dans les mois qui ont suivi l'entrée en contact avec les militants confédérés de l'Union départementale et de leur fédération, de poser en commun des points très importants, parce que les propositions n'ont pas eu lieu simplement à l'Union des syndicats confédérés, mais à tout le Congrès de l'Union départementale confédérée, qui avait plus de quatre-vingts délégués ouvriers au début du mois de juillet.

Nos propositions étaient assez claires, elles étaient basées sur les revendications des ouvriers, des petits fonctionnaires et des travailleurs.

Comme suite à nos propositions, il y a eu dans le Congrès une abondante discussion. Une dizaine de délégués confédérés, instituteurs, travailleurs des Cuirs et Peaux, et même militants, des Unions locales, sont intervenus et ont demandé que les propositions des Unions régionales de syndicats unitaires ne soient pas rejetées comme les précédentes, et qu'une résolution soit prise.

Cette résolution était basée sur la trêve des tendances, elle demandait qu'il n'y ait plus de critiques de programmes et qu'il n'y ait pas de calomnies.

Les militants confédérés qui ont rédigé cette résolution ont obtenu la majorité, sinon l'unanimité dans leur Congrès de l'Union interd-

partementale, parce que les délégués partisans de l'unité d'action, du front unique pensaient, en se raccrochant à une résolution présentée par le patronat, que cela pourrait faire un pas en avant.

Et les dirigeants confédérés, de leur côté, espéraient qu'en posant la question de la trêve des tendances, de l'abandon des programmes réciproques, nous allions refuser toute action en faveur de la réalisation du rassemblement de la classe ouvrière.

Nous avons répondu à la demande des dirigeants confédérés par la formule suivante : Pendant tout le temps que durera l'action et tant que rien ne sera fait pour affaiblir l'unité d'action ou l'affaiblissement du front de lutte du prolétariat, il n'y aura pas de critique de notre part.

Nous sommes arrivés à ce fait qu'après un mois d'échange de lettres et de démarches et d'entrevues avec les militants de l'Union des syndicats confédérés, nous avons pu tenir une réunion commune où vingt syndicats confédérés étaient présents, treize militants de l'Union régionale des syndicats unitaires étaient présents. Nous avons indiqué notre position, nous avons insisté sur le point que nous ne pouvions pas être partisans de la trêve des tendances. Nous avons donné les raisons et nous avons produit un certain nombre de faits pris à travers les assurances sociales, la semaine de 40 heures, et divers autres problèmes.

Nous nous sommes heurtés, de la part des dirigeants de l'Union des syndicats confédérés, à une mauvaise volonté et cela se conçoit, mais nous avons été appuyés notamment par nos camarades cheminots confédérés ; par Arnaud et Bouchet, des instituteurs confédérés, et notamment par les délégués confédérés qui sont membres de la Commission exécutive.

Et finalement, après trois heures et demie de discussion, le 27 juillet, notre plate-forme fut acceptée, les propositions que nous avions faites furent ratifiées et elles étaient les suivantes :

Défense pratique, commune et immédiate des chômeurs ;

Contre les radiations, contre le travail forcé ; contre la fermeture du fonds départemental de chômage ;

Cinq grandes réunions communes contre le fascisme et la guerre, contre la misère grandissante ;

Deux grandes manifestations de masse le 11 novembre à Valence et à Privas.

Camarades, les dirigeants confédérés étaient mis au pied du mur, ils refusèrent la moindre application des décisions prises en commun ; ils se sont montrés les ennemis réels de toute unité d'action, de tout rassemblement de la classe ouvrière.

Mais au lendemain du 27 juillet, alors comme rien n'avait été mis en pratique, nous avons continué à intéresser les ouvriers confédérés dans notre presse, dans nos réunions, dans nos assemblées populaires ; nous avons édité des tracts, nous avons marqué un avantage dans les réunions communes ; mais, en même temps, nous avons marqué que, mis au pied du mur, les dirigeants de l'Union des syndicats confédérés avaient été obligés d'accepter nos propositions, mais se refusaient toujours à les mettre en pratique.

C'est ainsi que nous avons rencontré notamment à Valence et à Privas une plus grande sympathie de la part des ouvriers confédérés, qui sont dans les usines, et cela nous a permis dans l'avenir de mettre encore bien plus au pied du mur les dirigeants des Unions de syndicats

confédérés, qui n'avaient pas été mis en rapports avec la C.G.T. et qui n'avaient pas eu ce contact avec les dirigeants de la C.G.T.

Il y avait eu la possibilité de les entraîner vers le front unique d'action, mais il y a eu le refus complet de leur part, et par conséquent plus de possibilité de réaliser l'unité d'action.

Camarades, pour nous, cela a une grande valeur, parce que cela fait trois fois que nous travaillons sur ce terrain. Nous avons pris la décision, quelques jours avant le Congrès de la C.G.T.U., de continuer à mettre les dirigeants confédérés au pied du mur, de pratiquer le rassemblement des syndiqués confédérés et des petits militants confédérés, qui, de plus en plus, sont tournés vers nous.

Nous avons réussi par la suite à organiser plusieurs réunions communes ; nous avons enregistré plusieurs démissions, notamment celle du secrétaire général adjoint et du dirigeant de la Bourse du Travail. Bref, nous avons tout fait pour réaliser l'unité d'action avec les ouvriers confédérés.

Un autre point commun : Allons-nous faire connaître notre Conférence d'unité ? Je pense qu'il y a eu une faiblesse dans la préparation. Il y a eu des délégués confédérés présents au Congrès de la Mutualité. Nous organisons une Conférence d'unité et nous estimons qu'il était indispensable que les délégués confédérés y assistent ; il aurait été indispensable aussi que nous ayons le temps matériel pour préparer cette conférence, qui aurait eu ainsi une meilleure préparation. Je me rappelle qu'en 1925 nous avons organisé une conférence d'unité, nous avons invité les dirigeants de la C.G.T. et cela avait permis de réaliser l'action avec certaines catégories du prolétariat groupées à la C. G. T. réformiste.

Cette fois, qu'a-t-on fait ? La conférence se terminera ce soir ; est-ce que parmi la classe ouvrière les résultats de cette conférence seront connus ? Sans doute ils seront divulgués par l'*Humanité*, par la *Vie Ouvrière*, et par nos journaux régionaux. Mais n'y aurait-il pas d'autres procédés pour faire connaître à la classe ouvrière de tout le pays qu'il y a eu une conférence d'unité organisée par la Confédération Générale du Travail Unitaire ?

Il est indispensable, si possible, que les débats de cette conférence, le nombre des délégués, le détail des catégories auxquelles appartiennent les ouvriers confédérés et autonomes présents à cette manifestation soient résumés et inclus dans une brochure populaire qui pourrait être diffusée partout où nous avons l'occasion de prendre la parole et, notamment, dans les rangs confédérés.

Cette conférence d'unité ne doit pas être une terminaison de notre travail, se tenant au lendemain des Congrès de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Au contraire, nous savons qu'il y aura des difficultés de plus en plus nombreuses pour le prolétariat et notre Conférence d'unité doit être le point de départ du rassemblement de la classe ouvrière unitaire, confédérée, autonome et même des autres catégories.

En second lieu, je crois indispensable, puisqu'il sortira vraisemblablement ce soir, un manifeste de cette Conférence, de faire tenir à toute la presse ledit manifeste. Il aura évidemment ainsi plus de répercussion dans les rangs de la classe ouvrière et notre travail pour l'unité en sera facilité, aussi bien dans la région parisienne qu'en province. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Etcheverry, des Municipaux confédérés de la Seine.

ETCHEVERRY (Municipaux confédérés de la Seine). — Je ne pensais n'intervenir que cet après-midi.

LE PRÉSIDENT. — Alors, la parole est à Lemaire, des P. T. T. confédérés.

INTERVENTION DE LEMAIRE

LEMAIRE (P.T.T. confédérés). — Camarades, je n'interviens pas comme représentant d'un groupe ouvrier, mais en mon nom personnel, n'ayant pas été délégué. Je n'ai pas pu suivre de près tous les débats de notre Congrès, mais j'ai eu tous les renseignements nécessaires par la presse et je veux exposer mon opinion sur le résultat de ce Congrès, qui vient de se dérouler cette semaine.

En particulier, je veux situer la position de la Confédération confédérée : la C. G. T.

Au début de cette manifestation (car ce fut une manifestation plutôt qu'un congrès), nous avons vu, en somme, une consécration de la collaboration de classes et non une définition des moyens d'action nécessaires pour faire aboutir les revendications de la classe ouvrière.

Il faut, d'abord, considérer que Jouhaux a conduit les délégués, lesquels étaient en majorité (pour ne pas dire en totalité) élus par des assemblées de commissions ou de bureau et non par des assemblées générales. Il en fut ainsi, en particulier, dans notre syndicat des Ouvriers des P.T.T., où il n'y a eu aucune assemblée de préparation pour le Congrès.

Je prétends que ces délégués ne pouvaient présenter et défendre les opinions de la base.

Il est donc nécessaire que tous les camarades confédérés qui peuvent être dans cette salle sachent que nos dirigeants ont organisé un Congrès antidémocratique et antisyndical.

Nous avons entendu aussi prêcher au Congrès l'indépendance du syndicalisme et, en même temps, la démocratie.

Un camarade cheminot de Vincennes est venu nous dire comment l'attitude des dirigeants réformistes de la C.G.T., en présence d'une opposition qui venait de la base, ont su empêcher celle-ci de s'exprimer. Quant à moi, je vois que cette démocratie syndicale existe plutôt ici que chez nous. Nous avons vu comment nous sommes éclairés et quelle est l'attitude que nos dirigeants prennent et poursuivent.

Nous avons entendu Jouhaux, à la suite des déclarations de certains délégués qui avaient quitté la C.G.T.U. pour entrer dans la C.G.T. et qui faisaient la critique de la politique de la C.G.T., nous avons entendu Jouhaux leur dire :

« Comment ! vous critiquez la politique de la C.G.T., après avoir condamné la politique de lutte de classes. Mais, sans vouloir en aucune façon contester le droit de critique de chacun, pas plus ceux qui sont revenus qu'aux autres, j'ai tout de même bien la liberté de constater que, parmi ceux qui hier, à la C.G.T.U., sont aujourd'hui à la C.G.T., il en est qui sont quelque peu présomptueux en s'arrogeant le droit de critiquer une action à laquelle ils n'ont pas été associés. »

Jouhaux avait voulu dire que la politique suivie par la C.G.T. et

celle la C.G.T.U. étaient différentes et qu'il ne pouvait y avoir dans le syndicalisme que deux politiques : la politique de lutte de classes et la politique de collaboration de classes.

Nous avons des délégués qui, soi-disant, combattaient le rapport moral à la tribune et qui, en fait, le votaient, alors qu'il n'était que le reflet de la politique suivie par la C.G.T. et par Jouhaux.

Jouhaux a dit aussi que, pour lui, l'unité syndicale n'était pas une mystique. Ici, je tiens à citer sa déclaration :

« On nous dit que, si l'unité était réalisée, nous serions plus solides. Je suis partisan de l'unité, je voudrais que l'unité se réalise... ».

Son attitude, il l'a démontrée et encore plus fortement dans la résolution d'unité que le camarade Lacoste a rapportée.

C'est dire qu'il est partisan de l'unité, tout en écartant tout désir de front unique.

Il a écarté le principe de toutes les motions qui concluaient à l'approbation de la tactique de front unique :

« La Commission n'a pas cru devoir admettre ni les comités d'action sur le lieu du travail ni leur convocation. »

Voilà comment il entend apporter les moyens pratiques de réaliser l'unité syndicale, c'est-à-dire qu'il faut écarter toute idée, toute suggestion venant des camarades de la base touchant la lutte de classes, c'est-à-dire qu'il faut que tous ceux qui sont partisans de la lutte de classes s'abstiennent de faire des réflexions qui pourraient choquer les dirigeants de la bourgeoisie.

Pour lui, il faut se mettre aux genoux du capitalisme oppresseur et devant ceux qui nous exploitent chaque jour. C'est là ce que Jouhaux déclare.

Voici la déclaration qu'il a faite au Congrès, en faisant allusion au plan Roosevelt :

« L'expérience américaine n'a pas été un essai de sabotage du régime capitaliste, c'est un effort en direction des idées que nous préconisons depuis des années. Nous devons suivre cette expérience avec autant d'attention que l'expérience russe il y a quelques années ».

Il se contente seulement de poser la question, sans attendre aucune réalisation du plan soviétique, qui constitue pour le prolétariat une victoire. (*Applaudissements.*)

Par contre, il insiste un peu plus loin sur l'expérience américaine, dans ces termes :

« Si l'expérience échoue, conclut l'orateur, cela signifiera que le capitalisme industriel américain, que les financiers de Wall-Street auront triomphé ».

En d'autres termes, il faudrait que le prolétariat se mette à genoux devant le capitalisme industriel.

Or, nous savons déjà que 300.000 ouvriers mineurs se sont révoltés contre ce plan. Nous devons envoyer notre salut fraternel à ces vaillants combattants.

Nous devons tirer une leçon des deux congrès qui viennent de se tenir.

Je me souviens qu'il y a deux ans, au lendemain des Congrès de Japy et de Magic-City, sur l'initiative de la Fédération Postale Unitaire, plusieurs meetings avaient été organisés à la Bourse du Travail sur les

bases de la motion de Magic-City. Nous avons ainsi réalisé un vaste comité de front unique, à Paris, réunissant à chaque meeting deux, trois ou quatre mille travailleurs.

D'autre part, nous avons à combattre la motion de Japy qui proposait, comme base de front unique et d'unité syndicale, la rentrée en masse dans la C.G.T. Nous pouvons aujourd'hui tirer cette conclusion des enseignements des derniers congrès : nos camarades unitaires ne peuvent entrer à la C.G.T. ; si on leur ouvrait la porte, une fois entrés, ils ne pourraient plus combattre, sous peine d'exclusion.

Nous devons donc œuvrer de telle sorte que chaque militant confédéré de la base puisse s'exprimer et critiquer librement la position des dirigeants réformistes.

Dans ce sens, pour étendre notre mouvement de front unique, nous avons réalisé, à Paris, un comité qui a rassemblé plus de 3.000 ouvriers qui, eux, ont compris la nécessité de se grouper.

Malgré toutes les difficultés que nous avons eu à surmonter, bien qu'on ne nous ait donné que six mois d'existence, notre comité vit.

Nous avons même eu la satisfaction de voir surgir d'autres comités en province. Nous avons même vu nos camarades ambulants en faire un qui vit parfaitement et vivra sans doute longtemps encore.

Nous sommes persuadés que, par cette méthode consistant à constituer des comités d'action de front unique, nous saurons trouver la force et l'énergie nécessaires pour résister à notre patronat, l'Etat exploiteur pour nous et, pour nos camarades de l'industrie privée, les patrons qui s'engraissent sur leur dos par le chômage partiel ou la rationalisation autrefois défendue par la C.G.T. qui n'abandonne d'ailleurs pas encore ce point de vue.

En conclusion, permettez-moi de dire que nous devons redoubler de vigilance et éviter de retomber dans les erreurs que nous avons commises au début.

Ceci dit, je fais confiance à nos camarades unitaires qui ont toujours su seconder nos efforts et en qui notre foi reste entière quant aux tâches de l'avenir. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La séance est levée. Prochaine séance à 14 heures.
La séance est levée à 12 h. 15.

DEUXIÈME SÉANCE

Samedi 30 Septembre (après-midi)

La séance est reprise à 14 h. 30.

LE PRÉSIDENT. — Je tiens à vous informer qu'il faut que nous ayons fini à cinq heures cet après-midi. Il faut que la salle soit libre à ce moment. Je demande aux camarades qui ont l'intention d'intervenir et qui ne se sont pas encore fait inscrire de le faire au plus tôt, de façon que nous ayons la liste complète des orateurs et que nous puissions organiser le débat et que nous le terminions à l'heure, après avoir eu, malgré tout, une bonne discussion.

Je donne la parole à Etcheverry, du syndicat confédéré des Municipaux.

INTERVENTION D'ETCHEVERRY

ETCHEVERRY. — C'est, en effet, en qualité de représentant des Travailleurs municipaux, que je prends la parole dans votre Conférence, mais c'est surtout en qualité de représentant de la minorité, qui n'a pu, à son grand regret, exprimer sa manière de voir au Congrès de la C.G.T.U., étant donné que les délégués furent nommés dans une assemblée syndicale restreinte, et en dehors de toute assemblée générale.

Cela confirme ce qui a été apporté ce matin à la tribune par notre camarade Lemaire au sujet des travailleurs des P.T.T.

Dans ces conditions, je vais essayer d'exprimer devant vous ce que j'appellerai la mentalité du confédéré moyen.

Il est certain que le militant actif, le militant convaincu de la nécessité de l'action commune, se trouve déjà dans nos rangs, qu'il exerce déjà l'action au sein des différents mouvements unifiés qui se produisent dans le pays, et que ce qu'il importe surtout de connaître, ce qu'il importe surtout de savoir, c'est l'état d'esprit du camarade confédéré qui, pour une raison ou pour une autre, apporte encore foi dans les déclarations et dans les actes de ses dirigeants.

Si nous nous entendons à ce point de vue, sur cette base, il sera possible d'examiner les conditions et l'on pourrait arriver à la réalisation de l'unité syndicale. C'est, en effet, le fond du débat.

Des camarades ont apporté, ce matin, l'état d'esprit de leur action syndicale propre, ce qu'ils avaient à faire, ce qu'ils pensaient faire.

A mon sens, comme le disait d'ailleurs ce matin un camarade qui intervenait dans la discussion, le débat n'a pas été situé, il faut le remarquer, sur ce terrain. Ce qui nous intéresse, ce sont les conditions dans lesquelles nous pourrions arriver, les uns et les autres, à cette unité syndicale réclamée par tous. Alors, nous voilà sur le terrain de Japy. Il s'agit de se débarrasser de ce « patriotisme » de parti qui fait que l'on ne voit pas la poutre que l'on a dans l'œil, mais que l'on aperçoit très bien la paille qui est dans l'œil du voisin.

Si, au cours de mon intervention, je dois apporter quelques critiques, chacun devra les prendre, de la part de celui qui les exprime, avec la sincérité la plus grande, et les examiner de façon objective, après un examen concret des faits.

Et je voudrais tout de suite, par conséquent me plaçant sur ce terrain que je signalais il y a un instant, celui du confédéré moyen, parce que je pense que mon action est connue et qu'on ne peut pas douter de ma sincérité, je voudrais tout de suite dire qu'il y a exactement un an, le 30 septembre 1932, les travailleurs municipaux se sont réunis dans cette salle et ont réussi, pour la première fois depuis la scission, à réunir dans une assemblée commune plus de 10.000 camarades.

Si cette action commune réalisée le 30 septembre à Bullier l'année dernière n'a pas pu avoir la suite que l'on espérait, il faut dire tout de suite que quelques camarades et moi-même avions, au cours d'un conseil syndical, enlevé la décision d'une réunion commune. Nous avons profité de l'attaque qui se dirigeait contre nos salaires pour amener l'ensemble du Conseil d'administration à accepter cette réunion commune.

Je dois vous dire franchement que les camarades et moi-même nous en avons été presque suffoqués, étant donné que cela a été en quelque sorte un coup de surprise, mais, poussés par les événements, le Conseil a été obligé d'accepter ce que nous propositions. Il faut que vous sachiez que dans ce conseil la majorité est à la merci et à la dévotion de la majorité syndicale.

Ce meeting a eu lieu ; il a eu le succès que vous connaissez et que vous vous rappelez, sans doute. Mais à la suite, immédiatement après, lorsque l'échelon supérieur s'est aperçu qu'il y avait en fait quelque chose de créé, quelque chose de nouveau, créé à son insu, il a immédiatement réagi et empêché la continuation de ce mouvement qui était appelé à avoir les répercussions que vous supposez, à tel point que les différentes administrations en avaient déjà pris ombrage.

Mais, il faut avouer en toute justice — et je m'adresse aux travailleurs municipaux unitaires — qu'il semble bien que, dans leur action commune, et surtout en ce qui concerne l'Assistance publique, il y ait eu un défaut dans la cuirasse.

A la suite de ce meeting qui avait eu le retentissement que je signalais, des engagements communs avaient été pris, engagements consistant, si ma mémoire est fidèle, en la suppression des journaux existant à l'époque et dans le maintien de l'attitude acceptée à Bullier.

Ces engagements, dans une certaine mesure, n'ont pas été tenus et vous avez donné là, à la direction syndicale et fédérale, l'occasion de démontrer, avec preuves à l'appui, que les engagements pris n'avaient pas été tenus.

Mettez-vous à la place des camarades qui luttent, dans une minorité syndicale, en vue d'arriver à la concrétisation d'un effort commun, lorsqu'ils se heurtent à de telles observations. Immédiatement, ou ils sont catalogués comme bolchévistes, ou ils doivent — évidemment — reconnaître ce qui a été fait, et avouer que la situation est difficile. Nous redressons, dans la mesure de nos moyens, les erreurs de tactique, parce qu'il n'y a que cela qui puisse différencier la mentalité du confédéré moyen de celle du militant unitaire, à mon sens.

Et alors, il faut tirer de ces faits une conclusion. Il en faut surtout

tirer une leçon. Cette leçon, c'est celle que je vais essayer de développer devant vous.

Doit-on, sur la plate-forme syndicale, appliquer les principes marxistes à l'action commune ? Sans aucun doute, oui, parce qu'il est impossible, à mon sens — comme je l'ai déjà déclaré en d'autres occasions — d'établir, chez un même individu, une cloison étanche qui aurait pour but de séparer le militant syndicaliste du militant politique, lequel ne fait souvent qu'un. En nous plaçant à ce point de vue, nous pouvons donc examiner les faits syndicaux comme nous examinons des faits politiques. Et cela nous met essentiellement à notre aise, parce que, si vous partez de la doctrine, vous êtes sûrs d'arriver à un résultat positif, étant donné que pour un militant la question de doctrine est celle qui doit rallier, à différents points de vue, l'ensemble des militants, lorsqu'on accepte la doctrine.

Nous disons qu'il nous faut alors examiner les faits sur le terrain syndical de la même façon que sur le plan politique.

Nous en arrivons à définir ce que doit être la position que nous devons prendre demain.

Il est un fait certain, c'est que si le prolétariat par lui-même (et cela ne fait pas de doute), pour arriver à ses buts, a absolument besoin de s'appuyer sur l'ensemble du prolétariat, il est aussi indéniable que la bourgeoisie, dans une certaine mesure, a besoin de s'appuyer sur une partie du prolétariat ou de ses représentants pour empêcher l'union des travailleurs. Si l'on admet ce principe (et ledit principe est prouvé abondamment), il n'y a qu'à se reporter au Congrès de la C.G.T. pour se rendre compte que, lorsque l'on admet la collaboration de classes, la collaboration des travailleurs avec la bourgeoisie — qu'on le veuille ou non, consciemment ou inconsciemment — on fait le jeu de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Ce sont des choses faciles à expliquer et à démontrer aux camarades confédérés moyens, ceux au nom desquels je veux parler parce que je les connais, mes camarades confédérés ; j'ai voyagé un peu dans tout le pays et je n'ai jamais manqué l'occasion de me mettre en rapport avec eux, après une réunion, de leur demander ce qu'ils pensaient de mon intervention et aussi de la tactique de leurs chefs.

Ils me disent : Il y a quelque chose à faire, et nous voulons faire quelque chose. Mais, à notre sens, cela n'empêche pas des erreurs d'être toujours commises.

Ces erreurs, il faut que nous les réparions. Il me semble que l'occasion nous est donnée, aujourd'hui, de définir en commun quelle sera notre attitude de demain, et surtout de fixer — c'est, à mon avis, la chose capitale — le processus suivant lequel unitaires, confédérés, autonomes et chrétiens pourront arriver à ce que nous désirons tous : l'unité syndicale.

Je vous prie de me faire confiance. Je vous prie de comprendre l'état d'esprit dans lequel je me présente devant vous, essayant de vous faire partager mes conceptions ou ma pensée, et de vous faire comprendre que, véritablement, il faut que vous connaissiez les événements et que vous compreniez les hommes tels qu'ils sont. Il faut que vous vous mettiez pendant quelques instants à la place de celui qui, depuis toujours, et depuis longtemps, a sa carte syndicale confédérale et qui, pour une raison ou pour une autre, accorde crédit à ceux qui sont à la tête de la C.G.T.

C'est là un état d'esprit qui sera difficile à détruire si nous n'apportons pas, comme je le disais il y a une seconde, des propositions claires et précises. Il faut que nos camarades sachent quel est le but à atteindre. Il faut qu'ils sachent où chaque pas va les mener, c'est-à-dire qu'il faut qu'ils sachent que chaque action qu'ils remplissent mènera à ce qu'ils désirent instamment, croyez-moi, à cette unité syndicale que nous demandons tous.

Examinant ce qui a été dit aux différents congrès, je voudrais apporter quelques précisions à mes camarades confédérés qui sont ici, non pas parce qu'ils ne seront pas convaincus, — du fait même qu'ils sont ici, cela prouve qu'ils sont convaincus, tout au moins dans une large mesure — mais à ceux aussi qui, demain, liront, je l'espère, le compte rendu de cette conférence.

Il faut avant tout poser un autre principe, à savoir qu'il faut établir une différence entre ce que j'ai appelé jusqu'ici des erreurs de tactique commises par les camarades unitaires, et les crimes commis par les syndicats allemands.

Entre une erreur de tactique et les crimes commis par les syndicats allemands, il y a quand même une différence profonde, suffisamment profonde pour que j'aie besoin de m'expliquer plus longuement sur ce point.

Partant de ce second point tactique, il me sera alors possible d'établir le plan de demain, et je dis que si, à la C.G.T., au Congrès de la Mutualité, on a envisagé comme moyen de redressement du prolétariat l'économie dirigée, je dis que c'est là une erreur, c'est là une vaste fumisterie, la plus vaste que des dirigeants aient pu apporter à la tribune d'un congrès.

Si, comme ils l'ont reconnu, ils ont enregistré la faillite du régime capitaliste, il ne peut pas être question, demain, de soumettre à la classe ouvrière un plan d'économie dirigée.

Et, sur ce propre terrain, je voudrais simplement apporter à cette tribune différentes affirmations qui sont contraires à cette économie dirigée et que nous retrouvons dans les déclarations mêmes de ceux qui s'en déclarent partisans.

Il me suffit, je crois, de citer l'opinion d'un homme qui a quelque prépondérance dans le mouvement ouvrier : j'ai cité Lebas. Et, puisque la Confédération Générale du Travail a des liens suivis, des liens amicaux avec l'I.O.S., je me demande comment on se mettra d'accord le jour où ce citoyen que je viens de nommer aura exprimé son point de vue, surtout lorsqu'il dit :

« Quel que soit le procédé imaginé pour diriger l'économie capitaliste, même pour contrôler la production, une chose subsiste : c'est la répartition des valeurs créées par le travail au profit de divers, d'une part, et des salaires, d'autre part. Et, tant que ce partage s'opérera, les crises et le chômage seront inévitables ».

Et encore quand il dit :

« Puis on découvre un autre remède, une formule : l'économie dirigée. On en parle encore beaucoup en ce moment et cela se comprend. Le capitalisme donne depuis bientôt quatre ans, en spectacle, le plus grand désordre, etc. »

C'est de l'ironie. On sent tellement bien que le signataire de ces

lignes qui parurent dans *le Populaire* du 28 août n'est pas du tout partisan de l'économie dirigée.

Il suffirait également de citer l'opinion de Digat qui, lui, ne peut pas être taxé d'être un révolutionnaire à outrance, écrit dans *le Populaire* du 26 septembre :

« Mais, quand un prolétariat qui croit poursuivre la transformation de l'économie place tout son pouvoir dans l'Etat qui n'est pas autre chose que la force de coercition au service de la classe qui détient les moyens de produire, qu'on le veuille ou non, le prolétariat souscrit à la pire des abdications ».

Nous sommes d'accord cette fois avec Digat et nous demandons comment Digat, qui est un personnage assez influent dans les milieux confédéraux, pourra faire coïncider sa position avec celle de la majorité confédérale.

Dans ce cas, c'est la condamnation même, par les éléments les plus modérés, de l'économie dirigée, non pas par ceux qui savent que, du fait que le régime capitaliste est condamné, que sa faillite est enregistrée, qui savent que la seule solution possible pour le prolétariat de se sortir de cette impasse et de la misère est le changement complet et le renversement total du régime lui-même.

Il nous faut maintenant examiner les points défendus à ce Congrès au nom de la Société des Peuples. On a défendu ces points, mais on n'a apporté aucune précision sur ce que devait être la Société des Peuples.

Je déclare que si elle doit être faite à l'image de la Société des Nations nous savons ce qui peut en découler, car nous pouvons dire, par avance, qu'elle est condamnée à l'inaction, à l'inertie la plus complète, tant que le prolétariat n'aura pas fait connaître sa position et imposé sa façon de penser.

La politique de présence dans cette conférence, nous savons très bien que c'est un masque sous lequel se présente l'action que peuvent entreprendre des délégués ouvriers, dans les différentes conférences qui se réunissent. Nous savons que, minoritaires puisqu'ils sont un seul, je crois, ou deux tout au plus, leur influence est nulle, tout au moins au point de vue des résultats ; et, par conséquent, la présence même d'un Jouhaux à la Société des Nations semble confirmer, ou semble dire que le prolétariat a encore quelques raisons d'être représenté dans ces réunions, alors que les résultats sont négatifs, et que, par la présence même d'un de ses délégués, il arrête, qu'on le veuille ou non, il situe, il met dans un état de stagnation le mouvement ouvrier.

Et nous en arrivons à la motion d'unité : celle qui a été préconisée à Japy et je ne vous étonnerai pas en vous disant que cette résolution ne peut, en aucun cas, donner satisfaction aux ouvriers moyens dont je parlais tout à l'heure. Il ne s'agit pas dans les faits de transposer les effectifs dans un vase pour les faire entrer dans un autre vase ; cela ne change absolument rien à la situation générale du prolétariat.

Ce qu'il faut, c'est amener dans les mouvements syndicaux ceux qui sont, à l'heure actuelle, en dehors des syndicats, c'est là la masse importante, parce que, voyez-vous, camarades, si vous ne prenez pas garde à cet état d'esprit, si vous ne prenez pas garde à cette situation, les événements d'Allemagne nous l'ont confirmé, il est possible, à la faveur d'un programme démagogique, d'entraîner la masse des inorga-

nisés dans un mouvement contraire à celui de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

S'il s'agissait de nous mettre d'accord entre unitaires et confédérés, je crois, dans une certaine mesure, que cela serait possible, sur la base que je vais vous proposer tout à l'heure ; mais, ce matin, à la suite de l'intervention de notre camarade Poinot, du syndicat des Cheminots de Vincennes, je lui ai posé cette question : « Poinot, peux-tu me dire si, à la suite de l'action que tu as menée, action à laquelle je rends ici l'hommage le plus profond, tu as réussi à entraîner dans l'action commune l'ensemble des cheminots de ton réseau ? »

Il m'a répondu : « Oui, nous avons réussi à emmener et les unitaires et les confédérés, en dehors des inorganisés qui ont dit : « Nous rentrerons dans votre syndicat le jour où vous aurez réalisé le syndicat unique... »

Eh bien ! croyez, camarades, que c'est bien là l'opinion de la majeure partie des inorganisés qui sont, actuellement, au dehors : ils attendent que l'organisme soit unique pour, à leur tour, entrer syndicalement, organiquement, dans les organisations.

Il faut bien reconnaître que ces camarades ont une certaine valeur morale, parce que, dans les exemples qui nous ont précédés, dans les exemples derniers — grève Citroën, grève de Strasbourg, grève des bateliers — nous avons vu les camarades inorganisés réunis entrer dans l'action commune et sur un point précis, pour un objectif déterminé.

Par conséquent, ce que nous voulons, c'est dresser, face à la bourgeoisie, l'ensemble du prolétariat, parce que je suis persuadé que, si toute la classe ouvrière de ce pays était dressée contre les pouvoirs établis, elle ferait reculer à tout jamais (je vais peut-être un peu loin), elle ferait tout au moins reculer pour longtemps les dangers qui menacent la classe ouvrière en ce qui concerne ses salaires et les dangers de guerre qui la menacent également.

La bourgeoisie sait bien (et j'ai essayé de vous démontrer que c'est son rôle), elle sait aussi bien que nous que c'est le devoir de la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce qu'elle sait que, si cette classe ouvrière était unie, elle serait imbattable et victorieuse tout de suite, si les événements le commandaient.

Voilà le point sur lequel nous nous appesantirons, le point capital : il nous faut amener à nous ceux qui sont en dehors de nous.

Que faire pour cela ? Eh bien ! Il faut, comme je le disais dès le début, il faut faire des propositions précises.

À l'heure actuelle, ce qui manque à la classe ouvrière (pardonnez l'expression, qui est peut-être très plate, peut-être bornée à une observation peu étendue), ce qu'il faut à la classe ouvrière, ce sont des textes.

Me plaçant toujours dans le cadre du confédéré moyen, de l'ouvrier moyen, celui-ci veut savoir où il va, il veut savoir ce qu'il faut faire.

Cette action doit, à mon sens, avoir comme base de départ une politique de classe. Il faut que vous mettiez et les chefs confédérés et les chefs autonomes et les chefs chrétiens et aussi les chefs unitaires en face de propositions de façon qu'ils soient obligés (comme on l'a déjà dit) de prendre position.

Lorsque vous aurez adressé ces propositions aux directions syndicales — le mot ne m'effraye pas, mais je précise parce que c'est un état d'esprit contre lequel vous ne pouvez pas lutter — vous ne ferez jamais

admettre (je le dis comme je le pense) par un confédéré moyen le fait de vous adresser les uns et les autres, dans vos propositions de front unique, à la base par-dessus le sommet.

Comprenez bien cela, camarades ! C'est là l'écueil essentiel contre lequel vous vous êtes heurtés à tout moment.

Du fait que vous vous adressez directement aux responsables du sommet, il faut que vous les mettiez en mesure de se prononcer, il faut que vous les mettiez en demeure de soumettre vos propositions à la base.

S'ils ne le font pas, comme c'est probable, alors, vous avez tous les droits pour vous et, à ce moment, vous vous adressez à la base et vous lui dites : « Voilà ce que nous avons proposé, la réponse a été négative... Nous avons le droit de nous adresser à vous maintenant ».

Voilà la situation, camarades.

J'ajoute que ces propositions peuvent être posées comme conditions préalables d'acceptation, parce qu'il nous faut toujours partir d'une plate-forme de lutte de classes.

La lutte contre la baisse des salaires et pour l'amélioration du sort des travailleurs, c'est là une base d'accord que personne ne pourra refuser.

Cette lutte comprend, comme on l'a démontré tout à l'heure, la lutte pour les assurances sociales sans versement ouvrier, pour la journée de 7 heures et la semaine de 40 heures, la lutte contre le chômage, contre la guerre et contre le fascisme.

Les questions qui se posent sont les suivantes : l'indépendance du syndicalisme, l'acceptation de la démocratie prolétarienne, la renonciation à toute collaboration avec la bourgeoisie, la mise en pratique de la solidarité prolétarienne, de la solidarité syndicale dans le sens le plus large, à tous les échelons.

Sur les trois premiers points, aucune difficulté.

Où cela commence à devenir difficile, c'est lorsqu'on passe au second chapitre des questions posées, lorsque vous parlez de l'indépendance du syndicalisme.

A tort ou à raison, il est nécessaire que vous couchiez sur le papier cette formule relative à l'indépendance du syndicalisme. Il faut vous placer, comme je l'ai dit, dans la situation où nous sommes, c'est-à-dire en régime capitaliste, et admettre qu'il doit y avoir une différence entre le syndicalisme et la politique.

Si nous nous trouvions dans un régime ouvrier, dans le régime soviétique par exemple, il est évident que la question de l'indépendance du syndicalisme n'aurait plus la même importance, étant donné que les ouvriers au pouvoir auraient la possibilité de mettre en application, de faire réaliser leurs revendications. Mais, dans la situation actuelle, en régime capitaliste, que nous connaissons, sous laquelle nous vivons, il faut toujours nous placer sur le terrain des faits et savoir tirer la leçon de ces faits.

L'acceptation de la démocratie prolétarienne, il est nécessaire que vous l'inscriviez également dans vos propositions. C'est indispensable. Aussi bien, la démocratie, telle que je conçois le terme, permettez-moi de vous le dire, au sens propre du mot, si je ne m'abuse, c'est la loi de la majorité sur une minorité, loi à laquelle chacun doit se soumettre lorsqu'elle a fait l'objet d'une manifestation. C'est là, je crois, le principe le plus juste sur lequel personne ne pourra épiloguer.

Enfin, la renonciation à toute collaboration avec la bourgeoisie,

c'est là, pour la Confédération Générale du Travail, une question importante. Vous pensez bien qu'il est nécessaire qu'elle se situe sur ce terrain pour que vous, unitaires, autonomes ou autres, vous puissiez consentir à une collaboration avec ses éléments. C'est la base même de l'accord, de l'unité.

Sur ce point, je puis vous confirmer ce que disait, au début de cette Conférence, le camarade Frachon lorsqu'il vous indiquait que certains camarades avaient pu exprimer ce point de vue en ce qui concerne le front unique, au Congrès de la Mutualité. Mais, du fait que les délégués furent nommés dans les conditions qui vous ont été indiquées, vous avez la preuve, comme on vous l'a dit, si je ne me trompe, que ce point de vue au sujet de l'unité syndicale n'a pu être entièrement développé parmi les masses syndicales, les masses confédérales que vu les conditions dans lesquelles elles ont été représentées au Congrès fédéral. Etant donné que les militants furent désignés par eux-mêmes, il semble bien que la minorité (pour ceux qui pensent comme nous, et croyez bien qu'ils sont nombreux) ne sera pas représentée à ce congrès.

Ce sont là des points sur lesquels, avec la solidarité agissante à tous les égards, des points de base sur lesquels l'accord doit pouvoir se faire, et sur lesquels il est impossible de transiger. Si vous avez jeté ces bases, il est certain que vous éliminerez par avance une certaine partie des confédérés qui ne pourront pas approuver ce que vous demandez là. C'est un fait. A ce moment-là, nous ne serons plus que des gens convenus de ce qu'ils doivent faire, de ce qu'il s'agit de faire, non pas l'union avec ceux qui seront capables de vous planter un poignard dans le dos, demain, mais avec ceux qui sont capables de vous aider, de vous mener aux faits, aux résultats que vous voulez obtenir.

Cette unité, à mon sens, pourra se faire par un processus à trois stades :

Premièrement, une période de regroupement dans laquelle vous ferez participer tous les travailleurs. Vous formerez la base des comités d'unité, et vous permettrez que ces comités d'unité soient contrôlés par les représentants désignés par les divers syndicats qui participent à ces comités d'action. Cela, c'est essentiel. C'est ce que je disais à la C.G.T. : il faut permettre aux organismes actuels, officiels, de siéger dans ces comités. Après une certaine période de regroupement, vous élirez alors ensemble les chefs du mouvement du front unique réalisé sur les bases que je viens de citer. C'est à ce moment-là que les chefs nommés par l'émanation même de la base, et que les commissions de contrôle que je viens de rappeler, pourront disparaître.

Pendant une seconde période, celle que j'appellerai période d'action, par le moyen des comités que vous avez réunis sur les formes que j'ai indiquées, vous préparerez la réunion d'un congrès de fusion. Ce congrès de fusion ne sera plus appelé qu'à enregistrer l'unité syndicale, à définir la structure du mouvement syndical ouvrier unifié. Vous arriverez ainsi à la conclusion logique : à l'unité syndicale totale.

Le mouvement d'action veut, exige, en premier lieu, l'effacement des centrales existantes actuelles. Et le congrès de fusion réalisé, c'est, en fait, la dissolution des centrales existantes et la création de la C.G.T. unique, celle que nous voulons tous, celle que nous désirons.

Voilà les bases sur lesquelles les propositions que je voudrais voir figurer dans le manifeste qui va sortir de cette réunion, pourraient

s'appuyer. Je vous demande instamment de descendre au fond de vous-mêmes et de vous dire que ce sont là les seuls moyens et la seule formule qui puissent vous mener à l'unité syndicale que nous recommandons tous. Si vous en êtes convaincus, tout espoir est permis. Et je pense avec vous que, demain, le monde ouvrier pourra instaurer dans ce pays, comme dans d'autres, la loi démocratique, c'est-à-dire sa loi, et abattre le régime actuel en vue de la libération du prolétariat.

Nomination d'une Commission de résolution

LE PRÉSIDENT. — De cette conférence, il doit sortir une résolution.

Nous proposons la nomination d'une commission de résolution ainsi composée :

Carne (Douanes actives), autonome.

Poinsot, des confédérés...

UNE VOIX. — Il n'est pas là.

LE PRÉSIDENT. — Je propose Lemaire, confédéré, à la place de Poinsot, absent.

Demusois (Cheminots), unitaire.

Frachon.

Gitton.

Avant de donner la parole à Charbit, des Typographes parisiens (unitaire), je vous rappelle que nous devons avoir quitté la salle à cinq heures. Je demande donc aux camarades qui veulent prendre la parole de condenser le plus possible ce qu'ils auront à dire.

INTERVENTION DE CHARBIT

CHARBIT. — Je viens parler ici au nom d'un syndicat unitaire qui a toujours défendu l'unité syndicale par le congrès de fusion.

Dans notre syndicat, nous continuons à considérer ce que la C.G.T.U. estimait elle-même, au début de son existence, que c'était seulement par la réunion des responsables des deux C. G. T. que l'union était possible.

Nous considérons également que pour parvenir à l'unité syndicale, la tactique du front unique est un moyen de rapprochement, mais le front unique ne peut mériter ce terme que s'il réunit les organisations existantes. Le front unique que l'on veut réaliser, sans faire appel aux organisations confédérées, à notre sens, n'est qu'une caricature de front unique.

Nous ne pouvons pas négliger que les chefs de toutes les organisations, aussi bien unitaires que confédérées, ont une influence sur la classe ouvrière. Après douze ans de scission, et après toutes les tentatives qui ont été faites par la C.G.T.U. pour détacher de la C.G.T. les ouvriers confédérés de leurs syndicats, nous sommes bien obligés de constater que cette tactique a abouti à un échec complet.

Loin d'affaiblir les syndicats confédérés, ceux-ci se sont renforcés. Je constate que, présentement, la C.G.T. confédérée est contre le congrès de fusion, par conséquent contre l'unité syndicale, comme elle

est contre la réalisation du front unique. Je constate également que la C.G.T.U. est contre le congrès de fusion, par conséquent contre l'unité syndicale (*Hou ! Hou !*) et qu'elle est contre le front unique. Elle est contre l'unité et le front unique, non seulement en paroles, mais par ses actes.

Dans la lutte qui est menée contre le patronat, nous voyons aussi bien les chefs confédérés saboter l'action commune que les chefs de la C.G.T.U. (*Mouvements dans la salle*).

Je veux citer un exemple : Nous avons vu les grèves d'Armentières menées par des militants de la C.G.T.U., en accord avec des militants de la C.G.T. et avec des militants des syndicats chrétiens. Qu'avons-nous constaté ? C'est que la direction de la Fédération unitaire du Textile, comme la direction de la C.G.T.U., se sont dressées contre ce front unique à la base.

UNE VOIX. — C'est faux...

CHARBIT. — Ils ont préconisé, à côté du Comité intersyndical réalisé par trois délégations de cinq membres de chaque syndicat, un comité à la base en dehors des syndicats.

Quand on agit comme cela, on est contre le front unique, comme on est contre l'unité syndicale.

UNE VOIX. — Crois-tu que tu ne travailles pas contre l'unité ?

CHARBIT. — Camarades, vous avez entendu ici les critiques dirigées contre la politique de la C.G.T. Vous admettez bien qu'un camarade de la C.G.T.U. apporte également les siennes. Vous admettez bien que si l'unité n'est pas réalisée, les fautes ne sont pas d'un seul côté.

UNE VOIX. — Conclut tout de suite, tu nous fatigues. (*Tumulte.*)

CHARBIT. — Camarades, il faut renoncer aux luttes de tendance systématiques que vous menez actuellement ; vous donnez trop souvent l'impression aux camarades ouvriers ou militants qui ne pensent pas comme vous que vous les considérez comme de plus grands ennemis que la bourgeoisie elle-même. Vous donnez trop l'impression, pour employer la formule d'un des vôtres, que par exemple dans l'Aube vous faites surtout de « l'antiplardisme » et, dans le Nord, vous combattez beaucoup plus Lebas que le Consortium textile. (*Exclamations.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, vous devriez savoir que quand des hommes comme Charbit viennent prendre la parole, ils viennent pour agir en agents provocateurs.

UNE VOIX. — Il n'y a qu'à lui retirer la parole. Il n'avait qu'à parler au Congrès. (*Tumulte.*)

CHARBIT. — On m'a déjà retiré la parole au Congrès. (*Exclamations.*) Mais bien que les camarades ne soient pas disposés à m'entendre, je dois tout de même déclarer à la direction de la C.G.T.U. que la façon dont j'ai été traité au Congrès n'est pas compatible avec une politique d'unité syndicale, non seulement d'unité avec les chefs confédérés, mais d'unité dans la C.G.T.U.

Camarades, je dois vous faire part qu'avec quelques militants, nous avons il y a quelques mois, constitué un Comité de secours pour des camarades allemands victimes d'Hitler. Ces Allemands ne sont ni membres de la 2^e, ni membres de la 3^e Internationale. Ils se sont adressés à nous parce qu'ils n'ont pas d'attache internationale. (*Bruits divers.*)

Le camarade Dimitrov est prisonnier du fascisme. Frœlich est également sous les verrous et en proie aux mêmes dangers que Dimitrov.

UNE VOIX. — Vous êtes en train de faire de la propagande. (*Tumulte.*)

CHARBIT. — Quand j'ai voulu faire connaître ce Comité de secours au Congrès, la direction confédérale m'a interdit de répandre des tracts dans la salle, et un membre de la majorité confédérale... (*Bruits divers : L'unité ! L'unité ! L'unité !*)

...avec d'autres militants de la majorité confédérale ne nous ont pas laissé répandre non seulement au sein du congrès, mais même hors du congrès les tracts en question.

VOIX NOMBREUSES. — L'unité ! L'unité !

CHARBIT. — Camarades, je parle d'unité. Ce dont je parle est compatible avec l'unité.

UNE VOIX. — Fais donc d'abord l'unité toi-même. (*Bruits divers, sifflets.*)

CHARBIT. — Camarades, il y a un autre incident que je dois signaler : au cours du Congrès, on a souvent chanté *l'Internationale*.

Lorsque le Congrès a chanté *l'Internationale*, par discipline, nous nous sommes levés. (*Bruit.*) Et j'ai constaté que, parce que nous n'avions pas levé le bras comme c'est la mode maintenant, un membre dirigeant de la 20^e Région nous a dit que ce qu'il nous fallait, c'était une balle dans la peau ! (*Bruit.*)

UNE VOIX. — Sûrement !

PLUSIEURS DÉLÉGUÉS. — L'unité ! L'unité !

CHARBIT. — Camarades, si vous êtes dans un état d'esprit pareil, vous ne pourrez pas maintenir à la C.G.T.U... (*Bruit.*)

...Vous savez très bien, camarades...

UN DÉLÉGUÉ. — C'est de la provocation que tu fais, c'est tout ! (*Bruit.*)

VOIX NOMBREUSES. — Assez ! Assez !

CHARBIT. — Vous savez très bien, camarades... (*Hou ! Hou ! Bruit.*)

Vous savez très bien, camarades, qu'il y a deux ans, des militants ont proposé de quitter la C.G.T.U. et que je me suis dressé contre eux. Vous le savez ! (*Bruit.*)

Vous savez que si mon syndicat est resté à la C.G.T.U., c'est grâce à moi !

VOIX NOMBREUSES. — Hou ! Hou !

UN DÉLÉGUÉ. — Il n'y a qu'à lui demander combien il a touché des réformistes pour parler comme cela ! (*Tumulte.*)

UN AUTRE DÉLÉGUÉ. — On veut bien te donner la parole, à condition que tu reconnaises ce que tu viens de dire tout à l'heure : ce n'est pas le Comité confédéral qui t'a empêché de parler au congrès, mais tous les camarades ! (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades...

UN ASSISTANT. — Laissez le président parler. Retirez la parole à Charbit !

MOHN. — Non, laissez-lui la parole ! (*Bruits.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, nous avons l'habitude de donner la parole à quiconque la demande pour poser des questions telles qu'elles doivent être posées devant le prolétariat. Charbit a dit tout à l'heure — et cela, je tiens à le souligner — qu'on avait interdit, au congrès de la C.G.T.U., que lui et ses amis distribuent un certain tract signé en faveur de nos camarades d'Allemagne poursuivis, martyrisés là-bas. Il y a une chose que la C.G.T.U. n'admettra jamais, c'est que sous le prétexte de venir en aide à nos camarades d'Allemagne, on fasse la besogne de celui qui a condamné la lutte révolutionnaire de nos camarades allemands ! (*Applaudissements.*)

Jamais elle ne permettra cela ! (*Applaudissements.*)

J'avais dit à Charbit : Tu parleras ici. Tu es inscrit. Nous te donnerons la parole. Mais il a parlé, comme j'ai dit tout à l'heure, non plus pour discuter les faits, mais pour agir en provocateur ! (*Applaudissements.*)

Et alors, au congrès de la C.G.T.U., ce n'est pas le présidium, ce n'est pas le Bureau confédéral qui ont empêché la minorité, représentée par Charbit, de parler. C'est l'ensemble des délégués du congrès. (*Applaudissements.*)

CHARBIT. — Non !

VOIX NOMBREUSES. — Si ! Si ! (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas de temps à perdre. Je demande aux délégués de voter la proposition suivante : Charbit doit-il ou non continuer à parler ?

VOIX NOMBREUSES. — Non ! Non !

(*Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité moins une voix.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est au camarade Raynaud, secrétaire de la 20^e Union Régionale.

LE PRÉSIDENT. — Notre camarade Cazaubon, secrétaire de la Fédération autonome étant obligé de partir incessamment nous demandons à Raynaud de lui céder son tour de parole. Après Cazaubon, Raynaud aura la parole. (*Applaudissements.*)

INTERVENTION DE CAZAUBON

CAZAUBON (Secrétaire de la Fédération autonome). — Camarades, je serai extrêmement bref. Je dois m'absenter dans quelques minutes et d'ailleurs nous estimons, à la Fédération autonome, qu'il n'est pas nécessaire de développer devant cette Conférence, notre conception sur l'unité syndicale, en ce sens qu'hier, au sein de la Conférence du cartel des fonctionnaires, nous avons défini notre position. La controverse s'est engagée et les positions sont bien connues de part et d'autre.

Nous devons dire que si nous nous en tenons aux décisions arrêtées par nos congrès antérieurs et nos conseils nationaux, si nous n'avons pas le droit de déroger à la ligne syndicale tracée par ces congrès, nous n'en prêtons pas moins une oreille très attentive aux deux congrès confédéraux qui viennent de se tenir.

La position de la Fédération autonome, vous la connaissez. Dans leurs interventions au Congrès, tour à tour Monmousseau, Frachon,

Gitton et Mauvais ont fait allusion à la Fédération autonome. Gitton notamment, dans son exposé d'hier, a dit que nous étions une charnière entre les deux confédérations du travail, que cette position ne pouvait pas se perpétuer, qu'il fallait se situer une fois pour toutes, et ce le plus vite possible.

Je dois dire à Gitton que la Fédération autonome a toujours déclaré qu'en l'état actuel de division du monde des travailleurs elle était au centre et pouvait servir de trait d'union entre les deux confédérations rivales. En ce moment même, bien que nous reconnaissions que les débats de la C.G.T. Unitaire, au cours de ce dernier congrès ont été amples et que les questions revendicatives intéressant l'ensemble des travailleurs aient été développées, nous pensons que, parallèlement, une certaine confusion a régné au sein de la Confédération du Travail, tout en rendant hommage aux camarades de l'opposition qui ont eu le courage de s'élever contre la collaboration et la politique de présence. Nous pensons que la Fédération autonome, par la position de milieu qu'elle occupe, peut servir grandement à la réalisation de l'unité syndicale véritable, c'est-à-dire cette unité syndicale qui permettra à l'ensemble des travailleurs de se défendre avec efficacité, qui permettra aux fonctionnaires de se défendre contre les pouvoirs publics et aux travailleurs de l'industrie privée de lutter contre le patronat.

Et, camarades, je veux traiter ici un point particulier qui mérite, en effet, d'être examiné par nous tous d'une façon très attentive. Je veux parler de l'attaque déclanchée contre les fonctionnaires. Vous connaissez l'importance de cette attaque !

Si, pour le moment, nous en sommes encore à la période des hypothèses en ce qui concerne la profondeur de l'attaque, il n'est pas permis de douter des intentions gouvernementales quant au déclanchement même de cette attaque. Nous savons par avance, sans en connaître le moment précis, qu'elle sera extrêmement grave.

C'est pourquoi nous disons, nous, à la Fédération autonome que, plus que par le passé encore, il est indispensable de réaliser l'unité d'action.

Nous pensons précisément que les cartels locaux, — et ici je veux me montrer précis, — constitués d'organisation à organisation auront, dans les jours qui viennent, un rôle de première importance à remplir.

Nous disons, nous Fédération autonome, qu'il sera nécessaire et indispensable, dans les semaines dans lesquelles nous avançons, de rechercher des formules simples, précises, concrètes, qui permettront de rallier autour d'elles l'ensemble des travailleurs attaqués.

Et, ceci défini, je veux demander à l'Union des services publics, une fois de plus, de bien peser ce problème, de l'examiner sous tous ses aspects, de faire que, dans la constitution, dans le développement de ces cartels locaux, dans la vie qu'il est indispensable de leur donner, il ne soit mis aucun obstacle qui pourrait provenir de la rigidité de certaines formules.

En conclusion, camarades, je vous dis : Nous sommes en présence d'événements graves, le monde du travail est pris à la gorge par le patronat ; il faut résister à ce patronat à face sanguinaire, de même que, dans la lutte contre la guerre on marche ensemble, de même que, dans la lutte contre le fascisme, et demain dans nos revendications matérielles qui sont essentielles pour les travailleurs, la lutte doit être menée

en commun nous vous disons que, dans les batailles que demain le prolétariat aura à soutenir, la Fédération autonome, fidèle à son passé de lutte, remplira son devoir de classe, et nous disons aussi aux travailleurs de l'industrie privée, vers lesquels nous sommes penchés, quand nous avons soutenu la grève de Citroën par notre obole, je suis allé personnellement, mandaté par la Fédération, au meeting de l'industrie Citroën, manifester à nos camarades l'expression de notre solidarité. Nous vous disons donc que, dans la lutte que les travailleurs auront engagée, nous serons à leurs côtés, et nous vous demandons, par réciprocité dans l'organisation syndicale de classe, et aussi tout en conservant notre position sur le Congrès de fusion entre organisations syndicales de toutes tendances, qui doit être le but suprême. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, il est quatre heures moins vingt et il y a encore neuf orateurs inscrits. J'avais déjà fait appel à ceux qui voulaient prendre la parole pour qu'ils se fissent inscrire : je considère donc pouvoir consulter la conférence sur la clôture de la liste des orateurs.

Je mets aux voix la clôture de la liste des orateurs inscrits. (*La clôture de la liste est prononcée à l'unanimité.*)

La parole est au camarade Raynaud, de la 20^e U.R.

INTERVENTION DE RAYNAUD

RAYNAUD (20^e U.R.). — Camarades, j'indique, d'abord, que nous sommes quelques-uns ici à n'avoir été nullement surpris de l'intervention de Charbit à cette tribune. Depuis plusieurs années déjà, nous suivons le travail qu'il fait, nous suivons le style de ses interventions et ce qui se cache derrière elles. Je ne m'attarderai donc pas longtemps sur une intervention tout à fait secondaire comme importance et je passe — ce qui est bien plus sérieux — aux quelques observations que m'ont suggérées l'intervention du camarade Etcheverry.

Celui-ci a évoqué cette magnifique réunion des municipaux que les travailleurs des services publics et les fonctionnaires ont tenue dans cette salle.

Il a essayé d'expliquer les raisons pour lesquelles tout ce que contenait comme espoirs de réalisation de l'unité d'action cette magnifique réunion n'avait pas été suivi de réalisation.

Je ne suis pas d'accord avec l'appréciation des causes de cette situation apportée par notre camarade. Il est exact que ce fut un événement d'une importance considérable que, dans une salle comme celle-ci, 10.000 travailleurs municipaux unitaires et confédérés, qui, jusqu'à la veille, étaient séparés par des politiques très différentes et peut-être aussi certaines de nos maladrresses, aient essayé de créer l'unité à la base entre confédérés et unitaires.

Après le meeting de Japy, le fossé était comblé, le champ était largement ouvert pour la réalisation de la soudure la plus complète et la plus définitive entre travailleurs confédérés et unitaires, dans tous les hôpitaux de Paris, dans tous les services de municipaux.

Du reste, une résolution fut votée à cette tribune et adoptée par l'unanimité des présents qui a formulé cette affirmation de volonté de

10.000 travailleurs municipaux de réaliser l'unité à la base en vue des batailles immédiates :

« Demain, tous les travailleurs des services publics... »

Plus loin, cette résolution ajoutait :

« Nous avons la preuve d'une entente possible des forces organisées des confédérés et des unitaires... »

Camarades, cette déclaration montrait nettement que la volonté des 10.000 travailleurs municipaux s'exprimait en faveur de la réalisation immédiate de l'unité d'action, à la base. Comment se fait-il que, sur une série de points, les travailleurs municipaux n'aient pas, à la suite de cette magnifique réunion, réalisé par centaines des comités de lutte dans tous les hôpitaux, dans tous les services, dans tous les ateliers, toutes les usines ?

Nous devons insister sur ce point : c'est parce que, d'une part, ils ont eu à faire face aux manœuvres des dirigeants réformistes et que, d'autre part, il n'y a pas eu, de la part de nos militants unitaires, assez d'initiative pour réaliser cette union voulue par l'ensemble des municipaux.

Il est entendu qu'à la suite de ce meeting, partout il devrait y avoir des assemblées communes et que, dans ces assemblées, on devrait réaliser des comités d'action communs.

Nos camarades unitaires, un peu trop imprégnés d'une orientation de front unique à la tête, au lieu de créer un courant de masse dans les usines, dans les entreprises, et, après avoir créé ce courant de masse, de réaliser des assemblées communes en constituant des comités d'unité d'action à la base, ont attendu la direction des sections confédérées et s'en sont parfois remis à la bonne volonté de ces directions de section.

Ce fut, grâce à la manœuvre des dirigeants confédérés et aux mauvaises initiatives de nos militants unitaires de base, l'enterrement général de ces réunions communes, et nous avons assisté, après la réunion de Bullier, non pas à une recrudescence de l'unité d'action, mais à un fléchissement marqué de l'unité d'action à la base.

Camarades, il faut dire que les vrais responsables de cette situation, ce sont ceux qui, ayant voté cette résolution très précise, en ont violé l'application.

Quand les dirigeants du syndicat confédéré, mis au pied du mur par les dirigeants du syndicat unitaire, ont été sommés de s'expliquer, ils ont déclaré — ceci se réfère aux deux paragraphes dont je viens de vous donner lecture :

« Les camarades engagent les deux syndicats à poursuivre la lutte en commun, mais nous constatons que vous en interprétez le libellé — des deux paragraphes en question — de toute autre façon que vous l'avez fait jusqu'au lendemain de Bullier. »

Cela veut dire que, lorsque les dirigeants confédérés ont été mis en mesure de s'expliquer, d'appliquer les directives qui leur avaient été données par 10.000 travailleurs municipaux réunis dans cette salle même, ils ont essayé de tourner complètement le sens du mandat qu'ils avaient reçu et ils n'ont cessé une seule minute, depuis lors, de briser le front de lutte, de détourner même les camarades des comités de lutte qui existaient.

Quand on pose aujourd'hui le problème de la tactique à suivre sur ce terrain ; quand, comme l'a fait le camarade Etcheverry, on nous demande de solliciter les directions syndicales avant d'organiser systématiquement le front unique à la base, on oublie ce que nous avons fait. Camarade Etcheverry, est-ce que vous pensez que la direction du syndicat unitaire des travailleurs municipaux n'a pas fait le nécessaire ? Est-ce que vous pensez que la direction du syndicat des travailleurs municipaux n'a pas été sollicitée ? Elle a même été plus que sollicitée : elle a été placée devant la volonté de l'ensemble de la corporation, volonté qui s'est traduite unanimement dans le meeting qui a eu lieu dans cette même salle.

Cela ne l'a pas empêchée, cela ne l'empêche pas encore de faire tous ses efforts contre le front unique sur la base de la lutte de classes, parce qu'elle est contre les comités de lutte à la base, contre les comités d'action, étant nettement pour la collaboration de classes, de multiplier les manœuvres contre l'unité à la base et d'essayer de creuser un fossé entre les masses des ouvriers confédérés et les travailleurs unitaires. *(Applaudissements.)*

Nous pensons que c'est là le point essentiel.

Des deux Congrès, celui de la C.G.T. et celui de la C.G.T.U., il est sorti des orientations d'une différence tellement décisive et capitale que nous devons, ici, dans cette conférence d'unité, apporter beaucoup plus de clarté sur ce que doit être la base de la réalisation de l'unité syndicale.

Camarades, au fond de cette salle — et cette inscription figurait également dans la salle où se tenait notre Congrès de la C.G.T.U., — on lit ce qui suit :

« La lutte de classe unit le prolétariat. La collaboration de classes le divise. »

Oui, cela est vrai. Mais je pense qu'il n'est pas inutile, dans cette conférence, d'essayer encore davantage ce que représente, comme dangers, comme périls, pour l'ensemble du prolétariat, la continuation de la politique de collaboration de classes que le Congrès de la C.G.T. vient encore de ratifier.

Camarades, si nous jetons un coup d'œil à travers le monde, nous nous apercevons que le monde capitaliste, devant la formidable crise qu'il subit, en est réduit, à l'heure actuelle, à se replier, au point de vue national, sur lui-même, chaque grand pays impérialiste s'ingéniant à vivre sur lui-même. Dans tous les pays, on cherche une solution à la crise sur le plan national.

C'est, par exemple, Hitler qui dit aux masses ouvrières allemandes qui le suivent : « Ouvriers allemands qui êtes des millions de chômeurs, vous retrouverez du travail, vous connaîtrez à nouveau la prospérité d'avant guerre seulement quand vous aurez reconstruit le grand empire germanique, par conséquent quand vous aurez recréé la grande nation allemande. »

C'est par le développement du nationalisme, à travers les liens réunissant les ouvriers au capitalisme allemand, que l'hitlérisme essaye d'entraîner l'ensemble des masses de ce pays.

Regardons en Amérique.

En Amérique, il y a une nouvelle politique. Mais le président Roosevelt ne cherche pas autre, avec sa politique nouvelle, que d'établir

des liens définitifs entre les masses ouvrières américaines, dont la plus grande partie est en chômage, dont l'autre partie est dans la misère la plus affreuse ; par cette politique, il paraît faire une concession à l'esprit ouvrier, mais il essaie de lier étroitement les masses ouvrières au capitalisme américain, par la politique de la N.R.A.

Cette politique porte ses fruits. Si, en Allemagne, Hitler a pu grouper des millions et des millions d'ouvriers, nous avons vu, il y a quelques jours, qu'au cours d'une manifestation de la N.R.A., Roosevelt avait réuni 250.000 travailleurs.

Qu'est-ce que cette politique ? Elle tend à faire croire que l'on peut, sur le plan national, essayer de sortir, et peut-être même sortir de la crise qui sévit à l'heure actuelle.

C'est la politique de collaboration qui développe le nationalisme, qui développe la politique d'excitation à la guerre et la politique de préparation à la guerre.

C'est parce que nous sentons cela que nous disons aujourd'hui à cette conférence que la collaboration de classe, défendue par Jouhaux, n'est pas autre chose, dans notre pays, que la politique tendant à la préparation à la guerre.

Nous avons lu avant-hier que le cabinet des ministres s'était occupé du problème syndical. A la rentrée parlementaire, on va poser ce problème devant les Chambres. Cela veut dire que notre gouvernement qui va à la guerre, qui la prépare, qui cherche à développer cette politique de préparation à la guerre par le canal de la C.G.T., tend à favoriser de plus en plus une politique nationale de collaboration de classe. Et cela veut dire que nous devons nous opposer à cette politique, et cela de la façon la plus vigoureuse.

Nous devons, à la tête des ouvriers, les mener à chaque instant dans la lutte de classe, dans la bataille, tous les jours, pour les revendications.

Nous devons surtout chercher l'unité des ouvriers sur les bases revendicatives, non pas dans l'alliance des dirigeants, dans des formules creuses, dans des discussions abstraites sur l'unité syndicale, mais en menant la lutte sur les lieux mêmes du travail, au sein des usines, au sein des entreprises. Nous pourrions alors conduire triomphalement la lutte à travers la bataille revendicative et instaurer un monde nouveau. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Martha Desrumeaux.

INTERVENTION DE MARTHA DESRUMEAUX

MARtha DESRUMEAUX. — Je dois ici montrer ma solidarité avec les camarades confédérés et autonomes qui sont venus à cette tribune pour rechercher comment nous pourrions organiser le front unique pour lutter contre le patronat. Seulement, il faut se désolidariser de Charbit qui est venu ici attaquer le front unique des ouvriers.

Je voudrais revenir sur deux points.

Dans la région du Nord, nous essayons de réaliser le front unique commun du prolétariat pour lutter contre le Consortium du Textile et contre le Comité des Forges.

Nous avons déjà plusieurs exemples à donner et, camarades, si Charbit est venu à cette tribune en disant que les camarades du Nord de l'union régionale et des syndicats préféraient attaquer Lebas plutôt

que d'attaquer le patronat, pour moi, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, nous pouvons les mettre tous les deux dans le même sac. (*Applaudissements.*)

Nous avons des documents montrant que dans cette période, au moment où les ouvriers étaient en chômage, Lebas, dans un discours, a demandé qu'on mette en application la loi tendant à ce que 45.000 ouvriers belges retournent en Belgique.

J'ai ici les documents, entre autres une lettre d'un secrétaire confédéré qui écrivait au préfet : « Nous sollicitons votre bienveillance en demandant que vous mettiez la loi du 10 août 1932 en application. » C'est-à-dire qu'il demandait qu'on mette en application la loi qui ne permet qu'un contingent de 10 % d'ouvriers belges et refoule les autres en Belgique.

Comment voulez-vous, camarades, que dans notre région du Nord nous travaillions pour l'unité, que nous constituions des groupes de front unique, avec des individus pareils ?

Plus de 15 % d'ouvriers belges sont refoulés. Tous les jours, on les voit prendre le train. On en voit pleurer en disant : « Qu'allons-nous donner à nos enfants pour manger ? »

Camarades, comment voulez-vous qu'on fasse l'unité et qu'on ne critique pas Lebas au même titre que le Consortium textile et la Compagnie houillère ? Il faut les mettre tous dans le même sac avec Maës.

Quant à Charbit, s'il vient parler de la grève d'Armentières, je lui conseille de ne pas y aller, car on le déculotterait. (*Applaudissements.*) Charbit n'a jamais conduit une grève.

J'étais à la grève d'Armentières. Malheureusement les camarades ont fait une grande bêtise, ils ont fait l'unité au sommet, ils ont constitué ce comité intersyndical où il y avait 5 unitaires, 5 confédérés et 5 chrétiens. Naturellement, les unitaires étaient toujours battus parce qu'ils avaient en face d'eux 10 individus qui combattaient toutes les propositions qu'ils faisaient.

Ce sont les confédérés qui ont conduit la grève d'Armentières qui a été une défaite. Les ouvriers ont dû rentrer dans les usines en conduisant quatre métiers avec des salaires diminués. C'est un véritable travail de forçat.

Camarades, la grève d'Armentières nous a servi d'expérience, et les ouvriers ont compris que l'unité au sommet les conduirait toujours à un échec et qu'il n'y avait pas possibilité de s'arranger avec de pareils individus.

Quelques jours après, les ouvriers de chez Colombier ont constitué leur comité de front unique et ont remporté la victoire. Cela a été la première claque aux confédérés qui avaient brisé le mouvement auparavant.

Dans la région, nous avons eu d'autres comités de front unique qui ont pu arriver à obtenir gain de cause. Notamment chez Brabant, à Haubourdin, l'ensemble des ouvriers a pu réaliser le front unique et les camarades ont fait reculer le patronat sur tout leur cahier de revendications.

Voilà comment il faut constituer le front unique pour arriver à l'unité syndicale, et nous n'y arriverons que lorsque les camarades du prolétariat l'auront compris.

Camarades, nous avons encore la preuve d'autres expériences, en particulier dans le Pas-de-Calais où il existe sept à huit comités de front

unique. Là, les camarades confédérés ont compris. Notre camarade Jacquin a constitué un comité de front unique où l'ensemble des ouvriers est représenté. Nous avons fait reculer les compagnies sur de petites revendications. Il faut une grande expérience, en particulier dans les mines, en ce qui concerne le front unique.

Il est un fait certain, camarades, c'est que Charbit, comme Cornette, font tout ce qu'ils peuvent pour briser l'effort des ouvriers dans la réalisation du front unique.

Dans la région du Nord, nous allons mettre en application les décisions qui sortiront de cette conférence. Nous grouperons sur la base des usines les ouvriers confédérés, les ouvriers chrétiens, les ouvriers inorganisés, ainsi que les unitaires, pour constituer des comités de front unique qui nous conduiront à l'unité syndicale.

INTERVENTION DE BEVARAGGI

BEVARAGGI (Hospitaliers de Marseille). — C'est peut-être la première fois que je prends la parole devant une réunion de délégués de congrès. Je suis surtout heureux de pouvoir parler aujourd'hui dans une réunion d'unité d'action.

Si l'on examine attentivement le processus des luttes du prolétariat, on remarque que deux mouvements ont toujours été à la base de ces phénomènes historiques de lutte contre le capital. Ce n'est pas une certaine littérature idéologique qui m'a conduit vers la C.G.T.U. Ce fut le résultat de mon action quotidienne dans le mouvement. Il n'y a pas si longtemps que nous sommes venus aux unitaires : à peine deux ou trois mois.

Deux mouvements, dis-je, sont à la base de la lutte pour la réalisation de la mission historique du prolétariat : le mouvement révolutionnaire et le mouvement réformiste. Si nous observons les faits, nous notons, dans l'histoire du mouvement politique comme dans celle du mouvement syndical, que les polémiques comme celles-ci ne sont pas d'aujourd'hui ; on les connaissait déjà il y a des années.

Lors du mouvement syndical qui précéda le Manifeste de Karl Marx (1847), un grand historien du mouvement syndical disait que celui-ci était à base économique. Qui a dit cela ? Proudhon. Plus tard, Karl Marx, dans son Manifeste de 1847, disait, en se fondant sur les faits relatifs au chartisme anglais : « Les ouvriers sont réunis dans les syndicats pour améliorer leur situation, les syndicats doivent être aussi un moyen d'éducation politique ». Camarades, je crois qu'en nous appuyant là-dessus, nous pouvons continuer les rapports entre les diverses C. G. T.

(Je m'adresse maintenant aux anciens militants, moi qui suis jeune. Je m'adresse aux camarades responsables.) Ce fut là le thème des grandes discussions entre Proudhon et Marx, à la première Internationale. Le syndicalisme français a malheureusement hérité du proudhonisme, jusqu'après guerre. Mais il fallait compter aussi sur le mouvement économique et sur l'économie de la bourgeoisie.

Je vous dirai, camarades, qu'après la formation de la C.G.T., au Congrès de Limoges où le syndicalisme l'emporta, on vota, quelque temps après, la fameuse Charte d'Amiens.

Tout à l'heure, j'entendais dire à un camarade qu'il faudrait que l'on revienne au mouvement syndical libéré du mouvement politique.

Nous sommes d'accord là-dessus. Mais nous comprenons, pour le mouvement social indépendant du syndicalisme, deux portes : le mouvement syndical unitaire qui conduit à la révolution, et le mouvement confédéré qui conduit vers les honneurs et les ambassades, à Genève.

On ne peut plus discuter. Il y a eu, après, le grand mouvement de la révolution russe, et lorsqu'on a posé cette question, devant tous les problèmes quels qu'ils soient, philosophiques, politiques ou sociaux, on a été obligé de penser ainsi que Karl Marx le dit : « Le capitalisme creuse son tombeau. »

J'en reviens à la question de la C.G.T. Depuis deux jours que les congrès sont terminés, nous avons voté des résolutions, soit d'un côté, soit de l'autre. La résolution de la C.G.T., sans parti pris, devait être pour l'armement ou pour le désarmement. Nous avons pensé, à la C.G.T.U., que c'est dans le mouvement révolutionnaire que le syndicalisme doit faire son chemin.

Et nous allons, au travers tout le pays, nous adresser aux syndicats confédérés et aux camarades militants, aux camarades de la base qui, malheureusement, manquent de moyens et qui considèrent que le programme de la C.G.T. peut leur donner quelques satisfactions. Nous pouvons maintenant dire, au travers les événements quels qu'ils soient, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, que le réformisme est mort.

Je dirai, comme le disait un grand prophète : Le réformisme a la même tactique que les carabiniers d'Offenbach. Il arrive toujours après la bataille !

De plus, nous avons pu constater, au moment de la révolution en Allemagne, lorsque les libéraux, en Prusse, firent la révolution, que toutes les fois que les démocrates sont intervenus, s'est produit un retour en arrière. Et, plus tard, lorsque la Commune de Paris fut vaincue, le réformisme la noya dans le sang. Cela a permis de dire que Thiers avait été le sauveur de la liberté.

Nous, militants unitaires de la C.G.T.U., nous faisons le serment, devant l'histoire du mouvement ouvrier, de rester fidèles aux traditions révolutionnaires, pour la dictature du prolétariat. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Pasquier, des autonomes.

INTERVENTION DE PASQUIER

PASQUIER. — Pour discuter de l'unité, nous pensons qu'il faut examiner et la situation et les faits.

Les camarades travailleurs, lorsqu'ils connaissent réellement les faits, sont partisans de l'unité syndicale, mais pas pour une unité syndicale sentimentale, pour une unité syndicale d'action.

En 1933, au moment où nous nous trouvons, l'offensive capitaliste se resserre. Nous pourrions prendre de nombreux exemples. Chez nous — un camarade l'a dit ce matin — c'est la rationalisation renforcée, la menace de mise à la porte de tous les camarades. Malgré nos contrats, nous constatons que les avantages donnés justement par ces contrats, diminuent de jour en jour.

En face de cette situation, il faut réagir.

Que voyons-nous ? D'un côté, la C.G.T. dont la position est connue

de tous. Avec cette motion de Japy, elle a trompé les travailleurs. On a été dire : Voyez-vous, maintenant, nous avons une motion qui nous permettra de réaliser l'unité. Nos camarades confédérés se sont laissés tromper par cette motion, et alors, que voyons-nous ? Malgré cette motion, nous voyons au contraire, que la collaboration de la C.G.T. est de plus en plus grande, dans le gouvernement qu'elle aide, à la Société des Nations, partout !

Nous avons pu voir, au contraire, au travers des mouvements qui se sont déroulés que les ouvriers voulaient lutter. Nous pourrions prendre les exemples de chez Citroën, de Strasbourg où nos camarades ont été trahis comme nous le fûmes en 1920 lors de la grande grève des cheminots. Nous pouvons dire que les ouvriers sont pour la lutte ; mais chaque fois nous avons vu les chefs confédérés se dresser contre le front unique.

Dans ces conditions, il faut absolument que dans l'état actuel de scission du mouvement syndical en France, nous réalisions partout l'unité d'action. Nous disons qu'il est plus simple de suivre l'unité organique comme le déclarent la motion de Japy et la C.G.T., mais nous avons l'exemple allemand. Il faut y revenir. Là-bas, il y avait l'unité organique, cela n'a pas empêché — c'en a été même la cause — le prolétariat allemand d'être maintenant dans les mains du fascisme.

Tenant compte de cela et voyant l'attitude de la C.G.T. chez nous, nous rappelant que pour les fonctionnaires ce sont les confédérés qui ont mis sur pied l'article 6 qui a attaqué les fonctionnaires dans la loi du 15 juillet 1932, nous devons faire la propagande nécessaire.

C'est la C.G.T. qui a exclu de son sein les camarades de l'Opposition Révolutionnaire qui voulaient mener la lutte comme elle doit l'être. Je ne rappellerai pas ces exclusions, vous les connaissez. C'était au moment où la C.G.T. préconisait la rationalisation devant apporter quelque chose aux ouvriers ; c'est au moment où à Toulouse on signait un contrat avec la municipalité qui prévoyait qu'en cas de modernisation des usines on pourrait mettre les ouvriers à la porte. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé : le moment venu les ouvriers qui avaient lutté contre ce contrat ont été mis à la porte par la Compagnie du Gaz.

Nous devons tirer les conclusions de ces faits. Avec la faillite allemande, nous voyons la faillite de la F.S.I. Ce ne sont pas les quelques adhérents en plus qu'annonce la C.G.T. qui doivent nous faire peur, au contraire. Nous voyons que le mouvement réformiste régresse dans le monde de façon formidable. Nous avons entendu notre camarade de l'Opposition Révolutionnaire allemande nous dire que les réformistes dans ce pays sont maintenant convaincus de la nécessité du front unique, que le front unique réalise tous les jours des progrès dans les usines, qu'il se renforce tous les jours et qu'il mènera les ouvriers allemands à la victoire.

Il faut s'orienter vers ce front unique indispensable. Pour cela il y a deux façons très nettes, très claires, beaucoup plus claires depuis que ces deux Congrès se sont déroulés. J'ai eu l'occasion de causer avec des camarades confédérés à la sortie de leur Congrès. Ils sont désillusionnés par ce Congrès. Ce ne sont pas les votes émis qui représentent exactement le mécontentement grandissant dans la C.G.T. Nous savons que des camarades sont en opposition complète avec la position de la C.G.T. Mais ils n'ont pas la possibilité de s'exprimer. Dans leurs syndicats, ils sont brimés. Il n'y a pas eu, dans leurs syndicats,

d'assemblées générales. C'est ainsi que je parlais à des camarades du Gaz de banlieue que Chambelland est venu représenter. Ceux-ci m'ont dit que dans leur syndicat il n'y avait pas eu d'assemblée générale ; la Commission exécutive a pris sur elle de déléguer Chambelland. Je vous assure que dans le Gaz de banlieue on discutera cette intervention de Chambelland au Congrès, et d'ailleurs il a eu la réponse qu'il méritait, à la C.G.T.

Vous connaissez la réponse de Jouhaux ? Il lui a dit : « Vous étiez à une centrale révolutionnaire, hier, vous êtes ensuite venu chez nous : si vous êtes révolutionnaire, il faut rester à la C.G.T.U. ».

Ceci est donc bien clair et nous devons expliquer toutes ces choses à nos camarades, partout où cela nous est possible. Nous devons dire que nous, partisans d'un syndicat révolutionnaire, nous avons eu de grandes faiblesses. Nous n'avons pas fait le travail nécessaire auprès des camarades confédérés. Il faut que tous les camarades ici présents entreprennent un travail de persuasion auprès de nos camarades confédérés ; il faut voir dans chaque syndicat les camarades en opposition avec la collaboration de classes, avec cette politique qui sert à trahir les ouvriers constamment.

Lorsque vous aurez fait comprendre à ces camarades qu'il faut constituer cette unité d'action ils viendront à nous. Il faudra les entraîner à constituer des groupes d'Opposition Révolutionnaire qu'ils opposeront à leurs directions syndicales. Là sera la lutte véritable contre la politique de collaboration.

Voulez-vous que nous organisions une assemblée mixte pour dire ce qui s'est passé à la Conférence d'unité qui a conclu ces deux Congrès.

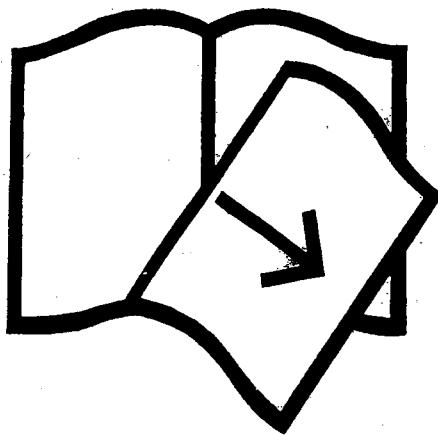
Sur les revendications il faut nous mettre d'accord avec les luttes ouvertes à la C.G.T.U. ; il faut que, sur ces revendications, et ce sera facile, nous fassions bloc, ce qui nous permettra de repousser l'offensive patronale et de conserver nos positions et de les améliorer.

Il faut donc constituer partout des groupes d'action révolutionnaire dans les syndicats confédérés ; c'est la plus grande tâche de nos camarades, c'est le seul moyen pratique d'entraîner nos camarades à la lutte effective, et, lorsque nous aurons fait cela, lorsque nous aurons démontré à nos camarades, la nécessité de cette action nous irons sur la barricade avec le syndicat de classe.

Notre camarade Etcheverry disait tout à l'heure : « Il faut que chaque confédéré sache où chaque pas le conduit ». Lorsque le camarade confédéré saura comment nous défendons ses revendications il viendra avec nous. Pour organiser ce travail, étant donné que nos camarades confédérés n'ont pas assez compris la position, il faut créer des groupes d'action révolutionnaire, qui conserveront dans leur sein cette idée de l'action, qui pourra, seule, nous amener vers la véritable unité.

Je pense que les camarades ont compris cette nécessité et qu'ils feront tout pour arriver à cette unité d'action. Unité d'action, front unique, c'est le seul moyen de lutter contre le patronat et de faire aboutir nos revendications. Il faut que, dans cette période où nous allons être attaqués de façon encore plus violente que par le passé, nos camarades développent cette unité d'action et constituent des groupes d'action révolutionnaire.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Ali Tali.



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 757-758 manquantes.

— je pourrais en citer bien d'autres, — qui sont des fonctionnaires à vie, qui sont à la tête de la C.G.T., ne venez pas me dire qu'il est possible de faire la fusion avec ces gens-là !

Si Charbit est réellement partisan de cette fusion, le meilleur pour la C.G.T.U. est qu'il en parte le plus rapidement possible ! (*Applaudissements.*)

Je dois dire que Raynaud, de la XX^e U.R., je crois, a exprimé en partie ma pensée.

La meilleure façon de réaliser l'unité, c'est l'action, c'est l'activité à la base.

Voici ce que je demande aux camarades de la C.G.T.U. qui, probablement, y ont, d'ailleurs, déjà pensé.

Nous avons tous pu constater le silence fait par les journaux bourgeois sur le Congrès confédéral. La meilleure façon pour nous de réaliser l'unité, c'est de récupérer des éléments sains, inorganisés, confédérés mécontents de leur direction syndicale, et de travailler également dans les campagnes. Or, l'*Humanité* et la *V.O.* ne sont pas suffisamment répandues. Je demanderai, en conséquence, qu'un manifeste de la C.G.T.U. soit rédigé, manifeste bref, dans lequel on dira l'essentiel, par exemple : L'unité d'action, oui. Mais la C.G.T. a refusé d'entendre les chômeurs ; par conséquent, seule l'unité d'action à la base est possible. La C.G.T. a refusé d'entendre les jeunes ; par conséquent, seule l'unité d'action à la base peut être envisagée.

On me dira peut-être que la C.G.T. vient de se prononcer en faveur d'un ordre du jour contre la guerre.

Mais rappelez-vous les résolutions votées avant 1914 contre la guerre. J'en ai une quarantaine dans mes archives, portant les noms de ceux qui ont trahi et sont actuellement à la tête de la C.G.T. Par conséquent, je suis en droit d'affirmer que ces résolutions contre la guerre, le moment venu, recevront la même application que celles prises avant 1914.

Souvenez-vous des grèves de 1919 et des fameuses provocations. A cette époque, nous étions déjà en présence de la plus honteuse des trahisons.

Ma dernière parole, camarades, sera la suivante : Unité, oui, mais avec les camarades confédérés trompés, avec les travailleurs, avec les ouvriers et employés qui travaillent dans les ateliers, dans les usines, dans les bureaux. Voilà, camarades, ce que j'avais à vous dire. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — La parole est à Rakowsky (Gaz, confédéré).

INTERVENTION DE RAKOWSKY

RAKOWSKY. — S'il y a une intervention dont je me félicite, c'est la dernière qui vient de se produire.

En effet, notre camarade Péricat a commencé son intervention en regrettant que les camarades, les jeunes surtout, n'aient pas appris le mouvement syndical, c'est-à-dire l'histoire du mouvement syndical.

Je me souviens, moi, que j'ai commencé ma carrière, si carrière il y a, dans le mouvement syndicaliste, au Syndicat du Bâtiment dont Péricat était membre. C'était à l'époque de la guerre. A ce moment, les luttes de la minorité révolutionnaire étaient ardentes. Péricat a dit que les jeunes ne connaissaient pas l'histoire du mouvement ouvrier

de façon suffisante. C'est vrai. Nous avons eu, à Amsterdam, l'idée de faire une petite brochure à l'intention des camarades jeunes. Le temps matériel nous a manqué, mais je pense que dans les jours qui viendront, nous aurons l'occasion de rappeler à la génération qui vient, qui est appelée à combattre, qui est appelée à vaincre, l'histoire de nos anciens, dont nous nous inspirons, et dont Péricat est un vivant exemple.

Deux congrès viennent de se tenir : le Congrès de la C.G.T. et le Congrès de la C.G.T.U.

Au Congrès de la C.G.T. on a discuté, une fois de plus, la question de savoir si Jouhaux et la politique de la majorité confédérale devaient continuer.

J'ai assisté, pour ma part, au Congrès de 1931, de Japy. J'avoue très franchement, car j'ai l'habitude de dire en face ce que je pense, qu'en 1931, à Japy, j'ai voté cette résolution, dite d'unité. Je l'ai votée, non pas de mon propre chef, et ici je tiens à donner ici une petite précision, — qui a pourtant une grande importance : lorsque les délégués sont désignés à l'organisation confédérée, pour se rendre dans un congrès confédéral, ce n'est pas du tout l'expression de la base qui s'ensuit : c'est un seul des délégués qui vote, qui a le mandat. C'est lui qui est le plus près des fonctionnaires syndicaux, qui tiennent à leur place au moins, et même davantage, que l'on peut y tenir dans la bourgeoisie. Ce sont eux qui votent. Par conséquent, est-ce que la volonté des ouvriers est exprimée ? Des camarades de l'organisation à laquelle j'appartiens ont protesté à ce sujet du vote qui allait être émis au congrès confédéral qui vient de se tenir.

Les camarades, en effet, étaient contre la majorité confédérale mais par un artifice ingénieux, c'est un mandat « pour » qui est allé à la majorité confédérale. Lorsqu'on examine de près le résultat du vote qui s'en est suivi, peut-on bien dire que c'est véritablement une majorité qui s'est dégagée, lorsqu'on pense qu'avec le système artificiel que beaucoup de camarades connaissent, les syndicats-champignons que l'on voit pousser tous les jours ont autant de droits que les instituteurs, par exemple, qui sont quatre-vingt mille.

Est-ce que vous pensez que vraiment c'est de la démocratie syndicale ? Pas du tout. Mais il ne suffirait pas, dans cette conférence, de faire simplement le procès des chefs réformistes. Faire le procès des chefs réformistes, c'est bien, mais il y a des camarades qui, consciemment, croient — et je m'adresse particulièrement à Charbit — vraiment que ces camarades d'hier de la C.G.T.U., aujourd'hui les camarades de la C.G.T., ont défendu une ligne d'ordre, une ligne révolutionnaire au Congrès de la Mutualité. Croit-il vraiment qu'il est possible de redresser la C.G.T. ? J'ai l'impression, pour ma part, que nos efforts sont superflus et que si même ils venaient à triompher demain, pour les besoins de la bourgeoisie, il faudrait encore un Jouhaux, une C.G.T. réformiste.

Camarades, il y a certainement de bons camarades au sein de la C.G.T., mais ce serait une erreur de croire que la majorité des ouvriers est derrière la C.G.T. La C.G.T. peut apparaître comme une organisation massive, mais une foule d'ouvriers se détournent de la C.G.T. et de la C.G.T.U. et c'est ce qui fait dire à certains : l'unité syndicale organique organisée, nous ferons mieux.

N'a-t-on pas vu dans les derniers mouvements ouvriers des ouvriers

qui, eux, n'étaient pas organisés, participer à la lutte ? Est-ce que vraiment on peut rejeter les inorganisés ? Est-ce que depuis des années que la propagande syndicale est engagée dans ce pays, surtout après les années d'après-guerre, des millions d'ouvriers n'ont pas passé à travers les organisations syndicales, mais en sont sortis grâce à la politique de la bourgeoisie contre le prolétariat ?

Camarades, je pense pour ma part que nous devons marcher résolument sur le terrain de l'unité d'action. Au Gaz de Paris, dans les services publics, nous avons rencontré des difficultés, mais nous avons contribué néanmoins à resserrer les liens normaux qui existent entre les ouvriers. Il n'y a pas de raison que les ouvriers soient rivés à la même chaîne et ne soient pas réunis pour forger le même outil qui doit la briser.

Mon appel, qui sera le dernier pour aujourd'hui, sera ma conclusion. C'est pourquoi je vous demande d'œuvrer le plus possible vers la réalisation de l'unité d'action : unité d'action contre la guerre, unité d'action contre le fascisme, unité d'action surtout pour les petites revendications de façon à attirer les ouvriers à vous, car c'est l'essentiel. Mais aussi, camarades, vous ne devez pas oublier qu'une lutte idéologique très vigoureuse doit être menée contre ceux qui se réclament du prolétariat.

Je crois que mon appel sera entendu et que demain l'unité d'action se réalisera, qu'elle est en marche, parce que le prolétariat a son intérêt primordial à défendre sa vie, parce qu'à l'heure présente le capitalisme ne lui donne pas de répit et qu'il n'aura de cesse et de répit que lorsqu'il aura triomphé. (*Applaudissements.*)

LE PRÉSIDENT. — Camarades, la parole est à Frachon pour répondre et apporter des conclusions.

REPONSE DE FRACHON

FRACHON. — Camarades, il est bien évident que le nombre d'ouvriers confédérés participant à cette conférence ne correspond nullement au courant de mécontentement qui existe dans la C.G.T. Sans doute, quelques camarades s'en sont étonnés, ont été un peu surpris, inquiets même. Je ne crois pas qu'il y ait là une raison d'inquiétude.

Mais si ceci ne doit pas être une raison d'inquiétude, ce doit être quand même un enseignement pour les militants unitaires confédérés autonomes qui assistent à cette conférence, cet enseignement leur montrant que, même lorsqu'il y a du mécontentement chez les ouvriers confédérés et la volonté de combattre la politique réformiste de leurs dirigeants, leur évolution ne se ferait pas toute seule, leur participation à des mouvements de masse, à des luttes de classes, au front unique ne se réaliserait pas spontanément et ne peut être que le résultat du travail de militants ayant compris la nécessité de cette unité d'action.

La conférence d'aujourd'hui reflète le peu de travail qui a été réalisé à la base dans l'application des décisions, des indications, des directives qui étaient contenues dans la lettre ouverte de la C.G.T.U. un mois avant le Congrès. Il faudra tenir compte de cela pour notre travail après le Congrès. Les conditions sont extrêmement plus favorables. Le déroulement du Congrès de la C.G.T., la façon dont on y a discuté les résolutions qui ont été prises, créent des conditions plus favorables pour détacher des masses d'ouvriers confédérés de la poli-

tique de leurs dirigeants, et nous devons tenir compte des faiblesses de notre travail avant le Congrès pour les rectifier après le Congrès dans l'organisation des comptes rendus et de l'action.

Je voudrais répondre tout de suite à une préoccupation du camarade confédéré du Syndicat des Tramways de Nice. Ce camarade a participé au Congrès de la C.G.T. Il a entendu là l'intervention du dirigeant réformiste de Strasbourg. Ce camarade est inquiet parce qu'au Congrès on a dit que ce sont les communistes qui ont brisé la grève de Strasbourg. Je ne ferai pas ici un historique de la grève de Strasbourg ; ce serait trop long. Nous avons, d'ailleurs, jugé indispensable de consigner dans une brochure toutes les phases de ce mouvement, d'expliquer dans le détail les manœuvres des chefs réformistes, la trahison des dirigeants réformistes, les raisons pour lesquelles ils ont opéré de telles manœuvres. Nos camarades pourront se renseigner en lisant le contenu de cette brochure.

Je veux cependant indiquer au camarade des Tramways de Nice que les dirigeants réformistes de Strasbourg ont d'abord essayé d'empêcher le déclenchement de la grève du Bâtiment. Ils sont entrés dans la grève du bâtiment sous la poussée des masses, leurs propres adhérents y étant déjà entrés en action avec les ouvriers unitaires. Ils ont ensuite, lorsque les militants unitaires ont proposé la grève générale de solidarité, essayé, par les moyens les plus hypocrites (vous le verrez dans la brochure dont j'ai parlé), d'empêcher le déclenchement de cette grève. Quand, malgré tout, il est apparu que cette grève générale ne pourrait être évitée, que nos camarades unitaires ont su déjouer leurs premières manœuvres, ils sont entrés dans la grève, ils ont participé à la direction de celle-ci ; ils ont eu soin de défendre la position qu'est venu défendre ici Charbit, position offrant quelque analogie avec celle défendue par Etcheverry et Cazaubon.

Après avoir obtenu, par des manœuvres et aussi grâce au manque d'énergie de nos camarades délégués unitaires de Strasbourg, qui n'avaient pas compris toutes ces manœuvres, la direction de la grève par les sommets, à l'exclusion des ouvriers, ils se sont livrés à une série de manœuvres dont les plus habiles étaient les suivantes :

Empêcher les ouvriers d'organiser leur grève ; empêcher l'élargissement de la grève à des catégories d'ouvriers qui jouent un grand rôle dans un pays comme les cheminots ; puis détourner les ouvriers de l'organisation active de leur grève en leur laissant espérer une solution par l'arbitrage. Et quand, au bout de huit jours, les grévistes ont eux-mêmes brisé le front de classe, en donnant l'ordre de rentrée aux ouvriers des tramways qui adhèrent au syndicat confédéré (les tramways, dans une ville comme Strasbourg, représentent une force, jouent un grand rôle), ce fut un succès pour les dirigeants réformistes. Mais il faut voir dans le détail avec quelle hypocrisie, avec quelle habileté consommée (qui dénote une grande pratique) les dirigeants réformistes ont manœuvré au cours de ce conflit.

Ceci dit, les délégués confédérés qui sont intervenus à cette tribune, en particulier ceux qui ont participé à des comités de front unique, ceux qui participent encore à ces comités de front unique ; mieux : ceux qui ont eu une part active dans la constitution et le travail de ces comités de front unique, ces camarades, dis-je, sont venus indiquer qu'ils avaient dû, pour réaliser une telle tâche, passer par-dessus la tête de leurs dirigeants. C'est une chose qui ne nous

surprend pas. Mais il n'est pas mauvais que ce soient des ouvriers confédérés qui viennent l'affirmer à cette tribune.

Cela nous permettra de discuter les interventions et les propositions, tout au moins pour une partie, de nos camarades Etcheverry et Cazaubon. Je ne parle pas de Charbit. Chacun connaît Charbit. Il est de ces gens qui se sont plantés là une bonne fois pour toutes et qui n'en bougent pas. J'ai vu quelque chose de ce genre sur les routes, des bornes qui sont là depuis des siècles. (*Rires.*) Il y a un siècle, c'étaient des voitures avec des ânes qui passaient, puis des voitures à bœufs, après c'étaient des voitures à chevaux, des diligences. Maintenant, ce sont des voitures automobiles qui font du cent à l'heure. Les bornes sont restées toujours les mêmes, à la même place.

Pour Charbit, la C.G.T. peut faire ce qu'elle voudra. Elle peut transformer sa politique, la modifier. Demain, si les circonstances le voulaient, elle ferait ce que les dirigeants réformistes ont fait en Allemagne : passer au fascisme, il viendrait encore à la tribune, et il dirait : « Je suis pour un congrès de fusion. » Ce sont des billevesées qui n'ont aucune prise sur les ouvriers honnêtes.

C'est pourquoi je ne m'attarderai pas sur son cas. Les deux interventions qui, à mon avis, sont les plus intéressantes et nécessitent quelques précisions, ce sont celles de Cazaubon et d'Etcheverry.

Etcheverry est venu ici indiquer qu'il avait, dans son syndicat, lutté pour le front unique. Nous le savons. Nous avons applaudi à l'activité d'Etcheverry dans sa propre organisation, pour réaliser le front unique. Nous avons assisté à cette grande manifestation, ce grand meeting, que nous avons salué comme un premier pas vers la réalisation du front unique, meeting commun du syndicat des Municipaux confédérés et unitaires qui s'est tenu dans cette même salle.

Mais, où nous ne sommes plus d'accord avec lui, c'est sur les raisons pour lesquelles cette première manifestation de front unique n'a pas eu d'autres résultats. Etcheverry pense que c'est en raison de certaines maladresses des militants unitaires qui ont permis aux dirigeants réformistes d'utiliser certains faits pour détourner les ouvriers du front unique.

Nous pensons que c'est le contraire, et nous avons eu l'occasion de discuter avec nos militants du syndicat unitaire des Municipaux à ce sujet. La raison pour laquelle le front unique s'est arrêté à cette manifestation commune, à cette assemblée commune, c'est que, précisément, dans cette assemblée commune, nos camarades militants unitaires n'ont pas eu suffisamment le souci de marquer, même ayant réalisé la réunion commune, la différence qu'il y avait entre la politique réformiste et la politique de lutte de classe. C'est qu'on s'est embarqué dans des discussions à bâtons rompus, dans des échanges de lettres avec les directions, au lieu de profiter de l'enthousiasme qu'avait créé cette manifestation commune pour organiser le front unique à la base, en réalisant, d'une façon pratique, la défense des travailleurs municipaux.

Et nous pensons qu'une des conditions pour que le front unique ne soit pas seulement une manifestation sentimentale, pour qu'il soit une manifestation de lutte de classe, doit se faire sur des bases claires, il est indispensable que nous expliquions aux ouvriers et que nous dénoncions devant eux ce que représente la politique réformiste.

Notre camarade Cazaubon, avec quelques variantes, a défendu à

peu près la même position. Je sais bien que notre camarade Cazaubon — et en grande partie les militants de la Fédération des Fonctionnaires — a travaillé avec nos camarades, avec nous-mêmes. Je sais bien que ces camarades continueront, à chaque fois que l'occasion s'en présentera, à la réalisation du front unique à la base. Ils ne sont pas contre le front unique à la base. Ils sont sincères en disant cela. Mais ils ne voient pas la possibilité de le réaliser.

Notre camarade Cazaubon a dit : Nous voulons lutter contre la diminution des traitements et des indemnités. Nous voulons faire le front unique, mais le front unique doit se faire d'organisation à organisation.

Ce n'est pas ainsi qu'il faut poser le problème. Il faut d'abord le poser de la façon suivante : sur quelle base politique, sur quelle base d'action doit se réaliser le front unique ?

Pour les fonctionnaires, nous avons quand même une expérience. Nous savons comment, au cours du dernier mouvement, les dirigeants réformistes de la C.G.T. et des organisations de fonctionnaires ont opéré, ont agi, pour briser l'admirable mouvement qui s'était déclenché pour la défense des traitements et indemnités.

Quand nous avons une telle expérience, quand cette expérience est aussi douloureuse, nous serions des criminels de recommencer.

La première condition pour réaliser le front unique est de poser cette question : sur quelle base allons-nous réaliser le front unique ? Pour les fonctionnaires il est clair que la base de réalisation du front unique ne peut être que la lutte acharnée et quotidienne contre les attaques partielles et contre l'attaque générale.

Mais, qui veut lutter contre les attaques partielles et contre l'attaque générale des fonctionnaires ? Là se pose la question suivante : qu'a dit le Congrès de la C.G.T., qu'ont dit les dirigeants réformistes, quelle est leur position ? Est-ce que la position des dirigeants réformistes exprimée une nouvelle fois dans leur dernier Congrès est une politique de défense des intérêts de la classe ouvrière ? N'est-il pas clair pour tous les camarades ici présents que le souci dominant de la C.G.T. est d'empêcher tout mouvement de lutte de classes ?

Dans ces conditions, si on reconnaît que les dirigeants réformistes ont une position opposée à la défense des intérêts des fonctionnaires, comment peut-on poser le problème de la réalisation du front unique pour la défense des traitements et des indemnités ? Une autre question importante doit être posée : c'est que l'action des masses ne doit pas être ordonnée par quelques-uns. Notre principe est que l'action des masses doit être dirigée et contrôlée par l'ensemble des ouvriers. C'est la garantie contre toute tentative de trahison, c'est la garantie de la défense des intérêts des ouvriers.

Il nous est arrivé, il nous arrivera encore de réaliser le front unique avec des organisations confédérées. Et la grosse faute de nos camarades d'Armentières, de nos camarades de Strasbourg — faute qui a permis aux dirigeants réformistes de mener jusqu'au bout leur manœuvre traîtresse et de division — a été de se contenter de cette union au sommet et de ne pas pousser l'unité du prolétariat, le front unique, jusqu'à la base ; de ne pas faire participer aux organismes de direction des mouvements une masse importante de délégués ouvriers élus par leurs camarades, contrôlés par eux et qui, chaque jour, les informent sur la marche du mouvement.

Nous ne voulons pas recommencer avec les fonctionnaires. Nous ne sommes pas opposés à ce que, dans certains cas, il y ait front unique d'organisation à organisation, mais nous ne voulons pas ce front unique soit seulement un front unique de syndicat à syndicat, de section locale à section locale. Nous voulons que ce soit un front unique qui entraîne avec lui la masse des ouvriers, qui les fasse participer à la direction du mouvement, que non seulement une fraction des ouvriers intéressés à la lutte, mais tous les prolétaires, soient intéressés à la direction. C'est notre réalisation des comités de lutte et de grève.

Cazaubon est venu ici répondre également à la question que nous avons posée : est-il possible qu'il y ait une charnière entre deux organisations ayant une ligne politique opposée ? Cazaubon a indiqué que sa Fédération avait une position de milieu et qu'elle considérait que cette position était encore une position juste.

Encore une fois ce n'est pas ainsi qu'il faut poser le problème, il ne s'agit pas d'une position de milieu, il faut savoir quelle position ? La C.G.T. a une position, une politique, une plate-forme. On peut la discuter. Nous dénonçons le fait que c'est une plate-forme qui sert la bourgeoisie.

Le Congrès de la C.G.T.U. a terminé ses travaux en fixant encore une fois la position de lutte de classes de notre organisation syndicale. On peut la discuter, on la discute, mais on ne peut pas se contenter d'une telle forme, d'une telle position de milieu.

Quant à nous, nous avons une position bien définie et c'est celle sur laquelle nous demandons à nos camarades de vouloir bien se tenir.

Je voudrais encore discuter sur un point avec notre camarade Cazaubon. Nous pensons qu'entre la politique réformiste de la C.G.T. et la lutte politique de lutte de classes, définie par la C.G.T.U. et son Congrès, il n'y a pas de milieu, que ceux qui flottent entre les deux organisations ne peuvent qu'être le jouet, les instruments de ceux qui veulent opprimer la classe ouvrière, et que leur organisation ne peut être utilisée que comme un moyen de manœuvre contre les ouvriers.

C'est pourquoi, encore une fois, nous posons la question devant les ouvriers autonomes : il faut que vous examiniez quelle est votre situation, il faut que vous compreniez que dans ce grand mouvement de la classe ouvrière de masse, avec les perspectives de plus grands combats encore, une organisation ne peut pas rester isolée de l'ensemble du mouvement du prolétariat. Si vous comprenez qu'une organisation ne peut pas rester isolée de l'ensemble du mouvement du prolétariat, ne peut pas être ballottée d'un côté et de l'autre, il faut que vous déterminiez d'abord sur quelle plate-forme politique vous pouvez participer à l'ensemble du mouvement prolétarien.

C'est cela qu'il faut expliquer, et ne pas se contenter de dire : Nous avons une position de milieu. Je le répète : Nous posons ce problème parce que nous jugeons qu'il est urgent, parce que nous pensons que, dans la période actuelle, au moment où il faut plus que jamais faire des efforts pour le rassemblement des prolétaires, c'est pour nous et pour la Fédération autonome des fonctionnaires un devoir de poser le problème devant ses adhérents. Nous sommes menacés, comme le disait Cazaubon, dans la période qui vient, dans l'organisation de la défense des intérêts des fonctionnaires. Nous voulons marcher ensemble. Mais nous répétons encore qu'au cours de la préparation et

du déroulement de cette action, chaque fois qu'il sera nécessaire de démasquer la politique des dirigeants réformistes, chaque fois qu'il y aura nécessité de mettre en garde les fonctionnaires et les travailleurs des services publics contre ces manœuvres, chaque fois qu'il y aura nécessité d'insister encore davantage sur l'utilité de la réalisation du front unique à la base nous devons lutter avec l'ensemble des fonctionnaires, en continuant le travail avec nos camarades fonctionnaires. Nous poserons ces questions, parce qu'elles sont primordiales, essentielles, et c'est pour ne pas les avoir posées avec assez de force au cours du dernier mouvement que les dirigeants réformistes ont pu, avec une certaine facilité, briser le front unique des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, et permettre au gouvernement de réaliser ses premières attaques contre eux.

Je voudrais indiquer que la discussion au cours de cette Conférence a montré que les explications que nous avons données ce matin dans le rapport sur la nécessité d'attirer l'attention du prolétariat sur quelques points décisifs étaient parfaitement justifiées. Nous avons visé notamment l'organisation immédiate de la lutte des fonctionnaires, la défense des instituteurs, qui sont soutenus par l'ensemble du prolétariat, les instituteurs que Jouhaux insulte et méprise à la tribune de son Congrès. Nous répétons que nos dirigeants minoritaires de la Fédération de l'Enseignement ne voient pas, ne veulent pas voir, ne veulent pas comprendre leurs véritables intérêts. C'est notre devoir à nous tous de les soutenir, même quand dans leur résolution il y a de la confusion, même quand dans cette résolution il y a des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord, Il y a pour nous une chose sur laquelle nous sommes d'accord et qui domine tout : les fonctionnaires ont montré leur volonté d'action, ils veulent engager la bataille ; le gouvernement de gauche les frappe, soutenu par le parti socialiste et par la C.G.T. Le devoir le plus impérieux de tout ouvrier révolutionnaire est de voler au secours des instituteurs et de les défendre chaque fois qu'ils sont attaqués.

Camarades, en terminant, j'indique que nous avons préparé une petite résolution qui fixe ces points. Je ne voudrais pas finir sans insister sur l'importance qu'il y a pour nous, au lendemain des congrès confédéraux et de cette conférence, de faire ce que nous n'avons pas su faire avant ces congrès : réaliser des assemblées communes d'ouvriers confédérés et unitaires et discuter devant elles tout ce qui s'est passé dans les deux congrès.

Ce sera, en effet, le meilleur moyen de faire opérer leur choix aux ouvriers confédérés, de réaliser le front unique et de hâter la réalisation de l'unité syndicale. (*Nouveaux applaudissements.*)

ETCHEVERRY. — Je demande la parole pour une précision.

LE PRÉSIDENT. — Etcheverry a la parole, pendant deux minutes, pour une précision.

ETCHEVERRY. — Camarades, j'interviens avant la lecture de notre résolution afin qu'aucune confusion ne puisse sortir de ce débat. L'heure est grave et l'essentiel c'est de bien considérer quel est notre rôle et notre devoir.

J'ai été partisan, au cours de mon exposé, de s'adresser pour leur faire des offres à la direction confédérée et aux dirigeants des divers syndicats, mais, étant entendu que l'unité d'action à la base serait

organisée par les travailleurs eux-mêmes sous le contrôle, cependant, de délégués nommés par les divers syndicats.

Mais c'est la masse elle-même qui doit avoir la direction du mouvement et qui élira ceux qui seront chargés de cette direction. C'est un point capital. Suivez-vous bien ?

Oui, l'important, c'est de faire quelque chose et ne pas se mettre dans le cas de se faire dire : « Vous vous êtes adressés à la masse par-dessus la tête des chefs. »

Le difficile, dans les assemblées syndicales, c'est de défendre un point de vue lorsqu'il y a une proposition d'ordre du jour pur et simple, sans que puisse être discuté ce point de vue, s'il est mal présenté. Présentez-le bien et vous êtes assuré du succès. (*Applaudissements.*)

PROJET DE RESOLUTION

LE PRÉSIDENT. — Camarades, j'ai à vous donner lecture d'un premier projet de résolution, présenté au nom de la Conférence :

Les délégués unitaires, confédérés, autonomes, présents à la Conférence d'unité syndicale de Bullier, protestent avec énergie contre les brutalités dont a été victime le camarade Dimitrov, en plein tribunal de Leipzig, de la part de la police fasciste.

Ces brutalités scandaleuses, jointes à la décision de déplacer le tribunal à Berlin, expriment la rage du capitalisme allemand qui, devant l'attitude exemplaire des accusés communistes, et particulièrement du camarade Dimitrov, voit son ignoble accusation s'écrouler. Elles démontrent que le fascisme allemand est prêt à assassiner ceux qui, bien que prisonniers du fascisme, proclament courageusement leur attachement au prolétariat et leur volonté inébranlable de lutte pour renverser la dictature du capitalisme générateur de misère et de guerre.

La vie des accusés de Leipzig et des milliers de prisonniers qui sont dans les camps de concentration est en danger !

Sans perdre un instant, il faut que tous les travailleurs de France, sans distinction de tendance, accentuent leur protestation de masse contre les bourreaux sanglants du prolétariat allemand.

Dans chaque entreprise, dans chaque localité, les prolétaires de France doivent s'unir et clamer avec force leur solidarité internationale.

Dans les ports, le geste des Dockers de Dunkerque doit se généraliser. Partout, des délégations d'unité d'action doivent surgir qui iront protester à l'ambassade et dans les consulats allemands.

Que partout, en liaison avec la défense des revendications, s'organisent des manifestations puissantes, y compris des grèves démonstratives de solidarité !

Il faut sauver les innocents du procès de Leipzig, il faut aider le prolétariat allemand à briser la dictature fasciste.

(La résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

PROPOSITION CONCERNANT LA PREPARATION DE L'UNITE

La Conférence d'unité convoquée sur l'initiative de la C.G.T.U., et réunie le samedi 30 septembre à Paris, salle Bullier, s'adresse à tous les syndiqués de toutes tendances et à toute la classe ouvrière pour réaliser leur unité d'action revendicative, chemin de l'unité syndicale à la base.

La Conférence estime possibles et utiles des assemblées communes de syndiqués confédérés et unitaires et éventuellement autonomes pour le compte rendu des travaux des deux Congrès confédéraux et pour déterminer l'action à entreprendre pour la défense des salaires, la diminution de la durée du travail sans diminution de salaire et toutes les revendications ouvrières.

Plus particulièrement dans le moment présent, un véritable mouvement de masse contre les projets gouvernementaux qui visent l'ensemble des masses travailleuses doit être la préoccupation des organisations syndicales :

a) Contre toute aggravation des impôts qui frappent les classes pauvres ;

b) Contre la diminution des traitements et avantages acquis des fonctionnaires, cheminots, travailleurs des services publics qui ouvriront la porte à un redoublement de l'offensive du patronat de l'industrie privée ;

c) Pour la défense des instituteurs attaqués par le gouvernement de gauche, lui-même soutenu par le parti socialiste.

En prévision des élections aux Caisses d'assurances sociales prévues pour le 3 décembre, la Conférence d'unité suggère aux syndiqués de toutes tendances en liaison avec les tâches immédiates indiquées ci-dessus, d'entreprendre une large campagne pour de véritables assurances sociales sans versements ouvriers et pour l'assurance-chômage.

La Conférence d'unité, sur la base des travaux et décisions des deux Congrès confédéraux, constate que le Congrès de la C.G.T. en décidant de poursuivre la politique néfaste de collaboration des classes, a maintenu la position de division de cette centrale syndicale.

Aussi la Conférence appelle les syndiqués confédérés à joindre leurs efforts à ceux des syndicats unitaires pour pratiquer ensemble la lutte de classe qui les unira et vaincra l'obstacle réformiste.

En agissant de la sorte, nous développerons la lutte de la classe ouvrière pour ses revendications contre le fascisme et la guerre impérialiste et nous construirons, sur la base de la lutte des classes, une C.G.T. unique de masse.

(Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.)

GOURDEAUX. — Au nom de la Conférence d'unité, nous vous demandons de bien vouloir adopter la liste suivante pour le Bureau de la grande manifestation qui aura lieu à Japy ce soir :

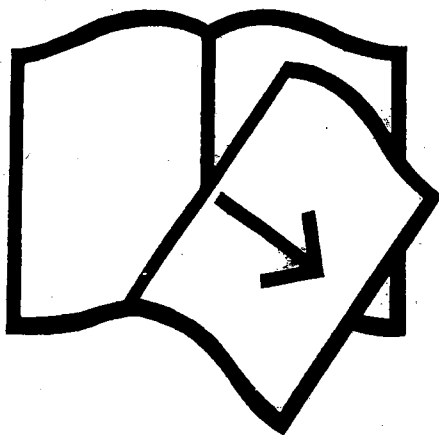
Bureau de la manifestation de ce soir à Japy :

Président : MAUVAIS, secrétaire confédéral ;	
MIDOL, Fédération unitaire des	PÉRICAT, Bâtiment ;
Cheminots ;	DUTERTRE, confédéré ;
BROUT, Fédération unitaire du	CARNE, autonome ;
Bâtiment ;	PASQUIER, autonome ;
FROT, XX ^e Union régionale ;	MARTY, Textile de Castres.

(Adopté à l'unanimité.)

LE PRÉSIDENT. — Avant de lever la séance, j'informe ici les camarades que j'ai un télégramme au nom du camarade Seiss et une lettre pour le camarade Champion.

La séance est levée à 17 heures 10.



**Documents manquants (pages, cahiers...)
NF Z 43-120-13**

Pages 769 à 776 manquantes.

TABLE DES MATIÈRES

ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS.....	3
Renvoi aux rapports et autres documents.....	4

PREMIERE PARTIE

PREMIÈRE JOURNÉE (matin)

Constitution du Bureau.....	5
Election des commissions.....	9
Les résolutions de solidarité.....	10

PREMIÈRE JOURNÉE (après-midi)

Adresse au Congrès	23
<i>Rapport d'activité</i> , par Racamond	25
Règlement de la discussion et communication du Président.....	65
Intervention de Timbaud.....	65
Intervention de Charbit.....	65
Intervention de Gourdeaux.....	66
Intervention d'Engler	66
<i>Discussion sur le rapport d'activité</i>	67
Intervention de Serret.....	67
Résolution de solidarité (Texte d'Alep).....	75

DEUXIÈME JOURNÉE (matin)

Intervention de Pradel	78
Intervention de Renac.....	79
Intervention de Doucet.....	84
Intervention de Guinet.....	90
Intervention d'un camarade de chez Hotchkiss.....	95
Intervention d'Aurin.....	100
Intervention de Bourneton.....	106

DEUXIÈME JOURNÉE (après-midi)

Intervention de Michel.....	113
Intervention de Van Vaer.....	118

Intervention de Cartini.....	120
Intervention de Poivret.....	124
Intervention de Bourgoïn.....	125
Intervention de Bouchez.....	128
Intervention de Thibault.....	129
Intervention de Bouët.....	132
Intervention de Croizat.....	139
Intervention de Coisne.....	143
Intervention de Brandy.....	145
Intervention de Monmousseau.....	149
Communication du Président.....	169

DEUXIÈME JOURNÉE (nuit)

Intervention de Timbaud.....	170
Intervention de Brout.....	179

TROISIÈME JOURNÉE (matin)

Intervention de Demusois.....	183
Intervention de Frachon.....	189

TROISIÈME JOURNÉE (après-midi)

Lecture de quelques lettres.....	224
Intervention de Renaudot.....	226
Intervention de Barne.....	227
Intervention de Bostoën.....	233
Intervention de Launet.....	236
Intervention de Mohn.....	240
Intervention de Combes.....	248
Intervention de Dengremont.....	250
Intervention de Grandel.....	257
Salut de la Délégation des bateliers.....	263
Intervention d'Arrachard.....	263

QUATRIÈME JOURNÉE (matin)

Lecture de lettres.....	266
Intervention de Darguesse.....	267
Intervention d'un camarade de chez Citroën.....	271
Intervention de Richetta.....	278
Intervention de Péricat.....	285
Intervention de Parsal.....	291
Intervention de Semard.....	298
Communication du Président.....	305
Intervention de Matton.....	306

QUATRIÈME JOURNÉE (après-midi)

Intervention de Maurin.....	309
Intervention de Barjon.....	317
Intervention de Salducci.....	323
Intervention d'Engler.....	328
Intervention de Fayet.....	333
Intervention de Marty.....	339
Intervention de Gourdeaux.....	343
Intervention de Raoul.....	347
Intervention de Martin.....	349
Intervention de Lucas.....	353
Réponse de Racamond.....	355
Salut des ouvriers de chez Hotchkiss.....	369
Intervention de Timbaud.....	370

QUATRIÈME JOURNÉE (nuit)

Intervention du camarade anglais.....	371
Intervention d'un délégué espagnol.....	372
Intervention du représentant de l'I. S. R.....	373

CINQUIÈME JOURNÉE (matin)

Nomination de la Commission de révision des Statuts.....	387
<i>Rapport d'organisation.</i>	
Intervention de Mauvais.....	389
Intervention de Pesch.....	417
Intervention de Demany.....	420

CINQUIÈME JOURNÉE (après-midi)

Lettre du Syndicat des Electriciens de Bordeaux.....	422
Intervention d'un camarade des Travaillleurs municipaux..	423
Intervention de Blanckaert.....	423
Intervention de Martel.....	428
Intervention d'Arrachard.....	431
Intervention de Seiss.....	437
Intervention de la camarade Pontalier.....	441
Compte rendu de la Commission de vérification des mandats.....	442
Intervention de Rassemmer.....	444
Intervention d'un camarade de l'Opposition syndicale ré- volutionnaire d'Allemagne.....	446
Intervention de Mauvais.....	454
Intervention de Morizet.....	456

SIXIÈME JOURNÉE (matin)

Intervention de Becker.....	458
Intervention de Hénaff.....	460
Intervention d'Engelbert.....	465
Intervention d'Archambaud.....	469
Intervention de Sensiquet.....	473
Intervention de Thonet.....	477
Adresse de l'Association des Travailleurs sans Dieu.....	481
Intervention d'un délégué du Congrès mondial des Jeunes.....	482
Intervention de Ravital.....	483
Intervention d'un délégué de la C.G.T.U. de Tchécoslovaquie.....	485
Discours du délégué anglais (traduction).....	485
Intervention de Roche.....	487
Intervention de Bellugue.....	491
Intervention de Delorme.....	494
Intervention de Richetta.....	495

SIXIÈME JOURNÉE (après-midi)

Discours du délégué de la C.G.T.U. tchécoslovaque (traduction).....	497
Intervention de Bruneau.....	498
Intervention de Denis.....	502
Intervention de Dutertre.....	507
Intervention de Frachon.....	511
Nomination de la Commission des résolutions.....	513
Intervention de Nedelec.....	513
Intervention d'un camarade roumain.....	516
Intervention de Bergé.....	521
Intervention de Frot.....	524
Intervention de Sicre.....	527
Intervention de Delobelle.....	530
Intervention de Langumier.....	536
Intervention de Boivert.....	541
Intervention de Fourrier.....	542
Intervention de Bernard.....	544
<i>Rapport de Tillon sur le chômage</i>	545
Intervention de Rosenblatt.....	554
Intervention d'un délégué de l'Union locale de St-Etienne.....	555
Communications du Président.....	556
Intervention de Novaro.....	557
Intervention de Guist'hau.....	559
Intervention de Carou.....	561
Intervention de Marisot.....	564
Intervention de Guiraud.....	569

Intervention d'Onoff	570
Intervention du délégué indochinois.....	573

SIXIÈME JOURNÉE (nuit)

Intervention de Bernadette Cattaneo.....	576
Intervention de Siffi.....	578
Intervention de Bonis.....	580
Intermède artistique	583
Intervention de Tailleur.....	583
Intervention de Pujol.....	585
Intervention de Bouët.....	586
Intervention de Doucet.....	589
Intervention d'un camarade.....	590
Intervention de Bouyat.....	591
Intervention de Fleury.....	593
Intervention de Dupont.....	595

SEPTIÈME JOURNÉE (matin)

Intervention de Lebas.....	596
----------------------------	-----

Rapport financier.

Intervention de Racamond.....	611
Intervention d'un délégué.....	618
Intervention de Thomas.....	618
Intervention de Guimet.....	619
Réponse de Racamond.....	619

Modification des Statuts.

Intervention de Brout.....	620
Intervention de Barjon.....	621
Intervention de Péricat.....	621
Intervention de Sorin.....	622
Réponse de Brout.....	622

La question de « la Vie Ouvrière ».

Intervention de Racamond.....	623
-------------------------------	-----

<i>Communication du Président.</i>	624
--	-----

Nomination de la Commission exécutive.

Intervention de Brout.....	624
Intervention de Frachon.....	626

Compte rendu de délégations.

Intervention de Midol.....	628
----------------------------	-----

<i>Contre le fascisme, contre la guerre impérialiste (déclaration)</i>	630
--	-----

<i>Discours de clôture de Gitton</i>	632
--	-----

DEUXIEME PARTIE

Tableau des votes par mandat sur le Rapport d'activité et sur les Statuts	647
Tableau des votes et états des groupes, sections et journaux d'entreprises de la C.G.T.U.....	669

ANNEXE A LA PREMIERE PARTIE

Résolution générale du VII ^e Congrès de la C.G.T.U.....	676
Résolution sur la main-d'œuvre immigrée.....	692
Résolution sur la main-d'œuvre féminine.....	696
Revendications de la C.G.T.U. pour la main-d'œuvre féminine.....	697
Résolution sur le travail colonial de la C.G.T.U.....	698
Revendications particulières à chaque pays.....	701
Résolution sur les tâches et le travail des syndicats unitaires à la campagne	702
Résolution sur la juridiction prud'homale.....	702
Résolution sur le chômage.....	704
Résolution sur l'attaque du gouvernement contre les travailleurs de l'Etat, des Services publics et des Cheminots.....	705
Déclaration commune des organisations syndicales révolutionnaires de France, Allemagne, Angleterre, Italie, Belgique, Espagne et Tchécoslovaquie	706
Résolution sur la situation des revendications et des luttes de la jeunesse ouvrière	708

TROISIEME PARTIE

Conférence d'unité

PREMIÈRE SÉANCE

Constitution du Bureau.....	711
Intervention de Frachon.....	711
Intervention de Saint-Maxin.....	721
Intervention de Poinsot.....	725
Intervention d'Ernault	727
Intervention de Machelat.....	729
Intervention de Doucet.....	729
Intervention de Lemarie.....	732

DEUXIÈME SÉANCE

Intervention d'Etcheverry	735
Nomination d'une Commission de résolution.....	743



TABLE DES MATIÈRES

783

Intervention de Charbit.....	743
Intervention de Cazaubon.....	746
Intervention de Raynaud.....	748
Intervention de Martha Désrumeaux.....	751
Intervention de Bevaragg.....	753
Intervention de Pasquier.....	754
Intervention d'Ali Tali.....	757
Intervention de Péricat.....	758
Intervention de Rakowsky.....	759
Réponse de Frachon.....	761
Projet de résolution.....	767
Proposition concernant la préparation de l'unité.....	767

QUATRIEME PARTIE

CONFÉRENCE COLONIALE

769





MAISON DES SYNDICATS

SERVICE DE L'IMPRIMERIE

33 RUE GRANGE-AUX-BELLES

PARIS (X^e)

